PEUPLES ET CIVILISATIONS
Histoire générale
publiée sous la direction de
Louis Halphen et Philippe Sagnac

Louis Halphen
Historien français, Membre de l'Institut
(1880-1950)

L'essor de l'Europe

(XI^e - XIII^e siècles)

Troisième édition, revue et augmentée.
Presses Universitaires de France, Paris, 1948

Un document produit en version numérique par Jean-Marc Simonet, bénévole,
Courriel : Jean-Marc_Simonet@uqac.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marc Simonet, ancien professeur des Universités, bénévole.

Courriel : Jean-Marc_Simonet@uqac.ca

À partir de :

Louis Halphen

Historien français, Membre de l'Institut
(1880-1950)

L'essor de l'Europe
(XI^e - XIII^e siècle)

Troisième édition, revue et augmentée

Presses Universitaires de France, Paris,
1946, 638 pages.

Polices de caractères utilisées :

Pour le texte: Times New Roman, 14 et 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 29 juillet 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada

Table des matières

INTRODUCTION

LIVRE PREMIER

L'Europe féodale et la croisade

CHAPITRE PREMIER. — *L'Europe au XI^e siècle. La féodalité.*

I. Les origines du régime féodal. — II. Caractère militaire du régime féodal : la chevalerie. — III. Le contrat de fief. — IV. La hiérarchie féodale. — V. Les déformations du régime féodal. — VI. Le gouvernement des seigneurs féodaux. — VII. La vie féodale. — Bibliographie.

CHAPITRE II. — *L'Europe au XI^e siècle. L'Église.*

I. Cluny et les idées clunisiennes. — II. L'Église et la féodalité : la question de l'investiture. — III. Papauté et féodalité dans la première moitié du XI^e siècle. — IV. L'affranchissement de l'Église, de Léon IX à Alexandre II (1049-1073). — V. Les débuts de Grégoire VII (1073-1076) et la lutte pour l'hégémonie de l'Église. — VI. La chute de Grégoire VII (1077-1085). — VII. Urbain II et le triomphe de l'idée chrétienne. — Bibliographie.

CHAPITRE III. — *L'expansion féodale avant la première croisade.*

I. La conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile par les Normands. — II. La conquête de l'Angleterre par les Normands. — III. L'expansion féodale dans la péninsule ibérique. — IV. La lutte contre les Almoravides d'Espagne. — Bibliographie.

CHAPITRE IV. — *La première croisade et la reconquête du bassin de la Méditerranée orientale.*

I. L'organisation de la croisade. — II. Le recul de la puissance turque à l'arrivée des croisés. — III. La marche des croisés sur Jérusalem. — IV. L'établissement des croisés en Syrie et en Palestine. — Bibliographie.

CHAPITRE V. — *La révolution économique en Europe au XII^e siècle.*

I. Les cités italiennes et la renaissance du grand commerce maritime. — II. La renaissance commerciale et industrielle dans l'Europe continentale. — III. Le renouveau de la vie urbaine et la révolution communale. — IV. La renaissance agricole et la révolution économique dans les campagnes. — V. L'affranchissement des populations rurales. — Bibliographie.

CHAPITRE VI. — *La révolution intellectuelle et artistique du XII^e siècle.*

I. La science arabe et sa pénétration dans l'Europe chrétienne. — II. Les nouveaux courants d'idées dans l'Europe chrétienne. — III. L'éclosion des littératures nationales. — IV. La révolution artistique. — Bibliographie.

CHAPITRE VII. — *Les progrès de l'Église romaine dans la première moitié du XII^e siècle.*

I. La liquidation de la querelle des investitures. — II. La régénération de l'Église et les ordres nouveaux. — III. La papauté au milieu du XII^e siècle et les progrès de la centralisation ecclésiastique. — Bibliographie.

LIVRE II

La formation des grandes monarchies

CHAPITRE PREMIER. — *L'Empire germanique.*

I. Le pouvoir royal en Allemagne, de la mort d'Otton le Grand à celle d'Henri III (973-1056). — II. Un siècle d'anarchie : d'Henri IV à Conrad III (1056-1152). — III. Les débuts de Frédéric Barberousse (1152-1156). La restauration de l'idée d'État. — IV. La diète de Roncaglia (1158). — V. La mainmise de Frédéric Barberousse sur la papauté (1158-1160). — VI. L'application des décrets de Roncaglia dans l'Italie du Nord (1159-1162). — VII. La ligue lombarde et la révolte de l'Italie (1162-1177). — VIII. La paix de Constance (1183) et le triomphe de l'idée impériale. — Bibliographie.

CHAPITRE II. — *L'Angleterre au XII^e siècle.*

I. La succession de Guillaume le Conquérant. — II. Henri Beauclerc et l'unification de l'État anglo-normand (1100-1135). — III. La crise de la royauté et l'avènement de la maison d'Anjou (1135-1154). — IV. Les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et l'Église. — V. Les

progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et la féodalité. — VI. La politique continentale d'Henri II. — Bibliographie.

CHAPITRE III. — *La royauté française sous les premiers Capétiens.*

I. Le premier siècle de la monarchie capétienne. — II. L'œuvre de Louis VI (1108-1137). — III. Le pouvoir royal sous Louis VII (1137-1180). — Bibliographie.

CHAPITRE IV. — *L'empire byzantin sous les Comnène.*

I. La reconstitution territoriale de l'empire sous Alexis Comnène (1081-1118). — II. Les progrès de la monarchie byzantine sous Jean Comnène (1118-1143). — III. La réorganisation militaire de l'empire au milieu du XII^e siècle. — IV. La rentrée de l'empire byzantin dans la politique européenne sous Manuel Comnène (1143-1180). — V. La civilisation byzantine sous les Comnène. — Bibliographie.

CHAPITRE V. — *Les États francs de Syrie et la défense contre les Turcs.*

I. Le regroupement des forces turques dans la première moitié du XII^e siècle. — II. La deuxième croisade. — III. L'offensive de Noûr ad-Dîn (1148-1174). — IV. L'offensive de Saladin et la chute de Jérusalem (1174-1188). — V. La troisième croisade et la reprise d'Acre (1189-1192). — Bibliographie.

CHAPITRE VI. — *La formation des royaumes d'Aragon et de Castille et la défense de l'Europe contre les Musulmans d'Afrique.*

I. La lutte contre les Almoravides. — II. Les royaumes espagnols au milieu du XII^e siècle. — III. La formation de la puissance almohade. — IV. La lutte contre les Almohades et la victoire de Las Navas de Tolosa. — Bibliographie.

LIVRE III

Les tentatives d'unification de l'Europe
dans la première moitié du XIII^e siècle

CHAPITRE PREMIER. — *La grande guerre d'Occident.*

I. L'instabilité des rapports internationaux en Occident au temps de la troisième croisade. — II. L'affaire de la succession de Flandre. — III. La

captivité de Richard Cœur-de-Lion et la révolte guelfe en Allemagne (1192-1194). — IV. La lutte de Philippe Auguste et de Richard Cœur-de-Lion (1193-1196). La première coalition. — V. La rupture de la coalition (1199-1200). — VI. La confiscation des fiefs français de Jean Sans-Terre. — VII. Le couronnement impérial d'Otton de Brunswick et la formation de la deuxième coalition. — VIII. Bouvines. — Bibliographie.

CHAPITRE II. — *La conquête de l'empire byzantin par les Occidentaux.*

I. La politique sicilienne et les visées des Occidentaux sur l'Orient byzantin. — II. La mainmise des Vénitiens sur le commerce de l'Empire d'Orient. — III. La désagrégation de l'empire byzantin. La renaissance de la Serbie et de la Bulgarie. — IV. L'afflux des « Latins » dans l'Empire d'Orient avant la quatrième croisade. — V. La quatrième croisade et la marche sur Constantinople. — VI. La prise de possession de l'empire par les Latins. — VII. L'anarchie dans l'Europe orientale après la prise de Constantinople par les Latins. — Bibliographie.

CHAPITRE III. — *La théocratie pontificale. Innocent III.*

I. L'intervention du pape dans les élections au trône d'Allemagne (1198-1201). — II. L'intervention du pape dans la guerre franco-anglaise (1203-1204). — III. Les prétentions pontificales à la suzeraineté des États chrétiens. — IV. La dépossession des princes temporels pour crime d'hérésie : la croisade des Albigeois. — V. La déposition de l'empereur Otton IV. — VI. La mainmise sur le royaume d'Angleterre (1208-1213). — VII. La révolte anglaise contre Jean Sans-Terre et la « Grande Charte » de 1215. — VIII. L'apothéose d'Innocent III : le quatrième concile œcuménique de Latran (novembre 1215). — Bibliographie.

CHAPITRE IV. — *La papauté et le gouvernement de la pensée chrétienne.*

I. Les nouvelles milices pontificales : les Dominicains et les Franciscains. — II. L'établissement de l'Inquisition. — III. La fondation des Universités et la police des études. — IV. L'orientation nouvelle de la pensée chrétienne. — Bibliographie.

CHAPITRE V. — *L'idée impériale. Frédéric II de Hohenstaufen.*

I. L'élection d'Henri VII au trône d'Allemagne et le couronnement impérial de Frédéric (1216-1220). — II. Les premiers conflits italiens (1220-1227). — III. La conquête du royaume de Jérusalem. — IV. Le traité de San

Germano (1230). — V. La pacification de l'Allemagne (1231-1236). — VI. L'écrasement de la ligue lombarde et le triomphe de l'idée impériale (1236-1237). — VII. L'écrasement de Grégoire IX (1237-1241). — VIII. Le conflit avec Innocent IV : la débâcle (1243-1250). — Bibliographie.

CHAPITRE VI. — *Les royaumes d'Angleterre et de France après Bouvines.*

I. La ruine de l'empire continental des Plantagenêts. — II. La faillite du pouvoir royal en Angleterre. — III. La consolidation territoriale de la royauté française. — IV. Les embarras de la royauté capétienne au début du règne de saint Louis. — Bibliographie.

CHAPITRE VII. — *Les États de l'Europe orientale à la veille de l'offensive mongole.*

I. La Bohême. — II. La Pologne. — III. La Hongrie. — IV. Les pays balkaniques. — V. La Russie. — Bibliographie.

LIVRE IV
L'Asie mongole et l'Europe

CHAPITRE PREMIER. — *La formation de l'empire mongol.*

I. L'Asie centrale avant l'offensive mongole. — II. Les Mongols vers la fin du XII^e siècle. — III. Gengis-khan et la conquête de la Mongolie (1202-1209). — IV. Les premières conquêtes dans la Chine du Nord (1211-1222). — V. La conquête du Turkestan, de l'Afghanistan et de la Perse (1209-1221). — VI. Le raid de Russie (1221-1223). — VII. La succession de Gengis-khan et l'achèvement des conquêtes en Perse (1227-1233). — VIII. L'annexion de la Corée et la fin des conquêtes dans la Chine du Nord (1227-1234). — IX. La conquête de l'Europe orientale (1237-1242). — X. La conquête de l'Asie Mineure et du califat de Bagdad (1242-1258). — XI. La conquête de la Mésopotamie et de la Syrie (1259-1260). — XII. Les premières conquêtes dans la Chine du Sud (1236-1260). — Bibliographie.

Chapitre II. — *L'Europe et l'Islam en face des Mongols.*

I. Les illusions de l'Europe : les premiers missionnaires en pays mongol. — II. La lutte de l'Europe et de l'Islam : la première croisade de saint Louis. — III. La lutte entre Grecs et Occidentaux et la chute de l'empire latin de

Constantinople. — IV. Le sultan Baibars et la reconquête de la Syrie sur les Mongols (1260-1261). — Bibliographie.

CHAPITRE III. — *L'Asie après les dernières victoires mongoles.*

I. La domination mongole au milieu du XIII^e siècle. — II. La crise de succession dans l'empire mongol (1259-1264). — III. La fin de la conquête de la Chine et la poussée mongole vers l'Indochine, les Indes et le Japon (1268-1285). — IV. La Chine sous la domination mongole. — V. Le Japon à la fin du XIII^e siècle. — VI. L'Indochine à la fin du XIII^e siècle. — VII. L'Inde à la fin du XIII^e siècle. — VIII. Les Mongols, trait d'union entre l'Orient et l'Occident. — Bibliographie.

LIVRE V

L'Europe après l'arrêt de l'offensive mongole

CHAPITRE PREMIER. — *L'Allemagne après la mort de Frédéric II.*

I. L'anarchie allemande : le « Grand interrègne » (1250-1273). — II. L'avènement de Rodolphe de Habsbourg (1273). — III. La reconquête des fiefs usurpés et la chute d'Otakar de Bohême (1274-1278). — IV. La royauté germanique après la victoire de Dürnkrut. — Bibliographie.

CHAPITRE II. — *L'Italie angevine (1250-1282).*

I. L'anarchie italienne et la succession au trône de Sicile (1250-1262). — II. La conquête du royaume de Sicile par Charles d'Anjou et sa mainmise sur l'Italie. — III. L'Italie sous Charles d'Anjou. — Bibliographie.

CHAPITRE III. — *Charles d'Anjou et la politique des États méditerranéens (1250-1286).*

I. La politique de Charles d'Anjou dans les Balkans et l'empire byzantin. — II. La politique de Charles d'Anjou et l'Orient islamique. — III. La politique de Charles d'Anjou dans la Méditerranée occidentale et la croisade de Tunis. — IV. L'essor de l'Aragon. Les Vêpres siciliennes et la chute de la domination angevine en Sicile. — V. La vengeance de Charles d'Anjou : la croisade d'Aragon. — Bibliographie.

CHAPITRE IV. — *Le royaume de France dans la seconde moitié du XIII^e siècle.*

I. Saint Louis et l'affermissement du pouvoir royal en France. — II. Saint Louis arbitre de l'Europe. — III. Le règne de Philippe le Hardi (1270-1285). — Bibliographie.

CHAPITRE V. — *L'Angleterre dans la seconde moitié du XIII^e siècle.*

I. La révolution de 1258. Les Provisions d'Oxford. — II. La dictature de Simon de Montfort. — III. La restauration. — IV. Les débuts d'Edouard I^{er}. — Bibliographie.

CHAPITRE VI. — *Les transformations économiques.*

I. La décadence des libertés urbaines. — II. Le lien corporatif et la réglementation du travail. — III. Le capitalisme et le régime de la grande entreprise. — IV. Le grand commerce, les foires et les banques. — Bibliographie.

CHAPITRE VII. — *Les tendances nouvelles de la pensée occidentale.*

I. La lutte de l'Université de Paris contre les ordres mendiants et la papauté (1252-1257). — II. L'autonomie universitaire à Paris. — III. L'autonomie universitaire à Oxford. — IV. L'autonomie universitaire à Bologne. — V. La tentative de saint Thomas d'Aquin. — VI. La crise de l'averroïsme. — VII. Le point de vue de la science positive : l'école franciscaine d'Oxford et le manifeste de Roger Bacon. — VIII. Les hérésies. — IX. La littérature et l'art. — Bibliographie.

CONCLUSION

INDEX

[*Table des matières*](#)

L'ESSOR DE L'EUROPE

(XI^e-XII^e siècles)

Introduction

Jusque vers le milieu du XI^e siècle, l'histoire du moyen âge donne l'impression d'une instabilité déconcertante. Sur les ruines du monde romain, les Barbares se sont essayés à fonder des empires nouveaux, qui l'un après l'autre se sont écroulés comme châteaux de cartes. Seuls finalement restent debout l'empire germanique, où revit, non sans incohérences ni faiblesses, l'esprit de l'empire carolingien, et, à l'extrême lisière de l'Europe et de l'Asie, chaque jour davantage menacé par le flot des barbares balkaniques et turcs, l'empire de Byzance, dernière épave du grand Empire romain dont il garde fièrement le titre et les ambitions.

Mais le vent tourne. Tandis que les Turcs Seldjoukides s'abattent sur l'Asie Mineure, la Syrie, et s'avancent jusqu'aux portes de l'Égypte, l'Occident s'arme pour les combats décisifs. Le XI^e siècle, lourd de menaces pour les jeunes peuples d'Europe, s'achève de façon inespérée par l'écrasement des barbares d'Asie. Sur tout le pourtour de la Méditerranée, dont elle reprend peu à peu possession, en Espagne comme en Sicile, comme en Syrie, en Afrique même, l'Europe se dresse, alerte, vigoureuse, prête non seulement pour la lutte, mais aussi pour les plus hautes créations de l'art et de la pensée. La barbarie asiatique aura encore des sursauts de violence : les Turcs et surtout les Mongols infligeront, au XII^e et au XIII^e siècle, de dures

leçons aux Occidentaux ; mais ils ne l'emporteront plus. C'est dans ce laborieux effort de création, d'où notre Europe moderne est directement sortie, que réside l'intérêt principal de la période qu'embrasse le présent volume.

On s'abuserait, il est vrai, si l'on se figurait que tout alors est nouveauté : les premiers siècles du moyen âge ont vu la transformation de la carte politique et ethnographique du monde ; ils ont vu la disparition des vieux cadres romains, non la ruine définitive des principes de droit et de gouvernement sur lesquels reposait l'empire fondé par Auguste. Tombé en oubli, ces principes survivaient obscurément. Leur réapparition au grand jour, avec, par voie de conséquence, la restauration de l'idée d'État, va être un des faits capitaux de l'histoire politique des XII^e et XIII^e siècles, comme le réveil de la pensée et de l'art antiques sera, dans le même temps, un des faits capitaux de l'histoire intellectuelle.

Et pourtant l'État médiéval diffère déjà profondément de l'État romain, et la civilisation chrétienne du XIII^e siècle n'a plus beaucoup de traits communs avec la civilisation antique. Trop de choses ont changé entre temps pour qu'un simple recommencement soit possible ; trop d'obstacles aussi se dressent sur la route. Aussi est-ce à tâtons et parmi des convulsions sanglantes que l'Europe parvient à se dégager lentement du chaos.

[*Table des matières*](#)

LIVRE PREMIER

L'Europe féodale et la croisade.

[*Table des matières*](#)

Chapitre Premier

L'Europe au XI^e siècle. La féodalité¹.

Une solide armature centrale avait valu jadis à Rome la maîtrise de tout le bassin de la Méditerranée ; ce fut, au contraire, par le libre jeu de forces en apparence inorganiques que l'Europe médiévale, au début du moins, put s'affirmer comme la future p003 souveraine du monde. L'Europe de la première croisade, l'Europe des premières grandes guerres victorieuses d'Espagne, d'Italie et de Sicile n'est ni l'Europe des empereurs allemands ni celle des empereurs byzantins, mais l'Europe féodale, fruit de l'anarchie et de la ruine des États.

Ce paradoxe trouve dans les faits son explication. Si la féodalité n'avait été qu'un principe générateur de désordres, elle n'eût mené, de toute évidence, qu'à des ruines nouvelles. Mais elle était en même temps un admirable organisme de combat, dangereusement destructeur quand elle ne trouvait pas à s'employer au dehors, d'une efficacité merveilleuse dès le moment où elle était dirigée vers des fins utiles.

¹ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

I. — Les origines du régime féodal ².

Les caractères essentiels du régime féodal s'expliquent par ses origines, qui le rattachent à l'institution du vasselage carolingien.

^{p004} Le vasselage même, au sens large du mot, est de tous les temps et de tous les pays. Celui qu'à partir du VIII^e siècle on appelait le vassal (*vassus* ou *vassalus*) ou l'« homme » (*homo*) d'autrui ³, n'était, en principe, que le « client », le protégé d'un homme libre quelconque, plus haut placé sur l'échelle sociale ou plus favorisé du sort, et qu'il avait accoutumé d'appeler son « seigneur » (*senior*), c'est-à-dire son « ancien », son « patron ». Mais le vasselage carolingien était quelque chose d'autre encore. En venant demander protection à un « seigneur », le vassal lui jurait un dévouement absolu, et ce serment était renforcé par un geste symbolique : le vassal plaçait ses mains jointes dans les mains de celui à qui il « se recommandait » et lui promettait une fidélité sans réserve. Le pacte ainsi conclu n'était d'abord qu'un pacte d'ordre privé, dont les pouvoirs publics n'avaient à connaître que dans la mesure où ils avaient mission de veiller au respect de tous les engagements pris dans les formes légales à l'intérieur du royaume. Mais, dès l'époque de Charlemagne, la pratique du vasselage s'était à ce point généralisée que le souverain jugeait commode d'en tirer parti et d'inviter, par exemple, en cas de mobilisation, les vassaux à se grouper autour de leurs seigneurs, afin de faciliter la concentration générale de l'armée.

Puis, l'autorité royale faiblissant, il parut au souverain de plus en plus avantageux de recourir aux seigneurs comme intermédiaires entre le gouvernement et ceux des sujets qui étaient entrés dans les liens du vasselage. Il ne put résister à la tentation de se décharger sur eux du soin de veiller personnellement et sous leur responsabilité à l'exécution des devoirs auxquels « leurs hommes » étaient tenus

² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

³ Le sens primitif du mot *vassus* est serviteur.

envers lui, ce qui eut pour conséquence d'élever le séniorat et le vasselage au rang d'institutions publiques et d'en accélérer la diffusion. Car, plus s'accrut la crise du pouvoir royal dans les divers États issus du morcellement de l'empire carolingien, plus l'intervention des « seigneurs » sembla nécessaire aux rois et plus, par suite, ils s'employèrent à inviter la masse de leurs sujets à entrer dans les cadres de la vassalité. Le X^e siècle était à peine commencé que le cas d'un homme sans seigneur était déjà tenu pour une anomalie.

L'impuissance manifeste des rois à triompher par leurs propres moyens des invasions qui désolèrent alors si longtemps l'Europe eut pour résultat de précipiter une évolution dont les conséquences étaient faciles à prévoir : le « seigneur » tendit à ^{p005}devenir le seul protecteur efficace, et le pouvoir royal céda insensiblement le pas au pouvoir seigneurial. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les représentants normaux de la royauté dans les provinces, les comtes et les autres fonctionnaires de l'État, aient eux aussi cherché à se constituer une clientèle de vassaux, afin de remplacer par le prestige sans cesse accru de leur puissance « seigneuriale » ce qu'ils perdaient chaque jour de leurs moyens d'action comme porte-paroles de l'autorité publique ? Les plus influents se trouvèrent bientôt ceux dont les vassaux étaient les plus nombreux et qui pouvaient s'appuyer sur eux dans les moments décisifs. On en vint ainsi à oublier leur qualité de fonctionnaires publics pour ne plus guère voir en eux que des seigneurs d'une importance exceptionnelle. Au lieu de simples comtés, quelques-uns disposèrent de groupes de comtés, que le roi, dans sa détresse, crut devoir réunir ou, plus généralement, les laissa réunir entre leurs mains pour en former des « marches », des « duchés », très étendus parfois : territoires réputés militaires, mais qui, dès le début du X^e siècle, avaient perdu leur caractère initial pour revêtir celui de vastes principautés d'allure déjà féodale. À peine leurs chefs se souvenaient-ils encore qu'ils tenaient théoriquement leurs pouvoirs du roi. Les titres mêmes de ducs ou de comtes étaient devenus héréditaires, en fait d'abord, puis, à la longue, en droit.

Les souverains ne purent se soustraire à l'ambiance. Dès le IX^e siècle, ils avaient leurs vassaux particuliers, sur lesquels ils savaient pouvoir compter. Aussi cherchèrent-ils à en multiplier le nombre et à s'attacher par ce moyen d'une façon plus étroite tous ceux qui, dans le royaume, disposaient d'une influence notable. Ils cessèrent alors peu à

peu de faire figure de rois : placés au sommet d'une longue hiérarchie de vassaux et de seigneurs superposés, le X^e siècle n'était pas achevé qu'ils auraient pu revendiquer le titre de « seigneurs des seigneurs » que les juristes devaient leur donner par la suite.

Du processus que nous venons d'esquisser ressort un des traits essentiels du régime des temps féodaux, qui sera un régime de libre association entre individus liés les uns aux autres par des serments mutuels de protection et de fidélité, par opposition au régime monarchique, qui suppose l'obéissance directe de chacun au maître en qui s'incarne la toute-puissance de l'État.

Mais un autre trait capital se marque également dès une époque fort ancienne : le pacte d'association qui liait le seigneur ^{p006} au vassal était subordonné à la remise par le premier au second d'un bien foncier — la seule « valeur » alors aisément transmissible — qui devait inciter le vassal à se mettre plus volontiers à la disposition du seigneur et lui donner les moyens de s'acquitter convenablement des devoirs militaires de plus en plus lourds qui lui étaient imposés. Cet abandon conditionnel et limité d'un domaine à charge de service était ce que depuis longtemps on avait pris l'habitude d'appeler un « bénéfice » (*beneficium*). Déjà les rois mérovingiens assignaient en « bénéfice » l'usufruit de certains domaines fiscaux à leurs fonctionnaires pendant qu'ils étaient en charge : c'était une manière de les rémunérer. Les seigneurs en quête de vassaux imitèrent de bonne heure cette pratique, si bien que la concession d'un bénéfice par le seigneur à son vassal, fréquente dès le règne de Charlemagne, était devenue normale avant la fin du IX^e siècle.

Les deux notions de bénéfice et de vassalité s'étant donc rejointes, l'on en vint à ne plus concevoir ni vassal sans bénéfice, ni bénéfice sans vassal. Si bien même que les bénéfices assignés par le roi à ses comtes et, d'une façon générale, aux représentants de son autorité cessèrent d'être regardés comme la contre-partie d'un office public. Le fonctionnaire prit, par suite, dans ses rapports avec le roi l'allure d'un vassal, et la charge dont il s'acquittait revêtit elle-même toutes les apparences d'un simple bénéfice. Ce jour-là, on peut dire que la féodalité était née.

Seul le mot « fief » (*feodum*, *fevum*) manquait encore. Ce mot, d'origine germanique, que rappelle l'allemand moderne *vieh* (bétail), avait été à son point de départ l'équivalent du latin *pecus*, d'où les Romains avaient tiré le mot *pecunia*, monnaie. Il avait désigné d'abord la « valeur » type qui, chez les peuples sédentaires, est la terre de culture et non le bétail errant, ainsi qu'il est de règle chez les peuples nomades ; puis il s'était peu à peu substitué au mot « bénéfice » durant les X^e et XI^e siècles. Le terme « féodal » peut dès lors servir à désigner le régime que va longtemps connaître l'Occident, et surtout la France, où nous nous placerons pour essayer d'en préciser les divers aspects.

[*Table des matières*](#)

II. — Caractère militaire du régime féodal : la chevalerie ⁴.

Ce qui frappe d'abord, c'est le caractère militaire de ce régime. Vassal, dans les plus anciens textes de la littérature française, ^{p007} dans nos premières chansons de geste, est synonyme de guerrier, de vaillant. Le combattant intrépide doit s'élancer « vassalement » sur l'ennemi ; et quand Roland, à Roncevaux, dans un moment d'abandon, va succomber enfin à la tentation de sonner l'olifant, Olivier l'arrête d'un mot : « Ne serait vasselage », c'est-à-dire : ce ne serait pas d'un brave, ce ne serait pas d'un soldat. Car, un « vassal », c'est un soldat, le *miles* des Latins ; et c'est pourquoi les deux mots *vassalus* et *miles* sont indifféremment employés dans la langue du XI^e siècle.

Mais le « vassal » n'est pas seulement *un* soldat ; c'est *le* soldat, le vrai soldat, celui qui seul compte dans la bataille aux yeux des hommes de ce temps : celui qui combat à cheval, armé de l'épée, de la lance et de l'écu. Car, depuis l'époque carolingienne, l'infanterie ne joue plus, en Occident, qu'un rôle de soutien, considéré comme tellement négligeable par les écrivains imbus de l'esprit féodal, qu'ils vont jusqu'à la qualifier de « plèbe sans armes » (*plebs inermis*, *inermis vulgus*), voire de « plèbe pacifique » (*plebs imbellis*), dans l'instant même où elle est engagée dans la lutte, tuant et se faisant

⁴ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

tuer. Le vassal, au contraire, est un soldat dans toute la force du terme, autrement dit un cavalier ou, pour employer dans son sens propre le vieux mot français, un « chevalier », ce qui en latin se traduit encore par *miles*, sans autre précision.

Pour tenir fief, pour être admis dans la vassalité, il faut donc, avant toute chose, se montrer capable de porter les armes. Aussi la prise d'armes est-elle dans la vie du futur vassal un moment solennel, la marque de sa majorité légale, car le jeune homme reste impropre à la vie féodale tant qu'il n'a pas, comme on disait alors, été « adoubé », c'est-à-dire armé. Comment donc s'étonner qu'on s'emploie à faire de cet « adoubement » un acte symbolique, rehaussé par un cérémonial approprié ?

Ce cérémonial varie selon l'époque et selon les lieux ; il a une tendance naturelle à se compliquer sans cesse ; mais partout et toujours il consiste essentiellement dans la remise des armes à l'aspirant chevalier par un ancien, qui lui tient lieu de parrain, ^{p008} et dans la preuve fournie aussitôt après par le nouveau promu de ses aptitudes militaires. Sur ce thème initial, on a brodé à l'infini, sans que jamais cependant rien ne soit venu oblitérer le caractère primitif de la cérémonie. L'usage s'introduisit au XI^e siècle et se généralisa vite de la faire débiter par un bain, suivi d'un changement complet de linge et de vêtements, en manière de baptême à l'entrée de la vie nouvelle qui attendait le néophyte. On y ajoutait communément une tape symbolique sur le cou — la « colée » — donnée par le parrain au jeune homme, qu'il avait d'abord aidé à ceindre son épée. Puis, pour que, même en temps de paix, les qualités militaires de ce dernier pussent s'affirmer au moins théoriquement, la cérémonie s'achevait par un simulacre de combat : sautant sur son cheval et l'enlevant au galop, le héros de la fête s'élançait, la lance en arrêt, contre un mannequin armé, lui aussi, en chevalier — une « quintaine » — dont il devait aller percer l'écu. Cette épreuve, à défaut de celle, plus décisive, du champ de bataille, permettait aux connaisseurs qui formaient l'assistance de juger des talents de cavalier, de l'adresse et de la vigueur du nouvel « adoubé ». Avec le temps, d'autres détails imprimeront à la cérémonie un caractère religieux qui n'était pas d'abord prévu ou demeurerait exceptionnel. On prendra l'habitude de ne pas se faire armer chevalier sans avoir, au préalable, été entendre la messe « au moutier » et même sans avoir passé en prières la dernière nuit avant la prise d'armes : c'est ce qu'on appellera la veillée des

appellera la veillée des armes. Un prêtre interviendra pour bénir l'épée, qu'on aura déposée sur l'autel avant que de la ceindre. Il en sera déjà assez fréquemment ainsi au temps de Philippe Auguste. Puis on en arrivera, au XIII^e siècle, à demander l'investiture chevaleresque au prêtre lui-même. Mais, ce jour-là, le caractère véritable de la chevalerie aura été oublié et, en France du moins, ces mœurs nouvelles ne seront pas sans surprendre ni même sans choquer.

[*Table des matières*](#)

III. — Le contrat de fief ⁵.

Une fois chevalier, le jeune homme était apte à devenir vassal. Il pouvait mettre au service d'autrui l'épée qu'il venait de ^{p009} placer à son côté, s'il se trouvait un seigneur qui voulût en profiter et fût en mesure d'en payer le prix. Ce prix, c'était le fief.

La concession du fief forme l'exacte contre-partie de l'engagement du vassal : l'un et l'autre sont viagers en droit et en fait. La mort d'un des deux contractants rend la liberté à l'autre. Il va de soi néanmoins que l'attachement du vassal à son fief enlève vite à ce contrat son instabilité. De viager, le fief devient héréditaire. Mais le principe reste : il y a rupture théorique du contrat à chaque mutation de seigneur comme à chaque mutation de vassal et, dans les deux cas, la nécessité s'impose de le renouveler formellement. L'idée même subsiste que ce renouvellement n'est pas de droit, qu'il faut le solliciter, voire le payer d'un don gracieux au seigneur ; et ce don, qui tend d'assez bonne heure, dans certaines régions au moins, à se transformer en une véritable taxe, prend le nom significatif de « rachat » ou « relief » (*relevium, relevamentum*), ce qui indique que le droit du vassal étant tombé, il faut le « relever », le « racheter », afin d'obtenir du seigneur une nouvelle investiture. Jamais, tant que vivra le régime féodal, cette idée ne s'effacera. Tout au plus en atténuera-t-on progressivement la rigueur, jusqu'à n'exiger le relief qu'en cas de mutation du vassal lui-même. C'était, en général, un point acquis au XI^e siècle, sinon avant.

Mais on ne perd jamais de vue que, le fief n'étant rien d'autre que le prix des services dont le vassal a accepté la charge, toute

⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

interruption de ces services peut entraîner l'annulation du ^{p010} contrat et la reprise ou, pour parler la langue du temps, la « commise » du fief par le seigneur frustré : hypothèse qui se réalise dans tous les cas où le vassal passe à l'ennemi ou bien refuse délibérément le concours qu'il a promis, ou même lorsque, le vassal étant mort sans laisser d'héritier mâle, l'héritière refuse de se laisser marier au gré du seigneur ; car alors la garantie féodale passe avant les convenances personnelles.

Un contrat véritable lie donc l'un à l'autre le vassal et le seigneur : contrat qui, pour n'être pas explicite, n'en a pas moins la valeur d'un acte juridique engendrant des obligations rigoureuses et réciproques ; contrat d'assurance mutuelle, comme on l'a dit avec raison, dont la double cérémonie d'« hommage » et « investiture » marque le point de départ.

L'« hommage » est l'acte par lequel le vassal se déclare l'« homme » du seigneur et se livre à lui, comme le « recommandé » de la période antérieure, en venant placer ses mains jointes dans celles de son futur protecteur, qui sera en même temps son « maître » (*dominus*) : car le vocabulaire de l'époque établit une confusion voulue entre l'étroite dépendance du serf ou « homme de corps » par rapport à son maître et celle du vassal par rapport à son seigneur. En se déclarant l'« homme » de ce dernier, le vassal lui jure « bon et fidèle service » et un dévouement sans réserve « envers et contre tous, présents et à venir ». À quoi le seigneur réplique en jurant de le payer de retour, c'est-à-dire de lui « prêter aide envers et contre tous », et en déclarant lui conférer le fief ou, suivant l'expression consacrée, l'en « vêtir » ou « investir ». Le contrat de fief est tout entier dans cet engagement mutuel, dont les contours restent à l'origine un peu indécis, mais qui suffit néanmoins à créer des liens très forts entre les deux parties. Les théoriciens, dès le début du XI^e siècle, s'acharnent à en fournir une définition. Prié de donner la sienne, l'évêque de Chartres Fulbert répond, vers l'an 1020, par une dissertation d'allure scolastique et dont le vague même est significatif, quand on songe qu'elle a pour auteur un clerc sans doute, mais un clerc chef d'une seigneurie de quelque importance. Il en ressort qu'à ses yeux, par le contrat de fief, chacune des deux parties s'engage implicitement à s'employer de tous ses moyens, par « aide » matérielle et par « conseil », à la protection personnelle de l'autre, ainsi qu'à la défense de ses forteresses, de ses biens, de son honneur et à l'exécution de tous ses desseins. Programme confus et, en tout cas, si large qu'à

me confus et, en tout cas, si large qu'à prendre les choses à la lettre, on ne voit pas dans quel domaine pourrait ^{p011} encore s'exercer d'une façon indépendante l'action du seigneur ni surtout du vassal.

Car c'est, de toute évidence, pour le vassal que les conséquences à peu près illimitées du pacte féodal peuvent être le plus redoutables ; et c'est pourquoi on en arrive dès le XI^e siècle à préciser et restreindre dans la pratique, parfois même déjà d'une manière expresse, les services que le seigneur est en droit d'exiger de celui qui s'est reconnu son « homme ».

Le plus important, celui qui est la raison d'être de tout l'édifice féodal, est le service militaire qui, dans le principe, n'a d'autre limite que les besoins mêmes du seigneur : qu'il s'agisse d'une grande expédition, ou « ost », contre un ennemi qui menace l'ensemble de la contrée ou d'une « chevauchée », c'est-à-dire d'une entreprise localisée, telle qu'attaque d'un château ou simple expédition de police, qu'il s'agisse même seulement d'assurer la garde (ou « estage ») d'une place forte, le vassal doit accourir au premier appel du seigneur et rester à sa disposition tant que celui-ci le juge nécessaire. Mais quelques tempéraments sont apportés, dans la pratique, à ces obligations d'un poids vraiment intolérable : on en arrive assez vite à prévoir qu'au-delà d'un certain nombre de jours, variable suivant la région et les époques, l'entretien du vassal doit être assuré aux frais du seigneur ; au XII^e siècle, on s'efforcera de réduire à quarante jours ou environ la durée maxima du service requis ; au XIII^e siècle, on ira jusqu'à le limiter dans l'espace et à stipuler qu'en aucun cas le vassal ne sera tenu de dépasser telle ou telle rivière, telle ou telle colline.

Au service militaire s'ajoute le service de cour et de « plaid », qui comporte pour le vassal l'obligation d'aller, chaque fois qu'il y est invité, et particulièrement lors des grandes fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte, assister son seigneur, l'éclairer de ses conseils, l'aider à trancher les affaires soumises à son jugement. Car l'affaiblissement de l'autorité royale a conduit les seigneurs à arbitrer entre eux leurs différends. La procédure de leurs tribunaux se régularisera ; elle se transformera même assez rapidement en une sorte de procédure publique, que les seigneurs sauront, au besoin, imposer par la force aux vassaux récalcitrants ; mais l'obligation restera toujours très stricte pour le vassal d'aller « garnir » la cour du seigneur en cas de

vassal d'aller « garnir » la cour du seigneur en cas de débats judiciaires.

C'est aux deux catégories précédentes de services qu'on finit au XI^e siècle par restreindre les devoirs proprement féodaux du ^{p012} vassal, dont ceux du seigneur fournissent la contre-partie, au moins théorique : car, de son côté, le seigneur est tenu de secourir son vassal en cas d'attaque (ce qu'au surplus lui commande le souci de sa propre sécurité) et lui doit conseil et justice. S'il se dérobaît à ces devoirs élémentaires, le vassal pourrait, tout en gardant son fief, se considérer comme libéré de ses obligations et porter son hommage ailleurs ; mais, inversement, tout vassal qui ne s'acquitterait pas en conscience des services prévus romprait le pacte féodal et s'exposerait à une déclaration de déchéance, se traduisant aussitôt par la reprise ou « commise » de son fief.

Dans les rapports de seigneur à vassal, le fief est devenu ainsi un enjeu. D'où cette idée, qui prend corps au XI^e siècle, pour se développer ensuite rapidement, que c'est le fief même, beaucoup plus que le lien personnel d'homme à homme, qui est à la base du régime féodal. Le statut de la terre qu'on occupe, si l'on peut ainsi parler, devient le point capital à déterminer : suivant que cette terre est, selon l'expression du temps, tenue en « alleu », c'est-à-dire en pleine et libre propriété, sans charge d'aucune sorte, ou bien en fief, ou bien en « censive », c'est-à-dire à charge d'un « cens » annuel, tant en espèces qu'éventuellement en nature, la situation personnelle de l'occupant est d'emblée différente. Une règle nouvelle s'établit, qui veut que le vassal suive le sort de la terre à raison de laquelle il est vassal et qu'en cas de donation, de vente ou d'échange, il soit dans l'obligation, s'il reste sur son fief, de reporter au seigneur nouveau l'hommage qu'il avait prêté au seigneur ancien. Le cas est normal déjà au milieu du XI^e siècle.

Il en résulte une complication croissante des rapports féodaux, le statut de la terre et le statut de celui qui la détient pouvant ne pas concorder. Non seulement on voit des chevaliers tenir des « censives » ; mais la possibilité de cumuler plusieurs fiefs relevant de plusieurs seigneurs fait qu'un même chevalier peut être le vassal de seigneurs multiples, parfois ennemis. On va jusqu'à rencontrer des seigneurs vassaux de leurs propres vassaux. Au début du XIII^e siècle,

pour prendre un exemple un peu tardif, mais illustre, le comte de Champagne tiendra ainsi du roi de France la moitié environ de ses terres, de l'empereur allemand divers autres fiefs situés dans les frontières germaniques, du duc de Bourgogne le comté de Troyes, enfin de ses vassaux, les archevêques ou évêques de Reims, Sens, Autun, Auxerre, Châlons et Langres, et de l'abbé de Saint-Denis quelques châtelainies ou seigneuries à raison desquelles il leur prêterait hommage. ^{p013}

Les contrats féodaux, si simples à l'origine, finissent par s'entrecroiser à tel point que la nécessité s'impose d'établir des différences de degré entre les hommages, de marquer à la fois une chronologie et une sorte de hiérarchie des engagements pris. On en vient à reconnaître à chaque vassal un seigneur passant avant tous les autres, un seigneur que nous pourrions appeler privilégié, et que les hommes de cette époque appellent le seigneur « lige », c'est-à-dire le seigneur dont le service ne souffre aucune exception (du mot germanique *ledig*, dégagé, sans réserve) et au bénéfice duquel le vassal se trouve, en cas de conflit, libéré de tous les autres engagements vassaliques qui y seraient contraires.

[*Table des matières*](#)

IV. — La hiérarchie féodale ⁶.

L'enchevêtrement des liens féodaux eût entraîné à bref délai une confusion inextricable si, à mesure que les relations vassaliques se compliquaient, d'autres principes de hiérarchie sociale n'étaient intervenus, permettant d'assigner à chaque tenancier de fief un rang en rapport avec sa situation personnelle.

La possession d'un ou plusieurs châteaux forts constituait de bonne heure un premier et important moyen de différenciation. Car le château fort, en un temps où la guerre sévissait à l'état endémique, offrait à qui pouvait s'y réfugier et y accueillir autrui une somme d'avantages si marqués qu'il suffisait d'en avoir un à sa disposition pour se classer tout de suite hors de pair. En quelque région qu'on se transporte, le château apparaît comme la cellule autour de laquelle le

⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

reste s'ordonne, et celui qui le détient comme le chef, le supérieur de toute la masse des petits chevaliers logés tant bien que mal dans le « plat pays », sans remparts, sans donjons. Au point même que les seigneurs « châtelains » (c'est ainsi qu'on les nomme) tendent à ne se marier qu'entre eux, comme s'ils formaient une caste. L'édifice féodal semble alors une pyramide à quatre degrés. En bas, la robuste assise des simples chevaliers ou « vavasseurs », démunis de châteaux ; au-dessus, l'étage des « seigneurs châtelains », ^{p014} qu'on nomme aussi « barons » ; plus haut, les ducs, comtes ou vicomtes, qui occupent ou sont censés occuper les anciennes grandes circonscriptions administratives des temps carolingiens ; enfin, au sommet, le roi, chef suprême de toute la hiérarchie.

Au XII^e siècle, ce processus de différenciation va se poursuivre. On distinguera les simples « châtelains », possesseurs d'un seul château, des « barons », riches en forteresses. Puis on considérera que le nombre des « châtellenies » ou ressorts judiciaires des châteaux est arrêté et que les détenteurs de nouvelles forteresses méritent moins d'égards : c'est à ces derniers qu'on réservera désormais le nom de « vavasseurs », leur opposant les simples chevaliers, entre lesquels on finira, au cours du XIII^e siècle, par marquer aussi des degrés.

Parallèlement à cette évolution s'en produit une autre, dont l'intérêt est plus grand encore : à tous les étages de cette hiérarchie qui se perfectionne sans cesse, on voit, depuis le XI^e siècle, les seigneurs s'efforcer inlassablement de ressaisir et de regrouper à leur profit les fiefs que l'âge précédent avait tendu à disséminer entre un nombre considérable de mains. Ce mouvement de concentration, qui est le fait aussi bien du roi que du comte ou du simple baron, aura pour résultat d'effacer à la longue ou tout au moins de restreindre les plus choquantes anomalies d'un système qui peut faire d'un grand seigneur le vassal d'un seigneur infime, c'est-à-dire de rétablir une coïncidence approximative entre la hiérarchie des fiefs et celle des seigneurs. Mais on n'en est point là encore à l'époque que nous considérons pour l'instant.

[*Table des matières*](#)

V. — Les déformations du régime féodal ⁷.

Déjà pourtant le régime féodal, tel que nous venons de le définir, est en voie de déformation. Le XI^e siècle n'est pas achevé que la notion même de fief a beaucoup perdu de sa pureté originelle. On n'est pas choqué de voir divers services nouveaux, et qui ont nettement le caractère de simples prestations, se surajouter aux services proprement féodaux. Tel fief apparaît grevé de l'obligation de fournir au seigneur, dans certains cas, un cheval pour son usage personnel. On en arrivera même au XIII^e siècle à l'obligation de fournir une voiture, une barque, voire un déjeuner. p015

De là à exiger des prestations en argent, il n'y a qu'un pas, et ce pas a été vite franchi. Un usage ancien ne voulait-il point, pour des raisons déjà indiquées, que tout renouvellement d'hommage fût accompagné du paiement d'un droit dit « de relief » ? On s'était ainsi familiarisé avec cette idée que le vassal pouvait avoir, à raison de son fief, des sommes d'argent à verser. On n'est donc pas surpris de voir les seigneurs recourir à la bourse de leurs vassaux dans certains cas, qu'on tient souvent à préciser d'avance, et qui se ramènent communément à trois : acquittement d'une rançon pour la délivrance du seigneur ou de son fils aîné, c'est-à-dire de son héritier ; adoubement de ce dernier ; mariage de la fille aînée du seigneur. On y ajoutera bientôt, dans la plupart des provinces françaises, le départ du seigneur à la croisade. Il ne s'agit d'abord là que de subventions extraordinaires, d'« aides », comme on les appelle d'une façon expressive, destinées à permettre au seigneur de se tirer d'affaires dans des conjonctures où l'insuffisance de ses propres moyens pourrait avoir sur la situation du vassal lui-même un fâcheux retentissement ; mais ces « aides » féodales entrent très vite dans les mœurs, et le XI^e siècle n'est pas fini qu'on les voit déjà prendre en certaines contrées un aspect de fixité significatif.

⁷ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

On ne s'en tiendra d'ailleurs pas là. Les prestations en nature, telles que la fourniture gratuite d'un cheval durant un laps de temps déterminé, représentant une valeur marchande, seigneurs et vassaux ne tarderont pas à s'entendre pour y substituer le versement de sommes forfaitaires ; et pas à pas l'on glissera si loin sur cette pente, qu'on finira par admettre la possibilité du rachat de tous les services féodaux, sans en excepter le plus caractéristique de tous : le service militaire.

Autre déformation : le tenancier d'un fief aurait dû, en bonne logique, être toujours un chevalier capable d'assurer les services dont le fief était grevé. Or les membres du haut clergé avaient pénétré dans les cadres féodaux, d'autant plus aisément même que les rois carolingiens avaient déjà fait d'eux de véritables seigneurs quand ils les avaient chargés d'amener en personne aux armées les contingents levés sur les domaines ecclésiastiques pourvus du privilège d'« immunité », c'est-à-dire soustraits à l'action directe des agents royaux. Par ce biais, évêques et abbés se trouvent au X^e et au XI^e siècle entraînés dans la féodalité, tandis que les féodaux eux-mêmes, tentés de mettre la main sur le temporel des églises et des monastères, s'emparent des ^{p016} charges ecclésiastiques les plus élevées, y apportant avec eux l'esprit du monde des chevaliers. Un grand mouvement de protestation se dessine, il est vrai, dès le XI^e siècle, contre cette étrange confusion de la féodalité et de l'Église ; mais, longtemps encore, on admettra que, tout incapables qu'ils soient, s'ils sont réellement pieux, de s'acquitter autrement que par procuration de certaines obligations féodales, et quel que soit leur dévouement aux devoirs de leur ministère, les membres du clergé supérieur peuvent régulièrement tenir des fiefs, parfois même des fiefs importants : c'est, par exemple, le cas, en France, des évêques-comtes de Reims, de Langres, de Châlons-sur-Marne, de Beauvais, de Laon, de Noyon, de Mende, et de beaucoup de prélats d'Allemagne ou d'Italie.

Mais en la personne de l'évêque ou de l'abbé s'incarne l'église même ou l'abbaye, qui seule a une existence permanente. Aussi en arrivera-t-on à considérer que le vrai seigneur est moins l'abbé que la communauté monastique dont il est le chef, moins l'évêque que le chapitre cathédral qu'il préside : ce qui mène à la notion de seigneurie collective. Notion naturelle sans doute dès le moment où l'on admet que les services sont dus non à raison de la vassalité, mais à raison du fief, c'est-à-dire d'une terre qui peut être possédée par plusieurs tenanciers à la fois ; notion nouvelle cependant, et qui s'accorde assez

nanciers à la fois ; notion nouvelle cependant, et qui s'accorde assez mal, à y regarder de près, avec les idées qui sont au point de départ du régime que nous décrivons. Par cette brèche, d'autres collectivités passeront, et le XII^e siècle verra à la fois l'avènement de la communauté populaire et son entrée dans la hiérarchie féodale. Le jour où l'on assistera à ce spectacle déconcertant : des groupes de bourgeois prêtant et recevant des serments d'hommage, on peut dire que le système féodal aura subi une déformation irrémédiable.

[*Table des matières*](#)

VI. — Le gouvernement des seigneurs féodaux ⁸.

Dans le système que nous venons de définir, la place ménagée aux rois est restreinte à l'extrême. Ils vivent de souvenirs et d'espoirs, ^{p107} et c'est aux seigneurs féodaux que le gouvernement effectif se trouve désormais abandonné.

À cet égard aussi, le souverain récolte ce qu'il a semé. Il a cru habile, au cours des siècles précédents, de recourir aux grands propriétaires pour assurer plus commodément la bonne marche d'un certain nombre de services publics : dès la fin de l'Empire romain, la collecte de l'impôt direct a commencé à se faire par l'entremise des chefs de grands domaines ; c'est à eux également qu'on a pris l'habitude de s'adresser pour la levée des troupes ; on leur a demandé d'intervenir pour faciliter la remise des criminels et des délinquants aux autorités judiciaires. Il en est résulté une extension rapide et considérable de leur rôle et de leurs pouvoirs : car ils se sont accoutumés à parler en maîtres à leurs tenanciers, ou, comme disent déjà les lois romaines, aux « hommes » établis sur leurs terres.

Les Mérovingiens et les Carolingiens, loin de réagir, ont, par le privilège d'immunité, rendu plus larges encore et plus nettes les prérogatives de beaucoup de grands propriétaires, en leur reconnaissant expressément le droit de percevoir les impôts à leur profit, quitte à leur en réclamer ensuite l'équivalent sous forme de « dons » annuels ; en leur abandonnant souvent le bénéfice de la frappe des monnaies et les revenus des foires et marchés publics ; en

⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

leur permettant d'exercer la justice à leur place sur les habitants des territoires soumis à leur action. Depuis la seconde moitié du IX^e siècle enfin, peut-être même dès une époque antérieure, la royauté a laissé ses fonctionnaires acquérir dans leurs ressorts administratifs de vastes domaines, dont on a eu peine bientôt à distinguer les terres du fisc qui leur étaient confiées à titre provisoire en échange de leurs services. Et cette confusion du domaine public et du domaine privé, aggravée par l'usage de plus en plus général de la transmission ^{p018} héréditaire des offices, en a entraîné tant d'autres, qu'il est devenu à la longue impossible de tracer une ligne de démarcation entre l'activité publique du représentant de l'État et son activité privée en tant que simple propriétaire.

De proche en proche, l'État s'est ainsi trouvé démembré administrativement, non moins que politiquement, et, aux premiers temps de l'âge féodal, on peut dire que ce ne sont plus les rois, mais les seigneurs qui gouvernent.

Le seigneur a son personnel d'agents (« prévôts » ou « bayles », « voyers » ou « viguiers », « vicomtes » et « sénéchaux ») pour administrer ses tenanciers, à quelque catégorie qu'ils appartiennent : petits exploitants libres ou « francs hommes », qui occupent ses terres moyennant un faible cens, métayers ou fermiers, « hôtes » et « colons », demi-libres et serfs. S'il est assez haut placé dans la hiérarchie féodale, il a ses « grands officiers » et une « cour ». Il juge les hommes de la seigneurie, prononce entre eux ou contre eux, perçoit les amendes dont il lui plaît de les frapper. Il lève sur eux et à son profit les impôts qu'il se croit fondé à leur réclamer au nom de la tradition, mais contre laquelle les assujettis protestent en qualifiant indistinctement de « mauvaises coutumes » les taxes et les prestations qui leur sont réclamées : « tailles » ordinaires, que les tenanciers libres sont arrivés généralement à faire tarifer ; « tailles » extraordinaires, quand le seigneur a lui-même une « aide » à payer à son suzerain ; taxes foncières ; octrois et droits de péage ; droits de transport ou de vente des marchandises ; corvées pour l'entretien des routes, des bâtiments seigneuriaux, pour l'exploitation et la mise en valeur des terres dont le seigneur s'est réservé la jouissance ; travaux de charroi ; parfois même logement et nourriture du seigneur et de sa suite ; service de guet ou de garde et, en cas de besoin, service militaire proprement dit, car une armée de chevaliers ne peut pourtant se passer de fantassins.

Enfin le seigneur — et ce n'est pas une de ses moindres usurpations — exerce dans toute l'étendue de sa seigneurie de larges pouvoirs de police. Comme jadis les rois carolingiens et leurs représentants, il réglemente le commerce, fixe au gré de ses intérêts personnels et de sa commodité la date de la mise en vente annuelle du vin nouveau sur ses terres — ce qu'on nomme le « ban du vin » ou « banvin » ; il se réserve le droit exclusif d'ouvrir foires ou marchés ; allant plus loin, il interdit, sous couleur de police, de moudre la farine ailleurs qu'à ses moulins, de cuire le pain ailleurs que dans ses fours, de presser le raisin ^{p019} ailleurs qu'à son pressoir, de peser ailleurs qu'au poids seigneurial ; et, bien entendu, tous ces monopoles qu'il revendique âprement ne sont pas sans lui valoir de substantiels profits.

En toutes choses, le seigneur agit comme un véritable chef d'État. La guerre est-elle déclarée, il prend, pour le salut de sa seigneurie, toutes les mesures que la situation lui paraît exiger : réquisitions de chevaux et de vivres, levées de soldats, corvées exceptionnelles pour la mise en état des fortifications, etc. En temps de paix, il intervient, s'il y a lieu, pour taxer les denrées, pour surveiller la vente au détail, donner ou refuser l'autorisation d'ouvrir boutique...

La souveraineté s'est donc fractionnée à l'infini, mais le principe même en subsiste, et le jour où la volonté royale sera assez forte pour la ressaisir pièce à pièce, elle retrouvera, épars sur le territoire féodal, tous les éléments soigneusement conservés de l'autorité publique qu'elle avait laissé échapper de ses mains.

[*Table des matières*](#)

VII. — La vie féodale ⁹.

Mais, en attendant que la royauté soit en mesure de remettre de l'ordre dans la maison, le régime féodal dégénère en une épouvantable anarchie. Orientée vers la guerre, organisée en vue de la guerre, la vie des seigneurs, s'ils ne trouvent pas à employer au dehors le trop-plein de leur activité, se passe en luttes perpétuelles. C'est au XI^e siècle déjà

⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

un lieu commun d'opposer aux clercs « qui prient » et au peuple « qui travaille » le chevalier « qui combat ».

À peine sorti de l'enfance, le jeune homme de naissance chevaleresque se forme au métier des armes en remplissant auprès de quelque seigneur les fonctions d'écuyer. Pour lui, comme pour le seigneur lui-même, l'existence est rude. Ce qu'on nomme château n'est encore qu'un simple escarpement de terrain, une butte naturelle ou non — une « motte », comme on ^{p020} dit, — close d'abord de vulgaires palissades, que remplacent bientôt des murs de pierre, et précédée d'un fossé qu'on franchit sur un pont-levis. La motte est surmontée d'une tour robuste, le « donjon », où la pierre est aussi progressivement substituée au bois. L'aspect de cette résidence seigneuriale est peu engageant. Par mesure de prudence, une seule porte y donne accès, très haut au-dessus du sol, au niveau du premier étage. On y grimpe par un plan incliné ou une échelle, facile à enlever en cas d'alerte. De là on pénètre dans une vaste pièce mal éclairée par les embrasures de l'épaisse muraille, et qui constitue la « salle » par excellence, celle où l'on couche, où l'on mange, où l'on donne audience. Une trappe ménagée dans la partie centrale du plancher permet de descendre par une échelle au « cellier », où s'entassaient les provisions réunies en vue des sièges possibles. Au plafond, une autre ouverture par laquelle on se hisse aux parties supérieures du donjon et au chemin de ronde, d'où le guetteur surveille par les créneaux les abords de la forteresse, prêt à donner l'alarme. C'est dans cette prison sinistre que s'écoule une bonne partie de la vie du seigneur quand il a le privilège envié de ne pas résider en rase campagne.

Le corps protégé soit par la « brogne » ou tunique de cuir garnie de pièces de métal, soit, plus généralement, par le « haubert » ou cotte de mailles, dont le capuchon lui couvre même la nuque et le crâne, la tête coiffée d'un vaste « heaume » de forme conique, le long « écu » suspendu en bandoulière, la large épée au côté et la lance au poing, bien en selle sur son rapide coursier, le seigneur doit toujours être prêt à affronter le péril. Chaque printemps, ou peu s'en faut, ramène la guerre, une guerre qu'on aurait tort de se représenter comme une suite de brillantes passes d'armes, une guerre terrible, au contraire, où l'on se bat corps à corps, où les morts jonchent le sol et où les assauts de forteresses succèdent aux batailles rangées ; une guerre qui ne respecte rien, ni les cultures, ni les maisons, ni les églises, ni les asiles de paix où prient les moines ; une guerre si néfaste que, depuis la fin

où prient les moines ; une guerre si néfaste que, depuis la fin du X^e siècle, le clergé s'efforce par tous les moyens en son pouvoir d'en limiter les effets, d'en arrêter même le cours en y opposant diverses barrières : ligues de seigneurs pour le maintien de la paix ; privilèges spéciaux couvrant de la « paix de Dieu » les édifices du culte, les biens ecclésiastiques, en même temps que la charrue, le moulin, les bâtiments d'intérêt public ; trêves forcées ou « trêves de Dieu » les jours fériés ou les jours réputés saints pour les besoins de la cause. Par ces restrictions ^{p021} de plus en plus nombreuses, de plus en plus gênantes, et sous la menace de l'excommunication, on espérait arriver progressivement à éliminer le fléau de la guerre. En fait, la multiplicité même des règlements et des prohibitions prouve combien il était difficile d'enrayer le mal. C'est la société même qu'il eût fallu d'abord réformer.

La guerre était si bien, en effet, la raison d'être du seigneur féodal que, lorsqu'il ne la faisait pas, il s'y entraînait du moins. On connaît déjà, semble-t-il, à cette époque le tournoi, qui prendra au XII^e siècle un développement considérable ; mais le tournoi lui-même est une vraie bataille, souvent meurtrière, à peine une réduction de la bataille véritable. Faute de tournoi, on se contente de la « quintaine », ce mannequin revêtu d'une armure de chevalier contre laquelle nous avons vu déjà les nouveaux adoubés s'élancer au galop de leurs chevaux et la lance en arrêt pour donner à l'assistance la preuve de leur habileté. L'escrime à cheval ou « behourd », la chasse à courre, la chasse au faucon s'ajoutent à ces exercices brutaux, entrecoupés toutefois de temps à autre — après de copieux repas, où abondent les venaisons et les plats fortement épicés, qui invitent à boire, — de longues parties d'échecs ou de dés, comme au siècle des guerriers homériques. La religion elle-même reste chez les féodaux une religion d'âmes simples, et à peine peut-on parler de la grâce et du sourire de la femme dans un milieu où l'épouse n'est d'ordinaire, comme on l'a dit très justement, qu'« une virago au tempérament violent », à qui la plupart des délicatesses féminines demeurent étrangères.

Le XII^e siècle verra des mœurs moins brutales ; la littérature, se développant, apaisera les esprits ; la vie s'adoucir, mais elle restera longtemps animée de cette ardeur guerrière sans laquelle on ne saurait concevoir l'organisation féodale. Ce n'est qu'en transformant le régime que l'on pourra faire, par étapes successives, la rééducation de la société et détruire les effets pernicioeux de plusieurs siècles

société et détruire les effets pernicioeux de plusieurs siècles d'anarchie.

p022

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE PREMIER.
L'Europe au XI^e siècle. La féodalité.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Au premier rang, H. Mitteis, *Lehnrecht und Staatsgewalt* (Weimar, 1933, in-8°), qui traite des origines et des caractères généraux du régime féodal dans les principaux pays d'Europe. Y joindre W. Kienast, *Lehnrecht und Staatsgewalt*, dans la *Historische Zeitschrift*, vol. 158 (1938), p. 3-51. Précieuses vues d'ensemble aussi dans Marc Bloch, *La société féodale* (Paris, 1939-1940, 2 vol. in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité »), qui est en même temps un essai d'explication de la mentalité des temps féodaux. Voir, en outre, la lumineuse mise au point de F.-L. Ganshof, *Qu'est-ce que la féodalité ?* (Bruxelles, 1944, in-16, de la « Collection Lebègue » ; 2^e éd., pet. in-8°, 1947). En rapprocher le petit volume de Carl Stephenson, *Mediaeval feudalism* (Ithaca [New York], 1942, in-16), plus élémentaire, et, pour la France, le clair résumé de J. Calmette, *La société féodale* (Paris, 1923, in-16, de la « Collection Armand Colin ») ; le livre, souvent contestable, mais suggestif, de P. Guilhaume, *Essai sur les origines de la noblesse en France au moyen âge* (Paris, 1902, in-8°) ; le tableau vivant tracé par A. Luchaire au t. II, 2^e partie (*Les premiers Capétiens*) de l'*Histoire de France* d'E. Lavisse (Paris, 1901, in-8°). L'important ouvrage (inachevé) de Jacques Flach, *Les origines de l'ancienne France, X^e et XI^e siècles* (Paris, 1886-1917, 4 vol. in-8°), s'appuie sur une documentation étendue ; mais l'interprétation des faits et les idées générales sont sujettes à caution. — Pour l'Angleterre, citons H. Round, *Feudal England. Historical studies on the XIth, and XIIth. centuries* (Londres, 1895, in-8° ; 2^e éd., 1909) ; P. Vinogradoff, *English society in the eleventh century* (Oxford, 1908, in-8°) ; F. M. Stenton, *The first century of English feudalism* (Oxford, 1932, in-8°).

On se reportera aussi aux grands manuels d'histoire des institutions, parmi lesquels nous citerons, pour la France, A. Luchaire, *Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs* (Paris, 1892, in-8°) ; A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français* (Paris, 1892, in-8° ; 15^e éd. revue, 1925) ; J. Declareuil, *Histoire générale du droit français des origines à 1789* (Paris, 1925, in-8°) ; E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, t. I^{er} (Paris, 1926, in-8°), et t. II, 1^{er} fasc. (Paris, 1929, in-8°) ; — pour l'Allemagne, R. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* (Leipzig, 1894, in-8° ; 6^e éd. refondue par E. von Künssberg, 1922) ; — pour l'Angleterre, W. Stubbs, *The constitutional history of England*, t. I^{er} (Oxford, 1874, in-8°, souvent réédité), trad. française par G. Lefebvre, avec notes et additions importantes de Ch. Petit-Dutaillis, *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, t. I^{er} (Paris, 1907, in-8°), ces notes elles-mêmes traduites en anglais avec des retouches : Ch. Petit-Dutaillis,

mêmes traduites en anglais avec des retouches : Ch. Petit-Dutaillis, *Studies and notes supplementary to Stubbs' Constitutional history down to the Great Charter* (Manchester, 1908, in-8°) ; y joindre F. Pollock et F. W. Maitland, *The history of English law before the time of Edward I* (Cambridge, 1895, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1898) ; W. S. Holdsworth, *A history of English law*, t. I-III, concernant le moyen âge (Londres, 1903-1909, 3 vol. in-8° ; 5^e éd. refondue du t. I, 1931 ; 3^e éd. des t. II et III, 1923) ; J. E. A. Joliffe, *The constitutional history of medieval England* (Londres, 1937, in-8°), vue d'ensemble suggestive, mais systématique à l'excès.

I. Les origines du régime féodal.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités à la note précédente, particulièrement ceux de F.-L. Ganshof et H. Mitteis, on consultera Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. Les origines du système féodal* (Paris, 1890, in-8°), et *Les transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne* (Paris, 1892, in-8°), qu'il faut contrôler de près ; Ed. Beaudouin, *Étude sur les origines du régime féodal : la recommandation et la justice seigneuriale*, dans les *Annales de l'Université de Grenoble*, t. I (1889), p. 35-133 ; H. Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, t. II (Leipzig, 1892, in-8° ; 2^e éd., entièrement refondue et complétée par C. von Schwerin, 1928), capital, ainsi que les vues d'ensemble de Chr. Pfister, au t. II, 1^{re} partie, de *l'Histoire de France* d'E. Lavisse (Paris, 1903, in-8°), p. 414-439, et de F. Lot, dans *l'Histoire générale* de G. Glotz, t. I de *l'Histoire du moyen âge* (Paris, 1928, in-8°), p. 641-677 ; 2^e éd. (1941), p. 664-700. Y joindre Ch. E. Odegard, *Vassi and fideles in the Carolingian Empire* (Cambridge, Mass., 1945, pet. in-8°) ; L. Halphen, *Charlemagne et l'Empire carolingien* (Paris, 1947, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité »), livre I, chap. VI, p. 198-206, et III, chap. IX, p. 482-495.

II. Caractère militaire du régime féodal : la chevalerie.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués au début du chapitre, et surtout à ceux de P. Guilhiermoz et Marc Bloch (t. II), joindre Léon Gautier, *La chevalerie* (Paris, 1884, in-4° ; 2^e éd., 1890), où les faits sont malheureusement présentés sans souci suffisant de la chronologie et souvent déformés par excès d'enthousiasme. On complétera et corrigera ce livre à l'aide des études publiées sous la direction d'E. Prestage, Chivalry. *A series of studies to illustrate its historical significance and civilizing influence* (Londres, 1928, in-8°). Voir en outre S. Painter, *French chivalry* (Baltimore, 1940, in-8°).

III. Le contrat de fief.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages d'ensemble cités en tête du chapitre, notamment ceux de F.-L. Ganshof et de H. Mitteis, voir, sur les formes primitives du contrat de fief, Ferdinand Lot, *Fidèles ou vassaux ? Essai sur la nature juridique du lien qui unissait les grands vassaux à la royauté depuis le milieu du IX^e jusqu'à la fin du XII^e siècle* (Paris, 1904, in-8°) ; et, sur les services féodaux en général, les histoires des principaux fiefs du XI^e siècle, entre autres L. Halphen, *Le comté d'Anjou au XI^e siècle* (Paris, 1906, in-8°), auquel font suite Josèphe Chartrou, *L'Anjou de 1109 à 1151, Foulque de Jérusalem et Geoffroi Plantagenet* (Paris, 1928, in-8°), et J. Boussard, *Le comté d'Anjou sous Henri II Plantagenêt et ses fils* (Paris, 1938, in-8°, fasc. 271 de la « Bibliothèque de l'École des Hautes Études, sciences histor. et philologiques ») ; R. Latouche, *Histoire du comté du Maine pendant le X^e et le XI^e siècle* (Paris, 1910, in-8°, fasc. 183 de la même collection) ; Ch. H. Haskins, *Norman institutions* (Cambridge, Mass., 1918, in-8°, coll. des « Harvard historical studies ») ; F.-L. Ganshof, *La Flandre sous les premiers comtes* (Bruxelles, 1944, in-16, de la coll. « Notre passé »). — Sur le service de « plaid » et le régime judiciaire pendant la période primitive de la féodalité, L. Halphen, *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle. Région angevine*, dans la *Revue historique*, t. LXXVII (1901), p. 279-307 (à compléter par des remarques analogues sur le Poitou et le Béarn, *ibid.*, t. CV, p. 108 ; t. CVI, p. 352 ; t. CXXI, p. 343) ; F.-L. Ganshof, *Étude sur l'administration de la justice dans la région bourguignonne de la fin du X^e au début du XIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CXXXV (1920), p. 193-218 ; L. Halphen, *La lettre d'Éude II de Blois au roi Robert*, dans la *Revue historique*, t. XCVII (1908), p. 287-296.

IV. La hiérarchie féodale.

OUVRAGES À CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux cités en tête du chapitre, spécialement celui de P. Guilhiermoz. Sur la multiplication des châteaux et leur véritable rôle, voir les observations très justes, quoique peut-être un peu trop rigoureuses, de R. Aubenas, *Les châteaux forts des X^e et XI^e siècles. Contribution à l'étude des origines de la féodalité*, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série t. XVII (1938), p. 548-586.

V. Les déformations du régime féodal.

OUVRAGES À CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux cités en tête du chapitre.

VI. Le gouvernement des seigneurs féodaux.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités en tête du chapitre, voir, sur la « seigneurie rurale », les travaux capitaux de Benjamin Guérard, notamment ses *Prolégomènes* à l'édition du *Polyptyque de l'abbé Irminon* (Paris, 1844, 2 vol. in-8°), t. I, et de Ch.-E. Perrin, *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine d'après les plus anciens censiers, IX^e-XII^e siècles* (Strasbourg et Paris, 1935, in-8°, fasc. 71 des « Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg »), les derniers chapitres ; sur l'exploitation domaniale, se reporter au lucide exposé de H. Sée, *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge* (Paris, 1901, in-8°), qui cite les travaux spéciaux antérieurs à 1901, et aux pages suggestives de Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (Oslo, Leipzig, Paris, Londres, 1931, in-8°, publ. de l'« Instituttet for sammenlignende Kulturforskning ») ; y ajouter les monographies indiquées p. 10 et L. Halphen, *Prévôts et voyers du XI^e siècle. Région angevine*, dans la revue *Le moyen âge*, ann. 1902, p. 297-325 ; F. Senn, *L'institution des avoueries ecclésiastiques en France* (Paris, 1903, in-8°) ; du même, *L'institution des vidamies en France* (Paris, 1907, in-8°) ; Ch. Pergameni, *L'avouerie ecclésiastique belge* (Gand, 1907, in-8°) ; O. Morin, *Les avoueries ecclésiastiques en Lorraine* (Paris et Nancy, 1907, in-8°) ; sur les immunités, H. Brunner, ouvr. cité p. 4, et M. Kroell, *L'immunité franque* (Paris, 1910, in-8°).

VII. La vie féodale.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre, voir, sur le château féodal des X^e et XI^e siècles, C. Enlart, *Manuel d'archéologie française*, 2^e partie (Paris, 1904, in-8° ; 2^e éd., 1929-1932, 2 vol. in-8°), que la lecture des textes de l'époque permet de préciser et compléter ; sur le costume, le même ouvrage, t. III (Paris, 1916, in-8°), et le livre encore utile de J. Quicherat, *Histoire du costume en France* (Paris, 1876, gr. in-8°). Sur les institutions ecclésiastiques de paix, L. Huberti, *Studien zur Rechtsgeschichte der Gottesfrieden und Landfrieden*, t. I : *Die Friedensordnung in Frankreich* (Ansbach, 1892, in-8°), qu'on peut compléter à l'aide de G. de Manteyer, *Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne. La paix en Viennois et les additions à la Bible de Vienne* (Grenoble, 1906, in-8°).

Chapitre II

L'Europe au XI^e siècle. L'Église ¹⁰.

Si la société féodale, remuante et rude, occupe à l'Occident de l'Europe le devant de la scène, ce n'est cependant pas elle qui mène le monde. Après avoir failli être entraînée dans l'écroulement de toutes choses au temps de la décadence carolingienne, l'Église s'est ressaisie. Une élite d'hommes, non moins remarquables par leur savoir que par leur haute conscience et leur énergique volonté, prend en mains le gouvernail et sauve du naufrage le navire en détresse. Forte de ses traditions plusieurs fois séculaires, qui font d'elle, au milieu de l'universel désarroi, l'unique centre de ralliement possible ; forte, plus encore peut-être, de l'influence prépondérante que lui assure dans tous les milieux la culture dont elle a en fait alors le monopole, l'Église se présente au XI^e siècle, non seulement comme le pouvoir modérateur par excellence, mais comme le vrai pouvoir dirigeant. Elle aspire à restaurer la notion d'État, sans laquelle elle se sait elle-même vouée à l'anarchie. Elle y travaille avec une remarquable lucidité et une non moins remarquable continuité de vues ; et, ^{p023} comme le succès de son œuvre est nécessairement subordonné à l'autorité dont elle jouit, à l'esprit de discipline qui anime ses membres, on ne sera pas surpris de la voir préluder à sa grande tâche en cherchant d'abord à se réformer elle-même.

¹⁰ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — Cluny et les idées clunisiennes ¹¹.

Cette réforme de l'Église se fit en plusieurs étapes.

Dès le X^e siècle, tandis qu'en mainte contrée le clergé séculier donnait l'exemple du relâchement de la foi et des mœurs, un vif mouvement de piété et le besoin incoercible d'une vie religieuse bien réglée avaient poussé une foule d'âmes inquiètes vers les monastères, qui un à un se relevaient de leurs ruines après les dévastations des Normands, des Hongrois ou des Sarrasins. De nouveaux asiles de prière avaient surgi du sol, richement dotés par des seigneurs soucieux de leur salut, et il s'en était trouvé dans le nombre auxquels leur renom de sainteté et leur esprit de soumission aux meilleures traditions monastiques avaient sans tarder valu une extraordinaire influence.

Pas un, à cet égard, ne dépassait, pas un même n'égalait le célèbre monastère bénédictin fondé en 910 sur les terres de Cluny, en Mâconnais, par le duc Guillaume d'Aquitaine. Assurés, en vertu de la charte qui avait réglé leur établissement, de pouvoir en pleine liberté procéder au choix de leur abbé et d'être ainsi soustraits pour toujours à l'ingérence dangereuse des seigneurs, les religieux de Cluny avaient fait école : dans tout l'Occident — en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Angleterre, — ils avaient été pris pour modèles. L'étendue exceptionnelle de leurs privilèges, qui allaient jusqu'à les exempter de ^{p024} l'autorité diocésaine pour les rattacher directement au Saint-Siège, et la réputation de leurs saints abbés — Eudes ou Odon (927-948), Maïeul (954-994), Odilon (994-1048), Hugues (1049-1109) — avaient eu pour effet de décider quantité d'établissements monastiques à réclamer leur affiliation à ce couvent : plutôt que de jouir d'une autonomie théorique, sans cesse menacée par les entreprises des seigneurs ou des prélats à leur dévotion, la plupart préféraient se laisser absorber par Cluny. Vers 1100, des centaines et des centaines de monastères — plus d'un millier, croit-on, — se trouveront ainsi affiliés à l'abbaye bourguignonne, dont le chef sera

¹¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

veront ainsi affiliés à l'abbaye bourguignonne, dont le chef sera devenu le premier personnage de la chrétienté après le Souverain Pontife. Il n'en était pas encore tout à fait ainsi au milieu du XI^e siècle ; mais déjà le nombre était considérable des couvents qui prenaient à Cluny leur mot d'ordre, qui tenaient de lui leur abbé et dont l'ensemble formait, par-dessus les frontières des principautés féodales et des royaumes, comme un vaste réseau de maisons religieuses, animées d'un même esprit, obéissant à une même impulsion, asiles de recueillement et de prière, mais aussi d'études désintéressées et de science théologique, dont le rayonnement dépassait de beaucoup les murs de leurs cloîtres.

Cluny n'était pas seul à jouer ce rôle de « chef d'ordre ». En Italie, entre autres, un rôle analogue était dévolu au couvent de Camaldoli, fondé au début du XI^e siècle par saint Romuald ; mais c'était un chef d'ordre encore très modeste : en 1072, au temps de la grande splendeur de Cluny, quelques monastères seulement seront venus se grouper autour de l'abbaye toscane, et les moines « Camaldules », avec leur discipline érémitique, n'exerceront jamais une influence comparable à celle des pieux et habiles « moines noirs » de l'abbaye française.

Entre le clergé régulier et le clergé séculier, les contacts étaient alors beaucoup plus fréquents, beaucoup plus intimes qu'ils ne le deviendront par la suite. Les abbés clunisiens ne restaient pas confinés dans leur couvent ; les moines mêmes circulaient, répandant au dehors, par l'exemple et parla parole, les principes religieux auxquels ils avaient voué leur vie, essayant d'entraîner à leur suite toute l'Église dans la voie de la réforme où ils s'étaient engagés. Ils se heurtaient, cela va de soi, à d'énergiques oppositions : car leur indépendance, leur puissance et leurs ressources sans cesse accrues excitaient la jalousie. Les évêques étaient naturellement portés à juger intolérables les privilèges qui les soustrayaient à leur juridiction ; leurs leçons ^{p025} d'austérité et de retour à la tradition n'étaient pas toujours bien accueillies même dans les couvents, mais faisaient écho chez certains à des scrupules de conscience, à des désirs intimes que la dure réalité froissait cruellement.

[*Table des matières*](#)

II. — L'Église et la féodalité : la question de l'investiture ¹².

Nombreux, en effet, étaient les clercs qui avaient reçu dans les écoles épiscopales, dont le X^e siècle avait vu déjà s'ébaucher la renaissance, une formation théologique suffisamment poussée pour mesurer l'étendue du péril auquel les idées féodales exposaient à chaque instant l'Église tout entière. Admis dans les cadres de la féodalité à raison de leurs possessions territoriales, qui faisaient d'eux souvent de grands seigneurs temporels en même temps que des pasteurs d'âmes, amenés en outre par la confiance des souverains ou de leurs vassaux à se mêler des affaires publiques pour le maniement desquelles leur instruction les qualifiait spécialement, les membres du clergé séculier étaient, du haut en bas de l'échelle, devenus prisonniers de cette organisation féodale, aux avantages de laquelle ils avaient cru pouvoir participer sans risques. Il leur avait fallu, bon gré mal gré, s'acquitter des devoirs qui formaient la contre-partie de leurs possessions territoriales, se soumettre aux règles de la vassalité et accepter, par suite, d'aller à leur entrée en fonctions requérir des seigneurs l'investiture des fiefs que leur valaient leurs charges religieuses.

Mais comment, dans de telles conditions, éviter les empiétements du pouvoir civil ? On s'avouait vassal, on se laissait en un sens assimiler à un simple feudataire : il était inévitable que celui de qui l'on venait solliciter l'investiture cherchât à obtenir, dans la désignation de ce vassal d'un caractère exceptionnel — le seul pour qui la loi de l'hérédité ne jouait pas, — un droit de regard d'abord, et bientôt un droit d'intervention.

On avait déjà vu dans le passé les chefs d'État se mêler activement ^{p026} des nominations ecclésiastiques en invoquant leur pouvoir souverain et la nécessité où ils se trouvaient de s'assurer de bons collaborateurs pour les divers emplois publics qu'ils réservaient à des

¹² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

prélats. Mais, en se généralisant et en prenant, à raison de l'investiture des domaines temporels, un aspect nouveau, le mal s'était beaucoup aggravé. Un prince, un seigneur pouvait désormais faire de cette investiture une monnaie d'échange, la base d'un véritable marché : d'où une tendance à la simonie, que les textes de l'époque soulignent en termes parfois excessifs, parfois aussi d'une redoutable précision. Pour toutes les hautes charges ecclésiastiques, l'investiture devenait l'acte essentiel ; l'élection passait à l'arrière-plan ; la consécration religieuse elle-même finissait par n'être plus qu'une formalité, en comparaison de la cérémonie décisive au cours de laquelle le seigneur déclarait confier au nouveau prélat les biens matériels attachés à sa dignité. Et comme il était normal que toute investiture féodale s'accompagnât de la remise symbolique d'un objet représentatif de l'entrée en jouissance, l'usage s'était répandu d'investir les évêques en leur remettant les insignes mêmes de leur fonction — la crosse et l'anneau pastoral, — dont on pouvait croire ainsi que la libre disposition était laissée à la volonté des princes.

En fait, si l'on n'y avait mis bon ordre, on serait arrivé promptement à une transformation telle de l'Église que le clergé n'eût plus été qu'un prolongement de la société féodale ; et c'eût été la ruine de la hiérarchie ecclésiastique.

[*Table des matières*](#)

III. — Papauté et féodalité dans la première moitié du XI^e siècle ¹³.

Le spectacle de ce qui se passait à Rome n'était pas de nature à dissiper ces craintes. Depuis le rétablissement de l'Empire au profit d'Otton le Grand, la papauté n'avait échappé à la tutelle des princes allemands que pour retomber sous celle, plus néfaste encore, des seigneurs locaux. Pendant une cinquantaine d'années, nul n'avait pu parvenir au trône de saint Pierre qu'avec l'agrément ^{p027} formel des Otton ; nul n'avait pu gouverner l'Église sans se mettre d'accord avec eux. Les choix des rois germaniques s'étaient du reste maintes fois révélés excellents : témoin le pape Sylvestre II (999-1003), de son vrai nom Gerbert, natif d'Aurillac et écolâtre de Reims avant d'être promu

¹³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

à l'archevêché de Ravenne, puis au souverain pontificat par la grâce de son protecteur et seigneur Otton III. Il n'en restait pas moins que la papauté s'était, elle aussi, trouvée prise dans l'engrenage. Et quand la mort inopinée de l'empereur Otton III (1002) désorganisa la puissance germanique, la discrétion forcée des nouveaux souverains allemands n'eut pour conséquence que de laisser la voie libre aux menées des Crescentius de Rome, puis de leurs rivaux, les comtes de la petite ville de Tusculum.

Ces deux maisons féodales se disputèrent la tiare jusqu'au jour où, en 1012, les Tusculans, l'emportant, obtinrent pour un des leurs, Théophylacte, fils du comte Grégoire, le trône pontifical, dont ils ne consentirent pas ensuite facilement à se dessaisir. Jusqu'en 1045, ils en demeurèrent les maîtres, se le transmettant en famille, si peu qualifiés qu'ils fussent pour y prétendre. Le premier d'entre eux, Théophylacte, qui fût le pape Benoît VIII, ne se montra sans doute pas tout à fait indigne de la charge où la politique l'avait poussé ; mais son frère, Romain, qui lui succéda en 1024 sous le nom de Jean XIX, dut tout exprès abandonner les fonctions essentiellement civiles de « consul et sénateur des Romains » pour devenir pape ; et c'est au prix d'un scandale sans précédent qu'en 1033, un troisième fils du comte Grégoire, le comte Albéric, osa imposer comme pontife suprême de l'Église chrétienne, sous le nom de Benoît IX, un de ses enfants, âgé de douze ans, dont la vie passait déjà pour médiocrement édifiante. Parvenu à l'âge d'homme, Benoît IX aggrava encore, si possible, le scandale en cherchant, dans un moment difficile, à troquer la tiare contre une forte somme d'argent liquide que son parrain, l'archiprêtre Jean Gratien, accepta en 1045 de lui verser pour s'assurer le pontificat, sous le nom de Grégoire VI. Ce qui, au surplus, n'empêcha pas Benoît de réclamer à nouveau le pouvoir quelques mois après en offrant de rembourser le prix du marché antérieur.

Les choses en arrivèrent à un point tel qu'en 1046 on éprouva comme un sentiment de délivrance quand le roi de Germanie Henri III prit sur lui de faire place nette en chassant du trône de saint Pierre à la fois les deux extraordinaires pontifes qui se ^{p028} le disputaient et un autre compétiteur qui avait surgi entre temps (1044) en la personne de l'évêque de Sabine, Jean, que les partisans des Crescentius avaient acclamé sous le nom de Sylvestre III. Leur commune déchéance prononcée aux conciles de Sutri et de Rome (20 et 23 décembre 1046)

remit la papauté à la discrétion des rois allemands, qui dès lors, pour plus de sûreté, la réservèrent exclusivement à des prélats de leurs États : l'évêque de Bamberg, Suidger, qui devint en 1046 le pape Clément II ; l'évêque de Brixen, Poppo, qui en 1047 fut le pape Damase II ; l'évêque de Toul, Brunon, promu quelques mois après, sous le nom de Léon IX, et qui devait avoir pour successeur, en 1054, sous le nom de Victor II, l'évêque d'Eichstätt, Gebhard.

La situation de l'Église au milieu du XI^e siècle était donc la suivante : d'une part, depuis longtemps, à Cluny et dans tous les monastères affiliés à Cluny ou dotés de privilèges équivalents, une claire notion des nécessités du culte et des besoins d'une Église maîtresse d'elle-même ; d'autre part, un clergé séculier enserré dans les cadres de la société féodale et de plus en plus entraîné dans le sillage de ces seigneurs qu'il avait reçu mission de diriger et d'élever moralement jusqu'à lui.

Contraste d'autant plus inquiétant que, comme le prouvait l'exemple même de la papauté, l'ingérence des laïcs pouvait aller jusqu'à détruire dans sa racine le véritable esprit religieux. Certes, il ne faut pas prendre au pied de la lettre toutes les accusations portées contre les clercs de ce temps par des esprits chagrins, au dire desquels l'Église séculière aurait été le réceptacle des pires turpitudes. On sait que, dans leurs critiques, les prédicateurs sont enclins à enfler la voix et à pousser les choses au noir. Mais, sans être dupe de ces excès de langage, il faut reconnaître que l'Église glissait sur une pente dangereuse ; que, si des accords honteusement simoniaques comme celui dont les deux papes Benoît IX et Grégoire VI avaient été les mauvais marchands étaient rares, les compromissions auxquelles donnaient lieu les nominations ecclésiastiques finissaient par masquer insensiblement le vrai caractère des dignités sacerdotales ; et qu'entre la vie des clercs et celle des laïcs, les différences tendaient à se niveler d'une manière fâcheuse. C'est ainsi que le bas clergé échappait de plus en plus à la règle du célibat, taxée même ouvertement d'hypocrisie par certains de ses membres.

En somme, le problème qui se posait, par quelque biais qu'on p029 le prît, était celui de la séparation du spirituel et du temporel, ou mieux de l'affranchissement de l'Église, cet affranchissement pouvant seul permettre aux clercs de ressaisir la direction qui leur échappait à

une époque où un rôle capital semblait leur être assigné dans la lutte nécessaire contre les principes dissolvants de la féodalité.

[*Table des matières*](#)

IV. — L'affranchissement de l'Église, de Léon IX à Alexandre II (1049-1073) ¹⁴.

Le hasard voulut que la Germanie eût alors pour roi, en la personne d'Henri III (1039-1056), un prince instruit, pieux, sincèrement convaincu de la nécessité d'une réforme, en même temps qu'assez aveugle pour n'en pas mesurer les inévitables conséquences politiques. Cherchant en toute loyauté à collaborer avec les Clunisiens et leurs adeptes ou leurs émules — nombreux, notamment en Lorraine, — à la restauration morale du clergé séculier, sans comprendre qu'une fois engagé dans ^{p030} cette voie, on en viendrait nécessairement à proscrire les interventions du pouvoir civil, auxquelles, pour sa part, il n'entendait point renoncer, il s'appliqua à ne confier les charges ecclésiastiques qu'aux plus dignes et à ceux qui sympathisaient eux-mêmes avec les Clunisiens.

C'est lui qui alla chercher en 1048 dans son diocèse de Toul, pour le placer sur le trône de saint Pierre, le pape Léon IX, réformateur-né, dont le passé permettait d'affirmer qu'il ne transigerait jamais avec sa conscience. Du moins Léon IX eut-il la sagesse de ne pas vouloir brusquer les choses et de borner provisoirement son œuvre à l'épuration du clergé, à l'expulsion des mauvais prêtres et des simoniaques, à la remise en vigueur des règles de l'ancienne discipline ecclésiastique, qu'un compilateur anonyme s'employa à codifier au lendemain de son avènement en un recueil qu'on a pris l'habitude d'appeler la *Collection canonique en 74 titres*. Un grand nombre de conciles tenus sous sa présidence, tant en Italie qu'en France ou en Allemagne, à partir de 1049, peu après son intronisation, donnèrent le signal d'une lutte acharnée contre tous ceux qui, à un titre quelconque, faisaient tache dans l'Église ; mais Léon IX mourut en avril 1054, sans avoir pu s'attaquer la racine du mal et sans s'être

¹⁴ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

vu dans l'obligation d'entrer nettement en conflit avec celui auquel il était redevable de son élévation au rang suprême.

Lui mort, le mouvement de réforme s'amplifia, du jour surtout où la disparition d'Henri III (1056) et la longue minorité de son fils Henri IV, alors âgé de six ans, laissèrent aux papes et à leurs conseillers la liberté de manœuvre qui leur avait manqué jusque-là. On s'enhardit d'abord, à la curie romaine, jusqu'à procéder à des élections pontificales véritables, que la cour germanique fut seulement priée de ratifier : c'est ainsi qu'en 1057, l'abbé du Mont-Cassin, Frédéric de Lorraine, fut créé pape sous le nom d'Étienne IX ; ainsi encore qu'en 1058 on se contenta de demander l'agrément de l'impératrice régente pour faire de l'évêque de Florence, Gérard, le pape Nicolas II. La situation était renversée : le clergé avait reconquis l'initiative, perdue depuis un siècle.

Qu'il eût conscience des difficultés au-devant desquelles il allait, c'est ce que prouverait, si besoin en était, un long et retentissant manifeste publié en cette même année 1058 *Contre les simoniaques* par un des membres les plus notables de la curie romaine, le cardinal Humbert, évêque de Silva Candida. ^{p031} Celui-ci osait pour la première fois prendre ouvertement position contre l'investiture laïque par la crosse et l'anneau, tout au moins dans la mesure où elle précédait la consécration ; il osait dénoncer l'abus de pouvoir commis par les princes et les seigneurs lorsque, renversant ainsi l'ordre logique des choses, ils disposaient en fait des dignités ecclésiastiques, sous prétexte que les « possessions » dont elles entraînaient la jouissance relevaient de leur seigneurie. Dès lors, comment s'étonner si l'un des premiers actes de Nicolas II fut la promulgation, au mois d'avril 1059, d'un décret conciliaire qui avait pour objet d'assurer définitivement la liberté des élections pontificales et d'empêcher à l'avenir, lors des vacances du Saint-Siège, l'intervention de l'autorité temporelle ? Rappelant les règles canoniques relatives aux élections épiscopales, le pontife romain revendiquait pour le corps des cardinaux le droit exclusif de procéder à la désignation du chef de l'Église, sous la seule réserve qu'ils obtiendraient l'agrément des autres membres du clergé diocésain et des fidèles. L'accord avec l'empereur n'était plus envisagé que comme une marque de déférence ; et, pour mieux éviter le retour des faits qui avaient amené sur le trône pontifical des créatures du roi de Germanie, il était stipulé qu'à moins de circonstances exceptionnelles, l'élection aurait toujours lieu à Rome

l'élection aurait toujours lieu à Rome même et au profit d'un membre du clergé romain.

Un des canons du concile à l'issue duquel fut promulgué ce décret portait interdiction à « tout clerc ou tout prêtre de recevoir une église des mains d'un laïc de quelque façon que ce fût, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux » : condamnation officielle des pratiques que le cardinal Humbert venait de critiquer avec une vigueur inattendue, et qui était à elle seule tout un programme.

La mort de Nicolas II (juillet 1061) n'en retarda guère la mise à exécution, car le successeur que lui donnèrent les cardinaux, l'évêque de Lucques Anselme, qui prit le nom d'Alexandre II, était moins que tout autre disposé à tenir compte des résistances qui s'annonçaient et qui devaient promptement dégénérer en lutte ouverte. Canoniste justement réputé, gagné de longue date à la cause de la réforme, c'était aussi un homme de combat. On l'avait vu quelques années avant prendre parti avec fougue pour un groupe de réformateurs un peu bruyants, les « Patares », — c'est-à-dire les chiffonniers, comme on les avait appelés par dérision, — qui, au diocèse de Milan, avaient ameuté les fidèles contre les prêtres mariés et ceux qu'on accusait de ^{p032} simonie. Son élection était de la part des cardinaux un acte de courage, mais aussi de défi, qui eût pu se retourner contre leur cause si la cour germanique, qui faisait bloc tout à coup avec les anti-réformistes, avait montré plus de décision.

Furieuse de n'avoir même pas été pressentie, celle-ci tenta bien d'opposer à l'élu des cardinaux un antipape en la personne de l'évêque de Parme Cadalus, qui prit le nom d'Honorius II ; mais elle le soutint si mollement que quelques mois suffirent pour le rendre inoffensif. Dès 1062, le pape Alexandre avait pour lui presque tout le clergé, même en Allemagne, où il ne tardait pas à agir avec une extraordinaire liberté d'allure, citant, par exemple, à son tribunal des prélats aussi considérables que ceux de Cologne, de Mayence ou de Bamberg et, chose plus extraordinaire encore, obtenant sans difficulté leur comparution ; forçant tel évêque nommé par le gouvernement royal, comme celui de Constance, à se retirer ; ne reculant pas, à l'occasion, devant la perspective d'un conflit direct avec le jeune roi, sorti de tutelle depuis 1065, comme il le prouva en refusant d'admettre pour successeur légitime de l'évêque Gui de Milan, mort

en 1071, celui qu'Henri IV entendait imposer de vive force et en frappant d'excommunication, pour simonie, jusqu'aux conseillers de ce prince (1073).

Plus de doute : c'était l'affranchissement complet du clergé, à tous les étages de la hiérarchie, qu'avec Alexandre II les réformistes s'enhardissaient à poursuivre. Ils allaient le prouver mieux encore avec son successeur Grégoire VII.

[*Table des matières*](#)

V. — Les débuts de Grégoire VII (1073-1076) et la lutte pour l'hégémonie de l'Église ¹⁵.

Le nouveau pape était depuis longtemps acquis aux idées de réforme. À partir du pontificat de Léon IX, il avait, sous son vrai ^{p033} nom d'Hildebrand, d'abord comme simple diacre, puis dans les hautes fonctions d'archidiacre de l'Église romaine, été associé de près à la politique de la curie, où son influence avait été grandissante. Il n'était sans doute pas resté étranger à quelques-unes des décisions les plus graves prises par Alexandre II ; et c'était certainement en pleine sympathie d'idées avec lui que ce dernier avait, à l'égard du clergé allemand, adopté une attitude sur la portée de laquelle on ne pouvait se faire illusion. ^{p034}

Le dépassant, et sans paraître se soucier des formidables colères qu'il allait soulever, Grégoire se proposa, dès son entrée en charge, d'éliminer de la vie de l'Église l'action du pouvoir civil, en soumettant rois et seigneurs à l'autorité effective du Saint-Siège. Les circonstances lui semblaient favorables. Le roi de Germanie Henri IV devait faire face dans ses États à des révoltes qui retenaient toutes ses forces et toute son attention, et la France était, avec un souverain déconsidéré, en pleine anarchie féodale. Brusquant les choses, Grégoire se mit aussitôt à parler et agir en chef incontesté de toute l'Église, comme si jamais aucun pouvoir séculier n'était venu s'interposer entre le pontife romain et les clergés nationaux. Ses légats furent expédiés à travers les pays de la chrétienté avec mission de prendre personnellement en mains la cause de la réforme et de veiller

¹⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

à l'application rigoureuse des décrets antérieurs sur les prêtres mariés et les nominations simoniaques. Les archevêques furent requis d'assembler des synodes provinciaux pour arrêter les mesures de détail en conformité avec les instructions transmises par les légats. Les récalcitrants, archevêques ou évêques, se virent mander sans délai à Rome, pour fournir des explications sur leur conduite ; plusieurs furent suspendus ou même déposés, après avoir été cités directement devant un synode romain. En janvier 1075, l'archevêque de Brême, Liemar, frappé ainsi de la peine de la « suspense », reprochait au pape de traiter les évêques avec la même désinvolture que « ses régisseurs ».

Liemar n'était pas seul à se plaindre. Quelques semaines auparavant, lors d'un synode tenu à Erfurt (octobre 1074), on avait assisté à une véritable levée de boucliers contre ce pape dont seul « un clergé d'anges » eût été en mesure de satisfaire les exigences. Mais Grégoire demeurait sourd à ces clameurs et allait droit son chemin. Le 11 janvier 1075, il prenait sur lui d'inviter les fidèles à faire le vide autour des prêtres simoniaques ou qui enfreignaient la règle du célibat ; il s'enhardissait jusqu'à réclamer le concours de tous, à commencer par les grands chefs féodaux, pour mettre ces mauvais prêtres, au besoin de force, dans l'impossibilité d'exercer leur ministère. Mesure grave, aussi dangereuse, en fin de compte, pour l'ensemble du corps ecclésiastique qu'on se flattait de réformer que pour les clercs suspects, qu'on voulait par ce moyen obliger coûte que coûte à plier. Car cet appel au pouvoir séculier, auquel par ailleurs on interdisait toute ingérence dans les affaires de l'Église, n'était-ce pas un aveu d'impuissance, dont les adversaires de la papauté^{p035} allaient immédiatement tirer profit, les uns — les laïcs — en transformant la bataille religieuse en bataille politique ; les autres — les clercs — en se posant en défenseurs de l'indépendance nationale ?

On estime généralement, encore que les textes manquent de netteté, que dès la fin de février 1075 Grégoire VII aurait mis le comble à ses imprudences en jetant comme un défi à la face du monde féodal l'interdiction absolue pour tout évêque ou tout clerc quelconque de recevoir d'un laïc l'investiture de son église. Même si le fait, sous cette forme, est inexact, il est certain que l'attitude adoptée par le pape en matière de nominations ecclésiastiques fut, à compter de ce moment, surtout en Allemagne et en Italie, une perpétuelle négation du droit, que les souverains temporels avaient

que les souverains temporels avaient jusqu'alors exercé sans entraves, d'intervenir dans la désignation des titulaires à toutes les hautes dignités religieuses de leurs États. On assista, sous ce rapport, à ce spectacle peu banal : le roi de Germanie recevant, sans préavis, notification que l'évêque de Bamberg avait été déposé et qu'ordre avait été donné par la curie romaine de procéder à son remplacement.

Henri IV, pour sa part, affectait d'ignorer le pouvoir pontifical. Sûr maintenant d'avoir pour lui la majorité ou du moins la fraction la plus agissante de son clergé, il s'appliquait non seulement à ne pas céder un pouce de terrain, mais à revenir sur les concessions faites du vivant de son père à la cause de la réforme. De sa propre autorité, il pourvoit aux vacances des sièges épiscopaux ; et les clercs qu'il choisit sont tous, bien entendu, des adversaires déclarés de la politique pontificale. À Fermo et Spolète, il nomme des évêques allemands ; à Milan, il installe d'office comme archevêque un ennemi des « Patares » ; il délègue à l'administration de la Lombardie un de ses conseillers excommunié par le pape, le comte Eberhard.

À partir de ce moment, la lutte est virtuellement ouverte. Qui l'emportera, de Grégoire VII, qu'anime une foi profonde en la nécessité de son œuvre, mais rigide jusqu'à l'obstination, malgré ses soixante ans, et trop engagé maintenant pour pouvoir reculer, ou d'Henri IV, encore dans la fougue du jeune âge (il avait à peine vingt-cinq ans), mais sûr de soi et poussé en avant par le groupe compact des clercs contre lesquels Rome a pris l'offensive ? Question angoissante devant laquelle tout le reste s'efface soudain. Entre les deux hommes qui s'affrontent, un furieux duel s'engage, et l'issue risque d'en être fatale à ^{p036} l'une des deux causes dont ils sont désormais les champions.

Ce sont d'abord les premières passes d'armes : des échanges de lettres, dont le ton se monte par degrés. Le 8 décembre 1075, Grégoire adresse encore à l'adversaire « sa bénédiction apostolique », mais en ajoutant à la formule d'envoi cette réserve inquiétante : « si toutefois il obéit comme le doit un roi chrétien au siège apostolique ». L'épître même, qui est une invite à faire amende honorable, est conçue en termes mesurés, pleins d'onction ; mais c'est le calme précurseur de l'orage. Les sentiments véritables du pontife irrité percent en plus d'un endroit, et les dernières lignes évoquent, comme une menace à

peine voilée, le sort que Dieu réserva jadis à Saül pour avoir méprisé les avertissements du prophète Samuel.

Pendant les semaines qui suivent, les événements se précipitent. La position personnelle de Grégoire VII est ébranlée dans Rome même. La nuit de Noël, il s'en faut de peu qu'il ne soit victime d'un complot organisé par une troupe de bandits qui réussissent à le faire quelques heures prisonnier. S'abusant alors sur la faiblesse de l'adversaire, Henri IV croit le moment venu de frapper un grand coup : dans un synode réuni à Worms, le 24 janvier 1076, il décide vingt-quatre évêques allemands et deux évêques italiens — ceux de Vérone et de Naples — à prononcer la déposition du pape indigne, qui ne tient, assurent-ils, son autorité que de la fraude et du parjure ; qui ne l'a exercée d'ailleurs qu'au mépris des lois canoniques ; qui, par ses abus de pouvoir, a préparé la ruine de l'épiscopat, pour lequel il n'a qu'injures à la bouche ; qui a livré « à la fureur de la plèbe » (allusion aux Patares) la direction de l'Église, portant le désordre partout et entraînant la chrétienté aux abîmes. À l'acte de déposition, déjà d'une extrême violence, Henri joint une lettre d'envoi au pontife lui-même, dont la forme insolente aggrave encore l'effet. A celui qu'il n'appelle plus qu'Hildebrand, sans ajouter à son nom la moindre formule de déférence, il « ordonne », se prévalant de son titre de « patrice des Romains », de se retirer sur l'heure. Trois semaines après, le pape riposte par une sentence d'excommunication, qu'il complète, calquant ses paroles sur celles de son adversaire, par l'interdiction faite à ce roi impie, « au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit », d'exercer dorénavant le pouvoir ni en Allemagne ni en Italie. Il enjoint, pour conclure, à tous les chrétiens de lui refuser à jamais l'obéissance.

Si exorbitante que fût l'initiative prise par Grégoire, elle suffit ^{p037} à rendre la position d'Henri extrêmement précaire. Il était loin d'avoir pour lui l'unanimité des clercs allemands et italiens, et beaucoup de ceux-là mêmes qui l'avaient approuvé tout d'abord hésitaient à prêter leur concours à un excommunié. De plus, dans les milieux féodaux, l'agitation grandissait. L'occasion paraissait bonne pour tenter un nouveau soulèvement, auquel, comme bien on pense, les émissaires du pape poussaient de toutes leurs forces, en invoquant la sentence de déposition prononcée contre le roi.

Celui-ci, par ses violences mêmes, compromettait ses chances de succès. À la notification de la sentence qui le frappait, il répliquait par une lettre injurieuse adressée « à Hildebrand, faux moine », qu'il vouait, pour finir, à la damnation éternelle. En vain essayait-il, par une propagande intensive, de gagner l'opinion publique : au début de l'été, les seigneurs saxons donnaient le signal de la révolte, bientôt suivis par les princes de l'Allemagne du Sud, cependant que Grégoire, par une lettre du 27 septembre, se donnait le beau rôle en invitant officiellement les rebelles à écouter la voix de la miséricorde, si leur roi « revenait sincèrement à Dieu ». Cette invite à la clémence n'allait toutefois pas sans d'importantes restrictions : car le pape ajoutait aussitôt qu'au cas où le pécheur ne s'amenderait pas, un nouveau roi devrait être élu à sa place, après entente avec le Saint-Siège.

La lettre de Grégoire trouva les princes et les évêques allemands réunis à Tribur, où ils se proposaient de délibérer sur le sort du royaume. Henri IV, qui campait près de là, à Oppenheim, dut, pour éviter le pire et gagner du temps, accepter de remettre son sort entre les mains du pape, que les membres de la diète sollicitaient de venir présider un synode, à Augsbourg, le 2 février suivant. D'ici là, le roi s'engageait, entre autres, à écrire une lettre pour implorer la grâce pontificale ; à cesser toutes relations avec les excommuniés ; à renoncer provisoirement au trône ; enfin à aller résider à Spire, sous la surveillance des délégués choisis par la diète. Les assistants, de leur côté, furent tous, l'un après l'autre, contraints de jurer — les évêques même par écrit — d'abandonner définitivement le roi si, au début de février, il n'avait pas reçu du pape l'absolution pleine et entière.

Le succès de la papauté dépassait les espérances. Jamais Grégoire n'eût rêvé une affirmation plus éclatante des principes pour lesquels le groupe des réformateurs ardents auquel il appartenait se dépensait sans compter depuis un quart de siècle. ^{p038} Car le roi de Germanie n'était pas seul atteint, et les décisions de Tribur ne marquaient pas seulement le triomphe de la volonté pontificale sur l'autorité royale : la grande pensée de Cluny, celle des Léon IX, des Nicolas II, des Alexandre II, se réalisait enfin. Ceux que le chef suprême de l'Église avait excommuniés pour simonie, l'archevêque de Cologne, les évêques de Bamberg, Strasbourg, Bâle, Spire, Lausanne, Zeitz, Osnabrück, étaient définitivement éliminés ; les pouvoirs discrétionnaires du Souverain Pontife en matière ecclésiastique étaient consacrés, l'indépendance de l'autorité spirituelle mise hors de

l'indépendance de l'autorité spirituelle mise hors de discussion et sa supériorité nettement établie. L'Église apparaissait comme la maîtresse du monde.

[*Table des matières*](#)

VI. — La chute de Grégoire VII (1077-1085) ¹⁶.

Cependant la position du pape était moins forte qu'elle ne semblait d'abord. En se laissant entraîner sur le terrain politique, il avait, bon gré mal gré, lié la cause de l'Église à celle des rebelles d'Allemagne, fort peu soucieux, dans l'ensemble, de travailler à l'affranchissement du clergé. Grosse imprudence, dont il n'allait pas tarder à se repentir, et qui faillit même un moment compromettre la plupart des résultats acquis. Elle coûta du moins à son auteur, après trois années de succès, huit longues années de luttes, particulièrement âpres et ingrates, durant lesquelles il fut plus souvent manœuvré par les partis qu'en mesure de faire prévaloir les vues supérieures de l'Église.

Il fut d'abord victime de la rouerie de l'adversaire. L'issue de la future diète d'Augsbourg ne paraissait douteuse à personne. Il semblait impossible qu'Henri IV se tirât à son avantage du procès qui devait être instruit alors, et Grégoire lui-même s'attendait certainement à jouer là-bas le rôle d'arbitre auquel les princes et les évêques de Germanie l'avaient convié. Il était déjà en chemin et se dirigeait vers Mantoue, où il avait annoncé sa venue pour le 8 janvier, quand il apprit soudain qu'Henri IV venait d'entrer en Lombardie, après avoir fait par la Bourgogne et le mont Cenis un long détour. Se repliant aussitôt par prudence jusqu'à Canossa, au pied de l'Apennin, où il savait pouvoir ^{p039} compter sur l'hospitalité et, au besoin, la protection de la comtesse de Toscane Mathilde, il ne tarda pas à connaître le but poursuivi par le prétendu pénitent de Tribur : fils docile de l'Église, il demandait l'absolution.

La ruse était grossière. De toute évidence, Henri ne songeait qu'à gagner du temps et à rompre l'accord entre le pape et les princes

¹⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

allemands, qu'il espérait mettre en présence de ce fait nouveau considérable : sa réconciliation avec l'Église. Grégoire ne fut pas dupe. Aux demandes du roi, il fit d'abord la sourde oreille. Mais les jours passaient, et la date prévue pour l'ouverture de la diète d'Augsbourg approchait. Les derniers assauts qu'Henri IV sut décider son parrain, l'abbé Hugues de Cluny, et la comtesse Mathilde elle-même à livrer eurent finalement raison de l'énergique résistance du pontife. Le 28 janvier, comme Henri s'était présenté pour la troisième fois en trois jours à la porte du château de Canossa dans le costume ordinaire des pénitents, en robe de bure et les pieds nus, le pape céda : une simple promesse de se soumettre au jugement du Souverain Pontife, d'accepter son arbitrage dans les affaires d'Allemagne, de lui faciliter la traversée des Alpes et de ne rien entreprendre à l'avenir contre « son honneur », valut au pécheur « repentant » d'être reçu à la communion.

Le résultat fut bien tel qu'Henri l'avait escompté. Malgré les lettres explicatives adressées d'urgence par le pape, l'impression fut désastreuse en Allemagne chez ses partisans. Grégoire avait beau affirmer que l'absolution accordée au roi ne préjugait en rien l'issue du conflit politique, où il avait été assez imprudent pour se laisser entraîner ; il avait beau rejeter sur les princes la responsabilité du retard apporté à sa venue, en déclarant avoir vainement attendu l'escorte promise, le soin même qu'il apportait à se justifier d'avance soulignait le caractère véritable de l'incident : loin d'être, comme on l'a cru longtemps, une éclatante victoire de la papauté, Canossa n'était, à tout prendre, qu'une reculade, où les princes allemands furent même enclins à voir une trahison. Ils en conclurent qu'il n'y avait plus à se soucier d'arbitrage pontifical, et, prenant sur eux de déposer Henri IV, procédèrent à Forchheim, le 15 mars 1077, à l'élection de son successeur. Leur choix se porta sur Rodolphe, duc de Souabe, contre lequel, au surplus, Henri IV réussit sans peine à se concilier de nombreux partisans, même au sein de l'épiscopat.

Très embarrassé, regrettant amèrement de s'être jeté dans un pareil guêpier, Grégoire VII essaya en vain, trois années ^{p040} durant, de ressaisir l'initiative qui lui avait échappé et de s'imposer comme arbitre entre le roi et l'antiroi. Il s'ingénia du moins à faire triompher, tant en Allemagne et en Italie qu'en France ou en Angleterre, le principe des nominations épiscopales et abbatiales sans investiture

nominations épiscopales et abbatiales sans investiture laïque. Peine perdue : sa défaite sur le terrain politique avait ébranlé son prestige.

En 1080, le 7 mars, il commit la suprême imprudence de rouvrir la lutte en brandissant pour la deuxième fois l'excommunication contre Henri IV, en « lui enlevant » pour la deuxième fois « la dignité royale » et en renouvelant la défense faite naguère à tous les chrétiens qui lui avaient juré fidélité de lui obéir désormais. Il envoyait en même temps l'absolution de leurs péchés et sa bénédiction apostolique à ceux qui saluaient en Rodolphe leur souverain légitime. Paradoxe insoutenable : alors que Grégoire prenait ainsi parti pour l'antiroi, les évêques allemands se prononçaient en masse pour celui à qui le chef de l'Église refusait la communion et dont tout chrétien était, par suite, invité à s'éloigner avec horreur. Au reste, Rodolphe ne tarda pas à être tué (octobre 1080), et les progrès rapides d'Henri IV, qui avait, lui aussi, renouvelé le précédent de 1076 en obtenant de son clergé la déposition du pape, à l'assemblée de Brixen (25 juin 1080), et en assurant l'élection d'un antipape (l'archevêque de Ravenne Guibert), achevèrent de prouver à Grégoire combien fâcheuse avait été son intrusion dans le domaine de la politique. En Italie même, où il arriva bientôt, Henri vit les troupes de ses partisans grossir rapidement. Rome, où il voulait introduire son pape et recevoir la couronne impériale, fut menacée en 1081, puis en 1082 ; en 1083, Saint-Pierre et la cité Léonine tombèrent en son pouvoir.

Vieilli, ébranlé par tant de revers, sentant le vide se faire autour de lui, Grégoire eut un moment de faiblesse : il offrit de couronner empereur ce prince que la veille encore il déclarait indigne à tout jamais du pouvoir. Il ne réclamait de lui qu'une pénitence publique, qu'il eût même sans doute réduite à sa plus simple expression. Il essuya un refus dédaigneux. De plus en plus seul, au milieu d'une population lasse de le soutenir, abandonné même par la plupart des cardinaux, l'auguste vieillard dut chercher refuge derrière les solides murailles du Château Saint-Ange, sur la rive droite du Tibre. Quelques semaines après, le 21 mars 1084, le cortège du vaincu de Tribur et de Canossa entra triomphalement par la porte Saint-Jean dans les rues de la Ville, allait installer l'antipape Guibert, devenu Clément III, ^{p041} au palais de Latran et recevait de ses mains, le jour de Pâques (31 mars), aux acclamations de la foule, la couronne impériale.

Vaincu, mais non résigné à sa défaite, dans laquelle il voyait justement la défaite de la noble cause dont il s'était fait le champion, Grégoire fut encore assez imprévoyant pour appeler au secours les bandes pillardes des Normands qui, sous leur duc Robert Guiscard, achevaient alors de conquérir l'Italie méridionale. Le résultat fut désastreux : les Normands — quelque trente mille hommes, dit-on, — s'ouvrirent par le fer et par le feu un chemin à travers Rome (24 mai 1084), vinrent délivrer le pape assiégé au Château Saint-Ange et, parmi les ruines encore fumantes, le réinstallèrent au Latran, d'où l'antipape s'était enfui, tandis que le sac et l'incendie de la ville se poursuivaient avec une effrayante sauvagerie.

Ces violences n'eurent d'autre effet que de réduire à néant le crédit dont Grégoire jouissait naguère encore auprès d'une partie des Romains. Rendu responsable des malheurs qui s'étaient abattus sur la cité, accusé, non sans raison, de continuer, après l'horrible drame, à traiter Robert Guiscard en allié et à utiliser ses services contre les partisans de l'antipape, il fut bientôt obligé de dire à la ville de saint Pierre un éternel adieu et d'aller, en exil, au Mont-Cassin, puis à Bénévent, puis à Salerne, sous la protection des Normands, les seuls qui lui restassent fidèles, finir tristement une existence où, au service d'une grande idée, il avait connu tour à tour de si merveilleux succès et de si amères déceptions. Ses dernières paroles — évocation d'un célèbre passage de la Bible — furent, dit-on : « J'ai aimé l'équité et haï l'impiété : c'est pourquoi je meurs en exil. » Il mourait, en effet, victime de son refus de transiger sur ce qu'il considérait comme les droits imprescriptibles de l'Église et la pure tradition canonique.

[*Table des matières*](#)

VII. — Urbain II et le triomphe de l'idée chrétienne ¹⁷.

À la mort de Grégoire VII (25 mai 1085), l'esprit féodal semble avoir repris le dessus ; les fautes politiques du chef de la chrétienté^{p042} ont permis à Henri IV et, avec lui, par voie de conséquence, aux autres princes temporels, de retourner à leur avantage une situation exceptionnellement favorable aux projets de l'Église. Ce n'est pas seulement en Allemagne et dans l'Italie du Nord qu'on assiste à un

¹⁷ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

réveil dangereux des anciennes pratiques et à un fléchissement marqué du pouvoir pontifical ; en France, en Angleterre, et l'on pourrait dire dans tout l'Occident, le recul des idées réformatrices est manifeste. En Angleterre, notamment, où la cause de la réforme avait d'abord, grâce à l'habileté du primat de Canterbury Lanfranc, gagné beaucoup de terrain, l'avenir se présente sous de sombres couleurs. Avec le nouveau roi, Guillaume le Roux (1087-1100), fils du Conquérant, la Grande-Bretagne se trouve en fait soustraite à l'action du pouvoir pontifical ; de 1089 à 1093, pendant près de cinq ans, le siège archiépiscopal de Canterbury est à dessein maintenu vacant ; tant pour les évêques que pour les abbés, les nominations simoniaques et scandaleuses recommencent, et les prélats en charge qui essaient de résister aux exigences du roi ou de son principal ministre, le Normand Renouf Flambard, sont obligés de se démettre.

Mais le recul est momentané et, malgré tout, les idées pour lesquelles Grégoire VII s'est sacrifié cheminent. Le siège de Canterbury finit par être confié en 1093 à l'homme de haute conscience qu'est saint Anselme, le savant abbé du Bec ; et nombreux sont désormais, dans tous les clergés d'Europe, les prélats qui ont subi la forte empreinte des idées grégoriennes et avec lesquels un Henri IV en Allemagne, un Philippe I^{er} en France, un Guillaume le Roux en Angleterre sont obligés de compter. Qu'un autre pape vienne, plus souple, plus réaliste que Grégoire, capable d'adapter ses ambitions aux possibilités immédiates, sans prétendre aller d'emblée aux extrêmes, et l'on verra l'Église reprendre aussitôt sa marche ascendante.

C'est ce qui se produit, en effet, sous Urbain II (de son vrai nom Eudes), un ancien moine clunisien que Grégoire VII avait nommé évêque d'Ostie, et qui succède en 1088 au pieux, mais faible Victor III. Avec une fermeté qui n'exclut pas l'adresse, Urbain sait ranimer le zèle quelque peu découragé des évêques favorables à la réforme ; il s'applique inlassablement à refaire le vide autour d'Henri IV et à réorganiser contre lui un fort parti d'opposition, surtout en 1089, quand il marie le jeune Welf, fils du duc de Bavière de ce nom, qu'Henri avait dépossédé en 1077, à la comtesse de Toscane Mathilde, fidèle alliée du Saint-Siège. Mariage médiocrement assorti sous le rapport des convenances personnelles, Welf ayant dix-sept ans et sa femme plus de quarante, mais habile manœuvre politique, qui tendait à détacher de l'empereur pour en former un bloc soumis à

à détacher de l'empereur pour en former un bloc soumis à l'influence pontificale tous les pays de l'Allemagne du Sud et de l'Italie du Nord.

En vain, Henri cherche à parer le coup : après quelques succès en Lombardie (1090-1091), il se trouve réduit à l'impuissance par le travail méthodique que poursuit patiemment contre lui et dans son entourage même la diplomatie pontificale. L'antipape Clément III, dont l'action, comme tel, se poursuivra jusqu'en 1100, parvient, il est vrai, un moment à rentrer dans Rome, et Urbain II doit se replier chez les Normands ; mais dès 1092-1093, la situation est renversée : sans éclats de voix, sans excommunications retentissantes, le pape sait, dans l'Italie du Nord et en Allemagne même, ramener à lui les esprits. Il regroupe les fidèles autour de Conrad, le propre fils de l'empereur, jeune homme docile, héritier désigné du trône depuis 1087, et à qui la Lombardie est bientôt acquise. De là, en étroite union avec la comtesse Mathilde et son mari, Conrad intercepte les passages des Alpes. Dès le début de mars 1095, la position d'Urbain II, rentré quelques mois avant dans Rome, s'est à ce point consolidée qu'il peut venir à Plaisance présider un grand concile, auquel, affirme un chroniqueur, assistaient plus de quatre mille clercs et plus de trente mille laïcs. Par le nombre des fidèles accourus à la voix du pontife, on peut mesurer l'importance du progrès accompli. Peu après, à Crémone, le roi Conrad lui prodigue les marques de respect, lui jure fidélité, s'engage à servir loyalement l'Église.

Le voyage d'Urbain II prend alors les allures d'un voyage triomphal. Tandis qu'Henri IV effondré, se terre dans un coin de la haute Italie, le pape, maintenant sûr de soi, se dirige tranquillement vers la Gaule, où il se propose d'aller tenir un autre ^{p044} grand concile. Le 15 juin 1095, il est à Verceil ; en juillet, il franchit les Alpes ; le 15 août, il est au Puy. Il parcourt les pays de la vallée du Rhône, ralliant sur son passage, tant dans le royaume de France qu'en « Bourgogne » impériale (entre le Rhône, la Saône et les Alpes), les partisans de la papauté. Puis, après avoir traversé Lyon, Cluny, Mâcon, Autun, il gagne Clermont, où le concile annoncé s'ouvre le 18 novembre, en présence, suivant les estimations les plus modérées, d'une centaine d'archevêques et d'évêques et d'une centaine d'abbés, pour ne parler que du haut clergé.

L'instant est solennel. Siégeant au cœur même de la France, le pape n'hésite pas à y prononcer l'excommunication du roi capétien Philippe I^{er} en raison de sa vie privée ; il prend nettement position contre les empiétements du pouvoir temporel en matière de nominations épiscopales et d'investiture ; il s'affirme comme le chef souverain de toutes les églises de la chrétienté et requiert des rois, des seigneurs, des simples laïcs, l'obéissance ponctuelle à ses décrets. Enfin, le 27 novembre, aux portes de la ville, d'une chaire improvisée en plein vent, il harangue la foule qui se presse pour l'entendre. Et quand sa voix soudain s'élève, grave et vibrante d'émotion, pour rappeler aux fidèles que le service de Dieu les réclame, que le tombeau du Christ est aux mains des mécréants, que les pèlerins ne peuvent plus y accéder qu'au prix de mille épreuves, que la religion elle-même est menacée d'une ruine prochaine si ceux qui se déchirent en Occident ne font pas trêve à leurs luttes pour voler à son secours, les cris enthousiastes de « Dieu le veut ! » qui accueillent ses paroles lui prouvent que, si puissants que soient les princes, si rudes que soient les mœurs féodales, l'Église a son rôle à jouer et que, comme meneuse d'hommes, un champ infini d'action s'ouvre devant elle. p045

Bibliographie du CHAPITRE II. *L'Europe au XI^e siècle. L'Église.*

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — A. Fliche et V. Martin, *Histoire de l'Église*, t. VII : *L'Église au pouvoir des laïques (888-1057)*, par E. Amann et Aug. Dumas (Paris, 1940, in-8°) ; t. VIII : *La réforme grégorienne et la reconquête chrétienne (1057-1123)*, par A. Fliche (Paris, 1940, in-8°) ; sur l'état général de l'Église, G. Schnürer, *Kirche und Kultur im Mittelalter*, t. II (Paderborn, 1926, in-8° ; 2^e éd., 1929), éd. française : *L'Église et la civilisation au moyen âge*, t. II (Paris, 1935, in-8°) ; sur la papauté, le clair manuel de J. Gay, *Les papes du XI^e siècle et la chrétienté* (Paris, 1926, in-12, de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique ») ; J. Haller, *Das Papsttum. Idee und Wirklichkeit*, t. II, 1^{re} partie (Stuttgart, 1937, in-8°), notes et bibliographie dans la 2^e partie (1938) ; et la classique *Histoire des conciles* [au moyen âge] de Mgr Hefele (*Conciliengeschichte*, Fribourg-en-Br., 1855-1874, 7 vol. in-8° ; 2^e éd., 1873-1890), quelque peu rajeunie dans la traduction française de Dom H. Leclercq, t. IV, 2^e partie, et t. V, 1^{re} partie (Paris, 1911-1912, 2 vol. in-8°), mais qui n'en est pas moins un très vieux livre. La belle *Kirchengeschichte Deutschlands* d'A. Hauck, t. III (Leipzig, 1896, in-8° ; 3^e-4^eéd., 1906), déborde les cadres de l'histoire ecclésiastique d'Allemagne et constitue, par suite, pour tout ce chapitre un guide indispensable.

I. Cluny et les idées clunisiennes.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — E. Sackur, *Die Cluniacenser in ihrer kirchlichen und allgemeineschichtlichen Wirksamkeit bis zur Mitte des elften Jahrhunderts* (Halle, 1892-1894, 2 vol. in-8°) ; Letonnelier, *L'abbaye exempte de Cluny et le Saint-Siège. Étude sur le développement de l'exemption clunisienne des origines jusqu'à la fin du XIII^e siècle* (Ligugé et Paris, 1923, in-8°, vol. 22 des « Archives de la France monastique ») ; Guy de Valous, *Le monachisme clunisien, des origines au XV^e siècle. Vie intérieure des monastères et organisation de l'ordre* (Ligugé et Paris, 1935, 2 vol. in-8°, vol. 39 et 40 de la même série) ; Dom Ph. Schmitz, *Histoire de l'ordre de saint Benoît*, t. I et II, (Maredsous, 1942, 2 vol. in-8°) ; J. W. Thompson, *Feudal Germany* (Chicago, 1928, in-8°), chapitre sur la réforme clunisienne en Allemagne et en Italie (p. 68-124) ; W. Franke, *Romuald von Camaldoli und seine Reformtätigkeit zur Zeit Ottos III* (Berlin, 1913, in-8° ; lase. 107 des « Historische Studien », publ. par Ebering) ; bon exposé d'ensemble du mouvement de réforme monastique,

par A. Dumas, au t. VII de l'*Histoire de l'Église* d'A. Fliche et V. Martin (citée p. 23), p. 317-340.

II. L'Église et la féodalité : la question de l'investiture.

OUVRAGES À CONSULTER. — R. W. et A. J. Carlyle, *A history of mediæval political theory in the West*, t. III : *Political theory from the tenth century to the thirteenth*, par A. J. Carlyle (Edimbourg et Londres, 1915, in-8°) ; A. Scharnagl, *Der Begriff der Investitur in den Quellen nach der Literatur des Investiturstreites* (Stuttgart, 1908, in-8°, fasc. 56 des « Kirchenrechtliche Abhandlungen », publ. par U. Stutz) ; P. Imbart de La Tour, *Les élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle. Étude sur la décadence du principe électif* (Paris, 1890, in-8°).

III. Papauté et féodalité dans la première moitié du XI^e siècle.

OUVRAGES À CONSULTER. — Les ouvrages d'E. Amaim et A. Dumas (*L'Église au pouvoir des laïques*), A. Hauck (*Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III), J. Haller (*Das Papsttum*, t. II), et J. Gay, cités p. 23 ; ils renvoient aux travaux spéciaux. On peut y joindre J. Langen, *Geschichte der römischen Kirche von Nikolaus I bis Gregor VII* (Bonn, 1892, in-8°) ; J. von Pflugk-Hartung, *Die Papstwahlen und das Kaisertum, 1046-1328* (Gotha, 1908, in-8°, extr. de la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XXVII et XXVIII).

IV. L'affranchissement de l'Église, de Léon IX à Alexandre II (1049-1073).

OUVRAGES À CONSULTER. — Mêmes ouvrages qu'au paragraphe précédent et en outre W. Bröcking, *Die französische Politik Papst Leos IX* (Stuttgart, 1891, in-8°, 106 p. avec un supplément de 15 p., Wiesbaden, 1899) ; J. Drehmann, *Papst Leo IX und die Simonie* (Leipzig et Berlin, 1908, in-8°, 96 p., fasc. 2 des « Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance », publ. par W. Götz) ; A. Fliche, *Études sur la polémique religieuse à l'époque de Grégoire VII. Les prégrégoriens* (Paris, 1916, in-12) ; du même, *La réforme grégorienne*, t. I : *La formation des idées grégoriennes* (Louvain et Paris, 1924, in-8°, fasc. 6 du « Spicilegium sacrum Lovaniense ») ; du même encore, *La querelle des investitures* (Paris, 1946, petit in-8°, de la coll. « Les grandes crises de l'histoire »). — Le décret de 1059 sur les élections pontificales est commodément publié, avec des pièces annexes, par E. Bernheim, *Quellen zur Geschichte des Investiturstreites* (Leipzig et Berlin, 1907, 2 fasc. in-8° de la « Quellensammlung zur deutschen Geschichte » ; 2^e éd., 1913), t. I, p. 12-22. Il a fourni matière à de nombreuses études, dont les conclusions paraissent souvent contestables. Citons celle de J. von Pflugk-Hartung, *Das Papstwahldekret des Jahres 1059*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXVII (1906), p. 11-53, et celle

Geschichtsforschung, t. XXVII (1906), p. 11-53, et celle d'Anton Michel, *Papstwahl und Königsrecht oder das Papstwahlkonkordat von 1059* (Munich, 1936, in-8°). — Sur les Patares, voir W. Götz, *Kritische Beiträge zur Geschichte der Pataria*, dans l'*Archiv für Kulturgeschichte*, t. XII (1916), p. 17-55 et 164-194, avec une note additionnelle de W. Schwarz, *Die Herkunft des Namens Pataria*, *ibid.*, p. 402-410. — Sur la pénétration de l'esprit de réforme dans les œuvres des canonistes de l'époque, voir les travaux de Paul Fournier, en particulier *Le premier manuel canonique de la réforme du XI^e siècle*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome. t. XIV (1894), p. 144-223 ; *Un tournant de l'histoire du droit, 1060-1140*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XL (1917), p. 129-180 ; *Les collections canoniques romaines de l'époque de Grégoire VII*, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XLI (1918), p. 271-397 ; enfin P. Fournier et G. Le Bras, *Histoire des collections canoniques depuis les Fausses décrétales jusqu'au Décret de Gratien* (Paris, 1931-1932, 2 vol. in-8°).

V. Les débuts de Grégoire VII (1073-1076) et la lutte pour l'hégémonie de l'Église.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sans compter les histoires générales de l'Église et de la papauté, le grand ouvrage d'A. Hauck (t. III), *l'Histoire des conciles* d'Hefele et le manuel de J. Gay cités p. 23, le nombre des volumes qui traitent de Grégoire VII et de sa lutte contre Henri IV est considérable. Nous ne retiendrons ici que les plus importants ou les plus récents : O. Delarc, *Saint Grégoire VII et la réforme de l'Église au XI^e siècle* (Paris, 1889-1890, 3 vol. in-8°) ; J. Langen, *Geschichte der römischen Kirche von Gregor VII bis Innocenz III* (Bonn, 1893, in-8°) ; W. Martens, *Gregor VII, sein Leben und Wirken* (Leipzig, 1894, 2 vol. in-8°) ; A. Fliche, *Saint Grégoire VII* (Paris, 1920, in-12, collection « Les saints »), sommaire ; du même, *La réforme grégorienne*, t. II : *Grégoire VII*, t. III : *L'opposition antigrégorienne* (Louvain et Paris, 1925 et 1937, in-8°, fasc. 9 et 16 du « Spicilegium sacrum Lovaniense ») ; abbé H.-X. Arquillière, *Saint Grégoire VII. Essai sur sa conception du pouvoir pontifical* (Paris, 1934, in-8°). — Sur la position doctrinale de la papauté, joindre aux livres précédents C. Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII* (Leipzig, 1894, in-8°) ; A. J. Carlyle, volume cité p. 26 ; E. Voosen, *Papauté et pouvoir civil à l'époque de Grégoire VII* (Gembloux, 1927, in-8°), et les travaux de P. Fournier cités à la note précédente. Voir encore W. Wühr, *Studien zu Gregor VII. Kirchenreform und Weltpolitik* (Munich et Freising, 1930, in-8°, fasc. 10 des « Historische Forschungen und Quellen » publ. par A. Mayer et P. Ruf) ; J. P. Whitney, *Hildebrandine essays* (Cambridge, 1932, in-8°) ; et sur les fameux *Dictatus papae*, R. Koebner, *Der Dictatus papae*, dans les *Kritische Beiträge zur Geschichte des Mittelalters. Festschrift Robert Hollzmann* (Berlin, 1933, in-8°, fasc. 238 des « Historische Studien » d'Ebering) ; Karl Hoffmann, *Der Dictatus papae Gregors VII ; eine rechtsgeschichtliche Erklärung* (Paderborn,

tsgeschichtliche Erklärung (Paderborn, 1933, in-8°, fasc. 63 des « Veröffentlichungen der Sektion für Rechts- und Staatswissenschaft des Görres-Gesellschaft »). — Sur la lutte avec Henri IV, voir en outre les livres concernant ce dernier, notamment K. Hampe, *Deutsche Kaisergeschichte in der Zeit der Salier und Staufer* (Leipzig, 1909, in-8°, de la « Bibliothek der Geschichtswissenschaft » publ. par E. Brandenburg ; 7^e éd., revue par F. Baethgen, 1937), et, pour le détail E. Meyer von Knonau, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Heinrich IV und Heinrich V* (Leipzig, 1890-1909, 7 vol. in-8°, de la collection « Jahrbücher der deutschen Geschichte »). Y joindre encore le livre curieux de B. Schmeidler, *Kaiser Heinrich IV und seine Helfer im Investiturstreit. Stilkritische und sachkritische Untersuchungen* (Leipzig, 1927, in-8°), où l'auteur s'efforce, mais avec une subtilité souvent déconcertante, de dégager la personnalité des principaux clercs qu'Henri IV avait pris pour conseillers. — Sur l'affaire de Canossa, les études de détail abondent. On trouvera la liste des principales dans le gros manuel d'histoire d'Allemagne de Gebhardt : *Gebhardts Handbuch der deutschen Geschichte*, 7^e éd. refondue sous la direction de R. Holtzmann, t. I (Berlin et Leipzig, 1930, in-8°), p. 291. Depuis lors a paru notamment l'étude de J. Haller, *Der Weg nach Canossa*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CLX (1939), p. 229-285. On y ajoutera N. Grimaldi, *La contessa Matilde, e la sua stirpe feudale* (Florence, [1928], in-16, fasc. 31 de la « Collana storica »), qui renvoie aux travaux antérieurs sur la comtesse Mathilde. — Sur l'application du programme des réformateurs, voir, à titre d'exemple, A. Cauchie, *La querelle des investitures dans les diocèses de Liège et de Cambrai* (Louvain, 1890-1893, 2 vol. in-8°).

Les textes essentiels relatifs à la « querelle des investitures » sont commodément groupés dans le petit recueil d'E. Bemheim, signalé p. 30. Le registre des lettres de Grégoire VII a été publié par E. Caspar, *Das Register Gregors VII* (Berlin, 1920-1923, in-8°) ; le dossier des lettres et manifestes d'Henri IV a été réuni par C. Erdmann, *Die Briefe Heinrichs VII* (Leipzig, 1937, vni-80 p. in-8° ; fasc. 1 des « Studentexte des Reichsinstitut für ältere deutsche Geschichtskunde ») ; l'ensemble des écrits polémiques du temps est édité dans les *Monumenta Germaniae historica*, série des *Libelli de lite imperatorum et pontificum* (1891-1897, 3 vol. in-4°).

VI. La chute de Grégoire VII (1077-1085).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes qu'au paragraphe précédent, et sur l'alliance de la papauté avec les Normands, le livre de F. Ghalandon, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile* (Paris, 1907, 2 vol. in-8°), t. I.

VII. Urbain II et le triomphe de l'idée chrétienne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux signalés p. 23, ajouter les études suivantes d'A. Fliche, *Le pontificat de Victor III*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. XX (1924), p. 387-412 ; *L'élection d'Urbain II*, dans *Le moyen âge*, ann. 1916, p. 356-394 ; *La réforme grégorienne*, t. III (cité p. 33), chap. III et IV sur Victor III et Urbain II ; *Quelques observations sur le gouvernement de l'Église au temps d'Urbain II*, dans *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus*, 1938, p. 127-143 ; L. Paulot, *Un pape français : Urbain II* (Paris, 1903, in-8°), insuffisant. — Sur l'empereur Henri IV, les ouvrages indiqués p. 34. — Sur la politique ecclésiastique en Angleterre, H. Böhmer, *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI und XII Jahrhundert* (Leipzig, 1899, in-8°) ; A. J. Macdonald, *Lanfranc. A study of his life, work and writing* (Oxford et Londres, 1926, in-8°) ; Z. N. Brooke, *The English Church and the papacy from the conquest to the reign of John* (Cambridge, 1932, in-8°).

[Table des matières](#)

Chapitre III

*L'Expansion féodale avant la première croisade*¹⁸.

En conviant les seigneurs d'Occident à s'enrôler sous la bannière de l'Église, Urbain II ne songeait qu'à utiliser au mieux des intérêts généraux de l'Europe chrétienne, alors menacée, les forces de la féodalité qui depuis longtemps déjà se dépensaient brillamment au dehors. Il suffisait d'un excédent de naissances pour amener la formation d'un trop-plein de chevaliers en quête de fiefs. Dans les provinces comme la Normandie, où la race était prolifique, le nombre était toujours grand de ces cadets auxquels leurs parents ne pouvaient assurer un établissement convenable. Ils devaient s'expatrier, mettre leur épée au service d'autrui, courir des aventures où les profits compensaient les risques. Et tel était l'attrait du butin, des longues pilleries — d'autant plus fructueuses qu'on opérait plus loin de chez soi, parmi les nations « étranges », souvent même parmi les nations « infidèles », qu'on pouvait maltraiter sans scrupule de conscience, — que les seigneurs dotés et rentes se laissaient eux aussi gagner au charme de cette vie large, faite à souhait pour les amateurs de beaux coups d'estoc et de taille, et dont on ne revenait jamais les mains vides.

Au surplus, ces lointaines chevauchées se transformaient souvent en guerres de conquêtes. Les succès des premiers coureurs d'aventures déterminaient un afflux de parents, d'amis, de compatriotes, dès que le gain s'annonçait facile ; puis, s'organisant, se disciplinant elles-mêmes sous l'empire de la nécessité, leurs bandes devenaient des armées féodales régulières, qui se donnaient des chefs,

¹⁸ [OUVRAGE D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

et la conquête méthodique succédait aux heureuses improvisations du début.

On ne dira jamais assez l'importance de ces guerres d'expansion féodale. Tout comme nos guerres d'expansion coloniale, ^{p046} avec lesquelles elles présentent plus d'un trait commun, elles ont permis le rayonnement de la civilisation qui allait s'épanouir au XII^e et au XIII^e siècle, en France d'abord, puis dans tout notre Occident européen. Par le continuel va-et-vient de seigneurs qu'elles ont déterminé du nord de l'Angleterre jusqu'aux rives extrêmes de la Méditerranée, elles ont puissamment contribué à l'unification morale de l'Europe et, dans une certaine mesure, à son unification ethnique. Que l'Italie du Sud ou que l'Angleterre aient été colonisées par des Normands au XI^e siècle ; que l'Espagne septentrionale ait vu, à la même époque, accourir sur son sol des troupes de chevaliers bourguignons, champenois, languedociens ou gascons ; ou que plus tard, au temps des croisades, la Syrie, la Thrace, le Péloponnèse aient servi de points de ralliement aux barons de France, d'Italie ou d'Allemagne, ce sont là des faits capitaux et dont les conséquences ont été grandes pour l'avenir du monde.

[*Table des matières*](#)

I. — La conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile par les Normands ¹⁹.

Les principales étapes de l'expansion normande en Italie et en Sicile peuvent être marquées avec netteté.

Au point de départ, c'est l'histoire modeste et sans gloire de quelques aventuriers besogneux qui, profitant de l'anarchie où se débat alors tout le sud de la péninsule, louent leur épée aux plus offrants : à un chef de rebelles qui, dans la région de Bari, cherche à secouer la domination byzantine, encore effective en Pouille et en Calabre (1009) ; aux petits princes lombards de Capoue, de Bénévent ou de Salerne (1018) ; au « catépan » ou chef de l'administration byzantine d'Italie (vers 1025) ; au duc de Naples (1029) ; à d'autres encore. Peu leur importe le camp dans lequel ils se battent ; ils en changent avec la même facilité que de simples mercenaires et ne sont

¹⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

du reste, à tout prendre, que des mercenaires d'un rang supérieur. Mais, comme ^{p047} ce sont des chevaliers, leurs services se paient plus cher, et nul ne s'étonne de voir, en 1029, le duc de Naples donner à l'un d'eux, nommé Renouf, l'investiture de la petite ville et de la banlieue d'Aversa, à la frontière nord de son duché.

La nouvelle de l'aubaine échue à Renouf lui vaut le concours d'une bande famélique de petits chevaliers normands qui s'abattent sur l'Italie, dans l'espoir de s'y tailler des fiefs eux aussi. De nombreux vassaux se pressent bientôt à sa cour ; les ducs et les princes de la région se disputent son alliance ; le « patrice » d'Amalfi est trop heureux de pouvoir lui donner sa fille en mariage ; et, comme de juste, Renouf profite de ces sympathies imprévues pour s'étendre aux dépens de ses voisins. Une douzaine d'années après son installation à Aversa, son territoire s'est à ce point accru qu'il est en mesure de mettre la main sur Gaëte, à quelque soixante kilomètres de sa capitale (1042).

Plus au sud, diverses révoltes contre l'autorité byzantine facilitent l'établissement d'un second groupe de chevaliers normands, parmi lesquels se distinguent dès l'origine quelques-uns des douze fils d'un obscur seigneur des environs de Coutances, Tancrede de Hauteville. Ils s'implantent, depuis le promontoire du Gargano jusqu'au golfe de Policastro, sur tout le pourtour de l'Italie méridionale, ainsi qu'au nord de la Basilicate, s'y fortifient et, opposant les uns aux autres Grecs, Lombards, partisans de l'empereur germanique, partisans du pape, arrivent à se ménager là-bas, après quelques années de luttes confuses, un ensemble de possessions qui, en se rejoignant, finiront par former le duché normand de Pouille et Calabre.

Certains des fils de Tancrede de Hauteville jouent de bonne heure dans ces parages un rôle plus important que la majorité de leurs compagnons d'armes. Les trois aînés, Guillaume Bras-de-fer (mort en 1046) et surtout Dreux et Onfroi (morts en 1051 et 1057), font déjà figure de petits princes féodaux. De Normandie et parfois aussi d'autres régions de France, de nouvelles recrues accourent avec empressement prendre du service dans les rangs de leurs vassaux et les aider à rejeter les Byzantins à la mer. Dès 1055, dans le sud-est, ceux-ci ne se maintiennent guère qu'à Bari, Brindisi, Tarente et aux abords immédiats de ces villes ; ils se replient partout en Calabre, tandis que, dans les Abruzzes, malgré les efforts du pape Léon IX, les

Abruzzes, malgré les efforts du pape Léon IX, les Normands de Pouille marchent vers Bénévent, à la rencontre de leurs compatriotes d'Aversa. Puis, bientôt, une étape nouvelle est franchie : renforcés par l'arrivée incessante de contingents ^{p048} que ces succès attirent, les Normands de la péninsule se groupent autour d'un autre fils de Tancrède, le fameux Robert Guiscard. Issu d'un deuxième mariage et sensiblement plus jeune que les fils du premier lit, Robert se distingue vite par d'exceptionnelles qualités de chef et d'organisateur. Il va, au cours d'une carrière bien remplie, transformer les diverses seigneuries normandes nées au hasard des aventures en un vaste État féodal s'étendant, à peu de chose près, des Abruzzes au sud de la Sicile et méritera ainsi d'être considéré comme le vrai fondateur de la grandeur normande en Italie.

Dès 1060, les progrès accomplis sous sa direction apparaissent considérables. Progrès territoriaux d'abord : la principauté de Capoue avait été enlevée en 1057 par le comte d'Aversa, Richard, devenu son beau-frère ; il avait lui-même, avec l'active collaboration de son frère Roger, achevé la conquête de la Calabre, où Reggio, le dernier rempart de la défense byzantine, était tombé enfin durant l'été 1060 ; en Pouille, seuls Bari et Brindisi résistaient encore. De plus, la papauté avait cessé de traiter les Normands, vainqueurs de l'armée pontificale à Civitate en 1053, en bandits et en ennemis de l'Église, pour rechercher au contraire leur appui : le pape Nicolas II s'était rencontré le 23 août 1059 à Melfi avec Robert Guiscard et — suivant l'exemple donné au début du siècle par Sylvestre II dans ses rapports avec Étienne I^{er}, le pieux fondateur du royaume hongrois, — il avait reçu le chef normand au nombre des « protégés » de saint Pierre, moyennant promesse d'un faible cens annuel. Ainsi Robert avait cessé officiellement d'être un chef de bande pour devenir un souverain, auquel le Pontife reconnaissait même d'avance la possession de la Pouille et de la Calabre avec leurs annexes, voire celle de la Sicile, dont il s'apprêtait alors à entamer la conquête.

En effet, à partir de 1060, Robert Guiscard lançait ses troupes à l'assaut de la Sicile, où en 1038 déjà ses deux frères, Guillaume Bras-de-fer et Dreu s'étaient battus pour le compte de Byzance, qui tentait, en un effort suprême, de libérer l'île du joug musulman. Messine alors, puis Syracuse avaient pu être arrachés aux Sarrasins ; mais l'entreprise avait dû être abandonnée en 1040, et, depuis, la Sicile était

retombée tout entière au pouvoir des Infidèles. À partir de 1060, au contraire, le manque d'entente entre les émirs, abandonnés à eux-mêmes, et une organisation supérieure de l'attaque, soutenue sans faiblir tout le temps nécessaire, quoique avec des effectifs très réduits, ^{p049} allaient assurer en vingt-cinq ans le succès complet et définitif des armes normandes.

Placés sous le commandement du comte Roger, frère de Robert Guiscard, les chevaliers chargés de la conquête durent s'y reprendre à plusieurs fois pour s'emparer de Messine ; à plusieurs fois aussi pour s'ouvrir un chemin, tant en direction de Palerme qu'en direction de Catane. Mais, à compter de 1064, les progrès furent plus nets, plus encourageants : avec l'appui moral de la papauté, qui lui avait officiellement envoyé la bénédiction apostolique, et avec l'appui matériel de son frère Robert Guiscard, qui vint de temps à autre lui prêter main-forte, le comte Roger se rendit maître de la côte septentrionale jusqu'à Petralia, dans la région de Cefalù (1066). En 1068, il était vainqueur à Misilmeri, vingt kilomètres à peine au sud-est de la grande cité de Palerme, dont un siège eut raison au mois de janvier 1072. Six mois avant, une flotte de secours avait fait voile de Reggio sur Catane, qui avait dû capituler presque aussitôt. Poursuivant la conquête méthodique de la zone côtière, Roger obtint successivement en 1077 et en 1078 la capitulation de Taormina, sur la côte orientale, et de Trapani, à l'extrémité occidentale de l'île. À l'intérieur, il avança aussi, quoique avec peine, déjouant les embuscades des Sarrasins, élevant partout de solides châteaux destinés à servir de points d'appui à ses troupes.

En juillet 1085, quand mourut Robert Guiscard, la domination musulmane ne se maintenait plus qu'au sud-est, dans le triangle compris entre Castrogiovanni, Girgenti et Syracuse, et l'heure était proche où ce réduit allait céder : Syracuse succombera en mars 1086, Girgenti en juillet, Caltanissetta, Naro, Licata, Castrogiovanni peu après (1086 ou 1087). Refoulés dans l'extrême sud-est, les Musulmans s'y accrocheront encore désespérément l'espace de trois ou quatre années ; en 1091, leur dernier repaire, la petite place de Noto, à vingt-cinq kilomètres seulement du cap Passero, le promontoire le plus méridional de l'île, finira par se rendre ; et le comte Roger n'aura qu'à se montrer dans l'île de Malte pour en obtenir la soumission. Vingt ans auparavant, la chute de Bari et de Brindisi (1071) avait fait de Robert Guiscard le maître incontesté de la

card le maître incontesté de la Pouille. À cette province et à la Calabre, complétées par la zone intermédiaire appelée aujourd'hui Basilicate, il avait joint, sur le versant occidental de l'Apennin, le duché d'Amalfi, qui s'était donné à lui en 1073, puis la principauté de Salerne, enlevée de ^{p050} haute lutte en 1076, tandis que ses vassaux s'établissaient dans les Abruzzes jusqu'à l'embouchure de la Pescara et jusqu'aux abords du Gran Sasso d'Italia.

Expulsés définitivement de la péninsule, au moment où les Musulmans étaient peu à peu rejetés hors de Sicile, les Byzantins s'étaient même vu disputer les rives orientales de l'Adriatique, dont Durazzo, Valona, l'île de Corfou ne commandent pas moins la sortie que Brindisi et Otrante. Une campagne conduite avec énergie et habileté, soit par lui-même, soit avec l'aide de son fils Bohémond, avait permis à Robert Guiscard d'occuper pendant deux ans (1081-1083) l'Épire et l'Illyrie et de pousser, à travers les montagnes d'Albanie et de Thessalie, jusqu'à Uskub, sur le haut Vardar, et jusqu'à Larissa, à quelques lieues du golfe de Volo ; et les événements prenaient une telle tournure que l'empereur Alexis Comnène et la république de Venise, inquiets, l'un pour sa capitale, l'autre pour la liberté de son commerce, se décidaient enfin à s'unir contre l'envahisseur.

Jeune encore, et bien que manquant de cette unité que, par la fusion du duché de Pouille et des deux comtés de Calabre et de Sicile (retournés à l'isolement après la mort de Robert Guiscard), il ne retrouvera pas avant Roger II, au XII^e siècle, l'État normand d'Italie et de Sicile se sentait donc assez fort déjà et assez sûr de lui-même pour menacer ses voisins et jouer son rôle dans la politique européenne.

[*Table des matières*](#)

II. — La conquête de l'Angleterre par les Normands ²⁰.

La proximité des côtes anglaises faisait de la Grande-Bretagne la terre d'élection des « chevaliers errants » originaires de Normandie.

^{p051}

²⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Entre les deux rives de la Manche, les rapports avaient toujours été fréquents et étroits. Ils l'étaient devenus plus encore à la suite des invasions Scandinaves qui avaient abouti, de part et d'autre, à l'établissement de nombreux colons issus des mêmes pays et souvent unis déjà entre eux par des liens de parenté. Des mariages entre Normands et Anglo-Saxons avaient après coup resserré ces liens de famille, et nul n'avait été surpris de voir un des derniers descendants d'Alfred le Grand, le roi Æthelred, épouser, à la fin du X^e siècle, une fille du duc de Normandie Richard I^{er}.

À partir de ce moment, la vie politique de l'Angleterre s'était trouvée mêlée plus que jamais à celle de la Normandie. Lorsque le roi danois Cnut était mort en 1035, l'occasion avait paru bonne au duc Guillaume le Bâtard — le futur « Conquérant » — pour intervenir dans les affaires du royaume voisin en favorisant, après sept années de guerres civiles entre les deux fils du défunt, Harold et Harthacnut (1035-1042), la restauration de la maison anglo-saxonne de Wessex au profit du fils d'Æthelred, le pieux Édouard, que sa dévotion fera surnommer le « Confesseur ». Ayant vécu à la cour de Rouen depuis que son père y était venu chercher refuge en l'an 1013, Édouard pouvait être considéré comme le fourrier du duc de Normandie ; et le fait est qu'il était arrivé dans l'île accompagné de tout un état-major de seigneurs et de clercs normands auxquels il s'était empressé de distribuer fiefs, charges et honneurs. Mauvaise façon, certes, de gagner la confiance de ses nouveaux sujets. Il avait ainsi soulevé une violente opposition chez les seigneurs anglo-saxons, notamment chez le tout-puissant Godwine, qui, avec sa famille, disposait des comtés les plus importants de Wessex, de Mercie et d'Est-Anglie. Mais le maintien de l'anarchie en Angleterre ne déplaisait peut-être pas au duc Guillaume, dont elle allait bientôt servir l'ambition. Car la lente prise de possession du sol anglais par les nombreux fils de familles normandes ^{p052} qui s'y établissaient petit à petit, en s'appuyant sur l'entourage du roi Édouard, servait de prélude à des opérations de plus large envergure et de caractère moins pacifique.

En 1066, l'heure d'agir sonne enfin. Le roi Édouard est mort le 6 janvier, sans laisser d'héritier direct ; Harold, fils de Godwine, s'est emparé du pouvoir, mais est médiocrement soutenu — sauf peut-être dans le Wessex — par les autres barons, que son élévation rend jaloux. Les seigneurs normands établis en Angleterre, qui se sentent les premiers menacés, appellent au secours. Comment s'étonner dès

premiers menacés, appellent au secours. Comment s'étonner dès lors si le duc de Normandie décide aisément une foule de vassaux, riches ou pauvres, à venir avec lui tenter fortune de l'autre côté du Déroit ? Ce n'est pas, comme la conquête italienne, une lointaine aventure à courir : les marchands de Rouen et des côtes normandes qui, depuis des années, hantent les ports anglais, ont familiarisé les gens de chez eux avec l'idée de la courte traversée qui les attend, et chacun sait d'avance que point n'est besoin cette fois d'abandonner le sol natal sans esprit de retour pour tirer profit de l'expédition à laquelle le duc convie ses sujets.

Quant à lui, il n'obéit, à l'en croire, qu'à des motifs très purs : il vient chasser du trône un usurpateur, l'impie Harold, qui s'en est saisi au mépris des droits de la dynastie anglo-saxonne, dont il se dit, pour sa part, le représentant le plus qualifié. Affirmation osée, si l'on songe que, fils bâtard du duc Robert I^{er} le Magnifique, il n'est que le cousin illégitime, en ligne indirecte et à un degré déjà relativement éloigné, du roi Édouard (petit-fils, par sa mère, du duc Richard I^{er}), alors ^{p053} que la famille d'Æthelred compte encore à cette époque au moins un descendant direct en la personne d'Edgar Ætheling, petit-fils du roi Edmond (mort en 1016) et petit-neveu du roi, Édouard. Aussi Guillaume ajoute-t-il ou laisse-t-il ajouter qu'il a reçu antérieurement d'Édouard et d'Harold lui-même la promesse formelle de la couronne d'Angleterre.

Au surplus, personne n'est en situation de la lui disputer sérieusement. Vainqueur dès la première rencontre, le 14 octobre 1066, près du village de Senlac, au nord d'Hastings, où Harold trouve la mort, il marche aussitôt sur Londres, dont il soumet sans combat les habitants, y compris Edgar Ætheling, que certains ont essayé de lui opposer *in extremis*, se fait couronner à Westminster le jour de Noël et occupe aisément les comtés de l'est et du sud-est.

Dans l'ouest et le centre, quelques démonstrations énergiques suffirent à vaincre les velléités de résistance des seigneurs anglo-saxons : le Conquérant n'eut qu'à paraître sous les murs d'Exeter en mars 1068 pour obtenir la soumission du Devonshire ; et, quelques mois après, la seule annonce de son approche amena un résultat identique dans la région de Warwick, de Leicester, de Nottingham. Dans le nord, où les rois anglo-saxons avaient eu beaucoup de peine à faire respecter leur autorité, la tâche fut plus ardue : appelant à leur secours Svend, le neveu et successeur de Cnut le Grand sur le trône de Danemark, les seigneurs du Northumberland tinrent bon. Svend leur envoya en août 1069 une importante flotte de secours, sous le commandement de son frère et de ses deux fils aînés. York, où Guillaume avait été reconnu, tomba en leur pouvoir, et la nouvelle de ce succès entraîna jusque dans le Devon et la Cornouaille des révoltes inquiétantes pour la sécurité des troupes normandes. Mais Guillaume riposta avec énergie : York, assiégé, fut obligé de se rendre ; le pays environnant, les comtés de Stafford, de Derby et de Chester, qui avaient soutenu les seigneurs du Northumberland, furent durement châtiés ; enfin les Danois, traqués à l'embouchure du Humber, durent se rembarquer en hâte au cours de l'été 1070.

À cette date seulement on put tenir la conquête de l'Angleterre pour achevée. Mais Guillaume n'avait pas attendu jusque-là pour donner à la colonisation normande, très avancée déjà sous le règne d'Édouard, un élan nouveau. Il n'est guère de province où l'occupation n'ait été aussitôt suivie d'importantes saisies de terres au profit des seigneurs, grands ou petits, voire ^{p054} des plus humbles chevaliers, qui s'étaient attachés à la fortune du vainqueur. Transplantant d'instinct sur le sol anglais le régime féodal, tel qu'il fonctionnait dans son pays d'origine, le roi normand s'y constitua en peu de temps des cadres solides de vassaux, recrutés généralement parmi ses compatriotes et tout dévoués à sa politique.

Le résultat fut prompt. Alors que sous Édouard le Confesseur, les deux notions de fief et de vassalité ne sont pas encore, en Grande-Bretagne, indissolublement liées et que le régime des tenures reste, dans une large mesure, indépendant du régime vassalique, on constate qu'en 1085, lorsque le souverain normand décide l'établissement d'un cadastre général des terres du royaume — ce cadastre auquel on donna par ironie le nom de *Livre du Jugement dernier* (*Domesday Book*), — il n'y a plus déjà, aux yeux des officiers chargés de l'enquête préparatoire, ni vassal sans fief ni, comme diront un jour les juristes français, terre sans seigneur, si ce n'est la terre occupée par le souverain lui-même. D'autre part, fiefs laïques et ecclésiastiques sont en très grand nombre entre les mains de seigneurs venus de France, car bien peu de barons normands ont résisté à la tentation de traverser la mer pour chercher sur le sol anglais un appréciable complément de puissance et de richesse. Les uns ont reçu de vastes comtés, tels que le Kent, la Cornouaille, le Surrey, le Berkshire, le comté de Leicester ou ceux de Chester, de Shrewsbury, de Hereford, de Richmond ; le plus grand nombre a été gratifié de fiefs de moindre envergure, certains même de simples parcelles de domaines ; mais, importants ou non, les fiefs concédés ont suffi à fixer de l'autre côté de la Manche un tel contingent de seigneurs normands que l'Angleterre peut dès lors — chose nouvelle — n'être plus regardée que comme un prolongement de l'Europe occidentale.

[*Table des matières*](#)

III. — L'expansion féodale dans la péninsule ibérique ²¹.

Pour n'avoir pas abouti à des résultats politiques aussi décisifs, l'effort de la chevalerie française en Espagne est cependant ^{p055} comparable, sous bien des rapports, à celui des seigneurs normands d'Angleterre, d'Italie et de Sicile ; il offre en outre déjà, plus nettement qu'en Sicile, les caractères d'une guerre sainte menée au nom de l'Église contre les Infidèles.

Jusqu'en 1064, on n'assiste encore qu'à des tentatives isolées de quelques groupes de chevaliers venant offrir le secours de leur épée aux chefs des petits royaumes chrétiens du nord-ouest ou des régions

²¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

subpyrénéennes, que l'effondrement du califat de ^{p056} Cordoue a fait sortir de l'ombre. Longtemps confinés dans les Pyrénées et les monts Cantabriques, les chrétiens d'Espagne sont en effervescence depuis le début du XI^e siècle. L'anarchie dont leurs voisins musulmans sont la proie, leur a laissé le moyen de s'organiser, de se grouper sous la conduite de princes entreprenants et de réaliser, rien que par eux-mêmes, des progrès qui, dans le nord-ouest, où la pénétration sarrasine n'a jamais été très profonde, ont fini par prendre une ampleur significative. Des abords de la petite ville de Léon, au pied des monts Cantabriques, et de Burgos, au nord-est du plateau de Vieille-Castille, ils se sont avancés vers le Douro ; et même, depuis 1055, le roi Ferdinand I^{er} de Castille, maître à la fois de la Castille, du Léon, des Asturies et de la Galice, est parvenu à dépasser largement le cours inférieur de ce fleuve et à planter, en 1064, son étendard à Coïmbre.

Dans les régions pyrénéennes, contenus par les Infidèles, les chrétiens n'en sont encore qu'à l'étape préparatoire. Mais déjà, à l'ouest, ceux de Navarre, sous Sanche le Grand (1000 environ-1035), se sont, grâce à leur ténacité, frayé un chemin jusqu'à l'Èbre, qu'ils ont fini par franchir pour aller occuper Nájera, puis, après la mort de Sanche, Calahorra (1045). Au centre, ceux des hautes vallées de l'Aragon et du Gallego, qui, forment le royaume d'Aragon primitif, faute de pouvoir forcer le barrage que les Musulmans leur opposent au sud de Jaca et de la sierra de la Peña, ont cherché sous Ramire I^{er} (1035-1063) une issue plus à l'est, le long de l'Ara et du Cinca, dont ils ont descendu lentement le cours jusqu'à son entrée dans la plaine, tandis qu'à l'extrémité orientale du massif pyrénéen, les habitants de l'ancienne « marche d'Espagne » des temps carolingiens se sont ébranlés sous la conduite du comte de Barcelone, Raimond-Bérenger le Vieux (1035-1076), à la fois le long de la Méditerranée, dans la direction de Tarragone, et, par la vallée supérieure du Segre, dans la direction de Balaguer et de la lointaine Lérida.

À plusieurs reprises, les uns et les autres, surtout ceux des régions pyrénéennes, ont accepté et souvent recherché le concours des chevaliers français. Rudes montagnards — sauf du côté de Gérone et de Barcelone, — plus habitués, en général, au maniement de la cognée qu'à celui de l'épée ou de la lance, ils ont été heureux de rencontrer dans les milieux féodaux de France des alliés qui ne réclamaient en

échange de leurs services que leur part de butin et, le cas échéant, leur part de terres conquises. C'est ainsi qu'en 1018, un petit seigneur normand, ^{p057} Roger de Tosny, puis, quelques années après, tout un groupe de chevaliers bourguignons, sont partis batailler en Catalogne aux côtés de Raimond-Bérenger ; ainsi encore que, vers 1027, le duc de Gascogne Sanche-Guillaume est allé se mettre en personne à la tête d'un fort détachement de chevaliers de son pays pour seconder les efforts du roi de Navarre contre les troupes de l'émir de Saragosse.

À l'attrait de l'aventure, à l'appât des compensations substantielles que chacun espère en tirer, s'ajoute l'espoir des grâces que vaudra à ceux qui y participeront cette guerre sainte menée contre les ennemis de la foi chrétienne. L'Église, heureuse d'employer au service d'une cause qui lui est chère l'activité débordante des seigneurs, ne manque point, par l'entremise des moines clunisiens, puis par celle des papes gagnés à leurs idées, d'encourager, de flatter cet espoir. En 1063, le pape Alexandre II marque précisément par l'octroi d'une indulgence l'intérêt qu'il porte à l'intervention des chevaliers d'Occident en Espagne. Une cohue de chevaliers normands, bourguignons, provençaux, languedociens et surtout gascons et aquitains, se précipitent au delà des Pyrénées, les uns par la route du Somport sous le commandement du duc d'Aquitaine et de Gascogne Gui-Geoffroi, les autres par quelque col plus à l'est — peut-être (on ne saurait l'affirmer) sous le commandement d'un aventurier fameux, Guillaume de Montreuil, un Normand qui, après avoir fait une belle carrière dans l'Italie méridionale, où il s'était attaché à la fortune de son compatriote Richard, prince de Capoue, était passé depuis peu ou allait passer au service du pape. Cette cohue refoule les Sarrasins jusque dans la plaine du Cinca, vient assiéger la petite ville de Barbastro, où elle entre au bout d'un mois et ramasse un immense butin (août 1064).

La place, laissée sous la garde d'un petit seigneur de la basse Normandie, Robert Crépin, est vite reperdue (avril 1065) ; mais nombreux sont, parmi les vainqueurs, ceux qui restent installés en territoire espagnol et décident parents ou amis à venir les rejoindre. Les Béarnais surtout affluent, à partir de ce moment, dans les armées aragonaises et navarraises, qui ne cessent de lutter contre les Infidèles au sud des Pyrénées centrales. En 1073, ils sont renforcés par une armée de Français du nord, qu'amène le comte Ebles II de Roucy, devenu quelques années auparavant le beau-frère du roi d'Aragon ; et, cette fois encore, la papauté non seulement applaudit à l'entreprise,

la papauté non seulement applaudit à l'entreprise, mais, par la bouche de Grégoire VII, invite les princes de la chrétienté ^{p058} à la seconder, en même temps qu'elle revendique d'avance la suzeraineté des territoires qui seront recouverts sur les Infidèles.

Ce n'est pas trop de cette propagande pour soutenir l'élan des seigneurs français. Car, dans les défilés pyrénéens, la lutte est autrement dure et ingrate que dans les larges plaines d'Angleterre ou même que sur les pentes de l'Apennin ou de l'Etna. Ne pouvant se déployer à l'aise, la chevalerie combat à armes inégales contre un ennemi mobile, habitué à la guerre d'embuscades et dont les ruses déjouent aisément les plans de bataille des chefs féodaux. En 1078, une nouvelle troupe de Bourguignons, conduite par leur duc Hugues I^{er} en personne, semble avoir été arrêtée net dans la haute région du Sobrarbe. Aussi la chevalerie française a-t-elle désormais tendance à reporter plus à l'ouest le gros de son effort. Ses préférences vont au roi de Castille qui, opérant surtout en terrain découvert, peut se risquer à de belles chevauchées, ces grandes « algarades » — pour leur conserver leur nom national — si bien adaptées aux goûts de la noblesse des deux pays.

Déjà en 1065 une chevauchée de ce genre a conduit Ferdinand I^{er}, d'un coup de folle audace, à l'autre bout de la péninsule, jusque dans les murs de Valence. Il va de soi qu'il faut presque aussitôt évacuer la ville et retraverser l'Espagne de part en part ; puis la mort du roi, survenue à la fin de l'année, les difficultés intérieures qu'elle suscite entre ses trois fils, Sanche II, Alphonse VI et Garcia, obligent les Castellans à demeurer longtemps dans l'expectative. Maître enfin, à partir de 1072, de tout l'héritage paternel, Alphonse VI renoue la tradition, et de nouveau les chevaliers français — les Bourguignons surtout, qu'attire le mariage du roi avec Constance, fille du duc de Bourgogne Robert I^{er}, — affluent au sud des Pyrénées, avides de participer à une guerre qui s'annonce fructueuse et qui l'est en effet ; car, dès le 6 mai 1085, après deux ans de siège il est vrai, les troupes d'Alphonse entrent triomphantes à Tolède et occupent tout le pays castillan entre le Douro et le Tage : Médina del Campo, Olmedo, Arevalo, Salamanque, Avila, Ségovie, Madrid, Guadalajara.

L'ébranlement causé par ces victoires dans le camp de l'Islam est tel que, sur toute la ligne, la résistance des émirs fléchit : non seulement de Castille, mais aussi de Navarre et d'Aragon, les armées

ment de Castille, mais aussi de Navarre et d'Aragon, les armées chrétiennes, faisant brèche soudain, se précipitent vers la vallée de l'Èbre, Navarrais et Aragonais vers Tudèle, Castellans vers Saragosse, une des grandes capitales, avec Tolède, des royaumes musulmans du nord. p059

[*Table des matières*](#)

IV. — La lutte contre les Almoravides d'Espagne ²².

Mais, dans l'ivresse du succès, les vainqueurs n'avaient pas vu un nouvel orage s'amonceler à l'horizon. Tandis qu'en Espagne, l'Islam entraînait en décadence et, reculant partout, semblait déjà menacé de mort, des bandes de musulmans fanatiques sortis des solitudes du Sahara s'étaient, de l'autre côté du détroit de Gibraltar, élancées à la conquête du Maghreb occidental, à l'exemple des sauvages Hîlâliens, imprudemment déchaînés en 1052 par le calife du Caire ²³ sur la province d'Afrique.

On les nommait *al-mourâbitoûn* — dont nous avons fait « Almoravides » — autrement dit : les marabouts, d'un terme qui rappelait l'origine du petit groupe d'ermites auxquels ils se rattachaient. Ce n'étaient d'abord, en effet, que quelques ascètes musulmans de stricte observance, perdus, aux confins du désert, dans une île du Sénégal ou du Niger, où ils avaient au milieu du XI^e siècle établi leur pieux asile (*ribât*). Leur chef était un saint homme Abd Allah ibn Yâsîn, venu du Sous, dans l'extrême sud-ouest marocain. Puis les nomades du voisinage s'étaient faits leurs disciples, par centaines, bientôt par milliers. Grâce à eux, ils avaient rêvé de ramener l'islam aux pures traditions du Prophète ; et, comme au temps du Prophète, pillant et prêchant, les nouveaux soldats d'Allah avaient progressivement étendu le rayon de leurs courses, conquérant le Tafilelt (1055-1056), au nord duquel ils avaient châtié Sidjilmassa, lieu d'impiété et de perdition ; conquérant le Sous ; puis, Ibn Yâsîn mort (1059), franchissant l'Atlas sous la conduite de leur nouveau chef, Yoûsouf ibn Tâchfin, annexant le Maroc, soumettant Oudjda,

²² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

²³ Sur cette invasion hîlâlienne, voir le volume précédent de cette Histoire (*Les Barbares*, 5^e éd., 1947, p. 392).

Tlemcen, Oran, Ténès, l'Ouarsenis, pour atteindre enfin les murs d'Alger (1082). p060

Allaient-ils, à quelques lieues de Ceuta et de Tanger, laisser l'Islam s'effondrer en Espagne ? Avisé des succès des chrétiens, sollicité d'intervenir, Ibn Tâchfin arrêta net sa marche triomphale à travers le Maghreb et débarqua le 30 juin 1086 à Algésiras, d'où, sans délai, il poussait droit vers le nord-ouest, pour tenter peut-être de prendre les Castellans à revers, et le 23 octobre mettait en déroute dans la plaine de Zallaca — probablement entre Badajoz et Albuquerque — l'armée d'Alphonse VI, accouru imprudemment à sa rencontre au delà du Tage.

Décimés, refoulés vers le nord, les chrétiens d'Espagne seraient en péril à leur tour si la féodalité française ne redoublait d'efforts. En 1087, quatre grandes armées, recrutées à la hâte parmi les chevaliers de toutes les provinces de France, s'élancent au delà des Pyrénées : Bourguignons et Champenois sous le commandement d'Eudes Borel, duc de Bourgogne ; Languedociens et Provençaux sous le comte de Toulouse, Raimond de Saint-Gilles ; Poitevins, Limousins et Gascons sous le sire de Lusignan ; Normands et chevaliers de l'Ile-de-France sous le vicomte de Melun, Guillaume le Charpentier. Mais c'est, plus encore qu'en 1064, une cohue à laquelle manquent l'ordre et la discipline et qui s'acharne en vain à vouloir s'emparer de Tudèle.

La chevalerie française ne se décourage pourtant pas, la chevalerie espagnole non plus. C'est le moment où s'illustre le héros castillan Rodrigue Diaz, de Vivar (près de Burgos), à qui une victoire en combat singulier devait valoir le surnom latin de *Campidoctor* (expert en science militaire) — devenu en espagnol *Campeador* — et qui est passé à la postérité sous le nom de « Cid » (*Sidi*), c'est-à-dire « seigneur », que lui donnèrent les Musulmans, au service desquels à plusieurs reprises il engagea son épée. Son plus magnifique exploit est une chevauchée jusqu'à Valence et la prise de la ville après vingt mois de siège (15 juin 1094). Mais, dans la plupart des batailles de ce temps, on rencontre Français et Espagnols côte à côte : de concert, ils marchent, à dater de 1088, sur Huesca, où ils entreront en 1096 ; sur Balaguer, dont ils ne se rendront maîtres définitivement qu'en 1106 ; de concert, on les voit reprendre, malgré les Almoravides, la tradition des grandes « algarades » à travers les pays musulmans, jusqu'à Almeria, jusqu'à Murcie ; de concert encore, en Portugal, ils

meria, jusqu'à Murcie ; de concert encore, en Portugal, ils atteignent l'embouchure du Tage, conquérant d'un coup, en 1093, Santarem, Cintra et Lisbonne.

Des unions matrimoniales resserrent leur intimité. Les premières familles féodales de France — celles des ducs de Bourgogne, ^{p061} des ducs de Gascogne, des comtes de Toulouse, des comtes de Bigorre, des vicomtes de Béarn, des comtes de Roucy, — et d'autres familles de moindre rang s'unissent aux maisons royales de la péninsule ibérique. Nombreuses sont celles dont les membres se fixent en pays conquis. Car, à chaque prise de ville, à chaque prise de territoire sur les Infidèles, les chevaliers qui ont prêté main-forte aux chrétiens d'Espagne se voient attribuer des lots importants, tel Henri de Bourgogne, frère cadet du duc Eudes Borel, qui, venu chercher fortune au delà des Pyrénées, y épouse vers la fin de 1094 une des filles naturelles d'Alphonse VI, Thérèse, et reçoit en récompense de ses services le comté de Portugal ; tel encore un autre cadet bourguignon, Raimond, de la famille des comtes de Bourgogne (la future Franche-Comté), qui, venu en Espagne dans les mêmes conditions, y épouse à la même époque une autre fille d'Alphonse VI, légitime celle-là, Urraca, et reçoit du roi de Castille une vaste seigneurie en Galice et Portugal.

Comment donc s'étonner si, même après qu'a retenti l'appel d'Urbain II en faveur de la croisade de Terre Sainte, les princes de Castille, d'Aragon ou de Barcelone continuent à voir affluer ces précieux volontaires, qui leur apportent, avec l'appui de leur vaillance, un peu de cette civilisation d'Occident qui s'épanouit alors sur le sol de France ? ^{p062}

Bibliographie du CHAPITRE III. ***L'expansion féodale avant la première croisade.***

[OUVRAGE D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Le seul que nous puissions utilement citer est A. Luchaire, *Les premiers Capétiens* (Paris, 1901, in-8°, t. II, 2^e partie, de *l'Histoire de France* d'E. Lavisse), livre I, chap. m : *La noblesse française hors de France*.

I. La conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile par les Normands.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — F. Chalandon, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile* (Paris, 1907, 2 vol. in-8°) ; W. Cohn, *Das Zeitalter der Normannen in Sizilien* (Bonn et Leipzig, 1920, in-16, fasc. 6 de la collection « Bücherei der Kultur und Geschichte »), simple résumé, mais soigneusement fait et personnel. Sur l'hommage des princes normands au Saint-Siège, bonne mise au point par Paul Kehr, *Die Belehnung der süditalienischen Normannenfürsten durch die Päpste* (Berlin, 1934, 52 p. in-4°, fasc. 1 des « Abhandlungen der preussischen Akademie der Wissenschaft, Philos.-histor. Klasse », ann. 1934), étude reprise dans la *Festschrift Hans Nabholz* (Zurich, 1934, in-8°). p. 55-88.

II. La conquête de l'Angleterre par les Normands.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — E. A. Freeman, *History of the Norman conquest of England* (Oxford, 1867-1879, 6 vol. in-8° ; la plupart des volumes réédités), vieilli ; les histoires générales d'Angleterre, parmi lesquelles nous retiendrons : 1° la *Political history of England*, publ. par W. Hunt et R. L. Poole, t. I et II : Th. Hodgkin, *The history of England from the earliest times to the Norman conquest* (Londres, 1906, in-8°), et G. B. Adams, *The history of England from the Norman conquest to the death of John* (Londres, 1905, in-8°) ; 2° *A history of England*, publ. par C. Oman, t. I et II : C. Oman, *England before the Norman conquest* (Londres, 1910, in-8°), et H. W. C. Davis, *England under the Normans and Angevins* (Londres, 1905, in-8°) ; 3° *The Oxford history of England*, publ. par G. N. Clark, t. II : F. M. Stenton, *Anglo-Saxon England* (Oxford, 1943, in-8° ; 2^e éd., 1947), le plus récent et le meilleur récit. Rappelons, du même auteur, *William the Conqueror* (Londres et New York, 1908, in-12, dans la collection « Heroes of the nations »). Y joindre, sur l'organisation de la conquête, *l'Histoire constitutionnelle de l'Angleterre* de W. Stubbs, éd. Petit-Dutaillis et Lefebvre, t. I (voir plus haut, p. 4) ; J. H. Round, *Feudal England ; historical studies on the XIth. and XIIth.*

Round, *Feudal England ; historical studies on the XIth. and XIIth. centuries* (Londres, 1895, in-8° ; 2^e éd., 1909) ; F. W. Maitland, *Domesday Book and beyond* (Cambridge, 1897, in-8° ; 2^e éd., 1907) ; P. Vinogradoff, *English society in the eleventh century* (Oxford, 1908, in-8°) ; F. M. Stenton, *The first century of English feudalism, 1066-1166* (Oxford, 1932, in-8°) ; Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale en France et en Angleterre, X^e-XIII^e siècles* (Paris, 1933, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité »). — *Le Domesday Book* a été publié par A. Farley et H. Ellis (Londres, 1783-1816, 4 vol. des « Publications of the Record Commissioners »).

III. L'expansion féodale dans la péninsule ibérique.

OUVRAGES À CONSULTER. — On ne dispose encore à l'heure actuelle d'aucune histoire d'Espagne pleinement satisfaisante. Le manuel de R. Altamira y Crevea, *Historia de España y de la civilización española*, t. I, des origines à l'avènement de Ferdinand et Isabelle (Barcelone, 1900, in-12. ; 3^e éd., 1913), qui a fait époque, commence à dater et est trop sommaire ; celui d'A. Balesteros y Beretta, *Historia de España y su influencia en la historia universal*, dont le t. II (Barcelone, 1920, in-8°) embrasse la période des IX^e-XII^e siècles, est beaucoup plus détaillé, mais confus. Bon manuel par Aguado Bleye, *Manual de historia de España* (Bilbao, 1927-1928, 2 vol. in-8°). Le copieux résumé publié sous le nom de R. Altamira dans la *Cambridge medieval history*, t. VI (1929), est accompagné d'utiles bibliographies. Rapide, mais claire et solide mise au point de l'histoire espagnole pour la période 1031-1252 par P. Guinard, dans *l'Histoire générale* de G. Glotz, *Histoire du moyen âge*, t. IV, 2^e partie : *L'essor des États d'Occident*, par Ch. Petit-Dutaillis et P. Guinard (Paris, 1937, in-8°), p. 287-376.

Le beau livre de R. Menéndez Pidal, *La España del Cid* (Madrid, 1929, 2 vol. in-8° ; trad. allemande, revue par l'auteur : *Das Spanien des Cid*, Munich, 1936-37, 2 vol. in-8° ; abrégé en anglais : *Cid and his Spain*, Londres, 1934, in-8°), embrasse une partie du sujet traité ici, mais réduit sans doute à l'excès le rôle des seigneurs venus de France. Sur ce rôle (qu'inversement il grossit peut-être), on consultera P. Boissonnade, *Du nouveau sur la Chanson de Roland* (Paris, 1923, in-8°), dont les premiers chapitres sont réservés à une étude, non exempte d'erreurs et souvent très discutable, mais en plus d'un cas suggestive, de l'expansion féodale française en Espagne au XI^e siècle et au début du XII^e. Y joindre les deux articles suivants du même auteur : *Cluny, la papauté et la première grande croisade internationale contre les Sarrasins d'Espagne. Barbastro (1064-1065)*, dans la *Revue des questions historiques*, t. CXVII (1932), p. 257-301, et *Les premières croisades françaises en Espagne, Normands, Gascons, Aquitains, Bourguignons, 1018-1032*, dans le *Bulletin hispanique*, t. XXXVI (1934), p. 5-28. Le même sujet avait été abordé dès 1886 par E. Petit, *Croisades bourguignonnes contre les Sarrasins d'Espagne au XI^e siècle. Les princes de la maison de Bourgogne, fondateurs des dynasties espagnoles et portugaises*, dans la *Revue historique*, t. XXX (1886), p. 259-272, dont A. Luchaire avait utilisé les conclusions au t. II, 2^e partie, de

259-272, dont A. Luchaire avait utilisé les conclusions au t. II, 2^e partie, de l'*Histoire de France* d'E. Lavis (1901), p. 84-87. Enfin signalons que le problème des prétendues « croisades d'Espagne » du XI^e siècle a été repris par Carl Erdmann, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens* (Stuttgart, 1935, in-8°, fasc. 6 des « Forschungen zur Kirchen- und Geistesgeschichte »). Ce livre appelle, tout comme les travaux de Boissonnade, de très fortes réserves.

Sur les royaumes musulmans d'Espagne, on n'a pas encore remplacé le travail, excellent en son temps, mais aujourd'hui vieilli, de R. Dozy, *Histoire des Musulmans d'Espagne jusqu'à la conquête de l'Andalousie par les Almoravides* (Leyde, 1861, 4 vol. in-8° ; 2^e éd., mise à jour par E. Lévi-Provençal, ibid., 1932, 3 vol.). A Gonzalez Palencia, *Historia de la España musulmana* (Barcelone, 1925, in-16, fasc. 69 de la « Colección Labor »), est un commode résumé. Voir aussi R. Dozy, *Recherches sur l'histoire politique et littéraire de l'Espagne pendant le moyen âge* (Leyde, 1849, 1 vol. in-8° ; 2^e éd., 1860-, 2 vol. ; 3^e éd., Paris et Leyde, 1881, 2 vol. in-8°), et, pour la période antérieure à 1031, E. Lévi-Provençal, *Histoire de l'Espagne musulmane*, t. I^{er} (Le Caire, 1944, gr. in-8°, vol. 1 des « Études historiques publ. par l'Institut franc, d'archéologie orientale du Caire »).

IV. La lutte contre les Almoravides d'Espagne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les débuts des Almoravides et leur histoire en Afrique, bonne mise au point dans Ch.-A. Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord* (Paris, 1931, in-8°), p. 375 et suiv., et Georges Marçais, *La Berbérie musulmane et l'Orient au moyen âge* (Paris, 1946, in-8°, de la coll. « Les grandes crises de l'histoire »), p. 237 et suiv. Sur leurs conquêtes en Espagne et l'histoire de la péninsule dans les dernières années du XI^e siècle, voir les volumes de R. Dozy et de Ballesteros y Beretta cités p. 55-56 et surtout le livre capital de R. Menéndez Pidal, *La España del Cid* (cité p. 56), qui met admirablement en lumière le rôle du Cid, non sans l'exagérer parfois. Un essai de mise au point a été tenté par E. Lévi-Provençal, *Le Cid de l'histoire*, dans la *Revue historique*, t. CLXXX (1937), p. 58-74. Sur l'intervention des chevaliers français, se reporter au livre de P. Boissonnade, cité p. 56.

Chapitre IV

La première croisade et la reconquête du bassin de la Méditerranée orientale ²⁴.

Mieux que les guerres d'Espagne, la croisade de Palestine devait entraîner la foule mobile des seigneurs ; car l'idée de la libération des Lieux Saints, à laquelle l'ignorance où l'on était généralement des obstacles à vaincre donnait un aspect de simplicité séduisant, s'alliait dans leurs esprits à toutes sortes de perspectives prometteuses. L'Orient n'était-il point la source de ces merveilleuses richesses, de ces épices, de ces encens, de ces ivoires, de ces perles et de ces pierres rares dont le commerce avait si longtemps enrichi les Byzantins et dont plus d'un ^{p063} pensait, en son for intérieur, qu'il lui serait enfin permis de jouir pleinement à son tour ?

Toutefois, à la différence des autres expéditions féodales, où la place faite au sentiment religieux était restée faible, la croisade ne fut théoriquement, à son point de départ, qu'une entreprise désintéressée, montée et organisée par l'Église, à juste titre alarmée de la lourde menace que les progrès des Turcs Seldjoukides constituaient pour l'Europe chrétienne tout entière. Aussi le seul but ouvertement fixé aux participants de l'expédition était-il la délivrance du Saint Sépulcre ; et, afin d'éviter que des espoirs par trop terrestres ne vinssent dès l'origine diminuer la qualité de leur concours, on eut soin, pour autant qu'on y avait réfléchi, de laisser dans le vague le sort réservé aux territoires dont on escomptait l'occupation par les armées de la croisade.

Ce fut ensuite, au contact des réalités, que beaucoup en vinrent à envisager les choses d'un point de vue plus positif. Bien avant qu'ils

²⁴ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

eussent foulé la Terre Sainte, les seigneurs se retrouvèrent eux-mêmes et osèrent afficher des désirs qui cadraient mal avec les beaux sentiments et les nobles élans de piété dont ils avaient d'abord donné au monde le spectacle édifiant. La croisade revêtit alors le caractère d'une expédition coloniale, dont le succès se mesura moins aux résultats religieux obtenus qu'à l'étendue et à la solidité des conquêtes faites ou aux bénéfices réalisés ; et la papauté elle-même, dans la mesure où cette attitude assurait le salut de l'Europe et agrandissait au delà de tout espoir le champ de son action personnelle, ne put, en fin de compte, que fermer les yeux et se réjouir d'avoir si utilement dérivé les instincts batailleurs de la noblesse féodale.

[*Table des matières*](#)

I. — L'organisation de la croisade ²⁵.

Quel que fût l'attrait de la lointaine expédition projetée par Urbain II, il fallut, pour décider les seigneurs à quitter durant des p064 mois et peut-être des années châteaux et domaines, user d'une propagande intensive. Les rois et les chefs des grandes principautés féodales se tinrent presque tous sur la réserve. Seuls ou presque seuls parmi les seigneurs d'un rang élevé, se dédièrent à partir ceux qui, pour une raison quelconque, voyaient sur place leurs chances d'avenir compromises. En dépit de l'accueil enthousiaste réservé, lors du concile de Clermont, à la harangue du Souverain Pontife, le mouvement eût avorté sans l'inlassable activité dont Urbain II personnellement multiplia les preuves au cours des mois qui suivirent, sans l'énergique appui qu'il reçut des évêques, sans le concours que lui apportèrent quelques prédicateurs de bonne volonté, comme le fameux Pierre l'Ermite.

Urbain II eut un autre et rare mérite : il sut imposer au monde féodal, si instable par nature, le respect de quelques principes généraux, grâce auxquels l'organisation en grand de la difficile entreprise qu'il avait rêvée fut rendue finalement possible. C'est en vertu de ces principes que quiconque adhérait à son projet fut tenu de coudre à ses vêtements une croix d'étoffe, symbole de l'engagement irrévocable pris publiquement et dont la rupture exposait son auteur à la peine de l'excommunication ; en vertu des mêmes principes que

²⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

quiconque se « croisait » ainsi, se trouva placé aussitôt et d'office, ainsi que les membres de sa famille et ses domaines, sous la garde de l'Église, qui s'engageait à protéger les biens des partants avec la même sollicitude et la même énergie que les siens propres. En outre, pour parer aux risques de compétitions dangereuses entre les barons et éviter à tout prix que l'expédition ne dégénérât dès le début en guerre de conquête féodale, le pape eut la sagesse d'opposer une fin de non-recevoir absolue à toutes les demandes qui lui furent faites de désigner un chef militaire à la croisade. Organisée par l'Église, il voulut qu'elle fût dirigée par un représentant de l'Église ; et son choix se porta sur l'évêque du Puy, Adémar de Monteil, qui, déjà familier avec la Terre Sainte, ^{p065} où il semble être allé en pèlerinage antérieurement, avait des premiers, au concile de Clermont, sollicité du pape l'autorisation de prendre la croix.

Prodigieux fut le nombre de ceux qui — prélats, seigneurs, simples chevaliers, clercs ou laïcs de modeste condition, — imitèrent le geste d'Adémar et s'enrôlèrent au service de la cause sainte. Le succès dépassa les espérances les plus optimistes, au point d'en être gênant. Car la prédication enflammée de Pierre l'Ermite et de ses émules eut, contre toute attente, pour résultat de précipiter sur les routes de Constantinople des milliers de pèlerins de tous âges, hommes ou femmes, la plupart sans vivres, sans argent, sans armes, qui, impatients d'arriver au tombeau du Christ, ne voulurent même pas attendre le rassemblement des armées régulières. Cohue misérable autant qu'indisciplinée, les premières bandes — en majorité des Français — parties au mois d'avril 1096, se conduisirent tout le long du chemin en pillards plutôt qu'en pèlerins. Elles donnèrent à l'empereur byzantin une fâcheuse idée de l'entreprise et, quand elles parvinrent en pays turc, y furent décimées presque aussitôt (octobre 1096). D'autres, en majorité des Allemands, au nombre de plusieurs dizaines de mille, partis un peu après, en trois fournées successives, se firent massacrer en Hongrie, où leurs déprédations obligèrent le roi Koloman à mobiliser contre eux toutes les forces de ses États.

Les armées régulières de la croisade se mirent plus lentement en marche. Le pape avait, lors du concile de Clermont, fixé au 15 août la date du départ ; mais seuls, au jour dit, les seigneurs des vallées de la Meuse et de la Moselle se trouvèrent prêts et, sous le commandement de Godefroi de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, purent, dans un ordre

parfait, et cette fois en plein accord avec le roi de Hongrie, traverser l'Europe centrale pour gagner par Nich, Sofia et Philippopoli, les abords de Constantinople, où ils arrivèrent le 23 décembre 1096.

Les autres armées ne purent s'ébranler qu'à l'automne. La plus importante, celle qui escortait le légat pontifical, Adémar de Monteil, et dont le chef militaire était Raimond de Saint-Gilles, comte de Toulouse et marquis de Provence, quitta la France vers la mi-octobre pour rallier sous Constantinople les troupes lorraines, en passant par la Lombardie, l'Istrie, la Dalmatie et la Macédoine. Elle comprenait surtout des Languedociens et des Provençaux. Les seigneurs de langue d'oïl, parmi lesquels l'élément normand l'emportait, semble-t-il, partirent ^{p066} également en octobre dans la direction de la Lombardie, sous la conduite du duc de Normandie Robert Courteheuse et de son beau-frère le comte de Chartres et de Blois Étienne, auxquels s'était joint le comte de Flandre Robert. Mais, au lieu de contourner l'Adriatique, pour emboîter le pas aux troupes de Raimond de Saint-Gilles, ils préférèrent — afin peut-être de ne pas trop compliquer le problème du ravitaillement — gagner en droite ligne la Pouille et se rendre par mer de Bari à Durazzo, ce qui leur valut un fort retard : car la tempête les obligea à différer jusqu'en avril 1097 la traversée de l'Adriatique, de sorte qu'ils ne purent arriver devant Constantinople qu'au mois de mai, quelques semaines sans doute après les Languedociens et les Provençaux et plus d'un mois après un notable contingent de croisés normands d'Italie méridionale venus, par Durazzo et Valona, sous les ordres de Bohémond, fils de Robert Guiscard.

Tout donne à penser que, malgré la séparation des Églises d'Orient et d'Occident, la diplomatie pontificale avait négocié avec l'empereur byzantin Alexis Comnène un accord général touchant le passage des croisés en terre d'Empire, leur rassemblement sous les murs de Constantinople, leur transport en Asie Mineure et leur ravitaillement. Mais l'exécution de cet accord, dont nous ignorons les termes, donna lieu à des difficultés infinies, les chefs de la croisade n'ayant pas toujours su empêcher leurs soldats de traiter le territoire byzantin en pays conquis, et l'empereur, défavorablement prévenu par les incidents qui avaient marqué l'arrivée des bandes de Pierre l'Ermite, ayant jugé bon, pour en éviter le retour, de prendre toutes sortes de précautions vexatoires, comme de faire surveiller les croisés par des détachements d'auxiliaires barbares, à la main un peu rude.

Ce n'eût rien été toutefois si une difficulté plus grave ne s'était présentée, dès le premier contact, sur le caractère même de l'entreprise. Soit que, par une négligence incroyable, la question du sort réservé aux conquêtes éventuelles des croisés, que le pape avait évité, pour les raisons que nous avons dites, d'agiter en Occident, n'eût pas davantage été abordée au cours des négociations préliminaires avec les représentants de l'empereur, soit qu'il y ait eu chez ce dernier parti pris de dissimulation, ce fut seulement lorsque les armées de la croisade eurent foulé le sol impérial que leurs chefs apprirent avec stupeur de la bouche même d'Alexis Comnène qu'il entendait réserver expressément ses droits souverains sur toutes les anciennes cités et ^{p067} les anciens territoires de l'Empire que les croisés arracheraient aux Turcs. Aussi réclamait-il de chacun d'avance un serment de vassalité qui sauvegarderait son droit éminent sur les terres qu'ils viendraient à occuper. Son appui militaire et son aide pour le transport des troupes ou le ravitaillement étaient à ce prix. La plupart des seigneurs durent en passer par ses exigences, mais en maugréant et avec la conviction qu'un serment ainsi extorqué était de faible valeur.

[*Table des matières*](#)

II. — Le recul de la puissance turque à l'arrivée des croisés ²⁶.

Rien que pour les renseignements qu'ils étaient en mesure de leur fournir sur le monde turc avec lequel la croisade allait se trouver en lutte, le concours sincère des Byzantins eût été d'un prix inestimable. Car, d'un bout à l'autre de l'Asie antérieure, les subtils émissaires de l'empereur n'avaient cessé, depuis une dizaine d'années, de se mêler aux intrigues des princes orientaux de toutes races et de toutes confessions qui avaient commencé à miner la puissance seldjoukide au lendemain même de son triomphe. La grande menace qui quelque temps avait pesé sur le monde après la déroute des forces grecques ²⁷ à Manzikert, ^{p068} n'était plus, malgré les apparences, qu'un souvenir ; et la véritable situation, qui ne pouvait échapper aux yeux d'observateurs attentifs, témoignait d'un désarroi si profond déjà et d'une telle

²⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

²⁷ Voir le volume précédent de cette Histoire (*Les Barbares*, 5^e éd., p 404).

anarchie que, à condition de frapper aux bons endroits, des troupes résolues et bien armées étaient certaines du succès.

Sabreurs incomparables, mais médiocres organisateurs, les Turcs n'avaient pas su faire un tout cohérent des immenses territoires que, par la force des armes, ils avaient pliés sous leur joug. Séparés les uns des autres, coupés de Bagdad par de vastes espaces désertiques, héritiers de traditions déjà longues d'indépendance et d'indiscipline, les gouverneurs ou « émirs » nommés par les sultans seldjoukides avaient très vite cessé d'obéir aux mots d'ordre transmis par leurs chefs, pour suivre, chacun dans sa sphère, la politique la plus appropriée à ses goûts et à ses ambitions personnelles.

Cela était surtout vrai depuis la mort du sultan Mâlik-châh, fils du fameux Alp Arslân, le vainqueur de Manzikert. Par son énergie farouche, Mâlik-châh était parvenu, tant bien que mal, à remonter le courant qui entraînait à sa ruine l'empire turc avant même que son unité fût achevée. Il avait notamment fini par ressaisir l'Asie Mineure, cette terre « romaine » ou pays de « Roûm » qui, au début de son règne, s'était déjà une première fois détachée de l'ensemble pour former une sorte de second sultanat, entre les mains de son cousin Soulaïmân ou Soliman. Délivré fort à propos, en juillet 1086, de ce dangereux concurrent, à la faveur d'une bataille où celui-ci était resté sur le terrain, Mâlik-châh avait lutté jusqu'à son dernier souffle pour ressouder entre eux les territoires dont, même au temps de leur splendeur, les califes abbassides, sous le couvert desquels les Seldjoukides continuaient de régner, avaient déjà eu tant de peine à maintenir l'union. Lui disparu (1092), l'émiettement avait repris de plus belle. Le fils de Soliman, Kilidj Arslân, était rentré à Konya (Iconium) et avait éliminé une seconde fois du Roûm tout entier l'autorité du sultan de Bagdad. Celui-ci — Barkyârok, fils aîné de Mâlik-châh — avait dû se rabattre sur la Perse, la Mésopotamie, la Syrie, sans même pouvoir déboucher en Égypte. Mais ni lui ni Kilidj Arslân ne pouvaient se flatter d'être maîtres dans leurs propres États. Les pays turcs étaient redevenus ce qu'ils avaient été avant les conquêtes de Toghroul-beg et d'Alp Arslân : une mosaïque de principautés rivales, confiantes dans la vieille réputation de bravoure de leurs soldats, mais insoucieuses de l'intérêt commun. p069

Favorisés par la configuration du pays et plus aisément travaillés par les agents de Byzance, les émirs du Roûm étaient peut-être ceux chez qui le sentiment de la solidarité turque s'était le plus vite effacé. Certains — et non des moindres — n'hésitaient pas à faire appel aux troupes grecques, quand ils le pouvaient, pour mieux combattre leurs émules. À la veille de la croisade, l'ouest de l'Asie Mineure avait été ensanglanté par la guerre acharnée que, de connivence avec Alexis Comnène, le « sultan du Roûm » Kilidj Arslân avait menée contre son beau-père, l'émir de Smyrne Tzakhas. Le jeu d'une politique mesquine et aveugle avait voulu alors que Kilidj Arslân aidât le gouvernement byzantin à repousser l'entreprenant émir, dont les succès dans les îles de l'Égée eussent dû passer aux yeux des Turcs pour d'éclatantes victoires. À l'heure même où les croisés franchissaient le Bosphore, Kilidj Arslân était occupé à batailler aux abords du haut Euphrate, où l'émir de Sîwâs, Mâlik Ghâzî, fils de Dânichmend, était en passe de constituer, sur le flanc de l'Arménie, une vaste principauté, indépendante de fait et dont la politique était souvent en contradiction avec celle du sultan.

Partout, au surplus, aussi bien en Syrie, en Mésopotamie ou en Perse qu'en Asie Mineure, il fallait compter avec l'esprit d'insoumission des émirs. Le sultan seldjoukide avait essayé, semblait-il, d'y remédier en déléguant à l'administration des provinces des membres de sa propre famille, de préférence même de tout jeunes gens, placés sous le contrôle d'hommes de confiance. Mais ces derniers, souvent esclaves de la veille promus, avec le titre honorifique d'*atâbek*, au rang de précepteurs et conseillers des jeunes princes qui étaient censés exercer le gouvernement, n'avaient eux-mêmes, bien entendu, qu'une pensée : s'emparer du pouvoir pour leur compte et en assurer la transmission à leurs descendants.

D'un bout à l'autre des territoires théoriquement soumis au sultan, c'était donc le règne de l'anarchie. Rares étaient ceux, émirs ou princes, qui obéissaient aux ordres envoyés de Bagdad. La révolte du prince seldjoukide de Damas Toutouch, frère de Mâlik-châh, contre son neveu le sultan Barkyârok, en 1094, venait d'en apporter une fois de plus la preuve à la veille de l'arrivée des croisés. À la même époque, l'autorité de Barkyârok était, sur les rives mêmes du Tigre, sourdement minée par son frère Mohammed, qui allait dès 1099 donner le signal de la guerre civile, en tentant une révolution de palais à son profit. Comment s'étonner dès lors si les émirs étaient

profit. Comment s'étonner dès lors si les émirs étaient abandonnés à p070 eux-mêmes et si, en cas de danger, ils en étaient réduits à négocier individuellement des accords particuliers avec ceux de leurs collègues que leur sort pouvait intéresser ? Mais ces négociations, toujours longues et délicates à conduire, risquaient de manquer leur but par suite des retards que les pourparlers et les marchandages entraînaient. L'émir d'Antioche l'éprouvera à ses dépens, lorsque, les croisés menaçant sa capitale, il croira devoir appeler au secours l'émir de Mossoul, Karboûkâ (ou Kerbogha) : celui-ci n'arrivera que le lendemain du jour où la ville aura succombé, après une résistance qui aura pourtant duré plus de sept mois.

Il fallait aussi compter avec l'hostilité latente d'une partie de la population au milieu de laquelle les Turcs s'étaient établis, sans que la tolérance dont ils avaient usé envers elle eût jamais réussi à la désarmer. Tel était surtout le cas de la population arménienne qui, fuyant en masse son pays d'origine au moment où le flot envahisseur commençait à le submerger, avait, par bandes de plus en plus nombreuses, été chercher un refuge vers le sud-ouest, en se répandant dans les contrées qu'au début les Byzantins tenaient encore, entre l'Euphrate et l'Antitaurus, jusqu'en Cilicie et jusqu'au sud de la Syrie. Survenus peu après, les Turcs avaient traité partout ces émigrés d'Arménie avec mansuétude. Ils avaient été jusqu'à leur confier dans certaines villes des emplois importants, voire la charge de gouverneurs — par exemple, à Marach, à Mélitène, à Édesse, — dans l'espoir sans doute que leur libéralisme recevrait sa récompense. Peine perdue : pour ces chrétiens, le Turc restait le négateur de la vraie foi, un maître odieux avec lequel on ne pouvait pactiser ; et il n'en était guère parmi eux qui ne fussent prêts à accueillir à bras ouverts tout ennemi des Musulmans qui se présenterait sous le signe de la croix.

Bâtie sur un terrain mouvant, la puissance turque, si jeune encore, offrait déjà tous les symptômes d'une inquiétante décrépitude. Son recul était tel que le califat fatimide du Caire, qui, vers 1075, semblait voué au même sort que le califat abbasside, avait non seulement pu se maintenir, mais, contre toute attente, s'apprêtait à reprendre l'offensive au nord du Sinaï et allait, en août 1098, reconquérir Jérusalem, à la faveur du désarroi où l'avance des croisés ne manqua pas de plonger le monde turc. p071

[*Table des matières*](#)

III. — La marche des croisés sur Jérusalem ²⁸.

Les armées de la croisade n'eurent pas grand'peine, en effet, à triompher des premières forces que les émirs tentèrent de leur opposer. Elles ne s'attardèrent que devant Nicée, où l'empereur byzantin voulait profiter de l'occasion pour rentrer : ce ne fut qu'après un siège de plus d'un mois (du 14 mai au 26 juin 1097) que la cité, bien défendue et à l'attaque de laquelle les troupes grecques coopérèrent mollement, tomba enfin au pouvoir des assaillants. Mais ensuite, tandis que les généraux d'Alexis Comnène occupaient la ville, puis, poussant droit vers la mer Égée, partaient reconquérir, par étapes successives, les pays de Smyrne et d'Éphèse, la Lydie, la Phrygie et la Bithynie, les croisés, bravant la chaleur, traversaient d'une marche régulière le plateau anatolien, sans que les Turcs, démoralisés, fussent nulle part en état de les arrêter longtemps. Le 1^{er} juillet, ils entraient à Dorylée (Eski-Chehir), six semaines après à Konya et dès la mi-septembre en Cilicie.

Mais, à compter de ce moment, et le plus pénible étant fait, les énergies commencèrent à s'émousser et les seigneurs à se laisser tenter. Les prétextes ne manquaient pas ; car, une fois franchis les sauvages défilés du Taurus, les croisés s'étaient trouvés subitement mêlés à ces Arméniens que les Turcs avaient laissé s'implanter dans la région et qui, en leur qualité de chrétiens, devaient les considérer comme des libérateurs. Merveilleuse occasion d'aller courir les aventures et de travailler pour soi, sans cependant heurter trop violemment même les consciences scrupuleuses !

Aussi, pendant quelques semaines, la croisade s'éparpille. Un des principaux barons de l'armée normande d'Italie, Tancrède, petit-fils par sa mère de Robert Guiscard ²⁹, et l'un des plus grands seigneurs de l'armée lorraine, Baudouin de Boulogne, frère de Godefroi de

²⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

²⁹ Il était fils d'Emma, elle-même fille de Robert Guiscard, et d'un seigneur normand nommé Eudes le Marquis.

Bouillon, luttent de vitesse pour aller s'emparer de Tarse. Les habitants les accueillent tous deux à bras ouverts, mais, après une assez violente discussion, qui n'est pas loin de dégénérer en lutte fratricide, Baudouin et les Lorrains finissent par éliminer les Normands, moins nombreux et moins ^{p072} bien armés (septembre 1097). Tancrède et ses compagnons se dédommagent en mettant la main sur Adana, Missis et Alexandrette, tandis que des chevaliers provençaux et languedociens appartenant à l'armée du comte Raimond enlèvent diverses places fortes entre Antioche et Alep. D'autres croisés suivent Baudouin de Boulogne, le conquérant de Tarse, au delà de l'Euphrate, jusqu'à Édesse, dont il se rend maître et où il s'installe.

Cependant, le 21 octobre, le gros des troupes était arrivé devant la belle cité d'Antioche, que déjà plus d'un convoitait, spécialement Bohémond, le chef des Normands d'Italie. Les opérations s'y éternisèrent, nul ne tenant sans doute à fournir un effort dont il n'était pas certain de récolter personnellement le fruit. Enfin, le 3 juin 1098, croyant avoir amené les autres chefs de la croisade à s'effacer devant lui, Bohémond, qui s'était ménagé des intelligences dans la place, put s'en faire livrer l'entrée. L'espoir justifié d'un splendide butin attira aussitôt sur ses traces la masse des seigneurs ; et non seulement la ville fut occupée sans grand'peine, mais une forte armée de secours, survenue quelques heures trop tard (4 juin), sous la conduite de l'émir de Mossoul Karboûkâ, fut, après trois semaines de combats meurtriers, repoussée en désordre le 28 juin, découvrant la route du sud.

Mais la chaleur était devenue accablante et, plus encore que l'inclémence de la température, les convoitises des seigneurs s'opposaient de nouveau à une reprise rapide de la marche en avant. Les grands chefs se disputaient Antioche ; les seigneurs de moindre importance étaient occupés à piller les alentours ou à s'y ménager des fiefs dignes d'eux. Les audacieux poussaient jusqu'aux confins du désert. On cite le cas d'un simple chevalier attaché au comte de Toulouse, un certain Raimond Pilet, qui, en juillet, réussit à s'avancer jusqu'aux abords de Maarrat an-Nomân, sur la route de Hamâ à Alep, et s'établit dans ces parages, au fortin de Tell Mannas. Mais beaucoup étaient las, ne s'étant attendus ni à une si longue campagne ni à de si dures souffrances. Depuis le début de 1098, les désertions étaient devenues nombreuses parmi les seigneurs, comme aussi parmi les petites gens, sans'en excepter les clercs. Pierre l'Ermite lui-même,

gens, sans'en excepter les clercs. Pierre l'Ermite lui-même, avant la prise d'Antioche, s'était, dans un moment d'abandon, laissé aller à fuir avec le vicomte de Melun, Guillaume le Charpentier. Rattrapé une première fois, ce dernier n'avait pas tardé à récidiver, et son exemple avait trouvé des ^{p073} imitateurs. N'avait-on pas vu, en juin, un des principaux chefs, le comte de Blois et de Chartres Étienne, arguer d'une subite indisposition pour s'échapper jusqu'à Alexandrette et y prendre la mer en toute hâte ?

Il faut reconnaître qu'en effet, à la suite des fatigues endurées, des chaleurs, des privations, la maladie commençait à exercer de cruels ravages dans les rangs des croisés. Le légat pontifical Adémar succomba le 1^{er} août, et sa disparition laissa le champ plus libre encore aux appétits des chefs temporels de l'expédition, qui alléguèrent mille prétextes pour reporter jusqu'à l'entrée de l'hiver la marche sur Jérusalem. Et quand enfin, dans les derniers jours de novembre, on fut tombé tant bien que mal d'accord pour continuer la croisade en différant l'organisation des pays conquis péniblement autour d'Antioche, ce fut pour aller s'enliser de nouveau, à quatre-vingts kilomètres de là, dans la petite ville de Maarrat an-Nomân, d'où, le butin ramassé et la soif de sang assouvie, chacun ne songea plus qu'à tenter pour son compte quelque beau coup de filet. Certains, jugeant en avoir décidément assez fait, repartirent vers le nord, qui vers Édesse, qui vers Tarse, qui vers Antioche. Tel fut le cas de Bohémond qui, trop content de voir s'éloigner ses concurrents, rentra précipitamment dans cette dernière ville, fin décembre, quand il fut bien sûr que Raimond de Saint-Gilles ne viendrait plus lui en disputer la possession. Et Raimond lui-même qui, en novembre, avait refusé d'abandonner Antioche si Bohémond y demeurait, n'accepta de se remettre en route, au mois de janvier 1099, que contraint et forcé par les gens pieux, dont il espérait bien obtenir un jour prochain la couronne de Jérusalem en récompense de ses services.

Repris tout à coup d'un beau zèle, Raimond désormais ne rêva que de départ et de marche rapide. Il ne recula pas devant de larges sacrifices d'argent pour stimuler l'ardeur des autres barons et se les concilier. On parle de gratifications variant de 5.000 à 10.000 sous qu'il aurait allouées à Godefroi de Bouillon, à Robert Courteheuse, au comte de Flandre, à Tancrède. On ne nous dit pas, il est vrai, dans quelles caisses il les puisa. Rejoignant d'abord, puis remontant la vallée de l'Oronte, les croisés obliquaient bientôt vers la mer, sans se

l'Oronte, les croisés obliquaient bientôt vers la mer, sans se heurter nulle part à la moindre résistance. Le 22 janvier, ils campaient à Masyâf, le lendemain à Rafniyé ; quelques jours plus tard, un détachement allait sur la côte prendre possession du port de Tortose.

p074

Après un nouveau retard, dû au désir trop visible qui perçait chez Raimond de Saint-Gilles de s'assurer la possession de Tripoli et de ses environs, le gros de l'armée entra dans cette ville le 13 mai, dans Beyrouth le 19. Puis, les jours suivants, on progressa d'un rythme rapide, par fortes étapes coupées d'assez brefs repos, de Beyrouth à Sidon, et de Sidon à Tyr, Acre, Césarée, Ramla, Emmaüs, où les croisés arrivaient le 6 juin. Le lendemain, Jérusalem s'étendait devant eux. À cette vue, l'émotion sacrée, étreignant les cœurs, fit d'un coup oublier privations, souffrances, déboires, et tendit les énergies d'un même élan vers le but suprême, maintenant si proche, après tant de mois d'attente. Mais, de l'immense foule de croisés qui, en 1097, avaient quitté l'Occident, pleins d'espoir et d'allégresse, bien peu étaient là pour jouir de ce spectacle inoubliable : douze à treize cents chevaliers avec leur suite, affirme un témoin, soit quelque dix à quinze mille combattants, alors qu'on évalue à cent cinquante mille hommes au bas mot le total des croisés partis d'Europe.

Pourvue de solides défenses, dotée d'une garnison nombreuse depuis qu'elle était retombée au pouvoir du calife fatimide d'Égypte, largement approvisionnée en vivres et en eau, la ville sainte résista plus d'un mois. Le ravitaillement des assiégeants, surtout leur ravitaillement en eau, se faisait mal. Épuisés par la chaleur brûlante de l'été syrien, ils se désespéraient de leur impuissance, quand un dernier et violent effort, les 13, 14 et 15 juillet, leur valut enfin le succès. Le 15, l'assaut général fut donné, simultanément à l'est et au sud. Et, de part et d'autre, renversant tout sur son passage, tuant, pillant, brûlant, escaladant les toits pour mieux massacrer, répandant le sang à flots jusque dans le temple de Salomon, l'armée des Occidentaux arracha aux Infidèles le Sépulcre du Sauveur (15 juillet 1099).

[*Table des matières*](#)

IV. — L'établissement des croisés en Syrie et en Palestine ³⁰.

Le grand « pèlerinage » était accompli, et chacun pouvait se considérer comme relevé de ses vœux. Beaucoup effectivement ^{p075} se rembarquèrent, l'âme heureuse. Mais, en fait, rien n'était résolu. La conquête même du Saint Sépulcre demeurait précaire, tant qu'on pouvait craindre un retour offensif des troupes fatimides. Or, depuis que le gouvernement de l'Égypte était aux mains du grand vizir al-Afdal, le califat du Caire avait abandonné son ancienne attitude de passivité. Les raisons d'ordres géographique et politique qui de tout temps avaient poussé les maîtres du Delta à se couvrir du côté du nord en occupant la Palestine et qui, en août 1098 encore, avaient conduit al-Afdal à envoyer ses troupes arracher Jérusalem aux Turcs, étaient assez fortes pour qu'au Caire on ne se résignât pas aisément aux derniers succès des croisés. Avant même qu'ils n'eussent pris Antioche, ceux-ci savaient sans aucun doute à quoi s'en tenir à cet égard ; car, dès cette époque, al-Afdal avait entamé avec eux des négociations, dont le sens général, sinon l'objet précis, se laisse deviner. Aussi Jérusalem n'avait pas plus tôt succombé qu'une armée égyptienne, appuyée par une flotte qui longeait la côte, débouchait de Gaza et se portait rapidement sur Ascalon. Les croisés, par chance, sortirent vainqueurs de la bataille furieuse qui s'engagea le 12 août 1099 au nord-est de cette ville et infligèrent aux ennemis une leçon assez cuisante pour leur ôter toute envie de recommencer avant longtemps. Quelque éclatante qu'eût été leur victoire, elle ne suffit pas à décider du sort de la Palestine. Seul le concours des nouveaux croisés arrivés d'Occident en renfort presque chaque année et l'appui intéressé des flottes italiennes permettront d'enlever l'une après l'autre les principales villes de l'intérieur et de la côte ; et un quart de siècle s'écoulera avant que la chute de Tyr (1124) vienne marquer enfin l'achèvement de l'œuvre de conquête en Terre Sainte. ^{p076}

³⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Mais, sans attendre que la conquête fût achevée, les croisés durent résoudre le problème infiniment délicat du statut politique à donner aux territoires dont ils avaient déjà délogé les Infidèles. Pour la Palestine, dès le moment où Turcs et Égyptiens étaient mis hors de cause, ce n'était plus, si l'on peut dire, qu'un problème d'ordre intérieur, le gouvernement byzantin n'ayant pas manifesté le désir de revendiquer cette lointaine province, perdue depuis longtemps et où il n'avait aucune raison de chercher une cause de conflit avec les Fatimides. Il en allait autrement de la Syrie et de ses annexes, sur lesquelles l'empereur avait réservé formellement ses droits et où les chefs de la croisade avaient presque tous juré de se conduire, selon le cas, en loyaux alliés ou en fidèles vassaux. Ce serment les obligeait soit à remettre aux officiers byzantins les places prises, une fois le butin partagé, soit, en cas d'occupation permanente, à reconnaître la suzeraineté de Byzance et à lui demander l'investiture.

Fidèles à leur parole, les croisés avaient, jusqu'à leur entrée en Cilicie, fait abandon pur et simple de leurs conquêtes aux troupes grecques qui les escortaient ; puis la méthode avait changé, et l'on se rappelle qu'à partir de Tarse et jusqu'au delà d'Antioche, ils avaient opéré en songeant avant tout à eux-mêmes. L'heure du règlement de comptes était venue, et celui-ci s'annonçait d'autant plus difficile que, pour garantir leurs possessions de Palestine, les croisés devaient veiller de près au sort de la Syrie. L'empereur n'y contredisait pas ; il offrait même l'aide de sa flotte et de ses soldats pour achever dans cette province l'œuvre que, pendant leur marche rapide sur Jérusalem, les armées occidentales n'avaient souvent pu qu'amorcer ; mais il réclamait la reconnaissance de son autorité supérieure partout où la chose avait été prévue, notamment en Cilicie et dans la région d'Antioche. D'où de longues et irritantes discussions avec ceux que ce rappel à l'ordre dérangeait, notamment avec le Normand d'Italie Bohémond, installé à Antioche et en qui Alexis — se souvenant du rôle qu'il avait joué lors de l'invasion des Balkans par Robert Guiscard — avait beaucoup de peine à ne pas voir un ennemi juré de Byzance. En revanche, dans le camp latin, on ne manquait pas de relever avec aigreur que les secours impériaux avaient été vainement attendus aux heures critiques où, dans Antioche et ailleurs, il avait fallu tenir tête aux armées musulmanes et que, par suite, le pacte conclu était devenu caduc. ^{p077}

Cette irréductible opposition de points de vue eut pour résultat d'aggraver encore les discordes entre chefs croisés, les uns tenant pour la thèse de l'autonomie absolue, les autres se montrant enclins à transiger au gré de leurs intérêts et de leurs sympathies ou antipathies personnelles. Elle amena en outre l'empereur byzantin à se prononcer nettement contre une partie des nouveaux maîtres de l'Orient, à les traiter en adversaires, à venir réclamer son dû les armes à la main, peut-être même, ce qui était plus grave encore, à exciter contre eux certains émirs turcs et, quand il eût été indispensable d'établir un seul front de bataille, face aux Infidèles disloqués, à donner à ceux-ci l'encourageant spectacle d'une désunion chaque jour grandissante au sein de la chrétienté.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de la lenteur avec laquelle les croisés arrivèrent à affermir leurs conquêtes. Certaines régions, durant les années qui suivent la prise de Jérusalem, passent de mains en mains : croisés, Turcs, Grecs se les disputent avec tant d'ardeur qu'on ne sait pas toujours qui les détient à un moment donné. On se bat en Cilicie, on se bat aux abords d'Antioche, on se bat à Laodicée, on se bat à Djoubail, et les vainqueurs du jour sont les vaincus du lendemain. Les Turcs, d'abord décontenancés, se ressaisissent. Même en Asie Mineure, où Alexis Comnène essaie de leur opposer, en 1101, divers détachements de croisés nouveaux, arrivés fort à propos d'Occident, ils recommencent à se montrer agressifs. Vainqueurs trois fois de suite, à quelques semaines d'intervalle, au cours de cette année 1101 — au nord, vers Amasia (en juin), non loin du duché de Trébizonde, où les Grecs ont pu se maintenir, et au sud, près d'Eregli, sur le versant occidental du Taurus cilicien (août et septembre), — ils reprennent confiance, harcèlent les troupes grecques et renouent bientôt la tradition des grandes razzias, qui terrorisent l'adversaire, désorganisent sa défense et préparent la voie aux conquêtes. En Syrie et en Palestine, leurs bandes, dont l'extrême mobilité dérouta les Occidentaux, ne constituent pas seulement une menace perpétuelle pour la sécurité des communications, mais, quand elles viennent à s'unir, un danger mortel pour les principautés latines en voie d'achèvement. En juillet 1100, elles enlèvent Bohémond d'Antioche, qu'elles gardent prisonnier jusqu'en 1103 ; au début de l'année 1104, elles bousculent les troupes latines à Harrân, au sud d'Édesse, et s'avancent jusqu'aux portes d'Antioche ou peu s'en faut. En 1113, elles auront encore l'audace de pousser, en ^{p078} Asie Mineure, jusqu'à

pousser, en ^{p078} Asie Mineure, jusqu'à Brousse, puis jusqu'à Lampsaque, sur les Dardanelles, pour revenir ensuite à l'extrême nord-ouest de la péninsule par Edremid, Kirkagatch, Kyutahiya, Eski-Chehir.

Mais, peu après cette date, l'avenir des établissements chrétiens d'Asie paraît, du point de vue militaire, à peu près assuré. Contenues loin des côtes, tant en Asie Mineure — dont les Grecs ont réoccupé le pourtour depuis le Caucase jusqu'à Alexandrette — qu'en Syrie et en Palestine, où les croisés les ont rejetées au delà de l'Oronte, du Liban et de la vallée du Jourdain, les forces turques sont provisoirement hors d'état de nuire. Et comme, faisant de nécessité vertu, les chefs occidentaux ont fini par se mettre d'accord pour organiser ensemble la défense de leurs frontières, les émirs turcs y regardent désormais à deux fois avant de se risquer à une attaque.

Du point de vue politique aussi, la situation s'est à la longue éclaircie. Ceux que les écrivains arabes prennent l'habitude de désigner sous le nom général de « Francs », comme s'ils formaient une unité ethnique, ont achevé de substituer au régime provisoire d'occupation militaire un statut civil, qui donne peu à peu à leurs possessions quelque chose de la physionomie des pays d'Occident.

Le territoire d'Antioche, entre les mains de Bohémond, chef des Normands d'Italie, puis de son neveu Tancrede, s'intitule « principauté ». Du nord d'Alexandrette au sud de Bâniyâs, sur deux cents kilomètres de côtes, il fait face à l'île de Chypre ; il englobe au sud-est Apamée et Maarrat an-Nomân et rejoint, à quelque distance d'Alep, encore occupée par les Turcs, les frontières du comté d'Édesse. Celui-ci, où l'élément arménien est resté prépondérant, au point que le fondateur de l'État, Baudouin de Boulogne, frère de Godefroi de Bouillon, a cru devoir prendre une Arménienne pour femme, est purement continental. À cheval sur l'Euphrate, englobant à l'ouest Marach, au nord Mélitène, au sud Aintâb, Mambidj et Harrân, il se prolonge très avant vers l'Orient, jusqu'à Mârdîn, achevant ainsi d'isoler l'émirat d'Alep des possessions turques d'Asie Mineure et d'Arménie.

En bordure de la Méditerranée, le comté de Tripoli, sur lequel le comte de Toulouse, Raimond de Saint-Gilles, évincé successivement d'Antioche et de Jérusalem, a, faute de mieux, jeté son dévolu, relie la

principauté d'Antioche à l'État de Jérusalem, dont il atteint la frontière à mi-chemin entre Djoubail et Beyrouth, et interdit aux Turcs de Damas, de Homs et de Hamâ ^{p079} l'accès de la plaine côtière que surplombe la masse noire du Liban. C'est le dernier né des États syriens. Ce n'est même qu'en 1109, quatre ans après la mort du comte Raimond, que sous son fils bâtard, le comte Bertrand, la ville de Tripoli a pu enfin être arrachée aux troupes musulmanes.

Le reste de la Syrie et la Palestine forment le royaume de Jérusalem, dont quelques jours après l'entrée dans la ville sainte, le 22 juillet 1099, Godefroi de Bouillon a été élu chef, au grand désappointement du comte de Toulouse. Le pays a pu aisément et presque d'emblée s'organiser en un véritable État, à la fois indépendant et purement latin. On ne l'appelle « royaume » que depuis la mort de Godefroi de Bouillon (18 juillet 1100), le premier souverain n'ayant pas osé, par déférence pour l'Église, prendre d'autres titres que ceux de « duc » et d'« avoué du Saint Sépulcre » ; mais, dès les premières années du règne de Baudouin, frère et successeur de Godefroi, c'est un royaume, qui ressemble de fort près à ceux d'Occident. Divisé en comtés et en seigneuries, il se couvre de châteaux forts sur le modèle des châteaux de France ; les seigneurs qui les occupent y vivent de la même vie féodale ; les habitants d'alentour sont, vaille que vaille, assimilés pour le régime foncier, fiscal et judiciaire aux paysans des plaines de la Loire, de la Seine ou de la Meuse.

Le roi de Jérusalem cherche, en outre, à imposer sa suzeraineté aux États de Tripoli, d'Édesse et d'Antioche. Mais cette prétention se heurte tout ensemble à l'esprit d'indépendance des trois grands barons qui détiennent ces principautés et aux revendications de l'empereur byzantin, qui, non content de réclamer l'hommage du prince d'Antioche, conformément aux premiers accords, fait valoir aussi ses droits sur le comté d'Édesse, depuis que celui-ci déborde sur la rive droite de l'Euphrate, au delà des anciennes frontières impériales, et sur le comté de Tripoli, que les troupes et la flotte byzantines ont aidé à conquérir, pour lequel même le comte Raimond a formellement prêté hommage.

Quoi qu'il en soit de ces revendications, que l'insuffisance des moyens militaires dont il dispose empêche le *basileus* de traduire en actes, les États francs de Syrie et Palestine constituent un vaste ensemble, dont les diverses parties s'emboîtent encore

semble, dont les diverses parties s'emboîtent encore imparfaitement, mais qui, prolongeant jusqu'aux confins de l'Égypte les possessions des « Romains » de Grèce et de Thrace, marque d'une façon décisive la reprise par l'Europe de ce bassin de la Méditerranée orientale d'où les Barbares asiatiques l'avaient depuis tant de siècles expulsée. p080

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE IV.
***La première croisade et la reconquête du bassin de
la Méditerranée orientale.***

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Louis Bréhier, *L'Église et l'Orient au moyen âge. Les croisades* (Paris, 1907, in-12, de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique » ; 5^e éd., 1928), le meilleur manuel d'histoire des croisades. Aperçus rapides, mais suggestifs, dans D. C. Munro, *The kingdom of the crusaders* (New York, 1935, in-8°), recueil de conférences sur les croisades et les États francs de Syrie jusqu'en 1187. Récit détaillé de la première croisade et de l'établissement des Occidentaux en Syrie et Palestine dans René Grousset, *Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem* (Paris, 1934-1936, 3 vol. in-8°), t. I. L'auteur, dont l'ouvrage est un peu touffu, insiste spécialement sur la réaction du monde musulman en face des croisés, comme l'avait déjà fait plus brièvement W. B. Stevenson, *The crusaders in the East. A brief hislory of the wars of Islam with Ihe Latins in Syria during the twelfth and thirteenth centuries* (Cambridge, 1907, in-8°). Citons encore, pour la première croisade, H. von Sybel, *Geschichte des ersten Kreuzzuges* (Dusseldorf, 1841, in-8° ; 2^e éd., Leipzig, 1881, in-8°), aujourd'hui vieilli, mais qui a marqué une date dans l'étude scientifique de l'expédition ; R. Röhrich, *Geschichte des ersten Kreuzzuges* (Innsbruck, 1901, in-8°), où les faits sont exposés dans un ordre strictement chronologique ; la *Geschichte des Königreichs Jerusalem* du même auteur (Innsbruck, 1898, in-8°) retrace la suite et procède de la même méthode ; on y peut joindre ses *Regesta regni Hierosolymitani* (Innsbruck, 1893, in-8°, avec un supplément, 1904) ; H. Hagenmeyer, *Chronologie de la première croisade* dans la *Revue de l'Orient latin*, t. VI à VIII (1898-1901) et à part (Paris, 1901, in-8°), avec références à l'appui ; y fait suite sa *Chronologie de l'histoire du royaume de Jérusalem*, dans la même revue, t. IX à XII (1902-1911), malheureusement arrêtée au mois de septembre 1105 ; F. Chalandon, *Histoire de la première croisade* (Paris, 1925, in-8°), ouvrage posthume et imparfait ; bon résumé par W. B. Stevenson, *The first crusade*, dans la *Cambridge médiéval history*, t. V (1926), p. 265-299.

I. L'organisation de la croisade.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués à la note précédente, joindre E. Bridrey, *La condition juridique des croisés et le privilège de croix* (Paris, 1901, in-8°, thèse de droit de la Faculté de Caen) ; M. Villey, *La croisade. Essai sur la formation d'une théorie juridique* (Paris, 1942, in-8°) ; P. Rousset, *Les origines et les caractères de la première*

P. Rousset, *Les origines et les caractères de la première croisade* (Neuchâtel, 1945, in-8°) ; F. Chalandon, *Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène* (Paris, 1900, in-8°, vol. 4 des « Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des Chartes ») ; B. Leib, *Rome, Kiev et Byzance à la fin du XI^e siècle. Rapports religieux des Latins et des Gréco-russes sous le pontificat d'Urbain II* (Paris, 1924, in-8°). — Sur Pierre l'Ermite, H. Hagenmeyer, *Peter der Eremit. Ein kritischer Beitrag zur Geschichte des ersten Kreuzzuges* (Leipzig, 1879, in-8°), trad. française, sans les notes, par Furcy Raynaud : *Le vrai et le faux sur Pierre l'Ermite* (Paris, 1883, in-8°). — Sur l'origine même de l'idée de croisade, Carl Erdmann, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens* (cité p. 56), a soutenu des thèses aventureuses. Sur les plans pontificaux, vues ingénieuses de F. Duncalf, *The pope's plan for the first crusade*, dans *The crusades and other historical essays presented to Dana C. Munro* (New York, 1928, in-8°), p. 44-56.

II. Le recul de la puissance turque à l'arrivée des croisés.

OUVRAGES À CONSULTER. — Une histoire des Turcs Seldjoukides manque. On se reportera, en attendant, aux textes réunis dans le *Recueil des historiens des croisades*, publ. par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en particulier dans les séries des *Historiens orientaux* et des *Documents arméniens*, ainsi qu'à R. Grousset, *Histoire des croisades* (citée p. 63), t. I, et surtout à Claude Cahen, *La Syrie du Nord à l'époque des croisades et la principauté d'Antioche* (Paris, 1940, in-8°, t. I de la « Bibliothèque orientale » publ. par l'Institut français de Damas). Voir, en outre, les articles et les bibliographies de l'*Encyclopédie de l'Islam* (Leyde et Paris, 1908-1938, 4 vol. in-4° et 1 vol. de Supplément), sous la direction de Th. Houtsma, Basset, Arnold et quelques autres ; F. Chalandon, *Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène* (cité p. 64) ; du même, *Les Comnènes*, t. II : *Jean II Comnène et Manuel Comnène* (Paris, 1913, in-8°), qui remonte souvent jusqu'à la fin du XI^e siècle pour l'histoire de la Petite Arménie (la Cilicie) et des émirats turcs. L'important mémoire de C. Delrémy, *Recherches sur le règne du sultan seldjoukide Barkiarok*, dans le *Journal asiatique*, 5^e série, ann. 1853, t. I, p. 425-458, et t. II, p. 217-322, ne concerne guère la région syrienne. Quelques détails dans le livre de W. B. Stevenson, *The crusaders in the East* (cité p. 63). Commodes résumés (avec bibliographies) par W. B. Stevenson et T. Loewe, dans la *Cambridge medieval history*, t. IV (1923), p. 299-317, et t. V (1926), p. 242-264. — Sur les Fatimides, G. Wiet, *L'Égypte arabe, de la conquête arabe à la conquête ottomane* (Paris, [1937], in-4°, t. IV de l'« Histoire de la nation égyptienne » publ. par G. Hanotaux). — Sur la topographie, R. Dussaud, *Topographie historique de la Syrie antique, et médiévale* (Paris, 1927, in-8°, t. IV de la « Bibliothèque archéologique et historique » publ. par le Haut-Commissariat français de Syrie), et le livre de Cl. Cahen, cité au début de cette note (1^{re} partie, chap. n, p. 109-176).

III. La marche des croisés sur Jérusalem.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les ouvrages cités en tête de ce chapitre et, pour l'identification des noms de lieux, ceux de R. Dussaud et Cl. Cahen, cités p. 68.

IV. L'établissement des croisés en Syrie et en Palestine.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Avant tout les ouvrages de R. Grousset et (pour la Syrie du Nord) de Cl. Cahen, cités p. 63 et 68 ; y joindre ceux de Röhrich, Hagenmeyer, Stevenson, Chalandon, Munro, cités p. 63 ; G. Rey, *Les colonies franques de Syrie aux XII^e et XIII^e siècles* (Paris, 1883, in-8°) ; sur les monuments élevés par les croisés, C. Enlart, *Les monuments des croisés dans le royaume de Jérusalem* (Paris, 1925-1928, 2 vol. et 2 albums in-4° t. VII et VIII de la « Bibliothèque archéologique et historique » du Service des Antiquités de Syrie), qui traite des églises, et P. Deschamps, *Les châteaux des croisés en Terre Sainte*, I : *Le Crac des Chevaliers* ; II : *La défense du royaume de Jérusalem* (Paris, 1934-1939, 2 vol. et 2 albums in-4°, t. XIX et XXXIV de la même collection), qui doit être suivi d'un troisième volume ; — sur le royaume de Jérusalem, G. Dodu, *Histoire des institutions monarchiques dans le royaume latin de Jérusalem* (Paris, 1894, in-8°), et surtout J.-L. La Monte, *Feudal monarchy in the Latin kingdom of Jerusalem, 1100 to 1291* (Cambridge, Mass., 1932, in-8°, n° 4 des « Monographs of the mediaeval Academy of America ») ; — sur le comté de Tripoli, Jean Richard, *Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine, 1102-1187* (Paris, 1945, in-4°, t. XXXIX de la « Bibliothèque archéologique et historique » de Syrie) ; — sur les rapports avec Byzance, F. Chalandon, ouvrages sur *Alexis Comnène* et sur *Jean II Comnène et Manuel Comnène*, cités p. 64 et 68 ; — sur les Fatimides, l'ouvrage de G. Wiet cité p. 68.

[Table des matières](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre V

La révolution économique en Europe au XII^e siècle ³¹.

Les conséquences économiques de la grande révolution qu'impliquait pour le monde le succès de la croisade ne furent pas longues à se manifester. Car les chevaliers de France, d'Allemagne ou d'Italie n'avaient pas été seuls à s'élancer vers les rives lointaines où la guerre sainte réclamait le concours de toutes les énergies. Derrière eux, avec eux, il y avait eu comme une ruée de négociants et d'armateurs, qu'attirait la perspective des marchés à conquérir. Dès le début du XII^e siècle, on les trouve installés tout le long de la côte syrienne, d'Antioche à Jaffa, et dans les principales villes de l'intérieur, dont ils accaparent le trafic. Les routes d'Asie ne sont pas encore entre leurs mains, mais ils en tiennent à nouveau les débouchés. Résultat considérable, dont l'Europe ne tardera pas à subir le contre-coup. Car, le commerce appelant le commerce, on va assister à un réveil général des activités engourdies par plusieurs siècles de stagnation économique. Tout l'édifice social en va être profondément transformé ; et les cadres féodaux eux-mêmes apparaîtront bientôt comme insuffisants à un monde subitement élargi. p081

³¹ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — Les cités italiennes et la renaissance du grand commerce maritime ³².

Nous avons quelque peine à comprendre aujourd'hui la place capitale que tenaient les produits du Levant dans l'économie du moyen âge. Mais il est certain que les Occidentaux s'en ^{p082} fussent difficilement passés et que, par les entraves qu'elles avaient apportées au commerce de la Méditerranée orientale, les conquêtes arabes et, plus encore, les conquêtes turques avaient été, jusqu'à la fin du XI^e siècle, une des causes essentielles, sinon la cause unique, de l'effondrement industriel de l'Europe. Sans même faire entrer en ligne de compte les « épices » — ces fameuses épices vers lesquelles, au XVI^e siècle encore, les navigateurs d'Occident chercheront au péril de leur vie à se frayer une route toujours plus courte, et qui jouaient un rôle considérable dans la pharmacopée, comme dans la cuisine du temps, — sans parler non plus du sucre ou des nombreuses plantes aromatiques, ni des encens, ni de l'ivoire, ni davantage des perles et des pierres précieuses, recherchées à la fois pour leur beauté, leur éclat et leurs vertus magiques, le Levant était alors le principal ou l'unique producteur de certaines matières premières indispensables au travail des artisans européens. L'industrie textile, en particulier, la seule qui ait pris au moyen âge un développement suffisant pour devenir une grande industrie d'exportation, était, à tout point de vue, tributaire de l'Orient. Elle lui demandait la soie, le coton, un fort contingent de plantes, de bois et de résines, d'où elle tirait ses teintures, entre autres le bois « brésil » (ou rouge-braise), la gomme laque des Indes ou de Sumatra, l'indigo de la Perse ou de la vallée du Gange ; et l'Asie Mineure, la Syrie, la Nubie lui envoyaient les précieux cristaux d'alun, universellement employés alors comme mordant pour la fixation des teintures.

Longtemps, pour le commerce, de même que pour les arts et les choses de l'esprit, Byzance était demeurée la médiatrice naturelle entre les pays du Levant, proche ou lointain, et ceux de l'Occident

³² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

européen. Sous plus d'un rapport, il en avait été ainsi jusqu'au cours du VIII^e siècle. Car, tout en captant à leur profit la majeure partie du trafic avec l'Inde et l'Extrême-Orient, les conquérants arabes n'avaient pu d'abord empêcher le commerce byzantin de détourner vers le Bosphore, soit par Trébizonde soit par Antioche — voire, dans les premiers temps, par Alexandrie, d'où ils n'avaient été éliminés que peu à peu, — une forte proportion des marchandises dont jusqu'à cette époque il avait régulièrement approvisionné l'Occident. Mais, dès le IX^e siècle, les progrès réalisés par les Musulmans d'un bout à l'autre de la Méditerranée, aussi bien le long des côtes que dans les îles, avaient eu pour résultat de ruiner définitivement le monopole de fait que les sujets du *basileus* s'étaient arrogé et de ^{p083} laisser le champ libre à l'initiative des cités italiennes, qui, par une souple politique mercantile, avaient vite su exploiter les faiblesses de l'organisation navale des Sarrasins et l'émiettement de leurs États.

Pise, avec son avant-port de Porto Pisano, Gênes et Venise s'étaient, antérieurement à la croisade, placées par leurs marines au premier rang de ces entreprenantes cités. La puissance navale de Venise, reine de l'Adriatique, avait, dès la seconde moitié du XI^e siècle, si bien dépassé celle de Byzance, que les marchands de la petite république des doges avaient obtenu en 1082 de l'empereur Alexis Comnène, en récompense de leur alliance contre Robert Guiscard, des privilèges qui faisaient d'eux les maîtres du commerce d'importation et d'exportation dans tout l'empire grec. Pise et Gênes s'étaient aussi préparées au rôle qu'elles allaient jouer après la croisade en nouant avec les Musulmans de l'Afrique du Nord d'actifs rapports d'affaires. En 1087, une expédition vigoureusement menée contre les corsaires de Mahdiyya, sur la côte orientale de Tunisie, leur avait valu l'octroi de privilèges commerciaux importants dans les provinces soumises aux émirs de la dynastie « zîride », installés dans ces parages depuis la fin du X^e siècle.

La conquête de la Sicile par les Normands avait puissamment servi les intérêts des Génois, des Pisans et des Vénitiens, en débloquent les issues de la mer Tyrrhénienne, dont les Sarrasins avaient jusqu'alors tenu les clés, en leur ouvrant les marchés de l'île, restée grande productrice de céréales, enfin en leur permettant de se créer, dans les principaux ports, et notamment à Palerme et Messine, où les Normands étaient encore trop novices pour se passer d'eux, de bonnes

escales, qui devaient faciliter l'extension de leur commerce vers l'Afrique et l'Orient.

La croisade avait trouvé les trois grandes places de commerce prêtes à exploiter sans retard le riche domaine où les succès militaires des seigneurs rendaient leur installation aisée. Mais il faut ajouter qu'elles avaient su s'adapter elles-mêmes avec une extraordinaire rapidité à la situation nouvelle que créait la reconquête de la Méditerranée orientale sur les Musulmans. D'abord, elles avaient subitement accru dans d'énormes proportions leurs flottes, afin de pouvoir concourir avec efficacité au transport et au ravitaillement des croisés, et l'opération s'était soldée par de plantureux bénéfices. Le succès venu, elles s'étaient fait octroyer dans les provinces occupées, non seulement tous les emplacements nécessaires à l'exercice de leur commerce, ^{p084} mais aussi, en rémunération de l'aide militaire qu'elles avaient fournie pour le blocus des ports syriens et pour la construction des machines de siège, une part du produit des douanes et des taxes indirectes levées dans les grandes villes, ainsi que des biens fonciers de toute nature, dont elles tiraient souvent de copieux revenus. Et, stimulés par ces gains inespérés, leurs représentants avaient travaillé avec un acharnement accru à développer leurs moyens d'action.

De véritables compagnies commerciales pour l'exploitation méthodique des richesses du Levant se constituent alors dans les trois villes. D'ordinaire les associés ne se lient entre eux que pour la durée d'une seule « campagne ». Les uns se contentent d'apporter des capitaux, les autres prennent en outre la responsabilité de l'entreprise ; le partage des bénéfices a lieu après le voyage au prorata des mises et des risques. Mais parfois le contrat d'association est à plus longue échéance. On en est quitte pour augmenter, en cours d'exécution, le capital social quand la marche des affaires le réclame. Ainsi, à Gênes, au milieu du XII^e siècle, une des principales maisons d'armement, dirigée par deux notables de la ville, Ingo della Volta et Ingo Nocenzo, passe successivement du capital de 300 livres au capital de 710 livres en 1157 et de 820 livres en 1160 ; il y faut ajouter un total fort élevé, et qui va croissant, de sommes investies chaque année dans l'affaire, soit à titre de commandites, soit même sous forme de prêts commerciaux à court terme. Car il ne manque pas de gens que le rapide essor du trafic pousse vers ce mode de placements, exceptionnellement rémunérateurs ; et l'on voit des seigneurs ou de petits propriétaires ruraux, gagnés par la fièvre de spéculation,

raux, gagnés par la fièvre de spéculation, « réaliser » leurs terres pour s'intéresser aux opérations des grands armateurs de chez eux.

Grâce aux puissants moyens financiers dont ils disposent, ces derniers deviennent, en l'espace de quelques années, les maîtres des plus importants marchés de la Méditerranée orientale, à la fois en Syrie, en Asie Mineure et dans tout l'empire byzantin, où les Vénitiens sont désormais fortement concurrencés par les Pisans. L'Égypte même tombe dans, la dépendance des marchands italiens. Une des grosses « firmes » de Gênes, celle d'un Levantin naturalisé Génois, Soliman de Salerne, s'est spécialisée, au milieu du XII^e siècle, dans le commerce avec les ports d'Alexandrie et du Caire, ce qui n'empêche pas les Pisans de venir eux aussi y traiter des affaires et y réclamer avec succès, en 1153, des entrepôts et des exemptions ou ^{p085} allègements de taxes qui excitent la jalousie de leurs rivaux.

Bien entendu, à leur départ pour le Levant, où ils vont s'approvisionner en matières premières, les vaisseaux ne quittent pas les ports d'Europe la cale vide : ils emportent des chargements de marchandises qu'ils déversent, comme monnaie d'échange, sur les marchés d'Asie ou d'Égypte. Lainages de Flandre, futaines de Toscane ou de Haute Italie, pelleteries, bois des forêts dalmates ou alpines, fer de l'île d'Elbe, métaux précieux, armes de tous genres et de toutes provenances prennent ainsi le chemin d'Alexandrie, de Tyr, d'Acre ou d'Antioche, sous pavillon génois, pisan ou vénitien, parfois sous le pavillon d'une autre cité de la Méditerranée occidentale, comme Amalfi, Marseille ou Montpellier ; mais le cas est rare, car les trois grandes places de commerce de l'Italie du Nord ne tolèrent pas volontiers ces concurrences et s'arrangent pour en limiter étroitement les effets.

Aussi bien à Barcelone qu'à Montpellier ou à Narbonne, qui seront ports de mer jusqu'à la fin du moyen âge, aussi bien à Marseille, à Arles ou à Saint-Gilles qu'à Albenga ou à Savone, Génois et Pisans établissent des succursales, installent des docks, des entrepôts, et obtiennent des privilèges commerciaux, tout comme sur les côtes syriennes. Gênes montre une âpreté particulièrement farouche dans ses rapports avec ses faibles rivales. Ne va-t-elle pas, dès 1109, jusqu'à réclamer le monopole de la navigation entre Saint-Gilles et la mer, en rémunération de l'aide prêtée au comte de Saint-Gilles devant Tripoli de Syrie ? Prétention exorbitante, et qu'il lui faut bientôt

Prétention exorbitante, et qu'il lui faut bientôt abandonner ; mais il n'en reste pas moins qu'au XII^e siècle, dans la pratique, les habitants de Saint-Gilles ne peuvent entretenir de relations commerciales avec le Levant que par l'entremise des Génois ou, à leur défaut, des Pisans. A Narbonne, Gênes s'arroge encore la part du lion. En 1166, elle interdit aux armateurs de la ville d'envoyer en Syrie plus d'un navire de pèlerins par an et leur rend presque impossible tout autre commerce qu'un simple commerce de cabotage. Défense est faite à Montpellier, en 1150, d'expédier dans la Méditerranée orientale d'autres vaisseaux que des vaisseaux de pèlerins. Trois ans plus tard, les Génois imposent aux commerçants de Savone l'obligation draconienne de venir charger et décharger leurs galères dans leur port. Venise use des mêmes procédés à l'égard de tous les riverains de l'Adriatique : elle ruine définitivement Ravenne en obligeant ses négociants à passer par son intermédiaire pour ^{p086} la vente ou l'achat de leurs principales marchandises. Elle en use à peu près de même avec Aquilée, avec Pola, en Istrie, et finit par éliminer la concurrence d'Ancône, que Byzance soutient contre elle. Pour mettre toutes ces petites cités maritimes à la raison, les moyens ne manquent pas : guerre de tarifs, guerre de course, saisies de navires et de leurs cargaisons, blocus. La plupart préfèrent céder tout de suite afin d'éviter des représailles.

Le terrain ainsi déblayé, Génois, Pisans et Vénitiens peuvent faire la loi d'un bout à l'autre de la Méditerranée, redevenue mer européenne, quoique l'Afrique du Nord soit encore aux mains des Infidèles. Déjà même ceux-ci se voient traqués chez eux par les Européens. En 1118, le comte Roger, le futur roi de Sicile, essaie de prendre pied en Tunisie. L'aventure se termine, il est vrai, par un désastre naval (1123) ; mais, en 1134 ou 1135, une nouvelle démonstration de la flotte sicilienne au large de Mahdiyya permet à Roger (devenu le roi Roger II) d'étendre son protectorat sur le pays. Peu après, il envoie occuper, au sud de Gabès, l'île de Djerba, d'où ses vaisseaux exercent sur les côtes africaines, des abords du cap Tenès à la grande Syrte, une surveillance qui déjoue les manœuvres des corsaires musulmans. En 1146, une descente a lieu en Tripolitaine ; Tripoli même est occupée. L'année suivante, le gouverneur de Gabès se soumet ; puis, en 1148, Mahdiyya, Sousse, Sfax ; en 1154, Bône. Conquêtes fragiles, et que les Normands ne garderont pas longtemps, mais qui viennent à propos appuyer les

appuyer les efforts tenaces des négociants génois et pisans, avec lesquels le roi de Sicile a, vers cette époque, partie liée.

Toujours est-il que, du détroit de Gibraltar au delta du Nil, il n'est guère de port où n'abordent des Italiens et dont ils ne drainent le commerce. Dès le milieu du XII^e siècle, les Génois sont les maîtres du marché de Ceuta, d'où ils ont déjà la hardiesse de pousser jusqu'à Salé, sur l'Atlantique, afin d'atteindre plus aisément Fez et de pénétrer au cœur du Maroc. À Bougie, il leur faut compter avec les Pisans. À Tunis, Mahdiyya, Sfax, Gabès, Tripoli, ceux-ci sont presque sans rivaux. À Alexandrie et au Caire, Vénitiens et Génois leur font concurrence. Mais quelle que soit la cité qui l'emporte, les affaires, tant en Égypte qu'en Tunisie, en Algérie ou au Maroc, sont aux mains d'Italiens. Ce sont même eux qui vont écouler dans les souks du Caire, de Damas ou d'Alep les peaux et les cuirs du Maghreb et de la Tunisie.

Leur puissance maritime et commerciale rayonne sur toutes ^{p087} les îles de la Méditerranée occidentale et jusqu'aux côtes de l'Espagne méridionale, peu à peu arrachée par les chrétiens à la domination des Maures. Pisans et Génois approvisionnent les bazars de Palerme et de Syracuse ; ils ravitaillent Messine, étape obligatoire des vaisseaux qui, de la mer Tyrrhénienne, se rendent en Orient ; ils se disputent l'exploitation de la Sardaigne et de la Corse, dont les bois, le sel, les richesses minières les attirent. Il arrive même que leur rivalité dégénère en guerre ouverte, guerre terrible qui s'étendra de proche en proche à tout le domaine commercial où les deux cités s'affrontent, y compris la Syrie, pour se prolonger jusqu'au cours du XIII^e siècle et ne finir qu'avec l'écrasement de Pise. Mais, au temps où nous sommes, Génois et Pisans luttent encore à armes égales, et d'ordinaire leur rivalité se tient dans les limites d'une féconde émulation.

[*Table des matières*](#)

II. — La renaissance commerciale et industrielle dans l'Europe continentale ³³.

La reprise du trafic méditerranéen par les Occidentaux eût été impossible si l'Europe continentale n'avait suivi l'élan donné et si, pour répondre à la demande croissante d'objets manufacturés réclamés par le commerce d'exportation, elle n'avait, pour sa part, grâce aux matières premières importées du Levant, considérablement intensifié sa production.

Depuis quelque temps déjà, le retour à une stabilité politique relative, après les grands bouleversements qui avaient marqué les premiers siècles du moyen âge, y avait créé des conditions favorables à un renouveau général d'activité. En diverses régions même, l'horizon économique s'était progressivement élargi : au lieu de limiter, comme naguère, la production à la capacité d'achat des consommateurs locaux, on s'était mis à travailler pour une clientèle plus étendue. On était entré aussi, quoique timidement, dans la voie de la spécialisation du travail, qui permet ^{p088} d'obtenir à la fois un meilleur rendement et un fini supérieur. À partir du XII^e siècle, on s'y engage résolument. Des provinces entières se spécialisent dans le tissage de la laine. La Flandre, l'Artois, la Picardie sont sans rivales pour la souplesse et l'éclat de leurs draperies. Pour les toiles, la Champagne, les pays de la Meuse, ceux du Rhin se classent hors de pair ; de même, la haute Italie et la Toscane pour leurs cotonnades et leurs futaines ; Montpellier, Gênes et Lucques pour leurs tissus brochés d'or. Les fabriques d'armes du Poitou acquièrent rapidement une grande notoriété. Avant le milieu du XII^e siècle, le développement industriel a déjà, dans certaines contrées, en Flandre notamment, atteint un niveau tel, que tout y semble subordonné à la prospérité des métiers

Sur les routes aussi, l'animation a reparu. Les marchands, groupés souvent par caravanes, afin d'éviter les surprises, vont de foire en

³³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

foire écouler leur pacotille et s'approvisionner. Les foires importantes se tiennent, comme il est normal, soit dans les pays mêmes où la production atteint le maximum d'intensité, soit au voisinage immédiat des points de chargement et de déchargement des navires qui assurent le trafic méditerranéen, auprès duquel celui des mers du nord ou de l'Atlantique est peu de chose. Les foires de Flandre, parmi lesquelles celles de Lille, Thourout, Messines et Ypres occupent la première place, et déjà celles de Champagne, qui deviendront au XIII^e siècle les grandes régulatrices du commerce européen, sont dans les provinces septentrionales celles où se traitent les plus grosses affaires. On y vient d'Italie — de Gênes, d'Asti, de Pise, de Lucques, de Plaisance, — comme des villes de Provence ou de Languedoc. Mais, à proximité de la Méditerranée, — les foires de Saint-Gilles sur le Rhône, de Fréjus et de Saint-Raphaël en Provence, de Verceil, de Milan, de Bergame, de Vérone, de Ferrare dans la haute Italie, ou de Pise en Toscane, attirent également une nombreuse clientèle.

L'essor du commerce continental est si rapide que Gênois, Pisans et Vénitiens rêvent bientôt de s'en réserver le monopole, comme ils ont déjà fait du commerce maritime. En Italie du moins, ils cherchent à mettre la main sur toute la production industrielle et agricole des provinces avec lesquelles ils sont en relations d'affaires. Gênes rayonne sur la Lombardie, où elle se heurte aux appétits de Venise, et sur la Toscane, où Pise l'a devancée. Le marché de Rome est pareillement l'objet des convoitises rivales des Gênois et des Pisans, tandis que la basse ^{p089} vallée du Pô et les plaines avoisinantes sont soumises au seul contrôle de Venise.

Les trois puissantes cités apportent dans la pratique du commerce de terre le même esprit d'accaparement que sur mer. En 1153, les Gênois osent réclamer comme condition au libre passage des Lucquois à travers leur territoire l'engagement de n'exporter d'Italie en France ou de n'importer de France en Italie, leur propre ville seule exceptée, aucun des articles dont ils font personnellement le trafic. Mais, sur le continent, cette politique se heurte, du fait des distances et des difficultés de communications, à des obstacles qu'elle ne rencontre pas en Méditerranée, et la concurrence y peut jouer plus librement entre un plus grand nombre de rivaux. Les risques d'ailleurs sont moindres pour chacun d'eux ; bien moindres aussi, et par suite moins malaisés à trouver, les capitaux nécessaires. Aussi le trafic s'amplifie-t-il avec plus de rapidité encore sur terre que sur mer, et les

plus de rapidité encore sur terre que sur mer, et les régions favorisées du sort, telles que la Flandre ou la Champagne, connaissent-elles dès la première moitié du XII^e siècle un mouvement d'affaires comme on n'en avait pas vu en Occident depuis l'Empire romain.

[*Table des matières*](#)

III. — Le renouveau de la vie urbaine et la révolution communale ³⁴.

Ce profond changement dans la façon de vivre de l'Europe ne s'était, naturellement, pas produit sans en entraîner de bien ^{p090} plus importants encore dans sa texture sociale. Selon les idées reçues dans les milieux féodaux, le rôle dévolu à l'artisan était uniquement celui d'un manœuvre attaché au service du seigneur ; et, quoiqu'on n'eût pas attendu le XII^e siècle ni même le XI^e pour voir paraître, à côté du serf forgeant ou tissant au ^{p091} profit exclusif de son maître, l'ouvrier libre, qui, une fois ses redevances payées, disposait à sa guise du fruit de son travail, les esprits restaient imbus des vieilles conceptions. Les artisans avaient eu beau désertir en masse les domaines des seigneurs pour aller former des agglomérations urbaines de plus en plus compactes ou ressusciter les villes de jadis tombées en sommeil, il semblait, au regard du monde féodal, que rien ne fût changé à l'état de choses antérieur et que, comme par le passé, le labeur du peuple n'eût d'autre but que d'assurer la vie matérielle des chevaliers et des clercs.

Mais déjà au cours du XI^e siècle, de tous côtés, en France et en Italie surtout, les cadres anciens avaient commencé à se rompre et les populations des villes, dont le rôle social allait croissant à mesure que l'industrie et le commerce retrouvaient des possibilités de développement, s'étaient mises à passer insensiblement d'un régime de contrainte à un régime de libre épanouissement.

Au début, les résistances à vaincre avaient été grandes, et il en était résulté, en mainte région, des conflits d'une extrême violence entre habitants des villes et seigneurs. Surpris par ce qu'ils tenaient pour une intolérable révolte contre leurs droits naturels, ceux-ci, en

³⁴ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

particulier les seigneurs ecclésiastiques, avaient eu trop souvent la naïveté de croire qu'il suffirait d'user de la manière forte pour faire aussitôt rentrer tout dans l'ordre. D'où de brèves mais sanglantes convulsions : à Crémone, dès les environs de 1030 ; quelques années plus tard à Parme, à Milan, à Mantoue ; au Mans en 1069, à Cambrai en 1077, à Beauvais en 1099, à Laon en 1112. Ces incidents tumultueux, dont les récits du temps ont contribué parfois à masquer la portée réelle — à commencer par les pages fameuses où Guibert de Nogent a tracé un tableau saisissant de l'insurrection laonnaise, — n'étaient que le prélude d'une révolution plus ample, mais pacifique, qui allait remplir toute la première moitié du XII^e siècle. Obligés de s'incliner devant le fait nouveau, d'admettre le droit à l'existence de ces populations urbaines, de ces « bourgeois », dont, au reste, beaucoup comprenaient enfin que la libre activité était pour leurs seigneuries mêmes une source d'enrichissement sans égale, la majorité des seigneurs ne songent maintenant qu'à une chose : endiguer le flot qui monte et, par d'opportunes concessions, limiter au minimum les inconvénients d'une transformation sociale qui s'annonce profonde et durable.

Grâce à ce changement d'attitude, la première moitié du XII^e siècle voit, sans trop de heurts, la puissance urbaine arriver ^{p092} à maturité. Dans les grandes villes, où le développement même du commerce a fait spontanément émerger au cours des années antérieures un groupe de chefs d'entreprises habitués par métier à la conduite des affaires, une classe dirigeante préexiste à l'affranchissement de la cité. Aussi rencontre-t-on dans plusieurs d'entre elles, à Pise, à Lucques, à Gênes, à Asti, à Milan, à Plaisance, dès les quinze ou vingt dernières années du XI^e siècle, un collège de notables, choisis comme porte-paroles par les habitants réunis en assemblée publique. En 1081, l'empereur s'engage à prendre l'avis des douze élus de Pise avant de procéder à la nomination définitive de son représentant en Toscane. Les pouvoirs de ces délégués, qu'on qualifie de « consuls », sont peu à peu affermis, étendus, et un véritable gouvernement urbain s'organise autour d'eux.

Dans presque toutes les places de commerce de Haute Italie, le but est atteint plusieurs années avant le milieu du XII^e siècle. Nous ne parlons pas de Venise, à qui sa position géographique a valu un précoce affranchissement, en même temps qu'une organisation aristocratique d'un type particulier, sous le gouvernement de ses ducs ou « doges », héritiers des ducs byzantins. Mais, ce cas excepté, nous

héritiers des ducs byzantins. Mais, ce cas excepté, nous rencontrons, d'un bout à l'autre de l'Italie septentrionale, un régime qui comporte essentiellement un corps de « consuls », en nombre variable — une dizaine au moins, — désignés selon toute vraisemblance au suffrage indirect pour une durée d'un an et se partageant le pouvoir exécutif ; un « conseil » ou « sénat » municipal, élu au suffrage direct par les habitants des divers quartiers, et dont les consuls doivent obligatoirement prendre l'avis pour le règlement des affaires importantes ; enfin l'assemblée générale des habitants, ou « parlement », réunie en principe au moins une fois l'an, plus s'il y a lieu, pour approuver la gestion des consuls et des conseillers sortants, voter les modifications que le conseil a pu juger utile d'apporter au régime intérieur de la cité, enfin procéder aux élections. Dans le reste de l'Italie, en Provence, dans une partie au moins du Languedoc, l'organisation, si l'on s'en tient aux grandes lignes, est à peu près la même. Dans la France du nord, spécialement dans les plaines de Flandre, de Picardie ou d'Artois, comme aussi dans l'Ile-de-France et les provinces voisines, elle ne comporte d'ordinaire, en dehors de l'assemblée du peuple, qu'un collège d'administrateurs, nommés « échevins », « pairs » ou « jurés », et présidé par l'un d'eux, nommé communément « maire » ou « mayeur ». p093

Mais, quelles que soient les variétés du régime adopté, les habitants des villes ont cessé, partout où ils l'ont mérité par leur esprit d'initiative et leur labeur, d'être englobés dans la masse des tenanciers dont les principes féodaux entraînent l'exploitation au profit des seigneurs. Ils forment désormais une classe distincte, à laquelle ceux-ci ont été contraints, par la force des choses, de reconnaître peu à peu, et dans des proportions qui varient à l'infini selon les régions et les cas, des libertés de plus en plus grandes. Il est même déjà des collectivités urbaines, comme Gênes ou Pise, — des « communes », pour nous servir du terme consacré, — dont princes et rois se disputent l'alliance. Non seulement elles ont leur administration propre, mais elles disposent d'elles-mêmes ; elles font la guerre, la paix, ont leurs milices, leur bannière, leur sceau.

Beaucoup néanmoins n'en sont pas encore là. Dans la France du nord, entre autres, les villes ne jouissent d'abord que d'un nombre limité de franchises, indiquées habituellement dans une « charte de commune », où les concessions ont été dosées avec parcimonie, et que

seuls le temps et l'accroissement de leur puissance commerciale leur permettront de faire progressivement élargir. L'autonomie obtenue est quelquefois même si réduite qu'à peine peut-on encore prononcer le mot de « commune ». Mais il s'agit presque toujours dans ce cas de très petites cités, trop faibles économiquement pour avoir gain de cause. Le fait pourtant qu'elles sont gagnées elles aussi prouve combien est irrésistible le courant qui entraîne désormais vers la liberté toutes les villes d'Europe. Bon gré mal gré les seigneurs seront amenés l'un après l'autre à composer avec elles.

[*Table des matières*](#)

IV. — La renaissance agricole et la révolution économique dans les campagnes ³⁵.

Mais ce serait restreindre la portée de la révolution économique, dont la révolution sociale que nous venons de rappeler ^{p094} constitue la contre-partie, que d'en limiter les effets aux seuls centres urbains. L'essor pris par le commerce était une telle incitation à l'activité productrice sous toutes ses formes que l'agriculture devait, comme l'industrie, s'en trouver vivifiée. Et l'on ne saurait douter qu'il en ait bien été ainsi quand on voit les céréales, le vin, l'huile, certains fruits, tels que les figues ou les dattes, certaines plantes industrielles, telles que le coton de Sicile ou le kermès du bas Languedoc, entrer dès le XII^e siècle pour une part notable dans la cargaison des vaisseaux italiens de la Méditerranée occidentale ou de l'Adriatique.

Le XII^e siècle est, au surplus, une période de grands défrichements. D'immenses espaces, aujourd'hui considérés comme des terres de choix, étaient au temps de la première croisade couverts de bois, de taillis, de ronces, dont les générations précédentes n'avaient pas essayé de triompher encore ou qui avaient reconquis les anciens champs durant les longues années de misère et d'insécurité que les populations rurales avaient connues depuis la chute de l'Empire romain. Le XII^e siècle est à peine entamé que déjà de toutes parts les défricheurs sont à l'œuvre arrachant arbres et broussailles et s'appliquant, au ^{p095} prix des plus rudes labeurs, à faire lever de riches moissons là où naguère régnaient la forêt et la lande. Sur la Loire,

³⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

comme sur la Meuse ou sur l'Elbe, dans les plaines normandes comme dans celles de Picardie ou du Roussillon, ils s'y emploient avec une extraordinaire énergie.

Une transformation radicale s'opère ainsi dans certaines contrées. La Picardie, par exemple, de pays forestier qu'elle était encore en majeure partie au début du XII^e siècle, devient pays de culture. On y procède en bloc à l'abatage de forêts de soixante ou soixante-dix hectares, sans même réfléchir aux conséquences désastreuses d'un déboisement si général et si brusque. Ailleurs, ce sont les terres marécageuses qu'on tente d'assécher et d'annexer au domaine agricole, par exemple en Flandre et en Poitou, où s'organisent de part et d'autre des compagnies pour la construction et l'entretien des digues, des canaux, des écluses ; ou bien sur la basse Elbe, tant en Holstein que dans le Hanovre septentrional, où l'arrivée de colonies entières de Flamands et de Hollandais a pour résultat de changer en plaine fertile une des régions les plus déshéritées du duché saxon.

Quelques ordres religieux, spécialement celui des Cisterciens, dont la règle comportait l'obligation du travail manuel, donnent l'exemple. Leurs moines s'établissent en pleine forêt ou en plein marais et se croient tenus de tirer leur subsistance d'un sol qu'ils ont eux-mêmes défriché et fertilisé. Mais comme ce labeur ingrat ne doit pas les distraire de leur recueillement et de leurs oraisons, ils associent à leur effort des « frères laïcs » ou « convers » — mi-laïcs, mi-moines, — qui, comme eux, font vœu de chasteté et d'obéissance, mais dont l'unique tâche est de défricher, labourer, ensemençer, de couper et rentrer les récoltes, de paître les troupeaux. Répartis par équipes entre les divers centres d'exploitation rurale (que les Cisterciens nomment « granges »), ces laïcs en robe de bure, dont toute la vie est sans répit tendue vers le travail, annexent chaque jour de nouvelles terres de culture aux domaines monastiques.

Les résultats sont si encourageants que les grands propriétaires laïcs s'empressent, pour la plupart, d'imiter cet exemple. En Flandre, en Bourgogne, en Hesse, en Brandebourg, en Carinthie, en Haute Italie, en Toscane, partout où il subsiste d'importantes réserves de terres incultes, ils tâchent d'attirer des défricheurs, dont le travail accroîtra leurs ressources en leur procurant des excédents de récoltes, maintenant aisées à vendre. p096

Car c'est là le grand fait nouveau : alors que le resserrement du commerce, né des difficultés du transit par terre et par mer, avait, aux siècles antérieurs, entraîné un resserrement de la production agricole jusqu'aux capacités d'absorption des consommateurs locaux, la reprise, au profit de l'Europe, du grand commerce international ouvre à l'agriculture de telles possibilités de vente que chacun ne songe plus qu'à la mise en valeur intensive de toutes les parcelles du sol cultivable.

Aussi l'outillage même et les procédés de culture — autant que les textes permettent de l'entrevoir — tendent-ils à s'améliorer. On commence, dans certaines régions, à assouplir le système de la jachère, tel du moins qu'il avait été pratiqué pendant les siècles de stagnation commerciale : au lieu de se résoudre à l'abandon de toute culture un an sur deux, ou au minimum un an sur trois, on recourt volontiers au fumage et au marnage, dont les baux du XIII^e siècle feront souvent une obligation stricte aux métayers et aux fermiers, et à une alternance des cultures plus favorable au rendement.

[*Table des matières*](#)

V. — L'affranchissement des populations rurales ³⁶.

Pareilles transformations ne pouvaient normalement s'opérer qu'au prix d'une transformation parallèle dans les conditions de vie des travailleurs ruraux. Tous, en effet, n'avaient pas la vocation des « frères lais » cisterciens, et l'appât du salut éternel n'eût point suffi à attirer en foule les cultivateurs dont on avait besoin pour engager la lutte contre les ronces ou les marais. Il fallut donc, autant que possible, intéresser les paysans par d'opportunes concessions au dur labeur auquel on les conviait. Sans doute les libertés qu'on leur octroya furent bien inférieures à celles dont furent gratifiées les riches cités commerçantes d'Italie ou de Flandre ; moins nombreux aussi en furent les bénéficiaires, parce que, disséminés et placés dans des situations très diverses, les travailleurs ruraux ne purent affirmer leur solidarité avec le même ensemble que les habitants des villes. Les progrès accomplis alors dans les campagnes marquèrent ^{p097} cependant une étape capitale dans l'histoire de l'affranchissement des classes ouvrières.

³⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Le type de contrat de travail le plus commun auquel les seigneurs aient eu recours au XII^e siècle pour augmenter l'étendue de leurs exploitations est ce qu'on appela le contrat d'« hôtise ». L'« hôte » est originairement le cultivateur étranger au domaine, auquel il est fait appel pour procéder aux défrichements. Les avantages qui lui sont consentis varient. Ils sont, comme il est naturel, plus ou moins grands selon que la main-d'œuvre est plus ou moins rare et la concurrence entre seigneurs plus ou moins forte. Mais, si diverses qu'en soient les modalités, les contrats d'hôtise présentent tous à peu près les mêmes traits généraux. Sans qu'on tienne compte de son origine, le nouvel arrivant non seulement échappe aux charges, souvent arbitraires, qui frappent les serfs et les non-libres ou demi-libres de toutes catégories, mais bénéficie d'un régime exceptionnellement doux de taxation. Remise lui est consentie de la « taille » ; le cens perçu est abaissé à l'extrême ; les corvées sont allégées, parfois supprimées ; les obligations militaires aussi, sauf le cas de péril extrême ; le tarif d'amendes est réduit. Il arrive même qu'on prévoie un régime judiciaire de faveur. En outre, l'hôte obtient le droit de disposer presque sans réserve du sol qu'il cultive.

L'attrait de contrats aussi libéraux était de nature à détacher de leurs terres les anciens exploitants. Pour parer à ce danger et retenir chez eux leurs tenanciers, les seigneurs doivent, même sur les domaines en plein rendement, entrer dans la voie des concessions. Après avoir gémi sur les malheurs des temps, sur l'indiscipline et le manque de respect croissants de leurs « hommes », après avoir essayé parfois de la manière forte pour mettre à la raison les paysans qui regimbent ou s'en vont, ils se rendent compte que le plus habile est encore de leur accorder sur place quelques-unes des libertés qu'ils iraient sans cela chercher ailleurs.

Aussi, parallèlement aux privilèges d'hôtise, et sous l'effet des chartes de franchises urbaines, dont la contagion s'étend aux campagnes, les chartes de franchises villageoises vont-elles se multipliant d'un bout à l'autre de l'Europe : en Italie, en Espagne, où la nécessité de repeupler les terres enlevées aux Maures incite les seigneurs à la générosité ; en France surtout où l'une des plus célèbres chartes de ce genre, celle que le roi Louis VI accorda au village de Lorris en Gâtinais, fut bientôt prise pour modèle dans des centaines d'autres agglomérations rurales. Ces ^{p098} chartes s'inspirent fortement des contrats d'hôtise : elles accordent, elles aussi, à tous les

d'hôte : elles accordent, elles aussi, à tous les cultivateurs, quels qu'ils soient, sans considération d'origine, des dispenses de taxes, de corvées, de charges militaires, des tarifs d'amendes réduits, un régime judiciaire d'exception ; enfin elles reconnaissent à chacun la libre disposition du fonds sur lequel il est établi.

Tant pis pour les seigneurs retardataires qui croient pouvoir barrer la route au progrès en se liguant, en s'assurant mutuellement contre l'évasion de leurs tenanciers, à tout le moins de leurs serfs, que l'ancien droit considère comme liés indissolublement au domaine sur lequel ils sont nés. Les serfs passent entre les mailles de leurs filets et se sauvent en masse vers les territoires où ils ont la certitude d'être traités en hommes libres. Le seul moyen efficace dont leurs maîtres disposent pour les détourner de la fuite consiste à devancer leur geste en les affranchissant et à les retenir par des privilèges sur la terre qu'ils connaissent, où ils ont peiné depuis tant de générations et à laquelle l'amour du sol natal les lie plus sûrement que tous les pactes conclus entre les seigneurs. Des villages entiers bénéficient de ces mesures de sage prévoyance ; et, là où il survit, le servage, né déjà de l'adoucissement progressif de l'esclavage antique, s'adoucit encore à tel point qu'on commence, dans bien des cas, à ne pouvoir le distinguer nettement de la pleine liberté.

Ainsi le XII^e siècle, qui semble d'abord un siècle essentiellement « féodal », apporte presque aussitôt au monde les signes annonciateurs d'une ruine prochaine de la féodalité. En rouvrant aux peuples d'Occident les chemins de l'Orient, la caste des seigneurs a travaillé inconsciemment contre elle-même. Mais elle a aussi jeté les bases de la prospérité future ; et c'est dans l'alliance de la noblesse féodale, qui représente la force militaire, et de l'aristocratie marchande, qui représente la force économique résident vers 1150 les chances d'avenir de l'Europe. ^{p099}

Bibliographie du CHAPITRE V.
La révolution économique en Europe au XII^e siècle.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Parmi les plus récents manuels généraux d'histoire économique, citons, pour cette période, H. Pirenne, *Le mouvement économique et social*, au t. VIII de la section *Histoire du moyen âge* de l'*Histoire générale* publ. par G. Glotz (Paris, 1933, in-8°), p. 1-189, auquel on peut joindre R. Kötzschke, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters* (Iéna, 1924, in-8°, du « Handbuch der Wirtschaftsgeschichte » publ. par G. Brodnitz), et J. Kuliseher, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, t. I (Munich et Berlin, 1928, in-8°, du « Handbuch der mittel-alterlichen und neueren Geschichte », publ. par G. von Below et F. Meinecke), pourvu de copieuses notes bibliographiques. Pour la France, voir en outre H. Sée, *Histoire économique de la France*, t. I (Paris, 1939, in-8°), avec des appendices bibliographiques précieux par R. Schnerb.

I. Les cités italiennes et la renaissance du grand commerce maritime.

OUVRAGES À CONSULTER. — À Schaubé, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge* (Munich et Berlin, 1906, in-8°, du « Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte », publ. par G. von Below et F. Meinecke), remarquable mise au point de plus de 800 pages, très denses, avec des bibliographies parfaitement à jour pour les publications antérieures à 1906. Il faut y joindre l'ouvrage classique de W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, trad. par Furcy Raynaud (Leipzig, 1885-1886, 2 vol. in-8°) ; sur les conditions juridiques du commerce, l'ouvrage encore utile de L. Goldschmidt, *Universalgeschichte der Handelsrechts*, t. I (Stuttgart, 1891, in-8°). Sur les rivalités maritimes des cités italiennes, quelques détails dans C. Manfroni, *Storia della marina italiana dalle invasioni barbariche al trattato di Ninfao* (Livourne, 1899, in-8°).

Sur le commerce de Gênes dans la Méditerranée orientale, utile mise au point de R. Lopez, *Storia delle colonie genovesi nel Mediterraneo* (Bologne, 1938, in-16) ; en outre, Ed. Heyck, *Genua und seine Marine im Zeitalter der Kreuzzüge. Beiträge zur Verfassungs- und zur Kriegsgeschichte* (Innsbruck, 1886, in-8°) ; bon résumé de l'histoire du commerce génois en Méditerranée au XII^e siècle dans G. Bratianu, *Recherches sur le commerce génois dans la mer Noire au XIII^e siècle* (Paris, 1929, in-8°) ; importantes recherches de E. Byrne, *Genoese shipping in the twelfth and thirteenth centuries* (Cambridge, 1930, in-8°, fasc. 1 des « Monographs of the Mediaeval Academy of America ») ; du même, les articles suivants : *Commercial contracts of the Genoese in the Syrian trade*, dans le *Quarterly Journal of economics*, t. XXXI

in the Syrian trade, dans le *Quarterly Journal of economics*, t. XXXI (1916-17), p. 128-170 ; *Easterners in Genoa*, dans le *Journal of the American oriental Society*, t. XXXVIII (1918), p. 176-187 ; *Genoese trade with Syria in the twelfth century*, dans l'*American historical review*, t. XXV (1919-20), p. 191-220 ; *The Genoese colonies in Syria*, dans *The crusades and other historical essays presented to Dana C. Munro* (New York, 1928, in-8°), p. 139-182. — Sur le commerce de Pise, quelques indications dans G. Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa* (Pise, 1902, in-8°) ; sur celui de Venise, H. Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, t. I (Gotha, 1905, in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert).

Sur le commerce de Montpellier, voir Louis J. Thomas, *Montpellier, ville marchande* (Montpellier, 1936, in-8°).

Sur le commerce d'Afrique, le livre essentiel reste L. de Mas-Latrie, *Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au moyen âge* (Paris, 1866, grand in-4°, et un supplément, 1872), précédé d'une ample introduction qui a été rééditée sous le titre : *Relations et commerce de l'Afrique septentrionale au Maghreb avec les nations chrétiennes* (Paris, 1886, in-8°). Il faut y ajouter A. Sayous, *Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e siècle* (Paris, 1929, in-8°) ; R. Lopez, *Studi sull'economia genovese nel medio evo* (Turin, 1936, in-8°, fasc. 8 des « Documenti e studi per la storia del commercio » publ. par F. Patetta et M. Chiaudano), p. 1-61 : *I Genovesi in Africa occidentale nel medio evo* ; sur la politique normande en Afrique, F. Chalandon, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile* (Paris, 1907, 2 vol. in-8°) ; E. Caspar, *Roger II und die Gründung der normannisch-sicilischen Monarchie* (Innsbruck, 1904, in-8°). — Pour les travaux de détail antérieurs à 1906, on se reportera, en outre, aux bibliographies très copieuses du manuel d'A. Schaube indiqué en tête de cette note.

II. La renaissance commerciale et industrielle dans l'Europe continentale.

OUVRAGES À CONSULTER. — A. Schaube, *Handelsgeschichle* (cité à la note précédente), où l'on trouvera, aux bibliographies, un riche répertoire de travaux de détail. Y joindre aujourd'hui les importants travaux de Mlle R. Doehaerd (notamment *Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et l'Outre-mont... aux XIII^e et XIV^e siècles*, Bruxelles, 1941, 3 vol. in-8°), résumés dans son petit livre, *L'expansion économique belge au moyen âge* (Bruxelles, 1946, in-16, de la collection « Notre passé »), dont l'intérêt dépasse largement le cadre de l'actuelle Belgique et qui est enrichi d'une excellente bibliographie.

III. Le renouveau de la vie urbaine et la révolution communale.

OUVRAGES À CONSULTER. — Avant tout, H. Pirenne. *Les villes du moyen âge. Essai d'histoire économique et sociale* (Bruxelles, 1927, in-12), d'abord paru en anglais, sous le titre : *Medieval cities. Their origins and the revival of trade* (Princeton, 1925, in-12), petit livre étonnamment suggestif, mais dont certaines idées appellent la discussion. Le texte en a été réimprimé au t. I (p. 303-431) du recueil des études de H. Pirenne sur *Les villes et les institutions urbaines* (Paris et Bruxelles, 1939, 2 vol. in-8°). Y joindre l'exposé de H. Pirenne dans le volume déjà cité (p. 81) de l'*Histoire générale* de G. Glotz, chap. II : *Les villes* (p. 40-54). Il y a encore profit à tirer de A. Giry et A. Réville, *Émancipation des villes, les communes, la bourgeoisie*, dans l'*Histoire générale* publ. par E. Lavissee et A. Rambaud, t. III (Paris, 1893, in-8°), p. 411-479. Sur le développement territorial des villes médiévales, excellente vue d'ensemble de F.-L. Ganshof, *Étude sur le développement des villes entre Loire et Rhin au moyen âge* (Paris et Bruxelles, 1943, grand in-8°), avec 38 plans historiques d'un très vif intérêt.

Sur les villes d'Italie, C. Hegel, *Geschichte der Städteverfassung von Italien seit der Zeit der römischen Herrschaft bis zum Ausgang des XII Jahrhunderts* (Leipzig, 1847, 2 vol. in-8°), très vieilli, mais encore utile ; L. von Heinemann, *Zur Entstehung der Stadtverfassung in Italien* (Leipzig, 1896, in-8°) ; Ernst Mayer, *Italienische Verfassungsgeschichte von der Gothenzeit bis zur Zunft Herrschaft* (Leipzig, 1909, 2 vol. in-8°), t. II, confus ; À Solmi, *Il comune nella storia del diritto* (Milan, 1922, in-8°, extr. de V « Enciclopedia giuridica italiana », t. III), claire mise au point ; L. Chiappelli, *La formazione storica del comune cittadino in Italia (territorio lombardo-tosco)*, dans l'*Archivio storico italiano*, ann. 1928, 1929, 1930, longue étude, qui manque de précision ; et, parmi les monographies, R. Davidsohn, *Geschichte von Florenz*, t. I (Berlin, 1896, in-8°), trad. italienne : *Storia di Firenze. Le origini* (Florence, 1907-1912, in-8°) ; R. Caggese, *Firenze dalla decadenza di Roma al risorgimento d'Italia*, t. I (Florence, 1912, in-12) ; G. Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa* (Pise, 1902, in-8°) ; A. Hessel, *Geschichte der Stadt Bologna von 1116 bis 1280* (Berlin, 1910, in-8°, vol. 76 des « Historische Studien » publ. par E. Ebering) ; G. Zanetti, *Il comune di Milano della genesi del consolato fino all' inizio del periodo podestarile*, dans l'*Archivio storico lombardo*, t. LX (1933), p. 74-133 et 290-337 ; t. LXI (1934), p. 122-168 ; L. Halphen, *Études sur l'administration de Rome au moyen âge, 751-1252* (Paris, 1907, in-8°, fasc. 166 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques »).

Sur les villes de France, A. Luchaire, *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs* (Paris, 1890, in-8° ; 2^e éd., avec introduction par L. Halphen, 1911) ; Ch. Petit-Dutaillis, *Les communes françaises. Caractères et évolution, des origines au XVIII^e s.* (Paris, 1947, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité ») ; P. Viollet, *Histoire des institutions politiques*

et administratives de la France, t. III (Paris, 1903, in-8°) ; pour la Flandre, H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (Bruxelles, 1900, in-8° ; 5^e éd., 1929) ; et, parmi les monographies, A. Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions jusqu'au XIV^e siècle* (Paris, 1877, in-8°, fasc. 31 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; du même, *Étude sur les origines de la commune de Saint-Quentin* (Paris, 1887, in-4°), formant l'introduction au t. I des *Archives anciennes de Saint-Quentin* ; J. Flammermont, *Histoire des institutions municipales de Senlis* (Paris, 1881, in-8°, fasc. 45 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences histor. et philolog. ») ; A. Lefranc, *Histoire de la ville de Noyon et de ses institutions jusqu'à la fin du XIII^e siècle* (Paris, 1887, in-8°, fasc. 75 de la même collection) ; L.-H. Labande, *Histoire de Beauvais et de ses institutions communales jusqu'au commencement du XV^e siècle* (Paris, 1892, in-8°) ; G. Bourgin, *La commune de Soissons et le groupe communal soissonnais* (Paris, 1908, in-8°, fasc. 167 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences histor. et philolog. ») ; G. Espinas, *La vie urbaine de Douai au moyen âge* (Paris, 1913, 4 vol. in-8°) ; P. Rolland, *Les origines de la commune de Tournai* (Bruxelles, 1931, in-8°) ; Elizabeth Chapin, *Les villes de foires de Champagne, des origines au début du XIV^e siècle* (Paris, 1937, in-8°, fasc. 268 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences histor. et philologiques ») ; G. Espinas, *Les origines du capitalisme*, t. III : *Deux fondations de villes... Saint-Omer, Lannoy du Nord* (Lille et Paris, 1946, in-8°).

Sur les villes d'Angleterre, dont l'évolution, pour cette période, peut être utilement comparée à celle des villes françaises, voir en dernier lieu Carl Stephenson, *Borough and town. A study of urban origins in England* (Cambridge, Mass., 1933, in-8°, fasc. 7 des « Monographs of the Mediaeval Academy of America »), et J. Tait, *The medieval English borough. Studies on its origins and constitutional history* (Manchester, 1936, m-8°, n° 245 des « Publications of the University of Manchester », où il constitue le fasc. 70 des « Historical series »), qui s'élève, sur nombre de points, contre les conclusions de C. Stephenson.

IV. La renaissance agricole et la révolution économique dans les campagnes.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les défrichements et la mise en valeur des terres, voir les manuels de Pirenne et de Kulischer (cités p. 81), qui donnent une bibliographie sommaire du sujet, et surtout *The Cambridge economic history*, publ. sous la direction de J. H. Clapham et E. Power, vol. I : *The agrarian life of the Middle ages* (Cambridge, 1941, in-8° ; 2^e éd., 1942), remarquables mises au point, avec des bibliographies très poussées ; H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (cité p. 91) ; K. Th. von Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, t. II (Leipzig, 1891, in-8°) ; K. Lamprecht, *Deutsche Geschichte*, t. III (Berlin, 1893, in-8° ; 3^e éd., 1906) ; R. Kötzschke, *Deutsche*

t. III (Berlin, 1893, in-8° ; 3^e éd., 1906) ; R. Kötzschke, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte bis zum 17 Jahrhundert* (Leipzig et Berlin, 1908, in-8°, 2^e fase. du t. II du « Grundriss der Geschichtswissenschaft » publ. par A. Meister), sommaire, mais accompagné de bibliographies ; J. W. Thompson, *Feudal Germany* (Chicago, 1928, in-8°), p. 545-579 : *Dutch and Flemish colonization in medieval Germany* ; — pour la France, citons d'importantes monographies : E. Clouzot, *Les marais de la Sèvre Niortaise et du Lay du X^e siècle à la fin du XVI^e* (Paris et Niort, 1904, in-8°) ; A. Demangeon, *La Picardie et les régions voisines : Artois, Cambrésis, Beauvaisis* (Paris, 1905, in-8°) ; R. Blanchard, *La Flandre. Étude géographique de la plaine flamande* (Lille, 1906, in-8°) ; J. Sion, *Les paysans de la Normandie orientale* (Paris, 1909, in-8°) ; Ch. Passerat, *Les plaines du Poitou* (Paris, 1910, in-8°) ; R. Musset, *Le Bas-Maine. Étude géographique* (Paris, 1917, in-8°). — Sur l'œuvre économique des Cisterciens, voir H. d'Arbois de Jubainville et L. Pigeotte, *État intérieur des abbayes cisterciennes et en particulier de Clairvaux aux XII^e et XIII^e siècles* (Paris, 1868, in-8°). — Sur les procédés de culture, L. Delisle, *Études sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge* (Paris, 1851, in-8°), reste encore une des rares études à consulter. Sur les conditions d'exploitation du sol, H. Sée, *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, cité p. 18, et les ouvrages de M. Bloch et Ch.-E. Perrin cités p. 17 et 18 ; H. Sée, *Histoire économique de la France*, t. I (cité p. 81), p. 5-20, avec d'excellentes bibliographies de R. Schnerb, p. 21-25. Commode petit résumé de G. Lizerand, *Le régime rural de l'ancienne France* (Paris, 1942, in-8°).

Les conclusions trop absolues auxquelles aboutissent les *Études sur l'état économique de la France pendant la première partie du moyen âge* de K. Lamprecht, d'abord parues en allemand en 1878, puis adaptées en français par A. Marignan (Paris, 1889, in-8°), ne peuvent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire. La même observation vaut pour le livre du même auteur, *Deutsche Wirtschaftsleben im Mittelalter* (Leipzig, 1885-1886, 4 vol. in-4°), qui concerne uniquement les pays de la Moselle.

V. L'affranchissement des populations rurales.

OUVRAGES À CONSULTER. — Pour la France, les volumes de H. Sée, cités p. 18 et 81 ; pour l'Allemagne, les volumes cités p. 94. — Sur la charte de Lorris, M. Prou, *Les coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles* (Paris, 1884, in-8°, extr. de la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, ann. 1884).

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre VI

*La révolution intellectuelle et artistique du XII^e siècle*³⁷.

Le bénéfice que l'Europe retira de ses victoires sur l'Islam ne fut pas seulement d'ordre matériel : elle leur dut, par surcroît, un immense et brusque élargissement de son horizon intellectuel. Tout un monde nouveau s'était, en l'espace de quelques années, ouvert aux Occidentaux : l'Espagne musulmane, la Sicile, l'Asie antérieure, les provinces de l'Afrique du Nord. Autant de pays où la science arabe avait poussé de solides racines et où, pour des Européens, le contact avec la pensée orientale avait chance d'être exceptionnellement fructueux. Il le fut, en effet, au point que, si l'on peut parler, à cette époque, de révolution économique, le mot de révolution n'est sans doute pas trop fort non plus pour caractériser le changement rapide qui s'opéra alors dans les esprits.

[*Table des matières*](#)

I. — La science arabe et sa pénétration dans l'Europe chrétienne³⁸.

La décadence des califats et la ruine politique n'avaient pas empêché les peuples musulmans d'atteindre, durant les X^e_{p100} et XI^e siècles, à un très haut degré de prospérité intellectuelle. Si exagérées que soient les affirmations des auteurs orientaux touchant l'importance des écoles et des bibliothèques en pays de langue arabe,

³⁷ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

³⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

il est certain que l'enseignement y avait pris presque partout un remarquable développement et que la science y était cultivée avec ardeur et succès. L'ère des simples traductions était close ; tout en continuant à adapter et commenter les œuvres de l'antiquité grecque, les savants de l'Islam s'en étaient suffisamment imprégnés pour pouvoir désormais voler de leurs propres ailes.

On hésite aujourd'hui à leur faire mérite de toutes les découvertes qu'on leur attribuait jadis et qui pourraient bien n'être, à y regarder de plus près, que la mise en valeur de vérités acquises avant eux ; mais on ne leur conteste guère une merveilleuse aptitude à clarifier les données de la science antique, à en démêler les conséquences, à en perfectionner les méthodes. Ils l'avaient prouvée aussi bien sur le terrain des sciences expérimentales, et principalement en médecine, où ils étaient vite passés maîtres, que sur le terrain des sciences exactes, où ils avaient fort utilement complété les travaux des algébristes et des arithméticiens de la Grèce et de l'Inde. Ils l'avaient prouvée mieux encore en astronomie, où leurs observations, leurs calculs et leurs mesures marquaient un progrès très net, et en trigonométrie, ^{p101} où ils avaient poussé plus loin que leurs devanciers grâce à remploi systématique des sinus et des tangentes, dont les Anciens semblent avoir méconnu l'intérêt. N'auraient-ils même fait preuve d'aucune originalité en ces matières, qu'il resterait à leur actif d'avoir ranimé le goût de la recherche scientifique, d'avoir compris que sans elle l'esprit humain était condamné à tourner à vide et que la science devait être replacée au Centre même de la pensée philosophique.

Car, en fidèles disciples d'Aristote, dont ils avaient lu et commenté les œuvres avec passion, les penseurs de l'Islam ne concevaient la philosophie que comme l'aboutissement et le couronnement de la science. Leur ambition suprême était de construire eux aussi, à l'exemple du philosophe de Stagire, de vastes encyclopédies où, de l'étude rationnelle des faits, l'esprit s'élèverait par étapes successives jusqu'à l'intelligence des vérités éternelles. Tel était déjà le programme d'al-Kindî à la fin du IX^e siècle, d'al-Fârâbî cinquante ans plus tard ; telle était la pensée dont procédait peut-être encore, dans la première moitié du XI^e siècle, le célèbre Ibn Sinâ, plus connu sous le nom déformé d'Avicenne que lui donnèrent les Occidentaux. Son œuvre capitale, le *Livre de la guérison*, est directement inspirée de l'encyclopédie aristotélicienne et n'aboutit à la métaphysique que comme conclusion à un exposé savamment gradué de la logique, de la

exposé savamment gradué de la logique, de la physique et des mathématiques.

Qu'au surplus, un pareil procédé pût n'être pas sans danger pour la foi, c'est l'évidence même ; et l'on ne s'étonnera pas que, dès la fin du XI^e siècle, les orthodoxes rigides, encore nombreux en Orient comme en Espagne, eussent commencé à réagir. Les deux ouvrages que le grand théologien de Bagdad, al-Ghazâlî, publia alors sous les titres significatifs : *La destruction des philosophes* et *La rénovation des connaissances religieuses* venaient de donner le signal de la lutte contre le rationalisme scientifique à l'époque où les Occidentaux s'établirent en Syrie ; mais la science résistait partout victorieusement, et la force logique des œuvres où elle était condensée allait exercer un irrésistible attrait sur l'esprit de ces Européens auxquels elle se trouva subitement révélée.

Pour eux, tout y était nouveau : car, sur le terrain scientifique, ils en étaient généralement restés aux résultats arriérés et incohérents que les encyclopédistes latins, plus portés vers les études littéraires, avaient consignés dans leurs ouvrages. Et voici que, le vent ayant tourné, leur arrivaient des pays du ^{p102} Levant, avec un corps de doctrines, une foule de notions insoupçonnées. De Syrie, d'Égypte, de Sicile et surtout d'Espagne, où le contact s'était établi intime entre chrétiens et musulmans, où même une sorte d'académie de traducteurs fut fondée vers 1130 à Tolède, les clercs de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne revenaient les mains pleines de merveilleux traités, qu'ils avaient traduits ou fait traduire de l'arabe en latin et qui bouleversaient les vieux enseignements en matière d'astronomie, de géométrie, d'arithmétique, d'algèbre, de médecine. L'un divulguait, à son retour, les tables astronomiques d'al-Khwârizmî ; un autre, en 1126, celles de Maslama, de Cordoue ; un troisième, l'œuvre de Ptolémée d'Alexandrie, dont le *Planisphère*, traduit de l'arabe, va se répandre en 1143, l'*Optique* peu après, le « Grand traité » ou *Almagest* en 1175. Tout un Euclide inédit était lancé dans la circulation. En 1145, un clerc anglais, Robert de Chester, adaptait en latin l'algèbre d'al-Khwârizmî ; et, en moins d'un demi-siècle, la plupart des manuels de trigonométrie arabes étaient, sous cette forme, mis à la portée des Occidentaux.

Les noms des traducteurs ne nous ont pas tous été conservés et, de ceux-là même qu'on a pu identifier, la carrière est mal connue ; mais ce que nous en savons ne laisse pas d'être instructif. L'un des plus diligents, l'Anglais Adélard de Bath, ancien élève des écoles de Tours et de Laon, parcourut la Sicile, la Cilicie, la Syrie, la Palestine et probablement aussi l'Espagne, dans le premier quart du XII^e siècle. On lui doit un nombre fort élevé de traductions, soit d'ouvrages scientifiques arabes, soit d'ouvrages grecs d'après la version arabe, et il a personnellement subi à un tel point la séduction de ses modèles qu'il n'hésite pas à faire dans un de ses livres une étonnante profession de foi : rejetant comme indigne d'un savant le principe d'autorité, il se réclame uniquement de l'observation et de la raison, et invite le lecteur à se méfier des conclusions toutes faites, pour ne croire qu'au témoignage de l'expérience.

Ce qui prouve que la science des Arabes, dont il est si fier de se proclamer le disciple, ou plutôt la science grecque, dont les Arabes n'étaient eux-mêmes que les adaptateurs ou les continuateurs, avait déjà fortement agi sur certains esprits, y insinuant le doute, les amenant à reprendre l'étude des questions auxquelles les livres apportés d'Espagne ou d'Orient donnaient d'autres réponses que les livres latins, et les entraînant à une révision parallèle des doctrines philosophiques les mieux accréditées. ^{p103}

[*Table des matières*](#)

II. — Les nouveaux courants d'idées dans l'Europe chrétienne ³⁹.

Jusqu'alors, sauf quelques rares échappées de philosophie aristotélicienne, on n'avait guère vécu dans l'Europe occidentale que sur le vieux fonds d'idées héritées soit directement de saint Augustin, soit indirectement de Platon et des néoplatoniciens. Le penseur le plus caractéristique peut-être de la période qui venait de s'achever avait été saint Anselme, originaire d'Aoste, prieur, puis abbé du Bec en Normandie, et finalement archevêque de Canterbury en 1093. Or, pour lui, philosophie et religion, foi et raison étaient des notions complémentaires ; et c'est pourquoi il avait eu le ferme propos de

³⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

fonder toute sa philosophie sur les seules données de la révélation divine. Comme il l'avait écrit lui-même avec une parfaite netteté, il s'était fixé pour but, non point de « comprendre pour croire, mais de croire ^{p104} pour comprendre », la foi étant seule capable, selon lui, de nous mener à l'intelligence du réel et de fournir à notre esprit la raison profonde des choses. Une pareille attitude, dans la mesure où l'on s'y tenait jusqu'au bout, excluait, cela va de soi, toute pensée de recherche positive, pour enfermer le philosophe dans une méditation constante des enseignements de l'Écriture.

Il est remarquable que, sans adopter toujours une position aussi radicale, la plupart des penseurs aient cru devoir, au XI^e siècle, se cantonner strictement, comme saint Anselme, dans les limites du domaine occupé par la foi. Si révolutionnaires qu'ils fussent, un Bérenger de Tours ou un Roscelin de Compiègne, l'inventeur du « nominalisme », n'avaient guère échappé à la règle. Leur dialectique, déjà aristotélicienne de forme, était demeurée philosophiquement assez stérile et n'avait paru révolutionnaire que parce que, avec une dangereuse intempérance, ils essayaient précisément de l'appliquer aux problèmes de la théologie. Il faut ajouter qu'entre les vues des philosophes et les théories scientifiques d'allure néoplatonicienne que les maîtres d'alors puisaient sans contrôle dans les ouvrages antérieurs, en les amalgamant tant bien que mal, il n'y avait, à regarder le fond des choses, aucun lien ou presque aucun.

Au XII^e siècle, le spectacle change et les yeux se dessillent. Sans connaître encore les parties vraiment caractéristiques de l'encyclopédie d'Aristote, qui ne se répandront peu à peu en Occident qu'à l'approche de l'an 1200, sous la forme de traductions latines des versions arabes, les chrétiens de France et des pays voisins subissent indirectement la contagion des idées aristotéliciennes, dont les traités scientifiques rapportés de l'Espagne musulmane, d'Afrique, de Sicile ou de Syrie sont presque tous imprégnés. C'est comme une première vague d'aristotélisme latent qui déferle sur eux, désagrège leur idéalisme mystique, y insinue la froide logique de l'expérience.

Dès les environs de 1140, on constate que, dans les milieux les plus respectueux de la tradition, on a rompu délibérément avec l'attitude recommandée par saint Anselme. La vérité révélée a cessé d'être prise comme point de départ, et l'on ne s'en préoccupe plus que

pour éviter de la contredire. En revanche, on ose s'appuyer désormais sur les assertions des savants ou des philosophes profanes et s'inspirer de leurs théories pour tenter de construire de nouveaux systèmes philosophiques. D'un des maîtres alors en renom, l'écolâtre de Chartres Thierry, qui s'employa dans la première moitié du XII^e siècle à vulgariser ^{p105} les notions scientifiques nouvellement acquises, P. Duhem a pu dire qu'il n'admet la création que « parce qu'il est chrétien », mais « qu'il explique le monde sans elle ». Et c'est un des contemporains de Thierry, Guillaume de Conches, dont la foi ne saurait être suspectée, qui a écrit ces phrases lourdes de conséquences : « Les forces de la nature doivent être analysées et expliquées en elles-mêmes » ; il faut s'efforcer d'en comprendre l'action, au lieu de « croire à la manière des paysans et sans chercher de raisons ».

Impossible de mieux affirmer le droit pour un chrétien sincère de reprendre en toute indépendance, quand la foi n'est pas en jeu, l'examen des problèmes généraux que l'univers pose à l'esprit humain. Aussi assiste-t-on à un brusque envol de la pensée philosophique. Les systèmes s'opposent et s'entrechoquent avec une vigueur jusqu'alors inconnue ; et, dans la grande lutte entre « réalistes » et « nominalistes » qui, durant la première moitié du XII^e siècle, met aux prises les dialecticiens les plus subtils, un Roscelin, un Guillaume de Champeaux, un Abélard, il faut reconnaître tout autre chose qu'une discussion académique. Quand bien même la pensée d'Abélard aurait été travestie, quand bien même le terrible auteur du *Oui et non* (*Sic et non*) n'aurait voulu être, comme il le certifiait, qu'un très fidèle et respectueux serviteur de la doctrine de l'Église, quand bien même enfin on pourrait sans peine relever dans ses œuvres maint passage attestant sa soumission au principe d'autorité, il n'en resterait pas moins que son recours incessant au témoignage des philosophes païens, en même temps que sa méthode d'exégèse raisonnée et sa théorie de la connaissance, déjà toute aristotélicienne de fond et de forme, devaient avoir pour résultat d'inquiéter les âmes pieuses, qui protestèrent en effet par la bouche de saint Bernard, de miner les vieilles méthodes d'enseignement livresque où l'on se complaisait encore et d'attirer autour du maître une jeunesse frémissante, altérée d'idées nouvelles, d'avance gagnée, consciemment ou non, à la cause de la libre recherche scientifique.

Les intelligences échappent désormais à l'atmosphère confinée dans laquelle elles avaient vécu si longtemps ; les disputes d'écoles elles-mêmes perdent de leur caractère un peu étriqué ; et l'immense retentissement des poursuites intentées en 1140 par l'Église contre Abélard, dont les hardiesses ont fini par l'effrayer, prouvent assez combien s'est élargi en moins de cinquante ans le cercle de ceux qui s'intéressent aux choses de l'esprit. ^{p106}

[*Table des matières*](#)

III. — L'éclosion des littératures nationales ⁴⁰.

Un autre indice plus frappant est la brusque éclosion en France, puis dans le reste de l'Europe occidentale, des littératures ^{p107} en langue vulgaire. Il n'y a évidemment aucun lien direct entre cette soudaine montée de sève littéraire et le mouvement scientifique et philosophique que nous venons d'esquisser. Les domaines sont distincts ; l'inspiration est autre ; mais chez les lettrés comme chez les hommes d'études perce le même désir de sortir enfin de l'ornière et de créer du vivant.

Jusqu'alors, la seule littérature qui existât était une littérature en langue latine, imitée des Anciens, même pour le détail de la forme. Dans les écoles qui, depuis la fin du X^e siècle, s'étaient ranimées un peu partout, on avait appris à tourner de jolis vers latins, à démarquer Virgile, Horace, Ovide, Lucain, à composer de belles épîtres à la manière de Pline ou de Cicéron. Comme au temps de la renaissance carolingienne, on avait abusé du « classique » au point d'en encombrer les écrits les moins profanes. Suger, le pieux Suger, écrit, au début du XII^e siècle, une langue prétentieuse où les réminiscences de poètes classiques alternent d'étrange façon avec les réminiscences bibliques, et l'on verra encore bien des années plus tard un grave prédicateur poitevin, Raoul Ardent, recourir à Horace et Juvénal pour expliquer les mystères sacrés ou même renvoyer ses pieux auditeurs aux *Amours* d'Ovide. ^{p108}

Cette littérature d'école n'est nullement méprisable. Certains humanistes comme Baudri, abbé de Bourgueil, puis archevêque de

⁴⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Dol, ou comme ses contemporains, l'archevêque de Tours Hildebert de Lavardin et l'évêque d'Angers Marbode, nous charment encore par la délicatesse de leur sentiment littéraire et la grâce de leur tour poétique ; mais ce ne sont que des humanistes de cénacle, maniant une langue d'emprunt. Or voilà qu'à l'instant où ils s'attardent encore à ces plaisirs d'un autre âge, retentissent en France les premiers accents des chansons de geste. Elles ne jaillissent pas, comme on se le figurait autrefois naïvement, du fond de l'âme populaire : elles sont, elles aussi, des œuvres de lettrés ; mais elles sont écrites en langue française, elles parlent de choses du pays, elles évoquent le spectacle des grandes luttes féodales, des exploits de nos guerriers aux prises avec l'Infidèle, des chasses splendides où ils donnent la mesure de leur adresse, de leur vie rude, où le sourire de la femme aimée vient mettre de temps à autre une note de tendresse ; elles parlent de la « douce France », de son beau sol, de son glorieux passé, de ses héros ; elles parlent de Charlemagne et des rois de sa race, de Roland le preux et d'Olivier le sage ; et du brave Geoffroi d'Anjou et de Richard, le duc normand, et de tant d'autres personnages historiques ou légendaires, dont les noms sonnent français à des oreilles françaises.

Elles témoignent déjà d'un art consommé, quoiqu'elles viennent à peine de naître, parce qu'elles sont l'aboutissement de tout un long et sourd travail de lettrés habitués à la composition et qui, en maniant le vers latin, ont appris à camper leurs personnages, à varier et graduer leurs effets, à dénouer par degrés les fils d'une intrigue. Aussi est-ce par un chef-d'œuvre que s'ouvre, vers 1100, la série magnifique des grandes épopées médiévales. Si défigurée qu'elle soit dans les copies qui nous en restent, la *Chanson de Roland* atteint d'emblée à une telle noblesse, une telle pureté de lignes, qu'on ne peut croire d'abord qu'elle marque le début d'un genre nouveau. Et pourtant quelle jeunesse d'allure ! quelle richesse de sève ! La chanson de gestes, qui plus tard sombrera dans le convenu et l'artificiel, est pendant une quarantaine d'années variée à l'infini. Tour à tour puissante et tragique, comme dans le *Roland* ou la *Chanson de Guillaume d'Orange*, âpre et sauvage comme dans *Gormont et Isembart*, dans le *Charroi de Nîmes* ou dans *Raoul de Cambrai*, réaliste jusqu'à la trivialité, comme dans le *Couronnement de Louis* ou le *Pèlerinage de Charlemagne*, elle semble en perpétuel ^{p109} renouvellement, ainsi qu'il sied dès qu'on s'adresse non plus à un cercle restreint de connaisseurs,

s'adresse non plus à un cercle restreint de connaisseurs, mais à un large auditoire, dont on veut flatter les goûts et rallier les suffrages : seigneurs, devant qui, de châteaux en châteaux, les jongleurs vont chantant « la geste » d'un héros fameux ; pèlerins, venus de tous les points de l'horizon prier sur les reliques d'un saint, auquel l'habile poète a rarement omis de rattacher certains des épisodes de son œuvre ; marchands, qu'une foire a réunis et qui, leur besogne achevée, aiment entendre le récit merveilleux de quelques beaux faits d'armes, des scènes dramatiques ou, pour se mettre en bonne humeur, de plaisantes fantaisies.

Mais la note épique ne suffit pas longtemps. Trop de lettrés avaient pratiqué Ovide et cherché à rivaliser avec lui dans sa propre langue, pour ne pas être tentés de transposer en français sa manière ; et d'avance un public leur était acquis : car, dans le midi de la France, où plus qu'ailleurs les mœurs s'étaient affinées, où une vie plus facile s'alliait à des goûts plus délicats, à une sensibilité plus nuancée, la chanson d'amour naissait spontanément sur les lèvres des seigneurs eux-mêmes. Sont-elles bien de lui ou bien ont-elles été fabriquées pour lui par quelque poète à gages, les onze petites chansons en dialecte « provençal » qui portent le nom de Guillaume IX d'Aquitaine ? Toujours est-il que, composées avant 1127, elles sont éblouissantes de verve, de fantaisie, de tendresse galante, à peine déparées de-ci de-là par une gauloiserie un peu forte. Et quelle finesse aussi déjà, quel charme délicieux, quelle souplesse d'allure dans les jolis vers où, peu après, un petit seigneur de la région bordelaise, Jaufré Rudel, exhale ses amours incomprises ! Quelle mélancolie enveloppante et suave chez Bernard de Ventadour !

Les « trouveurs » de chansons, comme on se prit alors à les appeler (« trouvères » dans le nord, « troubadours » dans le sud de la France), n'ont pas tous, il est vrai, au même degré l'art des demi-teintes. Chez les plus anciens d'entre eux — chez Cercamon, par exemple, qui écrivait entre 1130 et 1155 environ — le désir s'exprime parfois avec un réalisme naïf, où se traduit l'inexpérience d'une poésie qui se cherche. Chez certains, on sombre vite dans l'afféterie et dans l'obscurité. D'autres, pour se singulariser, adoptent un ton âpre, sarcastique, s'en prennent à tout et à tous, sans en excepter ni l'amour ni la femme. Telle est l'attitude du rude Marcabru, le paysan du Danube fait poète ; ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de rendre indirectement hommage à l'amour sincère et pur, p110 quand il affirme

l'amour sincère et pur, p₁₁₀ quand il affirme que le libertinage et l'adultère l'ont détrôné.

Disait-il vrai ? peut-être ; mais il est certain que, vers le milieu du XII^e siècle, le sentimentalisme raffiné, qui faisait communément le fond des chansons dont Marcabru affectait de dédaigner l'inspiration première, plaisait au public des cours seigneuriales de France, au nord comme au midi. La chanson de geste elle-même commençait à en être envahie, et des genres nouveaux apparaissaient, qui réservaient à l'intrigue amoureuse une place de jour en jour croissante : « romans antiques », où les légendes de l'antiquité classique — l'histoire d'Étéocle et Polynice, la guerre de Troie, les aventures d'Énée, — servaient de thèmes à des récits merveilleux, coupés de galants épisodes ; « romans bretons », où, dans le lointain indécis et brumeux des îles de Grande-Bretagne, les poètes aimaient à transporter l'imagination de leurs auditeurs au temps du fabuleux Arthur et des loyaux chevaliers de la Table Ronde. Avec Chrétien de Troyes, cette « matière de Bretagne » n'est plus qu'un prétexte à subtiles analyses psychologiques : dans une langue fluide, le grand poète champenois, qui écrivait aux alentours des années 1160-1180, cherche surtout à traduire les hésitations du cœur, le trouble qu'y exerce l'amour naissant, l'éclat de la passion qui se déclare, le tourment des amoureux séparés. Et faut-il rappeler que presque au même moment, alors que Marie de France dédie au roi angevin Henri d'Angleterre son charmant recueil de « lays » bretons, est contée pour la première fois l'histoire, immortelle dans sa simplicité douloureuse, des deux amants, Tristan et Iseult, que la puissance d'un philtre a pour toujours liés l'un à l'autre et dont rien, sauf la mort, n'arrivera à dissocier les cœurs ?

Qu'on mesure le chemin parcouru depuis la fin du XI^e siècle. Au lieu d'une littérature de clercs, s'adressant à des clercs, la France est désormais en possession d'une littérature vraiment nationale, répondant aux goûts d'un public qu'elle a, par degrés, élevé jusqu'à elle et qui, par elle, se laisse pénétrer d'idéal. Le joli mot de « courtoisie » apparaît, avec tout ce qu'il comporte de grâce mesurée et de charme souriant : c'est la qualité sans laquelle en France, au milieu du XII^e siècle, et dans le langage allégorique du temps, « Prouesse » et « Valeur » commencent à être tenues pour peu de chose.

La France n'est pas seule à en ressentir les effets. Dans toute l'Europe occidentale s'exerce l'heureuse contagion de l'exemple. En Angleterre, alors aux mains d'une dynastie française et ^{p111} peuplée de seigneurs français, c'est notre littérature qui, dans notre langue même, s'enrichit d'œuvres nouvelles. L'Italie aussi se met à calquer, dans leur dialecte original, les chansons d'amour des troubadours de France, tandis que l'Allemagne, avec des succès inégaux, s'essaie à traduire, puis imite dans sa langue les plus belles œuvres de notre jeune littérature : le *Roland*, nos romanciers, nos poètes lyriques, dont quelques-uns de ses *Minnesinger* parviendront bientôt à égaler la touche délicate ; tandis surtout qu'au sud des Pyrénées, au mâle accent du poème du *Cid*, s'épanouissent les premières œuvres de la littérature castillane.

[Table des matières](#)

IV. — La révolution artistique ⁴¹.

Littérature et art sont, en fait, choses inséparables, et l'on ne saurait concevoir une révolution dans le goût littéraire sans une révolution parallèle dans le goût artistique. Le XII^e siècle n'échappe pas à la règle. ^{p112}

Le siècle précédent avait été une période de tâtonnements et d'expériences. En même temps que l'on se remettait, dans le monde des lettres, à l'école des classiques latins, on avait renoué avec la tradition artistique de l'antiquité. On avait ainsi rapppris les principes de la technique architecturale, depuis les plus humbles, ceux que le maçon a métier d'appliquer, comme l'art de bien tailler et d'appareiller exactement les pierres, de les disposer par assises solides, de donner aux murs une épaisseur suffisante pour garantir la stabilité de l'édifice et de les renforcer de place en place par des contreforts capables, sans saillie excessive, d'accroître la cohésion de l'ensemble. On avait aussi rapppris à user systématiquement de la voûte, au lieu de jeter simplement d'un mur à l'autre une de ces charpentes que le moindre incendie abat en faisant éclater les colonnes qui la portent : à calculer la force et la forme des supports en fonction des retombées des arcs ou des voûtes qu'ils ont à recevoir ; à rétablir

⁴¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

enfin la liaison nécessaire entre la décoration et la construction, au lieu d'user des motifs ornementaux comme d'un simple vêtement destiné tout au plus à masquer les défauts d'exécution. On s'était, en un mot, — à la suite des Romains, dont on avait encore tant de monuments sous les yeux, — initié de nouveau au métier de bâtisseur, que les siècles précédents avaient laissé périliter.

Mais ce n'est que vers l'an 1100 qu'une esthétique originale commence à se dégager, vers l'heure même où, sortant de l'ornière des plagiats et des imitations serviles, la poésie s'enhardit à parler au peuple sa langue. Comme par enchantement, les façades des églises s'animent tout à coup de sculptures grandioses. C'est le Christ, dressant, splendide et majestueux, sa taille surhumaine parmi les vieillards et les quatre animaux de l'Apocalypse, dont les regards se tournent vers lui, comme éblouis par cette vision de grandeur et de force. Ou bien c'est la résurrection et l'ascension du Fils de Dieu qui, dans une auréole de gloire et encadré par les anges, s'élève lentement sous les yeux de ses disciples émerveillés. Ou bien c'est la menaçante parabole du mauvais riche, l'imposant défilé des rois mages qui viennent adorer l'Enfant Jésus, la fuite en Égypte, la vision d'angoisse du Jugement dernier... Le ciseau du sculpteur transporte ainsi le fidèle, avant qu'il ait franchi le seuil, dans un autre monde et lui ouvre les portes du Ciel.

Car cet art, d'une facture encore maladroite, et dont l'inexpérience se traduit par d'inimaginables fautes de perspective et de proportions, est nourri d'idéal. Les scènes, même les plus gauchement traitées, procèdent presque toujours d'une inspiration large et hardie. Malgré la pauvreté des moyens et une esthétique encore naïvement conventionnelle dans le détail des figures, des costumes, des attitudes, elles ont un pouvoir d'évocation étonnant. Peut-être, en leur simplicité un peu rude, frappent-elles l'imagination plus qu'elles n'incitent au recueillement ; mais l'art dont elles procèdent se tempère bientôt ; il s'assouplit, se nuance de teintes plus délicates et plus subtiles, en même temps que la technique devient plus sûre. Dans le premier tiers du XII^e siècle, par exemple à Moissac ou à Saint-Sernin de Toulouse, ou bien à Saint-Lazare d'Autun, on en est encore à la période héroïque : les sculpteurs demandent à l'imagerie traditionnelle des miniaturistes, aux statues et aux sarcophages antiques, aux bibelots et aux tissus d'Orient, aux timides essais des décorateurs de l'âge précédent, les éléments de leurs œuvres. Mais peu à peu ils se

éléments de leurs œuvres. Mais peu à peu ils se libèrent ; ils s'enhardissent à tailler dans la pierre des œuvres personnelles, longuement mûries, et dont l'inspiration trahit une pensée ordonnée et sûre d'elle-même.

On attribue volontiers aujourd'hui à Suger une part importante dans l'élaboration de cette pensée ; et il est de fait que la nouvelle église dont il dota vers 1140 son monastère de Saint-Denis, contribua puissamment à répandre au dehors diverses nouveautés décisives. Mais il est évident que les progrès accomplis furent avant tout le fruit d'une maturité plus grande et d'une meilleure connaissance du métier. C'est ainsi que les architectes tirèrent soudain un étonnant parti de la croisée d'ogive, qui, formant comme l'ossature de l'édifice, portant la voûte, renvoyant toute la poussée sur les piles, les contreforts et les arcs-boutants, livre les parois à la fantaisie des décorateurs, maîtres de les travailler et de les ajourer à leur guise.

Dans les profonds ébrasements des portes et sur leurs tympan largement épanouis, le sculpteur est à l'aise désormais pour fouiller la pierre. La maçonnerie a cessé de l'écraser : il peut donner de l'air à ses compositions. Il a, d'autre part, retrouvé le secret de la sobriété, du juste équilibre des personnages, de l'harmonie des lignes ; et s'il reste encore un peu trop l'esclave de la tradition figée des siècles antérieurs, s'il commence à peine à savoir interroger la nature, il a maintenant appris à donner aux êtres qu'il sculpte des formes et des proportions moins éloignées du réel. En un passage d'un des beaux livres qu'il a consacrés à l'iconographie du moyen âge, M. Mâle, ^{p114} opposant au tympan de Moissac celui qu'à la cathédrale de Chartres sculptait, au milieu du XII^e siècle, un artiste anonyme, écrit justement que, s'il « n'a plus la grandeur formidable de celui de Moissac », l'art de Chartres est plus prenant ; le « Christ y est moins dominateur ; il est plus près de nous par sa beauté, par sa douce gravité ; il n'épouvante plus, il attire ». Les vieillards de l'Apocalypse qui lui font cortège « sont plus calmes » de lignes, « leur adoration plus recueillie : l'effrayante vision s'est humanisée ».

On en pourrait dire autant de l'art tout entier, et notamment de la peinture murale, qui prend alors un large développement : il s'est adapté au besoin de mesure et d'harmonie qui, aux pires époques de décadence, sommeille au fond de l'âme humaine. Il s'est éloigné définitivement de l'incohérence et de la barbarie, pour se rapprocher

nitivement de l'incohérence et de la barbarie, pour se rapprocher par degrés de la nature et de la vérité. Ainsi l'art de la fin du XII^e siècle et de la première moitié du XIII^e se trouve préparé, et déjà s'élaborent les principes dont s'inspireront les ouvriers des grandes cathédrales de Paris, d'Amiens, de Soissons ou de Reims. p115

[Table des matières](#)

Bibliographie du CHAPITRE VI.

La révolution intellectuelle et artistique du XII^e siècle

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Ch. H. Haskins, *The renaissance of the twelfth century* (Cambridge, Mass., 1927, in-8°), d'où la renaissance artistique est exclue ; J. Nordstrom, *Moyen âge et Renaissance, essai historique*, trad. du suédois (Paris, 1933, in-8°), vivement discuté par I. Siciliano, *Media evo e Rinascimento* (Milan, 1936, in-8°, fasc. 19 de la « Biblioteca della Rassegna »).

I. La science arabe et sa pénétration dans l'Europe chrétienne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Ch. H. Haskins, *Studies in the history of mediaeval Science* (Cambridge, Mass., 1924, in-8°, vol. 27 des « Harvard historical studies » ; 2^e éd. avec additions, 1927), fondamental : consacré surtout aux traducteurs des œuvres arabes et grecques, le livre de Haskins sera complété avec F. Bliemetzrieder, *Adelhard von Bath* (Munich, 1935, in-8°) ; en outre P. Duhem, *Le système du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic* (Paris, 1913-1917, 5 vol. in-8°, inachevé), t. III à V ; Lynn Thorndike, *History of magic and experimental science during the first thirteen centuries of our era* (Londres et New York, 1923, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1930) ; G. Sarton, *Introduction to the history of science*, t. I et II (Washington, 1927-1931, 2 vol. in-8°), répertoire considérable des œuvres scientifiques du moyen âge antérieures au milieu du XIII^e siècle ; — en outre, H. Suter, *Die Araber als Vermittler der Wissenschaften in deren Uebergang vom Orient in der Occident* (Aarau, [1895], 31 p. in-8°), vue d'ensemble encore utile ; du même, *Die Mathematiker und Astronomen der Araber und ihre Werke* (Leipzig, 1900, in-8°) ; A. Mieli, *La science arabe et son rôle dans l'évolution scientifique mondiale* (Leyde, 1939, in-8°) ; De Lacy O'Leary, *Arabic thought and its place in history* (Londres, 1922, in-8°) ; *Grundriss der Geschichte der Philosophie* fondée par Ueberweg, t. II : *Die patristische und scholastische Philosophie*, 11^e éd., refondue par B. Geyer (Berlin, 1928, in-8°), avec de copieuses bibliographies philosophie musulmane : M. Cantor, *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik*, t. I et II (Leipzig, 1880-1892, 2 vol. in-8° ; 3^e éd., 1907).

L'étude de la traduction des œuvres d'Aristote de l'arabe en latin a été amorcée il y a plus d'un siècle par Amable Jourdain, dans un livre qui n'a pas encore été remplacé : *Recherches critiques sur l'âge et l'origine des traductions latines d'Aristote et sur les commentaires grecs ou arabes employés par les docteurs scolastiques* (Paris, 1819, in-8° ; 2^e éd., 1843). Cette étude a été reprise depuis lors par des érudits comme M. Steinschneider, *Die europäischen Uebersetzungen aus dem arabischen bis Mitte des 17*

chen Uebersetzungen aus dem arabischen bis Mitte des 17. Jahrhunderts, dans les *Sitzungsberichte der K. Akademie der Wissenschaften (zu Wien), Philos.-histor. Klasse*, t. CXLIX (1905), n° 4, et t. CLI (1906), n° 1, ou comme Ch.-H. Haskins lui-même, dans l'ouvrage indiqué en tête de cette note et où l'on trouvera les références aux travaux de détail. D'importantes recherches sont encore actuellement en cours. Voir, en dernier lieu, la claire mise au point de l'abbé F. Van Steenberghen, *Aristote en Occident. Les origines de l'aristotélisme parisien* (Louvain, 1946, in-16).

II. Les nouveaux courants d'idées dans l'Europe chrétienne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Avant tout, le *Grundriss der Geschichte der Philosophie* d'Ueberweg indiqué à la note précédente, le meilleur répertoire de faits et de doctrines, avec de précieuses bibliographies. *L'Histoire de la philosophie scolastique* de B. Hauréau (Paris, 1872-1880, 3 vol. in-8°) a vieilli, est souvent très discutable, mais reste encore utile ; de même, K. Prantl, *Geschichte der Logik im Abendlande*, t. II (Leipzig, 1861, in-8° ; 2^e éd., 1885). Parmi les histoires récentes de la philosophie médiévale, citons M. De Wulf, *Histoire de la philosophie médiévale* (Louvain et Paris, 1900, in-8° ; 6^e éd., 3 vol., 1934-1936), trop didactique et souvent confus ; E. Gilson, *La philosophie au moyen âge* (Paris, 1922, 2 vol. in-16 de la « Collection Payot »), vue d'ensemble rapide, mais riche d'idées, qui, en 2^e édition, est devenue un gros volume (Paris, 1944, in-8°), à compléter avec les *Études de philosophie médiévale* du même auteur (Strasbourg, 1921, in-8°, fasc. 3 des « Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg ») ; É. Bréhier, *La philosophie du moyen âge* (Paris, 1937, in-8°, de la collection « L'évolution de l'humanité »), essentiel. Y joindre M. Grabmann, *Die Geschichte der scholastischen Methode*, t. I et II (Freiburg, 1909-1911, 2 vol. in-8°), et l'importante série d'études et de textes publiée sous la direction de C. Baeumker, *Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters* (Münster, depuis 1891, in-8°) ; J. de Ghellinck, *Le mouvement théologique du XII^e siècle* (Paris, 1914, in-8°) ; C. Baeumker, *Der Platonismus im Mittelalter* (Munich, 1916, in-8°). — Pour les travaux de détail, voir les bibliographies du *Grundriss* d'Ueberweg cité plus haut.

Sur les écoles du temps, avant tout G. Paré, A. Brunet, P. Tremblay, *La renaissance du XII^e siècle. Les écoles et l'enseignement* (Paris et Ottawa, 1933, in-8°, vol. 3 des « Publications de l'Institut d'études médiévales d'Ottawa »), ouvrage capital, enrichi d'excellentes notes bibliographiques, qui se présente comme une refonte d'un ouvrage de G. Robert paru sous un titre analogue en 1909 ; E. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t. V : *Les écoles de la fin du VIII^e siècle à la fin du XII^e* (Lille, 1940, in-8°), fasc. 50 des « Mémoires et travaux publiés par des professeurs des Facultés catholiques de Lille ») ; S. d'Irsay, *Histoire des Universités françaises et étrangères, des origines à nos jours*, t. I : *Moyen âge et Renaissance* (Paris, 1933, in-8°), qui remonte jusqu'aux écoles du haut moyen âge ; et, parmi les études de détail, A. Clerval, *Les écoles de Chartres au*

A. Clerval, *Les écoles de Chartres au moyen âge* (Paris, 1895, in-8°), déjà un peu ancien.

III. L'éclosion des littératures nationales.

OUVRAGES À CONSULTER. — Exposés d'ensemble sommaires de G. Cohen, dans H. Pirenne, G. Cohen et H. Focillon, *La civilisation occidentale au moyen âge du XI^e au milieu du XV^e siècle* (Paris, 1933, in-8°, t. VIII de la section « Histoire du moyen âge » dans l'« Histoire générale. » de G. Glotz,) et dans L. Réau et G. Cohen, *L'art du moyen âge (arts plastiques, art littéraire) et la civilisation française* (Paris, 1935, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité »).

Sur la littérature latine du XI^e siècle et des débuts du XII^e, on consultera avec profit l'exposé sommaire du P. J. de Ghellinck, *Littérature latine du moyen âge*, t. II : *Dela renaissance carolingienne à saint Anselme* (Paris, 1939, in-16, de la « Bibliothèque catholique des sciences religieuses »), et celui, très sommaire aussi, de M. Hélin, *Littérature d'Occident. Histoire des lettres latines du moyen âge* (Bruxelles, 1943, in-16, de la « Collection Lebègue »). G. Gröber a dressé un très utile inventaire sous le titre *Uebersicht über die lateinische Literatur von der Mitte des 6 Jahrhunderts bis 1250*, p. 97-432 de son *Grundriss der romanischen Philologie*, t. II, 1^{re} partie, 1^{re} éd. (Strasbourg, 1902, in-8°). L'ouvrage compact de M. Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, dont les t. II et III (Munich, 1923 et 1931, 2 vol. in-8° de la collection « Handbuch der Altertumswissenschaft » fondée par I. von Müller) concernent le XI^e et le XII^e siècles, n'est lui-même qu'un répertoire d'une extrême richesse, quoique incomplet encore. Bref aperçu dans l'ouvrage de Ch. H. Haskins, *The renaissance of the twelfth century* (cité p. 100, n. 1), avec des indications bibliographiques. Voir aussi H. O. Taylor, *The medieval mind. A history of the development of thought and emotion in the middle ages* (Londres, 1911, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1914). Sur la poésie latine, Raby, *A history of secular latin poetry in the middle ages* (Oxford, 1934, 2 vol. in-8°) ; du même, *A history of christian latin poetry* (Oxford, 1927, in-8°). Parmi les monographies, d'inégale valeur, citons, à titre d'exemple, outre le livre d'A. Clerval indiqué p. 104, H. Pasquier, *Un poète latin du XI^e siècle. Baudri, abbé de Bourgueil, archevêque de Dol* (Paris et Angers, 1878, in-8°), à compléter avec l'introduction et le recueil de Mlle Ph. Abrahams, *Les œuvres poétiques de Baudri de Bourgueil, édition critique publiée d'après le manuscrit du Vatican* (Paris, 1926, in-8°) ; B. Hauréau, *Notice sur les mélanges poétiques d'Hildebert de Lavardin* (Paris, 1882, in-8°, extr. des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. XXVIII et XXIX). Indications et vues suggestives dans E. Faral, *Recherches sur les sources latines des contes et romans courtois du moyen âge* (Paris, 1913, in-8°) ; du même, *Le fabliau latin au moyen âge*, dans la *Romania*, ann. 1924, p. 321-385 ; G. Cohen, *La comédie latine en France dans la seconde moitié du XII^e siècle*, dans les *Bulletins de la classe des lettres et des sciences morales et politiques* de l'Académie royale de Belgique, 5^e série, t. XVII

de l'Académie royale de Belgique, 5^e série, t. XVII (1931), p. 225-268, et, sous le même titre, avec divers collaborateurs, un recueil des comédies latines de ce temps (Paris, 1932, 2 vol. in-8°). Voir aussi M. Wilmotte, *Les antécédents latins du roman français*, dans le *Mercure de France*, n° de mai 1922, p. 609-629.

Sur la littérature de langue française, commode mise au point, avec bibliographies, par E. Faral, dans l'*Histoire de la littérature française illustrée*, publ. par J. Bédier et P. Hazard, t. I (Paris, [1923], in-4°) ; y joindre A. Jeanroy, *La littérature de langue française des origines à Ronsard*, dans l'*Histoire de la nation française* publ. par G. Hanotaux, t. XII (Paris, 1921, in-4°), p. 237-576, et R. Bossuat, *Le moyen âge*, formant le t. I de l'*Histoire de la littérature française* publ. par J. Calvet (Paris, 1931, in-8°), avec des bibliographies très détaillées. — Sur les chansons de geste, J. Bédier, *Les légendes épiques. Recherches sur la formation des chansons de geste* (Paris, 1908-1913, 4 vol. in-8°) ; du même, *Les chansons de geste*, dans l'*Histoire de la nation française* publ. par G. Hanotaux, vol. cité, p. 177-236 ; M. Wilmotte, *L'épopée française. Origine et élaboration* (Paris, [1939], in-8°), dont les conclusions, généralement opposées à celles de J. Bédier, ont été, ainsi que d'autres, discutées avec verve par Italo Siciliano, *Le origini delle canzoni di gesta. Teorie e discussioni* (Padoue, 1940, in-8°, de la « Collana Ca' Foscari »). Sur la poésie lyrique, A. Jeanroy, *Les origines de la poésie lyrique en France au moyen âge* (Paris, 1889, in-8° ; 3^e éd., 1925) ; du même, *La poésie lyrique des troubadours* (Paris, 1934, 2 vol. in-8°) ; J. Anglade, *Les troubadours* (Toulouse et Paris, 1908, in-12) ; et, parmi les nombreux ouvrages parus en Allemagne, H. Brinkmann, *Entstehungsgeschichte des Minnesanges* (Halle, 1926, in-8°) ; sur la musique des chansons de troubadours, P. Aubry, *Trouvères et troubadours* (Paris, 1909, in-12, 2^e éd. corrigée, 1910 ; de la collection « Les maîtres de la musique ») ; J. Beck, *La musique des troubadours* (Paris, 1910, in-12, coll. « Les musiciens célèbres ») et les divers ouvrages publiés depuis lors par ce dernier ; M. Borodine, *La femme et l'amour au XII^e siècle d'après les poèmes de Chrétien de Troyes* (Paris, 1909, in-8°) ; M. Lot-Borodine, *Le roman idyllique au moyen âge* (Paris, 1913, in-12) ; G. Cohen, *Un grand romancier d'amour et d'aventure au XII^e siècle. Chrétien de Troyes et son œuvre* (Paris, 1931, in-8°), étude précédée de quelques pages sur les origines du roman « courtois » ; E. Hœpffner, *Les lais de Marie de France* (Paris, 1935, in-16, de la « Bibliothèque de la Revue des cours et conférences »), où l'on trouvera d'excellents aperçus historiques sur la poésie courtoise au XII^e siècle ; H. Dupin, *La courtoisie au moyen âge, d'après les textes du XII^e et du XIII^e siècle* (Paris, [1931], in-12), qui est plutôt une étude du mot que de la courtoisie elle-même ; E. Faral, *Les jongleurs en France au moyen âge* (Paris, 1910, in-8°, fasc. 187 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; du même, les *Recherches*, citées plus haut.

IV. La révolution artistique.

OUVRAGES À CONSULTER. — Nous ne citerons ici que l'essentiel : le brillant exposé d'ensemble de H. Focillon, dans le volume de *l'Histoire générale* de G. Glotz sur *La civilisation occidentale* cité p. 107, exposé repris par l'auteur avec des illustrations dans son volume *Art d'Occident. Le moyen âge roman et gothique* (Paris, 1938, in-8°) ; les solides chapitres de Louis Bréhier et d'Élie Lambert sur l'art préroman, roman et gothique dans *l'Histoire générale de l'art* publ. sous la direction de G. Huisman, t. II (Paris, 1938, in-4°), p. 45-360 ; les deux grands traités de R. de Lasteyrie, *L'architecture religieuse en France à l'époque romane* (Paris, 1912, in-4° ; 2^e éd., revue et fortement augmentée par M. Aubert, 1929) ; du même, *L'architecture religieuse en France à l'époque gothique*, publ. par M. Aubert (Paris, 1926, 2 vol. in-4°) ; le solide et volumineux exposé de Raymond Rey, *L'art roman et ses origines* (Toulouse et Paris, 1945, in-8°) ; le beau livre d'Emile Mâle, *L'art religieux du XII^e siècle en France. Étude sur les origines de l'iconographie du moyen âge* (Paris, 1922, in-4°) ; du même, *L'art allemand et l'art français du moyen âge* (Paris, 1917, in-12 ; 4^e éd., 1923) ; du même, *Art et artistes du moyen âge* (Paris, 1927, in-12) ; Louise Lefrançois-Pillion, *Les sculpteurs français du XII^e siècle* (Paris, 1931, petit in-8°, de la collection « Les maîtres de l'art ») ; Marcel Aubert, *La sculpture française au moyen âge* (Paris, 1947, in-4°) ; J. Valléry-Radot, *Églises romanes. Filiations et échanges d'influences* (Paris, [1931], in-12, de la collection « A travers l'art français »), où l'on trouvera une mise au point des théories récentes, notamment de J. Puig y Cadafalch (auteur d'ouvrages capitaux sur l'architecture religieuse en Espagne) et d'A. Kingsley-Porter, dont nous citerons surtout *Romanesque sculpture of the pilgrimage roads* (Boston, 1923, 10 vol. in-8°, dont 9 de planches) et *Lombard architecture* (New Haven, Londres et Oxford, 1916, 3 vol. in-8° et 1 vol. de pl. in-folio). Sur la peinture, H. Focillon, *Peintures romanes des églises de France* (Paris, 1938, in-4°), et J. Baum, *Plastik und Malerei des Mittelalters* (Potsdam, 1930, in-8°). Sur les origines de l'art roman, auxquelles M. Raymond Rey (ouvr. cité) consacre de larges développements, voir encore Jean Hubert, *L'art pré-roman* (Paris, 1938, in-4°), et Gabriel Plat, *L'art de bâtir en France des Romains à l'an 1100 d'après les monuments anciens de la Touraine, de l'Anjou et du Vendômois* (Paris, 1939, in-4°).

[*Table des matières*](#)

Chapitre VII

Les progrès de l'Église romaine dans la première moitié du XII^e siècle ⁴².

Au regard de l'histoire religieuse, la première moitié du XII^e siècle, qui a été marquée par tant de transformations décisives, est également une période de nouveautés fécondes. La papauté est même, cela va de soi, une des premières à tirer bénéfice des succès qu'ont remportés d'un bout à l'autre de la Méditerranée, de l'Espagne à la Syrie, les « soldats de Dieu » enrôlés sous son étendard. Par eux, la religion chrétienne, telle qu'elle évolue en Occident sous l'impulsion de Rome, ne cesse de gagner du terrain. C'est cette religion qui unit les peuples de l'Europe dans un effort commun contre la masse confuse et bigarrée de ceux qu'on nomme « Infidèles » ; c'est d'instinct vers son chef naturel, le Souverain Pontife, que se tournent tous ceux qui commencent à se sentir l'esprit « européen ».

Dès lors, on ne saurait être surpris si, au lendemain de la croisade, des problèmes aussi épineux que celui de l'investiture, naguère encore occasion de tant de violences, ont perdu de leur acuité. La lassitude y contribue ; mais aussi le sentiment, en partie nouveau, d'une force morale supérieure, avec laquelle il faut compter, quand bien même elle ne serait pas toujours soutenue par une force matérielle suffisante. Là est le secret des progrès, sans éclat mais sûrs, accomplis par la papauté dans la première moitié du XII^e siècle. On chercherait en vain sur la liste des pontifes qui ont occupé durant ce laps de temps le siège ^{p116} de saint Pierre un nom digne d'être mis en parallèle avec celui de Grégoire VII ; mais il est remarquable justement que l'avenir de

⁴² [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

l'Église romaine, encore incertain moins d'un siècle auparavant, ait été désormais assez solidement assuré pour ne plus dépendre tout entier de la personnalité de son chef.

[*Table des matières*](#)

I. — La liquidation de la querelle des investitures ⁴³.

A l'époque de la première croisade, le problème de l'investiture, tel qu'il s'était posé sous Grégoire VII, était demeuré sans solution. La papauté s'en était tenue à la prohibition absolue de toute investiture laïque, tandis que, de leur côté, rois et seigneurs refusaient énergiquement d'abandonner à autrui la libre disposition des évêchés et des biens temporels qui en dépendaient. Entre les deux thèses, toute possibilité de rapprochement semblait ^{p117} à jamais exclue. Or le XII^e siècle est à peine entamé que partout, aussi bien en France qu'en Angleterre, en Allemagne, en Italie, l'accord est en voie de réalisation et que partout, moyennant des concessions de pure forme et d'étendue variable, l'Église obtient gain de cause. Cet extraordinaire revirement ne peut s'expliquer par la seule habileté des négociateurs ; il tient davantage aux circonstances, à la pression qu'exercent alors sur les esprits — si peu favorables qu'ils soient aux progrès de l'Église — les idées nouvelles touchant le rôle dévolu au clergé et à son chef.

En France, où la violence de la lutte avait été moindre que partout ailleurs et où l'émiettement du pouvoir politique facilitait l'action de la papauté, la détente, manifeste déjà avant la mort d'Urbain II (1099), fait place, quelques années seulement après, à un accord tacite, où le principe même de l'investiture laïque est délibérément sacrifié. Alors qu'à la veille de la croisade, le canoniste français le plus réputé, l'évêque de Chartres Ives, croyait encore devoir en prendre la défense et — pensant, il est vrai, à son propre cas — se refusait à la condamner, même lorsqu'elle avait lieu par la remise symbolique de la crosse pastorale et de l'anneau, on observe maintenant une tendance générale à considérer la thèse grégorienne comme juste et praticable si, en contre-partie, l'on accepte, par un retour à la tradition des temps carolingiens, de laisser à l'autorité civile le droit d'approuver et

⁴³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

confirmer l'élection des nouveaux prélats avant qu'ils soient installés. En d'autres termes, on demande qu'aucune nomination épiscopale n'intervienne qu'après entente avec les rois ou les seigneurs. C'est sur cette base qu'un accord de fait s'établit, qui, des domaines du roi capétien, s'étend progressivement à la plupart des grands fiefs du royaume, sans se heurter en général à de sérieuses résistances.

En Angleterre, bien que la dynastie régnante eût transporté avec elle les fortes traditions centralisatrices du duché de Normandie, le succès des principes grégoriens est à peine moins net. En 1107, à la suite d'un long conflit qui met aux prises le roi Henri I^{er} Beauclerc et l'archevêque de Canterbury Anselme, un accord est conclu à Londres, et le régime institué est analogue au régime français, à ceci près que le roi conserve le droit d'exiger des nouveaux élus l'hommage féodal.

Dans les pays qui relevaient de l'empire germanique et où le conflit avait atteint son maximum d'acuité, la thèse pontificale triompha moins aisément. Et pourtant, dès 1106, le terrain ^{p118} gagné par la papauté et les idées qu'elle incarnait était considérable. À cette date était consommée la défaite de l'empereur Henri IV, contre qui, sous le commandement de son propre fils Henri V, l'Allemagne presque entière s'était soulevée ⁴⁴. Son successeur, redevable du trône à cette victoire peu glorieuse, était en outre l'obligé du pape Pascal II qui, en acceptant de se prononcer officiellement pour lui au début de la révolte, lui avait ménagé en Allemagne l'appui des clercs grégoriens. Il semblait pour cette raison à la discrétion de la curie romaine. Et, en effet, pendant quelques semaines, Henri V se conduisit en fils soumis de l'Église. Le pape était attendu en Allemagne, où l'on escomptait un règlement amiable et prompt des difficultés pendantes.

Mais c'était une illusion, et elle fut de courte durée. Henri V ne tarda pas à se révéler sous son véritable jour, autoritaire et intransigeant comme son père, malgré des dehors plus déférents peut-être. Pascal II essaya en vain de négocier avec lui sur les mêmes bases que dans les royaumes de France et d'Angleterre. En octobre 1106, lors d'un concile tenu à Guastalla, en Haute Italie, il offrit inutilement l'amnistie pour tous les faits du passé si le roi acceptait la suppression de l'investiture laïque. Les contre-propositions que le roi lui fit tenir

⁴⁴ Nous reviendrons sur ces événements, p. 137.

en mai 1107 à Châlons-sur-Marne ne furent qu'un rappel énergique des usages antérieurs, comportant l'investiture du temporel de chaque évêché par la crosse et l'anneau. C'était une impasse. La conférence dut être rompue après un échange de mots vifs. Par mesure de représailles, les archevêques de Mayence et de Cologne furent frappés de la peine de la suspense et la suite des pourparlers renvoyée *sine die*.

Néanmoins, la différence était grande entre la situation créée par cette rupture et l'état de choses antérieur au XII^e siècle. Henri V avait si bien le sentiment que rien ne pouvait être réalisé désormais sans le concours du Souverain Pontife qu'il prit bientôt l'initiative de rouvrir les négociations. L'heure était venue pour lui d'aller se faire reconnaître dans ses États d'Italie et de recevoir des mains du pape le diadème impérial. Il se mit en chemin au mois d'août 1110, pour arriver en février 1111 à Rome, où il pensait que le spectacle de son armée donnerait à réfléchir à son faible adversaire. Le succès dépassa ses espérances. Pascal, affolé, offrit une renonciation pure et simple des évêques à tous les biens temporels qu'ils détenaient, ^{p119} en échange d'une renonciation du roi à l'investiture, devenue dès lors sans objet. Solution radicale à coup sûr, mais chimérique, et qui souleva chez les intéressés de belles clameurs de protestation. Et comme Pascal avait donné par son offre la mesure de son caractère, Henri V n'hésita plus à employer avec lui la manière forte : l'emmenant sous solide escorte, ainsi que quelques cardinaux, il le garda jusqu'au jour où il lui eut enfin extorqué, non seulement la couronne impériale, mais un acte en bonne et due forme, portant confirmation de son droit absolu d'investir évêques et abbés par la crosse et l'anneau, avant même qu'ils ne fussent consacrés.

En apparence, on était donc revenu de plus de trente ans en arrière ; mais ce triomphe excessif allait causer la ruine du vainqueur. Le temps était passé où un laïc pouvait se permettre de fouler aux pieds avec une pareille absence de scrupules les principes les plus sacrés. Qu'Henri le voulût ou non, la doctrine grégorienne avait fait son chemin : on en pouvait discuter encore les modalités d'application, mais non la rayer d'un trait de plume. Aussi, dans toute la chrétienté, même en Allemagne, où les idées de réforme s'étaient largement répandues, le « privilège » arraché par la violence à ce pauvre pape, tremblant et honteux, fut-il accueilli par une tempête d'indignation. Un concile réuni à Rome, dans le palais pontifical du Latran, le 23 mars 1112, en prononça l'annulation, à raison de la

prononça l'annulation, à raison de la contrainte exercée sur le chef de l'Église. Un autre concile, tenu le 16 septembre à Vienne sur le Rhône en terre d'Empire, sous la présidence de l'archevêque Gui, osa même menacer le pape d'un schisme s'il n'assimilait pas aussitôt l'investiture laïque à une hérésie et ne lançait pas l'anathème contre le roi impie.

Excommunié en effet, aux prises avec une nouvelle et formidable révolte de princes allemands, abandonné par la majeure partie de son clergé, Henri V se débattit vainement pendant quelques années. Il essaya, une fois Pascal II mort (21 janvier 1118), d'opposer au pape régulier Gélase II un antipape en la personne d'un obscur archevêque de Braga (Portugal), que ses adversaires capturèrent trois ans plus tard ; enfin il se vit obligé d'entrer dans la voie des accommodements quand, le 2 février 1119, l'archevêque de Vienne Gui, dont l'attitude avait été si nettement hostile au concile de 1112, devint pape sous le nom de Calixte II. Après de longs et laborieux pourparlers, plusieurs fois rompus, plusieurs fois repris, on aboutit, le 23 septembre 1122, au fameux concordat de Worms, sur lequel les ^{p120} historiens ont tant épilogué et dont la signification véritable s'est trouvée altérée dès le XII^e siècle.

Examiné d'une façon objective, ce concordat, tout en donnant au roi de Germanie certaines satisfactions particulières de forme, assurait à l'Église dans l'Empire des libertés tout à fait équivalentes à celles qu'on lui avait accordées en France et en Angleterre. Henri V prenait l'engagement solennel d'« abandonner à Dieu, aux saints apôtres de Dieu Pierre et Paul et à la sainte Église catholique toute investiture par l'anneau et le bâton » pastoral, en même temps qu'il s'interdisait de mettre obstacle soit à la procédure canonique des élections, soit à la liberté des consécrationes. Cette renonciation explicite à toute intervention directe du pouvoir laïque dans le choix et l'investiture spirituelle de l'évêque avait pour contre-partie l'engagement pris par Calixte II d'autoriser la présence soit du roi, soit de son délégué à l'assemblée électorale, pourvu toutefois que le vote eût lieu « sans simonie et sans violence » et qu'en cas de désaccord, le prince ne prêtât son appui qu'à celui dont l'élection serait acceptée par « le métropolitain et les évêques comprovinciaux ». Cela fait, l'évêque librement élu irait demander au souverain délivrance des biens et des droits formant le temporel de l'évêché (*regalia*) ; il en « recevrait » la collation « par le sceptre », symbole de l'autorité séculière, et

sceptre », symbole de l'autorité séculière, et s'engagerait à s'acquitter des obligations qui incombait à leur détenteur.

Le soin même apporté par les rédacteurs du contrat à éviter l'emploi du mot « investiture » pour caractériser cette collation du temporel de l'évêché marque assez leur volonté de dissiper toute équivoque en distinguant nettement dans la personne de l'évêque entre le chef spirituel, ne relevant que de l'Église, et le seigneur temporel, soumis à des obligations féodales. Il est donc incontestable, quoi qu'on en ait dit, que le concordat de Worms assainit définitivement l'atmosphère. On a parlé de « paix boiteuse », sous prétexte que toute possibilité de chicane n'était pas exclue et qu'en laissant au roi de Germanie la délivrance du temporel, on risquait de nouvelles difficultés. Mais n'avait-on pas réservé des droits identiques aux rois de France et d'Angleterre ? Des historiens allemands ont même prononcé les mots de « victoire de l'empereur », sous cet autre prétexte que le pape avait dû renoncer aux beaux rêves d'affranchissement total de l'Église, comme s'il avait jamais pu être sérieusement question d'une telle éventualité au milieu d'un monde gagné aux idées et aux pratiques féodales. ^{p121}

Le fait essentiel, celui qui est vraiment significatif, est la délimitation des deux domaines : le spirituel et le temporel. Étant donné l'extraordinaire confusion dans laquelle on avait vécu à cet égard jusqu'alors, c'était sans le moindre doute pour l'Église un progrès décisif que d'arriver enfin à se dégager pour une forte part, en matière de religion, de la mainmise du pouvoir laïque. Comme dans tout compromis, il y avait des ombres au tableau, et l'avenir devait se charger de démentir les prévisions trop optimistes ; mais l'Église était maintenant en mesure d'achever l'œuvre de réforme religieuse sans se heurter constamment à l'opposition des rois et des seigneurs. Elle allait pouvoir librement se consacrer à sa propre régénération.

[*Table des matières*](#)

II. — La régénération de l'Église et les ordres nouveaux ⁴⁵.

Pour cette œuvre, les concours ne manquaient pas. Depuis la fin du XI^e siècle, le nombre s'était considérablement accru des âmes pieuses acquises à l'idée de réforme et résolues à y dépenser leur énergie et leur éloquence. p122

Le succès même de la croisade s'expliquerait moins aisément si les populations n'avaient été remuées depuis quelque temps déjà par les sermons enflammés de prédicateurs improvisés qui visitaient les villes et les campagnes, rappelant à leurs auditeurs les vertus des âges évangéliques, les invitant à remettre en honneur les pratiques de la religion primitive, les exhortant à se consacrer au salut de leurs âmes et à faire pénitence, de peur de se laisser surprendre en état de péché par la venue de l'Antéchrist. L'Allemagne avait été ainsi parcourue, vers 1090, par les moines prêcheurs de l'ordre de Hirschau, fondé sur son sol en 1075, à l'image de Cluny ; et leur succès avait été prodigieux. Des villages entiers, hommes et femmes, s'étaient constitués en associations de laïcs affiliés à l'ordre, unis par le même désir de mettre un terme aux abus sous le poids desquels la religion alors menaçait de sombrer. Pareillement en France, et vers la même date, on avait vu surgir des apôtres de la vie évangélique, comme Etienne de Muret, Vital de Mortain, Bernard de Tiron ou comme Robert de Molesme, le fondateur de Cîteaux, ou encore comme cet extraordinaire Robert d'Arbrissel, qui s'était proposé, lui aussi, de régénérer les âmes par la pénitence, l'abandon des biens de ce monde, le retour à la simplicité des premiers adeptes du Christ. Mais, si l'action de ces prêcheurs avait été efficace sur les foules, ils n'avaient d'abord guère eu de prise sur le clergé lui-même.

Au XII^e siècle, ils se disciplinent et s'organisent sous le contrôle de la papauté. Bruno de Cologne, chanoine de Reims, fonde en 1084 la

⁴⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Chartreuse, qui devient presque aussitôt un asile de vie érémitique d'une austérité exceptionnellement rigoureuse. Peu après, en 1100 ou 1101, Robert d'Arbrissel fonde, au comté d'Anjou, le curieux centre monastique double de Fontevrault, où hommes et femmes voisinent et qui, en moins de vingt ans, couvre de ses succursales les provinces occidentales de France. Mais c'est surtout avec saint Bernard que se marque l'orientation nouvelle. Non que l'esprit de discipline et la souplesse aient été les qualités dominantes de ce rude et fougueux Bourguignon. Son langage est dur jusqu'à l'injustice, passionné, mordant. Il faut l'entendre bafouer le luxe déplacé de certains prêtres ou de certains moines ; railler, avec une ironie cinglante, la pseudo-science de ces jeunes évêques qui, tout en « n'ayant pas même encore de barbe au menton, président déjà des assemblées de clercs » ; ou bien rappeler au respect des convenances les hommes d'Église qui ne semblent occupés qu'à ricaner. ^{p123} Il faut l'entendre surtout crier en face leurs vérités aux cardinaux, ces « satrapes » de la nouvelle monarchie, et aux papes eux-mêmes, trop oublieux, à l'en croire, du *Memento quia pulvis es*. À chacun il dit son fait avec une liberté stupéfiante. Mais qu'on ne s'y trompe pas : lors même qu'il décoche ses traits les plus acérés à l'adresse de la curie romaine, lors même qu'il dénonce avec le plus d'âpreté les abus de pouvoir commis par l'administration pontificale, il travaille, au fond, à la même œuvre qu'elle, sauf à souhaiter l'emploi de moyens différents.

Ce qu'il veut, lui aussi, c'est un clergé affranchi de toute ingérence du pouvoir temporel, si affranchi même qu'il va jusqu'à rêver d'une Église entièrement détachée des cadres féodaux, libérée de la gestion des biens fonciers dont elle est trop souvent l'esclave, avec une papauté régnant, « non sur Rome, mais sur l'univers ». Car nul n'a tracé en termes aussi frappants le rôle dévolu au Souverain Pontife : « Vous n'êtes pas seulement le pasteur de toutes les brebis », écrit-il vers 1150 à Eugène III ; « vous êtes le pasteur de tous les pasteurs. Vous êtes l'unique vicaire du Christ ».

Mais cette conception même suppose une Église rétablie dans sa pureté première. Saint Bernard, entré au monastère de Cîteaux en 1112, à l'âge de vingt-deux ans, s'emploie sans relâche à faire de ses désirs une réalité. Il se transporte dès 1115 dans la vallée sauvage de Clairvaux, près de l'Aube, y installe sa nouvelle abbaye, filiale de Cîteaux, y impose à ses compagnons la plus austère des règles et la plus dure des existences, proscribit impitoyablement tout ce qui pourrait

de dure des existences, proscribit impitoyablement tout ce qui pourrait sembler luxe, confort, plaisir du corps ou de l'esprit. Il veut que le moine « cistercien »⁴⁶ donne à tous les clercs — séculiers comme réguliers — l'exemple d'une vie vraiment religieuse. Et c'est pourquoi, aux yeux de l'ardent réformateur qu'est saint Bernard, Clairvaux ne suffit pas : il faut que, sur le type de l'abbaye modèle, d'autres abbayes se fondent dans la chrétienté tout entière, pénétrées des mêmes idées, régies selon les mêmes principes, astreintes au même ascétisme et prêtes à devenir à leur tour des foyers de propagande active.

Les vœux de saint Bernard sont exaucés avec une extraordinaire rapidité. Fort de l'approbation du pape, qui voit d'emblée quel merveilleux instrument l'ordre cistercien peut devenir entre ses mains, Clairvaux essaime au loin. En 1122, dix-neuf^{p124} maisons sont affiliées à l'ordre ; trente ans après, il compte déjà plus de trois cent cinquante monastères ; à la fin du XII^e siècle, il en comptera cinq cent trente, tous étroitement unis — en vertu de la fameuse *Charte de charité* qui règle l'organisation de l'ordre — par un lien de « charité » qui fait d'eux comme Une grande « famille » dont les chefs sont l'abbaye- « mère », Cîteaux, et ses quatre « premières filles » : Clairvaux, La Ferté, Pontigny et Morimond, groupées affectueusement sous la présidence du « Grand abbé ». Les filiales et les sous-filiales de chacune d'elles se ramifient à l'infini jusqu'en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Irlande, en Allemagne, dans les pays Scandinaves ; mais toutes obéissent aux mêmes consignes et mènent contre les « vices » du clergé le même combat.

L'esprit cistercien pénètre ainsi dans le clergé séculier, dont il use à la longue les tendances particularistes et hâte la concentration autour du chef de l'Église universelle. Il rend en outre possible le succès d'une réforme importante, quoique limitée dans ses effets immédiats, celle des chapitres cathédraux et collégiaux, qui sont comme les conseils des évêques et des prêtres attachés aux principales cures urbaines.

Cette réforme, souhaitée depuis la fin du XI^e siècle par tous les adeptes sincères des principes grégoriens, et déjà entamée dans divers

⁴⁶ Le nom latin de Cîteaux est *Cistercium*.

diocèses au temps où saint Bernard s'établissait à Clairvaux, aboutit dans la première moitié du XII^e siècle, grâce à l'esprit nouveau qu'incarne maintenant le grand ordre monastique. L'idée que les clercs, lors même qu'ils sont groupés en collèges, comme dans les chapitres, peuvent vivre dans le siècle, se mêler aux laïcs, partager leur existence, devient désormais intolérable aux âmes pieuses. Un théologien allemand de ce temps, Gerhoh de Reichersberg, n'est pas loin de la tenir pour une hérésie qualifiée, en quoi évidemment il dépasse la mesure. Mais on comprend que le succès de l'ordre cistercien ait eu pour effet de souligner la nécessité de plier tous les chanoines à une règle rigoureuse.

Dans la plupart des provinces ecclésiastiques, de véritables ordres de « chanoines réguliers » apparaissent alors, tous soumis à des règles dérivées de celle que saint Augustin avait jadis préconisée pour les clercs de son diocèse, mais avec des variantes qui leur donnent une physionomie nouvelle et les distinguent assez nettement les uns des autres. Celle que Guillaume de Champeaux rédigea en 1113 pour les chanoines de Saint-Victor de Paris connut une belle et rapide fortune, tant en France qu'en Angleterre, en Allemagne et en Italie. Mais la ^{p125} vraie réforme selon le cœur de saint Bernard, celle qui insinua le mieux dans le clergé diocésain la doctrine ascétique de Cîteaux et se borna même à transposer la règle cistercienne en l'adaptant aux nécessités de la vie paroissiale, fut celle de Norbert, fondateur en 1120 de l'ordre de Prémontré, au diocèse de Laon. Originaire de Xanten, sur les bords du Rhin, Norbert dut à une libéralité de saint Bernard de pouvoir s'installer à Prémontré et ne cessa de recevoir de lui de précieux encouragements. Il est même permis de penser que l'appui du tout-puissant fondateur de Clairvaux ne contribua guère moins que celui de la papauté à la diffusion extraordinairement rapide de son ordre dans toute l'Europe occidentale, sans pour autant faire disparaître l'ordre clunisien, dont l'idéal sort encore grandi des mains de l'illustre abbé Pierre le Vénérable, le contemporain de saint Bernard.

[*Table des matières*](#)

III. — La papauté au milieu du XII^e siècle et les progrès de la centralisation ecclésiastique ⁴⁷.

En même temps que s'achève ainsi, grâce aux ordres nouveaux, l'œuvre de régénération intérieure de l'Église, la papauté voit grandir d'une façon continue son prestige et son rôle.

Une seule épreuve grave trouble pendant quelques années son existence. Faute d'un règlement électoral suffisamment clair et précis (qu'il faudra attendre jusqu'en 1179), le corps des cardinaux ; chargé depuis 1059 de pourvoir aux vacances du trône pontifical, peut élire presque au même moment, en 1130, deux papes rivaux, Innocent II et Anaclet II, entre lesquels les plus sages hésitent à se prononcer, et qui restent face à face jusqu'en 1138 à se disputer l'autorité et à prendre des décisions contradictoires. Mais, ce pénible incident mis à part, la papauté se développe normalement, inscrivant sans cesse à son actif des progrès nouveaux.

En France surtout, les interventions du Souverain Pontife se multiplient et son autorité va croissant. Pour la nomination des évêques, on soumet de plus en plus à son arbitrage les conflits ^{p126} électoraux ; on s'adresse à lui pour l'octroi des dispenses canoniques ; on le fait juge des capacités des candidats ; on lui notifie les élections ; on lui laisse volontiers le soin de les confirmer. On ne s'étonne plus de le voir exiger de chaque nouveau prélat le voyage *ad limina* ou, à défaut, l'envoi d'un représentant. Rome, gardienne du dogme, s'érige aussi en gardienne de la discipline ecclésiastique : le pape intervient sans rencontrer d'opposition, et parfois à la demande même des diocésains, pour unifier le tarif des pénitences imposées aux fidèles, pour reviser les sentences, pour trancher les cas embarrassants. Sa curie est déjà si encombrée d'affaires qu'on se plaint de la voir dégénérer en une cour de justice. « Eh quoi ! » s'écriera bientôt saint Bernard, le palais pontifical « retentit chaque jour du bruit des lois de

⁴⁷ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Justinien, et non de celles du Seigneur... On n'y entend du matin au soir que les criailleries des plaideurs ! »

De tous les points de l'horizon, en effet, le pape est sollicité désormais de donner son avis sur les plus minimes affaires. Et il est loin de s'en plaindre. Il travaille au contraire discrètement, mais avec obstination, à imposer ce principe qu'en matière ecclésiastique, il n'est pas de jugement dont on ne puisse appeler à son tribunal ou à celui de ses légats. Quant à ceux-ci parcourant sans trêve les diocèses, ils maintiennent d'une façon continue la liaison entre Rome et les provinces, même lointaines, de la chrétienté.

Dans l'accomplissement de leur mandat, les légats se soucient d'autant moins de ménager les prérogatives des métropolitains, que la politique romaine tend à établir une subordination directe de tous les évêques au Saint-Siège. Au sommet de la hiérarchie, le pape veut réellement être traité en Souverain Pontife. Aussi s'efforce-t-il de s'assurer le droit exclusif de remanier les circonscriptions diocésaines, d'en créer de nouvelles, de pourvoir lui-même aux nécessités de l'organisation ecclésiastique.

Et comme une politique vigoureuse rencontre toujours à point nommé des théoriciens pour la justifier, nul ne s'étonnera que les initiatives pontificales aient, vers ce temps, encouragé quelques clercs versés dans la connaissance du droit canon à élaborer des recueils de décisions conciliaires, de décrétales et de citations des Pères de l'Église, et à les agencer avec un art suffisant pour doter la cour de Rome d'une solide armature de textes. Le XII^e siècle, sur ce point, n'a fait du reste que prolonger et perfectionner l'œuvre du XI^e, en ajoutant aux collections canoniques préparées dans l'entourage de Grégoire VII et sous son inspiration d'autres collections, semblables dans^{p127} leur esprit, mais plus nourries et plus fortement charpentées.

L'une d'elles, le célèbre *Décret*⁴⁸ que le moine bolonais Gratien compila vers 1140 et où il ajouta aux textes anciens un bref commentaire, connut un succès durable. Or il est impossible

⁴⁸ C'est ainsi (*Decretum*) qu'on désigne, depuis le XII^e siècle même, ce recueil, dont le vrai titre est *Concordia*, c'est-à-dire « accord » des décrétales en apparence discordantes. Aussi l'a-t-on quelquefois nommé *Concordantia discordantium canonum* (« concordance des canons discordants »).

d'imaginer un recueil faisant mieux valoir, quoique discrètement, les titres du Souverain Pontife au gouvernement absolu de l'Église. Le pape y est présenté comme le seul maître en dernier ressort de toutes les décisions, quelles qu'elles soient, prises dans les assemblées ecclésiastiques de la chrétienté ou du moins est-ce sur le terrain administratif seul qu'une certaine latitude est laissée aux synodes épiscopaux. Mais ceux-ci, observe le commentateur, n'ont pas le pouvoir de légiférer ; seul le chef de l'Église peut donner force de loi à leurs propositions, et il n'est pas lié par elles. Il est, au surplus, toujours maître, en vertu de son autorité souveraine, de revenir sur les mesures arrêtées par ses prédécesseurs. En quelque sens qu'il se prononce, son verdict échappe à toute discussion, quand bien même il pourrait sembler contredire les Saintes Écritures, car « les lettres décrétales » des papes « doivent être tenues pour des textes canoniques ».

D'autre part, il n'est au pouvoir d'aucune autorité temporelle d'imposer, en matière religieuse, la moindre entrave au libre jeu des institutions dont le pape est le gardien suprême. Sous aucun prétexte, affirme Gratien, un laïc n'est fondé à intervenir dans la désignation d'un titulaire d'office ecclésiastique. Toute désignation faite par lui est nulle de plein droit ; car seuls les membres du clergé ont qualité pour procéder au choix des représentants de l'Église ; et, en cas de désaccord entre les électeurs, c'est exclusivement à l'autorité religieuse qu'il appartient de prononcer. Le domaine des choses de l'Église est fermé aux « princes ». « Tout ce qui a pu être décrété par eux touchant les affaires ecclésiastiques est sans valeur » et doit être tenu pour non avenu tant que le pape ne l'a pas entériné.

Telle est du moins la doctrine du moine bolonais. Dans la forme qu'il lui a donnée, elle n'engage que lui ; mais elle représente fidèlement la pensée de l'Église romaine à cette époque ; elle a été admise aussitôt par tous les canonistes en communion d'idées avec Rome et sera plus tard officiellement accueillie en tête du grand *Corpus juris canonici*, dont le livre de Gratien constitue l'amorce. p128

[Table des matières](#)

Bibliographie du CHAPITRE VII.
Les progrès de l'Église romaine dans la première
moitié du XII^e siècle.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Les mêmes que ci-dessus, p. 23, et en outre le tome IX (I^{re} partie) de l'*Histoire de l'Église* d'A. Fliche et V. Martin (Paris, 1944, in-8°), consacré par A. Fliche à la période 1123-1153. La 2^e partie du volume, visant la période 1153-1198, par Mlle R. Foreville et J. Rousset, est annoncée pour bientôt. Les volumes de la *Kirchengeschichte* de Hauck concernant le XII^e siècle sont le t. III (1896 ; 3^e-4^e éd., 1906), qui s'arrête au concordat de Worris, et le t. IV (1903, 3^e-4^e éd., 1913), qui s'étend jusqu'à la mort de Frédéric II (1250). Les idées de Hauck appellent parfois la discussion, mais son livre reste un livre capital. A l'histoire de la papauté de J. Haller (t. II, 1^{re} et 2^e parties) citée p. 23, on peut encore joindre J. Langen, *Geschichte der romischen Kirche von Gregor VII bis Innocenz III* (Bonn, 1893, in-8°).

I. La liquidation de la querelle des investitures.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur la liquidation de la querelle en Allemagne, voir surtout la *Kirchengeschichte* d'A. Hauck citée à la note précédente ; on y trouvera l'indication des principaux travaux de détail parus avant ces trente dernières années. Les textes essentiels sont commodément groupés, au t. II du petit recueil d'E. Bernheim, *Quellen zur Geschichte des Investiturstreites*, indiqué p. 30. Voir en outre les livres généraux de Carlyle, Hampe, Meyer von Knonau, A. Cauchie (t. II), cités p. 34. Sur Calixte II, U. Robert, *Histoire du pape Calixte II* (Paris, 1891, in-8°). Sur le concordat de Worms, les travaux abondent. Citons seulement E. Bernheim, *Zur Geschichte des Wormser Konkordats* (Göttingen, 1878, in-8°) ; du même *Das Wormser Konkordat und seine Vorurkunden* (Breslau, 1906, in-8°, fasc. 81 des « Gierke's Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte ») ; A. Hofmeister, *Das Wormser Konkordat. Zum Streite um seine Bedeuiung*, dans les *Forschungen und Versuche zur Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit. Festschrift für D. Schäfer* (Iéna, 1915, in-8°).

Sur la liquidation de la querelle en France, vue d'ensemble dans W. Schwarz *Der Investiturstreit in Frankreich*, dans la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XLII et XLIII (1924) ; — pour l'époque de Philippe I^{er} et Pascal II, Bernard Monod, *Essai sur les rapports de Pascal II avec Philippe I^{er}* (Paris, 1907, in-8°, fasc. 164 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France* (Paris, 1912, in-8°) ; — pour l'époque de Louis VI,

France (Paris, 1912, in-8°) ; — pour l'époque de Louis VI, A. Luchaire, *Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne, avec une introduction historique* (Paris, 1890, in-8°) ; — voir, en outre, A. Esmein, *La question des investitures dans les lettres d'Yves de Chartres*, dans les *Études de critique et d'histoire* publiées par la Section des sciences religieuses de l'École des hautes études (Paris, 1889, in-8°, fasc. 1 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences religieuses »), p. 139-178 ; L. Compain, *Étude sur Geoffroi de Vendôme* (Paris, 1891, in-8°, fasc. 86 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences histor. et philologiques ») ; F. X. Barth, *Hildebert von Lavardin und das kirchliche Stellenbesetzungsrecht* (Stuttgart, 1906, in-8°, fasc. 34-36 des « Kirchenrechtliche Abhandlungen » publ. par U. Stutz).

Sur la liquidation de la querelle en Angleterre, H. Boehmer, *Kirche und Staat in England* (cité p. 43) ; R. W. Stephens et W. Hunt, *A history of the English Church* (Londres, 1899-1910, 8 vol. in-8°), t. II par Stephens (1901) ; Z. N. Brooke, *The English Church and the papacy*, cité p. 43.

II. La régénération de l'Église et les ordres nouveaux.

OUVRAGES À CONSULTER. — En dehors des livres généraux indiqués p. 23, de *l'Histoire de l'Église*, publ. par A. Fliche et V. Martin, t. IX, par A. Fliche, R. Foreville et J. Rousset (Paris, 1944, m-8°) et d'A. Luchaire, *Les premiers Capétiens* (Paris, 1901, in-8°, t. II, 2^e partie, de *l'Histoire de France*, publ. par E. Lavissee), p. 251-282, voir, sur les Cisterciens, J.-B. Mahn, *L'ordre cistercien et son gouvernement, des origines au milieu du XIII^e siècle* (Paris, 1945, in-8°, fasc. 161 de la « Bibliothèque des Écoles franc. d'Athènes et Rome »), capital ; H. d'Arbois de Jubainville et L. Pigeotte, *Études sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes et principalement de Clairvaux au XII^e et au XIII^e siècle* (Paris, 1858, in-8°) ; P.-L. Jansschek, *Origines Cistercienses*, t. I (Vienne, 1877, in-4°) ; *Les monuments primitifs de la règle cistercienne*, publ. par P. Guignard (Dijon, 1878, in-8°, t. VI des « Analecta divionensia ») ; *Statuta capitulorum generalium ordinis Cisterciensis*, publ. par J.-M. Canivez, t. I et II (Louvain, 1933-1934, 2 vol. in-8°) ; Marcel Aubert, *L'architecture cistercienne en France* (Paris, 1943, 2 vol. in-4°) ; l'abbé E. Vacandard, *Vie de saint Bernard, abbé de Clairvaux* (Paris, 1895, 2 vol. in-12 ; 4^e éd., 1910) ; C. G. Coulton, *Five centuries of religion*, t. I : *St. Bernard, his predecessors and successors, 1000-1200 A. D.* (Cambridge, 1923, in-8°), très discutable ; Walkin Williams, *Saint Bernard of Clairvaux* (Manchester, 1935, in-8°, fasc. 69 des « Publications of the University of Manchester. Historical séries ») ; — sur Cluny au temps de saint Bernard, Dom Jean Leclercq, *Pierre le Vénérable* (Saint-Wandrille, 1946, in-8°) ; — sur Robert d'Arbrissel, J. von Walter, *Die ersten Wanderprediger Frankreichs. Studien zur Geschichte des Mönchtums*, I : *Robert von Arbrissel* (Leipzig, 1903, fasc. 3 du t. IX des « Studien zur Geschichte der Theologie und der Kirche ») ; — sur les Chartreux, voir, faute d'une étude spéciale, l'article de Dom Gourdel, *Chartreux*, dans le *Dictionnaire de spiritualité*, t. I, col. 705 et suiv. ; — sur les chanoines de Saint-Victor, Fourier-Bonnard, *Histoire de l'abbaye royale et de l'ordre des*

Fourier-Bonnard, *Histoire de l'abbaye royale et de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Victor*, t.I (Paris, [1905], in-8°) ; — sur l'ordre de Prémontré, voir la collection des *Analecta Praemonstratensia* paraissant annuellement en Belgique depuis 1905.

III. La papauté au milieu du XII^e siècle et les progrès de la centralisation ecclésiastique.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — En dehors des livres généraux cités p. 116 et des ouvrages sur saint Bernard cités p. 122, voir J. F. von Schulte, *Die Geschichte der Quellen und Literatur des canonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart* (Stuttgart, 1875-1880, 3 vol. in-8°) ; R. Sohrn, *Das Altkatholische Kirchenrecht und das Dekret Gratians* (Munich, 1918, in-8°), capital, mais discutable. M. Gabriel Le Bras annonce un ouvrage en plusieurs volumes sur *Le Décret de Gratien* (dans la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences religieuses »). Pour la période antérieure, voir P. Fournier et G. Le Bras, *Histoire des collections canoniques depuis les Fausses décrétales jusqu'au Décret de Gratien* (Paris, 1931-1932, 2 vol. in-8°).

[Table des matières](#)

LIVRE II

La formation des grandes monarchies.

[Table des matières](#)

Chapitre Premier

L'Empire germanique ⁴⁹.

Vers le milieu du XII^e siècle, l'essor de la papauté, presque continu depuis la première croisade, subit un temps d'arrêt. Avec les pouvoirs temporels, de nouveaux chocs se produisent. ^{p129} Mais, cette fois, ce n'est plus l'esprit féodal qui est responsable : d'un bout à l'autre de l'Europe, de puissantes monarchies sont en voie de formation, dont la croissance va se faire aux dépens des seigneurs et de la cause qu'ils incarnent. L'idée d'État, longtemps obscurcie, reparaît, entraînant la ruine des principes féodaux, qui en étaient la négation ; elle s'affirme dans les cadres politiques, en partie nouveaux, où l'Europe triomphante achève de s'organiser.

⁴⁹ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — Le pouvoir royal en Allemagne, de la mort d'Otton le Grand à celle d'Henri III (973-1056) ⁵⁰.

La monarchie germanique s'impose la première parce que, moins disloquée que les pays voisins par l'anarchie féodale, ^{p130} l'Allemagne était demeurée plus que d'autres fidèle aux vieilles traditions.

Quand on parcourt la série des actes officiels délivrés par la chancellerie allemande du XI^e siècle, surtout ceux du début du siècle, on est frappé d'abord de leur extraordinaire similitude avec les actes délivrés cent ou cent cinquante ans plus tôt par la chancellerie des rois carolingiens. Ce ne sont pas seulement les mêmes formules, ce qui pourrait n'être pas très révélateur, ce sont bien, en apparence au moins, les mêmes situations juridiques qui sont visées, les mêmes droits, les mêmes privilèges qui sont réellement concédés. On a l'impression d'un pays resté figé au milieu de l'universelle transformation.

Bien entendu, ce ne sont là que des apparences, et, à y regarder de près, on observe que la monarchie germanique diffère fortement déjà de la monarchie carolingienne. Les comtes et les ducs ont cessé d'être des fonctionnaires ; une classe nombreuse de seigneurs menace sans cesse de se dresser contre le roi. Les seuls représentants de son pouvoir que celui-ci ait directement en mains sont ses « employés » ou *ministeriales*, très humbles personnages à l'origine, qui s'élèveront peu à peu au rang d'« officiers de la couronne » et finiront même par être assimilés aux seigneurs de rang inférieur. Mais, en dépit de ces différences, la force de la tradition est telle en Allemagne que l'organisation militaire y reste, dans ses traits généraux, ce qu'elle était jadis ; que, pour les plus grands princes du royaume, y subsiste l'obligation de répondre au « ban » du souverain ; que la chevalerie y demeure inconnue jusque vers le milieu du XII^e siècle ; que peu de châteaux y échappent au roi ; qu'il, s'en faut de beaucoup encore que

⁵⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

tout acte de vassalité y entraîne l'attribution d'un fief ; enfin que le principe d'hérédité des fiefs n'y pénètre qu'avec lenteur.

Un fait de première importance avait joué ici un rôle décisif : depuis Otton le Grand, l'Allemagne était devenue le pays des évêques. C'est sur eux avant tout qu'Otton s'était appuyé au milieu du X^e siècle pour contre-balancer la puissance des ducs ^{p131} nationaux ; et il avait d'autant mieux toléré le développement de leur pouvoir politique qu'avec des seigneuries épiscopales, échappant par définition aux conséquences qu'entraînait ailleurs l'hérédité, la royauté courait moins de risques qu'avec des seigneuries ordinaires. On avait donc vu beaucoup plus que partout ailleurs se constituer en Allemagne de grandes principautés ecclésiastiques, d'où l'action du roi ne pouvait jamais être entièrement exclue, puisqu'il intervenait dans le choix des nouveaux titulaires, et qui lui donnaient la force de résister d'une façon efficace aux pressions du dehors.

Mais, en faisant de l'épiscopat la pièce maîtresse de l'édifice monarchique, Otton le Grand et ses premiers successeurs avaient d'avance lié le sort de l'autorité royale à celui de l'organisation ecclésiastique de leurs États. Pour que leur royauté restât forte, il fallait que le recrutement du clergé ne dépendît que d'elle et qu'aucun pouvoir extérieur ne vînt s'interposer entre les évêques et le souverain. La logique du système avait entraîné, par suite, ce dernier à s'assurer coûte que coûte la possession de Rome, siège de la papauté, qu'il fallait dominer si l'on voulait garder la haute main sur l'Église allemande. Ce qui revenait à dire, en un sens, que l'avenir de la royauté germanique était non en Allemagne, mais en Italie.

Poussant ce paradoxe dangereux jusqu'à ses conséquences les plus absurdes, Otton III, petit-fils et deuxième successeur d'Otton le Grand, avait cru devoir, en 998, transporter effectivement dans la ville des Césars le siège de son gouvernement. Il s'était installé en grande pompe sur l'Aventin, pour y travailler, disait-il, à la restauration de l'« Empire romain », mais avait bientôt expié durement cette erreur, que ses dix-huit ans excusaient peut-être. Ses sujets, même les Italiens, qu'on lui reprochait de traiter avec des égards injurieux pour ses compatriotes, s'étaient retournés contre lui ; et, brisé au moral comme au physique, grelottant de fièvre, abandonné de tous, maudit de tous, il était aller mourir, solitaire, dans le petit couvent du mont Soracte, qui au VIII^e siècle avait abrité déjà les malheurs d'un autre

qui au VIII^e siècle avait abrité déjà les malheurs d'un autre prince déchu, le pauvre Carloman, frère de Pépin le Bref.

L'énergie et la pondération du nouveau roi que, faute d'héritier direct du trône, l'Allemagne se donna après lui en la personne du duc de Bavière Henri, qui fut le roi Henri II (1002-1024), permirent seules d'éviter à ce moment une catastrophe qui semblait imminente : car, profitant de l'état de désorganisation^{p132} et d'anarchie politique où la mort prématurée d'Otton III avait laissé le pays, les Slaves de l'est, brusquement unis sous la bannière du prince polonais Boleslas le Vaillant, s'étaient jetés partout à l'assaut des frontières germaniques. Exalté par des succès faciles, Boleslas se fit reconnaître comme suzerain en Silésie, en Moravie, en Bohême, dans toutes les terres slaves entre l'Oder et l'Elbe, jusqu'aux bords de laquelle il réussit, vers 1002, à étendre son pouvoir.

En concentrant ses forces aux frontières de l'Allemagne, Henri II fût sans doute aisément parvenu à rétablir la situation. Mais il lui eût fallu sacrifier l'Italie, alors en pleine révolte et où le marquis d'Ivrée Arduin avait été reconnu roi (1002). Il lui eût fallu accepter du même coup la perte de tout contrôle sur la papauté, mise depuis la mort d'Otton III en coupe réglée par les petits seigneurs de Rome et des environs. Aussi assiste-t-on sous son règne à ce spectacle, qui d'abord semble étrange : le roi d'Allemagne abandonnant le sol natal aux heures les plus critiques, pour aller disputer la vallée du Pô et Rome aux partis italiens ; courant à Pavie recevoir, en 1004, la couronne de fer des rois lombards, alors que vacille sur sa tête la couronne germanique ; bâclant, en 1013, à Magdebourg une paix boiteuse avec Boleslas de Pologne, pour repasser sans délai les Alpes et, dans une Rome hostile, presque tout entière dressée contre lui, venir (février 1014) réclamer le diadème impérial au pape Benoît VIII, un fils du petit comte de Tusculum ; renonçant même d'une façon définitive, par un traité conclu à Bautzen quatre ans après (1018), à récupérer sur les Polonais et leurs alliés le territoire dont ceux-ci s'étaient rendus maîtres à l'est de l'Elbe, afin de pouvoir, par une campagne poussée, en 1021-1022, jusqu'à Capoue, Salerne et Amalfi, conjurer le danger grave que faisait alors courir à la papauté et à ses alliés lombards une brusque reprise de l'activité militaire et diplomatique des Byzantins dans l'Italie méridionale.

Politique audacieuse jusqu'à la témérité, funeste pour la consolidation intérieure de l'Allemagne, mais qui paraissait nécessaire pour garder la haute main sur Rome et l'Italie. Aussi ne doit-on pas s'étonner de la voir maintenue fidèlement par Conrad II de Franconie, à qui, au lendemain de la mort d'Henri II, les princes allemands décidèrent de se rallier, parce que, faute d'héritier direct, il leur parut le plus qualifié des descendants d'Otton le Grand. Comme son prédécesseur, comme presque tous ses successeurs, Conrad, à peine élevé au trône (septembre 1024), ^{p133} sembla moins attentif aux événements d'Allemagne qu'à ceux de la péninsule. Il se hâta, lui aussi, de passer les Alpes, pour aller à Milan, en mars 1026, réclamer la couronne italienne, puis, dès mars suivant, à Rome la couronne impériale ; de là, il s'avança jusqu'en Campanie pour s'assurer l'hommage et l'obéissance des princes lombards du sud.

C'est que, malgré les menaces qui pesaient sur l'avenir du royaume en Germanie proprement dite, le danger italien semblait plus pressant encore. La mort d'Henri II avait été suivie en Italie d'une telle explosion de fureur contre la domination allemande, d'une telle poussée d'indépendance chez les seigneurs, que Conrad jugea ne pouvoir retarder sa venue sans risquer de tout perdre. Il dut jouer alors une partie exceptionnellement dure : car son absence d'Allemagne fut exploitée par le duc de Souabe et quelques autres princes en vue d'une suprême tentative de bouleversement. Il garda pourtant le dernier mot et réussit ce tour de force de mettre à la raison les fauteurs de troubles en Allemagne, de consolider en Italie le pouvoir impérial, de refouler les Polonais au delà de l'Oder et de leur imposer, ainsi qu'aux Bohémiens, la reconnaissance de sa suzeraineté. Il put même entre temps (1032) annexer à ses États le « royaume de Bourgogne » (ou « royaume d'Arles »), c'est-à-dire les pays entre les Alpes et le Massif Central, dissociés de la France proprement dite depuis les partages carolingiens et qui, passés au X^e siècle sous la suzeraineté germanique, venaient de tomber en déshérence.

Mais le règne de Conrad marque le crépuscule du système ottonien. Déjà, malgré la faiblesse des pauvres pontifes, créatures des comtes de Tusculum, qui s'étaient succédé au temps de Conrad II sur le trône de saint Pierre, les évêques, que le roi entendait conduire à sa fantaisie, commençaient à regimber. Pour mieux résister, beaucoup se rapprochèrent de la haute féodalité laïque ; d'autres prêtèrent une

oreille complaisante aux discours de ceux qui, en demandant une réforme ecclésiastique, insistaient avant tout sur la nécessité d'affranchir l'épiscopat de toute ingérence royale. Voyant le sol se dérober sous ses pas et les deux féodalités, laïque et ecclésiastique, faire bloc contre lui, Conrad tenta de gagner l'alliance des petits seigneurs en les soustrayant à l'arbitraire des ducs et des évêques leurs suzerains. Il adopta cette politique aussi bien en Allemagne qu'en Italie, où, à l'occasion d'un soulèvement général des « vavasseurs » de la plaine lombarde contre l'archevêque de Milan Aribert^{p134} et plusieurs évêques de la région, il promulgua, en mai 1037, une importante constitution, par laquelle il leur reconnaissait le droit de transmettre à leurs héritiers les fiefs dont ils étaient pourvus et leur offrait la garantie de son tribunal contre toute dépossession arbitraire. Geste significatif, qui soulignait avec une impressionnante netteté l'obligation où se trouvait le souverain de pousser lui-même à l'émiettement féodal pour faire contre-poids à l'esprit d'indépendance des évêques, de ces évêques en qui pourtant, depuis Otton, la royauté allemande avait mis tous ses espoirs.

Henri III, fils et successeur de Conrad II (1039-1056), put encore donner l'illusion de la force. Il parut même plus maître que jamais de l'Église. En 1046, il eut assez d'autorité pour évoquer à Sutri, devant un synode qu'il présidait, le conflit qui, à cette date, divisait l'Église romaine. Trois prélats rivaux se prétendaient alors également papes : Grégoire VI, Benoît IX et Sylvestre III. Il les somma de comparaître tous trois devant lui, les fit déposer tous trois et installa à leur place un homme de confiance, l'Allemand Suidger, évêque de Bamberg, qui, de par sa volonté, devint le pape Clément II. Le trône pontifical, que la mort, frappant à coups redoublés, rendit maintes fois vacant en l'espace d'une huitaine d'années, ne fut plus pourvu, rappelons-le, que par ses soins, et les titulaires furent tous choisis parmi les évêques du royaume germanique : Poppo de Brixen, pape en 1047 sous le nom de Damase II ; Brunon de Toul, en 1048, sous le nom de Léon IX ; Gebhard d'Eichstätt, en 1054, sous le nom de Victor II. Des sièges épiscopaux, Henri III disposa aussi avec une extraordinaire liberté d'allures, nommant qui lui plaisait, faisant suspendre, voire déposer qui lui déplaisait. Il répartit les abbayes à sa guise, convoqua et présida lui-même les synodes, se mêla à leurs discussions, intervint souverainement dans les plus délicates controverses. Mais, en même temps, dans la pureté de sa conscience et la sincérité de sa foi, il

dans la pureté de sa conscience et la sincérité de sa foi, il s'efforça de ne choisir pour évêques que des clercs probes et instruits, de préférence même — ce qui ne laissait pas d'être paradoxal — des adeptes du parti de la réforme, en qui il avait la naïveté de ne pas voir d'inévitables adversaires. Et cet aveuglement ne fit qu'aggraver le mal, partiellement secret encore, dont la royauté germanique fût morte sans doute, si, au milieu du XII^e siècle, elle n'avait été reconstituée sur des bases nouvelles. p135

[*Table des matières*](#)

II. — Un siècle d'anarchie : d'Henri IV à Conrad III (1056-1152) ⁵¹.

À la mort d'Henri III (1056), une crise des plus graves éclata, L'Empire, déjà fortement éprouvé par de violentes révoltes féodales, auxquelles le roi défunt avait eu quelque peine à tenir tête durant les quatre ou cinq dernières années de sa vie, se trouva livré à un enfant de six ans, Henri IV, dont les grands seigneurs ecclésiastiques et laïques se disputèrent avec acharnement la tutelle, cependant que Rome, délivrée de toute entrave, organisait par le décret fameux de 1059 le collège des cardinaux, seul chargé désormais des élections pontificales.

Ce décret fut pratiquement le signal de la « querelle des investitures ». Isolée entre des princes toujours prêts à se soulever et des évêques qui allaient en nombre croissant prendre leur mot d'ordre auprès d'un pape hostile, la royauté allemande connut pendant trois quarts de siècle une situation tragique.

Sans revenir sur les péripéties du duel engagé avec Grégoire VII et sans entrer dans le détail des nouvelles et formidables révoltes qui ensanglantèrent l'Allemagne à partir de 1056, on peut dire que le long règne d'Henri IV (1056-1106), malgré l'énergie peu commune et l'adresse consommée dont ce prince multiplia les preuves, sembla sonner le glas de l'Empire germanique. À diverses reprises, Henri, à deux doigts de sa perte, ne dut son salut et la conservation de son trône qu'à des prodiges de souplesse, souvent aussi à des concessions

⁵¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

douloureuses pour son amour-propre. Ainsi, en 1073, surpris par un soulèvement général de la Saxe, qui bientôt gagna toute l'Allemagne du Nord, il fut obligé de baisser pavillon devant les ^{p136} insurgés et, à la paix de Gerstungen sur la Werra (2 avril 1074), de rendre à leur chef Otton de Nordheim les fiefs dont il l'avait dépouillé en 1072. En 1076, au lendemain du jour où le pape Grégoire prononça contre lui l'interdit, un second soulèvement de la Saxe, auquel Otton de Nordheim apporta de nouveau son appui, le contraignit à l'humiliation pire encore de s'éloigner quelque temps des affaires et de vivre en homme privé jusqu'au jour où le Souverain Pontife aurait accepté ses excuses et l'aurait réconcilié avec l'Église.

Puis vint l'aventure de Canossa (janvier 1077), dont les princes allemands firent grief à Henri comme d'une trahison et qui fut suivie de la réunion presque immédiate, à Forchheim (mars 1077), d'une diète où treize évêques se trouvèrent d'accord avec les seigneurs laïques pour prononcer la déposition du roi et lui élire un successeur plus docile en la personne de son beau-frère, le duc de Souabe Rodolphe ⁵². Il fallut toute l'habileté diplomatique d'Henri pour sortir à son avantage de la lutte et, son rival mort (1080), triompher finalement à la fois de ses ennemis d'Allemagne et de Grégoire VII. À celui-ci, comme on l'a vu ⁵³, il opposa un antipape, des mains de qui il reçut la couronne impériale dans Rome enfin conquise (1084). Mais, s'il lui permit de rétablir la situation politique, son triomphe sur Grégoire VII lui aliéna les évêques, de plus en plus gagnés à la cause de la réforme ecclésiastique, et priva ainsi la royauté allemande de son soutien traditionnel.

À la suite du grand duel qui se poursuivit durant vingt années encore entre le parti pontifical et le parti royal, Henri fut vaincu. L'un après l'autre, on lui opposa ses deux fils, Conrad (en 1093), puis Henri V (en 1105) ; on chercha à disloquer l'Empire, en faisant de l'Italie, au profit de Conrad, une monarchie indépendante, quoique étroitement liée au pape et respectueuse des droits de l'Église ; en jouant ensuite de l'opposition des partis allemands pour abattre celui qu'à Rome on tenait pour l'irréconciliable oppresseur du clergé. Tombé par surprise aux mains de ses ennemis, Henri dut abdiquer à Mayence, le 31 décembre 1105. Il parvint à s'échapper, tenta de

⁵² Sur tous ces événements, voir p. 40.

⁵³ Ci-dessus, p. 41-42.

reprendre les armes, mais n'eut plus la force de se venger, et alla mourir dans l'abandon, à Liège, le 7 août 1106, à l'âge de cinquante-six ans.

Déplorable fin de règne, qui pesa de tout son poids sur ^{p137} la politique de son successeur, cet Henri V qu'une révolution avait poussé prématurément au trône. Prisonnier de ceux qui l'avaient fait roi, celui-ci en fut réduit pendant vingt nouvelles années (1106-1125) à se débattre contre eux. Ne pouvant compter ni sur l'Église, désormais dans le camp de ses ennemis plutôt que dans celui de ses alliés, et avec laquelle on l'a vu contraindre à transiger à Worms (1122)⁵⁴, ni sur les princes laïques, plus forts que jamais et en perpétuelle révolte, ni même sur la moyenne et la petite féodalité, qui avaient achevé de s'affranchir et de s'organiser en une classe fermée, à l'image de la noblesse de France, Henri V chercha vainement à affermir son pouvoir en accroissant ses domaines d'Allemagne et d'Italie. Au sud des Alpes, il vint notamment se saisir de la principauté que feu la « grande comtesse » de Toscane Mathilde avait constituée aux abords de l'Apennin septentrional. Mais son agitation, son ton tranchant ne purent masquer le recul continu de l'idée monarchique en Allemagne et de l'idée impériale en Occident. À la mort d'Henri V, en 1125, on était en pleine crise féodale et les princes, ligüés contre le roi avec le haut clergé, étaient en fait devenus les maîtres.

L'Allemagne connut alors, pendant un quart de siècle, le régime de la royauté purement élective, à la merci des coalitions féodales. À Henri V, mort sans postérité, les princes laïques et ecclésiastiques, écartant d'office son neveu Frédéric de Hohenstaufen, substituèrent sur le trône le vieux duc de Saxe, Lothaire de Supplinburg, jugé plus docile, et à qui non seulement le candidat évincé, mais la majeure partie des seigneurs allemands, même en Saxe, rendirent la vie dure. Son règne fut une perpétuelle bataille. Un moment même la complicité de l'archevêque de Milan permit à Conrad de Hohenstaufen, le frère de Frédéric, de se faire décerner le titre royal en Lombardie (1128). Paralysé par l'opposition féodale, mal soutenu par l'Église, obligé de se partager, en vertu des traditions, entre l'Allemagne et l'Italie, où il alla recevoir la couronne impériale en 1133 et où les progrès des Normands de Sicile (constituée depuis

⁵⁴ Voir p. 120.

1130 en royaume⁵⁵) l'obligèrent à retourner en 1138, Lothaire ne put même pas, lui non plus, avant de mourir (1138), assurer le trône au successeur de son choix.

Faute de fils, il avait désigné comme héritier son gendre, ^{p138} Henri de Bavière, dit « le Superbe », de la famille des Welf (ou Guelfes). Mais il avait cru habile de lui donner une puissance hors de pair en réunissant successivement entre ses mains Bavière, Saxe et Toscane. Cette puissance effraya, et la majorité des seigneurs préférèrent au dangereux Welf un personnage de second plan, le Souabe Conrad III de Hohenstaufen, à qui son château de Waiblingen, au nord-est de Stuttgart, valut le surnom de « Waibling » (ou Gibelin). Mauvais choix, qui n'aboutit qu'à partager l'Empire en deux factions ennemies, « Guelfes » et « Gibelins ». En vain Conrad mit-il son rival au ban de l'Empire, en vain saisit-il ses duchés, pour les confier à ses partisans (1138) ; une mort inopinée le débarrassa bien d'Henri (1139), mais non de sa famille ni de son parti, contre lequel la lutte se poursuivit sans trêve.

Et cependant le règne du premier Hohenstaufen marque déjà un temps d'arrêt sur la pente fatale où la monarchie germanique glissait peu à peu. L'acte d'autorité par lequel Conrad, en 1138, dépouille le Guelfe de ses fiefs, est comme une affirmation solennelle de la vitalité du pouvoir royal. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir, pour la première fois depuis plus d'un quart de siècle, l'héritier désigné par le souverain mourant, son neveu le duc de Souabe Frédéric Barberousse, un homme de trente ans, dont nul n'ignorait l'esprit de décision, accepté de tous et élu presque sans résistance par l'assemblée des princes allemands (4 mars 1152).

[*Table des matières*](#)

III. – Les débuts de Frédéric Barberousse (1152-1156).

La restauration de l'idée d'État⁵⁶.

L'élection de Frédéric Barberousse ne s'explique pas, il est vrai, par le seul loyalisme des seigneurs. Le fait, notamment, ^{p139} que,

⁵⁵ Voir p. 267.

⁵⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

neveu de Conrad III par son père, il était en même temps, par sa mère, neveu d'Henri le Superbe et semblait, par suite, réconcilier en sa personne Guelfes et Gibelins, était sans aucun doute de nature à recommander son nom aux choix des électeurs. Mais, qu'on le voulût ou non, on ne pouvait supposer qu'un homme de sa trempe se contenterait longtemps du rôle de figurant où l'évolution des dernières années tendait à confiner le prétendu maître de l'Empire germanique.

Et en effet Frédéric est à peine installé sur le trône que tout change. L'Empire qui se dissociait, qui semblait n'être plus qu'une fiction, ressuscite ; de nouveau s'y fait entendre la voix d'un chef, qui n'hésite pas à se réclamer des vieilles traditions monarchiques. Dès le début de son règne, il formule son dessein : en notifiant son avènement au pape Eugène III, il déclare sa ferme volonté de « rétablir dans sa force et son excellence premières la grandeur de l'Empire romain ». Beau programme, qu'il se met aussitôt en devoir d'exécuter.

En Allemagne, le pouvoir est solidement repris en main. Les biens de la couronne que les vassaux ont usurpés sont revendiqués avec une âpreté farouche ; on fait la chasse aux seigneurs qui se sont arrogé des droits ou exigent des taxes sans titres à l'appui ; les fauteurs de troubles sont rappelés au respect de l'ordre sous menace de sanctions sévères. En 1155, onze grands seigneurs, dont le comte palatin du Rhin, malgré son rang élevé dans la hiérarchie princière, se voient ainsi condamnés à subir une des peines du vieux droit germanique les plus humiliantes pour les hommes de naissance noble, celle de la *harniscara*, qui consistait à transporter pieds nus, devant les juges assemblés, un chien sur ses épaules, l'espace d'un mille.

Au regard de l'Église, le redressement opéré est plus net encore. Malgré le concordat de Worms, ou plutôt grâce à une interprétation abusive de cet acte, le roi émet la prétention d'intervenir souverainement dans les nominations épiscopales chaque fois qu'il y a désaccord entre les électeurs. À qui lui déplâit, imitant l'exemple d'Henri III, mais dans un autre esprit, il refuse avec obstination l'investiture du temporel de l'évêché, alors qu'inversement il l'accorde sur l'heure à quiconque lui agréé. Les protestations sont vaines. En 1154, par ^{p140} exemple, le pape est obligé, après deux ans de résistance, de consacrer un archevêque de Magdebourg choisi contre son gré, mais candidat de Frédéric. Aussi, dans la pratique, aucune élection ne peut-elle avoir lieu sans entente préalable avec le

lieu sans entente préalable avec le gouvernement du roi, qui en profite pour dicter son choix au corps électoral. Il en est ainsi à Augsbourg en 1152, à Worms en 1153. Seuls obtiennent des évêchés les clercs qui ont su gagner la confiance du souverain. Presque tous sont des politiques, des esprits rompus à la diplomatie ; beaucoup se sont formés à la chancellerie royale. Il n'est pas rare qu'ils aient donné leur mesure sur les champs de bataille. On se croirait revenu au temps où la royauté s'appuyait ayant tout sur l'épiscopat.

L'Allemagne ne constituait d'ailleurs aux yeux de Frédéric que le berceau de sa puissance, non l'essentiel de ses États. Comme pour Otton III, sa vraie « patrie » était l'Italie, sa vraie capitale la Ville Éternelle. N'était-il pas en droite ligne — il se plaisait à le rappeler — l'héritier de ces Césars et de ces Augustes qui jadis avaient fait de Rome le centre du monde ? Depuis lors, quelle déchéance ! L'éloignement des empereurs germaniques avait prédisposé à toutes les « insolences » le peuple de la péninsule : Frédéric s'en plaignit un jour tristement à son oncle Otton, évêque de Freising. Et celui-ci, narrant l'histoire de son temps, ne peut taire la pénible surprise du roi au spectacle des libertés inouïes concédées aux villes italiennes. Car le scandale était grand, d'un pays où « des jeunes gens de condition inférieure et jusqu'à de simples ouvriers adonnés aux métiers mécaniques les plus méprisables » accédaient aux charges municipales et narguaient l'autorité du souverain.

Bien résolu à mettre un terme à ce scandale, Frédéric descendit dans la plaine lombarde dès l'automne 1154, se rendant à Rome, où il allait chercher le diadème des empereurs. Il espérait par sa seule présence et son seul prestige ramener ses « sujets » indociles au respect des convenances. Mais à peine eut-il franchi les Alpes que le recours aux armes s'imposa à lui. En vain, le 30 novembre, dans la plaine de Roncaglia, près de Plaisance⁵⁷, rappela-t-il solennellement à tous qu'aucun transfert de fief n'était valable sans l'agrément formel du seigneur suprême et que, par suite, toute opération de ce genre qui n'aurait pas obtenu son acquiescement préalable ou celui de ses prédécesseurs^{p141} serait tenue pour nulle si elle n'était régularisée dans l'année ; en vain, partout où il passa, prétendit-il restaurer, au

⁵⁷ Probablement aux abords de Castelnuovo di Roncaglia, sur la rive gauche du Pô, en amont de Plaisance.

détriment des communes urbaines, les droits des seigneurs, comtes et marquis, qu'il considérait comme ses représentants et, si l'on peut dire, comme les témoins de l'imprescriptible souveraineté impériale : il ne tarda pas à s'apercevoir que, dans cette Italie en pleine effervescence, en pleine transformation, les mesures qu'il édictait étaient d'une application autrement difficile qu'en Allemagne.

Pour faire plier les bourgeoisies italiennes, il ne recula plus dès lors devant la violence. Il prit d'assaut, incendia, rasa les cités rebelles, comme Rosate, Ghieri, Asti, Tortona (décembre 1154-avril 1155). L'effet produit fut suffisant pour décider Pavie à lui ouvrir ses portes (24 avril 1155) et amener Plaisance, Parme, Bologne à s'incliner. Mais il n'en fut pas de même à Rome. Docile aux exhortations enflammées d'Arnaud de Brescia, le gouvernement communal que la Cité Éternelle s'était donné se déclara seul qualifié, comme héritier des consuls et des sénateurs antiques, pour créer un empereur. Il refusa de reconnaître le Hohenstaufen ; et quand celui-ci se présenta devant la ville pour la revendiquer comme sa « légitime possession », les portes se fermèrent, le peuple courut aux armes. Frédéric dut se frayer de vive force un chemin à travers la Cité Léonine, le faubourg de la rive droite où s'élevait l'église Saint-Pierre ; et à peine y eut-il reçu du pape Adrien IV la couronne impériale, qu'il fut contraint de battre en retraite, serré de près dans les rues par les milices romaines (18 juin 1155).

Le rêve était dissipé. Les troupes allemandes se replièrent vers le nord, parmi une population hostile, que l'annonce des événements de Rome encourageait à la résistance. Il fallut donner l'assaut à Spolète qui, fière de ses « cent tours », barrait le passage au nouvel empereur. Il fallut déjouer les intrigues, éviter les guets-apens qui se multipliaient à mesure qu'on approchait de la frontière allemande. Près de Vérone, deux jours de suite, d'abord au passage de l'Adige, puis dans les défilés de la région de Rivoli, l'armée impériale n'échappa que par miracle à une catastrophe.

Pour comble de malchance, au moment où il rentra en Allemagne, au début de septembre 1155, Frédéric vit la papauté lui échapper, ses procédés en matière de nominations ecclésiastiques ayant bientôt lassé la patience d'Adrien IV, un Anglais rigide, promu en décembre précédent au souverain pontificat. ^{p142} Et comme, après l'aventure de Rome, l'empereur n'avait pas cru pouvoir, malgré ses promesses anté-

l'empereur n'avait pas cru pouvoir, malgré ses promesses antérieures, aller mettre à la raison le nouveau roi normand de Sicile, Guillaume I^{er}, dont la politique était devenue inquiétante, c'est avec celui-ci que le pape traita à Bénévent (18 juin 1156) : premier symptôme d'une évolution dangereuse pour la cour germanique.

[*Table des matières*](#)

IV. — La diète de Roncaglia (1158) ⁵⁸.

Mais Frédéric ne se laissa pas abattre. Il était de ceux dont les difficultés fouettent l'énergie, et il avait, par surcroît, la bonne fortune d'être désormais soutenu et, au besoin, poussé en avant par un autre lui-même : Reinald de Dassel, dont il venait, au mois de mai, de faire son chancelier.

Vrai type de prélat selon son cœur que cet ecclésiastique cultivé, mais grand seigneur, et qui avait hérité du comte saxon dont il était le fils l'allure dégagée, l'audace tranquille et volontiers méprisante dont toute sa conduite allait témoigner ; avec cela, traditionaliste comme pas un, fêru de préjugés et capable de tout pour défendre ce qu'il croyait être le droit. Ayant su gagner la confiance de l'empereur, il eut sur son esprit pendant dix ans une influence décisive. Et, puisque la papauté et l'Italie semblaient s'entendre, au moins tacitement, sur un même programme de résistance aux revendications germaniques, Frédéric et son chancelier menèrent contre les deux simultanément une offensive résolue.

Une première passe d'armes eut lieu en octobre 1157, au cours d'une grande assemblée tenue par Frédéric dans son royaume de Bourgogne, à Besançon, où l'avait conduit son récent mariage (juin 1156) avec Béatrice, héritière des principaux comtés de la région. À propos d'un incident assez menu — l'arrestation arbitraire de l'archevêque de Lund, — il y eut un échange de mots ^{p143} vifs entre les cardinaux Roland et Bernard, légats du Saint-Siège, et l'entourage du chancelier Reinald. Une lettre aigre-douce du pape, reprochant à l'empereur d'oublier les « bienfaits » (*beneficia*) dont il l'avait gratifié, fut interprétée comme l'affirmation intolérable d'une

⁵⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

prétendue supériorité du Saint-Siège, libre ou non de conférer en « bénéfice » (*beneficium*), c'est-à-dire en fief, la couronne impériale. Ces mots équivoques furent aussitôt relevés vertement par Frédéric lui-même comme une injurieuse contre-vérité et les légats pontificaux invités à décamper sur l'heure. En même temps défense fut faite aux évêques allemands d'entreprendre jusqu'à nouvel ordre le voyage *ad limina* ; et, par une circulaire cinglante qu'il leur adressa, l'empereur, après avoir dénoncé les manœuvres de la curie romaine, moins occupée de Dieu que de la « démolition de l'Empire », notifia sa volonté bien arrêtée d'y couper court : « Nous ne les supporterons pas, déclarait-il, nous ne les tolérerons pas. On nous verrait déposer la couronne plutôt que de la laisser humilier avec nous-même. »

La rupture étant ainsi consommée avec le Saint-Siège, les villes lombardes furent mises en demeure de reconnaître sans réserve le pouvoir souverain du roi germanique. Il exigea de leurs représentants le serment non seulement de respecter à l'avenir les droits « régaliens » alors en sa possession, mais de lui prêter main-forte en vue de « récupérer » ceux qui lui avaient été ravis. Et comme Milan ne faisait aucun cas de ses sommations, que l'arrogante république ne songeait même qu'à étendre par tous les moyens son territoire au détriment des cités voisines, il n'hésita pas à recourir contre elle à la force : au bout d'un mois, la ville capitulait, et ses consuls étaient obligés de venir pieds nus, dans l'humble costume des suppliants, implorer le pardon que le « divin Auguste », comme dit un biographe officiel, daigna accorder aux rebelles (18 septembre 1158). À l'exemple des autres villes, Milan dut jurer fidélité, s'engager à restituer tous les droits régaliens détenus indûment, « monnaies, tonlieux, péages, port, comté » ; elle dut élever à ses frais et dans ses murs une résidence impériale qui serait le symbole vivant de l'autorité rétablie ; demander désormais l'agrément et l'investiture de l'empereur pour ses consuls avant leur entrée en charge. Dure leçon, qui porta ses fruits : les plus récalcitrants s'empressèrent de suivre l'exemple de la capitale lombarde, sans attendre d'y être contraints par la force.

Une nouvelle assemblée générale fut réunie en novembre ^{p144} dans la plaine de Roncaglia pour hâter les soumissions et restitutions nécessaires. L'archevêque de Milan y prononça une harangue où il célébrait en termes dithyrambiques le réveil de l'Empire romain :

« Heureux jour, jour de joie, que celui où le vainqueur illustre, le triomphateur pacifique daigne, dans sa clémence, siéger parmi son peuple ! Heureuse Italie, à qui échoit enfin, après bien des siècles, la grâce de rencontrer un prince qui consente à reconnaître en nous, non seulement des hommes, mais des proches et des frères ! Salut à toi, illustre souverain, empereur de la Ville et du monde... Il a plu à ta prudence de nous consulter, nous tes fidèles, nous ton peuple, au sujet des lois, de la justice et de l'honneur de l'Empire. Sache que le pouvoir de légiférer dont dispose le peuple t'a été concédé. C'est ta volonté qui crée le droit, car il est dit : *Ce qui a plu au prince a force de loi, quand le peuple lui a délégué l'empire et le pouvoir, et toute constitution, tout édit promulgué par l'empereur est considéré comme une loi.* »

Ce rappel d'un passage fameux des *Institutes* de Justinien marque exactement la position prise par le gouvernement de Frédéric. Ce qu'il veut, c'est un retour pur et simple à la notion abstraite de l'État s'incarnant dans la personne même du souverain. L'influence des juristes qui, à Bologne, remettaient alors en honneur l'étude du droit romain, et dont plusieurs assistaient à l'assemblée, y est visible. L'empereur leur apparaît comme muni d'un pouvoir discrétionnaire. « Tu commandes aux poissons de la mer et aux oiseaux du ciel », va jusqu'à déclarer l'archevêque de Milan en un langage hyperbolique qu'il emprunte aux textes sacrés.

Personne, il est vrai, ne croyait à la possibilité de faire complètement abstraction des droits acquis. On n'en décidait pas moins qu'en principe tous les droits judiciaires et tous les droits régaliens qui avaient jadis normalement appartenu aux empereurs, tels que « duchés, marchés, comtés, consulats, monnaies, tonlieux, droits de fourrage, impôts, ports, péages, moulins, pêcheries, ponts, droit d'usage des eaux courantes, capitation », c'est-à-dire tout ce qui, dans le passé, même le plus lointain, avait été propriété de l'État, devrait, sans aucune exception, être restitué au souverain. Celui-ci consentait, par mesure gracieuse, à en investir derechef, dans les formes régulières, soit sans frais ceux qui produiraient à l'appui de leurs demandes ^{p145} des actes royaux authentiques, soit contre versement d'une contribution annuelle à déterminer ceux qui, à défaut d'actes authentiques, pourraient fournir des attestations sérieuses. Cette mesure draconienne

raient fournir des attestations sérieuses. Cette mesure draconienne s'appliquait à tous, laïques ou ecclésiastiques, nobles ou non-nobles, et se réclamait de ce principe que les règles de la prescription ne jouent pas contre l'État, toujours libre, par suite, de ressaisir ce que la négligence de ses représentants a laissé usurper.

Ainsi étaient effacées d'un trait de plume les erreurs des siècles écoulés ; l'empereur rentrait dans ses droits. S'il tolérait, malgré tout, certaines transformations accomplies dans le monde depuis le temps des Augustes, comme par exemple la naissance des seigneuries ou celle des communes urbaines, il avait soin de rappeler qu'aucune transmission de fief ne serait plus valable qu'avec son agrément ; que les élections consulaires devraient être faites en sa présence ou en présence d'un de ses délégués ; enfin qu'aucun élu ne pourrait entrer en charge sans avoir obtenu d'abord l'investiture impériale. De la sorte, ses prérogatives souveraines étaient pleinement sauvegardées.

Il eût été difficile de rêver plus violent retour en arrière.

[*Table des matières*](#)

V. — La mainmise de Frédéric Barberousse sur la papauté (1158-1160) ⁵⁹.

Les cités italiennes restèrent d'abord étourdies sous le coup. Désunies comme elles l'étaient, elles ne pouvaient dans le moment songer à protester. Mais il n'en était pas de même du pape. Ému des conséquences redoutables qu'entraînaient pour l'Église les décrets de Roncaglia, Adrien IV prit aussitôt position contre Frédéric et se chargea d'organiser la résistance. Il ne lui échappait pas, en effet, que l'obligation pour les évêques et les abbés de restituer à l'empereur les biens et droits fiscaux, les « récales », quitte à lui en demander ensuite l'investiture, allait avoir pour résultat de mettre à la discrétion du Hohenstaufen les évêchés italiens, après ceux d'Allemagne, et que la papauté ^{p146} elle-même serait, à raison de son temporel, placée dans une situation intolérable. Et d'ailleurs, comme pour mieux souligner ces conséquences funestes, Frédéric avait immédiatement dépêché des inspecteurs dans un grand nombre de villes épiscopales, sans en

⁵⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

excepter Rome, avec mandat de procéder à l'inventaire des biens qu'il s'agissait de réincorporer, au moins juridiquement, au domaine impérial.

En même temps s'aggravait la mainmise de l'empereur sur les évêchés italiens. À Ravenne, par exemple, il obtenait, dans l'hiver 1158-1159, l'élection d'un candidat de son choix, un jeune sous-diacre, fils du comte de Biandrate, près de Novare. Il se refusait à admettre les observations que le pape croyait devoir, à ce propos, lui présenter et ripostait par des lettres dont le style ne gardait plus rien des formes respectueuses auxquelles la tradition avait depuis longtemps donné force de loi. À une demande d'explication touchant ses empiétements, il répondait avec une tranquille insolence, au début de l'été 1159, qu'il ne réclamait que son dû, que les évêques étaient libres de renoncer aux biens « régaliens » qu'ils détenaient et d'évacuer ceux des palais épiscopaux qui avaient été construits sur les terres du fisc, s'ils désiraient ne pas lui prêter hommage. Il s'étonnait enfin, ajoutait-il, qu'on eût l'idée extravagante de parler des droits du pape sur Rome, alors qu'« empereur des Romains de par l'ordination divine, il n'aurait plus que l'ombre du pouvoir et un vain titre sans valeur réelle si on lui enlevait son autorité sur la ville » des Césars.

On en venait ainsi du côté de l'empereur à de fâcheux écarts de langage, tandis que, dans le camp pontifical, on préparait en secret la revanche. L'agitation, habilement fomentée par la Curie, gagnait les communes du Nord ; dans l'Italie du Sud, les Normands étaient incités par elle à reprendre les armes ; l'excommunication allait être en outre lancée contre Frédéric, quand une mort soudaine vint enlever Adrien (1^{er} septembre 1159).

Excellente occasion pour l'empereur de pêcher en eau trouble. Il n'y manqua pas. L'élection du nouveau pape eut lieu à Rome, le 7 septembre, sous l'œil vigilant de deux de ses hommes de confiance, qui se trouvaient précisément dans la ville, le comte palatin de Bavière, Otton de Wittelsbach, et maître Herbert, prévôt de l'église d'Aix-la-Chapelle. Mais le résultat fut pour eux une déception : leur candidat, le cardinal Octavien, n'obtint que quelques voix, quatre ou cinq sans doute, tandis que le reste des électeurs faisait bloc, comme par défi, sur le nom ^{p147} du plus fougueux des anti-impérialistes, le cardinal Roland, chancelier de l'Église romaine, avec lequel Otton de Wittelsbach avait failli en venir aux mains lors de la diète de Besan-

telsbach avait failli en venir aux mains lors de la diète de Besançon. Le succès de Roland était un coup direct porté à l'empereur. Aussi les amis d'Octavien refusèrent-ils de se rallier au vote de la majorité, empêchant ainsi la réalisation de l'unanimité nécessaire ; puis, brusquant le dénouement, ils firent, avec une hâte plus que suspecte, acclamer par le peuple leur candidat sous le nom de Victor IV, gagnant de vitesse les électeurs de Roland, acclamé lui-même bientôt après sous le nom d'Alexandre III.

La manœuvre était habile. Car un schisme laissait du moins à l'empereur la possibilité de se poser en arbitre. Tout en affectant un grand respect des formes légales, il s'empessa de déclarer qu'il avait seul qualité pour veiller à la solution du conflit, en tant que protecteur-né de toutes les églises, Rome inclusivement, établies à l'intérieur de l'Empire. Se fondant sur les précédents, rappelant l'exemple de Constantin, de Théodose, de Justinien, de Charlemagne, d'Otton le Grand, invoquant les décrets mêmes des pontifes romains, il pria les évêques de ses États « et des autres royaumes » d'Occident — France, Angleterre, Espagne, Hongrie, — de se réunir sous sa présidence avec les deux élus en concile général pour mettre fin au schisme. Le rendez-vous était fixé au 13 janvier 1160, à Pavie.

Le résultat d'une assemblée délibérant dans de pareilles conditions était facile à prévoir. L'empereur, il est vrai, après avoir ouvert la première séance le 5 février, eut la discrétion de se retirer, en « confiant à la sagesse et à l'autorité » des Pères du concile le soin de trancher en toute liberté. Mais, s'il n'était pas là pour surveiller les débats, son fidèle Reinald de Dassel, qu'il avait fait élire archevêque de Cologne l'année précédente, le suppléait dans cette tâche, et, parmi la cinquantaine de prélats qui siégeaient, le nombre était si faible de ceux qui n'appartenaient pas à l'Allemagne ou à la Lombardie que la cause était entendue d'avance. Constatant que seul Victor IV s'était présenté devant l'assemblée et que son élection avait eu lieu dans les formes requises, tandis que celle de son concurrent était entachée de violence, les évêques reconnurent le premier comme pape définitif et prononcèrent la déchéance d'Alexandre.

Le dernier mot restait donc, en apparence au moins, à l'empereur, et de nouveau l'on pouvait croire la papauté à sa merci. p148

[*Table des matières*](#)

VI. — L'application des décrets de Roncaglia dans l'Italie du Nord (1159-1162) ⁶⁰.

Mais entre temps les communes lombardes s'étaient ressaisies. Excités peut-être en sous-main par les émissaires du pape Adrien IV, les Milanais avaient reçu à coups de pierres le chancelier Reinald de Dassel et le comte palatin de Bavière Otton de Wittelsbach, qui étaient venus vers la fin de janvier 1159 procéder à l'installation des nouveaux consuls de la ville. À toutes les demandes d'explications, ils n'avaient fourni qu'une seule réponse : « Ils avaient juré sans doute, mais sans promettre de tenir parole ». Déclarés rebelles et mis au ban de l'Empire le 16 avril, ils n'avaient pas attendu d'être attaqués pour rouvrir les hostilités. Dès avril, la Lombardie était de nouveau à feu et à sang et quand, en juillet, Frédéric, ayant reçu d'Allemagne des renforts, fut à son tour en mesure de prendre l'offensive, on put se croire brusquement reporté de quatre ou cinq ans en arrière.

Pendant six mois, Frédéric s'acharna contre la petite ville de Crema, alliée et complice de Milan. Elle ne succomba enfin, le 27 janvier 1160, que grâce à l'appui prêté par Crémone, sa rivale, qui avait juré de la détruire et obtint en effet qu'elle fût entièrement rasée. Milan, assailli quelques semaines plus tard et bloqué à partir du mois d'août, résista jusqu'au 1^{er} mars 1162. Mais le châtement fut terrible : comme Crema, l'orgueilleuse cité fut réduite à néant, ses habitants dispersés. Terrorisées, les autres communes de Lombardie renoncèrent à la lutte.

D'un bout à l'autre de l'Italie du Nord, les décrets de Roncaglia purent cette fois être exécutés, avec cette aggravation même que dans toute ville où l'on s'était heurté à une fin de non-recevoir ou à une mauvaise volonté évidente, la liberté des élections consulaires fut supprimée et qu'un curateur ou « podestat », étranger à la cité, souvent d'origine allemande, fut nommé par l'empereur à la place des

⁶⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

magistrats municipaux ; l'administration des biens et droits « régaliens » fut confiée à un représentant du souverain ; on démolit l'enceinte ; une amende fut levée. En Romagne, en Toscane, la simple vue des troupes impériales suffit à garantir l'application des décrets.

L'empereur triomphait par la terreur ; mais il triomphait. p149

[*Table des matières*](#)

VII. — La ligue lombarde et la révolte de l'Italie (1162-1177) ⁶¹.

Pour refaire vraiment de l'Italie une province de l'Empire, il restait à gagner la confiance de ses habitants et à remettre la main sur Rome, après avoir réglé d'une façon définitive la question du schisme pontifical, que le concile de Pavie n'avait en fait nullement liquidée. Or tout annonçait que les Italiens guettaient avec impatience une occasion propice pour se soulever et que, si le problème du schisme pontifical semblait en voie de solution, cette solution s'annonçait comme contraire aux espoirs de Frédéric.

Car Victor IV n'avait pas cessé de perdre du terrain. Le concile de Pavie, loin de lui valoir des adhérents nouveaux, lui avait aliéné les esprits que choquaient les prétentions du Hohenstaufen à s'ériger en arbitre de la chrétienté. Dès le début de 1162, il n'avait plus guère pour lui que les fractions du clergé sur lesquelles son impérial protecteur exerçait un contrôle direct ; presque tout le reste de l'Europe occidentale, en particulier la France, l'Angleterre, l'Espagne, le royaume de Sicile, la Hongrie, la Norvège, s'était prononcé pour son rival. Sentant la faiblesse de sa position, Frédéric recourut à la diplomatie. Le jeu des circonstances semblait inciter le roi de France Louis VII à un rapprochement : l'empereur décida d'en tirer parti.

Renonçant donc à poursuivre sur Rome l'expédition qu'il avait entreprise au cours de l'été 1162, il accepta de se rencontrer le 29 août avec le Capétien au pont de Saint-Jean-de-Losne, près de la frontière de leurs États, pourvu que son interlocuteur consentît, de son côté, à

⁶¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

ne pas séparer l'examen des difficultés politiques de la question du schisme. Et comme ^{p150} Alexandre III s'était quelques mois avant réfugié en France, on convint que chacun des deux rois amènerait avec lui son pape, pour faciliter le travail des arbitres à qui serait laissé le soin de prononcer entre les rivaux. Une dernière clause en disait long sur les intentions de Frédéric : il avait été entendu, à sa demande, que l'abstention d'un des papes serait tenue pour un aveu. Moralement sûr qu'Alexandre III ne comparaitrait pas plus qu'à Pavie, l'empereur escomptait déjà le ralliement de l'Église de France à Victor IV. Mais, au dernier moment, après avoir failli se laisser prendre au piège, Louis VII, qu'Alexandre III avait en effet refusé d'accompagner au rendez-vous, parvint à se dérober et, l'entrevue projetée n'ayant pu avoir lieu, Alexandre garda l'obédience des Français.

La diplomatie ayant échoué, Frédéric s'apprêtait à recourir de nouveau à la force en allant attaquer le roi de Sicile, alors le plus solide appui d'Alexandre III en Italie, quand la mort de Victor IV (20 avril 1164) vint le surprendre. Son fidèle chancelier Reinald de Dassel eut beau faire élire aussitôt à la place du défunt le cardinal Gui de Crema, qui prit le nom de Pascal III, il ne put empêcher le ralliement à Alexandre III d'un grand nombre de ceux qui jusqu'alors avaient hésité à abandonner son adversaire ; et ceux-ci menèrent bientôt au sud des Alpes une propagande active contre la domination germanique. Avant le milieu de l'année 1164, un groupe de mécontents, englobant Vérone, Venise, Vicence, Padoue, avaient lié partie entre eux. En hâte, dès juin, Frédéric rassembla des troupes pour les dissocier. Mais, se méfiant des éléments lombards qu'il avait dû incorporer à cette armée improvisée, il n'osa, au dernier moment, passer à l'attaque ; et cet aveu d'impuissance entraîna la révolte de Côme, de Plaisance, de Bologne, qui, l'une après l'autre, chassèrent leurs podestats.

De nouveau, il recourut à la diplomatie pour essayer d'isoler Alexandre III, et, cette fois, Reinald de Dassel sut exploiter le grave conflit ecclésiastique qui venait de surgir en Angleterre entre l'archevêque de Canterbury, Thomas Becket, et le roi Henri II pour amener ce dernier à changer brusquement d'obédience et à reconnaître l'antipape. Mais, en dépit des mesures de plus en plus rigoureuses prises par Frédéric contre ceux qui refusaient d'imiter ce geste, en dépit des destitutions, des expulsions, l'opinion se prononçait avec une netteté croissante en faveur d'Alexandre qui, en novembre 1165,

teté croissante en faveur d'Alexandre qui, en novembre 1165, réussissait à faire dans Rome une brillante rentrée. p151

Résolu à frapper enfin un grand coup, Frédéric mit un an à organiser son expédition et à rassembler une puissante armée, dont la force se révéla en effet irrésistible. Lentement, méthodiquement, assurant sur son passage, non sans peine parfois, la soumission des villes et des provinces traversées, il s'avança vers Rome, qu'il atteignit à la fin de juillet 1167, après une marche victorieuse de plus de six mois. De vive force, il s'empara de la Cité Léonine et de Saint-Pierre, où son pape fut intronisé, tandis qu'Alexandre III s'enfuyait sous un habit d'emprunt. Enfin, le 1^{er} août, il put traverser le Tibre pour aller prendre possession de la ville proprement dite. Mais le sort était contre lui : car, à peine était-il installé dans Rome qu'une épidémie y éclata, décimant son armée, lui faisant perdre deux mille chevaliers, des princes de haut rang, d'importants fonctionnaires, des prélats de marque, parmi lesquels son très cher Reinald de Dassel. Il fallut, en septembre, se replier précipitamment vers le nord, pour éviter que le mal, aggravé par la chaleur, n'exerçât des ravages pires encore.

Retraite lamentable que celle de ces troupes, naguère dans tout l'éclat insolent du triomphe, aujourd'hui traînant après elles une cohue de moribonds, sous l'œil narquois des vaincus de la veille, qui applaudissaient en secret à ce « jugement de Dieu ». L'effet d'un pareil spectacle était aggravé par les nouvelles reçues de Lombardie, où l'on n'avait pas attendu de voir passer cette armée en désordre pour désertre la cause de l'Empire. Dès le début de mars 1167, c'est-à-dire presque aussitôt après le départ de Frédéric pour Rome, une nouvelle ligue de cités s'était formée dans le nord, sur l'initiative de Crémone, pour renverser le régime de Roncaglia. Mantoue, Brescia, Bergame avaient tout de suite donné leur adhésion. À la fin d'avril, les Milanais, grâce à leur appui, avaient pu venir réoccuper leurs maisons en ruines et relever leurs murailles. En mai, Lodi et Plaisance, en août Parme s'étaient, avec plus ou moins de spontanéité, jointes à la ligue et, d'un commun accord, les huit villes alliées avaient expulsé de chez elles les impériaux et rétabli leurs consuls.

Encouragés par l'échec de l'empereur à Rome, les ligueurs resserrèrent et fortifièrent leur alliance. Le 1^{er} décembre, une vaste « association lombarde » (*societas Lombardorum* ou *Lombardiae*) était fondée, qui, outre Crémone et ses sept alliées, comprenait

dée, qui, outre Crémone et ses sept alliées, comprenait Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, Ferrare, Modène, Bologne et Venise ; et, pour éviter tout retard dans l'action, ^{p152} des pouvoirs étendus étaient immédiatement délégués à un comité exécutif de « recteurs ». Avant la fin du mois, l'association pouvait compter sur Novare et Verceil, en mars 1168 sur Côme ; et, tandis que l'empereur, réussissant par miracle à déjouer sa surveillance, s'échappait sous un déguisement à travers les États du comte de Savoie, elle lui jetait à la face un suprême défi en entamant la construction d'une forteresse fédérale, qu'en l'honneur d'Alexandre III, elle nomma Alexandrie.

Le vent décidément avait tourné. En vain Frédéric s'entêtait-il à ne pas reconnaître Alexandre III et à lui faire interdire de vive force l'entrée de Rome, celui-ci ne cessait de gagner du terrain. Partout son prestige grandissait. En 1170, l'association ou ligue lombarde se plaça sous son patronage ; et, dans l'Italie du Nord, les forces de l'opposition, déjà très diminuées par suite du décès (en septembre 1168) de l'antipape Pascal III, à qui l'on n'avait trouvé à substituer que l'obscur Calixte III, se virent bientôt réduites à presque rien. En même temps, la ligue lombarde elle-même allait se renforçant. Au cours de l'été 1170, elle reçut plusieurs adhésions de marque : celle de Pavie, si longtemps fidèle à l'empereur, puis celle de divers grands seigneurs comme le comte de Biandrate et le marquis de Montferrat. Elle en arriva ainsi à grouper dans son sein un si grand nombre de villes et de seigneuries d'Italie septentrionale que l'entrée même de la péninsule devenait difficile au Hohenstaufen.

Pendant six ans, il rongea son frein en silence, guettant l'instant propice et attendant de pouvoir mobiliser une armée suffisante pour agir. En septembre 1174, il se risqua à repasser les Alpes ; mais il n'avait guère plus de huit mille hommes avec lui ; et quand il voulut en finir avec la place d'Alexandrie, qu'il traitait de simple village, de « ville de chaume », il se heurta à une telle résistance qu'il dut lever le camp au bout de six mois de siège, le 13 avril 1175, sans avoir pu supprimer ce symbole vivant des prétentions ennemies. Il n'osa pas ensuite livrer bataille aux troupes confédérées et accepta avec empressement, près de Montebello, une trêve (16 avril 1175) qui, laissant tout en suspens, remettait aux consuls de Crémone, c'est-à-dire d'une ville lombarde, le soin de préparer un règlement définitif. Leur projet, bien entendu, ne fut pas à sa convenance ; mais en vain, pendant les mois suivants, réclama-t-il des renforts au plus puissant de

mois suivants, réclama-t-il des renforts au plus puissant de ses vassaux, le duc de Saxe et Bavière, Henri le Lion : on était las en Allemagne de ces infructueuses et interminables ^{p153} expéditions d'Italie, et chacun se déroba. Encore une fois, il tenta la chance avec les troupes qu'il avait sous la main, le 29 mai 1176, à Legnano, au nord-ouest de Milan ; mais il y subit une écrasante défaite, d'où il ne se sauva personnellement qu'à grand'peine.

Il fallait se rendre à l'évidence : hors d'un rapprochement avec Alexandre III, il n'y avait point de salut. Et c'est pourquoi, oubliant qu'il avait, lors d'une assemblée tenue à Würzburg, en mai 1165, juré publiquement et réclamé de tout son clergé le serment de ne jamais le reconnaître pour pape, Frédéric mit désormais tout en œuvre pour se ménager une aussi précieuse alliance. Au cours des pourparlers conduits à Anagni par ses représentants (novembre 1176), il alla, en vue de ce résultat, jusqu'à promettre d'abandonner toute revendication sur les territoires formant le Patrimoine de saint Pierre, et même de restituer les domaines enlevés aux papes depuis le temps d'Innocent II. Moyennant quoi, Alexandre, satisfait de voir l'orgueilleux empereur venir à résipiscence, ne se refusa pas à pardonner, pourvu qu'un accord pût être scellé avec ses alliés de Lombardie.

Les bons offices d'Alexandre facilitèrent une entente sur ce point. Et tout étant enfin réglé, après de longues et délicates négociations, l'empereur fut invité, le 24 juillet 1177, à comparaître devant le portail de Saint-Marc, à Venise, pour y recevoir du Souverain Pontife, selon le cérémonial accoutumé, le baiser de paix, qui scellait officiellement sa réconciliation avec l'Église romaine. Puis, le 1^{er} août, dans le palais du patriarche de Grado, il conclut pour six années une trêve solennelle avec les membres de la ligue lombarde. En même temps qu'à la guerre, Frédéric renonçait jusqu'à nouvel ordre à toute revendication des droits contestés et abandonnait aux plénipotentiaires de paix le soin de fixer ses rapports définitifs avec les villes italiennes.

[*Table des matières*](#)

VIII. — La paix de Constance (1183) et le triomphe de l'idée impériale ⁶².

On a généralement exagéré l'humiliation imposée au Hohenstaufen le 24 juillet, lorsqu'il dut, pour obtenir le baiser de paix ^{p154} du Souverain Pontife, se jeter à ses pieds dans l'attitude du pécheur repentant qui vient solliciter l'oubli de ses fautes : ces gestes rituels n'avaient pas aux yeux des chrétiens du temps, même quand il s'agissait d'un roi ou d'un empereur, la signification qu'ils auraient de nos jours. La trêve de Venise n'en eût pas moins marqué la ruine des espérances de Frédéric, si l'entente du Saint-Siège et des villes lombardes avait pu survivre à la réconciliation des deux anciens protagonistes de la lutte. Mais l'empereur savait sans le moindre doute que les cités italiennes n'avaient consenti à déposer provisoirement les armes que sous la pression du pape, plus désireux qu'elles d'en finir. Il pensait bien d'ailleurs obtenir par la diplomatie, en partie au moins, ce que la force n'avait pu lui donner. Et le calcul était bon, puisque, au bout de cinq ans et demi d'intrigues, tant en haute qu'en moyenne Italie, la ligue lombarde était à ce point disloquée et privée d'appuis, que l'empereur se trouvait de nouveau en mesure de lui imposer, ou à peu près, sa volonté.

Entamées quelques mois avant l'expiration de la trêve de Venise, les négociations pour la paix définitive aboutirent, ¹⁵⁵ lors des préliminaires de Plaisance (30 avril 1183), puis du traité de Constance (25 juin 1183), à un accord général qui, s'il marquait un abandon partiel des revendications exorbitantes produites à la diète de Roncaglia, assurait néanmoins au roi germanique le gouvernement effectif de l'Italie. Frédéric acceptait le maintien du régime municipal tel qu'il avait fonctionné jusqu'alors et la libre élection des consuls urbains, mais sous cette réserve que ceux-ci lui prêteraient serment de fidélité et recevraient de lui — ou exceptionnellement des évêques qu'il aurait pourvus des droits comtaux — l'investiture de leur charge.

⁶² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

En vue de permettre un contrôle plus strict de leur gestion, il était stipulé en outre qu'on pourrait appeler de leurs jugements devant les tribunaux de l'empereur, dès que la pénalité encourue dépasserait la somme de vingt-cinq livres. La question brûlante des droits régaliens recevait aussi une solution, moins radicale qu'à Roncaglia, mais qui valait au souverain allemand des satisfactions substantielles : car, s'il laissait sans formalités aux communes italiennes l'usage des droits dont elles pourraient justifier, le traité maintenait le principe de la restitution de tous ceux dont une enquête établirait le caractère usurpatoire. Les cités prenaient enfin l'engagement d'accueillir l'empereur à chacun de ses voyages en Lombardie, tant à l'aller qu'au retour, avec la déférence due à un souverain par de loyaux sujets, et de lui fournir les « services », les vivres, les prestations en nature, fixés par la coutume. Si l'on ajoute que, trois mois plus tôt, Frédéric avait accordé sa « grâce » à la population d'Alexandrie, par un acte séparé (14 mars 1183) qui constituait une éclatante réparation — puisque, rayée du nombre des villes italiennes et vidée au préalable de tous ses habitants, elle n'était admise à renaître que par faveur spéciale et sous le nom nouveau et symbolique de Césarée — on jugera sans doute que la paix de 1183 faisait réellement de l'empereur l'arbitre des destinées italiennes.

Rien d'étonnant dès lors si, à partir de ce moment, l'autorité impériale s'insinue partout dans la péninsule. Au nord, la ligue lombarde achève de se désagréger à son profit. Dès le mois de septembre 1184, Frédéric peut s'offrir le régal d'une brillante entrée dans Milan, où la population l'accueille avec un enthousiasme qui se muera, au bout de quelques mois, en une amitié solide : par un acte solennel du 11 février 1185, il célèbre la « fidélité » des Milanais — ses ennemis acharnés de la veille — et se lie à eux par un traité d'alliance et d'aide mutuelle envers ^{p156} et contre tous. Les Milanais sont d'ailleurs récompensés de leurs bons sentiments par la concession de droits régaliens nouveaux ; mais l'empereur n'oublie pas de leur réclamer en échange un cens annuel de trois cents livres qui rendra toujours sa souveraineté présente à leurs esprits. De gré ou de force, tout le monde doit se soumettre. Crémone, non englobée dans la paix de Constance, ne rentre en grâce que moyennant de multiples restitutions, auxquelles s'ajoute, en juin 1186, une lourde amende de 1.800 livres, payables en trois termes, avant le 1^{er} août.

En Toscane, l'empereur réussit à garder pour lui la plus importante fraction de la principauté formée jadis par la comtesse Mathilde et que papes et empereurs s'étaient si souvent disputée depuis sa mort. Les timides protestations du successeur d'Alexandre III, le pape Lucius III (1181-1185), faible et doux vieillard gagné à la cause impériale, n'ont d'autre résultat, tant le pouvoir de Frédéric s'est affermi, que d'amener de sa part deux ripostes foudroyantes : en octobre 1184, les fiançailles de son fils Henri, son successeur éventuel, avec Constance de Sicile, fille de feu Roger II et — le mariage du roi régnant Guillaume I^{er} étant demeuré stérile — héritière présomptive du royaume normand de Sicile et d'Italie méridionale ; puis, en janvier 1186, au lendemain de l'élection d'un pape hostile, Urbain III, le mariage du jeune homme et son couronnement royal par les mains de l'archevêque de Milan — peut-être (encore qu'on l'ait contesté) sous le titre rajeuni de « César », emprunté au protocole du Bas-Empire romain et de l'Empire byzantin avec la signification d'empereur désigné. C'eût été, en ce cas, laisser entendre que l'on saurait se passer au besoin du pape pour créer le futur empereur.

Entre temps, en Allemagne même, la position de Frédéric s'était considérablement renforcée. Un homme, au moment de Legnano, lui avait manqué : le duc de Saxe et Bavière Henri le Lion. Titulaire des deux plus grands duchés de Germanie, maître, par surcroît, d'une large portion des territoires conquis pièce à pièce depuis le X^e siècle, notamment par ses armées, sur les païens slaves d'entre Elbe et Baltique, d'une ambition sans limite, et accoutumé à voir tout le monde céder à sa volonté, Henri s'était conduit depuis nombre d'années avec une brutale indépendance, qui avait fini par lui aliéner bien des gens. Saisi de diverses plaintes contre lui, Frédéric s'était enhardi dès novembre 1178 jusqu'à le citer devant son tribunal ^{p157} pour y répondre à ses accusateurs. Condamné par défaut en juin 1179, après deux citations successives demeurées sans effet, Henri avait été mis au ban de l'Empire, puis, six mois après, déclaré déchu de ses fiefs (janvier 1180). En juin 1180 — un an jour pour jour après la mise au ban, comme le voulait la loi en cas d'insoumission, — les troupes impériales étaient passées à l'exécution de la sentence : ses biens avaient été saisis, son duché de Saxe démembré, la Styrie séparée de la Bavière ; et quand, en fin de compte, traqué et à bout de forces, le coupable s'était décidé à venir demander humblement son pardon (novembre 1181), Frédéric se sentait à ce point consolidé qu'il

1181), Frédéric se sentait à ce point consolidé qu'il pouvait imposer à l'indomptable vassal de naguère l'obligation de quitter l'Allemagne pendant trois années pleines au moins, sans autre espoir que de recouvrer à son retour ses biens patrimoniaux de Brunswick et Lüneburg.

Au lendemain de la paix de Constance, l'œuvre à laquelle Frédéric Barberousse n'avait cessé de travailler avec des succès inégaux était donc incontestablement en bonne voie. Certes, ni la féodalité allemande ni les républiques urbaines d'Italie n'étaient supprimées ; avec la papauté, l'on devait s'attendre avant peu à de nouveaux conflits ; mais quand, en 1186, Urbain III voulut dresser les évêques d'Allemagne contre leur roi, son échec fut à peu près complet. Sauf une vaine révolte de l'archevêque de Cologne, obligé par la suite de faire amende honorable, le clergé demeura fidèle, et la diète de Gelnhausen, où, cette année même, l'épiscopat se serra autour du souverain, fut une décisive réponse aux manœuvres pontificales. En Italie, le succès de la politique de Frédéric s'avéra plus franc encore. Urbain III étant mort en octobre 1187, la curie accepta de lui donner des successeurs entièrement dévoués à la cause allemande : Grégoire VIII d'abord, puis Clément III, et l'accord conclu avec ce dernier à Strasbourg en avril 1189 assura la paisible transmission de la couronne impériale au fils de Frédéric, Henri VI, l'époux de Constance de Sicile, à qui dès novembre suivant la mort du roi Guillaume II valut le trône de Palerme.

Le dernier mot, somme toute, restait aux Hohenstaufen. Avec Frédéric Barberousse, l'Empire avait reconquis ses droits. ^{p158}

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE PREMIER. ***L'Empire germanique.***

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Dans *l'Histoire générale* de G. Glotz, on se reportera au volume d'A. Fliche, *L'Europe occidentale de 888 à 1125* (Paris, 1930, in-8°), p. 193-273 et 398-487, et à celui d'E. Jordan, *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles* (Paris, 1939, in-8°) : ce dernier retrace excellemment en 450 pages l'histoire de l'Empire germanique de 1125 à 1273. On mettra également hors de pair le manuel de K. Hampe, *Deutsche Kaisergeschichte in der Zeit der Salier und Staufer* (Leipzig, 1909, in-8°, de la « Bibliothek der Geschichtswissenschaft » publ. par E. Brandenburg ; 2^e éd. remaniée, 1912 ; 8^e éd., refondue par F. Baethgen, 1943), exposé méthodique et lucide de la période 1024-1250. Y joindre le lourd, mais consciencieux *Gebhardts Handbuch der deutschen Geschichte*, 7^e éd., publiée sous la direction de R. Holtzmann (Stuttgart, Berlin et Leipzig, 1930, 2 vol. in-8°), t. I^{er}, nouvelle refonte par une équipe de spécialistes du manuel publié par R. Gebhardt en 1891 et déjà plusieurs fois refondu. Parmi les récentes histoires d'Allemagne, une des meilleures est J. Bühler, *Deutsche Geschichte*, t. I et II, des origines à 1500 (Berlin et Leipzig, 1934-1935, 2 vol. in-8°). Voir aussi H. Gunter, *Das deutsche Mittelalter*, t. I, de 900 à 1250 (Fribourg-en-Brisgau, 1936, in-8°, vol. 12 de la « Geschichte der führenden Völker », publ. par H. Finke, H. Junker, G. Schnürer). Le livre de K. Hampe, traduit (non sans de lourdes erreurs) de l'allemand en français, sous le titre *Le haut moyen âge* (Paris, [1943], in-8°), traite en réalité de l'histoire de l'Occident, et en particulier de l'Allemagne, de 900 à 1250. Il a été publié d'abord en langue allemande sous le titre *Das Hochmittelalter* (Berlin, [1932], in-4°).

Le livre de H. Gerdes, *Geschichte des deutschen Volkes und seiner Kultur im Mittelalter* (Leipzig, 1891-1908, 3 vol. in-8°), qui mène l'histoire d'Allemagne de 843 à 1250, est un guide peu sûr. Il en va de même de la *Deutsche Geschichte* de K. Lamprecht (Berlin, 1891-1909, 12 vol. in-8° et 2 vol. de suppléments), dont les t. II et III (1892-93) concernent notre période. L'ouvrage, souvent cité encore, de W. von Giesebrecht, *Geschichte der deutschen Kaiserzeit* (Leipzig, 1855-1895, 6 vol. in-8°, le dernier achevé par B. von Simson, les quatre premiers plusieurs fois réédités), qui s'arrête en 1189, est vieilli. On se méfiera du livre ancien et superficiel de Jules Zeller, *Histoire d'Allemagne [jusqu'à Luther]* (Paris, 1872-1892, 7 vol. in-8°), t. II-IV.

Pour l'histoire des institutions, le livre essentiel est le *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* de R. Schröder (Leipzig, 1889, in-8° ; 7^e éd. refondue par E. von Künssberg, 1922, un fort vol. de plus de 1100 p.). On y trouvera le renvoi aux plus importants travaux de détail. La *Deutsche Verfassungsgeschichte* de G. Waitz (Berlin, 1844-1878, 8 vol. in-8° ; 2^e éd. de

chichte de G. Waitz (Berlin, 1844-1878, 8 vol. in-8° ; 2^e éd. de plusieurs volumes, 1880-1896) s'arrête au XII^e siècle ; elle est encore intéressante pour le détail, mais manque d'horizon et a beaucoup vieilli. Sur le régime féodal en Allemagne, H. Mitteis, *Lehnrecht und Staatsgewalt*, cité p. 3. — Sur l'idée impériale, E. Jordan, *Dante et la théorie romaine de l'Empire*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XLV (1921), p. 353-396, XLVI (1922), p. 191-232 et 332-390, qui remonte jusqu'aux débuts de l'Empire germanique, et particulièrement suggestif ; Marc Bloch, *L'Empire et l'idée d'Empire sous les Hohenstaufen*, dans la *Revue des cours et conférences*, 1928-1929, t. II, p. 481-493, 577-589, 759-768 ; P. E. Schramm, *Kaiser, Rom und Renovatio* (Leipzig et Berlin, 1929, 2 vol. in-8°, vol. 17 des « Studien der Bibliothek Warburg »), riche en aperçus ingénieux, mais souvent confus. — Pour l'histoire religieuse, l'ouvrage fondamental est celui d'A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III et IV (cité p. 116), dont certaines idées sont discutables. Y joindre les ouvrages de Langen et Haller cités p. 116 et l'*Histoire de l'Eglise* d'A. Fliche et V. Martin, t. VII (Paris, 1940, in-8°). — J. W. Thompson a publié, sous le titre *Feudal Germany* (Chicago, 1928, in-8°), un recueil d'études détachées où l'on trouvera à glaner d'utiles observations.

I. Le pouvoir royal en Allemagne, de la mort d'Otton le Grand à celle d'Henri III (973-1056).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités à la note précédente, ajouter K. Uhlirz, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Otto II und Otto III*, t. I, seul paru : *Otto II* (Leipzig, 1902, in-8°, de la collection des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » publ. par l'Académie de Munich) ; R. Wilmans, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Otto III* (Berlin, 1840, in-8°), vieilli ; M. Ter Braak, *Kaiser Otto III. Idéal und Praxis im frühen Mittelalter* (Amsterdam, 1928, in-8°) ; K. Hampe, *Kaiser Otto III und Rom*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CXL (1929), p. 513-533 ; S. Hirsch, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich II*, publ. par R. Usinger, H. Pabst et H. Bresslau (Leipzig, 1862-1875, 3 vol. in-8°, de la collection des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » de l'Académie de Munich) ; H. Bresslau, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Konrad II* (Leipzig, 1879-1884, 2 vol. in-8°, de la même collection) ; E. Steindorff, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich III* (Leipzig, 1874-1881, 2 vol. in-8°, de la même collection), à compléter sur quelques points de détail avec P. Kehr, *Vier Kapitel aus der Geschichte Kaiser Heinrichs III*, dans les *Abhandlungen der Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Philosophisch-historische Klasse*, ann. 1930, n° 3 (et à part, Berlin, 1931, 61 p. in-4°). On trouvera dans le *Gebhardts Handbuch*, signalé à la note précédente, l'indication des plus importants travaux de détail parus sur cette période.

II. Un siècle d'anarchie : d'Henri IV à Conrad III (1056-1152).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre, joindre G.-Meyer von Knonau, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Heinrich IV und Heinrich V* (Leipzig, 1890-1909, 7 vol. in-8°, de la collection des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » de l'Acad. de Munich) ; W. Bernhardt, *Lothar von Supplinburg* (Leipzig, 1879, in-8°, de la même collection) ; F. Ludtke, *Kaiser Lothar der Sachse. Deutschlands Wendung zum Osten* (Berlin, 1937, in-8°) ; W. Bernhardt, *Konrad III* (Leipzig, 1883, 2 vol. in-8°, de la collection des « Jahrbücher der deutschen Geschichte ») ; J. Jastrow et G. Winter, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Hohenstaufen* (Berlin, 1893-1901, 2 vol. in-8°, de la « Bibliothek deutscher Geschichte » publ. par H. von Zwiédineck-Südenhorst), qui remonte à l'avènement de Lothaire en 1125. — Pour les travaux de détail, voir les bibliographies du *Gebhardts Handbuch* cité en tête du chapitre. — Sur les rapports avec la papauté, voir ci-dessus, p. 30 et suiv., et H. Gleber, *Papst Eugen III unter besonderer Berücksichtigung seiner politischen Tätigkeit* (Iéna, 1936, in-8°, fasc. 6 des « Beiträge zur mittelalterlichen und neueren Geschichte » publ. par F. Schneider).

III. Les débuts de Frédéric Barberousse (1152-1156).

La restauration de l'idée d'État.

OUVRAGES À CONSULTER. — Il n'existe pas de bonne histoire du règne de Frédéric Barberousse. L'ouvrage de H. Prutz, *Kaiser Friedrich I* (Danzig, 1871-1874, 3 vol. in-8°), est vieilli. Dans la collection des *Jahrbücher der deutschen Geschichte* de l'Académie de Munich, a paru seulement le tome I (1152-1158) des *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Friedrich I* de H. Simonsfeld (Leipzig, 1908, in-8°). Il pêche par excès de minutie. L'ouvrage de J. Jastrow et G. Winter, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Hohenstaufen*, cité p. 136, est insuffisant. Pour l'ensemble, mieux vaut se reporter aux livres généraux indiqués en tête de ce chapitre ; pour le détail, voir les bibliographies du *Gebhardts Handbuch* cité ibid. — Le petit volume de G. von Below, *Die italienische Kaiserpolitik des deutschen Mittelalters, mit besonderem Hinblick auf die Politik Friedrichs Barbarossas* (Munich et Berlin, 1927, in-8°, fasc. 10 des « Beihefte der Historischen Zeitschrift »), est surtout l'exposé d'une thèse : celle de la vanité des efforts poursuivis en Italie par les empereurs, par Frédéric Barberousse en particulier. — Sur les communes italiennes, voir la bibliographie, p. 90.

IV. La diète de Roncaglia (1158).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres cités p. 129 et 139, joindre la biographie (aujourd'hui dépassée) de J. Ficker, *Reinald von Dassel, Reichkanzler und Erzbischof von Köln* (Cologne, 1850, in-8°), et P. W. Finsterwalder, *Die Gesetze des Reichstags von Roncaglia von 11 November 1158*, dans la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Germanistische*

der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Germanistische Abteilung, t. LI (1931), p. 1-69. Rien ne vaut, pour cette période, la lecture du livre tendancieux, mais vivant, écrit par l'oncle même de Frédéric, Otton, évêque de Freising, et par son continuateur Rahewin : *Ollonis et Rahewini Gesta Friderici I imperatoris*, publ. par G. Waitz, 3^e éd. par B. von Simson (Hanovre et Leipzig, 1912, in-8°, de la collection des « *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* »).

V. La mainmise de Frédéric Barberousse sur la papauté (1158-1160).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes qu'au paragraphe précédent ; en outre, H. Schrörs, *Untersuchungen zu dem Streite Friedrichs I mit Hadrian IV* (Bonn, 1915, in-8°, programme, et Fribourg en Br., 1916) ; J. D. Mackie, *Pape Adrian IV* (Oxford et Londres, 1907, in-8°) ; H. Reuter, *Geschichte Alexanders des Dritten and der Kirche seiner Zeit* (Leipzig, 1860-1864, 3 vol. in-8°), vieilli, mais non remplacé. Sur l'antipape Victor IV, P. Kehr, *Zur Geschichte Victors IV (Octavian von Monticelli)*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XLVI (1926), p. 53-83.

VI. L'application des décrets de Roncaglia dans l'Italie du Nord (1159-1162).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes que pour les deux paragraphes précédents.

VII. La ligue lombarde et la révolte de l'Italie (1162-1177).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre et, sur Frédéric Barberousse, p. 139, voir l'ouvrage de H. Reuter, *Geschichte Alexnders des Dritten*, indiqué p. 146 ; H. Reichel, *Die Ereignisse an der Saône im August und September des Jahres 1162. Ein Beitrag zur Geschichte der Kirchenspaltung unter Friedrich I* (Halle, 1908, in-8°, dissertation) ; F. Güterbock, *Der Friede von Montebello und die Weiterentwicklung des Lombardenbundes* (Berlin, 1895, in-8°, dissertation). L'histoire de la bataille de Legnano a fait l'objet de vives controverses : nous citerons F. Güterbock. *Zur Kontroverse über die Schlacht bei Legnano*, dans la *Historische Vierteljahrschrift*, t. XIV (1911), p. 12-33 ; R. Beretta, *Della Compagnia della Morte e della Compagnia della Caroccio alla batlaglia di Legnano*, dans l'*Archivio storico lombardo*, 4^e série, t. XLI (1914), p. 240-256 ; Masново, *La batlaglia di Legnano* (Legnano, 1925, in-8°). — *La Storia diplomatica della lega lombarda*, de C. Vignati (Milan, 1866, in-4°), n'est qu'un recueil de documents.

VIII. La paix de Constance (1183) et le triomphe de l'idée impériale.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres indiqués p. 129 et 139, voir P. Scheffer-Boichorst, *Kaiser Friedrichs letzter Streit mit der Kurie* (Berlin, 1866, in-8°) ; Heinz Kauffmann, *Die italienische Politik Kaiser Friedrichs I nach dem Frieden von Konstanz (1183-1189). Beiträge zur Geschichte der Reichspolitik und Reichsverwaltung der Staufer in Italien* (Greifswald, 1933, in-8°, fasc. 3 des « Greifswalder Abhandlungen zur Geschichte des Mittelalters » publ. par A. Hofmeister), et la longue série de publications relatives à Henri le Lion relevées p. 339 du *Gebhardts Handbuch*, 7^e éd. (1930), indiqué ci-dessus (p. 129), Retenons surtout, outre les livres vieilliss, mais non remplacés, de H. Prutz, *Heinrich der Löwe, Herzog von Baiern und Sachsen* (Leipzig, 1865, in-8°), et de M. Philippson, *Geschichte Heinrichs des Löwen, Herzogs von Baiern und Sachsen, und der Welfischen und Staufischen Politik seiner Zeit* (Leipzig, 1867-68, 2 vol. in-8° ; 2^e éd. en 1 vol., 1918, sous un titre simplifié), les travaux spéciaux suivants : F. Güterbock, *Der Prozess Heinrichs des Löwen. Kritische Untersuchungen* (Berlin, 1909, in-8°) ; dans un sens opposé, J. Haller, *Der Sturz Heinrichs des Löwen* (Leipzig, 1911, in-8°), extr. de l'*Archiv für Urkundenforschung*, t. III (1911). p. 303 et suiv. ; K. Hampe, *Heinrichs des Löwen Sturz in politisch-historische Beleuchtung*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CIX (1912). p. 49-82 ; Editha Gronen, *Die Machtpolitik Heinrichs des Löwen und sein Gegensatz gegen das Kaisertum* (Berlin, 1919, in-8°, fasc. 139 des « Historische Studien » publ. par Ebering) ; F. Güterbock, *Die Gelnhäuser Urkunde und der Prozess Heinrichs des Löwen*, dans la *Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen*, t. LXXXI (1916) et LXXXIII (1919), et à part (Hildesheim et Leipzig, 1920, in-8°) ; Richard Schmidt, *Heinrich der Löwe. Seine Stellung in der inneren und auswärtigen Politik Deutschlands*, dans la *Historische Zeitschrift*, vol. 154 (1936), p. 241-284. Nombreuses études sur la politique « coloniale » d'Henri le Lion à l'est de l'Elbe, entre autres Ruth Hildebrand, *Der sächsische « Staat » Heinrichs des Löwen* (Berlin, 1937, in-8°, fasc. 302 des « Historische Studien » publ. par Ebering). — Sur la paix de Constance (dont le texte est publié dans les *Monumenta Germaniae historica, Constitutiones et acta publica*, t. I), voir W. Lenel, *Der Konstanzer Frieden von 1183 und die italienische Politik Friedrichs I*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CXXVIII (1923), p. 189-261. Sur la fin du règne et les débuts d'Henri VI, J. Haller, *Heinrich VI und die römische Kirche*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXXV (1914), p. 385-454 et 545-669, important, mais parfois contestable.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE II

L'Angleterre au XII^e siècle ⁶³.

Dans le temps même où Frédéric de Hohenstaufen reprenait à son compte les maximes du droit romain, les successeurs de Guillaume le Conquérant, d'un effort parallèle, quoique par d'autres voies et suivant des méthodes différentes, s'employaient avec une égale ténacité à fonder sur les ruines du régime féodal, générateur de désordre, une puissante et solide monarchie. Substituer à l'infinité des usages locaux le droit royal ; aux juridictions contradictoires des barons, tant laïques qu'ecclésiastiques, superposer une juridiction suprême, forte et respectée ; faire ou refaire de l'impôt royal une réalité, de l'officier royal un agent d'exécution ; doter l'État régénéré et considérablement ^{p159} accru d'une organisation administrative appropriée à ses nouveaux besoins, telle est la tâche, lourde et complexe, à laquelle les rois anglais du XII^e siècle, ou tout au moins deux d'entre eux, le Normand Henri Beauclerc et l'Angevin Henri Plantagenêt, s'appliquèrent avec succès.

[*Table des matières*](#)

I. — La succession de Guillaume le Conquérant ⁶⁴.

Dès le règne de Guillaume I^{er} le Conquérant, le principe monarchique s'était affirmé en Angleterre avec force. Que ce fût chez le vainqueur d'Hastings l'effet d'un programme politique froidement médité ou une tactique instinctive, il est de fait que, tout en se montrant en apparence très respectueux des formes féodales, il avait

⁶³ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

⁶⁴ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

su détourner déjà au profit du pouvoir royal la plupart des institutions qu'il avait trouvées lors de la conquête en vigueur sur le sol anglais. Comme dans son duché de Normandie, il avait réclamé et obtenu que le service militaire des détenteurs de fiefs fût soumis à une réglementation précise, en fixant l'importance, la durée et les modalités ; que la construction des châteaux forts fût subordonnée à son agrément ; que la frappe des monnaies fût exclusivement réservée à ses ateliers ; que le recrutement de tout le haut clergé se fît sous son contrôle. Tant en Angleterre qu'en Normandie, il avait repris en mains l'administration de ses États : des shériffs ou « vicomtes » dociles, chargés de transmettre ses ordres et d'en surveiller l'exécution, avaient partout rendu présente son autorité. Il avait renoué avec la tradition carolingienne en déléguant aussi souvent que possible dans les provinces des commissaires extraordinaires chargés, comme les *missi dominici* de jadis, d'exercer une surveillance active sur les officiers royaux et de procéder à des enquêtes administratives ou judiciaires chaque fois que plainte serait portée contre eux.

Mais, Guillaume I^{er} mort (7 septembre 1087), l'édifice chancela.
^{p160} On vit d'abord se rompre l'union de la Normandie et de l'Angleterre, devenue indispensable à la stabilité de l'État, en raison du nombre élevé des seigneurs à qui le hasard de la conquête avait valu, comme au roi lui-même, la possession de fiefs mi-anglais, mi-normands. Tandis que l'aîné des fils du défunt, Robert Courteheuse, recueillait la succession ducale, pour laquelle son père lui avait à diverses reprises fait d'avance prêter hommage, son frère Guillaume le Roux (qu'il vaudrait mieux appeler le Rouge, puisqu'il devait son surnom à son teint rubicond) mettait prestement la main sur le trésor de Winchester et sur la couronne royale, enlevant par ses promesses l'acquiescement du haut clergé et des barons de Grande-Bretagne, surtout préoccupés de jouir largement d'une vie facile.

Les deux frères n'étaient guère plus qualifiés l'un que l'autre pour tenir la place de leur père. Sans scrupules, dédaigneux des voies légales, faisant de l'esprit de « largesse », en vrais féodaux qu'ils étaient, la vertu fondamentale d'hommes de leur rang, quitte à puiser dans la bourse de leurs sujets l'argent nécessaire à leur générosité, ils soulevèrent partout l'un et l'autre des rancunes et des haines violentes. La Normandie et l'Angleterre leur durent de vivre dans une atmosphère de continuelles révoltes, génératrices de ruines sans nombre. Leurs ambitions rivales ne cessèrent d'ailleurs de

ambitions rivales ne cessèrent d'ailleurs de s'entrechoquer, comme on pouvait aisément le prévoir, puisque la reconstitution de l'héritage total du Conquérant, désirée par les plus remuants de leurs barons, n'était possible qu'au détriment de l'un des deux. Et ces barons eux-mêmes ne se firent pas faute de tirer parti de l'ubiquité de leurs fiefs et de la dualité de leurs suzerains, pour travailler contre les deux à la fois au profit de l'intérêt féodal, si malmené sous le règne précédent.

Entre Guillaume le Roux et Robert Courteheuse, il y avait toutefois une différence considérable : le premier était aussi tenace, aussi habile à se ménager les concours opportuns, que le deuxième était faible et maladroit. Comment s'étonner dès lors de l'échec de Robert dans ses molles tentatives pour évincer son cadet du trône anglais, tandis que les manœuvres incessantes de Guillaume pour refaire peu à peu de la Normandie une annexe de la Grande-Bretagne aboutissaient rapidement à des résultats concluants ? Dès janvier ou février 1091, il envahissait le nord du duché et s'installait dans la vallée de la Bresle, à Eu et à Aumale, dont il exigeait aussitôt la cession. Il imposait par surcroît son concours à son frère pour la réorganisation ^{p161} de l'État normand et l'emmenait même, pour plus de sûreté, quelque temps dans sa suite en Angleterre. En 1094, il n'hésitait pas à le punir d'une velléité de riposte par un nouveau débarquement et de nouveaux empiètements dans le pays de Caux. Enfin, deux ans après, Robert, désireux, par amour des aventures et pour échapper à une situation difficile, de se joindre aux armées de la croisade, se voyait forcé, faute d'argent, de lui laisser son duché en gage. Guillaume devait mourir avant que le retour du seigneur légitime vînt remettre en cause l'union des deux moitiés de l'État anglo-normand.

Mais ce succès politique lui coûta cher. L'argent qu'il dut répandre à profusion pour se ménager en Normandie les appuis nécessaires et recruter vaisseaux et soldats l'induisit à une fiscalité abusive, dont le poids parut bientôt intolérable à ses sujets. Rien n'égala la haine qu'ils lui vouèrent, sinon celle dont ils poursuivirent son principal conseiller, le petit clerc normand Renouf Flambard, financier à l'esprit inventif, qui savait toujours remplir les caisses royales lorsqu'elles étaient à sec. Aussi n'y eut-il en Angleterre ni regrets ni beaucoup de surprise peut-être quand on apprit soudain que le successeur du Conquérant venait d'être assassiné le 2 août 1100.

Il se peut néanmoins que les chroniqueurs du temps aient noirci à l'excès la mémoire d'un roi auquel ils ne pardonnaient pas d'avoir voulu, tout comme son père, mais en y ajoutant une exploitation fiscale sans mesure, transformer l'Église en instrument de règne. Un de ses procédés usuels consistait à prolonger indûment les vacances des évêchés ou des abbayes et à en percevoir entre temps les revenus : on devine les colères déchaînées par de pareils expédients. Nul ne saurait dénier cependant à Guillaume le Roux le mérite d'avoir maintenu, dans l'ensemble, la tradition inaugurée par le Conquérant. Dans une assemblée tenue à Caen, conjointement avec Robert Courteheuse, le 18 juillet 1091, on le voit s'employer à remettre en vigueur les droits exercés par son père en Normandie. C'est là une attitude qui lui est familière ; et, si personnels qu'aient été au fond ses calculs, si fâcheux les procédés auxquels il eut recours, il faut reconnaître qu'il laissa, somme toute, à son successeur un pouvoir royal discuté, mais intact. ^{p162}

[*Table des matières*](#)

II. — Henri Beauclerc et l'unification de l'État anglo-normand (1100-1135) ⁶⁵.

Il appartenait au troisième fils du Conquérant, Henri I^{er} — à qui une instruction plus poussée que celle de ses frères avait valu le surnom de Beauclerc — de rétablir d'abord la confiance indispensable, puis de réaliser de nouveaux progrès dans la voie de l'organisation monarchique.

Les circonstances lui étaient favorables. Il n'avait pas de concurrent sérieux : la mort inopinée de son frère Guillaume le Roux le trouvait seul en mesure de s'emparer du trône. Quand Robert Courteheuse, qui, après la croisade, s'était attardé dans l'Italie du Sud, arriva en Normandie à la fin d'août ou au début de septembre, la place était prise : dès le 5 août, Henri s'était fait couronner à Westminster et, par son esprit résolu, plus encore peut-être que par ses promesses, avait su gagner l'adhésion des personnages les plus influents du royaume. Une faible tentative de Robert pour venir, à la fin de juillet 1101 — avec un an de retard — lui disputer la couronne, échoua

⁶⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

piteusement. Par un traité conclu à Alton, sur la route de Portsmouth à Londres, Robert, qui semblait d'abord vouloir marcher sur Winchester, s'abaissa jusqu'à monnayer son désistement en réclamant une pension annuelle de trois mille marcs d'argent. Moyennant quoi, il repassa dans son duché.

Libre d'agir, Henri ne songea plus dès lors qu'à deux choses : fortifier le pouvoir royal et évincer à nouveau son frère de Normandie, comme il l'avait évincé d'Angleterre. Sur ce second point, l'incurable veulerie et le manque de sens politique de son rival lui rendirent la tâche facile. Accueilli d'abord avec sympathie par ses vassaux à son retour de Terre Sainte, Robert n'était pour eux, au bout de quelques mois, surtout après sa ridicule équipée d'Angleterre, qu'un objet de dérision. Nombre d'entre eux, au moment où l'expédition avait été décidée, espéraient un succès d'où l'unité de la domination anglo-normande serait sortie ^{p163} restaurée, pour le plus grand profit de leurs intérêts féodaux, répartis sur les deux rives de la Manche : l'incapacité notoire de leur duc les poussait à chercher maintenant une revanche à ses dépens dans une entente avec Henri I^{er}. Celui-ci n'avait pas grand effort à faire pour en arriver à ses fins.

Après avoir, dans les derniers mois de l'année 1103, achevé de déconsidérer son frère en lui extorquant une renonciation formelle à cette pension de trois mille marcs contre laquelle celui-ci avait vendu ses droits au trône, il le laissa s'user dans des luttes sans issue contre ses vassaux et des conflits insolubles avec l'Église. En même temps, il tissait autour de lui tout un réseau d'alliances : avec le roi de France, les comtes de Flandre, d'Anjou, du Maine, de Bretagne. Puis il se risqua, en 1105, à une première campagne, autant diplomatique que militaire, qui le rendait maître de Bayeux et de Caen. Enfin, en 1106, il se résolvait à frapper le coup décisif : l'éclatante victoire de Tinchebray, sur la route de Vire à Flers (28 ou 29 septembre 1106), fit tomber entre ses mains, avec Courteuse lui-même, le duché de Normandie, dont il ne devait plus se dessaisir.

L'œuvre intérieure d'Henri I^{er} témoigne de la même prudence, de la même habileté, de la même volonté impérieuse et tenace. En apparence, le roi ne songe qu'à l'intérêt de son peuple. Le jour de son couronnement, il promet, par une charte solennelle, dont copie est envoyée dans tous les comtés, de renoncer aux abus des dernières années ; aussitôt après, il procède à l'arrestation sensationnelle de

nées ; aussitôt après, il procède à l'arrestation sensationnelle de Renouf Flambard, le mauvais génie de son prédécesseur, et rappelle de l'exil où celui-ci l'avait contraint l'archevêque de Canterbury Anselme ; enfin, pour souligner le ferme propos où il est de gouverner en bon Anglais, il épouse, le 11 novembre 1100, une femme élevée dans le royaume et de pure descendance anglaise, la reine Édith, de la lignée des rois anglo-saxons par sa mère la reine d'Écosse Marguerite, petite-fille du roi Edmond Côte-de-Fer et petite-nièce d'Édouard le Confesseur.

Jamais roi ne sembla plus soucieux de plaire à tous. Mais, une fois l'opinion publique gagnée, nul ne se montra plus que lui défenseur intraitable des prérogatives monarchiques. Aux barons qui avaient osé, en 1101, trahir sa cause pour se rallier au parti de Robert Courteuse, il infligea un châtement exemplaire. Il confisqua les fiefs anglais d'un des plus compromis, le puissant Robert de Bellême, le mit hors la loi, l'expulsa de Grande-Bretagne, châtia les membres de sa famille avec la ^{p164} dernière rigueur. Leurs forteresses furent conquises, leurs terres réunies au domaine royal : c'était autant de repris sur la féodalité.

Le clergé fut moins facile à mater, parce qu'il fallait compter avec le parti de la réforme, qui s'appuyait sur Rome et que soutenait l'opinion publique. Mais le roi ne transigea pas. Pour avoir, en rentrant d'exil, refusé de prêter hommage à raison du temporel de son église et pour s'être opposé à la reconnaissance des nouveaux évêques investis par Henri, l'archevêque de Canterbury Anselme s'attira cette réponse cassante : « Ce n'est pas de mon vivant que la dignité et les droits du royaume d'Angleterre seront amoindris ; et si jamais, à Dieu ne plaise, je me sentais enclin à pareille humiliation, mes barons et le peuple anglais sauraient bien m'en empêcher. » Tout en se gardant de suivre les antiréformistes militants qui poussaient à une rupture avec Rome, Henri resta ferme sur ses positions et préféra laisser repartir Anselme d'Angleterre (1103), plutôt que de renoncer à ce qu'il tenait pour un droit. Et cette position était bonne, somme toute, puisque la transaction qui intervint en 1107, et qui est connue généralement sous le nom de concordat de Londres, ne lui coûta d'autre sacrifice que celui de l'emploi de la crosse et de l'anneau dans la cérémonie d'investiture des évêques.

En même temps, par toute une série de mesures soigneusement pesées et se complétant les unes les autres, Henri reprit et poursuivit méthodiquement au profit de la royauté l'œuvre de centralisation administrative et d'unification politique entamée par son père. Une partie de ces mesures visent l'exercice du pouvoir judiciaire. Elles valurent au roi qui en eut l'initiative le surnom de « Lion de justice », qu'il mérita effectivement, en ce sens qu'il eut à cœur de faire rendre à tous bonne et exacte justice et que, par la création de « juges itinérants » ou de commissaires délégués à la tenue des « plaids royaux » dans les comtés, il se préoccupa déjà de réaliser une relative uniformité de procédure et de jurisprudence. Chacun devait y trouver son avantage : les plaideurs et le roi lui-même, mais le roi plus encore peut-être que ses sujets ; car le progrès s'accomplissait, bien entendu, au détriment des justices féodales et des coutumes provinciales, que ses représentants battaient partout en brèche au bénéfice de la « loi royale ».

^{p165} D'autres mesures trahissent mieux encore la volonté de dessaisir peu à peu les juridictions féodales, notamment celle qui, vers 1110, restitue d'autorité aux tribunaux des shériffs les procès entre des seigneurs et des « francs tenanciers » ou entre deux vassaux de deux suzerains différents. Et lorsqu'on voit Henri I^{er} faire valoir sans relâche ses droits éminents de suzeraineté sur tous les seigneurs du royaume, à quelque degré de la hiérarchie féodale qu'ils soient placés ; lorsqu'on le voit exercer, avec une vigilance qui ne se dément jamais, son droit de reprise sur les fiefs des « tenants en chef », c'est-à-dire des vassaux directs de la couronne ; lorsqu'on le voit rappeler énergiquement les barons anglais au respect des règles par lesquelles son père avait interdit jadis aux seigneurs normands, soit d'engager des guerres privées, soit de construire des châteaux ou de fortifier leurs demeures sans son autorisation expresse, on doit reconnaître qu'il n'y a pas eu dans toute l'histoire anglaise beaucoup d'artisans aussi actifs et aussi utiles de la grande œuvre monarchique.

Les circonstances toutefois lui furent contraires quand approcha le moment de régler sa succession. Son unique fils légitime, Guillaume Ætheling, périt lamentablement en 1120 dans le fameux naufrage de la « Blanche-Nef ». Une nouvelle union matrimoniale qu'il contracta aussitôt après dans le vain espoir d'une naissance réparatrice demeura stérile. De la descendance masculine de Guillaume I^{er}, le seul survivant se trouva un fils de Robert Courteheuse, Guillaume Cliton, qu'en toute occasion jusqu'alors les adversaires d'Henri,

toute occasion jusqu'alors les adversaires d'Henri, particulièrement le roi de France, avaient cherché à lui opposer en Normandie. D'un pareil successeur il ne voulait à aucun prix. Il songea peut-être un moment à faire agréer comme héritier du trône un de ses fils illégitimes, Robert de Caen, qu'il créa comte de Gloucester et maria brillamment ; mais l'opinion publique, qui avait évolué depuis le temps du Conquérant, eût fort mal accueilli une telle solution. En désespoir de cause, Henri se résolut en 1127 à proposer sa fille, Mathilde, âgée de vingt-trois ans, veuve de l'empereur Henri V depuis 1125. Quoique ce projet entraînaît un changement de dynastie, puisqu'une femme ne pouvait exercer personnellement le pouvoir, et quoiqu'on ignorât même à quel nouvel époux le roi la destinait, les barons acquiescèrent. Et lorsque, peu après, Henri, les mettant en présence du fait accompli, leur annonça les fiançailles de celle qu'on continuait à appeler « l'impératrice » avec Geoffroi le Bel, héritier de l'Anjou et du Maine, nul, semble-t-il, n'osa ^{p166} protester ouvertement contre une mesure, habile certes (car elle faisait coup double en scellant une précieuse alliance politique avec la maison d'Anjou), mais qui devait avoir pour résultat d'implanter en Angleterre et en Normandie une nouvelle dynastie étrangère.

Quand le mariage fut célébré au Mans, le 9 juin 1129, il y avait près d'un an qu'une mort imprévue (août 1128) était venue débarrasser Henri I^{er} du rival importun et remuant qu'était Guillaume Cliton. Il survécut lui-même jusqu'au 1^{er} décembre 1135, rassuré sur l'avenir de la couronne anglaise : car du mariage de Mathilde et de Geoffroi le Bel deux fils étaient nés — Henri (le futur Henri II) et Geoffroi — sur qui l'on comptait que l'accord des barons se réaliserait aisément.

[*Table des matières*](#)

III. — La crise de la royauté et l'avènement de la maison d'Anjou (1135-1154) ⁶⁶.

Il n'en fut rien. Des enfants de Mathilde, encore en bas âge (l'aîné avait deux ans), il ne pouvait être question pratiquement, et, de Mathilde elle-même, personne, au fond, ne voulait, pas plus comme régente que comme reine. Son sexe, son caractère impérieux et surtout

⁶⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

son mariage avec un Angevin la rendaient indésirable aux Normands comme aux Anglais. Son époux, Geoffroi le Bel, s'était rendu impossible d'avance par la façon déplacée dont il avait, au cours de l'été 1135, sans même attendre la mort de son beau-père, réclamé divers châteaux normands, puis, ayant essuyé un refus, tenté de les enlever de vive force. Cet incident, qui donnait un avant-goût de ce que pourrait être la domination du comte angevin, l'ennemi héréditaire, était de nature à faire oublier aux seigneurs normands la fidélité qu'ils avaient imprudemment jurée à l'« impératrice » Mathilde. Aussi, nombreux furent ceux qui d'emblée se montrèrent^{p167} disposés à se rallier à un autre membre de la famille du Conquérant, s'il s'en présentait un de leur goût.

Or il en était un à qui Henri I^{er} lui-même avait, en mainte circonstance, témoigné une sympathie agissante et qui semblait de taille à triompher : son neveu Étienne de Blois, petit-fils du Conquérant par les femmes⁶⁷. Henri lui avait donné le comté de Mortain, puis la seigneurie de Bellême, enfin il l'avait marié à une autre Mathilde, qui lui avait apporté en dot le comté de Boulogne et de vastes domaines en Angleterre. Agé d'une quarantaine d'années, riche, d'abord facile, passant pour brave et libéral, n'était-ce pas le candidat rêvé pour faire pièce à « l'impératrice » et à l'Angevin exécré qu'elle avait pris pour mari ? Il n'eut guère qu'à se montrer à Londres pour emporter les suffrages des habitants ; puis il marcha sur Winchester, où son frère, l'évêque Henri, lui avait concilié l'opinion publique. Le trésor royal tomba entre ses mains ; et, dès le 22 décembre 1135, trois semaines après la mort du roi son oncle, il était couronné à l'abbaye de Westminster par l'archevêque de Canterbury, en présence, il est vrai, de trois évêques seulement et d'un tout petit groupe de barons.

Le sacre royal ne lui en conféra pas moins une supériorité décisive sur Mathilde et son mari, qui perdaient leur temps à vouloir d'abord s'assurer de la Normandie. Même dans cette province où peu de seigneurs avaient intérêt à une nouvelle scission d'avec l'Angleterre, ses partisans augmentèrent dès lors avec une extrême rapidité. Trois mois ne s'étaient pas écoulés depuis le couronnement de Londres, qu'il avait partout cause gagnée. Il lui suffit, pour vaincre les

⁶⁷ Il était le troisième fils du comte de Blois et Champagne Étienne-Henri et d'Adèle de Normandie, fille de Guillaume le Conquérant.

dernières résistances, de jeter en pâture aux indécis, lors d'une assemblée tenue à Oxford vers Pâques 1136, de nouvelles promesses de libertés, analogues à celles octroyées par son oncle au début de son règne. Il est vrai qu'en matière de libertés ecclésiastiques il dépassait de beaucoup son prédécesseur, puisqu'il s'engageait à laisser l'Église disposer sans réserve des domaines qu'elle possédait, qu'il lui en abandonnait même l'entière et libre administration durant la vacance des sièges épiscopaux ou abbatiaux, et qu'il allait jusqu'à dispenser les clercs de comparaître devant la justice royale pour toutes les affaires les concernant, eux et leurs biens.

C'étaient là des promesses autrement précises et lourdes ^{p168} de conséquences que celles dont Henri I^{er} avait jadis bercé les vains espoirs des électeurs anglais. Mais Étienne semblait plus soucieux de désarmer ses ennemis que de maintenir, au prix de quelques risques, les traditions d'autorité et de force transmises par son prédécesseur. Il n'avait ni l'énergie ni l'esprit de décision nécessaires ; si bien que l'Angleterre ne tarda pas à retourner à l'anarchie d'où Henri avait eu, au commencement du siècle, tant de peine à la tirer. Une révolte qui éclata en 1136 dans le pays de Galles gagna promptement le cœur du royaume, tandis que la Normandie, déchirée par les guerres féodales, était en butte aux excitations et aux attaques incessantes du comte d'Anjou.

Dès 1138, en Angleterre, l'administration royale apparaît débordée et incapable de maintenir l'ordre. Les barons cessent d'obéir. D'Écosse, le roi David soutient les rebelles et leur apporte même à trois reprises, en 1138, le secours de ses soldats. En Normandie, Geoffroi le Bel, qui redouble d'efforts, s'assure la complicité de Robert de Gloucester, ce bâtard qu'Henri I^{er} avait un moment songé à se choisir comme successeur. Ce serait partout l'écroulement à bref délai si Étienne n'avait un sursaut d'énergie. Il enjoint de saisir les domaines de Robert de Gloucester et démolit une partie de ses châteaux. Arrêté devant Bristol, quartier général des rebelles, il réussit du moins à prendre plusieurs de leurs places fortes et, à la bataille « de l'Étendard », oblige le roi d'Écosse à se replier près de Northallerton, au nord du comté d'York (22 août 1138), tandis qu'en Normandie ses lieutenants contiennent Geoffroi le Bel. Il essaie aussi de mettre un terme aux agitations des prélats en faisant arrêter deux des plus remuants, les évêques de Salisbury et de Lincoln, l'oncle et le neveu ;

mais il les traite avec une telle brutalité, il malmène si rudement les membres de leur famille qu'il dépasse le but. Et lorsque, violant ses engagements de 1136, il donne l'ordre, pour compléter sa vengeance, de saisir le temporel de l'évêché de Lincoln, il soulève dans tout le haut clergé, artisan de ses premiers succès, une indignation que rien désormais ne peut plus calmer. Son propre frère, l'évêque de Winchester Henri, nommé peu avant légat du Saint-Siège, passe au camp des protestataires et, dans un synode tenu le 30 août 1139, s'enhardit jusqu'à réclamer des explications.

Les esprits furent bientôt montés à ce point que l'« impératrice » Mathilde n'eut qu'à paraître, vers la fin de septembre 1139, ^{p169} pour recueillir en Angleterre, à son tour, des adhésions nombreuses et encourageantes. Quelques jours lui suffirent, grâce à l'aide efficace de son demi-frère Robert de Gloucester, pour atteindre Bristol, dont les portes lui furent ouvertes. Au milieu d'octobre, elle entra à Gloucester, bientôt après à Hereford ; mais c'est seulement le 2 février 1141 qu'un combat livré beaucoup plus au nord, à Lincoln, parut décider du sort de l'Angleterre. Le roi Étienne y fut battu et fait prisonnier, laissant ainsi le champ libre à sa rivale. Le 3 mars, celle-ci recevait à Winchester la couronne royale et était saluée du titre de « dame et reine d'Angleterre ».

Il s'en fallait néanmoins encore de beaucoup que les désirs d'Henri I^{er} fussent réalisés et que le calme fût prêt à renaître. Par sa maladresse, par son caractère arrogant et difficile, Mathilde ne tarda pas à indisposer tout le monde. Le 24 juin 1141, elle était obligée de s'enfuir précipitamment de Londres, sans même pouvoir emmener ses bagages ; un mois plus tard, son indispensable auxiliaire, Robert de Gloucester, tombait aux mains de l'ennemi ; en novembre, il fallait se résoudre, pour obtenir sa libération, à relâcher aussi Étienne ; et tout était à recommencer. Car Étienne, redevenu sympathique par contraste, était accueilli aussitôt avec joie à Londres, rétabli sur le trône, le 7 décembre 1141, et remis en possession du trésor royal. Il devait finalement se maintenir au pouvoir jusqu'à sa mort, le 25 octobre 1154, malgré les attaques de ses adversaires, bientôt désorganisés par la disparition de leur chef, Robert de Gloucester (1147).

Mais, s'il put garder l'Angleterre, Étienne dut se résoudre à sacrifier la Normandie, où il était visiblement hors d'état de s'opposer aux progrès incessants du comte d'Anjou. La perte de cette province

progrès incessants du comte d'Anjou. La perte de cette province était un fait accompli quand, en septembre 1151, Geoffroi le Bel mourut. Son fils aîné, Henri Plantagenêt, alors âgé de dix-neuf ans, n'eut que la peine de recueillir son magnifique héritage pour devenir un des premiers barons d'Occident. Quelques mois après (mai 1152), un mariage inespéré lui valait un nouveau et formidable surcroît de richesse et de pouvoir : en épousant la fille du défunt duc d'Aquitaine Guillaume IX, Aliénor, son aînée de douze ans, bien maladroitement répudiée au mois de mars précédent par le roi capétien, il se trouva tout d'un coup avoir à sa disposition un immense territoire qui, du bassin de la Garonne à la Manche, formait la moitié de la France. ^{p170}

Entre ce jeune homme, ambitieux, décidé, volontaire, et le faible roi Étienne, qui ne durait que grâce à l'indifférence suscitée par sa faiblesse même, la partie était évidemment inégale. Mais Henri avait intérêt à ne rien brusquer. Il tenta bien, au début de l'année 1153, de passer la Manche, pour aller faire valoir ses droits au trône d'Angleterre ; il put même, sans grand effort, remporter tout de suite quelques succès encourageants et s'emparer de plusieurs places importantes ; mais il eut la sagesse de préférer à une nouvelle conquête, qui indisposerait contre lui une partie de la population, un arrangement amiable avec son adversaire. Celui-ci, ayant perdu au mois d'août son fils aîné Eustache, le seul de ses enfants qui fût capable de lui succéder, accepta volontiers, le 6 novembre, de signer, à Wallingford, un accord, aux termes duquel Henri s'engageait à le laisser régner en paix jusqu'à sa mort, mais était associé au pouvoir et obtenait la promesse formelle de sa succession.

Henri n'eut pas longtemps à attendre pour recevoir la récompense de sa modération : dès le 25 octobre 1154 Étienne passa de vie à trépas, et, posément, toutes précautions prises, le comte d'Anjou alla recevoir le sacre à Westminster le 19 décembre suivant.

IV. — Les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et l'Église ⁶⁸.

Cette maîtrise de soi à un instant décisif de son existence, chez un jeune homme de vingt et un ans, passionné et impatient, ^{p171} montrait assez que le nouveau roi aurait la volonté de gouverner selon d'autres méthodes que « l'usurpateur », comme il disait, dont il était appelé à occuper la place. Et, en effet, il tint dès le début à rompre avec les errements de cet « indigne » prédécesseur, pour en revenir fidèlement à la tradition d'Henri I^{er}. C'est au point qu'on hésite souvent aujourd'hui encore à faire le départ entre les mesures imputables au premier et au second des deux rois homonymes et qu'on ne sait trop, dans certains cas, qui des deux, du grand-père ou du petit-fils, doit être regardé comme un initiateur. Il n'en est pas moins certain que l'achèvement de l'édifice monarchique est bien l'œuvre du Plantagenêt et que, sans lui, la royauté anglaise aurait couru le risque de retomber au XII^e siècle dans l'ornière féodale.

Le redressement des fautes commises et la réparation des abandons consentis sous le règne d'Étienne lui coûtèrent plusieurs années d'efforts assidus. Il s'entoura, pour y parvenir, soit de conseillers formés à l'école d'Henri I^{er}, soit d'hommes nouveaux en pleine communion d'idées avec lui, et au premier rang desquels se plaça tout de suite son chancelier Thomas Becket. Reconstitution du trésor royal, récupération des domaines aliénés sans discernement par Étienne, destruction des forteresses élevées indûment, remise en culture des terres abandonnées, licenciement des mercenaires étrangers, qui pillaient l'Angleterre, rétablissement de l'ordre et de la sécurité sur tout le territoire : tels furent les fruits de cette première période de son activité, pendant laquelle Thomas Becket lui prêta un dévoué et utile concours.

Il n'en devait plus être de même par la suite, quand Henri II eût eu la fâcheuse idée, pour récompenser ce beau zèle, de faire élire, en

⁶⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

1162, son collaborateur à l'archevêché de Canterbury. Aussi ardent à défendre les droits de l'Église, dont il devenait le tuteur naturel, qu'il l'avait été à défendre ceux de la royauté, ^{p172} tant qu'il se trouvait à la tête de la chancellerie, Thomas fut, à compter de ce moment, un des plus irréductibles adversaires de la politique d'« empiétements » pratiquée par le roi. Et d'ailleurs il n'était sans doute au pouvoir de personne d'empêcher le choc des deux doctrines qu'ils incarnaient. S'il voulait qu'en Angleterre l'autorité royale cessât d'être un vain mot, Henri était inévitablement conduit à plier à la loi commune les seigneurs et les clercs qui avaient réussi à s'en affranchir, et l'on eût conçu difficilement que ceux-ci ne fissent pas effort, de leur côté, pour opérer coûte que coûte le sauvetage des privilèges d'où dépendait leur avenir comme classes distinctes dans l'État.

Pour les clercs, cette opposition de points de vue s'aggravait du fait que le sort de la réforme ecclésiastique semblait en jeu : car, placée dans une trop étroite dépendance du souverain, l'Église courait le risque d'une nouvelle déchéance, plus alarmante peut-être encore que celle dont elle avait eu tant de mal à se relever au temps de saint Anselme. On comprend, dans ces conditions, que Thomas Becket — un passionné, lui aussi, malgré son attitude volontairement réservée, et, lui aussi, incapable de demi-mesures, — ait cru devoir se jeter brutalement en travers de la voie que le roi s'était tracée, dès qu'il eut discerné où elle menait.

Le conflit fut prompt et décisif. Le roi réclamait la remise à ses tribunaux des clercs que les juges ecclésiastiques reconnaîtraient coupables de crimes (tels que meurtres, actes de brigandage ou vols) contre lesquels l'Église ne pouvait prononcer de peine supérieure à la dégradation ; et, pour plus de sûreté, il demandait qu'un officier royal assistât, quand le cas se présenterait, à l'audience de la cour ecclésiastique, afin de prendre livraison du malfaiteur dès le prononcé de la sentence. Il essuya de la part de Thomas Becket un refus catégorique : « Dieu lui-même, a dit le prophète Nahoum, ne prononce qu'une seule sentence par méfait. » À quoi Henri répliqua en invoquant les « anciennes coutumes du royaume », dont il entendait imposer le respect et auxquelles, du reste, l'archevêque déclarait ne vouloir porter aucune atteinte.

Mais qu'étaient au juste les « anciennes coutumes » ? Lors d'une assemblée tenue au hameau de Clarendon, non loin de Salisbury, le 30 janvier 1164, le roi en fit produire soudain un sommaire assez inquiétant, où les clercs de l'assistance eurent quelque peine à reconnaître l'image du passé. Dans ces fameuses « Constitutions de Clarendon », il n'est pas un article, en effet, ^{p173} qui ne tende à placer ou replacer sous le contrôle permanent du souverain toute la vie du clergé. C'est à lui, d'après les articles 3 et 9, qu'incombe le soin de désigner, soit en cas de plainte contre un clerc, soit même en cas de conflit de juridictions, le tribunal compétent, tribunal royal ou tribunal d'Église. Nul, à quelque rang qu'il appartienne, ne peut, en vertu de l'article 4, quitter le sol du royaume sans une autorisation spéciale du roi. Selon l'article 7, l'excommunication ne peut être prononcée contre des officiers ou des vassaux directs du roi sans qu'il lui en ait été préalablement référé à lui-même ou, en cas d'absence, à son représentant. L'article 8 supprime les appels en cour de Rome, ou du moins confère au roi un pouvoir souverain de décision sur la suite à donner aux affaires chaque fois que, pour des procès ecclésiastiques, appel est interjeté sans résultat devant la juridiction archiépiscopale. L'article 12 le rend maître des élections épiscopales et abbatiales, qui ne peuvent, y lit-on, avoir lieu que dans la chapelle de son palais et d'accord avec les personnes de sa cour qu'il lui plaît de déléguer. Ce même article lui confie, au décès de chaque prélat — archevêque, évêque, abbé, prieur, — l'administration du temporel de l'église vacante jusqu'au jour, qu'il peut retarder à sa guise, de l'entrée en charge du nouveau titulaire. Décontenancé par ces prétentions aussi exorbitantes qu'imprévues, Thomas Becket n'osa pas d'abord résister ouvertement, lié qu'il était par sa promesse de respecter les « anciennes coutumes du royaume » ; puis il eut honte de sa faiblesse, s'en accusa en public, se fit délier par le pape Alexandre III de ses engagements et résolut de fuir l'Angleterre pour aller se placer sous la protection pontificale.

Empêché une première fois de réaliser son dessein, au lendemain de Clarendon, puis traqué, poussé à bout par le roi, qui semblait prendre plaisir à accumuler contre lui plaintes et citations en justice, Thomas réussit enfin, au mois d'octobre 1164, à passer la mer et à gagner le royaume de France. Il ne devait renoncer à l'exil qu'au bout de six ans, durant lesquels la lutte se poursuivit de loin, avec un acharnement et une violence accrus, sur le terrain du droit tant royal que canonique. Entre l'autoritaire souverain et cet autre obstiné

Entre l'autoritaire souverain et cet autre obstiné qu'Henri affectait de traiter d'« ex-archevêque », aucune transaction n'était possible : c'étaient non pas deux hommes, mais deux systèmes irréductibles qui s'opposaient, s'entrechoquaient. Et quand, de guerre lasse, les deux adversaires se furent résignés, le 22 juillet 1170, à une réconciliation de façade, quand l'archevêque se^{p174} fut décidé, quatre mois plus tard (1^{er} décembre), à rentrer en Angleterre, le différend était si peu réglé que la lutte, reprenait aussitôt et qu'un mois à peine après son retour, Thomas était égorgé dans son église, au pied de l'autel, par des assassins qui croyaient ainsi servir la cause de leur maître et celle de l'État (29 décembre 1170).

Ils ne servirent ni l'une ni l'autre, car ce crime odieux, que la raideur et les imprudences de langage du roi avaient paru susciter, souleva dans les consciences une telle indignation qu'afin d'éviter une rupture totale avec l'Église, Henri jugea prudent de jeter du lest : en vertu d'un accord conclu à Avranches le 21 mai 1172, il s'engagea à faire pénitence pour avoir, sinon voulu, du moins provoqué le crime, et alla jusqu'à renoncer expressément aux « coutumes qui avaient été introduites de son temps au détriment des églises situées sur ses terres ». Il est vrai que la valeur pratique de cette formule était matière à discussion. Car, si certains y voyaient un désaveu formel des seize articles de Clarendon, le roi se vantait, pour sa part, de n'avoir, somme toute, rien abandonné « ou peu de chose », disait-il, puisque les fameux articles n'étaient, à l'en croire, qu'une codification de « coutumes anciennes ». Il lui fallait toutefois renoncer à se prévaloir désormais du plus important de tous ces articles, celui qui avait déchaîné le conflit et été l'occasion du drame, l'article 8, qui renvoyait dans certains cas les clercs devant les tribunaux royaux. Sur ce point capital, on ne pouvait se dissimuler que l'idée monarchique était tenue en échec.

Mais plusieurs des articles de Clarendon restaient hors de discussion, et le roi demeurait, en fin de compte, le maître de son clergé. Même sous le rapport judiciaire, sa résignation n'allait pas sans contre-partie, puisqu'il réussissait dès 1175 à faire admettre, au moins tacitement, par le légat pontifical la compétence exclusive des tribunaux royaux dans les cas innombrables impliquant violation des règlements relatifs aux immenses forêts royales et qu'un des articles de l'accord d'Avranches, tout en stipulant qu'il ne pourrait s'opposer aux appels des clercs en cour de Rome, ajoutait — réserve significative — qu'il serait fondé pourtant à réclamer d'eux « le

qu'il serait fondé pourtant à réclamer d'eux « le serment de ne rien entreprendre contre le bien de sa personne ou de son royaume ». C'était la porte ouverte aux ingérences du pouvoir royal. ^{p175}

[*Table des matières*](#)

V. — Les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et la féodalité ⁶⁹.

Au surplus, l'Église était bien obligée de tenir compte des immenses progrès réalisés par la monarchie depuis l'avènement d'Henri Plantagenêt.

Le caractère impérieux du souverain se doublait d'un sens très sûr des nécessités pratiques et d'un esprit d'organisation qui lui avaient permis de reprendre et de pousser fort loin les réformes que son homonyme Henri I^{er}, dont il aimait à se réclamer en toutes circonstances, avait ébauchées au début du siècle. Par une série de mesures, s'enchaînant, se complétant peu à peu, et précédées toujours d'enquêtes méthodiques, Henri II sut transformer sans bruit l'administration anglaise et en faire un instrument, alors inégalé, de despotisme intelligent, mais absolu.

Le rouage central — la « cour du roi » — fut perfectionné ; les services commencèrent d'y être répartis entre des officiers spécialisés, les uns dans la besogne proprement administrative, les autres dans la besogne judiciaire. L'attention du roi et de ses conseillers se porta d'une façon spéciale sur l'administration financière. Les comptes publics furent tenus, presque dès le début du règne, avec une précision et une clarté à laquelle la cour de France ne devait pas atteindre avant le XIII^e siècle. La vérification en fut effectuée ponctuellement, deux fois l'an, par les membres de l'« Échiquier », cette sorte de cour des comptes qu'on avait pris l'habitude sous les règnes précédents de réunir ^{p176} autour d'une table couverte d'un tapis quadrillé qui lui avait valu son nom. Enfin des inspections fréquentes veillèrent sur place à l'encaissement régulier et à la transmission des sommes dues au trésor royal.

⁶⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

L'administration judiciaire fut pareillement réorganisée. La cour du roi fut dotée du personnel technique indispensable. Dans les provinces, la vie fut rendue aux vieux tribunaux royaux anglo-saxons des comtés et des « centaines », cependant que des tournées fréquentes d'officiers, détachés du palais en qualité de « juges itinérants », allaient de nouveau, comme au temps d'Henri I^{er}, corriger les erreurs commises ou recevoir les appels des plaideurs. Empiétant sans vergogne sur les juridictions féodales, s'efforçant d'attirer à eux le plus d'affaires possible pour encaisser le plus d'amendes possible, ces « juges itinérants » furent, comme plus tard en France les officiers de la royauté capétienne, les meilleurs agents de la cause monarchique. Ils contribuèrent en outre à substituer dans toute l'Angleterre le droit, la jurisprudence et la procédure royales aux variétés infinies et aux contradictions des coutumes locales.

En même temps, l'administration des provinces fut renforcée. Les shériffs ou vicomtes furent choisis avec soin, surveillés de près, obligés de venir régulièrement rendre des comptes, tenus en haleine par des enquêtes minutieuses, changés souvent de circonscriptions, de façon à éviter l'hérédité et la « féodalisation » de leurs charges.

Enfin, comprenant que, sans la libre disposition d'une armée soustraite aux contingences de la politique féodale, aucun pouvoir fort n'était possible, Henri s'employa à réglementer avec précision le service dû par les vassaux de la couronne, à en accroître le rendement, à renforcer les obligations militaires de l'ensemble des sujets, et surtout à développer le principe du rachat du service, moyennant versement d'une taxe dite d'« écuage ». Le montant des sommes ainsi perçues lui permit de recruter des armées de métier, plus dociles que les armées féodales, et dont le temps de service n'était limité que par les clauses de leur contrat de louage.

Il fut dès lors en mesure, dans son royaume du moins, de parler haut et ferme. Une grande révolte de barons, tentée en 1173 avec le concours des deux fils aînés du roi, Henri le Jeune et Richard, le futur « Cœur de Lion », — qui n'étaient alors l'un et l'autre que de tout jeunes gens de dix-neuf et seize ans, — put ébranler sérieusement son pouvoir sur le continent, où le roi ^{p177} de France et quelques-uns de ses grands feudataires apportaient aux coalisés leur appui ; mais, en Angleterre même, les rebelles furent assez aisément vaincus. La déroute de leur principal allié, le roi d'Écosse Guillaume le Lion, à Aln-

de leur principal allié, le roi d'Écosse Guillaume le Lion, à Alnwick, dans le Northumberland (12 juillet 1174), marqua de ce côté du Détroit l'écroulement définitif de leurs espérances, et leur défaite fournit même au souverain l'occasion d'une législation draconienne contre les fauteurs de troubles. La terrible « assise » de Northampton (26 janvier 1176) punit de l'amputation d'un pied et du poing droit, puis de l'expulsion du royaume, quiconque est convaincu de meurtre, de vol ou de pillage, ou quiconque donne asile à un individu coupable d'un de ces trois crimes, ainsi que les faussaires et les incendiaires. Un autre article interdit soit d'accueillir plus d'une nuit sous son toit l'accusé qui se dérobe à une convocation en justice, soit de le laisser ensuite repartir autrement qu'en plein jour et devant témoins. L'article 6 exige, dans les quatre mois, de tous « comtes, barons, chevaliers, libres tenanciers, simples paysans, qui veulent demeurer dans le royaume », un nouveau serment de fidélité ; il réclame en outre l'hommage lige de tous les seigneurs qui ne l'ont pas encore prêté. L'article 8 ordonne de raser les châteaux féodaux qui ont été partiellement démolis pendant la guerre civile. Enfin, pour couper court aux manœuvres louches, il est décidé que l'on mettra « hors la loi » (*outlaw*) quiconque, ayant quitté le royaume, n'y sera pas rentré avant la Trinité (30 mai) et ne s'y tiendra pas à la disposition du tribunal royal.

La victoire d'Alnwick valut à Henri un autre avantage important : fait prisonnier, Guillaume le Lion se vit contraint de lui prêter hommage. L'Écosse devint un simple fief mouvant de la couronne d'Angleterre ; ses seigneurs durent se reconnaître les vassaux du Plantagenêt, ses évêques les subordonnés de l'Église anglaise. Des garnisons anglaises furent même, à titre de garantie, placées dans les châteaux écossais de Roxburgh, Berwick, Édimbourg, et Stirling. Ainsi l'extrême nord de la Grande-Bretagne, d'où étaient parties dans le passé tant d'attaques menaçantes, tombait aussi sous le contrôle de la monarchie londonienne, tandis que, dans l'ouest, les petits princes indépendants du pays de Galles étaient tenus en respect.

Quelques années auparavant (en 1170), des troupes anglaises avaient entamé la conquête de l'Irlande, alors divisée entre un grand nombre de princes rivaux. Henri II en personne avait même, à l'automne 1171, pris le commandement d'une expédition ^{p178} à laquelle, pour effacer définitivement l'effet produit par le meurtre de Thomas Becket, il avait voulu donner le caractère d'une guerre sainte.

mas Becket, il avait voulu donner le caractère d'une guerre sainte. À force d'insister sur les désordres que l'anarchie politique de l'île avait entraînés dans la vie même de l'Église, il avait obtenu pour son entreprise l'assentiment du pape Alexandre III. Débarqué au sud-est, près de Waterford, le 17 ou le 18 octobre, il avait pu, sans grande peine, pousser jusqu'à Dublin, où il était entré le 11 novembre. Il y avait reçu la soumission de la plupart des petits rois et des princes irlandais ou scandinaves établis dans les régions de Cork, de Waterford et de Wexford, ainsi que dans le Leinster et le Meath ; puis il avait procédé à de larges distributions de fiefs en faveur de quelques-uns des seigneurs de sa suite, nommé l'un d'eux, Hugues de Lacy, « justicier » de l'île et préparé l'assimilation des provinces réunies. L'œuvre avait été continuée après son départ, même pendant la période critique de la grande révolte féodale de 1173 ; les premières conquêtes avaient été affermies, l'Ulster et le Connaught attaqués. L'Irlande réservait bien des déboires aux successeurs d'Henri Plantagenêt ; mais c'était déjà un beau résultat que d'avoir, en si peu de temps et à si peu de frais, réussi à faire de la mer d'Irlande une mer anglaise.

[*Table des matières*](#)

VI. — La politique continentale d'Henri II ⁷⁰.

Henri II voulut davantage. Angevin par son père, Normand par sa mère, devenu Aquitain par son mariage avec Aliénor, et gouvernant, à ce triple titre, une bonne partie du territoire français, il eut l'ambition d'y étendre encore ses domaines aux dépens du roi capétien et adopta une politique continentale qui devait, dans son esprit, élever la monarchie anglaise au rang de grande puissance européenne.

Sa mainmise sur la Bretagne fut un coup de maître. Dès 1156, il le préparait en décidant les Nantais à choisir son frère Geoffroi comme comte. Deux ans après, celui-ci étant mort, il s'empara immédiatement de sa succession, en invoquant ses ^{p179} droits sur l'héritage du défunt, et s'immisçait bientôt dans toutes les affaires de la péninsule armoricaine. Il obtint ensuite pour son propre fils Geoffroi, alors âgé de huit ans à peine, la main de l'héritière du duché

⁷⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

(1166) et, par trois campagnes menées avec énergie (1166, 1167, 1168), contraignit les seigneurs bretons à le reconnaître comme successeur éventuel du duc Conan. Enfin, cette succession s'étant ouverte au début de 1171, il lui suffit de paraître pour obtenir, au nom de l'enfant, livraison de la province.

Dans le midi languedocien, il ne tarda pas à remporter un succès presque aussi retentissant. Une première fois, en 1159, il avait vainement tenté d'enlever de vive force le comté de Toulouse, dont il prétendait, non sans raison, que son beau-père Guillaume IX d'Aquitaine, puis sa femme Aliénor, avaient été frustrés. Le roi de France Louis VII était accouru en personne pour s'opposer à ses desseins et sauver le pauvre comte, Raimond de Saint-Gilles, qu'une vaste coalition de seigneurs méridionaux, formée par le roi d'Angleterre, avait placé dans une situation critique. Il ne s'était pas laissé décourager par cet échec, d'ailleurs relatif, puisque, au cours de la campagne, il s'était emparé du Quercy, dont il n'était pas prêt à se dessaisir ; mais, changeant bientôt de tactique, il s'était employé à soustraire le comte de Toulouse à l'influence capétienne pour faire de lui son vassal. Au début de l'année 1173, on apprit soudain que Raimond, isolé au milieu des seigneurs que l'or angevin avait su rendre hostiles, et ne sachant plus à quel saint se vouer, avait prêté hommage lige à son puissant voisin (25 février), sous la réserve, de pure forme, de la « foi » due au roi de France. Du coup, le Plantagenêt voyait les limites de sa suzeraineté reportées jusqu'à la Méditerranée et au cours inférieur du Rhône.

Entre temps, il avait réincorporé à ses États continentaux le Vexin normand, perdu sous ses prédécesseurs, et dont il avait obtenu l'attribution en dot à la fille de Louis VII, Marguerite de France, fiancée en 1158, puis mariée en 1171 à son fils Henri.

D'autres alliances matrimoniales l'avaient mis en rapports étroits avec quelques-unes des maisons les plus considérables d'Europe : il avait marié l'une de ses filles, en 1168, au duc de Saxe et Bavière Henri le Lion ; une autre, en 1176, au roi de Castille Alphonse VIII ; une troisième, en 1177, au roi de Sicile Guillaume II. Mariages essentiellement politiques, auxquels il rêvait sans cesse d'en ajouter d'autres encore, d'un profit immédiat, comme l'avait été celui de son fils Henri avec la petite ^{p180} Marguerite de France. En 1172, il tenta

ainsi d'obtenir pour son fils Jean, un enfant de cinq ans, la main de l'héritière du comte de Maurienne, dont les possessions étaient situées partie en Savoie, partie en Piémont ; mais le projet échoua par la faute des fils aînés du roi, qui refusèrent de consentir sur leurs lots les sacrifices nécessaires à la constitution, au profit de leur frère, d'un apanage suffisant.

Cet incident trahit une des erreurs fondamentales de la politique d'Henri II : il crut que ses enfants se résigneraient à n'être que les instruments de ses desseins et s'exposa ainsi à de douloureux mécomptes. Ses fils aînés se soulevèrent contre lui en 1173, lors de la grande révolte qui déchira l'Angleterre et de là gagna le continent. Il avait à chacun d'eux assigné sa part : à Henri le Jeune, la Normandie, le Maine et l'Anjou ; à Richard, l'Aquitaine et ses dépendances ; à Geoffroi, la Bretagne ; mais il entendait garder pour lui la direction de l'ensemble et n'abandonner à personne la moindre initiative. Manœuvrés par le roi de France, les jeunes gens — du moins Henri et Richard, les seuls qui, en 1173, eussent cessé d'être tout à fait des enfants — prolongèrent sur le continent la résistance plus qu'en Angleterre. Les armées capétiennes étaient avec eux, qui les aidèrent à tenir bon, quoique, personnellement, Louis VII se montrât d'une incapacité notoire : battu sous les murs de Verneuil en 1173, battu en 1174 sous les murs de Rouen, il força par sa veulerie les fils rebelles à implorer la paix, qui fut signée à Montlouis, en Touraine, le 30 septembre 1174.

Mais Henri II devait retrouver sans cesse ses enfants parmi ses adversaires. En 1183, Henri le Jeune, arrivé à l'âge d'homme (il avait alors vingt-neuf ans) essayait de se constituer un pouvoir indépendant et d'arracher l'Aquitaine à son frère Richard. Enlevé par un mal subit, en pleine guerre contre son père, il était remplacé dans le rôle d'insurgé par son cadet Geoffroi, qui, en 1186, préparait un mauvais coup, de connivence avec le nouveau roi de France Philippe Auguste, quand un accident ou une maladie entraîna aussi sa brusque disparition. Deux ans encore après, c'était au tour de Richard de passer à l'ennemi, entraînant dans la révolte les barons de Bretagne, de l'Anjou, du Maine, du Vendômois, du Berry aquitain. Surpris, hors d'état momentanément d'empêcher son fils et Philippe Auguste de s'assurer la possession du Maine, puis de la Touraine, Henri II, pour la première fois de sa vie peut-être, eut un moment de lassitude et

d'abandon. Il n'avait que cinquante-sept ans ; mais ^{p181} toutes ces trahisons, jointes aux misères physiques qu'il devait à une vie trop agitée, faisaient de lui tout à coup un homme fini. Écœuré, harassé de fatigue, tremblant de fièvre, il eut avec le roi de France une entrevue suprême à Colombiers, près d'Azay-le-Rideau, accepta sans discuter les conditions du vainqueur, eut encore la force de demander la liste des barons qui l'avaient trahi ; mais, quand il entendit lire en tête le nom de son fils préféré Jean, son visage changea de couleur, il frissonna, eut une attaque et expira le surlendemain (6 juillet 1189) sans avoir repris connaissance.

Ainsi finit misérablement ce grand règne, un des plus grands de l'histoire anglaise. Si, pour avoir à l'excès dispersé ses efforts, pour avoir voulu rester à tout prix un continental, au point de passer sur le sol de France plus d'années de son règne au total qu'il n'en passa en Grande-Bretagne, il a succombé à la tâche, on ne saurait lui dénier le mérite d'avoir réalisé une œuvre dont les effets, en bien comme en mal, devaient être décisifs pour l'avenir du royaume anglais. ^{p182}

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE II. ***L'Angleterre au XII^e siècle.***

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — G. B. Adams, *The history of England from the Norman conquest to the death of John* (Londres, 1905, in-8°, formant le t. II de *The political history of England*, publ. par W. Hunt et R. L. Poole) ; H. W. C. Davis, *England under the Normans and Angevins* (Londres, 1905, in-8°, formant le t. II de la *History of England*, publ. par G. Oman ; 4^e éd. 1915). On peut joindre à ces deux livres, dont le second est particulièrement remarquable, les volumes, riches en détails, surtout d'ordre financier, mais peu critiques, de James-H. Ramsay, *The foundations of England or twelve centuries of British history, B. C. 55- A. D. 1154* (Londres, 1898, 2 vol. in-8°), et *The Angevin Empire, 1154-1216* (Londres, 1903, in-8°). En langue française, on lira Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale en France et en Angleterre, X^e-XIII^e siècle* (Paris, 1933, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité ») ; Ch. Petit-Dutaillis et P. Guinard, *L'essor des États d'Occident : France, Angleterre, péninsule ibérique* (Paris, 1937, in-8°, t. IV, 2^e partie, de la section « Histoire du moyen âge » dans l'« Histoire générale » publ. par G. Glotz ; 2^e éd., 1944), où l'histoire franco-anglaise est résumée par Ch. Petit-Dutaillis pour la période 1152-1272. — Pour l'histoire des institutions, les ouvrages de Stubbs, Pollock et Maitland, Holdsworth, cités p. 3. Sur la féodalité anglaise, les volumes de Round et Vinogradoff cités p. 3 ; F. M. Stenton, *The first century of English feudalism, 1066-1166* (Oxford, 1932, in-8°) ; H. Mitteis, *Lehnrecht und Staatsgewalt*, cité p. 3. Les textes constitutionnels les plus importants sont réunis dans W. Stubbs, *Select charters and other illustrations of English constitutional history from the earliest times to the reign of Edward the first* (Oxford, 1870, in-12, plusieurs fois réédité depuis avec d'importantes additions et modifications ; 9^e éd. revue par H. W. C. Davis, 1913). — Pour l'histoire religieuse, H. Böhmer, *Kirche und Staat in England*, cité p. 43 ; Stephens et Hunt, *A history of the English Church*, t. II, cité p. 117 ; Z. N. Brooke, *The English Church and the papacy*, cité p. 43.

I. La succession de Guillaume le Conquérant.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités à la note précédente, joindre E. A. Freeman, *The reign of William Rufus and the accession of Henry I* (Oxford, 1882, 2 vol. in-8°), à compléter et contrôler à l'aide des *Regesta regum Anglo-Normannorum*, t. I (seul paru) : *Regesta Willelmi Conqæstoris et Willelmi Rufi*, publ. par H. W. G. Davis et R. J. Whitwell (Oxford, 1913, in-

4°) ; Gh. W. David, *Robert Curthose, duke of Normandy* (Cambridge, Mass., 1920, in-8°, vol. 25 des « Harvard historical studies ») ; Du Motey, *Le champion de la Normandie. Robert II de Bellême* (Paris, 1923, in-8°), mal informé et sans critique ; sur le gouvernement de la Normandie, Gh. H. Haskins, *Norman institutions* (Cambridge, Mass., 1918, in-8°, vol. 24 des « Harvard historical studies »).

II. Henri Beauclerc et l'unification de l'État anglo-normand (1100-1135).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux, cités p. 159, Kate Norgate, *England under the Angevin kings* (Londres et New York, 1887, 2 vol. in-8°), le t. I, où tout un chapitre de 96 pages est consacré à Henri I^{er} ; les livres de Freeman, Ch. W. David et Ch. H. Haskins, cités p. 160 ; R. W. Ghurch, *St. Anselm* (Londres, 1870, in-8° ; 8^e éd., 1888). La charte délivrée par Henri I^{er} le jour de son couronnement est dans les *Select charters* de Stubbs (citées p. 159), et dans les *Chartes des libertés anglaises*, publ. par Ch. Bémont, avec une introduction (Paris, 1892, in-8°, fasc. 12 de la « Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire »).

III. La crise de la royauté et l'avènement de la maison d'Anjou (1135-1154).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages cités p. 159, Kate Norgate, *England under the Angevin kings* (Londres et New York, 1887, 2 vol. in-8°), t. I, chap. V-VIII ; J. H. Round, *Geoffroy de Mandeville, a study of the Anarchy* (Londres, 1892, in-8°) ; O Rössler, *Kaiserin Mathilde, Mutter Heinrichs von Anjou, und das Zeitalter der Anarchie in England* (Berlin, 1897, in-8°, fasc. 7 des « Historische Studien » publ. par Ebering) ; H. W. C. Davis, *The Anarchy of Stephen's reign*, dans l'*English historical review*, t. XVIII (1903), p. 630-641 ; J. Chartrou, *L'Anjou de 1109 à 1151*, et J. Boussard, *Le comté d'Anjou sous Henri Plantagenêt et ses fils*, cités p. 10. La charte de « libertés » accordée par le roi Étienne en 1136 est dans les *Select charters* de Stubbs (indiquées p. 159), et dans les *Chartes des libertés anglaises* de Ch. Bémont (citées p. 163).

IV. Les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et l'Église.

OUVRAGES À CONSULTER. — En dehors des ouvrages cités p. 159, notamment l'*England under the Normans and Angevins* de Davis, et les t. I et II de celui de Kate Norgate cité p. 163, il n'existe pas de livre d'ensemble important sur Henri II. Celui de L. F. Salzman, *Henry II* (Londres, 1917, in-8°), sans notes ni références, est insuffisant. Les matériaux ont été en partie réunis par R. W. Eyton, *Count, household and itinerary of king Henry II* (Londres, 1878, gr. in-

8°, et par L. Delisle, *Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France* (Paris, 1909-1927, 4 vol. in-4°, de la collection des « Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France » publ. par l'Académie des inscriptions et belles-lettres), dont tout un volume d'introduction. — Il n'existe pas non plus de bonne étude sur Thomas Becket. Le livre de J. Morris, *The life and martyrdom of St. Thomas Becket* (Londres, 1859, in-8° ; 2^e éd., 1885) est une apologie ; celui de dom l'Huillier, *Saint Thomas de Cantorbéry* (Paris, 1891-1892, 2 vol. in-8°), est un véritable panégyrique ; de même, E. A. Abbott, *St. Thomas of Canterbury ; his death and miracles* (Londres, 1898, 2 vol. in-8°). Le livre nuancé du Rév. W. H. Hutton, *Thomas Becket, archbishop of Canterbury* (Cambridge, 1926, in-8°, refonte d'un volume publié sous le même titre, Londres, 1910, in-16), mérite toutefois d'être lu, et le problème des rapports de l'Église d'Angleterre avec Henri Plantagenêt a été repris d'ensemble dans l'important volume de Mlle R. Foreville, *L'Église et la royauté en Angleterre sous Henri II Plantagenêt, 1154-1189* (Paris, 1943, in-8°). Sur la question des tribunaux ecclésiastiques, F. W. Maitland, *Henry II and the criminal clerks*, dans l'*English historical review*, t. VII (1892), p. 224-234 (reproduit dans ses *Collected papers*, t. II, Cambridge, 1911) ; R. Génestal. *Le privilegium fori en France du Décret de Gratien à la fin du XIV^e siècle*, t. II (Paris, 1924, in-8°, fasc. 39 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences religieuses »), p. 19-26. — On trouvera le texte des constitutions de Clarendon dans les *Select charters* de Stubbs (citées p. 159) ; il est traduit dans le livre précité de Mlle Foreville, p. 125-127.

V. Les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt et la féodalité.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux et les volumes sur Henri II signalés en tête du paragraphe précédent, citons, pour l'histoire politique, C. E. Hodgson, *Jung Heinrich, König von England, Sohn König Heinrichs II* (Lena, 1906, 83 p. in-8°) ; pour l'histoire administrative et les institutions, J. H. Round, *Feudal England* (cité p. 3) ; J. F. Baldwin, *The scutage and knight service in England* (Chicago, 1897, in-8°, - dissertation) ; R. L. Poole, *The exchequer in the twelfth century* (Oxford, 1912, in-8°) ; Ch. H. Haskins, *Norman institutions* (cité p. 160), sans préjudice, bien entendu, des ouvrages d'ensemble sur les institutions et le droit anglais, cités p. 4, notamment celui de Pollock et Maitland. Les textes constitutionnels principaux sont dans Stubbs, *Select charters* (cité p. 159). — Sur la conquête de l'Irlande, G. H. Orpen, *Ireland under the Normans* (Oxford, 1911-1920, 4 vol. in-8°), t. I ; E. Curtis, *A history of mediaeval Ireland from 1086 to 1513* (Londres, 1938, in-8°, refonte d'un volume publié presque sous le même titre en 1923). Sur la question très controversée de la bulle *Laudabiliter*, par laquelle le pape Adrien IV aurait autorisé en 1155 la conquête de l'Irlande, voir le livre de G. H. Orpen et la mise au point de Ch. Bémont, *La bulle Laudabiliter*, dans les *Mélanges d'histoire du moyen âge offerts à*

ges d'histoire du moyen âge offerts à M. Ferdinand Lot (Paris, 1935, in-8 »), p. 41-53.

VI. La politique continentale d'Henri II.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux et aux volumes sur Henri II indiqués p. 171, joindre A. Cartellieri, *Philipp II August, König von Frankreich*, t. I (Leipzig et Paris, 1899-1900, in-8°) ; A. Luchaire, *Louis VII, Philippe Auguste, Louis VIII*, formant le t. III, 1^{re} partie, de l'*Histoire de France* publ. par E. Lavis (Paris, 1901, in-8°) ; C. E. Hodgson, *Jung Heinrich*, cité p. 176 ; J. Johnen, *Philipp von Elsass, Graf von Flandern, 1157-1191*, dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique*, t. LXXIX (1910), p. 341-469, et à part (Bruxelles, 1910, in-8°).

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE III

La royauté française sous les premiers Capétiens ⁷¹.

La France, où Henri Plantagenêt avait trouvé son maître, avait évolué au cours du XII^e siècle dans le même sens que l'Angleterre et l'Allemagne. Mais la féodalité avait poussé dans son sol de trop profondes racines pour que la situation pût s'y transformer aussi rapidement. Ce n'était pas dans le pays où les institutions féodales s'étaient le plus complètement épanouies qu'on pouvait s'attendre à voir l'idée monarchique reprendre corps tout à coup et, par un brusque revirement, s'imposer à la masse. Le rétablissement d'une royauté forte fut ici l'œuvre patiente, tenace, de quelques princes, parmi lesquels il s'en rencontra d'abord plus de médiocres que de brillants, mais qui surent modestement frayer la route aux Philippe Auguste, aux saint Louis et aux Philippe le Bel.

[*Table des matières*](#)

I. — Le premier siècle de la monarchie capétienne ⁷².

La maison carolingienne qui, au milieu du X^e siècle, ne se maintenait déjà qu'à grand'peine, avait succombé en 987. Avant ^{p183} de mourir, elle avait eu sous Lothaire (954-986), un dernier sursaut d'énergie : secouant violemment l'encombrante tutelle des Otton, le roi carolingien avait réussi, en 978, à pousser par surprise jusqu'aux abords du Rhin et à se donner un instant l'illusion de la puissance en allant trôner à Aix-la-Chapelle dans le célèbre palais fondé par Charlemagne.

⁷¹ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

⁷² [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Vain exploit : au bout de trois jours, il avait fallu battre précipitamment en retraite ; laisser le champ libre aux troupes allemandes, qui s'avancèrent jusque sous les murs de Paris ; assister la rage au cœur aux louches tractations de l'empereur germanique et du nouveau « duc des Francs » Hugues Capet, le fils de cet Hugues le Grand qui, en 940, s'était reconnu le vassal du premier des Otton⁷³. En serré dans un réseau de trahisons, que tissait autour de lui l'archevêque de Reims Adalbéron, Lothaire était mort, le 2 mars 986, en pleine tourmente, sans être parvenu, malgré ses efforts courageux, à vaincre l'audace croissante d'une partie de l'aristocratie laïque et ecclésiastique liguée contre lui. La royauté carolingienne lui avait survécu quelques mois sous son fils Louis V, énergique jeune homme de dix-neuf ans, qu'un accident mortel avait enlevé le 21 ou le 22 mai 987. Six semaines après, le 3 juillet, le duc des Francs avait enfin reçu de ses partisans la couronne royale.

Mais la restauration de l'autorité monarchique était une œuvre de longue haleine, bien au-dessus des forces du nouveau roi. Quoique, en apparence, le premier de tous les barons du royaume, Hugues Capet ne disposait, lors de son avènement, que d'une autorité très réduite, souvent même purement nominale, sur la majeure partie des provinces qui jadis avaient constitué, aux mains de ses ancêtres, l'immense « marche » de Neustrie, maintenant démembrée en plusieurs seigneuries féodales (duchés, comtés, vicomtes) : Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Blésois, Vendômois, pays chartrain, etc. Dans l'état d'émiettement féodal auquel on était arrivé, il manquait au Capétien cette solide base territoriale, ^{p184} sans laquelle il était difficile à celui qui portait la couronne de triompher, en cas de conflit, de ses propres vassaux. Son domaine direct, en y ajoutant l'héritage des Carolingiens, confisqué avec le titre royal, ne comprenait que les régions de Paris, Senlis, Poissy, Étampes et Orléans, avec quelques annexes excentriques, dont la plus importante était le comté de Montreuil, à l'embouchure de la Canche.

C'était peu. Aussi Hugues Capet ne put-il guère songer qu'à vivre au jour le jour, sans autre ambition que de durer, de déjouer les coups d'État et d'obtenir des seigneurs indifférents le couronnement anticipé de son fds Robert. Satisfaction lui fut donnée sur ce point dès le mois

⁷³ Voir le précédent volume de cette Histoire (*Les Barbares*, 5^e éd., p. 354).

de décembre 987, et cette mesure de sage prévoyance facilita la paisible transmission du pouvoir lorsqu'il vint à mourir (octobre 996). Robert, pour sa part, s'employa obstinément à élargir le cercle étroit des terres domaniales. Car ce roi qui mérita le surnom de Pieux et que le bon moine Helgaud, son biographe, a dépeint comme un modèle de sainteté, était surtout un obstiné, très attentif aux intérêts temporels de la couronne. L'occupation et l'annexion du comté de Dreux vers 1015, celle du comté de Melun en 1016, enfin la conquête du duché de Bourgogne (1003-1016) prouvèrent clairement aux grands barons que sur tout fief vacant, sur tout fief contesté, il avait la volonté d'affirmer le droit supérieur de la monarchie.

Mais il fallait encore compter avec l'esprit féodal. A la mort de Robert (20 juillet 1031), son fils Henri, quoique couronné lui aussi par anticipation depuis plusieurs années, ne parvint à se faire reconnaître définitivement comme roi qu'en reconstituant le duché de Bourgogne pour l'un de ses frères (1032), en abandonnant le Vexin français au duc de Normandie et en se mettant à la remorque du comte d'Anjou, dont l'appui, d'ailleurs précaire, ne fut acquis qu'au prix de coûteuses et stériles interventions : les deux déroutes essuyées en pays normand par l'armée royale, à Mortemer (1054) et au gué de Varaville sur la Dive (1058), ne contribuèrent pas à rehausser le prestige de la nouvelle dynastie.

Néanmoins elle dura et, au milieu de l'universelle anarchie où, après une longue période de croissance, la plupart des principautés féodales commençaient de s'abîmer, la maison capétienne eut l'avantage de pouvoir constamment arguer du titre royal pour s'insinuer partout où quelque différend lui en fournissait l'occasion, soit qu'elle revendiquât le rôle d'arbitre ^{p185} suprême dévolu jadis à la royauté, soit qu'elle se prétendît, au nom de la tradition, l'héritière normale des fiefs contestés ou en déshérence. C'est ce qui fit sa force, lors même que ses moyens d'action étaient le plus limités. Ainsi s'explique qu'en 1055 le vaincu de Mortemer ait pu, en l'absence d'un héritier direct, réunir au domaine royal le comté de Sens ; qu'en 1068, Philippe I^{er}, son fils et peu glorieux successeur (1060-1108), ait osé mettre la main sur le comté de Gâtinais, à la faveur d'un conflit entre deux prétendants ; qu'en 1071, il ait procédé de même à l'égard de la seigneurie de Corbie, vainement revendiquée par le comte de Flandre ; qu'en 1077, le comte de Valois se soit dessaisi, bon gré mal

gré, à son profit du comté de Vexin, et qu'en 1101, son vassal le vicomte de Bourges, qui avait besoin d'argent pour partir à la croisade, lui ait vendu ses terres.

La principale ambition de Philippe I^{er} semble avoir été de réaliser au meilleur compte un programme pratique d'acquisitions et de bénéfices matériels. Dans sa conduite envers les chefs des grandes seigneuries du royaume, on le vit sans cesse penser beaucoup moins à la défense de ses droits souverains qu'aux moyens d'exploiter rivalités et désordres. Il poussa même si loin le cynisme en ces matières qu'il scandalisa jusqu'à ses contemporains, pourtant habitués aux pires compromissions, et qu'il se vit reprocher la désinvolture avec laquelle il vendait, à les en croire, son alliance tour à tour aux plus offrants : à Guillaume le Conquérant, ou à son fils révolté Robert Courteheuse, plus tard à Guillaume le Roux, à la comtesse de Flandre Richeut. Il choqua aussi par le laisser-aller de sa vie privée, par son indifférence aux foudres de l'Église. Mais personne ne lui a jamais contesté le mérite d'une politique réaliste qui devait servir de base aux entreprises de ses premiers successeurs.

[*Table des matières*](#)

II. — L'œuvre de Louis VI (1108-1137) ⁷⁴.

Quand le XII^e siècle s'ouvre, la descendance de Hugues Capet a définitivement gain de cause. On ne discute même plus ^{p186} le droit du fils à remplacer le père sur le trône. Mais la féodalité continue son œuvre destructive, minant le domaine royal à mesure que le Capétien s'emploie péniblement à le reconstituer. Derrière les épaisses murailles de leurs châteaux forts, les petits seigneurs de l'Ile-de-France lui tiennent tête et l'obligent à une perpétuelle guerre de sièges ou d'escarmouches, qui risque de rendre caducs les résultats acquis. La tâche obscure de Hugues Capet, de Robert le Pieux, d'Henri I^{er} et de Philippe I^{er} doit donc se continuer quelques années encore sous une forme nouvelle : celle d'une lutte décisive contre ces intraitables châtelains, sous les coups desquels le domaine royal risquait de s'en aller en lambeaux.

⁷⁴ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Grâce à l'énergie de Louis VI, fils et successeur de Philippe I^{er}, le péril put être conjuré. Le nouveau roi employa une grande partie de son règne à reconquérir pied à pied ce que l'audace entreprenante d'une nuée de petits vassaux avait fini par usurper. Et ce ne fut pas une tâche facile que d'assurer en pleine Ile-de-France la liberté des communications, de tous côtés menacées, au sortir même de Paris, par les détenteurs de places fortes qui prétendaient faire la loi aux gens du pays, quand ils ne les détroussaient pas. Il suffit, pour mesurer la gravité du mal, d'évoquer, avec les chroniqueurs du temps, les sinistres figures d'un Hugues du Puiset ou d'un Thomas de Marles, ce dilettante du crime, contre lequel une véritable guerre sainte dut être organisée. Louis VI ne triompha qu'à force de persévérance. En usant des moyens que la féodalité même mettait à sa disposition — mobilisation des vassaux intéressés à l'anéantissement d'un rival, confiscation des fiefs des rebelles, destruction des châteaux forts élevés sans son assentiment ou dont l'entrée lui avait été refusée, — il parvint, au bout de quinze ou vingt ans d'une lutte commencée dès les dernières années du ^{p187} règne de son père, à reconquérir la pleine maîtrise ; du domaine formé par ses prédécesseurs.

Moyennant quoi, il put viser au delà et songer à répéter en grand dans le reste du royaume, à l'égard des chefs des principautés féodales, l'opération qu'il avait su mener à bien dans les limites étroites du domaine de la couronne. Que tel ait été son projet, on n'en saurait douter quand on le voit rappeler à maintes reprises que le premier devoir du roi est de garantir coûte que coûte la sécurité et la paix dans toutes les provinces de ses États et de se conduire partout, malgré les risques, en défenseur du droit et en représentant des vieilles traditions monarchiques de justice et d'aide aux opprimés.

Le geste suit immédiatement la parole : il n'est région si lointaine où le roi n'intervienne, au premier appel, quand il s'agit de maintenir l'ordre et de défendre une juste cause. Dès 1108, il accourt sans retard avec une armée jusqu'aux confins du Bourbonnais pour faire rendre gorge à un usurpateur, un certain Aimon, au surnom pittoresque de « Vaire-Vache », qui avait cru l'instant propice pour dépouiller l'héritier légitime de la province, le petit Archambaud de Bourbon, son neveu, trop jeune pour se défendre lui-même. En 1122, il n'hésite pas davantage à marcher sur Clermont, en Auvergne, pour aller châtier le comte Guillaume VI, qui, après avoir expulsé de sa ville épiscopale l'évêque Aimeri, s'était refusé à répondre aux citations en

copale l'évêque Aimeri, s'était refusé à répondre aux citations en justice. Et, dans l'un et l'autre cas, le succès récompense son audace. Quatre ans après, le comte d'Auvergne croit le moment venu de prendre sa revanche : une nouvelle campagne, qui aboutit à l'incendie de Montferrand et conduit une seconde fois le roi dans les murs de Clermont, oblige le rebelle à venir devant sa cour, à Orléans, s'expliquer et s'excuser.

Louis VI ose agir de même à l'égard des plus grands feudataires. Il prétend, par exemple, s'interposer souverainement en Normandie entre les fils de Guillaume le Conquérant et se croit assez fort pour exiger le rétablissement de Robert Courteheuse, le duc légitime qu'Henri Beauclerc a écarté. Battu à Brémule, dans la vallée de l'Andelle, en 1119, obligé peu après (1123-1124) de tenir tête à une formidable coalition, où l'empereur Henri V, gendre d'Henri Beauclerc, se laisse même un instant enrôler, il n'en persiste pas moins à s'élever de toute son énergie contre ce qu'il appelle un déni de justice et prépare sa revanche. Car il est si pénétré de son bon droit, d'accord ici avec l'intérêt immédiat de la dynastie, qu'aucun échec ne le ^{p188}décourage ni ne le fait dévier de la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

Pareillement, il intervient sans hésiter dans la grosse affaire de la succession de Flandre, soudain ouverte par l'assassinat du comte Charles le Bon en l'église Saint-Donatien de Bruges (2 mars 1127). Huit jours ne se sont pas écoulés qu'il est à Arras, prêt à dicter sa volonté aux Flamands, que la brusque disparition de leur seigneur jette, faute d'héritier direct, dans le plus complet désarroi. Le 23 mars, il les oblige à procéder, sous ses yeux, dans la ville même d'Arras, à l'élection du candidat auquel vont ses préférences, le Normand Guillaume Cliton, fils du duc de Normandie Robert Courteheuse. Les droits de Guillaume paraissent faibles, inférieurs à ceux de ses rivaux, et l'homme n'inspire confiance à personne ; mais Louis VI, qui vient d'essayer inutilement de l'imposer en Normandie, voit là un excellent moyen de réparer sa précédente déconvenue. Avant que les Flamands aient eu le temps de se concerter, il est avec une forte armée à Gand (2 avril), puis à Bruges (5 avril), où il se propose, annonce-t-il, d'infliger aux meurtriers de Charles un châtement exemplaire. Le 26 avril, il est à Ypres, où un compétiteur, un autre Guillaume, a soulevé la population en sa faveur : l'intrus est emprisonné, ses biens sont saisis, ses partisans obligés de prêter hommage au jeune prince (Guillaume

partisans obligés de prêter hommage au jeune prince (Guillaume Cliton a vingt-six ans) que le roi leur a destiné.

En fin de compte, l'aventure tourne mal, parce que le choix de Louis VI est déplorable. A peine installé, Guillaume Cliton se rend impossible ; il ameute les Flamands contre lui, fait le jeu du plus sérieux de ses adversaires, Thierry d'Alsace, petit-fils par les femmes du comte Robert le Frison, et périt misérablement le 27 juillet 1128, abandonné de tous, même du roi, dont les yeux se sont dessillés. Néanmoins le pouvoir de ce dernier est déjà assez solide pour n'être pas compromis par cet échec : aussitôt accepté par les Flamands, Thierry d'Alsace va, selon la règle, prêter fidèlement hommage au souverain, à qui la mort de Cliton a rendu sa liberté d'action et avec qui il entretiendra désormais les meilleurs rapports.

Déjà aussi le roi de France a cessé d'être un isolé dans son royaume ; il commence à en être la conscience vivante ; et, aux heures de péril, il suffit qu'il lance l'appel aux armes pour que tous viennent se serrer autour de lui. Quand, en 1124, l'empereur Henri V accepte de venir, par une attaque brusquée contre la Champagne, prêter son appui à Henri Beauclerc, l'élite de la ^{p189} féodalité française — le duc de Bourgogne, les comtes de Blois, de Champagne, de Nevers, de Vermandois, de Flandre, — la chevalerie du nord, les milices des villes et des églises rallient d'un seul élan l'oriflamme de Saint-Denis, bannière des Capétiens ; le duc d'Aquitaine, les comtes de Bretagne et d'Anjou s'apprêtent à les rejoindre. C'est une véritable levée en masse, qui suffit à intimider l'ennemi, et qui hausse d'emblée le petit roi de Paris jusqu'au rôle glorieux de chef d'une armée nationale. A partir de ce jour, la balance, qui inclinait jusqu'alors du côté de la féodalité, se remet à pencher du côté de la royauté. On recommence à voir dans la personne du roi le seigneur de tous les seigneurs, celui à qui tous doivent leur aide en cas d'alerte et qui, dans les conjonctures graves, sera leur protecteur naturel. Et c'est pourquoi nul ne s'étonne lorsqu'en 1137, le duc d'Aquitaine, à l'article de la mort (9 avril), manifeste le désir que la main de son unique héritière, sa fille Aliénor, soit donnée au futur roi de France, Louis VII, associé au trône depuis quelques années, et qui va ainsi réunir l'immense duché aquitain au groupe compact, mais encore bien restreint, des domaines royaux.

Le mariage était à peine célébré et le nouveau duc n'avait même pu prendre encore ou achever de prendre possession de la principauté dont il devenait le chef immédiat, que la mort de son père (1^{er} août 1137) lui imposait à lui-même, à son tour, la charge du pouvoir.

[*Table des matières*](#)

III. — Le pouvoir royal sous Louis VII (1137-1180) ⁷⁵.

Pour un enfant de seize ou dix-sept ans tout au plus — car Louis VII était né en 1120, — c'était une lourde charge, et qui dépassait de beaucoup ses forces.

L'audace au début, ne lui manqua pas. Non content d'absorber d'un coup toute l'Aquitaine, qui, pour être assimilée, devait d'abord être organisée et pacifiée comme l'avait été l'Ile-de-France, il se mit en tête dès 1141 d'aller, les armes à la main, revendiquer aux dépens du comté de Toulouse les ^{p190} droits qu'il disait tenir des ducs d'Aquitaine, ses prédécesseurs. Ce fut un échec. Deux ans plus tard, il se jeta, sans résultats durables, sur la Champagne, dans l'intention de donner une leçon au comte Thibaud, qui se signalait par son indépendance. Puis il décida son départ pour la croisade et, sourd aux objurgations du pieux mais prudent Suger, s'attarda en Terre Sainte, tandis que, dans son royaume même, se préparait, sans qu'il s'y opposât utilement, l'union de la Normandie, du Maine et de l'Anjou. Enfin, pour comble de maladresse, il fit rompre par l'Église le 21 mars 1152, sous prétexte de consanguinité, le mariage qui lui avait valu le duché d'Aquitaine, et permit ainsi à son plus dangereux rival, le duc de Normandie Henri Plantagenêt, de le remplacer deux mois après, et comme époux de la belle Aliénor, et comme duc d'Aquitaine.

Peut-être, avec de l'énergie, eût-on pu encore parer le coup. Mais, d'énergie, le roi de France était maintenant tout à fait dénué. Il était devenu le « doux », le « pieux » Louis VII. La fougue de ses jeunes années ne se réveillait que par crises brèves, suivies de longues semaines d'apathie. Il laissa, presque sans mot dire, Henri Plantagenêt joindre encore, en 1154, la couronne d'Angleterre au bloc féodal de

⁷⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

ses possessions normandes, mancelles, angevines et aquitaniques ; il le laissa pareillement s'emparer de la Bretagne en 1158, enlever Cahors en 1159 ; et c'est tout juste s'il fit, cette année-là, le geste de venir au secours du comte de Toulouse, afin d'empêcher, par sa seule présence dans la capitale du Languedoc, le tout-puissant roi d'Angleterre de s'y installer aussi. Il poussa la faiblesse jusqu'à se dessaisir en 1160 du Vexin normand au profit de son rival, dans des conditions qui équivalaient à un abandon définitif. Il ne put même empêcher Henri de s'assurer finalement, sinon la possession, du moins la suzeraineté du Toulousain (1173), et d'annexer en 1177 le comté de la Marche. L'affaire de Thomas Becket, puis la révolte des barons et des fils du Plantagenêt furent pour lui l'occasion de simples escarmouches. Son plus gros effort, au mois d'août 1174, n'aboutit qu'à venir assiéger Rouen, mais pour déguerpir aussitôt en brûlant ses machines à la première annonce de l'arrivée de l'ennemi.

Le spectacle qu'offre la royauté capétienne sous ce long règne de quarante-trois ans (1137-1180) est donc avant tout celui d'un recul continu et d'un effacement progressif. Il semble que l'anéantissement de cette royauté qui s'abandonne elle-même ne soit qu'une question d'années. Mais, en fait, ce n'est pas le ^{p191} principe monarchique qui est battu en brèche, car le Plantagenêt, devant qui Louis VII recule sans cesse, n'incarne à aucun degré l'idée féodale. Il a beau être, en France, titulaire de plusieurs duchés et de plusieurs comtés, il est avant tout un roi, imbu plus que quiconque des principes mêmes dont se réclame le Capétien. Il travaille pour la même cause ; et son triomphe ne signifierait, en aucun cas, la ruine de l'œuvre à laquelle les prédécesseurs de Louis VII se sont jusqu'alors consacrés.

D'autre part, dans les provinces qui échappent au roi d'Angleterre, l'évolution amorcée sous Louis VI se poursuit, en vertu de la vitesse acquise, au profit de la maison capétienne. Quelle que soit la médiocrité personnelle du souverain, l'habitude est prise, et ne se perd pas, de recourir à lui pour le maintien des droits acquis ou la défense des traditions violées. En 1163 et 1169, on le voit ainsi, à l'appel des chanoines de Clermont et de Brioude, s'avancer jusque dans le Massif Central pour mettre à la raison le comte d'Auvergne. En 1166, à l'appel des moines de Cluny, les troupes capétiennes procèdent à l'occupation militaire et à la confiscation des fiefs du comte de Chalon, que des sommations réitérées n'ont pu décider à comparaître devant la cour royale. En 1173, c'est le tour du vicomte de Polignac

vant la cour royale. En 1173, c'est le tour du vicomte de Polignac d'être pourchassé, saisi, incarcéré par le roi, pour avoir molesté les chanoines du Puy. Et, dans la plupart des cas, les grands vassaux eux-mêmes — un duc de Bourgogne, un comte de Nevers, un évêque de Langres — répondent aux citations du souverain et acceptent la compétence de ses tribunaux.

Il y a manifestement quelque chose de changé en France. La féodalité reste forte, mais l'idée royale a regagné un tel terrain qu'elle ne peut plus être compromise par l'incapacité de celui qui la représente. Vienne un prince énergique, habile et persévérant, et sa cause sera définitivement gagnée. p192

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE III. ***La royauté française sous les premiers Capétiens.***

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — A. Luchaire, *Les premiers Capétiens, 987-1137*, et *Louis VII, Philippe Auguste, Louis VIII, 1137-1226*, formant le t. II, 2^e partie, et le t. III, 1^{re} partie, de *l'Histoire de France* publ. par E. Lavisse (Paris, 1901, 2 vol. in-8°) ; du même, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens, 987-1180* (Paris, 1883, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1891) ; du même, *Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs* (Paris, 1892, in-8°) ; P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II (Paris, 1898, in-8°), et les manuels d'histoire du droit français cités p. 3. On n'utilisera qu'avec précaution J. Flach, *Les origines de l'ancienne France, X^e et XI^e siècles*, t. III et IV (Paris, 1904-1917, in-8°) ; voir nos observations dans la *Revue historique*, t. LXXXV (1904), p. 271-285, et t. CXXIX (1918), p. 90-96. Précieuses vues d'ensemble sur l'histoire des premiers Capétiens dans F. Lot, *La France des origines à la guerre de Cent ans* (Paris, 1941, in-8°), p. 119-126 ; Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale, et L'essor des États d'Occident* cités p. 159. Voir aussi R. Fawtier, *Les Capétiens et la France. Leur rôle dans sa construction* (Paris, 1942, in-8° ?). — Sur le domaine royal, W. M. Newman, *Le domaine royal sous les premiers Capétiens, 987-1180* (Paris, 1937, in-8°).

I. Le premier siècle de la monarchie capétienne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités à la note précédente, voir F. Lot, *Les derniers Carolingiens, Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine* (Paris, 1891, in-8°, fasc. 87 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; du même, *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle* (Paris, 1903, in-8°, fasc. 147 de la même collection) ; Chr. Pfister, *Études sur le règne de Robert le Pieux* (Paris, 1885, in-8°, fasc. 64 de la même collection) ; A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France* (Paris, 1912, in-8°). Consciencieuse étude de W. M. Newman, *The kings, the court and the royal power in France in the eleventh century* (Toulouse, 1929, in-8°).

II. L'œuvre de Louis VI (1108-1137).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités p. 183, voir A. Luchaire, *Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne, avec une introduction historique* (Paris, 1890, in-8°) ; J. W. Thompson, *The development of the French monarchy under Louis VI le Gros* (Chicago, 1895,

of the French monarchy under Louis VI le Gros (Chicago, 1895, in-8°) ; Otto Cartellieri, *Abt Suger von Saint-Denis* (Berlin, 1898, in-8°, fasc. 11 des « Historische Studien » publ. par Ebering). Il y faut joindre la lecture de Suger lui-même, dont la *Vie de Louis VI le Gros* a été éditée et traduite en français par H. Waquet (Paris, 1929, in-16, fasc. 11 des « Classiques de l'histoire de France au moyen âge ») et, pour l'histoire des petits seigneurs de l'Ile-de-France, les *Mémoires* de Guibert de Nogent, publ. par G. Bourgin (Paris, 1907, in-8°, dans la « Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire »), dont il existe une détestable traduction française dans la *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France* de Guizot (1825). — Sur les affaires de Flandre, H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (Bruxelles, 1900, in-8° ; 5^e éd., 1929), et Surtout le récit contemporain de Galbert de Bruges, *Histoire du meurtre de Charles le Bon, comte de Flandre*, publ. par H. Pirenne (Paris, 1891, in-8°, de la « Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire »), dont une traduction française figure dans la *Collection des mémoires* de Guizot, que nous venons de citer.

III. Le pouvoir royal sous Louis VII (1137-1180).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux cités p. 183, voir R. Hirsch, *Studien zur Geschichte König Ludwigs VII von Frankreich* (Leipzig, 1892, in-8°), et, pour la fin du règne, Alexander Cartellieri, *Philipp II August, König von Frankreich*, t. I (Leipzig et Paris, 1899-1900, in-8°), dont la 1^{re} partie (p. 1-92) concerne les années 1165-1180 ; abbé E. Vacandard, *Vie de saint Bernard, abbé de Clairvaux* (Paris, 1897, 2 vol. in-12 ; 4^e éd., 1910). Consulter, en outre, les bibliographies du chapitre précédent.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE IV.

*L'Empire byzantin sous les Comnène*⁷⁶.

Par une coïncidence qui ne saurait être l'effet du hasard, le XII^e siècle, qui a vu le début d'un mouvement général de restauration monarchique dans l'Europe centrale et occidentale, a vu aussi à Byzance la réorganisation et le renforcement du pouvoir impérial. Au milieu du XI^e siècle, un vent d'anarchie soufflait là-bas. Jamais l'instabilité politique n'avait paru plus grande, l'autorité des éphémères détenteurs du pouvoir plus faible, plus limitée. Sous la poussée des Turcs, l'Asie Mineure avait dû être presque entièrement évacuée. L'année 1071, sombre entre toutes, avait apporté aux Byzantins, en Asie, l'irréparable désastre de Manzikert ; en Europe, des calamités et des menaces pires encore : le soulèvement de la Serbie, la scission de la Croatie et de la Dalmatie, des attaques massives des Hongrois et des Petchénègues ; enfin la prise de Bari par les Normands, dont s'affirmaient déjà les projets de conquête dans la péninsule balkanique. En 1078, des révoltes de soldats étaient venues encore aggraver la situation et avaient même abouti un moment à la création de deux empereurs rivaux : celui d'Europe et celui d'Asie. C'était à bref délai, semblait-il, la dislocation totale au profit des peuples voisins, prêts à se jeter à la curée. p193

Et voici qu'au déclin du XI^e siècle, tout change. Cette fois encore, l'« homme malade » se redresse ; il trouve dans les princes de la famille Comnène des chefs capables de sauver l'Empire, de ramener la stabilité dans le gouvernement, de reconquérir une large partie des territoires perdus et d'imposer à nouveau le respect aux peuples d'alentour. Et ces chefs eux-mêmes ont la bonne fortune de paraître au

⁷⁶ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

moment propice, quand, déjà les forces turques commencent à s'épuiser et que l'Europe occidentale, longtemps repliée sur elle-même, se décide à venir plus ou moins consciemment appuyer de toute son ardeur conquérante et de son exaltation religieuse l'œuvre des Byzantins sur les rives lointaines des mers orientales.

Que la croisade ait très vite opposé les Grecs aux Latins, c'est un fait ; mais c'est un autre fait que, sans elle, la tâche des Comnène eût été irréalisable et qu'en replaçant l'Empire romain d'Orient dans le milieu « européen », dont il tendait à s'isoler, elle eut sur ses destinées une influence capitale. La politique des Comnène en portera jusqu'au bout la marque.

[*Table des matières*](#)

I. — La reconstitution territoriale de l'empire sous Alexis Comnène (1081-1118) ⁷⁷.

A l'avènement d'Alexis Comnène, il n'est pas encore question, au moins d'une manière précise, d'une intervention des Occidentaux en Asie Mineure ou en Syrie, et la façon même dont Alexis est porté au pouvoir en 1081 prouve que, dans l'ordre intérieur, il reste beaucoup à faire encore pour assurer au gouvernement la stabilité dont il a tant besoin. Car c'est, comme beaucoup de ses prédécesseurs, à un coup d'État qu'Alexis doit la couronne. Issu d'une des familles les plus puissantes ^{p194} de l'Empire, général populaire entre tous, il marche sur Constantinople à la fin de mars 1081, y est acclamé *basileus* et force le faible Nicéphore Botaniatès, depuis trois ans sur le trône, à lui céder la place.

Mais, dès le début, cet usurpateur, qui n'usurpe, à vrai dire, qu'une couronne sans titulaire qualifié, s'affirme homme d'ordre et d'autorité. Des chefs des autres grandes familles — les Doucas, les Bryennios, les Phocas, les Sklèros, les Maniakès, les Bourtzès, les Botaniatès, etc. — qui, à l'instar des Comnène, ont su se constituer en Thrace, en Macédoine ou dans les provinces d'Asie, une puissance territoriale inquiétante et une clientèle militaire dont ils peuvent jouer, il réussit, par son esprit de décision, à faire les collaborateurs de

⁷⁷ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

l'œuvre qu'il a conçue : la défense des derniers lambeaux d'un État dont la ruine totale serait pour chacun d'eux un désastre irréparable. Il les amène à accepter des charges de gouverneurs de villes ou de provinces, de commandants d'armées ou de flottes ; et, en les associant ainsi à ses entreprises contre les ennemis du dehors, il les détourne provisoirement des luttes politiques du dedans.

Les circonstances sont critiques. Mettant à profit la situation troublée de l'Empire et le nouveau fossé creusé entre l'Orient et l'Occident par le schisme qui, depuis la rupture de Michel Cérulaire en 1054, oppose le patriarche de Constantinople au Souverain Pontife, les Normands de l'Italie méridionale ont projeté, sous la conduite de Robert Guiscard, de s'emparer des provinces byzantines situées en bordure de l'Adriatique et du canal d'Otrante. Dès le début de 1081, ils ont réussi à occuper la baie de Valona. Au mois de mai, ils ont élargi leur base d'attaque en s'installant à Corfou. En octobre, Alexis essaie vainement de les refouler devant Durazzo, où ils entrent quatre mois plus tard (21 février 1082) ; et, aussitôt après, s'enfonçant dans la direction de l'est, vers les hautes vallées du Devol et de la Vistritza, où le joug byzantin est impatiemment supporté par les populations slaves et bulgares, ils atteignent Kastoria (mars ou avril 1082), d'où l'on doit craindre qu'ils ne descendent bientôt sur la Thessalie et la Macédoine, puis sur la Thrace et Constantinople. Mais Alexis, sans se laisser abattre par des échecs successifs devant Durazzo en octobre 1081, puis devant Janina et Arta, en Épire, au mois de mai suivant, réorganise ses forces et, contre-attaquant avec vigueur durant une absence de Robert Guiscard, rappelé en Italie par une révolte de ses barons, reprend le dessus au cours de l'été 1083, ^{p195} dégage Kastoria, Durazzo, Corfou, arrête une nouvelle offensive des ennemis en 1084-1085 et, grâce à la mort inopinée de Robert Guiscard (17 juillet 1085), les rejette après quelques semaines à la mer.

Pareillement, il arrive, non sans peine, il est vrai, à imposer de nouveau le respect, sur la frontière du Danube, aux hordes dévastatrices des Petchénègues, à qui l'anarchie des dernières années a rouvert le chemin des Balkans. De 1089 à 1091, ces terribles barbares, réfractaires à toute civilisation, tentent une dernière et violente poussée dans la direction de la Thrace ; ils s'avancent jusqu'à l'embouchure de la Maritsa, d'où, par delà les mers, ils cherchent à tendre la main aux Turcs d'Asie Mineure. C'est là qu'Alexis vient engager la partie décisive. Il y fait des ennemis un tel massacre, le 28

sive. Il y fait des ennemis un tel massacre, le 28 avril 1091, que désormais l'Empire sera délivré de ce cauchemar.

Cependant les Serbes, à qui l'effondrement de la puissance bulgare au début du XI^e siècle a permis de constituer des principautés à peu près indépendantes entre les Alpes albanaises, la Drina et les deux Morava, s'agitent eux aussi et cherchent à déboucher de leurs montagnes, les uns vers Durazzo, les autres vers Uskub, où la vallée du Vardar pourrait leur ouvrir l'accès des plaines de Macédoine. De part et d'autre, Alexis les arrête en 1093 et 1094. Et ces succès répétés, qui sont d'un homme sûr de soi, n'ont pas seulement pour résultat de rendre à l'Empire, dans la péninsule balkanique, une situation militairement et politiquement forte ; ils affermissent le prestige personnel du souverain. Déjà il apparaît libéré dans une large mesure de la tutelle accablante des maisons princières qui, dans la deuxième moitié du XI^e siècle, s'étaient accoutumées à faire la loi dans l'État. Même avec la riche famille Doucas, une des premières de Byzance, il commence à en prendre à son aise, et il n'a pas grand'peine à obtenir de ses sujets, dès 1092, le couronnement et la reconnaissance anticipée de son fils Jean, alors âgé de quatre ans.

La croisade le trouve donc déjà affermi sur son trône et prêt à entamer dans de bonnes conditions l'œuvre de « reconquête » des territoires occupés par les Turcs. Car cette croisade des Occidentaux, qu'il n'a sans doute pas souhaitée, qui complique même fortement sa tâche politique et administrative, facilite pourtant d'une façon inespérée la réalisation de ses projets militaires, puisqu'elle l'aide à ressaisir une à une et à peu de frais la plupart des provinces côtières d'Asie Mineure, laissées sans ^{p196} défense après le repli des armées turques devant les chevaliers français, normands ou germaniques. En 1097, il rentre grâce à eux dans Nicée ; puis Smyrne, Éphèse, Sardes lui ouvrent leurs portes (1097-1098). Tout le long des côtes occidentales, tout le long des côtes méridionales, jusqu'au golfe d'Alexandrette, ses troupes s'insinuent et rétablissent la domination byzantine. Puis il vise Antioche, où s'est établi le fils de Robert Guiscard, Bohémond. Il lui réclame un serment de vassalité et finit même par le lui extorquer en 1108, Bohémond ayant eu la maladresse cette année-là de se laisser surprendre dans Durazzo, où il a tenté une diversion. Serment sans grande valeur, à la vérité, parce qu'arraché de force : aussi le neveu du vaincu, Tancrède, devenu en 1111, par la mort de Bohémond, le maître incontesté d'Antioche, n'en tient-il

incontesté d'Antioche, n'en tient-il aucun compte. Mais l'empereur n'arrête pas là son programme de revendications : il réclame aussi l'hommage du comte de Tripoli, expédie en 1104 les troupes devant Laocidée (Latakia), envoie même occuper un moment Djebelé et Markab, un peu plus au sud, près de la côte syrienne.

Ainsi sont posés les premiers jalons d'une œuvre de longue haleine, qu'Alexis n'aura ni le temps ni les moyens de pousser plus avant, mais à laquelle son successeur va s'attacher, la reconstitution de l'empire byzantin d'Asie, prélude de ce rêve jamais abandonné : le retour aux anciennes limites de l'Empire romain.

[*Table des matières*](#)

II. — Les progrès de la monarchie byzantine sous Jean Comnène (1118-1143) ⁷⁸.

Alexis avait su retrouver le secret de durer et de fonder une dynastie. Après avoir déjoué les nombreux complots formés contre sa personne au cours d'un règne d'une longueur alors insolite à Byzance, il avait encore découvert le moyen, à l'article de la mort, en 1118, de couper court aux intrigues de ceux qui escomptaient son décès pour troubler l'ordre de succession qu'il avait entendu régler en s'associant de bonne heure son fils Jean : avant même qu'il eût rendu le dernier soupir, Jean, de connivence avec lui, se faisait acclamer empereur et s'imposait immédiatement par ses qualités de décision et de courage.

Soldat avant tout, jeune, plein d'une foi robuste dans les p197 destinées de l'Empire, sachant se garder des aventures où de moins sages se seraient peut-être laissé entraîner, le nouvel empereur, en vingt-cinq ans de règne, consolida et élargit les positions reconquises depuis la fin du XI^e siècle sur tout le pourtour du massif anatolien, depuis Trébizonde, à l'extrémité orientale du Pont-Euxin, jusqu'au nord de la Syrie. Par d'incessantes campagnes, il parvint à interdire aux Turcs l'accès des vallées et des plaines côtières d'Asie Mineure, à refaire de la Cilicie un bastion avancé de la défense byzantine face à l'Euphrate, enfin à traduire en actes les prétentions de son père à la suzeraineté d'Antioche. Vainqueur en 1138 du prince de cette ville,

⁷⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Raimond de Poitiers, qu'il n'avait pas hésité à venir y bloquer, il entra en triomphe dans les murs de l'antique cité. Le fier Raimond, qui l'escortait humblement, dut s'avouer son vassal et, à cette occasion, s'acquitter auprès de lui de l'office d'écuyer. Quoique éphémère encore et pratiquement remis en cause dès 1142, ce succès, dont le retentissement fut considérable en Orient, donna aux Byzantins confiance en eux-mêmes, leur prouva la vitalité de leur monarchie tant de fois séculaire et la valeur de la maison à laquelle ils avaient confié la charge de leur destin.

Car, fondée au temps d'Alexis sur le prestige des victoires militaires, l'autorité des Comnène apparaît vers 1140, grâce aux beaux succès de l'empereur Jean, plus forte encore qu'au début du siècle. La transmission du pouvoir semble déjà hors de discussion : Jean s'associe de bonne heure, sans qu'on y trouve à redire, son premier-né, Alexis ; et, celui-ci étant mort en 1141, nul ne s'étonne de lui voir choisir à sa place, en toute liberté, non pas même l'aîné des deux fils survivants, Isaac, mais le cadet, Manuel, qu'il juge plus qualifié. Les partisans d'Isaac, quel que soit leur rang, quelle que soit leur influence, s'inclinent devant une décision, si contraire pourtant à leur attente ; et ce simple fait en dit long sur les progrès réalisés en un demi-siècle par la monarchie byzantine.

Ajoutons que, malgré l'éloignement auquel les guerres condamnèrent Jean Comnène, durant la majeure partie de son règne, le palais impérial de Constantinople a cessé désormais ou presque d'être un foyer d'intrigues. En l'absence de l'empereur, l'administration est dirigée avec intelligence et fermeté par le « grand domestique » Jean Axouch, ancien prisonnier de guerre, d'origine musulmane, à qui le prince a donné sa confiance et qui, chose remarquable, n'en abuse pas. A ses côtés, une ^{p198} autre créature du souverain joue un rôle important : Grégoire Kamatéros, homme nouveau lui aussi, que Jean Comnène a tiré des emplois subalternes pour l'élever à la dignité de « logothète du secret », c'est-à-dire chef de la chancellerie. Les membres des familles princières sont relégués à l'arrière-plan. Quelques-uns d'entre eux, par exemple les Doucas, suivent même docilement aux armées le chef de l'État. Il est clair que celui-ci recommence vraiment à se sentir les coudées franches et que l'empire byzantin, comme les autres États de l'Europe, échappe de nouveau à la tutelle de l'aristocratie foncière qui, en Orient comme en

l'aristocratie foncière qui, en Orient comme en Occident, entravait l'exercice du pouvoir royal.

[*Table des matières*](#)

III. — La réorganisation militaire de l'empire au milieu du XII^e siècle ⁷⁹.

A la différence des monarchies d'Occident, qui puisent leur force dans la reconstitution progressive du domaine de l'État et la reconquête des droits régaliens, la monarchie des Comnène — et c'est même ce qui finira par peser sur son avenir — est essentiellement une dictature militaire.

Aussi l'armée est-elle l'objet des soins attentifs de l'empereur. Pour en faire un docile instrument de règne, il s'emploie — comme on l'a vu d'Henri II d'Angleterre — à la transformer en une armée de métier, où l'élément mercenaire tient la place principale. Amorcée peut-être sous Jean Comnène, cette transformation se précise sous son fils Manuel (1143-1180). Les contingents fournis par les sujets et par les peuples tributaires ne disparaissent pas, mais leur importance relative diminue, tandis que croît sans cesse le nombre des troupes à solde fixe, pourvues de cadres permanents et toujours en état d'entraînement. Dans les camps où ils tiennent garnison, durant les courtes périodes où les hostilités sont suspendues, la discipline est stricte : les actes de désobéissance sont punis de châtiments corporels savamment gradués, depuis la prison ou les verges jusqu'aux plus douloureuses mutilations (ablation du nez, crevaisson des yeux, etc.), voire jusqu'à la peine de mort. Cette dureté a pour contre-partie un attrayant système de gratifications et de hautes payes qui assurent les enrôlements ou retiennent sous les drapeaux les meilleures recrues.

p199

L'obligation du service militaire pour tous les sujets reste inscrite dans la loi ; mais le rachat est toléré, peut-être même encouragé, tant pour l'armée de terre que pour les équipages de la flotte, car il fournit

⁷⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

à l'empereur, comme aux rois d'Occident, les moyens de se procurer ces troupes permanentes, auxquelles il tient par-dessus tout, parce qu'elles sont toujours prêtes à intervenir au premier commandement. Il est lui-même le chef suprême de l'ensemble des troupes que commande en second le « grand domestique », ce Jean Axouch, entré en fonctions sous Jean Comnène et qui est, sous le règne de son successeur, l'homme de confiance, à qui le souverain peut déléguer son autorité sans inquiétude. Les généraux d'armées sont soumis de sa part à un contrôle sévère, et leur initiative est étroitement limitée, comme l'est, à son tour, celle de leurs subordonnés.

A cet égard au moins, la centralisation, dans l'empire byzantin, est redevenue une réalité.

[*Table des matières*](#)

IV. — La rentrée de l'empire byzantin dans la politique européenne sous Manuel Comnène (1143-1180) ⁸⁰.

Fort militairement, l'empire byzantin est, à partir de Manuel Comnène (1143-1180), en mesure de jouer un rôle actif dans la politique européenne.

Très oriental à bien des égards par ses goûts sensuels, son esprit superstitieux, son amour immodéré des discussions théologiques, allié d'ailleurs à une parfaite indifférence religieuse, Manuel est en même temps un grand admirateur des choses d'Occident. Il peuple de « Latins » sa cour et les bureaux de ses administrations, se met à leur école, cherche à acclimater sur les rives du Bosphore les usages des chevaliers de France ou d'Italie méridionale. Il rêve même de faire cesser le divorce entre l'Église grecque et l'Église romaine, persuadé qu'à cette seule condition l'empire byzantin pourra reprendre sa place au premier rang des États chrétiens d'Europe et qu'en tout cas, à continuer de vivre en marge de l'Occident, tandis que les Occidentaux sont sortis enfin de leur réserve pour s'élancer ^{p200} à la conquête de la Méditerranée orientale, cet empire court le risque d'être étouffé et de disparaître de la carte du monde.

⁸⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Car les événements lui dictent sa conduite. Ces « Latins », qui ont déjà causé tant d'embarras à ses deux prédécesseurs, ne cessent d'affluer en Orient, attirés par la croisade ou, simplement, par les perspectives de conquêtes et d'établissements lucratifs que les exploits de leurs aînés leur ont ouvertes. Ce sont les marins et les négociants de Venise, de Gênes ou de Pise qui réclament chaque jour des débouchés nouveaux, des facilités nouvelles pour leurs entreprises ; ce sont les chevaliers de France ou d'Allemagne qui viennent défendre contre les Turcs les positions précédemment conquises ou qui cherchent à réaliser des gains territoriaux supplémentaires. La « deuxième croisade », sur laquelle nous reviendrons, pose, en 1147, dans toute son acuité le problème des rapports entre les barons d'Occident établis en Syrie et le souverain légal des provinces enlevées jadis aux Grecs par les Infidèles. Enfin l'ambition des rois normands d'Italie méridionale, qui cherchent avec obstination à conquérir la maîtrise de l'Adriatique et de la mer Ionienne en s'emparant de Corfou, ainsi que des ports d'Épire et de Dalmatie, entraîne périodiquement l'empereur dans une lutte qu'il ne peut espérer clore à son avantage que s'il adopte lui-même résolument une politique italienne.

Une attaque générale de la flotte normande, en 1147, provoque une contre-offensive byzantine immédiate. Les Normands ont, par surprise, pu réoccuper Corfou. Leurs marins sont venus jeter l'épouvante en Épire et dans le Péloponnèse. Un de leurs corps de débarquement a même pu aller piller Thèbes et Corinthe ; en 1149, leurs corsaires ont eu l'audace de pousser jusque devant Constantinople. Manuel ne se contente pas de ressaisir Corfou ; dès qu'il a les mains libres, et profitant des difficultés que rencontre la dynastie normande après la mort de Roger II en 1154, il va porter la guerre en territoire ennemi. Durant l'été 1155, ses troupes réussissent à s'emparer de Bari, puis de Trani. La Pouille presque entière est occupée avec une rapidité étonnante. Brindisi, bloquée au printemps 1156, semble à la veille de se rendre, quand l'arrivée d'une forte armée normande, sous les ordres du roi Guillaume I^{er}, oblige les Grecs à lever le siège, puis à évacuer toutes les fragiles conquêtes des mois précédents.

Cependant la contre-attaque de Manuel a porté ses fruits : si l'espoir chimérique de reprendre la « Grande Grèce » s'est évanoui, le coup frappé par les armées byzantines a brusquement ^{p201} appelé l'attention des Occidentaux sur la vitalité d'un empire que déjà quelques-uns d'entre eux croyaient à terre. Le pape Alexandre III et le

ques-uns d'entre eux croyaient à terre. Le pape Alexandre III et le roi de France Louis VII recherchent son alliance. Dans le conflit entre le pontife et Frédéric Barberousse, la diplomatie de Manuel joue un rôle assez important pour que les villes de l'Italie du Nord se tournent vers lui, qu'un des barons romains les plus considérables, Otton Frangipani, recherche la main d'une de ses nièces (1170) et qu'enfin, dès 1171, un projet de mariage, qui aboutira quelques années après, soit ébauché entre son fils et l'une des filles du roi de France.

L'empire byzantin redevient ainsi ce qu'il avait cessé d'être depuis nombre d'années : un empire européen. De nouveau, il rayonne largement sur les pays de l'Adriatique et du Danube. Sans se lasser, Manuel met en œuvre tous les moyens militaires et diplomatiques à sa portée pour disputer les provinces dalmates et serbes aux influences contraires de Venise, des Normands de Sicile, de la papauté, qui a réalisé dans le pays de rapides progrès aux dépens de l'Église grecque ; il pénètre en Hongrie, où il se heurte aux menées sourdes des empereurs germaniques. Pour imposer au roi la suzeraineté grecque, il y envoie ses troupes en 1162, en 1164, en 1165 ; et celles-ci conquièrent du même coup une précieuse bande de territoires entre le confluent de la Save et le Danube. Enfin il n'est pas jusqu'à la politique orientale de Manuel qui ne contribue à renforcer sa position « européenne » : car la faiblesse extrême des principautés « latines » de Syrie oblige leurs chefs, pour ne pas succomber sous les attaques des Turcs, à se reconnaître formellement ses vassaux, à solliciter son appui, à nouer avec lui des rapports d'alliance de plus en plus étroits. Le prince d'Antioche, Renaud de Châtillon, qui a voulu le braver, est obligé, en 1158, d'accourir à Missis, en Cilicie, et là, tête nue, pieds nus, corde au cou, de se prosterner devant lui pour solliciter son pardon. Quelques semaines après, au printemps 1159, comme il était advenu sous Jean Comnène à son prédécesseur Raimond, il lui faut suivre à pied, en vassal soumis, l'auguste souverain qui, à cheval et en costume d'apparat, fait dans Antioche son entrée solennelle, escorté, à distance respectueuse, par le roi de Jérusalem et par quelques-uns des premiers barons « francs » de Syrie. Spectacle inoubliable, qui donna aux Occidentaux l'illusion que l'empereur byzantin avait reconquis dans le monde son rang glorieux d'autrefois et que, face aux Infidèles, l'Europe avait de nouveau rencontré en lui un défenseur. p202

[*Table des matières*](#)

V. — La civilisation byzantine sous les Comnène ⁸¹.

L'éclat de la civilisation byzantine ajoutait encore à l'illusion. Après une période de profond déclin intellectuel durant les guerres bulgares du X^e siècle et les troubles de la première moitié du XI^e, on l'avait vue reverdir sous Constantin Monomaque (1042-1055) et, depuis lors, s'épanouir en une merveilleuse renaissance qui pouvait faire croire à son éternelle jeunesse.

A l'avènement d'Alexis Comnène, un nom, celui de Psellos, qui venait de mourir (1078), résumait à lui seul trente années déjà de renouveau intellectuel et de rayonnement littéraire. Cet étonnant esprit, qui avait tout à coup retrouvé le secret de la pensée et de la langue antiques, qui, entre beaucoup d'ambitions, avait eu celle d'étendre en tout sens son immense savoir, s'était appliqué avec un égal succès à la littérature, à la philosophie, aux sciences, au droit, à la politique. Si son goût n'est pas toujours très sûr, si son style coloré est d'une prolixité et d'une préciosité fatigantes, si sa science a des limites que sa vanité lui dissimule, il n'en reste pas moins un excellent connaisseur des lettres classiques, un orateur entraînant, un remarquable vulgarisateur de la philosophie platonicienne ; enfin il possède un don d'observation et un talent d'évocation qui font de lui un des historiens les plus curieux et les plus pittoresques, sinon les plus impartiaux, qu'ait jamais comptés Byzance. ^{p203}

Psellos, de son vivant même, avait eu des émules. Ses amis ou ses élèves, comme Jean Xiphilin, Jean Mauropous, Michel d'Éphèse, Jean l'Italien, avaient contribué, chacun dans sa sphère, à promouvoir l'étude de la philosophie ou de la littérature antiques, et l'on commençait au XII^e siècle à récolter le fruit de tant d'efforts. La cour elle-même était devenue le rendez-vous des beaux esprits. L'exemple le plus fameux, et le plus digne de l'être, est celui d'Anne Comnène, la propre fille de l'empereur Alexis I^{er}. Le long panégyrique de son père, dont elle acheva la composition en 1148 sous le titre *d'Alexiade*

⁸¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

(□λεξιάς), est l'œuvre d'une humaniste qui, fidèle à la tradition de Psellos, ne veut prendre ses modèles que parmi les classiques. Elle s'inspire d'Homère, emprunte à Thucydide et à Plutarque, cite Polybe et Aristote, évoque les personnages de l'histoire grecque ou les divinités de l'Olympe et s'excuse de mêler aux noms du passé les « noms barbares » qui servent à désigner les lieux ou les peuples nouveaux. C'est aller un peu loin dans la voie du purisme ; moins loin pourtant que Jean Kinnamos, biographe de l'empereur Manuel, qui recule devant l'emploi du mot Turc et y substitue, par décence littéraire, celui de Perse, plus conforme — et pour cause — à la tradition de ses modèles préférés, Hérodote et Xénophon.

Ces naïvetés, ces fautes de goût, ne doivent cependant pas masquer les progrès de la culture sous les Comnène. Jamais peut-être on n'a tant lu, tant commenté les grandes œuvres de l'antiquité. Sous Manuel, Eustache, le futur archevêque de Thessalonique, consacre sept volumes, riches de substance, au commentaire de l'*Iliade* et de l'*Odyssée* ; et son aîné, le poète et grammairien Jean Tzetzés, est au milieu du XII^e siècle une véritable bibliothèque vivante. Outre Homère, il a pratiqué Hésiode, Pindare, les tragiques, Aristophane, Théocrite, Apollonios de Rhodes, Lycophron, Nicandre, Oppien, les poètes orphiques, Hérodote et Diodore, Plutarque, Arrien, Dion Cassius, Lysias, Démosthène et Eschine, Platon et Aristote, Lucien, Strabon et plusieurs dizaines d'autres. Il a glosé une grande partie de ses auteurs favoris, se les est assimilés. Rien n'égale sa connaissance de la littérature grecque, sinon son étonnante fécondité poétique. Encore n'est-elle rien comparée à celle de Théodore Prodromos, son contemporain, dont la verve, tour à tour gracieuse et caustique, se dépense, inépuisable, en une longue suite de romans en vers, de poésies de circonstance, de satires, de fantaisies humoristiques, de poèmes profanes ou religieux, toujours ^{p204} inspirés des meilleurs auteurs et rédigés en une langue qui veut être du pur grec classique.

Dans les arts aussi, Byzance avait alors reconquis sa pleine maîtrise d'autrefois. Ses architectes, comme ses sculpteurs ou ses peintres, s'étaient remis, depuis le milieu du IX^e siècle, à l'étude des monuments antiques, dédaignés au temps des iconoclastes ; ils avaient recouvré, grâce à eux, la science des justes proportions, le sentiment de l'harmonie, de la couleur et, par-dessus tout, le souci d'une exacte correspondance des formes aux nécessités du réel. Le palais impérial

des Blachernes, que les Comnène élevèrent au fond de la Corne-d'Or pour en faire leur résidence, pouvait rivaliser avantageusement, au dire des contemporains, avec l'antique Palais Sacré. Les visiteurs occidentaux s'extasiaient sur son élégante façade, ses beaux marbres, ses mosaïques étincelantes. Les nouveaux édifices religieux ne retenaient pas moins leurs regards. Ils se distinguaient à première vue par un retour à la solidité de la construction, à la netteté des lignes, à la sobriété du décor. Suivant le programme déjà ébauché à Constantinople dans la seconde moitié du IX^e siècle, au lendemain de la crise iconoclaste, par les architectes de l'église « Neuve » (Νέα), l'église de la Théotokos, à Salonique, et, mieux encore, celle de Saint-Théodore ou Kilissédjami, à Constantinople, avaient fourni au XI^e siècle, dans la simplicité de leur plan à croix grecque et de leur architecture de briques, le programme que le XII^e siècle devait, par étapes, porter à la perfection. Nous n'en voulons pour preuve que l'église du Pantocrator, construite à Constantinople par l'impératrice Irène, femme de Jean Comnène, un des plus gracieux monuments d'alors, avant que ses murs n'eussent été dépouillés de leurs revêtements de marbre. Enfin le règne d'Alexis I^{er}, n'était pas achevé que, par leur talent d'observation, leur science des couleurs, leur habileté technique, les décorateurs renouvelaient l'art de la mosaïque à l'église de Daphni, près d'Athènes.

Cette renaissance artistique, dont témoignent à un égal degré les tissus brodés, les ivoires, et surtout les belles miniatures de l'époque, où la tradition antique apparaît transformée au contact de la réalité vivante, créait autour de la monarchie byzantine une atmosphère de luxe et de grâce. p205

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE IV. ***L'empire byzantin sous les Comnène.***

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — F. Chalandon, *Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène* cité p. 64 ; du même, *Jean II Comnène et Manuel I Comnène*, cité p. 68. Consulter en outre les histoires générales de l'empire byzantin, notamment Ch. Diehl, L. Œconomos, R. Guiland et R. Grousset, *L'Europe orientale de 1081 à 1453*, formant le t. IX, 1^{re} partie, de l'« Histoire du moyen âge », dans l'« Histoire générale » fondée par G. Glotz (Paris, 1945, in-8°) ; G. Ostrogorsky, *Geschichte des byzantinischen Staates* (Munich, 1940, in-8°) ; L. Bréhier, *Vie et mort de Byzance* (Paris, 1947, in-8°, de la coll. « L'évolution de l'humanité ») ; *Cambridge médiéval history*, t. IV : *The Eastern Roman empire* (Cambridge, 1923, in-8°), où les chapitres sur les Comnène sont de F. Chalandon ; A. A. Vasiliev, *Histoire de l'Empire byzantin*, t. II : *1081-1453* (Paris, 1932, in-8°). Y joindre Ch. Diehl, *La société byzantine sous les Comnènes* (Paris, 1929, 91 p. in-8°, extrait de la *Revue historique du Sud-est européen*, 1929). — Les actes délivrés par la chancellerie impériale durant cette période sont répertoriés par F. Doelger, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches*, 2^e partie : *Regesten von 1025-1204* (Munich et Berlin, 1926, in-4°).

I. La reconstitution territoriale de l'empire sous Alexis Comnène (1081-1118).

OUVRAGES À CONSULTER. — F. Chalandon, *Alexis I^{er} Comnène*, cité p. 64 ; du même, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile* (Paris, 1907, 2 vol. in-8°), t. I ; du même, *Histoire de la première croisade*, citée p. 63 ; Mlle G. Buckler, *Anna Comnena. A study* (Oxford et Londres, 1929, in-8°). L'histoire d'Alexis I^{er} a été écrite sous le titre d'*Alexiade*, par sa fille Anne Comnène : elle vient d'être rééditée et traduite en français par le R. P. B. Leib (Paris, 1937-1946, 3 vol. petit in-8°, de la « Collection byzantine » publ. sous le patronage de l'Association G. Budé), — Sur les rapports avec la papauté, voir B. Leib, *Rome, Kiel et Byzance à la fin du XI^e siècle*, cité p. 64 ; W. Norden, *Das Papsttum und Byzanz. Die Trennung der beiden Mächte und das Problem ihrer Wiedereinigung bis zum Untergange des byzantinischen Reiches* (Berlin, 1903, in-8°) ; le R. P. Martin Jugle, *Le schisme byzantin. Aperçu historique et doctrinal* (Paris, 1941, in-8°) ; sur les rapports avec les Serbes, C. Jirecek, *Geschichte der Serben*, t. 1 (Gotha. 1911, in-8°, de la « Geschichte der europäischen Staaten », fondée par Heeren et Ukert). — Sur

der europäischen Staaten », fondée par Heeren et Ukert). — Sur la première croisade, voir en outre ci-dessus, p. 63 et suiv.

II. Les progrès de la monarchie byzantine sous Jean Comnène (1118-1143).

OUVRAGES À CONSULTER. — F. Chalandon, *Jean II Comnène et Manuel I Comnène*, cité p. 68 ; sur les rapports avec Antioche, Cl. Canen, *La Syrie du nord à l'époque des croisades* (cité ibid.), p. 357-368.

III. La réorganisation militaire de l'empire au milieu du XII^e siècle.

OUVRAGE À CONSULTER. — F. Chalandon, *Jean II Comnène et Manuel I Comnène*, cité p. 68.

IV. La rentrée de l'empire byzantin dans la politique européenne sous Manuel Comnène (1143-1180).

OUVRAGES À CONSULTER. — F. Chalandon, *Jean II Comnène et Manuel I Comnène*, cité p. 68 ; du même, *Histoire de la domination normande*, citée p. 194 ; — sur les rapports avec le prince d'Antioche, G. Schlumberger, *Renaud de Châtillon, prince d'Antioche, seigneur de la terre d'Outre-Jourdain* (Paris, 1898, in-8°) ; Cl. Cahen, *La Syrie du nord à l'époque des croisades* (cité p. 68), p. 374-422 ; — sur les Latins à Constantinople ; W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, trad. par Furcy-Raynaud (Leipzig, 1885, 2 vol. in-8°).

V. La civilisation byzantine sous les Comnène.

OUVRAGES À CONSULTER. — Pour la littérature, le gros manuel (plus de 1.200 pages) de K. Krumbacher, *Geschichte der byzantinischen Literatur von Justinian bis zum Ende des oströmischen Reiches* (Munich, 1891, in-8° ; 2^e éd., augmentée par A. Ehrard et H. Gelzer, 1897, formant le t. IX, 1^{re} partie, du *Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* publ. par I. von Millier), reste le répertoire le plus complet ; mais ce n'est qu'un répertoire, et il n'est plus à jour. Bref aperçu de tout le mouvement intellectuel dans N. Iorga, *Histoire de la vie byzantine*, t. III (Bucarest, 1934, in-8°), p. 38-68, et, plus développé, dans J. M. Hussey, *Church and learning in the Byzantine Empire, 867-1185* (Oxford et Londres, 1937, in-8°), avec une utile bibliographie. — Sur Psellos et son temps, voir Chr. Zervos, *Un philosophe néo-platonicien du XI^e siècle : Michel Psellos* (Paris 1920, in-8°) ; E. Renauld, *Étude de la langue et du style de Michel Psellos* (Paris, 1920, in-8°) ; introduction du même à Michel Psellos, *Chronographie ou histoire d'un siècle de Byzance, 976-1077* (Paris, 1926-1928, 2 vol. in-12, de la « Collection byzantine » publiée sous le patronage de l'Association Guillaume Budé). Sur la philosophie,

ajouter Ueberweg, *Grundriss der Geschichte der Philosophie*, t. II, 11^e éd., par B. Geyer (voir ci-dessus, p. 101) ; sur Anne Comnène, le livre de Mlle Buckler, cité p. 194, et l'introduction de B. Leib à son édition de l'*Alexiade*, citée ibid. — Sur l'art, Ch. Diehl, *Manuel d'art byzantin* (Paris, 1910, in-8° ; 2^e éd. remaniée, 1925, 2 vol. in-8°) ; *Histoire de l'art byzantin*, sous la direction de Ch. Diehl, par Ch. Diehl, J. Ebersolt, L. Bréhier (Paris, 1933-1936, 3 vol. in-4°). recueil de planches avec commentaires et brefs exposés d'ensemble.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre V

Les états francs de Syrie et la défense contre les Turcs ⁸².

Dans l'esprit des Occidentaux du XII^e siècle, les États « francs » de Syrie, faisant suite aux provinces byzantines d'Asie Mineure et de Cilicie, devaient compléter, à l'est du bassin méditerranéen, la ligne de défense établie par l'Europe en face de la barbarie asiatique. C'en était malheureusement le point faible. L'énergie des barons qui s'étaient installés sur ces rives lointaines n'avait pas suffi longtemps à racheter les inconvénients d'une occupation limitée presque partout (sauf dans le comté d'Édesse) à une mince bordure côtière. Pour rendre leur position moins précaire, il leur aurait fallu occuper les plaines de Damas, de Homs, Hamâ et Alep, s'assurer la police du désert et des grandes pistes qui le traversent. Or de nouveaux gains territoriaux dans ces parages s'étaient presque aussitôt révélés impossibles : l'esprit féodal qu'ils avaient apporté d'Occident ne facilitait pas, en général, l'effort d'union qui leur eût été nécessaire ; d'autre part, l'ennemi, d'abord démoralisé, était vite redevenu agressif ; ses forces s'étaient regroupées en vue de nouvelles attaques, et l'établissement des croisés de 1096 était à peine achevé le long des côtes que déjà leurs chefs se trouvaient partout réduits à la défensive.

p206

⁸² [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — Le regroupement des forces turques dans la première moitié du XII^e siècle ⁸³.

Sans doute, il ne pouvait plus être question d'un empire seldjoukide unifié, englobant tous les territoires de l'Asie antérieure sur lesquels, théoriquement, s'étendait encore l'autorité religieuse d'un fantôme de calife. Celui des descendants de Seldjoûk qui, vers 1120, régnait à ses côtés dans Bagdad en qualité de « sultan » — Sandjar, fils de Mâlik-châh, — avait dû renoncer en fait à exercer le pouvoir hors de l'Irak et du Khorassan. Mais, dans les provinces qui échappaient pratiquement à son action, d'autres membres de sa famille ou d'autres dynasties turques étaient, de son vivant, en train de reconstruire à leur profit de vastes principautés, dont quelques-unes avaient pris avant le milieu du XII^e siècle une attitude menaçante.

La plus dangereuse pour l'avenir des États francs de Syrie était celle que, sur leur flanc même, avait réussi à former l'atâbek de Mossoul ⁸⁴ Imâd ad-Dîn Zengûî. Maître dès 1127 de la Mésopotamie septentrionale, il avait aussitôt franchi l'Euphrate pour intervenir à Alep, dont la possession était alors très disputée. La prise de la ville, au début de 1128, avait fait de lui le voisin immédiat des princes d'Antioche et des comtes d'Édesse. En 1130, il intervenait pareillement à Hamâh, dont la conquête l'amenait aux frontières du comté de Tripoli.

A dater de ce moment, la situation apparaît retournée : au lieu d'une poussière de seigneuries turques, rivales les unes des autres, à la merci d'un coup de force des Occidentaux, un État considérable, qui s'étend depuis les monts du Kurdistan jusqu'aux monts Ansarié, à l'ouest de Hamâ, sur quelque 500 à 600 kilomètres de large, se trouve contigu, tout d'un bloc, à une mince et faible chaîne de petites principautés « franques », sans cohésion, sans chef commun. C'est miracle qu'elles n'aient ^{p207} pas d'emblée été réduites à néant, et leur

⁸³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

⁸⁴ Sur ce titre d'atâbek, voir plus haut, p. 70.

longue résistance ne peut s'expliquer que par la supériorité militaire de leurs défenseurs, la puissance des châteaux dont ils garnirent leurs frontières, les concours enfin qui spontanément s'offrirent à eux : seigneurs en quête d'aventures, croisés nouveaux accourus par petites bandes pour prêter main-forte et accomplir leurs vœux, et surtout chevaliers des « ordres militaires ». — l'« Hôpital » et le « Temple » — fondés au temps de la première croisade pour le service de Terre Sainte. Car, après s'être voués d'abord à des tâches pacifiques — celle de l'hospitalisation des pèlerins malades pour les uns, celle de la police des routes pour les autres, — ces deux ordres y avaient presque aussitôt ajouté les tâches guerrières auxquelles les prédisposait l'origine de leurs membres, tous de familles seigneuriales.

Mais leur courage, s'il retarda l'avance turque, devait se révéler incapable de l'arrêter. À peine maître d'Alep, Zenguî avait réussi à entamer la principauté franque d'Antioche en s'avancant (1130) jusqu'à la forteresse d'Athârib, qui couvrait la plaine de l'Oronte. Il s'en empara cinq ans après (1135), ainsi que des forteresses de Maarrat an-Nomân et de Kafartâb, d'où il envahissait aussitôt le comté de Tripoli. L'année suivante, sa cavalerie, dépassant l'Oronte et les monts Ansarié, allait razzier le territoire de Laodicée. En 1137, le comte de Tripoli Raimond II tombait aux mains des ennemis, et le roi Foulques de Jérusalem, accouru pour lui porter aide, était obligé de capituler au château de « Montferrand » ou Barîn, en avant des monts Ansarié. Sans une intervention opportune de l'empereur byzantin Jean Comnène, dont les troupes poussèrent alors brusquement de Cilicie sur Antioche et de là sur la forteresse turque de Ghaizar, au nord de Hamâ, c'eût peut-être été dès ce moment la fin de la domination franque dans la Syrie du Nord.

Obligé de céder d'abord du terrain, Zenguî reprit quelques mois après l'avantage. A partir de 1138, ses attaques se multiplient. En 1142, après avoir laissé le prince d'Antioche Raimond pénétrer jusqu'aux abords d'Alep, il riposte avec violence, refoule les « Latins » jusque sur l'Oronte et là, au cœur même de leurs États, leur inflige une défaite écrasante. Enfin, en 1144, il frappe un coup décisif en envahissant brusquement le comté d'Édesse, le plus exposé et aussi le plus paradoxal de tous les États syriens.

Ce comté qui, théoriquement au moins, s'avancait vers l'est ^{p208} jusqu'aux pentes du Karadja-Dagh, et dont la capitale — Édesse ou Ourfa — était à quelque 250 kilomètres de la mer, faisait seule exception à la règle commune, selon laquelle l'occupation franque était limitée à la zone côtière. Mais il était sans défenses. Perdus dans l'immensité des territoires sur lesquels ils n'avaient aucun moyen d'exercer réellement leur autorité, au milieu d'une population mélangée, où l'élément arménien comptait pour une forte part, sans troupes, sans possibilité de ravitaillement, menacés à la fois par le nord et par le sud, les comtes d'Édesse étaient de bien petits personnages, comparés à leurs voisins musulmans et spécialement au puissant atâbek qui, de Harrân et de Mârdîn, pouvait à tout instant venir surprendre leur capitale.

C'est ce qui se passa en 1144. Le comte Joscelin II de Courtenay n'avait pas eu le temps de recevoir les premiers secours, que déjà Édesse avait succombé (24 décembre 1144) et que toute la fraction orientale du comté, toutes les places situées sur la rive gauche de l'Euphrate étaient au pouvoir des Turcs. A ce moment, la brusque disparition de Zengüi, assassiné le 14 septembre 1146, donna aux « Francs » quelques mois de répit. Elle fournit même au comte Joscelin l'occasion de rentrer par un coup d'audace dans sa capitale. Mais il ne put s'y maintenir que peu de jours.

Bientôt l'avance turque reprit de plus belle sous la conduite des fils de Zengüi, Saïf ad-Dîn Ghâzî, son successeur à Mossoul, et surtout Noûr ad-Dîn Mahmoud, son successeur à Alep, dont les victoires enlevèrent aux Francs de Syrie leurs dernières illusions. Ils commencèrent enfin à comprendre que seul un nouvel et considérable effort de l'Europe pouvait sauver de l'anéantissement le frêle édifice colonial que l'offensive continue des atâbeks avait ébranlé jusque dans ses fondements.

[*Table des matières*](#)

II. — La deuxième croisade ⁸⁵.

Les cris de détresse des Latins d'Orient ne trouvèrent malheureusement pas beaucoup d'écho au delà des mers. En vain le p²⁰⁹ prince d'Antioche, au nom du droit féodal, réclama-t-il l'aide militaire de l'empereur byzantin Manuel Comnène, à qui il venait tout juste d'aller renouveler son serment d'hommage. Occupé à combattre pour son propre compte l'émir de Konya (Iconium), Manuel s'en tint à l'envoi de quelques subsides. Quant aux Occidentaux, dont l'attention était ailleurs, ils accueillirent froidement les premières demandes de secours. L'enthousiasme de la croisade était tombé, et les meilleurs esprits, les plus zélés pour la cause de la religion, comme l'abbé de Saint-Denis Suger ou le pape Eugène III, se montraient si réservés que la possibilité d'une seconde prise de croix apparut d'abord très incertaine. Il fallut le doux entêtement du roi de France Louis VII, la chaude éloquence de saint Bernard, pour triompher en France, puis en Allemagne de la force d'inertie opposée par les hommes les plus influents, laïcs ou ecclésiastiques, aux appels venus des rives syriennes.

Enfin, le 31 mars 1146, dans une assemblée convoquée tout exprès par Louis VII à Vézelay, en Bourgogne, la cause de la croisade fut gagnée par saint Bernard auprès des seigneurs français. Le 27 décembre suivant, à la diète de Spire, l'ardent prédicateur obtint, non sans peine, après des mois d'insuccès, le concours de l'empereur Conrad III, dont beaucoup de seigneurs allemands se décidèrent bientôt à suivre l'exemple. D'Angleterre, d'Italie, d'importantes adhésions arrivèrent aussi. Mais, en dépit du soin apporté à l'organisation matérielle de l'expédition, des sages mesures concertées d'avance entre les chefs pour éviter le retour des erreurs commises en 1096, la « deuxième croisade » n'aboutit qu'à un piteux échec.

Les armées ne comptaient guère moins de 150.000 à 200.000 hommes au total ; mais elles furent lentes à s'ébranler. Les Allemands

⁸⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

ne partirent qu'en mai, les Français qu'en juin 1147, traînant avec eux, les uns comme les autres, une suite encombrante et indisciplinée. En outre, Louis VII et Conrad III opérèrent au début chacun pour son compte. Conrad, le premier arrivé à Constantinople, marcha droit sur Konya et d'emblée, en octobre, fit décimer ses troupes par les Turcs d'Asie Mineure aux environs de Dorylée (Eski-Chehir, sur le Poursak). Louis VII qui, par prudence, obliqua vers l'ouest, ^{p210} cherchant à contourner les pays turcs d'Anatolie, faillit, quelques semaines après, être tué au cours d'un désastreux combat d'avant-garde, à quelque distance d'Adalia. Il fallut ces deux rudes avertissements pour décider l'empereur germanique et le roi de France à utiliser la voie de mer, plus sûre et plus rapide. Mais, au lieu de chercher à atteindre les points directement menacés par Noûr ad-Dîn et les siens, on les vit tout à coup faire voile vers la Palestine, où les appelait le roi de Jérusalem Baudouin III.

C'est là qu'après des mois de séparation, et par deux itinéraires différents, ils finirent par se rejoindre, en juin 1148, avec les débris de leurs armées. Il ne fut plus question dès lors ni de reprendre Édesse, ni même de dégager la principauté d'Antioche. Fidèles aux suggestions du roi Baudouin, le plan qu'arrêtèrent les deux chefs de la croisade visa tout d'abord la conquête de Damas, dont la possession eût, il est vrai, fourni aux croisés un excellent moyen de prendre à revers la principauté de Noûr ad-Dîn, contiguë, au sud de Homs, à la province dont cette ville était la capitale. Mais l'attaque ayant échoué (juillet 1148), Louis et Conrad se découragèrent aussitôt, se replièrent sur Jérusalem, non sans avoir subi de nouvelles pertes, et, considérant la croisade comme liquidée, repartirent chacun de son côté.

[*Table des matières*](#)

III. — L'offensive de Noûr ad-Dîn (1148-1174) ⁸⁶.

Cette conclusion lamentable de la grande entreprise, objet de tant d'espoirs vite déçus, laissa les princes francs de Syrie seuls en face d'un ennemi à qui cette marque éclatante d'impuissance donna un surcroît d'audace. A dater de 1148, les attaques de Noûr ad-Dîn visèrent à la fois le comté d'Édesse, dont il acheva la conquête, et la

⁸⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

principauté d'Antioche, qu'il réussit, en 1149, à traverser de part en part. Il se montra sous ^{p211} les murs de la capitale, en razzia les environs et, rabattant ensuite vers Hamâ, s'empara d'Apamée, d'où il menaça simultanément le territoire d'Antioche et le comté de Tripoli. Pourchassé vers l'ouest, le comte d'Édesse Joscelin de Courtenay, à qui les événements de 1144 et 1145 avaient déjà interdit l'accès de la rive gauche de l'Euphrate, finit par être fait prisonnier (mai 1150), pendant que capitulait la plus occidentale de ses places fortes, la rude citadelle d'Azâz, dont la chute découvrit la frontière nord de la principauté d'Antioche en un point particulièrement vulnérable.

En même temps, vers le sud, une autre menace se dessinait : la principauté musulmane de Damas, dont les croisés avaient vainement tenté de se rendre maîtres en 1148, était conquise sans peine en avril 1154 par un des lieutenants de Noûr ad-Dîn, un Kurde du nom de Chîrkoûh. Maître ainsi de tout l'arrière-pays syrien et pouvant y faire circuler librement ses troupes, Noûr ad-Dîn varia ses moyens d'attaque et frappa alternativement au nord, au sud, au centre.

Mais il ne s'en tint pas là : les circonstances l'amènèrent bientôt à étendre son champ d'action jusqu'en Égypte, où la monarchie des califes fatimides, depuis longtemps en décadence, achevait de s'écrouler parmi les coups d'État, les meurtres et les révolutions. Au mois d'août 1163, une de ces révolutions précipita du pouvoir le vizir Châvvar, un Arabe de vieille souche, qui, depuis le début de l'année, régnait omnipotent au nom d'un calife en bas âge ; et sa chute entraîna de tels désordres que les maîtres de la Syrie commencèrent à s'émouvoir. Le roi de Jérusalem Amaury, voisin immédiat de l'empire fatimide, s'ébranla le premier dans la direction du Caire, mais fut arrêté presque aussitôt sur le bas Nil (septembre 1163). Son échec laissa la voie libre à Noûr ad-Dîn qui, sans intervenir personnellement, dépêcha là-bas une armée commandée par Chîrkoûh, le conquérant de Damas. Châwar lui dut de rentrer triomphalement au Caire le 24 mai 1164 et d'y être rétabli dans sa charge de vizir ; mais Chîrkoûh demeura à ses côtés pour veiller sur lui — et le surveiller. Les territoires francs de Syrie se trouvèrent tous ainsi, de l'extrême nord à l'extrême sud, exposés à la menace de Noûr ad-Dîn et de ses lieutenants.

Avec une hardiesse digne d'un meilleur sort, le roi Amaury, négligeant le danger le plus proche pour tenter, avant qu'il fût trop tard, de faire lâcher prise à Chîrkoûh en Égypte, s'élança de nouveau,

faire lâcher prise à Chîrkoûh en Égypte, s'élança de nouveau, dès le mois de juillet, toutes forces réunies, vers ^{p212} el-Arîch et vers le Caire où, las de la tutelle turque, le vizir était prêt à se jeter dans ses bras. Mais l'armée de Chîrkoûh suffit à l'arrêter cette fois encore sur le bas Nil, tandis que Noûr-ad-Dîn mettait son absence à profit pour déclencher une vigoureuse attaque contre les principautés chrétiennes de Syrie. Le 11 août, une grande victoire sous les murs de Hârim, à une quarantaine de kilomètres seulement d'Antioche, lui livra d'un seul coup le prince de cette ville, le comte de Tripoli, plusieurs autres barons de marque, et lui ouvrit le lendemain les portes de la forteresse. Quelques semaines après, à l'entrée de la vallée du Jourdain, la place forte de Bâniyâs était assaillie et emportée d'assaut (18 octobre) ; Amaury, affolé, évacuait précipitamment l'Égypte, tandis que Noûr ad-Dîn organisait ses dernières conquêtes.

Un bref et sanglant duel entre le roi de Jérusalem et Chîrkoûh permit bientôt de régler définitivement le sort de l'Égypte. Au début de 1167, Amaury sembla d'abord l'emporter ; il entra au Caire, y établit son contrôle administratif, y installa pour surveiller Châwar un corps d'occupation. Mais, quelques mois plus tard, la lutte décisive s'engageait, et Amaury était vaincu. Le 8 janvier 1169, Chîrkoûh reprit possession de la capitale égyptienne, où il se débarrassa par un meurtre de l'odieux Châwar, dont tout le monde était excédé, et se fit attribuer à lui-même la charge de vizir avec, pour le seconder, son neveu, l'habile Salâh ad-Dîn Yoûsouf, dont le nom, transformé en celui de Saladin, allait être la terreur des Occidentaux,

Il y avait encore au Caire un calife, en qui les chiites saluaient le vrai successeur de Mahomet, et ce calife était, en théorie, le rival de celui de Bagdad, seul reconnu par les sunnites d'Orient ; mais le pauvre jeune homme qui était censé, sur les bords du Nil, tenir le rôle de chef de l'Islam, égalait en impuissance celui qui trônait sur les bords du Tigre. Les Turcs étaient les maîtres des deux califats, confondus au point que, Chîrkoûh étant mort subitement (23 mars 1169) au lendemain de ses succès, son neveu Saladin, appelé à le remplacer comme vizir (26 mars), put ordonner d'associer désormais dans la prière du vendredi le nom de son seigneur l'atâbek Noûr ad-Dîn, représentant théorique du calife de Bagdad, à celui du calife du Caire, dont il se déclarait lui-même le représentant.

A partir de ce moment, le sort du royaume de Jérusalem sembla réglé. Mais Noûr ad-Dîn prit son temps, et ce ne fut point lui qui frappa les coups décisifs. Il se contenta encore ^{p213} d'user les armées franques, de les disloquer par des attaques incessantes, tout en se fortifiant lui-même et en laissant à Saladin le répit dont il avait besoin pour réorganiser l'Égypte. Amaury, au surplus, était bien décidé à lutter jusqu'à son dernier souffle. En Italie, en France, en Angleterre, à Byzance, il multiplia, inlassable, les demandes de secours. Byzance lui envoya enfin une flotte, avec l'aide de laquelle il alla bloquer Damiette en octobre 1169. Il échoua, mais ne perdit pas courage. Au printemps suivant, il contint Noûr ad-Dîn à l'est de la mer Morte et en décembre Saladin près de Gaza.

Mais que faire avec les pauvres moyens dont il disposait, quand l'Occident restait obstinément sourd à ses appels désespérés ? Chaque jour apportait, en revanche, des forces nouvelles à ses ennemis. Au Caire, le calife al-Adid étant mort le 13 septembre 1171, la fiction du califat fatimide disparut avec lui : de par la volonté de Saladin, lieutenant de Noûr ad-Dîn, l'Égypte ne fut plus qu'une province du califat abbasside, c'est-à-dire une annexe de l'empire turc. En Syrie, le maître d'Alep, de Hamâ, de Homs et de Damas, le tout-puissant Noûr ad-Dîn se trouva dès lors en mesure d'en finir complètement quand il le voudrait avec la principauté d'Antioche et le comté de Tripoli. A l'automne de l'année 1171, ses troupes poussèrent jusqu'au voisinage de cette dernière ville et occupèrent Arka, à cinq kilomètres de la mer.

L'heure était grave. Le sort de la Syrie franque était en jeu. Amaury en eut nettement conscience. Mais il ne lui fut pas plus donné qu'à Noûr ad-Dîn de dénouer la situation : car ils disparurent subitement tous deux à quelques semaines d'intervalle, l'atâbek le 15 mai 1174, et le roi de Jérusalem le 11 juillet. Toutefois la mort d'Amaury fut pour les Latins autrement lourde de conséquences que celle de son rival, le seul successeur qu'on put lui trouver étant un enfant de treize ans, son fils Baudouin IV, qui se mourait de la lèpre, et autour duquel devaient se nouer mille intrigues ; tandis que, pour mener l'offensive turque, un chef restait : Saladin, que la mort de Noûr ad-Dîn allait tout à coup pousser au premier plan. ^{p214}

[*Table des matières*](#)

IV. — L'offensive de Saladin et la chute de Jérusalem (1174-1188) ⁸⁷.

Profitant, en effet, de ce que Noûr ad-Dîn ne laissait point, lui non plus, d'autre héritier direct qu'un enfant, Saladin, dans toute l'ambitieuse ardeur de ses trente-six ans, n'hésita pas un instant à venir en Syrie occuper la place momentanément libre. Le 30 octobre 1174, il entra à Damas, le 8 décembre à Homs, le 20 à Hamâ. Son ascendant était tel qu'en peu d'années il devint le maître effectif et le suzerain officiellement reconnu d'une immense fraction du domaine de l'Islam. Héritier des Fatimides, toute l'Afrique du Nord, jusqu'aux abords de la Tunisie, et la côte occidentale de l'Arabie se trouvèrent dépendre théoriquement de lui. A ses premières conquêtes dans l'arrière-pays syrien s'ajoutèrent peu à peu des annexions au nord-est, en direction de Mârdîn et de Mossoul. La mort prématurée du fils de Noûr ad-Dîn, al-Mâlik al-Sâlih, disparu en décembre 1181, à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, lui ouvrit les portes d'Alep, dont il vint prendre possession en 1183. Enfin, malgré les efforts des chrétiens pour réparer les pertes antérieures, il occupa l'une après l'autre les places enlevées par Noûr ad-Dîn au cours des vingt-cinq dernières années, c'est-à-dire tout l'ancien comté d'Édesse, les provinces orientales de la principauté d'Antioche jusqu'à l'Oronte, de Hârim à Apamée, la forteresse d'Arka, d'où il fit trembler Tripoli, et celle de Bâniyâs, d'où il put déboucher à volonté sur le Jourdain ou sur Tyr.

Il adopta la tactique des offensives locales, des razzias destinées à semer la panique en territoire franc, à y détruire les organisations défensives, à préparer l'attaque en masse et la conquête dont l'heure approchait. C'est ainsi qu'au début de l'été 1179, il poussa jusqu'aux abords de Tyr, après avoir bousculé les forces franques dans le Mardj-Ayoûn, sur le cours inférieur du Nahr Lîtânî ; puis il atteignit la banlieue de Safed, près du lac de Tibériade, pour revenir finalement à Damas par le « gué de Jacob », ^{p215} sur le Jourdain, au sud du lac de

⁸⁷ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Hoûlé. Aux mois de juin et juillet 1182, il mena une attaque violente dans la région de Nazareth et de Tibériade ; puis, changeant tout à coup d'objectif, tenta, au début d'août, d'emporter par surprise l'importante ville de Beyrouth. En 1183 et 1184, il mit à sac le nord du pays de Samarie et le sud-est de la Galilée, depuis Naplouse jusqu'au mont Thabor. Mais ce n'était que le prélude de la grande bataille que tout le monde en Syrie sentait venir, pour laquelle le gouvernement de Jérusalem ne cessait de réclamer, par ses ambassadeurs et par ses lettres, le concours de l'Europe, mais dont l'indifférence des princes, l'indifférence même de l'Église allaient l'obliger à soutenir seul le choc.

L'année 1187 est l'année décisive. A cette date, Saladin est sûr de lui. Il a soumis Alep, Édesse, les confins de la Mésopotamie ; il a, par ses attaques incessantes, affirmé sa supériorité sur un ennemi démoralisé. Il tient les points stratégiques les plus importants. Il sait le peu de cohésion des Francs de Syrie, leur manque de ressources, leur manque d'hommes ; il sait aussi à quels tiraillements donne lieu l'exercice du pouvoir à Jérusalem, où, à quelques mois d'intervalle, viennent d'expirer le fils d'Amaury, Baudouin IV (1185), puis le neveu de celui-ci, Baudouin V, un tout jeune enfant, fils de la reine Sibylle (1186). Il sait de source sûre qu'en prenant la responsabilité de faire saluer du titre royal le deuxième mari de Sibylle, un petit seigneur poitevin, Gui de Lusignan, depuis peu d'années débarqué en Terre Sainte, le grand maître du Temple a coupé les forces franques en deux, tant est vive la colère du comte Raimond III de Tripoli, candidat évincé, prêt à toutes les trahisons. Aussi n'hésite-t-il plus et jette-t-il brusquement toutes ses armées en Palestine.

Le 1^{er} mai 1187, les troupes franques plient près de Saffôûriya, au nord de Nazareth. Le 2 juillet, Tibériade est pris. Le 4, une mêlée furieuse s'engage, au nord-ouest de la ville, dans la plaine de Hattîn, où les Francs sont décimés. Le roi Gui, le grand maître du Temple, les plus hauts barons du royaume tombent au pouvoir de Saladin, qui tue de sa propre main Renaud de Châtillon et fait, dit-on, trancher la tête à deux ou trois cents chevaliers du Temple et de l'Hôpital. Le 8 juillet, le vainqueur de Hattîn est devant Acre, qui capitule le 9 ou le 10 ; Nazareth, Saffôûriya, Césarée, Naplouse tombent les jours suivants ; Sidon, le 29 juillet ; Beyrouth, le 6 août. Tyr résiste ; mais, dans le sud, à l'approche des armées turques, les portes ^{p216} s'ouvrent : Ascalon est pris le 3 septembre, et, vers le même temps, Ramla, Gaza,

pris le 3 septembre, et, vers le même temps, Ramla, Gaza, Hébron. Saladin marche sur Jérusalem « en chantant et en incendiant » ; il dévaste les sanctuaires de Bethléem, de Béthanie, la vallée de Josaphat. Le 17 septembre, ses avant-gardes sont sous les murs de Jérusalem ; le gros de ses troupes y campe le 20 ; dès le 2 octobre, la Ville Sainte capitule.

Simultanément, le comté de Tripoli commence à être submergé. Le sud est conquis, avec Djoubaïl et Batroun, dès le mois d'août 1187 ; le nord, avec Arka, puis avec Tortose et Maraclée, au début de l'été suivant. Le même sort est réservé au sud de la principauté d'Antioche, où tombent Bâniyâs, Djebelé, Latakié (l'antique Laodicée), en juillet 1188, tandis qu'au nord al-Bâra se rend en septembre. Sauf Tyr, Tripoli et Antioche, où se maintiennent avec l'énergie du désespoir les derniers défenseurs de la Syrie franque, Saladin est partout le maître. Le problème turc, qu'à la fin du XI^e siècle l'Europe croyait avoir écarté pour toujours, se repose à elle brutalement dans toute son ampleur au déclin du XII^e.

[*Table des matières*](#)

V. — La troisième croisade et la reprise d'Acre (1189-1192) ⁸⁸.

Le rêve des croisés de 1096 était trop beau. Mais, sans pouvoir rétablir dans leur plénitude première les colonies qu'ils avaient fondées, l'Europe sut garder de leur œuvre ce qui était strictement indispensable au maintien de son hégémonie en Méditerranée orientale. A la nouvelle attaque massive des Turcs, que Saladin, lui aussi, transformait en guerre sainte, et qui risquait d'annihiler d'un coup les efforts d'un siècle, elle répondit par une nouvelle croisade qui lui rendit le grand port d'Acre, avec toute la côte méridionale de Palestine, et lui valut à Chypre une base d'opérations solide et durable.

Décidée en principe aussitôt le désastre d'Hattîn connu, la troisième croisade n'eut pas la spontanéité de la première ; mais les troupes qu'elle mit en mouvement furent moins tumultueuses et mieux commandées. Les trois grands rois d'Europe, Philippe Auguste,

⁸⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Richard Cœur-de-Lion, Frédéric Barberousse, ^{p217} consentirent à faire trêve à leurs querelles pour voler au secours de leurs frères d'Orient. Leurs efforts, il est vrai, manquèrent de cohésion. Frédéric, parti le premier, en mai 1189, à la tête d'une puissante armée, que certains évaluent à cent mille hommes, alla, comme son prédécesseur Conrad, s'exposer aux attaques meurtrières des Turcs d'Asie Mineure en voulant, comme lui, gagner la Palestine par voie de terre. Son armée fut décimée avant même d'avoir pu atteindre la Syrie, et quand un malencontreux accident qui lui coûta la vie l'enleva le 10 juin 1190, au passage du Salef (le Gök-Sou ?), en Cilicie, ses soldats étaient à ce point épuisés qu'ils ne purent jouer dans la lutte qu'un rôle de second plan. Philippe Auguste et Richard Cœur-de-Lion, empruntant la voie de mer, ne rejoignirent qu'à la fin d'avril et au début de mai 1191 l'avant-garde des autres croisés qui, avec Gui de Lusignan, sorti de captivité, s'épuisaient depuis juin 1189 au siège d'Acre ; et ils s'entendirent si mal entre eux que la discorde, qui régnait déjà au camp des chrétiens, en fut dangereusement accrue. Mais, grâce à leur venue et au concours des flottes pisane et génoise, le blocus de la ville put être suffisamment resserré pour contraindre la garnison turque à capituler le 12 juillet 1191.

La décision prise brusquement par Philippe Auguste, vingt jours après, de rentrer en France et le manque d'entente entre les croisés qui restèrent, empêchèrent d'exploiter à fond ce succès : sur le point d'enlever Jérusalem au mois d'août, Richard Cœur-de-Lion dut se borner à reconquérir les places côtières de Césarée, Arsouf, Jaffa, Ascalon ; mais la possession de ces quelques villes suffit à interdire de nouveau l'accès de la mer aux Turcs depuis Tyr jusqu'au sud de la Palestine.

C'était déjà un beau succès, auquel trois ans plus tôt bien peu auraient osé croire. Et quand, au mois d'octobre 1192, Richard se rembarqua à destination de l'Angleterre, après avoir cédé à Gui de Lusignan l'île de Chypre, qu'il s'était attardé à conquérir sur les Grecs à son voyage d'aller, la situation en Orient, malgré la perte douloureuse de la Ville Sainte et de la majeure partie des territoires syriens, se présentait à nouveau d'une façon rassurante pour l'avenir de cette Europe dont le XII^e siècle avait vu lentement se consolider l'édifice. ^{p218}

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE V.

Les États francs de Syrie et la défense contre les Turcs.

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Ouvrages de W. B. Stevenson (*The crusaders in the East*), R. Grousset (*Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem*, Paris, 1934-1936, 3 vol. in-8°) et de Cl. Cahen (*La Syrie du nord à l'époque des croisades*), cités p. 63 et 68. *L'Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68), renferme un grand nombre d'excellentes notices. Du point de vue byzantin, consulter en outre F. Chalandon, *Jean II Comnène et Manuel I Comnène* (citée p. 68) ; du point de vue des Latins, la volumineuse *Geschichte des Königreichs Jerusalem* de R. Röhrich, citée p. 63, très riche répertoire de faits, et le petit manuel de L. Bréhier, *L'Église et l'Orient au moyen âge*, cité p. 63 ; pour la géographie, E. Rey, *Les colonies franques de Syrie aux XII^e et XIII^e siècles* (Paris, 1883, in-8°), et R. Dussaud, *Topographie historique de la Syrie*, citée p. 68. — *La Revue de l'Orient latin*, qui a paru de 1893 à 1912 (Paris, 12 vol. in-8°), renferme nombre de textes et d'articles utiles.

I. Le regroupement des forces turques dans la première moitié du XII^e siècle.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 206. Quelques détails intéressants dans H. Derenbourg, *Ousâma ibn Mounkidh. Un émir syrien au premier siècle des croisades, 1095-1118* ; 1^{re} partie : *Vie d'Ousâma* (Paris, 1889-1893, in-4°, t. XII, 1^{re} partie, des « Publications de l'École des langues orientales »). Cette biographie est fondée principalement sur les *Mémoires* mêmes d'Ousâma, dont l'édition forme la 2^e partie de l'ouvrage précédent (Paris, 188b, in-4°) ; traduction franç. par H. Derenbourg (Paris, 1896, in-8°) ; trad. angl. par P. K. Hitti. *An Arab-Syrian gentleman and warrior in the period of the crusades : Memoirs of Usamah ibn-Munqidh* (New York, 1929, in-8°. vol. 10 des « Records of civilization »), après révision du manuscrit unique, que Hitti a réédité peu après (Princeton, 1930, in-8°).

II. La deuxième croisade.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 206, en particulier les volumes de R. Grousset (t. II), Stevenson, Rompent et Chalandon : en outre, B. Kugler, *Studien zur Geschichte des zweiten Kreuzzuges* (Stuttgart, 1866, in-8°) ; du même, *Analekten zur Geschichte des zweiten Kreuzzuges* (Tübingen, 1878, 73 p. in-8°) ; du même, *Neue Analekten zur Geschichte des zweiten Kreuzzuges* (Tübingen, 1883, 89 p. in-4°). Sur la prédication de la seconde croisade, la *Vie*

gen, 1883, 89 p. in-4°). Sur la prédication de la seconde croisade, la *Vie de saint Bernard*, abbé de Clairvaux, de l'abbé E. Vacandard (citée p. 190), t. II, p. 268-312.

III. L'offensive de Noûr ad-Dîn (1148-1174).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les ouvrages de R. Grousset (t. II), Cl. Cahen, Stevenson et Röhricht, cités p. 206 ; en outre, R. Röhricht, *Amalrich I, König von Jerusalem*, dans les *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XII (1891), p. 433-493 ; G. Schlumberger, *Renaud de Châtillon* (cité p. 200) ; du même, *Campagnes du roi Amaury I^{er} de Jérusalem en Égypte au XII^e siècle* (Paris, 1906, in-8°) ; St. Lane Poole, *Saladin and the fall of the kingdom of Jerusalem* (Londres et New York, 1898 in-8°. collection « Heroes of nations ») ; G. Wiet, *L'Égypte arabe*, cité p. 68. Signalons aussi les articles *Aiyubides*, par C. H. Becker, *Saladin*, par Sobernheim, *Shâwar* par G. Wiet, dans *l'Encyclopédie de l'Islam*, citée p. 68.

IV. L'offensive de Saladin et la chute de Jérusalem (1174-1188).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les ouvrages de R. Grousset (t. II), Stevenson et Röhricht cités p. 63 ; M. W. Baldwin, *Raymond III of Tripolis and the fall of Jerusalem, 1140-1187* (Princeton, 1936, in-8°) ; en outre, sur Saladin, R. Röhricht, *Beiträge zur Geschichte der Kreuzzüge* (Berlin, 1874-1878, 2 vol. in-8°), t. I ; le volume de S. Lane Poole et l'article de *l'Encyclopédie de l'Islam* cités p. 211, ainsi que G. Wiet, *L'Égypte arabe*, cité p. 68 ; A. Cartellieri, *Philipp II August, König von Frankreich*, t. II : *Der Kreuzzug, 1187-1191* (Leipzig et Paris, 1906, in-8°) ; G. Schlumberger, *Renaud de Châtillon* (cité p. 200).

V. La troisième croisade et la reprise d'Acre (1189-1192).

OUVRAGES À CONSULTER. — A. Cartellieri, *Philipp II August*, t. II (1908), cité p. 215 ; ouvrages de R. Grousset (t. III) et de Stevenson cités p. 63 ; Kate Norgato, *Richard the Lion Heart* (Londres, 1924, in-8°).

[*Table des matières*](#)

Chapitre VI

*La formation des royaumes d'Aragon et de Castille et la défense de l'Europe contre les Musulmans d'Afrique*⁸⁹.

Aux États francs de Syrie, gardiens de l'Europe en bordure de l'empire turc, correspondaient, à l'autre bout de la Méditerranée, les jeunes royaumes espagnols qui, d'un rude effort, à peine entrecoupé de brèves périodes de répit, refoulaient les Musulmans de la péninsule, à qui ceux d'Afrique ne cessaient guère pourtant d'apporter leur appui. Pendant tout le XII^e siècle la lutte se poursuit. Nul échec ne décourage Castellans, ni Portugais, ni Aragonais, ni Catalans. Il semble, au contraire, que leur énergie se trempe dans l'adversité et que leurs rivalités, cause de bien des déboires, cèdent peu à peu devant les dures leçons que les Almohades, après les Almoravides, leur infligent à maintes reprises. Aussi l'Aragon et la Castille deviennent-ils de véritables monarchies, trop souvent déchirées par les factions, mais déjà néanmoins assez solidement charpentées pour être en mesure d'organiser leurs conquêtes et de se préparer à l'éclatante victoire qui, dans les premières années du XIII^e siècle, va assurer définitivement l'avenir de l'Espagne chrétienne.

⁸⁹ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — La lutte contre les Almoravides ⁹⁰.

Longtemps cet avenir avait paru incertain. Les succès par lesquels les rois de Castille et d'Aragon avaient, à la fin du ^{p219} XI^e siècle, racheté le désastre de Zallaca, s'étaient trouvés grandement facilités par l'obligation où le chef almoravide Yoûsouf ibn Tâchfin s'était vu, peu après sa victoire, de rentrer en hâte au Maroc, où le rappelait la mort du fils à qui sa succession était destinée. Quelques années après, une nouvelle offensive almoravide remettait tout en question. Ibn Tâchfin achevait la soumission de l'Espagne musulmane ; puis, après sa mort (1106), son fils et successeur Alî ordonnait, d'Afrique où il résidait, l'attaque contre les chrétiens. En 1108, les troupes castillanes étaient écrasées à Uclès, à mi-chemin entre Tolède et Cuenca ; et cette défaite, qui coûtait la vie au fils unique du roi Alphonse VI, obligeait les chrétiens à se replier précipitamment au nord du Tage. Sur le cours inférieur du fleuve, les Almoravides s'emparaient bientôt de Santarem (1111), puis de Lisbonne, puis du pays entre le Tage et l'Atlantique, arrachant au comte de Portugal, Henri de Bourgogne, le fruit de vingt années de luttes, tandis qu'au nord-est de la péninsule, une autre armée musulmane tentait d'enlever Barcelone. Assiégée pendant trois semaines (1114), la ville ne fut sauvée que grâce à l'énergie du comte Raimond-Bérenger III et au secours que ses alliés d'au delà des monts, le vicomte de Narbonne Aimeri en tête, lui apportèrent aussitôt.

La contre-attaque franco-catalane fut décisive. Après avoir dégagé Barcelone, les alliés s'emparèrent de Tarragone, peut-être avec le concours du seigneur de Montpellier, dont la flotte, jointe à celles de Gênes, de Pise, du vicomte de Narbonne et du comte de Barcelone, collabora, cette année même, à une expédition de représailles contre les Baléares, tout juste annexées par les Almoravides. Ibiza fut conquise aussitôt, Majorque en 1115 et 1116, — pour peu de temps d'ailleurs, car les Almoravides reprirent les deux îles dès 1116. Mais

⁹⁰ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

ils ne purent empêcher le roi d'Aragon, Alphonse I^{er} le Batailleur, de se jeter sur Tudèle avec l'appui d'une armée dans les rangs de laquelle la chevalerie française était encore une fois venue s'enrôler en foule, non seulement celle de Gascogne et des pays pyrénéens, mais ^{p220} celle de la Normandie, du Perche, du Maine, de bien d'autres provinces de la France du nord,

Tudèle prise (août 1114), grâce à un coup d'audace du comte du Perche Rotrou, à qui, comme récompense, la place fut d'abord concédée en fief, Saragosse fut aussitôt menacée. Le siège en commença au cours de l'année 1117, tandis que, plus à l'est, le comte de Barcelone allait bloquer Lérida sur le Segre. La papauté, consciente de l'importance de l'enjeu, n'avait pas hésité à faire prêcher la croisade contre l'Infidèle d'Espagne, promettant aux chrétiens qui se dévoueraient à cette cause sainte les mêmes indulgences qu'aux croisés de Palestine, leur octroyant les mêmes privilèges. Aussi tout ce que le midi de la France comptait de barons, de seigneurs de haut rang, accourut-il en 1118 dans la vallée de l'Èbre pour prêter main-forte au roi d'Aragon. Le 19 décembre enfin Saragosse capitula, entraînant la chute rapide de toutes les villes et de toutes les forteresses musulmanes échelonnées le long des vallées de l'Huerva, du Jalon et de l'Huecha, dans la zone comprise entre l'Èbre d'une part, les monts Ibériques et les montagnes qui bordent vers le nord-est la vallée du Jiloca, de l'autre. Une victoire retentissante, à Cutanda, non loin du Jiloca (18 juin 1120), permit ensuite à l'armée des croisés de faire tomber l'une après l'autre les places établies sur les bords de cette rivière et sur le cours supérieur du Jalon (1121). Enfin, si Lérida repoussa victorieusement les assauts du comte de Barcelone, l'armée aragonaise réussit à progresser dans la vallée du Cinca, jusqu'aux abords de Fraga, à quelques kilomètres seulement du confluent du Segre et de l'Èbre (1122).

La tradition des grandes algarades fut bientôt renouée. En une randonnée incroyable d'audace, Alphonse I^{er} atteignait, à l'automne 1125, la basse vallée du Jucar, semait l'épouvante d'Alcira à Murcie, dépassait cette ville, entrait dans la province de Grenade, arrivait devant Guadix (décembre), contournait Grenade par Alcalá la Real, Cabra et Ecija, enfonçait à Arinsol, près de Lucena, les troupes almoravides, dépêchées de Cordoue, poussait de là une pointe sur Vélez-Málaga, d'où il allait symboliquement prendre possession de la mer, face à l'Afrique, en mettant le pied sur un navire (mars 1126) ;

face à l'Afrique, en mettant le pied sur un navire (mars 1126) ; puis il remontait le Guadalfeo, pénétrait dans la Véga, la plaine de Grenade, dont il narguait les défenseurs, se frayait un passage vers le nord-est et, refaisant en sens inverse le chemin parcouru à l'aller, par Guadix, Murcie, Alcira, regagnait Saragosse et Tudèle, ^{p221} après avoir prouvé l'irrésistible élan des forces aragonaises.

En revanche, il était visible que, du côté almoravide, l'esprit d'offensive avait peu à peu cédé la place à une molle résignation. Ni en Afrique, ni en Espagne, il n'était plus guère question d'autre chose que de recul. L'ardeur pieuse et guerrière des premiers temps était tombée. Sur le terrain religieux, on s'en tenait à un formalisme étroit et desséchant ; on condamnait au feu les livres d'al-Ghazâlî, le grand mystique de l'Orient islamique, mort quelques années avant au Khorassan. En outre, un contact prolongé avec la civilisation raffinée de l'Espagne et du Maghreb septentrional avait usé les énergies, rendant de plus en plus difficile la reprise d'un effort durable. En 1134 pourtant, les troupes almoravides enregistrèrent un succès : le roi d'Aragon Alphonse I^{er} étant venu assiéger Fraga, sur le Cinca, subit devant la ville, le 17 juillet, une défaite qui l'obligea à battre aussitôt en retraite. Il mourut peu après (7 septembre). Mais les Musulmans ne purent tirer parti de sa disparition, et la victoire de Fraga n'eut pas de lendemain.

[Table des matières](#)

II. — Les royaumes espagnols au milieu du XII^e siècle ⁹¹.

La chute de la domination almoravide en Espagne semblait inévitable. Elle fut retardée quelques années encore par le manque d'entente des chrétiens.

La Castille n'arrivait pas à se ressaisir depuis la mort d'Alphonse VI (1109). On avait pu croire un moment à la possibilité de sa fusion avec l'Aragon, certains ayant jugé de bonne politique de marier à Alphonse le Batailleur la fille et unique héritière du roi défunt, Urraca, veuve depuis peu du comte de Galice Raimond de Bourgogne. Mais cette union, faute d'accord entre les époux, faute

⁹¹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

d'accord aussi, semble-t-il, entre les seigneurs des deux pays, impatients de part et d'autre d'une domination étrangère, n'avait engendré que désordres. Le mariage avait dû être rompu ; la guerre avait éclaté. La Castille ne ^{p222} put même éviter alors qu'à grand'peine la séparation du Léon et de la Galice ; il lui fallut recourir aux armes pour ramener le comte de Portugal dans sa vassalité ; et quand Alphonse VII de Bourgogne, le fils qu'Urraca avait eu de son premier mariage avec le comte Raimond, eut été enfin accepté comme roi légitime par tous les anciens sujets d'Alphonse VI, le jeune prince — aidé par des conseillers, au premier rang desquels l'archevêque de Compostelle Diego Gelmirez se distingua de bonne heure, — dut consacrer beaucoup de temps à la pacification de son royaume.

Cette tâche, lui fut facilitée par la mort du Batailleur qui, en 1134, laissa l'Aragon, à son tour, dans une situation assez trouble. Faute d'enfants, le mourant avait légué ses États aux ordres militaires, étrange solution à laquelle ses sujets refusèrent naturellement de se rallier. Le pouvoir fut pris par son frère Ramire, un moine qui rompit ses vœux, se maria, mais fit preuve d'une telle impéritie que le royaume faillit être annexé par la Navarre, ce qui eût été le comble du paradoxe. De guerre lasse, les Aragonais finirent par se donner au comte de Barcelone Raimond-Bérenger IV, qu'un mariage avec la fille de Ramire « le Moine » permit de rattacher à la dynastie du pays (1137), encore que l'épousée eût deux ans à peine.

Ce choix excellent sauva l'Aragon. Il lui valut même, du fait de son union avec la Catalogne, un brusque élargissement de ses frontières jusqu'aux côtes méditerranéennes, où il disposa désormais du grand port de Barcelone. Plus au nord, il se trouva bénéficiaire, par surcroît, des nombreuses acquisitions réalisées par les prédécesseurs de Raimond-Bérenger IV, spécialement par son père Raimond-Bérenger III, dont l'habile politique avait valu aux comtes de Barcelone l'annexion de la Cerdagne (1117), puis l'hommage des vicomtes de Narbonne et de Carcassonne, enfin, en 1112, par suite de son mariage avec Douce de Provence, l'héritage du comté de Provence (la Provence proprement dite) et de ses lointaines annexes, le Gévaudan, la vicomte de Cariât et une partie du comté de Rodez. Et, quoiqu'en mourant (1131) Raimond-Bérenger III eût attribué le lot provençal et ses dépendances à son deuxième fils, Bérenger-Raimond, l'accord étroit maintenu entre ses deux héritiers fut pour la maison de Barcelone une source de force et de prestige dont la monarchie

source de force et de prestige dont la monarchie aragonaise était appelée à bénéficier.

Au milieu du XII^e siècle, on lui voit reprendre, avec Raimond-Bérenger IV, la politique du Batailleur. Mais l'Aragon étant ^{p223}devenu maintenant, grâce à la Catalogne, puissance maritime, les opérations navales s'ajoutent aux chevauchées. En octobre 1147, une expédition à laquelle participent le seigneur de Montpellier et les républiques pisane et génoise atteint ainsi par mer, tout au sud de la péninsule, le port d'Almeria, repaire de dangereux pirates, dont les habitants sont châtiés. En 1148, une autre flotte catalane remonte l'Èbre jusqu'à Tortosa avec quelques navires génois venus en renfort. La place investie doit se rendre au bout de six mois de siège (31 décembre). L'année d'après, Lérida subit le même sort.

Entre temps la Castille, pacifiée par Alphonse VII, a recommencé de jouer un rôle dans la lutte contre l'Infidèle. A partir de 1132, on signale à nouveau des chevauchées castillanes en terre d'Islam. Car Alphonse VII a hérité de l'ambition de son grand-père Alphonse VI, et son rêve, dépassant encore celui de l'illustre ancêtre, est de dominer un jour la péninsule tout entière. « Empereur d'Espagne », tel est même le titre dont, devançant les événements, il se pare avec orgueil lors d'une grande assemblée tenue en 1135 à Léon. Le roi de Navarre, le comte de Portugal, voire le roi d'Aragon — à raison de quelques places frontières, d'ailleurs contestées, — ne lui ont-ils pas prêté hommage ? Aussi le titre prestigieux d'« empereur » est-il le seul désormais qu'il juge digne de lui. Il ne lui reste qu'à conquérir les provinces musulmanes, et il s'y prépare avec ardeur.

De tous côtés précisément, depuis la fin de 1144, la domination almoravide croule dans le sud de l'Espagne. Commencée, sous couleur de religion, dans l'Algarve et la vallée du Guadiana, la révolte s'est étendue de proche en proche à la région de Séville, à Cordoue, à Malaga, à Grenade, à Murcie, à Valence. Aux gouverneurs almoravides ont été substitués de petits chefs locaux qui, pour se maintenir, cherchent des alliances. Merveilleuse occasion pour l'« empereur d'Espagne » de faire de son beau titre une réalité. Il intervient aussitôt à Cordoue, où il est accueilli en 1146 et reçoit l'hommage du nouveau maître de la cité.

Mais ce n'est déjà plus avec les Almoravides qu'il doit compter. Dans le sud de l'Espagne, une autre puissance africaine vient d'entrer en jeu : les Almohades, dont il apparaît tout de suite qu'il ne sera pas aussi facile de triompher. ^{p224}

[*Table des matières*](#)

III. — La formation de la puissance almohade ⁹².

Comme pour les Almoravides, une réforme religieuse est à l'origine du mouvement qui aboutit à la fondation de l'empire almohade ; mais l'initiateur de la réforme n'est pas, cette fois, un simple ermite, un saint, un marabout : c'est, à l'en croire, un « mahdî », c'est-à-dire un redresseur de torts, « guidé » (*mahdî*) par Dieu, chargé par lui de ramener la religion et la société dans la voie du Prophète.

Il se nommait Mohammed ibn Toûmart. Il était né vers la fin du XI^e siècle au petit village d'Igliz ou Guilliz, dans les montagnes qui dominent l'oued Sous, non loin par conséquent de la région où, semble-t-il, avait vu le jour le fondateur de la secte almoravide qu'il allait combattre avec tant d'ardeur. Un voyage en Orient lui avait fourni l'occasion de compléter, à Bagdad, puis à Alexandrie, ses connaissances théologiques et de s'initier aux doctrines d'al-Ghazâlî, si farouchement prosrites du Maghreb. Il s'était en même temps familiarisé avec la pensée des plus récents disciples d'al-Acharî, ce célèbre docteur de l'Islam qui, au X^e siècle, avait déjà pris nettement position, comme l'allait faire le jeune prédicateur africain, à la fois contre le pur rationalisme des « motazilites », qui, à force de se fier à leur propre raison, finissaient par rejeter comme adventices et sans valeur la majeure partie des dogmes, et contre le conformisme étroit de certains orthodoxes, au premier rang desquels se distinguaient les Almoravides.

Le critérium d'orthodoxie, aux yeux d'Ibn Toûmart, parut devoir être la notion d'« unité divine » (*tauhîd*). Les motazilites en faisaient un article de foi, mais allaient si loin dans la négation que la religion devenait pour eux une affaire purement individuelle. D'où le nom sous lequel on les désignait depuis le VIII^e siècle, et qui signifie « ceux qui s'isolent » ; d'où ^{p225} aussi l'aversion qu'Ibn Toûmart professait

⁹² [OUVRAGES À CONSULTER](#)

pour leurs doctrines. Mais le danger, au Maghreb, résidait plutôt dans les méthodes d'interprétation littérale que les Almoravides avaient mises en honneur. Ne retenant des textes sacrés que les apparences trompeuses, elles menaient à une conception matérialiste et grossière de la divinité, à une sorte d'anthropomorphisme, exclusif du principe d'unité. Affirmer cette unité et, pour assurer le triomphe de l'idée, ne s'arrêter devant nul obstacle, ne reculer devant nul péril, fut pour Ibn Toûmart, quand il eut une claire conscience de l'erreur fondamentale commise par les Almoravides, un devoir impérieux. Il osa, à son retour d'Orient, déclarer la vérité dans les villes, dans les écoles du Maghreb septentrional où il s'arrêta, précisant à mesure ses propres doctrines. Chassé de partout comme perturbateur de l'ordre public, il finit par se réfugier dans son village natal, d'où il étendit sa propagande à ses compatriotes berbères de l'Atlas (1121 ou 1122).

Son succès fut si grand parmi eux qu'il ne douta plus de sa mission et, se proclamant mahdî, se donna ouvertement comme but la réforme de tout l'Islam. Devenu pour ses adeptes le chef religieux par excellence, l'« imâm impeccable », il exigea de chacun une adhésion sans réserve à ses doctrines. Le « confesseur de l'unité divine », l'« unitaire », *al-mowahhid* — l'« al-mohade » — fut seul admis au sein de sa communauté. Organisée sur le modèle de la communauté primitive de Médine au temps de Mahomet, celle-ci se donna une capitale digne d'elle, à Tinnel, dans une petite plaine fertile de la haute vallée du Nfis, non loin du pays natal du mahdî. Dès 1122, la guerre sainte était proclamée contre les Almoravides, traîtres à la foi de Mahomet, et la lutte commençait. Une première tentative contre Marrakech, en 1123 ou 1124, se termina par un désastre ; mais Ibn Toûmart ne se découragea pas. Il mourut cependant (entre 1127 et 1129) avant d'avoir pu réaliser un progrès décisif, et l'on aurait pu craindre pour l'avenir de la communauté almohade si, tel Aboû Bakr, à la mort du Prophète, un homme ne s'était rencontré aussitôt, prêt à remplacer le chef disparu.

C'était un de ses premiers et plus fervents disciples, Abd al-Moumin, fils d'un modeste artisan berbère du pays de Tlemcen. Il avait connu le mahdî, lors de son passage dans le Maghreb septentrional, l'avait suivi dans les montagnes du sud marocain et y était devenu un de ses plus intimes confidents, en même temps sans doute que son plus actif auxiliaire. Quoique nouveau venu dans la région, Abd al-Moumin sut s'imposer. Imitant ^{p226} sur ce point encore

Moumin sut s'imposer. Imitant ^{p226} sur ce point encore l'exemple d'Aboû Bakr, il se fit reconnaître le titre de calife, c'est-à-dire de vicaire du mahdî défunt. Au bout de quelques années, tout l'extrême-sud du Maroc actuel était conquis, le nord envahi ; le souverain almoravide, Tâchfin ibn Alî, battu près de Tlemcen, trouvait la mort dans un accident de cheval au cours de sa fuite (1145). Oran, Tlemcen, puis Fez, Tanger, Marrakech tombèrent aux mains des vainqueurs (1146) ; et finalement le dernier représentant de la dynastie almoravide à Marrakech, Ichâk ibn Alî, un enfant, ayant été massacré par ordre lors de la prise de la ville, tout le Maghreb occidental devint terre almohade.

Abd al-Moumin ne devait pas s'en tenir là. De proche en proche, toutes les villes du littoral maghrébin, jusqu'au golfe de Gabès, allaient être soumises en moins de vingt années, et l'Afrique du Nord devait former ensuite la base solide de l'empire almohade. Mais la conquête du Maghreb occidental n'était même pas encore achevée que le calife était sollicité de passer en Espagne pour y secourir l'Islam en péril et aider les chefs révoltés à s'affranchir du joug almoravide. L'urgence était telle qu'Abd al-Moumin n'hésita pas plus que jadis Ibn Tâchfin. Mais, retenu personnellement en Afrique par la nécessité de pourvoir d'abord à l'achèvement et à l'organisation de ses premières conquêtes, il jugea suffisant d'expédier au nord du détroit un de ses généraux et de lancer sous sa conduite ses bandes de montagnards fanatisés à l'assaut de l'Espagne.

[*Table des matières*](#)

IV. — La lutte contre les Almohades et la victoire de Las Navas de Tolosa ⁹³.

La conquête de l'Espagne musulmane ne fut pas toujours pour les troupes d'Abd al-Moumin tâche aisée. Séville était ^{p227} en leur pouvoir dès le 17 janvier 1147 ; l'Algarve peu après ; Cordoue et Jaén en 1148 ; mais à Grenade, à Valence, à Murcie et, d'une manière générale, dans tout le sud-est et l'est de la péninsule, les progrès furent lents et pénibles. Málaga ne capitula qu'en 1153, Grenade en 1154, Almeria en 1157. A Valence et à Murcie, il fallut compter avec un

⁹³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

chef énergique et habile, à demi Espagnol peut-être, Ibn Mardenich, qui résista jusqu'en 1171. Quant aux derniers Almoravides, ils parvinrent à passer dans les Baléares, où ils devaient se maintenir jusqu'au XIII^e siècle.

L'établissement des Almohades en Espagne compliqua pour les rois chrétiens l'œuvre de « reconquête », qu'au milieu du XII^e siècle ils semblaient en passe de mener à bonne fin. La prise de Cordoue par les Africains obligea même le roi de Castille Alphonse VII à reculer. Vainement il essaya de déloger de la ville les nouveaux occupants (1150) ; vainement aussi il assiégea Jaén (1151). Il réussit du moins à s'établir à Andújar, sur le Guadalquivir, en amont de Cordoue (1155), mais mourut au mois d'août 1157 sans avoir pu marquer à son actif aucun nouveau succès durable. Et, après lui, le royaume castillan, partagé entre ses deux fils, Ferdinand II et Sanche III, — remplacé lui-même dès 1158 par un enfant de trois ans, Alphonse VIII, — ne retrouva plus de longtemps l'occasion propice aux grandes conquêtes.

Seul, au sud-ouest, le comte de Portugal Alphonse Henriques, qui s'était affranchi dès 1143 en transportant au Saint-Siège l'hommage qu'il prêtait naguère à la Castille, sut, malgré les Almohades, non seulement reconquérir (1147) Santarem, Lisbonne et toute la zone perdue au nord du Tage lors de l'invasion almoravide, mais, passant résolument le fleuve, enlever presque d'une traite Béja (1162) et Evora (1165). Après avoir, en 1179, obtenu du pape Alexandre III la reconnaissance du titre royal, il atteignit les frontières de l'Algarve, que son fils et successeur Sanche I^{er} enleva quatre ans après sa mort, en 1189.

Au nord-est, le retard apporté par les Almohades à l'achèvement de leur conquête eut pour résultat de laisser un certain temps le champ libre aux Aragonais et aux Catalans. Ceux-ci en profitèrent pour exploiter à fond leurs succès de Tortosa ^{p228} et de Lérida et libérèrent entièrement les pays au nord de l'Èbre (1150-1153). Mais la mort de Raimond-Bérenger IV (1162) et la minorité de son fils Alphonse II (premier de ce nom comme comte de Barcelone) retardèrent les opérations de plus large envergure. L'offensive fut reprise en 1169, et quelques mois suffirent pour effectuer la conquête des affluents de droite du bas Èbre, spécialement du rio Martin, du Guadalope, du Matarrana, de l'Algas. Puis, franchissant les montagnes, Alphonse II atteignit à Teruel la vallée du Guadalaviar (1171). Enfin, jugeant le moment venu de tenter de grandes choses, il s'élança d'un bond

nu de tenter de grandes choses, il s'élança d'un bond jusqu'à Jativa, au delà du Jucar inférieur, pour répondre à l'appel du « roi de Valence » Ibn Mardenich, alors dans une situation désespérée.

Il était trop tard, car déjà les troupes almohades s'avançaient sur Valence, et du reste Alphonse II était rappelé dans le nord par l'attitude hostile du roi de Navarre Sanche VII, toujours prêt à se jeter sur ses voisins. Pendant plusieurs années, le roi de Castille et lui durent déjouer ses attaques. Mais, au printemps 1177, les deux rois engagèrent de concert l'offensive contre les Almohades. Cette année même, en octobre, dans la haute vallée du Jucar, où leurs troupes avaient fait leur jonction, ils s'emparèrent ensemble de Cuenca. Puis, tandis que le Castillan Alphonse VIII, s'ouvrait péniblement un chemin vers les hautes plaines de la Manche, où il pénétrait peu après 1180, son allié Alphonse II d'Aragon descendait le Guadalaviar, en marche sur Valence (1179). Ils s'étaient entendus d'avance pour le partage des pays musulmans : à l'Aragon, l'ancien royaume de Valence jusqu'à Biar, dans la haute vallée du Vinalapo et jusqu'aux montagnes qui bordent au nord le plateau de Murcie ; à la Castille, tous les pays au sud de cette ligne.

Pour les Almohades, cette entente était grosse de menaces, à un moment où, en Afrique même, leur pouvoir se trouvait sérieusement ébranlé. Aboû Yakoûb Yoûsouf, qui avait succédé à son père le calife Abd al-Moumin (1163), avait encore pu sans trop de peine tenir tête aux révoltes ; mais, après lui, la situation empira soudain et prit une tournure alarmante. Le nouveau calife, Aboû Yoûsouf Yakoûb, dit al-Mançoûr, venait de monter sur le trône (1184) quand, le 13 novembre, le prince almoravide des Baléares, Alî ben Ghâniya, s'empara par surprise de Bougie. Profitant ensuite du désarroi causé par l'événement, il soumit les tribus arabes de la région et enleva avec ^{p229} une étonnante facilité Alger, Mouzaïa et Miliana. Pour délivrer les villes conquises, le calife n'eut pas trop de toutes ses forces. En mai 1185, la situation fut rétablie dans la zone de Miliana, d'Alger et de Bougie. Mais, plus à l'est, Alî ben Ghâniya se rendit maître de Gafsa, tandis qu'un aventurier arménien avec lequel il avait lié partie, un nommé Karâkouch, entra dans Gabès. En mai ou juin 1187, Alî triomphait encore des troupes almohades aux portes de Gafsa, et c'est seulement en 1188, après plusieurs mois de durs combats, que de ce côté aussi le danger fut conjuré. Mais pendant les années à venir, Alî, puis, quand il fut mort (1189), son frère Yahyâ allaient continuer à

fut mort (1189), son frère Yahyâ allaient continuer à inquiéter le gouvernement almohade, à tenir sans cesse ses troupes sur le qui-vive, à multiplier les coups de main — contre Gabès (1193), Mahdîya (1200), Béja, le Kef, Tebessa, Kairouan, Tunis (1203), — jusqu'au jour où le calife Mohammed al-Nâçir, successeur d'al-Mançoûr, se résolut à attaquer le mal à sa racine en entamant la conquête des Baléares (1203).

Ces circonstances eussent sans doute permis aux Aragonais et aux Castellans de progresser à vive allure s'ils n'avaient pas été eux-mêmes constamment gênés, les premiers par les attaques des Navarrais, les seconds, en paix avec la Navarre depuis 1179, par de perpétuels tiraillements, d'abord avec l'oncle d'Alphonse VIII, Ferdinand, à qui Alphonse VII avait laissé en mourant la couronne de Léon, puis avec le fils de Ferdinand, Alphonse IX de Léon (1188-1229). Grâce à quoi, le calife almohade al-Mançoûr fut assez fort pour venir en personne, le 19 juillet 1195, infliger au roi de Castille, qui s'était aventuré jusque dans la vallée du Guadiana, l'écrasante défaite d'Alarcos, près de l'actuelle Ciudad Real.

A quelques semaines de là (25 avril 1196), mourut à Perpignan le roi Alphonse II d'Aragon, après trente-cinq ans d'un règne fécond. Non seulement il avait fortement accru ses possessions espagnoles, mais il y avait ajouté le comté de Roussillon, légué par le comte Gérard (1172), et avait vu reconnaître sa suzeraineté sur la vicomté de Béarn (1170) et le comté de Bigorre (1192) ; enfin, plus que jamais, la Provence avait été traitée comme une annexe du royaume aragonais, et Alphonse, qui y avait fait plusieurs séjours, n'avait pas hésité à la gouverner lui-même directement pendant la majeure partie de son règne. Sa mort, suivie de la minorité de son fils aîné Pierre II, fut une cause nouvelle de retard pour la « reconquête » chrétienne en Espagne. ^{p230}

Ce n'est pas avant 1210 que le nouveau roi d'Aragon fut en mesure de reprendre l'offensive contre les Almohades, que les troubles d'Afrique avaient paralysés au lendemain de leur victoire d'Alarcos. Mais alors les événements se précipitent tout à coup. Du côté de Pierre II d'Aragon et d'Alphonse VIII de Castille, qui agissent en étroit accord, on en revient à la tactique des grandes algarades en Andalousie et au pays de Valence, afin de semer la panique chez l'adversaire. En même temps, on appelle à la rescousse tous les

En même temps, on appelle à la rescousse tous les princes d'Espagne et l'on décide le pape à prêcher la croisade. De France, comme jadis, les chevaliers en quête d'aventures accourent en foule sous la conduite de leurs évêques. Il en vient de Bordeaux, de Narbonne, de Limoges et de Périgueux, de Lyon et de Vienne, du Poitou et de la Saintonge, de l'Anjou et de la Bretagne. Mais du côté almohade l'effort est à peine moindre. Le calife al-Nâçir passe le détroit ; tout le ban et l'arrière-ban de l'Islam sont convoqués. Dans les deux camps, on sent que l'instant est venu du choc décisif. A la fin de mai 1212, l'armée des croisés commence sa concentration à Tolède ; le 20 juin, le signal du départ est donné. On franchit les monts de Tolède et, le 24, on enlève Malagón, la première place forte des Musulmans, à dix kilomètres du Guadiana. Le 27, on atteint Calatrava, qui capitule le 30. L'ennemi réagit faiblement et, quoique les croisés aient peine à maintenir leur entente et que le mode de partage adopté pour le butin fait à Calatrava entraîne la désertion d'une bonne partie des troupes venues de France, l'enthousiasme règne parmi les chrétiens. Les Castellans sont en majorité ; mais l'Espagne presque entière est représentée. Même le roi de Navarre, qui semblait d'abord vouloir profiter des circonstances pour se jeter sur la Castille, son éternelle ennemie, a fini par rejoindre ; il combat aux côtés des rois d'Aragon et de Castille. Seul le roi de Léon est resté jusqu'au bout sourd à tous les appels.

Le 10 juillet, on arrive au pied de la Sierra Morena. Le défilé de Despeñaperros est gardé sur le versant méridional ; mais un détour permet de déboucher dans la plaine de Las Navas de Tolosa, où l'on se trouve brusquement en face de toute l'armée almohade, calife en tête (14 juillet). Pendant deux jours on s'observe. Le lundi 16, au matin, on prend de part et d'autre les positions de combat. La veille, le calife a fait partir sa smala, ses trésors, ses chameaux. Tout est prêt pour la lutte à mort. Soudain, parmi le vacarme des tambours qui, dans le camp du calife, appellent les soldats du Prophète à l'assaut, les deux ^{p231} armées s'entre-choquent. Les chrétiens plient d'abord, mais se ressaisissent bientôt, attaquent avec furie, mettent les Sarrasins en déroute, se jettent à leur poursuite. Leur victoire est complète. Le calife est en fuite, son armée rompue ; les chrétiens en font un carnage terrible. Plus de soixante mille ennemis, s'il faut en croire un de leurs bulletins de victoire, restent sur le terrain ; « deux mille chevaux ne suffiraient pas à porter » les armes abandonnées sur le champ de bataille. Et devant les vainqueurs, chargés de butin, ivres de leur suc-

taille. Et devant les vainqueurs, chargés de butin, ivres de leur succès, l'Andalousie semble s'ouvrir sans défense.

A la vérité, la victoire retentissante de Las Navas ne porta pas tous les fruits qu'on en espérait. Entrés le 22 juillet à Ubeda, en vue du Guadalquivir, les croisés recommencèrent à se disputer entre eux le mérite et les profits de leurs exploits. La fatigue, la maladie firent le reste. L'armée se disloqua et chacun rentra chez soi. Pierre d'Aragon trouva quelques mois après (12 septembre 1213) la mort sur le champ de bataille de Muret, en Languedoc, où il était accouru, comme on le verra, pour empêcher la mainmise des seigneurs du nord sur une région où son influence s'était accrue depuis qu'en 1204 il avait épousé l'héritière de la seigneurie de Montpellier et donné sa sœur en mariage à Raimond de Toulouse. Alphonse de Castille ne lui survécut guère, et sa mort (5 octobre 1214) marqua pour son royaume, comme celle de Pierre pour le sien, le début d'une nouvelle minorité, peu favorable aux conquêtes ; Mais la puissance almohade était brisée. Depuis son échec, le calife avait abandonné la partie. Rentré au Maroc, il abdiqua en faveur de son fils al-Mostançir, un enfant de seize ans, laissant son empire se diviser et l'Espagne musulmane retourner à l'anarchie.

A l'Occident de la Méditerranée, l'avenir de l'Europe chrétienne paraissait donc assuré désormais. Mieux qu'en Orient, l'Islam y était vaincu. p232

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE VI.
***La formation des royaumes d'Aragon et de Castille et la
défense de l'Europe contre les Musulmans d'Afrique.***

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Les histoires d'Espagne indiquées p. 55-56, principalement celle de Ballesteros y Beretta, t. II (1920), qu'il est bon de contrôler, et l'exposé plus sommaire, mais excellent, de P. Guinard dans l'*Histoire générale* de G. Glotz. Y joindre le chapitre de R. Altamira (indiqué ibid.) au t. VI (1929) de la *Cambridge medieval history* ; il est accompagné (p. 912-922) d'une utile bibliographie. Citons aussi, pour la Catalogne, F. Soldevila, *Historia de Catalunya*, t. I (Barcelone, 1934, in-8°), des origines au début du XV^e siècle. Pour l'histoire d'Afrique, on se reportera à l'*Histoire de l'Afrique du Nord* de Ch.-A. Julien (Paris, 1931, in-8°).

I. La lutte contre les Almoravides.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Aux ouvrages généraux cités à la note précédente, joindre les livres de R. Dozy cités p. 56, surtout ses *Recherches sur l'histoire politique et littéraire de l'Espagne*, t. I (sur l'expédition d'Alphonse le Batailleur en Andalousie, p. 348-363 de la 3^e éd.). Son *Histoire des Musulmans d'Espagne*, s'arrête en 1110. Pour la période antérieure à 1120 environ, consulter en outre le livre déjà indiqué (p. 56) de P. Boissonnade, *Du nouveau sur la Chanson de Roland* (1923), riche en détails neufs, mais à contrôler. Sur les Baléares, voir A. Lecoy de la Marche, *Les relations politiques de la France et du royaume de Majorque* (Paris, 1892, 2 vol. in-8°), t. I.

II. Les royaumes espagnols au milieu du XII^e siècle.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Aux livres généraux indiqués p. 219, joindre surtout F. Codera, *Decadencia y desaparición de los Almoravides en España* (Saragosse, 1899, in-12, t. III de la « Coleccion de estudios arabes »), essentiel pour l'histoire de la révolte contre les Almoravides. Sur la politique de la maison de Barcelone en Provence, voir V.-L. Bourrilly et R. Busquet, *La Provence au moyen âge, 1113-1481* (Paris, 1924, in-4°, extr. des *Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, publi. sous la direction de P. Masson, t. II, Paris et Marseille, 1924, in-4°, p. 303-752).

III. La formation de la puissance almohade.

OUVRAGES À CONSULTER. — Au livre de Ch.-A. Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord* (Paris, 1931, in-8°), qui résume les travaux antérieurs, joindre A. Bel, articles *Almohades* et *Abd al-Mumin*, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. I, p. 51-53 et 318-322 ; du même, *La religion musulmane en Berbérie*, t. I (Paris, 1938, in-8°), livre II, ch. III; Basset et Terrasse, *Sanctuaires et forteresses almohades*, I : *Tinmel*, dans la revue *Héspéris*, t. IV (1924), p. 9-91 (excellent résumé historique dans les premières pages). Sur la doctrine d'Ibn Toûmart, voir les études capitales d'I. Goldziher, *Materialen zur Kenntniss der Almohadenbewegung in Nordafrika*, dans la *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, t. XLI (1887), p. 30-140, et *Mohammed Ibn Toûmart et la théologie de l'Islam dans le nord de l'Afrique au XI^e siècle*, préface au *Livre de Mohammed ibn Toûmert*, publ. par Luciani (Alger, 1903, in-8°).

IV. La lutte contre les Almohades et la victoire de Las Navas de Tolosa.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres généraux cités p. 219, joindre, sur les embarras des califes almohades en Afrique, A. Bel, *Les Benou Ghânya, derniers représentants de l'empire almoravide, et leurs luttes contre l'empire almohade* (Paris, 1903, in-8°, t. XXVII des « Publications de l'École des lettres d'Alger, Bulletin de correspondance africaine ») ; sur les conquêtes almohades en Espagne jusqu'à la mort d'al-Mançour, F. Codera, *Decadencia y desaparición de los Almoravides*, cité p. 222. J. Miret y Sans a publié l'*Itinerario del rey Pedro I de Calaluña en Aragón*, dans le *Boletín de la R. Academia de Buenas Letras de Barcelona*, t. III, IV, VII, VIII (1905-1908). Sur la politique de Pierre d'Aragon en Provence, rappelons le livre (cité p. 222) de Bourrilly et Busquet. Nous possédons, sous forme de lettres, plusieurs récits officiels de la bataille de Las Navas de Tolosa (Migne, *Patrologie latine*, t. CCXVI, col. 699 ; *Recueil des historiens de France*, t. XIX, p. 250-256) ; ils ne sont pas de tous points concordants. F. Lot a donné un récit critique de la bataille dans son livre, *L'art militaire et les armées au moyen âge* (Paris, 1947, 2 vol. in-8°), t. II, p. 276-292. — Sur le Portugal, voir F. de Almeida, *Historia de Portugal*, t. I (Coimbra, 1922, in-8°).

LIVRE III

Les tentatives d'unification de l'Europe dans la première moitié du XIII^e siècle

[*Table des matières*](#)

Chapitre Premier

***La grande guerre d'Occident*⁹⁴.**

Il était inévitable que le rapide essor des grandes puissances qui avaient commencé à se former en Europe aboutît tôt ou tard à un conflit. Royaume de France, royaume d'Angleterre, empire germanique, empire byzantin étaient trop ambitieux pour pouvoir vivre longtemps confinés chacun dans sa sphère ; et, en outre, dans les pays d'Occident, le problème de leurs rapports^{p233} se compliquait d'un tel enchevêtrement de situations issues du régime féodal qu'une vaste liquidation de comptes y apparaissait déjà comme une nécessité. Aussi ne s'étonnera-t-on pas si, dès la fin du XII^e siècle, les rivalités entre princes dégénèrent en une lutte générale et si la moitié de l'Europe se trouve bientôt entraînée dans une de ces guerres dont l'amplitude et les répercussions multiples déjouent les calculs.

⁹⁴ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER](#)

[*Table des matières*](#)

I. — L'instabilité des rapports internationaux en Occident au temps de la troisième croisade ⁹⁵.

Jamais peut-être, à aucune époque de l'histoire, les rapports internationaux ne furent aussi instables que dans l'Europe occidentale vers la fin du XII^e siècle. Les liens entre les chefs d'État se nouent alors et se dénouent avec une rapidité déconcertante. Les princes de la chrétienté se trouvent entraînés à l'improviste en des guerres qui non seulement opposent mainte fois seigneurs et vassaux, mais jettent ces derniers dans les bras de l'ennemi, jusqu'au jour où une nouvelle volte-face les ramène au camp de leurs seigneurs. Parler à ce propos de versatilité, de manque de scrupules ne saurait suffire. La cause profonde de cet état de fait réside dans l'étonnante et paradoxale position des acteurs du drame politique dont les péripéties ont rempli l'histoire du XII^e siècle finissant et celle du XIII^e à ses débuts.

Impossible de rêver situations plus fausses que celles des deux rois d'Angleterre et de France. Dans son royaume, chacun d'eux était indépendant ; mais, par ses biens patrimoniaux, le souverain de l'Angleterre se trouvait détenir la moitié du sol de la France. Toutes les provinces françaises de l'ouest étaient entre ses mains et y étaient légalement, sans cependant appartenir à son royaume : il n'en était que le seigneur et n'y pouvait ^{p234} exercer d'autorité qu'à la condition de respecter les droits souverains du roi de France, ennemi des ducs de Normandie depuis plusieurs générations. Elles faisaient de lui un sujet du Capétien, à tout le moins son vassal, obligé par suite de se soumettre aux devoirs multiples qui incombaient à un vassal : prestation d'hommage, service de cour, comparution en justice, service militaire même. Faute de quoi, le roi de France était fondé, en qualité de suzerain, à prononcer la « commise » ou saisie de ses fiefs.

Dans la pratique, les Capétiens n'avaient guère été de taille jusqu'alors à exercer leurs droits sur les fiefs que le roi d'Angleterre

⁹⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

tenait d'eux à charge de foi et hommage ; mais, à l'époque de la troisième croisade, la situation tendait depuis quelque temps déjà à se modifier à leur avantage. Le fils et successeur de Louis VII, Philippe Auguste, avait, presque au lendemain de son avènement (1180), marqué avec une impatience juvénile sa volonté bien arrêtée d'en finir avec cette comédie d'un prince obligé de plier devant ses grands vassaux. Sans scrupules sur le choix des moyens, il avait saisi toutes les occasions qui s'étaient offertes à lui d'affirmer avec éclat ses prérogatives royales et de rogner les griffes à l'adversaire anglais. Il avait notamment mis à profit la dernière maladie d'Henri Plantagenêt pour aller, en 1187-1188, s'emparer de vive force du Berry, dont il contestait le rattachement aux fiefs de la dynastie angevine et qu'il entendait retenir « en gage » tant que le différend n'aurait pas été, avec bien d'autres, jugé à Paris, devant son propre tribunal. Henri avait dû promettre de comparaître. Quelques mois après, au début de juin 1189, on avait vu le Capétien partir à la conquête du Maine et de la Touraine, afin d'en assurer la transmission régulière à l'aîné des fils survivants du Plantagenêt, Richard, le futur « Cœur-de-Lion », alors menacé d'être déshérité. Henri, moribond et aux prises avec ses barons de France révoltés, avait dû encore céder et, au traité d'Azay-le-Rideau (4 juillet 1189), payer chèrement cette violation du droit féodal en renonçant à la suzeraineté qu'il revendiquait sur le comté d'Auvergne et en jurant de remplir fidèlement désormais ses devoirs de vassal. Cuisante humiliation pour un prince fier, et que son successeur, ce même Richard, au bénéfice de qui pourtant Philippe Auguste avait affirmé intervenir, eut à cœur d'effacer dès le jour où il fut devenu roi (20 juillet 1189).

Les rapports du Capétien et du Plantagenêt n'étaient pas ^{p235} seuls faussés par l'étrangeté de leur statut féodal. Un grand nombre de seigneurs, dans les deux camps, se voyaient, de ce fait, placés dans une position amphibie, qui leur valait une grande indépendance de mouvement : cumulant souvent des fiefs considérables, partie en France, partie en Angleterre, ils étaient pris, en cas de conflit, entre plusieurs devoirs féodaux difficiles à concilier. La maison de Montfort-l'Amaury était ainsi chez elle dans l'Ile-de-France, dans le comté d'Évreux, dans le comté de Leicester. Le même personnage qui, au nord du Détroit, était comte d'Essex, était, au sud, comte d'Aumale et titulaire de divers fiefs de moindre importance, tant en Normandie que dans d'autres provinces françaises. Le comté de

dans d'autres provinces françaises. Le comté de Chester et la vicomté d'Avranches étaient réunis dans les mêmes mains avec toutes leurs dépendances féodales, françaises ou anglaises. Ainsi, de proche en proche, jusqu'aux derniers échelons de la hiérarchie, se répercutaient et s'amplifiaient les vices d'un régime qui n'apportait à la formation du lien féodal aucune restriction d'ordre national.

D'ailleurs, le mal s'étendait à d'autres qu'aux vassaux du roi d'Angleterre. Au voisinage de toutes les frontières de France, l'espèce n'était pas rare des seigneurs qui avaient su se ménager des possessions et des intérêts à l'étranger. Le cas le plus frappant était celui du comte de Flandre, dont les événements avaient fait un vrai type d'international, si l'on peut employer ce mot pour une pareille époque. Depuis longtemps, une partie de ses possessions lui avait permis, tout en restant un des grands vassaux du roi capétien, de jouer dans l'Empire le rôle d'un prince allemand. Car son comté français se prolongeait en territoire impérial à la fois sur la rive droite de L'Escaut, dans la région d'Alost, enlevée au Brabant vers le milieu du XI^e siècle, et, à l'embouchure du fleuve, dans toute la moitié sud de la Zélande jusqu'à l'« Escaut oriental ». Amené par un juste souci de l'intérêt matériel de ses États à garder un contact étroit avec les principautés germaniques de la Meuse et du Rhin, il s'était mêlé à la vie politique de l'Allemagne, se rendant volontiers aux diètes tenues par l'empereur près du Rhin, s'y distinguant par son faste et ses belles manières.

Philippe d'Alsace, qui trouva la mort devant Saint-Jean d'Acre au cours de la troisième croisade (1191), après avoir gouverné la Flandre pendant trente-quatre ans (1157-1191), avait suivi l'armée de Frédéric Barberousse en Italie lors de sa lutte contre la ligue lombarde ; il s'était battu à Legnano avec ^{p236} les autres princes allemands et, comme beaucoup d'entre eux, était retourné dix ans plus tard en Lombardie pour assister au mariage du jeune Henri VI. Il avait du reste maintes fois joué de l'empereur contre son suzerain français, en 1181 entre autres, où Frédéric Barberousse aurait été, au dire d'un chroniqueur ordinairement bien renseigné, jusqu'à menacer de prendre les armes en faveur du comte, « son vassal », si Philippe Auguste n'arrêtait pas les hostilités contre lui. Et l'équivoque devait s'aggraver encore quand la succession de Philippe d'Alsace, mort sans postérité, eut été recueillie par sa sœur Marguerite, épouse de Baudouin, comte de Hainaut et marquis de Namur, un des grands vassaux de l'empereur dans les pays de la Meuse et de l'Escaut, où ses

les pays de la Meuse et de l'Escaut, où ses fiefs formaient un vaste ensemble contigu à la Flandre.

Ajoutons que la proximité de la Grande-Bretagne et la fréquence des rapports commerciaux entre drapiers flamands et marchands de laine anglais avaient conduit les prédécesseurs de Baudouin à une politique d'entente, souvent intime, avec le roi d'Angleterre. A plusieurs reprises, dans le passé, de véritables traités d'alliance avaient été conclus entre eux, par lesquels les comtes de Flandre s'obligeaient, en échange de pensions d'un montant variable, à soutenir militairement leur allié, sous réserve, bien entendu, de la fidélité due au roi de France. Mais cette réserve, qu'imposaient les règles du droit féodal, ne les avait pas empêchés d'accepter au moins le principe de leur entrée dans la hiérarchie des seigneurs anglais. On l'avait bien vu quand, en 1173, Henri le Jeune, fils d'Henri II, révolté contre son père, avait promis, en cas de succès, de donner à Philippe d'Alsace le comté de Kent, qui eût prolongé, de Douvres à Rochester, juste en face de la côte flamande, les possessions continentales du puissant baron. Cette éventualité ne s'était pas produite, il est vrai, parce qu'Henri le Jeune avait été vaincu ; mais c'était déjà beaucoup qu'elle eût été envisagée de sang-froid et que le comte de Flandre fût même allé à cette occasion jusqu'à prêter par avance serment d'hommage à son futur suzerain — le troisième des rois, après ceux de France et d'Allemagne, dont simultanément il se reconnaissait ainsi le vassal. Mais nul à cette époque ne songeait à s'indigner, pas même à s'étonner de combinaisons aussi déroutantes.

On aurait pu en trouver bien d'autres exemples tout le long des frontières de l'Empire et de la France, car les circonstances les avaient faites telles, au cours des siècles, qu'on ne pouvait ^{p237} être surpris de les voir perpétuellement enjambées par les seigneurs installés dans leur voisinage, tant du côté français que du côté allemand. Des bouches de l'Escaut au delta du Rhône, la ligne qui marquait théoriquement la séparation entre les deux États, ne séparait en maint endroit que les deux moitiés d'un même tout. S'il y avait une « Flandre impériale » sur la rive droite de l'Escaut, il y avait, sur la rive gauche, entre Bouchain et Douai, une enclave « française » du comté impérial de Hainaut : l'Ostrevant. On ne savait d'ailleurs plus exactement de qui elle relevait. Dans l'Ardenne, l'Argonne et le Barrois, les seigneuries françaises et impériales s'enchevêtraient d'inextricable façon. Le comte de Champagne, un des premiers

comte de Champagne, un des premiers vassaux de la couronne de France, était vassal de l'empereur pour un groupe de châtelainies voisines de son comté, à l'est de Joinville, entre Marne et Meuse, et en tenait de divers seigneurs plusieurs autres, dispersées dans les parages de Sedan, de Bar-le-Duc et de Neufchâteau. Inversement, le comte de Bar, dont les fiefs principaux se trouvaient en terre d'Empire, occupait une châtelainie en terre française, aux abords de Sainte-Menehould.

Au sud du plateau de Langres, la frontière de la Saône n'était pas mieux respectée. Le comte palatin de Bourgogne, dont le fief principal (la future Franche-Comté) s'étendait entre Saône, Vosges et Jura, prolongeait sa domination sur la rive droite du fleuve, où, par un acte du mois de mai 1193, le duc de la Bourgogne française dut lui reconnaître, moyennant hommage, la possession du comté de Mâcon. En aval, le sire de Beaujeu, vassal direct du Capétien pour sa seigneurie principale, relevait de l'Empire pour les territoires qui en étaient la suite et le complément dans le pays de Dombes, sur la rive gauche de la Saône. Les monts du Lyonnais, du Vivarais et du Velay ne formaient pas non plus une frontière intangible. Le duc de Bourgogne Hugues III (1162-1192), en dépit du rang qu'il occupait dans la hiérarchie féodale française, était allé en 1186 prêter hommage au roi des Romains Henri VI pour le comté d'Albon en Dauphiné, qui venait alors de lui échoir du chef de sa femme. Lui mort (1192), cette union des deux fiefs ne devait pas être maintenue ; mais, tant à Tournon, dont le seigneur s'était déclaré leur vassal en 1188, que dans plusieurs châtelainies du Vivarais septentrional, relevant du comte de Valence, vassal de l'empereur, les rois de France avaient fait reconnaître leur suzeraineté jusque sur les bords mêmes du Rhône ; et, de l'autre côté du fleuve, entre le confluent de l'Isère et celui de la ^{p238} Durance, un de leurs grands feudataires, le comte de Toulouse, tenait comme vassal de l'Empire la vaste principauté féodale qui avait reçu le nom de « marquisat de Provence ».

On imaginerait difficilement plus extraordinaire enchevêtrement de suzerainetés et de souverainetés et terrain plus favorable aux manœuvres, aux intrigues, aux négociations louches, où se complaisaient les princes de ce temps. C'était une tradition déjà vieille de la monarchie capétienne de fomenter ou de soutenir les rébellions des membres de la famille royale d'Angleterre. Cette tradition n'était pas près de se perdre. Mais du côté anglais, où la royauté disposait de revenus considérables pour l'époque, on ne renonçait pas davantage à

dérables pour l'époque, on ne renonçait pas davantage à l'habitude, prise aussi depuis longtemps, d'organiser à coups de livres sterling de bonnes coalitions féodales contre le rival capétien. En même temps, Plantagenêts et Capétiens surveillaient d'un œil attentif l'agitation guelfe en Allemagne. Le roi d'Angleterre négociait avec l'archevêque de Cologne qui, depuis quelques années, poursuivait avec obstination, sur le Rhin et en Westphalie, une politique personnelle en opposition avec celle de l'empereur ; il « travaillait » les seigneurs des parages du Rhin et de la Meuse, pour s'assurer parmi eux des concours dont il espérait tirer parti le moment venu. Et, bien entendu, on n'y mettait pas plus de discrétion dans le camp impérial, où l'on s'efforçait pareillement de recruter des auxiliaires, soit parmi les vassaux du roi de France, soit parmi ceux du roi d'Angleterre, selon que les circonstances semblaient recommander l'une ou l'autre des deux tactiques. Enfin, entre les rois de France, d'Angleterre et d'Allemagne, le comte de Flandre louvoyait au gré de ses intérêts, tantôt guelfe, tantôt gibelin, tantôt fidèle au Capétien, tantôt le trahissant au profit du Plantagenêt, toujours choyé par les uns ou par les autres, parce que la position géographique de ses États donnait à son alliance, en cas de lutte, un prix inestimable.

Une guerre, dans de telles conditions, où qu'elle éclatât, avait toutes chances de ne pas rester localisée. On pouvait s'attendre à la voir gagner de proche en proche jusqu'à prendre les proportions d'un ample conflit où la plupart des grandes puissances se trouveraient l'une après l'autre entraînées. Et tel est bien en effet le spectacle qu'au lendemain de la troisième croisade l'Europe occidentale allait offrir au monde. ^{p239}

[*Table des matières*](#)

II. — L'affaire de la succession de Flandre ⁹⁶.

L'union des princes d'Occident scellée en 1189 et 1190, non sans peine, en vue de la lutte sacrée contre les Turcs, n'avait pas survécu longtemps aux circonstances qui l'avaient commandée. Dès le voyage d'aller, les calculs politiques avaient repris le dessus, dressant les croisés les uns contre les autres et préparant déjà les luttes prochaines.

⁹⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Richard Cœur-de-Lion avait profité de son passage en Sicile pour conclure une alliance avec Tancrède de Lecce, le prince normand que les adversaires du fils de Barberousse, Henri VI, époux de l'héritière du trône de Palerme⁹⁷, essayaient de lui opposer. C'était du même coup faire en Allemagne le jeu des Guelfes, dont Henri VI, aux prises avec son rival de Sicile, aurait peine dès lors à contrarier les menées.

Entre le roi de France et le roi d'Angleterre, l'entente, cordiale d'abord, avait presque aussitôt fait place à des sentiments de mutuelle défiance. Dès la Sicile, il y avait eu dispute, Richard ayant choisi le moment où ils hivernaient de compagnie pour rompre ses fiançailles avec Adélaïde, la sœur de Philippe, et préparer la venue de Bérengère de Navarre, fille du roi Sanche, qu'il avait décidé d'épouser à l'insu du Capétien, son suzerain, dont le droit féodal lui imposait pourtant de prendre l'avis. Il ne s'était pas gêné non plus pour avoir, à Messine, avec le comte de Flandre Philippe d'Alsace des conférences d'allure équivoque. Au bout de quelques semaines, les deux rois en étaient venus à des explications si violentes que, pour y mettre un terme, il avait fallu recourir à un traité de paix en règle (mars 1191). Ce traité très détaillé n'excluait même pas toute idée de revanche ultérieure, car un des articles essentiels stipulait que Philippe ne s'engageait à respecter l'intégrité territoriale des États et fiefs de Richard que dans la mesure où celui-ci n'enfreindrait aucune des nombreuses clauses insérées dans l'accord. Enfin, au siège d'Acre et lors de la prise de la ville, surtout quand il s'était agi de procéder au partage du butin, les dissentiments^{p240} s'étaient aggravés au point que dès ce moment une rupture avait paru inévitable.

Cependant la mort de Philippe d'Alsace (1^{er} juin 1191) sous les murs d'Acre, six semaines avant l'entrée des croisés dans la ville, avait à l'improviste ouvert une succession extraordinairement compliquée. En mariant au Capétien sa nièce Isabelle de Hainaut en 1180, à une heure où il espérait, grâce à la jeunesse du roi, pouvoir accaparer le gouvernement de la France, le défunt avait commis l'imprudence d'assigner comme dot à la jeune fille les villes flamandes de l'Artois (Saint-Omer, Aire, Lens, Arras, Bapaume, etc.), tout en s'en réservant la jouissance sa vie durant. Isabelle ayant devancé le comte Philippe dans la tombe, la dot aurait dû échoir, en

⁹⁷ Voir ci-dessus, p. 157-158.

vertu des stipulations du contrat de mariage, au fils qu'elle avait eu de Philippe Auguste, Louis — le futur Louis VIII, — c'est-à-dire, en l'espèce, au roi de France lui-même. Mais, depuis lors, Philippe d'Alsace s'étant brouillé avec le Capétien, avait, au mépris de la parole donnée, englobé une partie de l'Artois (la région d'Aire et de Saint-Omer) dans le vaste douaire dont il avait gratifié sa deuxième femme, Mathilde de Portugal, épousée en 1184. La constitution de ce douaire avait même ultérieurement reçu l'approbation du roi (1186), parce que, s'étendant aussi à une très grande portion de la Flandre proprement dite, où il englobait des villes de l'importance de Douai, Lille, Cassel, Bruges, Gand, Ypres, Courtrai, il assurait le démembrement du comté flamand après la mort du comte Philippe, à qui son second mariage n'avait pas plus que le premier donné d'héritier direct.

D'autre part, époux en premières noces de la comtesse Élisabeth de Vermandois et Amiénois, Philippe d'Alsace était parvenu, après le décès de celle-ci (1182), à se maintenir en possession du Vermandois, avec les trois villes de Saint-Quentin, Péronne et Ham, tandis que Philippe Auguste se saisissait du reste de l'héritage, à quelques châtelainies près, dont la sœur de la défunte, Éléonore, femme du petit comte de Beaumont-sur-Oise, était invitée à se contenter. Mais dès 1185 Philippe d'Alsace avait dû s'engager, lors d'un traité signé à Boves, à reconnaître les « droits » du roi de France sur toute la partie du Vermandois dont il n'obtenait que la jouissance viagère : nouveau surcroît de difficultés pour le règlement de sa succession.

Enfin, à elle seule, la question de l'héritage de la Flandre propre, même sans tenir compte du douaire réservé à la veuve ^{p241} de Philippe d'Alsace, était matière à chicanes. Le comte Philippe n'ayant pas laissé de descendance, le plus proche héritier se trouvait être sa sœur Marguerite, femme du comte Baudouin V de Hainaut, lequel était tout prêt à faire valoir les droits de son épouse. Mais, à ces droits, ne pouvait-on opposer ceux d'Ide, comtesse de Boulogne, et de Mathilde, femme d'Henri I^{er} de Brabant, les deux filles de feu Mathieu de Boulogne, frère cadet de Philippe ? Toujours est-il qu'Henri de Brabant était, lui aussi, à l'affût. Et, puisqu'il y avait là matière à débat et que les limites mêmes du douaire attribué à Mathilde de Portugal n'étaient pas sans prêter à discussion, le roi de France n'était-il pas fondé à placer le fief sous séquestre jusqu'à complet examen de l'affaire ? Graves et délicats problèmes dont la solution réclamait

et délicats problèmes dont la solution réclamait impérieusement le retour du souverain. Philippe Auguste avait le coup d'œil trop juste et un esprit de décision trop prompt pour hésiter : dès que la prise d'Acre eut permis enfin de marquer à l'actif des Occidentaux un succès véritable, il demanda à être relevé de son vœu de croisade en invoquant, malgré les sarcasmes, le mauvais état de sa santé, fortement éprouvée par le rude climat de Syrie, et se rembarqua en hâte pour la France (3 août 1191).

Il y arriva trop tard, malgré tout, pour éviter la mainmise du comte Baudouin de Hainaut sur la Flandre et sur une partie notable du douaire de la comtesse Mathilde. Prévenu quelques jours avant les agents du roi de France, Baudouin les avait gagnés de vitesse et les avait placés, dès le début de septembre, en face du fait accompli. Mais, en Vermandois et en Artois, les mandataires du Capétien étaient arrivés les premiers et avaient obtenu la soumission des habitants. Ils avaient même décidé la veuve de Philippe d'Alsace à renoncer en faveur de leur maître, représentant légal de son fils mineur Louis de France, à cette fraction de la province, comprenant Aire et Saint-Omer, qui avait été, on se le rappelle, annexée à son douaire dès l'origine. En rentrant, fin décembre, Philippe Auguste avait donc trouvé le problème de la succession flamande aux trois quarts résolu. Sa présence fut cependant loin d'être inutile ; car il put négocier à l'instant propice les arrangements nécessaires avec les diverses parties en cause, régler le statut des nouveaux territoires destinés à former l'apanage de l'héritier du trône ; enfin — ce qui était le point capital — arrêter net chez le nouveau comte toute velléité de reprise des territoires abandonnés. Par l'accord de Péronne (février 1192), celui-ci dut renoncer à l'Artois ^{p242} et au Vermandois avant d'être admis à prêter hommage, dans les formes consacrées, pour la Flandre proprement dite.

[*Table des matières*](#)

III. — La captivité de Richard Cœur-de-Lion et la révolte guelfe en Allemagne (1192-1194) ⁹⁸.

Ce prompt règlement de la succession flamande aurait dû purifier l'atmosphère. Le nouveau titulaire du comté, Baudouin VIII, figurait depuis plusieurs années comme comte de Hainaut parmi les alliés de Philippe Auguste, qui avait vu en lui un moyen de faire contre-poids à l'ambitieuse et remuante politique de Philippe d'Alsace. Le Capétien n'avait, au surplus, à ce moment aucune raison particulière de tenir pour dangereuse la réunion de la Flandre française et du Hainaut impérial, car il était lui-même en bons termes avec le roi d'Allemagne Henri VI, sur les jeunes épaules duquel la fin soudaine de son père, noyé, on se le rappelle ⁹⁹, dans les eaux du Salef, faisait peser depuis peu d'écrasantes responsabilités.

A vingt-cinq ans, sans autre expérience que celle qu'il devait à la courte régence qu'il venait d'exercer depuis le départ de Barberousse à la croisade, dévoré d'ambition et dénué de scrupules, il manquait au nouveau maître de l'Empire le sang-froid et le clair coup d'œil de son prédécesseur. Les regards sans cesse tournés vers le royaume de Sicile où, en novembre 1189, la mort du roi Guillaume II semblait lui avoir assuré une succession, que lui disputait pourtant avec acharnement le comte de Lecce Tancrède, bâtard d'un fils du roi Roger II, il avait jusqu'alors tout subordonné à son désir de réaliser coûte que coûte la réunion de la Sicile et de l'Italie du Sud à ses deux gouvernements d'Allemagne et de Lombardie. Pour y parvenir, il avait bâclé ^{p243} une paix boiteuse avec ses adversaires d'Allemagne, consenti de larges et dangereuses concessions aux cités lombardes, abandonné à la vengeance des Romains la petite ville de Tusculum, naguère protégée par les troupes germaniques, extorqué au faible Célestin III, un vieillard de quatre-vingt-cinq ans, son couronnement impérial (15 avril 1191), et il s'était précipité vers la Campanie, où il était en pleine lutte contre Tancrède, lorsque Philippe Auguste, l'affaire de Flandre

⁹⁸ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

⁹⁹ Voir p. 218.

contre Tancrède, lorsque Philippe Auguste, l'affaire de Flandre réglée, entreprit d'exploiter à la fois les embarras et l'éloignement de Richard Cœur-de-Lion pour se ménager de nouveaux avantages.

Sans doute, au mois de mars 1191, le roi de France s'était, par le traité de Messine, engagé à ne pas toucher aux fiefs du Plantagenêt ; il avait, en outre, le 29 juillet, sur le point de quitter Acre, juré solennellement d'assurer envers et contre tous, comme le voulait la législation des croisades, la protection des biens de son vassal, demeuré au service de la cause sainte. Mais, quoique la convention de Messine eût, en termes exempts d'ambiguïté, ajourné jusqu'au retour de Richard le règlement de toutes les questions pendantes, il n'était pas rentré depuis un mois qu'il soulevait déjà mille difficultés à propos soit des frontières franco-normandes, soit de sa sœur Adélaïde, l'ex-fiancée du Plantagenêt, soit de la possession du Vexin normand, etc. Il cherchait à négocier sur le dos de l'absent une entente directe avec le dernier fils d'Henri II, Jean, celui qu'on avait surnommé « Sans-Terre », éternel agité, éternel mécontent.

Quelques mois après, accueillant avec empressement des bruits perfides, et pour la plupart inconsistants, colportés par l'évêque de Beauvais sur le compte de Richard, il montait contre lui en Occident l'opinion publique. Il affecta même de prendre au sérieux et laissa se propager la fable à dormir debout d'un complot que le roi d'Angleterre et un chef de bandes fanatiques de Syrie, le « Vieux de la montagne », auraient organisé pour attenter à sa vie en pleine France, comme ils s'étaient, disait-on, déjà naguère entendus pour supprimer un candidat gênant au trône de Jérusalem, le marquis de Montferrat Conrad, effectivement assassiné à Tyr le 28 avril 1192. Cette invention ridicule fut un peu plus tard démentie ; mais l'effet était produit, et Richard rendu si bien odieux à tous que lorsque, à l'automne, il se décida enfin à quitter la Syrie, il ne sut quel chemin prendre pour éviter un guet-apens. En vain, il tenta d'échapper à ses ennemis : après mainte aventure, il fut jeté par la tempête au fond de l'Adriatique, entre Venise ^{p244} et Aquilée, d'où il essaya sans succès de passer incognito à travers la Carinthie et l'Autriche. Son identité fut bientôt découverte, et sa présence révélée au duc d'Autriche Léopold V, dont il s'était fait un ennemi mortel lors de la prise d'Acre. Arrêté le 21 décembre 1192 près de Vienne, il fut aussitôt emprisonné et, trois mois après (23 mars 1193), livré à l'empereur, qui ne pouvait lui pardonner d'avoir, dans l'Italie méridionale, poussé

d'avoir, dans l'Italie méridionale, poussé contre lui Tancrède de Lecce.

Désormais Philippe Auguste n'était plus retenu par aucun scrupule. Résolument il fit siennes toutes les accusations formulées contre le prisonnier, le dénonça comme l'assassin de Conrad de Montferrat, traître à la cause de la croisade, violateur des conventions jurées, accapareur du butin dont, à Chypre, il avait gardé la totalité, malgré la règle posée du partage par moitié entre les deux souverains. Des accords conclus avec un pareil criminel, il n'y avait aucun compte à tenir. Et, comme Jean Sans-Terre était prêt à occuper la place dont Richard s'était révélé indigne, Philippe Auguste n'hésita pas à traiter avec lui. Il accepta de l'investir des fiefs pour lesquels Richard avait jusqu'alors été son vassal : Normandie, Maine, Anjou, Aquitaine. Il accepta même de l'aider à conquérir le trône d'Angleterre et, à cet effet, prépara un débarquement.

Mais, du coup, il s'aliéna Henri VI, qu'effrayait son ambition croissante et dont les intérêts commençaient à se trouver en contradiction avec ceux du roi de France. Pour ce dernier, Richard était un ennemi irréconciliable, qu'il importait, profitant de l'aubaine, d'éliminer de la scène politique : aussi demandait-il avec insistance à l'empereur de lui livrer son prisonnier, sur lequel, en qualité de suzerain, il prétendait disposer de droits spéciaux. Henri VI voyait, au contraire, en Richard un allié éventuel, qu'il souhaitait gagner à tout prix ; car il savait bien que, par lui, et peut-être par lui seul, il pourrait venir à bout des difficultés qui s'accumulaient, tant dans l'Italie du Sud, où le roi d'Angleterre avait lié partie avec Tancrède de Lecce, que dans l'Allemagne du Nord et les pays rhénans, où couvait la révolte.

Dans l'Italie du Sud, Henri VI, après quelques succès, venait en effet de subir un grave échec devant Naples, dont le siège, entamé en mai 1192, avait dû être levé dans les derniers jours d'août. Pour comble de malchance, la femme du souverain, l'impératrice Constance, dont les droits à l'héritage sicilien pouvaient seuls justifier sa propre intervention, était tombée ^{p245} aux mains de l'ennemi. En Allemagne, où, au lendemain de ce revers, il avait dû revenir précipitamment pour parer à la situation, l'avenir était lourd de menaces. Six mois après le départ de Frédéric Barberousse pour la

Syrie, l'ex-duc de Bavière et de Saxe Henri le Lion¹⁰⁰, le condamné de 1180, en qui s'incarnait l'esprit de la famille Welf, était rentré dans ses domaines patrimoniaux de Brunswick d'un long exil à la cour d'Henri Plantagenêt — son beau-père depuis 1168¹⁰¹ —, puis à celle de Richard Cœur-de-Lion lui-même, et tout de suite il avait recommencé à pêcher en eau trouble. Il avait réussi à gagner le concours de l'archevêque de Brême et à replacer sous son autorité plusieurs de ses anciens vassaux ; il s'était emparé de la forteresse de Lauenburg sur l'Elbe et avait même envahi le Holstein, que, rappelé en toute hâte de Syrie où il avait accompagné l'empereur Frédéric, le comte Adolphe, son légitime possesseur, n'avait pu lui arracher qu'à grand'peine en 1191. Autour de lui se regroupaient d'instinct tous ceux qui avaient à se plaindre des Staufens et surtout des manières cassantes du nouvel empereur. Face à ce Gibelin, les Guelfes¹⁰², dont certains, au surplus, avaient, semble-t-il, partie liée avec Tancrède de Lecce, gagnaient rapidement du terrain à l'intérieur de l'Allemagne, notamment en Saxe et en Thuringe, et ils avaient pour eux l'archevêque de Cologne, grande puissance au temporel comme au spirituel depuis que la sentence de 1180, entraînant le démembrement de l'ancien duché de Saxe, avait valu à ce prélat déjà bien pourvu l'exercice du pouvoir ducal dans toute la Westphalie.

Au début de l'année 1193, le parti guelfe prit soudain une extension redoutable, à la suite d'incidents tumultueux dont Liège venait d'être le théâtre. Arguant du droit de « dévolution », qui, en cas de conflit électoral, permettait au souverain de se substituer aux électeurs en désaccord, l'empereur avait voulu, par un acte d'autorité, imposer aux habitants un évêque de son choix en écartant les deux compétiteurs locaux ; mais son intervention brutale avait déclenché de telles passions que l'un de ceux-ci, le propre frère du duc de Brabant, était tombé sous le poignard d'un assassin (24 novembre 1192). Henri VI fut accusé d'avoir poussé au crime, de n'avoir rien fait du moins p²⁴⁶ pour le prévenir, et il y eut contre lui une telle explosion de fureur, feinte ou sincère, que le duc de Brabant, le comte de Hainaut, nombre de seigneurs des Pays-Bas ou des pays rhénans, le landgrave de

¹⁰⁰ Voir plus haut, p. 157-158.

¹⁰¹ Voir p. 180.

¹⁰² Sur l'origine de ces dénominations de Guelfes et Gibelins, voir p. 139.

Thuringe, le margrave de Misnie, le duc de Bohême passèrent en bloc dans le camp guelfe et que le pape Célestin III, qui partout se heurtait à l'ambition sans frein du fils de Barberousse, prit ouvertement parti pour les mécontents.

Or le roi d'Angleterre était depuis longtemps le principal soutien des Guelfes : ses liens étroits de parenté avec Henri le Lion, le souci des intérêts commerciaux anglais dans la région rhénane et, par-dessus tout, son désir d'annihiler les effets d'une entente trop complète entre le Hohenstaufen et le Capétien, le poussaient à ne marchander aux rebelles ni ses encouragements ni son aide financière. Aussi l'empereur le considérait-il comme de bonne prise, et dès qu'il eut pu décider le duc d'Autriche à se dessaisir de lui en sa faveur, ne pensa-t-il plus qu'à une chose : faire pression sur Richard pour l'amener à calmer les Guelfes et la coalition sous les coups de laquelle la maison des Staufen risquait de sombrer.

La manœuvre, fort adroitement conduite, manquait d'élégance : car celui qu'Henri VI tour à tour terrorisa, flatta ou exploita, était, nul ne l'oubliait, un croisé, un pèlerin de Terre Sainte, que son caractère sacré, tel qu'il était défini par les canons des conciles et les décrétales des papes, plaçait sous la sauvegarde de toute la chrétienté. Mais, lorsqu'enfin, au bout d'une année pleine, — après l'avoir bien menacé de le livrer à Philippe Auguste, après lui avoir soigneusement communiqué les surenchères extravagantes faites par le roi de France pour obtenir son maintien en prison, après lui avoir bien laissé mesurer les risques graves auxquels sa longue détention exposait ses États, — il se résolut, au mois de février 1194, à le remettre en liberté, moyennant une confortable rançon de cent mille marcs d'argent comptant (agrémentée de la menace de diverses grosses majorations), il l'avait rendu à tel point docile qu'aussitôt, par son entremise, la coalition guelfe se trouva virtuellement dissoute et qu'Henri le Lion lui-même cessa d'être redoutable. Un mariage conclu en mars 1194 entre le fils aîné de l'ex-duc de Saxe, son homonyme Henri, et une cousine de l'empereur, Agnès, fille unique et héritière du comte palatin du Rhin Conrad, demi-frère de Frédéric Barberousse, scella provisoirement la réconciliation des deux maisons si longtemps ennemies des Welf et des Staufen. ^{p247}

Cette réconciliation prenait aux yeux de Philippe Auguste un aspect vexatoire ; car celle qui en constituait le gage était une des princesses dont il venait tout juste de solliciter vainement la main. Mais il y avait beaucoup plus grave : par une mesure inouïe et grosse de conséquences, Henri VI avait extorqué à Richard, avant de lui rendre la liberté, un acte de foi et hommage, en vertu duquel le royaume d'Angleterre devenait fief d'Empire, ce qui obligerait le nouveau vassal à fournir à l'empereur son concours militaire envers et contre tous et lui vaudrait en contre-partie l'assurance d'avoir le prince allemand à ses côtés en cas d'attaque.

[*Table des matières*](#)

IV. — La lutte de Philippe Auguste et de Richard Cœur-de-Lion (1193-1196). La première coalition ¹⁰³.

Le roi de France se trouvait donc isolé. Mais il avait pu mettre à profit la longue période de temps où le roi d'Angleterre, emprisonné, était hors d'état de parer les coups. Fidèle à la tactique qu'il avait adoptée dès l'annonce de l'arrestation de Richard, il avait continué à le traiter en vassal félon, dont la forfaiture entraînait la déchéance ; et affectant, par suite, de ne plus connaître pour les fiefs continentaux des Plantagenêts d'autre représentant qualifié que Jean Sans-Terre, seul héritier légitime de l'ensemble, il avait forcé celui-ci à se dessaisir en sa faveur, dans toutes les formes juridiques requises, d'abord du Vexin normand, qu'il était parvenu à occuper en avril 1193, ^{p248} puis, en janvier suivant, de tout le pays de Caux moins Rouen, ainsi que d'Évreux et des territoires à l'est de l'Iton, enfin de la Touraine orientale avec Tours, Amboise, Loches et Châtillon-sur-Indre. Car Jean, dont nul ne voulait ni en Angleterre, ni sur le continent, avait trop besoin du roi de France pour opposer la moindre résistance à ses désirs.

Philippe Auguste avait ainsi pu se lancer à la conquête, nanti de titres en règle. Il était loin cependant d'avoir effectivement réuni à son domaine la totalité des territoires « cédés » par Jean, quand Richard, enfin libre, débarqua en Angleterre, le 12 ou le 13 mars 1194. Selon l'expression du roi de France lui-même, « le diable était lâché » ; il allait maintenant falloir lui tenir tête.

¹⁰³ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

Une tempête, qui retarda jusqu'au 12 mai l'arrivée de Richard sur la côte normande, donna aux « Français » un répit. D'autre part, tout au royaume sicilien, où la mort de son rival Tancrède (20 février 1194) allait lui permettre de rentrer en vainqueur, puis, une fois cette affaire réglée, tout au projet d'une grande croisade destinée à venger l'échec de son père et, si possible, à s'annexer l'Orient¹⁰⁴, Henri VI ne devait plus être pour le roi d'Angleterre d'aucun secours. Mais, dans les territoires où il s'était installé, le Capétien avait l'opinion contre lui, et la venue de leur seigneur légitime suffit à retourner ceux-là mêmes qui d'abord, quand sa rentrée semblait douteuse, avaient cru habile de faire bon accueil au roi de France. Dès le 27 mai au plus tard, Évreux était repris et la garnison capétienne massacrée ; le 28 ou le 29, Verneuil-sur-Avre, assiégé depuis près de trois semaines, était secouru ; le 11 juin, Tours était solidement occupé ; le 13, Loches était reconquis ; et, tandis que Jean Sans-Terre courait implorer le pardon de son frère, Philippe Auguste, visiblement débordé, ne cherchait que le moyen de tirer son épingle du jeu en obtenant une trêve qui lui eût laissé le temps de regagner par la diplomatie ce que les armes lui arrachaient.

Mais Richard se sentait le plus fort : il rompit les pourparlers et quelques jours après, le 5 juillet, comme Philippe Auguste s'était aventuré jusqu'aux abords de Vendôme, il réussit à le surprendre à une douzaine de kilomètres de là, non loin de Fréteval, et à mettre en déroute son armée. Outre un grand nombre de soldats, tués ou faits prisonniers, le roi de France perdit son trésor et ses archives, et le vainqueur y trouva la preuve^{p249} qu'une partie des seigneurs aquitains s'apprêtaient à livrer leur pays à l'ennemi. Il dut aussitôt se précipiter au sud de la Loire, pour aller écraser dans l'œuf la révolte à la veille d'éclater, et accepter le principe d'une trêve qui lui laisserait le temps de ramener dans l'obéissance ceux qui, en Aquitaine, en Anjou, dans le Maine ou en Normandie, avaient jugé l'occasion bonne pour chercher à se rendre indépendants ou pactiser avec le Capétien.

Conclue, vaille que vaille, le 23 juillet 1194 près de Verneuil et, en principe, jusqu'à la Toussaint de l'année suivante, la trêve fut très vite violée. Au mois de juillet 1195, la guerre avait repris le long de la frontière normande. Elle ne tarda pas à s'étendre aux frontières de

¹⁰⁴ Cf. ci-après, p. 268-269.

l'Anjou et de l'Aquitaine, mais ne fut qu'une suite d'escarmouches, fréquemment coupée de suspensions d'armes ; car aucun des deux adversaires ne se sentait assez fort pour se risquer à des opérations décisives. Mais chacun, entre temps, s'employait à recruter des troupes de routiers et de volontaires, à se procurer de l'argent pour le paiement de leur solde et la fabrication des machines de siège, à mettre en état de défense les forteresses existantes, à en élever hâtivement de nouvelles, à s'assurer enfin au dehors des concours et des alliances.

Au début de l'été 1197, Richard était prêt, et le conflit s'amplifiait rapidement. Après avoir, en mai, préludé à des opérations de plus large envergure en faisant enlever par ses routiers l'évêque de Beauvais Philippe de Dreux, cousin germain et âme damnée du roi de France — extraordinaire prélat que ses fonctions ecclésiastiques n'empêchaient pas de courir les chemins à la tête de ses bandes armées, — le Plantagenêt apparut tout à coup au grand jour comme le chef d'une vaste coalition de barons français qu'une sourde propagande et de copieuses distributions de livres sterling avaient su grouper autour de lui. Les principaux seigneurs de la région du nord lui étaient acquis : le comte de Flandre Baudouin, qui, quelques mois avant, venait encore, vassal docile, aider le Capétien à s'emparer des forteresses normandes ; le comte de Boulogne Renaud, ami d'enfance de Philippe Auguste, qui l'avait tiré en 1191 de l'humble seigneurie de Dammartin où il végétait ; le comte de Saint-Pol Hugues IV, le comte de Guines Baudouin. A leurs côtés, se trouvaient aussi le comte Raimond de Toulouse et, prêts à intervenir, les comtes de Blois, du Perche et de Brienne. Tous avaient à se plaindre du roi de France et, le voyant isolé, jugeaient le moment venu de se venger. p250

Philippe Auguste semblait devoir succomber sous l'attaque. Au cours des premières semaines, il n'échappa qu'à grand'peine à Baudouin de Flandre, qui, après avoir pris Douai et s'être avancé jusqu'à Arras, l'attira dans les parages d'Ypres, lui coupa la retraite et le força à capituler (août 1197). Mais il réussit à se dégager en accablant l'ennemi de belles promesses, qu'il était bien décidé à ne pas tenir, et gagna ainsi du temps. La mort inopinée de l'empereur Henri VI, décédé le 28 septembre 1197 à Messine, dans son cher royaume sicilien, valut au roi de France un répit de plusieurs mois, durant lesquels toute l'attention fut concentrée sur les affaires d'Allemagne ; car chacun avait le sentiment très net que les destinées

avait le sentiment très net que les destinées de l'Europe occidentale dépendaient en grande partie du choix de l'homme qui succéderait au Hohenstaufen.

Henri VI ne laissait qu'un fils, Frédéric-Roger, le futur Frédéric II, qui n'était alors qu'un enfant de trois ans à peine (il était né le 26 décembre 1194). Cette considération suffit à le faire écarter provisoirement par ceux-là mêmes qui, un an plus tôt, ne pouvant prévoir la mort du père, avaient fini par donner leur agrément à l'élection du fils comme « roi des Romains », c'est-à-dire empereur désigné. Et dès lors la lutte des Guelfes et des Gibelins fut rouverte. Les uns tenaient pour le frère du défunt, Philippe, duc de Souabe ; les autres pour un des fils d'Henri le Lion ; et comme l'aîné de ceux-ci, Henri, était parti pour la Terre Sainte, leur oncle le roi Richard, que l'hommage prêté à Henri VI avait transformé en prince d'Empire, fit substituer à l'absent le frère cadet, Otton, son protégé, qu'il avait récemment investi du comté de Poitou.

Pendant quelque temps, Capétien et Plantagenêt ne pensèrent plus qu'à la partie qui se jouait en Allemagne, sachant bien qu'elle devait valoir à l'un des deux camps un renfort inespéré, peut-être décisif, selon qu'elle tournerait en faveur du Guelfe, pour qui Richard et ses alliés des Pays-Bas avaient pris nettement position, ou en faveur du Gibelin, avec qui Philippe Auguste avait, comme on pouvait s'y attendre, conclu aussitôt alliance. Puis brusquement, vers le début de l'automne 1198, la guerre se ralluma à la frontière franco-normande et dégénéra en un duel à mort. Le 28 septembre, l'armée capétienne, qui avait franchi l'Epte, fut enfoncée près de Gisors, disloquée, rejetée en désordre de l'autre côté de la rivière, où Philippe Auguste manqua de se noyer, après avoir failli être pris et avoir laissé aux mains de l'ennemi la majeure partie de ses ^{p251} troupes, l'élite de ses chevaliers. Malgré des ripostes furieuses qui, en octobre, le menèrent jusqu'au Neubourg et à Beaumont-le-Roger, à cinquante kilomètres de ses frontières, le roi de France était comme une bête traquée. Le cercle se resserrait autour de lui. Le comte de Flandre, le comte de Boulogne, le comte de Guines avaient commencé la conquête des places françaises du nord : en septembre, Aire s'était rendue ; le 4 octobre, Saint-Omer, que Philippe Auguste avait dû renoncer à aller secourir, capitula à son tour. On ne pouvait attendre aucune aide d'Allemagne, où Philippe de

Souabe luttait lui-même péniblement pour arracher la couronne à Otton de Brunswick. A bout de forces, le Capétien demanda une trêve.

Il fut soutenu à point nommé par le légat, Pierre de Capoue, que le nouveau pape, Innocent III, élevé à la dignité pontificale en janvier précédent, venait d'envoyer avec la mission de rétablir à tout prix la paix en Occident, vu l'urgence extrême d'une nouvelle croisade contre les Musulmans de Syrie. Or l'intérêt du roi d'Angleterre, à ce moment précis, était de ménager, avant tout et par tous les moyens en son pouvoir, l'appui du Saint-Siège à son neveu Otton qui, de son côté, multipliait les avances en cour de Rome. Aussi le légat parvint-il sans trop de peine à se faire agréer comme médiateur et obtint-il, en janvier 1199, la conclusion d'une trêve de cinq ans, pendant laquelle, jusqu'à la paix définitive, Philippe Auguste conserverait à titre de gage les quelques forteresses normandes dont il s'était rendu maître. Toutefois, comme il était stipulé en même temps que les garnisons françaises de ces forteresses ne toucheraient pas au plat pays d'alentour, l'accord n'était pas viable, et les négociations venaient de reprendre sur des bases nouvelles lorsqu'un événement imprévu bouleversa tous les calculs : Richard, blessé mortellement d'un trait d'arbalète, expirait le 26 mars 1199 sous les remparts de Châlus, au sud de Limoges, où le vicomte, Adémar, avait donné l'exemple de la révolte.

[*Table des matières*](#)

V. — La rupture de la coalition (1199-1200) ¹⁰⁵.

Par la mort de Richard, la situation se trouvait de nouveau changée. A un prince qui, malgré ses emportements et ses p252 violences, s'était révélé le plus étonnant entraîneur d'hommes qui fût dans la chevalerie d'Occident, la loi de succession au trône d'Angleterre et aux fiefs continentaux des Plantagenêts substituait, faute d'héritier direct, ce Jean Sans-Terre que ses bassesses et ses trahisons avaient déconsidéré aux yeux de tous. Achever de le ruiner dans l'esprit de ses alliés, de ses vassaux, de ses proches eux-mêmes était, pour un adversaire comme Philippe Auguste, véritable jeu d'enfant. Dès le début d'avril, avant même que Jean eût été reconnu et

¹⁰⁵ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

couronné, le sourd travail de la diplomatie capétienne portait ses fruits : en Aquitaine, un traité d'alliance défensive et offensive garantissait au roi de France l'aide immédiate du comte d'Angoulême et du vicomte de Limoges ; dans les comtés d'Anjou et du Maine, le puissant sénéchal Guillaume des Roches lui était acquis et préparait un vaste soulèvement en faveur d'Arthur, comte de Bretagne, un enfant de treize ans qui, déclarait-on, possédait du chef de son père défunt, le comte Geoffroi, troisième fils d'Henri Plantagenêt, des droits supérieurs, d'après la loi des deux provinces, à ceux de Jean, quatrième fils du fondateur de la dynastie ; enfin, avec la mère d'Arthur, la comtesse Constance, qui agissait au nom de son fils, un accord direct était scellé qui plaçait l'enfant et ses biens sous la protection de Philippe Auguste, son suzerain, et fournissait à ce dernier un prétexte légal à une intervention militaire dans les domaines des Plantagenêts.

Les événements alors se précipitent : à la mi-avril, Arthur est déjà reconnu dans une grande partie de l'Anjou ; le 21, sa mère va avec lui prendre possession du Mans, où, après s'être rendu maître du comté d'Évreux, Philippe Auguste réussit presque aussitôt à les rejoindre et à recevoir leur serment d'hommage ; en juillet, il entre avec eux à Tours, d'où il emmène, pour plus de sûreté, l'enfant à Paris. D'autre part, dès mai, en Artois et dans les provinces voisines, les attaques du comte de Flandre sont enrayées ; son frère, le marquis de Namur, est fait prisonnier, ainsi que plusieurs autres barons, leurs vassaux ; et, quoique Jean Sans-Terre, couronné enfin à Westminster le 27 mai, mette tout en œuvre pour maintenir intacte la coalition naguère formée par son frère Richard, il est manifeste déjà qu'elle tend à se rompre.

Si elle survit néanmoins un certain temps encore, c'est parce que Philippe Auguste compromet lui-même par son impatience ses premiers et rapides succès. Sans transitions, sans ^{p253} ménagements, il traite en pays conquis l'Anjou et le Maine, qu'il administre au nom d'Arthur, allant jusqu'à faire raser d'autorité une place forte qui le gêne. Il rejette ainsi, au mois de septembre, Guillaume des Roches dans les bras de son adversaire et retarde d'autant son propre triomphe. Mais, à la fin de l'année 1199, la coalition anglo-flamande est à bout de forces, et elle ne peut plus compter sur aucun appui extérieur. L'espoir d'une intervention guelfe s'est évanoui : Otton de Brunswick, à qui Jean Sans-Terre néglige de verser les subsides prévus, a subi défaites sur défaites, tandis que son rival Philippe de

subi défaites sur défaites, tandis que son rival Philippe de Souabe n'a cessé de rallier bon gré mal gré de nombreux adhérents. Presque toute l'Allemagne semble maintenant avec lui. Les plus récalcitrants cèdent : le 15 août, le landgrave de Thuringe a été obligé de suivre le mouvement ; l'Alsace s'est soumise à l'automne ; l'archevêque de Cologne lui-même, dont le territoire a été ravagé par l'écu des Gibelins, se montre moins chaud pour la cause d'Otton. Tout cela donne à réfléchir aux seigneurs des Pays-Bas, en particulier au comte de Flandre qui, voyant venir à grands pas le moment où il faudra coûte que coûte se résigner à la paix, craint maintenant de laisser passer l'heure où il pourra encore marchander. Aussi accepte-t-il avec beaucoup d'empressement à Péronne, le 2 janvier 1200, un traité aux termes duquel il obtient du roi de France la rétrocession du nord-ouest de l'Artois (Ardres, Saint-Omer, Aire et Lillers), ainsi que la suzeraineté du comté de Guines, en échange de la reconnaissance formelle des droits de l'héritier du trône sur le reste de la province.

Deux semaines ne s'étaient pas écoulées, que le roi d'Angleterre était, lui aussi, obligé de demander la paix. Celle-ci ne fut conclue que le 22 mai près du Goulet, sur les bords de la Seine, et valut à Philippe Auguste des avantages substantiels. Jean Sans-Terre y renonçait en sa faveur au Vexin normand, exception faite de la seule châellenie des Andelys, où le Château-Gaillard élevé par Richard Cœur-de-Lion, protégeait les abords de la basse Seine ; il abandonnait également le comté d'Évreux, que Philippe Auguste était parvenu à occuper, et acceptait d'attribuer en dot à sa nièce Blanche, fille du roi Alphonse de Castille, et fiancée de Louis, l'héritier du trône de France, tous ses droits sur les trois seigneuries d'Issoudun, de Graçay et de Châteauroux, qui formaient enclave dans les domaines capétiens du Berry ; il se reconnaissait formellement vassal de Philippe pour ses fiefs continentaux, et, en échange ^{p254} de l'investiture, qu'il avait jusqu'alors omis de solliciter, versait, selon la loi féodale, un droit de « relief » ou « rachat » fixé à vingt mille « marcs sterling » ; il s'interdisait à l'avenir toute entente contre le roi de France avec le comte de Flandre ou ses vassaux et s'engageait même à ne plus donner à son neveu Otton de Brunswick le moindre secours d'aucune sorte, direct ou indirect, pécuniaire ou militaire, sans s'être au préalable mis d'accord à ce sujet avec Philippe Auguste ; enfin, s'il obtenait de celui-ci, en contre-partie, la reconnaissance de ses droits de suzeraineté sur la Bretagne, c'était sous cette réserve humiliante

c'était sous cette réserve humiliante que jusqu'à nouvel ordre le comte Arthur, tout en lui prêtant hommage, resterait confié à la garde du suzerain supérieur qu'était le roi de France.

[*Table des matières*](#)

VI. — La confiscation des fiefs français de Jean Sans-Terre ¹⁰⁶.

Le traité du Goulet était, quoi qu'on en ait dit, un grand succès pour le roi de France, qui n'avait plus maintenant en face de lui qu'un adversaire sans défense et sans alliés. S'il ne poussa pas tout de suite ses avantages jusqu'au bout, c'est qu'il avait par ailleurs quelques affaires pressantes à liquider, en particulier celle de son divorce d'avec sa seconde femme, une princesse danoise, Ingeborg, sœur du roi Cnut VI, épousée en 1193, répudiée aussitôt et remplacée, malgré les menaces d'interdit, par une princesse bavaroise, Agnès de Meran, que la papauté s'obstinait à traiter en concubine. Il avait aussi de graves soucis du côté de l'Allemagne où, contre toute attente, Philippe de Souabe, qui, lors de la paix du Goulet, semblait sur le point de triompher, ^{p255} voyait maintenant la fortune le trahir et la papauté, irritée d'une intervention maladroite dans l'élection de l'archevêque de Mayence, sortir d'une longue indécision pour prendre vigoureusement le parti de son adversaire.

Mais, au printemps 1202, Philippe Auguste jugea le moment venu d'agir. Jean Sans-Terre avait, par ses fautes et ses abus de pouvoir, soulevé contre lui une partie des seigneurs aquitains, entre autres les membres de la famille de Lusignan, qui, lui reprochant de s'être illégalement saisi de plusieurs châteaux et d'avoir enlevé, pour en faire sa femme, la fiancée de l'un d'eux, avaient, plus ou moins spontanément, porté plainte au roi de France, suzerain de l'accusé. Excellente occasion d'intervenir, que Philippe se garda de laisser échapper. Les choses allaient dès lors se dérouler suivant le scénario habituel : citation du vassal, sommé de comparaître en la cour du roi, à Paris ; réponses dilatoires, puis refus ; condamnation par défaut à la

¹⁰⁶ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

« commise » ou confiscation des fiefs pour manquement aux devoirs vassaliques (28 avril) ; « défi » adressé au délinquant, concentration des troupes et entrée en campagne pour l'exécution de la sentence.

Dès les premiers jours de juillet, Philippe Auguste était maître de la plupart des châteaux de la frontière normande sur la rive droite de la Seine, et Arthur de Bretagne, qui avait atteint ses seize ans en mars, partait aussitôt avec une escorte de chevaliers français pour rallier les barons poitevins. Il devait, avec leur aide, conquérir l'Aquitaine, l'Anjou et le Maine, dont il avait au préalable reçu l'investiture moyennant une renonciation formelle à ses droits sur la Normandie, quand un incident désastreux vint bouleverser ce programme : le 1^{er} août, Arthur se laissa surprendre à Mirebeau, à mi-chemin entre Loudun et Poitiers, par un détachement ennemi survenu à l'improviste, le roi Jean en tête, et fut fait prisonnier, en même temps que la plupart des seigneurs qui l'entouraient. Avec lui, le comte de la Marche, le vicomte de Châtellerauld, les seigneurs de Lusignan et de Châteauroux et plusieurs autres barons de marque, tant du Poitou que des régions voisines, tombèrent aux mains de l'ennemi.

C'était un beau coup de filet. Encore fallait-il savoir tirer parti de l'aubaine. Heureusement pour le roi de France, Jean commit l'insigne maladresse de rudoyer les seigneurs de l'Anjou et du Maine qui l'avaient secondé, sans même faire d'exception en faveur de Guillaume des Roches ; en outre, il maltraita tant ^{p256} et si bien ses prisonniers, y compris son neveu Arthur, qu'il souleva la réprobation des barons les mieux disposés à son égard. Dans les premiers mois de 1203, Philippe Auguste, dont la diplomatie n'était pas demeurée inactive, voyait de nouveau affluer les offres de concours : les comtes de Vendôme et d'Alençon, le vicomte de Beaumont-sur-Sarthe, les seigneurs de Mayenne, de Laval, de Craon, de Fougères, bien d'autres encore, s'empressaient de le rappeler, et, comme en 1199, Guillaume des Roches était à leur tête. Le roi de France avait cessé pour eux d'être un ennemi : il était avant tout le protecteur, le vengeur du malheureux Arthur, que son oncle avait brutalisé, traîné de prison en prison, et sur le sort duquel des bruits alarmants commençaient à courir avec insistance.

Ces bruits, en vérité, n'étaient que trop fondés : car Arthur avait été égorgé le 3 avril dans son cachot de Rouen ; mais la nouvelle de la

mort du jeune homme était tenue rigoureusement secrète, même dans le camp anglais, et l'espoir qu'un jour il reviendrait prendre sa place parmi ses bons vassaux bretons et angevins soutenait l'ardeur des rebelles. Philippe Auguste leur dut de pouvoir, en avril, se rendre maître d'une partie de l'Anjou et du Maine. En mai, il entama la conquête méthodique de la Normandie orientale, sur les deux rives de la Seine. Le comte de Meulan lui livra Beaumont-le-Roger ; le seigneur de Gournay fit de même pour Montfort-sur-Risle. Le 5 juillet, il entra au Vaudreuil¹⁰⁷, qui commandait le confluent de l'Eure et de la Seine, puis aussitôt après à Pont-de-l'Arche. Jean Sans-Terre, qui s'était d'abord prudemment retiré à Rouen, se sentit dès novembre assez menacé pour se sauver à Cherbourg, où il se tint prêt à s'embarquer dès la première alerte. Le 6 décembre, il passa définitivement en Angleterre.

Le 22 février suivant (1204), Philippe Auguste vint diriger en personne le siège de Château-Gaillard, le réduit de la défense anglaise en Normandie, bloqué étroitement depuis septembre. La capitulation de la place, le 6 mars, lui livra le reste de la province. En mai, une marche hardie l'amena, par le Neubourg, Argentan et Falaise, jusqu'à Caen, où il donna la main à ses alliés bretons, venus de l'ouest à sa rencontre par Pontorson et Avranches. Livrés à eux-mêmes et conscients de leur impuissance, les seigneurs et les bourgeois normands n'avaient d'autre souci que de traiter au mieux de leurs intérêts avec le vainqueur. ^{p257} La plupart n'opposèrent aucune résistance. Seule ou presque seule, la commune de Rouen, inquiète pour ses privilèges, tint bon quelques semaines. Le jour où elle capitula (24 juin), on peut dire que la conquête de la Normandie était virtuellement achevée. L'impression produite fut telle que, des autres provinces, affluèrent les adhésions nouvelles. Le vicomte de Thouars, le comte de Périgieux, la comtesse d'Angoulême furent parmi les premiers ralliés.

En Poitou, Philippe Auguste n'eut qu'à se montrer pour parler en maître. Le 10 août 1204 il occupa Poitiers. Bientôt tout le comté et ses dépendances furent à lui, sauf La Rochelle et les petits ports voisins, qui craignaient sans doute pour l'avenir de leur commerce avec l'Angleterre et se refusaient à désespérer. En Touraine, les deux places fortes de Loches et de Chinon furent énergiquement défendues,

¹⁰⁷ Aujourd'hui Notre-Dame du Vaudreuil.

mais durent subir le sort commun : l'une se rendit au mois d'avril 1205, l'autre au mois de juin. L'année suivante, en mai, Philippe put sans difficultés sérieuses, aller prendre possession de l'Anjou, où Guillaume des Roches lui avait frayé la voie, et atteindre Nantes, où il reçut la soumission des Bretons.

Pour que la sentence de la cour royale qui, en 1202, avait prononcé la « commise » des fiefs de Jean Sans-Terre reçût son plein effet, il ne restait qu'à achever la conquête de l'Aunis et de la Saintonge et à faire celle de la Gascogne. Mais à chaque jour suffit sa peine. Philippe Auguste eut la sagesse de ne pas se risquer encore jusqu'aux bords de la Garonne et de laisser à l'un de ses alliés, le roi de Castille Alphonse VIII, beau-père de son fils, le soin d'aller disputer au Plantagenêt, par une brusque invasion (1204-1205), la grande plaine du sud-ouest. Il lui fallait en outre, avant de compléter son œuvre en Aunis et Saintonge, s'opposer à une molle tentative de Jean Sans-Terre pour ressaisir enfin, durant l'été de 1206, les provinces perdues. Un débarquement à La Rochelle (7 juin 1206) permit au veule personnage, qui depuis deux ans et demi n'osait sortir d'Angleterre, de remporter quelques succès faciles. Il put délivrer la Gascogne, reprendre Niort et Thouars, rentrer même un instant dans Angers (6 septembre) ; mais la seule arrivée du roi de France lui fit tourner les talons et accepter, comme une aubaine, une trêve de deux ans (13 octobre). Il put ainsi se rembarquer sans dommages et regagner l'Angleterre où, il est vrai, la situation réclamait sa présence, tant les barons y étaient las de ses perpétuelles levées d'argent^{p258} en vue d'une guerre lointaine. Pour en finir, Philippe Auguste n'eut désormais qu'à attendre l'occasion que l'impopularité croissante de son adversaire ne pouvait manquer de lui fournir avant longtemps.

Elle s'offrit au début de 1208. Jean Sans-Terre venait alors d'engager avec l'Église, à propos de l'élection du nouvel archevêque de Canterbury, une lutte qui avait aussitôt revêtu un caractère de violence inouïe : s'étant refusé à laisser le pape Innocent III lui imposer, sous prétexte que les voix des électeurs s'étaient partagées, un candidat — le cardinal Étienne Langton — pour qui personne n'avait voté et auquel il n'avait pas donné son agrément, il avait tout de suite été si loin dans la voie des protestations, puis des représailles, qu'Innocent III avait mis le royaume anglais en interdit (23 mars 1208) et qu'une partie du haut clergé, à commencer par l'archevêque

d'York et les évêques de Londres, Ely, Worcester, Hereford, Rochester, avait dû fuir et chercher refuge en France. Les difficultés avec lesquelles Jean Sans-Terre était aux prises de ce chef devenaient inextricables. Isolé dans son royaume, il ne pouvait plus compter sur personne pour le soutenir en Europe : la papauté s'apprêtait à aggraver les mesures arrêtées contre lui en l'excommuniant nommément ; son neveu Otton de Brunswick, pour qui Innocent III s'était prononcé en mars 1201, était ouvertement abandonné depuis novembre 1204 par l'archevêque de Cologne et si bien trahi par tous, sans en excepter son propre frère, le comte palatin Henri, que, de désespoir, il s'était résolu à passer en Angleterre à la fin de 1206 pour s'y procurer des concours financiers ; dans les Pays-Bas, le duc de Brabant et le marquis de Namur s'étaient ralliés à Philippe de Souabe et au roi de France, désormais bien placé, grâce à ses conquêtes, pour acheter le dévouement des petits princes auxquels naguère les Plantagenêts faisaient des ponts d'or.

Jean Sans-Terre était manifestement hors d'état de pourvoir à la défense du Poitou. Philippe Auguste put donc sans risques y aller en mai 1208 reprendre l'œuvre interrompue. Il avait mis le siège devant Thouars, occupé ou réoccupé Mauléon¹⁰⁸ et Parthenay, quand un coup de tonnerre éclata : Philippe de Souabe venait d'être assassiné par le comte palatin de Bavière Otton de Wittelsbach (21 juin). p259

[*Table des matières*](#)

VII. — Le couronnement impérial d'Otton de Brunswick et la formation de la deuxième coalition¹⁰⁹.

L'assassinat de Philippe de Souabe eut pour effet immédiat de modifier encore une fois complètement la situation. Las de tant de luttes stériles, et en l'absence d'un représentant qualifié de la famille des Staufen, les Gibelins se mirent assez vite d'accord avec les Guelfes pour reconnaître Otton. Réélu par acclamation à Francfort, le 11 novembre 1208, dans une assemblée où siégeaient les représentants

¹⁰⁸ Aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre.

¹⁰⁹ [OUVRAGES À CONSULTER](#)

de toute la haute féodalité germanique, et fort de l'appui que le pape Innocent III lui avait donné depuis huit ans, Otton IV partit rapidement pour Rome où il fut couronné empereur le 4 octobre 1209.

Du coup, tout fut changé en Europe. Comme par enchantement, Jean Sans-Terre retrouva du crédit auprès des petits princes des Pays-Bas, désireux de ménager les triomphateurs du jour. Le comte Renaud de Boulogne, qui déjà en 1197 avait donné le signal de la défection, voulut être un des premiers à saluer l'astre naissant : dès l'été de 1211, il négociait avec l'empereur Otton IV, en même temps qu'avec son oncle le roi Jean ; au début de 1212, il leur était définitivement acquis et s'engageait contre de bonnes rentes annuelles à les soutenir jusqu'au bout. Il se faisait même leur recruteur dans les parages de la Meuse et du Rhin et s'employait à leur ménager l'adhésion du nouveau comte de Flandre, Ferrand de Portugal, qu'un mariage avec l'héritière de la province venait tout juste d'amener au pouvoir, mais qui s'était vu, comme entrée de jeu, dépouillé par le fils du roi de France des châtelainies d'Aire et de Saint-Omer. Et déjà sans doute sa trahison était escomptée par l'Angleterre et l'Allemagne en vue d'une invasion de la France du nord, à laquelle les deux puissances se préparaient en secret.

Cette invasion eût peut-être eu lieu dès ce moment si Philippe Auguste et le pape Innocent III n'étaient tombés sur ^{p260} l'heure d'accord pour engager contre l'oncle et le neveu, chacun à sa façon, une guerre acharnée. Car Innocent III, qui en 1209 s'était décidé enfin à frapper Jean Sans-Terre d'une sentence d'excommunication, s'était brouillé aussi avec Otton IV quelques mois à peine après le couronnement impérial parce que le nouvel « Auguste », malgré de belles promesses, avait, en Italie, adopté les revendications des Staufen eux-mêmes. N'avait-il pas poussé l'audace jusqu'à vouloir arracher le royaume de Sicile à Frédéric, ce fils d'Henri VI qu'en 1197, puis en 1208, son jeune âge avait par deux fois fait écarter du trône d'Allemagne ? Le conflit s'était si vite aggravé, qu'Innocent III n'avait pu attendre au delà du 18 novembre 1210 pour excommunier Otton à son tour. Ses intérêts rejoignant ainsi ceux du roi de France, il avait, de concert avec lui, mis aussitôt tout en œuvre pour détruire en Allemagne l'union des Guelfes et des Gibelins et ruiner le crédit d'un prince que naguère il se félicitait d'avoir toujours soutenu, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Invités à tenir pour nuls les serments de fidélité qui les liaient à un roi que la sentence

liaient à un roi que la sentence d'excommunication mettait au ban de la société chrétienne, et travaillés par l'active propagande qui s'exerçait en faveur du descendant direct d'Henri VI, maintenant en âge de grouper des partisans, nombreux étaient les princes gibelins qui s'étaient résolus à dénoncer l'acte d'alliance conclu avec le fils d'Henri le Lion. Au début de 1212, Frédéric, alors dans sa dix-huitième année, était attendu en Allemagne, où le landgrave de Thuringe, le roi de Bohême, les ducs de Bavière et d'Autriche, l'archevêque de Mayence et quelques autres seigneurs des deux ordres, laïque et ecclésiastique, avaient pris officiellement parti pour lui au mois de septembre précédent, cependant qu'en Angleterre un soulèvement des Gallois éclatait à point nommé pour absorber l'attention du roi Jean, déjà en conflit avec son clergé.

Dans ces conditions, ni Otton ni Jean ne purent momentanément donner suite à leurs projets d'offensive combinée, et l'alliance de Philippe Auguste et d'Innocent III parut devoir l'emporter aussitôt. En Allemagne, Frédéric rallia force partisans dès son apparition, à l'automne de 1212, et son autorité s'affermir après qu'il eut été couronné à Mayence, le 9 décembre. En Angleterre, le mois suivant, Innocent III s'étant enhardi à prononcer la déposition de l'excommunié impénitent, on s'attendait à voir débarquer d'un instant à l'autre une armée ^{p261} française, que Philippe Auguste rassemblait en hâte pour aller assurer l'exécution de la sentence. Mais les diplomates veillaient. Le comte de Flandre, enfin gagné à prix d'or, vint en avril 1213 compléter le bloc, désormais presque sans fissure, des princes des Pays-Bas acquis à la coalition anglo-guelfe, et cette défection de la dernière heure inquiéta Philippe Auguste, qui risquait de voir coupées ses communications avec le continent. Il travaillait à déjouer cette menace, quand il apprit brusquement, le 22 mai, que le roi Jean avait, le 15, en échange d'une tardive soumission, obtenu sa réconciliation avec le Saint-Siège, dont, à l'exemple de quelques autres souverains de la chrétienté ¹¹⁰, il s'était ensuite pieusement déclaré le vassal, à charge d'un « service » annuel de mille marcs d'argent. Capitulation humiliante, a-t-on dit : habileté plutôt, car, comme les autres États tenus « en fief » du Saint-Siège, le royaume d'Angleterre était *ipso facto* placé sous la sauvegarde du pape lui-

¹¹⁰ Voir ci-dessous, p. 312.

même, et y toucher devenait un crime contre l'Église. La rage au cœur, Philippe Auguste dut sur l'heure contremander l'expédition prête à partir.

Sa fureur se tourna contre la Flandre, qui fut envahie et conquise avant que Ferrand, désarmé, eût pu recevoir d'Angleterre les secours réclamés d'urgence. Mais la flotte française qui s'était avancée jusqu'à Damme, l'avant-port de Bruges, fut le 30 mai en partie détruite, en partie bloquée par une flotte anglaise. Il fallut se replier et laisser le champ libre à Ferrand. Fin juin, celui-ci avait déjà recouvré une bonne partie de ce que l'invasion de Philippe Auguste lui avait fait perdre d'abord ; et, dès le 31 mai, n'ayant plus le choix des moyens, il avait adhéré sans réserve à la coalition anglo-guelfe, en s'interdisant à l'avance tout traité de paix séparée.

[*Table des matières*](#)

VIII. — Bouvines ¹¹¹.

Pour tenir tête à la nouvelle coalition, plus solidement nouée que celle de 1197, le roi de France ne pouvait guère compter que ^{p262} sur lui-même. La papauté l'avait abandonné, presque trahi ; le duc de Brabant, qui lui était resté longtemps fidèle, pliant sous les attaques du comte de Flandre, finissait, en octobre 1213, par se joindre à ses ennemis ; et l'on ne pouvait faire grand fonds sur Frédéric de Hohenstaufen, dont les progrès s'étaient beaucoup ralentis et qui était alors engagé dans une lutte pénible contre les forces guelfes de l'Allemagne du Nord.

Le Capétien fut sauvé par les retards de ses adversaires, qui lui laissèrent le temps de s'organiser. Ce n'est qu'en février 1214 que Jean Sans-Terre crut pouvoir passer outre à l'opposition systématique du haut baronnage anglais qui se refusait à toute nouvelle expédition sur le continent. Il débarqua à La Rochelle, dans l'espoir d'arracher l'Aquitaine à son ennemi, puis de marcher toutes forces réunies sur Paris, qu'une offensive simultanée d'Otton IV de Brunswick et de ses

¹¹¹ **OUVRAGES À CONSULTER**

alliés de Flandre et des Pays-Bas atteindrait en même temps par le nord. Pris entre ces deux attaques, il ne doutait pas que Philippe Auguste serait écrasé et déjà escomptait le partage de ses dépouilles. Mais l'audace du roi de France réduisit ces projets à néant. Se multipliant, présent partout, en Artois, en Picardie, en Anjou, en Poitou, partout réchauffant les enthousiasmes et organisant la défense, Philippe sut, avec de faibles effectifs, arrêter au nord et au sud la marche menaçante des coalisés : le 2 juillet, à La Roche-aux-Moines (près d'Angers), où son fils Louis mit aisément en déroute l'armée du roi d'Angleterre ; le 27, à Bouvines (au sud-est de Lille), où le roi en personne, après un combat acharné, refoula Otton IV et fit prisonnier les comtes de Flandre et de Boulogne.

Cette bataille mémorable, qui fut le tombeau de la coalition anglo-guelfe, ne valut cependant pas au roi de France un triomphe aussi complet qu'on l'a souvent dit. Épuisé par l'effort fourni, Philippe Auguste dut renoncer à poursuivre en Poitou le roi Jean, qui errait affolé de ville en ville et qu'il eût pu abattre sans grande peine. Au lieu de pousser de l'avant et d'en finir avec les fiefs français du roi d'Angleterre, il accepta d'entrer ^{p263} en négociations et de signer à Chinon, le 18 septembre, une trêve de cinq ans, qui laissait encore une fois tout en suspens et ouvrait la porte à de nouvelles chicanes : jusqu'au milieu du XV^e siècle, la tranquillité de l'Europe allait pâtir de ce que les panégyristes du roi de France appelèrent alors sa « mansuétude ». Grâce à elle, Jean Sans-Terre put tranquillement regagner son royaume, sans rien avoir à sacrifier de ses possessions continentales : l'enchevêtrement des droits féodaux demeura ce qu'il était, et si la victoire de Bouvines rendit définitive la conquête française de la Normandie, du Maine et de l'Anjou, elle ne valut à Philippe Auguste aucun progrès nouveau dans cette Aquitaine où la mobilité des seigneurs, pris entre deux suzerains, rendait bien instables ses succès de naguère.

Du côté de l'Allemagne, Bouvines eut pour résultat immédiat la chute d'Otton IV. Le fils d'Henri VI n'eut qu'à se montrer dans les Pays-Bas pour y recevoir, fin août, la soumission du duc de Limbourg et celle du duc de Brabant, assez penaud d'avoir si mal choisi son moment pour passer dans le camp anglo-guelfe ; à Aix-la-Chapelle et à Cologne, le Hohenstaufen dut lutter jusqu'au début de l'été 1215, mais cette année-là vit son triomphe définitif. Il ne resta à Otton

d'autre ressource que d'aller mourir, inoffensif et obscur, dans ses domaines de Brunswick (1218). Mais aux frontières franco-allemandes, le problème des rapports féodaux demeurait intact, tout comme aux frontières anglo-françaises. Du point de vue « international », la grande guerre d'Occident se terminait sans que rien eût été fait pour éclaircir l'horizon politique. p264

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE PREMIER.

La grande guerre d'Occident.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Il n'existe pas de livre embrassant d'ensemble l'histoire diplomatique et militaire de l'Occident durant la période envisagée ici. L'ouvrage essentiel est celui d'A. Cartellieri. *Philipp II August, König von Frankreich* (Leipzig, 1899-1922, 4 vol. in-8°, le 4^e en deux parties), histoire strictement chronologique du règne de Philippe Auguste, avec de copieuses bibliographies. Y joindre, à la fois pour la France et l'Angleterre, Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale* et *L'essor des États d'Occident* cités p. 159 ; — plus spécialement pour la France, A. Luchaire, *Louis VII, Philippe Auguste, Louis VIII*, t. III, 1^{re} partie, de l'*Histoire de France* publ. par É. Laisné (Paris, 1901, in-8°) ; — pour l'Angleterre, les trois ouvrages suivants de Kate Norgate : *England under the Angevin kings* (Londres, 1887, 2 vol. in-8°), t. II ; *Richard the Lion Heart* (Londres, 1924, in-8°) ; *John Lackland* (Londres, 1902, in-8°) ; se reporter, d'autre part, aux grandes histoires d'Angleterre citées p. 159 (volumes d'Adams, Davis et Ramsay) ; — pour l'Allemagne, les livres, cités p. 129, d'É. Jordan, *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles*, de K. Hampe, *Deutsche Kaisergeschichte*, et le *Gebhardt's Handbuch der deutschen Geschichte* ; en outre, l'étude encore utile de P. Scheffer-Boichorst, *Deutschland und Philipp II August von Frankreich in den Jahren 1180-1214*, dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. VIII (1868), p. 467-562, article recueilli dans P. Scheffer-Boichorst, *Gesammelte Schriften*, t. II (Berlin 1905, in-8°, fasc. 43 des « Historische Studien » publ. par Ebering), p. 1-125 ; — pour les Pays-Bas, H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (Bruxelles, 1900, in-8° ; 5^e éd. remaniée, 1929).

I. L'instabilité des rapports internationaux en Occident au temps de la troisième croisade.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres d'ensemble indiqués à la note précédente, ajouter W. Kienast, *Die deutschen Fürsten im Dienste der West-mächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich*, t. I (Utrecht, Leipzig et Munich, 1924, in-8°, de la collection des « Bijdragen van het Instituut voor middeleeuwse Geschiedenis der Rijks-Universiteit te Utrecht », publ. par O. Opermann) ; J. Johnen, *Philipp von Elsass, Graf von Flandern*, cité p. 179 ; L. König, *Die Politik des Grafen Balduin V von Hennegau. Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen gegen Ende des 12. Jahrhunderts*, dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique*, t. LXXIV (1905), p. 195-428, et à part (Bruxelles, 1905, in-8°). —

LXXIV (1905), p. 195-428, et à part (Bruxelles, 1905, in-8°). — Sur les rapports de Philippe Auguste avec l'Empire, voir aussi P. Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne, 1138S-1378* (Paris, 1891, in-8°).

II. L'affaire de la succession de Flandre.

OUVRAGES À CONSULTER. — Au *Philipp II August* d'A. Cartellieri et aux autres livres d'ensemble indiqués p. 233, joindre Borrelli de Serres, *La réunion des provinces septentrionales à la couronne par Philippe Auguste. Amiénois, Artois, Vermandois. Valois* (Paris, 1890, in-8°) ; les études de J. Johnen et L. König, citées p. 234, sur Philippe d'Alsace et Baudouin V de Hainaut ; G. Smets, *Henri I^{er} duc de Brabant, 1190-1235* (Bruxelles. 1908, in-8°).

III. La captivité de Richard Cœur-de-Lion et la révolte guelfe en Allemagne (1192-1194).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres d'ensemble cités p. 233, joindre celui de W. Kienast, cité p. 234 ; A. Schreiber, *Drei Beiträge zur Geschichte der deutschen Gefangenschaft des Königs Richard Löwenherz*, dans la *Historische Vierteljahrschrift*, t. XXVI (1931), p. 268-294 ; H. Toeche, *Kaiser Heinrich VI* (Leipzig, 1867, in-8°, de la série des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » de l'Académie de Bavière), vieilli ; J. Haller, *Kaiser Heinrich VI*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CXI II (1914), p. 473-504 ; du même, *Heinrich VI und die römische Kirche*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXXV (1914), p. 385-454 et 545-669 ; Hermann Bloch, *Forschungen zur Politik Kaiser Heinrichs VI in den Jahren 1191-1194* (Berlin, 1892, in-8°) ; — sur l'intervention d'Henri VI dans l'Italie du Sud, F. Chalandon, *Histoire de la domination normande*, citée p. 47 (le t. II) ; — sur les rapports avec Henri le Lion, les ouvrages et articles cités p. 155.

IV. La lutte de Philippe Auguste et de Richard Cœur-de-Lion (1193-1196). La première coalition.

OUVRAGES À CONSULTER. — Au *Philipp II August* d'A. Cartellieri et aux autres livres d'ensemble cités p. 433, joindre ceux de Kienast et de Smets, cités p. 234 et 240 ; l'étude de G. Dept, *Les influences anglaise et française dans le comté de Flandre au début du XIII^e siècle* (Gand et Paris, 1928, in-8°, fasc. 59 du « Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres » de Gand) ; H. Malo, *Un grand feudataire : Renaud de Dammartin et la coalition de Bouvines* (Paris, 1898, in-8°), en tenant compte des réserves faites par Ch. Petit-Dutaillis, dans le *Moyen âge*, 2^e série, t. XII (1899), p. 356-361 ; F. M. Powicke, *The loss of Normandy, 1189-1204. Studies in the history of the Angevin Empire* (Manchester, 1913, in-8°, vol. 16 des « Publications of the University of Manchester, Historical séries ») ; — sur les événements

d'Allemagne, E. Jordan, au t. IV de l'*Histoire générale* de G. Glotz, cité p. 129 ; sur Henri VI en particulier, aux ouvrages cités p. 243, joindre E. Pereis, *Der Erbreichsplan Heinrichs VI* (Berlin, 1927, 103 p. in-8°), et Th. C. Van Cleve, *Markward of Anweiler and the Sicilian regency* (Princeton et Oxford, 1937, in-8°), chap. III ; sur Philippe de Souabe et Otton IV, E. Winkelmann, *Philipp von Schwaben und Otto IV von Braunschweig* (Leipzig, 1873-1878, 2 vol. in-8°, de la série des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » de l'Académie de Bavière) ; A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. IV (Leipzig, 1903, in-8° ; 3^e-4^e éd., 1913) ; — sur le rôle d'Innocent III, voir plus loin, chap. III.

V. La rupture de la coalition (1199-1200).

OUVRAGES À CONSULTER. — Au *Philipp II August* d'A. Cartellieri et aux autres livres d'ensemble cités p. 233, joindre ceux de Kienast, Malo, Powicke, Winkelmann, cités p. 234 et 248.

VI. La confiscation des fiefs français de Jean Sans-Terre.

OUVRAGES À CONSULTER. — Au *Philipp II August* d'A. Cartellieri, au *John Lackland* de Kate Norgate, et aux autres livres d'ensemble cités p. 233, joindre F. M. Powicke, *The loss of Normandy*, cité p. 248 ; Ch. Bémont, *De Johanne cognomine « Sine Terra », Angliae rege, Lutetiae Parisiorum anno 1202 condemnato* (Paris, 1884, in-8°), édition française : *De la condamnation de Jean Sans Terre par la cour des pairs de France en 1202*, dans la *Revue historique*, t. XXXII (1886), p. 33-72 et 290-311, qui a été le point de départ d'une longue série de recherches critiques. On trouvera un bon état de la question et une remarquable mise au point dans l'étude de Ch. Petit-Dutaillis. *Le déshéritement de Jean Sans Terre et le meurtre d'Arthur de Bretagne. Étude critique sur la formation et la fortune d'une légende*, dans la *Revue historique*, t. CXLVII (1924), p. 161-203, et t. CXLVIII (1925), p. 1-62, et à part (Paris, 1925, in-8°) ; du même, *Le roi Jean et Shakespeare* (Paris, 1944, in-16). — Sur les affaires ecclésiastiques en Angleterre, voir Else Gütschow, *Innocenz III und England* (Munich, et Berlin 1904, in-8°, fasc. 18 de la « Historische Bibliothek ») ; F. M. Powicke, *Stephen Langton* (Oxford, 1928, in-8°).

VII. Le couronnement impérial d'Otton de Brunswick et la formation de la deuxième coalition.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres d'ensemble indiqués p. 233 (spécialement É. Jordan, au t. IV de l'*Hisloire générale* de G. Glotz, la *Deutsche Kaisergeschichte* de K. Hampe et le *Gebhardts Handbuch*), joindre E. Winkelmann, *Philipp von Schwaben und Otto IV*, cité p. 248 ; A. Hauck, *Kirchen-geschichte Deutschlands*, t. IV (cité p. 248) ; A. Luchaire, *Innocent III. La papauté et l'Empire* (Paris, 1906, in-12) ; W. Kienast, *Die deutschen*

pauté et l'Empire (Paris, 1906, in-12) ; W. Kienast, *Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte*, cité p. 234 ; G. Dept, *Les influences anglaise et française dans le comté de Flandre*, et H. Malo, *Renaud de Dammartin*, cités p. 248 ; L. Pabst, *Die äussere Politik der Grafschaft Flandern unter Ferrand von Portugal, 1212-1233*, dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique*, t. LXXX (1911), p. 51-214, et à part (Bruxelles, 1911, in-8°).

VIII. Bouvines.

OUVRAGES À CONSULTER. — Au *Philipp II August* d'A. Cartellieri et aux autres livres d'ensemble (en particulier celui d'A. Luchaire) cités p. 233, joindre les ouvrages de Winkelmann, H. Malo et L. Pabst, indiqués p. 260 ; en outre, E. Winkelmann, *Kaiser Friedrich II* (Leipzig, 1889-1897, 2 vol. in-8°, de la série des « Jahrbücher der deutschen Geschichte »), t. I. Sur la bataille de Bouvines, G. Köhler, *Die Entwicklung des Kriegswesens und der Kriegführung in der Ritterzeit* (Breslau, 1889-1890, 2 vol. in 8°), t. I, p. 117-158 ; H. Delpech, *La tactique au XIII^e siècle* (Paris, 1886, 2 vol. in-8°), t. I, p. 1-175 ; C. Ballhausen, *Die Schlacht bei Bouvines, 27 Juli 1214* (Iéna, 1907, 119 p. in-8°) ; A. Hadengue, *Bouvines, victoire créatrice* (Paris, 1935, in-16) ; F. Lot, *L'art militaire et les armées au moyen âge* (Paris, 1947, 2 vol. in-8°), t. I, p. 217-235. Sur le recrutement de l'armée de Philippe Auguste, voir E. Audouin, *Essai sur l'armée royale au temps de Philippe Auguste* (Paris, 1913, in-8°).

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre II

La conquête de l'empire byzantin par les Occidentaux¹¹².

Pas plus que l'essor des grandes puissances occidentales, la résurrection de l'empire byzantin n'avait été sans heurter de nombreux intérêts et sans barrer la route à bien des ambitions rivales. Il y avait même dans le cas de Byzance une aggravation : son nom seul évoquait un long passé de grandeur, dont, les uns après les autres, tous les souverains de Constantinople — la « Nouvelle Rome » — avaient été les prisonniers et qui, chaque fois qu'ils avaient retrouvé des forces, les avait poussés à adopter, en Europe comme en Asie, une politique de revendications de moins en moins tolérables pour leurs voisins. Les Comnène n'avaient point fait exception à la règle et, tant sur les côtes italiennes de l'Adriatique que sur le Danube ou en Syrie, tant dans leurs rapports avec les empereurs germaniques que dans leur politique envers les rois normands de l'Italie du Sud ou les chefs des États latins du Levant, ils s'étaient conduits avec une telle intransigeance qu'ils avaient ligué contre eux la majorité des Occidentaux. L'empereur Manuel avait même été, dans les dernières années de son règne, jusqu'à étaler avec une dangereuse imprudence la chimérique prétention de reconstituer à son profit l'unité du vieux monde « romain », au risque de s'aliéner pour toujours les esprits en Italie et en Allemagne ; et, quoiqu'il eût affiché en même temps le désir de mettre un terme au divorce des deux Églises, catholique et byzantine, consommé officiellement depuis le ^{p265} milieu du XI^e siècle, ses perpétuels empiétements n'avaient pu qu'attiser les haines accumulées en Occident contre les schismatiques du Bosphore, à qui

¹¹² [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

les moins passionnés reprochaient d'avoir sans cesse trahi la cause de la croisade. Tôt ou tard, à l'Orient de l'Europe, comme dans les pays riverains de l'Atlantique et de la mer du Nord, un choc semblait inévitable. Il fut précipité par la politique, elle-même envahissante, de quelques-uns des États occidentaux avec lesquels Byzance était régulièrement en contact.

[*Table des matières*](#)

I. — La politique sicilienne et les visées des Occidentaux sur l'Orient byzantin ¹¹³.

Dès la formation de l'État normand, les souverains de l'Italie méridionale avaient fait de la conquête de l'Épire et des régions grecques du voisinage un article essentiel de leur programme. Il leur était apparu qu'un empire byzantin disposant de Corfou, de Valona et de Durazzo, où il ne se trouvait séparé de Bari, de Brindisi et d'Otrante que par un bras de mer, constituait pour eux un risque de tous les instants ; et ce risque s'était révélé d'autant plus redoutable que les populations profondément hellénisées sur lesquelles ils avaient étendu leur pouvoir avaient en mainte région conservé des sentiments favorables à leurs maîtres de la veille. Ils avaient donc attaqué pour se défendre, chaque fois qu'ils l'avaient pu. On n'a pas oublié les tentatives répétées de Robert Guiscard et de ses fils pour s'installer dans la péninsule balkanique et, par la Macédoine, s'ouvrir un chemin jusqu'à Constantinople. Le manque de cohésion de l'État normand à ses débuts, puis la faiblesse des deux premiers successeurs de Guiscard en Italie, les ducs Roger I^{er} (1085-1111) et Guillaume I^{er} (1111-1127), son fils et son petit-fils, avaient permis à Alexis Comnène de parer le coup. Mais, avec le neveu de Robert Guiscard, Roger II, le danger était devenu pressant.

Curieuse figure que celle de ce prince ambitieux et rusé, qui, ^{p266} de simple comte de Sicile qu'il était d'abord, comme héritier de son père le comte, Roger I^{er}, frère de Robert Guiscard, sut profiter de la mort de son cousin le duc Guillaume I^{er} pour s'emparer de l'Italie méridionale (1127), former un bloc de tous les territoires normands du sud, troquer, avec l'approbation du pape, son titre de duc contre celui de

¹¹³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

roi (1130), et qui fut le véritable créateur de l'État sicilien. Il voulut plus : il rêva de mettre l'empire grec en tutelle et d'être un jour l'arbitre de la Méditerranée orientale. Installé à Malte, ayant pris pied dans l'Afrique du Nord, n'ayant pas renoncé à faire valoir ses droits sur Antioche, comme héritier du premier prince, son cousin Bohémond, autre fils de Robert Guiscard, disposant d'une excellente marine de guerre, bien outillée, bien entraînée, il eût pu, en 1147, servir utilement la cause de la deuxième croisade : il s'en désintéressa dès qu'il eut compris qu'il n'arriverait pas à l'accaparer, et, sans scrupules, tandis que l'empereur Manuel était occupé à surveiller le passage des croisés en Asie, il se jeta sur Corfou, y mit garnison et dirigea contre les principales villes de Grèce, et jusque dans les eaux de Constantinople, une série d'expéditions de reconnaissance et de pillages en vue de la grande attaque ¹¹⁴.

Aussitôt connu l'échec de la croisade, il eut l'imprudence de se poser en champion de l'idée de revanche, mais d'une revanche moins contre les Infidèles que contre les Byzantins, cause première de tous les malheurs. Pour en finir avec les traîtres du Bosphore, la chrétienté d'Occident devait se liguer et, naturellement, il offrait à la coalition le concours de son expérience et de sa puissante flotte. Cette sainte ligue, à la préparation de laquelle Roger fut assez habile pour gagner le roi de France, l'abbé Suger, saint Bernard et quelques-uns des prélats et des princes les plus en vue de la chrétienté, ne put, il est vrai, se constituer ; le roi de Sicile ne fut même pas assez fort pour se maintenir à Corfou, où les troupes de l'empereur Manuel rentrèrent en 1149 ; mais ce premier projet d'union de l'Occident latin contre l'Orient byzantin hanta désormais les esprits.

Les complications de la politique occidentale, la mort de Roger II (1154), la faiblesse de son fils, le roi Guillaume I^{er}, qui fournit à l'empereur Manuel l'occasion d'envahir à son tour l'État normand (1155-1156) et d'y encourager les habitants à la révolte, enfin la minorité de Guillaume II, fils de Guillaume I^{er} († 1166), ^{p267} avaient valu depuis lors à l'empire byzantin une longue période de répit. Mais, dans le dernier tiers du XII^e siècle, les vieilles ambitions s'étaient réveillées. Une fois majeur, Guillaume II avait repris avec un redoublement d'ardeur la pensée de son grand-père Roger II : après

¹¹⁴ Voir p. 201.

trois campagnes malheureuses pour s'emparer des bouches du Nil (1174, 1175, 1177), dont la possession lui eût assuré une situation prépondérante dans la Méditerranée orientale, il avait mis à profit les désordres consécutifs à la mort de Manuel Comnène (1180) pour tenter un coup de force contre l'empire byzantin ; et peut-être eût-il pu entrer à Constantinople en 1185, si, maîtresses de Durazzo, en juin de cette année, puis de Salonique en août, ses troupes de terre n'avaient essuyé en septembre, sur la Strouma, une défaite qui les empêcha au dernier moment de rejoindre, sous les remparts de la capitale, une flotte puissante prête à seconder par mer leur attaque.

Sans la disparition de la descendance de Robert Guiscard en 1189, on eût pu craindre pour Byzance dès ce moment une catastrophe irréparable. Car la solide armature que les Alexis, les Jean, les Manuel Comnène avaient donnée à l'Empire était brisée. Le cousin du dernier empereur, Andronic Comnène, qui se saisit du pouvoir en 1183 aux dépens de l'impératrice-régente Marie d'Antioche, veuve de Manuel, et de l'héritier légitime, Alexis II, trop jeune pour régner, fut renversé par une émeute au moment de la menace normande sur Constantinople et remplacé par un incapable, Isaac l'Ange, dont le règne néfaste ne devait être brusquement interrompu dix ans après que pour faire place à celui de son frère Alexis l'Ange, plus incapable encore. Il faut se rappeler les guerres qui déchiraient l'Occident, l'aventure de la troisième croisade, la mort de Frédéric Barberousse et les difficultés auxquelles se heurta son successeur Henri VI à son avènement, tant en Allemagne qu'en Italie, pour s'expliquer que nul n'ait ressuscité alors les projets de Guillaume II.

Mais, à peine consolidé sur le trône impérial, à peine en possession, malgré bien des luttes, de la couronne sicilienne, que son père avait su lui ménager en le mariant à la fille et héritière du roi Guillaume II, Henri VI prépara fébrilement une grande attaque contre Byzance, dans l'espoir à peine voilé de réduire l'Empire d'Orient à la condition d'un État vassal, peut-être même de ressusciter au profit de l'Occident cette unité impériale que tant de princes byzantins — et Manuel encore quelques ^{p268} années plus tôt — avaient caressé le rêve chimérique de refaire au profit de l'Orient. Après avoir vainement invité Alexis l'Ange, sur un ton qui scandalisa la cour byzantine, à fournir des vaisseaux pour le ravitaillement de la Terre Sainte, après l'avoir vainement sommé de verser un lourd tribut annuel, il était à la

veille d'en venir aux actes décisifs : le 31 mars 1195, il avait en grande pompe pris la croix à Bari et manifesté son intention d'aller d'un seul coup régler la question d'Orient ; il avait reçu l'hommage du roi « franc » établi à Chypre depuis la troisième croisade et du roi arménien de Cilicie (la « Petite Arménie ») ; ayant en personne présidé aux enrôlements et aux départs des premiers chevaliers d'Allemagne envoyés directement en Syrie, il était prêt à s'embarquer avec une forte armée à destination du Bosphore, quand la fièvre, puis la mort le terrassèrent (septembre 1197), comme si, à l'heure décisive, le destin voulait donner à Byzance une suprême chance de salut.

[*Table des matières*](#)

II. — La mainmise des Vénitiens sur le commerce byzantin ¹¹⁵.

Mais l'espoir d'échapper à l'ambition des Occidentaux était pour Byzance d'autant plus réduit qu'à l'esprit de domination politique s'ajoutait chez certains un ardent désir de mainmise économique. L'empire byzantin était riche, d'une richesse devenue proverbiale, et qu'en Occident on avait tendance à exagérer. Les « Latins », déclare un des chroniqueurs les mieux informés de ce temps, le Grec Nicétas, « comparent nos provinces au Paradis et brûlent de venir s'y enrichir à nos dépens ». Cela était vrai surtout des Vénitiens, dont les efforts tendaient depuis deux siècles à s'y créer une situation privilégiée.

D'abord sujette, puis vassale de Byzance, Venise s'en était tout à fait affranchie au cours des IX^e et X^e siècles, et, grâce à sa position exceptionnelle au débouché des grandes routes du Pô_{p269} et des Alpes, avait peu à peu accaparé la majeure partie du commerce d'échange entre l'Empire d'Orient et les pays d'Occident. La richesse que ce trafic lui avait apportée, avait été le fondement de sa puissance politique. Dès le début du XI^e siècle, elle commençait à rayonner sur les pays voisins des côtes adriatiques, en particulier sur l'Istrie et la Dalmatie, qu'elle tentait déjà de disputer par la force des armes aux Byzantins, aux Slaves, bientôt aux Hongrois. Son chef, le « doge » (*dux*), qui théoriquement continuait la lignée des anciens « ducs »

¹¹⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

byzantins, avait fini par n'être plus que le représentant élu de la classe avide et ambitieuse de ses gros négociants et de ses armateurs ; et ceux-ci, mis en goût par les premières croisades et les immenses profits qu'avec les Génois et les Pisans, leurs rivaux, ils en avaient retirés, n'avaient pas tardé à rêver d'une hégémonie maritime et commerciale qui aurait fait d'eux, au point de vue économique, les maîtres de l'Adriatique, des pays qui la bordent, puis de toute la péninsule des Balkans.

Déjà, en 1082, les Vénitiens avaient obtenu de l'empereur Alexis Comnène, que les attaques des Normands d'Italie obligeaient vers cette époque à se ménager des alliés, des avantages considérables dans les places de commerce et les ports byzantins : exempts du contrôle tatillon des autorités impériales, exonérés du paiement des lourds droits d'entrée et de sortie, ainsi que des impôts levés sur leurs concurrents étrangers, ils purent alors sans peine se créer, en l'espace de quelques années, sur tous les marchés de l'Empire d'Orient, spécialement dans la capitale et au voisinage de la mer Égée, une situation hors de pair, qu'on les vit s'appliquer, pendant la première moitié du XII^e siècle, à défendre avec un soin jaloux contre leurs rivaux génois et pisans. En vain les successeurs d'Alexis Comnène essayèrent-ils d'empêcher cette mainmise commerciale de dégénérer en une véritable tutelle, d'autant plus inquiétante que la marine byzantine, jadis la première du monde, n'était plus que l'ombre d'elle-même. Pour faire pièce aux Vénitiens, l'empereur Jean Comnène eut l'idée malencontreuse de s'entendre à leurs dépens avec les Hongrois, ce qui lui valut en 1124, à titre d'avertissement, une vigoureuse attaque contre Rhodes, les Sporades, les Cyclades et les côtes de Morée. Il insista d'autant moins qu'au fond, l'alliance vénitienne lui était alors indispensable pour tenir tête aux Normands d'Italie et de Sicile. Forts de cette nécessité, les Vénitiens surent très habilement soutirer à l'empereur Jean, puis, en 1148, à son successeur ^{p270} Manuel des concessions supplémentaires, entre autres un agrandissement du quartier et des quais dont ils disposaient à Constantinople et l'ouverture en franchise de places de commerce nouvelles.

A continuer ainsi, on marchait droit vers un asservissement économique de l'Empire aux armateurs vénitiens : idée intolérable à un homme de la trempe de Manuel Comnène. Aussi l'échec de la grande attaque du roi de Sicile Roger II, puis sa mort (1154), suivie de

l'abaissement momentané de l'État normand, lui ayant rendu sa liberté de mouvements, il en profita sur-le-champ pour miner la position de ces hôtes indiscrets. Il leur opposa leurs concurrents génois, à qui il octroya des privilèges de nature à rendre les leurs illusoires, puis, quand il fut sûr de lui, se décida crânement à frapper un coup décisif : l'arrestation en masse de tous les négociants vénitiens et la confiscation de leurs biens (12 mars 1171). Le doge Vitale Michiele eut beau prendre en personne le commandement d'une grande flotte destinée, comme en 1124, à dompter les Grecs, la fureur vénitienne vint cette fois se briser contre la stoïque résistance de l'empereur. Il y eut quelques scènes de pillages sur les côtes de Morée et dans l'Archipel, mais la flotte vénitienne fut décimée, ses équipages succombèrent aux épidémies et, au lieu du triomphe escompté, Vitale Michiele ne trouva en rentrant (mai 1172), après huit grands mois d'absence, que le déshonneur, la ruine et une population ameutée, qui lui fit payer de la vie son lamentable échec.

En 1182 enfin, à peine remise de ces secousses, Venise, et avec elle ses concurrents pisans et génois subissaient un coup plus rude encore. Pour s'être compromis par une indiscrète intervention dans les affaires intérieures de l'Empire, au lendemain de la mort de Manuel, les « Latins » de Constantinople furent brusquement, tous en bloc, les victimes d'une explosion de haine populaire, savamment attisée par l'ambitieux Andronic Comnène : leurs magasins, leurs docks, leurs maisons furent livrés au pillage ; ils furent traqués, égorgés ; seuls ceux qui purent se réfugier à temps sur les vaisseaux amarrés le long de la Corne d'Or échappèrent au massacre.

Vingt ans après, le souvenir de ces scènes d'horreur restait presque aussi vivace qu'au premier jour, et le désastre commercial qui en avait été la suite était loin d'être réparé. Venise réclamait vengeance avec d'autant plus d'aigreur que partout à la fois son ambition était tenue en échec : sur les côtes dalmates, ^{p271} où les Hongrois l'avaient délogée de la plupart de ses possessions ; dans l'Adriatique, dont les maîtres successifs du royaume de Sicile s'étaient, de connivence avec les Pisans, appliqués à lui fermer l'issue ; dans l'empire byzantin enfin, dont les marchés ne se rouvraient que péniblement à son commerce et où, malgré les promesses de réparations faites successivement par Isaac l'Ange, puis son par frère Alexis, elle demeurait créancière de sommes considérables. Le gouvernement impérial, à bout de ressources, en ajournait sans cesse le paiement ; et,

ces, en ajournait sans cesse le paiement ; et, au surplus, Alexis l'Ange ne cherchait, de toute évidence, qu'à jouer des « Latins » les uns contre les autres, en les flattant tour à tour et en leur retirant d'une main ce qu'il leur accordait de l'autre.

A tout prix, le nouveau doge, Henri Dandolo — un vieillard presque octogénaire, mais merveilleux de lucide volonté et d'énergie entreprenante, — était résolu à mettre un terme à cette duperie et à prendre, dès la première occasion, l'éclatante revanche qu'avec ses compatriotes réclamaient presque tous les « Latins » ruinés en 1182, sans en excepter ni les Génois, aussi peu satisfaits que leurs concurrents des réparations obtenues ; ni les Français, ni les Allemands, peu nombreux il est vrai, mais sur les biens desquels Isaac l'Ange avait cru habile de faire main basse pour indemniser les Vénitiens. Sauf peut-être les Pisans, momentanément favorisés aux dépens de tous les autres, c'était à qui crierait le plus fort contre un gouvernement aussi incapable de maintenir l'ordre nécessaire aux opérations commerciales que de respecter les engagements conclus.

A la poussée des ambitions politiques le désir de sauvegarder les intérêts du grand commerce européen venait ainsi s'ajouter, pour rendre inévitable une intervention directe des Occidentaux dans les affaires de l'empire byzantin.

[*Table des matières*](#)

III. — La désagrégation de l'empire byzantin. La renaissance de la Serbie et de la Bulgarie ¹¹⁶.

Les circonstances, à cette époque, étaient particulièrement favorables. Les révoltes étaient allées se multipliant dans l'Empire. ^{p272} Les unes après les autres, les provinces avaient accueilli des usurpateurs, dont le gouvernement de Byzance avait eu de plus en plus de peine à triompher. Chypre même s'était tout à fait détachée dès le temps d'Andronic Comnène pour se donner à un certain Isaac, qui était ou se disait neveu de l'empereur. Puis l'île avait été conquise en 1191 par Richard Cœur-de-Lion et était restée dès lors aux mains des « Latins ». Mais ce qui aggravait encore la situation, c'est que,

¹¹⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

dans la péninsule des Balkans, dernier bastion de la puissance byzantine, les peuples slaves ou slavisés, qu'au prix de luttes incessantes les empereurs précédents étaient parvenus à mater ou à refouler dans les montagnes, avaient relevé la tête et, forts de leur nombre et de la désorganisation de l'armée impériale, affirmaient de nouveau avec succès leur droit à l'indépendance.

Même sous le gouvernement autoritaire de Manuel Comnène, la preuve avait été faite que l'idée d'un bloc balkanique byzantin ne correspondait plus à la réalité et que le risque d'un affranchissement des provinces du nord et du nord-ouest, où la population grecque avait fini par être noyée au milieu de populations étrangères, ne pouvait plus être conjuré que par une surveillance de tous les instants. Il n'y avait pas dix ans qu'un des petits princes ou *joupan* serbes, Étienne Némania, qui dominait dans le district ou *joupa* de Rascie (pays de Ras ou Novi-Bazar), avait failli par un coup d'audace « rassembler » toutes les terres slaves, de la vallée du Lim aux côtes de l'Adriatique. Une rapide intervention de l'empereur avait eu pour résultat de lui arracher ses conquêtes et de reculer encore l'échéance fatale (1172). Mais, Manuel mort, qui donc était capable de poursuivre ce jeu difficile ?

A peine avait-il fermé les yeux que partout, dans le nord de la péninsule, Serbes et Bulgares bousculaient les garnisons byzantines, appelaient leurs frères à l'indépendance, s'avançaient vers les riches vallées du sud et les côtes, dont il avait fallu tant de guerres pour leur interdire l'accès. Avec eux se ruaient les Hongrois, pareillement avides de rompre enfin les barrages qui leur avaient jusqu'alors obstinément fermé les routes du Danube et de l'Adriatique ; avec eux aussi les Vlaques ou Valaques du Balkan, rude peuplade de montagnards belliqueux, ^{p273} apparentés sans doute aux Valaques septentrionaux, les Roumains, qu'un siècle et demi après l'histoire trouvera installés dans les plaines de Valachie et de Moldavie. Et, sous cette poussée irrésistible, les faibles gouvernements qui se succédèrent à Byzance après la mort de Manuel étaient tout de suite débordés.

Entraînés par Étienne Némania et appuyés par les Hongrois du roi Béla III, qui, à ce même moment, se jetaient sur Belgrade, les Serbes de Rascie se rendirent maîtres rapidement de la vallée de la Morava (1183), puis de la Dioclée (le Monténégro) et des côtes adriatiques depuis le golfe du Drin jusqu'aux bouches de Gattaro. Devant ces

succès faciles, les Bulgares et les Valaques du Balkan, désormais si étroitement unis que les chroniqueurs byzantins ne distinguent plus entre eux, s'élancèrent ensemble à la reconquête et à la délivrance de la plaine de Mésie, entre le Balkan et le Danube (1185-1186). A leur tête étaient deux chefs, dont on ne sait trop s'ils étaient Valaques ou Bulgares, les frères Pierre et Assên. Renforcés bientôt d'éléments barbares venus des steppes de Russie et appartenant surtout aux hordes nomades des Coumans, les troupes bulgaro-valaques élargirent peu à peu leurs gains, semèrent la terreur au sud du Balkan, allèrent saccager les villes de la Thrace septentrionale, y harceler les Impériaux, leur disputer les abords de la Maritsa. Peu après (1190), Étienne Némania, poussant vers le sud-est, arrachait à la domination byzantine la plaine fameuse de Kosovo où, deux siècles plus tard, devaient se jouer contre les Turcs les destinées de la Serbie ; puis, rejetant sur Uskub (Skoplié) les armées de l'empereur, il annexait à son royaume naissant toutes les terres slaves comprises entre la Morava « bulgare », les Alpes albanaises, le Char-Dagh et l'embouchure du Drin.

La Macédoine elle-même fut emportée dans le tourbillon. Dès 1195, Pierre et Assên, les conquérants de la Mésie, atteignirent au sud de Sardique (Sofia) la vallée de la Strouma, qu'ils descendirent jusqu'à Serès. Par la trouée ainsi faite, les bandes valaques et bulgares se répandirent dans le nord de la Macédoine, où un de leurs chefs s'empara de la région de Stroumitza qui lui assura le contrôle des deux vallées du Vardar et de la Strouma et lui ouvrit la route de Salonique (1198 ou 1199). En même temps, à l'ouest, il progressa au delà du Vardar et de la Tchernia et occupa la plaine de Prilep et de Monastir, tandis que, malgré l'assassinat coup sur coup des deux frères Pierre et ^{p274} Assên, les Valaques et les Bulgares des Balkans se frayaient un chemin jusqu'à Rodosto, sur la mer de Marmara, et menaçaient Constantinople.

Ainsi, à l'aube du XIII^e siècle, la poussée slave et bulgare était devenue irrésistible. En 1200, l'empereur Alexis l'Ange réussissait bien, à force de diplomatie, à dégager la *via Egnatia*, la grande voie de communication entre l'Adriatique et Byzance, qu'avait coupée la prise de Monastir par les Bulgares ; il parvenait même à faire évacuer toute la Macédoine et la majeure partie de la Thrace ; mais il était trop tard pour empêcher la constitution d'une Serbie et d'une Bulgarie autonomes. Jean ou Kalojan, appelé aussi Johannitza, frère cadet et

tonomes. Jean ou Kalojan, appelé aussi Johannitza, frère cadet et successeur de Pierre et d'Assên, qui, pour mieux marquer son affranchissement de Byzance, se réclamera de l'Église d'Occident, sera reconnu roi des Bulgares en 1204 par le pape Innocent III, et treize ans après (1217) le *joupan* Étienne I^{er}, fils d'Étienne Némania, obtiendra d'Honorius III, dans les mêmes conditions, la couronne royale de Serbie.

On peut donc dire, que dès le début du XIII^e siècle, l'empire byzantin était expulsé de tout le nord et de tout le nord-ouest de la péninsule balkanique. Si réduit déjà en Asie, où les Turcs avaient profité des circonstances pour ressaisir une notable portion du terrain que Jean et Manuel Comnène leur avaient péniblement disputé, il ne se maintenait plus en Europe qu'en livrant bataille d'une façon continue, non seulement aux Normands de Sicile et à leurs héritiers ou aux autres ennemis du dehors, mais à ces ennemis du dedans que constituaient les peuples étrangers en voie d'affranchissement sur une grande partie de son sol.

[*Table des matières*](#)

IV. — L'afflux des « Latins » dans l'empire d'Orient avant la quatrième croisade ¹¹⁷.

Dans les contrées les plus profondément grecques, la ruine de l'activité économique des habitants, après les guerres de défense ^{p275} ou de magnificence imposées soit par la nécessité, soit par l'ambition des empereurs, avait laissé le champ libre aux brasseurs d'affaires, accourus de tous les points de l'horizon, spécialement d'Italie, à leurs courtiers, à leurs commis, à tous ces chercheurs d'argent, à tous ces aventuriers qui s'abattent sur un pays dès qu'il s'avère incapable de se mettre lui-même en valeur.

Constantinople avait toujours été une ville cosmopolite ; mais, à force d'y accroître l'étendue des « concessions » étrangères qui, comme on l'a revu de nos jours dans le lointain Orient, comprenaient des rues entières et des quartiers échappant à l'administration et à la juridiction impériales, les Comnène avaient inconsciemment sapé

¹¹⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

dans leur capitale même les bases de leur pouvoir. Les visiteurs de la seconde moitié du XII^e siècle sont presque tous frappés du nombre démesuré d'étrangers qui y résident pour leurs affaires : ils l'évaluent à plusieurs dizaines de mille, peut-être soixante mille, peut-être davantage, occupant les meilleurs emplacements, tant en ville que dans le port. Les meilleurs quais, le long de la Corne-d'Or, sont pour eux. Ils ont leurs églises nationales, leurs maisons communes. Ils ne se mêlent pas aux Grecs, qu'ils irritent par leur sans-gêne et qui les accusent, bien entendu, de les exploiter honteusement. D'où la violence de la poussée populaire contre eux, au printemps de l'année 1182, quand l'autorité d'un empereur fort vient à manquer.

Nous avons déjà évoqué les scènes sanglantes dont Byzance fut alors le théâtre. Soulignons seulement le caractère extraordinairement mêlé de la foule qui, dans ce cas comme au cours des troubles des années qui suivent, participe à l'insurrection. C'est la populace d'un grand port, devenu le rendez-vous de toutes les nations d'Europe et d'Asie : ainsi que dans la classe bourgeoise des commerçants, l'élément grec a fini par y tenir peu de place ; ceux qui, un jour d'émeute, font la loi, c'est un ramas de gens sans aveu, débardeurs, ouvriers du port et des faubourgs, matelots, soldats de toute provenance, embrigadés pêle-mêle dans les rangs de l'armée impériale, sans même savoir parler le grec, et qui se vendent indifféremment à l'un ou à ^{p276} l'autre. Pour n'avoir pas su se ménager l'appui de cette clientèle peu recommandable, Marie, veuve de Manuel Comnène, est précipitée du pouvoir en 1183 et bientôt mise à mort, ainsi que son fils Alexis ; pour lui avoir déplu, l'usurpateur de 1183, Andronic Comnène, cousin de Manuel, est quelques mois après, en 1185, traité avec une incroyable sauvagerie : la barbe et les cheveux arrachés, les dents brisées, un œil crevé, une main tranchée, insulté, souffleté, frappé à coups de poings et de bâtons, arrosé d'ordures, on le promène à califourchon sur un chameau galeux, puis on le lapide, on l'ébouillante, on le pend par les pieds au Cirque, on s'acharne sur son malheureux corps sanguinolent, on lui enfonce des épées dans la bouche et dans le dos ; finalement on le déchiquette avec une fureur de cannibales.

Or quels sont les auteurs de ce drame ? Quels sont les ouvriers, les soldats, les matelots impliqués dans les troubles des années précédentes ? Qui les pousse ? Consultons les chroniqueurs, et nous verrons sans cesse revenir sous leur plume des noms « latins ». Aux intrigues du Lombard Rénier de Montferrat, époux de la

du Lombard Rénier de Montferrat, époux de la « porphyrogénète » Marie, la Française Marie d'Antioche, impératrice régente, oppose, disent les textes, son entourage de « Latins ». Sa garde est, comme celle de sa rivale, composée d'Occidentaux. Elle a d'ailleurs le dessus jusqu'au jour où arrive d'Asie Andronic Comnène, « traînant à sa suite une cohue de troupes enrôlées chez les peuples barbares ». Le protosébaste Alexis essaie de leur barrer le Bosphore avec une flotte dont les équipages ont été en partie recrutés parmi les « Latins des nations diverses résidant à Constantinople » ; mais il ne tarde pas à être arrêté et est confié à un détachement de « Germains ». Car Andronic, le prétendu champion de l'idée nationale dans l'Empire, n'échappe pas plus que ses adversaires, protecteurs attitrés des étrangers, à la nécessité de s'appuyer sur ces indésirables qu'il déclarait vouloir éliminer. Il a, lui aussi, au dire de l'historien grec Nicéas Acominatos, une nombreuse garde de « barbares », ce qui doit s'entendre surtout des mercenaires d'Occident, et c'est Nicéas qui note à ce propos que les troupes bigarrées à qui incombe la défense de l'empire byzantin sont composées d'hommes qui ignorent jusqu'au sens des mots grecs.

Manifestement, dès 1185 l'Empire est la proie des étrangers. Le nouveau triomphateur, Isaac l'Ange, ne se maintient d'abord que grâce à eux. Assiégé dans sa capitale, quelques mois après son avènement tumultueux, par un de ses généraux, Alexis Branas^{p277} — qui s'appuie d'ailleurs lui-même sur des troupes d'auxiliaires « allemands » et « latins », — il ne l'emporte que grâce à un Italien, dont il vient de faire son beau-frère, Conrad de Montferrat, frère de ce Rénier que l'empereur Manuel avait, quelques mois avant de mourir, jugé bon de donner comme époux à sa fille Marie. Conrad lève à Constantinople des bandes de « Latins » et d'Asiatiques, les arme et marche à leur tête contre le général rebelle, qui est tué (1186). Mais, bien entendu, sitôt la victoire acquise, ces soldats improvisés se mettent à piller, à brûler, à massacrer. Toute la nuit, ils s'en donnent à cœur joie ; le lendemain aussi. Les ouvriers grecs ripostent en se jetant sur les maisons et les entrepôts des commerçants latins, qui doivent défendre leurs quartiers en élevant des barricades. Pendant une journée entière, on s'égorge ainsi dans les rues, et quand, au matin du troisième jour, la lassitude fait tomber les armes des mains des combattants, l'autorité de l'empereur paraît à peu près nulle au milieu de ces bandes étrangères auxquelles il doit son salut. Il s'abandonne molle-

res auxquelles il doit son salut. Il s'abandonne mollement à son sort, menant joyeuse vie, étalant un luxe insolent, sans se soucier de la ruine du pays.

Les « Latins » tiennent de plus en plus de place dans l'État : après le Lombard Conrad de Montferrat, parti en Terre Sainte, c'est un Vénitien, Dositeo, qui est le personnage important. Il parvient même à la dignité de patriarche de Constantinople, où il ne peut, il est vrai, se maintenir, tant le scandale est grand. Mais on sent poindre le moment où les Latins seront les maîtres, et la haine impuissante des Grecs s'en accroît d'autant.

Un groupe de quelques-uns d'entre eux, et non des moins notables (car on comptait dans leurs rangs des membres des plus grandes familles byzantines), tente, en 1195, une restauration nationale. Ils ont avec eux une femme, la belle Euphrosyne Doucas, très libre d'allures et de mœurs, mais intelligente et énergique, que laisse faire son mari, Alexis l'Ange, le propre frère de l'empereur Isaac. Celui-ci est renversé, on lui crève les yeux, on le jette en prison et on lui substitue Alexis et sa femme. C'est elle qui gouverne, tandis que, sous le nom d'Alexis III, son faible époux ne demande qu'à continuer une vie tranquille d'oisiveté et de plaisirs. Mais le mouvement national avorte : comme les caisses sont vides, les charges sont mises à l'encan, et de nouveau il n'y en a plus que pour les « coureurs de carrefours et de places publiques », pour « les changeurs et les colporteurs », c'est-à-dire pour la masse cosmopolite — « même des ^{p278} Scythes et des Syriens », affirme Nicéas indigné, — où l'élément latin l'emporte de beaucoup.

Aussi la désorganisation de l'Empire par les étrangers se poursuit-elle sans arrêt. Il n'y a plus d'armée nationale ; il n'y a plus de marine : le « duc de la flotte » a, sans vergogne, pillé les navires confiés à sa garde, allant, dit-on, jusqu'à en vendre les ancres, les cordages et les voiles. Contre les corsaires qui commencent à infester la mer Égée, il faut faire appel aux navires des « Latins », en particulier à ceux des Pisans. Constantinople se trouve hors d'état de soutenir un siège. Nul ne l'ignore — sauf l'empereur, qui ne sait rien, même pas que sa femme le trompe effrontément et qu'il est la risée de ses sujets. « Il était au courant des affaires de l'Empire à peu près autant, écrit Nicéas, que doivent l'être Ses habitants du pays de

tas, que doivent l'être Ses habitants du pays de Thulé, à l'autre bout du monde ! »

Aussi s'explique-t-on son incrédulité lorsqu'un beau jour de juin 1203 on vint lui annoncer qu'une grande flotte de « Latins » s'apprêtait à franchir les Dardanelles. Il accueillit la nouvelle par un éclat de rire. Mais, quand il dut se rendre à l'évidence et qu'il fallut assurer en toute hâte, contre ces Latins du dehors, la défense des remparts, on s'aperçut qu'il n'y avait plus guère dans Constantinople que des troupes latines.

Dans ces conditions, la victoire des croisés ne pouvait faire doute.

[*Table des matières*](#)

V. — La quatrième croisade et la marche sur Constantinople ¹¹⁸.

Il ne semble d'ailleurs pas que la marche des Latins sur Constantinople ait été le fruit d'une décision longuement mûrie. ^{p279} Leur armée n'était, dans le principe, qu'une armée de croisés partis pour mener contre les Turcs et les Sarrasins le bon combat, de l'issue duquel dépendait le sort des Lieux Saints. Les Français, les moins intéressés au sort de l'empire byzantin, y étaient en majorité, et nul parmi eux, à l'époque déjà assez ancienne (1199-1200) où la plupart avaient accepté de prendre la croix, n'avait évidemment soupçonné qu'à la guerre sainte contre les « païens » de Syrie serait un jour substituée la guerre politique contre les chrétiens de Byzance. Mais, lorsqu'on avait enfin pu s'ébranler, les circonstances avaient fait dévier peu à peu l'entreprise de son but.

Constantinople était si peu visée à l'origine que l'idée d'emprunter, pour se rendre en Orient, la route du Danube, à l'exemple des croisés du XI^e siècle ou, plus récemment, de Frédéric Barberousse, n'avait pas un instant été retenue et que les dirigeants de la croisade avaient tout de suite décidé de transporter par mer les immenses armées qu'ils espéraient bien mobiliser. Problème compliqué, faute de flottes suffisantes, et qui n'avait pu être résolu, pour la masse des chevaliers

¹¹⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

et des sergents français, que grâce au concours des Vénitiens, les seuls qui se fussent déclarés prêts à construire, équiper dans les délais voulus et mettre pour un an à la disposition des croisés les navires qui leur manquaient. Mais, le moment du départ venu, en juin 1202, le total des croisés rassemblés à Venise s'était trouvé très inférieur aux prévisions de ceux qui avaient traité avec le doge Henri Dandolo des conditions du passage, et, dans l'impossibilité, vu le nombre des manquants, de réunir les fonds nécessaires au règlement du prix total stipulé, les chefs de l'expédition avaient dû accepter, à titre de dédommagement, le principe d'une escale sur la côte dalmate, dans le port de Zara, où les Vénitiens, qui en avaient été chassés vingt ans plus tôt (1183) par les Hongrois, étaient assurés de pouvoir aisément rentrer si les croisés les secondaient. Ceux-ci, après de longs débats, s'y étaient engagés, et la prise de la ville n'avait été qu'un jeu d'enfants : elle n'avait pas demandé cinq jours. Mais de retards en retards, on s'était vu conduit au seuil de l'hiver 1202-1203 sans qu'on eût dépassé la Dalmatie, et il avait fallu reporter ^{p280} au printemps de 1203 la date du départ véritable pour le pays des Infidèles.

Or, entre temps, de nouveaux événements avaient amené les chefs de la croisade à modifier les décisions primitives. D'abord les Vénitiens qui, en dehors de leurs vaisseaux et de leurs marins, n'avaient promis qu'un concours très limité — tout en exigeant dès le début, pour prix de leurs services, la moitié du butin et des conquêtes futures — avaient, lors de la marche sur Zara, changé d'attitude et manifesté soudain une vocation irrésistible pour la guerre sainte. Le doge, quelque vieux et aveugle ou presque aveugle qu'il fût, avait donné l'exemple. Il s'était fait coudre une croix, conte Villehardouin, « en un grand chapeau de coton, parce qu'il voulait que les gens la vissent ». Et nombre de ses concitoyens, que sans doute les aspects généreux de l'entreprise n'avaient pas seuls séduits, avaient à qui mieux mieux imité son geste en se croisant.

Puis, tandis qu'on attendait à Zara le retour de la belle saison, le conseil de la croisade avait été saisi d'une proposition qui avait tout de suite rallié à elle les suffrages du doge Henri Dandolo et du marquis de Montferrat Boniface, auquel les croisés avaient officiellement confié le commandement en chef de leur armée : le jeune Alexis, fils de l'empereur déchu Isaac l'Ange, ayant réussi à s'enfuir de Constantinople, offrait, sous la garantie du roi d'Allemagne Philippe de Souabe, époux de sa sœur Irène, de verser aux croisés une somme

be, époux de sa sœur Irène, de verser aux croisés une somme de deux cent mille marcs, représentant, et bien au delà, le montant de ce qu'ils avaient déboursé jusqu'alors et le reliquat de la dette des Français envers Venise ; de leur donner en outre des vivres ; de leur adjoindre, à ses frais, un renfort de dix mille hommes ; enfin, par surcroît, de réaliser, dès son retour à Byzance, l'union des deux Églises, grecque et romaine, le tout à cette seule condition qu'au lieu de se rendre directement au pays des Infidèles — Syrie ou Égypte, — ils l'aideraient d'abord à rentrer dans sa capitale et à en expulser l'usurpateur, son oncle Alexis III. Appuyé par Boniface, frère de ce Conrad de Montferrat qui, quinze ans plus tôt, avait une première fois sauvé Isaac l'Ange, la proposition du jeune Alexis, assez mystérieusement préparée au cours des semaines précédentes, avait paru séduisante à plusieurs, les uns y voyant une chance inespérée de sauver la croisade, endettée envers Venise et incapable, semblait-il, d'aboutir avant l'expiration du délai d'un an pendant lequel le concours de sa flotte lui était garanti ; les autres — spécialement ^{p281} les Vénitiens eux-mêmes — escomptant le bénéfice qu'ils retireraient pour leurs affaires d'une heureuse intervention dans la politique byzantine.

Et voilà comment, au début d'avril 1203, emmenant avec eux le fils d'Isaac l'Ange, les croisés avaient fait voile vers les Dardanelles, qu'ils avaient franchies sans encombre, pour arriver le 24 juin devant Constantinople.

Le lendemain, Alexis III était sommé de céder la place à son frère Isaac et à son neveu, le jeune Alexis. Le 4 juillet, sur son refus d'obéir, l'entrée de la Corne d'Or était forcée et un débarquement aussitôt tenté avec succès dans le port même de la ville. Après un simulacre de résistance, Alexis III se repliait prudemment à l'intérieur des murailles, d'où il se contentait de riposter mollement les jours suivants aux attaques des Latins. Le 17, ceux-ci donnèrent l'assaut, à la fois par terre et par mer. D'emblée les Vénitiens, le doge en tête, malgré son infirmité, et son grand âge, réussirent à occuper une importante fraction de l'enceinte, comprenant vingt-cinq tours. Le 18, les habitants, abandonnés à leur sort par Alexis III en fuite, s'empressèrent, pour éviter l'attaque en masse, de tirer Isaac l'Ange de prison, de le replacer sur le trône et d'annoncer aux croisés que leurs vœux étaient exaucés.

Isaac ayant pris aussitôt, en effet, l'engagement d'exécuter les promesses faites par son fils et ayant même versé aux chefs de la croisade un premier acompte de cent mille marcs — que les Vénitiens trouvèrent d'excellentes raisons pour accaparer presque entièrement, — on pouvait croire que l'expédition de Terre Sainte allait reprendre son cours normal, quand les circonstances vinrent encore une fois bouleverser les plans arrêtés et donner aux appétits des Occidentaux l'occasion de se satisfaire largement.

[*Table des matières*](#)

VI. — La prise de possession de l'empire par les Latins ¹¹⁹.

Deux mois à peine restaient à courir jusqu'à l'expiration du contrat qui assurait aux croisés les services de la flotte vénitienne, ^{p282} quand l'empereur Isaac et son fils, tout juste maîtres de Constantinople et manifestement hors d'état, jusqu'à nouvel ordre, d'achever le paiement des sommes promises, comme de fournir les renforts et les vivres que les Latins étaient en droit d'exiger d'eux, leur firent de nouvelles et séduisantes propositions. Aux promesses précédentes, qu'ils se disaient résolus à tenir dès que leur pouvoir ne se heurterait plus hors de la capitale à celui de l'usurpateur, les deux empereurs ajoutaient celle de prendre à leur charge la location de la flotte vénitienne durant une seconde période d'un an et de pourvoir à l'entretien des croisés jusqu'à Pâques 1204 s'ils acceptaient de ne pas les quitter avant cette date et de les aider entre temps à poursuivre la reconquête de leurs États. Les Vénitiens, sans l'agrément desquels ces offres eussent été vaines, avaient un intérêt si manifeste au rétablissement de l'ordre nécessaire à leurs entreprises commerciales ; ils avaient tellement lieu de craindre pour la sécurité de leurs nationaux et de leurs biens, en présence d'un mouvement de protestation qui se dessinait dans l'Empire contre les Occidentaux ; il leur importait en outre à tel point de demeurer sur place et de ne pas laisser s'éloigner les forces latines avant d'avoir éprouvé la docilité du nouveau gouvernement et son désir de leur accorder les réparations refusées par le gouvernement antérieur, qu'il est difficile de les croire

¹¹⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

étrangers aux propositions d'Isaac et de son fils. Toujours est-il qu'après un vif débat, elles furent acceptées par le conseil de la croisade, à raison de l'impossibilité où l'on se trouvait derechef d'entamer utilement, au plein de l'été et sans ravitaillement suffisant, des opérations de grande envergure en Syrie et en Égypte. Mais alors l'inévitable arriva : odieux aux Grecs, qui les accusaient de les rançonner, de traiter l'Empire en pays conquis et de ne rien respecter, pas même les œuvres d'art ni les trésors des églises ; odieux aux deux empereurs qu'ils fatiguaient de leurs réclamations inutiles et à qui la reconnaissance pesait, les croisés se sentirent bientôt comme isolés au milieu d'un peuple d'ennemis. Un beau jour, la colère des habitants, qui grondait sourdement à Constantinople, éclata en une brusque ^{p283} et furieuse explosion de violences, qui ne laissa d'autre ressource aux négociants latins de la ville, dont les magasins et les entrepôts étaient, comme toujours, les premiers visés, que de se réfugier en foule sur les vaisseaux vénitiens ancrés dans le port. Le mouvement xénophobe prit vite une telle ampleur qu'Isaac l'Ange et son fils ne purent le dominer. Ils furent renversés en janvier 1204 par un des hauts fonctionnaires du palais, le protovestiaire Alexis V Doucas, dit Mourzouphle (c'est-à-dire l'homme « aux sourcils joints »), chef du parti national, et les croisés se virent contraints de passer à l'offensive sous peine d'être balayés à leur tour et de perdre d'un coup le bénéfice de leurs efforts. Isaac mort d'émotion, son fils étranglé dans sa prison, les Occidentaux refoulés vers la mer, sans vivres, sans argent, les portes de Constantinople verrouillées de nouveau, les murs remis en état de défense, une population en armes, assoiffée de vengeance : tel fut le bilan.

Aucune hésitation n'était plus de mise : aux yeux de tous, chevaliers ou marchands, Français, Lombards ou Vénitiens, la défaite de Mourzouphle, la reprise de Constantinople et l'occupation de cet empire que les Grecs n'arrivaient pas à gouverner eux-mêmes, apparaissaient indispensables. Mourzouphle ayant refusé d'obtempérer aux injonctions du doge, qui — détail digne de remarque — était maintenant chargé de la conduite des négociations, les croisés regroupèrent aussi rapidement que possible leurs forces en vue d'une attaque générale, remirent leurs machines de siège en état et, après une première tentative infructueuse le 9 avril, emportèrent la ville d'assaut dans la journée du 12.

Les Latins avaient décidé d'avance qu'aussitôt la cité conquise, la couronne impériale serait attribuée à l'un d'eux et tout l'empire partagé entre les vainqueurs. Ainsi fut fait : Alexis Doucas s'étant enfui, les dernières résistances ayant été brisées le 13, et la prise de possession de la ville ayant été achevée quelques jours après, un conseil de douze électeurs, où Venise avait obtenu la moitié des places, sous prétexte qu'elle avait droit à la moitié des conquêtes¹²⁰, se réunit aussi rapidement que le permirent les compétitions et élut, le 9 mai, pour empereur le comte de Flandre et Hainaut Baudouin, que l'appui de Venise fit préférer au marquis de Montferrat.

Pendant quelque temps, les Latins vécurent comme dans ^{p284} un rêve. Le 16 mai, leur empereur chaussait les brodequins de pourpre des princes byzantins et était en grande pompe couronné dans la basilique de Sainte-Sophie, rendue à l'Église romaine. Quelques jours plus tard, selon les accords passés entre eux, un jeune clerc vénitien, Thomas Morosini, fut élu patriarche. Les provinces et les villes furent réparties entre les vainqueurs. Avant la fin de l'été, la Thrace était soumise. Peu après, Alexis Doucas était fait prisonnier et massacré, tandis que le marquis de Montferrat, à qui l'on avait attribué le titre de roi en compensation de la couronne impériale qu'il escomptait, ajoutait avec une extraordinaire rapidité à la Thessalie, ou « royaume de Salonique », qui lui avait été officiellement attribué, un vaste ensemble de territoires qui finit par englober la Macédoine et une bonne partie de la Grèce septentrionale, par déborder même sur le Péloponnèse. D'autres barons, tels Henri de Flandre, frère de Baudouin, et le comte Louis de Blois, entamaient sans délai la conquête des provinces grecques d'Asie Mineure ; d'autres s'employaient à refouler les Valaques et les Bulgares. Tant et si bien qu'à la fin de l'année 1204, le rêve était devenu réalité : les Latins étaient maîtres des plus importantes provinces européennes de l'empire byzantin et, en Asie même, où leurs adversaires s'étaient groupés autour d'un grand seigneur, le « despote » Théodore Lascaris, de brillantes perspectives s'ouvraient devant eux. Expulsé de Nicée, obligé de se replier sur Brousse, puis dans la direction de la Mysie, le despote venait de subir le 6 décembre, au sud du lac Manyas, une

¹²⁰ En vertu des conventions antérieures : voir p. 281.

écrasante défaite qui livrait aux « croisés » la route d'Edremid et semblait présager une rapide conquête des provinces égéennes d'Asie.

On pouvait donc croire dans les derniers jours de l'année 1204 qu'une grande œuvre était sur le point de s'achever. Sans doute la croisade avait fait faillite : tout en protestant qu'elle n'était pas abandonnée, qu'elle était seulement différée jusqu'à la pacification prochaine des derniers territoires restés aux mains des Grecs, les chefs de l'expédition avaient ouvertement annoncé leur intention de se consacrer d'abord tout entiers à leurs nouveaux États. Mais si, de détour en détour, on avait fini par oublier le but initial de l'entreprise, un résultat d'une extraordinaire importance était acquis : l'incorporation de l'Europe byzantine, dernière épave du vieux monde romain, au système politique de l'Europe occidentale.

Plus d'entraves désormais à l'expansion latine en Orient. ^{p285} Pour Venise, qui, outre Durazzo, les îles Ioniennes, la Crète et l'Archipel, s'était fait attribuer dès le début les meilleurs ports et les meilleurs points de relâche, en même temps que de larges exonérations de taxes, c'était la certitude de pouvoir développer librement ses opérations commerciales dans toute l'étendue de l'ancien empire byzantin. Maîtres de la péninsule balkanique et bientôt sans doute de l'Asie Mineure, qui formerait comme un bastion avancé de la défense de l'Europe, les chevaliers d'Occident allaient pouvoir constituer sur les flancs de l'empire turc en pleine décadence une solide base d'opérations, grâce à laquelle il serait facile de dissiper pour toujours le cauchemar de l'invasion musulmane, d'arracher les Lieux Saints aux Infidèles et de libérer de leur présence toutes les rives de la Méditerranée orientale. Enfin le rattachement du patriarcat de Constantinople à l'obédience de Rome comblait, après tant de siècles d'efforts stériles, les vœux du Souverain Pontife. Aussi n'était-il pas le dernier, malgré l'ajournement de la croisade, à rendre grâce au Ciel qui avait favorisé les armes des Latins et réalisé par leur entremise ce « miracle » : le retour des chrétiens d'Orient à l'unité romaine.

[*Table des matières*](#)

VII. — L'anarchie dans l'Europe occidentale après la prise de Constantinople par les Latins ¹²¹.

Mais l'année 1205 était à peine entamée qu'il fallait se rendre à l'évidence : l'établissement des « Latins » sur le Bosphore, loin d'être un principe d'ordre et de force, n'était pour l'Europe qu'une cause nouvelle de désordres et de faiblesse. D'accord entre eux tant qu'il s'était agi d'abattre l'empire byzantin, les conquérants, tirant chacun de son côté, n'avaient plus songé, au lendemain des premiers succès, qu'à se ménager le maximum d'avantages et d'indépendance possibles sans réfléchir que l'union était pour tous un élément essentiel de durée.

Les Lombards du royaume de Salonique n'avaient même pas attendu les derniers mois de 1204 pour prendre les armes contre l'empereur Baudouin, et peu s'en était fallu que leur roi Boniface de Montferrat, après avoir réussi à lui enlever une partie de la Thrace occidentale, ne tentât de lui ravir Constantinople. ^{p286} Le différend avait pu être apaisé, et Boniface avait même accepté, dès l'été de 1204, de lâcher prise en Thrace et de traiter l'empereur en suzerain, à la condition que celui-ci le laissât entièrement maître chez lui. Mais Boniface ayant été tué en 1207, on ne fut pas long à voir combien cet accord était précaire. L'empereur Henri de Flandre, qui avait entre temps succédé à son frère Baudouin, se vit refuser de façon humiliante par le régent du royaume l'accès des châteaux et des villes fortifiées de Macédoine. Il dut parlementer aux portes de Salonique, en plein hiver, dans le froid et la neige, pour n'obtenir l'entrée de la ville et l'hommage du régent, le 2 janvier 1209, qu'au prix de sacrifices territoriaux si considérables (entre autres l'abandon de tout le nord de la Thrace, de Philippopoli à la mer Noire) qu'ils équivalaient presque à une abdication. Il est vrai qu'il était décidé à ne pas tenir ses promesses ; mais ce fut les armes à la main qu'il dut imposer aux seigneurs lombards la reconnaissance de sa suzeraineté. Suzeraineté

¹²¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

chancelante, contestée, qui ne fut admise réellement que dans la Grèce propre — en Béotie, en Attique, dans le Péloponnèse, — par des barons « francs », tels que le Bourguignon Otton de la Roche et le Champenois Geoffroi de Villehardouin, auxquels les Lombards avaient dû, faute d'hommes, laisser le champ libre et qui, s'étant taillé là-bas des principautés, étaient bien aises de se réclamer d'un suzerain lointain pour s'affranchir d'un suzerain trop proche.

Quoique plus discrètement, les Vénitiens avaient tout de suite, eux aussi, rompu avec l'empereur. Comme le marquis lombard, leur doge lui avait refusé l'hommage en 1204, sous prétexte qu'il était personnellement étranger à la hiérarchie féodale — ce qui ne l'avait d'ailleurs pas empêché de réclamer largement sa part des dépouilles : car le dernier accord intervenu entre les alliés avant la prise de Constantinople prévoyait que l'empereur aurait le quart des territoires byzantins et que tout le reste serait divisé en deux lots d'égale étendue, réservé l'un aux barons, l'autre à la république de Venise. Celle-ci eût pu se prévaloir d'une indépendance absolue dans les immenses possessions auxquelles elle avait droit si, par une convention additionnelle du mois d'octobre 1205, elle n'avait accepté, après la mort d'Henri Dandolo, de contribuer comme les autres à la défense de l'empire et de s'acquitter des obligations féodales auxquelles les barons étaient astreints, ou tout au moins des principales d'entre elles.^{p287}

Malgré ce correctif essentiel, la situation des Vénitiens restait un défi au bon sens. S'ils avaient, dans la répartition des territoires, renoncé à réclamer de vastes principautés d'un seul tenant, qui les eussent plus gênés que servis, ils avaient su, en commerçants pratiques qu'ils étaient, se faire réserver les meilleurs ports, les îles, les points de relâche nécessaires à leurs navires, et qui, dispersés dans toutes les mers, sur toutes les côtes — dans les îles Ioniennes, en Albanie, en Épire, au sud du Péloponnèse, en Crète, en Eubée, dans l'Archipel, en Thrace, aux Dardanelles, à Constantinople même, — formaient comme une chaîne ininterrompue depuis l'Adriatique jusqu'à la mer Noire. Grâce à ce système, ils étaient présents partout, partout insaisissables. Leur seigneurie échappait aux classifications usuelles. Depuis la mort d'Henri Dandolo (juin 1205), le doge, qui en était officiellement le chef, y déléguait ses pouvoirs à un « podestat des Vénitiens en Romanie », lequel ajoutait à son titre cette indication peu banale, quoique exacte en théorie : « seigneur du quart et demi de l'empire ». Dans ce « quart et demi », comme les barons dans le leur,

« quart et demi », comme les barons dans le leur, il exerçait les pouvoirs habituels aux seigneurs féodaux, mais avec cette aggravation que la dispersion extrême de sa seigneurie était pour l'empereur, non moins que pour les barons, une gêne de tous les instants. Résidant communément à Constantinople, dans un quartier au seuil duquel l'autorité du souverain s'arrêtait, il traitait avec lui dans la capitale même de puissance à puissance.

Les Vénitiens jouissaient par surcroît de deux monopoles considérables, celui du commerce — leurs privilèges commerciaux étant devenus tels dans tout l'Empire qu'ils équivalaient à un monopole — et celui du gouvernement ecclésiastique, qu'ils tenaient des conventions intervenues en 1204. Car, en échange de sa renonciation au trône, le doge avait su obtenir pour ses nationaux le droit exclusif au siège patriarcal de Constantinople, et le prélat qui l'occupait se faisait, d'un bout à l'autre de l'Empire, le pourvoyeur des clercs vénitiens : pour eux, les archevêchés, les évêchés, toutes les hautes charges ecclésiastiques ; pour eux, pour eux seuls, les meilleurs canonicats, spécialement ceux de Sainte-Sophie de Constantinople, dont les titulaires étaient les électeurs du patriarche. Le pape avait beau protester contre d'aussi abusives prétentions, certains barons, notamment le roi de Salonique, avaient beau résister, et souvent avec succès, l'empereur était un bien petit personnage en face de collaborateurs à ce point tyranniques et envahissants. p288

Cet empereur, qui avait pris le nom d'« empereur de Romanie » — Constantinople étant toujours en théorie la capitale des pays « romains », — ne disposait d'aucun des moyens nécessaires à l'établissement d'un pouvoir durable. Le trésor des empereurs byzantins avait été dissipé ou pillé ; la levée des anciens impôts ne s'opérait plus qu'avec peine, par suite des bouleversements dus à la conquête, et la création des multiples principautés, duchés et seigneuries dont on avait doté les « croisés » avait eu pour effet de réduire à peu de chose le domaine impérial. Aussi, pour remplir momentanément les caisses de l'État, avait-il fallu recourir à des mesures d'exception, telles que la sécularisation des biens du clergé ; mais, par cet expédient, on avait en fait tari pour longtemps une des principales sources de revenus auxquelles le gouvernement impérial avait puisé jusqu'alors.

Pour la défense de l'Empire, le souverain ne pouvait recourir qu'à la flotte vénitienne et aux forces militaires de la féodalité latine. Or l'aide de Venise n'était jamais gratuite, et la chevalerie latine, trop peu nombreuse et occupée à se tailler des fiefs dans toutes les provinces, répondait sans empressement à l'appel de l'empereur. Seuls ceux qui y étaient directement intéressés consentaient à faire vaillamment leur devoir. Les autres se refusaient à mesurer l'étendue des périls qui, menaçant d'abord telle ou telle région qui n'était point la leur, risquaient cependant d'être par contre-coup funestes à l'ensemble.

Aussi les débuts furent-ils durs. De 1205 à 1207, on put craindre à diverses reprises que le fragile édifice de l'« empire de Romanie » ne fût jeté à terre par les Vlaco-Bulgares ou par les Grecs. Les premiers, jugeant l'occasion bonne pour envahir la Thrace avec des bandes de Coumans, leurs fidèles et sauvages alliés, infligèrent aux Latins une terrible défaite devant Andrinople, le 14 avril 1205. Ils y capturèrent l'empereur Baudouin, qu'ils ne tardèrent pas à faire périr, y massacrèrent la fleur de la chevalerie française et poursuivirent les fuyards jusqu'aux abords de Constantinople, tandis que, de l'autre côté du détroit, Théodore I^{er} Lascaris, prenant lui aussi l'offensive à la tête de ses partisans, profitait du désarroi de ses ennemis pour dégager Edremid et attaquer vigoureusement dans la direction de Cyzique. Constantinople, dont les environs furent horriblement saccagés par les Coumans, ne fut épargnée qu'aux dépens de Serès, de la Macédoine et du nord de la Thessalie, où bientôt se déversa aussi la fureur des Bulgares et des Valaques, incapables, heureusement pour les Latins, d'un effort continu et ^{p289} méthodique. L'armée impériale n'en subit pas moins, le 31 janvier 1206, un autre désastre à Rhusion, près de Rodosto, dans la Thrace orientale, où une offensive des Vlaco-Bulgares vint, pour la deuxième fois en quelques mois, menacer la capitale.

Rétablie péniblement, et grâce à des prodiges d'énergie, par le nouvel empereur Henri de Flandre, frère de Baudouin, la frontière de Thrace fut encore forcée au début de 1207. Il fallut se résoudre à évacuer presque toute l'Asie. Une trêve qu'on fut heureux de pouvoir signer dans les premiers mois de 1207 avec Théodore Lascaris, couronné entre temps empereur à Nicée, stipula l'abandon de Cyzique et de Nicomédie, ainsi que le repli des troupes latines sur Chalcédoine et Scutari. Alors seulement Henri de Flandre fut en mesure de jeter toutes ses forces contre les Bulgares et de libérer la Thrace. Mais il fallut tout son courage et son habileté pour venir à bout des difficultés

tout son courage et son habileté pour venir à bout des difficultés sans cesse renaissantes que lui valurent, jusqu'aux derniers temps de son règne, les attaques des barbares du nord, celles des Grecs d'Asie Mineure et l'indocilité de ses barons. Il parvint, à l'expiration de la trêve conclue avec Théodore Lascaris, à reprendre victorieusement la guerre contre lui, à lui infliger, le 15 octobre 1211, près de Brousse, une défaite écrasante qui rendit, d'un seul coup aux Latins toute la rive sud de la mer de Marmara et leur ouvrit la route de Pergame ; et c'est sous les murs de cette ville, quoique à bout de force lui-même, qu'il put dicter, le 13 janvier 1212, des conditions de paix qui reportaient au golfe d'Edremid la frontière de son empire.

Le bilan toutefois n'était guère favorable : malgré une lutte de tous les instants, il avait dû laisser aux mains d'un empereur grec Brousse et Nicée, à quelques lieues du Bosphore ; en Europe, il n'avait pu empêcher un prince grec, Michel l'Ange, bâtard de la famille d'Isaac l'Ange, d'occuper l'Épire et de s'en proclamer le « despote » ; le royaume bulgare restait, aux portes de la Thrace et de la Macédoine, une menace constante pour son gouvernement et pour les princes latins de la péninsule ; ceux-ci se jalousaient les uns les autres et s'entendaient mal avec le souverain de Constantinople ; Venise ne pensait qu'à elle-même et recommençait à se quereller avec les Pisans et les Génois qui, sans se soucier de l'intérêt collectif des Latins en Orient, ne songeaient, de leur côté, qu'à se venger de leur rivale maritime et se livraient à la guerre de course ou au pillage.

Était-ce donc pour en arriver là que la guerre sainte avait dû ^{p290} être ajournée jusqu'à une date que personne, pas même le pape, n'osait plus préciser ? Organisé sur les mêmes bases que les États d'Occident, l'empire de Romanie, à peine né, était en proie aux mêmes rivalités, aux mêmes luttes épuisantes. De part et d'autre, un guide paraissait nécessaire pour tirer rois et seigneurs de l'anarchie. Comme jadis, au temps où l'empire carolingien se disloquait, la papauté tenta alors d'imposer ses conseils. ^{p291}

Bibliographie du CHAPITRE II.

La conquête de l'empire byzantin par les Occidentaux.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Les histoires générales de l'empire byzantin indiquées p. 193 ; en outre, W. Norden, *Der vierte Kreuzzug im Rahmen der Beziehungen des Abendlandes zu Byzanz* (Berlin, 1898, 108 p. in-8°), sur les rapports de Byzance et de l'Occident avant et pendant la quatrième croisade ; du même, *Das Papsttum und Byzanz* (cité p. 194), sur l'aspect religieux de ces rapports ; L. Bréhier, *L'Église et l'Orient au moyen âge. Les croisades* (cité p. 63), qui renferme un court chapitre (p. 144-181) sur le pape Innocent III et l'Orient ; A. Luchaire, *Innocent III. La question d'Orient* (Paris, 1907, in-12).

I. La politique sicilienne et les visées des Occidentaux sur l'Orient byzantin.

OUVRAGES À CONSULTER. — F. Chalandon, *Histoire de la domination normande* (cité p. 47) ; E. Caspar, *Roger II und die Gründung der normannisch-sicilischen Monarchie* (Innsbruck, 1904, in-8°) ; sur l'hommage des princes normands au Saint-Siège, P. Kehr, *Die Belehnung der süditalienischen Normannenfürsten durch die Päpste. 1059-1192* (Berlin, 1934, 52 p. in-4°, fasc. I des « Abhandlungen der Preussischen Akademie der Wissenschaften, Philologisch-historische Klasse », ann. 1934) ; sur Henri VI, les ouvrages indiqués p. 243 et E. Jordan, cité p. 129.

II. La mainmise des Vénitiens sur le commerce de l'Empire d'Orient.

OUVRAGES À CONSULTER. — W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant* (cité p. 82), t. I^{er}, capital ; A. Schaube, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebietes* (cité ibid.), manuel riche en détails bien classés, mais qui, pour le sujet abordé ici, procède surtout du livre de Heyd ; C. Manfroni, *Storia della marina italiana*, cité ibid. ; H. Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, t. I (Gotha, 1905, in-8°, de la « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert) ; H. Brown, *The Venetians and the Venetian quarter in Constantinople to the close of the twelfth century*, dans le *Journal of Hellenic studies*, t. XL (1920), p. 68-88 ; G. I. Bratianu, *Recherches sur le commerce génois*, cité p. 82. Voir aussi le rapide exposé d'ensemble de Ch. Diehl, *Une république patricienne, Venise* (Paris, 1915, in-12).

III. La désagrégation de l'empire byzantin. La renaissance de la Serbie et de la Bulgarie.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux histoires générales de l'empire byzantin Citées p. 193, joindre C. Jirecek, *Geschichte der Bulgaren* (Prague, 1876, in-8°), vieilli ; du même, *Geschichte der Serben*, t. I, cité p. 194 ; V. Slatarski, *Geschichte der Bulgaren, I : Von der Gründung der bulgarischen Reiches bis zum Türkenzeit* (Leipzig, 1918, in-12, fasc. 5 de la « Bulgarische Bibliothek » publ. par G. Weigand). Vue sommaire dans E. Haumant, *La formation de la Yougoslavie* (Paris, 1930, in-8°, fasc. 5 de la « Collection historique » de l'Institut d'études slaves). Utile chapitre, avec bibliographie, de W. Miller, *The Balkan states, 1186-1255*, dans la *Cambridge medieval history*, t. IV (1923), p. 517-551 et 871-876.

IV. L'afflux des « Latins » dans l'Empire d'Orient avant la quatrième croisade.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages de Heyd, Schaube, Manfroni, Krestschmayr, Brown, Bratianu, cités p. 269, joindre C. Manfroni. *Le relazioni fra Genova, l'impero bizantino e i Turchi*, dans les *Atti della Società ligure di storia patria*, t. XXVIII (1898), p. 575-858 ; F. Cognasso, *Partiti politici e lotte dinastiche in Bisanzio alla morte di Manuele Comneno*, dans les *Memorie della reale Accademia delle scienze di Torino*, 2^e série, t. LXII (1912), p. 213-317 ; L. Halphen, *Le rôle des « Latins » dans l'histoire intérieure de Constantinople à la fin du XII^e siècle*, dans les *Mélanges Charles Diehl*, t. I (Paris, 1931, in-4°), p. 141-145. — Sur Andronic Comnène, voir un joli essai de Ch. Diehl, *Figures byzantines*, 2^e série (Paris, 1908, in-12), p. 86-133 ; L. Bréhier, article *Andronic I*, dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. II (Paris, 1914, in-4°), col. 1776-1782. Sur Isaac l'Ange, F. Cognasso, *Un imperatore bizantino delta decadenza. Isacco II Angelo*, dans la revue *Bessarione*, t. XXXI (1915), p. 29-60 et 246-289.

V. La quatrième croisade et la marche sur Constantinople.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 265, notamment à ceux de Norden, Bréhier et Luchaire, joindre E. Faral, *Geoffroy de Villehardouin. La question de la sincérité*, dans la *Revue historique*, t. CLXXVII (1936), p. 530-582, examen nouveau et attentif des problèmes posés par la déviation de la croisade et la marche sur Constantinople, avec une bibliographie. Voir aussi l'introduction, les notes et appendices du même auteur à son édition de Villehardouin citée plus loin, et en outre les études de Cognasso citées p. 275-276 ; la *Geschichte von Venedig* de Krestschmayr, citée p. 269 ; W. Miller, *The Latins in Levant. A history of Frankish Greece, 1204-1566* (Londres, 1908, in-8°), adapté en langue grecque avec la collaboration de S. Lampros, *ἱστορία τῆς Φραγκοκρατίας ἐν ἑλλάδι* (Athènes, 1909-1910, 2 vol. in-8°). — Les récits contemporains ont une saveur particulière.

— Les récits contemporains ont une saveur particulière. Les principaux sont ceux de Geoffroi de Villehardouin, *La conquête de Constantinople* (édition E. Faral, 1938-1939, 2 vol. petit in-8°, fasc. 18 et 19 des « Classiques de l'histoire de France au moyen âge », avec une traduction en français moderne et un riche commentaire), et de Robert de Clari, *La conquête de Constantinople* (éd. Lauer, 1924, fasc. 40 des « Classiques français du moyen âge »), tous deux en langue française, et celui de Nicétas Acominatos (*Nicetae Choniatae Historia*, éd. Bekker, 1835, dans le « Corpus scriptorum historiae byzantiae » de Bonn, avec une traduction latine), en langue grecque.

VI. La prise de possession de l'empire par les Latins.

OUVRAGES À CONSULTER. — E. Gerland, *Geschichte des lateinischen Kaiserreichs von Konstanlinopel*, I^{re} partie : *Geschichte der Kaiser Balduin I und Heinrich, 1204-1216* (Homburg, v. d. Höhe, 1905, in-8°), qui n'a malheureusement pas été continuée ; W. Miller, *The Latins in Levant*, cité p. 279 ; du même, *Essays on the Latin Orient* (Cambridge, 1921, in-8°) ; mais ce dernier ouvrage traite surtout des deux derniers siècles du moyen âge et des temps modernes ; W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant*, cité p. 82 ; H. Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, cité *ibid.* ; A. A. Vasiliev, *The foundation of the Empire of Trebizond (1204-1222)*, dans *Speculum*, t. XI (1936), p. 3-37. Sur le partage des territoires balkaniques entre les Latins après la prise de Constantinople, voir Jean Longnon, *Problèmes de l'histoire de la principauté de Morée*, dans le *Journal des savants*, 1946, p. 77-93, 147-161, et carte, p. 80.

VII. L'anarchie dans l'Europe orientale après la prise de Constantinople par les Latins.

OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes que p. 272 et 282. Y joindre Jean Longnon, *Recherches sur la vie de Geoffroy de Villehardouin* (Paris, 1939, in-8°, fasc. 276 de la « Bibliothèque de l'École des Hautes Études, sciences historiques et philologiques »).

[*Table des matières*](#)

Chapitre III

*La théocratie pontificale. Innocent III*¹²².

Élaborée lentement au cours des siècles, formulée avec netteté par Nicolas I^{er} dès le temps des fils de Louis le Pieux, puis deux cents ans après avec une âpreté farouche par l'autoritaire Grégoire VII, la doctrine théocratique du moyen âge s'est incarnée au début du XIII^e siècle dans la personne d'un grand pape, Innocent III, dont les circonstances firent pendant quelques années l'arbitre des destinées européennes. Ce qui donne à son pontificat un relief singulier, ce qui, du point de vue politique, p292 en constitue l'intérêt principal, c'est qu'Innocent sut tirer un étonnant parti des occasions qui s'offrirent à lui de traduire en réalités précises quelques-unes des idées chères à ses prédécesseurs.

Quand on aborde la lecture de sa correspondance, qui forme une masse de près de six mille lettres, on est d'abord frappé du petit nombre de nouveautés qu'elle renferme sous le rapport des purs principes : le pouvoir pontifical y est exalté à peu près dans les mêmes termes qu'aux siècles antérieurs ; la primauté de Pierre, la toute-puissance de la papauté, la supériorité du pouvoir ecclésiastique sur le civil y sont affirmées de la même façon, avec référence aux mêmes textes évangéliques, aux mêmes paraboles. Mais le ton a changé. Plus ou presque plus d'éclats de voix, de paroles de défi. On sent une volonté lucide, tenace, quoique assez souple pour s'adapter aux possibilités changeantes du moment. C'est la correspondance d'un homme de gouvernement. Avec Innocent III, la théocratie pontificale sort du domaine du rêve ou des revendications bruyantes pour entrer dans le domaine positif des faits.

¹²² [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

[*Table des matières*](#)

I. — L'intervention du pape dans les élections au trône d'Allemagne (1198-1201) ¹²³.

Il faut reconnaître qu'Innocent fut exceptionnellement bien servi par les événements et, en particulier, qu'au lieu d'avoir ^{p293} à se mesurer, comme nombre de ses prédécesseurs, avec un Empire fort et agressif, il n'eut la plupart du temps en face de lui qu'un Empire divisé et incapable de lui tenir tête.

Promu au souverain pontificat le 8 janvier 1198, dans toute la force de l'âge — il avait trente-sept ou trente-huit ans — et en pleine possession de ses moyens, il trouva l'Allemagne partagée en deux camps. Henri VI était mort le 28 septembre précédent, et, écartant à cause de son jeune âge son fils, le futur Frédéric II, que le défunt s'était cependant donné beaucoup de peine pour faire reconnaître d'avance comme son successeur, les princes, on se le rappelle ¹²⁴, avaient porté leurs suffrages, les uns sur son frère Philippe de Souabe, les autres sur le guelfe Otton de Brunswick. Également faibles, également contestés, les deux élus étaient également désireux d'accroître leurs chances de succès en s'assurant l'adhésion du chef de l'Église romaine, sans l'agrément duquel, au surplus, ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre ajouter la couronne impériale à la couronne royale. Car, si l'élection des princes allemands faisait le roi d'Allemagne, une tradition désormais intangible voulait que ce roi ne devînt empereur qu'après avoir été à Rome recevoir du pape le diadème des « Augustes ».

Jamais occasion plus favorable ne s'était offerte de jeter dans la balance le poids de l'autorité pontificale ; et quand bien même Innocent III n'aurait pas été d'avance imbu de cette idée que, dans le monde chrétien, il devait être en toutes matières, au temporel comme au spirituel, l'arbitre suprême, les circonstances l'auraient amené à intervenir activement dans un conflit où chacun le pressait de prendre parti. Assiégé de promesses par les deux candidats, de demandes de

¹²³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹²⁴ Voir p. 251.

sanctions ecclésiastiques contre leurs adversaires, de lettres de recommandation en leur faveur, il n'avait qu'à se laisser porter par les événements.

Ce qui est remarquable, c'est qu'il ait su, avec une habileté consommée, séparer d'emblée la question de fait de la question de droit, pour chercher à faire triompher, moins peut-être encore un élu à sa convenance que la doctrine, déjà chère à Grégoire VII, de la suprématie du « sacerdoce ». Cette doctrine, il a tenu d'abord à la préciser et à la fortifier en invoquant ^{p294} inlassablement, à l'appui de son pouvoir d'intervention, les précédents historiques et les textes, en particulier la fameuse « donation de Constantin », par laquelle le premier empereur chrétien était censé avoir concédé au pape Sylvestre I^{er} l'autorité impériale en Occident. Dans cet acte, sorti d'un bout à l'autre de l'imagination d'un faussaire du VIII^e siècle, mais dont l'authenticité ne lui paraît pas douteuse, il voit le fondement de la puissance temporelle du « Siège apostolique », d'une puissance qui déborde le cadre étroit de l'État de saint Pierre pour englober l'Europe occidentale dans son entier. Non seulement l'Allemagne et l'Italie sont à ses yeux comprises sans aucun doute dans les territoires cédés par Constantin, mais l'Empire n'est, pense-t-il, traditionnellement attribué aux rois d'Allemagne que parce qu'il a plu, en l'an 800, à un successeur de Sylvestre I^{er} de « transférer » aux Germains le titre impérial dont il était le dépositaire. Qu'on puisse hésiter entre les élus des princes allemands, Innocent ne le nie pas ; mais l'essentiel est qu'en une matière aussi délicate son droit d'intervention soit officiellement proclamé.

Comme pour mieux affirmer sa supériorité — en même temps, il est vrai, que parce que le cas est embarrassant et qu'il recule devant une décision inconsidérée, — il se laisse longuement supplier par les deux parties. Aux électeurs d'Otton de Brunswick, pour qui cependant il est visible qu'il penche dès le début, il ne répond qu'au bout d'un an, le 20 mai 1199, et en termes volontairement imprécis, d'une sympathie banale. Les électeurs de Philippe de Souabe ne récoltent, pour leur part, quelques semaines après, que des assurances plus vagues encore :

« Nous inviterons à venir recevoir la couronne impériale celui qui nous paraîtra avoir été élu et couronné d'une façon légale, quand toutes les conditions exigibles pour le couronnement auront été remplies selon

tions exigibles pour le couronnement auront été remplies selon l'usage. »

Et, tout en travaillant l'opinion publique par l'intermédiaire du haut clergé pour amener les intéressés à « recevoir pour roi celui dont la nomination aura été approuvée par le Siège apostolique », il avise les princes d'Allemagne que rien ne l'influencera et qu'il appréciera lui-même, en toute liberté, les mérites respectifs des candidats.

Quand enfin, dans les dernières semaines de l'année 1200, il se résout à rendre son verdict, il a soin de rappeler une fois ^{p295} encore qu'il parle au nom du droit supérieur reconnu à la papauté de « traiter de l'attribution de l'Empire romain ». Il met en balance, comme il s'est engagé à le faire, les mérites des divers « élus », sans excepter le fils d'Henri VI, le jeune Frédéric, dont nul ne parle, mais dont le nom doit être joint à ceux de Philippe et d'Otton si l'on veut, comme il se le propose, examiner d'ensemble le problème impérial. Les questions d'opportunité et de possibilités pratiques ne retiennent pas moins son attention que la question de droit : car c'est en homme de gouvernement, responsable de la paix du monde et du salut de l'Empire, qu'il lui appartient de décider. Et c'est pourquoi, tout bien pesé, et sans méconnaître les titres de Frédéric et de Philippe, il se prononce finalement pour Otton.

De par sa décision, celui qui n'était jusqu'alors qu'un des trois « élus », entre lesquels il était légitime d'hésiter, devient le roi à qui obligatoirement tous doivent se rallier. Au début de 1201, les serments prêtés à ses rivaux sont annulés, les accords passés à son détriment, même entre princes étrangers à l'Empire, sont déclarés rompus : la parole que, par le traité du Goulet ¹²⁵, Jean Sans-Terre a donnée à Philippe Auguste, en mai 1200, de ne fournir aucun appui à cet Otton que la volonté pontificale place sur le trône est réputée sans valeur, comme « contraire à la raison et à la loi naturelle ». Les protestataires sont éconduits avec fermeté : Innocent leur rappelle simplement qu'en écartant les uns, comme en « déclarant et nommant roi » Otton, il agit dans la plénitude de ses droits et « selon les exigences de la justice ». Quant aux récalcitrants, ils sont menacés des peines ecclésiastiques. La volonté pontificale fait la loi, et le nouveau roi d'Allemagne, qui se

¹²⁵ Voir ci-dessus, p. 254.

prépare à venir demander à Rome le diadème des empereurs, ne semble plus que la créature et l'humble protégé du Souverain Pontife.

Tel est, au début de 1201, après deux années de règne, le résultat inespéré auquel Innocent III est parvenu à force d'adresse et de sang-froid. ^{p296}

[*Table des matières*](#)

II. — L'intervention du pape dans la guerre franco-anglaise (1203-1204) ¹²⁶.

Le succès, au moins apparent, de son intervention dans les affaires d'Allemagne valut à Innocent une autorité sans précédent. Il essaya d'en tirer aussitôt parti pour réaliser, dans la mesure du possible, l'idéal commun à tant de ses prédécesseurs : le gouvernement du monde chrétien par la papauté. Rude entreprise, et qui ne fut pas sans lui ménager des déboires.

Son premier objectif fut la France, où il devait compter avec le peu malléable Philippe Auguste. Il tenta, en mai 1203, de l'arrêter dans sa campagne contre Jean Sans-Terre et de dicter la paix aux deux belligérants, sous prétexte que, comme « héritier de Dieu et cohéritier du Christ », son rôle essentiel était « la recherche et la réalisation de la paix ». Il s'attira cette observation cinglante :

« En matière féodale, touchant ses rapports avec un de ses vassaux, le Capétien n'a pas d'ordre à recevoir du Siège apostolique ni à subir sa juridiction. Le conflit entre les deux rois ne regarde pas le pape. »

A quoi Innocent répliqua en « s'étonnant et s'affligeant » de l'injure ainsi faite, au Saint-Siège, « comme s'il était au pouvoir du roi de France, observait-il, de restreindre une juridiction que Dieu lui-même, et non l'homme, ou plutôt que l'Homme-Dieu a voulue à ce point étendue au spirituel, qu'on n'en puisse concevoir de plus étendue ». Or la guerre ne cause pas seulement des ruines matérielles ; elle cause aussi la ruine des âmes par tous les crimes qu'elle entraîne. Il ne suffit donc pas que le pape y mette un terme : il se doit d'établir les responsabilités, afin de pouvoir imposer à ceux qui sont aux prises une solution équitable, « comme le veut la mission qu'il a reçue du

¹²⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Seigneur ». En matière féodale certes, Philippe, ajoutait-il, était juge ; mais la cause était plus haute : il s'agissait de savoir qui, du roi de France ou du roi d'Angleterre, « avait péché » en méconnaissant les droits d'autrui. Et, en matière de péchés, la parole est au pape. ^{p297}

Théorie audacieuse, et qui pouvait mener loin. Innocent n'hésitait cependant pas à laisser entendre au Capétien que si « jusqu'alors » il avait usé de patience, il était prêt, en cas d'obstination, à recourir aux censures ecclésiastiques. Aussi, par le même courrier, donnait-il ordre à ses représentants en France, une fois tous les moyens de persuasion épuisés, de lancer contre Philippe Auguste une sentence d'excommunication, si celui-ci persistait à refuser l'arrêt des hostilités ; et, en même temps, une lettre partait à l'adresse de Jean Sans-Terre, l'accusant d'avoir fourni à son rival des prétextes de guerre et le sommant de demander lui-même un armistice. Les deux rois étaient en outre invités à dépêcher à Rome des procureurs pour lui exposer l'affaire et plaider leurs causes.

Ainsi la curie romaine était érigée en tribunal suprême de la chrétienté, au temporel comme au spirituel ; et, pour qu'on ne se méprît pas sur la véritable portée de son geste, Innocent avait soin, dans une lettre-circulaire adressée à tous les évêques de France, d'ajouter cette singulière réflexion :

« Il suffit, au surplus, qu'un plaideur, soit au moment de déposer sa plainte, soit au début ou au cours du procès, voire au cours des plaidoiries ou même avant que ne soit achevé le prononcé de la sentence, en appelle au jugement du Saint-Siège, pour qu'aussitôt et sans contestation possible, nonobstant toute opposition de la partie adverse, l'affaire soit renvoyée devant le tribunal de l'Église, et ce en vertu non pas des constitutions humaines, mais de la loi divine : car notre pouvoir vient, non des hommes, mais de Dieu. »

Mais il était plus facile de proclamer ces principes ambitieux que d'en réaliser l'application. La promptitude des succès remportés par le Capétien incitait d'autant mieux Innocent III à la prudence qu'en Allemagne, depuis 1204, les partisans d'Otton de Brunswick commençaient à s'égrener, tandis que Philippe de Souabe, l'allié du roi de France, voyait au contraire le petit noyau primitif, de ses adhérents grossir de jour en jour, au point de devenir menaçant. Au mois de juin 1204, le légat pontifical en France reçut pour instruction de ne rien précipiter ; et, cette fois, on ne put de la théorie passer à la

précipiter ; et, cette fois, on ne put de la théorie passer à la pratique.

p298

[Table des matières](#)

III. — Les prétentions pontificales à la suzeraineté des états chrétiens ¹²⁷.

Tenue ainsi en échec, ou plutôt en suspens, sur un point, la doctrine pontificale prenait sur d'autres sa revanche.

Depuis le milieu du XI^e siècle, quelques princes chrétiens avaient jugé habile, imitant la politique suivie déjà par nombre de monastères, grands ou petits, de solliciter pour eux et leurs domaines la protection du Saint-Siège. Les monastères qui en avaient usé ainsi n'avaient d'abord visé qu'à se ménager, en cas de conflits, un patronage efficace, à une époque où l'anarchie féodale les exposait journellement à des risques graves. Dans la suite, le besoin de sauvegarde s'était compliqué pour eux du désir d'éluder, grâce à leur rattachement à Rome, l'ingérence du pouvoir ecclésiastique local. Mais, à quelque mobile qu'ils eussent obéi, ils avaient dû, en contrepartie de la protection demandée, transférer au Saint-Siège, théoriquement du moins, la propriété de leur couvent, avec ses dépendances, et s'engager ^{p299} à verser chaque année à l'Église romaine un cens qui, si faible qu'il fût, attestait à perpétuité le droit éminent du nouveau propriétaire.

Cette procédure pouvait offrir aux seigneurs laïques quelques-uns des avantages qu'elle procurait aux seigneurs ecclésiastiques. Ceux d'entre eux, en tout cas, à qui manquaient des titres en règle ou dont la situation paraissait instable, devaient être tentés d'imiter le geste de tous ces chefs d'abbayes à qui le patronage de Rome avait valu au milieu de la tourmente du X^e siècle et au début du XI^e une relative sécurité. C'est ce qui avait poussé en 1059 l'aventurier normand Robert Guiscard, dont les conquêtes étaient encore fragiles à cette date, à se jeter dans les bras de l'Église, lui, le type du féodal pillard et brutal, et à solliciter tout d'un coup, avec une humilité qui ressemblait fort à une ruse, la protection d'un pape qu'il n'hésitait pas à attaquer quelques mois avant. L'affaire avait été conclue aux conditions

¹²⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

habituelles : transfert de propriété et paiement d'un cens. Mais, comme il s'agissait d'un seigneur laïque, un lien supplémentaire avait été prévu : l'hommage, que, dans le monde féodal, il était logique qu'un protecteur réclamât de son protégé. Et c'est ainsi que le duc normand était devenu le vassal du Saint-Siège pour l'ensemble de ses États conquis ou à conquérir, la Sicile inclusivement.

Peu de temps après (1068), on avait vu un petit prince de l'Espagne chrétienne, Sanche Ramirez, souverain du « royaume d'Aragon », alors à peine commençant et réduit encore aux quelque dix mille kilomètres carrés des hautes vallées pyrénéennes de l'Aragon et du Gallego, se tourner, d'un geste analogue, vers Rome et offrir ses États présents et futurs « à Dieu et à saint Pierre ». Il s'était engagé à les tenir du pape sous condition d'un cens annuel, fixé généreusement au dixième de ses revenus : moyen excellent pour lui d'éviter la tutelle de voisins trop entreprenants, la suzeraineté lointaine et théorique du Saint-Siège étant une garantie. D'autres l'avaient compris comme lui : le « grand kniaz » ou prince de Kiev en 1075, le roi de Croatie en 1076, le comte de Provence en 1081, le comte de Melgueil près de Montpellier en 1085, le comte de Barcelone en 1091, le roi de Portugal en 1144. Soit mal affermis sur un trône nouveau, soit placés dans une situation critique, ou bien encore sentant gronder l'orage autour d'eux, ils avaient tous jugé prudent de faire l'abandon théorique de leurs États « au prince des Apôtres et à son vicaire », pour devenir les « tributaires »^{p300} et les vassaux, mais aussi du même coup les protégés du pontife romain.

Entraîné à remplir de plus en plus dans la chrétienté le rôle de seigneur suprême au sens féodal du mot, celui-ci avait aisément cédé à la tentation de généraliser une pratique qui, pour lui-même, n'était pas sans attrait. Dès 1073 et 1077, dans des lettres adressées aux seigneurs de toutes provenances qui s'élançaient à la « reconquête » de l'Espagne sur les infidèles, Grégoire VII ne s'était pas contenté de prendre d'avance sous son égide et sous sa suzeraineté, comme ils le lui demandaient sans doute, les terres qu'ils réussiraient à ressaisir : il avait cru devoir affirmer à cette occasion le droit imprescriptible du Saint-Siège sur toute la péninsule ibérique, qui « autrefois, disait-il, lui avait été attribuée en toute propriété » : allusion évidente à la « donation de Constantin », dont on a déjà vu Innocent III se prévaloir dans ses rapports avec l'empereur. En 1074, il avait revendiqué pareillement la suzeraineté du royaume de Hongrie en excipant d'une

lement la suzeraineté du royaume de Hongrie en excipant d'une autre prétendue donation, remontant au temps de saint Étienne, le fondateur de l'État hongrois. Peut-être même, cinq ans après, avait-il tenté de faire valoir des droits analogues sur l'Angleterre. Mais ce n'étaient encore que des coups d'essai.

Au XII^e siècle, ces prétentions avaient pris corps. En 1155, le pape Adrien IV n'hésitait pas à invoquer « la donation de Constantin » pour affirmer le droit pontifical sur l'Angleterre et l'Irlande et investissait de cette dernière contrée, par la remise d'un anneau d'or, le roi Henri II qui s'apprêtait alors à l'aller conquérir. En fait, la conquête n'eut lieu que plus tard. Mais, en 1173, au lendemain de la tragédie qui avait coûté la vie à Thomas Becket et compromis la royauté anglaise, Henri II avait fini par se reconnaître formellement, pour tout son royaume, le fidèle vassal du successeur de saint Pierre.

L'idée était donc mûre à l'avènement d'Innocent III, et l'on ne s'étonnera pas qu'il l'ait adoptée en s'attachant, selon son habitude, à l'exploiter à fond. Non seulement il multiplie les actes destinés à placer sous sa protection, c'est-à-dire sous sa suzeraineté, les États catholiques — royaume de Jérusalem, empire latin de Constantinople, royaumes de Serbie, de Bulgarie, de Danemark, duchés de Pologne et d'Athènes, simples seigneuries comme celles de Montpellier ou de Châteauroux, — mais partout, dans ces nouveaux « fiefs » du Saint-Siège ou dans les anciens, ses efforts tendent à faire reconnaître à la papauté^{p301} des droits réels. Encaisser le cens promis ne lui suffit pas, bien qu'il sache au besoin le réclamer avec ténacité : il veut des preuves plus manifestes de déférence. Le roi d'Aragon Pierre II entreprend le voyage de Rome en 1204 pour venir prêter hommage entre ses mains ; il renouvelle et précise le geste de ses prédécesseurs en déposant lui-même sur l'autel de saint Pierre une charte, scellée de son sceau, portant « offrande de son royaume au Siège apostolique » ; puis, dans les formes habituelles aux serments vassaliques, genoux en terre, il jure sur les Évangiles « fidélité et obéissance au seigneur pape Innocent », qui le relève et l'investit. Quelques mois plus tard, une bulle pontificale notifie qu'à leur avènement les successeurs de Pierre II devront avant toute chose « demander la couronne au Siège apostolique », qui délèguera spécialement l'archevêque de Tarragone pour recevoir leur hommage et procéder ensuite à leur couronnement.

Le roi de Bulgarie Kalojan ne se voit pas imposer le voyage à Rome ; mais, avant de consentir, dans les derniers mois de 1203, à lui reconnaître le titre royal, Innocent exige de lui une déclaration solennelle d'abandon de souveraineté sur l'« empire bulgare » au profit du Saint-Siège auquel, comme vassal, le Balkanique jure fidèle obéissance. Moyennant quoi, par une bulle en date du 25 février 1204, qui forme la contre-partie de cet engagement, le pape annonce au prince qu'« en vertu de l'autorité dont Samuel a usé pour sacrer roi David, » il le fait roi, qu'il charge un légat de lui remettre le sceptre et le diadème, insignes de sa dignité nouvelle, et qu'il « lui concède » par surcroît le droit de battre monnaie dans ses États. Des actes complémentaires délèguent à l'archevêque de Tirnovo, élevé à la dignité de patriarche, le privilège de couronner les successeurs de Kalojan, sous cette réserve que chacun d'eux renouvellera d'abord le serment de fidélité et d'obéissance prêté au Souverain Pontife. Ainsi s'affirme avec éclat le pouvoir suprême du pape en matière temporelle. Comme l'Aragon, la Bulgarie est désormais un fief où, théoriquement, l'autorité royale n'est exercée qu'en vertu d'une délégation du Saint-Siège.

Dans le royaume de Sicile, Innocent III agit réellement en suzerain durant la minorité de Frédéric-Roger, le futur Frédéric II, fils de l'empereur Henri VI. Dès son avènement, il dépêche à Palerme un légat pour réclamer à la mère de l'enfant, la régente Constance, et à l'enfant lui-même le serment « de fidélité et d'hommage lige », auquel il rappelle avec fermeté ^{p302} qu'est subordonnée l'investiture qu'ils doivent lui demander de leurs États. Il prend personnellement en mains la réorganisation du clergé sicilien et décide Constance à lui confier par testament la tutelle du jeune roi, au cas où elle viendrait à décéder. Celle-ci morte (27 novembre 1198), le royaume de Sicile n'est plus qu'un prolongement de l'État de saint Pierre. Le pape le gouverne contre vents et marées ; car il n'est pas facile de réduire à l'obéissance les seigneurs allemands de l'ancien entourage d'Henri VI qui, groupés sous le commandement de Markward d'Anweiler, naguère sénéchal d'Empire, réclament pour leur chef la tutelle de l'orphelin et l'administration du royaume. Mais Innocent tient bon, n'hésite pas à recourir aux armes et finit par l'emporter. Puis, quand l'heure lui semble venue, il choisit lui-même l'épouse qu'il destine à son pupille, la jeune veuve du roi Émeric de Hongrie, Constance, sœur d'un autre vassal du Saint-Siège, le roi d'Aragon Pierre II ; et, tout en

vassal du Saint-Siège, le roi d'Aragon Pierre II ; et, tout en émancipant le nouveau marié, malgré ses treize ans, il continue à veiller de près sur l'administration de l'Italie méridionale et de la Sicile. Il promulgue même en 1208 une ordonnance réformatrice, que les nobles du pays doivent jurer d'observer et dont l'application est confiée à deux de ses représentants.

Ces exemples suffisent à donner une idée de la politique poursuivie, non sans adresse, par Innocent III pour placer l'une après l'autre sous sa suzeraineté directe d'importantes parties du monde chrétien et pour faire de cette suzeraineté tout autre chose qu'une simple affirmation théorique. L'exemple de l'Angleterre allait bientôt prouver que de telles prétentions pouvaient mener loin, et qu'à laisser ainsi s'étendre simultanément l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle des papes les chefs des plus grands États risquaient de perdre peu à peu leur indépendance.

[*Table des matières*](#)

IV. — La dépossession des princes temporels pour crime d'hérésie : la croisade des Albigeois ¹²⁸.

Cette indépendance était menacée d'une autre façon encore. Gardien de la foi catholique, Innocent III se prétendait fondé ^{p303} à sévir directement contre les seigneurs et les princes convaincus d'hérésie, non seulement en leur appliquant les censures ecclésiastiques, mais en les poursuivant au besoin à main armée et en les dépossédant de leurs terres au profit de meilleurs chrétiens, puisque aussi bien la législation antique, qui jamais n'avait été oubliée, prévoyait contre les hérétiques la peine de la confiscation.

En 1208, les progrès inquiétants de l'hérésie albigeoise en Languedoc et le meurtre du légat pontifical Pierre de Castelnau par un écuyer du comte Raimond VI de Toulouse décidèrent Innocent à faire l'application de ces théories à Raimond lui-même, c'est-à-dire à l'un des plus grands seigneurs de France, qu'en droit féodal le roi, son suzerain, était seul qualifié pour dépouiller de son fief. Sa sentence était conçue en termes catégoriques :

¹²⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

« Nous conformant aux saints canons, suivant lesquels la fidélité n'est point due à qui n'est point fidèle à Dieu, nous déliions de leurs serments, de par notre autorité apostolique, tous ceux qui lui ont juré fidélité, coopération ou alliance, et, réserve faite des droits du seigneur principal, donnons licence à tout catholique de poursuivre sa personne, voire d'occuper et de détenir sa terre. »

Le « seigneur principal » ou suzerain visé dans cette lettre était Philippe Auguste, que le pape, il est vrai, avait, sans y réussir, tenté depuis quatre ans de mettre en branle contre les hérétiques languedociens. En vain il lui avait exposé le péril grandissant qui, au pays d'Albi et dans tous les États du comte de Toulouse, menaçait la foi orthodoxe, l'envahissement progressif et continu des doctrines « cathares », véritable négation du dogme chrétien, auquel elles substituaient une religion ^{p304} dualiste, fondée, comme le manichéisme, sur l'opposition d'un Dieu bon et d'un Dieu mauvais ; en vain il avait fait miroiter aux yeux du Capétien l'appât d'un beau fief à annexer au domaine royal : Philippe Auguste, occupé ailleurs, avait refusé de se laisser entraîner. Il avait même rappelé en termes péremptoires qu'il avait seul qualité pour confisquer la terre d'un de ses vassaux, mais n'avait pas cru pouvoir discuter le principe posé par le pape de la déchéance du comte de Toulouse pour cause d'hérésie.

C'était, au fond, l'essentiel, et le pape n'avait pas hésité à en tirer, pour sa part, cette conclusion que, le suzerain renonçant à intervenir, il n'y avait plus, tout en réservant ses droits pour la forme, qu'à aller de l'avant. D'où la terrible bulle décrétant que tous les biens de l'hérétique seraient à qui viendrait les prendre, et, puisque le comté de Toulouse était devenu pays d'infidèles, comme l'Orient turc ou l'Espagne sarrasine, prescrivant l'organisation immédiate d'une croisade pour s'en emparer et « exterminer » les ennemis de la vraie religion.

Les seigneurs de la France du nord ne se le firent pas dire deux fois. C'était pour eux une rare aubaine que de pouvoir à si peu de frais gagner des indulgences de croisades et piller des provinces exceptionnellement riches. Il fallut même les contenir : car la papauté entendait rester maîtresse de ses décisions et, en présence du refus de Philippe Auguste de s'intéresser personnellement à l'entreprise, avait réservé à ses légats le commandement des armées. Or, par prudence autant que par habileté, Innocent III, tout en ne croyant guère à la possibilité d'obtenir de Raimond de Toulouse une soumission sincère,

d'obtenir de Raimond de Toulouse une soumission sincère, était résolu à se prêter d'abord à la comédie d'une pénitence où s'affirmerait avec force la supériorité pontificale. Ses légats reçurent l'ordre d'accorder l'absolution au comte, qui, effrayé, fit soudain preuve d'une extrême déférence. Mais le pape profita de l'occasion pour donner au monde une éclatante leçon. Le 22 juin 1209, à Saint-Gilles, berceau de sa maison, « Raimond, par la grâce de Dieu duc de Narbonne, comte de Toulouse et marquis de Provence », se vit contraint de venir, dans l'humble costume du pénitent, implorer le pardon de ses péchés et livrer en gage « à l'Église romaine et à Monseigneur le pape » sept de ses meilleures places fortes de Provence. Mises sous séquestre, elles étaient d'avance adjugées en toute propriété au Souverain Pontife si jamais le comte de Toulouse manquait à son engagement de ne plus opprimer le clergé catholique, de tenir pour ^{p305} hérétiques les personnes dénoncées comme telles par les évêques et d'aider les croisés à les expulser de ses États. D'avance aussi, en cas de manquement à ses promesses, Raimond reconnaissait, au pape le droit de le dessaisir du comté de Melgueil, dont on a vu que l'hommage avait été transporté au Saint-Siège quelques années plus tôt, et allait jusqu'à autoriser les grandes communes provençales d'Avignon, Nîmes et Saint-Gilles à dénoncer leur serment de fidélité et à passer sous la suzeraineté pontificale. Jamais on n'avait assisté à une pareille humiliation.

La soumission du comte de Toulouse facilita la marche des croisés. Sous la conduite des légats, ils purent sans obstacle envahir les États d'un autre « fauteur d'hérétiques », son vassal Raimond-Roger, vicomte de Béziers et de Carcassonne. Incapable d'empêcher la prise de ses deux capitales (juillet et août 1209) et le massacre de ses sujets, Raimond-Roger se vit dépouillé de son fief, dont le conseil de la croisade, présidé par les légats, investit au nom du pape un des petits seigneurs présents, Simon, de Montfort-l'Amaury, dans l'Ile-de-France, déjà titulaire théorique du comté de Leicester en pays anglais. Et l'heureux gagnant de l'expédition ne fit aucune difficulté pour se reconnaître le vassal de l'Église romaine et solliciter l'investiture pontificale.

Le désarroi fut tel en Languedoc qu'à partir de ce moment les légats jugèrent inutile de ménager le comte de Toulouse, dont le manque de sincérité éclatait à leurs yeux. Ses complaisances persistantes à l'égard des hérétiques les amenèrent, en septembre, à

l'égard des hérétiques les amenèrent, en septembre, à l'excommunier de nouveau, à le déclarer déchu de ses droits et à procéder aux transferts de suzeraineté prévus comme sanctions dès le mois de juin. Il est vrai qu'en l'occurrence le pape s'inquiéta de l'excès de zèle de ses mandataires, ordonna même de surseoir aux mesures d'exécution et d'offrir au comte une nouvelle occasion de se justifier. Mais, de Rome au Languedoc, les courriers allaient lentement, et entre temps Simon de Montfort et les croisés avaient entamé à vive allure la conquête de l'immense province que la déchéance de Raimond de Toulouse rendait disponible : car, mis en demeure de prouver sa bonne foi en expulsant et livrant les hérétiques, en licenciant ses routiers, en rasant ses châteaux et en partant immédiatement pour la Terre Sainte, celui-ci avait fini par perdre patience et par fournir aux légats — que le pape approuva cette fois — le prétexte cherché pour renouveler contre lui l'anathème (janvier 1211) et annexer d'office aux domaines pontificaux le ^{p306} comté de Melgueil. Ils laissèrent Simon de Montfort poursuivre la guerre à outrance, prendre villes sur villes ; déposèrent et remplacèrent les évêques rétifs ; firent occuper les fiefs conquis — ceux des comtes de Foix et de Comminges et du vicomte de Béarn, au même titre que ceux du comte de Toulouse et du vicomte de Béziers, — et préparèrent l'investissement de Toulouse qui résistait encore (1211-1212). Vainement le roi Pierre II d'Aragon, suzerain de divers seigneurs du Languedoc et inquiet de tant de bouleversements, jeta tout à coup son épée dans la balance en faveur du comte Raimond ; vainement, roi très catholique et vassal de l'Église romaine, il poussa la hardiesse jusqu'à voler au secours de l'excommunié, du fauteur d'hérésie, à la tête d'une importante armée ; sa témérité fut punie : tué net dès la première bataille, devant Muret, le 12 septembre 1213, sa mort précipita la déroute des Toulousains.

Le triomphe d'Innocent III était complet. En avril 1214, Raimond de Toulouse renonçait à la lutte et acceptait l'inévitable : il livrait au pape « son corps, ses domaines, le corps de son fils et tous les domaines de son fils ». Abdication totale et sans réserves, qui laissait au seul chef de l'Église le soin de pourvoir à sa succession. Et, de fait, ce fut au nom du pape que peu après le légat Pierre de Bénévent prit possession de Toulouse ; c'est à l'Église romaine que le comte de Foix remit son château ; c'est du Souverain Pontife que Simon de Montfort dut attendre jusqu'en 1215 le règlement final qui allait le

attendre jusqu'en 1215 le règlement final qui allait le rendre légalement maître du Languedoc aux lieu et place de Raimond et de son fils.

[*Table des matières*](#)

V. — La déposition de l'empereur Otton IV ¹²⁹.

Ainsi, même sur le terrain féodal, la diplomatie d'Innocent III, jamais lassée, et qui excellait à découvrir les points faibles de l'adversaire, parvenait d'étape en étape à imposer la doctrine de la suprématie pontificale. Il n'en était que plus fort quand il avait à se mesurer, non plus avec des seigneurs lointains, mais avec l'empereur, sur qui déjà la tradition reconnaissait au Souverain Pontife un pouvoir de contrôle.

De ce côté pourtant, les déceptions ne furent pas épargnées à Innocent III. Le renversement de la situation en Allemagne ¹³⁰ p307 au cours des années 1204-1205 et le couronnement de Philippe de Souabe par l'archevêque de Cologne l'obligèrent pendant quelque temps à louvoyer. Tout en excommuniant et déposant le prélat infidèle, il renoua les pourparlers avec le rival d'Otton. Après avoir reçu de lui des assurances favorables, il accepta, dans l'été de 1207, de le réconcilier avec l'Église. Il accepta même aussitôt après, ce qui était grave, d'examiner à nouveau toute l'affaire de l'élection, au grand désespoir d'Otton, qui ne masqua ni sa surprise ni son dépit. A ses yeux, l'essentiel était de ne pas se laisser dessaisir et de tenir bon sur les principes. Or un point capital semblait acquis : Philippe de Souabe, quoique maître de la situation, acceptait, tout comme Otton, de déléguer à Rome des plénipotentiaires pour traiter « de la paix ».

Au surplus, l'assassinat de Philippe, survenu le 21 juin 1208, rendit au pape sa liberté de mouvement. Reconnu dans toute l'Allemagne, Otton s'inclina de nouveau très bas devant lui, jusqu'au jour du moins où, dans Rome, il eut enfin reçu de ses mains la couronne impériale (4 octobre 1209). Car ensuite le Guelfe se révéla pour la papauté un

¹²⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹³⁰ Voir plus haut, p. 259.

ennemi aussi redoutable que les Staufén eux-mêmes, piétinant les droits temporels du Saint-Siège en Italie et prêt à arracher au jeune Frédéric ce royaume de Sicile dont l'union avec l'Allemagne apparaissait au pape comme un péril mortel.

A la fin de l'été et à l'automne de 1210, le danger se précisa : Otton occupa une partie de l'État de saint Pierre et, aussitôt après, envahit l'Italie méridionale. Innocent III ne perdit pas son temps en discussions stériles : une première sommation étant restée sans effet, il lança l'anathème contre l'ingrat qui, traître à ses serments, traître à l'Église, ne craignait pas, pour satisfaire une ambition impie, de porter les armes contre le pape, à qui il devait tout, et contre le roi de Sicile, vassal de l'Église romaine (18 novembre 1210). Et, comme Otton néanmoins persistait et poursuivait rapidement la conquête du royaume sicilien, il agit lui aussi. L'excommunication fut notifiée partout, en Italie comme en Allemagne. Aux cités italiennes, Innocent indiqua sans retard que l'obéissance au « maudit » qui en était l'objet serait tenue pour un crime, passible à son tour d'excommunication et d'interdit, sans préjudice d'autres sanctions d'ordre matériel, telles que la perte des privilèges ou, dans le cas de Bologne (ville pontificale, il est vrai), la suppression des écoles. Aux Allemands, il laissa entendre ^{p308} qu'à l'exemple de Dieu, lorsqu'il s'est repenti d'avoir élevé Saül à la royauté, il pourrait bien lui-même remplacer le roi indigne par « un autre, plus jeune et plus dévoué ». Il négocia activement avec les évoques et les princes laïques de Germanie, obtint l'adhésion des plus influents, entre autres de l'archevêque de Mayence, du landgrave de Thuringe, du roi de Bohême, des ducs d'Autriche et de Bavière. Enfin, à sa demande, une diète solennelle tenue à Nuremberg en septembre 1211 acclama comme souverain légitime le roi Frédéric de Sicile, qui prépara méthodiquement sa venue en Allemagne, non sans avoir d'abord été à Rome renouveler, genoux en terre, les mains jointes dans celles du successeur de saint Pierre, l'hommage féodal dû pour le royaume de Sicile (Pâques 1212).

Il faut entendre alors le nouvel élu déclarer hautement qu'il n'est et ne veut être que l'humble et reconnaissante créature du pape, dont la diplomatie s'emploie, en effet, sans relâche à lui recruter des partisans ! La chancellerie pontificale expédie lettres sur lettres pour appuyer son action, pour détacher d'Otton ceux qui s'obstinent à lui rester fidèles, pour les menacer de représailles ; car nul, affirme le pape, n'a le droit de garder sa foi à un excommunié. Les Milanais sont

n'a le droit de garder sa foi à un excommunié. Les Milanais sont particulièrement visés. Ils osent passer outre aux injonctions de Rome ! Gare à eux ! Ils sont déjà suspects de complaisance envers les hérétiques ; le châtimement qui vient de frapper les Languedociens pourrait bien les atteindre eux-mêmes. Il suffira que le pape en décide ainsi, pour que l'Europe entière, se levant contre eux, aille ruiner leur commerce et anéantir leur cité : « Les soldats du Christ qui ont pris la croix, leur écrit-il, ne demandent, pour la rémission de leurs péchés, qu'à venir vous exterminer vous aussi. »

Soutenu avec cette énergie, Frédéric prend de l'assurance ; et Otton, qui est rentré précipitamment en Allemagne dès octobre 1211, ne peut l'empêcher ni d'y pénétrer l'automne suivant, ni d'y réaliser de rapides progrès. La volonté du pape s'exécute : Frédéric est couronné à Mayence en décembre 1212 ; quelques mois après (12 juillet 1213), il promulgue avec l'acquiescement des princes réunis à Eger (ou Cheb) et, pour plus de solennité, fait sceller d'une bulle d'or une constitution qui non seulement garantit la liberté des élections épiscopales, mais assure à la papauté un pouvoir absolu sur l'Église d'Allemagne, lui restitue en Italie tous les territoires quels qu'ils soient qu'elle a injustement perdus et lui promet le respect filial de ses « droits ». ^{p309} On sait le reste ¹³¹ : le coup de tête d'Otton à Bouvines, sa déroute (27 juillet 1214), son effondrement immédiat en Allemagne, le triomphe éclatant de son rival — ou plutôt du pape, qui a mené toute l'intrigue et dont l'autorité est telle à cette date que nul en Europe ne semble en mesure de lui résister.

[*Table des matières*](#)

VI. — La mainmise sur le royaume d'Angleterre (1208-1213) ¹³².

Le roi d'Angleterre venait de l'éprouver aussi. Déconsidéré par les défaites qu'il avait subies en France, il avait par surcroît commis la maladresse d'adopter dans ses rapports avec son clergé une politique qui avait dressé contre lui à la fois les évêques et la papauté.

¹³¹ Voir plus haut, p. 263.

¹³² [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Comme bien souvent déjà dans le passé, l'élection d'un nouvel archevêque de Canterbury avait déchaîné une tempête, Jean Sans-Terre ayant eu la prétention, à la mort du dernier titulaire, Hubert Walter (juillet 1205), d'imposer son candidat, Jean de Grey, évêque de Norwich. Il s'était heurté à l'opposition des électeurs réguliers, les moines de Christ-Church, qui formaient le chapitre cathédral, et à celle des évêques suffragants, dont on avait coutume de prendre l'avis. Saisi de l'incident, le pape avait cassé toutes les opérations électorales pour vice de forme et, après une longue enquête, s'était décidé, brusquant soudain les choses, à faire élire sous ses yeux, le 20 décembre 1206, par ceux des moines qui étaient venus le trouver à Rome, un candidat selon son cœur, maître Étienne Langton, cardinal-prêtre du titre de Saint-Chrysogone, homme savant et dévoué au Saint-Siège. Il avait même eu la précaution de le consacrer de ses mains au mois de juin suivant.

Furieux de ce coup de surprise, Jean Sans-Terre avait riposté en mettant sous séquestre les biens du chapitre et de l'archevêché et en expulsant les moines de Christ-Church pour les remplacer par d'autres plus dociles. Et peut-être eût-il pu tenir tête quelque temps au pape si, juste alors, en taxant à tort et à p₃₁₀ travers évêques, clercs et moines, afin de pourvoir aux besoins de la guerre de France, déjà peu populaire, il ne s'était privé par avance des sympathies, qu'avec un peu d'adresse, une attitude énergique mais loyale lui eût aisément gagnées. Il avait été jusqu'à contraindre à l'exil l'archevêque d'York qui voulait lui résister, et dont il avait aussitôt saisi le temporel, faisant ainsi le jeu de la diplomatie pontificale, toujours prête à exploiter dans l'intérêt de sa cause les moindres incidents.

En mars 1208, conformément aux ordres du pape, les trois évêques de Londres, d'Ely et de Worcester jetaient l'interdit sur l'Angleterre, ce qui entraînait la fermeture des églises, le refus des sépultures et la suppression totale des sacrements, à la seule exception du baptême des nouveau-nés. Peu après, Jean répondait à ces mesures d'une extraordinaire rigueur en ordonnant la saisie des biens du clergé, en sévissant contre les évêques, contre les moines, en accablant jusqu'aux étudiants des écoles d'Oxford, qui n'eurent d'autre ressource que de se disperser. C'était la guerre. Innocent, à qui les affaires de l'Empire donnaient alors d'autres soucis, fit son possible pour reculer l'échéance fatale. Il attendit jusqu'à la fin de 1209 pour excommunier personnellement le roi, dont les violences allaient

personnellement le roi, dont les violences allaient croissant, et jusqu'à l'été de 1211, après une dernière tentative de paix, pour délier de leurs serments de fidélité tous les sujets du royaume, laïques ou ecclésiastiques, barons ou hommes du peuple. C'était, presque jour pour jour, le moment où, d'un geste semblable, il invitait les princes allemands à rompre avec Otton de Brunswick pour reporter leur fidélité sur un prince plus respectueux du Saint-Siège. Il hésitait encore cependant à pousser aussi loin les choses en Angleterre ; mais il négociait avec Philippe Auguste, l'ennemi héréditaire du Plantagenêt, en vue d'une démonstration militaire, analogue à celle qu'il avait organisée en Languedoc contre Raimond de Toulouse.

Au mois de janvier 1213, tout étant prêt et Philippe Auguste ayant su se ménager des intelligences parmi les barons anglais, autres victimes des brutales maladroites de leur roi, le pape se résolut à la manœuvre suprême en invitant officiellement Philippe Auguste et les chevaliers de France à aller opérer la saisie du royaume d'Angleterre, que l'autorité apostolique avait résolu d'adjuger à un prince moins indigne. Au milieu de mai, la flotte du roi de France était à la veille de prendre la mer, quand survint le dénouement escompté par Innocent : Jean Sans-Terre^{p311} capitula et offrit au légat pontifical, le sous-diacre Pandolfo, sa soumission entière et sans réserves aux conditions mêmes qu'il avait plu au Souverain Pontife de fixer.

Ces conditions étaient rudes. Par un premier acte, en date du 13 mai, le roi d'Angleterre jurait, solidairement avec quatre de ses principaux barons, « d'obéir aux ordres du pape en toutes les matières pour lesquelles il avait été excommunié » ; de rapporter toutes les mesures de spoliation ou d'exil prises au cours des années précédentes ; de reconnaître Étienne Langton, de lui garantir la sécurité, ainsi qu'à tous les autres prélats, clercs ou moines qu'il avait persécutés. Par un second acte, en date du 15, il déclarait, en rémission de ses péchés, « offrir et concéder librement à Dieu et à ses saints apôtres Pierre et Paul, à la sainte Église romaine, à Monseigneur le pape Innocent et à ses successeurs tout le royaume d'Angleterre et tout le royaume d'Irlande, avec tous les droits en dépendant et toutes leurs appartenances ». Le pape acceptant néanmoins de ne pas l'en déposséder, il s'engageait à les « tenir de lui désormais en qualité de feudataire » ; il lui « jurait fidélité », à lui et à ses successeurs, dans les formes habituelles à tous les serments de vasselage, promettait d'aller aussitôt que possible lui prêter en

possible lui prêter en personne l'« hommage lige », reconnaissait pour ses héritiers l'obligation de renouveler cet hommage à chaque changement de règne, s'obligeait enfin à verser annuellement au Saint-Siège un cens réconitif de mille marcs sterling.

Peu importe, après cela, la déception, la colère froide du roi de France : le but que s'était proposé Innocent III était largement atteint. « Tu as décidé », écrit-il bientôt à son nouveau vassal, « de te faire, dans l'ordre temporel, le sujet de celui à qui, dans l'ordre spirituel, vous étiez déjà soumis, toi et tes royaumes, marquant ainsi ta volonté qu'en une seule personne, celle du vicaire du Christ, la royauté et le sacerdoce fussent unis comme le corps et l'âme, pour le plus grand profit de tous deux. »

Et telle est en effet exactement la règle de conduite qu'Innocent se propose de suivre en Angleterre : puisque, dans l'union du sacerdoce et de la royauté, il représente l'âme qui dirige le corps, il revendique un pouvoir de contrôle sur le gouvernement ; il veille sur Jean Sans-Terre comme sur un protégé ; il s'emploie par ses légats, par ses lettres, à lui épargner le souci des décisions à prendre, résout lui-même directement les conflits d'ordre ecclésiastique et demande en termes pressants qu'on les lui réserve toujours ; il invoque son droit de propriété sur les ^{p312} « royaumes » de Jean pour envoyer aux Irlandais l'ordre de rentrer dans l'obéissance ; il va jusqu'à écrire au roi, le 23 janvier 1214 : « Nous désirons, fidèle aux devoirs de notre office, pourvoir en Angleterre à la royauté, non moins qu'au sacerdoce. » Ce sont les légats pontificaux qui dirigent et confirment les élections épiscopales ; ce sont eux qui, de l'aveu même du roi, prennent en mains, lorsqu'il s'absente, le gouvernement de l'Angleterre. Le pape ne s'est pas contenté de réduire Jean Sans-Terre à la condition de vassal : il l'a mis en tutelle.

VII. — La révolte anglaise contre Jean Sans-Terre et la « Grande Charte » de 1215¹³³.

Mais il ne suffisait pas de mettre le roi en tutelle : il fallait faire accepter aux Anglais eux-mêmes un pareil régime. Et c'est ici que la théocratie jusqu'alors triomphante allait, dans les derniers temps du pontificat d'Innocent III, se heurter au premier des obstacles contre lesquels, après sa mort, elle devait finalement se briser.

Depuis sa capitulation de 1213, l'impopularité de Jean Sans-Terre était devenue telle que, dans son royaume, le principe monarchique était en train de sombrer avec lui. La papauté avait l'illusion de commander ; mais à qui ? Barons et évêques, Étienne Langton en tête, s'entendaient pour faire aux ordres du gouvernement royal une opposition irréductible et réclamer, suivant une formule déjà traditionnelle, le retour aux « bonnes coutumes », aux « bonnes lois » d'Henri I^{er} et d'Edouard le Confesseur. Aux demandes d'un concours militaire pour cette campagne de France qui devait aboutir aux défaites de Bouvines et de La Roche-aux-Moines, les barons — sous prétexte qu'ils n'étaient pas astreints à servir hors du royaume — avaient p³¹³ répondu par une fin de non-recevoir, accompagnée de menaces dont Jean n'avait pas assez tenu compte. Il s'était même entêté à vouloir exiger d'eux, dès son retour, une taxe de remplacement, dite d'« écuage », en compensation du service d'ost qu'ils avaient refusé de fournir, et les avait ainsi poussés à la révolte (début de 1215).

Des lettres du pape en date du 19 mars et du 1^{er} avril, enjoignant « aux grands, aux barons et aux chevaliers » du royaume d'Angleterre d'avoir à obéir au roi, à le « traiter avec honneur », à « s'acquitter envers lui des services accoutumés », et nommément d'avoir à lui « verser le montant de l'écuage réclamé », eurent pour seul effet de les exaspérer. « Nos barons n'ont fait aucun cas de vos lettres », écrivait avec dépit le roi à Innocent, en date du 29 mai ; et quoique « nous leur

¹³³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

ayons rappelé, ajoutait-il, que notre terre est un patrimoine de saint Pierre, que nous le tenons de lui, de l'Église romaine et de vous-même », ils n'ont rien voulu entendre. Prié de les excommunier pour infraction aux ordres du Souverain Pontife, l'archevêque de Canterbury, Étienne Langton, s'y refusa, bravant et le roi et le légat.

La révolte cependant gagnait du terrain grâce à l'appui du roi d'Écosse et des Gallois. Dès le 17 mai, la ville de Londres se donna aux rebelles, qui ne se contentèrent plus de réclamer le retour aux bonnes lois du roi Henri ou du roi Edouard, mais apportèrent un programme précis de revendications. Par peur d'une catastrophe, Jean céda. Le 19 juin, à Runnymede, près de Windsor, après quatre journées de discussions et de marchandages, il accepta de faire sceller et promulguer une « Grande charte » qui, dépassant de beaucoup la charte du roi Henri I^{er}, que les rebelles n'avaient cessé d'invoquer depuis deux ans, enregistrait officiellement la faillite du régime pour l'établissement duquel Henri II s'était dépensé sans compter durant son long règne. Jean Sans-Terre ne se laissait pas seulement arracher la promesse de renoncer aux multiples abus dont toutes les catégories de révoltés — nobles, clercs, bourgeois de Londres et leurs alliés gallois et écossais — avaient à se plaindre ; il ne désavouait pas seulement les excès de ses officiers ; il acceptait de se soumettre, pour en prévenir le retour, au contrôle d'un comité de vingt-cinq barons élus par les rebelles, avec droit de remontrance et même de recours aux armes, et, en une longue série d'articles d'une terrible netteté, consentait à l'annulation de quelques-unes des plus importantes conquêtes de la monarchie anglaise. p314

Tant du point de vue judiciaire que du point de vue militaire ou financier, tant dans ses rapports avec ses barons que dans ses rapports avec l'Église ou avec les bourgeois, dont la trahison de Londres avait souligné la connivence avec les seigneurs, le roi devait, sur des points essentiels, se résigner à un retour de trente ou quarante ans en arrière. Il devait, entre autres, en vertu de l'article 34, s'interdire d'évoquer les procès touchant la propriété ; en vertu des articles 21 et 39, restaurer le jugement féodal et la fixation des amendes par les pairs de l'accusé ; en vertu des articles 12, 14 et 15, renoncer à la levée de tout « écuage » et de toute aide royale sans le consentement exprès des vainqueurs (nobles, clercs et bourgeois de Londres), excepté, pour l'aide, les trois cas où le droit féodal anglais en considérait la perception comme normale : paiement de la rançon du seigneur,

tion comme normale : paiement de la rançon du seigneur, chevalerie de son fils aîné, mariage de sa fille aînée. Enfin, suprême dérision, le légat pontifical était cité en bon rang, au début de la charte, parmi les prélats dont les conseils avaient dicté la conduite du roi ! Était-ce donc pour en arriver là que la papauté avait pris la monarchie anglaise en tutelle ?

A la communication qui lui fut faite de cet acte insensé, Innocent III répondit le 24 août par une lettre cinglante adressée à tous les fidèles. En sa qualité de suzerain du royaume d'Angleterre, il y déclarait nulles et sans effet des décisions qui étaient « une honte pour la nation anglaise », qui n'avaient pu être extorquées que par la violence ou la menace et qui avaient pour résultat, sans que son consentement eût été sollicité, comme il eût dû l'être, d'amoindrir la valeur du fief dont il était le seigneur. En conséquence, « au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit, de par l'autorité de saint Pierre et de saint Paul et de par la sienne propre, de l'avis unanime de ses frères (les cardinaux), il réprouvait, condamnait l'acte et, sous menace d'anathème, interdisait au roi de l'observer, aux barons et à leurs complices d'en exiger l'observation ».

Mais, loin de ramener l'ordre, ces paroles hautaines et menaçantes compromirent définitivement Jean Sans-Terre aux yeux de ses sujets et déchaînèrent à nouveau la tempête. La révolution reprit avec une violence accrue. Innocent III espéra pouvoir tenir tête : il suspendit Étienne Langton et excommunia les rebelles. Pour toute réponse, les seigneurs anglais offrirent la couronne à Louis de France, fils de Philippe Auguste (octobre 1215).

Quant Innocent III mourut, le 6 juillet 1216, la partie était perdue. Le pape avait eu beau brandir l'excommunication, ^{p315} menacer les barons de diriger contre eux une croisade, englober dans l'anathème les seigneurs français et Louis de France lui-même, il n'avait pu empêcher ce dernier de passer le Détroit, de se frayer une route jusqu'à Londres, où il était entré le 2 juin, et de commencer la conquête du royaume, à l'intérieur duquel l'autorité de Jean Sans-Terre achevait de s'écrouler.

VIII. — L'apothéose d'Innocent III: le quatrième concile œcuménique de Latran (novembre 1215) ¹³⁴.

Ainsi, avant même qu'Innocent ait disparu, le système théocratique est battu en brèche. Le pape sans doute ne porte pas seul la responsabilité de la révolution qui semble entraîner la royauté anglaise à la ruine ; mais son échec est sérieux et les conséquences en seront durables.

Toutefois la gravité du symptôme paraît échapper aux yeux des observateurs les plus avertis. Car, l'incident anglais mis à part, le pontificat d'Innocent III s'achève en apothéose. Du 11 au 30 novembre 1215, près de quinze cents prélats, venus de tous les points de l'horizon — d'Italie et de Sicile, d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, de la péninsule ibérique, du royaume d'Arles, de Sardaigne et de Corse, de Pologne, de Hongrie, de Dalmatie, de Chypre, de Syrie, de l'empire latin de Constantinople — et avec eux une foule de représentants des rois et des princes, accourus à Rome pour répondre à l'appel du chef de la chrétienté, se pressent autour de lui dans la basilique de Saint-Jean de Latran. Concile vraiment « œcuménique », où pour la première fois un pape a le sentiment de parler au monde.

Et le monde l'écoute. Le 11, le 20 et le 30 novembre, Innocent préside avec une rare autorité trois grandes séances d'apparat ; il y dicte les décisions souveraines qu'il a d'avance fait prévaloir au sein des commissions réunies dans son palais. Tout y est passé en revue : la réorganisation de l'Église, le statut des ordres religieux, la législation canonique, la croisade contre l'Infidèle, la répression de l'hérésie, les affaires d'Albigéois, ^{p316} d'Allemagne, d'Angleterre, et pour aboutir dans chaque cas à une décision où s'affirme le pouvoir souverain du pontife. Otton de Brunswick et Raimond VI de Toulouse sont déclarés solennellement et définitivement déchus, l'un de son trône, l'autre de son comté languedocien, au profit de Frédéric II et de

¹³⁴ **OUVRAGES À CONSULTER.**

Simon de Montfort. Les rebelles anglais sont condamnés et la peine de la « suspense » maintenue contre l'archevêque de Canterbury, Étienne Langton, traître à son roi et à l'Église romaine. La confiscation et la déchéance frappent tout hérétique qui refuse de se soumettre ou tout prince séculier qui se dérobe au devoir de poursuivre l'hérésie. Dans tous les domaines, au temporel comme au spirituel, le pape maintient ses positions. Pour la forme, il donne la parole aux intéressés : il laisse entre autres, le 20 novembre, les partisans d'Otton de Brunswick exposer sa défense ; il écoute attentivement leur plaidoirie, prend la peine de la réfuter ; mais, dès que le débat menace de tourner au tragique, il lève la séance : car la cause est entendue et la décision pontificale a force de loi.

Spectacle impressionnant qui donne l'illusion d'une absolue maîtrise. Et nous ne nous étonnons pas quand, au milieu du silence général, nous voyons, dès la première séance, le Souverain Pontife se lever du trône où il siège, dominant de haut le vaste auditoire, pour clamer la détresse de la Terre Sainte, la honte de la chrétienté qui laisse aux mains des Infidèles le tombeau du Sauveur, la nécessité pour les rois, pour les princes, pour les peuples, de se dresser tous d'un seul élan, afin d'aller « combattre le combat du Seigneur et venger l'injure du Crucifix ». D'enthousiasme, il fait approuver un bref et impérieux décret qui oblige l'Europe entière à prendre la croix et à partir l'été suivant au secours des lieux saints ; puis, pour permettre cet exode, il édicte « une paix générale de quatre ans », sous le couvert de laquelle il a l'espoir que « le monde chrétien tout entier » pourra se consacrer à l'œuvre du Christ. ^{p317}

Bibliographie du CHAPITRE III.
La théocratie pontificale. Innocent III.

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — L'ouvrage moderne le plus important est celui d'A. Luchaire, *Innocent III* (Paris, 1904-1908, 6 vol. in-12, portant chacun un sous-titre particulier), sans références, mais dont quelques chapitres ont paru isolément avec références à l'appui (*Revue historique*, t. LXXXI, 1903 ; t. XCVII et XCVIII, 1908 ; *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales*, vol. 158, 160, 161, 164, 165) ; des notes bibliographiques communes aux six volumes figurent en outre au dernier d'entre eux : *Le concile de Latran et la réforme de l'Église*. Quelques vues d'ensemble à retenir dans R. W. et A. J. Carlyle, *A history of mediæval political theory in the West*, t. V (Londres et Edimbourg, 1928, in-8°), p. 114-156. Dans l'*Histoire de l'Église* publ. par A. Fliche et V. Martin, le t. X, non encore paru, sera consacré à *La monarchie pontificale (1198-1268)*. — Pour le détail, il y a encore quelque profit à tirer du vieux livre, bien terne, de F. Hurter, *Geschichte Papst Innocenz des Dritten und seiner Zeitgenossen* (Hambourg, 1834-1842, 4. vol. in-8° ; t. I, 3^e éd., 1841 ; t. II-IV, 2^e éd., 1842-1844), qui a été traduit deux fois en français sous le titre : *Histoire du pape Innocent III et de ses contemporains*, par Saint-Chéron et Haiber (Paris, 1838, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., 1839, 4 vol. ; 3^e éd. 1855, 3 vol.) et par Jager et Vial avec introduction, notes et pièces justificatives (Paris, 1840, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., 1843, 3 vol.). Mais rien ne vaut pour l'intelligence de cette époque décisive la lecture directe de la volumineuse correspondance du pape, dont Migne a reproduit l'essentiel dans sa *Patrologie latine*, t. CCXIV à CCXVII, et dont un inventaire a été dressé — incomplètement encore — par Potthast, au t. I de ses *Regesta pontificum romanorum* (Berlin, 1874, in-4°), qu'A. Luchaire a corrigés par son étude sur *Les registres d'Innocent III et les Regesta de Potthast*, dans *Université de Paris. Bibliothèque de la Faculté des lettres*, fasc. 18 (Paris, 1904, in-8°), p. 1-83. Une traduction allemande partielle avec notes a été donnée par Mlle G. Tangl de la partie de la correspondance relative à l'élection au trône d'Allemagne : *Das Register Innocenz' III über die Reichsfrage, 1198-1209* (Leipzig, 1923, petit in-8°, fasc. 95 de la collection « Die Geschichtschreiber der deutschen Vorzeit »).

I. L'intervention du pape dans les élections au trône d'Allemagne (1198-1201).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres cités à la note précédente (le troisième volume de l'*Innocent III* d'A. Luchaire porte le sous-titre : *La papauté et l'Empire*), voir A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. IV (cité p. 2481, et les ouvrages relatifs à l'histoire d'Allemagne durant la période étudiée ici, en particulier Éd. Jordan, au t. IV (section moyen âge) de l'*Histoire générale* de G. Glotz, et le manuel de K. Hampe, *Deutsche Kaisergeschichte* (cités p. 129), la consciencieuse *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Hohenslaufen* de J. Jastrow et G. Winter (Berlin, 1893-1901, 2 vol. in-8°, de la « Bibliothek deutscher Geschichte » publ. par Zwiedineck-Südenhorst) et les annales des règnes de Philippe de Souabe et d'Otton IV, par E. Winkelmann, citées p. 248. Le catalogue des actes de ces deux rois, en partie publiés dans les *Monumenta Germaniae historica*, a été dressé dans J. F. Boehmer, *Regesta imperii*, V : *Die Regesten des Kaiserreichs unter Philipp, Otto IV, Friedrich II, Heinrich VII, Konrad IV, Heinrich Raspe, Wilhelm und Richard, 1198-1272*, par J. Ficker et E. Winkelmann (Innsbruck, 1881-1901, 5 fasc. in-4°). Dans son *Philipp II August, König von Frankreich*, t. IV, 1^{re} partie (Leipzig, 1921, in-8°), A. Cartellieri précise plusieurs points de détail. Sur la situation juridique créée par la double élection de 1198, consulter H. Mitteis, *Die deutsche Königswahl. Ihre Rechtsgrundlagen bis zur Goldenenbulle* (Baden bei Wien, [1938], in-8°). Sur les engagements pris par Otton IV envers Innocent III, voir J. Haller *Innocenz III und Otto IV*, dans *Papsttum und Kaisertum.. Forschungen zur politischen Geschichte und Geisteskultur des Mittelalters*, Paul Kehr... dargebracht (Munich, [1925], in-8°).

II. L'intervention du pape dans la guerre franco-anglaise (1203-1204).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués p. 292, voir surtout A. Cartellieri, *Philipp II August*, t. IV, 1^{re} partie (cité p. 293), et les travaux cités p. 255.

III. Les prétentions pontificales à la suzeraineté des États chrétiens.

OUVRAGES À CONSULTER. — Le cinquième volume du grand ouvrage d'A. Luchaire, cité p. 292, porte le sous-titre : *Les royautés vassales du Saint-Siège*, et traite une partie des questions étudiées ici. Sur Innocent III et le royaume de Sicile, F. Baethgen, *Die Regentschaft Papst Innocenz' III im Königreich Sizilien* (Heidelberg, 1914, in-8°, fasc. 44 des « Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte »), et Van Cleye, *Markward of Anweiler and the Sicilian regency*, cité p. 248 ; quelques détails aussi dans W. Cohn, *Das Zeitalter der Hohenstaufen in Sizilien. Ein Beitrag zur Entstehung des modernen Beamtenamtes* (Breslau, 1925, in-8°, fasc. 134 des « Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte » fondées

chungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte » fondées par O. Gierke). — Sur les États « censiers » en général, voir le livre fondamental et suggestif de Paul Fabre, *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine* (Paris, 1892, in-8°, fasc. 62 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »), et son édition (achevée par Mgr. Duchesne) du *Liber censuum de l'Église romaine* (Paris, 1889 et suiv., 2 vol., dans la même « Bibliothèque », série in-4°), où les textes les plus importants (au fascicule 1 surtout) sont accompagnés d'une riche annotation. — Sur la politique de Grégoire VII en cette matière, A. Fliche, *La réforme grégorienne*, t. II : *Grégoire VII* (cité p. 33), dont certaines idées toutefois paraissent contestables ; R. W. et A. J. Carlyle, *A history of mediaeval political theory in the West*, t. IV (Edimbourg et Londres, 1922, in-8°). — Études de détail : P. Kehr, *Wie und wann wurde das Reich Aragon ein Lehen der römischen Kirche*, dans les *Sitzungsberichte der Preussischen Akademie der Wissenschaften, Philos.-histor. Klasse*, ann. 1928, p. 196-223 ; du même, *Das Papsttum und die Königreiche Navarra und Aragon bis zur Mitte des XII Jahrhunderts*, fasc. 4 des *Abhandlungen der Preussischen Akademie der Wissenschaften, Philos.-histor. Klasse*, ann. 1928 (Berlin, 1928, in-4°, 58 p.) ; C. Erdmann, *Das Papsttum und Portugal im ersten Jahrhundert der Portugiesischen Geschichte*, fasc. 5 du même volume (Berlin, 1928, in-4°, 63 p.) ; du même, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens* (cité p. 56), append. 4, p. 347-362 : *Gregor VII als Lehnsherr Aragons* ; sur l'hommage des princes normands d'Italie et Sicile, voir l'étude de P. Kehr, citée p. 47 ; — sur la bulle *Laudabiliter*, voir la note de la p. 176.

IV. La dépossession des princes temporels pour crime d'hérésie : la croisade des Albigeois.

OUVRAGES À CONSULTER. — Avant tout, le deuxième volume de l'*Innocent III* d'A. Luchaire (cité p. 292), qui porte le sous-titre : *La croisade des Albigeois*, et l'exposé du même auteur dans l'*Histoire de France* d'E. Lavisse, t. III, 1^{re} partie (1901). Y joindre maintenant P. Belperron, *La croisade contre les Albigeois et l'union du Languedoc à la France* (Paris, 1942, petit in-8°), que dépare une excessive prétention à la nouveauté. H. Pissard s'est efforcé de dégager la doctrine pontificale dans son petit volume *La guerre sainte en pays chrétien ; essai sur l'origine et le développement des théories canoniques* (Paris, 1912, in-12). — Pour le détail des faits, voir l'*Histoire de Languedoc* de dom Vaissete (1737), nouvelle édition, enrichie de notes et commentaires par A. Molinier, t. VI (Toulouse, 1874, in-4°). Sur l'hérésie et la société cathares, comme aussi sur les Vaudois languedociens, voir Ch. Molinier, *L'Église et la société cathares*, dans la *Revue historique*, t. XCIV (1907), p. 225-248, et XGV (1907), p. 1-22 et 263-291 ; Jean Guiraud, *Histoire de l'Inquisition au moyen âge*, t. I (Paris, 1935, in-8°), p. 35-333, refonte d'un exposé placé en tête du *Cartulaire de Notre Dame de Prouille* publié par le même auteur (Paris, 1907, 2 vol. in-4°). Cet exposé est d'ailleurs discutable. Cf., entre autres, E.-G. Léonard, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XCVII (1936), p.

bibliothèque de l'École des Chartes, t. XCVII (1936), p. 143-149, et l'importante contribution apportée à la question par le R. P. Antoine Dondaine, *Aux origines du valdéisme. Une profession de foi de Valdès*, dans l'*Archivum fratrum praedicatorum*, t. XVI (1946), p. 191-235.

V. La déposition de l'empereur Otton IV.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes qu'au § I, p. 293.

VI. La mainmise sur le royaume d'Angleterre (1208-1213).

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Outre le cinquième volume de l'*Innocent III* d'A. Luchaire (*Les royautés vassales du Saint-Siège*), voir Else Gütschow, *Innocenz III und England* (Munich et Berlin, 1904, in-8°, fasc. 18 de la « Historische Bibliothek ») ; A. Cartellieri, *Philipp II August*, t. IV, 2^e partie (1922), cité p. 233 ; Powicke, *Stephen Langton*, cité p. 255 ; les volumes sur le royaume anglais et Jean Sans-Terre cités p. 233.

VII. La révolte anglaise contre Jean Sans-Terre et la « Grande Charte » de 1215.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Aux ouvrages indiqués p. 233 et 310, joindre Ch. Petit-Dutaillis, *Étude sur la vie et le règne de Louis VIII* (Paris, 1894, in-8°, fasc. 101 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques »). Sur la Grande Charte, W. Stubbs, *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, t. I (cité p. 3), avec les notes et additions de Ch. Petit-Dutaillis ; W. S. Mac Kechnie, *Magna Carta. A commentary of the Great Charter of king John, with an historical introduction* (Glasgow, 1905, in-8° ; 2^e éd., 1915) ; *Magna Carta. Commemoration essays*, édité par H. E. Malden (Londres, 1917, in-8°), recueil d'études publié à l'occasion du septième centenaire de la Grande Charte ; L. Leclère, *La Grande Charte de 1215 est-elle une « illusion » ?* dans les *Mélanges d'histoire offerts à Henri Pirenne* (Bruxelles, 1926, 2 vol. in-8°), t. I, p. 279-290. Le texte de la Grande Charte a été publié dans les *Select charters* de W. Stubbs (voir ci-dessus, p. 159) et dans Ch. Bémont, *Chartes des libertés anglaises* (cité p. 163).

VIII. L'apothéose d'Innocent III : le quatrième concile œcuménique de Latran (novembre 1215).

OUVRAGES À CONSULTER. — Le sixième volume de l'*Innocent III* d'A. Luchaire : *Le concile de Latran et la réforme de l'Église* (Paris, 1908, in-12), dont tout le début — sur le concile même — a paru avec les références et des notes, sous le titre *Innocent III et le quatrième concile de Latran*, dans la *Revue historique*, t. XCVII (1908), p. 225-263, et t. XCVIII (1908), p. 1-21. Le texte des discours prononcés par le pape est dans Migne, *Patrologie latine*, t. CCXVII.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre IV

*La papauté et le gouvernement de la pensée chrétienne*¹³⁵.

Dans sa logique implacable, le programme politique d'Innocent III, qui réservait à la papauté le pouvoir suprême dans le monde chrétien tout entier en détournant à son profit le système féodal, était d'une application difficile. Il exposait le Souverain Pontife au risque de conflits incessants entre les rois et les princes qu'il prétendait transformer en vassaux, et l'impliquait dangereusement dans le détail de leurs affaires. Aussi, sans jamais négliger aucune occasion de formuler la doctrine de l'universelle prééminence du pouvoir pontifical, les successeurs d'Innocent III vont-ils être conduits à modérer peu à peu leurs prétentions en matière temporelle, quitte à intensifier leur action en matière spirituelle. Leurs efforts tendront principalement à s'assurer sans réserves le contrôle de toute la vie religieuse et de la pensée chrétienne en Occident, selon les méthodes qu'au surplus Innocent avait inaugurées lui-même lorsque, défenseur inflexible de l'orthodoxie en même temps que du droit canon et de la discipline, il avait rêvé de faire de Rome, du point de vue ecclésiastique comme du point de vue politique, le centre et, si l'on peut dire, le poste de commandement de la chrétienté.

¹³⁵ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

[*Table des matières*](#)

I. — Les nouvelles milices pontificales : les Dominicains et les Franciscains ¹³⁶.

Pour l'accomplissement de leurs desseins, les papes du XIII^e siècle eurent la bonne fortune de rencontrer à point nommé le ^{p318} concours de deux ordres nouveaux, dont le terrain d'action finit par se confondre en partie : les Dominicains et les Franciscains. L'ordre de saint Dominique devait sa naissance à la campagne de prédications entreprise contre l'hérésie cathare avant le début de la croisade albigeoise. Amenés en 1206 par le hasard d'une mission officielle à traverser les contrées languedociennes, l'évêque d'Osma Diégo et le sous-prieur de son chapitre cathédral, Dominique de Guzman, eurent l'idée de s'essayer pendant ^{p319} quelques mois, avec le consentement des légats pontificaux, à l'œuvre que les prédicateurs officiels n'avaient pu mener à bien. Au lieu de le prendre de haut, comme l'avaient trop souvent fait les moines cisterciens auxquels la papauté avait surtout eu recours jusqu'alors, au lieu d'écraser comme eux de leur magnificence des hérétiques dont la vie austère et simple voulait rappeler celle des premiers chrétiens, ils entreprirent de gagner par la simplicité et l'austérité de leur propre vie la confiance de ces fidèles égarés et de combattre leurs erreurs en s'adressant à leur raison.

Les premiers résultats obtenus, sans être décisifs, encouragèrent cependant Dominique à solliciter de ses supérieurs l'autorisation d'abandonner sa charge pour se consacrer tout entier à la nouvelle tâche vers laquelle il se sentait appelé. Ayant renoncé une fois pour toutes aux biens de ce monde, résolu à n'attendre que de la charité publique les moyens de pourvoir à son existence matérielle, il ne vécut plus que pour l'apostolat. Prêcher, prodiguer inlassablement aux hérétiques, aux âmes dévoyées, comme le demandait Innocent III, « le pain de la divine parole », fut désormais le but unique de ses efforts. Puis quelques disciples se joignirent à lui ; le petit groupe de « prêcheurs » grossit peu à peu, sous l'œil bienveillant de l'évêque de

¹³⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Toulouse, qui leur accorda en 1215 une ^{p320} demeure dans sa ville épiscopale. Le 22 décembre 1216 enfin, ils obtinrent du pape Honorius III une approbation officielle, qui leur valut encore quelques adhésions et leur permit, malgré la répugnance du Saint-Siège pour la multiplication des ordres religieux, de s'organiser petit à petit — sous le couvert de la règle des chanoines de saint Augustin, assez fortement transformée, — en un ordre de caractère nouveau, qui reçut le nom d'ordre des « Frères Prêcheurs ».

Dès 1217, quoique le nombre de ses adhérents ne fût encore que de vingt et un au total, l'ordre commençait à essaimer hors du diocèse de Toulouse ; et voyant très vite le parti qu'il en pourrait tirer pour son œuvre de centralisation religieuse, le Souverain Pontife invitait Dominique à venir s'établir à Rome même, dans un ermitage qu'il lui céda. C'était pour les Prêcheurs la certitude du succès. Et, de fait, à dater de ce moment, grâce à l'appui pontifical, l'ordre, dont les progrès jusqu'alors avaient été si lents, prit tout à coup un essor rapide : le nombre de ses couvents était déjà de soixante à la mort de saint Dominique (6 août 1221) ; il atteignait quinze ans plus tard le total de trois cents. Mais la discipline rigoureuse que le saint, puis ses successeurs, les « maîtres généraux » ¹³⁷ investis par voie d'élection et pour leur vie entière d'une autorité absolue, surent imposer à toutes les maisons dominicaines, sauvegarda aisément la cohésion de l'ensemble, en même temps que la forte culture théologique dispensée à tous les Frères faisait d'eux une incomparable troupe de prédicateurs, occupée à répandre en Europe la doctrine romaine.

Or, par une coïncidence qui n'était certainement pas un pur effet du hasard, à l'époque même où saint Dominique jetait les premiers fondements de son ordre, l'Italie en voyait naître un autre, pareillement épris de pureté évangélique et pareillement promis à de belles destinées : celui des Frères Mineurs, disciples de saint François d'Assise.

Il y avait alors, dans une grande partie de l'Occident chrétien, surtout parmi le peuple des villes, comme une soif de vie mystique qu'un clergé paroissial, mal recruté et plus mal instruit encore, n'arrivait pas à satisfaire. Beaucoup semblaient dans l'hérésie. Le

¹³⁷ *Magistri* (et non *domini*), c'est-à-dire les maîtres au sens scolaire du mot.

succès prodigieux de la secte cathare, dont il n'est pas exagéré de dire qu'elle mit pendant un temps l'Église catholique en péril, ne s'explique pas autrement. Certains, ^{p321} tout en s'éloignant peu à peu de l'Église, ne se proposaient d'abord comme but que de parer à ses insuffisances en complétant son action. Simples laïcs, mais ayant puisé dans la lecture des Livres Saints, plus ou moins exactement traduits, le goût des vertus évangéliques, ils avaient entrepris par la parole et par l'exemple une active propagande en faveur du retour aux vertus chrétiennes des premiers âges. Tels étaient les « Humiliés » de Milan, dont beaucoup toutefois purent être ramenés à l'orthodoxie par Innocent III, et surtout les « Pauvres » de Lyon, plus connus sous le nom de « Vaudois », en souvenir de celui qui vers 1170 avait été l'initiateur de leur secte, le marchand lyonnais Pierre Valdo. Renonçant à leurs biens, essayant jusque dans leur costume, modeste à l'extrême, de ressusciter la vie des temps apostoliques, s'astreignant à ne tirer que de la charité publique leurs moyens d'existence, les Vaudois avaient fini, en se répandant jusqu'en Dauphiné, en Provence, en Piémont, en Lombardie et même au delà, par s'insurger contre l'Église romaine et se constituer à eux-mêmes une manière de clergé protestataire.

Mais l'abandon de l'orthodoxie n'était pas une conséquence inéluctable de cette exaltation mystique. Parti du même point que Pierre Valdo, saint François, tout comme saint Dominique, sut rester jusqu'au bout en communion avec l'Église et — à la différence des Vaudois, dont un très petit nombre seulement, qu'on appela les « Pauvres catholiques », acceptèrent, entre 1207 et 1210, de rentrer dans l'obédience de Rome, — la milice franciscaine fut dès l'origine, si l'on néglige une courte période de tâtonnements, un des meilleurs et des plus fermes soutiens de la papauté.

D'une famille de marchands, tout comme son précurseur lyonnais et, dès l'âge de vingt-cinq ans à peine, conquis comme lui à une vie de renoncement total et d'apostolat, celui qu'on devait appeler bientôt « le Petit Pauvre » — *il Poverello* — d'Assise, ne fut d'abord qu'un pénitent isolé. Mais, après deux ou trois ans de recueillement ¹³⁸, sa propagande se fit si active et pressante, qu'en 1209 déjà ses disciples formaient avec lui, à l'image des apôtres, une « famille » de douze

¹³⁸ De 1206 à 1208 ou 1209, suivant les biographes.

« petits frères », ou frères « mineurs », dont le pape consentait, l'année suivante, à approuver oralement le zèle pieux. Une « parcelle » (*portiuncula*) de terre que les moines clunisiens d'Assise leur avaient abandonnée pour y élever d'humbles cabanes fut leur ^{p322} premier ermitage. C'est de là que, pieds nus dans leurs sandales, une corde serrant autour de la taille la rude tunique de laine grise qui leur valut en Angleterre le surnom de « frères gris » qui leur est resté outre-Manche, saint François et ses compagnons partirent évangéliser le monde.

Leur but, à cette date, était bien distinct de celui des Frères Prêcheurs. Ils ne se proposaient nullement, pour leur part, de discuter avec les hétérodoxes. N'étant point clercs comme les disciples de saint Dominique, mais simples laïcs, ils avaient été invités expressément par la papauté à laisser le dogme en dehors de leurs prédications et à se cantonner sur le terrain de la morale évangélique. C'était, au surplus, leur terrain d'élection. Car ni saint François ni ses disciples ne s'embarrassaient de théologie : comme leur vie, toute de renoncement à soi-même et de don à autrui, leurs discours sans apprêt, mais qui parlaient directement à l'âme, n'étaient guère, dans les premiers temps, qu'un appel — un appel enflammé et d'une poésie sublime — à l'humilité chrétienne, à l'amour de Dieu, à la pratique de la charité.

Dès 1213, saint François ambitionnait d'étendre cet apostolat à toute la chrétienté et presque aussitôt se risquait personnellement quelques mois en Espagne. Quatre ans plus tard, il arrêtait le principe d'une répartition de ses disciples entre les diverses contrées de l'Europe occidentale ; puis, rêvant déjà d'évangéliser les Infidèles, passait les mers en 1219 pour rejoindre sur le Nil les croisés qui, cette année-là, réussirent à entrer dans Damiette. Son séjour y fut de courte durée et n'eut pas de résultat immédiat ; mais il n'en alla pas de même en Europe, où ses disciples commencèrent dès lors à fonder des établissements durables, qui allaient rapidement essaimer à leur tour. Après l'Italie, la France et l'Espagne dès 1219, puis l'Allemagne dès 1221, et l'Angleterre dès 1224, donnaient asile à l'ordre naissant, dont l'extraordinaire succès dépassait de beaucoup même celui des Frères Prêcheurs, puisque, au bout d'un demi-siècle déjà, le nombre des couvents franciscains s'élevait à plus de onze cents, répartis entre trente-deux « provinces », et que, selon les estimations les plus modérées, les douze « petits frères » de 1209 étaient devenus au moins vingt ou trente mille, auxquels il conviendrait d'ajouter encore

trente mille, auxquels il conviendrait d'ajouter encore les innombrables membres du tiers-ordre de saint François et la foule sans cesse croissante des Clarisses, ou « pauvres dames », disciples enthousiastes de sainte Claire d'Assise, la touchante adepte de la pauvreté franciscaine. ^{p323}

Ce brusque essor n'eût pas été sans risques si, comme chez les Dominicains, une forte centralisation gouvernementale n'en avait atténué les inconvénients. L'ascendant exercé de son vivant par saint François, puis, après sa mort (1226), l'autorité dévolue sur l'ordre entier au « ministre général » désigné par le chapitre de la communauté, permirent de lutter victorieusement contre les ferments de discorde. Une hiérarchie de chefs, un peu plus poussée que celle des Dominicains ¹³⁹, et qui, du « ministre général », descendait par degrés aux « ministres provinciaux », préposés chacun au gouvernement d'une « province », puis aux « custodes », chargés d'une subdivision de la province, et enfin aux « gardiens », dont le commandement était limité au cadre du couvent, assurait la prompte obéissance aux décisions prises en haut lieu.

Il est vrai que l'esprit franciscain, tout de douceur cependant et d'humilité, n'était pas fait pour l'obéissance passive à un chef omnipotent. Saint François n'avait voulu être qu'un frère entre les frères, et ni ses successeurs à la tête de l'ordre, ni les supérieurs de provinces ne reçurent jamais d'autre titre que celui de « ministres » (*ministri*), c'est-à-dire, dans le langage de l'époque, « serviteurs » de la communauté. La délégation de pouvoir qui leur était consentie ne fut jamais tenue pour irrévocable, et, dans les années qui suivirent la mort du fondateur, les conflits entre le ministre général et le chapitre ne furent ni rares ni toujours bénins. Mais la papauté était trop intéressée à l'avenir d'une entreprise qui apportait à sa grande œuvre de régénération du monde chrétien un concours enthousiaste, pour ne pas s'efforcer d'aplanir l'une après l'autre les difficultés qui pouvaient en contrarier la réussite. Elle s'y employa avec d'autant plus de persévérance que, tout comme les Prêcheurs, les Mineurs lui étaient

¹³⁹ Chez les Dominicains, il n'y avait pas dans la hiérarchie de degré équivalent à celui des « custodes » : le supérieur de la province (le « provincial ») avait directement sous ses ordres les supérieurs ou « prieurs » de tous les couvents de sa circonscription.

directement soumis. Depuis 1227, un des cardinaux de la Curie était même délégué à la « protection » de leur ordre. Ainsi la sollicitude du Souverain Pontife pouvait s'exercer à bon escient et il lui devenait possible du même coup de diriger conformément à ses vues l'action de cette extraordinaire armée d'évangélistes dont la parole ardente soulevait les foules, sans jamais néanmoins engager la responsabilité du Saint-Siège. p324

[*Table des matières*](#)

II. — L'établissement de l'Inquisition ¹⁴⁰.

Le service essentiel que ces deux ordres rendirent d'abord à la papauté fut de l'aider à conjurer définitivement le péril cathare.

Rien que dans le midi languedocien, il restait beaucoup à faire pour éliminer l'hérésie. La croisade albigeoise n'avait donné, du vivant d'Innocent III, que des résultats très incomplets ; et même lorsque, après la mort du pape, l'affaire eut été reprise en mains par la royauté capétienne ¹⁴¹, toujours prête à récolter ce que d'autres avaient semé, lorsque les armées de Louis VIII, puis la diplomatie de sa veuve, la régente Blanche de Castille, eurent abattu la maison de Saint-Gilles, l'écrasement des cathares fut loin d'être acquis. p325

Innocent III s'était bercé de l'illusion qu'il suffisait de jeter les barons du nord à la curée pour atteindre le but qu'il s'était proposé. Or la politique avait très vite rejeté dans l'ombre l'aspect religieux de l'expédition. La croisade contre les hérétiques, à s'en tenir aux apparences, avait été moins édifiante encore que les croisades de Terre Sainte ou que la croisade de Constantinople, et, par son souci de créer un comte de Toulouse qui fût son vassal lige, le pape avait peut-être semblé lui-même se préoccuper à l'excès des résultats temporels de la victoire. Aussi les gains positifs que la croisade avait procurés à la cause de l'orthodoxie étaient-ils médiocres. Pour les étendre et les consolider, il fallait recourir à des méthodes nouvelles : c'est de cette pensée que naquit l'Inquisition, à laquelle les deux ordres mendiants,

¹⁴⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹⁴¹ Voir plus loin, chap. VI, p. 383-384.

celui des Frères Prêcheurs surtout, collaborèrent tout de suite activement.

Au vrai, l'« inquisition », c'est-à-dire la recherche (*inquisitio*) et la poursuite judiciaire des hérétiques en vue de leur châtement ou de leur extermination, était chose connue depuis longtemps. Bien avant la croisade albigeoise, les évêques et leurs auxiliaires normaux s'étaient employés souvent avec succès à déceler l'hérésie et à instrumenter contre ses fauteurs ; et, comme l'Église s'interdit de verser le sang, ils avaient à mainte reprise confié au « bras séculier » le soin de faire justice des coupables, conformément aux prescriptions de la loi romaine. Mais que de fois le zèle des prélats ou bien la science, la perspicacité, voire l'indépendance des clercs commis par eux aux enquêtes s'étaient trouvés en défaut ! Que d'inégalités aussi ! Les mêmes doctrines, condamnées par les uns, étaient tenues pour orthodoxes par les autres ; selon les diocèses, les mêmes faits d'hérésie valaient aux coupables reconnus soit de simples peines canoniques, soit l'exil, soit la prison à temps ou à vie, soit le supplice du bûcher.

Ces inégalités choquantes avaient depuis longtemps retenu l'attention des pouvoirs publics. Plusieurs chefs d'État, spontanément ou sur les instances de la papauté, étaient, en diverses circonstances, intervenus pour unifier les méthodes et les sanctions, et l'on allait voir l'empereur Frédéric II, malgré son indifférence en matière religieuse, élaborer, de 1220 à 1238, une des législations les plus dures qui aient jamais été promulguées contre l'hérésie.

Justement préoccupés du problème, les papes, non contents de légiférer eux aussi, avaient résolu de confier à des mandataires ^{p326} spéciaux une partie de plus en plus grande de la besogne à laquelle les tribunaux diocésains se montraient impropres, surtout dans des contrées comme le Languedoc, où les progrès des doctrines hétérodoxes la rendaient écrasante. Durant les années qui précédèrent la croisade albigeoise, Innocent III avait rencontré parmi les moines de l'ordre cistercien des auxiliaires dévoués, et plusieurs d'entre eux — Pierre de Castelnau était du nombre — avaient reçu de lui la mission précise de rechercher les hérétiques, d'instruire leur procès et de veiller à leur châtement. Mais les Cisterciens n'avaient que médiocrement réussi quand, peu après, la naissance de l'ordre des Frères Prêcheurs était venue fournir au Saint-Siège l'instrument dont il avait besoin. Entraînés à la science théologique dès leur admission

Entraînés à la science théologique dès leur admission dans les rangs dominicains, toujours mobilisables, sans résidence fixe, et par conséquent moins enclins que quiconque aux entraînements ou aux complaisances que créent les attaches locales, dociles aux instructions qu'ils recevaient de leur supérieur, c'est-à-dire de Rome, les Prêcheurs, dès l'origine voués à la conversion des cathares, étaient tout désignés comme « enquêteurs » ou « inquisiteurs » d'hérésie.

A dater de 1232 au plus tard, Grégoire IX commençait à leur confier cette charge en diverses régions, notamment dans l'Italie du Nord, dans le comté de Bourgogne, dans le royaume d'Aragon ; au mois d'avril suivant, il étendait cette mission à la France tout entière, ainsi qu'aux « provinces voisines », et le notifiait aussitôt aux évêques, trop « accablés », disait-il, « sous le poids des soucis » pour pouvoir seuls suffire à la tâche. Ce n'était pas, en principe, le dessaisissement des tribunaux épiscopaux ; les évêques étaient simplement invités à laisser auprès d'eux les commissaires pontificaux instrumenter à leur aise ; mais comme, à la différence des sentences épiscopales, celles des nouveaux inquisiteurs étaient sans appel, comme ils disposaient, par la volonté du Souverain Pontife, de pouvoirs discrétionnaires, il était inévitable — et c'est ce qui arriva en effet — qu'en matière d'hérésie leur juridiction se substituât insensiblement à toutes les autres.

Les Dominicains ne furent d'ailleurs pas tout à fait seuls chargés d'un office aussi lourd. Presque dès le début (à dater de 1235 environ), quoique avec quelques hésitations, les papes leur adjoignirent de temps à autre des commissaires choisis dans l'ordre de saint François. La désignation d'inquisiteurs franciscains fut néanmoins plutôt exceptionnelle, et ce n'est pas à tort qu'on a ^{p327} pris l'habitude de considérer ce qu'on appellera dans la suite le « Saint Office » comme l'œuvre propre des Frères Prêcheurs.

Pour en bien comprendre le caractère, il ne faut pas oublier que l'institution a pris corps au lendemain de la guerre albigeoise, dans un pays infecté d'hérésie, dont les dirigeants, quoique officiellement réconciliés avec l'Église, restaient suspects et où la victoire même des représentants de l'orthodoxie incitait les hérétiques à se dissimuler par crainte de représailles. Les démasquer, ramener bon gré mal gré les brebis égarées au bercail et, en cas d'échec, prendre impitoyablement

toutes mesures utiles pour empêcher la contagion de l'exemple, était une tâche délicate, qui pouvait aisément dégénérer en féroce persécution. Afin d'obtenir des témoignages à charge, les inquisiteurs furent obligés de promettre à ceux qui déposaient de tenir leurs noms secrets, quitte à tolérer que les prévenus pussent d'avance récuser un certain nombre de témoins pour cause d'inimitié personnelle. Ils imposèrent aux fidèles le devoir absolu de dénoncer les suspects. Ils se virent amenés à renverser trop souvent le fardeau de la preuve, en présumant coupable quiconque avait eu des rapports même fugitifs avec un hérétique ou quiconque, simplement, leur paraissait se dérober aux questions. Pour extorquer des aveux, ils n'adoptèrent pas seulement les moyens de pression courants, tels qu'ajournements, détention préventive, rationnement de la nourriture, etc. ; ils eurent recours à la torture et, après n'en avoir usé qu'exceptionnellement, avec répugnance, ne tardèrent pas à l'employer à tout propos et sans ménagement.

Aucun de ces excès ne saurait être nié ; et il est de fait que, subissant de jour en jour davantage l'entraînement de cette sorte de chasse à l'hérétique à laquelle leurs supérieurs les vouaient, les juges d'Inquisition en arrivèrent trop souvent à oublier que le but qui leur était assigné était moins de découvrir des coupables que de ramener paternellement des âmes à Dieu. Certains pourtant firent preuve, dans les premiers temps, d'une mansuétude relative, n'appliquant presque jamais la peine de mort, ne recourant même à celle de l'emprisonnement (« le mur », comme on disait) que d'une façon exceptionnelle, se contentant généralement d'imposer à ceux qui se soumettaient des pénitences assez légères, telles que pèlerinages ou prises de croix. Mais beaucoup usèrent vite de la prison comme d'un moyen de terreur : à Toulouse, en deux ans, de 1216 à 1248, sur 192 cas jugés, on compte 192 sentences d'emprisonnement. ^{p328} Puis, les scrupules s'atténuant, on en vint, avec de moins en moins de réserve, à « livrer au bras séculier » les coupables — spécialement les « hérétiques endurcis » et les relaps — en réclamant pour eux les « rigueurs de la loi civile », qui les destinait au bûcher. Au début du XIV^e siècle, on ne s'étonnera pas de voir un des inquisiteurs les plus

modérés prononcer presque une fois sur douze la peine de mort ¹⁴². Il est vrai que depuis longtemps à cette époque l'Inquisition aura dégénéré en une arme terrible aux mains, non seulement de l'Église, mais du pouvoir civil lui-même, avide de toucher sa part des confiscations prononcées par les inquisiteurs dans tous les cas d'hérésie caractérisée. Pour porter en la matière un jugement équitable, il est bon de s'en souvenir.

[*Table des matières*](#)

III. — La fondation des Universités et la police des études ¹⁴³.

Grâce à l'Inquisition, la papauté se trouvait en mesure de mener contre l'hérésie une guerre incessante et d'exercer avec ^{p329} rigueur dans tout l'Occident la police de la foi. Mais il ne lui suffisait pas de réprimer les écarts dangereux d'une pensée trop libre : puisque la riche floraison scolaire du XII^e siècle n'avait abouti qu'au désordre des croyances, il fallait discipliner les études elles-mêmes et s'en assurer le contrôle. Avec une continuité de vues remarquable, les papes de la première moitié du XIII^e siècle ont appliqué méthodiquement ce programme, pour la réalisation duquel les deux grands ordres mendiants — Dominicains et Franciscains — leur ont encore fourni au moment opportun l'aide la plus efficace. Et si, au bout du compte, comme on le verra, le résultat n'a pas entièrement répondu à leur attente, c'est sans doute que le gouvernement de la pensée est chose plus difficile qu'ils ne se l'étaient figuré d'abord. ^{p330}

A la fin du XII^e siècle, la carte scolaire avait d'elle-même tendance à se simplifier. Dans la plupart des régions, les écoles épiscopales les plus florissantes naguère voyaient peu à peu diminuer leur clientèle, tant par suite de la difficulté que les évêques éprouvaient à recruter parmi les clercs de leurs diocèses des maîtres capables, qu'à cause de la concurrence grandissante que leur faisaient les professeurs du dehors. C'est ainsi qu'en France, Chartres même, qui jadis avait attiré

¹⁴² Sur 620 condamnations personnelles prononcées de 1308 à 1322 par Bernard Gui, inquisiteur au diocèse de Toulouse, 88 sont des condamnations posthumes et 36 visent des fugitifs ; des 496 restantes, 40 entraînent la mort sur le bûcher.

¹⁴³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

l'élite de la jeunesse, mais qui s'attardait aux vieilles méthodes humanistes, tombait de degré en degré au rang d'une modeste école provinciale. Le flot des étudiants se détournait d'elle pour se porter vers Paris, où la décadence de l'école capitulaire était compensée, et au delà, par l'essor de celles qui s'étaient ouvertes ou s'ouvraient en face d'elle et à ses dépens sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève. On ne saurait être surpris des efforts des évêques, aussi bien à Paris qu'ailleurs, pour remonter ce courant, pour tenter de sauver coûte que coûte leur monopole scolaire et, une fois la partie perdue, pour garder à tout le moins le contrôle de l'enseignement donné dans leur diocèse.

Les diverses phases de la lutte qu'ils engagèrent alors, et qui finalement allait tourner au profit de la papauté, sont assez bien connues pour Paris. Au premier stade, le conflit est limité aux maîtres eux-mêmes et à l'évêque, doublé de son représentant, le chancelier du chapitre cathédral, qui, à la direction de la chancellerie, joint depuis longtemps celle de l'enseignement à l'intérieur de la Cité. Soutenu par son supérieur hiérarchique, le chancelier tente désespérément de replacer sous sa surveillance les maîtres des écoles rivales, de contrôler de près leur enseignement et de se réserver le droit exclusif d'accorder dans tout le ressort épiscopal la « licence d'enseigner » (*licentia docendi*), c'est-à-dire l'accès au professorat. Contre son autorité tatillonne, les maîtres de toutes les disciplines ou « facultés » — « arts », « décret », médecine, théologie — forment bloc ; ils se groupent en une association générale qui, dès 1208 ou 1209, ose tenir tête au chancelier, et à laquelle les étudiants, dont la cause, sur ce point, se confond avec la leur, ne tardent pas à adhérer. Le chancelier riposte par des arrestations arbitraires. Le différend est soumis au Souverain Pontife qui, conscient des véritables intérêts de l'enseignement et peut-être aussi déjà des perspectives nouvelles qui s'ouvrent devant lui, prend position au début de 1212 en faveur des maîtres. Il commence par reconnaître leur association. Il ne retire cependant pas encore expressément ^{p331} au chancelier le droit de décerner à son gré la « licence d'enseigner », tant que dans chaque discipline le nombre des maîtres demeure illimité ; il lui réserve même la collation du titre, pourvu qu'elle ait lieu sans frais et sans condition de serment ; mais, en même temps, il décide que le chancelier sera tenu d'y procéder pour chaque candidat que les jurys des maîtres lui présenteront.

En 1215, par l'organe de son légat Robert de Courçon, la papauté, par-dessus la tête de l'évêque, intervient encore pour établir les statuts de l'association scolaire de Paris, — officiellement traitée d'« université » (*universitas*), c'est-à-dire de collectivité, — pour étendre ses prérogatives et fixer le régime des études dans les diverses « facultés ». Le différend entre le corps professoral et le chancelier, qu'appuie l'évêque, n'est pourtant pas apaisé, car quatre ans après on est encore en pleine bataille. Les professeurs et leurs élèves renforcent leur union, se cotisent pour envoyer plaider en cour de Rome, obtiennent du pape Honorius III la levée de l'excommunication que, dans sa fureur, le chancelier a lancée contre eux et finalement se mettent en grève. Ils vont même, en 1221, jusqu'à faire fabriquer un sceau de leur groupement. Le pape, cette fois, les rappelle à l'ordre ; mais, l'année d'après, il évoque toute l'affaire devant son tribunal, réclame impérieusement des explications à l'évêque, qui s'obstine à ne rien céder, et laisse percer sa sympathie pour cette collectivité « de maîtres et d'étudiants » (*universitas magistrorum et scholarium*) qui, avec déférence, s'en est rapportée à son jugement.

Dix ans de luttes nouvelles, où le gouvernement du roi de France est aux côtés de l'évêque, creusent chaque jour davantage le fossé qui sépare maîtres et étudiants de l'évêque et de ses représentants. Le 27 mars 1229, un acte est promulgué au nom des vingt et un « proviseurs » de leur « université », dénonçant les violences du prévôt de Paris et réclamant, sous peine d'une grève de six ans, satisfaction avant le 15 mai. Et comme le gouvernement royal a refusé de capituler devant cette sommation, comme l'évêque a plutôt envenimé qu'apaisé le conflit, comme enfin maîtres et étudiants, passant de la menace à l'acte, ont quitté Paris, d'où, pour emprunter le langage des lettres pontificales, s'est détourné « le fleuve de Sapience », le Souverain Pontife se décide, au printemps de 1231, à trancher dans le vif. Par la bulle *Parens scientiarum*, Grégoire IX édicte les règles auxquelles, dans leurs rapports mutuels, ^{p332} devront se conformer désormais l'« université » et l'évêque ou le chancelier du chapitre Notre-Dame. Le soupçon que cette « université » puisse être à un degré quelconque une simple ligue de rebelles n'effleure même plus l'esprit du chef de l'Église : il parle d'elle, d'un bout à l'autre de l'acte, comme d'un organisme régulier, dont il ne reste qu'à préciser le statut légal.

C'est seulement dans la seconde moitié du XIII^e siècle que ce statut prendra forme définitive ; mais dès ce moment la révolution est accomplie : le corps scolaire, en tant que tel, est à Paris pratiquement indépendant de l'évêque, ou peu s'en faut ; il a son organisation propre, son autonomie administrative ; en 1246, le droit de sceau lui est officiellement reconnu. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit très libre de ses mouvements : car la papauté, qui l'a aidé à s'affranchir de l'autorité diocésaine, surveille de près sa croissance, s'immisce dans le choix des livres commentés devant les élèves et ne laisse échapper aucune occasion d'imposer ses vues en matière d'organisation comme en matière d'enseignement.

D'un bout à l'autre de l'Europe occidentale, les documents laissent voir ou entrevoir une évolution analogue, quoique parfois avec de notables variantes.

C'est ainsi qu'à Toulouse l'Université a été fondée de toutes pièces par la papauté qui, dès 1217, a nourri le projet d'installer là, en plein pays hérétique, au temps où l'albigéisme était loin d'être vaincu encore, un centre modèle d'études orthodoxes. Le projet n'aboutit qu'à la paix de Paris, en 1229, lorsque fut réglé le sort du Languedoc. Le comte Raimond VII dut s'engager alors à verser pendant dix ans le montant des traitements de quatorze professeurs. Ce devait être une sorte d'école pontificale, entretenue aux frais de l'hérésiarque repent. Le but avoué était de diffuser la doctrine romaine en pays hétérodoxe, et la théologie était la maîtresse pierre de l'édifice. Mais le type de Toulouse est exceptionnel et il faut se garder d'en tirer des conclusions d'ordre général.

En Italie, l'Université de Bologne, très spécialisée elle aussi, se consacre presque exclusivement à l'enseignement du droit. Le rôle décisif joué au XII^e siècle, dès le règne de Frédéric Barberousse, par les juristes de cette cité dans la restauration des principes du droit public romain, leur a valu de bonne heure une réputation de savoir solide et subtil, que le temps a confirmée et amplifiée. Avant la fin du XII^e siècle, les étudiants se pressent au pied des chaires d'où les juristes bolonais dispensent^{p333} avec un égal succès la science du droit canon et celle du droit civil, renouvelée naguère par un des leurs, le fameux Irnerius, commentateur du *Digeste*. Dans un tel milieu, la papauté a fort à faire pour obtenir des maîtres et de leurs élèves une soumission très stricte. Il faut, en 1219, une bulle pontificale, non

très stricte. Il faut, en 1219, une bulle pontificale, non plus, comme à Paris, pour limiter le droit d'intervention de l'autorité diocésaine dans la collation de la « licence d'enseigner », mais, inversement, pour contraindre le corps professoral, trop indépendant, à abandonner cette prérogative à un mandataire de l'évêque et se borner lui-même à de simples présentations.

Dans toute la péninsule italienne, spécialement en haute Italie, on voit paraître, durant la première moitié du XIII^e siècle, des Universités qui ne sont souvent qu'une imitation de celle de Bologne, par exemple à Modène, à Vicence, à Padoue, où le conseil communal va s'employer à attirer les étudiants par toutes sortes de facilités de logement et d'avantages matériels, tels que l'institution de prêts à taux réduit. A Padoue, comme à Bologne, on enseigne surtout le droit, et entre les deux Universités l'analogie est grande. C'est dire que l'action pontificale est, là aussi, bien moindre qu'à Paris ou à Toulouse. Mais, avant le milieu du XIII^e siècle, les papes s'ingénient à organiser en Italie des Universités qui subissent leur influence. Innocent IV en crée une à Rome en 1244 ou 1245, une à Sienne en 1247, à Plaisance en 1248.

Les papes favorisent et essaient de placer sous leur contrôle les Universités naissantes des royaumes espagnols. C'est, en particulier, avec l'appui d'Honorius III que le roi Alphonse VIII de Castille — sans grand succès, faute d'argent et de clientèle — essaie, au début du XIII^e siècle, de transformer en une importante Université la modeste école cathédrale de Palencia ; et l'histoire de Montpellier, qui est alors entre les mains des rois d'Aragon, met en pleine lumière le désir des papes, dans la première moitié du XIII^e siècle, d'aider, partout où l'occasion s'en présente, à la constitution d'« universités de maîtres et d'étudiants » aux dépens du pouvoir épiscopal. Dès 1220, le cardinal Conrad donne ses premiers statuts à l'« université des médecins, tant maîtres que disciples » (*universitas medicorum, tam doctorum quam discipulorum*), en résidence à Montpellier, asile de la science médicale depuis que les guerres ont pour toujours compromis la prospérité de Salerne. A cette date déjà, l'autorité du chancelier épiscopal commence à être sérieusement battue en brèche. En 1239, on lui reconnaît encore le ^{p334} droit de délivrer la « licence d'enseigner » aux futurs maîtres en médecine ; mais ce n'est plus qu'une satisfaction de pure forme, car il ne peut la conférer qu'aux candidats présentés par un jury de deux maîtres en exercice. Quant

de deux maîtres en exercice. Quant aux « artistes », ils forment à Montpellier une seconde association, l'« université des maîtres et des disciples ès arts » (*universitas doctorum et discipulorum in artibus studentium*), que l'évêque diocésain, en résidence à Maguelonne, reconnaît officiellement dès 1242.

Il ne suffit pas à la papauté d'assumer la police des études : elle favorise l'entrée dans les cadres universitaires de ces Dominicains et de ces Franciscains qui se sont révélés d'incomparables agents de propagande au service de Rome. Déjà spontanément ils avaient commencé d'affluer dans les villes où les études nécessaires à leur formation théologique étaient le mieux organisées et où ils avaient chance, en même temps, de faire le plus grand nombre de bonnes recrues parmi la jeunesse cultivée des écoles. A Paris, dès 1224, les Dominicains enrôlaient quarante novices en un seul hiver ; deux ans après, plus de vingt en un mois — et cela à une époque où ils n'assuraient encore aucun enseignement public. Dès 1224 aussi ou l'année suivante, un des maîtres en théologie les plus en vue de l'Université parisienne, l'Anglais Aimon de Faversham, prenait l'habit de saint François. Du même coup, il est vrai, il renonçait au professorat ; mais bien d'autres gradués de l'Université — théologiens ou simples maîtres ès arts — suivaient son exemple et entraient dans un des deux ordres mendiants. On pouvait s'attendre à les voir tôt ou tard accéder à des chaires magistrales. La grève scolaire de 1229 précipita l'événement. Essayant de parer de son mieux aux effets de la désertion du corps professoral, l'évêque de Paris chargeait presque aussitôt frère Roland de Crémone, de l'ordre des Frères Prêcheurs, qui avait les titres requis, d'ouvrir dans son couvent — le couvent de Saint-Jacques — un nouvel enseignement public de théologie ; en septembre 1230, un des maîtres en exercice de la « Faculté » de théologie, Jean de Saint-Gilles, ayant pris l'habit de saint Dominique, transportait son enseignement au même couvent ; et en 1231, une troisième chaire parisienne était transférée au couvent des Frères Mineurs par l'entrée dans l'ordre franciscain du professeur réputé qu'était Alexandre de Hales.

Conquêtes durables : car l'usage était que tout maître en exercice formât son successeur, en s'adjoignant à titre de « bachelier » un élève de son choix. Comme l'Université de Paris ne comptait ^{p335} que douze chaires de théologie, les deux ordres mendiants se trouvaient en détenir déjà un quart. A l'Université de Toulouse, dès la fondation (1229), la papauté les leur réservait toutes ; à celle d'Oxford, vers le

la papauté les leur réservait toutes ; à celle d'Oxford, vers le même moment, le théologien le plus en renom, maître Robert Grossetête, prenait l'initiative d'aller donner ses cours chez les Franciscains, qui, à partir de 1245, fournirent à la Faculté de théologie d'Oxford quelques-uns de ses maîtres les plus distingués.

Cet envahissement progressif des Facultés de théologie par les Mendicants valait à la papauté, qui y poussait de toutes ses forces, un surcroît d'influence dans les milieux scolaires. Mieux qu'à coups de décrets et de règlements, elle pouvait, par l'entremise de ces ardents missionnaires, agir d'une façon efficace sur le fond des idées et des doctrines enseignées et, sans intervenir directement, en laissant même le plus souvent les solutions mûrir en dehors d'elle, imprimer à la pensée chrétienne l'orientation qu'elle souhaitait.

[*Table des matières*](#)

IV. — L'orientation nouvelle de la pensée chrétienne ¹⁴⁴.

Au seuil du XIII^e siècle, une double question se posait à l'esprit des docteurs de l'Église : quelle était la valeur des notions nouvelles ^{p336} que les traducteurs des œuvres grecques ou gréco-arabes, et spécialement de l'encyclopédie péripatéticienne, avaient répandues en Occident durant les dernières décades ? Et dans quelle mesure ces notions étaient-elles conciliables avec les vérités de la foi ? Il était impossible d'éluder pareilles questions quand de toutes parts, dans les milieux d'écoles, on pouvait constater déjà les ravages exercés par des théories que leur force logique imposait à l'attention des plus circonspects. Il fallait, à tout le moins, procéder à un examen minutieux de ce « nouvel Aristote », souvent si peu d'accord avec l'« ancien », ou plutôt avec ce mélange informe de notions hétéroclites qu'on avait durant tant de siècles prises pour du pur Aristote.

Les textes du Stagirite, tels que les avaient révélés les traducteurs du XII^e siècle, avaient fini par inspirer de justes méfiances. Les contrôler de près, en vérifier les leçons sur les originaux grecs, qu'on réussit non sans peine à se procurer chez les Byzantins, chercher à en mieux pénétrer le sens, plus d'une fois défiguré par les commentateurs

¹⁴⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

arabes, fut une lourde tâche qui occupa nombre de savants occidentaux pendant une grande partie du XIII^e siècle. Grâce à eux, la *Métaphysique* d'Aristote, retraduite directement du grec en latin, fut enfin connue à peu près dans son intégralité dès 1230 ou même avant ; la *Morale à Nicomaque* le fut quelque dix ans plus tard par les soins de l'évêque de Lincoln Robert Grossetête. On révisa ainsi sur l'original, les uns après les autres, la plupart des traductions d'Aristote, dans le secret espoir peut-être de découvrir des textes s'accordant mieux avec la doctrine de l'Église.

La papauté et l'épiscopat, inquiets, prohibèrent d'abord prudemment l'introduction du « nouvel Aristote » dans l'enseignement ^{p337} universitaire. En 1210, en 1215, défense fut faite à Paris, d'abord par un concile provincial, puis par un légat du Saint-Siège, de « lire » et commenter, « tant en public que dans le privé », la *Métaphysique* et la « philosophie de la nature », c'est-à-dire la *Physique* d'Aristote. Puis on tenta de filtrer les notions nouvelles et perturbatrices.

Déjà, au milieu du XII^e siècle, le clergé d'Espagne, qui vivait en contact direct et permanent avec les penseurs arabes, et aussi avec la brillante école de leurs disciples juifs — parmi lesquels figurait au premier rang Moïse Maïmonide, de Cordoue (1135-1204), — avait tenté de retenir au passage, pour les incorporer à la philosophie et à la science chrétiennes, quelques-unes des thèses les plus caractéristiques de la philosophie et de la science aristotéliennes. Dominique Gondisalvi, archidiacre de Ségovie, s'était fait un nom en publiant, dans cet esprit, vers 1150 plusieurs ouvrages très remarquables, au nombre desquels figurait un traité des *Divisions de la philosophie*, où il avait poussé l'audace jusqu'à vouloir substituer aux cadres traditionnels de l'enseignement ceux-là mêmes qu'Aristote avait adoptés dans son encyclopédie. Mais rien ou presque rien de tout cela n'avait franchi les Pyrénées.

Dans les vingt-cinq ou trente premières années du XIII^e siècle, les théologiens de Paris sortent peu à peu de leur réserve ; plusieurs d'entre eux se risquent à leur tour — mais avec quelle prudence encore ! — à faire des emprunts au « nouvel Aristote ». Maître Guillaume d'Auxerre cite de lui, entre autres, et utilise la *Métaphysique*, la *Physique* et le traité *De la génération et de la corruption* ; il a le commentaire d'Averroès sous les yeux et n'hésite pas à y renvoyer. Vers 1228, son collègue Philippe de Grève invoque

son collègue Philippe de Grève invoque pareillement dans sa *Somme théologique* le témoignage du philosophe de Stagire dont il connaît les traductions les plus récentes, revues sur le texte grec. C'en est assez pour que la papauté s'émeuve. Le 7 juillet 1228, Grégoire IX invite les professeurs de l'Université de Paris à cesser de mêler ainsi le profane au sacré et de « souiller le verbe divin au contact des fictions des philosophes ».

Une fois encore, voilà donc Aristote proscrit de Paris. Mais l'année d'après, les maîtres de l'Université de Toulouse — de cette jeune Université dont Rome entend faire un bastion avancé de l'orthodoxie en plein pays hérétique — se vantent ouvertement dans une circulaire de propagande de « lire » et commenter à leurs cours les livres qui, sur les bords de la Seine, ^{p338} viennent à nouveau d'être mis à l'index. Aussi, malgré son intransigeance apparente, Grégoire IX est-il amené dès le mois d'avril 1231 à charger une commission, dont Guillaume d'Auxerre est nommé membre, du soin de réviser et d'expurger les ouvrages du philosophe grec, en vue de leur introduction ultérieure dans l'enseignement parisien.

Au reste, que le pape le veuille ou non, les idées d'Aristote cheminent. Rien ne le montre mieux que les écrits de Guillaume d'Auvergne qui, après avoir professé la théologie à Paris, y fut installé comme évêque en 1228. Même après sa promotion à l'épiscopat, qui faisait de lui le défenseur attitré des règlements pontificaux, et quoique imbu d'idées augustinienes, Guillaume ne peut, pas plus que son homonyme d'Auxerre, s'empêcher de sacrifier aux théories nouvelles. Ses traités de l'*Ame*, de la *Trinité*, de l'*Univers* (ce dernier composé entre 1231 et 1236) s'appuient souvent sur Aristote. Comme la plupart de ses contemporains, il y trouve, pour le monde sublunaire, un corps de doctrines dont la rigueur formelle exerce sur son esprit une puissante fascination et, à l'exemple de Maïmonide, qu'il a étudié de près, il cherche péniblement un terrain de conciliation entre le monothéisme judéo-chrétien et la théorie aristotélicienne d'un univers actionné par des moteurs multiples.

C'est alors que les Mendians entrent dans la lice. Les Franciscains, venus à la science par nécessité plutôt que par vocation première, et qui ne voient dans l'étude qu'un moyen d'approcher davantage du Créateur, cherchent avant tout à freiner. Ils n'osent rejeter en bloc les notions aristotéliciennes, qui encombrant de plus en

les notions aristotéliennes, qui encombrant de plus en plus les avenues menant vers Dieu : pour donner satisfaction à l'engouement du public et répondre aux vœux mêmes de Rome, qui en a prescrit le filtrage, ils s'appliquent en conscience à en retenir tout ce qui leur paraît conciliable avec l'augustinisme traditionnel ; mais ils vont si loin dans la voie des sacrifices qu'il ne surnage plus grand'chose des thèses essentielles du philosophe grec.

Les plus réputés ne procèdent pas autrement : c'est la méthode qu'adopte sans doute ¹⁴⁵, à l'Université de Paris, maître Alexandre de Hales (mort en 1245), dont l'immense *Somme théologique* devait exciter quelques années après la verve caustique de ^{p339} Roger Bacon ; c'est la méthode que suit, en tout cas, vers le même temps son disciple Jean de La Rochelle. A le lire, on s'aperçoit d'emblée qu'il a pratiqué Aristote ; pour tout ce qui touche au monde sensible, il tâche à s'accommoder tant bien que mal de sa théorie de la connaissance ; mais, dès que le philosophe grec vise plus haut, il l'abandonne pour en revenir aussitôt à la « voie illuminative », c'est-à-dire à la connaissance procurée par l'adhésion de notre esprit aux vérités de la foi.

Cette méthode n'est pas celle des Dominicains, qui doivent à un contact journalier avec l'hérésie l'habitude et même le goût du raisonnement philosophique. Ils sentent trop la force et la cohésion du système d'Aristote pour ne pas chercher à en sauver l'essentiel et veulent voir avant tout dans les prescriptions pontificales une invite à découvrir une formule d'entente entre les vérités de la foi et les affirmations du Prince des philosophes. Telle est la position prise par Albert de Bollstädt, que la postérité a surnommé le Grand et qui fut, en effet, le premier des grands docteurs de l'ordre de saint Dominique. Son œuvre écrite, qui est immense (elle ne remplit pas moins de trente-huit gros volumes in-quarto dans la dernière édition), nous reporte, en sa forme actuelle, après 1255, parfois même assez longtemps après ; mais c'est dans la première moitié du XIII^e siècle, et surtout pendant les années fécondes où il enseigna à Paris (1245-1248), que ses idées se précisèrent et lui valurent dans les milieux universitaires des succès comme peu avant lui en avaient connu. Or, à

¹⁴⁵ Dans la mesure du moins où l'on peut considérer le texte actuel de la *Somme* d'Alexandre de Hales comme traduisant bien la pensée authentique du maître franciscain.

l'entendre, bien rares sont les points où la pensée d'Aristote demande à être retouchée : sa conviction profonde, qu'il cherche à communiquer à ses disciples, est qu'une fois bien établies les frontières qui doivent séparer la théologie, fondée sur la révélation, de la philosophie, fondée sur la raison, rien ne s'oppose plus à ce qu'on accepte, si on les interprète comme il sied, la plupart des thèses du penseur grec. Et il le prouve ou du moins s'efforce de le prouver en refaisant à sa façon et point par point un exposé minutieux de tout le système aristotélicien, physique et métaphysique comprises.

Qu'il en donne souvent une interprétation fausse, qu'il passe même assez communément à côté des difficultés, qu'il n'aperçoive pas les contradictions flagrantes qui subsistent entre les théories qu'il emprunte à Aristote ou à ses commentateurs arabes et juifs et les théories augustinienes dont il ne peut se déprendre tout à fait, c'est l'évidence pour nous aujourd'hui ; mais beaucoup de ses contemporains partagèrent ses illusions ; ^{p340} ils crurent en toute sincérité que l'assimilation du « nouvel Aristote » et du riche bagage de notions scientifiques qu'il apportait avec lui pouvait s'opérer désormais sans dommage pour la foi chrétienne, et, si elles ne furent pas levées officiellement, les prohibitions anciennes cessèrent d'être appliquées. Est-ce à dire que la papauté fût vraiment parvenue à ses fins et que le risque d'un nouveau glissement de la pensée chrétienne fût pour longtemps conjuré ? Il eût fallu beaucoup d'aveuglement pour le croire. Il n'était, au contraire, que trop évident qu'une fois ouvertes les écluses du savoir antique, tous les problèmes qu'on avait espéré pouvoir ajourner se reposeraient un à un avec une précision accrue et qu'entre leurs interprètes les divergences renaîtraient. Déjà Franciscains et Dominicains s'accordaient mal touchant le parti à tirer des livres d'Aristote ; déjà aussi le rôle de premier plan joué dans les Universités, spécialement à Paris, par ces protégés de Rome, inquiétait et irritait leurs collègues du clergé séculier ; et, au sein même des Universités, un esprit de farouche autonomie se développait, avec lequel il allait falloir compter dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Pour les années à venir, de rudes batailles encore s'annonçaient. ^{p341}

Bibliographie du CHAPITRE IV.
La papauté et le gouvernement de la pensée chrétienne.

[OUVRAGE D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — G. Schnürer, *L'Église et la civilisation au moyen âge*, t. II (cité p. 23).

I. Les nouvelles milices pontificales :
les Dominicains et les Franciscains.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Sur l'ordre dominicain, voir le manuel du P. Walz, *Compendium historiae ordinis Praedicatorum* (Rome, 1930, in-8°) ; le P. Mortier, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs*, t. I (Paris, 1903, in-8°), pour la période des origines à 1263. Sur saint Dominique et les débuts de l'ordre, retenons J. Guiraud, *Saint Dominique* (Paris, 1899, in-12, collection « Les saints ») ; le P. Mandonnet, *Saint Dominique. L'idée, l'homme et l'œuvre* (Gand, 1921, in-16, collection des « Études religieuses »), très brève esquisse, rééditée avec divers compléments et des études critiques des PP. Vicaire et Ladner (Paris, 1938, 2 vol. in-8°) ; B. Jarrett, *The life of St. Dominic* (Londres, 1924, in-8°) ; H. Seheeben, *Der heilige Dominikus* (Fribourg-en-Brisgau, 1927, in-8°). Les PP. Balme et Lelaidier ont publié un utile *Cartulaire ou histoire diplomatique de saint Dominique* (Paris, 1893-1901, 3 vol. in-8°). Sur l'organisation de l'ordre. G. R. Galbraith, *The constitution of the Dominican order, 1216 to 1360* (Manchester, 1925, in-8°, fasc. 170 des « Publications of the University of Manchester ») ; R. F. Bennett, *The early Dominicans* (Cambridge, 1937, in-8°). Il paraît depuis 1932 un recueil d'études intitulé *Archivum fratrum Praedicatorum* (Paris, in-8°).

Sur les débuts de l'ordre franciscain, voir l'excellent ouvrage du P. Gratien, *Histoire de la fondation et de l'évolution de l'ordre des Frères Mineurs au XI-II^e siècle* (Paris et Gembloux, 1928, in-8°), qui renvoie aux travaux de détail. Y joindre le manuel plus sommaire du P. Holzapfel, *Handbuch der Geschichte des Franziskanerordens* (Fribourg-en-Brisgau, 1909, in-8°), dont il existe une édition en langue latine : *Manuale historiae ordinis Fratrum Minorum* (ibid., 1909, in-8°). Il est lui aussi accompagné de notes bibliographiques. À l'occasion du septième centenaire de la naissance de saint François, a paru, sous la direction de H. Lemaître et A. Masseron, *Saint François d'Assise, son œuvre, son influence* (Paris, 1927, in-4°), composé par divers érudits : le chapitre III (*Le premier siècle franciscain : les grandes crises de l'ordre*, p. 90-147), qui est dû à Édouard Jordan, mérite une mention particulière. — Sur

saint François lui-même, les livres abondent. Citons, parmi les plus remarquables, la *Vie de saint François d'Assise*, de Paul Sabatier (Paris, 1894, in-8°), très souvent rééditée et traduite en plusieurs langues, notamment en anglais, en allemand, en italien ; elle a ouvert une voie nouvelle à la critique, mais a été très discutée. Joignons-y A. G. Little, *St. Francis of Assisi, his time, life and work* (Londres, 1904, in-8°) ; A. Schnürer, *Franz von Assisi* (Munich, 1905, in-4°, collection « Weltgeschichte in Charakterbildern ») ; le P. Cuthbert, *Life of St. Francis of Assisi* (Londres, 1912, in-8° ; 2^e éd. revue, 1913) ; M. Beaufreton, *Saint François d'Assise* (Paris, 1925, in-12). — Il paraît un grand nombre de périodiques consacrés exclusivement à l'histoire de l'ordre franciscain. Parmi les principaux, citons les *Estudis franciscans* (Barcelone, depuis 1907), l'*Archivum franciscanum historicum* (Quaracchi, depuis 1908), la *France franciscaine* (Paris, depuis 1912), les *Franziskanische Studien* (Munster i. W., depuis 1914), les *Studi francescani* (Florence, depuis 1914), la *Revue d'histoire franciscaine*, dirigée par H. Lemaître (Paris, depuis 1924, mais interrompue). — A. G. Little a publié une commode bibliographie franciscaine : *A guide to Franciscan studies* (Londres, 1920, in-8°, fasc. 63 des « Helps for students of history »).

Sur l'atmosphère dans laquelle est né l'ordre franciscain et sur les autres ordres mendiants, orthodoxes ou hétérodoxes, du XIII^e siècle, voir avant tout le gros livre de Herbert Grundmann, *Religiöse Bewegungen im Mittelalter. Untersuchungen über die geschichtlichen Zusammenhänge zwischen der Ketzerei, den Bettelorden und der religiösen Frauenbewegung in 12 und 13 Jahrhundert und über der deutschen Mystik* (Berlin, 1935, in-8°, fasc. 267 des « Historische Studien » publ. par Ebering) ; P. Alphandéry, *Les idées morales chez les hétérodoxes latins au début du XIII^e siècle* (Paris, 1903, in-8°, t. XVI, fasc. 1, de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences religieuses ») ; H. Hefele, *Die Bettelorden und das religiöse Volksleben Ober- und Mittelitaliens im XIII Jahrhundert* (Leipzig et Berlin, 1910, in-8°, fasc. 9 des « Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance » publ. par W. Goetz) ; I. Zanoni, *Gli Umiliati nei loro rapporti con l'eresia, l'industria della lana ed i comuni nei secoli XII e XIII* (Milan, 1911, in-8°) ; J. B. Pierron, *Die katholischen Armen. Ein Beitrag zur Entstehungsgeschichte der Bettelorden mit Berücksichtigung der Humiliaten und der wiedervereinigten Lombarden* (Fri-bourg-en-Brisgau, 1911, in-8°) ; F. Vernet, article *Humiliés*, dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, t. VII (1921), col. 311-321 ; G. Volpe, *Movimenti religiosi e sette ereticali nella società medievale italiana, secoli XI-XIV* (Florence, [1922], in-12, de la « Collana storica »), qui n'est pas toujours au courant des dernières recherches. Le livre souvent cité d'É. Gebhart *L'Italie mystique ; histoire de la renaissance religieuse au moyen âge* (Paris, 1890, in-12), reste superficiel et est aujourd'hui dépassé. — Sur les Vaudois, K. Millier, *Die Waldenser und ihre einzelnen Gruppen bis zum Anfang des 14 Jahrhunderts* (Gotha, 1886, in-8°), extr. des *Theologische Studien und Kritiken*, ann. 1886, p. 665-732, et 1887, p. 45-146 ; E. Comba, *Histoire des Vaudois d'Italie*, t. I (seul paru) : *Avant la*

Réforme (Turin, 1887, in-8° ; 2^e éd., revue et augmentée, Florence et Paris, 1901, in-12) ; Jean Guiraud, *Histoire de l'Inquisition* (citée p. 304), t. I ; le livre de H. Grundmann, *Religiöse Bewegungen*, cité p. 319 et qu'on consultera aussi avec profit sur les « Humiliés ».

II. L'établissement de l'Inquisition.

OUVRAGES À CONSULTER. — L'ouvrage essentiel, encore que parfois contestable, est aujourd'hui celui de Jean Guiraud, *Histoire de l'Inquisition au moyen âge* (de tendance catholique), qui doit comprendre 3 volumes, dont 2 parus (Paris, 1935-1938, in-8°), le premier sur les doctrines des Cathares et des Vaudois, le deuxième sur l'Inquisition au XIII^e siècle en France, en Espagne et en Italie. Un demi-siècle avant, l'histoire de l'Inquisition avait été renouvelée par H. Ch. Lea, *A history of the Inquisition of the middle ages* (New York, 1888, 3 vol. in-8°) dont le livre (assez mal composé et de tendance fortement protestante) a été traduit en français par S. Reinach sous le titre *Histoire de l'Inquisition au moyen âge* (Paris, 1900-1902, 3 vol in-12). Les conclusions principales en ont été dégagées par Ch.-V. Langlois, *L'Inquisition, d'après des travaux récents* (Paris, 1902, 143 p. in-12), d'abord paru dans la *Grande Revue*, sept., oct., nov. 1901. L'ouvrage, demeuré incomplet, de Th. de Cauzons, *Histoire de l'Inquisition en France* (Paris, 1909-1912, 2 vol. in-8°), est confus. Parmi les ouvrages plus concis, retenons Mgr Douais, *L'Inquisition, ses origines, sa procédure* (Paris, 1906, in-8°) ; abbé Vacandard, *L'Inquisition, étude historique et critique sur le pouvoir coercitif de l'Église* (Paris, 1907, in-12), clair et pondéré ; A. S. Tuberville, *Mediaeval heresy and the Inquisition* (Londres, 1920, in-8°). Il y a peu à retenir du livre bien sommaire de G. Deromieu, *L'Inquisition* (Paris, 1946, in-16, de la coll. « Mythes et religions »). P. Fredericq a publié un *Corpus documentorum inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae* ; le t. I, qui va de 1025 à 1520 (Gand, 1889, in-8°), est un recueil de documents commodément groupés et qui, pour les débuts, ne concernent pas exclusivement les Pays-Bas. — Sur la procédure inquisitoriale, L. Tanon, *Histoire des tribunaux d'Inquisition en France* (Paris, 1893, in-8°) ; Ch. Molinier, *L'Inquisition dans le midi de la France au XIII^e et au XIV^e siècles. Étude sur les sources de son histoire* (Toulouse, 1880, in-8°). Il y faut ajouter la lecture des manuels d'inquisition. L'essentiel de celui de Bernard Gui a été publié avec traduction et commentaire par l'abbé G. Mollat (Bernard Gui, *Manuel de l'inquisiteur*, Paris, 1926-1927, 2 vol. in-16, fasc. 8 et 9 des « Classiques de l'histoire de France au moyen âge »). — Sur la répression de l'hérésie avant l'Inquisition, outre les volumes relatifs à l'Inquisition elle-même et le *Corpus* de P. Fredericq, voir Julien Havet, *L'Église et le bras séculier au moyen âge jusqu'au XIII^e siècle*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLI (1880), p. 488-517 et 570-607 (article reproduit dans J. Havet, *Œuvres*, t. II, p. 117-180) ; H. Mailet, *L'Église et la répression sanglante de l'hérésie* (Liège,

répression sanglante de l'hérésie (Liège, 1909, in-8°, fasc. 16 de la « Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de Liège ») ; l'abbé Henri Maisonneuve, *Études sur les origines de l'Inquisition* (Paris, 1942, in-8°). — Sur l'hérésie cathare, voir plus haut, p. 304, n.

III. La fondation des Universités et la police des études.

OUVRAGES À CONSULTER. — Deux ouvrages fondamentaux : celui du P. H. Denifle, *Die Universitäten des Mittelalters bis 1400*. t. I (seul paru) : *Die Entstehung der Universitäten des Mittelalters* (Berlin, 1885, in-8°), et celui de H. Rashdall, *The Universities of Europe in the middle ages* (Oxford, 1895, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., revue et mise à jour par Powicke et Emden, 1936), qui a mis largement à profit le livre du P. Denifle, mais l'a élargi et complété en tirant parti des grands recueils de documents entrepris par la plupart des Universités. Le plus important d'entre eux est le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, publié, avec une importante préface, par H. Denifle et É. Châtelain (Paris. 1889-1897, 4 vol. in-4°. et 4 vol. *d'Auctarium* pour les XIV^e et XV^e siècles) ; on ne saurait se dispenser d'y recourir. Voir aussi G. Kaufmann, *Die Geschichte der deutschen Universitäten* (Stuttgart, 1888-1895, 2 vol. in-8°). dont le t. I (*Vorgeschichte*) ne concerne pas l'Allemagne seule ; Ch. H. Haskins, *The rise of Universities* (New York, 1923, in-12, « Brown University, Colver lectures, 1923 »), rapide essai ; L. Halphen, *Les Universités au XIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CLXVI (1931), p. 217-238, et CLXVII (1931), p. 1-15, et à part (Paris, 1931, in-8°). Nous reprenons ici le texte d'une partie de cette étude. Une claire synthèse a été publiée par S. d'Irsay, *Histoire des Universités françaises et étrangères* (Paris, 1933-1935, 2 vol. in-8°), des origines à 1800. dont le t. I^{er} concerne le moyen âge. — Sur les débuts de l'Université de Paris, A. Luchaire, *L'Université de Paris sous Philippe Auguste* (Paris, 1899, 59 p. in-8°), reproduit dans l'ouvrage du même, *La société française au temps de Philippe Auguste* (Paris, 1909, in-8°), chap. III ; L. Halphen, *Les débuts de l'Université de Paris*, dans les *Studi medievali*, ann. 1929, p. 131-139 ; Gaines Post, *Parisian masters as a corporation, 1200-1246*, dans *Speculum*, t. IX (1934), p. 421-445. Sur l'Université d'Oxford, Ch. E. Mallet, *A history of the University of Oxford*, t. I : *The medieval University* (Londres, 1924, in-8°). Sur l'Université de Bologne, excellentes vues d'ensemble par le P. Ehrle, en tête de son recueil *I piu antichi statuti della Facoltà teologica dell' Università di Bologna* (Bologne, 1932, in-4°, vol. I des « Universitatis Bononiensis monumenta »), p. XXXI-CXCIX ; y joindre A. Sorbelli, *Storia dell' Università di Bologna*, t. I : *Il medioevo* (Bologne, 1940, in-8°). Sur la question de la *licentia docendi*, G. Post, *Alexander III, the « licentia docendi » and the rise of the Universities*, dans *Anniversary essays in medieval history by students of Ch. H. Haskins* (Boston et New York, 1929, in-8°), p. 255-277. — Sur les écoles épisco-pales et monastiques, E. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t.

en France, t. V : *Les écoles de la fin du VIII^e siècle à la fin du XII^e* (Lille, 1940, in-8°, fasc. 50 des « Mémoires et travaux publiés par des professeurs des Facultés catholiques de Lille »).

Sur l'entrée des Franciscains dans les Universités, voir le P. Hilarin Felder, *Geschichte der wissenschaftlichen Studien im Franziskanerorden bis um die Mitte des XIII^e Jahrhundert* (Fribourg-en-Brisgau, 1904, in-8°), traduction française par le P. Eusèbe, sous le titre *Histoire des études dans l'ordre de saint François depuis sa fondation jusque vers la moitié du XIII^e siècle*, par le P. Hilarin, de Lucerne (Paris, 1908, in-8°), traduction italienne, revue et corrigée, sous le titre de *Storia degli studi scientifici nell' ordine francescano* (Sienne, 1911, in-8°). Y joindre le livre du P. Gratien, *Histoire de la fondation... de l'ordre des Frères Mineurs*, cité p. 319. Pour Oxford, A. G. Little, *The gray friars in Oxford* (Oxford, 1892, in-8°) ; du même, *Studies in English Franciscan history* (Manchester, 1917, in-8°, « Ford lectures »). — Sur l'entrée des Dominicains dans les Universités, voir le P. Pierre Mandonnet, *De l'incorporation des Dominicains dans l'ancienne Université de Paris, 1229-1231*, dans la *Revue thomiste*, t. IV (1896), p. 133-170 (en réponse au livre médiocre de M. Perrod, *Maître Guillaume de Saint-Amour*, 1895) ; du même, *La crise scolaire au début du XIII^e siècle et la fondation de l'ordre des Frères Prêcheurs*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. XV (1914), p. 34-49 ; A. Masnovo, *Guglielmo d'Auvergne e V Università di Parigi dal 1229 al 1231*, dans les *Mélanges Mandonnet. Études d'histoire littéraire et doctrinale du moyen âge* (Paris, 1930, 2 vol. in-8°, t. XIII et XIV de la « Bibliothèque thomiste » dirigée par P. Mandonnet), t. II, p. 191-232 (repris dans le livre du même auteur signalé ci-dessous, p. 336) ; A. G. Little, *The friars and the foundation of the Faculty of theology in the University of Cambridge*, *ibid.*, p. 389-401. Voir aussi l'ouvrage du P. Mortier cité p. 318 et, sur les études dans l'ordre dominicain, Mgr Douais, *Essai sur l'organisation des études dans l'ordre des Frères Prêcheurs au XIII^e et au XIV^e siècle. 1^{re} province de Provence, province de Toulouse* (Paris, et Toulouse 1884, in-8°).

IV. L'orientation nouvelle de la pensée chrétienne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Les histoires de la philosophie médiévale d'Ueberweg, Gilson, Bréhier, De Wulf citées p. 104. Le t. II de l'ouvrage de M. Grabmann, *Die Geschichte der scholastischen Methode* (Fribourg-en-Brisgau, 1909-1911, 2 vol. in-8°), s'arrête au début du XIII^e siècle. — Pour l'histoire des doctrines scientifiques, voir le grand ouvrage de P. Duhem, *Le système du monde* (cité p. 100), t. III à V, qui a renouvelé une partie du sujet.

La pénétration du « nouvel Aristote » (voir ci-dessus, p. 105) en Occident au XIII^e siècle a été étudiée en dernier lieu par M. Grabmann, *Forschungen über die lateinischen Aristotelesübersetzungen des XIII^e Jahrhunderts* (Münster i. W., 1916, in-8°, fasc. 5-6 du t. XVII des « Beiträge zur Geschichte

i, W., 1916, in-8°, fasc. 5-6 du t. XVII des « Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters » publ. par Baeumker). Voir en outre le P. Pierre Mandonnet, *Siger de Brabant et l'averroïsme latin au XIII^e siècle* (Fribourg en Suisse, 1899, in-8° ; 2^e éd. refondue, Louvain, 1908-1911, 2 vol. in-4°, vol. VI de la collection « Les philosophes belges ») ; F. van Steenberghen, *Les œuvres et la doctrine de Siger de Brabant* (Bruxelles, 1938, in-8°, public, de l'Académie royale de Belgique,) mise au point essentielle ; du même *Siger de Brabant d'après ses œuvres inédites* (Louvain, 1931-1942, 2 vol. in-4°, vol. XII et XIII de la coll. « Les philosophes belges ») ; du même encore, *Aristote en Occident* (Louvain, 1946, in-16) ; A. Birkenmajer, *Le rôle joué par les médecins et les naturalistes dans la réception d'Aristote au XII^e et au XIII^e siècle*, dans *La Pologne au VI^e Congrès international des sciences historiques, Oslo, 1928* (Varsovie, 1930, in-8°). Sur les traductions faites à la cour de Frédéric II, voir Ch. H. Haskins, *Studies in the history of mediaeval science*, cité p. 100.

Sur les maîtres séculiers, citons seulement A. Masnovo, *Da Guglielmo d'Auvergne a San Tomaso*, t. I (Milan, 1930-1934, 2 vol. in-8°, de la série des « Pubblicazioni della Università cattolica del Sacro Cuore » de Milan ; 2^e éd., 1945) ; t. III : *L'uomo* (Milan, 1945, in-8°) ; N. Valois, *Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, sa vie et ses ouvrages* (Paris, 1880, in-8°), qui n'est plus en tous points au courant ; M. Baumgartner, *Die Erkenntnislehre des Wilhelms von Auvergne* (Munster i. W., 1893, in-8°, t. II, fasc. 1, des « Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters » de Baeumker). Sur Alexandre de Hales, voir M. Gorce, *La Somme théologique d'Alexandre de Hales est-elle authentique ?* dans *The new scolasticism*, t. V (1931), p. 1-72, et l'ouvrage du même auteur cité plus loin ; sur Albert le Grand et ses disciples, M. Grabmann, *Der Einfluss Alberts des Grossen auf das mittelalterlichen Geistesleben* (Innsbruck, 1908, in-8°) ; H. C. Scheeben, *Albertus Magnus* (Bonn, 1932, in-8°) ; G. Meersseman, *Geschichte des Albertismus*, I : *Die pariser Anfänge des kölnen Albertismus* (Rome et Paris, 1933, in-8°) ; M. Gorce, *L'essor de la pensée au moyen âge. Albert le Grand, Thomas d'Aquin* (Paris 1933, in-8°) ; et l'ouvrage du P. Mandonnet (*Siger de Brabant*) cité plus haut. — Nombreux travaux de détail sur les maîtres de cette époque : on en trouvera le relevé dans le manuel d'Ueberweg et les livres d'E. Bréhier et de Gilson rappelés en tête de cette note.

[Table des matières](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre V

*L'idée impériale de Frédéric II de Hohenstaufen*¹⁴⁶.

Le triomphe de la théocratie avait été rendu possible au début du XIII^e siècle par l'absence d'un pouvoir assez fort pour faire contre-poids, parmi les luttes où s'abîmait l'Occident, à l'entreprenante autorité d'un grand pape, clairvoyant et sûr ^{p342} de lui-même. Mais l'anarchie politique sur laquelle Innocent III avait fondé sa puissance n'était point telle encore que l'idée impériale fût condamnée à disparaître pour toujours : l'Empire germanique, avec sa double assise allemande et italienne, n'attendait qu'un maître pour se relever et barrer la route aux ambitions de la papauté. Frédéric II fut ce maître, merveilleusement actif, souple et hardi. Il ne put réaliser le paradoxe de transformer un État amphibie en réalité féconde ; mais, durant plus d'un quart de siècle, il essaya, non sans d'éclatants succès, de ressaisir le gouvernement de l'Europe qu'Innocent III avait voulu accaparer et ne fut vaincu finalement que parce que l'idéal qu'il poursuivait dépassait les forces humaines.

¹⁴⁶ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

[*Table des matières*](#)

**I. — L'élection d'Henri VII au trône d'Allemagne
et le couronnement impérial de Frédéric (1216-1220) ¹⁴⁷.**

Né à Iesi, dans la marche d'Ancône, et n'ayant pas quitté le sol de l'Italie, puis celui de la Sicile avant l'âge de dix-sept ans, Frédéric II semble s'être donné pour première tâche d'assurer la grandeur de l'Empire par une prise de possession totale de la péninsule où les papes avaient établi le fondement de leur puissance temporelle.

Les circonstances étaient favorables. Le successeur d'Innocent III, le vénérable Honorius III, de son vrai nom Cencio Savelli, élu le 18 juillet 1216, était un vieillard, honnête, doux, ^{p343} conciliant, excellent administrateur ; il avait su comme « camérier », sous le pontificat précédent, réorganiser avec méthode les finances de la curie romaine ; mais c'était un médiocre diplomate, étranger aux complications de la politique, pour laquelle il avait peu de goût. En face de lui, malgré ses vingt-deux ans, Frédéric disposait déjà d'une forte expérience de la vie et des hommes. Orphelin de père et de mère dès la plus tendre enfance — Henri VI était mort en septembre 1197 et l'impératrice Constance en novembre de l'année suivante, — il avait, malgré la sollicitude lointaine de son pontifical tuteur Innocent III, appris de bonne heure à ne compter que sur lui-même pour défendre son royaume de Sicile contre les convoitises, non seulement d'un ennemi déclaré comme Otton IV, mais de tous les « protecteurs » intéressés qui avaient mis le pays en coupe réglée, sous prétexte de veiller sur son jeune souverain. Il avait appris aussi la méfiance, la dissimulation, la ruse ; s'était fait un cœur dur, un esprit réaliste, inaccessible à toute autre considération que celle du but à atteindre ; et, à force de coudoyer en Sicile des populations très mêlées — Orientaux et Occidentaux, marchands et lettrés, chrétiens, musulmans et juifs, parlant toutes les langues et venus de tous les points de l'horizon, — était arrivé en peu de temps à s'affranchir si bien des idées reçues qu'aucun scrupule d'aucune sorte ne paraissait plus de nature à le

¹⁴⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

retenir. Fanatique quand son intérêt le commandait, d'une extraordinaire liberté d'esprit à d'autres moments, curieux de toutes choses — de science, d'astrologie, de vénerie, d'art et de poésie, — collectionneur d'animaux rares et très fier de sa ménagerie, jouisseur et sensuel — il en arrivera à se faire suivre partout d'un harem, à la mode sarrasine, — mais avec cela infatigable d'énergie, de hardiesse et d'ambition, tour à tour, selon les cas, fastueux ou pratique, quoique toujours très maître de soi et extraordinaire de lucidité et de décision, il était évident, pour qui le connaissait, qu'avec un pontife comme Honorius III, il avait d'avance partie gagnée.

Il régla vite les affaires d'Allemagne. D'opportunes concessions y calmèrent pour un temps l'impatience des princes, surtout celle des princes ecclésiastiques, dont l'opposition eût pu être fatale, après les secousses des dernières années. Il sut se les attacher en renonçant provisoirement à leur disputer les prérogatives qu'ils avaient usurpées depuis la mort de Frédéric Barberousse. Puis il parla de la nécessité où il était d'aviser aux affaires d'Italie, d'aller recevoir le diadème impérial, enfin ^{p344} — ayant pris la croix en juillet 1215 — de partir au plus tôt pour la Terre Sainte ; et, comme il fallait bien parer à cette absence, il arriva, à force de diplomatie, à persuader les électeurs que la désignation d'un héritier, son couronnement anticipé et son association au trône s'imposaient sans retard. Il avait eu soin, en octobre 1216, d'appeler auprès de lui son jeune fils Henri ; il l'avait depuis lors promené à travers l'Allemagne et fait reconnaître duc de Souabe, puis (janvier 1220) « recteur » ; c'est-à-dire vice-roi du royaume de Bourgogne : n'était-il point naturel maintenant de lui donner par surcroît le titre de roi d'Allemagne ou plutôt de « roi des Romains », pour employer le terme qui, dans le sens de futur empereur romain, s'était substitué au temps d'Henri IV et d'Henri V à l'ancien titre national ?

Les objections ne manquaient point : l'hostilité des princes à une mesure qui supprimait en fait leur droit électoral ; le jeune âge du prétendant ; et, par-dessus tout, l'engagement pris par Frédéric envers Innocent III et Honorius III de tenir l'enfant éloigné du gouvernement de l'Allemagne et de l'Empire. Car, préoccupé du péril auquel eût été exposé l'État de saint Pierre, gage de l'indépendance pontificale, si la réunion entre les mêmes mains de l'Allemagne, de l'Italie du Nord, de l'Italie du Sud et de la Sicile était devenue définitive, Innocent III avait eu soin de poser comme condition préalable au couronnement

impérial de son protégé qu'il renoncerait d'abord formellement au trône de Sicile en faveur de l'aîné de ses fils et que les deux royaumes demeureraient irrévocablement séparés.

Dès le début de 1212, à Païenne, le titre royal avait été reconnu au petit Henri, alors âgé de moins d'un an ; le 1^{er} juillet 1216, par une lettre datée de Strasbourg et scellée d'une bulle d'or, Frédéric avait confirmé qu'il était prêt à exécuter, le moment venu, sans la moindre réserve les clauses de l'accord passé avec Innocent III ; le 10 février 1220, il en renouvelait encore l'assurance au Souverain Pontife dans une lettre officielle ; mais, neuf jours plus tard, il envoyait à Honorius une lettre complémentaire où il formulait l'espoir d'être autorisé pourtant à garder la jouissance viagère du royaume sicilien ; enfin, quelques semaines après, le pape était placé en face du fait accompli : ayant accepté de souscrire aux demandes des princes ecclésiastiques qui lui avaient présenté un cahier de doléances, Frédéric avait obtenu en échange l'élection de son fils comme roi des Romains (26 avril 1220). Il s'en excusait d'ailleurs auprès d'Honorius, à qui il affirmait effrontément, malgré le témoignage ^{p345} des actes officiels, que l'événement l'avait pris au dépourvu et que seule la maladie de son chancelier l'avait empêché de s'entendre au préalable avec le Saint-Siège. Le tour était joué ; et, en Allemagne, les princes ecclésiastiques — qui d'ailleurs escomptaient le profit à retirer d'une longue minorité — étaient désarmés par le choix fort habile que Frédéric venait de faire de l'archevêque de Cologne, Engelbert, un des plus puissants d'entre eux, comme tuteur du petit roi et chef du gouvernement.

Déconcerté par tant de mauvaise foi, Honorius osa à peine élever une timide protestation. Il était tout aux préparatifs de la croisade, dont quelques adhérents s'étaient mis en route dès 1217 et 1218 ¹⁴⁸, mais dont, pour le gros des troupes, il était obligé, par la faute de Frédéric, de reculer d'année en année, de mois en mois, le départ, déclaré pourtant chaque fois irrévocable. Du 24 juin 1219, il l'avait, après plusieurs renvois antérieurs, reporté au 29 septembre de la même année, puis au 21 mars 1220, puis de nouveau au 1^{er} mai, puis à

¹⁴⁸ Les uns, et parmi eux le roi André II de Hongrie, allèrent se battre inutilement en Terre Sainte ; les autres débarquèrent en Égypte en mai 1218. Ils s'emparèrent de Damiette après de longs mois (5 novembre 1219), tentèrent, après de nouveaux délais, de marcher sur Le Caire, mais furent défaits près de Mansoûra (juillet 1221) et durent se rembarquer.

l'automne, puis au printemps 1221 ; et, quoiqu'il menaçât chaque fois aussi Frédéric d'excommunication en cas de nouveau retard, il constatait avec navrement le peu d'effet de ses rappels à l'ordre. Frédéric lui prodiguait les lettres d'excuses, et ses raisons étaient toujours plausibles. Aussi quand, à la fin de l'été 1220, il fut averti que le parjure arrivait en Italie pour chercher la couronne impériale, sans l'octroi de laquelle on ne pouvait évidemment compter qu'il s'embarquerait jamais pour la Terre Sainte, Honorius était-il prêt à tout oublier, pourvu qu'enfin le grand dessein se réalisât.

Frédéric arriva paisiblement devant la Ville Éternelle en novembre, campa au Monte Mario, s'empressa de parler croisade, plaida l'innocence pour tout le passé, se déclara d'accord avec le pape sur la nécessité de maintenir une distinction nette entre l'Empire et le royaume de Sicile, pour lequel il se reconnaissait vassal du Saint-Siège et simple héritier des princes normands. Cela suffit, paraît-il, à dissiper les craintes du saint pontife qui, le 22 novembre, l'admit en l'église Saint-Pierre aux honneurs du couronnement impérial. Frédéric, il est vrai, se montra à cette occasion plein de prévenances pour la papauté, pour ^{p346} l'Église en général ; il fut prodigue de bonnes paroles et de libérales promesses ; il consentit à prendre une deuxième fois la croix, à Saint-Pierre même, des mains du cardinal Ugolin d'Ostie, s'engagea solennellement à s'embarquer sans faute pour l'Orient dès l'année suivante, en août au plus tard, et, d'ici là, à envoyer en Syrie une armée de secours, dont il fixa le départ en mars. Le pape ne se risqua pas à demander davantage ; et, sans être inquiet, sûr désormais d'atteindre son but, Frédéric put se donner tout entier à la grande et lourde tâche de la soumission et de l'assimilation de l'Italie.

[*Table des matières*](#)

II. — Les premiers conflits italiens (1220-1227) ¹⁴⁹.

L'œuvre à accomplir était triple : dans le sud et en Sicile, il fallait restaurer la monarchie, organisée par les rois normands du XII^e siècle, mais bien déchue depuis la mort du dernier d'entre eux ; dans l'Italie centrale, il fallait empêcher l'autorité temporelle des papes de faire obstacle au libre développement du pouvoir impérial ; dans le nord de

¹⁴⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

la péninsule enfin, il fallait imposer l'obéissance aux communes lombardes, à qui les luttes politiques, depuis la mort de Barberousse, avaient permis de relever la tête et de reconstituer une puissante ligue, avec laquelle les papes eux-mêmes étaient obligés de compter.

Frédéric s'attela d'abord au problème « sicilien », qui était en effet le plus urgent : car il eût été vain de prétendre commander au reste de l'Italie sans s'être d'abord assuré la pleine maîtrise des provinces méridionales, les seules qui pussent lui fournir rapidement les ressources militaires, le ravitaillement et les bases maritimes dont il avait besoin. ^{p347}

La pacification de ces provinces l'occupa plus longtemps qu'il ne l'avait sans doute pensé. Sur le continent, où le royaume dit « de Sicile » avait fini par englober vers le nord la terre de Labour, le comté de Molise et tout le massif des Abruzzes, pour venir border les monts Lepini, ceux de la Sabine et le cours inférieur du Tronto, il dut livrer une lutte acharnée avant de venir à bout des petits princes qui tenaient la campagne, barraient les routes, détroussaient ou massacraient les pèlerins et refusaient obstinément d'obéir aux injonctions royales. En Sicile, il dut faire face à un soulèvement général de la population musulmane. Surtout nombreux aux abords de Girgenti et vers l'ouest, entre Palerme, Corleone et Castelvetro, les rebelles arrivaient à se procurer par mer des armes, des vivres, des renforts, que leur amenaient leurs coreligionnaires d'Afrique et les corsaires marseillais. Les montagnes leur offraient des lieux de refuge presque inaccessibles, d'où ils se précipitaient dans la plaine dès que les armées impériales s'étaient retirées. Ils résistèrent pendant des mois et ne cessèrent d'être un danger permanent que lorsque Frédéric eut pu, en 1223, envoyer une flotte détruire dans l'île de Djerba, au sud de Gabès, leur base principale de ravitaillement et procéder à la déportation en masse des plus turbulents d'entre eux dans la région de Lucera, en Pouille, où ils s'assagirent et devinrent pour les armées impériales des recrues de choix. Enfin, dans tout le royaume de Sicile, aussi bien sur le continent que dans les provinces insulaires, il fallut réorganiser les moyens de défense, réoccuper les points stratégiques, démolir les forteresses des vassaux indociles, pourvoir à la construction d'une flotte, mettre un terme aux abus et aux usurpations, reprendre en mains l'administration. Œuvre de longue haleine, qu'en 1223 Frédéric II n'avait certes pu achever encore, mais dont il avait

n'avait certes pu achever encore, mais dont il avait déjà réalisé une partie importante.

Entre le royaume de Sicile et l'Italie du Nord, l'État pontifical formait, de la mer Tyrrhénienne à l'Adriatique, une barrière théoriquement continue, que le pape Innocent III s'était, durant tout son règne, efforcé de rendre effectivement telle.

Dans la plupart des territoires qui le constituaient, la papauté s'était installée dès le VIII^e siècle, en vertu des « donations » carolingiennes. Celles-ci lui avaient valu le « Patrimoine de saint Pierre », — l'actuelle province de Rome, — s'étendant au nord jusqu'au delà du lac de Bolsena, et au sud jusqu'à Terracine et Ceprano : la plaine de Pérouse qui, par Orte, Amelia et Todi ^{p348} d'une part, et par Gubbio de l'autre, reliait la basse vallée du Tibre à la « marche d'Ancône » (l'ancienne « Pentapole ») ; cette marche même qui, primitivement arrêtée aux abords d'Osimo, s'était agrandie vers le sud jusqu'à l'embouchure du Tronto ; la Romagne (ancien « Exarchat de Ravenne »), de la Foglia, au nord de Pesaro, jusqu'au Pô et au Panaro. Depuis lors, les papes avaient encore hérité les biens laissés par la comtesse de Toscane Mathilde, morte en 1115, c'est-à-dire de la Toscane même et de plusieurs annexes importantes (notamment le territoire de Canossa) au nord de l'Apennin ; mais ils n'avaient jamais pu entrer en possession de cet héritage, par suite des difficultés que leur avaient opposées les empereurs, bénéficiaires eux-mêmes d'un acte de donation contradictoire. Bien plus, il leur avait fallu, au cours des siècles, évacuer peu à peu la majeure partie des provinces dont les Carolingiens les avaient gratifiés, et, dans ce qui restait, les prédécesseurs d'Innocent III avaient vu leur autorité sapée par Frédéric Barberousse et Henri VI.

Le pontificat réparateur d'Innocent III avait changé la face des choses. Le Patrimoine avait été soumis de vive force. En Ombrie, le duc de Spolète, Conrad d'Urslingen, un Allemand à la solde des Hohenstaufen qui l'avaient installé à Pérouse, avait dû capituler et céder la place au gouvernement pontifical, non seulement dans le territoire usurpé, mais encore dans son duché convoité par les papes depuis le VIII^e siècle. En même temps, Markward d'Anweiler, l'homme de confiance de Barberousse et d'Henri VI, avait été chassé

confiance de Barberousse et d'Henri VI, avait été chassé de la marche d'Ancône, où Innocent III avait délégué ses pouvoirs à un vassal docile, le marquis d'Este ; et, si la Romagne était demeurée rétive, les villes de Toscane, tout en refusant de laisser le gouvernement pontifical s'implanter chez elles, avaient fini par reconnaître, au moins théoriquement, la suzeraineté romaine.

Innocent III s'était en outre prémuni contre un retour de fortune en exigeant d'Otton IV, puis de Frédéric II des garanties solennelles. Ni l'un ni l'autre, Frédéric moins encore que son rival, n'avaient pu les refuser au pontife qui était l'artisan de leur élévation au trône d'Allemagne : par la fameuse « bulle d'or » d'Eger (12 juillet 1213), Frédéric avait confirmé les droits que possédait l'Église romaine sur le Patrimoine, le duché de Spolète, la marche d'Ancône, la Romagne, la « terre de la comtesse Mathilde » ; il avait aussi promis d'appuyer les efforts que ferait le Saint-Siège pour « récupérer » ceux de ses territoires qui lui ^{p349} échappaient encore. Le jeune roi avait même été contraint, en 1219, de renouveler ces assurances au pape Honorius III avant d'être élevé à la dignité d'empereur et plusieurs princes d'Allemagne, laïcs et clercs, avaient été témoins de ses serments. Mais il savait fort bien que, sans les violer ouvertement, il était possible d'en réduire la portée en chicanant sur le détail, en procédant par voie d'empiétements successifs et d'usurpations lentes ; et, avec un personnage comme Honorius III, cette tactique semblait infaillible.

D'abord, il fut entendu tacitement qu'on ne parlerait pas de la Romagne. Dans les actes officiels, la chancellerie de Frédéric put citer cette province au nombre de celles qui relevaient des légats impériaux ; ces légats purent en toute liberté circuler de Bologne à Rimini, y réclamer serment de fidélité à l'empereur, y publier ses décrets, y rendre la justice, y nommer les fonctionnaires locaux : jamais Honorius n'éleva à ce sujet la plus timide protestation. Aussi Frédéric ne se gêna-t-il pas pour s'immiscer dans les affaires intérieures des provinces effectivement occupées par le Saint-Siège. A Città di Castello, sans qu'on sache trop quand ni comment, il eut tôt fait de supplanter l'autorité pontificale ; à Viterbe, il déclencha la révolte au début de 1222 et expédia son sénéchal Gunzelin de Wolfenbüttel avec des troupes de secours ; dans le duché de Spolète et dans la marche d'Ancône, il chargea le même Gunzelin d'exiger le serment de fidélité et l'aide militaire des habitants ; et, quand le pape, qui n'en croyait pas ses oreilles, se décida à se plaindre, il répondit en

oreilles, se décida à se plaindre, il répondit en désavouant son représentant. Mais le but visé était atteint : aussi bien dans la marche d'Ancône que dans le duché de Spolète — dont le duc Rainald, qui lui était tout acquis, devint son « légat » en Toscane, — l'empereur était assuré de trouver les concours dont il avait besoin.

Désormais, dans ses rapports avec le Saint-Siège, sa tactique est simple : si Honorius III s'étonne et proteste, il cède, donne des ordres dont le pape se déclare satisfait ; puis il revient aussitôt à la charge, en y apportant de moins en moins de discrétion. Au début de 1226, à la veille de partir pour la Lombardie, il notifie aux gens de Viterbe, « au nom de la fidélité qu'ils lui doivent », de tenir prêt pour le lui envoyer au premier appel un détachement de cavalerie ; puis il se met en route, traverse le duché de Spolète et, sans autre forme de procès, exige des troupes pour son escorte. Comme certains habitants résistent, rappelant qu'ils sont sujets du pape et qu'ils ont reçu du Souverain^{p350} Pontife des ordres contraires, il répond avec une feinte indignation qu'il ne laissera pas ainsi fouler aux pieds les droits dont il dispose sur tout le territoire pontifical en sa qualité d'« avoué de l'Église ». Dans la marche d'Ancône, mêmes exigences : bon gré, mal gré, les habitants doivent se cotiser pour fournir les troupes réclamées. Il est manifeste que partout, dès cette date, le pouvoir temporel du pape est dangereusement battu en brèche : la tradition de Frédéric Barberousse est renouée, à ceci près que le nouvel empereur se montre en paroles le plus respectueux et le plus attentif des fils de l'Église.

Il était moins facile de venir à bout de l'Italie septentrionale. Elle avait sans résistance laissé passer le cortège de Frédéric II lorsque, en 1220, il avait quitté l'Allemagne pour aller ceindre à Rome la couronne impériale ; et pressé, quant à lui, d'obtenir cette consécration suprême, puis d'aller rétablir l'ordre dans son royaume de Sicile, le Hohenstaufen n'avait pas abordé alors la question irritante de ses rapports avec les républiques de la plaine du Pô. Il leur avait demandé et avait obtenu d'elles sans difficulté l'escorte d'honneur qui lui était due, mais avait prudemment remis à plus tard la réunion de la diète que tenaient habituellement dès leur entrée en Lombardie les futurs empereurs pour y affirmer leurs droits souverains.

En 1225, il se décida enfin à réparer cette omission volontaire et convoqua pour Pâques suivant, à Crémone — une des rares villes de la région dont il fût tout à fait sûr, — les délégués des cités lombardes, les seigneurs de l'Italie du Nord et les princes allemands. Tout laissait prévoir que son attitude, au cours de ce congrès, égalerait en fermeté celle dont il avait déjà souvent fait montre dans son royaume de Sicile, et le choix de Crémone, l'ennemie jurée de Milan, comme siège de l'assemblée, pouvait passer pour un défi. Ce défi fut relevé. Le 6 mars 1226, comme l'armée impériale allait entrer en Lombardie, Milan, Bologne, Brescia, Mantoue, Padoue, Vicence et Trévise jetèrent les bases d'une nouvelle « ligue lombarde », défensive et offensive, à laquelle Verceil, Alexandrie, Faenza, Vérone, Plaisance, Lodi et le marquis de Montferrat adhérèrent dès avril, bientôt imités par Bergame, Ferrare, Crema et Turin. Sans doute, en se coalisant, les villes lombardes ne faisaient qu'user du droit que Frédéric Barberousse lui-même leur avait reconnu, à la paix de Constance, de s'unir entre elles pour la défense de leurs intérêts, et elles ne manquèrent pas de le rappeler ; mais, en cette ^{p351} occurrence, on ne pouvait avoir d'illusions sur la portée réelle de ce geste inamical. L'empereur résolut d'attendre des renforts ; il reporta au début de juin la date fixée pour la réunion de la diète et ne chemina plus que lentement et avec des précautions extrêmes. Tout un mois se perdit ainsi à Ravenne et près d'un mois à Parme, d'où Frédéric réclama en vain le libre passage d'Allemagne à Crémone pour son fils Henri et les princes de sa suite.

Les confédérés avaient fermé les défilés de l'Adige en amont de Vérone et mettaient à l'entrée du jeune homme, arrêté depuis six semaines dans le Trentin, des conditions inacceptables, presque injurieuses. Ils allaient jusqu'à exiger le renvoi des troupes amenées par l'empereur ; la limitation à douze cents cavaliers de l'escorte de son fils ; l'engagement formel que, durant son séjour en Lombardie, dans la Marche et en Romagne, Frédéric s'abstiendrait de toute mesure de contrainte. Furieux, celui-ci, après avoir encore une fois différé la réunion de la diète, répliqua le 10 juin en faisant prononcer à Parme par les évêques de sa suite l'excommunication de tous les membres de la ligue et la mise en interdit de leurs territoires pour « atteinte aux prérogatives et aux droits impériaux ».

Invités toutefois à venir se justifier, les Lombards se déroberent. Ni la diplomatie ni la menace n'eurent raison de leur résistance. Après

six semaines de vaines négociations, que les « recteurs » de la ligue semblent avoir volontairement traînées en longueur pour se donner le temps de mobiliser, il fallut renoncer à l'espoir d'obtenir une soumission par des moyens pacifiques. Le 11 juillet, de Borgo San Donnino, jusqu'où il s'était avancé au milieu du mois précédent, Frédéric mit les rebelles au ban de l'Empire, comme « coupables de lèse-majesté », les déclara déchus de tous leurs droits civils, judiciaires et politiques, même ceux qu'ils tenaient du traité de Constance, ordonna la révocation de leurs officiers, tabellions et consuls, la fermeture de leurs écoles au nombre desquelles se trouvait la florissante Université de Bologne, interdit sous peine des mêmes sanctions de leur apporter une aide quelconque, les décréta enfin de bonne prise, eux et leurs biens. C'était parler en maître. Mais la force lui manquait. Visiblement débordé par les événements, il dut renvoyer à une date ultérieure les mesures d'exécution, pour lesquelles le concours ou tout au moins la neutralité bienveillante du Souverain Pontife paraissait nécessaire ; car n'était-il pas à craindre que se reformât, à un demi-siècle de distance, ^{p352} cette terrible alliance guelfe du pape et des Lombards qui jadis avait failli causer la ruine de Frédéric Barberousse ? Le successeur du grand Hohenstaufen crut donc sage d'entrer d'abord en pourparlers avec le pape.

Malheureusement pour lui, la vie du malléable Honorius III approchait de son terme. Il expira le 18 mars 1227, après avoir jusqu'au bout voulu croire, contre l'évidence, à la sincérité de l'empereur et avoir travaillé, dans l'intérêt de la croisade, à lui ménager la soumission des Lombards. Le lendemain de sa mort, il était remplacé sur le trône pontifical par le plus combatif des cardinaux, Ugolin, évêque d'Ostie, qui prit le nom de Grégoire IX, comme s'il entendait signifier tout de suite au monde sa volonté d'en revenir à la tradition de son homonyme du XI^e siècle, et, en cas de besoin, de tenir tête coûte que coûte au pouvoir civil avec la même intraitable énergie.

[*Table des matières*](#)

III. — La conquête du royaume de Jérusalem ¹⁵⁰.

Pour enlever à Grégoire IX tout prétexte à une attitude hostile, Frédéric jugea habile d'accomplir enfin son vœu de croisade. Au début de l'été 1227, il entama ses préparatifs et sembla même y apporter une conviction d'autant plus grande que, cette fois, son ambition personnelle était en jeu.

Car, depuis le jour où, à Rome, Frédéric s'était engagé de façon soi-disant définitive à ne pas retarder son départ au delà du mois d'août 1221, Honorius III avait trouvé le moyen de l'intéresser directement à l'idée d'une revanche en Orient en lui faisant épouser en deuxièmes noces l'héritière du royaume de Jérusalem, Isabelle de Brienne. Célébré à Brindisi au mois de novembre 1225, quand Isabelle avait à peine douze ou treize ans, ce mariage avait suscité chez Frédéric des ambitions nouvelles : sans se soucier de son beau-père, Jean de Brienne, qui, ayant jusqu'alors exercé le pouvoir au nom de sa fille mineure, avait demandé à rester ^{p353} provisoirement sur le trône, il s'était sur l'heure paré du titre de roi de Jérusalem et avait manifesté hautement son intention d'aller à bref délai prendre livraison des territoires lointains qui venaient ainsi de lui échoir. On pouvait donc le croire sincère quand, le 8 septembre 1227, il donna l'ordre d'appareiller aux vaisseaux qu'il avait rassemblés dans les eaux de Brindisi et sur lesquels il s'était lui-même embarqué avec le landgrave de Thuringe et un grand nombre de croisés.

Pourtant c'était un faux départ. Le 10, la flotte faisait escale à Otrante et la croisade était interrompue pour cause de maladie : la chaleur et une dangereuse épidémie avaient déjà exercé leurs ravages. Le 11, le landgrave mourait et l'empereur, malade, était obligé de débarquer, laissant le gros de l'expédition poursuivre le voyage sans lui. Indigne comédie, prétendit aussitôt le pape qui, le 29 septembre, lança contre l'auguste pèlerin une sentence d'excommunication pour

¹⁵⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

manquement à la parole jurée. Frédéric eut beau protester de son innocence et affirmer qu'il s'agissait d'un simple et bref ajournement, Grégoire IX, qui était résolu à ne pas se laisser berner comme son prédécesseur, refusa de le croire ; aggravant même bientôt sa première sentence, il jeta l'interdit sur tous les lieux où résiderait l'excommunié (mars 1228) et le menaça de délier tous ses sujets de leur serment de fidélité s'il ne se soumettait pas. Ce fut au tour de Frédéric de prendre des airs de victime et de dénoncer publiquement, dans des lettres circulaires enflammées, la mauvaise foi du pape. Fort de son droit et tout excommunié qu'il fût, il annonça qu'il lèverait l'ancre à la fin du mois de juin 1228 et tint parole.

Parti de Brindisi le 28 de ce mois, il toucha terre à Acre le 7 septembre. Sa jeune femme était décédée quelques semaines avant son départ ; mais ses titres à la couronne de Jérusalem restaient indiscutables, car dix jours avant de mourir Isabelle de Brienne lui avait donné un fils, Conrad, et il lui appartenait de gouverner au nom de l'enfant. Nul, au surplus, ne songea à lui faire opposition. Il fut reconnu sans difficulté à Acre, qui était devenue la capitale du royaume depuis que la ville avait été reprise par Richard Cœur-de-Lion et Philippe Auguste en 1191 ; mais les autorités religieuses, le patriarche de Jérusalem en tête, s'écartèrent de lui conformément aux instructions du pape, qui refusait de désarmer, et beaucoup de laïcs n'osèrent lui donner leur concours. Il obtint pourtant de substantiels résultats grâce à une diplomatie alerte et réaliste, toujours à l'affût ^{p354} des moindres conjonctures favorables. Profitant de la rivalité du prince de Damas Dâoùd et du sultan du Caire Mâlik al-Kâmil, qui se disputaient la Syrie, il fut assez heureux pour conclure, le 18 février 1229, un arrangement aux termes duquel le sultan, alors maître de la Palestine, restituait au royaume de Jérusalem la Ville Sainte elle-même et ses abords, y compris Bethléem, puis la route de Jérusalem à Acre avec les villes et villages environnants, dont Nazareth, et par surcroît Jaffa, Césarée, Sidon et la plaine voisine, le tout sous cette seule réserve que la mosquée d'Omar (sur l'emplacement du temple *Domini*) et la mosquée el-Aksa (sur l'emplacement du Temple de Salomon) resteraient affectées au culte musulman.

Grâce à cet accord avantageux, que complétait une trêve de dix ans, Frédéric put entrer à Jérusalem le 17 mars 1229. Il alla se prosterner dans l'église du Saint-Sépulcre, rendue, grâce à lui, aux chrétiens ; mais sa situation d'excommunié l'empêcha d'y faire

tiens ; mais sa situation d'excommunié l'empêcha d'y faire célébrer en sa présence l'office divin. Il prit sur l'autel la couronne royale, se la plaça lui-même sur la tête ; puis il prononça dans le sanctuaire reconquis un discours habile et mesuré pour se laver des accusations dont on l'avait couvert, reprocher au pape son injuste sévérité, se déclarer prêt à racheter les torts qu'il pouvait avoir envers lui et envers la Sainte Église. Sans doute la Palestine n'était pas délivrée tout entière ; sans doute Frédéric avait dû, même à Jérusalem, en deux sanctuaires vénérés, user avec les Infidèles d'une tolérance dont on était, il est vrai, très aisé de rencontrer couramment l'équivalent pour le culte chrétien en terre d'islam ; sans doute enfin, pour que la sécurité fût complète, il eût fallu obtenir du prince de Damas un traité de garantie analogue à celui dont le sultan du Caire avait ratifié les clauses ; et tout cela, les ennemis de Frédéric ne manquèrent pas de le souligner avec acrimonie. Mais un résultat demeurait acquis : par des moyens pacifiques, l'empereur était arrivé en quelques semaines à rentrer en possession de la Ville Sainte dont, pendant quarante ans, les armées chrétiennes n'avaient pu s'emparer par la force.

Était-ce donc si peu de chose que d'avoir refait une réalité de ce beau titre de roi de Jérusalem qui avait fini par n'être plus qu'une duperie ? Le royaume de Terre Sainte avait désormais en Palestine une base solide ; les barons de Syrie s'inclinaient devant l'autorité de son chef, qui rayonnait jusqu'à Chypre, où Frédéric, avant de débarquer en Syrie, avait reçu l'hommage du roi Henri de Lusignan et de ses vassaux. Le rêve des rois ^{p355} normands de Sicile, le rêve d'Henri VI, d'une domination s'étendant à tout le bassin de la Méditerranée orientale, semblait enfin prendre corps. Il n'y manquait qu'une chose : l'appui de l'Église, sans laquelle il était difficile au moyen âge de rien édifier de durable.

Or à peine avait-il célébré la fête de son entrée à Jérusalem, que Frédéric était obligé de regagner précipitamment l'Occident où la papauté avait profité de son absence pour tenter contre ses États et contre l'impérialisme renaissant une offensive brusquée.

[*Table des matières*](#)

IV. — Le traité de San Germano (1230) ¹⁵¹.

Bien loin d'amener une détente entre Frédéric II et Grégoire IX, la croisade avait exaspéré leur mutuel ressentiment.

Au moment de lever l'ancre, à la fin de juin 1228, Frédéric avait laissé derrière lui, comme un testament vengeur, trois lettres circulaires, scellées de sa bulle d'or. Par la première, il déclarait révoquer les « bénéfices » qu'il avait bien voulu concéder jadis à l'Église romaine. Il justifiait cette mesure en rappelant que le pape n'en avait profité que pour travailler contre lui, exciter ses sujets à la révolte et pousser les habitants des provinces qu'il tenait de sa seule générosité à lui refuser les marques de respect et les « services » auxquels il avait droit en tant qu'empereur. Par une deuxième lettre, il accréditait « son cher et fidèle Rainald, duc de Spolète, en qualité de légat d'Empire » dans la marche d'Ancône, dans toute la terre de la comtesse Mathilde, dans le Val di Lago (c'est-à-dire le nord du Patrimoine) et dans la Maritime (le sud-ouest du Patrimoine), qui s'ajoutaient, bien entendu, aux provinces sur ^{p356} lesquelles Rainald avait déjà autorité : le duché de Spolète, avec son annexe ombrienne, et la Toscane, où il avait déjà précédemment été nommé légat impérial. Dans une dernière lettre Frédéric faisait en termes venimeux le procès de la conduite du pape et l'accusait d'avoir employé l'argent de l'Église à lever contre lui des soldats, tandis qu'il n'avait, pour sa part, jamais eu qu'une pensée : servir Dieu. Et n'était-il pas en train de le prouver, puisque, à l'heure où sa missive serait lue, il serait en pleine mer, volant « sous la conduite du Christ » au secours de la Terre Sainte ? Ironie un peu lourde et opposition trop facile, mais qui excusait d'avance une offensive en territoire pontifical.

Le pape n'avait pas, de son côté, pardonné à l'empereur de l'avoir bravé au point d'entreprendre le pèlerinage de Terre Sainte sans avoir d'abord fait amende honorable et obtenu l'absolution. Lorsqu'il avait

¹⁵¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

appris le départ de l'excommunié, son désappointement s'était traduit avec une violence qui étonnait chez un homme d'Église et un vieillard. Le 31 juillet 1228, il avait relevé de leur serment de fidélité tous les habitants de l'Empire et ceux du royaume de Sicile ; puis il avait entamé contre le « prétendu empereur » une campagne de calomnies, allant jusqu'à l'accuser de pactiser avec les Infidèles au détriment des chrétiens de Terre Sainte, de dépouiller de leurs biens les Templiers et les Hospitaliers et, par surcroît, de jeter les Sarrasins du royaume de Sicile à l'assaut des États de l'Église.

Il était indéniable qu'en vertu de la mission qui lui avait été confiée par l'empereur, le duc de Spolète Rainald avait sans retard pris l'offensive, avec des troupes parmi lesquelles se rencontraient effectivement des mercenaires sarrasins, et qu'en Ombrie comme dans la marche d'Ancône il commençait à réaliser, grâce à une adroite diplomatie, des progrès inquiétants.

Il avait cependant rencontré des résistances ; et le pape avait eu beau jeu d'exploiter bruyamment au profit de sa cause ces preuves trop évidentes de la mauvaise foi d'un « croisé » affichant la dévotion et faisant en même temps attaquer par les siens le Patrimoine de saint Pierre. Il lui avait été facile de reconstituer autour de sa personne un parti guelfe auquel, dès septembre 1228, l'adhésion et le concours militaire de la ligue lombarde avaient été acquis en principe. Une armée pontificale avait été organisée sous le commandement de Jean de Brienne, l'ex-roi de Jérusalem, dont on accusait Frédéric, prétendu sauveur de la Terre Sainte, d'avoir usurpé d'une façon scandaleuse les droits et la charge. Dans toute la chrétienté, jusqu'en Scandinavie, ^{p357} des renforts avaient été réclamés d'urgence sous couleur de défendre l'Église menacée par un tyran dont l'ambition sans bornes ne serait satisfaite, affirmaient les lettres pontificales, que le jour où la terre entière lui serait asservie. En janvier 1229, le royaume de Sicile avait été envahi, cependant qu'en Syrie le clergé d'Acre recevait pour instructions de combattre l'excommunié par tous les moyens en son pouvoir et que des émissaires pontificaux s'employaient à faire échouer ses négociations avec le sultan d'Égypte. Quoique peu nombreuse, l'armée de Grégoire IX avait déjà réalisé dans l'Italie du Sud de rapides progrès quand Frédéric II, parti d'Acre sous les huées d'une population ameutée contre lui, débarqua inopinément le 10 juin 1229 à Brindisi.

La situation était inquiétante : non seulement le nord-ouest de la Campanie était aux mains des pontificaux, qui menaçaient Capoue, mais leur entrée dans le royaume de Sicile y avait déterminé un vaste soulèvement qui s'étendait à tout le nord (Abruzzes, Molise, Capitanate) ; dans le reste de l'Italie, l'autorité impériale paraissait fort ébranlée, et l'active propagande de Grégoire IX avait porté ses fruits même en Allemagne. Un cardinal-légat envoyé tout exprès au nord des Alpes y avait publié la bulle d'excommunication contre Frédéric et prêché si bien la révolte que le fils de l'empereur, le petit roi Henri VII, maintenant émancipé, était précisément occupé, en juin 1229, à faire rentrer dans l'obéissance un des plus grands feudataires du royaume, le duc Louis de Bavière.

Parant au plus pressé, Frédéric réussit en quelques semaines (septembre-novembre 1229) à libérer presque tout le territoire sicilien et entama aussitôt des pourparlers de paix. Il ne fallut pas moins de neuf mois de laborieuses négociations pour arriver à un accord. Encore Frédéric dut-il consentir de lourds sacrifices pour fléchir l'opiniâtre ténacité de son adversaire. Il dut, notamment, à l'intérieur du royaume de Sicile, renoncer en faveur de la papauté à toute intervention quelle qu'elle fût dans les nominations ecclésiastiques ; accepter le dessaisissement de ses tribunaux pour tout procès intéressant le clergé, réserve faite seulement des causes relevant du droit féodal ; garantir à ce même clergé de larges exemptions d'impôts ; promettre, d'autre part, l'impunité à tous ceux de ses sujets, de quelque pays qu'ils fussent, qui avaient pris les armes contre lui ; s'engager à ne plus empiéter sur les possessions du Saint-Siège et à lui restituer toutes celles qu'il détenait encore indûment ; ^{p358} enfin fournir des garanties d'exécution extraordinairement étendues et précises. L'octroi de l'absolution et la réconciliation avec l'Église étaient à ce prix. Conclu sur cette base à San Germano, non loin du Mont Cassin, le 23 juillet 1230, l'accord fut complété par une longue série d'actes promulgués à Ceprano le mois suivant.

Quelle était la portée réelle de ce traité, si péniblement arraché à l'intransigeance de Grégoire IX ? En apparence, la revanche de la papauté, bafouée sous Honorius III, était éclatante ; mais, à bien considérer les choses, on observait qu'après tout Frédéric était parvenu à ses fins, car non seulement l'absolution lui était accordée, mais la réconciliation avec le pontife était totale et sans réserves. Le 1^{er} septembre, on eut à Anagni le spectacle de Grégoire accueillant

bre, on eut à Anagni le spectacle de Grégoire accueillant l'empereur en ami et, seul à seul, le recevant à sa table. La croisade que la veille encore on traitait de simple guerre de piraterie et d'entreprise antichrétienne, était maintenant considérée comme une œuvre pie ; le traité signé avec le sultan du Caire était officiellement approuvé ; le patriarche de Jérusalem recevait de Rome l'ordre de le faire respecter ; le grand-maître du Temple était invité en termes sévères à s'y conformer ; l'interdit jeté sur l'église du Saint-Sépulcre à la suite de la cérémonie du 17 mars 1229 était levé. D'autre part, les plus solennelles promesses d'amnistie n'empêchèrent pas Frédéric de prendre en 1231, dans son royaume de Sicile, des mesures draconiennes pour éviter le retour des troubles que la diplomatie pontificale y avait naguère fomentés : les fameuses constitutions promulguées à Melfi au mois d'août 1231 révèlent un maître impérieux, devant qui la féodalité doit plier, et la peine de mort que prévoit un des premiers articles contre tout « comte, baron, chevalier ou contre quiconque fera publiquement la guerre dans le royaume » indique dès l'abord que si le souverain a fléchi le genou devant le représentant de Dieu, il n'est cependant encore ni vaincu ni désarmé.

[*Table des matières*](#)

V. — La pacification de l'Allemagne (1231-1236) ¹⁵².

Il est si peu vaincu qu'après quatre ans d'intermède il reprend tout de suite la mise à exécution de ses desseins au point précis ^{p359} où il a dû les abandonner lors de l'avènement de Grégoire IX. La ligue lombarde est toujours debout, indomptée et hostile, et l'histoire semble se répéter. L'empereur arrive au mois de décembre 1231 à Ravenne, où il a convoqué une nouvelle diète. Encore une fois il y attend son fils Henri, auquel encore une fois la ligue a refusé de livrer passage. Comme en 1226, il doit suspendre quelque temps sa vengeance pour aviser d'abord à des affaires plus pressantes. Il se contente provisoirement, le 14 janvier 1232, de mettre au ban de l'Empire les cités rebelles, d'arrêter des mesures de sauvegarde avec celles dont la fidélité lui demeure acquise : Parme, Crémone, Pavie,

¹⁵² [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Modène. Puis il se préoccupe aussitôt de pacifier l'Allemagne, où se prolongent les effets de la récente propagande du pape.

Le pouvoir de son fils Henri y apparaît à cette date fort compromis. Les princes laïques et ecclésiastiques font une opposition sourde au jeune roi qui, sans consulter son père, essaie tant bien que mal de les apaiser en leur sacrifiant les intérêts des communautés urbaines et en se dépouillant à leur profit de quelques-unes de ses prérogatives royales les plus précieuses. Il va, par exemple, dans une ordonnance promulguée à Worms en mai 1231, jusqu'à s'interdire de concurrencer leurs juridictions, leurs monnaies, leurs marchés, voire d'élever de nouvelles fortifications qui puissent les gêner, et les autorise, en revanche, par un acte annexe, à fortifier librement leurs propres cités.

Informé de la situation, Frédéric est bien obligé de s'incliner d'abord devant le fait accompli et de confirmer l'ordonnance de Worms, tout en tâchant de-ci, de-là, d'en restreindre quelque peu la portée ; mais au préalable il mande à Aquilée, en août 1232, son fils, qui le rejoint par un chemin détourné en traversant l'Autriche et la Styrie. Il lui exprime sa surprise, lui impose une manière de contrat de gouvernement dont il lui interdit de s'écarter sous peine d'être immédiatement privé du pouvoir. Il obtient même des princes le serment de refuser au jeune roi l'obéissance, s'il les en prie, en cas d'infraction aux règles qu'il vient d'édicter. Et celles-ci sont tellement précises que Frédéric s'abandonne d'abord à l'illusion que l'Allemagne pourra être pacifiée sans qu'il ait directement à intervenir. Aussi, comme un ^{p360} nouveau soulèvement vient d'éclater en Pouille, et qu'au reste des négociations sont en cours par l'entremise du pape avec la ligue lombarde qui continue de barrer la route du Trentin, quitte-t-il l'Italie du Nord sans pousser les choses plus avant.

Mais à peine s'est-il éloigné que les affaires se gâtent derechef en Allemagne. Henri viole ses engagements et cherche, contre les princes, contre son père, à s'appuyer sur les villes. En novembre et décembre 1234, il pousse l'audace jusqu'à négocier et conclure un accord secret avec la ligue lombarde. Mais, au début de 1235, il est en conflit à la fois avec les princes et avec les bourgeois de Worms. Sa politique tortueuse a fini par irriter tout le monde. Frédéric n'hésite plus. En avril 1235, il quitte son royaume de Sicile, emmenant avec lui son deuxième fils, Conrad, l'enfant d'Isabelle de Brienne, traverse

la marche d'Ancône, va s'embarquer à Rimini, pour gagner du temps et éviter les provinces hostiles ; il débarque à Aquilée, passe par la Styrie et l'Autriche, arrive inopinément en Bavière au milieu de juin. Sur-le-champ abandonné de tous, Henri n'a d'autre ressource que de venir quelques jours après à Wimpfen, en Franconie, implorer son pardon.

Le triomphe de Frédéric est complet. Sans se laisser attendrir, il envoie son fils rebelle en captivité, ressaisit d'une main ferme le gouvernement de l'Allemagne et, dans une grande diète tenue à Mayence, édicté le 15 août 1235 un vaste ensemble de mesures réparatrices. Toutes ont pour objet de faire cesser les abus, les excès, les usurpations de pouvoir et de rendre au souverain l'autorité suprême en matière politique, administrative, militaire et judiciaire. Les princes laïques, décontenancés, acceptent sans mot dire ; les princes ecclésiastiques, à qui plusieurs articles de l'ordonnance impériale apportent d'utiles garanties, sont acquis. En l'espace de quelques semaines, l'Allemagne est pacifiée, ou du moins le duc d'Autriche Frédéric, justement surnommé le Batailleur, est seul à résister encore ; il affecte de traiter par le mépris les ordres de l'empereur ; mais contre ce jeune « sot » — comme il le qualifie lui-même dans un document officiel — Frédéric II, qui l'a mis au ban de l'Empire, sait pouvoir compter sur tous les autres princes du voisinage.

Les seigneurs allemands acceptent sans mauvaise grâce, en juin 1236, de participer à une première expédition contre les Lombards ; et à son retour, en décembre, l'empereur peut affirmer avec force son autorité. Il séjourne à Vienne de janvier à avril 1237, dispose en maître du duché d'Autriche, fait élire son ^{p361} fils Conrad, alors âgé de neuf ans à peine, roi d'Allemagne à la place d'Henri, qu'il envoie finir ses jours dans les prisons du royaume de Sicile ; puis, tout étant calme, il confie le gouvernement, durant la minorité de Conrad, à l'archevêque de Mayence Siegfried, qui reçoit le titre de « procureur impérial en Germanie », et part, l'esprit libre, reprendre et, espère-t-il, achever enfin la tâche si souvent différée de la soumission de l'Italie du Nord.

[*Table des matières*](#)

VI. — L'écrasement de la ligue lombarde et le triomphe de l'idée impériale (1236-1237) ¹⁵³.

La ligue lombarde, qui s'était étendue de proche en proche à toute la plaine du Pô, était plus vivante que jamais. Dans une lettre du mois de mai 1236, Frédéric dénonce en termes grandiloquents comme un scandale qui l'offense le spectacle de cette Italie du Nord qui, « de tous côtés encerclée par ses forces », ose échapper à « l'unité de l'Empire ». Il s'indigne de lui voir braver celui de qui la « Providence du Sauveur a dirigé les pas si magnifiquement » que, dit-il, depuis les rivages de la Méditerranée orientale jusqu'à ceux de la mer de Sicile et de la Baltique, tous les peuples lui témoignent leur respect. Trois mois après, au milieu d'août 1236, il s'ouvrait par la vallée de l'Adige la route de Vérone et, en une première et rapide campagne — interrompue dès novembre pour achever l'œuvre commencée en Allemagne, — cherchait à disloquer et démoraliser la ligue des rebelles par quelques coups bien assénés : les abords de Mantoue étaient dévastés, Bergame subjuguée, Vicence prise d'assaut et pillée.

Mais ce n'était qu'un avertissement. En septembre 1237, les mains libres enfin du côté de l'Allemagne, Frédéric pouvait revenir à la charge et saisir corps à corps l'adversaire : Mantoue, coupée de ses alliés, se soumit dès le 1^{er} octobre ; la place forte de Montichiari, au sud-est de Brescia, fut prise le 22 et détruite ; Brescia même fut isolée, le passage de l'Oglio forcé et l'armée de la coalition mise en déroute, après une bataille furieuse à Cortenuova, en avant de Bergame (27 novembre). Six mille morts, quatre mille prisonniers, dont le podestat de Milan : tel fut le prix dont la ligue paya cette sanglante rencontre ; et, parmi les trophées rapportés par l'empereur, les Milanais eurent l'humiliation ^{p362} de voir figurer le fameux char — le *carroccio* — porte-étendard et palladium de leur cité.

¹⁵³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Le désastre fut tel que l'empereur n'eut guère qu'à se montrer pour recueillir les soumissions. Lodi, Verceil, Turin lui ouvrirent leurs portes. Presque toutes les villes du Piémont et de la Lombardie occidentale et, en Ligurie, les petites républiques maritimes de Savone et d'Albenga se rallièrent avec empressement. Les Milanais eux-mêmes, les fiers Milanais, lui demandèrent la paix ; et, tout à l'ivresse de la victoire, il put écrire qu'il avait « triomphalement écrasé » ses ennemis et courbé « sous sa verge de fer » la « superbe des rebelles ».

L'année 1237 marque le point culminant du règne de Frédéric. Le succès de Cortenuova est annoncé par la chancellerie impériale aux rois, aux princes, aux prélats, aux villes, aux sujets de l'Empire, en un flot de lettres enthousiastes, qui exaltent la toute-puissance du souverain et invitent les « peuples ennemis à trembler ». Frédéric expédie « au Sénat et au peuple romain » le *carroccio* milanais, qu'il destine au Capitole ; car, leur dit-il dans sa lettre d'envoi, il est juste que Rome ait, comme jadis, sa part des victoires remportées par le César romain :

« Il nous souvient, ajoute-t-il, des triomphes et des lauriers que le Sénat et le peuple romain décernaient aux antiques Césars pour célébrer leurs exploits victorieux. Aussi, pour répondre d'avance à vos vœux, vous adressons-nous comme premier acompte ce trophée, témoin de nos hauts faits et de notre gloire, en attendant de pouvoir nous acquitter entièrement envers vous lorsque nous aurons achevé de pacifier l'Italie, siège de notre Empire. »

Et comme conclusion à cette épître grandiloquente, il avertit les « Quirites » en termes sibyllins qu'ils auront bientôt l'occasion de voir comment son amour des « antiques coutumes » s'emploie à faire revivre « l'antique noblesse » de Rome.

Il a en effet dans la ville des partisans qu'il ne cesse depuis quelques mois de tenir en haleine. Déjà, en août 1236, il a écrit « au Sénat et au peuple romain » que l'heure est venue pour eux de « se réveiller », de se remémorer leur passé de grandeur et de gloire, d'écouter la voix du César qui, « pour l'exaltation de l'Empire romain », jadis maître du monde, n'épargne « ni sa personne, ni ses trésors, ni sa peine ». Certains seigneurs de Rome lui ont prêté directement hommage. Il sait pouvoir compter sans réserve sur la grande et puissante famille des Frangipani, par ^{p363} l'entremise desquels il sème l'or et les promesses de nominations aux plus hautes charges impériales. Il ne se gêne d'ailleurs pas pour réclamer aux

d'ailleurs pas pour réclamer aux habitants leur concours militaire, ni pour les convoquer à ses diètes : car, demande-t-il avec ironie, Rome aurait-elle donc cessé de faire partie de l'Empire romain ?

Aux observations du pape, que, par une coïncidence fâcheuse, les partisans de Frédéric combattent avec acharnement, il répond qu'il n'en peut mais. Pourtant il travaille sans trêve à rendre impossible le séjour de Grégoire à Rome, pèse sur le choix du sénateur unique qui dirige alors l'administration communale et cherche par tous les moyens à s'immiscer personnellement dans les affaires de la cité. Comparée à ce qu'elle était sept ou huit ans avant, la situation apparaît renversée. C'est au tour du pape à défendre son prestige dans Rome, où il est rentré en octobre, après trois ans et demi d'exil. Il s'y sent d'ailleurs si peu en sécurité qu'en juillet 1238, il devra quitter la ville de nouveau. Il ne peut empêcher l'empereur, malgré le traité de San Germano, de reprendre la haute main sur le clergé de son royaume de Sicile ; et quand il lui écrit — ce qu'il évite, semble-t-il, autant que possible, — le ton de ses lettres n'a plus la raideur hautaine des mois passés. Il se garde bien, en tout cas, des grandes déclarations de principes ; l'empereur seul maintenant paraît en avoir le monopole. Mais ce dernier en use largement : « La majesté impériale », ose-t-il écrire en janvier 1238 à la commune de Rome, « est affranchie de toutes les lois, quelles qu'elles soient » ; elle ne doit de comptes « qu'au jugement de la raison, qui est la mère du droit ».

En quelques mots, tout un programme d'absolutisme impérial, résolument dégagé de l'étreinte du pouvoir religieux, se trouvait ainsi opposé aux théories naguère triomphantes de la théocratie pontificale. Frédéric Barberousse ressuscitait, plus résolu et plus moderne.

[*Table des matières*](#)

VII. — L'écrasement de Grégoire IX (1237-1241) ¹⁵⁴.

La position de Frédéric II, après Cortenuova, était cependant beaucoup moins forte qu'il ne se le figurait. S'il avait jeté le ^{p364} désarroi dans le camp lombard, s'il avait porté aux Milanais un coup dont ils restaient comme étourdis, il s'était abusé étrangement quand il

¹⁵⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

avait cru pouvoir réclamer d'eux et de leurs « complices » une reddition à merci, avec toutes ses conséquences : abolition de la ligue, abrogation de la paix de Constance, rétablissement du gouvernement direct des cités par l'empereur. C'était dépasser la mesure. Au début de l'été 1238, il fallut rouvrir la lutte « pour l'écrasement suprême des rebelles ».

Mais ceux-ci évitèrent désormais de s'aventurer en rase campagne : Frédéric dut aller les assiéger dans leurs places fortes, où la résistance était facile. Il s'acharna contre les murs de Brescia, mais fut obligé de lever le siège de la ville au début d'octobre, après deux mois d'attaques stériles, et cet échec ébranla fortement son crédit.

Le pape reprit confiance, se remit à assaillir l'empereur de réclamations et négocia en sous-main avec les cités italiennes. Dès le 30 novembre 1238, par un traité secret, il réussissait à liguier contre lui les deux puissantes républiques maritimes de Gênes et de Venise, dont l'accord était mystérieusement signé sous ses yeux, « à la tombée de la nuit, dans une chambre du palais de Latran ». Un édit draconien de l'empereur, promulgué au mois de février suivant et interdisant sous peine de mort et de confiscation tout rapport avec les insurgés, précipita le dénouement. Le 30 mars, sous prétexte que Frédéric se refusait systématiquement à donner satisfaction aux plaintes que suscitait sa conduite envers le clergé et que toute sa politique était celle d'un ennemi juré de l'Église, Grégoire IX le déclara anathème, l'excommunia, jeta l'interdit sur tous les lieux où il séjournait, délia de leurs serments de fidélité tous ses sujets.

Alors recommença le duel à mort entre le Sacerdoce et l'Empire. A coups de libelles enflammés, Frédéric voua au mépris du monde ce pape indigne qui, tout en jouant la comédie du dévouement aux causes saintes, à la fraternité chrétienne, à la paix, à la croisade, employait son autorité et l'argent de l'Église à fomenter la révolte contre le vrai défenseur de la chrétienté. Il poursuivit tour à tour de ses injures et de ses sarcasmes ce « pasteur du troupeau dominical » mué en « loup rapace », ce « fauteur de schisme et de scandale, ce maître de ruse, occupé ^{p365} à défendre les hérétiques lombards contre les droits et l'honneur du prince romain », ce « faux vicaire du Christ » atterré par les succès des armées impériales sur les rebelles de l'Italie du Nord. Il ne fallait pas chercher plus loin pour découvrir « la raison de ses gémissements ». A un tel pontife, on ne devait ni respect ni

missements ». A un tel pontife, on ne devait ni respect ni obéissance : il n'était pas l'Église, cette Église que l'empereur vénérât et à laquelle allait toute sa sollicitude ; il n'avait pas le droit de parler en son nom, car il la trahissait et, avant d'agir, négligeait de prendre l'avis des cardinaux, qui formaient son conseil régulier. C'est à eux que Frédéric en appelait, à eux, « successeurs des Apôtres », « colonnes de l'Église », et, s'il était nécessaire, il s'en remettait à un concile général qui jugerait de la pureté de ses intentions et de la loyauté de ses actes.

Grégoire répondit de la même encre, traitant Frédéric de « fabricant de mensonges », le comparant à la Bête de l'Apocalypse, dont la bouche vomit le blasphème, et au monstre qui, dans le Livre de Daniel, déchire de ses dents de fer et de ses griffes d'airain ce qui passe à sa portée, puis foule le reste aux pieds. Il le dépeignit comme un négateur des dogmes chrétiens, un destructeur de toute religion, insinua qu'il avait fait empoisonner le landgrave de Thuringe en 1227 afin d'accréditer la version d'une épidémie rendant la croisade impossible ; le voua à Satan, « pour l'anéantissement de sa chair ».

On ne s'en tint pas aux échanges d'injures et de malédictions : de part et d'autre on agit, le pape pour exciter les Lombards et les Allemands, l'empereur pour isoler le pape. Les deux adversaires rivalisèrent d'habileté, chacun cherchant à exploiter les fautes de l'autre. Mais, somme toute, l'année 1239 fut mauvaise pour Frédéric. Comme au temps d'Alexandre III, le pape redevint l'allié, l'inspireur de la ligue lombarde ; puis il conclut un traité formel avec les deux communes de Milan et Plaisance, qui s'engagèrent à ne pas signer la paix sans lui. Au mois de septembre, il resserra son alliance avec Venise et Gênes en vue de la conquête du royaume de Sicile. En Lombardie, sa propagande, grâce au concours des moines Mendiants, fut si adroitement menée que l'empereur, inquiet, dut, pour se défendre, procéder à des expulsions et menacer de mort les porteurs de lettres pontificales.

Mais Frédéric eut beau faire sonner bien haut de petits succès locaux, publier de brillants bulletins de victoire pour soutenir le moral de ses partisans, menacer de sa vindicte ceux du pape, ^{p366} décréter par mesure de représailles la réunion à ses États de la marche d'Ancône et du duché de Spolète, il perdait visiblement du terrain. Il ne put empêcher ni la défection de Trévise, ni celle du marquis d'Este, ni celle de Ravenne ; il essaya sans succès, en octobre, d'atteindre Milan,

Ravenne ; il essaya sans succès, en octobre, d'atteindre Milan, qu'il s'était vanté d'anéantir, et dut pour l'hiver se replier tristement sur la Toscane, tandis que les représentants du pape Grégoire IX annonçaient partout sa défaite, sa déchéance, et offraient la couronne impériale à saint Louis, puis à son frère le comte Robert d'Artois.

A partir de ce moment la lutte s'exaspère. Au début de 1240, Frédéric envahit le duché de Spolète, puis le Patrimoine ; en février et mars, il prend Orte, Viterbe, Toscanella, Corneto, esquissant une vaste manœuvre d'encerclement autour de Rome. Grégoire lui tient tête et, par l'entremise d'un de ses légats, dirige la révolte de l'Italie du Nord. On s'y bat avec acharnement. A l'ouest, où tout le Piémont est resté fidèle à Frédéric, Alexandrie tombe aux mains des impériaux le 18 mai ; mais l'est leur échappe : le 2 juin, Ferrare ouvre ses portes aux troupes guelfes qui progressent en Romagne. L'empereur accourt, réussit à reprendre Ravenne (22 août) qui a passé à l'ennemi, mais s'épuise au siège de Faenza. En vain les princes et le haut clergé d'Allemagne essaient de s'interposer entre les adversaires : aucun d'eux ne consent à faire les frais de la paix. Au surplus, tout accord semble irréalisable, puisque le pape s'est engagé à ne pas traiter sans ses alliés et que l'empereur refuse de transiger avec des rebelles.

Cependant, dans l'Italie centrale, les impériaux avancent : la marche d'Ancône est en leur pouvoir ; le duché de Spolète achève de succomber ; autour de Rome, le cercle se resserre. Le 9 août 1240, le pape se décide à convoquer un concile général pour le dimanche de Pâques (31 mars) de l'année suivante afin, porte discrètement la lettre d'invitation, d'aviser « aux graves événements où se trouve impliqué le Siège apostolique ». Frédéric riposte en interdisant la traversée de ses États à quiconque voudrait se rendre à une assemblée dont l'objet n'apparaît que trop clairement, qui se propose de traiter « non de paix, mais de discorde », et que doit présider un « ennemi public de l'Empire ». Qu'à cela ne tienne : la flotte de Gênes, alliée du pape, est chargée de transporter par mer les membres du concile. C'est un défi : l'empereur le relèvera.

L'année 1241 a débuté pour Frédéric sous les meilleurs auspices : non seulement il obtient la reddition de Faenza (14 avril), ^{p367} mais il a la satisfaction de constater l'impossibilité où l'on se voit à Rome d'ouvrir le concile au jour dit. Le clergé d'Allemagne, dans son ensemble, lui demeure fidèle ; seuls des prélats venus de France,

semble, lui demeure fidèle ; seuls des prélats venus de France, d'Espagne et de Haute Italie sous la conduite de trois légats pontificaux, réussissent à s'embarquer sur des vaisseaux génois, qui, le 25 avril, prennent enfin la mer et voguent vers Ostie. Mais les flottes sicilienne et pisane sont lancées, à leur poursuite, les rejoignent le 3 mai, entre les îles Giglio et Monte Cristo, cinquante kilomètres au sud de l'île d'Elbe, s'emparent de vingt-deux galères (sur un total d'une trentaine), en coulent trois, capturent quelque quatre mille Génois et une bonne centaine de passagers. Parmi ces derniers figurent les trois légats, une douzaine de prélats français de marque, — dont les archevêques de Rouen, de Bordeaux, d'Auch, les abbés de Cluny et de Cîteaux, — l'archevêque de Milan et plusieurs évêques de Haute Italie, les ambassadeurs de Milan, Brescia, Plaisance et Gênes. Déclarés de bonne prise, ils sont tous expédiés à Naples sous escorte, et la nouvelle est annoncée aussitôt par Frédéric lui-même qui s'en vante comme d'un coup de maître.

Il n'est plus question de concile : les quelques vaisseaux génois qui ont échappé au désastre ont dû, pour la plupart, se replier à toute vitesse sur Gênes avec leurs passagers. De son palais de Latran, le pape ne peut que vouer à l'indignation du monde le « persécuteur de l'Église » et réclamer vengeance. Mais il est vaincu. En Lombardie, son légat et les Milanais se font battre au nord de Pavie. La Romagne est perdue. L'empereur marche sur Rome, où les trahisons se multiplient dans l'entourage de Grégoire, même parmi les cardinaux. Spolète, puis Terni tombent en juin ; en juillet, Frédéric atteint le cours inférieur du Tibre ; au début d'août, il entre à Tivoli, s'avance jusqu'aux monts Albains. Il est aux portes de Rome, quand on vient lui apprendre que Grégoire IX, succombant à l'émotion, a rendu le dernier soupir (22 août 1241).

Avec lui disparaissait, on pouvait le croire du moins, l'ultime obstacle opposé à l'absorption de l'Italie par l'Empire. Prises entre le Piémont et la Romagne, où seule Bologne résistait encore, les cités lombardes du parti guelfe semblaient condamnées à une capitulation prochaine. Dans l'État pontifical, ne restaient qu'un petit nombre de villes isolées à réduire ou à séduire : car la plupart ne demandaient pour passer à l'empereur que quelques concessions de territoires et quelques privilèges. ^{p368} Quant à Rome même, l'on s'attendait généralement à y voir Frédéric entrer en triomphe avant qu'il fût longtemps.

[*Table des matières*](#)

VIII. — Le conflit avec Innocent IV : la débâcle (1243-1250) ¹⁵⁵.

C'était une illusion. Dans toute l'Italie, lors même qu'on se soumettait, l'on demeurait méfiant ; et, au dehors, la détention des cardinaux et des prélats capturés le 3 mai commençait à soulever l'opinion publique. Malgré les plaintes multiples dont il était saisi, malgré les réclamations pressantes de la cour de France, l'empereur se refusait obstinément à leur rendre la liberté. L'archevêque de Mayence, Siegfried d'Eppstein, leva des premiers dans la région du Rhin l'étendard de la révolte. Son collègue de Cologne, Conrad de Hochstaden, lui emboîta ^{p369} le pas. L'agitation gagna l'Italie même, où les façons autoritaires du « tyran » et ses perpétuelles interventions dans le choix des podestats parurent bientôt intolérables. A Rome, nul ne voulait plus de lui maintenant qu'il était aux portes de la ville.

Le nouveau sénateur, Matteo Rosso, chef de la grande famille des Orsini, y incarnait le parti de la résistance. Il arracha le 25 octobre aux tergiversations des cardinaux l'élection d'un pape milanais, Célestin IV, qui n'eut d'ailleurs pas le temps de donner sa mesure, puisqu'il fut emporté dès le 10 novembre par la maladie, sans même avoir pu être consacré. Pendant plus d'un an et demi, malgré les sommations de Frédéric, le siège pontifical resta vacant, les cardinaux réclamant avant de procéder à une nouvelle élection la mise en liberté de leurs trois collègues prisonniers. Quant aux Romains eux-mêmes, sénateur en tête, ils se refusaient énergiquement à toute compromission avec l'empereur. Celui-ci tenta sans succès de les faire céder en bloquant leur ville, en dévastant les régions environnantes, en intrigant, en tempêtant : pour toute réponse, ils s'armèrent, recrutèrent des alliés et décidèrent de prendre l'offensive. Frédéric dut relâcher les cardinaux qu'il détenait. Il crut triompher quand le Sacré Collège eut élu enfin, le 25 juin 1243, son « vieil ami » le cardinal Sinibaldo Fieschi qui,

¹⁵⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

tout Génois qu'il fût, passait pour favorable à l'Empire ; mais Sinibaldo prit comme pape le nom d'Innocent IV qui impliquait, outre une prédilection pour les méthodes diplomatiques d'Innocent III, un retour au programme de souveraineté pontificale dont Frédéric pensait avoir eu définitivement raison.

Alors tout s'écroule à la fois. Juriste consommé comme son homonyme, d'esprit souple, réaliste, avec cela très maître de soi, habile à tirer parti des moindres défaillances de l'adversaire, Innocent IV sait entraîner l'empereur dans des négociations compliquées, tour à tour interrompues, puis renouées, en réalité sans issue, mais qui, menées avec un art subtil, et donnant à tout moment l'illusion que les difficultés sont résolues, retiennent l'adversaire, l'étourdissent, lui font tomber les armes des mains. Il trouve ainsi le moyen de lui enlever Viterbe, puis de l'empêcher de le ressaisir en faisant miroiter à ses yeux l'absolution et une réconciliation générale. Le 31 mars 1244, tout semble arrangé, et Frédéric annonce même officiellement la bonne nouvelle. Il oublie que le principal reste à régler : le conflit avec les Lombards, qu'Innocent se réserve d'arbitrer. La discussion ^{p370} se prolonge ; une entrevue est décidée afin de compléter l'accord et rendez-vous pris à Rieti pour le début de juillet. Innocent se met en route, arrive à Sutri le 27 juin ; puis brusquement, dans la nuit du 28 au 29, voulant échapper à la menace des armées impériales, il se sauve sous un déguisement à Civita-vecchia, où l'attend un bateau qui l'emporte à Gênes.

Stupeur et indignation : après avoir cédé sur toute la ligne, dans l'espoir d'une paix dont il sent le besoin, Frédéric s'aperçoit qu'il a été joué par celui en qui la veille encore il ne voulait voir qu'un ami. A son tour, il crie au « scandale », accuse le pape d'être « passé aux rebelles », en appelle aux cardinaux. Vaine colère. Le geste du pape, en le libérant, a rendu confiance aux ennemis de l'Empire. L'entregent de ses légats fait le reste, et partout en Italie, dans le Patrimoine, dans le duché de Spolète, dans la marche d'Ancône, en Romagne, en Lombardie, le crédit de l'empereur est en baisse.

En Allemagne, où l'opposition a gagné du terrain, un coup d'État se prépare. Depuis quelques semaines, de mystérieux pourparlers sont engagés avec le landgrave de Thuringe, Henri Raspe, à qui, après la révolte de l'archevêque de Mayence, Frédéric a confié la charge de

« procureur d'Empire ». Il s'apprête à trahir, lui aussi. Dans le royaume de Jérusalem, l'autorité des Hohenstaufen, déjà minée par plusieurs années de déchirements intérieurs, reçoit un coup mortel quand, en août 1244, les troupes khwârezmiennes du sultan d'Égypte arrachent Jérusalem aux chrétiens, puis, en octobre, leur infligent une écrasante défaite aux abords de Gaza. Frédéric cesse de paraître redoutable, et les sympathies vont au pape qui, de Gênes, a gagné Lyon, ville pratiquement neutre quoique, en théorie, dépendant de l'Empire. De sa nouvelle résidence, où il se sent enfin les coudées franches, Innocent IV lance le 3 janvier 1245 un appel « aux rois, aux prélats et aux autres princes de ce monde », les invitant à se réunir sur les bords du Rhône le 24 juin, pour y discuter avec lui du salut de la Terre Sainte, des périls courus par l'Église du fait des Infidèles et de ses difficultés avec celui qu'il affecte d'appeler seulement « un prince ». Frédéric répond en convoquant une diète à Vérone pour le début du même mois de juin.

A Lyon, le concile s'ouvre à la date prévue devant une assistance nombreuse où figurent environ cent cinquante évêques, tandis qu'à Vérone Frédéric préside une assemblée composée surtout de princes allemands, auxquels se sont joints, outre son ^{p371} fils Conrad IV, quelques seigneurs italiens et des représentants des cités fidèles. Le Sacerdoce et l'Empire s'affrontent pour la lutte suprême. Mais en vain Frédéric, qui n'a pas reçu de citation à comparaître, proteste d'avance contre le jugement qui va être rendu sans qu'on l'ait convoqué : le 17 juillet, tout espoir d'accord étant écarté et après une défense habile présentée par son grand justicier Thaddée de Suessa, il est reconnu coupable et solennellement condamné. Dans la bulle d'excommunication qui le vise, le pape flétrit sa conduite passée ; il l'accuse de parjures, de sacrilèges, de lèse-majesté, d'usurpation des territoires ecclésiastiques, de violences envers le clergé, de complaisances criminelles pour les musulmans et le sultan d'Égypte ; il lui reproche la liberté de ses mœurs, le taxe d'hérésie, et va jusqu'à prononcer le mot d'irréligion. Il conclut en déliant tous ses sujets de leurs serments de fidélité et en les invitant, pour l'Allemagne et l'Italie proprement dite, à élire un nouvel empereur, pour le royaume de Sicile à attendre le choix du roi qu'en qualité de suzerain, il va lui-même désigner sous peu, d'accord avec les cardinaux.

Dès ce moment, pour l'empereur, la partie est irrémédiablement perdue. Il a beau, de Turin jusqu'où il s'est avancé au milieu de juillet, relever l'irrégularité de la sentence pontificale, en bafouer les termes et les considérants, déclarer avec orgueil qu'il est « ridicule » de condamner un empereur pour lèse-majesté, alors que « les empereurs ne sont soumis à aucune loi et n'ont, au temporel, d'autre supérieur que Dieu » ; il a beau inviter tous les rois, tous les princes, tous les seigneurs à se lever avec lui contre un chef d'Église qui ose empiéter sur leurs droits et se mêler de leurs affaires ; on le sent déjà moins sûr de lui : il discute, il ergote sur les vices de procédure, comme un vulgaire plaideur qui cherche des motifs de cassation.

Enhardi, Innocent IV pousse partout les sujets de Frédéric à la révolte ; les moines Mendiants vont de ville en ville la prônant comme un devoir sacré. Après une nouvelle et stérile campagne contre Milan (octobre-novembre 1245), l'empereur doit se replier vers l'Italie du Sud. En mars 1246, il manque d'être assassiné. Un vaste complot qui vise d'abord sa personne et dans lequel sont impliqués quelques-uns de ses intimes est découvert juste à temps. Au mois de mai, en Allemagne, le pape réussit à faire élire un antiroi, Henri Raspe, ce landgrave de Thuringe en qui Frédéric avait mis sa confiance. Il est vrai qu'Henri Raspe^{p372} n'a guère pour lui que quelques prélats de la région rhénane. Mais le mouvement de défection gagne. De son royaume de Sicile où il se tient prudemment, l'empereur annonce au mois de septembre qu'il va venir écraser les rebelles. Il reprend en effet la route du nord, arrive à Crémone en avril 1247 et brusquement fait mine de vouloir marcher sur Lyon pour « demander l'absolution » — et sans doute l'arracher au pape en cas de besoin. Il est déjà à Turin, prêt à franchir les Alpes avec son armée, quand il reçoit la nouvelle que Parme s'est jointe aux insurgés. Il n'ose pousser plus loin avec une pareille menace derrière lui. La rage au cœur, il revient sur ses pas, assiège la cité rebelle, s'y acharne inutilement pendant des mois, est battu par les assiégés le 18 février 1248.

De toutes parts les mauvaises nouvelles l'accablent : la Romagne, le duché de Spolète sont au pouvoir des pontificaux ; dans la marche d'Ancône, les impériaux ne parviennent pas à reprendre nettement le dessus ; en Lombardie, l'exemple de Parme entraîne d'autres défections ; en Allemagne, Henri Raspe, mort subitement le 16 février 1247, a été remplacé par un nouvel antiroi, le comte de Hollande Guillaume, qui, sans avoir grand prestige et sans réaliser de sérieux

laume, qui, sans avoir grand prestige et sans réaliser de sérieux progrès, reste malgré tout un sujet de préoccupation ; dans le royaume de Sicile, les excitations du pape redoublent ; les moines Mendiants y prêchent la révolte avec une ardeur accrue. En vain Frédéric essaie de négocier. Pendant six mois, de juillet 1248 à janvier 1249, il séjourne en Piémont, dans l'espoir toujours déçu d'une réconciliation désormais indispensable. Le pape demeure inflexible. En janvier 1249, un nouveau complot est découvert, et le meilleur conseiller de Frédéric, son ami, son confident, Pierre de la Vigne, s'y trouve compromis. C'est dans une atmosphère de trahison que l'empereur regagne tristement son royaume de Sicile. Il rentre le 25 mai à Naples, où le surprend la nouvelle que son fils le plus cher, son bâtard Enzo, vient d'être fait prisonnier par les habitants de Bologne (26 mai 1249). Il se raidit, annonce d'un air de défi que l'on verra sous peu que les « forces de l'Empire romain » sont encore intactes. Mais on ne le craint plus. « Inutile », lui répondent les Bolognais, « de chercher à nous effrayer de menaces en l'air : nous ne sommes pas des roseaux pliant au moindre vent. Si vous voulez vous venger, venez vous mesurer avec nous. »

Menaces en l'air en effet. Le 13 décembre 1250, Frédéric mourait subitement de la dysenterie à Fiorentino, près de Foggia, ^{p373} sans être parvenu à réduire cette Italie du Nord, tombeau de ses ambitions et de la grande idée pour laquelle il avait donné sa vie.

Car sa mort marque bien la fin d'un long rêve : celui d'une domination impériale s'étendant à l'Allemagne, à l'Italie et, comme au temps de Rome, rayonnant au loin, jusqu'aux rives orientales de la Méditerranée. Partout la puissance des Hohenstaufen s'écroule. En Allemagne, de nouveau les partis se déchirent. Un roi et un antiroi y sont face à face. Dans le royaume de Sicile, un régime de centralisation à outrance a dressé contre la monarchie la majorité des habitants. La Toscane, depuis quelques années docile en apparence, n'attend qu'une occasion pour se soulever. La Lombardie et ses annexes sont intraitables. Dans les États pontificaux, quelques villes à peine restent fidèles, et leur fidélité même est chancelante. En Syrie enfin, c'en est fait de l'autorité de l'empereur : les succès des Musulmans, les manœuvres de la papauté, l'usurpation du roi de Chypre Henri de Lusignan ont achevé de transformer le titre royal, dont Frédéric a continué jusqu'au bout à se parer, en un titre sans valeur.

Pas plus que la papauté, l'Empire n'est parvenu à se subordonner l'Europe. p374

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE V.
L'idée impériale. Frédéric II de Hohenstaufen.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Parmi les histoires générales d'Allemagne, retenons surtout le volume d'Éd. Jordan, *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles*, le commode manuel de K. Hampe, *Deutsche Kaisergeschichte im Zeitalter der Salier und Staufer*, le *Gebhardts Handbuch* et la *Deutsche Geschichte* de Bühler, cités p. 129. L'ouvrage de J. Jastrow et G. Winter, *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Hohenstaufen* (Stuttgart et Berlin, 1893-1901, 2 vol. in-8°, de la « Bibliothek deutscher Geschichte » publ. par Zwiedineck-Südenhorst), n'est plus à jour. Le livre de J. Zeller, *Histoire d'Allemagne*, [t. V] : *L'empereur Frédéric II et la chute de l'Empire germanique du moyen âge, Conrad IV et Conradin* (Paris, 1885, in-8°), ne peut être suivi avec confiance. Les cinq premiers volumes d'E. Michael, *Geschichte des deutschen Volkes vom dreizehnten Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters* (Fribourg-en-Brigau, 1897-1915, 6 vol. in-8° parus), sont consacrés à l'histoire de la civilisation. Le dernier volume (t. VI) qu'aït publié l'auteur avant sa mort (1917) aborde l'histoire politique ; mais il ne dépasse pas l'année 1227 et est surtout un plaidoyer en faveur du Saint-Siège.

De nombreux ouvrages ont été consacrés à Frédéric II. Retenons F. W. Schirmacher, *Kaiser Friedrich der Zweite* (Göttingen, 1859-1865, 4 vol. in-8°), très vieilli ; E. Winkelmann, *Geschichte Friedrichs des Zweiten und seiner Reiche* (Berlin et Reval, 1863-1865, 2 vol. in-8° parus), très vieilli aussi et arrêté à 1239 ; du même, *Kaiser Friedrich II* (Leipzig, 1889-1897, 2 vol. in-8° parus, de la série des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » publ. par l'Académie de Bavière), où l'auteur a tenu compte des importants travaux critiques parus depuis l'abandon de son premier ouvrage, mais qui s'arrête en 1233 ; E. Kantorowicz, *Kaiser Friedrich der Zweite* (Berlin, 1927, in-8° et un volume de références et notes, 1931, in-8° ; trad. anglaise : *Frederick the Second*, New York et Londres, 1931, in-8°), biographie suggestive, mais de caractère trop romantique, dont procède H. de Ziegler, *Vie de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen* (Paris, 1935, in-8°) ; K. Hampe, *Das neueste Lebensbild Kaiser Friedrichs II*, dans la *Historische Zeitschrift*, vol. 146 (1932), p. 441-475, discussion des idées de Kantorowicz. Dès 1925, K. Hampe (*Kaiser Friedrich II in der Auffassung der Nachwelt*, Berlin, Stuttgart et Leipzig, 79 p. in-16) avait publié une utile revue des jugements portés sur Frédéric II. Quelques vues à retenir dans A. de Stefano, *L'idea imperiale di Federico II* (Florence, 1927, in-12, de la « Collana storica »). — Pour l'histoire des rapports de Frédéric II avec l'Église, voir aussi A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. IV (cité p. 116) ; pour celle de son rôle en Allemagne, G. Blondel *Étude sur la politique de l'empereur Frédéric II en*

Étude sur la politique de l'empereur Frédéric II en Allemagne et sur les transformations de la constitution allemande dans la première moitié du XIII^e siècle (Paris, 1892, in-8°), qui date, mais n'a été remplacé par aucun autre travail d'ensemble.

L'ouvrage d'A. Huillard-Bréholles, *Historia diplomatica Friderici secundi* (Paris, 1852-1861, 12 vol. in-8°), avec une introduction sur Frédéric II qui mérite encore d'être consultée, est un recueil de documents dont une partie seulement a été depuis lors rééditée (notamment dans la collection des *Monumenta Germaniae historica, Constitutiones et acta publica imperatorum*, t. II). J. F. Böhmer, *Regesta Imperii* ; V : *Die Regesten des Kaiserreichs unter Philipp, Otto IV, Friedrich II, etc.*, nouv. éd. par Ficker, Winkelmann [et Wilhelm] (cité p. 293), constitue un répertoire capital de plus de 2.500 pages in-4°.

I. L'élection d'Henri VII au trône d'Allemagne et le couronnement impérial de Frédéric (1216-1220).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués à la note précédente, joindre E. Franzel, *König Heinrich VII. Studien zur Geschichte des « Staates » in Deutschland* (Prague, 1929, in-8°, fasc. 7 des « Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte » publ. par la « Deutsche Gesellschaft der Wissenschaften und Künste » de Tchécoslovaquie) ; J. Clausen, *Papst Honorius III* (Bonn, 1895, in-8°), dont le début avait paru comme dissertation de Münster-in-W. (1894) ; C. Köhler, *Das Verhältniss Kaiser Friedrichs II zu den Päpsten seiner Zeit* (Breslau, 1888, in-8°, fasc. 24 des « Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte » publ. par Gierke) ; H. Mann, *The lives of the popes in the middle ages*. t. XIII : 1216-1241 (Londres, 1925, in-8°).

II. Les premiers conflits italiens (1220-1227).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre É. Jordan, *Les origines de la domination angevine en Italie* (Paris, 1909, in-8°), dont l'introduction est, en plus de 150 pages, un remarquable tableau de l'Italie dans la première moitié du XIII^e siècle, mais sans références ; et, parmi les récentes histoires d'Italie, citons L. Salvatorelli, *L'italia comunale dal secolo XI alla metà del secolo XIV* (Milan, 1940, in-4°). Voir en outre W. Knebel, *Kaiser Friedrich II und Papst Honorius III gegenseitigen Beziehungen, 1220-1227* (dissertation de Munster, 1905, in-8°) ; P. Egidi, *La colonia saracena di Lacera e la sua distruzione*, dans l'*Archivio storico per le provincie napoletane*, t. XXXVI-XXXIX (1912-1915), et à part (Naples, 1915, in-8°) ; W. Cohn, *Das Zeitalter der Hohenstaufen in Sizilien. Ein Beitrag zur Entstehung des modernen Beamtenamtes* (Breslau, 1925, in-8°, fasc. 134 des « Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte » fondée par O. Gierke) ; E. Sthamer, *Die Verwaltung der Kastelle im Königreich Sizilien unter Kaiser Friedrich II und Karl I von Anjou* (Leipzig,

ter Kaiser Friedrich II und Karl I von Anjou (Leipzig, 1914, in-8°, public, de l'Institut historique prussien de Rome) ; J. Ficker, *Forschungen zur Reichs- und Rechtsgeschichte Italiens*, t. II (Innsbruck, 1869, in-8°).

III. La conquête du royaume de Jérusalem.

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre R. Röhrich, *Die Kreuzfahrt des Kaisers Friedrich II*, dans ses *Beiträge zur Geschichte der Kreuzzüge*, t. I (Berlin, 1874, in-8°), p. 1 à 112 ; du même, *Geschichte des Königreichs Jerusalem* (cité p. 63) ; W. Jacobs, *Pairiarch Gerold von Jerusalem. Ein Beitrag zur Kreuzzugsgeschichte Friedrichs II* (dissertation de Bonn, 1905, in-8°) ; E. Blochet, *Les relations diplomatiques des Hohenstaufen avec les sultans d'Égypte*, dans la *Revue historique*, t. LXXXI (1902), p. 51-64, d'après les chroniqueurs orientaux ; R. Grousset, *Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem*, t. III (Paris, 1936, in-8°), p. 271-347 ; G. Wiet, *L'Égypte arabe* (cité p. 68), p. 352-356.

IV. Le traité de San Germano (1230).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre A. Huillard-Bréholles, *Vie et correspondance de Pierre de la Vigne* (Paris, 1865, m-8°) ; F. Fehling, *Kaiser Friedrich II und die römischen Cardinäle in den Jahren 1227-1239* (Berlin, 1901, in-8°, fasc. 21 des « Historische Studien » publ. par Ebering) ; G. Falco, *I preliminari della pace di S. Germano*, dans *l'Archivio della Società romana di storia patria*, t. XXXIII (1910), p. 441-479 ; Hélène Wieruszowski, *Vom Imperium zum nationalen Königtum. Vergleichende Studien über die publizistischen Kämpfe Kaiser Friedrichs II und König Philipps des Schönen mit der Kurie* (Berlin, 1933, in-8°, « Beiheft » 30 de la « Historische Zeitschrift »). Sur le pontificat de Grégoire IX, aucun livre notable depuis celui de J. Feiten, *Papst Gregor IX* (Fribourg-en-Brisgau, 1886, in-8°) ; mais on dispose maintenant des registres de sa correspondance (*Les registres de Grégoire IX*, publ. par L. Auvray, Paris, 1890 et suiv., 3 vol. in-4°, dans la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome », série in-4°).

V. La pacification de l'Allemagne (1231-1236).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre P. Reinhold, *Die Empörung König Heinrichs (VII) gegen seinen Vater* (Leipzig, 1911, 90 p., dissertation et fasc. 25 des « Leipziger historische Abhandlungen ») ; E. Franzel, *König Heinrich VII* (cité p. 343) ; K. G. Hugelmann, *Die Wahl Konrads IV zu Wien im Jahre 1237* (Weimar, 1914, in-8°) ; F. Knöpp, *Die Stellung Friedrichs II und seiner beiden Söhne zu den deutschen Städte* (Berlin, 1928, 87 p. in-8°, fasc. 181 des « Historische Studien »).

(Berlin, 1928, 87 p. in-8°, fasc. 181 des « Historische Studien » d'Ebering), sans grande portée.

VI. L'écrasement de la ligue lombarde et le triomphe de l'idée impériale (1236-1237).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre le livre de Fehling cité p. 356.

VII. L'écrasement de Grégoire IX (1237-1241).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre F. Graefe, *Die Publizistik in der letzten Epoche Kaiser Friedrichs II. Ein Beitrag zur Geschichte der Jahre 1239-1250* (Heidelberg, 1909, in-8°, fasc. 24 des « Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte ») ; B. Sütterlin, *Die Politik Kaiser Friedrichs II and der römischen Kardinäle in den Jahren 1239 bis 1250* (Heidelberg, 1929, in-8°, fasc. 58 de la même collection).

VIII. Le conflit avec Innocent IV : la débâcle (1243-1250).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 342, joindre les livres de Graefe et de Sütterlin cités p. 364 ; la médiocre étude de H. Weber, *Der Kampf zwischen Innocenz IV und Kaiser Friedrich II bis zur Flucht des Papstes nach Lyon* (Berlin, 1900, in-8°, fasc. 20 des « Historische Studien » d'Ebering) ; A. Folz, *Kaiser Friedrich II und Papst Innocenz IV. Ihr Kampf in den Jahren 1244-1245* (Strasbourg, 1905, in-8°) ; sur le conclave de 1241, bon exposé dans Olga Joelson, *Die Papstwahlen des 13 Jahrhundert bis zur Einführung der Conclavenordnung Gregors X* (Berlin, 1928, 119 p. in-8°, fasc. 178 des « Historische Studien » d'Ebering) ; sur Innocent IV, H. Mann, *The lives of the popes in the middle ages*, t. XIV : *Innocent IV* (Londres, 1928, in-8°) ; G. von Puttmaker, *Papst Innocenz IV. Versuch einer Gesamtcharakteristik seiner Wirkung* (Münster, 1930, 123 p. in-8°) ; *Les registres d'Innocent IV*, publ. ou analysés par É. Berger (Paris, 1884-1921, 4 vol. in-4°, de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome », série in-4°), dont le tome II (1887) s'ouvre par une importante introduction sur *Saint Louis et Innocent IV, étude sur les rapports de la France et du Saint-Siège* (rééditée à part, Paris, 1893, in-8°), à signaler ici pour l'histoire du concile de Lyon. Sur ce concile, voir aussi (outre le travail d'A. Folz), pour quelques détails, Ph. Pouzet, *Le pape Innocent IV à Lyon. Le concile de 1245*, dans la *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. XV (1929), p. 281-318, qui traite surtout de l'organisation matérielle du concile, et l'*Histoire des conciles* d'Hefele, traduction française de Dom Leclercq (citée p. 23), t. VI.

Sur l'intervention d'Innocent IV en Sicile, C. Rodenberg, *Innocenz IV und*

das Königreich Sizilien, 1245-1254 (Halle, 1892, in-8°) ; K. Hampe, *Papst Innocenz IV und die sicilische Verschwörung von 1246* (Heidelberg, 1923, in-8°, fasc. 8 des Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie »). — Sur l'intervention d'Innocent IV en Allemagne, P. Aldinger, *Die Neubesetzung der deutschen Bistümer unter Papst Innocenz IV, 1243-1254* (Leipzig, 1901, in-8°). — Sur la politique des princes allemands et les antiois, M. Stimming, *Kaiser Friedrich II und der Abfall der deutschen Fürsten*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CXX (1919), p. 210-249 ; R. Malsch, *Heinrich Raspe, Landgraf von Thüringen und deutscher König* (Halle, 1911, in-8°, fasc. 1 des « Forschungen zur thüringisch-sächsischen Geschichte ») ; O. Hintze, *Das Königtum Wilhelm von Holland* (Leipzig, 1885, in-8°, fasc. 15 des « Historische Studien » publ. par Arndt, Noorden et Voigt) ; J. Kempf, *Geschichte des deutschen Reiches während des grossen Interregnums, 1245-1273* (Würzburg, 1839, in-8°).

[*Table des matières*](#)

[Table des matières](#)

Chapitre VI

Les royaumes d'Angleterre et de France après Bouvines ¹⁵⁶.

La faillite de la papauté et de l'Empire laisse le monde occidental d'autant plus désarmé que les Plantagenêts, depuis Bouvines, ont perdu la forte situation qu'ils s'étaient acquise sous le règne d'Henri II : jusqu'à l'avènement d'Edouard I^{er}, la monarchie anglaise ne va cesser de décliner et, progressivement chassée du continent, obligée même de lutter sans trêve pour ne pas se laisser dépouiller chez elle du peu d'autorité qui lui reste, elle ne pourra de longtemps jouer le moindre rôle dans l'organisation de l'Europe. La monarchie capétienne doit, en revanche, aux victoires de Philippe Auguste un immense prestige. On compte maintenant avec elle. Enhardie par le succès, elle vise sans répit à élargir ses conquêtes et commence à se faire craindre au dehors. Mais il lui faut d'abord consolider son armature. ^{p375} Une malencontreuse minorité, presque au lendemain de la mort de Philippe Auguste, la met pendant plusieurs années hors d'état d'agir efficacement au delà de ses frontières, l'oblige même quelque temps à ne songer qu'à son propre salut. Il est encore trop tôt pour qu'on voie en elle une puissance dirigeante.

¹⁵⁶ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

[*Table des matières*](#)

I. — La ruine de l'empire continental des Plantagenêts ¹⁵⁷.

Jean Sans-Terre était mort le 19 octobre 1216 sans parvenir à triompher de l'envahisseur, alors maître de tout l'est de son royaume. Son fils Henri III, un enfant de neuf ans, n'avait été reconnu qu'à grand'peine et par une poignée de barons. Mais il avait pour lui son jeune âge, qui le rendait inoffensif, et l'appui énergique du pape, qui fit le vide autour du prétendant français. Après quelques mois de lutte, Louis de France, que Philippe Auguste lui-même avait renoncé à soutenir, avait abandonné la partie et signé la paix de Lambeth (11 septembre 1217), qui laissait l'Angleterre à son légitime possesseur.

La situation d'Henri III n'en demeurait pas moins depuis lors très précaire faute d'argent — car les caisses étaient à sec — et surtout faute d'autorité. Le régime légal était celui de la Grande Charte, considérée désormais comme le rempart des libertés anglaises, et contre laquelle, pour cette raison, le nouveau pape, Honorius III, avait jugé prudent de ne pas maintenir la condamnation prononcée par son prédécesseur Innocent III. Le gouvernement du jeune roi avait solennellement déclaré s'y rallier (février 1225), quitte, il est vrai, à en éliminer les articles intolérables qui subordonnaient l'exercice du pouvoir royal à l'agrément d'un comité de contrôle formé de vingt-cinq barons. ^{p376} Les seigneurs n'avaient pas insisté pour le maintien de cette mesure de défiance, qu'ils jugeaient sans doute provisoirement superflue avec un prince encore enfant ; mais, en fait, la liberté d'action du successeur de Jean Sans-Terre restait étroitement limitée.

Du point de vue territorial, le recul de la puissance des Plantagenêts, n'était pas moindre. A la mort de Jean Sans-Terre la perte de toutes leurs provinces continentales au nord de la Loire pouvait être considérée comme définitive ; et dès l'été 1224, profitant des embarras du gouvernement d'Henri III en Angleterre, son ancien

¹⁵⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

rival Louis de France, devenu depuis peu le roi Louis VIII, s'était dédommagé de son échec en Grande-Bretagne par la conquête facile du Poitou et de toutes ses annexes aquitaniques, où seigneurs et communes ne demandaient pour la plupart qu'à se laisser acheter. La Gascogne même, un moment entamée à la fin de l'été 1224, n'était plus une possession très sûre. On ne pouvait guère compter sur l'Irlande, péniblement conquise dans la seconde moitié du XII^e siècle, moins encore sur le pays de Galles, où de petits princes entreprenants étaient toujours disposés à se liguer avec les ennemis de la royauté anglaise.

Pour regagner le terrain perdu sous Jean Sans-Terre, il eût fallu un autre Henri II : de ce dernier, son homonyme n'avait hérité qu'un orgueil immense et une volonté impatiente de la contradiction. Doué d'une inébranlable confiance dans ses propres moyens, d'un superbe mépris des obstacles, qu'il se croyait de taille à surmonter tous aisément, têtue, quoique incapable d'un effort soutenu, il lui manquait les qualités essentielles qui font l'homme d'État. Les rêves les moins sensés lui paraissaient de réalisation facile : il fallut en 1229 la prudente obstination du justicier Hubert de Burgh pour l'empêcher de donner suite à son grand dessein d'une campagne libératrice, qui devait débiter en Normandie, se continuer dans le Maine, l'Anjou et la Touraine, pour s'achever, pensait-il, triomphalement en Poitou, aux acclamations des anciens vassaux d'Henri Plantagenêt et de Richard Cœur-de-Lion. Sagement, son ministre put obtenir qu'il commençât par les provinces au sud de la Loire, les dernières perdues et où, en y mettant le prix, on pouvait sans trop de peine s'assurer d'importants concours. Par suite du décès inopiné de Louis VIII, le 8 novembre 1226, le trône de France était alors, à son tour, occupé par un enfant, Louis IX, le futur saint Louis, et la régente Blanche de Castille, ^{p377} sa mère, devait tenir tête à une forte coalition de tous les seigneurs, grands ou petits, dont les circonstances avaient réveillé les goûts d'indépendance. L'un des principaux, le comte de Bretagne Pierre Mauclerc, avait promis de livrer passage à l'envahisseur. Avec un peu d'audace et d'habileté, un succès n'était peut-être pas impossible ; mais l'audace et l'habileté manquaient également à Henri III, qui ne voulut, pour l'exécution, prendre conseil que de lui-même.

Il débarqua le 3 mai 1230 à Saint-Malo, d'où il gagna Nantes par petites étapes ; mais il avait mis tant de lenteur à s'ébranler et il

s'attarda si bien à Nantes, où il perdit encore six bonnes semaines en négociations (17 mai-30 juin), que Blanche de Castille, accourue en Anjou à la première alerte, eut tout le temps de lui barrer la route vers l'est et d'intimider quelques-uns des barons les plus influents, tels que le comte de la Marche et le vicomte de Thouars. Mollement, Henri se contenta de traverser du nord au sud les provinces voisines du littoral — Vendée, Aunis et Saintonge, — en évitant les villes douteuses, comme La Rochelle, s'arrêta quelques jours en chemin pour enlever la petite place de Mirambeau, au sud de Jonzac, passa la Garonne et alla se reposer en sa bonne cité de Bordeaux ; il refit ensuite la promenade en sens inverse, de Bordeaux à Nantes, se gardant des troupes françaises qui, à distance, surveillaient ses allées et venues ; puis, à la mi-septembre, se sentant fatigué par la chaleur, et oublieux de ses projets magnifiques, il abandonna à leur sort les seigneurs poitevins qui s'étaient compromis en sa faveur, invita seulement quatre ou cinq cents chevaliers à demeurer auprès de Pierre Mauclerc pour l'aider à se tirer du mauvais pas où il l'avait engagé et prit congé de lui, non sans lui avoir au dernier moment emprunté six mille marcs pour régler ses dettes et payer son voyage de retour.

Cette ridicule aventure, qui coûta cher à ceux qui avaient cru en lui — à commencer par le comte de Bretagne, obligé, après quatre ans de résistance, d'aller à Paris se soumettre « haut et bas » à la volonté de la régente (novembre 1234), — n'eut même pas l'avantage d'assagir le jeune roi d'Angleterre. Non seulement il persista à porter les titres de duc de Normandie, duc d'Aquitaine et comte d'Anjou, mais il s'entêta à faire de la reconquête de ces trois provinces perdues la grande pensée de son règne. En 1242, de nouveaux troubles qui venaient d'éclater en Poitou à la suite de l'inféodation du comté par Louis IX à son frère Alphonse, lui parurent enfin l'occasion ^{p378} rêvée d'une revanche. Ni l'opposition des barons anglais, las de payer des taxes pour subvenir aux frais d'une politique stérile et sans gloire — car Henri III dépensait largement pour se ménager des partisans dans les anciennes provinces continentales de sa famille —, ni la folie d'une expédition entreprise sans troupes ni ressources suffisantes contre un adversaire qui avait au cours des années précédentes très fortement affermi sa situation, ne purent le convaincre d'abandonner son dessein : suivi d'à peine trois cents chevaliers, il débarqua à Royan, sur l'estuaire de la Gironde, le 13 mai 1242, puis, à son habitude, gaspilla plusieurs semaines en négociations. Il attendit

tude, gaspilla plusieurs semaines en négociations. Il attendit même jusqu'au 16 juin pour envoyer son défi à Louis IX, qui, tout à loisir, avait pénétré en Poitou à la tête d'une puissante armée et maté déjà une partie des rebelles. Un mois encore s'écoula en marches et contremarches sans qu'il osât s'aventurer au nord de la Charente. Dès que l'armée française fut à Taillebourg, il implora un armistice, décampa quand il la vit passer la rivière (21 juillet), évita le lendemain un combat décisif devant Saintes et donna lui-même le signal du sauve-qui-peut. Il courut alors affolé, au milieu d'une indescriptible cohue, de Saintes à Pons, de Pons à Barbezieux, de Barbezieux à Blaye, laissant aux mains de l'ennemi ses bagages, sa tente, les ornements de sa chapelle, ses chevaux, ses voitures, une foule de prisonniers, et ne songea plus qu'à se mettre en sûreté en traversant la Gironde (4 août). De ses alliés poitevins, il se soucia aussi peu qu'en 1230, et ceux-ci en furent réduits, comme naguère, à implorer la miséricorde du vainqueur.

La preuve était faite de l'incapacité et de la couardise d'un prince dont les folles ambitions eussent prêté à rire si elles avaient eu des conséquences moins fâcheuses pour ceux qui en étaient victimes. Toujours est-il qu'après cette seconde équipée, l'unique pensée d'Henri fut de conclure une trêve avec le roi de France. Elle fut signée pour cinq ans à Bordeaux, le 7 avril 1243 ; et désormais, tout en continuant à manifester sans cesse sa volonté d'obtenir « restitution de ses droits », Henri dut renoncer à les défendre les armes à la main. C'est même tout juste s'il parvint à retenir sous son autorité la province de Gascogne, la seule qui lui restât sur le continent : il allait falloir la rude énergie du comte de Leicester, Simon de Montfort, dépêché là-bas avec pleins pouvoirs en 1248, pour la faire rentrer dans l'obéissance. ^{p379}

[*Table des matières*](#)

II. — La faillite du pouvoir royal en Angleterre ¹⁵⁸.

Comment s'étonner dès lors de la rapidité avec laquelle s'accroît, au nord du Déroit, la déchéance de l'autorité royale ?

Dès 1233, on assiste en Angleterre à un mouvement de révolte contre les procédés employés par Henri III pour se soustraire au contrôle de la noblesse en confiant les hautes charges de l'État à des hommes nouveaux, parmi lesquels plusieurs Français, tels que l'évêque de Winchester Pierre des Roches et un clerc poitevin qu'on présentait comme le neveu de l'évêque (et qui était peut-être son fils), le trésorier Pierre des Rivaux. A ceux qui réclament le renvoi des « étrangers, » le jeune roi se borne à répondre qu'il lui faut bien prendre des garanties contre les trahisons de ses sujets « naturels » ; il renforce ses effectifs de mercenaires et résolument engage la lutte. Mais le haut clergé se joint aux rebelles. Menacé d'excommunication par le nouvel archevêque de Canterbury, l'austère et intègre Edmond d'Abingdon (ou Edmond Rich), et pris soudain de peur, Henri doit alors céder une première fois : Pierre des Roches est éloigné de la cour, Pierre des Rivaux jeté en prison, le justicier Étienne Segrave déferé aux tribunaux ; tous les hommes de confiance du roi sont envoyés en disgrâce, et Edmond d'Abingdon lui est imposé comme premier ministre (avril 1234).

Mais deux ans après tout est à recommencer : le roi s'est remis à n'en faire qu'à sa tête, à s'entourer d'« étrangers » — soit des « Poitevins », soit des Provençaux et des Savoyards, venus en Angleterre à la suite de son mariage avec Éléonore, ^{p380} fille du comte de Provence (janvier 1236). Au début de 1237, il paraît céder un moment : ayant absolument besoin du concours financier de ses vassaux, il accepte d'en adjoindre trois à son conseil privé ; mais il les tient si bien à l'écart qu'en janvier 1238 il peut à leur insu marier sa sœur aînée, Aliénor, avec un seigneur qui n'est encore pour eux qu'un

¹⁵⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

étranger, et d'un rang relativement modeste, ce Simon de Montfort dont nous venons de prononcer le nom. Troisième fils du chef de la croisade albigeoise, Simon était alors arrivé depuis peu en Grande-Bretagne, où il venait d'entrer en possession du comté paternel de Leicester, jadis saisi par Jean Sans-Terre. Par son mariage, le voilà devenu un des premiers personnages de l'État. Sitôt connu, l'événement, qu'Henri III a préparé dans le mystère, provoque une vraie levée de boucliers. Le propre frère du roi, le comte Richard de Cornouailles, donne le signal de la révolte ; puis il se ravise ; mais la position d'Henri paraît de plus en plus fausse et son impopularité va croissant. En 1239, il manque d'être assassiné. Sa désastreuse et humiliante campagne de Poitou, en 1242, ruine le peu qu'il gardait de prestige.

En même temps sa détresse financière le met à la merci de ses barons. Car pour vivre, comme il le fait, en dépensant sans compter, et surtout pour payer les frais de ses folles entreprises politiques, les revenus normaux de la couronne — ceux qu'il tire des domaines, le produit des amendes, les droits de mutation ou les taxes féodales assimilées — étant d'une notoire insuffisance, il ne peut se dispenser de recourir sans cesse davantage à la générosité de ses vassaux. Presque chaque année il leur demande une « aide » (*auxilium*) financière, suivant une pratique qui tendait à se généraliser dans tous les pays d'organisation féodale. Il se condamne ainsi lui-même à dépendre de leur bon vouloir, le principe universel pour ce genre d'impositions étant, comme on avait cru utile de le préciser dans la rédaction primitive de la Grande Charte, l'octroi gracieux par les intéressés. Presque chaque année, par conséquent, le roi doit réunir ses vassaux en « grand conseil » ou « parlement », leur exposer ses besoins d'argent, les prier, parfois les supplier de l'aider à sortir d'embarras en lui octroyant une quote-part, par exemple 1/40^e, 1/30^e, 1/15^e, 1/13^e et jusqu'à 1/10^e de leurs biens meubles et de leurs revenus fonciers, ou la levée d'un « écuage » de quelques marcs sur chacun de leurs fiefs, ou bien encore celle d'une taxe de « charruage » sur chacune des tenures de leurs domaines. Ces demandes répétées sont l'occasion de débats irritants. ^{p381} En 1237, on voit les vassaux aller jusqu'à exiger — et obtenir — l'institution d'un comité de quatre barons, préposé au contrôle des fonds votés cette année-là. En février 1244, ce contrôle ne leur suffit déjà plus : ils veulent y ajouter, comme condition à leur générosité, le droit de choisir eux-mêmes les titulaires

sité, le droit de choisir eux-mêmes les titulaires des deux offices de chancelier et de justicier, afin, déclarent-ils sans ambage, d'éviter de nouvelles infractions à la Grande Charte ; et ils forment même, semble-t-il, le projet d'adjoindre au roi en permanence quatre « conservateurs » des libertés nationales, chargés de suivre la marche de toutes les affaires.

En 1248, exaspérés par les perpétuelles demandes d'argent du roi — auxquelles le pape vient, au nom de l'Église, ajouter sans cesse des levées de décimes ecclésiastiques, — ce n'est pas seulement la désignation du chancelier et du justicier que les vassaux réclament, mais aussi celle du trésorier : car ils veulent en finir, déclarent-ils, avec le régime du bon plaisir et du gaspillage. Furieux, Henri se dédommage en exigeant un supplément de tailles des paysans et des bourgeois de ses domaines, en particulier de ceux de Londres, en confisquant les biens des Juifs, en prolongeant, au mépris de la Grande Charte, les vacances des évêchés et des abbayes pour en percevoir plus longtemps les revenus, en empruntant, en aliénant même les trésors de la couronne ; bientôt il se croisera et se fera adjuger par le Souverain Pontife une « décime » pour la guerre de Terre Sainte pendant trois ans ; mais, défiants, et pour cause, les seigneurs exigeront un contrôle renforcé des fonds ainsi alloués (1252 et 1253).

Entre le roi et ses sujets, la désaffection est, bien avant cette date, devenue si grande qu'elle dégénère en un état de sourde hostilité. Une rupture paraît inévitable. Seule la faiblesse extrême d'Henri la retarde encore quelques années : car son autorité est réduite à si peu de chose qu'on n'en prend guère ombrage. Il faudra ses maladresses répétées et ses manques de parole pour provoquer enfin l'explosion depuis longtemps menaçante.

[*Table des matières*](#)

III. — La consolidation territoriale de la royauté française ¹⁵⁹.

Rien de tel en France, où les Capétiens disposent maintenant d'un domaine étendu, compact, qui leur vaut, même sur le ^{p382} terrain féodal, une supériorité écrasante. On a déjà vu ¹⁶⁰ le parti qu'ils ont su tirer en Aquitaine de la faiblesse du pauvre successeur de Jean Sans-Terre : le roi Louis VIII, fils et héritier du vainqueur de Bouvines, n'a guère eu qu'à se montrer — et peut-être aussi à ouvrir sa bourse — pour achever en deux mois la conquête du Poitou, de l'Aunis et de la Saintonge (1224), en exécution du jugement qui avait déjà coûté aux Plantagenêts leur duché de Normandie et leurs comtés du Maine et d'Anjou ; et il a encore trouvé le temps, au cours d'un règne de trois années seulement (1223-1226), de préparer l'annexion du Languedoc, dont la croisade albigeoise, due à l'initiative d'Innocent III, avait naguère dépouillé le comte Raimond VI de Toulouse au profit de Simon de Montfort.

Cette croisade n'avait rien réglé de durable : car le pape avait laissé le fils du vaincu, Raimond VII, prendre tranquillement possession de ceux de ses biens patrimoniaux qui avaient échappé aux croisés, c'est-à-dire de Beaucaire, de Nîmes et de Saint-Gilles, berceau de sa maison, et, sur la rive gauche du Rhône, en terre d'Empire, du « marquisat de Provence », qui englobait Die, Valence, Carpentras, Avignon. De là, dès 1217, dans tout le feu de ses vingt ans, le jeune homme s'était jeté sur le comté de Toulouse et en avait conquis la capitale, d'où l'on n'avait pu le déloger. Simon de Montfort avait été tué en s'y essayant au mois de juin 1218 ; et, ne rencontrant plus dès lors en face de lui qu'un incapable, à peu près de son âge, Amaury de Montfort, fils de Simon, Raimond avait, à force d'activité et d'adresse, si bien su rétablir ses affaires que le pape Honorius III, joignant sa voix à celle d'Amaury, avait dû appeler la royauté capétienne au secours. Tant qu'il ne s'était agi que de travailler pour

¹⁵⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹⁶⁰ [P. 377.](#)

au secours. Tant qu'il ne s'était agi que de travailler pour le compte d'autrui, celle-ci n'y avait pas mis grand empressement : Philippe Auguste avait chargé son fils Louis, en 1219, ^{p383} de faire un exemple à Marmande, où les hérétiques furent passés au fil de l'épée, puis d'esquisser une démonstration sous les murs de Toulouse ; il avait, en 1222, consenti l'envoi d'une petite troupe de secours, puis avait laissé aller les choses, au point que les partisans de Raimond avaient pu dans la suite reprendre Lavaur, Puylaurens, Montauban, Castelnau-dary, Agen, Moissac, Carcassonne. L'heure était ainsi venue pour le roi de France d'apparaître aux yeux de la papauté et des adversaires de Raimond comme le seul sauveur possible, ce qui lui permettait de fixer à son gré le prix de son intervention : Amaury dut se désister en sa faveur, le pape lui reconnaître la libre disposition de tout ce qu'il parviendrait à conquérir, avec le titre de chef de croisade et, pour y subvenir, le droit de lever pendant cinq ans, sur toutes les églises du royaume, la dîme de leurs revenus.

A dater de ce moment la guerre albigeoise devient guerre capétienne. Louis VIII est emporté bientôt, à trente-neuf ans, par une attaque de dysenterie (8 novembre 1226) ; mais à sa mort, quelques mois d'une campagne triomphale et facile ont déjà valu à la royauté la soumission de plus des trois quarts du pays. Il reste à prendre Toulouse, où Raimond tient toujours. Les troubles qui éclatent en France à l'avènement de Louis IX, l'enfant que la mort soudaine du roi a placé sur le trône, retardent sa capitulation et contraignent même le gouvernement royal à user de mansuétude à son égard : Raimond VII doit à ces circonstances, lors du traité signé à Paris en avril 1229, de conserver l'usufruit du Languedoc toulousain, après avoir, au parvis de Notre-Dame, fait solennellement amende honorable ; mais le bas Languedoc ou duché de Narbonne, jusqu'au Rhône, et la vicomté de Carcassonne sont réunis dès ce moment au domaine royal, et une clause du traité stipule, sous certaines réserves de détail, que le surplus constituera l'héritage de la fille de Raimond, la petite comtesse Jeanne, à qui un des frères du roi sera donné comme époux.

Grâce à ces acquisitions et à quelques autres de moindre importance, complétant celles de Philippe Auguste, la royauté se retrouve dès le premier tiers du XIII^e siècle maîtresse d'une grande partie du sol français. Sans doute, elle ne garde pas sous son administration directe tous les fiefs qu'elle réunit : elle en distrait des portions parfois considérables pour doter les cadets de la famille

dérables pour doter les cadets de la famille royale. Les frères de Louis IX reçoivent ainsi, l'un, Robert, le comté d'Artois en 1237 ; l'autre, Alphonse, les comtés ^{p384} de Poitou et d'Auvergne en 1241 ; le troisième, Charles, les comtés d'Anjou et du Maine en 1246. Mais ces princes introduisent dans les territoires qui leur sont attribués les méthodes administratives et les pratiques de la royauté, dont en fait ils prolongent l'action ; et comme il en est de même dans les fiefs que leur apportent leurs mariages et leur politique personnelle — en particulier dans le comté de Toulouse, où Alphonse de Poitiers, devenu le mari de la comtesse Jeanne, s'installe à la mort de Raimond VII (1249) — de proche en proche, grâce à eux, la maison capétienne gagne sans cesse du terrain, tandis que, sous l'effort conjugué du roi et des siens, l'ancienne féodalité recule chaque jour davantage.

[*Table des matières*](#)

IV. — Les embarras de la royauté capétienne au début du règne de saint Louis ¹⁶¹.

Mais dans les premières années du règne de Louis IX il fallait encore compter avec elle. A l'avènement du jeune roi, l'heure parut propice aux seigneurs pour tenter de reprendre un peu de ce qu'ils avaient perdu, et l'on a déjà vu que le fils de Jean Sans-Terre ne fut pas des derniers à vouloir profiter de l'aubaine. Un vent de révolte et de revanche souffla sur tout le royaume ; bien rares furent les barons qui ne se laissèrent pas un moment au moins entraîner dans cette levée de boucliers. Pendant quatre ans, les coalitions se nouèrent entre eux et se dénouèrent avec une déconcertante rapidité. La régente, Blanche de Castille, mère du roi, fit preuve d'une telle décision que la féodalité ne recueillit aucun bénéfice de cette agitation confuse : l'institution royale était assez forte déjà pour traverser la crise sans sérieux dommage.

La monarchie rencontrait toutefois d'assez nombreuses résistances encore de la part des barons. En 1236, une nouvelle guerre manqua d'éclater avec le comte Thibaudt IV de Champagne, héritier depuis peu du royaume de Navarre. Ambitieux, mais ^{p385} brouillon et

¹⁶¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

versatile, ce grand seigneur, doublé d'un poète, ne cessait depuis dix ans de remplir la scène politique de ses intrigues. Il était tour à tour pour ou contre le gouvernement capétien, quoique la malignité publique l'accusât d'être l'amant de Blanche de Castille. Au lendemain de la majorité de Louis IX, il crut le moment venu de s'affranchir. Il fut alors l'âme d'une coalition qui engloba les comtes de Bretagne et de la Marche ; mais l'esprit de décision du gouvernement royal, qui concentra aussitôt sous Vincennes une armée prête à envahir la Champagne, suffit à lui faire tomber les armes des mains (été de 1236).

Six ans après, l'un des coalisés de 1236, le comte de la Marche Hugues de Lusignan reçut une sévère leçon. Instigateur, avec sa femme Isabelle, veuve du roi Jean Sans-Terre, d'une nouvelle ligue à laquelle finirent par adhérer la majeure partie des seigneurs poitevins et languedociens — sans en excepter les comtes de Toulouse et de Foix, le roi d'Aragon, seigneur de Montpellier, et le vicomte de Narbonne, — Hugues donna à la Noël 1241, peu après l'installation en Poitou du comte Alphonse, frère de Louis IX, le signal d'un soulèvement général contre la domination française dans les provinces d'Aquitaine et du midi. Son beau-fils, le roi d'Angleterre Henri III, accourut tout de suite à son appel. Mais on se souvient¹⁶² de quelle faible valeur fut en cette occasion son appui et comment, Henri III mis hors de cause au bout de quelques semaines, les rebelles se trouvèrent bientôt seuls en face du roi de France. Le comte de la Marche et l'impétueuse Isabelle durent, genoux en terre, implorer sa miséricorde (août 1242), et l'un après l'autre leurs alliés, tant poitevins que languedociens, dont les armées capétiennes menaçaient les territoires, imitèrent leur geste. Dès octobre 1242 le comte Raimond VII de Toulouse lui-même s'en remettait à la clémence du roi. La paix signée à Lorris en janvier 1243 consacra la victoire de Louis IX.

A la différence de ce qui se passait à pareille époque en Angleterre, il était donc visible qu'en France la royauté était maîtresse de la situation. Passé 1243, l'histoire n'enregistre plus sous Louis IX de révolte sérieuse de la féodalité dans le royaume capétien. Tout au plus les documents ont-ils conservé la trace de quelques résistances locales, en particulier dans les seigneuries languedociennes annexées

¹⁶² Voir p. 378.

au domaine royal en vertu du ^{p386} traité de 1229. Et c'est pourquoi Louis peut sans grands risques prendre la croix et s'éloigner de France en 1248. Mais l'heure n'a pas encore sonné où il pourra jouer un rôle prépondérant dans cette Europe que la double faillite du pouvoir impérial et du pouvoir pontifical laisse provisoirement sans pilote. ^{p387}

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE VI.

Les royaumes d'Angleterre et de France après Bouvines.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale en France et en Angleterre*, et *L'essor des États d'Occident* (en collaboration avec P. Guinard), ouvr. cités p. 159. — Parmi les histoires générales d'Angleterre à consulter pour cette période, retenons surtout T. F. Tout, *The history of England from the accession of Henni III to the death of Edward III, 1216-1377* (Londres, 1905, in-8°, t. III de *The political history of England*, publ. par Hunt et Poole) ; Davis, *England under the Normans and Angevins* (cité p. 159) ; James H. Bamsay, *The dawn of the constitution or the reigns of Henry III and Edward I, 1216-1307* (Oxford, 1908, in-8°), minutieux et documenté, principalement sur les questions financières, mais pas très sûr toujours ni toujours au courant des derniers travaux. E. F. Jacob a donné un excellent résumé du règne d'Henri III jusqu'en 1259 dans la *Cambridge medieval history*, t. VI (1929), p. 252-283, avec une copieuse bibliographie, p. 888-898, et, depuis lors, F. M. Powicke a publié un très important ouvrage intitulé *King Henry III and the lord Edward, The community of the Realm in the thirteenth century* (Oxford, 1947, 2 vol. in-8°). — Pour la France, il suffira de rappeler les volumes d'A. Luchaire, *Louis VII, Philippe Auguste, Louis VIII* (Paris, 1901, in-8°), et de Ch.-V. Langlois, *Saint Louis, Philippe le Bel, les derniers Capétiens directs* (Paris, 1901, in-8°), formant le t. III, 1^{re} et 2^e parties, de l'*Histoire de France* publ. par E. Lavis. On y trouvera des références aux plus importantes études de détail parues il y a un demi-siècle. Nous indiquerons chemin faisant quelques-unes de celles qui ont paru depuis lors.

I. La ruine de l'empire continental des Plantagenêts.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres généraux cités à la note précédente, voir Ch. Petit-Dutaillis, *Étude sur la vie et le règne de Louis VIII* (Paris, 1894, in-8°, fasc. 101 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences philologiques et historiques ») ; G. J. Turner, *The minority of Henry III*, dans les *Transactions of the Royal historical Society*, nouv. série, t. XVIII (1904), p. 245 et suiv. ; Kate Norgale, *The minority of Henry the third* (Londres, 1912, in-8°) ; S. Painter, *The Scourge of the clergy, Peter of Dreux, duke of the Brittany* (Baltimore, 1937, in-8°), sur Pierre Mauclerc ; Ch. Bémont, *Simon de Montfort, comte de Leicester* (Paris, 1884, in-8°), ouvrage capital, dont l'auteur a donné en 1930 une édition entièrement refondue, traduite en anglais par E. F. Jacob, sous le titre *Simon de Montfort, earl of Leicester, 1208-1265*

(Oxford, 1930, in-8°) ; du même, *La campagne de Poitou, 1242-1243*, dans les *Annales du Midi*, t. V (1893), p. 289-314 ; Élie Berger, *Histoire de Blanche de Castille, reine de France* (Paris, 1895, in-8°, fasc. 70 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »).

II. La faillite du pouvoir royal en Angleterre.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les histoires générales d'Angleterre et l'ouvrage de F. M. Powicke cités p. 375 et en dehors de l'ouvrage fondamental de Ch. Bémont, *Simon de Montfort*, cité p. 376, notons d'abord W. Stubbs, *The constitutional history of England*, t. II (Oxford, 1876, in-8°, plusieurs fois réédité), aujourd'hui bien dépassé, mais qu'on complètera en recourant, dans l'édition française, aux notes que Ch. Petit-Dutaillis a jointes à la traduction du t. II par G. Lefebvre (*Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, t. II, Paris, 1913, in-8°), à son introduction au t. III (Paris, 1927, in-8°) et aux importantes *Études additionnelles* placées par G. Lefebvre à la fin de ce même tome III. Les principaux textes constitutionnels sont reproduits dans les *Select charters* (9^e éd., 1921) de W. Stubbs, citées p. 159. Parmi les ouvrages récents qui ont en partie renouvelé le sujet, citons surtout T. F. Tout, *Chapters in the administrative history of mediaeval England. The Wardrobe, the Chamber and the small seals* (Manchester, 1920-1930, 5 vol. in-8°), t. I^{er} ; puis J. F. Baldwin, *The king's council in England during the middle ages* (Oxford, 1913, in-8°) ; Sydney Knox Mitchell, *Studies in taxation under John and Henry III* (New Haven, Londres et Oxford, 1914, in-8°, fasc. 2 des « Yale historical publications studies ») ; James H. Ramsay, *A history of the revenues of the kings of England, 1066-1399* (Oxford, 1925, 2 vol. in-8°), le t. I^{er}.

III. La consolidation territoriale de la royauté française.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les volumes d'A. Luchaire et de Ch.-V. Langlois dans l'*Histoire de France* d'E. Lavisse cités p. 375, voir surtout Ch. Petit-Dutaillis, *Étude sur la vie et le règne de Louis VIII*, et Élie Berger, *Histoire de Blanche de Castille*, cités p. 376, ce dernier livre à compléter avec Félix Olivier-Martin, *Études sur les régences, I : Les régences et la majorité des rois sous les Capétiens directs et les premiers Valois, 1060-1375* (Paris, 1931, in-8°) ; H. Wallon, *Saint Louis et son temps* (Paris, 1876, 2 vol. in-8°), vieilli, mais non encore remplacé ; Auguste Longnon, *La formation de l'unité française*, leçons professées en 1889-1890 (Paris, 1922, in-8°) ; Dom Devic et Dom Vaissète, *Histoire générale de Languedoc*, nouv. éd., t. VI (Toulouse, 1874, in-4°) ; A. Molinier, *Étude sur l'administration de Louis IX et d'Alfonse de Poitiers, 1226-1271*, dans l'ouvrage précédent, t. VII (1878), p. 462-570, et à part (Toulouse, [1878], in-4°) ; R. Michel, *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis* (Paris, 1910, in-8°, t. IX des « Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes »).

IV. Les embarras de la royauté capétienne au début du règne
de saint Louis.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre le volume de Ch.-V. Langlois cité p. 375, voir ceux de Berger, Wallon (t. I) et Michel, cités p. 382-383 ; en outre, sur Thibaut IV, H. d'Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, t. IV (Paris, 1865, in-8°) ; *Les chansons de Thibaut de Champagne, roi de Navarre*, publ. par A. Wallensköld (Paris, 1925, in-8°, publ. de la « Société des anciens textes français »), l'introduction.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

Chapitre VII

Les États de l'Europe orientale à la veille de l'offensive mongole

Le malaise dont souffrait l'Europe occidentale n'était rien en comparaison du désordre où se débattait encore la majeure partie de l'Europe orientale. Pas plus dans les territoires slaves échelonnés en profondeur de l'Elbe à la Volga que dans les plaines de Hongrie ou dans la péninsule des Balkans, depuis la chute des Comnène, l'on n'avait vu surgir de domination assez solide pour pouvoir, le cas échéant, résister à un nouvel assaut des forces de l'Orient asiatique. Sur les ruines de l'empire byzantin, les Occidentaux n'avaient su édifier qu'un « empire latin » inconsistant et voué dès l'origine à l'anarchie ; les peuples danubiens s'entre-déchiraient ; et ni dans les plaines de Russie, ni en Pologne, ni même en Bohême, les Slaves n'étaient parvenus encore à s'imposer ce minimum de discipline sans lequel il n'est point d'État viable.

[*Table des matières*](#)

I. — La Bohême ¹⁶³.

Le plus évolué de tous les États slaves, celui qui s'éloignait le moins du type occidental, était la Bohême, qu'une longue ^{p388} intimité avec les ducs de Bavière et les empereurs avait fini par faire considérer comme une partie de l'Empire germanique lui-même.

L'État bohémien remontait au X^e siècle. Il s'était alors lentement et péniblement dégagé de la tutelle de ses voisins, sous une dynastie de

¹⁶³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

ducs nationaux, les Přemyslides, ou descendants de Přemysl, dont les domaines avaient au début du XI^e siècle déjà pris une telle extension qu'après avoir englobé la Moravie, ils avaient rejoint, du côté de la Silésie, les territoires où, à cette même époque, des princes polonais cherchaient pareillement à grouper autour d'eux en un faisceau compact les Slaves des abords de la Vistule. Pendant une quarantaine d'années, la question s'était posée de savoir si l'un des deux États slaves en formation n'absorberait pas l'autre. En 1003, la Bohême était tombée au pouvoir des Polonais, et en 1039 la Pologne au pouvoir des Bohémiens. Mais chaque fois une opportune et énergique intervention de l'empereur avait mis obstacle à une fusion dangereuse pour l'avenir de l'Allemagne : en 1004, Henri II était venu en personne rétablir les Přemyslides sur le trône de Prague ; en 1039, Henri III avait pris en mains la défense du petit Casimir de Pologne et forcé, après deux ans de lutte, le duc Břetislav I^{er} de Bohême à évacuer ses conquêtes.

Les successeurs d'Henri III avaient continué à exercer en Bohême une surveillance étroite. Ils avaient pu d'autant mieux s'immiscer dans les affaires de leurs voisins que la transmission du titre ducal avait presque toujours provoqué chez ceux-ci, lors de chaque décès, des conflits sanglants dont il avait fallu, dans la plupart des cas, de longues années pour venir à bout. La coutume slave semblait favorable à la transmission des territoires du défunt à l'aîné de ses frères survivants, considéré comme le nouveau chef de famille ; mais l'usage occidental réservant l'héritage aux enfants mâles par ordre de primogéniture tendait invinciblement à se substituer à cette ancienne pratique. Aussi était-il rare que les prétentions des parents en ligne collatérale pussent, quand le défunt laissait un fils, triompher^{p389} d'emblée et sans se heurter à une opposition farouche. A cette cause de troubles s'en ajoutait une autre : les tendances séparatistes de la Moravie, qui s'indignait de recevoir des ordres de Prague.

Les empereurs n'avaient eu garde de négliger ces excellentes occasions de dissocier le bloc slave et d'y insinuer partout l'influence germanique. Tant et si bien qu'au milieu du XII^e siècle la Bohême semblait n'être plus qu'une sorte de protectorat allemand. Vassal habituellement fidèle, le prince tchèque servait lui-même dans les armées impériales ou y envoyait des détachements, ce qui lui valait d'être traité comme un prince allemand : non seulement il siégeait aux diètes d'Empire, même lors de l'élection du roi des Romains, mais il

d'Empire, même lors de l'élection du roi des Romains, mais il avait été récompensé de son dévouement par l'octroi à titre héréditaire, depuis 1114, d'un des quatre grands offices de la cour, celui de grand-échanson. Pour flatter sa vanité, l'empereur avait fait davantage : dès 1085, Henri IV avait salué un jour à Mayence le duc Vratislas II du titre de roi. En 1158, Frédéric Barberousse renouvelait ce geste en faveur du duc Vladislav II, petit-fils du précédent. Mais ces attentions ne l'empêchaient point de se prémunir contre les risques d'un trop rapide accroissement de la puissance bohémienne en continuant le sourd travail entamé par ses prédécesseurs pour exclure le duc tchèque du pays morave. En 1182, il profitait d'une nouvelle lutte entre les héritiers de Vladislav II, mort en 1173, pour essayer d'imposer une solution conforme à ses désirs : le partage de la Bohême et de la Moravie entre les deux principaux compétiteurs, le fils aîné du défunt, Frédéric, et l'un de ses cousins, Conrad-Otton ; et, au bout de quinze ans de discorde, ce fut cette solution qui prévalut (décembre 1197) au bénéfice des derniers survivants de la lutte, les deux fils cadets de Vladislav II, Přemysl I^{er} dit Otakar ou Ottokar, à qui fut attribuée la Bohême, et Vladislav, proclamé margrave de Moravie.

L'asservissement à l'Allemagne de ces deux moitiés de l'État tchèque eût été difficilement évité si la puissance des Hohenstaufen n'avait alors subi une éclipse. Les compétitions et les guerres auxquelles pendant des années donna lieu la succession au trône d'Allemagne après la mort d'Henri VI (1197), permit à Přemysl I^{er} de monnayer son concours et de libérer ainsi pour une part ses territoires de la mainmise germanique : le titre de roi lui fut successivement reconnu par Philippe de Souabe, par Otton de Brunswick, puis par Frédéric II, et il sut obtenir de ^{p390} ce dernier, au mois de septembre 1212, la délivrance d'un acte solennel, scellé d'une bulle d'or, par lequel la transformation du duché de Bohême en un royaume autonome était enregistrée d'une façon définitive. L'empereur renonçait à intervenir à quelque titre que ce fût dans les affaires intérieures de l'État, s'interdisait de réclamer la moindre contribution financière et limitait les devoirs du roi aux points suivants : hommage à chaque avènement, obligation de comparaître aux diètes impériales, lorsqu'elles siégeraient à Bamberg, Nuremberg ou Merseburg, c'est-à-dire à proximité immédiate des frontières de Bohême, envoi d'un détachement de trois cents hommes à l'armée de l'empereur lorsqu'il irait à Rome pour son couronnement, ou rachat de ce « service »

couronnement, ou rachat de ce « service » moyennant trois cents marcs. Par un acte de quatre ans postérieur (juillet 1216), Frédéric II reconnut en outre comme prince héritier Venceslas, le fils aîné de Přemysl, que celui-ci avait eu la précaution de faire presque aussitôt élire malgré son jeune âge (il était né en 1205).

A partir de ce moment, la Bohême apparaît maîtresse de ses destinées. Le margraviat de Moravie, lui ayant de nouveau été réuni en 1222, est attribué en apanage à l'un des fils du roi Přemysl, ce qui semble écarter les risques d'une nouvelle lutte entre les deux parties de l'ancien duché. Mais, membre de l'Empire, le prince tchèque se voit plus que jamais entraîné dans le tourbillon des affaires d'Allemagne, à une heure où la royauté germanique est aux prises avec les pires difficultés. Le successeur de Přemysl, Venceslas I^{er}, qui arrive au pouvoir en 1230, est marié à une Allemande, la Hohenstaufen Cunégonde, fille du roi Philippe de Souabe ; membre de plus en plus influent du collège électoral germanique, à mesure que la composition de ce collège tend à se restreindre, il est de plus en plus tenté de regarder du côté de l'Allemagne ; soit pour, soit contre Frédéric II, il y joue un rôle toujours important, parfois décisif. En même temps, son royaume se remplit d'Allemands : colons ou marchands, qu'il y attire par l'octroi de privilèges ou d'avantages substantiels, notamment d'un régime juridique spécial ; clercs et seigneurs auxquels il réserve volontiers les hautes charges, les riches seigneuries, au risque d'exciter la jalousie de ses compatriotes. Depuis la fin du XII^e siècle, une transformation profonde s'opère ainsi dans le pays, où de vraies villes commencent à remplacer quelques-uns des gros bourgs ruraux de naguère.

Mais, qu'on le veuille ou non, cette transformation s'opère aux dépens de l'élément slave primitif, relégué insensiblement ^{p391} au second rang, et crée un malaise dont, malgré les apparences, la royauté pâtit. Au moindre choc, l'État tchèque est menacé de dislocation. Dès 1230, la Moravie, quoique aux mains d'un frère de Venceslas, passe à l'ennemi, qui est alors le duc d'Autriche Frédéric, et pendant les neuf années qui suivent, au cours desquelles la lutte contre le duc d'Autriche est à peine coupée de trêves rapides, l'incident se répétera plusieurs fois. C'est assez dire que la façade est plus brillante que la réalité et que le roi de Bohême, si fier qu'il puisse être des progrès accomplis, reste encore vers 1240 exposé à bien des surprises.

[*Table des matières*](#)

II. — La Pologne ¹⁶⁴.

En Pologne, à cette date, c'est l'anarchie complète.

Le pays avait connu pourtant dans le passé plusieurs périodes ^{p392} de réelle grandeur. Sortis de l'obscurité vers le milieu du X^e siècle, les ducs polonais de la famille Piast étaient déjà parvenus sous Mieszko I^{er} (963-992), et surtout sous son fils Boleslas *Chrobry*, c'est-à-dire le Vaillant (992-1025), à fonder dans le bassin de la Vistule, entre les Carpathes et la Baltique, un vaste État dont Boleslas, au prix de treize années de luttes incessantes contre l'empereur Henri II, avait finalement pu assurer l'indépendance. Il y avait annexé la Silésie, un moment même (1003-1004) la Moravie et la Bohême, et s'était en 1025, avant de mourir, offert le plaisir de troquer son titre de duc contre celui de roi.

Ces beaux résultats avaient été compromis par son fils, l'incapable Mieszko II (1025-1034), qui avait dû évacuer une bonne partie des territoires conquis et reconnaître à nouveau la suzeraineté de l'empereur. Envahie au lendemain de sa mort par Břetislav de Bohême (1038), la Pologne n'avait échappé au joug du prince tchèque que pour accepter comme roi, des mains de l'empereur, le fils de Mieszko, Casimir I^{er} (1040), avec obligation de verser au protecteur germanique un tribut annuel de trois cents marcs. Lentement la pente fut remontée sous Casimir lui-même, que la postérité a surnommé le Rénovateur, et surtout sous son fils Boleslas II le Téméraire (1058-1079), jusqu'au jour où, s'étant brouillé à la fois avec le pape Grégoire VII et avec l'empereur Henri IV, Boleslas, excommunié, déposé par le pape, aux prises avec ses sujets révoltés, se vit contraint de chercher refuge en Hongrie, où il devait mourir en 1081.

Après de longues années de confusion sous Ladislas I^{er}, frère de Boleslas II (1079-1102), un sursaut d'énergie permit à l'un de ses fils, Boleslas III Bouche-Torte (*Krzywousty*), de refaire pour un temps une Pologne unifiée, de l'étendre même largement vers l'ouest, en

¹⁶⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Poméranie, après avoir battu l'empereur Henri V, et d'y imposer partout aux seigneurs le respect de son autorité. Mais il devenait de plus en plus difficile de continuer longtemps avec succès la lutte contre le particularisme indéracinable de tant de provinces, séparées par d'importantes nuances ethniques et des intérêts divergents. Il devenait plus difficile encore d'accorder entre eux tous les prétendants à la dignité suprême. Comme en Bohême à pareille époque, il y avait conflit sur ce point entre la coutume slave de transmission des héritages ^{p393} en ligne collatérale et la coutume occidentale de transmission en ligne directe au profit du fils aîné. Boleslas III crut tourner la difficulté et éviter le retour des guerres civiles en décidant franchement le partage du royaume entre ses enfants, puis leur descendance, à charge pour eux de reconnaître à l'aîné de la famille (*senior*), comme on le verra en Russie, un droit de suzeraineté ou « séniorat » sur l'ensemble. C'était transformer la Pologne en une fédération de principautés ou duchés sans autre lien entre eux que le lien dynastique, puisque le séniorat ne valait, semble-t-il, à celui qui en était investi qu'une autorité assez vague résultant de sa situation de chef de famille.

Le titre royal même était tombé dans l'oubli depuis la déposition de Boleslas II par Grégoire VII. Le seul élément de fixité prévu dans l'organisation nouvelle consistait en l'attribution du territoire de Cracovie et d'une partie de la vallée de la Warta au prince suprême ou grand-duc pour la durée de son séniorat. Mais on ne pouvait éviter que le séniorat même ne passât de duché en duché, au hasard des décès. Et, de fait, nous constatons qu'il est, après la mort de Boleslas (1138), attribué tour à tour à son fils aîné Ladislas II, duc de Silésie, puis, en 1146, à son second fils Boleslas IV, duc de Mazovie et Cujavie, ensuite (1173) à son troisième fils Mieszko III, duc de Grande-Pologne, enfin (1177), à son cinquième fils Casimir II, duc de Sandomierz.

Sous le séniorat de ce dernier, l'unité fut sur le point d'être réalisée à nouveau : le hasard aidant, Casimir put, outre son duché héréditaire de Sandomierz et les provinces réservées au détenteur de la dignité suprême, grouper encore sous son gouvernement le duché de Cujavie et Mazovie, tombé en déshérence, et celui de Grande-Pologne, vacant par suite de l'exil de son détenteur. Mais cette dérogation aux règles prévues engendra après le décès de Casimir (1194) de tels désordres, de telles compétitions, que l'on en revint rapidement à la méthode des

partages, le séniorat passant à nouveau d'un duché à l'autre — de celui de Sandomierz avec Leszek I^{er} le Blanc, fils de Casimir (1202-1227), à celui de Silésie avec Henri I^{er} (1234-1238) et Henri II (1238-1241), petit-fils et arrière petit-fils de Ladislas II, pour retourner ensuite à celui de Sandomierz avec Boleslas V le Pudique (ou le Chaste), fils de Leszek I^{er} (1241-1279), et repasser à celui de Cujavie avec Leszek II le Noir (1279-1288). On devine à quelle inextricable confusion de pareils chassés-croisés pouvaient mener. Si l'on ajoute que la règle posée par ^{p394} Boleslas III était constamment violée ; qu'au surplus Leszek I^{er} l'avait faussée dans son principe même dès le début du XIII^e siècle en profitant de son séniorat pour incorporer illégalement à ses possessions héréditaires le pays de Cracovie, qu'il détenait provisoirement en qualité de grand-duc, et pour transformer le tout en un vaste duché de « Petite-Pologne », capable de rivaliser avec la « Grande-Pologne » de Gniezno et de Poznan (Posen) ; qu'après lui, on ne put échapper aux usurpations ni aux guerres civiles ; qu'enfin les seigneurs, impatients de toute autorité, étaient toujours prêts à faire défection, on aura quelque idée de l'état d'irréremédiable anarchie où se trouvait la Pologne au XIII^e siècle.

Or nulle part, de quelque côté qu'on se tournât, sauf peut-être vers le sud-ouest, elle n'avait de frontières naturelles, et partout elle était menacée. A l'ouest, il lui fallait compter avec les progrès des margraves allemands, au premier rang desquels se plaçait celui de Brandebourg. Le comte de Ballenstedt, Albert l'Ours, à qui la marche brandebourgeoise était échue en 1150, y avait donné à ses successeurs l'exemple d'une politique d'expansion, méthodiquement poursuivie depuis lors, vers le bas Oder. Dès la première moitié du XIII^e siècle, les Polonais se voyaient couper dans ces parages le chemin de la Baltique. Au nord, ils se heurtaient encore au germanisme conquérant sur la basse Vistule, où en 1226 le duc polonais de Mazovie et Cujavie, Conrad, commettait l'imprudence d'appeler contre les féroces païens de Prusse les chevaliers Teutoniques qui, de Syrie — où les fondateurs de leur ordre, tout à la fin du XII^e siècle, leur avaient assigné la mission de combattre les Musulmans, — s'étaient depuis peu repliés en Europe et y cherchaient un utile emploi à leur activité. L'Ordre devait fonder en Prusse, en l'espace d'un demi-siècle, un nouvel État germanique, barrant là aussi l'accès de la Baltique et très vite dangereux pour ses voisins. Enfin il n'était pas jusqu'aux frontières orientales de la Pologne qui ne fussent menacées par les

les de la Pologne qui ne fussent menacées par les entreprises des Lituanais et des Russes. Avant la fin du XIII^e siècle ces menaces allaient devenir réalités. p395

[*Table des matières*](#)

III. — La Hongrie ¹⁶⁵.

Au sud des Carpathes, les Hongrois avaient su constituer de bonne heure une monarchie à la mode occidentale. Très tôt ils s'étaient montrés accueillants envers les colons et les marchands étrangers, qu'ils avaient su retenir chez eux, tout en évitant l'ingérence des empereurs allemands ; et l'habile politique de leurs rois — en particulier de Ladislas ou László I^{er} (1077-1095) et de son neveu Koloman ou Kálmán (1095-1116) — leur avait permis de porter leurs frontières jusqu'aux Carpathes du nord et aux Alpes de Transylvanie, d'atteindre même l'Adriatique en occupant la Slavonie et la Croatie. Mais, pas plus que les Slaves des pays voisins, ils n'avaient pu échapper aux inconvénients d'un régime successoral si mal défini que presque à chaque décès surgissaient des conflits entre les divers représentants de la famille régnante, les Arpadiens — ainsi nommés en souvenir d'Arpád, un des ancêtres d'Étienne le Grand. Non seulement la stabilité intérieure du pays s'en trouvait compromise, mais c'étaient autant d'occasions pour les voisins, Allemands ou surtout Grecs, d'intervenir dans leurs affaires.

Un moment même, au temps de l'empereur Manuel Comnène, l'on put craindre que la Hongrie ne tombât dans la vassalité de Byzance, et l'on vit un des fils du roi Géza ou Geiza II, le futur Béla III, passer son enfance à la cour byzantine. Mais ce même Béla, une fois roi, rejeta vigoureusement la tutelle de Constantinople p396 et, pendant les vingt-trois ans de son règne (1173-1196), assura à la Hongrie, outre l'indépendance, un gouvernement stable, méthodique, largement inspiré des pratiques occidentales, que son mariage avec Marguerite de France, sœur de Philippe Auguste, lui avait appris à mieux connaître. Il se crut même assez fort pour inaugurer dans les États voisins de ses frontières une politique d'intervention dont il escomptait plutôt sans doute un bénéfice moral que des résultats

¹⁶⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

concrets : en Galicie notamment, dans la région de Halicz, et aussi dans la principauté de Kiev. Il ne semble pas en avoir tiré grand avantage, et peut-être ces entreprises hasardeuses l'empêchèrent-elles de prêter une suffisante attention aux changements qui s'opéraient alors sur le sol même de la Hongrie, où une classe puissante de seigneurs terriens se constituait au détriment de la royauté et en usurpait peu à peu les domaines et les droits fiscaux, dans le moment où les vastes desseins du roi eussent exigé des ressources accrues.

La crise menaçante fut précipitée par la mort de Béla (1196). Ses deux fils, Émeric ou Imre et André II, se disputèrent sa succession et, pour recruter des partisans, gaspillèrent au profit des seigneurs les domaines et les droits restants. Émeric disparu (1205), André se vit bientôt sans forces et sans ressources en face d'une noblesse de plus en plus exigeante et indocile. Un complot, qui aboutit au meurtre de la reine Gertrude en 1214, pendant une expédition de son mari en Galicie, trouva celui-ci d'avance résigné. Il ne prit contre les meurtriers aucune sanction. Quand il rentra en 1218 d'une croisade de quelques mois jusqu'à Saint-Jean d'Acre, le pouvoir royal était réduit à si peu de chose que dès ce moment on pouvait s'attendre à de graves événements. Une partie de la noblesse liguée contre lui autour de son jeune fils Béla finit par lui arracher en 1222 une « bulle d'or » qu'on a quelquefois appelée la Grande Charte de la Hongrie et qui, comme la Grande Charte anglaise, est en effet un acte de capitulation de la royauté devant les exigences de ses barons.

Le roi y prend, entre autres, l'engagement solennel de réunir la diète une fois par an, le jour de la Saint-Étienne ; de ne procéder à l'arrestation ni à la condamnation d'aucun de ses vassaux sans qu'il ait été cité régulièrement et jugé dans les formes requises ; de ne pas lever de taxes sur les terres des seigneurs laïques ou ecclésiastiques ; de laisser à ceux-ci la libre disposition de leurs biens ; de ne pas s'immiscer dans leurs ^{p397} affaires, ni envoyer ses officiers demander gîte dans leurs seigneuries ; de ne pas faire pâturer ses troupeaux dans leurs prés ou leurs bois ; de ne pas les contraindre à le suivre dans ses campagnes hors des frontières ; de ne pas altérer la monnaie ; de ne confier qu'à des « nobles » du royaume la perception des impôts et le maniement des deniers publics ; de s'interdire toute concession perpétuelle des charges du royaume ; d'en prohiber le cumul ; de révoquer les comtes qui mésuseraient de leur autorité ; comme Jean Sans-Terre enfin dans la Grande Charte anglaise, il reconnaît aux

enfin dans la Grande Charte anglaise, il reconnaît aux seigneurs le droit de conjuration et de recours aux armes dans le cas où la royauté manquerait à ses promesses.

En vain le fils d'André II, Béla IV, qui lui succéda en 1235, essaya-t-il de remonter le courant ; en vain, comme devait l'ordonner plus tard en Angleterre Edouard I^{er}, envoya-t-il dans chaque comté ou « comitat » des commissions d'enquête pour identifier et réincorporer au domaine royal les biens de la couronne indûment aliénés au temps de son père : le mal était fait et au milieu du XIII^e siècle la Hongrie était, elle aussi, en pleine anarchie.

[*Table des matières*](#)

IV. — Les pays balkaniques ¹⁶⁶.

Dans les Balkans, la confusion était extrême. Pendant le premier quart du XIII^e siècle, le nouveau « despote » grec d'Épire, ^{p398} Théodore, frère de Michel l'Ange, avait, par une série d'offensives heureuses, accru considérablement sa principauté aux dépens de ses voisins. Dès 1215, il atteignait l'Adriatique et enlevait Durazzo et Corfou aux Vénitiens ; en 1222, il y ajoutait Salonique, arrachée au jeune roi Démétrios, fils de Boniface de Montferrat, et, refusant de reconnaître le successeur de Théodore I Lascaris sur le trône de Nicée, se proclamait seul légitime héritier des anciens empereurs byzantins, en usurpant à son tour le titre impérial — ce qui, avec l'empereur latin, portait à trois le nombre des prétendants au trône de Constantinople.

En face de lui, l'empereur latin faisait piètre figure. Henri de Flandre, décédé en 1216, avait été remplacé par son beau-frère, le comte d'Auxerre Pierre de Courtenay, qui avait eu la malchance de tomber entre les mains de Théodore l'Ange avant même d'avoir pu rejoindre sa capitale et était presque aussitôt mort en captivité (1217). La couronne de Constantinople paraissait alors si peu enviable que pendant deux ans on chercha vainement un candidat et qu'on dut, en attendant, confier la régence à la veuve de Pierre de Courtenay, Yolande de Flandre. Leur fils aîné, Philippe, élu par les barons, déclina cet honneur. Ce fut seulement en 1220 que leur second fils,

¹⁶⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Robert, choisi à sa place, vint enfin prendre possession du trône. Mais il était trop tard pour rétablir une situation qui, dès cette date, était visiblement sans espoir. Pliant sous les attaques du nouvel empereur de Nicée, Jean Vatatzès (1222-1254), gendre de Théodore I^{er} Lascaris, il ne parvint à sauver, en terre d'Asie, que les abords immédiats du Bosphore. Il ne put même empêcher les troupes de Jean Vatatzès d'occuper la presqu'île de Gallipoli et de s'avancer en Thrace jusqu'à Andrinople, qu'elles disputèrent en 1224 à l'autre « usurpateur », l'empereur grec de Salonique. ^{p399} La mort de Robert de Courtenay (1228) laissa encore une fois le trône de Constantinople pratiquement inoccupé ; car son plus jeune frère, Baudouin II, qu'on décida de lui substituer, n'avait encore que onze ans, et il fallut le doubler d'un régent, On ne trouva pour accepter cette charge qu'un octogénaire, Jean de Brienne, ex-roi de Jérusalem, dont l'incapacité était notoire, et qui n'était même pas sur place. Il se fit longtemps attendre et n'arriva d'Italie, au mois d'août 1231, que pour enregistrer de nouveaux désastres.

A côté des deux empereurs grecs, en effet, un nouvel ennemi avait surgi en la personne du tsar bulgare, Jean ou Ivan Assên, fils de cet Assên dont les victoires avaient, dans les dernières années du XII^e siècle, facilité la résurrection de la Bulgarie. D'abord allié de l'empereur de Salonique, Ivan avait en 1228 changé de camp et recherché l'alliance des Latins. Il avait même offert la main de sa fille au jeune Baudouin II et s'était proposé comme régent. Éconduit, il avait pris position à la fois contre les Latins et contre les Grecs. En cette même année 1228, la mort du roi serbe Étienne Némania lui avait laissé le champ libre dans le nord-ouest de la péninsule balkanique. Deux ans après, il enfonçait à Klokotinitsa (aujourd'hui Semidje), sur la Maritsa, à mi-chemin entre Andrinople et Phillippopoli, l'armée de Théodore l'Ange, qui fut fait prisonnier avec nombre des siens et bientôt aveuglé. L'« empire » de Salonique avait vécu. Le tsar bulgare en laissa, semble-t-il, la capitale, avec une partie de la Thessalie et peut-être de l'Épire, à Manuel l'Ange, frère de Théodore, mais occupa le reste. Il conquiert Andrinople et toute la Thrace septentrionale jusqu'à l'Ergene ; se rendit maître de l'Albanie, intervint enfin en Serbie, où le faible successeur d'Étienne Némania, son fils aîné Radoslas, était hors d'état de lui tenir tête. Radoslas dut reconnaître la suzeraineté bulgare, puis céder la place à son frère

bulgare, puis céder la place à son frère cadet, Vladislav (1234), qu'Ivan Assén s'était choisi pour gendre.

L'ambition du roi bulgare était immense. Il prit le titre de « tsar (*Caesar*) des Bulgares et des Grecs », rompit avec Rome et, en échange de son retour à la confession grecque, décida le patriarche de Nicée à reconnaître l'autonomie de l'Église bulgare et à saluer du titre de patriarche l'archevêque de Tirnovo ; enfin, de connivence avec l'empereur de Nicée et Manuel de Salonique, réconciliés grâce à lui dans une commune haine des Latins, il prépara le siège de Constantinople (1235). Les alliés échouèrent par deux fois (en 1235 et 1236), faute ^{p400} d'entente. Ils laissèrent au prince d'Achaïe, Geoffroi II de Villehardouin, ainsi qu'aux Pisans, aux Génois et aux Vénitiens, émus au dernier moment par l'imminence du péril, le temps d'accourir et de parer le coup. Constantinople échappa ainsi à la fois au tsar et aux Grecs. Ivan Assén essaya alors de la ruse : Jean de Brienne étant mort quelques mois plus tard (mars 1237), il revint à son attitude de naguère, se rallia à l'Église romaine et s'offrit comme protecteur de l'empereur Baudouin II. Mais nul ne fut dupe, et dès 1238 Grégoire IX pressa le roi de Hongrie Béla IV d'organiser une croisade contre ce prétendu et tardif « ami », dont la mauvaise foi sautait aux yeux. Ivan fit encore plusieurs volte-face, jusqu'au jour où la mort le surprit (juin 1241), et cette mort aggrava le désarroi dans la péninsule balkanique juste au moment où les armées mongoles s'apprêtaient à l'envahir.

[Table des matières](#)

V. — La Russie ¹⁶⁷.

La Russie, à la même époque, en était à chercher sa voie.

Pendant trois siècles, son centre de gravité avait été sur le Dniepr, où Kiev était devenu la capitale d'un État important. La situation avantageuse de cette grande ville sur la principale route de transit entre la Baltique et la mer Noire, la prospérité de son commerce, la splendeur de ses monuments, où se prolongeait avec éclat la civilisation de Byzance, non moins que la puissance militaire de la

¹⁶⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

famille régnante, lui avaient valu de bonne heure un rôle dirigeant en Russie occidentale. Gagnés au christianisme dès la fin du X^e siècle par des missionnaires grecs, ses habitants s'étaient peu à peu initiés à la culture de leurs voisins du sud, mais en étaient restés à un stade peu avancé de la vie politique.

La « Russie de Kiev », comme l'ont appelée les historiens modernes, n'avait d'unité qu'en théorie. Elle était l'apanage ^{p401} d'une famille, entre les membres de laquelle elle se fractionnait en un nombre variable de principautés secondaires, selon qu'il y avait un plus ou moins grand nombre de participants. Comme en Pologne, celui d'entre eux qui était réputé chef de famille recevait le titre de grand-duc ou grand-prince (*veliki kniaz*) ; il présidait la fédération familiale et occupait la capitale, Kiev. Mais son autorité était surtout fonction de son prestige et de son ascendant personnels. Il n'arrivait qu'à grand'peine à éviter les conflits entre les cadets, et l'absence d'une règle de succession précise était la source de difficultés incessantes. Selon la vieille coutume slave dont on a déjà noté l'application en Bohême et en Pologne, les principautés se transmettaient en ligne collatérale, de frère à frère ou d'oncle à neveu ; mais cet ordre de succession, qui entraînait déjà par lui-même de multiples changements dans l'équilibre général des principautés, était constamment violé au bénéfice des uns ou des autres, et l'instabilité territoriale qui résultait d'un pareil régime rendait impossible toute politique à longue portée.

On ne s'étonnera donc pas que la Russie de Kiev, déchirée par les guerres civiles, se soit de bonne heure montrée incapable de se protéger elle-même contre les attaques des peuplades barbares, notamment des Polovtses et des Coumans, qui continuaient à nomadiser dans les steppes du sud et du sud-est, et qu'elle ait fini par être désertée au profit de régions moins exposées. Dès le milieu du XII^e siècle, le mouvement d'émigration des Russes de Kiev paraît orienté dans deux directions principales : les uns, se dirigeant vers l'ouest, s'établissent autour de Halicz, en Galicie, d'où ils rayonnent jusqu'en Ruthénie et Volynie, inquiétant la Pologne ; les autres, en bien plus grand nombre, gagnent le nord-est et s'établissent autour de Souzdal et de Vladimir sur la Kliasma, dans la région comprise entre le cours supérieur de la Volga et l'Oka.

Dans ce pays neuf, surtout favorable à la culture, alors que la région de Kiev était essentiellement « le pays des villes », et du grand commerce, les mœurs russes devaient se transformer assez profondément. Il n'en fut peut-être pas tout à fait de même des habitudes politiques. Réprouvant la pratique des partages et des mutations de principautés en usage sur le Dniepr, le premier maître de cette Russie du Nord, André Bogolioubski, quoique appartenant lui-même à la famille des princes de Kiev, rêvait de faire de toutes les terres conquises un État unifié, transmissible de père en fils dans son intégralité. Ni lui ni son frère Vselovod, ^{p402} qui, contrairement à la règle qu'il avait voulu poser, le remplaça sur le trône, ne réussirent à changer les usages anciens. La Russie du Nord fut longtemps le théâtre des mêmes troubles que celle de Kiev ; on y assista aux mêmes conflits entre les cadets de la dynastie régnante, et l'unité de l'État n'y fut guère mieux sauvegardée puisque la « grande-principauté de Vladimir » se fractionna comme celle de Kiev en un nombre toujours croissant d'« apanages », peu différents des principautés secondaires de la région du Dniepr.

La Russie du Nord était aussi incapable que la Russie de Kiev ou celle de Halicz de résister à l'attaque massive que les Mongols allaient déclencher contre l'Europe. ^{p403}

Bibliographie du CHAPITRE VII.
Les États de l'Europe orientale
à la veille de l'offensive mongole.

I. La Bohême.

OUVRAGES À CONSULTER. — Signalons d'abord un copieux résumé d'ensemble de l'histoire de Bohême des origines à nos jours, en 62 colonnes compactes, par l'abbé P. David, article *Bohême*, dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, dirigé par Mgr Baudrillart, t. IX (Paris, 1937, in-4°), col. 418-480, avec une riche bibliographie. En langues étrangères : 1° du point de vue allemand, A. Bachmann, *Geschichte Böhmens*, t. I, des origines à 1400 (Gotha, 1899, in-8°, de la « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert), sujet à caution et dénué de vues d'ensemble ; B. Bretholz, *Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Premysliden*, 13GS (Munich et Leipzig, 1912, in-8°), compréhensif, mais souvent tendancieux ; du même, *Geschichte Böhmens und Mährens*, t. I, jusqu'en 1419 (Reichenberg, 1921, in-8°), plus rapide ; — 2° du point de vue tchèque, outre l'ouvrage classique mais vieilli de Palacký, *Dejiny národa českého* [Histoire du peuple tchèque], t. I, en 2 parties, et t. II, jusqu'en 1333 (Prague, 1848-1851, 3 vol. in-8°), voir maintenant V. Novotný, *České dejiny* [Histoire tchèque], t. I à IV, jusqu'en 1271 (Prague, 1912-1937, 4 vol. in-8°), d'une minutieuse érudition. — Sur la pénétration allemande, A. Zycha, *Prag, ein Beitrag zur Rechtsgeschichte Böhmens im Beginn der Kolonisationszeit* (Prague, 1912, in-8°) ; du même, *Ueber den Ursprung der Städte in Böhmen und die Städtepolitik der Přemysliden* (Prague, 1914, in-8°) ; J. W. Thompson, *Feudal Germany* (Chicago, 1928, in-8°), chap. XVII, p. 612-658.

II. La Pologne.

OUVRAGES À CONSULTER. — Il n'existe pas de bonne histoire de Pologne en langue occidentale. Le bref manuel de H. Grappin, *Histoire de la Pologne, des origines à 1922* (Paris, 1922, in-12 ; 2^e édition, refondue et très augmentée, d'un volume paru en 1916), peut tout au plus servir de point de départ. Plus bref encore est O. Halecki, *La Pologne de 963 à 1914* (Paris, 1933, in-16). Dans la *Cambridge medieval history*, t. VI (1929), p. 447-463 (avec une bibliographie. 925-929), on trouvera un bon aperçu de la période 1050-1303 par A. Bruce-oswell. On annonce la publication prochaine d'une *Cambridge history of Poland* en 2 vol. in-8°, dont le premier ira des origines à 1696. En langue polonaise, citons le t. I^{er} de la *Polska jej dzieje i kultura*, publ. sous la

gue polonaise, citons le t. I^{er} de la *Polska jej dzieje i kultura*, publ. sous la direction de S. Lam (Varsovie, 1927, gr. in-4°), des origines à 1572, et le t. I^{er} de l'*Historja polityczna Polski* [Histoire politique de Pologne] (Cracovie, 1920, grand in-8°), ouvrage collectif publié par l'Académie polonaise ; R. Grodecki, S. Zachorowski et J. Dagrowski, *Dzieje Polski sredniowiecznej* [Histoire de la Pologne au moyen âge] (Cracovie, 1926, 2 vol. in-8°). — Parmi les monographies, retenons Z. Wojciechowski, *Mieszko I and the rise of the Polish state* (Londres, 1936, in-16, de la coll. « The Baltic pocket library ») ; J. R. Dieterich, *Die Polenkriege Konrads II und der Friede von Merseburg* (Qiessen, 1895, brochure in-8°, « Habilitationsschrift ») ; S. Zakrzewski, *Boleslav Chrobry* (Berlin, 1925, in-8°) ; articles de l'abbé P. David, sur les divers *Boleslas* dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* publié sous la direction de Mgr Baudrillart, t. IX (1937), col. 605-610.

Sur l'expansion germanique vers la Pologne et les Teutoniques, voir, pour la Prusse, A. L. Ewald, *Die Eroberung Preussens durch die Deutschen* (Halle, 1872-1886, 4 vol. in-8°) ; G. H. Lohmeyer, *Geschichte von Ost- und Westpreussen* (Gotha, 1880, in-8° ; 3^e éd., 1908, dans la « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert) ; E. Caspar, *Hermann von Salza und die Gründung des Deutschenordenstaats in Preussen* (Tübingen, 1924, in-8°) ; W. Cohn, *Hermann von Salza* (Breslau, 1930, in-8°, fasc. 4 des « Abhandlungen der schlesischen Gesellschaft für vaterländische Cultur ») ; W. von Ketrzynski, *Der Deutsche Orden und Konrad von Masovien* (Lemberg, 1904, in-8°) ; E. Maschke, *Der Deutsche Orden und die Preussen* (Berlin, 1928, in-8°, fasc. 176 des « Historische Studien » d'Ebering) ; K. Heidrich, *Die Kolonisation in Polen im Mittelalter* (Breslau, 1926, in-4°) ; J. W. Thompson, *Feudal Germany* (Chicago, 1928, in-8°), chap. xvn, p. 612-658. Les textes essentiels ont été commodément groupés par R. Kötzsche, *Quellen zur Geschichte der ostdeutschen Kolonisation im 12 bis 14 Jahrhundert* (Leipzig, 1912, petit in-8°, dans la « Quellensammlung zur deutschen Geschichte » publ. par Brandenburg et Seeliger). Commode résumé dans K. Hampe, *Der Zug nach Osten. Die kolonialisatorische Grosstat des deutschen Volkes im Mittelalter* (Leipzig et Berlin, 1921, 108 p. in-16, de la collection « Aus Natur und Geisteswelt »).

III. La Hongrie.

OUVRAGES À CONSULTER. — L'ouvrage essentiel est, en langue hongroise, B. Höman et G. Szekfü, *Magyar történet* [Histoire de Hongrie] (Budapest, 1928-1934, 8 vol. in-4° ; 2^e éd., revue et corrigée, du t. I, 1935), où le moyen âge est traité par B. Höman (t. I à III) ; voir les t. I et II, traduits en allemand sous le titre *Geschichte des ungarischen Mittelalters*, t. I et II (Berlin, 1940-1943, 2 vol. in-8°), et qui mènent l'histoire de Hongrie jusqu'en 1342. En dehors des livres en langue hongroise, on ne voit à citer que E. Csuday, *Die Geschichte der Ungarn*, trad. du hongrois par M. Darvai, t. I (Budapest, 1900,

in-8°), et d'assez brefs résumés, au premier rang desquels A. Domanovszky, *Die Geschichte Ungarns* (Munich et Leipzig, 1923, petit in-8°, de la « Bibliothek der Weltgeschichte »), et F. Eckhart, *Introduction à l'histoire hongroise* (Paris 1928, in-8° ; traduit en plusieurs langues), plus concis, mais enrichi d'utiles bibliographies ; cet ouvrage a été réédité sous le titre *Histoire de la Hongrie* (Paris, 1932, in-16). *L'Histoire générale des Hongrois* d'E. Sayous (Paris, 1876, 2 vol. in-8° ; 2^e éd. revue, Paris et Budapest, 1900, in-8°) est aujourd'hui très dépassée. — Une édition critique des sources latines de l'histoire hongroise concernant la période arpadienne est depuis peu en cours de publication et est appelée à rendre de grands services : *Scriptores rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum*, publ. sous la direction d'E. Szentpétery (Budapest, 1937 et suiv., in-8°). Ont paru les tomes I et II (1937 et 1938). Pour le texte de la Grande Charte hongroise, il faut encore recourir aux recueils anciens.

IV. Les pays balkaniques.

OUVRAGES À CONSULTER. — L'histoire de l'empire latin et des États latins de Grèce est sommairement traitée dans le volume de Ch. Diehl, L. Eonornos, R. Guiland et R. Grousset cité p. 193, dans L. Bréhier, *Vie et mort de Byzance* (cité p. 193), p. 368 et suiv., et dans les histoires de Grèce, parmi lesquelles nous retiendrons celles de G. Finlay, *A history of Greece from its conquest by the Romans to the present time* (1^{re} édition de cette partie en 1854 ; nouv. édition remaniée et mise au courant par H. F. Tozer, Oxford, 1877, 7 vol. in-8°), t. III et IV ; K. Hopf, *Geschichte Griechenlands vom Beginn des Mittelalters bis auf unsere Zeit* (Leipzig, 1867-1868, 2 vol. in-8°, formant les t. LXXXV et LXXXVI de l'« Allgemeine Encyklopädie » de Ersch et Gruber) ; Sp. Lampros, ἱστορία τῆς ἑλλάδος, t. V et VI (Athènes, 1905-1908, 2 vol. in-8°). L'ouvrage de Gerland, *Geschichte des lateinischen Kaiserreiches* (cité p. 282) n'a pas été continué ; il s'arrête en 1216. Depuis lors ont paru les travaux de W. Miller, *The Latins in Levant* (cité p. 279, ainsi que l'édition grecque revue par S. Lampros), que l'auteur a résumés en un chapitre de la *Cambridge medieval history*, t. IV (1923), p. 432-477 : *Greece and the Aegean under Frank and Venetian domination, 1201-1571*, avec une bibliographie importante, p. 852-866. Voir aussi A. A. Vasiliev, *Histoire de l'empire byzantin* (cité p. 193), t. II, et le petit résumé de J. Longnon, *Les Français d'outre-mer au moyen âge. Essai sur l'expansion française dans le bassin de la Méditerranée* (Paris, 1929, in-12). Parmi les études de détail, retenons J. B. Bury, *The Lombards and Venetians in Euboea, 1205-1303*, 1^{re} partie, dans le *Journal of Hellenic studies*, t. VII (1886), p. 309-352, et le clair résumé de H. F. Tozer, *The Franks in the Peloponnese*, dans la même revue, t. IV (1883), p. 165-236.

L'histoire de l'empire de Nicée, exposée rapidement dans les livres précités de Ch. Diehl, Eonornos, Guiland, Grousset et de Finlay (t. III de l'éd. Tozer), a été reprise, avec celle du despotat d'Épire, par A. Meliarakès, ἱστορία τοῦ βασιλείου τῆς Νικαίας καὶ τοῦ δεσποτάτου τῆς ἑπείρου, 1204-1261 (Athènes, 1898, in-8°) ; elle est résumée par W. Miller, dans la

(Athènes, 1898, in-8°) ; elle est résumée par W. Miller, dans la *Cambridge medieval history*, t. IV (1923), p. 478-516, et par A. Vasiliev, ouvr. cit. Parmi les études de détail, signalons J. B. Pappadopoulos, *Théodore II Lascaris, empereur de Nicée* (Paris, 1908, in-8°), insuffisant.

Sur l'histoire des Bulgares, voir C. Jireček, *Geschichte der Bulgaren* (Prague, 1876, in-8°) ; Slatarski, *Geschichte der Bulgaren*, citée p. 272 ; P. Nikov, *Contribution à l'histoire de Bulgarie* (en langue bulgare), dans l'*Izvêstija na istoričeskoto Družestvo v Sofija* [Bulletin de la Société d'histoire de Sofia], t. VI (1924), sur les rapports entre Ivan Assên, la papauté et les Latins.

V. La Russie.

OUVRAGES À CONSULTER. — Signalons surtout les traductions des deux manuels russes suivants : V. O. Kluchevsky, *A history of Russia*, trad. par C. J. Hogarth, t. I (Londres, 1911, in-8°), des origines au XIV^e siècle (traduction allemande par F. Braun et R. von Walter, sous le titre : W. Kliutschewskij, *Geschichte Russlands*, t. I, Stuttgart, Leipzig et Berlin, 1925, in-8°), et, beaucoup plus sommaire, S. Platonov, *Histoire de la Russie, des origines à 1918* (Paris, 1929, in-8°). Rapide exposé au t. I^{er} de l'*Histoire de Russie* publ. sous la direction de P. Milioukov, Ch. Seignobos et L. Eisenmann (Paris, 1932-1933, 3 vol. in-8°). Utiles indications sur le milieu social dans A. Eck, *Le moyen âge russe* (Paris, 1933, in-8°).

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

LIVRE IV

L'Asie mongole et l'Europe.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE PREMIER

***La formation de l'empire mongol*¹⁶⁸.**

Depuis la fin du XI^e siècle, l'Europe se croyait à l'abri du péril asiatique. Sans doute les retours offensifs des Turcs Seldjoukides l'avaient contrainte à évacuer progressivement la plupart ^{p405} de ses conquêtes syriennes, mais sa propre sécurité semblait hors de cause et l'on pensait définitivement évanoui le spectre des grandes invasions barbares. Et pourtant les steppes de l'Asie septentrionale et centrale restaient un inépuisable réservoir de nomades, toujours prêt à se déverser en pays civilisé. Les voyageurs chinois qui se risquaient à sortir de leur pays — considérablement réduit depuis que la dynastie Song avait dû se résoudre, dans le nord, aux sacrifices nécessaires — rapportaient de leurs tournées des descriptions alarmantes en leur sèche précision. Ils savaient et laissaient entendre que les trois quarts du continent asiatique demeuraient dans un état menaçant de barbarie et d'instabilité. L'offensive mongole, qui surprit l'Europe comme un coup de foudre dans un ciel serein, fut en réalité la suite naturelle des

¹⁶⁸ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

événements dont l'Asie centrale était le théâtre depuis la ruée des Turcs vers les pays musulmans de la Méditerranée. Tôt ou tard, on devait aboutir à une catastrophe.

[*Table des matières*](#)

I. — L'Asie centrale avant l'offensive mongole ¹⁶⁹.

Le Turkestan chinois, aujourd'hui si misérable, avait connu jadis des siècles de prospérité, lorsque les solitudes désertiques ^{p406} du bassin du Tafim étaient parcourues en tous sens par les riches caravanes de la Chine, de l'Inde, de l'Iran ou de la Grèce, et que les oasis de Kachgar et de Khotan étaient les grands marchés de soie du monde. Cette antique splendeur n'était plus qu'un souvenir ; mais, en venant occuper le pays, les Turcs n'en avaient pas détruit toutes les vieilles traditions. Ils s'en étaient au contraire imprégnés, et un de leurs groupes principaux, les Ouigours, avait hérité de cette curieuse civilisation mixte, dont il avait rencontré partout les monuments, du Kan-sou au Pamir, et du T'ien-chan à l'Altyn-tagh. Au contact des anciens habitants de ce vaste territoire, les Ouigours s'étaient fixés au sol et avaient cessé d'être des barbares. Ils avaient appris d'eux les rudiments de l'écriture, s'étaient initiés à l'art, avaient subi les influences conjuguées de l'Orient et de l'Occident qui s'entrecroisaient à ce carrefour de peuples. Leur peinture, dont on a découvert de nombreux spécimens, dénote un singulier mélange d'art chinois, persan et hindou. Leur religion était tantôt le bouddhisme, venu de l'Inde et de la Chine, tantôt le christianisme nestorien, venu de Syrie, plus souvent encore le manichéisme, venu de Perse et promu, dans la seconde moitié du VIII^e siècle, à la dignité de religion d'État. Enfin, à en juger par les portraits que leurs peintres ont laissés d'eux sur les parois de leurs grottes sacrées, ils avaient, jusque dans le costume et l'armement, beaucoup emprunté aux peuples sédentaires auxquels ils s'étaient rapidement mêlés.

Au temps de leur plus grande puissance, au VIII^e siècle et dans la première moitié du IX^e, les Ouigours avaient installé leur capitale.

¹⁶⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Karabalgassoun (« la Ville noire ») au nord-ouest ^{p407} de la future Mongolie, dans la vallée du haut Orkhon, près de l'endroit où devait s'élever au XIII^e siècle la capitale de Gengis-khan, la célèbre Karakoroum (« l'Enceinte noire »), et leur domination s'était déjà étendue du fleuve Jaune au Pamir. Refoulés en 840 par une invasion de Kirghiz venus des bords du Iénisseï, rejetés soit vers la Chine, soit, en plus grand nombre, vers la chaîne du T'ien-chan et le bassin du Tarim, ils n'avaient pu sauvegarder leur indépendance qu'aux abords immédiats du T'ien-chan oriental, autour de Kou-tch'eng, de Barkoul, de Hami et de Tourfan. Mais partout, dans leurs nouveaux habitats, tant à l'est qu'à l'ouest, ils avaient conservé précieusement l'héritage de civilisation dont ils étaient dépositaires et étaient devenus eux-mêmes les éducateurs des peuples auxquels ils avaient dû céder la place — non peut-être des Kirghiz, dont le triomphe avait été court, mais des autres tribus de race turque ou mongole qui avaient assis leur domination sur la Mongolie occidentale, en particulier des Naïman, au nord de l'Altaï, et des Kéraït, à l'est et au sud-est du haut Orkhon.

A côté d'eux, un peuple qu'on a de bonnes raisons de croire mongol, les Kara-K'itan ou « K'itan noirs » (que les écrivains de langue arabe nomment Kara-Khitaï), avaient apporté au XII^e siècle, dans l'ouest du bassin du Tarim et dans le Turkestan occidental, des habitudes de vie et d'esprit empruntées pour une large part à la civilisation chinoise. Expulsés vers 1120 du Tche-li et du Chan-si, sur lesquels venait de s'abattre une brusque invasion de barbares toungouses (les Joutchen de Mandchourie), les Kara-K'itan n'étaient qu'une fraction du vaste ensemble de tribus k'itan qui, au X^e siècle, avaient arraché l'extrême nord de la Chine aux maîtres du Céleste Empire ¹⁷⁰. Leur long stage en territoire chinois avait fait d'eux des civilisés ou des demi-civilisés, dont la supériorité, comme celle des Turcs Ouigours, s'était vite affirmée en Asie centrale. La force et la discipline aidant, ils avaient, après trente ans de lutte, conquis une position dominante dans les deux Turkestans. Des rives du fleuve Jaune, ils s'étaient d'abord glissés, en suivant la lisière septentrionale de la Mongolie, jusqu'au pays des Kirghiz, dans la vallée supérieure du Iénisseï, avaient contourné l'Altaï par le nord-ouest, puis, obliquant vers le sud, s'étaient rendus maîtres des abords du lac Balkach et de la

¹⁷⁰ Voir *Les Barbares* (t. V de la présente Histoire), 5^e éd. (1947), p. 399-400.

haute vallée du Tchou, sur lequel ils avaient établi leur nouvelle capitale. De là, ils ^{p408} avaient franchi la chaîne du T'ien-chan, conquis presque tout le bassin du Tarim, avec Kachgar, Koutcha, Yarkend et Khotan, envahi et occupé la Transoxiane entre le Syr-Daryâ et l'Amoû-Daryâ (1137-1141), soumis au tribut le prince ou châh de Khwârezm, sur la rive gauche du bas Amoû-Daryâ (1141), puis, vers l'est, établi leur suzeraineté sur les Ouigours, dont ils n'avaient peut-être pas été sans subir l'influence dans le domaine de l'art et de la civilisation.

Proclamé *gour-khan*, c'est-à-dire khan ou souverain suprême, leur chef s'était déjà cru sans doute destiné à gouverner, sinon le monde, du moins l'ensemble des tribus turco-mongoles qui se partageaient alors les provinces de la Mongolie et de l'Asie centrale. Mais la plupart de ces tribus avaient su protéger leur indépendance, et les germes de civilisation déposés chez elles par les K'itan ou par les Ouigours n'avaient pas encore levé. Elles étaient restées nomades, pillardes, barbares, féroce­ment rivales, et ce n'était pas des K'itan, épuisés par l'effort fourni au lendemain de leur exode de Chine, qu'on pouvait attendre la reconstruction d'une Asie centrale unifiée, comme au temps des khagans turcs du VI^e siècle. C'est alors que le gros du peuple mongol entra en scène.

[*Table des matières*](#)

II. — Les Mongols vers la fin du XII^e siècle ¹⁷¹.

Vers la fin du XII^e siècle, la masse principale des tribus mongoles était cantonnée dans la zone montagneuse comprise entre le lac Baïkal et les vallées supérieures de l'Onon et du Kéroulen. Quoique rapprochées les unes des autres par la communauté d'origine et par le langage, elles n'avaient pas encore une claire conscience de leur solidarité, et les liens qui se nouaient ^{p409} parfois entre elles en cas de guerre ne les empêchaient pas, en temps normal, de se jalouser, voire de s'entre-tuer. Leur vie était celle de la plupart des tribus nomades d'Asie et leur principal souci était de se ménager de bons herbages où

¹⁷¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

faire paître les immenses troupeaux de chevaux, de bœufs, d'yaks, de moutons, de chèvres et de chameaux qu'elles poussaient devant elles. Ce souci les obligeait à se déplacer sans cesse, au gré des saisons, de la montagne à la vallée et d'une plaine dans une autre, afin de parer à l'épuisement rapide des maigres pâturages de ces régions. Quand on avait trouvé un site propice, on arrêtait le lourd convoi des chars couverts de feutre noir, qui abritaient femmes et enfants ; on dételaient les bœufs, on dessellait les chevaux ; on dressait les lourdes tentes de feutre blanc, véritables huttes démontables, dont l'aspect n'a guère changé ; on suspendait à l'intérieur de chacune d'elles les icônes et les fétiches, et pendant quelques semaines on stationnait.

Le peuple était rude, composé d'hommes trapus et robustes, à la face large, avec un nez écrasé, des pommettes saillantes, de petits yeux bridés, des lèvres épaisses, la barbe et la moustache clairsemées — « des poils si rares à la lèvre et au menton », écrit un témoin, « qu'on aurait pu aisément les compter », — la tête entièrement rasée, à l'exception d'une couronne de cheveux ramenés en tresses derrière les oreilles. Les vêtements étaient grossiers : des peaux de bêtes à l'état brut, une sorte de casaque croisant sur la poitrine et qu'on ne lavait jamais, « de peur, en la faisant sécher, d'attirer la foudre » ; comme coiffure, un grand bonnet pointu ; pour se protéger contre les coups de l'ennemi, un justaucorps de cuir ; au côté, un carquois et un arc, parfois aussi une hache ou un sabre recourbé ; enfin, aux pieds, de grosses bottes. Généralement sobre, le Mongol vivait surtout de laitages : en été, de lait de jument fermenté (le *koumis*), en hiver, de beurre et de poudre de lait délayée. Les jours de bombance, il y ajoutait soit du gibier, soit de la viande de boucherie fraîche ou salée, qu'il mangeait goulûment, avec la main, et qu'il arrosait de multiples rasades d'une boisson faite de céréales fermentées.

La vie de famille était rudimentaire. Chaque homme avait autant de femmes qu'il en pouvait « acheter » ; chacune d'elles, au campement, avait sa hutte de feutre et partageait à tour de rôle la couche de l'époux. Pas d'instruction. Un voyageur chinois des premières années du XIII^e siècle note que « les Mongols ignorent l'usage de l'écriture ». Ils ne pensaient qu'à leurs ^{p410} troupeaux, à la chasse, au butin ; et comme, sous ce rapport, toutes les volontés étaient tendues vers des buts communs, ils savaient s'imposer une discipline stricte et une justice impitoyable. Ce devait être un des secrets de leurs triomphes.

Mais peut-être seraient-ils longtemps encore restés confinés sur les plateaux et dans les vallées de Transbaïkalie si, parmi eux, un chef ne s'était rencontré, capable par son intelligence, son esprit d'organisation et sa volonté tenace de tirer parti des qualités de résistance et d'énergie de la race mongole : Témoudjin, plus connu sous le titre de Gengis-khan (ou plutôt *Tchingiz-khan*, c'est-à-dire sans doute « khan universel » ou « khan tout puissant ») qu'il arbora au début du XIII^e siècle.

[*Table des matières*](#)

III. — Gengis-khan et la conquête de la Mongolie (1202-1209)¹⁷².

Ce chef merveilleux appartenait à la fraction la plus méridionale du groupe : celle des Bordjigin, qui, en hiver, menaient leurs troupeaux pacager dans les prairies de l'Onon et du Kéroulen, où le contact était fréquent avec les peuplades semi-civilisées des confins chinois et d'Asie centrale, entre autres avec les Kéraït. Depuis une centaine d'années, ceux-ci, en qui l'on reconnaît généralement une peuplade turque, subissaient l'influence des Ouigours et s'étaient même en partie laissés gagner au christianisme nestorien. Avec eux, dès la première moitié du XII^e siècle, les tribus parmi lesquelles devait naître Témoudjin avaient, sous le commandement de son père Yésougeï, tenté divers coups de mains contre ces provinces septentrionales de Chine qu'elles devaient si souvent parcourir dans la suite. Le futur conquérant de l'Asie était donc prédisposé, de par ses ^{p411} origines mêmes, à porter ses regards bien au delà du cercle étroit de montagnes où, avant lui, le sort avait enfermé la plupart des hommes de sa race.

Ses débuts furent difficiles. Né sans doute en 1167 et orphelin de père dès l'âge de douze ans, il eut, semble-t-il, grand'peine à s'imposer comme chef aux quelques tribus qui, dans les derniers temps, avaient suivi la bannière de Yésougeï. De certains récits, où la légende tient, il est vrai, une place prépondérante, on croit même pouvoir conclure que l'hégémonie sur l'ensemble des peuplades

¹⁷² [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

mongoles faillit alors passer à d'autres tribus plus septentrionales et réfractaires au progrès. Témoudjin ne l'aurait emporté que grâce à l'appui des Kéraït, en qui l'on peut voir, dans une certaine mesure, des adeptes de la civilisation. En 1202, il était maître de la situation. Mais l'alliance kéraïte, qui dégénérait peu à peu en tutelle, lui pesait lourdement. Dès 1203, la rupture était consommée et, au bout de quelques mois de lutte, vers l'automne, il écrasait ses alliés de la veille, probablement du côté d'Ourga, à quelque distance de cette vallée du Kéroulen où les Bordjigin avaient dû, comme tous les ans, conduire leurs troupeaux après la saison chaude.

Cette victoire eut pour premier résultat de faire passer le chef mongol, dans ses rapports avec les Kéraït, de la position de vassal à celle de suzerain, mais l'obligea à les défendre contre leurs voisins, les Naïman, leurs ennemis-nés, qui nomadisaient entre l'Orkhon et l'Altaï. Au surplus, ceux-ci, inquiets de ses progrès, n'avaient pas tardé à organiser contre lui une coalition des tribus turco-mongoles du nord-ouest qui échappaient encore à son autorité. L'année 1204 fut employée par le vainqueur des Kéraït à en venir à bout. Il poursuivit ses ennemis jusque dans la région de Kobdo, au pied de l'Altaï, y livra une bataille acharnée, qui s'acheva par une complète déroute des Naïman, le massacre de leur roi et de leurs principaux chefs, enfin par la dislocation de la ligue organisée contre lui et la soumission des tribus de l'ouest qui s'étaient laissées enrôler.

Dès ce moment, Témoudjin avait cessé d'être un petit chef de clan mongol pour s'élever au rang de chef d'empire. En moins de deux années d'efforts, tout en achevant de rallier la plupart des tribus de sa race, il était parvenu à ruiner la puissance des peuples kéraït et naïman, derniers survivants de la domination turque dans la Mongolie du nord-ouest ; il s'était rendu maître du site fameux de Karabalgassoun, qui si longtemps avait été le point de ralliement des Turcs d'Asie centrale, lorsque le nom ^{p412} ouïgour était prononcé avec crainte de Kachgar aux frontières de Chine ; et c'était lui maintenant qui allait être dans ces parages le dépositaire des vieilles traditions. On raconte qu'ayant fait prisonnier, lors de la déroute des Naïman, un lettré ouïgour qui exerçait auprès de leur roi les fonctions de chancelier, il le retint à son service pour expédier ses ordres à la mode turque et apprendre aux Mongols la langue et l'écriture dont les Ouïgours avaient l'usage. Vraie ou imaginaire, cette histoire a la valeur d'un symbole : par ses premiers succès, Témoudjin se trouvait

par ses premiers succès, Témoudjin se trouvait maintenant entraîné dans la même voie que les conquérants turcs des siècles antérieurs ; l'humble vie pastorale des plateaux de Trans-baïkalie ne lui suffisait plus, et l'ambition lui venait d'être le roi de la steppe et le maître de l'Asie centrale.

Sans désespérer, il anéantit, vers le nord-est, les tribus — toungouses ou turques — des Tatar, qui nomadisaient au delà du Kéroulen, presque aux confins de la Mandchourie, et dont le nom, déformé en « Tartares », devait avoir l'étrange fortune d'être appliqué par les Occidentaux aux Mongols eux-mêmes. Vers le sud, il poussa jusqu'à la grande boucle du fleuve Jaune, à l'ouest de laquelle il entama en 1205, dans la région de l'Ala-chan, une série de campagnes victorieuses. Il leur dut, au bout de quatre ou cinq ans, la soumission du clan tibétain des Si-Hia, établis là et au Kan-sou depuis l'effondrement de la puissance chinoise, durant le X^e siècle. En même temps (1208), il allait traquer dans la haute vallée de l'Irtych et réduire à l'obéissance les dernières tribus turques insoumises du nord-ouest.

Ce que nous appelons aujourd'hui la Mongolie était tout entière en son pouvoir. Par la vigueur de ses attaques et son esprit de décision, Témoudjin avait déconcerté ses ennemis, rendu vaines leurs coalitions, imposé son autorité à tous les nomades de la steppe. Vrai successeur des grands-khans ou khagans turcs du VI^e ou du VIII^e siècle, il pouvait sans forfanterie revendiquer désormais pour lui-même les titres dont ceux-ci s'étaient parés. Et c'est pourquoi, en 1206, dans une assemblée générale (*kouriltai*), tenue dans la région des monts Kenteï, des sources de l'Onon, du Kéroulen et de la Tola, — au point de jonction du vieux pays mongol et du vieux pays turc, — il se fit proclamer « khan universel » par les chefs de tribus réunis, pour la première fois peut-être, tous ou presque tous autour de lui. L'empire mongol était non seulement né, mais officiellement consacré. p413

[*Table des matières*](#)

IV. — Les premières conquêtes dans la Chine du nord (1211-1222) ¹⁷³.

Devenus par leurs conquêtes voisins immédiats de la Chine, les Mongols ne résistèrent pas longtemps à la tentation d'aller y ramasser du butin. Tentation d'autant plus forte que la Chine avec laquelle ils étaient entrés en contact n'était pas la vieille Chine impériale, celle des Han et des T'ang, mais une Chine barbare, ou du moins une Chine tombée sous la domination de peuplades à peine dégrossies et qui naguère menaient encore dans les steppes la même vie errante que les compagnons de Témoudjin.

Car les princes de la dynastie Song, descendants de cet énergique T'ai-tsou, qui, au X^e siècle, avait réussi à conjurer la catastrophe dont le Céleste Empire était alors menacé ¹⁷⁴, n'avaient pu, malgré leur courage, sauver qu'une partie de l'édifice séculaire. S'ils étaient parvenus à refouler pas à pas jusque dans l'extrême nord, dans la région de Pékin, les conquérants K'itan, il ne leur était plus resté assez de force ensuite pour briser l'élan d'un groupe de hordes toungouses, les Joutchen, qui, après avoir écrasé les K'itan du Tche-li (1123) ¹⁷⁵, s'étaient, en 1126, jetés derechef à l'assaut des provinces chinoises. Les nouveaux venus s'étaient frayé un chemin jusqu'à l'Hoang-ho, en avaient forcé le passage et s'étaient rendus maîtres, avec une extraordinaire rapidité, de toutes les provinces au nord du Yang-tseu-kiang (1127). Ils avaient même un moment dépassé ce fleuve et atteint le golfe de Hang-tcheou (1129), si bien que quelques années après (en 1141) les généraux chinois avaient pu se féliciter comme d'un grand succès du repli des barbares au delà d'une ligne jalonnée par les monts Tsin-ling, puis le cours moyen du Han et celui du Houai-ho.

Seule, cette Chine du Nord fut l'objet des convoitises de ^{p414} Témoudjin. De Pékin, leur capitale, les rois toungouses — surnommés

¹⁷³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹⁷⁴ Voir *Les Barbares*, 5^e éd. (1947), p. 399-400.

¹⁷⁵ Voir ci-dessus, p. 408.

rois *kin*, c'est-à-dire « rois d'or », — prétendaient, à l'instar des empereurs dont ils se disaient les héritiers, exercer leur contrôle à la fois sur les provinces qu'ils avaient conquises et sur les nomades des steppes, qui jadis avaient reconnu la suzeraineté chinoise. Prétention insupportable à l'orgueil mongol et qui précipita la rupture. Entamée en 1211, la conquête fut une œuvre de longue haleine, dont Témoudjin lui-même ne vit pas la fin. Les Kin surent se défendre avec l'énergie du désespoir. Ils tinrent bon jusqu'aux derniers mois de 1213, mais ne purent résister à l'attaque massive des quatre armées que le chef mongol lança en 1214 simultanément contre leur capitale et contre leurs provinces du nord-est. Tche-li, Chan-si, Chan-tong et Liao-tong furent horriblement ravagés. Le gouvernement dut être transporté en hâte de Pékin à K'ai-fong, dans le Ho-nan, sur la rive droite du Hoang-ho. Pékin se rendit peu après (1215) et subit la loi du vainqueur. En 1216, le Hoang-ho fut franchi et K'ai-fong commença d'être menacé, tandis qu'au nord du fleuve, le général Moukouli (ou Moukali), un des meilleurs lieutenants de Gengis-khan, occupait les dernières citadelles de la défense tOUNGouse (1217-1221) et portait ses troupes victorieuses jusqu'aux frontières de la Corée. Une armée pénétra même en 1218 dans ce royaume, dont le souverain jugea prudent de reprendre spontanément au profit de ses nouveaux voisins la tradition de l'hommage que, jusqu'au X^e siècle, ses prédécesseurs avaient longtemps prêté aux empereurs de Chine. En 1221 et 1222, le Chen-si eut presque tout entier le même sort que les provinces du nord-est : réduit au Ho-nan et aux régions du Chen-si et du Kiang-sou immédiatement contiguës, osant à peine sortir des murs de K'ai-fong, le « roi d'or » semblait à la merci du grand chef mongol.

Celui-ci toutefois préféra attendre avant de lui donner le coup de grâce, car, du côté de l'Occident, d'autres tâches le sollicitaient d'une manière pressante. Mais l'avenir n'était point douteux : si l'œuvre demeurait en suspens, elle était plus qu'aux trois quarts réalisée et, sans courir grand risque, l'on pouvait jusqu'à nouvel ordre se borner à monter bonne garde dans les provinces dont les victoires des années précédentes avaient assuré l'annexion. Le reste n'était plus qu'une affaire d'occasion et de temps. p415

V. — La conquête du Turkestan, de l'Afghanistan et de la Perse (1209-1221) ¹⁷⁶.

La campagne de Chine n'était même pas entamée que déjà, à l'ouest, les armées de Gengis-khan avaient fait un nouveau bond en avant.

Leurs premières conquêtes avaient eu pour effet d'ébranler de proche en proche tout l'édifice des dominations barbares d'Asie centrale. Car, plutôt que d'accepter la soumission au vainqueur, une partie des tribus battues en Mongolie avaient reflué en désordre vers le Turkestan, où elles avaient essayé de se ménager un asile. Quelque temps après la déroute des Naï-man à Kobdo, les Kara-K'itan avaient vu ainsi leurs frontières forcées par une masse de fuyards qu'ils avaient été impuissants à contenir. Défaits dans le nord, obligés de se replier sur le Tchou, où était située leur capitale, ils n'avaient pu empêcher le fils du dernier roi naïman, un certain Koutchloug, qui s'était mis à la tête d'une bande d'envahisseurs, de détrôner leur souverain (1211), de le jeter en prison et de s'emparer du gouvernement.

Mais comment espérer maintenir intact, au milieu de cette confusion, le bloc des territoires sur lesquels les Kara-K'itan avaient imposé leur autorité ? Avant même que Koutchloug l'eût emporté, le roi des Ouigours avait rompu son contrat de vasselage, massacré le résident k'itan et, dès la première sommation, promis ses services et son hommage au khan mongol (1209). L'invasion naïmane avait poussé les Turcs Karlouks de la vallée de l'Ili à suivre cet exemple, tandis que, du côté du sud, se révoltait le châh de Khwârezm (1210-1211), qui guettait l'occasion de reconquérir sa pleine indépendance et d'annexer la Transoxiane.

A peine installé sur le trône chancelant du roi k'itan, Koutchloug s'était trouvé en face d'un soulèvement général dans ^{p416} la région de Kachgar et de Khotan. Il avait essayé de le réprimer par la violence et s'était même attaqué à la foi des habitants, dont les sympathies allaient en majorité à l'islam. Gengis-khan, toujours à l'affût, n'avait eu garde de laisser passer une si belle occasion de pêcher en eau trouble. Dans le courant de 1218, deux de ses meilleurs généraux

¹⁷⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

étaient expédiés au Turkestan avec mission de soutenir les rebelles et de régler, si possible, du même coup le sort de l'empire kara-k'itan. Accueillis en libérateurs à Kachgar, d'où Koutchloug, arrivé depuis peu, s'était enfui précipitamment (1218), ils purent, presque sans effort, prononcer l'annexion de tout le bassin du Tarim, puis traquèrent le chef naïman, l'atteignirent bientôt et le massacrèrent dans les défilés du Pamir.

D'un seul coup, tous les territoires kara-k'itan tombèrent ainsi entre leurs mains, mais dans un état d'inextricable confusion. Vers le sud-ouest, en particulier, il fallait compter avec le châh de Khwârezm Alâ ad-Dîn Mohammed, qui, sans souci du péril mongol et exploitant les embarras de ses voisins, s'était taillé à leurs dépens, durant les vingt dernières années, un vaste empire dans la région du Turkestan, de l'Afghanistan et de la Perse. Il avait depuis peu achevé de s'installer au sud du Syr-Daryâ, quand la cavalerie mongole atteignit ce fleuve.

S'arrêter là eût été reconnaître la validité des récentes conquêtes faites par le châh de Khwârezm sur la monarchie kara-k'itane. Successeur de cette monarchie par suite de ses victoires, Gengis-khan n'avait aucune raison d'observer une pareille réserve. Il commença par réclamer l'hommage d'Alâ ad-Dîn Mohammed, puis, sur son refus, et vu son attitude hostile, donna ordre de pousser de l'avant. Une habile manœuvre eut facilement raison des premières défenses des Khwârezmiens, massés sur la rive gauche du Syr-Daryâ : tournés par un corps de troupes venu inopinément de Kachgar à travers le Ferghâna, ils ne purent tenir tête aux principales armées mongoles que Gengis-khan et ses fils amenaient du nord au même moment. Le fleuve fut passé en divers points à la fois dans les dernières semaines de 1219 et la Transoxiane submergée. Ni Bokhârâ, ni Samarkand n'osèrent résister. Dès le mois d'avril 1220, toute la province, saccagée et ruisselante de sang, était à la discrétion du vainqueur.

Mais déjà quelque vingt mille cavaliers avaient été lancés au delà de l'Amoû-Daryâ à la poursuite d'Alâ ad-Dîn Mohammed qui, malade et tremblant de peur, n'avait plus qu'une ^{p417} idée : se mettre personnellement hors d'atteinte. Au galop de leurs chevaux, parmi des populations affolées, les lieutenants de l'empereur mongol traversèrent sans encombre le nord de l'Afghanistan et du Khorassan, recevant sur leur route et, au besoin, exigeant par la terreur, la

leur route et, au besoin, exigeant par la terreur, la soumission des villes et des gouverneurs de districts : en mai à Balkh, en juin à Nîchâpoûr, puis à Damgân, Semnân, Raï, au sud des monts Elbourz, franchis aussitôt. Au nord de la chaîne, Amol et Astarâbâdh tombèrent comme châteaux de cartes, et les Mongols n'arrivèrent sur les bords de la Caspienne que quelques instants trop tard pour se saisir du fugitif qui, sous une pluie de flèches, eut tout juste le temps de sauter dans une barque pour s'en aller mourir misérablement dans un îlot voisin. Les généraux de Gengis-khan se dédommagèrent de cette déconvenue en continuant à travers la Perse leur raid infernal, pillant, brûlant, tuant avec furie, prenant d'assaut les villes qui ne capitulaient pas sur l'heure — Koum, Hamadân, Kazwîn, Tabrîz, Marâgha, — châtiât les résistances par d'impitoyables massacres, levant partout d'énormes contributions de guerre et préparant les voies à leur maître, dont ils annonçaient l'imminente arrivée.

Celui-ci progressait en effet derrière eux, d'une marche sûre et méthodique. Laissant à un corps d'armée placé sous les ordres de ses deux fils aînés le soin de briser, au sud de la mer d'Aral, les dernières résistances, il enlevait l'une après l'autre les places fortes du nord de l'Afghanistan où Djalâl ad-Dîn Mangouberti, fils du malheureux Alâ ad-Dîn, essayait en vain de se retrancher. Au même moment, il envoyait occuper le Khorassan, où son fils Toloui instituait un régime de terreur. Au printemps de 1221, toutes forces réunies, il était en mesure de se lancer à travers les défilés de l'Hindou-Kouch sur les traces de Djalâl ad-Dîn, de s'emparer de Kaboul, de Ghaznî, et de mener enfin ses armées victorieuses jusqu'à l'Indus, que l'ennemi traversait en hâte pour chercher un refuge auprès du sultan de Delhi (novembre 1221).

[*Table des matières*](#)

VI. — Le raid de Russie (1221-1223) ¹⁷⁷.

Les deux années suivantes suffirent à transformer en œuvre durable des conquêtes aussi précipitées, tout au moins celles de ^{p418} l'Afghanistan et d'une partie du Khorassan ; car en Perse l'incendie couvait sous la cendre. Malgré l'âge et les fatigues, Gengis-khan eut

¹⁷⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

encore l'énergie d'organiser lui-même sur place le gouvernement des dernières provinces occupées, que ses fils et ses généraux reçurent mission de pacifier en noyant dans le sang les révoltes. Ils s'en acquittèrent à souhait, tandis que, dans l'ouest, les premiers escadrons qui s'étaient aventurés dès 1220 jusqu'aux extrémités de la Perse esquisaient, en un nouveau raid plus hardi à travers le Caucase et les plaines de la Russie orientale, le programme magnifique des conquêtes prochaines : Tabriz, Chemakha, à l'ouest de Bakou, Derbent, sur la rive occidentale de la Caspienne, la plaine du Terek et les steppes du Don marquèrent, d'octobre 1221 au printemps 1223, les premières étapes de cette randonnée qui se continua par l'anéantissement, sur les bords de la Kalka (le Kalmious), non loin de la mer d'Azov, des troupes russes coalisées (31 mai 1223), puis par l'invasion de la Crimée, le pillage et la destruction des entrepôts génois de Soudak, sur la côte sud-est, pour s'achever, dans les derniers mois de 1223, chez les Bulgares de la Volga¹⁷⁸, au sud de Kazan.

Quand ils purent enfin rejoindre le khan mongol, du côté de Samarkand, au début de l'année 1224, les auteurs de ce raid étonnant d'audace n'avaient pas seulement semé l'épouvante en Occident : ils avaient reconnu le terrain, tâté les ennemis avec lesquels tôt ou tard les maîtres de l'Asie allaient se trouver aux prises et rapporté à leur chef les renseignements qui devaient lui permettre, à lui ou à ses successeurs, d'organiser à bon escient la campagne d'Europe dont, dès ce moment, le projet mûrissait dans son esprit.

[*Table des matières*](#)

VII. — La succession de Gengis-khan et l'achèvement des conquêtes en Perse (1227-1233)¹⁷⁹.

Il ne fut donné à Témoudjin ni de réaliser ce nouveau projet, ni d'achever la conquête de la Perse et de la Chine du Nord. Après l'effort qu'il venait de fournir dans l'Afghanistan, il éprouvait sans doute quelque besoin de repos. L'âge était venu : il était au moins

¹⁷⁸ Sur l'origine de cet établissement bulgare, voir *Les Barbares*, 5^e éd. (1947), p. 35.

¹⁷⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

sexagénaire et, quoique sa volonté fût intacte, il ^{p419} ne semble plus avoir mené qu'une campagne contre la peuplade des Si-Hia, révoltés dans le sud de la Mongolie (1226). Il y avait dix-huit mois qu'il conduisait les opérations quand il tomba malade. Il n'eut que le temps de prescrire encore un dernier massacre et expira au bout de quelques jours, le 18 août 1227, laissant après lui un renom de férocité qui n'a été que rarement égalé.

Mais il laissait aussi une grande œuvre d'unification politique en cours d'achèvement et à la réalisation de laquelle il avait depuis de longues années associé constamment les fils que lui avait donnés son épouse principale : Djötchi, Tchaghataï, Ogödaï, Toloui. A chacun d'eux, il avait réservé l'héritage d'une portion de ses États : à l'aîné, Djötchi, le Khwârezm proprement dit, sur le bas Amou-Daryâ, et les steppes au nord de la mer d'Aral ; à Tchaghataï (qu'on appelle aussi Djaghataï), le reste de l'ancien empire kara-k'itan, avec les deux Turkestans ; à Ogödaï, la Mongolie occidentale ; à Toloui, la Mongolie orientale. Mais il avait en même temps décidé que les quatre lots continueraient d'être tenus pour les parties d'un même tout et que, sur l'ensemble, comme sur les territoires non spécialement affectés, tels que la Perse ou la Chine, l'un des quatre princes exercerait, à son exemple, le pouvoir suprême avec le titre de grand-khan ou « khagan ».

Choisi pour cette fonction, suivant le désir exprimé, affirma-t-on, par Gengis-khan lui-même, Ogödaï poursuivit sans délai, à l'est comme à l'ouest, les conquêtes de son père. Si, du côté de la Volga et de la Russie, la mort inopinée de Djötchi, survenue peu de temps avant celle de Gengis-khan lui-même, contraignit à différer la campagne que celui-ci avait projetée au lendemain du grand raid de 1221, les opérations furent aussitôt reprises et menées à bonne fin tant en Perse qu'en Extrême-Orient. En Perse, où Djalâl ad-Dîn, le fils de l'ancien chah de Khwârezm, avait pu rentrer en 1223, la tâche fut facilitée par l'extraordinaire confusion dans laquelle ce retour avait plongé le pays. Chevaleresque, brave jusqu'à la témérité, mais dénué d'esprit politique, Djalâl ad-Dîn, loin de faire l'union contre l'envahisseur, gaspilla ses forces et son temps en folles entreprises, soit contre les Géorgiens, soit contre les princes musulmans de l'ouest. Une colonne d'attaque mongole put, en 1230, traverser impunément l'Irak-Adjemî et, pénétrant dans l'Azarbaïdjan, venir le surprendre près de la petite ville de Moûghân, à l'est de Tabriz. Il

prendre près de la petite ville de Moûghân, à l'est de Tabrîz. Il n'échappa que par miracle, s'enfuit au nord ^{p420} de l'Araxe, réussit, après un long détour, à gagner par l'Arménie la région du lac de Van, puis la haute vallée du Tigre, faillit encore être pris deux fois de suite, à peu de jours d'intervalle, dans les parages d'Amida (Diârbékir) par la cavalerie ennemie lancée à ses trousses — comme, dix ans plus tôt, aux trousses de son père, — se vit brusquement coupé des siens, put se sauver dans les montagnes, mais fut abattu d'un coup de javelot par un paysan kurde (août 1231).

Désormais le sort de la Perse était réglé. Sans chef, jaloux les uns des autres, terrifiés par les violences d'un ennemi qu'on disait capable de tout, les princes musulmans assistèrent impuissants à la conquête et à la ruine de leur pays. Tabrîz et la plupart des villes de l'Azarbaïdjân capitulèrent à la première sommation. En 1232 ou 1233, la Perse tout entière était mongole.

[*Table des matières*](#)

VIII. — L'annexion de la Corée et la fin des conquêtes dans la Chine du nord (1227-1234) ¹⁸⁰.

Cependant en Extrême-Orient aussi les troupes du khagan avaient réalisé de nouveaux et considérables progrès.

Entrées quelques années avant la mort de Gengis-khan en contact avec la Corée, elles avaient, on se le rappelle, imposé à son roi la reconnaissance de la suzeraineté mongole. Mais l'hommage réclamé n'avait été prêté que du bout des lèvres. Après de longs siècles de servitude, tour à tour démembré et réduit en vasselage par les empereurs chinois de la dynastie T'ang, puis amputé pour toujours, au X^e siècle, par les barbares k'itan d'une de ses principales provinces de l'ouest, le Liao-tong, le royaume de Corée s'était, sous une dynastie nationale, affranchi au début du XI^e siècle et reconstitué dans des frontières réduites. Il pensait pouvoir enfin jouir de la liberté. A la première occasion, la tutelle des Mongols fut brutalement rejetée, et un de leurs ambassadeurs, envoyé pour réclamer des explications, ayant été assassiné, le gouvernement coréen refusa de poursuivre les

¹⁸⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

coupables. Le châtement ne se fit pas longtemps attendre : une armée expédiée par Ogödaï en 1231 força la frontière et bloqua le roi dans sa résidence de Kai-syeng, quelque soixante kilomètres au nord-ouest de la moderne Séoul. La place capitula. Toute la péninsule fut occupée par les vainqueurs, ^{p421} à qui n'échappèrent que quelques îles, où la dynastie coréenne put prolonger son existence obscure, jusqu'au jour où, en 1257, elle se décida à demander grâce et à reconnaître le protectorat mongol.

A cette date, il y avait longtemps que toute la Chine du Nord était au pouvoir du khagan. Une première série d'opérations à objectif limité avaient permis d'achever la conquête du Chen-si, puis, en 1232, une attaque massive avait été lancée, sous le commandement d'Ogödaï lui-même et de son frère Toloui, contre le Ho-nan, la dernière province qui, avec une faible portion du Kiang-sou, fût restée aux mains du roi kin. Surprises au voisinage du Hoang-ho par deux armées venues l'une directement de la rive gauche du fleuve, l'autre, après un audacieux circuit, des contrées septentrionales de l'empire Song, dont Ogödaï s'était ménagé l'alliance, les troupes kin furent écrasées à l'ouest de K'ai-fong, où leur roi continuait à se tenir enfermé. Sans grand espoir, celui-ci lutta jusqu'au bout : il put s'enfuir de K'ai-fong au moment où la ville, après une belle et longue défense, allait succomber (1233) ; il tint bon quelque temps encore, plus au sud, dans la petite place de Ts'ai-tcheou (Jou-ning) ; puis, quand il vit les Mongols faire irruption dans les rues, il se pendit pour ne pas tomber vivant aux mains des barbares (février 1234). Le royaume kin avait vécu.

[*Table des matières*](#)

IX. — La conquête de l'Europe orientale (1237-1242) ¹⁸¹.

Alors, alternant ses coups, le khagan mongol reprit du côté de l'Europe les projets de campagne restés en suspens depuis la mort de son père. Sous la direction nominale de Batou, fils et ^{p422} successeur de Djötkhi, et, en fait, sous le commandement de Soubötaï, celui des généraux mongols dont le talent s'était affirmé avec le plus d'éclat au

¹⁸¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

cours de la dernière campagne de Chine, une grande armée, forte de quelque cent ou cent cinquante mille hommes, déboucha brusquement sur la Volga, vers la fin de 1237. Elle y écrasa, au premier choc, le groupe des tribus « bulgares » fixées depuis le haut moyen âge près du confluent de la Kama et détruisit les richesses que celles-ci devaient à un commerce prospère. Puis elle s'ouvrit la route de Moscou. Le 21 décembre, Riazan, sur l'Oka, fut pris d'assaut ; quelques jours après, Kolomna subit le même sort ; Moscou se rendit au début de février 1238 ; et, au nord-est, le même mois, Souzdal et Vladimir. Tout le nord de la Moscovie fut là proie des envahisseurs. Ils pénétrèrent à Rostov, Iaroslavl, Kachin, Tver (1238-1239), tandis que, dans les steppes du sud-est, des détachements de cavalerie allaient soumettre les tribus nomades des Polovtses ou Coumans dont on eut pu redouter une attaque de flanc.

En 1240, les principautés russes du sud connurent, après la Moscovie, les horreurs de l'invasion mongole. Tchernigov et Pereïaslav furent pris et saccagés ; le 6 décembre, ce fut le tour de Kiev, la ville sainte, dont la destruction frappa d'une stupeur douloureuse la chrétienté tout entière. Divisés et terrifiés, les princes slaves se montraient incapables d'endiguer le flot des envahisseurs. La marche de ces derniers allait s'accéléralant sans cesse. Quelques jours à peine après la chute de Kiev, ils atteignaient le Dniestr, précédés d'une cohue de fuyards, surtout des Coumans qui, faisant irruption en Hongrie, y semèrent la panique.

Au début de l'année 1241, de la région de Lemberg, où il venait de regrouper ses forces, Soubötaï lançait deux attaques contre la Hongrie et contre la Pologne. Partie la première, l'armée de Pologne franchit la Vistule à Sandomierz le 13 février et, par un combat acharné dans la plaine de Chmielnik (18 mars), au nord-ouest du fleuve, s'ouvrit le chemin de Cracovie. La semaine suivante (24 mars), elle s'empara de la ville, l'incendia, réussit à passer l'Oder à Ratibor et, quelques jours plus tard, pénétra dans Breslau, d'où elle fonda, dans la plaine de Liegnitz, sur les chevaliers polonais et allemands, accourus pêle-mêle à l'appel du duc Henri de Silésie. Elle les mit en déroute le 9 avril, après une lutte sanglante où le duc Henri trouva la mort, détruisa le sud-ouest de la Silésie, puis la Moravie, surveillée ^{p423} de loin par le roi de Bohême Venceslav, qui n'essaya même pas de s'opposer à sa jonction, en juin, avec les armées qui opéraient en Hongrie sous le

tion, en juin, avec les armées qui opéraient en Hongrie sous le commandement personnel de Soubötaï.

Celui-ci avait pénétré, au début de mars, dans la plaine hongroise sur plusieurs points à la fois, afin de mieux tromper la surveillance de l'ennemi et de l'obliger à diviser ses forces. Dès le 15 — le lendemain du jour où le roi Béla s'était enfin décidé à prescrire la levée du ban et de l'arrière-ban — il envoyait ses avant-gardes saccager les abords du Danube ; puis, toutes forces réunies, il attirait par une habile manœuvre Béla et les siens près du confluent du Sajo et de la Tisza, où il leur infligeait, au pont de Mohi, sur le Sajo, une défaite irrémédiable (11 avril).

Cette bataille, contemporaine presque jour pour jour de celle de Liegnitz, décida du sort de la Hongrie. Pendant que le roi courait en Autriche demander secours à son ancien ennemi le duc Frédéric et expédiait au Souverain Pontife, aux principaux chefs d'État d'Occident, à l'empereur, alors en Italie, tout à sa lutte¹⁸² contre Grégoire IX, des lettres de plus en plus alarmantes, où il les pressait de secouer leur inertie, les barbares occupèrent le pays, anéantissant les villes, détruisant les forteresses, pillant, brûlant et saccageant tout à leur aise. Ils y séjournèrent près d'un an sans être inquiétés, réussirent même de fructueux coups de main en Transylvanie et en Autriche, où ils s'avancèrent jusqu'à Klosterneuburg, aux portes de Vienne (juin 1241). Au début de 1242, ils osèrent s'aventurer en Croatie à la poursuite de Béla qui, d'Autriche, était parti se terrer à Zagreb. Ils allèrent le traquer d'île en île dans l'archipel dalmate, et se seraient peut-être établis à demeure dans les plaines du Danube et de la Tisza, si des dissensions dans leur armée et la nouvelle de la mort d'Ogödaï, survenue le 11 décembre 1241 en Mongolie, les avaient amenés à évacuer leur nouvelle conquête au printemps de 1242, pour se replier vers l'Orient, dévastant au passage la Serbie, la Bulgarie, la Valachie, la Moldavie.

L'Europe dut à cette circonstance de pouvoir respirer, après des mois d'angoisse. Car elle avait fini par s'émouvoir, et sa frayeur avait été grande. Dans toute l'Allemagne, même sur les bords du Rhin, en

¹⁸² C'est le 14 avril 1241 que Frédéric II prend Faenza, en juin qu'il commence la conquête de l'État de saint Pierre.

Italie, en Bourgogne, en Flandre, dans le nord de la France, on s'était vu déjà écrasé sous l'avalanche « tartare »^{p424} et le principe d'une croisade avait été tout à coup décidé. Le pape Grégoire IX, si critique que fût alors sa situation personnelle, avait fait aussitôt prêcher la guerre sainte. Frédéric II lui-même, tout en se refusant à lâcher prise en Italie, n'avait pu se dispenser de prescrire à son fils Conrad la mobilisation immédiate de toutes les forces allemandes disponibles. Il avait été jusqu'à appeler au secours son beau-frère¹⁸³, le roi d'Angleterre Henri III, et le roi de France Louis IX. Mais en 1242 le danger semblait passé. La Hongrie et la Silésie étaient libérées du joug mongol : aussi ne parlait-on plus guère de croisade, et s'accommodait-on, en général, de l'état de choses nouveau, si inquiétant qu'il fût pour l'avenir.

Car, fidèles à leur méthode habituelle, les Mongols, tout en renonçant provisoirement à l'occupation permanente des régions extrêmes visitées par leurs armées, restaient campés sur les bords de la mer Noire, à quelques lieues du Danube. Ils gardaient la vallée inférieure du Dniepr, la Crimée presque entière, les steppes du Don, le bassin de la Volga, depuis Kazan jusqu'à la Caspienne. Les principautés russes, celles du sud comme celles du nord, avaient été réduites en vasselage et soumises au paiement d'un tribut annuel. Leurs chefs devaient, à chaque changement de règne, aller jusqu'en Mongolie prêter hommage au khagan. Grave sujet de préoccupation pour tous ceux qui, en Europe, connaissaient la force militaire et le pouvoir de destruction de ce peuple, jusqu'alors invincible, et dont la barbarie frappait les Occidentaux de stupeur et d'épouvante.

[*Table des matières*](#)

X. — La conquête de l'Asie Mineuse et du califat de Bagdad (1242-1258)¹⁸⁴.

L'inquiétude était d'autant plus justifiée qu'à peine arrêtée en Europe, l'offensive des Mongols reprenait dans l'Asie occidentale^{p425} avec une vigueur menaçante pour l'avenir des États, petits ou grands,

¹⁸³ Frédéric II avait épousé en 1235 Isabelle d'Angleterre, fille de Jean Sans-Terre.

¹⁸⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

qui constituaient dans ces parages comme les défenses avancées de la civilisation méditerranéenne.

Ayant en effet achevé, de 1235 à 1239, leurs conquêtes de Perse en imposant de vive force leur autorité ou leur protectorat aux royaumes et principautés des régions caucasiennes — notamment au royaume de Géorgie, — les envahisseurs avaient eu bientôt maille à partir dans les pays arméniens avec leur nouveau voisin, le sultan de Konya (l'ancienne Iconium) ou « sultan du Roûm », Kaikhousraou II. Ce dernier manquait à la fois d'énergie et d'autorité. Il ne disposait même pas d'une armée régulière. La prise de la citadelle avancée d'Erzeroûm, en 1242, livra aux Mongols la clé de ses États. En 1243, ils s'avancèrent résolument dans la direction de l'ouest par la vallée du Karâ-Sou (l'Euphrate occidental), enfoncèrent, le 26 juin, à Sadagh, au nord d'Erzindjân, les bandes indisciplinées que le sultan avait envoyées à leur rencontre, puis, d'une marche rapide, atteignirent Sîwâs, qui n'osa résister, descendirent le Kizil-Irmak, entrèrent à Kaisarié (Césarée de Cappadoce) et menacèrent Konya, d'où le sultan s'empressa d'envoyer sa soumission. Le Roûm aussi devint un royaume vassal de l'empereur mongol : astreint à payer un lourd tribut annuel, son sultan dut, comme les princes russes, aller prêter hommage au vainqueur et le laisser s'immiscer à tout propos dans les affaires intérieures de ses États. C'était pour le khagan la possibilité d'agir en maître jusqu'aux frontières de l'empire byzantin d'Asie. Et déjà, la terreur du nom mongol commençant à se répandre au sud du Taurus, le roi de Petite-Arménie (la Cilicie) jugeait prudent, dès le printemps de 1244, d'envoyer, sans plus attendre, une ambassade pour protester de son dévouement et se reconnaître vassal à son tour.

Enhardis par ces succès faciles, les Mongols résolurent d'en finir avec le califat de Bagdad, dernier vestige de la domination abbasside en Asie. Depuis 1235 ou 1236, grâce à quelques coups de mains, de-ci, de-là, ils avaient reconnu le terrain aux abords du Tigre. La mort du khagan Ogödaï (1241), puis celle de son ^{p426} fils Gouyouk (1248), dont l'élection au trône impérial avait, faute d'entente, été retardée jusqu'en 1246, enfin les compétitions auxquelles le choix de son successeur donna lieu jusqu'en 1251 valurent au gouvernement du calife un temps de répit. Mais il n'en sut pas profiter et l'attaque décisive le prit au dépourvu.

Chargé de l'opération, Houlagou, frère du nouvel empereur Mongka (ou Mangou), procéda avec vigueur, mais sans hâte. Il commença par sommer le calife, en septembre 1257, de reconnaître l'autorité mongole et de livrer Bagdad ; puis, n'ayant récolté pour toute réponse qu'un défi et des insultes, il fit avancer ses armées. Envahi de trois côtés à la fois — du nord par la vallée du Tigre, de l'est par celle de la Diala, du sud-est par les monts du Louristan, — l'Irak Arabî fut bientôt submergé ; le 17 janvier 1258, l'armée du calife était anéantie en avant de Bagdad, dont le siège, entamé au bout de quelques jours, fut mené avec une telle fougue que, dès le 5 février, le calife al-Moustasim Billâh demandait grâce. Le 10, il ne lui restait d'autre ressource que d'aller se confier à la discrétion du vainqueur. Trois jours après, Houlagou était dans la place, qui fut une semaine entière le théâtre d'horribles massacres, de pillages et d'incendies. Le calife lui-même, quoiqu'il se fût spontanément livré, fut mis à mort, ainsi que son fils aîné et tous les princes de la maison abbasside dont on parvint à se saisir (21 février). Ce fut une épouvantable boucherie, dont on eut les semaines suivantes la réplique dans d'autres villes de l'Irak. Terrorisée, la province entière se soumit. Le califat disparut. Le monde musulman se trouva ainsi momentanément privé de tout chef religieux, et Bagdad tomba au rang de simple préfecture d'une province mongole.

[*Table des matières*](#)

XI. — La conquête de la Mésopotamie et de la Syrie (1259-1260)¹⁸⁵.

Houlagou ne s'endormit pas sur ce succès. Pour achever la conquête de l'Asie antérieure, il lui fallait encore se rendre ^{p427} maître de la Mésopotamie et de la Syrie : il s'y employa aussitôt.

Ces provinces, au surplus, étaient depuis un quart de siècle la proie des terribles bandes que, dans sa détresse finale, Djalâl ad-Dîn, fils du dernier chah de Khwârezm, avait recrutées dans les bas-fonds de la société pour tenir tête à l'envahisseur. On les appelait « Khwârezmiens », quoique beaucoup d'entre eux sans doute fussent

¹⁸⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

nés loin de la mer d'Aral. Après la mort de leur chef, ils étaient passés en Mésopotamie, y avaient vendu leurs services aux princes musulmans, changeant maintes fois de camp, et, tout en frappant de droite et de gauche, en pillant et en tuant, s'étaient de proche en proche avancés jusqu'à l'Euphrate. Puis ils avaient franchi le fleuve et, à l'incitation du sultan d'Égypte, étaient venus ravager les abords d'Alep et de Hamâ (1240-1242). En 1244, ils s'étaient jetés sur la Palestine, avaient pris Safed et Tibériade, étaient entrés dans Jérusalem, qu'ils avaient mis à feu et à sang (23 août), et avaient poussé de là jusqu'à Gaza, où ils avaient aidé les troupes égyptiennes à enfoncer la chevalerie franque de Terre Sainte (17 octobre), ce qui ne les avait pas empêchés d'aller ensuite offrir leurs services aux princes syriens ennemis du sultan du Caire. Pour le compte de ceux-ci, ils avaient dévasté les environs de Damas (1245-1246) et ne s'étaient arrêtés qu'après s'être fait décimer en 1246, au nord de la ville, par les troupes du jeune prince aïyoubide d'Alep, al-Nâçir Yoûsouf, arrière petit-fils du grand Saladin. A peine remises de ces secousses, la Syrie et la Mésopotamie avaient achevé de s'épuiser dans l'éternel conflit qui opposait leurs princes ou leurs émirs aux sultans d'Égypte, quand il ne les opposait pas les uns aux autres, si bien qu'Houlagou avait la partie belle quand, après la chute de Bagdad, il s'ayisa d'intervenir.

A cette date, al-Nâçir Yoûsouf était depuis peu devenu le personnage le plus important de toute la Syrie. Ses victoires sur les Khwârezmiens lui avaient valu assez de prestige pour amener la plupart de ses émules, dans le nord de la province et en Mésopotamie, à reconnaître sa suzeraineté ; après quoi, en 1250, il avait arraché Damas à l'Égypte et étendu sa zone d'influence jusqu'aux confins de la Palestine. Sommé en 1259 de venir en personne faire acte d'obéissance, il crut pouvoir, ^{p428} dit-on, malgré son manque habituel d'énergie, répondre insolemment : « Nous vous attendons. Dieu accorde la victoire à qui bon lui semble. » La situation était nette : Houlagou pouvait passer sans délai à l'attaque.

Envahie par le nord-est, la Mésopotamie tomba avec une extraordinaire rapidité. Pour pouvoir aller plus vite frapper l'ennemi, Houlagou envoyait des détachements assiéger les villes qui n'étaient pas sur sa route et marchait droit devant lui avec le gros de ses troupes. Il traversa le Tigre en septembre à Djézîret, cent cinquante kilomètres en amont de Mossoul, prit Nasîbîn, Harrân, reçut la soumission d'Édesse (Ourfa), puis, laissant à ses généraux le soin

(Ourfa), puis, laissant à ses généraux le soin d'achever la conquête de la Mésopotamie, franchit l'Euphrate, passa par Mambidj et Bâb, emporta enfin Alep d'assaut (24 janvier 1260) au bout d'une semaine de siège, tandis qu'al-Nâçir, surpris par la soudaineté de l'invasion et presque aussitôt abandonné des siens, courait éperdu demander du secours en Égypte. Son affolement avait gagné les populations. A Damas, s'il faut en croire un chroniqueur d'époque tardive, on se disputait à prix d'or les derniers chameaux pour s'enfuir. Toujours est-il que, laissée sans défense, la ville n'attendit pas l'ennemi pour se rendre : dès le 29 ou le 30 janvier, elle envoya une ambassade saluer humblement le vainqueur. Hamâ imita ce geste. Le 1^{er} mars, les armées mongoles occupaient déjà tout le sud de la Syrie, d'où elles avançaient en Palestine et menaçaient l'Égypte.

[*Table des matières*](#)

XII. — Les premières conquêtes dans la Chine du sud (1236-1260) ¹⁸⁶.

Il semblait vraiment que la force d'expansion et les ressources militaires des Mongols fussent illimitées. Car, tandis ^{p429} qu'à l'ouest, Houlagou achevait ainsi la conquête de l'Asie antérieure, son frère Khoubilaï s'était lancé avec succès à l'assaut de l'immense empire chinois du sud qui, des monts Tsin-ling et des bords du Houai-ho jusqu'au golfe du Tonkin, était encore, malgré ses pertes antérieures, le plus formidable empire du vieux monde civilisé.

Fertile, riche en produits naturels, industrielle, largement ouverte au commerce du dehors, en relation continue avec les principaux pays d'Asie par ses deux grands ports de Canton et de Ts'iuan-tcheou ¹⁸⁷, desservie dans toute sa largeur par cet admirable Yang-tseu, le « Fleuve Bleu », qui était déjà pour elle, malgré ses rapides, ce qu'il est encore aujourd'hui : la grande voie de communication du pays, fière de sa nouvelle capitale, l'élégante et somptueuse Hang-tcheou — la ville « toute en eau », en palais et en jardins, que Marco Polo décrira avec enthousiasme à la fin du XIII^e siècle, — la Chine du Sud,

¹⁸⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹⁸⁷ Ce port, que Marco Polo nomme Zaytoun, et qui est à mi-chemin entre Fou-tcheou et Amoy, dans la province du Fou-kien, est aujourd'hui ensablé.

depuis qu'elle avait séparé son sort de celui de la Chine septentrionale, avait vécu d'une vie facile et insouciant. Dans les hautes classes, on avait perdu le goût de l'action. Les nobles, les grands personnages, les empereurs eux-mêmes se piquaient d'être avant tout de beaux esprits. Ils protégeaient les arts, s'entouraient de jolis bibelots, de sveltes poteries d'une simplicité charmante et raffinée, de peintures aux teintes estompées, évanescentes, de ces étonnants paysages monochromes dont le goût se répandait alors et où le réel, évoqué d'un trait souple et délié, semble aller se perdre dans une atmosphère de rêve ; ils se plaisaient à la lecture des poésies savantes et fluides où, en quelques touches délicates, les auteurs de l'époque savaient si bien chanter la douceur d'un soir de printemps, la mélancolie d'un soir d'automne, la nostalgie des jours écoulés ; ils allaient jusqu'à se ^{p430} passionner pour la discussion des problèmes philosophiques les plus ardues, comme celui de la personnalité humaine ou du fondement de la loi morale, mis à la mode dans la seconde moitié du XII^e siècle par le grand Tchou-Hi. Ils n'oubliaient qu'une chose : c'est que ce luxe et ce dilettantisme étaient une médiocre préparation aux combats qu'inévitablement il leur faudrait tôt ou tard soutenir contre les barbares qui patrouillaient le long de leurs frontières.

A vrai dire, ils se croyaient forts et n'avaient que mépris pour leurs voisins. Ils espéraient secrètement qu'un jour ou l'autre la Chine du Nord, perdue jadis, reconnaîtrait à nouveau leur autorité, et n'avaient consenti ¹⁸⁸ au passage des armées mongoles sur leur territoire en 1232 que parce que, dans le dépeçage du royaume kin, ils espéraient avoir tout de suite une part des dépouilles. Une rectification de frontières leur avait même, semble-t-il, été promise au Ho-nan ; mais l'ayant en vain réclamée, ils eurent, en 1234, la folie de tenter, sans plus attendre, une démonstration militaire dans la province convoitée.

Ils pensaient sans aucun doute intimider ces barbares qui la veille encore sollicitaient leur alliance, mais ne furent pas longs à constater leur erreur. Obligés de repasser piteusement leurs frontières, ils connurent bientôt eux-mêmes les horreurs de l'invasion. Trois armées mongoles pénétrèrent au printemps de 1236 sur leur territoire et se chargèrent de réveiller brutalement la jolie Chine du Sud de ses rêves

¹⁸⁸ Voir ci-dessus, p. 432.

de beauté et de grandeur. L'armée principale, à l'ouest, par les défilés des monts Tsin-ling, parvint à occuper avec une extraordinaire rapidité la région de Han-tchong, puis les parties occidentales du Seu-tchouan, avec les deux grandes places de Tong-tchouan et de Tcheng-tou, et marcha sans délai vers le Kouei-tcheou. Au centre, une deuxième armée franchit le Han, en son cours moyen, prit Siang-yang, sur la rive gauche du fleuve, et se dirigea sur King-tcheou, tandis que, dans l'est du Hou-pei une troisième armée avançait sur Houang-tcheou. Le but était d'atteindre et d'enlever, si possible, la ligne du Yang-tseu sur l'ensemble de son parcours au Hou-pei, puis, tout en achevant la conquête du Seu-tchouan, de passer immédiatement à l'attaque des provinces de l'est, afin d'aller menacer la capitale, Hang-tcheou.

Mais, d'abord étourdi par la brusquerie et la violence de ce ^{p431} triple assaut, le gouvernement chinois se ressaisit. En 1237, la ligne du Yang-tseu fut énergiquement défendue. Vers l'extrême est, une tentative mongole sur Lou-tcheou, à cent cinquante kilomètres seulement de Nankin, se heurta en 1238 à une vigoureuse et victorieuse contre-offensive qui, en 1239, s'étendit à tout le Hou-pei et même à la majeure partie du Seu-tchouan. Sans se laisser rebuter, les Mongols y virent seulement la preuve que la Chine du Sud avait plus de ressort qu'ils n'auraient cru et ils reprirent la lutte sur nouveaux frais, simultanément à l'ouest dans le Seu-tchouan, au centre dans le Hou-pei et à l'est dans la direction du bas Yang-tseu et du Kiang-sou.

Des opérations de détail menées avec prudence et méthode leur valurent d'importants progrès à l'est. En 1242, ils atteignaient et occupaient Yang-tcheou, près de l'estuaire du fleuve. En 1246, au centre, ils s'avancèrent encore une fois jusqu'à Houang-tcheou, sur le Yang-tseu, mais sans s'y maintenir, semble-t-il, tandis qu'au Seu-tchouan, une tactique de pénétration lente et sourde les ramenait en 1252 à Tcheng-tou, d'où ils s'élançaient soudain dans la direction du Yunnan, qui formait alors, tant au point de vue ethnique ¹⁸⁹ qu'au point de vue politique, un État distinct de la Chine. Ils s'y emparèrent de Ta-li, la capitale (1253), et ne tardèrent pas à se rendre maîtres de l'ensemble du pays.

¹⁸⁹ Il était occupé, à ce qu'il semble, par des peuples de la race thaï, à laquelle appartiennent les Siamois.

Ce n'était là qu'une préface à des opérations plus amples encore. En 1257, une immense offensive était organisée à la fois contre toutes les frontières continentales des Song. Tandis qu'aux deux extrémités du front septentrional tombaient une à une les dernières places fortes du Kiang-sou et du Seu-tchouan — celles du moins qui étaient situées sur la rive gauche du Yang-tseu, — une tentative d'une extraordinaire audace était faite pour broyer, comme dans un étau, les provinces centrales au moyen d'une double attaque débouchant l'une du nord par la vallée du Han, l'autre — à douze cents kilomètres de là — de l'extrême sud par le Tonkin, où une armée, partie du Yunnan, bondissait jusqu'à Hanoï, dans les dernières semaines de 1257. De là, à l'improviste, elle pénétrait dans le Kouang-si, enlevait la capitale, Kouei-lin, et descendait la vallée du Siang, afin d'aller devant Outchang, sur la rive droite du Yang-tseu, ^{p432} rejoindre Khoubilaï, frère du khagan Mongka, qui venait de forcer le passage du fleuve en face de cette ville.

La Chine semblait perdue. Elle fut momentanément sauvée par un événement imprévu : la mort subite de Mongka. Prétendant au trône, Khoubilaï suspendit les opérations au début de 1260, pour aller faire valoir ses droits, et l'empire chinois respira. Mais il était manifeste que ses jours étaient comptés. Les Mongols le serraient de près au Kiang-sou, au Hou-pei, au Seu-tchouan, presque entièrement entre leurs mains ; ils le menaçaient de l'ouest par le Yunnan, où ils étaient maintenant installés ; par le sud même, où le roi du Tonkin avait dû leur prêter hommage. Les Song, comme écrasés sous le poids de la destinée, commençaient à s'abandonner. Il leur devenait difficile de trouver les concours dont ils avaient besoin. Leurs États s'étaient emplis d'artistes et de lettrés, mais on n'y rencontrait guère de généraux ni d'hommes de gouvernement. Aussi était-il évident que les Mongols n'auraient qu'à vouloir pour triompher des dernières défenses qui leur étaient opposées et faire d'un des plus vieux et des plus vénérables empires du monde une simple annexe de leurs steppes ancestrales. ^{p433}

Bibliographie du CHAPITRE PREMIER.

La formation de l'empire mongol.

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Parmi les ouvrages anciens, un seul mérite d'être cité encore, l'*Histoire des Mongols depuis Tchinguiz-khan jusqu'à Timourbey ou Tamerlan*, par le baron G. d'Ohsson (La Haye, 1834-1835 ; 2^e éd., Amsterdam, 1852, 4 vol. in-8°), livre remarquable pour l'époque, mais qu'il y a lieu de corriger et compléter à l'aide des travaux de l'érudition contemporaine. Le livre de H. Howorth, *History of the Mongols from the 9th to the 19th century* (Londres, 1876-1888, 3 parties en 4 forts vol. grand in-8° et un volume de suppléments et tables, 1927), est une compilation plutôt qu'une histoire, et l'auteur n'a pu encore profiter des travaux les plus considérables des orientalistes de notre temps. Le t. I (1876) concerne la Mongolie, les t. II et III (1880) les Mongols de Russie et d'Asie centrale, le t. IV (1888) ceux de Perse. L'*Introduction à l'histoire de l'Asie* de L. Cahun (Paris, 1896, in-8°) n'est pas un guide sûr. Rapide résumé dans la *Geschichte Ostasiens* de F. E. A. Krause (Göttingen, 1925, 2 vol. in-8° ; dont la partie relative aux Mongols avait déjà paru avec quelques indications complémentaires sous le titre *Die Epoche der Mongolen, ein Kapitel aus der Geschichte und Kultur Asiens*, dans les *Mitteilungen des Seminars für orientalische Sprachen an der Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin*, t. XXVI-XXVII (1924), 1^{re} Abteilung (*Ostasiatische Studien*), p. 1-60. Les meilleurs exposés sommaires sont donnés par R. Grousset dans ses quatre livres : *Histoire de l'Extrême-Orient* (Paris, 1929, 2 vol. in-8° avec pagination continue, fasc. 39 et 40 des « Annales du Musée Guimet. Bibliothèque d'études ») ; *L'empire mongol, 1^{re} phase* (Paris, 1941, in-8°, t. VIII^e de l'« Histoire du monde » publ. par E. Cavaignac) ; *L'Asie orientale des origines au XV^e siècle*, 1^{re} partie : *Les empires*, par R. Grousset, J. Auboyer et J. Buhot (Paris, 1941, in-8°, t. X de l'« Histoire du moyen âge », dans l'*Histoire générale* de G. Glotz) ; et surtout *L'empire des steppes. Attila, Gengis-khan, Tamerlan* (Paris, 1939, in-8°) ; on trouvera dans ces quatre volumes d'abondantes références bibliographiques. D'excellents articles touchant l'histoire des Mongols, à l'occasion de leurs rapports avec le monde islamique, ont été écrits par le principal spécialiste russe de l'histoire d'Asie centrale, W. Barthold, pour l'*Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68). Voir aussi, du même, *Histoire des Turcs d'Asie centrale* (Paris, 1945, in-8°, fasc. 3 de l'« Initiation à l'Islam » publ. par l'Institut d'études islamiques de l'Université de Paris), p. 109 et suiv. Un aperçu lumineux a été donné par Paul Pelliot, *La Haute Asie* (une brochure de 37 p. in-8°, [1931], sans lieu d'édition). Du point

[1931], sans lieu d'édition). Du point de vue géographique, on se reportera au remarquable tableau de F. Grenard, *Haute Asie*, 2^e partie du t. VIII de la *Géographie universelle* publ. par P. Vidal de la Blache et L. Gallois (Paris, 1929, in-4°).

I. L'Asie centrale avant l'offensive mongole.

OUVRAGES À CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux cités à la note précédente et spécialement ceux de R. Grousset, on consultera surtout, pour l'empire ouïgour, du point de vue archéologique, les travaux d'A. von Le Coq, *Bilderatlas zur Kunst und Kulturgeschichte Mittelasien* (Berlin, 1925, in-4°), avec une brève mais importante préface ; du même, *Ergebnisse der kgl. preussischen Turfan-Expedition Chotscho* (Berlin, 1913, in-folio) ; du même, *Die buddhistische Spätantike im Mittelasien* (Berlin, 1922-1930, 6 vol. in-folio) ; le petit résumé de son disciple E. Waldschmidt, *Gandhara, Kutscha, Turfan. Eine Einführung in die frühmittelalterliche Kunst Zentralasiens* (Leipzig, [1925], in-12), auxquels on joindra, pour le détail, A. Grünwedel, *Altbuddhistische Kultstätten in chiecsisch-Turkistan. Bericht über archäologische Arbeiten von 1906 bis 1907 bei Kuca, Qarasahr und in der Oase Turfan* (Berlin, 1912, in-4°), et l'ouvrage monumental d'Aurel Stein, *Serindia* (Oxford, 1921, 5 vol. in-4°), que résume et commente excellemment V. Goloubev, dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, t. XXV (1925), p. 496-541 ; enfin, du même Aurel Stein, *Innermost Asia* (Oxford, 1928, 4 vol. in-4°) et, sous une forme plus condensée, *On ancient Central Asia tracks* (Londres, 1933, in-8°).

Du point de vue proprement historique, le travail essentiel sur les Ouïgours est celui d'E. Chavannes et P. Pelliot, *Un traité manichéen retrouvé en Chine*, dans le *Journal asiatique*, 10^e série, t. XVIII (1911), p. 499-617 (texte, traduction, commentaire du traité et bibliographie) ; 11^e série, t. I (1913), p. 99-199 et 261-392 (vues sur l'histoire ouïgoure à l'occasion du traité retrouvé). Cette étude renvoie aux travaux antérieurs, en particulier aux textes importants réunis et commentés par Bretschneider au t. I de ses *Mediaeval researches from Eastern Asiatic sources. Fragments towards the knowledge of the geography and history of Central and Western Asia from the 13th to the 17th century* (Londres 1910, 2 vol. in-8°). — W. Barthold, qui a consacré à l'histoire du Turkestan occidental (l'ancienne Transoxiane) jusqu'au XIII^e siècle un ouvrage remarquable (*Turkestan down to the Mongol invasion*, Londres, 1928, in-8°, t. V du « Gibb mémorial », nouv. série, refonte d'un ouvrage paru dès 1898 en langue russe), qui touche notamment à l'histoire des Kara-K'itan, a clairement résumé l'histoire de ce peuple dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. II, p. 782-784, article *Kara-khitai*, avec une bibliographie. Y joindre son article *Balasaghun*, au t. I, p. 627-628, et les textes réunis et commentés par E. Bretschneider, *Mediaeval researches* (déjà citées), t. I, p. 208-235. — Sur les Khirgiz, voir l'article de Barthold, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. II, p. 1084-1086. — Du même, voir enfin l'important article posthume *Türks* (paru

Du même, voir enfin l'important article posthume *Türks* (paru en 1931), au t. IV de la même *Encyclopédie*, p. 946-957 et surtout la remarquable mise au point traduite en français sous le titre : *Histoire des Turcs d'Asie centrale* (Paris, 1945, in-8°, fasc. 3 de l'« Initiation à l'Islam » publ. par l'Institut d'études islamiques de l'Université de Paris).

II. Les Mongols vers la fin du XII^e siècle.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Outre les ouvrages généraux indiqués p. 405, et en particulier *L'empire des steppes* de R. Grousset, voir F. Grenard, *Gengis-khan* (Paris, 1935, in-16). Nos principales sources d'information sont surtout les récits des voyageurs orientaux et occidentaux. Malheureusement ceux dont nous disposons remontent à une époque postérieure à l'avènement de Gengis-khan, les plus explicites même à une époque postérieure, et parfois de beaucoup, à sa mort. C'est dire qu'on ne doit les utiliser qu'avec une extrême prudence pour les temps primitifs. On ne s'en est pas toujours assez souvenu. Les récits des voyageurs orientaux, dont plusieurs remontent au début du XIII^e siècle, sont étudiés et analysés par E. Bretschneider, au t. I de ses *Mediaeval researches*, citées p. 407. La bibliographie des voyageurs occidentaux sera indiquée au chapitre suivant (p. 435) ; elle comprend surtout Jean de Plan Carpin et Guillaume de Rubrouck, dont les témoignages datent du milieu du XIII^e siècle. Les plus anciennes peintures figurant des Mongols sont du XIII^e siècle avancé et ont été exécutées en Chine.

III. Gengis-khan et la conquête de la Mongolie (1202-1209).

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Avant tout, R. Grousset, *L'empire des steppes*, cité p. 405 ; F. Grenard, *Gengis-khan*, cité p. 409 ; B. Y. Vladimirtsoff, *The life of Ghingis-khan*, trad. du russe par le prince Mirsky (Londres ; 1930, in-12), dont l'édition russe est de 1922 ; R. Grousset, *Le conquérant du monde. Vie de Gengis-khan* (Paris, 1944, in-8°). Il existe bien d'autres biographies du conquérant mongol, mais la plupart sont négligeables ou même nettement insuffisantes : L'ouvrage de F. E. A. Krause, *Gingis Han. Die Geschichte seines Lebens nach den chinesischen Reichsannalen* (Heidelberg, 1922, 112 p. in-8°, fasc. 2 des « Heidelberger Akten der von Portheim-Stiftung »), n'est, comme le laisse entrevoir le sous-titre, qu'une traduction annotée de brèves annales chinoises écrites au début du XIV^e siècle. W. Barthold a donné un important résumé de ses recherches de détail (voir notamment son livre sur le Turkestan cité p. 407) dans l'article *Cingis-khan* de l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. I, p. 877-883. Quelques observations à retenir dans l'*Introduction à l'histoire des Mongols* de Fadl Allah Rashid ed-Din d'E. Blochet (Leyde et Londres, 1910, in-8°, t. XII des « Gibb mémorial séries »).

IV. Les premières conquêtes dans la Chine du Nord (1211-1222).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages indiqués p. 405 et 411, ajouter ceux qui portent plus particulièrement sur l'histoire de la Chine (résumée par R. Grousset dans son *Histoire de l'Extrême-Orient*). Malheureusement, *l'Histoire générale de la Chine* de H. Cordier (Paris, 1920-1921, 4 vol. in-8° : voir ici le t. II) n'est qu'une compilation d'un emploi difficile ; l'ouvrage du P. Léon Wieger, *Textes historiques. Histoire politique de la Chine depuis l'origine jusqu'en 1912*, 2^e éd. (Hien-hien, 1923, 2 vol. in-8°, le t. II) est un simple recueil de textes chinois traduits ou paraphrasés. Quelques détails curieux dans les récits des *Voyageurs chinois chez les Khitan et les Joutchen* étudiés par E. Chavannes dans le *Journal asiatique*, 9^e série, t. IX (1897), p. 377-442.

V. La conquête du Turkestan, de l'Afghanistan et de la Perse (1209-1221).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux livres cités p. 405, 407, et 411, et spécialement au *Turkestan down to the Mongol invasion* de W. Barthold (1928), essentiel pour l'histoire des conquêtes faites sur les Kara-K'itan et le châh de Khwârezm, joindre divers articles du même auteur, notamment *Kara-khitai*, *Kha-rizm*, *Kharizmshah*, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, t. II, p. 782-784, 961-965 et 966-968. Sur la politique des Mongols en Perse, voir l'important volume de Bertold Spuler, *Die Mongolen in Iran. Politik, Verwaltung und Kultur der Ilchanzeit, 1220-1350* (Leipzig, 1939, in-8°, fasc. 1 des « Iranische Forschungen » publ. par H. Schaeder). On y trouvera les références aux travaux de détail. Peu de textes offrent autant d'attrait que la vivante *Histoire du sultan Djelal ed-din Mankobirti, prince de Kharezm*, par Mohammed en-Nesawi, texte arabe du milieu du XIII^e siècle publié et traduit (t. II) par O. Houdas (Paris, 1895, 2 vol. in-8°, t. IX et X des « Publications de l'École des langues orientales vivantes », 3^e série).

VI. Le raid de Russie (1221-1223).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages indiqués p. 405 et 411, joindre J. Curtin, *The Mongols in Russia* (Londres, 1908, in-8°), gros volume, mais sans références, et les histoires de Russie indiquées p. 401.

VII. La succession de Gengis-khan et l'achèvement des conquêtes en Perse (1227-1233).

OUVRAGES À CONSULTER. — Les mêmes que ci-dessus, p. 405, 411 et 416.

VIII. L'annexion de la Corée et la fin des conquêtes
dans la Chine du Nord (1227-1234).

OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 405, joindre, pour la Chine du Nord, les ouvrages cités p. 414.

IX. La conquête de l'Europe orientale (1237-1242).

OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages généraux indiqués p. 405 doivent être complétés avec le livre de J. Curtin, cité p. 418, et celui de G. Strakosch-Grassmann, *Der Einfall der Mongolen in Mitteleuropa in den Jahren 1241 und 1242* (Innsbruck, 1893, in-8°), le travail le plus complet. Pour quelques détails, on a cependant intérêt à consulter la brochure de G. Bachfeld, *Die Mongolen in Polen, Schlesien, Böhmen und Mähren ; ein Beitrag zur Geschichte des grossen Mongolensturmes im Jahre 1241* (Innsbruck, 1889, 91 p. in-8°). Ces travaux dispensent en général du livre ancien d'O. Wolff, *Geschichte der Mongolen oder Tataren* (Breslau, 1872, in-8°), mais on consultera avec profit les articles de W. Barthold, *Batu* et *Bulghar*, dans l'*Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68), t. I, et les histoires de Russie, de Pologne, de Bohême, de Hongrie, des pays balkaniques indiqués p. 388, 392, 396, 398, 401. Y joindre A. Sacerdoteanu, *Marea invazie tatara si sud-estul european* (Bucarest, 1933, 91 p. in-8°). — Rien à tirer, en revanche, pour cette période du livre de Chr. Gérard, *Les Bulgares de la Volga et les Slaves du Danube* (Paris, 1939, in-8°).

X. La conquête de l'Asie Mineure et du califat de Bagdad
(1242-1258).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 405, ajouter : 1° pour la conquête du Roûm, l'*Encyclopédie de l'Islam*, notamment l'article *Seldjoukides* et les textes réunis, mais malheureusement non traduits, par M. T. Houtsma, *Recueil de textes relatifs à l'histoire des Seldjoucides* (Leyde, 1886-1902, 4 vol. in-8°) ; 2° pour la conquête des régions caucasiennes, la dissertation de G. Altunian, *Die Mongolen und ihre Eroberungen in kaukasischen und kleinasiatischen Ländern im XIII Jahrhundert* (Berlin, 1911, 117 p. in-8°, fasc. 91 des « Historische Studien » d'Ebering), médiocre sous le rapport de la critique, mais où l'on peut glaner quelques détails ; 3° pour le califat de Bagdad, G. Weil, *Geschichte der Chalifen*, i. III (Mannheim, 1851, in-8°), vieilli ; mais nous disposons d'un récit extrêmement vivant, celui du chroniqueur persan Rachid ed-Dîn, *Histoire des Mongols*, dont la partie relative à la Perse au temps de Houlagou a été publiée et traduite par E. Quatremère, *Histoire des Mongols de la Perse écrite en persan par Raschid-*

toire des Mongols de la Perse écrite en persan par Raschid-eldin, t. I, seul paru (Paris, 1836, in-folio, t. I de la « Collection orientale, manuscrits inédits de la Bibliothèque royale »).

XI. La conquête de la Mésopotamie et de la Syrie (1259-1260).

OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux cités p. 405, joindre G. Weil, *Geschichte der Chalifen*, t. IV : *Geschichte der Abbasidenchalifats in Egypten*, I : *Das Chalifat unter den Bahristischen Mamluksultanen von Egypten* (Stuttgart, 1860, in-8°) ; R. Röhricht, *Geschichte des Königreichs Jerusalem*, et R. Grousset, *Histoire des croisades* (t. III), cités p. 63 ; Cl. Cahen, *La Syrie du Nord à l'époque des croisades*, cité p. 68 ; l'*Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68), notamment les articles Aiyubides, par C. H. Becker, au t. I, p. 225-227 ; al-Salih et Shadjar al-Durr, par Sobernheim, au t. IV, p. 112-114 et 259 ; Halab, au t. II, p. 241-252, etc.

XII. Les premières conquêtes dans la Chine du Sud (1236-1260).

OUVRAGES À CONSULTER. Les ouvrages généraux indiqués p. 405 et, sur la Chine, ceux de la p. 414. R. Grousset consacre à la civilisation Song des pages nourries de faits et munies de nombreuses références bibliographiques dans son *Histoire de l'Extrême-Orient*, p. 379-402. Le *Florilège des poèmes Song*, trad. du chinois par G. Soulié de Morant (Paris, [1923], in-12) permet au lecteur français de se faire une idée de la poésie des XII^e-XIII^e siècles ; quelques œuvres maîtresses de la peinture de ce temps sont reproduites dans les *Masterpieces selected from the fine arts of the far East*, publ. par Shiichi Tajima et Seigai Omura, t. VIII et IX (Tokyo, 19.10, 2 vol. in-fol.), et dans *Ars asiatica. Études et documents*, publiés par V. Goloubev, t. I : *La peinture chinoise au Musée Cernuschi, avril-juin 1912* par E. Chavannes et R. Petrucci (Bruxelles et Paris, 1914, in-4°), avec un texte très important, et t. IX : *Les peintures chinoises dans les collections d'Angleterre*, par L. Binyon (ibid., 1927, in-4°), à compléter avec B. Petrucci, *La philosophie de la nature dans l'art d'Extrême-Orient* (Paris, [1911], in-4°). Bonne mise au point sommaire par R. Grousset, *Les civilisations de l'Orient*, t. III : *La Chine* (Paris, 1930, in-8°). — Sur l'histoire de la science et de la spéculation philosophique, A. Forke, *The World-conception of the Chinese ; their astronomical, cosmological and physico-philosophical spéculations* (Londres, 1925, in-12), et le P. Stanislas Le Gall, *Le philosophe Tchou Hi, sa doctrine, son influence* (Changhai, 1894, in-8°). — Sur l'histoire du commerce en Chine, voir la traduction et le commentaire par F. Hirth et W. Bockhill de l'œuvre de Chau Ju-kua, inspecteur du commerce extérieur à Ts'u'an-tcheou, au Foukien : *Chau Ju-kua, his work on the Chinese and Arab trade in the twelfth and thirteenth centuries, entitled Chu-fan-chi* (Saint-Petersbourg, 1912, in-8°).

CHAPITRE II

L'Europe et l'Islam en face des Mongols.

Au début de l'année 1260, la situation du monde était critique. Campés en Russie, en Asie Mineure, en Syrie, sur les rives du fleuve Bleu, ayant pris pied au Tonkin comme en Corée, les Mongols semblaient les maîtres de l'heure. L'Islam, sans capitale et sans calife depuis la prise de Bagdad, voyait venir avec terreur l'attaque qui s'annonçait contre l'Égypte et les provinces de l'Afrique du Nord ; les « Francs » de Syrie, qui avaient réussi à sauver des désastres quelques parcelles de leurs anciens territoires, ne pouvaient guère espérer leur salut que d'une soumission totale à l'envahisseur ; et l'Europe elle-même demeurait sous la menace d'une reprise et d'un élargissement des terribles opérations qui, en 1240-1241, avaient dévasté les pays de l'Oder et du Danube.

Et pourtant, pas plus en 1260 qu'en 1240, l'imminence du péril n'arrivait à faire l'union des peuples menacés, pas même celle des peuples chrétiens ; et quant à l'idée d'un accord entre l'Europe et l'Islam pour la sauvegarde de la civilisation, elle se fût heurtée à une opposition irréductible s'il s'était rencontré par hasard un homme pour la conseiller. On sait avec quels sentiments indignés avait été accueillie, en 1229, dans les milieux chrétiens, la nouvelle que l'empereur Frédéric II avait osé s'allier au sultan d'Égypte afin d'obtenir la rétrocession de la Terre Sainte. Mieux valait encore, pensait-on, entrer en pourparlers avec les barbares que de pactiser avec l'Infidèle.

[*Table des matières*](#)

**I. — Les illusions de l'Europe :
les premiers missionnaires
en pays mongol ¹⁹⁰.**

On s'était forgé au sujet des Mongols des espoirs chimériques. La dure leçon des faits n'avait pas empêché les Occidentaux ^{p434} d'accueillir d'une oreille complaisante les plus absurdes histoires qu'on colportait sur leur compte. On rappelait qu'ils venaient de cette lointaine Asie, où un mystérieux « prêtre Jean » exerçait le pouvoir souverain du côté « des Indes », à moins qu'il ne l'eût transmis à un successeur, un certain roi David, comme lui défenseur-né de la foi chrétienne. On ajoutait que les princes mongols avaient conclu des alliances matrimoniales ^{p435} avec la famille du Prêtre Jean ; qu'ils étaient d'ailleurs à moitié gagnés eux-mêmes à la cause du christianisme ; qu'ils traitaient avec une bienveillance symptomatique les adeptes du credo nestorien, si nombreux encore en Asie centrale ; qu'il serait, par suite, facile de les convertir, puis de les avoir avec soi pour écraser l'Islam et libérer les Lieux Saints.

Leur indifférence foncière en matière de foi avait si bien donné le change sur leurs véritables sentiments qu'un esprit réaliste comme le pape Innocent IV s'y était laissé prendre. Au printemps de 1245, il avait simultanément, par la Russie et par la Syrie, envoyé en pays « tartare » deux missions, l'une de franciscains, l'autre de dominicains, avec le même mandat : gagner le chef suprême des Mongols à la foi chrétienne et préparer les voies à une entente. Les lettres dont ils étaient porteurs précisaient le sens de la démarche et lui donnaient un caractère officiel. L'échec de cette tentative, pour le moins risquée, ne découragea pas les Occidentaux. Le moine franciscain Jean, de Pian del Carpine en Ombrie — que nous appelons Jean de Plan Carpin — ayant été reçu en audience près de Karakoroum par le khagan Gouyouk, en rapporta pour toute réponse une lettre méprisante invitant le pape à venir, en vassal soumis, et

¹⁹⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

« suivi de tous les rois » d'Occident, « offrir ses services et son hommage » au grand empereur à qui « la volonté de Dieu avait octroyé tous les territoires depuis le soleil levant jusqu'au soleil couchant ». Ce fut comme une douche d'eau glacée versée sur l'enthousiasme du Souverain Pontife et de son entourage. Mais, pas plus que les rapports, aussi précis que décisifs, rédigés par les missionnaires eux-mêmes dès leur retour (1247-1248), la sommation mongole ne suffit à dissiper les folles rêveries de la première heure.

Pendant quelque temps encore, on se plut à espérer contre toute espérance ; et au lendemain même du camouflet infligé par Gouyouk à la papauté, les illusions des Occidentaux étaient restées assez tenaces pour que le roi de France Louis IX, de passage dans l'île de Chypre lors de sa première croisade, ait pu se laisser prendre aux offres de collaboration qu'on lui apporta de la part d'un obscur général mongol de la région caucasienne, avec une lettre extravagante où s'affirmait, en termes hyperboliques, la sympathie du khagan pour toute la chrétienté (décembre 1248). Une mission de moines dominicains que le roi de France décida d'expédier sur-le-champ en Mongolie, et qu'il chargea de reliques et d'objets de piété, en revint trois ans après ^{p436} avec une nouvelle invite à aller prêter hommage et payer tribut, ce qui n'empêcha pas le saint roi, toujours enclin aux interprétations bienveillantes, de faire repartir en 1253 une dernière mission — franciscaine celle-là — sur le bruit qu'un des princes mongols, Sartak, fils de Batou, avait réellement reçu le baptême.

Le khagan Mongka accueillit avec bienveillance le porte-parole du roi, Frère Guillaume, originaire de Rubrouck en Flandre, mais lui remit en réponse une lettre plus impérieuse encore que les précédentes, ordonnant « au seigneur des Francs, le roi Louis, et à tous les chefs, prêtres et sujets du grand royaume de France » d'envoyer des ambassadeurs « pour traiter des conditions de leur soumission », s'ils ne voulaient pas « apprendre à leurs dépens de quoi était capable l'empereur des Mongols ».

La conquête de la Syrie par l'armée d'Houlagou souligna peu après le sens de ces menaces ; et, à partir de ce moment, l'idée d'une croisade contre les « Tartares », ceux d'Europe comme ceux d'Asie, commença à retenir sérieusement l'attention du chef de l'Église.

[*Table des matières*](#)

II. — La lutte de l'Europe et de l'Islam : la première croisade de saint Louis ¹⁹¹.

Mais la lutte contre l'Islam ne cessait d'absorber les forces de la chrétienté. Le premier geste du pape Innocent IV au concile de Lyon, en juin 1245, avait été de proclamer, selon le vœu du roi de France, croisé depuis le mois de décembre précédent, ^{p437} la nécessité d'une grande croisade libératrice pour en finir avec les oppresseurs de la Terre Sainte.

A cette date, les Mongols ne s'étaient pas rendus maîtres encore de la Syrie et, dans le bassin de la Méditerranée orientale aussi bien qu'en Espagne, le musulman continuait d'apparaître comme l'ennemi par excellence. On était sous le coup des tragiques nouvelles reçues de Palestine, où les Khwârezmiens, refoulés de Perse par les Mongols, s'étaient en août 1244 emparés de Jérusalem, de connivence avec le sultan d'Égypte ¹⁹². La ville, réoccupée par les « Francs » depuis le traité de 1229, avait été affreusement saccagée, les sanctuaires profanés, les chrétiens massacrés. Il avait fallu se replier à nouveau en hâte sur la côte après la sanglante déroute de Gaza (17 octobre). Ascalon était menacée et, malgré les renforts qui leur venaient de Chypre, où un royaume latin s'était organisé depuis la conquête de l'île par Richard Cœur-de-Lion, les Francs de Syrie se trouvaient dans une situation plus précaire que jamais. Ils en étaient de nouveau réduits à quelques villes — Ascalon, Jaffa, Césarée, Acre, Tyr, Sidon, Beyrouth, Tripoli, Antioche, — et risquaient d'être jetés à la mer si les Occidentaux n'accouraient pas nombreux à leur secours.

Tout espoir cependant n'était point perdu encore pour les chrétiens, car la discorde était au camp ennemi. Les princes musulmans de Syrie et le sultan d'Égypte, quoique proches parents les uns des autres — étant tous plus ou moins frères, oncles, neveux ou cousins, et de la

¹⁹¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

¹⁹² Voir le chapitre précédent, p. 428.

famille des Aïyoûbides, qu'avait illustrée Saladin, — se jalousaient à tel point qu'entre eux les combinaisons d'alliance ou d'action en commun, à peine échafaudées, étaient aussitôt répudiées et se muaient en rivalités. Lors du concile de Lyon, le sultan d'Égypte, al-Sâlih Aïyoûb, était en pleine guerre contre son oncle al-Sâlih Ismâïl, prince de Damas. Ni l'un ni l'autre n'avait hésité à faire aux barons latins du voisinage des offres alléchantes pour les décider à leur prêter aide, et c'est pour s'être laissé gagner aux surenchères du prince de Damas que ceux-ci avaient eu à subir le choc des bandes khwârezmiennes, appelées à la rescousse par le sultan. Mais les envahisseurs visaient alors moins les Francs de Syrie que leurs alliés musulmans.

Au printemps de 1245, la situation était extrêmement confuse. Les troupes égyptiennes, secondées par les Khwârezmiens, ^{p438} étaient occupées à assiéger Damas, véritable objectif du sultan ; et, tandis que le prince de Hamâ s'était rangé parmi ses alliés, ceux de Homs, d'Alep, d'al-Kerak (à l'est de la mer Morte) s'unissaient contre lui et intriguaient en Égypte pour le renverser. Les chrétiens de Syrie, écrasés momentanément parce qu'ils avaient misé du mauvais côté, spéculaient sur ces divisions et renaissaient à l'espoir. Ils savaient que la fidélité des bandes khwârezmiennes était chancelante, subordonnée à l'appât du gain ; qu'en Égypte même l'autorité du sultan était fort ébranlée ; que plus d'un émir l'y trahissait ; que l'accord était loin d'être parfait entre le prince de Damas et son remuant collègue d'al-Kerak ; enfin que les princes d'Alep et de Homs ne s'étaient rangés eux-mêmes aux côtés d'al-Sâlih Ismâïl que d'une façon provisoire et uniquement pour assouvir leur haine commune contre le souverain du Caire. Belle occasion pour les descendants des croisés de tenter la grande offensive qui, achevant de disloquer l'édifice croulant de la domination musulmane en Égypte et en Syrie, devait permettre de restaurer et même, espérait-on, d'élargir l'œuvre de la première croisade.

C'est pourquoi, fermant les yeux sur le péril mongol, la papauté, à Lyon, jugea opportun de prêcher encore une fois, contre l'Islam déclinant, la mobilisation générale des forces d'Occident. Mais, hors de France, où le roi fit de la croisade son affaire personnelle, la voix d'Innocent IV ne rencontra pas d'écho et, pour avoir été menée comme ses devancières — celle de 1096 exceptée — avec des effectifs et des moyens insuffisants, la nouvelle expédition, malgré un encourageant début, échoua d'une façon si lamentable, que le goût des

geant début, échoua d'une façon si lamentable, que le goût des croisades en fut pour toujours aboli.

Concentrée dans l'île de Chypre à la fin de 1248 et au début de 1249, l'armée française, Louis IX en tête, put débarquer à l'embouchure du Nil le 4 juin et, le surlendemain, occuper sans combat Damiette, que la garnison musulmane avait évacuée avec une extraordinaire précipitation ; mais, quoique renforcée presque aussitôt par l'arrivée de troupes venues de Syrie et de France, elle ne sut pas mettre le désarroi de l'adversaire à profit avant la grande crue fluviale de l'été. Quand elle s'ébranla à nouveau, dans la seconde quinzaine de novembre, il était déjà trop tard. Comme leurs aînés¹⁹³ de 1219, les croisés furent arrêtés et massacrés à Mansoûra (8 février 1250). Coupés de leur base, ^{p439} cernés, l'élite de la chevalerie française, le roi lui-même et ses frères, les comtes Charles d'Anjou et Alphonse de Poitiers, tombèrent pendant la retraite aux mains de l'ennemi (nuit du 5 au 6 avril). Il fallut payer de lourdes rançons, évacuer Damiette, reprendre la mer (8 mai) et renoncer, dans des conditions matériellement et moralement désastreuses, à une entreprise commencée sous d'heureux auspices. Un chroniqueur arabe nous a conservé le texte de l'adieu ironique adressé alors par un poète musulman au grand vaincu de Mansoûra :

« Puisse Allah te prodiguer ses faveurs pour te récompenser d'avoir fait si bien massacrer les adorateurs de Jésus, le Messie !..., Et quant à vous, Français, si c'est votre pape qui vous a conseillé cette expédition, n'hésitez pas : choisissez-le comme devin ! »

Et sans doute, par son noble désintéressement, par sa grandeur d'âme, par son inébranlable confiance dans le succès final de la cause chrétienne, le saint roi était au-dessus de ces moqueries ; mais l'énormité des fautes commises et l'impossibilité d'y porter remède n'étaient que trop évidentes. Louis IX s'acharna pourtant à vouloir réparer ses erreurs. Au lieu de rentrer en France, il résolut de passer en Terre Sainte et s'embarqua à destination d'Acre, qu'il atteignit le 13 mai. Il y transporta son quartier général et, malgré la peste qui décimait ses trop rares compagnons, partit aussitôt en pèlerinage pour Nazareth. Il aida de son mieux ceux qui travaillaient à relever les défenses des quelques places côtières où flottaient encore les

¹⁹³ Voir p. 346, n. 1.

étendards latins, perdit des semaines et des mois en vaines négociations, tantôt avec le prince de Damas, tantôt avec le gouvernement du Caire, dans l'espoir, toujours déçu, de récupérer par la diplomatie l'ancien royaume de Jérusalem, mais finalement, après quatre années de démarches stériles, dut prendre le parti de se rembarquer (24 avril 1254).

Il ne pouvait même pas se flatter d'avoir rehaussé aux yeux des musulmans le prestige des armes chrétiennes. ^{p440}

[*Table des matières*](#)

III. — La lutte entre Grecs et Occidentaux et la chute de l'empire latin de Constantinople ¹⁹⁴.

Le péril mongol n'avait pas plus réconcilié les Églises de la chrétienté qu'il n'avait rapproché les chrétiens des musulmans. Également menacés dans leurs biens, leur indépendance, leur patrimoine intellectuel et moral, chrétiens d'Occident et chrétiens d'Orient n'en continuaient pas moins, au milieu du XIII^e siècle, à se faire une guerre acharnée. On vit en 1240, l'année même où les escadrons mongols poussaient leurs premiers raids dans la direction des Carpathes, le pape Grégoire IX s'occuper avec activité de la prédication en Hongrie — cette Hongrie qui, à quelques mois de là, allait succomber sous les coups des barbares — d'une grande croisade contre les chrétiens grecs, et nommément contre l'empereur de Nicée, Jean Vatatzès. Peu d'années après la terrible invasion de 1241, on vit encore au concile de Lyon (1245) et en mainte autre circonstance, le pape Innocent IV, quelque attentif qu'il fût aux dangers de tout ordre qui menaçaient la chrétienté, prôner une guerre sainte contre Vatatzès, pour l'amener de gré ou de force à rentrer avec son peuple dans le giron de l'Église catholique.

La question de Constantinople restait un obstacle insurmontable à la réconciliation souhaitée. Quelque chancelante qu'y fût, vers 1240, l'autorité de l'empereur latin, l'entreprenant mais faible Baudouin II, la papauté ne cessait alors de se montrer formellement résolue à employer, pour le soutenir, tous les moyens en son pouvoir ; et le

¹⁹⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

jeune prince qui, en 1239, était revenu d'une tournée en Europe avec d'importants renforts, sut d'abord améliorer la situation à ce point qu'après la mort du tsar bulgare Ivan Assên, en juin 1241, et une victoire navale remportée vers le même moment par la flotte vénitienne, on ^{p441} put croire de très bonne foi, dans le camp occidental, à un retour définitif de fortune.

La lutte, un moment assoupie, se ranima ensuite, aggravée de ce fait qu'en haine du pape, l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen, dont on se rappelle le rôle politique en Orient, crut devoir lier partie avec Jean Vatatzès et lui promettre d'appuyer ses revendications sur Constantinople. Il alla même jusqu'à lui donner sa fille Constance en mariage (1244). Vatatzès, enhardi, reprit pied en Europe. Dès 1242, ses troupes reparurent en Thessalie ; le despote grec de Salonique fut contraint d'abandonner toute prétention au titre impérial et de le reconnaître pour suzerain. Pour parer le coup qu'il sentait venir, le pape prescrivit d'intensifier la prédication de la croisade contre ce schismatique impénitent et supplia les puissances latines de Grèce d'entretenir à frais communs une garnison permanente d'un millier d'hommes sur le Bosphore. Mais cette proposition n'eut aucun succès. Les maîtres de la Grèce étaient si divisés eux-mêmes, si jaloux les uns des autres, si peu portés à venir en aide à l'empereur Baudouin, que Vatatzès eut beau jeu. Il réalisa en Europe de nouveaux et foudroyants progrès : en 1246, brusque occupation de Salonique ; puis, presque aussitôt, conquête d'une grande partie de la Macédoine aux dépens des Bulgares, alors désarmés sous le gouvernement d'une Grecque, la tsarine Irène, veuve d'Ivan Assên ; puis, en 1247, invasion de la Thrace méridionale, où les troupes de Baudouin II furent immédiatement débordées ; enfin occupation d'Andrinople et progression rapide jusqu'à Tchorlou, d'où l'empereur grec ne fut plus qu'à cent kilomètres de Constantinople.

Encerclé dans sa capitale et à bout de ressources, l'empire latin ne prolongea quelques années encore sa misérable existence que grâce à la nécessité où Vatatzès se vit lui-même de renforcer ses troupes avant de repartir à l'attaque. Puis sa maladie et sa mort (1254), les difficultés auxquelles, après lui, son fils Théodore II Lascaris dut parer — trahisons, révoltes, brusque redressement et offensive des Bulgares (1254-1256) une fois leur roi Michel Assên majeur, soulèvement du despote d'Épire en 1257 et, par surcroît, une grave déchéance physique — valurent à Baudouin quelques années

que — valurent à Baudouin quelques années supplémentaires de répit. Mais le sort de ce qu'on continuait à nommer pompeusement l'« empire latin de Constantinople » était visiblement réglé.

La prudence eût commandé sans doute de renoncer à cette coûteuse fiction, qui ne cessait de rendre vaine toute tentative ^{p442} sincère de rapprochement entre Rome et Nicée à l'heure où l'avance des Mongols d'ans l'Asie antérieure aggravait les risques de la lutte fratricide des chrétiens d'Occident et des chrétiens d'Orient. Mais le pape Alexandre IV, qui avait remplacé Innocent dans la chaire de saint Pierre en 1254, laissa passer les unes après les autres les occasions favorables qui s'offrirent mainte fois à lui d'en finir, notamment lorsqu'en 1259 Michel Paléologue, descendant des Commène, ayant usurpé le trône de Nicée, eut besoin de s'assurer partout des appuis contre les nombreux adversaires qu'en Asie et en Grèce son coup d'État lui avait valus. A ce moment, une entente aurait sans doute pu intervenir encore au bénéfice de l'unité religieuse comme de la défense de l'Europe ; il eût même été possible d'obtenir des compensations pour l'« empereur » Baudouin, mais on ne voulut point ou l'on n'osa franchir le pas. On ne put même *in extremis* réaliser l'unité de front contre l'usurpateur et, tandis que Baudouin, mal soutenu par Venise, mal soutenu par son clergé, se désespérait de la misère et de l'impuissance où il était réduit, on vit le prince d'Achaïe Guillaume de Villehardouin et le roi de Sicile Manfred soutenir le despote grec d'Épire, autre prétendant au trône byzantin, tandis que les Génois, en haine de Venise, négociaient avec Michel Paléologue la conclusion d'un traité d'alliance défensive et offensive qui allait fonder leur propre fortune sur les ruines de la domination latine à Constantinople. A l'heure où les Mongols prenaient possession de la Syrie ; les troupes de Michel Paléologue venaient d'enfoncer l'armée du despote d'Épire et de ses alliés à Monastir en Pélagonie (octobre 1259) ; elles s'apprêtaient à se jeter sur Constantinople, qu'elles devaient enlever par surprise le 25 juillet 1261.

Musulmans, Grecs, Latins étaient donc encore en 1260 occupés comme par le passé, à se combattre mutuellement. Se dresser tous ensemble contre l'envahisseur, s'unir pour briser son élan, coopérer au sauvetage de la civilisation, ils n'y songeaient pas, et l'on peut se demander ce qui serait advenu alors des pays méditerranéens si, par une heureuse coïncidence, un pouvoir fort n'avait été rétabli au Caire à l'instant précis où la mort du khagan Mongka (1259), provoquant

l'instant précis où la mort du khagan Mongka (1259), provoquant dans l'empire mongol une crise dynastique d'une exceptionnelle gravité, n'avait obligé Houlagou à partir d'urgence pour la Mongolie, en laissant à son lieutenant Kit-bouka le commandement de ses armées. p443

[Table des matières](#)

IV. — Le sultan Baibars et la reconquête de la Syrie sur les Mongols (1260-1261) ¹⁹⁵.

Après avoir été pendant une dizaine d'années d'une façon presque ininterrompue le théâtre d'événements tragiques et tumultueux, l'Égypte s'acheminait en effet dans l'été 1260 vers une situation plus stable, sinon plus régulière. Al-Sâlih Aiyôûb était mort en 1249, peu de temps après la prise de Damiette par saint Louis ; son fils Toûrân-châh, le dernier souverain aiyôûbide du Caire, avait été assassiné au mois de mai suivant ; l'épouse favorite d'al-Sâlih, une ancienne esclave, probablement arménienne, avait essayé de garder pour elle-même le pouvoir, puis l'avait exercé quelques années sous le couvert de l'émir Izz ad-Dîn Aïbek, turc d'origine, qu'elle avait pris pour époux ; mais l'ayant fait égorger en avril 1257, parce qu'il commençait à s'émanciper, elle avait subi le même sort le surlendemain, et deux nouveaux coups d'État avaient valu le pouvoir à l'émir Koutouz, d'abord comme tuteur du fils d'Aïbek, puis en 1259 comme sultan à la place du jeune homme brusquement emprisonné.

Koutouz avait pour lui les mercenaires turcs — les *mamelouks* (c'est-à-dire les esclaves) — qui depuis quelque temps faisaient la loi dans la capitale des sultans égyptiens. Simple poignée d'hommes, un millier tout au plus, qu'on avait appelés les « *mamelouks bahrites* » parce qu'ils étaient casernes dans une île du fleuve (le mot *bahr* signifiant mer ou fleuve en langue arabe), ils formaient, depuis le règne d'al-Sâlih, une garde prétorienne excellente, mais barbare et tyrannique, sans l'agrément de laquelle il était impossible de gouverner. C'était elle qui avait massacré Toûrân-châh ; c'était pour l'avoir mécontentée que le fils d'Aïbek avait été renversé ; Koutouz lui devait son avènement et semblait pouvoir compter entièrement sur

¹⁹⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

elle et sur son chef, le tout-puissant Baibars — un colosse, exigeant et brutal, acheté jadis sur le marché aux esclaves de Damas, et qui ^{p444} s'était signalé à l'attention autant par ses meurtres que par ses actions d'éclat.

Fort d'un tel appui, Koutouz avait pu, en peu de temps, rétablir l'ordre en Égypte. Lorsque lui parvinrent, à la fin de 1259, des messagers mongols porteurs d'une impérieuse proclamation par laquelle Houlagou le sommait de capituler, il les envoya froidement au supplice et prépara sa riposte. Mamelouks en tête, il se jeta dans la direction de Gaza (juillet 1260), puis, quelques semaines après, vint surprendre Kit-bouka dans la vallée du Djâloût, à Aïn-Djâloût, non loin de Baisân (3 septembre). Le coup fut si imprévu et si rude que les troupes mongoles — pour la première fois dans ces parages — essuyèrent une véritable et écrasante défaite. Kit-bouka fut parmi les morts, et sa tête put être envoyée au Caire comme trophée. D'un seul élan, toute la Palestine fut dégagée, Damas délivrée, les barbares poursuivis au delà de Homs, l'autorité du sultan rétablie jusqu'aux frontières septentrionales de la Syrie.

Les mamelouks, toujours à l'avant-garde, pouvaient être fiers de ces magnifiques succès, qui leur étaient dus pour une large part. Ils considérèrent qu'ils méritaient d'être traités en sauveurs de l'État, et leur chef, Baibars, se jugeant mal récompensé, décida de prendre lui-même le pouvoir. Un meurtre le débarrassa de l'ingrat Koutouz (24 octobre 1260) et, au début de 1261, la découverte opportune d'un hypothétique représentant de la famille abbasside, aussitôt salué du titre de calife, lui fournit d'un seul coup le moyen de rendre à l'Islam un chef religieux et de recevoir personnellement, dans les formes régulières, la charge de sultan pour l'Égypte, la Syrie, les pays de l'Euphrate, l'Arabie, ainsi que pour tous les territoires qu'il parviendrait à délivrer du joug des barbares et des infidèles.

Grâce à ces mesures d'une habileté qu'aucun scrupule ne venait gêner, Baibars, flanqué de ses terribles mamelouks, à qui nul n'osait tenir tête, devint le maître incontesté d'une grande partie de l'ancien empire de Saladin. Il le régenta à sa guise, avec une désinvolture toute royale, y dépensa sans compter, en réparations de forteresses, de remparts, de canaux, de routes et de ponts, de l'argent qui ne lui coûtait guère ; réorganisa les courriers et les services publics ; construisit des vaisseaux, recruta et équipa une solide armée, si bien

vaisseaux, recruta et équipa une solide armée, si bien que, quelques mois à peine après son usurpation, il pouvait barrer la route aux troupes mongoles qui, de temps à autre, du côté d'Alep ou de Mossoul, s'essayaient à reconquérir la Syrie par surprise. ^{p445}

Il devait jusqu'au bout leur en interdire l'accès et, barbare de la veille, préserver ainsi de la barbarie mongole les pays riverains de la Méditerranée orientale. On insiste d'habitude sur l'acharnement qu'il mit dans la suite à combattre les chrétiens de Terre Sainte, à leur enlever une à une les dernières places où ils se maintenaient le long des côtes syriennes : Baibars apparaît de la sorte comme l'ennemi juré de la civilisation, comme une brute déchaînée, contre lequel on va jusqu'à féliciter les seigneurs latins de Syrie d'avoir tout fait pour s'assurer le concours des Mongols. C'est oublier qu'il fut au moment critique le rempart du vieux monde méditerranéen et que, dans la lutte engagée contre cette nouvelle marée de peuples asiatiques, c'est à lui, en définitive, que l'Occident dut son salut. ^{p446}

Bibliographie du CHAPITRE II. ***L'Europe et l'Islam en face des Mongols.***

I. Les illusions de l'Europe : les premiers missionnaires en pays mongol.

OUVRAGES À CONSULTER. — P. Pelliot, *Les Mongols et la papauté*, dans la *Revue de l'Orient chrétien*, 3^e série, t. III (1922-1923), p. 3-30 ; t. IV (1924), p. 225-335 ; G. Soranzo, *Il papato, l'Europa cristiana e i Tartari. Un secolo di penetrazione occidentale in Asia* (Milan, 1930, in-8°, vol. XII des « Pubblicazioni della Università cattolica del Sacro Cuore, série 5a : science storiche »), gros volume de plus de 600 pages, mais qui reste souvent superficiel ; R. Grousset, *Histoire des croisades* (citée p. 63), t. III (Paris, 1936, in-8°), p. 518-530 : *Louis IX et l'alliance mongole* ; A. Rémusat, *Mémoires sur les relations politiques des princes chrétiens et particulièrement des rois de France avec les empereurs mongols*, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. VI (1822) et VII (1824), encore utile. — En particulier, sur les missions franciscaines, le P. L. Lemmens, *Geschichte der Franziskaner Missionen* (Münster-i. W., 1929, in-8°, fasc. 9 des « Missionswissenschaftliche Abhandlungen und Texte », publ. par J. Schmidlin), et le P. Golubovich, *Biblioteca bio-bibliografica della Terra Santa e dell'Oriente francescano* (Quaracchi, 1906-1927, 5 vol. in-8°), le t. I ; O. Van der Vat, *Die Anfänge der Franziskaner-missionen und ihre Weiterentwicklung im nahen Orient und in den mohammedanischen Ländern während des 13. Jahrhunderts* (Werl, 1934, in-8°, fasc. 6 des « Missionswissenschaftliche Studien », nouv. série) ; sur les missions dominicaines, B. Altaner, *Die Dominikanermissionen des 13. Jahrhunderts. Forschungen zur Geschichte der kirchlichen Unionen und der Mohammedaner und Heidenmissionen des Mittelalters* (Habelschwerdt, 1924, in-8°, fasc. 3 des « Breslauer Studien zur historischen Theologie »), et A. Rastoul, article André de Longjumeau dans le Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, publ. par Mgr Baudrillart, fasc. 12 (1914), col. 1677-1681.

Nous avons conservé les récits de plusieurs missionnaires. Celui de Jean de Plan Carpin a été édité par D'Avezac, au t. IV du *Recueil de voyages et mémoires* publié par la Société de géographie (Paris, 1839, in-4°), p. 397-773 ; par G. Pullè, *Historia Mongolorum. Viaggio di F. Giovanni da Pian del Carpine ai Tartari* (Florence, 1913, in-8°, t. IX des « Studi italiani di filologia indo-iranica », publ. par G. Pullè) ; par le P. Van den Wingaert, *Sinica Franciscana*, t. I : *Itinera et relationes fratrum Minorum saeculi XIII et XIV* (Quaracchi, 1928, in-8°). Ces deux dernières éditions renferment des notices importantes. On doit aussi à G. Pullè une traduction italienne avec une ample

tantes. On doit aussi à G. Pullè une traduction italienne avec une ample introduction sur les Mongols : *Viaggio ai Tartari di Frate Giovanni da Pian del Carpine* (Milan, 1929, in-16, t. V des « Viaggi e scoperte di navigatori ed esploratori italiani »). Le récit de Guillaume de Rubrouck, publié par Fr. Michel et Th. Wright dans le t. IV du *Recueil de voyages et mémoires* précité, p. 205-396, a été réédité avec traduction anglaise et commentaire par W. Rockhill, *The journey of William of Rubruck to the Eastern parts of the World* (Londres, 1900, in-8°, collection de la « Hakluyt Society », 2^e série, n° 4). On lira avec profit l'élégante paraphrase de H. Matrod, *Le voyage de Fr. Guillaume de Rubrouck*, dans les *Études franciscaines*, ann. 1909, et à part (Couvin, 1909, 127 p. in-8°). — Sur la légende du Prêtre Jean, voir l'état de la question dans Ch.-V. Langlois, *La vie en France au moyen âge*, III : *La connaissance de la nature et du monde d'après des écrits français à l'usage des laïcs* (Paris, 1927, petit in-8°), notice sur « Les merveilles du Prêtre Jean » (p. 44-56). C. Marinescu annonce sur la question une étude dont il a donné la primeur au Congrès international des sciences historiques de Zurich (1938).

II. La lutte de l'Europe et de l'Islam : la première croisade de saint Louis.

OUVRAGES À CONSULTER. — R. Grousset, *Histoire des croisades* (citée p. 63), t. III (Paris, 1936, in-8°), p. 426-530, avec une carte du delta du Nil p. 439, que complète celle de la p. 769 ; R. Röhrich, *Geschichte des Königreichs Jerusalem* (citée p. 63), à compléter avec les *Regesta* du même auteur (cités ibid.) et avec ses *Kleine Studien zur Geschichte der Kreuzzüge* (Berlin, 1890, 28 p. in-4°, programme n° 58 du « Humboldts-Gymnasium zu Berlin »), p. 11-25 : *Der Kreuzzug Louis IX gegen Damiette in Regestenform*. Toutes les histoires générales des croisades (notamment celles de L. Bréhier et de L. Stevenson citées p. 63) réservent quelques pages à la croisade de saint Louis et à la situation respective des chrétiens et des musulmans dans le bassin de la Méditerranée orientale au milieu du XIII^e siècle.

Pour le récit même de la croisade, rien ne remplace la lecture de Joinville (*Vie de saint Louis*, éd. N. de Wailly), que le volume superficiel d'E. J. Davis, *The invasion of Egypt in A. D. 1249 (A. H. 647) by Louis IX of France (St Louis) and a history of the contemporary sultans of Egypt* (Londres, [1897], in-8°), peut en quelque mesure aider à commenter, du point de vue géographique surtout. Sur les préliminaires et l'organisation de la croisade, voir É. Berger, *Saint Louis et Innocent IV*, cité p. 369. — Pour l'histoire de l'Égypte et des principautés musulmanes de Syrie, voir les livres indiqués, p. 427, n. 1.

III. La lutte entre Grecs et Occidentaux et la chute de l'empire latin de Constantinople.

OUVRAGES À CONSULTER. — W. Norden, *Das Papsttum und Byzanz. Die Trennung der beiden Mächte und das Problem ihrer Wiedereinigung bis zum Untergange des byzantinischen Reichs* (Berlin, 1903, in-8°), où l'étude des rapports religieux de l'empereur de Nicée et de la papauté au XIII^e siècle est étroitement liée à celle des rapports politiques de l'Occident latin et de l'Orient grec. — Sur l'histoire de l'empire latin et les États latins de Grèce, sur le despotat d'Épire, l'empire de Nicée, les Bulgares, voir les ouvrages indiqués p. 398. Y ajouter le livre médiocre de C. Chapman, *Michel Paléologue, restaurateur de l'empire byzantin, 1261-1282* (Paris, 1926, in-8°). — Sur le rôle de Gênes, voir C. Manfroni, *Le relazioni fra Genova, l'impero bizantino e i Turchi*, au t. XXVIII des *Atti della Società ligure di storia patria* (Gênes, 1898, gr. in-8°), p. 575-858, et G. Caro, *Genua und die Mächte am Mittelmeer, 1257-1311* (Halle, 1895-1899, 2 vol. in-8°), t. I.

IV. Le sultan Baibars et la reconquête de la Syrie sur les Mongols (1260-1261).

OUVRAGES À CONSULTER. — G. Wiet, *L'Égypte arabe* (cité p. 68), p. 403-441 ; R. Grousset, *Histoire des croisades* (cité p. 63), t. III, p. 606-643 ; Cl. Cahen, *La Syrie du Nord* (cité p. 68), p. 693-721 ; G. Weil, *Geschichte der Chalifen*, t. IV (cité p. 427) ; R. Röhrich, *Geschichte des Königreichs Jerusalem* (cité p. 63) ; W. B. Stevenson, *The crusaders in the East* (cité ibid.), chap. VI. La seule biographie détaillée de Baibars dont nous disposons est celle du compilateur égyptien Makrisi, qui écrivait au XV^e siècle seulement. Elle a été traduite en français par Quatremère, *Histoire des sultans mamlouks de l'Égypte*, t. I (Paris, 1837, in-4°). Ce volume est tout entier rempli par les biographies d'Aïbek, de Koutouz et de Baibars.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE III

L'Asie après les dernières victoires mongoles ¹⁹⁶.

L'échec subi par les généraux d'Houlagou en Syrie incita les Mongols à reporter vers l'Extrême-Orient la majeure partie de leurs forces disponibles et hâta l'achèvement, autour de leur khagan, d'un immense empire asiatique, comme jamais on n'en avait vu encore, comme jamais on n'en devait plus revoir. Des pays tels que l'Inde ou le Japon, que les descendants de Gengis-khan ne cherchèrent pas ou ne réussirent pas à englober dans leurs États, ne parvinrent qu'à grand'peine à se soustraire à leur action. Avec son énorme annexe russe, qui, pour des siècles, allait faire des plaines de la Volga, du Don et du Dniepr une dépendance du continent voisin, l'Asie mongole constitua alors par sa masse un ensemble si formidable que la petite Europe de ce temps paraît bien peu de chose à côté. Mais l'Europe représentait l'avenir. Forte déjà d'une longue expérience politique, elle était en pleine période d'épanouissement intellectuel, tandis que les Mongols ne s'appuyaient que sur la force brutale et ne connaissaient en fait de civilisations que celles des peuples qu'ils courbaient sous leur joug.

I. — La domination mongole au milieu du XIII^e siècle ¹⁹⁷.

Les Mongols, en effet, étaient avant tout des conquérants. La conquête semblait leur principale raison d'être, leur fonction ^{p447} naturelle. Leur armée était merveilleuse d'endurance, de discipline et d'organisation. Les hommes, tous cavaliers et suivis de montures de

¹⁹⁶ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

¹⁹⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

rechange, y étaient groupés par pelotons de dix, qui s'unissaient à leur tour par dix pour former des escadrons de cent, puis, selon la même progression, des détachements de mille, de dix mille et au delà. Le fractionnement décimal facilitait la levée des troupes, leur rassemblement et leur manœuvre : car, chaque groupe ayant son chef responsable, il suffisait d'un ordre transmis par un général à dix de ses subordonnés, pour que, de dix en dix, cet ordre redescendît jusqu'aux combattants des rangs inférieurs. La décision, arrêtée dans les conseils du gouvernement, était ainsi assurée d'une prompte exécution.

Le code militaire, qui ne faisait qu'un avec le code national, était précis et rigoureux. Il punissait de mort le vol de tous les objets de valeur — parmi lesquels les chevaux figuraient, bien entendu, au premier rang, — soumettait à la bastonnade les auteurs de simples détournements, réglait le pillage, qui ne pouvait commencer avant le signal donné par le chef, obligeait chaque combattant à réserver un dixième de son butin à la trésorerie du khagan, prescrivait l'inspection régulière des armes qui, dans les entractes des guerres, devaient être confiées à la garde des chefs.

L'armement comprenait au minimum un arc, un carquois garni de flèches, une lime pour en aiguiser le fer, une hache et, si possible, un petit sabre courbe. Le corps était généralement protégé par une cotte de cuir à lamelles d'acier, la tête par un casque. En campagne, les rôles étaient assignés avec netteté, et l'histoire même des conquêtes mongoles prouve qu'en règle générale chacun s'acquittait ponctuellement de la tâche qui lui était dévolue. Aucune excuse, pas même le manque de vivres, n'était valable : le Mongol et son cheval devaient savoir, l'un comme l'autre, se passer au besoin de manger pendant vingt-quatre ou quarante-huit heures. Ni les froids les plus rigoureux, ni les chaleurs les plus déprimantes ne devaient retarder l'exécution des ordres reçus.

Les troupes étaient d'une hardiesse et d'une mobilité étonnantes. Des raids de cavalerie légère allaient d'abord jeter le désarroi dans le pays à conquérir, où l'on pénétrait résolument de plusieurs côtés à la fois, afin de désorganiser la défense. Les villages et les champs étaient dévastés, les villes prises au passage, si elles étaient hors d'état de soutenir un siège. On affolait la population et l'on recueillait des renseignements. ^{p448} Quand le terrain était ainsi préparé, le gros de

l'armée entrainait en scène, et la conquête proprement dite commençait, terrible, implacable. Les places fortes étaient l'une après l'autre sommées de se rendre ; moyennant quoi elles étaient épargnées ; mais la moindre résistance les exposait à d'atroces représailles : elles étaient saccagées, incendiées, souvent rasées. Quant à leurs habitants, après un tri sévère, qui permettait d'extraire de la masse les meilleurs ouvriers, qu'on distribuait ensuite comme esclaves avec le butin, les hommes les plus robustes, que l'on conservait pour aider aux opérations de siège, quelques femmes enfin et quelques enfants, qu'on décidait d'épargner, on les parquait tous en dehors de l'enceinte, pour les tuer à coups de sabre, de flèches ou de hache.

Dans l'attaque des villes, les Mongols étaient passés maîtres. Nul ne savait comme eux affaiblir préalablement une garnison en l'attirant par des feintes au dehors, puis dresser de puissantes machines de siège, battre les murailles de la place, la cerner de solides tranchées. Des équipes de captifs étaient, sous menace de mort, employées en première ligne aux travaux d'approche périlleux. Puis, quand la garnison était à bout de forces, l'assaut était donné d'un élan irrésistible. En rase campagne, les Mongols pratiquaient avec une habileté consommée la tactique des fuites simulées, suivies de brusques volte-face. Ils savaient attirer l'ennemi dans une embuscade ou sur le champ de bataille de leur choix ; ou bien ils feignaient de se laisser enfoncer pour mieux envelopper l'assaillant et le tailler en pièces. Car ils ne faisaient pas de quartier : leur grande règle était de pratiquer partout où on leur résistait de larges saignées, afin de terroriser les vaincus et de leur ôter toute envie de rouvrir la lutte.

Le pays pris et occupé l'exploitation de la conquête commençait aussitôt avec une rigueur méthodique. On opérait d'abord une rafle générale des chevaux, objet particulier de la convoitise des vainqueurs ; puis les employés du fisc procédaient au recensement de la population, en vue de l'assiette de l'impôt personnel, dont le montant était établi et perçu sans délai. La moindre protestation, la moindre mauvaise volonté du contribuable l'exposait à la bastonnade ; en cas de dissimulation, il risquait la peine de mort. Des officiers de l'administration mongole étaient immédiatement substitués aux administrateurs nationaux. Ils apportaient tous leurs soins à l'organisation d'un service postal — routes, relais, abris, guides, — tel que par n'importe quel temps et à travers les contrées les plus arides ou les ^{p449} plus escarpées, on pût garder le contact avec les autres

plus escarpées, on pût garder le contact avec les autres territoires de l'immense empire. En même temps le contrôle de la circulation était confié à de véritables agents de la sûreté, qui ne laissaient passer les voyageurs qu'après enquêtes minutieuses. D'importantes forces de police leur étaient adjointes, qui, en cas d'infraction aux arrêtés des administrateurs mongols, devaient sévir sans délai. Les meneurs étaient traités avec une sauvagerie voulue : le supplice habituel consistait, disent les textes, à les « couper en deux » ou même en quatre, et ces rudes expressions doivent être prises au pied de la lettre.

Le bon fonctionnement de ce terrible régime de conquête et d'exploitation méthodique supposait à la tête de l'empire une autorité forte. Aussi le choix du chef suprême ou khagan ne se faisait-il qu'après mûre délibération. Toute affaire cessante — et ce n'était pas le moindre inconvénient du système, surtout pour un empire si vaste, — les princes devaient se rendre en Mongolie, où, sur les lieux qui étaient justement considérés comme le berceau de la puissance nationale, dans les parages du haut Onon et du haut Kéroulen, un grand conseil, un *kouriltai*, était tenu pour examiner la situation et pourvoir à la vacance du trône. L'élu devait obligatoirement appartenir à la lignée de Gengis-khan ; mais, entre les descendants de celui-ci, le choix était libre et pouvait aussi bien se porter sur un fils quelconque du défunt — sans qu'il y eût pour l'aîné un droit de préférence — que sur un de ses frères, ou même sur un de ses cousins, comme ce fut le cas de Mongka, élu en 1251, après la mort de Gouyouk¹.

1. Voici le tableau généalogique des premiers khagans :

Mais, une fois élu, le khagan devenait aux yeux des Mongols le ministre de Dieu sur la terre, celui à qui, « depuis le soleil levant jusqu'au couchant », il avait, dans sa toute-puissance, « octroyé la totalité des territoires » disséminés à la surface du globe. De son trône élevé, étincelant d'or et de pierres précieuses, il dominait le monde. Toutes les décisions engageant l'avenir de l'empire lui étaient réservées ; vers lui allaient les ^{p450} hommages et les présents de tous les princes

allaient les ^{p450} hommages et les présents de tous les princes courbés sous le joug mongol ; vers ses caisses convergeait une bonne partie des sommes prélevées sur le butin fait par les armées en campagne et le produit des impôts. C'est seulement lorsque, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, le lien se relâchera entre les diverses fractions de l'empire, que son trésor cessera d'être alimenté par toutes les provinces mongoles, même les plus éloignées. Sa résidence principale était à Karakoroum, la capitale historique des peuples turco-mongols¹⁹⁸ : petite ville « qui ne vaut pas le bourg de Saint-Denis », observe, non sans surprise, frère Guillaume de Rubrouck lors de la visite qu'il y fait en 1254. Mais, quoique la cour restât volontiers ambulatoire, le khagan y possédait un « palais » où il ne manquait pas de séjourner de temps à autre, et qui était vraiment le centre de son empire. Il avait avec lui le haut personnel administratif, indispensable au bon fonctionnement de la machine gouvernementale, et dont les meilleurs éléments étaient recrutés parmi les lettrés des pays annexés : Ouigours, Chinois, Persans, etc.

Le rôle de ce personnel administratif était, comme l'autorité du khagan lui-même, limité aux affaires générales et à celles qui concernaient les provinces maintenues sous le contrôle direct du chef suprême : car l'empire mongol était trop vaste, trop disparate, pour que l'unité absolue de gouvernement fût possible ou même souhaitable. Aussi, dès le successeur de Gengis-khan, trois royaumes subordonnés ou « khanats » avaient-ils été détachés du royaume principal au profit de Tchaghataï, Toloui et Batou, fils et petit-fils du fondateur de la dynastie. Au milieu du XIII^e siècle, on distinguait trois khanats de ce genre : le khanat dit de Tchaghataï (du nom de son premier titulaire), qui comprenait essentiellement les deux Turkestans ; celui de « Kiptchak » ou Russie ; enfin celui de Perse. Les souverains de ces trois khanats, qui occupaient ainsi tout l'extrême Occident mongol, étaient nommés par le khagan et lui prêtaient hommage ; mais, appartenant obligatoirement, comme lui, à la descendance de Gengis-khan, ils gardaient le droit d'intervenir dans les affaires de l'empire, notamment en qualité d'électeurs et de candidats éventuels à la dignité suprême.

¹⁹⁸ Voir p. 408 et, sur Guillaume de Rubrouck, p. 437.

Le khanat de Perse venant tout juste, d'être institué lors de la conquête du pays par Houlagou, celui-ci ne porta que le titre modeste *d'ilkhan*, c'est-à-dire khan subalterne, pour mieux ^{p451} marquer sa subordination à son frère, le khagan Mongka, de qui il tenait ses pouvoirs. Dans les deux autres royaumes, le souverain avait le titre habituel de khan et jouissait déjà d'une autonomie, suffisante pour que le khagan ne pût songer à exclure de la succession les héritiers directs du premier détenteur ; mais le principe de l'unité de l'empire subsistait et les décisions les plus importantes continuaient d'être réservées au successeur de Gengis-khan.

Enfin, par delà les frontières des khanats, c'était encore l'autorité du khagan qui imposait respect aux peuples et aux princes dont les armées mongoles ou la terreur qu'elles inspiraient avaient fait des tributaires. Un témoin oculaire, frère Jean de Plan Carpin ¹⁹⁹, nous apprend qu'aussitôt après son élection à la dignité suprême, en 1246, Gouyouk reçut les hommages et les présents qu'étaient venus lui apporter au campement impérial, près de Karakoroum, le grand-prince Iaroslav de Souzdal, l'héritier du sultanat de Roûm, heureux de recevoir l'investiture par la même occasion, deux prétendants au trône de Géorgie, qui sollicitaient son arbitrage, les envoyés du roi de Petite-Arménie (la Cilicie), du calife de Bagdad (non conquise encore à cette date), de toute une série de petits princes musulmans, parmi lesquels ceux de Mossoul et d'Alep : car la règle voulait qu'à l'avènement d'un nouveau khagan, la fidélité de tous les vassaux, même les plus lointains, fût solennellement affirmée, et quiconque manquait au rendez-vous s'exposait à de dures représailles.

Rien n'était donc changé, en principe, à l'organisation qui, au temps de Gengis-khan, était issue des faits mêmes. Le khagan demeurait le maître absolu, le chef suprême de la guerre, devant qui les tribus et les peuples, les rois et les princes courbaient la tête, acceptant de n'agir que par lui et pour lui.

¹⁹⁹ Sur lui, voir p. 430.

[*Table des matières*](#)

II. — La crise de succession dans l'empire mongol (1259-1264) ²⁰⁰.

Il y avait un vice grave dans cette organisation, d'ailleurs sommaire à l'excès et faite uniquement pour la conquête : le ^{p452} manque de fixité dans l'ordre de succession à la dignité impériale amenait, au décès de chaque titulaire, de vives compétitions, qui risquaient d'ébranler chaque fois l'armature de l'État — si ce mot est de mise ici — et de déchaîner la guerre civile. Lorsque mourut Ogödaï (décembre 1241), il ne fallut pas loin de cinq ans pour réaliser l'accord sur le nom de Gouyouk (août 1246) ; et celui-ci étant mort très peu de mois après son avènement (avril 1248), on ne put éviter, à aussi bref délai, un second interrègne de plus de trois ans, pendant lequel les compétitions s'exaspérèrent au point de provoquer contre le candidat finalement choisi, Mongka, neveu d'Ogödaï, un début de révolte que celui-ci dut noyer dans le sang (juillet 1251).

Pour comble de malchance, la mort prématurée de Mongka vint dès août 1259 remettre une fois encore tout en question, obligeant, une fois encore aussi, les princes mongols à suspendre ou ralentir les opérations militaires à toutes les extrémités de l'immense empire. Une nouvelle crise était inévitable. Elle se prolongea jusqu'en 1264, opposant l'un à l'autre les deux frères de Mongka, Khoubilaï, le conquérant de la Chine, et son cadet Arik-böga, dont jusqu'alors le rôle avait été très effacé, mais qui avait pour lui d'être sur place, en Mongolie, au moment du décès du khagan. Par un véritable coup d'État, Khoubilaï refusa de se rendre à la diète convoquée près de Karakoroum et, prenant les devants, osa se faire proclamer khagan au milieu de son armée, dans les premières semaines de l'année 1260. Son frère riposta en se faisant élire par une diète à peine plus régulière, car une partie des princes en était absents ; et ce fut la scission et la guerre.

²⁰⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Quand la lutte s'acheva en 1264 par la défaite d'Arik-böga, que le vainqueur se contenta généreusement de retenir captif, il était trop tard pour reprendre du côté de l'Occident la marche en avant. Au surplus, l'unité de l'empire était rompue, et entre les chefs des divers khanats mongols les rivalités étaient déchaînées. En 1260-1261, au lieu de pouvoir contre-attaquer les troupes du sultan d'Égypte, le khan de Perse Houlagou avait dû défendre ses États contre une invasion de son voisin du nord, le khan de Kiptchak, Berké ; puis il avait dépensé son temps et ses forces à riposter au nord du Caucase où, en novembre et décembre 1262, ses soldats avaient été massacrés sur les bords du Terek. La guerre civile avait déchiré le khanat de Tchaghataï : comme en Mongolie, les uns y avaient embrassé le parti de Khoubilaï, tandis que les autres se ralliaient à Arik-böga. ^{p453} Celui-ci et le khan de Kiptchak avaient jeté leurs troupes dans la mêlée, aggravant l'anarchie, accumulant les ruines.

D'un bout à l'autre de l'empire, les résultats étaient les mêmes : désordres graves, ébranlement de l'autorité des princes, impossibilité de poursuivre à l'ouest les conquêtes commencées. Sauf quelques raids au delà des frontières de Syrie, dans la péninsule balkanique ou encore sur les confins de la Pologne et de la Galicie, les Mongols n'interviendront plus guère maintenant dans les affaires d'Occident.

[*Table des matières*](#)

III. — La fin de la conquête de la Chine et la poussée mongole vers l'Indochine, les Indes et le Japon (1268-1285) ²⁰¹.

En Orient, au contraire, sitôt la crise de succession impériale dénouée, la conquête mongole reprit de plus belle et assura en peu d'années l'incorporation aux États du khagan de la Chine tout entière.

La partie décisive se joua au nord du Hou-peï, où les Chinois, qui avaient eu le temps de reconstituer leurs forces et de garnir leurs frontières, opposèrent à l'avance mongole une résistance désespérée dans les deux places fortes de Siang-yang et de Fan-tch'eng, qui, face à face, à droite et à gauche du Han, commandaient vers le nord l'accès de la plaine centrale de Chine. Pendant cinq ans, les Chinois tinrent

²⁰¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

bon ; mais en 1273 les deux villes durent se rendre, et en quelques mois toute la vallée du moyen et du bas Yang-tseu fut conquise. Secondées par une flottille qui descendait à mesure le cours du fleuve, les armées mongoles s'emparèrent des villes échelonnées sur ses rives, puis envahirent la province du Tchö-kiang et progressèrent d'un élan irrésistible vers Hang-tcheou, la capitale des derniers empereurs Song.

L'obscur descendant de l'illustre maison était un enfant de sept ans. Sa grand'mère, qui exerçait la régence, était sans pouvoir. Renonçant à défendre la ville et le prestige de l'empire chinois, elle ne chercha qu'à obtenir le maintien de son petit-fils sur le trône en qualité de vassal. Cet aveu de faiblesse précipita le dénouement. Dans les premières semaines de 1276, une armée ennemie se présenta aux portes de la capitale, exigeant une reddition immédiate et sans réserves, la remise des ^{p454} sceaux, des pièces administratives, des archives, enfin la promulgation d'un ultime édit impérial enjoignant aux gouverneurs de provinces et à tous les fonctionnaires chinois de ne plus reconnaître d'autre autorité que celle du khagan. Il fut même stipulé que l'édit serait contresigné par tous les grands officiers de la cour ; et, pour aggraver l'humiliation, le commandant des forces mongoles refusa, sous un prétexte futile, d'aller en personne au palais impérial recevoir les protestations de dévouement de la régente et de l'empereur détrônés. Il les fit garder à vue, puis expédier à Pékin, sans même les avoir salués (25 février 1276).

Trois ans toutefois furent encore nécessaires pour venir à bout de la Chine du Sud, où les derniers défenseurs de l'indépendance nationale tinrent bon. Tandis que les conquérants avançaient dans les provinces situées au sud-est du Yang-tseu, — Hounan, Kouang-si, Tchö-kiang, — ils essayèrent de reconstituer un gouvernement à Fou-tcheou. Ils y proclamèrent empereur, pour remplacer le petit souverain déchu, un de ses frères, autre enfant, qu'il fallut, dès la fin de l'année, soustraire aux conquérants en l'embarquant à destination de Canton. Mais déjà les troupes ennemies avaient pénétré jusque-là : ballotté de port en port, d'île en île, traqué par les Mongols, l'enfant mourut bientôt (mai 1278), fut remplacé par un autre de ses frères, qui mena durant une année encore à peu de chose près la même vie misérable. Puis vint la catastrophe : la flotte chinoise fut surprise et détruite à l'entrée de la baie de Canton, le 3 avril 1279, tandis que, face à cette Chine qui achevait de tomber aux mains des barbares, les hauts

achevait de tomber aux mains des barbares, les hauts fonctionnaires de la cour impériale, entraînant leur fantôme d'empereur, se jetaient à la mer pour échapper à la honte et à la captivité.

La conquête était achevée : toute la Chine était au pouvoir du khagan. De Pékin, où il fixa sa résidence, et qu'il appela fièrement *Khanbalik* — la ville du khan — Khoubilaï était, jusqu'au Tonkin, le maître des destinées de l'Orient.

Déjà même la puissance mongole rayonnait jusque sur l'Indochine. Non seulement la suzeraineté du khagan continuait d'être reconnue par la cour de Hanoï²⁰², mais en 1280 les rois du Tchampa (l'Annam moyen et méridional d'aujourd'hui) et du Cambodge — dont le royaume englobait la Cochinchine — étaient contraints eux aussi de se déclarer ses vassaux, ce qui^{p455} n'empêchait pas Khoubilaï d'expédier à plusieurs reprises (1281, 1282, 1285) sur leurs territoires — sans succès durable, il est vrai, — des troupes destinées à leur inculquer la terreur du nom mongol. La Birmanie était menacée : du Yunnan, où nous les avons vus installés dès 1253, les Mongols étaient venus en 1277 occuper les défilés à l'est de Bhamo, d'où ils pouvaient descendre dans la plaine de l'Iraouaddi, tandis qu'aux frontières occidentales de la péninsule indienne, les troupes du khan de Tchaghataï, ayant atteint Ghaznî et Kaboul, commençaient à inquiéter les sultans du Pendjâb, dont elles s'apprêtaient à envahir les possessions. Enfin, tout au nord, au delà du golfe du Tche-li et de la Corée, vassale docile, la convoitise de Khoubilaï s'étendait jusque sur le Japon, dont, depuis 1268, il réclamait l'hommage avec insistance et qu'il avait même essayé d'intimider en 1274 et en 1281 par deux débarquements successifs dans l'île de Kiou-siou. Un typhon, la seconde fois, avait détruit son escadre et entraîné la perte de son armée. Mais il ne renonçait sans doute pas à tenter de nouveau la fortune dès qu'une occasion favorable s'offrirait.

²⁰² Voir ci-dessus, p. 433.

[*Table des matières*](#)

IV. — La Chine sous la domination mongole ²⁰³.

Ainsi, vers 1285, les Mongols étaient devenus sans conteste la grande puissance dirigeante en Extrême-Orient. Ils n'y représentaient, ^{p456} jusqu'à nouvel ordre, que la force brutale et l'esprit d'organisation : ils étaient encore trop près de la barbarie primitive, il y avait trop peu de temps qu'ils avaient quitté leurs steppes et renoncé à la vie nomade pour être eux-mêmes déjà un élément créateur dans le domaine de la pensée ou de l'art. Mais le monde où leurs victoires les avaient introduits était civilisé de longue date, et sur les rives du Yang-tseu ou du Hoang-ho, la vieille histoire des conquérants conquis par la civilisation des vaincus allait se renouveler, entraînant avec elle des conséquences incalculables pour les autres parties du monde oriental.

Nous possédons justement sur la Chine d'alors un témoignage d'une valeur rare : celui de Marco Polo, le fils d'un riche commerçant vénitien, que ses affaires conduisirent par deux fois, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, jusqu'aux pays du Pacifique. Né vers 1255 et ayant dès 1271 accompagné son père et un de ses oncles en Extrême-Orient, le jeune Marco y séjourna une vingtaine d'années et dut à la confiance du khagan Khoubilaï, auprès duquel il avait été introduit, plusieurs missions tant à l'intérieur de la Chine proprement dite que dans les pays limitrophes, comme le Yunnan, la Birmanie, peut-être l'Annam. Il eut ainsi le privilège, exceptionnel à cette époque pour un homme d'Occident, de pouvoir étudier de près la vie, les mœurs, les civilisations de ces contrées lointaines ; et le livre, peu banal lui-même, où il a consigné ses souvenirs dès son retour dans la mère-patrie, est un des plus curieux que nous ait légués le moyen âge.

Certes tous les détails que ce livre renferme ne sont pas également sûrs ; Marco Polo ne serait pas de son temps s'il n'avait un incorrigible penchant à jurer aveuglément sur la foi d'autrui et à

²⁰³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

prendre pour argent comptant les légendes les plus invraisemblables. Mais quelle étonnante évocation de la Chine du XIII^e siècle : villes affairées du Yang-tseu, palais étincelants d'or et d'argent, dont les toitures multicolores resplendissent au loin « comme cristaux », parcs verdoyants, tout embaumés de roses, riches soieries couvertes de perles et de pierres précieuses, ^{p457} fêtes magnifiques, chasses au faucon ou chasses à courre avec des tigres ou des léopards apprivoisés !... Nous lui devons quantité de renseignements précis sur le régime administratif, sur la police des rues, le couvre-feu sonné tous les soirs au palais de Pékin, la garde veillant aux portes de la ville, les femmes de mœurs légères parquées dans les faubourgs ; sur l'organisation de la « poste aux chevaux », avec ses relais, ses auberges, ses courriers munis de clochettes ; sur les greniers à blé de l'administration impériale, toujours bien garnis en vue des disettes possibles ; sur l'emploi généralisé du papier-monnaie, grâce auquel le khagan peut fabriquer chaque année autant d'argent qu'il en veut, et « qui rien ne lui coûte » ; sur le khagan lui-même, ses femmes, sa suite...

La Chine sans doute sortait d'une longue période de guerres ; elle avait été horriblement piétinée par les troupes du conquérant ; une partie de ses villes avaient été rasées, sa population décimée, ses campagnes dévastées. Mais la période de conquête était à peine close que déjà elle se relevait. Les routes étaient remises en état ; Khoubilaï veillait même à ce qu'elles fussent bordées de « grands arbres l'un près de l'autre, à deux ou trois pas » de distance. Les mines de charbon étaient à nouveau en pleine exploitation, car, observe Marco Polo avec surprise, les Chinois savent extraire de la montagne des « pierres noires, qui ardent comme bûches », mais « valent mieux et coûtent moins ». Dans les grandes villes, le commerce redevenait florissant, les marchands étrangers y circulaient nombreux et librement. Le seul signe inquiétant — les documents chinois l'attestent, quoiqu'il échappe à l'attention de notre Vénitien, — était l'inflation fiduciaire, à laquelle le khagan se voyait peu à peu acculé : on commençait à faire de la planche à billets un usage excessif et qui mènera en 1287 à une véritable faillite des quatre cinquièmes ²⁰⁴.

²⁰⁴ A cette date, tous les billets seront retirés de la circulation et remplacés par des billets nouveaux à raison d'un pour cinq, de même valeur nominale.

Plus attentif aux détails de la vie matérielle qu'à ceux de la vie intellectuelle ou morale, Marco Polo ne nous renseigne guère sur le mouvement des idées dans cette Chine mongolisée de la fin du XIII^e siècle ; mais d'autres témoignages nous aident à l'entrevoir. Il semble que la conquête mongole ait soudain tiré lettrés, artistes et penseurs de cette sorte de rêve éthéré où ils se complaisaient dans les derniers temps de la dynastie Song. ^{p458} Aux tableaux d'un idéalisme un peu flou, aux paysages vaporeux de l'époque précédente, se substituent progressivement les fortes œuvres, au trait net et brutal, de l'école que Tchao Mong-fou (1254-1322) va illustrer. Dans ses rudes cavaliers mongols, bien enlevés sur un fond de paysage qui n'est destiné qu'à les mettre en valeur, s'expriment les soucis d'une époque nouvelle, éprise avant tout de fortes réalités.

De moins en moins de rêve aussi dans la littérature, de moins en moins de dilettantisme dans la pensée. Pour autant que les documents permettent d'en juger, il y a en Chine, au lendemain des grands malheurs que vient de traverser le pays, un vigoureux réveil des sentiments religieux. Les dirigeants donnent eux-mêmes le ton ; car, dans l'entourage du khagan, on se passionne, depuis le milieu du XIII^e siècle, pour les problèmes métaphysiques, et fréquentes sont les réunions contradictoires instituées, sous la présidence du souverain, entre les adeptes les diverses croyances.

Le bouddhisme avait réalisé dans toute la Chine des progrès considérables ; il avait pour lui les sympathies particulières du khagan, gagné à sa cause par les religieux tibétains avec lesquels la conquête l'avait mis en rapports suivis : car le Tibet était dès cette époque la terre bénie des moines bouddhiques. Les « lamaseries » y apparaissent déjà étonnamment peuplées et prospères. L'abbé du couvent de Sa-skya, le « grand lama » de l'époque, exerce une autorité presque souveraine sur l'ensemble du pays, dont il assure l'obéissance au chef de l'empire mongol. En contre-partie, celui-ci lui témoigne une confiance peu commune : il le mande à sa cour, le comble d'honneurs, le prend comme principal conseiller et, sous son inspiration, fait traduire en mongol les livres canoniques tibétains. Les monastères bouddhiques se multiplient en Chine. Marco Polo est frappé de leur importance : chacun est grand, dit-il « comme une petite cité et avec plus de deux milles moines ».

Mais les sympathies marquées des milieux mongols et de leur khagan pour la religion du Bouddha n'empêchaient pas la masse des Chinois de rester fidèles aux vieilles doctrines nationales : le taoïsme et surtout le confucianisme. Ce qu'on appelait alors de ce dernier nom n'était, en somme, que la religion traditionnelle de la Chine archaïque, codifiée au VI^e siècle avant notre ère par Confucius, puis après lui par ses disciples et surtout par ses tardifs admirateurs. Devenu une manière de symbole, le nom du sage et positif Confucius avait fini par se trouver, au cours des temps, associé au culte des ancêtres et des puissances ^{p459} célestes ; des temples lui avaient été élevés en grand nombre ; les laborieuses compilations où il avait enfermé, à côté de mainte autre chose, sa science des rites antiques, avaient été promues au rang de livres sacrés, et lui qui, de son vivant, n'était qu'un très zélé et très attentif défenseur de l'ordre établi, sans ombre de mysticisme, était maintenant vénéré comme un prophète national, presque comme un dieu. Et c'est pourquoi, malgré les efforts de Khoubilaï pour propager le bouddhisme dans toute l'étendue de son empire, le confucianisme demeurerait, à la fin du XIII^e siècle, la religion la plus répandue en Chine.

Quant au taoïsme, le khagan menait contre lui une guerre acharnée. Bien transformé aussi depuis le temps lointain où l'auteur du *Tao tō king*, qu'on appelle généralement Lao-tseu ²⁰⁵, en exposait pour la première fois la doctrine, au IV^e siècle avant J.-C., il avait cessé d'être une simple école d'extase mystique pour se muer en une véritable Église. Il avait son sanctuaire principal dans la chaîne du Tai-chan, au Chan-tong, son « pape » où « maître du Ciel » dans le Kiang-si, ses monastères, sa théologie, qui peu à peu l'apparentait au bouddhisme, mais à un bouddhisme dissident, voire hérétique, et, pour cette raison même, le khagan ne le ménageait pas dans ses édits.

A côté de ces religions, le christianisme cherchait à s'insinuer sous la forme de la doctrine nestorienne. Les lointains disciples de l'évêque Nestorius qui, au V^e siècle, s'était vu condamner pour avoir soutenu sur l'union des deux natures dans la personne du Christ une théorie jugée hérétique, avaient réussi à former dans tout l'Orient une Église

²⁰⁵ Henri Maspero (*La Chine antique*, p. 487, n. 2) hésite à voir dans le mot Lao-tseu autre chose que le titre primitif du *Tao tō king*. C'est par erreur qu'on y aurait reconnu un nom d'auteur.

puissante, dont nous avons déjà signalé les ramifications en Asie centrale durant les siècles qui précédèrent la grande expansion mongole²⁰⁶. L'attitude bienveillante de Gengis-khan et de ses premiers successeurs, qui avaient toutes raisons de ménager des hommes dont l'instruction relativement poussée faisait de précieux auxiliaires administratifs, leur avait valu de gagner nombre d'adeptes dans l'entourage de ces princes ; elle leur avait permis en même temps de se répandre à leur suite dans tout l'Extrême-Orient. Expulsés une première fois de la Chine du Nord au IX^e siècle, les prêtres nestoriens y étaient rentrés au XIII^e avec les conquérants mongols. ^{p460} Depuis 1275 Pékin était le siège d'un de leurs évêchés. Leurs églises se multipliaient dans les provinces septentrionales et même commençaient à essaimer largement dans le bassin du Yang-tseu.

Avec eux, ils apportaient en Chine, outre la foi chrétienne, quelque chose de la mentalité et de la civilisation iraniennes et même syriennes. Car, partis originellement de Syrie, pour évangéliser la Perse sassanide, d'où ils s'étaient vus entraînés vers l'Asie centrale, puis vers l'Extrême-Orient, les apôtres du nestorianisme avaient gardé l'usage de leurs livres liturgiques en syriaque et restaient en contact avec celui qui leur tenait lieu de pape : le patriarche de Bagdad. Les chrétiens d'Occident les accusaient d'avoir tourné le dos à la pure doctrine du Christ et de sombrer dans l'idolâtrie et la dépravation ; mais leur active propagande portait ses fruits et frayait la voie aux missionnaires catholiques, que la papauté enverra fréquemment en Chine à partir du XIV^e siècle.

La conquête mongole avait même aidé au cheminement de l'islam en Extrême-Orient. Les sectateurs de Mahomet semblent nombreux parmi les marchands qui visitent alors les villes de commerce ; mais leur religion ne séduisait guère les Chinois, et Khoubilaï la voyait d'un assez mauvais œil pour adopter en 1279, dans un mouvement d'humeur il est vrai, des mesures sévères contre quiconque s'efforcerait de la propager dans son empire. Du moins ces mesures témoignent-elles de l'intérêt passionné que prenaient les Chinois de ce temps aux questions religieuses. Ce n'était plus le mol et facile éclectisme de naguère : les discussions allaient leur train et les édits impériaux visant le régime des communautés religieuses ou des

²⁰⁶ Voir p. 407.

églises — taoïstes, confucianistes, nestorienes, bouddhistes, musulmanes, — se multipliaient.

Du point de vue intellectuel, comme du point de vue matériel, tout, à la fin du XIII^e siècle, révèle un pays en pleine fermentation.

[*Table des matières*](#)

V. — Le Japon à la fin du XIII^e siècle ²⁰⁷.

Le Japon, que Khoubilaï rêvait d'incorporer à son empire, était dès cette époque considéré comme le prolongement naturel des pays de terre ferme. ^{p461}

Il y avait longtemps d'ailleurs qu'il avait perdu le discutabile privilège de l'insularité. Le continent avait agi sur lui pour le façonner et les Japonais étaient eux-mêmes, en diverses occasions, intervenus dans les affaires du continent. On avait vu dès le III^e siècle des troupes nippones en Corée et jusqu'en Chine. La Chine, en retour, avait envoyé aux Japonais son écriture, puis ses missionnaires bouddhiques, sous l'action desquels le bouddhisme avait été officiellement reconnu dans les îles en 552. A dater du VII^e siècle, les échanges d'ambassades et de missions étaient devenus fréquents entre le Japon et la Chine et, de part et d'autre, des désirs d'intervention s'étaient précisés. Vers 660, une armée japonaise de quelque dix mille hommes tentait d'arrêter les Chinois en Corée et se faisait jeter à la mer ; et en 663 les flottes des deux pays s'affrontaient dans les mêmes parages. Puis les rapports entre eux se détendirent progressivement. L'élite japonaise alla même s'instruire en Chine, adopta bien des traits de la civilisation chinoise, s'inspira de sa religion, de son art, de sa littérature, de sa législation, de son organisation politique.

Le Japon cependant demeura lui-même. Issu d'un mélange d'éléments très divers — la race peut-être autochtone des Aïnou, refoulés progressivement vers le nord de l'île de Hondo et dans l'île d'Hokkaido, un noyau ethnique apparenté aux Coréens et aux habitants primitifs de la Mandchourie, enfin les immigrants du sud (Malais ou Polynésiens ?), — son peuple apparaît ^{p462} dès la plus

²⁰⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

ancienne histoire comme un peuple nettement distinct de tous ceux du voisinage, à la fois souple et tenace, malléable et inventif, sachant unir à la hardiesse énergique du réalisateur la fantaisie souriante de l'imaginaire et du rêveur. Aussi le Japonais ne se confine-t-il pas longtemps dans une imitation servile de ses modèles chinois : au bout de quelques générations son bouddhisme ne ressemble plus que d'assez loin déjà à celui que les premiers missionnaires sont venus lui prêcher ; la vieille religion populaire — le « chintoïsme » —, où le culte de la terre natale et des grands ancêtres se mêle à celui des forces de la nature, a si profondément réagi sur lui qu'il la rend parfois méconnaissable. En art et en littérature, à partir des IX^e et X^e siècles, l'élève vole de ses propres ailes et réalise bientôt, qu'il s'agisse de sculpture, de peinture ou de poésie, des œuvres d'une grâce exquise, dont l'originalité s'affirme rapidement.

Au XIII^e siècle, le Japon n'avait pas encore atteint le stade de la maturité. Politiquement, c'était un empire héréditaire ; mais, au sortir d'une longue période de troubles, le chef de l'État avait été dépouillé de son autorité par un dictateur militaire ou *chôgoun*. Laisant l'empereur mener une existence inutile dans sa petite cour de Kyoto, celui-ci, depuis 1185, vivait parmi ses troupes, beaucoup plus au nord, à Kamakoura (non loin du golfe de Tokyo), sur les confins de la région occupée par les Aïnou non assimilés, contre lesquels il ne cessait de lutter. C'est de là qu'il gouvernait et que partaient les lieutenants qui, dans les provinces, et à Kyoto même, dirigeaient sous ses ordres l'administration du pays.

Ce régime militaire n'était, bien entendu, pas très favorable à l'épanouissement de la vie intellectuelle et artistique ; mais, comme la Chine au lendemain de la conquête mongole, le Japon du XIII^e siècle traversait une période d'exaltation religieuse. Le bouddhisme s'y renouvelait, s'y diversifiait au contact de la pensée chinoise. Car, depuis le milieu du XII^e siècle, les voyages d'instruction et d'édification des Japonais sur le continent, interrompus ou très ralentis pendant quelque deux cent cinquante ans, avaient repris d'une manière suivie, et l'active propagande des nouveaux apôtres bouddhiques portait ses fruits, spécialement dans les milieux que les excès de la dictature incitaient à la retraite et à la méditation. Comme en Chine, les sectes se multipliaient, les campagnes se peuplaient de couvents et, du Tibet au Japon, faisaient de tout l'Extrême-Orient le

Japon, faisaient de tout l'Extrême-Orient le pays béni des moines bouddhistes. p463

[*Table des matières*](#)

VI. — L'Indochine à la fin du XIII^e siècle ²⁰⁸.

L'Indochine n'avait été qu'effleurée par la conquête mongole ; mais nous avons vu Khoubilaï s'efforcer de faire reconnaître son protectorat jusque dans le royaume de Tchampa. Tout un monde nouveau s'ouvrait ainsi devant lui, un monde étonnant de vie et déjà parvenu à un stade de civilisation avancé.

Dans l'ensemble, l'Indochine tenait à cette époque beaucoup p464 plus de l'Inde que de la Chine, à l'exception toutefois du nord-est de la péninsule, occupé par le royaume d'Annam. Celui-ci, qui correspondait à notre Tonkin et aux provinces septentrionales de l'Annam actuel, jusqu'à celle du Quang-binh inclusivement, avait longtemps été partie intégrante de l'empire chinois et, quoiqu'il s'en fût séparé politiquement au X^e siècle, n'avait cessé d'entretenir avec lui des rapports commerciaux. Il continuait en outre à subir très fortement l'ascendant de son art et de sa culture. Aussi pouvait-on le considérer comme un prolongement de la Chine.

Il n'en allait pas de même des États situés au sud et au sud-ouest : le Tchampa, correspondant au reste de l'Annam, les royaumes du bassin supérieur du Mé-nam et du Mé-ping, tout au nord du Siam actuel, et surtout le grand empire cambodgien, alors à l'apogée de sa puissance. Tous, avec une docilité variable, étaient les disciples de l'Inde. Sur le Mé-nam et le Mé-ping, celle-ci avait profondément marqué de son empreinte les populations indigènes, qui se partagent en deux groupes : les Mon, originaires de la plaine, et les Thaï, originaires de la montagne et peut-être proches parents des Chinois. Mais vers 1285 l'importance de ce groupe, qui s'affirmera bientôt avec éclat, est encore médiocre.

Le Tchampa, au contraire, avait connu déjà une longue période de splendeur. Peuple de marins, venus sans doute plusieurs siècles avant

²⁰⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

l'ère chrétienne des îles de l'est et du sud, les Tcham ne s'étaient pas seulement enrichis par le commerce et la piraterie, ils avaient de bonne heure appris à connaître la civilisation des lointaines contrées de l'Inde avec lesquelles leurs bateliers se trouvaient de temps immémorial en relations continues. Ils s'étaient ainsi initiés à la fois à leurs religions et à leur art et avaient atteint eux-mêmes, dès le VIII^e siècle, un degré de culture suffisant pour que les belles créations de leurs sculpteurs, d'un style large et mâle, aient pu leur assurer, pendant trois ou quatre cents ans, un rang plus qu'honorable dans l'histoire artistique de l'Extrême-Orient. Il est vrai que depuis le XI^e siècle, le Tchampa, menacé par les progrès de ses voisins annamites et cambodgiens, déclinait lentement ; toutes ses forces étaient engagées dans la lutte qu'il devait mener presque sans répit pour la sauvegarde de son sol et de son indépendance. Le génie créateur de la race s'y épuisait à la longue.

L'art du Tchampa ne se confond cependant pas encore avec ^{p465} celui de ses grands voisins de l'ouest, les Cambodgiens ou Khmer, alors maîtres de la moitié de l'Indochine. De leur capitale d'Angkor, où ils s'étaient établis au IX^e siècle, les princes khmers avaient étendu leur domination sur tout le Cambodge actuel, la Cochinchine, le Siam méridional et de larges portions du Laos ; ils avaient menacé le royaume d'Annam, enfin réussi déjà, en diverses occasions, aux XI^e et XII^e siècles, puis de 1203 à 1220, à occuper momentanément tout ou partie du Tchampa. Ce vaste empire joignait à la puissance militaire une richesse incomparable. Ses champs et ses rizières d'une extrême fertilité, ses essences d'arbres et sa résine, l'élevage (notamment celui d'une excellente race de petits chevaux robustes), ses pierres précieuses, ses parfums, ses épices, l'ivoire de ses éléphants, la corne de ses rhinocéros, le faisaient citer parmi les coins privilégiés du globe. On disait en Chine « riche comme le Tchen-la », ce dernier terme désignant le cœur de l'empire (le Cambodge septentrional et le Laos méridional).

Angkor était à cette époque une des plus belles capitales du monde. Il faut se représenter la ville telle qu'elle était alors : avec sa vaste enceinte de douze kilomètres de long, sur sept ou huit mètres de haut, ses cinq portes monumentales que gardaient cinq cent quarante géants de pierre et à laquelle donnaient accès de magnifiques chaussées de seize mètres de large, avec ses avenues spacieuses, ses temples et ses palais aux terrasses savamment étagées, ses tours et ses coupoles imposantes, ses monuments étincelants de dorures. Elle frappait

posantes, ses monuments étincelants de dorures. Elle frappait d'abord les yeux du visiteur par son caractère de majesté souveraine. A l'intérieur, comme aux approches de la cité, les générations successives avaient accumulé, depuis le IX^e siècle, tout ce que la patience, l'imagination féconde et souvent le génie de leurs artistes avaient pu concevoir de plus grandiose et de plus luxueux. Aujourd'hui tout cela n'est que ruines, mais ruines merveilleuses par leur masse architecturale, la beauté de leurs lignes, la variété et la profusion presque incroyables de leur décor sculptural, — tour à tour, selon les époques, d'une spontanéité et d'une grâce primesautières, ou d'une précision de traits et de modelé classique, ou bien enfin, à mesure qu'on avance dans le XIII^e siècle (pour le dépasser même quelque peu au temple de Banteai Srei), d'une recherche et d'une complication charmantes, où déjà pourtant on sent poindre la décadence. p466

[*Table des matières*](#)

VII. — L'Inde à la fin du XIII^e siècle ²⁰⁹.

Les Mongols avaient maintes fois, avant 1285, forcé les frontières de l'Inde. Dès le temps de Gengis-khan, une de leurs armées, lancée aux trousses de Djalâl ad-Dîn, le fils du chah de Khwârezm, avait réussi à se frayer un chemin jusqu'aux abords de Moulân, puis de Lahore (1221). Vingt ans après, une autre avait pénétré inopinément dans cette dernière ville et l'avait mise à sac (décembre 1241). Ce genre d'expédition s'était renouvelé encore à diverses reprises depuis le milieu du XIII^e siècle. Simples coups de main sans doute, ne correspondant pour l'instant à aucun programme d'ensemble, mais préparant peut-être la conquête, et suffisant pour donner aux nouveaux maîtres de l'Asie un avant-goût des merveilles de l'Inde.

L'assimilation progressive à l'Islam de toutes les provinces du nord leur avait d'avance frayé la voie : car depuis deux ou trois cents ans, les plaines de l'Indus et du Gange étaient tombées pièce à pièce aux mains des conquérants musulmans — turcs et iraniens — descendus de leurs montagnes d'Afghanistan pour exploiter le désarroi et les rivalités des râdjas indous. p467 De leur citadelle de

²⁰⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Ghaznî, les envahisseurs s'étaient définitivement établis au Pendjab, où le grand Mahmoud « le Ghaznévide » parlait déjà en maître au début du XI^e siècle²¹⁰. Cent cinquante ans plus tard, ses successeurs avaient établi leur capitale à Lahore. Puis un de leurs rivaux, Mohammed le « Ghoride » — originaire des montagnes du Ghor, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, — après les avoir renversés, avait élargi leurs conquêtes. Ayant enfoncé à Tirâori (ou Tarâin), au nord de Karnâl, les armées hindoues (1192), il avait annexé Mîrat, Delhi (1192), la vallée de la Djoumna, Bénarès (1194), le Bundelkhand, le Béhar, le Bengale (1202), et ressuscité ainsi à son profit et au profit de l'islam un grand empire de l'Inde du Nord, qui évoquait les temps lointains d'Harcha Vardhâna.

Il est vrai qu'au décès de Mohammed de Ghor (1206), les liens n'avaient pas tardé à se rompre entre l'Inde musulmane et l'Afghanistan, dont le chah de Khwârezm, puis les Mongols s'étaient emparés ; il est vrai aussi que les « Ghorides » n'avaient pu longtemps se maintenir au pouvoir ; mais leur place avait été prise par un des hommes de confiance, un des meilleurs généraux de Mohammed, son ancien esclave turc, son « mamelouk » Aïbek. La famille de l'usurpateur était depuis lors maîtresse du trône. La cour magnifique de ces « sultans esclaves », comme on les appela, éclipsait par son luxe celle de tous les souverains du temps. Delhi était le centre de leur puissance. Vieille cité hindoue, ils en avaient fait à force de volonté une ville musulmane. Les matériaux de vingt-sept temples consacrés aux anciennes religions avaient servi, dit-on, à élever dans ses murs, en l'honneur d'Allah, la superbe mosquée du Koutb. Toute la plaine indo-gangétique se couvrait, à son exemple, de monuments adaptés aux tendances et à la religion des nouveaux maîtres. Sans que l'art autochtone y eût encore rien perdu de sa richesse débordante ni de son originale splendeur, un esprit différent l'animait : il commençait à s'assagir, à se discipliner, et, de la rencontre des conceptions musulmanes et des conceptions hindoues, tendaient à naître des formules jusqu'alors inconnues, caractéristiques de cet art hybride qu'on appellera « indo-musulman ».

L'Inde de ce temps était, sous tous les rapports, en voie de transformation profonde. Depuis quelques siècles, les peuples qui

²¹⁰ Voir *Les Barbares*, 5^e éd. (1947), p. 395.

l'occupaient s'étaient partout dépris du bouddhisme, qui, ^{p468} déjà fortement battu en brèche au VII^e siècle dans les lieux mêmes que, sur les rives du Fleuve Sacré, le Bouddha avait illuminés de sa prédication, n'avait cessé de reculer, d'année en année, devant une sorte de conjuration de toutes les anciennes croyances de la péninsule. De leur masse étrangement mêlée, en un compromis singulier entre le brahmanisme primitif, les vieilles mythologies et les vieux cultes traditionnels, quelque chose qu'on hésite à nommer une religion commune s'était dégagé peu à peu : l'« hindouisme », qui les met toutes en fait sur le même pied et les réconcilie en fermant les yeux sur leurs contradictions. Par l'hindouisme, tout le passé national remontait à la surface, avec ses rites, ses castes, ses préjugés étroits, qui l'opposaient aux doctrines largement humaines du renoncement et de la fraternisation bouddhistes. En outre, l'entrée en lice de l'Islam était venu achever la déroute des enseignements de Çakyamouni. Malgré son succès grandissant au Tibet, en Indochine, en Chine, en Corée, au Japon, la doctrine du Bouddha ne conservait d'adeptes qu'à l'extrême nord et à l'extrême sud, au Népal et à Ceylan. Ce n'était pas seulement la fin d'une croyance : c'était la fin d'une civilisation. A l'esprit bouddhique, vivifié au contact de la Grèce et de l'Iran, l'Inde substituait insensiblement des formes et des idées nouvelles — soit celles qui ressortaient de son vieux fonds national, de ce génie étrange où l'imagination en délire, l'ivresse de l'esprit et des sens s'alliait de si curieuse façon aux inspirations les plus pures et les plus hautes, soit celles que lui dictaient les envahisseurs musulmans dont les progrès finirent par porter jusque dans les provinces du centre la foi et la civilisation islamiques.

[*Table des matières*](#)

VIII. — Les Mongols, trait d'union entre l'Orient et l'Occident ²¹¹.

Sans doute ni l'Inde, ni l'Indochine, ni le Japon n'étaient englobés dans l'empire mongol, mais ils étaient en contact avec lui et, par lui, les communications étaient établies entre ces terres d'isolement et le reste du monde.

²¹¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Car les Mongols, ces grands destructeurs, ont été du fait même de leurs immenses conquêtes — mais aussi du fait d'une intelligente compréhension de leur rôle — d'excellents agents de ^{p469} liaison entre tous les pays d'Asie comme entre ces pays et ceux de notre Europe. Vers 1285, leur empire était encore une réalité ; quoique les liens qui rattachaient au chef suprême les divers « khanats » de Perse, de Tchaghataï et de Kiptchak tendissent à se relâcher déjà fortement, le prestige du khagan restait intact et son autorité était encore officiellement reconnue d'un bout à l'autre du vaste ensemble territorial sur lequel régnaient les descendants de Témoudjin. Les monnaies étaient frappées à son nom et, pour exercer leur pouvoir, les trois autres khans mongols hésitaient encore à se passer de son investiture. Les textes nous apprennent qu'en 1270, Abaka, fils d'Houlagou, eut soin, après la mort de son père, de se conformer à cette règle. Somme toute, en passant d'un khanat à un autre, on ne faisait guère que changer de province ; c'est à peine si un voyageur comme Marco Polo s'en aperçoit et croit devoir le noter.

Il s'en fallait certes de beaucoup que les Mongols fussent arrivés à fondre en un bloc uniforme tout ce qu'ils avaient conquis. Il est clair, au surplus, qu'ils ne se le proposèrent jamais : restés nomades et pasteurs dans les steppes du centre, ils s'adaptèrent partout ailleurs progressivement au genre de vie des peuples plus civilisés qu'ils soumièrent. C'est ainsi que, bouddhistes en Chine, ils inclinèrent de bonne heure vers l'Islam en Perse et au Turkestan. Mais cette différenciation inévitable, étant données l'étendue et la variété extrêmes des pays incorporés à leur empire, ne les empêcha pas de prendre leur bien partout où ils le trouvaient. Nous avons déjà signalé avec quel soin attentif ils savaient, lors des horribles massacres qui trop souvent accompagnaient la prise des villes, mettre de côté les ouvriers spécialisés, les techniciens, les meilleurs orfèvres, les plus habiles décorateurs, pour les répartir ensuite dans le reste de leurs États et y acclimater, si possible, de nouvelles industries. Nous apprenons aussi qu'à la cour de Khoubilaï, les employés et les lettrés musulmans venus d'Asie occidentale étaient nombreux ; qu'entre l'Iran et la Chine, il y avait de fréquents échanges d'ambassades et de présents ; qu'Houlagou fit venir de Chine en Perse des astronomes, des céramistes, des miniaturistes, des tisserands, tandis que, dans les provinces chinoises, des artistes persans introduisaient les procédés byzantins de l'émaillage cloisonné ou, dans la fabrication des vases de

sonné ou, dans la fabrication des vases de faïence et de bronze, des formes et des décors empruntés à leurs vieilles traditions locales. On signale en 1263 ou 1264 ^{p470} l'arrivée d'un sculpteur hindou à la cour de Khoubilaï et l'on cite les noms de quelques-uns de ses élèves.

L'organisation très perfectionnée du système de la poste impériale dans toute l'Asie mongole facilitait et multipliait échanges et emprunts. Jamais on n'avait aussi commodément circulé d'une extrémité à l'autre du continent et, pour les Européens même, la Chine paraissait moins lointaine. Les missions catholiques allaient se multiplier en Extrême-Orient, et des voyages comme ceux de Marco Polo, de son père et de son oncle prouvent que les sociétés commerciales italiennes, sûres de trouver maintenant dans la traversée de l'Asie antérieure et de l'Asie centrale les facilités qui leur avaient été si longtemps refusées, n'hésitaient plus à étendre jusqu'au Pacifique le rayon de leurs échanges. La « mongolisation » de l'Asie, après avoir été d'abord pour l'Europe la pire des menaces, avait donc fini par constituer pour elle un gage de prospérité. ^{p471}

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE III. ***L'Asie après les dernières victoires mongoles.***

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 405.

I. La domination mongole au milieu du XIII^e siècle.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Nous connaissons la société et l'organisation mongoles de ce temps par les récits des voyageurs indiqués p. 409 et 435, ainsi que par maints autres textes que nous n'avons pas eu l'occasion de citer. Voir, entre autres, *Les Mongols d'après les historiens arméniens*, fragments traduits par E. Dulaurier, dans le *Journal asiatique*, 5^e série, t. XI (1858), p. 192-255, 426-473 et 481-508. Qu'il suffise, pour le surplus, de renvoyer aux ouvrages généraux rappelés à la note précédente.

II. La crise de succession dans l'empire mongol (1259-1264).

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 405. Les articles *Abaka*, *Batu-khan*, *Berke*, *Cagatai-khan*, *Hülägü*, dans l'*Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68), sont l'œuvre de l'éminent spécialiste russe W. Barthold.

III. La fin de la conquête de la Chine et la poussée mongole vers l'Indochine, les Indes et le Japon (1268-1285).

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 414.

IV. La Chine sous la domination mongole.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Outre *l'Histoire de l'Extrême-Orient*, *L'Asie orientale* et *L'empire des steppes* de R. Grousset (cités p. 405), qui renvoient aux travaux de détail, consulter d'abord le livre de Marco Polo, dont voici les principales éditions : *Le Livre de Marco Polo... rédigé en français par Rusticien de Pise*, publ. par G. Pauthier (Paris, 1865, in-4^o, en 2 parties) ; *The Book of ser Marco Polo... concerning the kingdoms and marvels of the East*, trad. en anglais par H. Yule, 3^e éd. révisée par H. Cordier (Londres, 1903, 2

en anglais par H. Yule, 3^e éd. révisée par H. Cordier (Londres, 1903, 2 vol. in-8°, et un volume de *Notes and addenda*, Londres, 1920) ; *Le livre de Marco Polo*, traduit et annoté par A. J. H. Charignon (Pékin, 1924-1926, 3 vol. in-4°) ; Marco Polo, *Il Milione*, éd. L. F. Benedetto (Florence, 1928, in-4°) ; Marco Polo, *The description of the world*, édition, traduction et commentaire par A. C. Moule et P. Pelliot (Londres, 1938 et suiv., 4 vol. in-8°). Sur l'auteur, voir en outre la notice de Ch.-V. Langlois, *Marco Polo*, dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. XXXV (1921), p. 232-259. — Sur l'art chinois de cette époque, voir les ouvrages indiqués p. 429. — Sur l'histoire religieuse, voir le *Lehrbuch der Religionsgeschichte* de Chantepie de la Saussaye, refondu sous la direction d'A. Bertholet et E. Lehmann (Tübingen, 1925, 2 vol. in-8°), où l'on trouvera (t. I) des pages substantielles d'O. Franke touchant l'évolution du confucianisme, du taoïsme et du bouddhisme en Chine, ainsi qu'une bonne bibliographie ; sur leur aspect primitif, voir en outre H. Maspero, *La Chine antique* (Paris, 1927, in-8°, t. IV de l'« Histoire du monde » publ. par E. Cavaignac). Sur l'Islam, aperçus très rapides dans T. W. Arnold, *The preaching of Islam. A history of the propagation of the Muslim faith* (Londres, 1896, in-8° ; 2^e éd., augmentée, 1913). Sur le christianisme, A. C. Moule, *Christians in China before the year 1553* (Londres, 1930, in-8°, public. de la « Society for promoting Christian knowledge »). Sur l'attitude de Khouilaï, Ed. Chavannes, *Inscriptions et pièces de chancellerie chinoises de l'époque mongole*, 2^e série, dans la revue *T'oung pao*, 2^e série, t. IX (1908), p. 297-428, et à part (Leyde, 1908, 134 p. in-8°).

V. Le Japon à la fin du XIII^e siècle.

OUVRAGES À CONSULTER. — Il n'existe en langue française que des livres de vulgarisation sur l'histoire du Japon. Citons La Mazelière, *Le Japon. Histoire et civilisation*, t. I : *Le Japon ancien* (Paris, 1907, in-12), jusque vers la fin du XI^e siècle ; t. II : *Le Japon féodal* (Paris, 1908, in-12), jusqu'au XVI^e siècle, tous deux d'une lecture facile, mais souvent discutables ; R. Grousset, *Histoire de l'Asie*, t. III (Paris, 1922, in-8°) ; du même, *L'Asie orientale, des origines au XV^e siècle* (citée p. 405), p. 415-546 : *Histoire du Japon, des origines à 1400* ; K. Hara, *Histoire du Japon, des origines à nos jours* (Paris, 1926, in-8°), d'abord paru en langue anglaise (*Introduction to the history of Japan*, New York, 1921, in-8°) ; G. B. Sansom, *Japan. A short cultural history* (New York, 1931, in-4°), trad. française : *Le Japon* (Paris, 1937, in-8°). Plus approfondi est l'ouvrage de J. Murdoch et Yamagata, *A history of Japan* (Kobé et Yokohama, 1903-1925, 3 vol. in-8° ; 2^e éd., Londres, 1925-1926), t. I par J. Murdoch : *From the origins to the arrival of the Portuguese*. L'ouvrage compact de O. Nachod, *Geschichte von Japan*, t. I (Gotha et Leipzig, 1906, in-8°) et t. II (Ibid., 1929-1930, 2 vol. in-8°), ne dépasse pas encore le milieu du IX^e siècle. — Sur l'art, voir R. Grousset, *Les civilisations de l'Orient*, t. IV : *Le Japon* (Paris, 1931,

in-8°) ; sur la religion, le nouveau *Lehrbuch der Religionsgeschichte* de Chantepie de la Saussaye (cité p. 456), t. I, chapitre : *Die Japaner*, par K. Florenz (p. 262-422), où l'on trouvera de nombreuses indications bibliographiques ; M. Anesaki, *Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon* (Paris, 1921, in-12, t. XLIII des « Annales du Musée Guimet, Bibliothèque de vulgarisation ») ; H. Coates et R. Ishizuka, *Honen, the buddhist saint ; his life and teaching* (Kyoto, 1925, in-8°),

VI. L'Indochine à la fin du XIII^e siècle.

OUVRAGES À CONSULTER. — L'histoire de l'Indochine et de sa civilisation est clairement résumée par R. Grousset, *Histoire de l'Extrême-Orient* (citée p. 405), p. 547-621, et *L'Asie orientale, des origines au XV^e siècle* (citée p. 405), p. 346-400, qui renvoie aux travaux essentiels. Ceux-ci sont dus presque tous aux membres et anciens membres de l'École française d'Extrême-Orient, dont la fondation, en 1898, a donné un élan incomparable aux études historiques et archéologiques dans toute la péninsule. Le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, qui paraît depuis 1901 (Hanoï, un volume grand in-8° par an), ne renferme pas seulement des études de premier ordre sur la plupart des questions abordées ici ; ses comptes rendus donnent une image fidèle des progrès accomplis. Parmi les ouvrages des quarante dernières années, retenons Georges Maspero, *Histoire du Champa*, dans la revue *T'oung pao*, t. XI (1901) à XIV (1913), et à part (Leyde, 1914, in-8°), rééditée sous le titre *Le royaume de Champa* (Paris, 1928, gr. in-8°) ; L. Aurousseau, *A propos d'un récent ouvrage sur le Champa*, dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, t. XIV (1914). p. 8-43 ; E. Aymonier, *Le Cambodge* (Paris, 1900-1904, 3 vol. gr. in-8°) G. Maspero, *L'empire khmêr. Histoire et documents* (Pnom Penh, 1904, in-8°) W. A. R. Wood, *A history of Siam* (Londres, 1926, in-8°) ; G. Coedès, *Histoire ancienne des États hindouisés d'Extrême-Orient* (Hanoï, 1944, in-8°). On trouvera en outre des vues d'ensemble sur l'histoire politique et archéologique dans *Un empire colonial français. L'Indochine*, publ. sous la direction de G. Maspero (Paris, 1929, 2 vol. in-4°), t. I, p. 93-201 (par G. Maspero), et spécialement sur l'histoire artistique dans *Exposition coloniale internationale de Paris. Indochine*, publ. sous la direction de Sylvain Lévi (Paris, 1931, 2 vol. in-4°), t. I, p. 201-230 : *Art et archéologie de l'Indochine*, par V. Goloubev. Voir aussi R. Grousset, *Les civilisations de l'Orient*, t. II : *L'Inde* (Paris, 1930, in-8°), p. 278-314 : l'Indochine.

Sur l'art khmer et Angkor, outre ces deux derniers ouvrages et le livre cité d'Aymonier (t. III : *Le groupe d'Angkor et l'histoire*), qui n'est plus au courant, les publications abondent. Citons G. Groslier, *Introduction à l'étude des arts khmers*, dans la revue *Art et archéologie khmers*, t. II (1925), p. 167-234, qui ne dépasse malheureusement pas le VIII^e siècle ; du même, *Angkor* (Paris, 1924, in-8°, collection des « Villes d'art célèbres ») ; J. Commaille, *Guide aux ruines d'Angkor* (Paris, 1914, in-12 ; 2^e éd., 1928) ; H. Marchal, *Guide archéologique aux temples d'Angkor* (Paris et Bruxelles, 1928, in-8°) ;

chéologique aux temples d'Angkor (Paris et Bruxelles, 1928, in-8°); H. Parmentier, *L'art khmer primitif* (Paris, 1927, 2 vol. in-8°, public, de l'École française d'Extrême-Orient); Ph. Stern, *Le Bayon d'Angkor et l'évolution de l'art khmer* (Paris, 1926, in-12, t. XLV des « Annales du Musée Guimet. Bibliothèque de vulgarisation »), dont les conclusions révolutionnaires paraissant aujourd'hui trop timides. Bonne mise au point d'ensemble par Ph. Stern au t. IV de l'*Histoire universelle des arts*, publ. par L. Réau (Paris, 1939 in-8°). De superbes reproductions des temples d'Angkor figurent dans les ouvrages suivants : *Le Bayon d'Angkor, bas-reliefs publiés...* par H. Dufour et Ch. Carpeaux (Paris, 1913, in-folio); *Description illustrée d'Angkor Vat* (Paris, 1931, in-4°, de la coll. des « Mémoires archéologiques de l'École française d'Extrême-Orient »).

VII. L'Inde à la fin du XIII^e siècle.

OUVRAGES À CONSULTER. — *The Cambridge history of India*, t. III : *Turks and Afghans*, publ. sous la direction de W. Haig (Cambridge, 1928, in-8°), avec de copieuses bibliographies; I. Prasad, *History of mediaeval India from 647 A. D. to the Mughal conquest* (Allahabad, 1925, in-8°; 2^e éd., 1928), trad. en français : *L'Inde du VII^e au XVI^e siècle* (Paris, 1930, in-8°, t. VIII, 1^{re} partie, de l'« Histoire du monde » publ. par E. Cavaignac); V. Smith, *The Oxford history of India* (Oxford, 1919, petit in-8°; 2^e éd. revue, 1923), et A. W. Haig et H. Dodwell, *Cambridge shorter history of India* (Cambridge, 1934, in-8°), commodés résumés. Sur l'Inde musulmane, nombreux articles à consulter dans l'*Encyclopédie de l'Islam* (citée p. 68), en particulier *Afghanistan*, *Ghaznavides*, *Ghorides*, par Longworth-Dames. L'ouvrage, déjà ancien, de H. M. Elliot et J. Dowson, *The history of India as told by its own historians* (Londres, 1867-1877, 8 vol. in-8°), t. II et III, est commode encore à cause des textes cités. Le plus important est le *Tabaqāt-i-Nāsiri* de Minhaj-ud-din, que G. Raverty a traduit en anglais (Calcutta, 1880, in-8°, dans la « Bibliotheca indica » de la Société asiatique du Bengale). — Sur l'histoire de l'art, voir G. Le Bon, *Les monuments de l'Inde* (Paris, 1893, gr. in-4°), purement descriptif, avec une abondante illustration; V. Smith, *History of fine art in India and Ceylan* (Oxford, 1911, in-4°); E. B. Havell, *The ancient and medieval architecture of India* (Londres, 1915, in-4°); A. Goomaraswamy, *History of Indian and Indonesian art* (Londres, Leipzig et New York, 1927, in-4°); E. Diez, *Die Kunst Indiens* et *Die Kunst der islamischer Völker* (Potsdam, [1928], 2 vol. in-4°, du « Handbuch der Kunstwissenschaft » publ. par A. E. Brinckmann); R. Grousset, *Les civilisations de l'Orient*, t. II : *L'Inde* (Paris, 1930, in-8°); — sur l'histoire religieuse, le nouveau *Lehrbuch der Religionsgeschichte* de Chantepie de la Saussaye (cité p. 456), t. II, chap. I : *Die Inder*, par S. Konow p. 1-198, avec d'utiles bibliographies; — sur l'histoire de la pensée, voir en outre R. Grousset, *Histoire de l'Extrême-Orient* (cités p. 405), p. 125 et suiv., qui renvoie aux travaux spéciaux.

VIII. Les Mongols, trait d'union entre l'Orient et l'Occident.

[OUVRAGES À CONSULTER](#). — Les ouvrages généraux cités p. 405.

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

LIVRE V

L'Europe après l'arrêt de l'offensive mongole.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE PREMIER

*L'Allemagne après la mort de Frédéric II*²¹².

La mort de Frédéric II avait jeté l'Allemagne dans le désarroi. D'obscurs comparses s'y disputaient l'ombre du pouvoir royal, tandis que la plupart des princes s'absorbaient dans de mesquines querelles ou des entreprises particulières. De l'intérêt général désormais nul n'avait cure. Il n'y avait plus de gouvernement ; et c'est avec raison que, pour les pays germaniques de l'Empire, la période qui s'ouvre en 1250 a été qualifiée de « grand interrègne ».

Interrègne sans doute, interrègne et anarchie ; mais de cette anarchie, un ordre nouveau allait finalement sortir. Las de ^{p473} se combattre, de s'user les uns contre les autres et de détruire du même coup l'armature et les ressources de l'État, les partis en arrivent peu à peu à une plus saine conception de leurs véritables intérêts. On verra, par exemple, les princes allemands reparler avec véhémence de la

²¹² [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

nécessité de défendre et même de reconstituer le domaine royal, mis sans vergogne au pillage, et ce n'est pas l'aspect le moins curieux de cette période qui commence que ce revirement des esprits et ce retour à la notion du bien commun.

[*Table des matières*](#)

I. — L'anarchie allemande ; le « Grand interrègne » (1250-1273)²¹³.

Frédéric II laissait un fils, Conrad IV, depuis plusieurs années déjà délégué au gouvernement de l'Allemagne et son héritier ^{p474} désigné. Mais la faiblesse de Conrad était extrême et, hors de son duché patrimonial de Souabe et d'une petite partie des pays rhénans, son action était nulle. Le rival que le pape Innocent IV lui avait suscité en la personne de l'antiroi Guillaume de Hollande était, il est vrai, plus impuissant encore. Retiré dans sa province natale ou dans le voisinage immédiat, il fallut qu'Innocent IV l'appelât auprès de lui à Lyon, au mois d'avril 1251, pour qu'il se sentît le courage de tenter, sans grande conviction, un nouvel effort en allant disputer aux partisans du Hohenstaufen quelques places de la vallée du Rhin.

L'intérêt était ailleurs, dans l'Italie toute vibrante de passions politiques et où, Frédéric II disparu, les principaux acteurs du drame étaient prêts à s'affronter de nouveau. Dès le début de mai 1251, sachant la voie libre, Innocent IV y rentra de son long exil ; le 24 juin suivant, Conrad IV acheva, dans une diète réunie à Augsbourg, d'y préparer une campagne. Car c'était au sud des Alpes, nul alors n'en doutait, qu'allait se résoudre le grand conflit de la papauté et de l'Empire et se régler le sort de la dynastie. Aussi, laissant Guillaume de Hollande s'agiter, Conrad prit-il sans hésitation le chemin de la Lombardie, puis, par mer, celui de l'Italie méridionale, où la mort l'enleva prématurément le 21 mai 1254, avant qu'aucun résultat décisif eût pu nulle part être atteint.

En territoire germanique cependant continuait le jeu des intrigues, des petites querelles et des coalitions. Les villes commerçantes, spécialement les villes rhénanes, se liguèrent pour faire elles-mêmes

²¹³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

la police et parer ainsi à la carence du pouvoir royal. Les adhésions leur vinrent nombreuses, de la mer du Nord au Danube. Une ligue analogue des villes de Westphalie fusionna avec celle du Rhin ; des princes, des comtes, des évêques n'hésitèrent pas à donner leur appui. Et comme la royauté s'avérait impuissante, on s'efforça de veiller soi-même au maintien de l'ordre. Car Guillaume, malgré les concours tardifs que lui valut d'abord, dans les diverses régions, la mort de son rival, n'arriva nulle part à donner à son pouvoir une base solide. Il lui manquait l'énergie nécessaire, la persévérance, ^{p475} les moyens de financer sa politique. Une forte opposition cherchait à lui substituer le roi de Bohême Otakar, quand il fut tué par surprise au fond de sa province de Hollande par les Frisons, contre lesquels il s'apprêtait à diriger une petite expédition d'intérêt local (28 janvier 1256). L'événement passa presque inaperçu.

Il avait été si peu roi et l'on s'était si bien habitué à cette carence du pouvoir central, qu'on ne se passionna guère pour l'élection de son successeur. Personne ne songea sérieusement à placer sur le trône le fils unique de Conrad IV, son homonyme, qu'on appellera familièrement Conradin. Le nom d'un Hohenstaufen n'éveillait plus en Allemagne qu'un faible écho. Au reste, Conradin était un enfant de quatre ans ; mais, pour éviter toute surprise, le pape, qui ne pardonnait pas à la race maudite, fit défense aux princes d'Empire d'arrêter sur lui leur choix. Une seule candidature allemande se précisa, d'ailleurs tardivement, au mois d'août, celle du margrave de Brandebourg Otton. Elle fut trop mal accueillie pour être retenue. Les villes rhénanes, restées liguées, suivaient l'affaire de loin : elles se bornèrent, en mars, à notifier aux princes qu'elles n'accepteraient pour roi qu'un candidat ralliant l'unanimité de leurs suffrages et qu'au cas où ils ne se mettraient pas d'accord, elles n'obéiraient à personne.

L'habitude était prise en effet dès ce moment de laisser un tout petit groupe d'électeurs pourvoir eux-mêmes à la vacance du trône, sans d'ailleurs qu'on se crût nécessairement tenu de reconnaître ensuite leur élu pour roi et de lui prêter serment de fidélité. Ce groupe s'était par étapes restreint au cours des dernières années jusqu'à ne plus comprendre que sept personnes, trois prélats et quatre laïques, savoir l'archevêque de Mayence, chargé traditionnellement, en sa qualité de primat de Germanie, de sacrer les nouveaux souverains ; ses deux assesseurs, les archevêques de Trêves et de Cologne ; et, comme représentants des princes laïques, les quatre grands officiers

sentants des princes laïques, les quatre grands officiers héréditaires de la couronne : le comte palatin du Rhin, sénéchal ; le duc de Saxe, maréchal ; le margrave de Brandebourg, chambrier ; le roi de Bohême, échanson. Si la plus élémentaire prudence leur conseillait de ne se prononcer qu'après avoir tâté l'opinion, ces sept électeurs apparaissaient nettement, après la mort de Guillaume de Hollande, comme les maîtres de l'élection. Mais, au début de 1256, l'archevêque de Mayence était prisonnier d'Albert, duc de Brunswick, et deux autres électeurs, l'archevêque ^{p476} de Cologne et le comte palatin, étaient excommuniés, ce qui risquait de fausser toutes les opérations.

Entre les électeurs disponibles l'accord fut difficile. L'affaire traîna ; ils examinèrent sans hâte les candidatures posées. Otton de Brandebourg éliminé, il n'en resta que deux, qui, fait symptomatique, émanaient l'une et l'autre de princes étrangers à l'Allemagne : le comte Richard de Cornouailles, frère du roi d'Angleterre Henri III, et le roi de Castille Alphonse X, qui se réclamait de sa mère Béatrice de Souabe, fille du roi Philippe de Souabe et sœur de l'empereur Frédéric II. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agissait moins de la couronne d'Allemagne que des droits qu'elle donnait sur l'Italie et la dignité impériale ; car l'élu de la diète allemande portait depuis le XI^e siècle le titre de « roi des Romains », qui, rappelons-le, faisait de lui un empereur virtuel.

Habilement préparée et soutenue cyniquement à coups de livres sterling, la candidature de Richard n'arriva cependant pas plus que celle d'Alphonse X à rallier une véritable majorité. Un simulacre de diète tenue enfin le 13 janvier 1257 sous les murs de Francfort — et non, comme il était d'usage, à l'intérieur de la ville, dont les partisans d'Alphonse interdisaient l'accès, — ne valut au comte de Cornouailles que trois suffrages : ceux du comte palatin du Rhin et de l'archevêque de Cologne, ce dernier votant à la fois en son nom et au nom de l'archevêque de Mayence, encore prisonnier. Le mandataire du roi de Bohême apporta aussitôt, il est vrai, l'adhésion de son maître. Mais, quelques semaines après, le 1^{er} avril, une deuxième diète ayant été réunie à Francfort même par l'archevêque de Trêves, assisté des représentants du duc de Saxe et du margrave de Brandebourg, tous trois votèrent pour Alphonse, et certains prétendent qu'ils obtinrent d'un mandataire dûment qualifié l'adhésion du roi de Bohême.

L'aventure tournait au comique ; et personne, en effet, ne sembla la prendre très au sérieux, ou du moins très à cœur, même pas les élus : Alphonse ne mit jamais le pied en Allemagne ; il se contenta d'annoncer maintes fois sa venue en Italie — seule partie de l'Empire qui l'intéressât — sans pouvoir à aucun moment, ni peut-être très énergiquement vouloir réaliser ce beau dessein. Richard n'en fit pas beaucoup plus. Après avoir couvert d'or ses électeurs, aux dépens des pauvres caisses anglaises, il alla recevoir la couronne à Aix-la-Chapelle, le 17 mai 1257 ; il passa même près d'un an et demi dans la vallée du Rhin en ^{p477} négociations et en promenades militaires, mais se borna ensuite à de courtes apparitions : deux mois à peine en 1260, six mois en 1262. Il revint encore à l'automne 1268, avec le désir apparent de tenter un effort, convoqua en avril 1269, à Worms, une grande diète, à laquelle n'assistèrent qu'une poignée de prélats rhénans et un seul prince laïque, le comte palatin du Rhin ; puis, définitivement édifié, il rentra chez lui pour n'en plus sortir.

Qui, vers 1270, se souciait encore de la royauté en Allemagne ? Sauf dans la région rhénane, où les brefs séjours de Richard étaient venus de temps à autre rappeler son existence, chacun vivait pour soi, et les chroniqueurs allemands ne prononcent même pas, pour la plupart, les noms de ceux qui de loin se disputaient la couronne.

[*Table des matières*](#)

II. — L'avènement de Rodolphe de Habsbourg (1273) ²¹⁴.

Peut-être cette situation singulière eût-elle duré longtemps encore, si le souci des intérêts supérieurs de la chrétienté n'avait finalement conduit le Souverain Pontife à intervenir pour y mettre un terme. A la suite d'une vacance de près de trois ans ²¹⁵, le trône de saint Pierre avait été dévolu, le 1^{er} septembre 1271, à un homme dévoué corps et âme à la cause de la Terre Sainte, l'archidiacre de Liège, Tedaldo Visconti, que son élection avait été surprendre à Saint-Jean d'Acre, où il avait rejoint l'année précédente une petite troupe de croisés conduite par le prince Edouard d'Angleterre. Il avait pu de ses yeux mesurer

²¹⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

²¹⁵ Voir ci-dessous, p. 500.

lui-même avec angoisse la gravité du péril, sans cesse accru, auquel les progrès de Baibars exposaient là-bas les derniers défenseurs de la cause chrétienne. Pape sous le nom de Grégoire X, il n'eut plus qu'une pensée : à tout prix, sauver en Syrie ce qui pouvait encore être sauvé. Sous peine d'arriver trop tard, l'aide devait être immédiate ; le concours de tous était nécessaire. Mais, pour cela, il fallait un empereur, et il le fallait sans tarder. ^{p478}

Richard de Cornouailles étant mort le 2 avril 1272, quelques jours après l'intronisation de Grégoire X (27 mars), celui-ci sut d'une main ferme écarter les vaines prétentions d'Alphonse de Castille ; faire rejeter par les électeurs la candidature inopportune d'un nouveau Staufen, Frédéric de Thuringe, enfant de quinze ans et neveu de Frédéric II, à qui les Gibelins d'Italie s'étaient ralliés depuis la mort de Conradin ; décourager les ambitions du roi de France Philippe III, qui, poussé par son oncle Charles d'Anjou, avait songé à briguer pour lui-même la couronne impériale ; tirer enfin les princes allemands de leur indifférence et les amener à un choix raisonnable.

Ce ne fut pourtant pas sur le candidat qui avait ses préférences qu'après de longues négociations leurs suffrages se portèrent. Grégoire avait laissé entendre qu'il verrait avec plaisir l'élection du prince alors incontestablement le plus puissant de toute l'Allemagne, le roi de Bohême Otakar II (que les Allemands appellent Ottokar), depuis bien des années aspirant à l'empire. Déjà, observaient les contemporains, Otakar régnait sur « neuf pays », dont les principaux étaient la Bohême, la Moravie, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole ; la possession des mines de Bohême lui valait de copieux revenus : un chroniqueur dit qu'il avait des tours pleines d'or et d'argent, ce qui était une force en période électorale, et le pape, lui, n'oubliait pas qu'Otakar s'était toujours montré la docilité même envers le Saint-Siège. Mais les princes ne tenaient pas à se donner un roi trop puissant : Otakar fut éliminé, comme le fut, pour les mêmes raisons, le comte palatin Louis de Bavière ; et l'archevêque de Mayence Werner fut assez habile pour rallier presque toutes les voix au landgrave d'Alsace Rodolphe de Habsbourg, qui tenait un rang honorable dans la noblesse allemande. C'était un homme de cinquante-cinq ans, grand, mince, avec de longues jambes et de longs bras, au visage pâle et grave, qui passait pour droit, intègre, un peu effacé. Il ne portait ombrage à personne. Le 1^{er} octobre 1273, il eut pour lui l'unanimité du collège électoral, à la seule exception du roi de

du collège électoral, à la seule exception du roi de Bohême, qui, empêché sans doute de se rendre à la diète ou préférant n'y point paraître, chargea l'évêque de Bamberg de notifier son opposition.

Couronné roi des Romains à Aix le 24 octobre, Rodolphe, malgré sa piété exemplaire, ne tarda pas à décevoir le Souverain Pontife. Sans doute, il prodigua à Grégoire X des marques de déférence ; et quand, à l'issue d'un grand concile assemblé à Lyon en 1274 pour l'organisation d'une croisade libératrice, ^{p479} celui-ci eut enfin obtenu d'Alphonse de Castille une renonciation définitive au trône impérial, Rodolphe s'empressa de venir à sa rencontre jusqu'à Lausanne (octobre 1275) lui renouveler de vive voix ses protestations de dévouement. Il promit de ne pas retarder la cérémonie du couronnement impérial, obligatoirement célébrée à Rome, en fixa même la date au 2 février suivant, prit la croix, s'engagea à se mettre en route avec sa femme et l'élite des princes allemands. Mais ni Grégoire X ni ses successeurs ne devaient voir Rodolphe partir pour la Terre Sainte, ni même se diriger vers la Ville Éternelle. Des tâches plus urgentes s'imposaient à lui et il avait l'esprit trop pondéré et trop réaliste pour risquer l'aventure d'une expédition italienne alors qu'en Allemagne même le sol était mal affermi sous ses pas. Aussi, après quelques sondages, se résigna-t-il vite à s'enfermer dans son royaume germanique, où les difficultés ne manquaient pas.

[*Table des matières*](#)

III. — La reconquête des fiefs usurpés et la chute d'Otakar de Bohême (1274-1278) ²¹⁶.

La politique impérialiste des Staufen et les troubles du long « interrègne » avaient miné en Allemagne les bases du pouvoir suprême. Une puissante féodalité princière régnant sur d'immenses territoires, en comparaison desquels ceux de l'ancien landgrave d'Alsace promu à la royauté étaient peu de chose ; un épiscopat richement doté, disposant de vastes fiefs et, par suite, d'une influence politique considérable ; des villes prospères, mais indépendantes et habituées à se liguier pour la sauvegarde de leurs intérêts ; peu de biens fiscaux ; plus d'impôts ; une justice royale désarmée : tel était le

²¹⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

bilan des cent dernières années. L'énergie ne manquait pas à Rodolphe, mais ses moyens d'action étaient faibles et son trésor était vide. Pour ménager l'avenir, il comprit qu'il fallait avant tout reconstituer le domaine royal et doter la monarchie des ressources ^{p480} financières indispensables. Aussi la revendication des terres du fisc usurpées sous les règnes précédents fut-elle, en plein accord avec ceux des princes que cette mesure n'atteignait pas, le premier article de son programme. Mais il eut l'habileté, pour ne pas effaroucher ses partisans, de limiter si bien ses prétentions que seul, parmi les grands feudataires de l'Empire, le roi de Bohême Otakar, son irréconciliable adversaire, se trouva d'abord visé.

Otakar n'avait cessé de protester contre l'élection de Rodolphe et de la taxer d'illégale ; il avait tout mis en œuvre pour empêcher le pape de la reconnaître et, de dépit, avait été jusqu'à se rallier à Alphonse de Castille et à lui envoyer des secours. Il s'aperçut bientôt de son imprudence. L'étendue de ses territoires lui avait attiré beaucoup d'envieux, et son ambition, à peine voilée, de s'assurer coûte que coûte le gouvernement de l'Allemagne, faisait de lui un danger public. Aussi la majorité des princes fut-elle d'accord avec Rodolphe pour contraindre Otakar à rendre gorge.

Les droits du roi de Bohême sur la plupart des grands fiefs qu'il occupait en territoire impérial étaient fragiles. De l'Autriche et de la Styrie, il s'était emparé de vive force lorsqu'en 1247 les deux duchés étaient tombés en déshérence. Seule l'impossibilité où l'empereur Frédéric II et son fils Conrad IV s'étaient vus d'intervenir énergiquement lui avait permis de les conserver. Il avait annexé la Carinthie et la Carniole en 1269 dans des conditions analogues, à la mort du duc Ulrich III, dont il avait su habilement capter l'héritage. Usurpations évidentes dont, sur la plainte du roi Rodolphe, une diète tenue à Nuremberg en novembre 1274 décida de lui demander raison ; et comme les princes avaient leur siège fait d'avance, le recours à la force était dès ce moment prévu au cas où l'usurpateur ne céderait pas. En outre, comme il s'était jusqu'alors dérobé à l'accomplissement de ses devoirs féodaux, il fut sommé de comparaître pour se justifier devant une seconde diète qui devait se réunir à Würzburg le 23 janvier suivant. Ni à Würzburg ni, quelques semaines après (12 mai), à Augsbourg, où il avait été de nouveau convoqué, Otakar ne parut. A la deuxième assemblée, il se borna à envoyer une insolente protestation contre tous les actes d'un

contre tous les actes d'un souverain illégalement élu. Passant outre, la diète prononça aussitôt la commise de la Bohême et de la Moravie, fiefs d'Empire, déclara Otakar déchu de la dignité de grand échanson, héréditaire dans sa famille, puis, comme suite aux résolutions de la diète de Nuremberg, y ajouta ^{p481} la saisie de tous les territoires qu'il avait usurpés. Il accueillit cette sentence par des moqueries et fut mis au ban de l'Empire (24 juin).

La veillée des armes se prolongea un an, Otakar semant l'or en Allemagne pour y susciter des difficultés à son adversaire, Rodolphe travaillant avec méthode et ténacité à renforcer son parti, à recruter une armée et à dresser ses plans de campagne. En août 1276, il passa à l'attaque : Eger fut occupé dès les premiers jours par le burgrave Frédéric de Nuremberg, tandis que le comte de Tirol Meinhard et le comte Albert de Gorizia conquéraient au pas de course la Carinthie et la Carniole. Le 1^{er} septembre, Rodolphe lui-même fonçait sur l'Autriche à la tête d'une armée qu'il avait concentrée à Nuremberg. Le 18 octobre, il était devant Vienne, dont il organisait aussitôt le blocus. De partout, même d'Autriche, de Styrie, et de Carinthie, des secours lui arrivaient ; de Hongrie aussi, où le gouvernement du jeune roi Ladislas IV saisissait avec empressement l'occasion d'abattre ce dangereux voisin. Otakar était perdu. Isolé, surpris par la violence de l'attaque, n'ayant pour tout soutien qu'un poignée de troupes démoralisées, il négocia. A la mi-novembre, une trêve fut conclue et quatre arbitres — deux pour chacune des parties — reçurent mission de chercher un terrain d'entente. Leur sentence, rendue le 21 novembre, stipulait la renonciation « simple et expresse » d'Otakar à l'Autriche, à la Styrie, à la Carinthie, à la Carniole, ainsi qu'à leurs annexes ; ses domaines héréditaires, Bohême et Moravie, lui étaient laissés à titre de fiefs et sous condition d'hommage ; le mariage d'un fils de Rodolphe avec une fille d'Otakar et d'un fils d'Otakar avec une fille de Rodolphe devaient sceller la réconciliation des deux familles. Otakar accepta, alla le 25 novembre demander son pardon et faire sa soumission au camp royal, sous les murs de Vienne, où Rodolphe entra en grande pompe le 29 ou le 30.

Mais, soit que la soumission d'Otakar ne fût qu'une feinte, soit qu'il ait voulu répondre à de nouvelles provocations, il reprenait les armes quelques jours après, se jetait sur l'Autriche, revendiquait ses « droits », se parait de ses anciens titres, et il fallait une nouvelle offensive victorieuse en Moravie pour le rappeler au respect des

fensive victorieuse en Moravie pour le rappeler au respect des traités (mai 1277). Au début de 1278, il renouvela la tentative, qu'encore une fois l'esprit de décision de Rodolphe parvint à déjouer, ce qui ne l'empêcha pas de recommencer en juin, avec le concours des ducs de Pologne et de ^{p482} Silésie, et, exploitant la surprise de l'adversaire, de forcer — non sans peine — la frontière de l'Autriche à Laa, sur la Thaya, de gagner la vallée de la Morava (ou March) et de descendre rapidement vers le sud. La connivence du duc de Basse-Bavière Henri, qui ferma la route du Danube aux renforts appelés en hâte d'Allemagne, eût mis Rodolphe en mauvaise posture si, à son appel, une armée hongroise n'était heureusement arrivée sur ces entrefaites pour lui porter secours. Il la rejoignit à Marchegg, près du confluent de la Morava et du Danube. Le 23 août, ainsi renforcé, il campait un peu plus au nord, face à l'ennemi, dans la plaine de Dürnkrut, où le combat s'engagea le 26.

La mêlée fut meurtrière. Finalement enfoncées, les troupes d'Otakar s'enfuirent en désordre vers le nord ; le roi de Bohême lui-même, désarçonné, blessé, fut achevé d'un coup d'épée au travers du corps et d'un coup de poignard à la gorge. Et la poursuite de l'armée en déroute fut menée à telle allure que, le lendemain de la bataille, selon toute vraisemblance, Rodolphe couchait à quarante kilomètres de là, à Feldsberg, d'où il envoyait au pape Nicolas III un éclatant bulletin de victoire. Il envahissait alors la Moravie, dont, l'une après l'autre, les villes lui ouvraient leurs portes ; le 29 septembre, il campait à Olmütz et y recevait la soumission des seigneurs du pays. Puis, franchissant les frontières de la Bohême près d'Iihlava (Iglau), il poussait jusqu'à Sedlec (à soixante kilomètres de Prague), où il dictait la paix au gouvernement tchèque (octobre 1278) : le fils d'Otakar, Venceslas, encore enfant, était placé pour cinq ans sous la tutelle du margrave de Brandebourg, Otton le Long ; le roi Rodolphe conservait pendant ce délai le gouvernement de la Moravie à titre d'indemnité de guerre ; il était convenu enfin que Venceslas épouserait une des filles du vainqueur, dont le fils cadet était, de son côté, fiancé à une sœur de Venceslas.

C'était un résultat dont le nouveau roi d'Allemagne avait le droit d'être fier. En quelques années, il avait renversé à son profit une situation qui semblait le condamner à l'impuissance. De petit seigneur, il était devenu le maître ou l'arbitre d'un vaste ensemble de territoires qui donnaient à sa royauté une base solide. Il avait osé

qui donnaient à sa royauté une base solide. Il avait osé parler haut et ferme au plus redouté de tous les princes de l'Empire, n'avait pas hésité à se mesurer avec lui en bataille rangée et, victorieux, débarrassé de la personne même de l'adversaire, à traiter son fils avec une rigueur qui dépassait celle dont jadis un Frédéric Barberousse avait usé envers Henri le Lion. Le succès de Rodolphe était éclatant.

p483

[*Table des matières*](#)

IV. — La royauté germanique après la victoire de Dürnkrut ²¹⁷.

Du jour au lendemain, la victoire de Dürnkrut valut à Rodolphe le prestige qui jusqu'alors lui avait généralement manqué. Car, tout en lui ayant donné leurs voix, les électeurs de 1273 et les princes allemands dont ils étaient les mandataires n'avaient eu d'abord que peu de respect pour son autorité. Faute de ressources, il avait eu quelque peine à se ménager une clientèle, et l'âpreté avec laquelle parfois il avait revendiqué les biens ou les droits royaux usurpés lui avait suscité de nombreux adversaires dans toutes les classes de la société. Il y avait eu des insurrections urbaines et féodales en diverses régions, surtout dans l'ouest et le sud-ouest, où il résidait de préférence ; le clergé s'y était associé en la personne de ses plus hauts représentants, évêques et archevêques ; et l'on avait vu, en 1275, les trois archevêques de Mayence, Cologne et Trêves organiser contre lui une véritable « ligue du bien public ». Il ne s'était pas écoulé d'année sans révoltes de ce genre ; et en 1278, avant Dürnkrut, la situation avait même un instant pris un tour très grave, parce qu'Otakar avait réussi à entraîner dans son sillage l'ambitieux et versatile Henri, duc de Basse-Bavière, dont les domaines commandaient les voies d'accès normales vers l'Autriche.

Mais la victoire de Rodolphe et la mort d'Otakar étaient venues tout changer d'un seul coup, la plupart des indécis ou des opposants de la veille, sans en excepter Henri de Bavière, ayant jugé prudent d'apporter leur adhésion au vainqueur. Ainsi affermi sur son trône, celui-ci put travailler désormais sans relâche à la pacification du pays,

²¹⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

à la remise en vigueur des anciens édits de paix (*Landfrieden*) de Frédéric I^{er} et de Frédéric II, au rétablissement des finances de l'État, à la réorganisation des domaines de la couronne.

Sans doute, il s'en fallait encore de beaucoup vers 1285 que le pouvoir royal de Rodolphe fût indiscuté, même dans les régions où les domaines des Habsbourg étaient le plus denses, et la reprise des provinces arrachées à Otakar n'était pas sans lui causer de graves soucis. Contraint, en 1276, de laisser Henri de Bavière, alors son allié, s'installer en Haute-Autriche, il avait eu beaucoup de mal à l'en déloger après Dürnkrut et à obtenir ^{p484} de lui, en mai 1279, une renonciation définitive. Il n'était pas arrivé à évincer de la Carniole le comte de Tirol Meinhard, mais, sans oser mettre directement la main sur l'Autriche, la Styrie et la Carinthie, avait pu du moins en ménager le libre gouvernement à sa propre famille, en la personne de ses deux fils Albert et Rodolphe (décembre 1282). Un point surtout était acquis, et d'importance : menacée de disparaître dix années auparavant ou de n'être plus qu'un vain titre à la merci d'étranges ambitions — celles d'un Richard de Cornouailles, d'un Alphonse de Castille, d'un Philippe le Hardi, — la royauté germanique était redevenue une réalité vivante, en se refaisant purement allemande. Il y avait là pour l'avenir une leçon précieuse. ^{p485}

Bibliographie du CHAPITRE PREMIER. ***L'Allemagne après la mort de Frédéric II.***

OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — É. Jordan, *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles*, au t. IV (section Moyen âge) de *l'Histoire générale* de G. Glotz (1939), cité p. 129, mais qui s'arrête en 1273. Parmi les histoires générales d'Allemagne (citées p. 129), retenons surtout la dernière édition du *Gebhardt's Handbuch der deutschen Geschichte* (1930), où l'on trouvera une bibliographie. L'ouvrage d'O. Lorenz, *Deutsche Geschichte im 13 und 14 Jahrhundert*, t. I : *Die Zeit des grossen Interregnums* ; t. II : *Geschichte Rudolfs von Habsburg und Adolfs von Nassau* (Vienne, 1863-1866, 2 vol. in-8°), est très vieilli. Pour pénétrer dans le détail, il faut utiliser le grand répertoire chronologique commencé jadis par J. F. Böhmer et, depuis, entièrement refondu : J. F. Böhmer, *Regesta imperii*, V : *Die Regesten des Kaiserreichs unter Philipp... 1198-1272*, cité p. 293 ; VI : *Die Regesten des Kaiserreichs unter Rudolf, Adolf, Albrecht I und Heinrich VII, 1273-1313*, fasc. 1, publ. par O. Redlich : *Rudolf* (Innsbruck, 1898, in-4°). — Sur les institutions, voir le *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* de K. Schröder, édition de 1922 (citée p. 130). — Sur l'histoire de l'Église, A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. V (Leipzig, 1920, in-8° ; 3^e éd., 1929).

I. L'anarchie allemande : le « Grand interrègne » (1250-1273).

OUVRAGES À CONSULTER. — Le meilleur exposé d'ensemble est celui de J. Kempf, *Geschichte des deutschen Reiches während des grossen Interregnums, 1245-1273* (Würzburg, 1893, in-8°), clair et méthodique. Un tableau rapide, mais substantiel, de l'Allemagne pendant le grand interrègne figure au livre I^{er} (p. 37-77) du livre solide consacré par O. Redlich à Rodolphe de Habsbourg (voir ci-dessous, p. 478). Parmi les monographies, dont plusieurs essentielles, citons : Georg Zeller, *König Konrad IV in Italien 1252-1254* (Bremen, 1907, 110 p. in-8°, dissertation de Strasbourg) ; O. Hintze, *Das Königtum Wilhelms von Holland* (Leipzig, 1885, in-8°, fasc. 15 des « Historische Studien » publ. par Arndt, C. von Noorden, etc.), très poussé ; J. F. Bappert, *Richard von Cornwall seit seiner Wahl zum deutschen König* (Bonn, 1905, in-8°, dont les premiers chapitres ont d'abord paru sous forme de dissertation de l'Université de Bonn), consciencieux ; W. Herrmann, *Alfonso X von Castilien als römischer König* (dissertation de Berlin, 1897) ; A. Ballesteros y Beretta, *Alfonso X de Castilla y la corona de Alemania*, dans la *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, 3^e série, t. XXXIV (1916), XXXV (1917), XXXIX (1918), XL (1919), étude de 117 p. dispersée en 5 fascicules.

(1918), XL (1919), étude de 117 p. dispersée en 5 fascicules. Sur la double élection de 1257, Frank A. Levas, *Ottokar II of Bohemia and the double election of 1257*, dans *Speculum*, t. XII (1937), p. 512-515.

Sur la formation du collège des électeurs impériaux, il existe une abondante littérature historique (en voir le relevé dans le manuel, cité p. 130, de R. Schröder, p. 511, n. 8, et dans la 9^e éd. de Dahlmann-Waitz, *Quellenkunde der deutschen Geschichte* (Leipzig, 1931), sous les n^{os} 7025-7031). Citons notamment H. Bloch, *Die Staufischen Kaiserwahlen und die Entstehung des Kurfürstentums* (Leipzig et Berlin, 1911, in-8°); M. Krammer, *Das Fürstenkolleg von den Anfängen bis... 1338* (Weimar, 1913, in-8°, t. V, fasc. 1, des « Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches », publ. par K. Zeumer), et divers autres travaux du même auteur, à qui l'on doit aussi un commode recueil des textes essentiels : *Quellen zur Geschichte der deutschen Königswahl und des Kurfürstenkollegs* (Leipzig et Berlin, 1911-1912, 2 fasc. in-8° de la collection « Quellensammlung zur deutschen Geschichte » publ. par E. Brandenburg et G. Seeliger), avec une bibliographie.

Sur les ligues urbaines, spécialement sur celle du Rhin, à laquelle O. Hintze et O. Redlich (ouvrages cités plus haut) consacrent d'excellentes pages, voir E. Bielfeldt, *Der Rheinische Bund von 1254. Ein erster Versuch eines Reichsreform* (Berlin, 1937, 104 p. in-8°, fasc. 3 des « Neue deutsche Forschungen », section : « Mittelalterliche Geschichte »), ainsi que les livres vieillis de K. A. Schaab, *Geschichte des grossen Rheinischen Städtebundes* (Mayence, 1843-1845, 2 vol. in-8°), et de J. Weizsacker, *Der Rheinische Bund, 1254* (Tubingen, 1879, in-8°); en outre, F. Wagner, *Der Rheinische Städtebund des 13 Jahrhunderts*, dans les *Mittelrheinische Geschichtsblätter*, ann. 1927.

II. L'avènement de Rodolphe de Habsbourg (1273).

OUVRAGES À CONSULTER. — L'ouvrage essentiel est celui d'O. Redlich, *Rudolf von Habsburg. Das deutsche Reich nach dem Untergange des alten Kaisertums* (Innsbruck, 1903, gr. in-8°), qui renvoie aux travaux antérieurs. Y joindre les *Regesten* cités p. 473, — Sur l'affaire de l'élection de Rodolphe et les candidatures d'Otakar et de Philippe le Hardi, voir en outre R. Sternfeld, *Der Kardinal Johann Gaëtan Orsini (Papst Nikolaus III), 1244-1277. Ein Beitrag zur Geschichte der römischen Kurie im 13 Jahrhundert* (Berlin, 1905, in-8°, fasc. 52 des « Historische Studien » d'Ebering), p. 204-214, et l'ouvrage de H. Mitteis, cité p. 293.

III. La reconquête des fiefs usurpés et la chute d'Otakar de Bohême (1274-1278).

OUVRAGES À CONSULTER. — A l'ouvrage capital d'O. Redlich cité p. 478, joindre M. Vancsa, *Geschichte Nieder- und Oberösterreichs*, t. I (Gotha, 1905, in-8°, de l'« Allgemeine Staatengeschichte »), qui s'arrête à 1283 ; les histoires de Bohême et de Moravie citées p. 388, et J. Šusta, *České dějiny* [Histoire tchèque], 2^e partie, t. I : *Soumrak Přemyslovců a jejich dědictví* [Le crépuscule des Přemyslides et leur héritage] (Prague, 1935, in-8°), qu'analyse B. Mendl, *Le dernier des Přemyslides. La fin d'une dynastie slave*, dans la *Revue historique*, t. CLXXIX (1937), p. 34-62 ; pour la Carinthie, A. Jaksch, *Geschichte Kärntens bis 1335* (Klagenfurt, 1928-1929, 2 vol. in-8°).

IV. La royauté germanique après la victoire de Dürnkrut.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre le livre de Redlich, cité p. 478, voir celui de M. Vancsa, cité p. 480.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE II

L'Italie angevine (1250-1282) ²¹⁸.

La mort de Frédéric II avait été une libération pour l'Italie, mais ne lui avait pas apporté la paix. Quoique las de l'éternel conflit entre la papauté et l'Empire, on y restait divisé en deux camps irréconciliables : guelfes et gibelins, sans que ces désignations, au surplus, correspondissent toujours à deux attitudes politiques ^{p486} nettement définies. Dans nombre de cités, dans nombre de seigneuries, on songe moins désormais au pape ou aux descendants de Frédéric qu'aux intérêts locaux en perpétuelle opposition et causes de guerres sans cesse renaissantes.

Car, à force de servir d'enjeu dans la lutte entre papes et empereurs, l'Italie a perdu jusqu'à la notion de son unité. Les provinces méridionales, grossies de la Sicile, forment depuis deux siècles un royaume à part, dont la vie ne se confond en rien ou presque rien avec celle des autres provinces, mais dont la possession vaut à ceux qui les gouvernent une influence souvent considérable dans le reste de la péninsule. L'État pontifical, qui s'étend encore de l'embouchure du Tibre et des marais Pontins jusqu'à l'Adriatique, le long de laquelle il englobe toute la marche d'Ancône, est en voie d'émiettement. Il y a longtemps déjà que même le Latium, et mainte fois Rome, ont cessé d'être solidement tenus par le Souverain Pontife, Les agents impériaux ont miné partout son pouvoir, et les villes en ont profité pour s'émanciper. Quant à la Lombardie, avec ses annexes de Romagne et de Toscane, ce n'est plus qu'une poussière de républiques déchirées par les factions. Les petits princes féodaux de la région

²¹⁸ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

alpestre, les comtes de Savoie et de Piémont, les marquis de Montferrat et de Saluces en profitent pour s'immiscer dans leurs affaires, sans, bien entendu, négliger les leurs propres.

Mais si chacun ne pense qu'à soi, personne, après la disparition de Frédéric II, n'est assez fort pour occuper en Italie la place que l'effacement du pouvoir impérial laisse vacante. Le pays est donc à la merci de qui sera de taille à l'organiser. Il s'en faudra de peu que le frère du roi de France, Charles d'Anjou, n'y parvienne.

[*Table des matières*](#)

I. — L'anarchie italienne et la succession au trône de Sicile (1250-1262) ²¹⁹.

Quelques mois après la mort de l'empereur, Innocent IV était rentré dans la péninsule. Mais son retour n'avait rien eu d'un ^{p487} triomphe. En Haute Italie, il avait été accueilli sans enthousiasme. La ligue lombarde, qu'il s'était tout de suite efforcé de reconstituer, dans l'espoir de trouver en elle un solide appui contre les entreprises des héritiers de Frédéric II, ne connut un semblant de vie que durant un court laps de temps, de mars à décembre 1252 ; après quoi, elle sombra de nouveau dans l'oubli.

Bientôt isolée, au milieu d'un monde tumultueux où les cités, en pleine crise de croissance, cherchaient confusément à se constituer des seigneuries indépendantes, la papauté ne se sentait nulle part tout à fait en sûreté, à Rome moins qu'ailleurs. Innocent IV ne revient, très à contre-cœur, qu'au mois d'octobre 1253 dans la Ville Éternelle, et il n'y peut rester. C'est en Ombrie — soit à Pérouse, soit à Assise, — puis à Anagni, que s'écoulent les dernières années de son pontificat, en attendant qu'il aille mourir à Naples (décembre 1254). Après lui, Alexandre IV (1254-1261) ne fera dans Rome que trois brefs séjours de quelques mois, et ni Urbain IV (1261-1264), ni Clément IV (1265-1268) n'y paraîtront. Le palais de Latran a cessé d'être le centre de la chrétienté, et le Souverain Pontife est contraint d'errer à distance respectueuse de sa capitale, d'Anagni à Viterbe, de Viterbe à Orvieto,

²¹⁹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

d'Orvieto à Pérouse, sans jamais pouvoir se flatter d'être vraiment le maître d'une portion quelconque de ses États.

Il ne se heurte pas seulement aux villes et aux seigneurs : il lui faut compter aussi avec la descendance de Frédéric II, qui partout s'agite et partout le menace. C'est d'abord Conrad IV, que nous avons vu quitter l'Allemagne au mois d'octobre 1251, avec l'intention dès lors bien arrêtée de revendiquer tout l'héritage de son père, royaume de Sicile et titre impérial inclus ; et peu ^{p488} s'en faut que sa tentative ne soit couronnée de succès. Après une brève apparition dans l'Italie du Nord, il s'embarque près de l'embouchure du Tagliamento, fait voile vers la Pouille, accoste à Siponto, dans le golfe de Manfredonia (8 janvier 1252), soumet en deux ans une partie de l'Italie du Sud et, bravant les foudres pontificales, sait fort habilement se ménager des partisans dans le reste de la péninsule, quand tout à coup la mort l'enlève avant l'heure, le 21 mai 1254.

L'alerte était passée ; mais, du côté de l'Italie du Sud, le danger était loin d'être conjuré. Car un autre Hohenstaufen, Manfred, bâtard légitimé de Frédéric II, laissait percer depuis quelque temps déjà d'inquiétantes prétentions. Fils d'une Italienne, la Lombarde Blanche Lancia, très pressé de se tailler une large place au soleil et ne s'embarrassant guère de scrupules, ce jeune homme — il était né en 1232 — avait reçu, au décès de son père, avec la principauté de Tarente, le gouvernement provisoire des possessions impériales dans toute l'Italie, sans en excepter le royaume sicilien. Mais une délégation provisoire ne lui suffisait pas. Dès le mois de juillet 1251, il avait, par de louches tractations avec le pape, essayé d'usurper la couronne de Sicile, au mépris des droits de son demi-frère Conrad. Son oncle Galvano Lancia, ses cousins et toute une bande de parents de sa mère le poussaient ; d'un bout à l'autre de la péninsule, ils intriguaient pour lui, en même temps que pour eux-mêmes.

Conrad mort, Manfred ne tarde pas à renouer avec Innocent IV les anciennes négociations. Mais le pape, qui n'a qu'une pensée : replacer solidement le royaume de Sicile sous sa suzeraineté, éviter à tout prix qu'il ne retombe aux mains d'un empereur, n'a que faire des offres d'un Hohenstaufen. Depuis deux ans, il est à la recherche d'un prétendant qu'il puisse, là comme en Allemagne, opposer à la descendance de Frédéric II. Il a pressenti Richard de Cornouailles, dont il n'était pas encore question à cette date pour le trône

pas encore question à cette date pour le trône germanique ; il a pressenti également le frère cadet de saint Louis, Charles, comte d'Anjou et de Provence ; enfin il a demandé au roi d'Angleterre Henri III de lui envoyer son second fils, Edmond. Avec ce dernier l'affaire a même été conclue avant la fin de 1253. Sans doute, Edmond n'est encore qu'un enfant, et le Plantagenêt, qui a déjà beaucoup de peine à gouverner son propre royaume, ne se presse pas de traduire en actes l'acceptation de principe qu'il a donnée au nom de son fils. Qu'importe ? Innocent IV prend les devants : il se charge de faire occuper l'Italie du Sud ^{p489} par ses troupes, en attendant que celles du jeune prétendant, auquel il a conféré l'investiture, puissent arriver à pied d'œuvre ; et c'est en territoire reconquis, à Naples, qu'il rend le dernier soupir (7 décembre 1254).

Mais il n'est pas facile d'abattre Manfred ; sa souplesse est déconcertante. N'est-il pas arrivé, en septembre, à si bien circonvenir le pape qu'il a reçu de lui une bulle le nommant vicaire du Saint-Siège dans le royaume sicilien ? Et n'a-t-il pas poussé l'impudence, le 11 octobre, jusqu'à courir au-devant du conquérant, à Ceprano, pour avoir l'honneur de tenir lui-même par la bride le cheval du Souverain Pontife à son entrée en Campanie ? Quelques semaines après, ces belles démonstrations de respect sont oubliées : les armées pontificales et celles du Hohenstaufen s'entrechoquent dans tout le nord du royaume de Sicile. Le sort des armes est, dans l'ensemble, favorable à Manfred. Oublieux du titre de vicaire du Saint-Siège qu'il a obtenu par surprise en 1254, il agit maintenant au nom de son neveu Conradin, en qualité de « baillistre général du royaume de Sicile », ce qui ne l'empêche pas d'essayer presque aussitôt de recommencer avec le nouveau pape, Alexandre IV, dont il connaît la faiblesse, la manœuvre esquissée en 1251, pour s'assurer personnellement la couronne. La manœuvre ayant encore une fois échoué, il change de méthode, répand le bruit de la mort de Conradin et, le 10 août 1258, quoique excommunié par le pape, se fait solennellement élire, puis sacrer roi à Palerme, au milieu d'un grand concours de prélats et de seigneurs, tant de la Sicile proprement dite que de l'Italie méridionale.

Alexandre IV est désarmé. Non content de braver, dans le royaume de Sicile, excommunications et interdicts, Manfred affiche sans vergogne ses prétentions à régenter l'Italie tout entière. Dès 1257, il a réussi à s'attacher Gênes par un traité d'alliance menaçant. Le voilà maintenant qui intervient en Piémont, en Sardaigne, en Lombardie, en

nant qui intervient en Piémont, en Sardaigne, en Lombardie, en Toscane, dans le duché de Spolète, dans la marche d'Ancône. Partout il regroupe autour de lui les anciens gibelins ; il nomme des « vicaires généraux » de provinces, désigne souvent les « capitaines » ou les podestats des cités, envoie des troupes. C'est grâce à leur concours que les gibelins de Toscane, sous l'égide des Siennois, enfoncent à Montaperti, sur l'Arbia, le 4 septembre 1260, en une bataille mémorable, les guelfes florentins qu'ils mettent pour un temps hors de cause. A Rome, où le pouvoir est normalement exercé à cette époque par un sénateur unique, quand il n'est pas délégué à ^{p490} deux sénateurs associés, Manfred est choisi pour cette charge, au printemps de 1261, par un clan d'électeurs remuants qui ont fait de sa candidature une candidature de défi, à laquelle un autre clan a opposé celle, non moins symbolique, du comte Richard de Cornouailles, depuis quatre ans roi des Romains et prétendant à l'Empire.

Pour impressionnants qu'ils soient, les progrès de Manfred ne sont cependant pas décisifs, parce qu'au fond nulle part les gibelins ne lui sont acquis sans réserve. Qu'on voie plutôt ce qui se passe en Toscane au lendemain de la bataille de Montaperti : les cités gibelines, à qui ses troupes ont facilité la victoire, décident en mai 1261 de constituer une grande ligue, à laquelle adhèrent aussitôt Pise, Florence, Sienne, Pistoia, Volterra, San Miniato, Prato, San Gimignano, Colle di Val d'Elsa, Poggibonsi. C'est un succès. Or le premier acte de la nouvelle confédération est d'entrer en pourparlers avec Richard de Cornouailles en vue de son couronnement impérial. Même dans le royaume de Sicile, l'autorité de Manfred est peu solide ; des révoltes éclatent auxquelles il doit tenir tête sans répit. Et, au fond, il n'a pas l'étoffe d'un chef : il manque de décision, remplace trop souvent l'énergie par la ruse et à un acte d'audace préfère toujours les finesses d'une diplomatie tortueuse.

Aussi l'arrivée sur le trône de saint Pierre d'un pontife moins malléable qu'Alexandre IV suffit-elle pour amener, d'un bout à l'autre de la péninsule, un changement à vue. Ce pontife, c'est Urbain IV, un Français, le fils, disait-on, d'un modeste savetier de Troyes, homme d'instruction et d'expérience, dont l'âge — il avait passé la soixantaine — n'avait pas émoussé le caractère fier et résolu. Avec lui, la politique antigibeline est reprise vigoureusement. Certains se croient déjà revenus au temps où, à l'appel d'Alexandre III, la ligue lombarde répondait en se dressant tout d'une pièce pour barrer la

pondait en se dressant tout d'une pièce pour barrer la route à Barberousse. « Le pape fait ce qu'il veut », écrit en 1262 un ambassadeur siennois envoyé à la cour pontificale, « il n'y a pas d'obstacle à sa volonté ». Partout les guelfes encouragés relèvent la tête. En Toscane, l'aristocratie marchande et financière des grandes cités — Florence, Sienne, Lucques, — ressaisit le pouvoir ; un puissant parti guelfe se reforme autour d'elle. En Lombardie, les alliances conclues par Manfred sont rompues ; son influence est éliminée de l'État pontifical, de Rome même, où, d'ailleurs, le Hohenstaufen ne semble pas avoir songé à tirer bénéfice de son élection sénatoriale. Aux nouvelles avances qu'il ose ^{p491} faire à la papauté en novembre 1262, Urbain coupe court aussitôt, en même temps qu'il répudie les accords antérieurs avec le roi d'Angleterre et son fils Edmond, dont on est encore à attendre la venue et les troupes. Il renoue, au contraire, activement la négociation jadis entamée avec Charles d'Anjou : puisque l'Angleterre s'est dérobée, c'est la France qui rendra au Saint-Siège la liberté dont il a besoin, en venant extirper d'Italie la descendance impie de Frédéric ; et, suivant le mot d'Urbain IV lui-même, un nouveau Charles, « à l'exemple du fils de Pépin », sera sollicité d'accourir au delà des monts pour aviser, comme jadis, au salut de l'Église.

[*Table des matières*](#)

II. — La conquête du royaume de Sicile par Charles d'Anjou et sa mainmise sur l'Italie ²²⁰.

Ce qui pourrait surprendre, c'est qu'ambitieux comme, il l'était, le comte d'Anjou ait attendu jusque-là pour intervenir ^{p492} dans les affaires siciliennes, alors que depuis plus de dix ans les regards de la papauté s'étaient portés sur lui. Né en 1226, ce n'était plus un jeune homme ; mais il avait encore la fougue de la jeunesse et rêvait éperdument de conquêtes. Cassant, hautain, il allait droit son chemin, sans souci des obstacles. Il était insatiable, quoique dès sa vingtième année la vie l'eût comblé. Un mariage inespéré avec Béatrice, la fille cadette du comte Raimond-Bérenger, lui avait valu le comté de Provence ; presque aussitôt après, il avait reçu en apanage les comtés

²²⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

d'Anjou et du Maine ; mais rien de tout cela ne lui suffisait, et on le savait prêt à toutes les entreprises hasardeuses. En 1253, il s'était ainsi laissé entraîner dans le guêpier des affaires flamandes — en pleine lutte des Avesnes et des Dampierre, — alléché par les offres de la comtesse Marguerite, qui, en échange de son appui contre le comte de Hollande Guillaume, l'élu de la diète germanique, lui laissait espérer le comté de Hainaut et la garde du comté de Flandre.

Déçu dans ses calculs au nord, il s'était retourné vers le midi. En 1257, il avait trouvé le moyen de se faire céder à toutes fins utiles par le prince d'Orange Raimond des Baux le titre de roi d'Arles, jadis conféré à la maison des Baux par l'empereur Frédéric II, et — acquisitions plus substantielles — il avait depuis 1259 progressé d'une marche rapide sur le versant oriental des Alpes, où nombre de communes et de seigneurs, adroitement circonvenus, l'avaient appelé comme arbitre, puis accepté pour suzerain. Sa domination, grâce à cette méthode, avait fini par englober une notable partie du Piémont méridional, avec les hautes vallées de la Stura et du Tanaro : de juillet 1259 au mois d'avril 1260, les cités de Cuneo (ou Coni), d'Alba, de Cherasco, de Bene, de Mondovi, avaient dû l'une après l'autre accepter ses « vicaires » ; de grands seigneurs, comme le marquis de Saluces, lui avaient prêté hommage pour quelques-uns de leurs fiefs, et déjà il s'était heurté dans ces parages aux ^{p493} agents de Manfred, qui cherchait à progresser en sens contraire. Qu'un tel homme, après cela, pût hésiter à accueillir comme une aubaine les nouvelles offres de la papauté était chose unimaginable.

Mais il fallait compter avec son frère aîné, le roi saint Louis, qui entendait garder la haute main sur toutes les négociations où les intérêts généraux de son royaume étaient engagés ; et c'est avec lui, plus encore qu'avec Charles, que le pape dut ménager une entente, en discutant pied à pied, durant de longs mois, les termes d'un accord propre à sauvegarder les droits des deux parties. Le pape voulait avant tout, comme de juste, obtenir une renonciation formelle de son candidat à la couronne impériale et même à toute domination, quelle qu'elle fût, sur le reste de l'Italie. Il voulait aussi que fût reconnue en termes exprès et traduite en actes précis la suzeraineté du Saint-Siège. Ces pourparlers délicats ne purent aboutir avant le 15 août 1264. Encore fallut-il que le pape acceptât, en l'entourant, il est vrai, de réserves, un fait accompli entre temps : l'élection de Charles comme sénateur à vie par le peuple de Rome (août 1263). Il dut passer

par le peuple de Rome (août 1263). Il dut passer momentanément sur cette infraction aux règles qu'il était bien résolu pourtant à faire prévaloir et se borner à réclamer du nouveau sénateur, en vain du reste, la promesse d'abandonner sa charge le jour où le royaume de Sicile serait effectivement conquis. Né français et assez dévoué aux intérêts de son pays d'origine pour avoir, dans l'année qui suivit son avènement, appelé six prélats de France au Sacré Collège, il se croyait en même temps assez sûr du gouvernement capétien pour consentir quelques sacrifices au succès de la combinaison qu'il avait péniblement échaudée.

En Italie, au surplus, les événements avaient marché. Manfred avait repris partout l'offensive ; ses agents déployaient partout, et jusque dans l'État pontifical, une activité menaçante ; lui-même, au mois de mai 1264, avait fait mine de se jeter sur Rome ou sur Orvieto, où le pape s'était fixé depuis l'automne 1262. Il fallait en finir. Non seulement Urbain IV traita avec Charles d'Anjou, mais il ordonna de prêcher en Italie même la croisade contre ce nouvel ennemi de l'Église, qui ne craignait pas, affirmait-il, d'enrôler dans ses armées les troupes sarrasines de la colonie musulmane établie par Frédéric II à Lucera. Il décida que les vœux de Terre Sainte seraient considérés comme accomplis au prix d'une simple participation à cette guerre de délivrance ; que les églises de France devraient lever pendant trois ans des décimes au profit de Charles d'Anjou, ^{p494} chef de l'expédition ; il n'hésita pas enfin à mettre toute son autorité et toute son activité au service de l'homme qui, dans son esprit, devait être le champion de l'Église.

Il mourut à la tâche (2 octobre 1264), avant même que le comte d'Anjou eût pu se jeter dans la mêlée, et laissa le collège des cardinaux dans un tel embarras que son successeur ne fut choisi qu'après quatre mois d'hésitations (5 février 1265). Mais celui-ci, Clément IV, autre Français, de son vrai nom Gui Foucoi, poursuivit aussitôt avec décision, et non sans habileté, la politique inaugurée par le défunt : non seulement il s'employa à tout préparer pour la venue du comte d'Anjou, mais quand Charles débarqua enfin à l'embouchure du Tibre le 21 mai 1265, sans argent, sans chevaux et presque sans armée, il sut lui trouver ce qui lui manquait, y compris les sommes nécessaires au recrutement et à la solde des troupes, puis facilita par sa diplomatie et ses agents la traversée de l'Italie

ses agents la traversée de l'Italie septentrionale aux renforts considérables mandés de France par son allié.

Il était temps. Car dès juin Manfred, franchissant par le sud les frontières du territoire pontifical, venait menacer Tivoli, tandis que par le nord les troupes de son vicaire général de Toscane avançaient vers Orvieto. L'intervention de Charles d'Anjou assura le salut. En août 1265, Orvieto était dégagé et Manfred battait en retraite. Six mois plus tard, le Hohenstaufen était vaincu et tué au cours d'un combat décisif sous les murs de Bénévent (26 février 1266).

La victoire de Charles d'Anjou lui livrait le royaume de Sicile, dont la soumission fut extraordinairement rapide. Mais quelle confusion encore en Italie ! Sans doute la défaite et la mort de Manfred ont purifié l'atmosphère ; mais il reste des Hohenstaufen, et les gibelins n'ont pas désarmé. A peine Manfred disparu, ils se retournent vers le fils de Conrad IV, le jeune Conradin, qui précisément atteint en mars 1266 sa quinzième année, c'est-à-dire sa majorité. Du fond de son duché patrimonial de Souabe, dont il a pu se rendre maître avec l'appui de son oncle et tuteur le duc Louis de Bavière, il s'apprête à descendre en Italie et, pour commencer, arbore avec ostentation le titre de roi de Sicile, malgré les protestations véhémentes du pape. Bien plus, à partir de 1267 surtout, il s'immisce activement dans les affaires des communes italiennes, envoie des émissaires en Lombardie, en Toscane, y nomme des vicaires, annonce à tous sa venue prochaine, que prépare à Rome un aventurier, Henri de Castille, frère du roi Alphonse, que le parti gibelin a élu sénateur en juin.

Quand le terrain est bien préparé, Conradin franchit les Alpes au début de septembre avec une imposante escorte. Il est fort de son droit violé, qu'il rappelle dans un long manifeste, et ses seize ans lui donnent courage et audace. Le pape a beau brandir contre lui l'anathème et lui enjoindre de repasser les monts, il progresse, d'un pas lent mais sûr, de Vérone à Pavie, de Pavie à Pise, de Pise à Rome, sans qu'on soit nulle part en mesure de l'arrêter. Il entre à Rome le 24 juillet 1268 et y est reçu avec honneur. Quelque cinq mille cavaliers l'accompagnent. Le mois suivant, il franchit la frontière du royaume de Sicile, où l'annonce de sa venue prochaine a, dès le printemps, déclenché contre Charles d'Anjou une révolte, préparée de longue main. Le 23 août, les forces des deux adversaires se trouvent en présence à Tagliacozzo, au nord-ouest du lac Fucin, et la lutte semble d'abord

cozzo, au nord-ouest du lac Fucin, et la lutte semble d'abord tourner en faveur du jeune Hohenstaufen, dont l'armée l'emporte en nombre ; mais au dernier moment un retour offensif de l'Angevin entraîne, contre toute attente, la déroute des Allemands.

Alors, c'est le dénouement, qui va ternir à jamais la mémoire du vainqueur. Conradin, qui a pu se sauver du champ de bataille, erre quelques jours comme une bête traquée. Il se réfugie à Rome le 18 août, s'enfuit de là, le 21, au château de Saracinesco, au nord-est de Tivoli, parvient à gagner la côte, se jette dans un vaisseau à l'embouchure de l'Astura (au sud des monts Albains), mais est pris, livré au comte d'Anjou le 12 septembre, emmené à Naples, condamné à mort pour trahison, en même temps que le duc Frédéric d'Autriche, et décapité avec lui le 29 octobre.

Il faudra près de deux ans encore à Charles d'Anjou pour venir à bout du royaume de Sicile, qu'un enfant avait réussi à dresser contre lui. C'est seulement dans l'été de 1269 qu'après de durs combats et d'impitoyables répressions les provinces continentales seront pacifiées et dans le cours de l'année 1270 que la Sicile elle-même rentrera tout entière dans le devoir. La bataille de Tagliacozzo n'en marque pas moins un tournant décisif dans l'histoire de l'Italie : c'en est fini désormais pour elle de la domination des Hohenstaufen. On verra bien encore en 1269 un dernier rejeton de Frédéric II, un homonyme, fils de sa fille Marguerite et du landgrave de Thuringe Albert, s'intituler « Frédéric III, roi de Jérusalem et de Sicile », en même temps que duc de Souabe, et revendiquer lui aussi l'héritage familial ; mais ce ne sera pas un prétendant bien redoutable. Il ne troublera pas la domination de Charles dans l'Italie méridionale, et ^{p496} l'agitation qu'il essaiera d'entretenir dans l'Italie du Nord n'y ébranlera guère l'autorité que le comte d'Anjou a achevé d'y acquérir.

Car l'intervention de Charles en terre italienne n'a pas eu seulement pour résultat de lui livrer l'ancien royaume normand de Naples et de Sicile ; elle a fait de lui, comme naguère de son émule Manfred, l'arbitre de toute l'Italie. Déjà maître de Rome, grâce à la charge de sénateur que sa victoire de Tagliacozzo lui a fait recouvrer, il voit maintenant son action s'étendre bien au delà des limites de la commune romaine et même des États du Saint-Siège, où, dans sa détresse, Clément IV a dû l'appeler au secours. Comme Manfred encore, il bénéficie de la situation équivoque créée dans la péninsule

néficie de la situation équivoque créée dans la péninsule par la vacance prolongée de l'Empire : la papauté elle-même, trop faible pour agir par ses propres moyens, ne peut que l'encourager à prendre partout la tête du mouvement guelfe. En avril 1267, elle l'a prié d'aller en Toscane contrebattre la propagande gibeline des partisans de Conradin et, pour l'encourager, lui a décerné le titre jusqu'alors inconnu, et qu'elle a déclaré essentiellement provisoire, de « pacificateur général en Toscane » (*paciarius generalis in Tuscia*). Aussitôt, il s'est fait élire pour six ans « podestat » de Florence, puis de Prato, de Pistoia, de Volterra, de Lucques, de beaucoup d'autres cités, et il a usurpé le titre de « vicaire de l'Empire romain en Toscane ». Clément IV a protesté mollement, puis acquiescé (avril 1268), en vertu, affirmait-il, des pouvoirs dont disposait le pape comme curateur de l'Empire durant la vacance du trône. Aussi, une fois Conradin hors de cause, l'autorité du roi de Sicile ne rencontre-t-elle plus guère d'obstacles dans la province : en 1270, les dernières résistances sont vaincues. En Lombardie, en Romagne, en Piémont, les progrès de Charles n'ont pas été moins sensibles. Partout il se présente comme le défenseur attitré du Saint-Siège, comme son mandataire ; il négocie à la fois « au nom de l'Église et au sien propre », réclame serment de fidélité « à l'Église et au roi de Sicile » ; et le pape n'ose le désavouer.

Au surplus, Clément IV meurt le 29 novembre 1268 et, fait inouï, les cardinaux restent près de trois ans avant de tomber d'accord sur le nom d'un successeur, trois ans pendant lesquels il n'y a, par suite, ni pape ni empereur. Durant ce laps de temps, les petits princes mis à part, Charles est seul à disposer en Italie d'un pouvoir régulier. Aussi les plus rétifs finissent-ils par s'incliner devant son autorité : en 1269 et 1270, le marquis d'Ancône, ^{p497} les cités de Riraini, Plaisance, Crémone, Parme, Modène, Mantoue, Ferrare, Reggio, Milan, Côme, Verceil, puis Brescia, Turin, Alexandrie, Asti, Chieri, Ivree se rangent, successivement sous sa bannière, le reconnaissent pour seigneur, ou tout au moins pour « ami ». C'est un mouvement continu de protestations de dévouement et souvent de soumissions sans réserve.

[*Table des matières*](#)

III. — L'Italie sous Charles d'Anjou ²²¹.

Charles n'a toutefois pas encore partout les coudées franches. Du royaume de Sicile seul il peut se dire vraiment le maître, sans ^{p498} autre restriction que l'hommage et le cens qu'il doit et paie — fort irrégulièrement — à l'Église romaine en vertu des accords jadis passés par la papauté avec les princes normands. A l'intérieur de ce royaume, il n'est plus à aucun degré question d'ingérence pontificale : le gouvernement du prince angevin s'y exerce librement d'une façon méthodique et autoritaire. Après avoir voulu y adopter une politique analogue à celle des Hohenstaufen et y avoir même d'abord maintenu en charge une partie de leurs officiers, il s'est employé, depuis l'équipée de Conradin et le soulèvement qu'elle a provoqué en 1268, à déloger et châtier implacablement tous ceux qui ont alors trahi sa cause. Il a été jusqu'à faire pendre ceux dont la soumission était trop lente à son gré ; jusqu'à prohiber, sauf autorisation spéciale, les mariages « avec les fils et les filles de traîtres ». Les « traîtres » ont été privés de leurs charges ; leurs biens et leurs fiefs ont été confisqués, et, pour prévenir de nouvelles surprises, des Français leur ont été partout systématiquement substitués. Une dizaine d'années après la bataille de Tagliacozzo, on constate que tous les grands officiers de la Couronne, tous les justiciers ou gouverneurs de provinces, la plupart des capitaines de places fortes, des châtelains ou commandants de garnisons, les gardes des forêts royales et un nombre considérable de titulaires de grands fiefs sont des compatriotes du roi. Une ordonnance du 27 octobre 1277 portant réorganisation du Trésor est promulguée en français, et l'on prend l'habitude de rédiger en cette langue une partie des actes administratifs. Les seigneurs originaires de France sont d'ailleurs soumis à des obligations extrêmement strictes de résidence : on craint à ce point les désertions que défense leur est faite de s'absenter du royaume sans congé spécial et que, passé un an, quiconque refuse de rentrer s'expose à la saisie de ses biens au profit de la couronne.

²²¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Tout dans l'État sicilien est calculé en vue d'un plein rendement. Aussi l'administration financière est-elle l'objet de soins particuliers. Sans cesse gêné pour subvenir aux dépenses qu'entraînent ses vastes projets, Charles exige avec une rigueur ^{p499} méticuleuse toutes les taxes, ordinaires ou extraordinaires, levées au temps des Hohenstaufen. Il couvre le pays d'un réseau serré d'agents qui ont pour mission principale de parer aux abus, mais aussi de veiller à l'exacte rentrée des impôts. Le produit en est centralisé au Trésor, dont, à dater de 1277, le siège est au château de l'Œuf, à Naples. Le roi y dispose d'un personnel de caissiers et de comptables sûrs et bien dressés.

L'exploitation des domaines de la couronne et les riches monopoles que les prédécesseurs de Charles d'Anjou ont su réserver à la royauté sicilienne — notamment celui des moulins et du commerce des grains — lui valent des revenus qui passent de beaucoup en importance ceux de la plupart des princes de ce temps. Ils lui permettent d'entretenir une administration, des armées de mercenaires et une marine grâce auxquelles il peut poursuivre dans le reste de l'Italie la politique d'empiétements progressifs que nous l'avons vu inaugurer dès son entrée dans la péninsule.

Jusqu'en 1277, cette politique ne se heurte en Italie centrale à aucun obstacle décisif. Après une vacance de près de trois ans, que Charles n'a pas trouvée trop longue parce qu'elle lui a laissé les coudées franches, le trône de saint Pierre a été dévolu par les cardinaux, enfin d'accord, à un pontife, Grégoire X, dont toutes les pensées sont tendues vers ce seul but : l'organisation de la croisade contre l'Infidèle ²²². Aux entreprises du roi de Sicile, il ne s'oppose que jusqu'au point où elles risquent de contrarier son grand dessein. Dans les premiers temps, il passe même aux yeux de certains pour avoir partie liée avec l'Angevin. Il seconde son action en Toscane, s'adresse volontiers pour des missions délicates à des hommes qui sont dans les bonnes grâces du roi ou même à son service — comme lorsque, en mai 1272, il nomme recteur de la marche d'Ancône le chevalier provençal Foulques de Puy-Richard ou, quelques jours après, l'archevêque d'Aix Guillaume légat en Lombardie. Charles continue donc à gouverner par l'entremise de ses vicaires et Rome et la Toscane.

²²² Voir p. 478.

Dans cette dernière province, l'administration urbaine est en général aux mains de podestats nommés par le roi de Sicile. Siennese même, longtemps rétive, s'est soumise dans l'été de 1270. Pise l'imita en juillet 1272. En 1273, l'affaire de l'élection au trône d'Allemagne, où Charles d'Anjou essaie un moment de pousser son neveu le roi de France Philippe III, brouille quelque peu les cartes ; mais Grégoire X met tout en œuvre pour éviter entre le roi de Sicile et Rodolphe de Habsbourg, sur le nom de qui se sont portées les voix des électeurs allemands, une hostilité qui pourrait nuire aux pieux desseins qu'il nourrit. Entre les deux princes il négocie même en 1274 une alliance que devait, espérait-il, consacrer une union matrimoniale entre une fille de Rodolphe et Charles Martel, petit-fils du roi de Sicile. Pour ne pas troubler l'atmosphère de paix ainsi créée, on s'abstient de soulever la question du vicariat de Toscane, sur laquelle les droits de Charles d'Anjou sont de plus en plus contestables maintenant que Rodolphe est virtuellement empereur. A Florence comme à Rome, le pouvoir angevin continue donc à s'exercer sans rencontrer de difficultés graves.

Grégoire X mort (10 janvier 1276), les choses restent en l'état pendant un an et demi. Trois papes éphémères se succèdent : le dominicain Pierre de Tarentaise, sous le nom d'Innocent V (20 janvier-22 juin 1276), le Génois Ottobono Fieschi, sous le nom d'Adrien V (11 juillet-18 août 1276), enfin le Portugais Pierre Juliao, sous le nom de Jean XXI (15 septembre 1276-20 mai 1277), tous trois favorables à Charles d'Anjou, qui, chaque fois d'ailleurs, surveille attentivement le corps électoral. Dès le décès d'Innocent V, il se précipite à Rome, siège du conclave ; et, dès le décès du pape suivant, on le voit accourir à Vetralla, tout près de Viterbe, où les cardinaux assemblés délibèrent. Ensuite, sous couleur d'affaires à traiter, il se transporte à Viterbe même et y séjourne cinq mois durant aux côtés du nouveau pape, qu'il sait rendre docile. Aussi dans l'Italie centrale son autorité demeure-t-elle entière jusque dans le courant de l'année 1277.

Mais, dans l'Italie du Nord, elle est à cette date déjà très menacée. Dès l'automne 1270, Gênes est passée aux mains des gibelins ; quelques mois après, le marquis de Montferrat a ouvertement pris parti contre le roi de Sicile ; il s'est assuré le concours de Pavie et s'est mis à intriguer avec tous les ennemis possibles de l'Angevin en faveur d'Alphonse de Castille, dont il est devenu le gendre. Entre Charles et les Génois la guerre est déclarée en 1273 ; les troupes que

les Génois la guerre est déclarée en 1273 ; les troupes que le roi de Naples a envoyées de Toscane sont défaites, et la victoire de la république ligure marque pour l'Italie septentrionale le début de la libération. Bientôt Asti se joint à Pavie et à Gênes, dont la flotte va menacer Naples. L'année 1274 voit grossir le contingent de la ligue gibeline en voie de reconstitution : Novare, Vérone et Mantoue y adhèrent ; ^{p501} Alphonse X de Castille envoie des troupes et de l'argent. Charles tient tête ; mais son sénéchal de Lombardie, Philippe de la Gonesse, est battu le 10 novembre 1275 à Roccavione, au pied du col de Tende, et cette défaite l'oblige à évacuer le Piémont. En Lombardie, les défections se multiplient : dès le début de 1275, Milan est en pourparlers avec Rodolphe de Habsbourg qui, à l'automne, envoie réclamer le serment de fidélité de tous les habitants de la plaine du Pô et de la Romagne.

L'année 1277 et les deux ou trois qui suivent sont pour la domination angevine des années critiques. En janvier 1277, les gibelins rentrent triomphalement dans Milan, où l'archevêque Otton Visconti, ennemi juré du roi de Sicile, ne tarde pas à prendre le gouvernement de la cité. La Lombardie semble perdue. En mai de la même année, le pape Jean XXI meurt et est remplacé, au bout de six mois d'intrigues, par Jean-Gaëtan Orsini, d'une vieille famille romaine hostile à Charles d'Anjou. Élégant, de belles manières, mais résolu et inflexible, le nouveau pape, sous le nom de Nicolas III, va contrecarrer partout où il le pourra les projets ambitieux de l'homme qu'il déteste — qu'il déteste d'autant plus qu'il a pour sa propre famille des rêves de grandeur inconciliables avec ceux de son adversaire.

Car il fait du népotisme un système de gouvernement et distribue aux siens autant de charges et d'honneurs qu'il peut : rien qu'au collège des cardinaux, qui de son vivant ne dépasse pas une douzaine de membres et où siège déjà un de ses neveux, il introduit d'un seul coup, le 12 mars 1278, un autre de ses neveux, un de ses frères et un de ses cousins germains. Le 24 mai de la même année, il invite le roi de Sicile à résigner en septembre la charge de sénateur de Rome et le vicariat de Toscane que Charles continue à détenir indûment ; et, dès que la retraite de l'Angevin est acquise, il se fait attribuer à vie la charge sénatoriale, où il délègue aussitôt son frère cadet, Matteo Orsini. En même temps, il envoie son neveu le cardinal Latino gouverner la Toscane en qualité de légat. Il va plus loin : il arrache la renonciation de Rodolphe de Habsbourg à la Romagne, où Latino est

tion de Rodolphe de Habsbourg à la Romagne, où Latino est aussi chargé de le représenter. Le 29 mai 1279, Bologne même reconnaît officiellement le pape pour son seigneur et reçoit de ses mains comme podestat encore un autre de ses neveux, Bertoldo. Peu à peu toute l'Italie centrale et la Romagne passent au pouvoir du Souverain Pontife, dont les regards semblent même s'étendre sur la Lombardie, au détriment à ^{p502} la fois de Charles d'Anjou et du roi Rodolphe, qu'il s'emploie d'ailleurs en 1279 à accorder l'un avec l'autre.

Peut-être eût-on vu s'achever alors une vaste Italie pontificale si la mort inopinée de ce pape entreprenant, le 23 août 1280, n'était venue renverser de nouveau la situation au profit du roi de Naples. Après six mois de vacance du Saint-Siège, Charles obtint (22 février 1281) l'élection au trône de saint Pierre d'un Français dévoué corps et âme à la famille capétienne, Simon de Brie, ancien officier de la chancellerie de saint Louis. Devenu le pape Martin IV, celui-ci ne devait jamais oublier ni ses origines ni ses amis de France. Sur sept cardinaux qu'il nomma le 12 avril 1281, quelques jours seulement après avoir été sacré, quatre furent choisis parmi ses compatriotes ; le 29 avril, il rendait au roi de Sicile la charge de sénateur de Rome ; en mai, il choisissait tout un groupe de Français, pour la plupart officiers ou anciens officiers du roi de Sicile, comme « recteurs » des territoires pontificaux ; et, s'il laissait Rodolphe de Habsbourg instituer, pour la forme, des vicaires généraux en Toscane, c'est que provisoirement Charles d'Anjou, avec qui le roi d'Allemagne venait enfin de conclure l'alliance projetée depuis longtemps, était, d'accord avec la curie, tout à ses projets de conquêtes en Orient.

L'heure, pouvait-on croire, avait sonné où le roi de Sicile allait enfin récolter, à la fois dans la péninsule et hors de la péninsule, les fruits de sa prodigieuse activité et de son insatiable ambition. ^{p503}

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE II. ***L'Italie angevine (1250-1282).***

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Il n'existe pas de bonne histoire d'Italie durant la période de trente ans à laquelle ce chapitre est consacré. Une des moins défectueuses, celle de F. Gianani, *I comuni (1000-1300)* (Milan, [1909], in-8°, de la « Storia politica d'Italia scritta da una società di professori »), reste très superficielle. On peut encore tirer parti de l'histoire vieillie, mais plus fouillée, de Francesco Lanzani, *Storia dei comuni italiani dalle origini al 1313* (Milan, 1882, in-4°, de la collection « Storia politica d'Italia », publiée sous la direction de P. Villari). On y ajoutera aujourd'hui L. Salvatorelli, *L'Italia comunale dal secolo XI alla metà del secolo XIV* (Milan, 1940, in-4°). Jusqu'en 1266, l'ouvrage capital est celui d'É. Jordan, *Les origines de la domination angevine en Italie* (Paris, 1909, in-8°). Pour la période 1250-1272. importante mise au point du même auteur : *L'Allemagne et l'Italie aux XII^e et XIII^e siècles*, au t. IV (section Moyen âge) de l'*Histoire générale* de G. Glotz (1939), p. 317-414. Résumé commode, mais succinct, par C. W. Previté-Orton, avec une copieuse bibliographie et une carte, dans la *Cambridge medieval history*, t. VI (Cambridge, 1929, in-8°), chap. vi : *Italy, 1250-1290* (p. 166-204). Voir aussi le manuel de Dom Ch. Poulet, *Guelfes et Gibelins* (Bruxelles et Paris, 1922, 2 vol. in-12 de la « Collection Lovanium »), t. II : *La diplomatie pontificale à l'époque de la domination française, 1266-1378*. Le t. I résume la lutte du Sacerdoce et de l'Empire de 1152 à 1250.

La correspondance des papes du XIII^e siècle constitue pour tout ce chapitre une mine de renseignements d'une extrême richesse. Elle est en cours de publication ou d'analyse dans la série in-4° de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome », les *Registres d'Innocent IV* par É. Berger (complets en 4 vol.), ceux d'Alexandre IV par Ch. Bourel de La Roncière, de Loye et Coulon, d'Urbain IV par J. Guiraud, de Clément IV par É. Jordan, de Grégoire X et Jean XXI par J. Guiraud et L. Cadier, de Nicolas III par J. Gay, de Martin IV par un groupe de membres de l'École française de Rome. Les archives angevines de Naples, anéanties au cours de la dernière guerre, avaient été partiellement publiées ou analysées par A. de Bouard, *Actes et lettres de Charles I^{er}, roi de Sicile, concernant la France, extraits des registres angevins de Naples* (Paris, 1926, in-8°, publ. de l'École franc. de Rome) ; du même, *Documents en français des archives angevines de Naples (règne de Charles*

I^{er}) (Paris, 1933-1935, 2 vol. in-8°).

Le même érudit avait publié dans la *Revue des questions historiques*, t. LXII (1934), p. 419-456 une ample revue des publications et études concernant la maison angevine de Naples qui avaient vu le jour au cours des cinquante années précédentes. Beaucoup étaient dues à l'inlassable activité du regretté G. M. Monti, dont les très nombreux articles sur l'Italie du Sud et la Sicile ont été partiellement réunis dans les trois gros volumes suivants : *Dai Normanni agli Aragonesi* (Trani, 1936, in-8°) ; *Da Carlo I a Roberto d'Angiò* (Trani, 1936, in-8°) ; *Nuovi studi angioini* (Trani, 1937, in-8°).

I. L'anarchie italienne et la succession au trône de Sicile (1250-1262).

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages d'É. Jordan cités p. 486, voir Georg Zeller, *König Konrad IV in Italien, 1252-1254* (Bremen, 1907, 110 p. in-8°, dissertation de Strasbourg), purement chronologique ; A. Karst, *Geschichte Manfreds vom Tode Friedrichs II bis zu seiner Krönung, 1250-1258* (Berlin, 1897, in-8°, fasc. 6 des « Historische Studien » d'Ebering) ; K. Hampe, *Urban IV und Manfred, 1261-1264* (Heidelberg, 1905, 101 pages in-8°, dont 38 de pièces justificatives, fasc. 11 des « Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte ») ; Arnold Bergmann, *König Manfred und Sizilien ; seine Geschichte vom Tode Urbans IV bis zum Schlacht bei Benevent 1264-1266* (Heidelberg, 1909, in-8°, 112 p., fasc. 23 de la même collection) ; Hélène Arndt, *Studien zur inneren Begierungsgeschichte Manfreds* (Heidelberg, 1911, in-8°, fasc. 31 de la même collection) ; R. Morghen. *Il tramonto della potenza sveva in Italia, 1250-1266* (Rome et Milan, [1936], in-8°).

Nombreux travaux sur l'histoire des grandes cités italiennes, en particulier R. Davidsohn, *Geschichte von Florenz*, t. II, 1^{re} partie (Berlin, 1908, in-8°), à compléter avec les *Forschungen zur Geschichte von Florenz* du même auteur, t. II-IV (Berlin, 1900-1908, in-8°), et voir aussi le livre de R. Caggese, cité p. 91. — Le répertoire de Böhmer, indiqué p. 473, est également fort précieux pour l'histoire de l'Italie durant cette période. Quelques indications, en outre, dans le livre d'O. Redlich sur Rodolphe de Habsbourg cité p. 478.

II. La conquête du royaume de Sicile par Charles d'Anjou et sa mainmise sur l'Italie.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre l'important ouvrage d'É. Jordan, *Les origines de la domination angevine*, cité p. 486, et l'étude d'A. Bergmann, cité p. 487, qui s'arrêtent l'un et l'autre à la bataille de Bénévent, voir K. Hampe. *Geschichte Konradins von Hohenstaufen* (Innsbruck, 1894 ; in-8°)-, 3^e éd., avec des additions de H. Kämpf (Leipzig, 1942, in-8°). Nous ne citerons ici que pour mémoire le livre célèbre de M. Amari, *La guerra del Vespro siciliano o un periodo delle istorie siciliane del secolo XIII* (Paris, 1843, 2 vol. in-8° ; 2^e édition augmentée d'un ouvrage paru en 1842 à Palerme sous le titre

édition augmentée d'un ouvrage paru en 1842 à Palerme sous le titre *Un periodo delle istorie siciliane del secolo XIII* ; 9^e édition, Milan, 1886, 3 vol. in-8^o), véritable réquisitoire contre Charles d'Anjou, dont la conquête est résumée rapidement. La réplique du comte Alexis de Saint-Priest, *Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou, frère de saint Louis* (Paris, [1848], 4 vol. in-8^o ; 2^e éd., 1849), est, elle aussi, bien vieillie.

Sur la personnalité de Charles d'Anjou et ses antécédents, que rappelle excellemment mais sans y insister É. Jordan, voir Richard Sternfeld, *Karl von Anjou als Graj von Provence, 1245-1265* (Berlin, 1888, in-8^o, fasc. 10 des « Historische Untersuchungen » publ. par J. Jastrow) ; Paul Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne, 1138-1378* (Paris, 1891, in-8^o) ; V.-L. Bourrilly et R. Busquet, *La Provence au moyen âge, 1112-1481* (1924), cité p. 222.

Sur la politique italienne en général, avant et après Tagliacozzo, en dehors du livre vieilli de Lanzani, de celui de Salvatorelli et du manuel d'É. Jordan (dans l'*Histoire générale* de G. Glotz) cités p. 486 on trouvera d'utiles détails dans les deux ouvrages suivants de R. Sternfeld, *Ludwigs des Heiligen Kreuzzug nach Tunis 1270 und die Politik Karls I von Sizilien* (Berlin, 1890, in-8^o, fasc. 4 des « Historische Studien » d'Ebering), et *Der Kardinal Johann Gaëtan Orsini (Papst Nikolaus III), 1244-1277* (Berlin, 1905, in-8^o, fasc. 52, de la même collection). — Sur la politique de Charles en Piémont et en Lombardie, C. Merkel, *Il Piemonte e Carlo d'Angiò prima del 1259*, dans les *Memorie della R. Accademia delle scienze di Torino*, 2^e série. : *Scienze morali*, t. XL (1890), p. 3-98 ; du même, *Il Piemonte e Carlo d'Angiò*, ibid., p. 245-325 ; du même, *La dominazione di Carlo I d'Angiò in Piemonte e in Lombardia e i suoi rapporti colle guerre contro re Manfredi e Corradino*, même recueil, t. XLI (1891), p. 201-330 ; du même, *Un quarto di secolo di vita comunale e le origini della dominazione angioina in Piemonte* (Turin, 1890 ; in-4^o, simple tirage à part, sous un titre nouveau, des deux premiers mémoires). Bonne mise en œuvre de ces travaux, de quelques études de détail et de documents nouveaux par G. M. Monti, *La dominazione angioina in Piemonte* (Turin, 1930, in-8^o, vol. 116 de la « Biblioteca della Società storica subalpina »), qui concerne la période de 1259 à 1385. Sur la politique de Charles en Toscane, Robert Davidsohn, *Geschichte von Florenz*, t. II, 2^e partie (Berlin, 1908, in-8^o) ; sur sa politique à Rome, A. de Boüard, *Le régime politique et les institutions de Rome au moyen âge, 1252-1347* (Paris, 1920, in-8^o, fasc. 118 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »). — L'absence d'un bon livre d'ensemble sur Charles d'Anjou est particulièrement regrettable.

III. L'Italie sous Charles d'Anjou.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur l'histoire et l'organisation intérieure du royaume de Sicile, L. Cadier, *Essai sur l'administration du royaume de Sicile sous Charles I^{er} et Charles II d'Anjou* (Paris, 1891, in-8^o, fasc. 59 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »), à compléter

thèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »), à compléter avec les études de P. Durrieu, *Les archives angevines de Naples, Étude sur les registres du roi Charles I^{er}, 1265-1285* (Paris, 1886-1887, 2 vol. in-8°, fasc. 46 et 51 de la même collection), très précieuses pour l'histoire de l'organisation administrative et féodale du royaume, et le livre d'E. Sthamer, *Bruchstücke mittelalterlicher Enquellen aus Unteritalien. Ein Beitrag zur Geschichte der Hohenstaufen* (Berlin, 1933, in-8°. des *Abhandlungen der preuss. Akademie der Wissenschaften, Philol.-histor. Klasse*, 1933), qui abonde en renseignements nouveaux sur l'histoire administrative du royaume angevin. On peut y joindre Otto Cartellieri, *Peter von Aragon und die sizilianische Vesper* (Heidelberg, 1904, in-8°, fasc. 7 des « Heidelbergger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte »), qui renferme des pages utiles sur Charles et le royaume de Sicile avant les Vêpres siciliennes.

Sur l'histoire de Rome, F. Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, t. V (Stuttgart, 1865, in-8° ; 5^e éd., 1910), et surtout A. de Boüard, *Le régime politique et les institutions de Rome*, cité p. 493. — Sur les rapports avec la papauté, R. Sternfeld, *Der Kardinal Johann Gaëtan Orsini*, cité p. 492 ; A. Demski, *Papst Nikolaus III*, dans les *Kirchengeschichtliche Studien* publ. par Knöpfler, Schrörs et Sdrulek, t. VI, fasc. 1 et 2 (Munster in W., 1903, in-8°) ; Fedele Savio, *Niccolo III Orsini*, dans la *Civiltà cattolica*, 15^e série, 1894, fasc. 9, 10, 11, 12 ; 16^e série, 1895, fasc. 1 et 2. Sur l'élection de Grégoire X, Olga Joelson, *Die Papstwahlen des 13 Jahrhunderts bis zur Einführung der Conclaveordnung Gregors X* (Berlin, 1928, 119 p. in-8°, fasc. 178 des « Historische Studien » d'Ebering) ; sur Innocent V et son temps, le livre du R. P. M.-H. Laurent, *Le bienheureux Innocent V (Pierre de Tarentaise) et son temps* (Rome, 1947, in-8°) ; sur Adrien V, Natalie Schöpp, *Papst Hadrian V* (Heidelberg, 1916, in-8°, fasc. 49 des « Heidelbergger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte ») ; sur l'élection de Martin IV, R. Sternfeld, *Das Konklave von 1280 und die Wahl Martins IV (1281)*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXXI (1910), p. 1 à 53. Joindre à ces monographies H. Mann, *The lives of the popes in the middle ages*, t. XV : 1254-1276 (Londres, 1929, in-8°), et, sur le rôle joué par Rodolphe de Habsbourg, le livre d'O. Redlich, *Rudolf von Habsburg*, cité p. 478.

Sur l'histoire de la Toscane, R. Davidsohn, ouvr. cités p. 488. — Sur l'histoire de la Romagne, A. Hessel, *Geschichte der Stadt Bologna von 1116 bis 1280* (Berlin, 1910, in-8°, fasc. 76 des « Historische Studien » d'Ebering), et Vito Vitale, *77 dominio della parte guelfa in Bologna, 1280-1327* (Bologne, 1902, in-8°, fasc. 4 de la « Biblioteca storica bolognese »). — Sur l'histoire de Gênes et des régions voisines, Georg Caro, *Genua und die Mächte am Mittelmeer, 1257-1311*, t. I (Halle a. S., 1895, in-8°). — Sur le Piémont, le volume très instructif de G. M. Monti, *La dominazione angioina in Piemonte*, cité p. 493.

Minieri Riccio a publié d'après les archives de Naples l'analyse des documents les plus importants pour l'histoire de Charles d'Anjou durant une

partie des années auxquelles ce paragraphe est consacré. Citons *Il regno di Carlo d'Angiò negli anni 1211-72* (Naples, 1875, 115 p. in-8°) ; *Il regno di Carlo d'Angiò (1273-1285)*, dans l'*Archivio storico italiano*, 3^e série, t. XXII a XXV (1875-1877) ; 4^e série, t. I à VII (1878-1881).

CHAPITRE III

Charles d'Anjou et la politique des États méditerranéens (1250-1285)

Installé en Sicile et dans l'Italie méridionale, Charles d'Anjou n'aurait, pas plus que ses prédécesseurs, Normands et Hohenstaufen, pu assister indifférent aux événements dont les autres États méditerranéens étaient le théâtre, quand bien même son ambition ne l'eût pas d'elle-même porté à s'immiscer dans leurs affaires. Riverain de l'Adriatique et par elle proche voisin de la Dalmatie, de l'Épire et de la Grèce, il était directement intéressé à la politique des pays balkaniques ; de Messine, de Tarente et de Brindisi, clés de la Méditerranée orientale, ses regards se portaient d'instinct vers l'Égypte et la Syrie ; avec les princes musulmans de Tunis, les nécessités commerciales imposaient depuis de longues années des rapports suivis aux divers souverains de la Sicile ; enfin, dans le bassin de la Méditerranée occidentale, Charles d'Anjou, en tant que comte de Provence, devait s'efforcer de maintenir à tout prix la liberté de ses communications avec Marseille et le midi du royaume capétien.

Or les circonstances rendaient la tâche à la fois plus compliquée et plus urgente. L'effondrement du pouvoir des Hohenstaufen avait laissé le champ libre aux Grecs de Nicée et facilité leurs entreprises dans les Balkans ; les progrès de Baibars avaient fait perdre aux « Francs » leurs derniers points d'appui sur la côte syrienne ; et, à l'Occident de la Méditerranée, les royautes castillane et aragonaise avaient mis toutes deux les troubles de la péninsule italienne à profit pour entamer hors d'Espagne une politique d'expansion dont la royauté sicilienne n'allait pas tarder à mesurer les risques.

Malgré les difficultés multiples auxquelles il dut presque constamment faire face à l'intérieur de son propre royaume et dans ^{p504} toute l'Italie, Charles d'Anjou eut dès le début présents à l'esprit et ne perdit jamais de vue les problèmes que posait cette situation complexe. D'un bout à l'autre de la Méditerranée, il joue un rôle actif ; il aspire à tout diriger, à tout organiser en fonction de ses desseins et, du côté des Balkans au moins, n'est pas loin d'obtenir des résultats décisifs.

[*Table des matières*](#)

I. — La politique de Charles d'Anjou dans les Balkans et l'empire byzantin ²²³.

Lors de son avènement au trône de Sicile, la cause des Occidentaux était fortement compromise dans la péninsule balkanique. L'« empire latin » n'avait plus qu'une existence théorique depuis qu'en 1261 Constantinople et avec elle la Thrace étaient retombées au pouvoir des Grecs. L'empereur, Baudouin II de Courtenay, neveu du fondateur de la dynastie, s'était enfui et se voyait réduit à aller, chez les Occidentaux, de capitale en capitale, quémander des concours qui se dérobaient l'un après l'autre. Son principal feudataire, Guillaume de Villehardouin, prince d'Achaïe, fait prisonnier à la bataille de Monastir (1259) ²²⁴, avait dû pour sa rançon abandonner, en 1262, à l'empire byzantin reconstitué le sud-est du Péloponnèse avec le port de Monembasia ^{p505} (Malvoisie), sur la côte orientale, le château de Maïna, non loin du cap Matapan, et, près de Sparte, la forteresse de Mistra. Ni la force ni la diplomatie n'avaient depuis lors permis à Guillaume de ressaisir les territoires perdus, si bien que sa principauté restait exposée en permanence aux risques d'une double attaque menée du nord par la Thessalie et du sud par la Laconie.

Elle eût même sans doute été perdue dès 1263, n'eût été l'incapacité de Constantin Paléologue, le frère de l'empereur, qui, après avoir cette année-là, grâce à la supériorité numérique de ses troupes, conquis, en une offensive foudroyante, tout le bassin de l'Alphée, avait essuyé une humiliante défaite à Prinitza, en Élide,

²²³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

²²⁴ Voir ci-dessus, p. 443.

d'où, pris de panique, il s'était brusquement replié sur Mistra. Une nouvelle campagne, en 1264, avait valu au même chef de nouveaux échecs en Arcadie, puis en Élide, et finalement, au retour, une vraie déroute au défilé de Makri Plagui, à quelque distance du golfe de Messénie. Mais, si le prince d'Achaïe avait pu, à force d'audace et grâce à l'habileté de ses généraux, repousser les attaques ennemies, il était, livré à lui-même, hors d'état de faire davantage. Il avait dû, à la fin de 1264, négocier une trêve qui laissait les choses en suspens, c'est-à-dire que, pour sa principauté, les risques demeuraient les mêmes.

Les Vénitiens n'étaient pas en meilleure posture. Au cours des années 1261 et 1262 une escadre byzantine, qu'appuyait une flotte envoyée par Gênes, leur irréconciliable ennemie, avait réussi à les déloger de plusieurs îles de l'Archipel — Naxos, Paros, Lesbos, Chio, Rhodes, — et, dans l'île d'Eubée, leur colonie principale, de deux points stratégiques importants : Oréos, à l'extrême nord, sur le canal du même nom, et Caristo à l'extrême sud. L'année 1263 s'était, il est vrai, ouverte pour eux sous de meilleurs auspices : vers avril ou mai, ils avaient été assez heureux pour surprendre et mettre en déroute près de l'île de Spetsai, à l'entrée du golfe de Nauplie, une flotte gréco-génoise qui se dirigeait vers le Péloponnèse ; mais ils n'avaient pu empêcher les Grecs d'opérer en Crète un débarquement et d'y réaliser d'inquiétants progrès. Pour eux aussi l'avenir était sombre.

C'est à ce moment que Charles d'Anjou devint roi de Sicile, et tout de suite il y eut quelque chose de changé. Jusqu'alors personne n'avait pris sérieusement en main la cause des Latins de Grèce, pas même le pape Urbain IV ; car, après avoir brandi une menace de croisade contre les « schismatiques » d'Orient, ^{p506} celui-ci s'était très vite laissé endormir par les promesses fallacieuses que Michel Paléologue avait su lui prodiguer, à l'instant propice, d'une rentrée du clergé grec dans le giron de l'Église romaine. Seul le roi Manfred avait été sur le point d'en venir aux actes. Directement intéressé au sort de la Grèce et des Balkans depuis que par politique il avait, quelques années auparavant, épousé une fille du despote d'Épire Michel l'Ange — dont la dot comprenait Durazzo, plusieurs villes d'Albanie et l'île de Corfou, — le Hohenstaufen avait lié partie avec l'empereur Baudouin. Il s'était rapproché en même temps de Guillaume d'Achaïe, dont un mariage avec une autre fille du despote venait de faire son beau-frère. Par les soins de Manfred, une coalition, qui avait fini par englober

soins de Manfred, une coalition, qui avait fini par englober Venise, avait été formée, des plans de campagne élaborés. On avait même projeté sur Constantinople, un coup de main qui avait failli aboutir en 1264. Mais peu après, les événements d'Italie et la lutte à soutenir contre Charles d'Anjou avaient détourné Manfred de ses desseins. Il n'en avait pas moins tracé la voie à son vainqueur.

Dès les premières semaines de 1267, Charles prenait position dans les Balkans et devenait le pivot d'une coalition latine en pays grec. Ayant fait prisonnière la veuve de Manfred, il revendiquait aussitôt par droit de conquête la dot de cette dernière, c'est-à-dire Corfou, Durazzo et les villes albanaises que Michel l'Ange avait abandonnées à sa fille, et, pour commencer, il s'emparait à l'improviste, dès janvier, de l'île de Corfou. Il y nommait sans délai un « capitaine-général » ; puis, ainsi en possession d'une bonne base d'attaque, passait, dans les mêmes conditions de célérité, en février, un accord avec Guillaume d'Achaïe ; enfin, quelques semaines plus tard, le 27 mai, à Viterbe, en présence du pape Clément IV, ses plénipotentiaires signaient un traité d'alliance, aussi minutieux que draconien, avec l'empereur Baudouin. Par ce traité, Charles garantissait à Baudouin le concours d'une armée de deux mille chevaliers pour la reconquête de son empire, mais obtenait de lui en échange la suzeraineté de l'Achaïe, l'île de Corfou et les autres territoires attribués en dot à la femme de Manfred, la plupart des îles de l'Archipel qui n'appartenaient pas à Venise et, en outre, le tiers de toutes les terres qui seraient reconquises en commun sur Michel Paléologue. Un dernier article portait qu'une de ses filles épouserait le fils et unique héritier de Baudouin, Philippe de Courtenay, et que, si celui-ci venait à décéder sans enfants, il hériterait personnellement, et les siens après lui, du titre impérial.

^{p507} Pendant quelque temps encore toutefois, Charles, comme naguère Manfred, fut trop absorbé par les affaires d'Italie pour songer à intervenir activement dans les Balkans. Il dut même, en 1268, appeler au secours son nouveau vassal Guillaume d'Achaïe pour défendre son propre royaume contre les attaques de Conradin, se bornant d'abord, quant à lui, à envoyer dans la mesure du possible quelques troupes, de l'argent, des armes, des vivres, tant à Corfou qu'en Épire et en Achaïe. Mais en 1270 tout était prêt enfin pour une attaque massive contre l'empereur grec. A défaut de l'appui des Vénitiens, qui s'étaient dérobés, dans la crainte qu'une résurrection de l'empire latin

au profit du roi de Sicile ne se retournât contre eux, Charles était parvenu à s'assurer l'alliance de la Hongrie, leur rivale sur les confins orientaux de l'Adriatique, et divers projets matrimoniaux avaient été élaborés en vue de resserrer les liens politiques entre les deux maisons royales : l'héritier du trône de Sicile devait épouser une fille du roi Étienne V de Hongrie et le fils de ce dernier, Ladislas, héritier éventuel du trône hongrois, une fille du roi de Sicile. Charles pouvait faire fonds aussi sur l'aide de la Serbie. Il avait envoyé des renforts à Guillaume d'Achaïe et avait eu avec lui de nombreuses conférences pour arrêter le détail des opérations. Enfin, depuis le printemps, il tenait concentrée dans les ports de l'Italie du Sud et en état de lever l'ancre au premier signal une flotte importante, réunie à grands frais, quand le départ de son frère saint Louis pour la croisade, où il dut l'aller rejoindre, l'obligea à différer l'exécution de ses projets.

Ce n'était que partie remise. Encore le 17 juin 1270, à la veille de s'embarquer pour Tunis, Charles renforçait sa position dans les Balkans en fiançant à Isabelle, fille unique de Guillaume d'Achaïe, son second fils, Philippe, que d'avance Guillaume s'engageait à faire reconnaître pour son successeur. Le mariage était effectivement conclu en mai 1271. Cette même année, le despote d'Épire Michel étant mort, Charles envoyait des troupes occuper les côtes illyriennes, puis s'infiltrer dans l'arrière-pays, où il était salué bientôt du titre de « roi d'Albanie ». Le nouveau maître de l'Épire, Nicéphore l'Ange, fils de Michel, était impuissant à arrêter les progrès des troupes angevines ; il était même si faible qu'il ne put empêcher son frère bâtard, Jean, de détacher du « despotat » la Thessalie, où il prit le titre de duc de Néopatras et signa en cette qualité un pacte d'amitié avec le roi de Naples. Le tsar de Bulgarie, le roi de Serbie l'imitèrent. p508

Menacé d'encerclement, Michel Paléologue redoubla d'activité diplomatique : il se tint en rapports étroits avec la curie, plus que jamais se dit prêt à sceller la réconciliation de son Église avec Rome, pourvu que la papauté s'interposât ; ce qui ne l'empêcha d'ailleurs pas de faire au même instant l'impossible pour essayer de récupérer de vive force les territoires occupés par les Latins. Et c'est pourquoi, tandis qu'il parlait paix à Rome, il multipliait dans le Péloponnèse et en Eubée les attaques soit contre Guillaume d'Achaïe, soit contre les Vénitiens, poussait les Albanais à la révolte, excitait en secret le duc de Néopatras. Un autre que Grégoire X eût été mis en défiance ; mais,

tout à l'espoir de réconcilier enfin les Églises, le pieux pontife pressait le roi de Sicile de renoncer à ses desseins ou d'en différer au moins l'exécution. Charles tenait bon et, n'eût été la guerre de course organisée contre lui à dater de 1272 par les Génois, que Michel peut-être encourageait, il eût vraisemblablement entamé sans plus attendre les opérations de grande envergure prévues depuis longtemps.

Michel le savait si bien qu'en 1274, comme l'attaque tant de fois différée paraissait enfin imminente, il joua sa dernière carte : il envoya au concile œcuménique, réuni alors à Lyon par le Souverain Pontife, une ambassade chargée, au nom de l'Église grecque, d'adhérer solennellement à la foi romaine. Une petite phrase destinée à marquer d'avance que l'empereur croyait pouvoir, en échange, tabler sur les bons offices du pape pour lui procurer pareille réconciliation dans le domaine des « choses temporelles » en révélait long sur les mobiles auxquels Michel obéissait. Mais, sans s'y arrêter, et passant outre aux réserves inquiétantes dont était entourée l'adhésion du clergé byzantin aux dogmes et pratiques d'Occident, les Pères de Lyon voulurent tenir pour sincères les promesses du *basileus* et, le 6 juillet 1274, proclamèrent à grand fracas la fin du schisme grec.

Du coup, l'expédition projetée par le roi de Sicile perdait jusqu'à l'apparence d'une croisade pour devenir une guerre fratricide, à un moment où la papauté, en la personne de Grégoire X, ne rêvait que de guerre contre les Infidèles. Les représentants de Michel Paléologue eurent d'ailleurs soin, avant de quitter Lyon, de laisser, au nom de leur maître, une note où celui-ci rappelait en toute humilité que, pour pouvoir se consacrer tout entier, comme on le souhaitait de part et d'autre, au « service de la Terre Sainte », il escomptait « la paix avec tous les princes et tous les rois latins ». Le pape était donc prié de rompre avec ^{p509} « quiconque serait infidèle à l'empire grec » ou prêterait appui à un ennemi de cet empire. Car, fort de sa situation de prince catholique, Michel Paléologue voulait désormais tenir pour de simples rebelles et Guillaume d'Achaïe, et le duc de Néopatras, et le prétendant latin au trône de Constantinople.

L'ex-empereur Baudouin II, justement, venait de mourir à la fin de 1273, et son fils Philippe, qui avait hérité ses prétentions, n'avait jamais exercé le pouvoir sur le Bosphore : de quel droit, demandait le *basileus*, un personnage aussi peu qualifié venait-il troubler la paix

laborieusement rétablie ? Contre son protecteur le roi de Sicile, complice de tous les rebelles, Michel n'avait plus de ménagements à garder : une offensive vigoureuse rejeta vers la côte, dès le mois d'août 1274, les troupes angevines d'Albanie, puis, en novembre, l'armée grecque alla mettre le siège devant Durazzo. Au début de 1275, la Thessalie, envahie, ne fut dégagée que grâce au concours du plus important vassal du prince d'Achaïe, le duc d'Athènes Jean de la Roche. En 1276-1277, l'île d'Eubée tomba pièce à pièce au pouvoir de Licario, un aventurier lombard à qui l'empereur Michel avait confié le commandement de sa flotte, et plusieurs des petites îles de l'Archipel ou des îles voisines du Péloponnèse subirent le même sort.

A la fin de 1277, l'avènement du pape Nicolas III, adversaire résolu du roi de Sicile, fut pour celui-ci une source nouvelle de difficultés et une cause supplémentaire de retards dans la réalisation de son grand dessein. Mais moins que jamais il ne songeait à l'abandonner : tout en faisant front en Italie, il ne cessait de suivre de près les événements qui se déroulaient dans la péninsule balkanique, d'y envoyer à ses alliés, dans la mesure du possible, renforts, armes ou secours financiers, enfin de profiter des moindres occasions pour y consolider et élargir ses propres positions. En 1278, le prince d'Achaïe Guillaume de Villehardouin étant mort, il prend lui-même le gouvernement de la principauté au nom de sa belle-fille Isabelle, veuve depuis peu de son fils Philippe²²⁵, et, à ce titre, exige personnellement l'hommage de tous les vassaux, sans en excepter le duc d'Athènes ni les seigneurs d'Eubée. Vers le même moment, il amène le despote d'Épire Nicéphore à lui céder la forteresse et la rade de Butrinto, juste en face de Corfou. Puis il s'assure deux autres bases de débarquement sur la côte d'Épire : à Mourtoï, en face de l'extrémité p₅₁₀ méridionale de l'île de Corfou, et à Vomitza, sur le golfe d'Arta. Il décide Venise à se ranger à ses côtés.

Au printemps de 1280, tandis que sa flotte coopère avec celle des Vénitiens dans les eaux de l'île d'Eubée, il lance enfin une première offensive pour dégager l'Albanie, perdue presque entièrement depuis 1274. Sous les ordres d'un de ses meilleurs généraux, Hugues de Sully dit le Roux, quelque deux mille cavaliers et six mille fantassins, largement approvisionnés en armes, en machines de siège et en vivres,

²²⁵ Dont nous avons mentionné plus haut le mariage : voir p. 508.

attaquent avec furie les troupes byzantines qui, à l'automne, se replient sur Bérat. Un grave échec subi devant la ville au mois d'avril 1281 et la perte de son général, tombé aux mains de l'ennemi au cours d'un combat, obligent l'armée angevine à suspendre quelque temps les opérations. Mais le roi de Sicile se laisse d'autant moins décourager qu'à Nicolas III, mort subitement l'été précédent, les cardinaux viennent de donner comme successeur en la personne de Martin IV un pape tout à sa dévotion ²²⁶.

Michel Paléologue a perdu désormais l'appui de la curie romaine. L'union des Églises est oubliée. Sous un prétexte futile, les pourparlers en cours pour la mise en pratique de l'accord réalisé à Lyon sont rompus ; le 18 octobre 1281, une sentence d'excommunication est même lancée par le Souverain Pontife contre le « prétendu empereur des Grecs », ces « anciens schismatiques qui persévèrent dans leur schisme ». Le Paléologue est redevenu un « fauteur d'hérésies », contre qui le roi de Sicile mène le bon combat. Grâce à l'appui du pape, celui-ci a pu dès juillet conclure à Orvieto avec Venise et avec Philippe de Courtenay, le prétendant au trône de Constantinople dont il a fait son gendre en 1273, un nouveau pacte qui a pour objet la « reprise de l'empire de Romanie ». L'offensive générale, en vue de laquelle Venise s'est engagée à fournir quarante galères et le roi de Sicile huit mille cavaliers, appuyés sur une formidable infanterie, a été fixée définitivement au mois d'avril 1283 ; mais, pour ne pas laisser à l'empereur grec le temps de parer le coup, une offensive préparatoire doit être lancée à frais communs un an avant. Partout on arme fiévreusement ; les vaisseaux sont prêts ; en Albanie, les troupes byzantines sont tenues en haleine par d'incessantes escarmouches ; le despote d'Épire, le duc de Néopatras, les Serbes, les Bulgares, dont Charles s'est aussi ménagé l'alliance, n'attendent qu'un signal pour lui ouvrir la ^{p511} route du Bosphore. Au début de 1282, à la veille des événements qui, en Sicile, vont soudain entraîner un bouleversement complet de la situation, les jours de l'empire grec semblent comptés, et déjà aux yeux de tous l'Angevin apparaît comme le vrai maître de la péninsule balkanique, le futur maître de Byzance.

²²⁶ Voir p. 503.

[*Table des matières*](#)

II. — La politique de Charles d'Anjou et l'Orient islamique ²²⁷.

Ses regards s'étendent au delà du Bosphore. L'accord conclu à Orvieto avec Venise en 1281 porte expressément que Constantinople n'est qu'une étape et que le but ultime est d'aller « au secours de la Terre Sainte ». On ne saurait sans naïveté prendre une telle déclaration au pied de la lettre ni croire au désintéressement qu'elle laisse supposer. En un sens pourtant elle correspond à la réalité : comme naguère celle de Frédéric II, toute la politique du roi de Sicile tend en effet à conquérir la maîtrise de la Méditerranée orientale et, pour y parvenir, à s'imposer comme chef aux chrétientés latines de Syrie.

Celles-ci n'avaient cessé de perdre du terrain depuis le milieu du XIII^e siècle ; car, le danger mongol conjuré, le danger islamique avait reparu pour elles, plus sérieux que jamais. Le nouveau sultan du Caire, Baibars, le vainqueur d'Aïn-Djâloût, faisait revivre la tradition de Saladin. Ce farouche colosse, aux yeux étincelants, dont la prodigieuse activité et l'esprit d'organisation n'avaient d'égale, au dire des chroniqueurs, que la terrifiante sauvagerie, s'était donné pour tâche de reconstituer à son profit le bloc syro-égyptien qui toujours fut le rêve des ^{p512} maîtres du Delta. Aussi chaque année attaque-t-il les quelques territoires que les Latins occupent encore le long des côtes syriennes et qui se répartissent en deux groupes : au nord, les débris de la principauté d'Antioche et du comté de Tripoli, alors réunis entre les mêmes mains ; au centre et au sud, les débris du royaume de Jérusalem proprement dit, réduit à un petit nombre de villes, dont les principales sont Beyrouth, Sidon, Tyr, Acre, Caïffa, Césarée, Jaffa. Chaque année également, malgré la belle résistance que lui opposent les Latins, Baibars progresse. De 1262 à 1264, ce ne sont encore que des escarmouches ; mais en 1265 les opérations s'intensifient : moins d'une semaine de siège force Césarée à capituler (5 mars) ; puis, c'est le tour de Caïffa, le mois suivant celui d'Arsoûf. Jaffa est à peu près la

²²⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

seule ville que les Latins tiennent encore dans le sud. Baibars la leur enlèvera par surprise trois ans plus tard (28 mars 1268). En 1266 commence l'attaque de la région d'Acre, la capitale du royaume de Jérusalem depuis la perte de la Ville Sainte. La chevalerie chrétienne riposte avec vigueur et tente même, au mois d'octobre, une contre-offensive jusqu'aux abords du lac de Tibériade. C'est un échec, et les pertes sont lourdes. Mais Baibars n'insiste pas : il lui faut tenir tête aux Mongols, avec lesquels, au grand scandale de certains, les princes chrétiens s'entendent contre lui. En 1267, il reste sur la défensive. Il se dédommage en 1268 : il enlève Jaffa à la fin de mars, puis se précipite vers le nord dans la direction d'Antioche ; quelques jours lui suffisent pour l'emporter d'assaut, en dépit de ses solides défenses (fin mai). La situation devient critique pour les Latins, si critique qu'ils n'hésitent pas à faire encore appel aux Mongols. Peu s'en faut qu'en 1269 la Syrie ne soit à nouveau submergée par ces terribles alliés, dont la menace suffit, cette année-là, à retenir les troupes de Baibars.

Les Occidentaux finissent par s'émouvoir. Successivement Urbain IV, puis Clément IV ont donné l'alarme et montré le cruel « soudan de Babylone » — la Babylone d'Égypte — arrivé « aux portes d'Acre », prêt à jeter à la mer les derniers chrétiens de Syrie. Saint Louis a pris la croix en 1267, et son départ est proche ; le roi Jacques d'Aragon s'embarque à Barcelone le 4 septembre 1269. Pour détourner l'orage, Baibars, inquiet, entre en pourparlers avec les rois de France et de Sicile. Mais les événements le rassurent bientôt : une tempête disperse la croisade de Jacques d'Aragon, et, pour des raisons qui demeurent en partie obscures, saint Louis, au lieu de marcher droit sur Acre^{p513} ou sur Damiette, se laisse entraîner dans une expédition contre Tunis, où il se berce du naïf espoir de recueillir au passage la conversion et l'alliance du calife de la ville, Aboû Abd Allâh al-Mostançir, de la dynastie hafside (1270). Mal engagée, au fort de l'été, cette expédition tourne au désastre : la mort du roi de France (25 août), emporté, un mois après le débarquement, par une épidémie de peste qui décime son armée, marque la fin d'une malencontreuse aventure ; et, arrivé en Afrique le jour même du décès de son frère,

Charles d'Anjou s'empresse de traiter avec l'ennemi au mieux de ses propres intérêts²²⁸.

A dater de ce moment, le champ était libre devant Baibars, car les croisés n'avaient plus qu'un désir : rentrer chacun chez soi. Une tempête qui, au retour, éprouva gravement leur flotte au large de Trapani, éloigna pour longtemps la perspective d'une nouvelle croisade. Parvenu à Tunis juste au moment où l'armée française se rembarquait, le prince Edouard d'Angleterre, fils du roi Henri III, fut presque seul à passer en Syrie pour accomplir son vœu ; il n'avait avec lui qu'un faible contingent, et quand, après un long hivernage dans les États du roi de Sicile, il aborda enfin à Acre en mai 1271, Baibars avait eu largement le temps d'arrêter toutes les mesures utiles pour parer l'attaque. Au début de l'année, la prise des deux importantes forteresses de Sâfithâ (le « Chastel Blanc ») et de Akkâr, qui contrôlaient les approches de Tortose et de Tripoli, puis en juin celle du château de Kalat Kourâïn (ou « château de Montfort »), au nord-est d'Acre, achevèrent de consolider ses positions et de rendre irréalisable la grande offensive prévue par les chrétiens de Syrie, que l'arrivée du prince Edouard avait d'abord galvanisés. Sa venue et, plus encore, une subite invasion de leurs alliés les Mongols, qui, en octobre et novembre 1271, réussirent un moment à se frayer un chemin jusqu'aux abords d'Antioche et de Hamâ, obligèrent du moins le sultan à rester lui-même de nouveau sur la défensive à partir de l'automne 1271.

En avril 1272, Baibars alla jusqu'à accueillir favorablement les offres de suspension d'armes qui lui parvinrent du camp latin. Mais il n'observa pas longtemps cette trêve. En 1273 et 1274 il poussa activement la construction d'une flotte de guerre et de machines de siège, sous couleur de se prémunir contre une prochaine croisade ; puis brusquement, au début de 1275, il profita de la mort de Bohémond VI, le prince détrôné d'Antioche^{p514} dont, il avait confisqué la principauté sept ans auparavant, pour élever des prétentions sur une partie de son comté de Tripoli : il réclama la moitié de Laodicée et ne renonça à attaquer la ville que contre promesse d'un tribut annuel de 20.000 dinars. En vain, depuis qu'il avait assumé le gouvernement de l'Église (1272), Grégoire X, qui se trouvait avoir vu de ses yeux la situation en Terre Sainte, prêchait

²²⁸ Voir p. 519.

inlassablement la croisade : beaucoup de princes ou de seigneurs prirent la croix, mais rares furent ceux qui se risquèrent jusqu'en Orient, par petits groupes. Leur venue permit tout juste aux derniers défenseurs de la chrétienté en Syrie de s'accrocher aux quelques positions qu'il conservaient, mais non de desserrer l'étreinte.

Au surplus, les Latins de Syrie s'entendaient mal entre eux, n'arrivaient qu'exceptionnellement à s'unir contre l'ennemi et manquaient de chefs. La question se posait même de savoir qui était le titulaire légitime du trône de Jérusalem. Les rois de Chypre s'en considéraient comme investis depuis la déposition de l'empereur Frédéric II par le pape en 1245 : Henri I^{er} de Lusignan et, après lui, son petit-fils Hugues II et son neveu Hugues III d'Antioche²²⁹ avaient prétendu ainsi régner simultanément sur Chypre et sur la Syrie ; mais ils s'étaient heurtés aux partisans des Hohenstaufen, et toujours un groupe plus ou moins compact s'était rencontré pour leur opposer les droits de Frédéric II, puis ceux de son fils Conrad IV et de son petit-fils Conradin. Celui-ci mort (1268), les adversaires du roi de Chypre n'avaient pas désarmé. Une nouvelle candidature s'était produite : celle de Marie d'Antioche, tante de Hugues III, petite-fille par sa mère du roi de Jérusalem Amaury II, car les multiples mariages des héritiers de fiefs rendaient alors extraordinairement complexes les rapports de parenté, surtout en Syrie où les familles féodales étaient peu nombreuses.

Pris en considération par le pape Grégoire X au début de 1272, puis reconnus valables à la fin de la même année par la curie romaine, les titres de Marie d'Antioche, non mariée encore, fournirent juste à point à Charles d'Anjou — qui n'était sans doute pas entièrement étranger à ses démarches — un excellent moyen de recommencer dans la Méditerranée orientale le jeu des Hohenstaufen, dont il était déjà l'héritier en Sicile. Frédéric II, on se le rappelle, avait acquis le royaume de Jérusalem^{p515} en épousant la fille du roi Jean de Brienne. Charles conclut un marché analogue en rachetant les droits de Marie d'Antioche : il ne lui en coûta qu'une somme de mille onces d'or et une rente viagère de 4.000 livres tournois. En vertu de ce pacte, le roi de Sicile put, au cours de l'année 1277, envoyer dans les eaux

²²⁹ Fils de sa sœur Isabelle de Lusignan et d'Henri d'Antioche, lui-même fils du prince d'Antioche Bohémond IV et petit-fils du roi de Jérusalem Amaury II.

syriennes une flotte dont les succès furent d'autant plus faciles que le roi Hugues III avait cessé de disposer de la moindre autorité en Syrie. Venu à Acre en octobre 1276, il y avait offert le spectacle ridicule d'un chef donnant des ordres sans jamais parvenir à se faire écouter. Même les Templiers l'avaient tourné en dérision. La menace d'une attaque prochaine des Musulmans ne l'avait pas empêché d'abandonner brusquement la ville dans un mouvement d'humeur. Il s'était refusé à y rentrer et, de Tyr où il avait fui, avait regagné son île de Chypre sans avoir l'air de se soucier le moins du monde ni de ses États ni de ses sujets. Aussi les troupes du roi de Sicile n'eurent-elles qu'à se montrer pour s'emparer d'Acre (7 juin 1277), et leur général, Roger de San Severino, qu'à parler ferme pour obtenir la reconnaissance de son maître comme souverain. La majorité des barons lui prêtèrent serment, y compris l'ancien prince d'Antioche, devenu le comte de Tripoli Bohémond VII, et, après avoir esquissé quelques mois plus tard une vague contre-offensive, Hugues III lui-même dut se résigner finalement et lui laisser le champ libre.

Quoique le succès de Charles d'Anjou en Syrie ne fût peut-être pas très solide, il autorisait de nouveau bien des espoirs. Baibars était mort prématurément à l'âge de cinquante ans, le 30 juin 1277, moins d'un mois après l'entrée de Roger de San Severino dans Acre, et son successeur Kalâoun avait fort à faire pour contenir les Mongols subitement enhardis. Au mois d'octobre 1280, ils avaient réussi à surprendre Aïntâb et Alep ; en 1281, à pareille époque, il fallut les arrêter à Homs. N'était-ce point le moment de renouer avec le sultan du Caire les conversations entamées avant la croisade de Tunis²³⁰, peut-être même d'en revenir à cette diplomatie qui sous Frédéric II avait déjà une fois permis la restauration du royaume de Jérusalem ? Charles était depuis peu entré en pourparlers avec Kalâoun pour transformer en paix définitive une trêve conclue dès juillet 1281, quand, dans ces parages aussi, les événements de Sicile modifièrent tout à coup la situation (1282). p516

²³⁰ Voir p. 514.

[*Table des matières*](#)

III. — La politique de Charles d'Anjou dans la Méditerranée occidentale et la croisade de Tunis ²³¹.

L'action de Charles d'Anjou ne se limite pas au bassin oriental de la Méditerranée. De Naples et de Palerme, il rayonne sur tout le bassin occidental, où il s'est, au surplus, dès le début de sa carrière féodale, acquis une position de premier plan par son mariage avec l'héritière de la Provence, Béatrice, fille du comte Raimond-Bérenger (1246). A la longue, et au prix de combats parfois rudes, il a su, en Provence même, faire plier à son profit l'esprit d'indépendance des grandes villes de commerce : Marseille, qui a voulu lui tenir tête, a fini par céder en 1257, puis, après une tentative de révolte, en 1264. Dans l'Italie proprement dite, il a partie liée tantôt avec Gênes, tantôt avec Pise. A mi-chemin entre Naples et Marseille, il s'efforce d'englober la Sardaigne dans sa zone d'influence.

Divisée en quatre petits royaumes ou « judicats » — Gallura et Logudoro (ou « judicat de Torres ») au nord, Arborea à l'ouest et Cagliari au sud, — cette île, dont les papes revendiquaient la suzeraineté et où s'exerçaient les influences rivales de Gênes et de Pise, avait compté parmi ses princes deux des fils naturels de ^{p517} Frédéric II : Enzo, qu'un mariage avec l'héritière des deux royaumes du nord avait, en 1238, permis de proclamer « roi de Sardaigne », puis Manfred, qui avait prétexté la captivité de son frère, prisonnier des Bolonais depuis 1249, pour s'emparer de son titre. Charles ne manqua pas de suivre ces exemples. Dès 1267, il demandait au pape Clément IV l'investiture de l'île et, le 11 août 1269, avec l'appui de Gênes, alors son alliée, décidait les seigneurs et les prélats du royaume de Logudoro, réunis à Sassari, à élire « roi de la Sardaigne tout entière » son second fils, Philippe, encore mineur. Il ne semble pas, à vrai dire, que ni le nouveau « roi de Sardaigne », ni son père aient jamais disposé, fût-ce à Sassari, d'une autorité bien considérable ; à dater de 1272, il n'y est même plus question d'eux ; mais le désordre est tel

²³¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

dans les judicats sardes que la porte reste ouverte à une nouvelle intervention de leur part.

Le long des côtes africaines, que, depuis les rois normands, les maîtres de la Sicile avaient toujours essayé de placer sous leur protectorat, l'action de Charles d'Anjou est longtemps arrêtée par l'essor imprévu d'un des royaumes entre lesquels, dans la première moitié du XIII^e siècle, s'était fractionné l'empire almohade, celui des princes Hafside de Tunisie, l'*Ifrikiya* des Arabes. Ayant rompu les derniers liens qui le rattachaient aux Almohades, en se faisant personnellement saluer du titre de calife et en se donnant, après la prise de Bagdad par les Mongols, pour le successeur authentique des Abbassides, le Hafside Aboû Abd Allâh al-Mostançir (1249-1277) adopta de bonne heure une attitude non moins indépendante à l'égard des puissances européennes. Fort du prestige que lui assurait une autorité qui, de la Tunisie, s'était dès le règne de son père Aboû Zakariya (1229-1249) étendue rapidement à toute notre Algérie orientale, disposant en outre des copieux revenus que lui valait un commerce actif avec les marchands italiens, provençaux et aragonais, al-Mostançir avait profité des embarras de la succession sicilienne pour cesser de payer les 12.000 onces d'or que ses prédécesseurs en *Ifrikiya* s'étaient engagés à verser annuellement aux rois de Palerme en échange de leur alliance. Il ne s'était d'ailleurs pas contenté d'interrompre les versements prévus au traité : il avait accueilli dans ses États quelques-uns des ennemis les plus notoires de l'Angevin, s'était peut-être même entendu contre lui avec les Pisans, voire avec Conradin et les insurgés de Sicile en 1268.

Mais dès 1269 le vent a définitivement tourné. C'est maintenant p518 à Charles, vainqueur de Conradin et devant qui plient les rebelles d'Italie méridionale et de Sicile, à le prendre de haut avec le calife de Tunis : il lui réclame impérieusement le « tribut » arriéré. Ses desseins le portent plutôt, il est vrai, du côté des Balkans où il projette alors de frapper un grand coup ; mais le sort veut que son frère, le roi saint Louis, se berçant, sur de faux rapports, du fol espoir de gagner al-Mostançir à la foi chrétienne et de l'entraîner ensuite contre le sultan du Caire, dirige sur Tunis la croisade dont il vient de prendre le commandement. Le roi de Sicile ne peut éviter de participer à l'expédition, qu'après coup on l'accusera même d'avoir ainsi détournée de son objectif normal ; mais, de retard en retard, il ne rejoint le gros de l'armée qu'à l'instant où tout semble perdu et où son

gros de l'armée qu'à l'instant où tout semble perdu et où son frère a rendu le dernier soupir²³².

L'inexpérience de Philippe III, à qui, sur le site de Carthage, le trône de France vient d'échoir à vingt-cinq ans, fait aussitôt du nouvel arrivé l'arbitre de la situation. Sa diplomatie, appuyée sur la force des armes, décide en quelques semaines le calife de Tunis à consentir un traité exceptionnellement avantageux pour l'ensemble des croisés peut-être, mais surtout pour le roi de Sicile lui-même. La paix de Tunis (1^{er} novembre 1270) ne lui vaut pas seulement une part — sans doute un tiers — de l'écrasante indemnité de guerre de 210.000 onces d'or qu'al-Mostançir s'engage à payer moitié immédiatement, moitié en deux annuités complémentaires ; l'article final y ajoute l'obligation pour le calife de lui verser désormais une redevance annuelle de 24.000 onces, double de l'ancienne, sans préjudice du rappel des cinq annuités arriérées, et, par surcroît, d'expulser de ses États tous les étrangers, gibelins et autres, qui ont trempé dans l'insurrection de Sicile ou y ont soutenu les rebelles.

Ce traité, que complétaient diverses clauses touchant la liberté réciproque du trafic à la fois dans les ports africains et dans ceux de Sicile, de Provence et de Languedoc, ouvrait à l'influence angevine de brillantes perspectives, que les événements ultérieurs devaient avant peu préciser. Al-Mostançir étant mort en 1277, sa succession donna lieu à des compétitions et des luttes éminemment favorables à l'ingérence étrangère. Et, là encore, le roi de Sicile eût eu la partie belle s'il avait pu durer : car quelques années à peine s'écouleront avant que ses successeurs récoltent dans ces parages le fruit de son adroite diplomatie. p519

²³² Voir p. 514.

[*Table des matières*](#)

IV. — L'essor de l'Aragon. Les Vêpres siciliennes et la chute de la domination angevine en Sicile ²³³.

A l'extrême ouest du bassin de la Méditerranée, la politique angevine est moins heureuse. Le roi d'Aragon, dont la puissance est en plein essor, va d'abord y contrecarrer ses desseins, puis devenir en Sicile même l'artisan de sa ruine. ^{p520}

Roi avant l'âge — il avait cinq ans lorsqu'il succéda à son père Pierre II en 1213, — Jacques ou Jayme I^{er}, justement surnommé le Conquérant, avait, au lendemain de sa majorité, affirmé clairement son désir de s'assurer coûte que coûte la maîtrise d'une mer à laquelle donnaient accès ses deux grands ports de Barcelone et de Montpellier : Barcelone qu'il tenait de ses ancêtres du XII^e siècle, Montpellier dont il était redevable à sa mère Marie, fille et unique héritière du seigneur du lieu, Guillaume VIII. En 1229, à la tête d'une forte armée de croisade, attirée par l'appât du gain, il avait réussi à déloger les Musulmans de l'île de Majorque et y avait établi la domination aragonaise ; en 1231, son protectorat s'était étendu à l'île de Minorque ; la troisième des grandes Baléares, Ibiza, avait succombé en 1235.

Pendant les dix années suivantes il avait lutté contre les Maures d'Espagne. L'effondrement de la puissance almohade avait rendu relativement facile la conquête de toutes les côtes méditerranéennes jusque vers le cap de la Nao. Attaqué dès 1233, quoique avec une armée bien peu nombreuse, tant était médiocre l'enthousiasme que cette nouvelle croisade excitait en Aragon, le royaume musulman de Valence, issu du démembrement de l'empire almohade, n'avait offert, somme toute, qu'une médiocre résistance. En quelques mois, tout le nord était soumis jusqu'au Mijares ; en 1236, les troupes aragonaises s'installaient à Puig, à quinze kilomètres seulement du Guadalaviar ; le 28 septembre 1238, Valence se rendait, et la lenteur des progrès réalisés au cours des années suivantes s'explique surtout par la

²³³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

faiblesse des contingents engagés et la nécessité de procéder par étapes à l'organisation des territoires conquis. Cependant en 1243 le Jucar était dépassé et au début de 1245 la région du cap de la Nao atteinte à son tour.

Après Barcelone, Montpellier, l'île de Majorque, la possession du beau port de Valence faisait décidément du royaume d'Aragon un grand État méditerranéen. La concurrence ou la piraterie des Infidèles n'était même plus pour lui dans ces parages un obstacle sérieux, car dès ce moment les Maures d'Espagne s'étaient vus refoulés vers l'extrême sud de la péninsule : d'un mouvement parallèle à celui du roi d'Aragon, Ferdinand III de Castille avait, après dix années de lutte, achevé la conquête de l'Andalousie (1236-1246), réduit à la condition d'État vassal le royaume de Murcie (1241), amené le roi musulman de Grenade à solliciter son alliance (1246). Jacques n'avait rien non plus à craindre du Maghreb, où la décadence de l'empire ^{p521} almohade avait pour résultat de pousser les émirs les uns contre les autres. Et dans toute l'Espagne, son prestige était devenu tel qu'il s'imposait en 1264 au nouveau roi de Castille, Alphonse X, que sa haute culture fit surnommer le Sage, mais dont l'impéritie politique était grande et qui depuis quelques années gaspillait temps et ressources à la vaine poursuite du pouvoir impérial ²³⁴. Aux prises depuis deux ans avec un soulèvement général des Maures d'Andalousie et de Murcie, il mit tout son espoir en son voisin d'Aragon, et ce fut à lui, à lui seul — car Jacques prit en personne le commandement de l'armée — qu'il dut (1265-1266) la reconquête du pays de Murcie dont la tranquillité importait évidemment beaucoup au maître de Valence.

Mais déjà l'ambition du Conquérant dépassait les limites de l'Espagne. Tandis qu'Alphonse de Castille s'obstinait à rêver du trône impérial, il songeait, pour sa part, à élargir ses positions dans la Méditerranée occidentale. Ses vues s'étaient d'abord portées du côté du Languedoc et de la Provence. Pendant quelques années il y avait mené une politique active et souvent menaçante. En 1241, il avait noué une étroite entente avec Raimond VII de Toulouse ; il l'avait soutenu l'année d'après dans sa rébellion contre le gouvernement de saint Louis, puis, en 1245, à la mort du comte de Provence Raimond-Bérenger V, comme lui petit-fils d'Alphonse I^{er} d'Aragon, s'était

²³⁴ Voir p. 477.

employé à ménager à l'un des siens la main de l'héritière du comté, Béatrice. Déçu de part et d'autre dans ses espérances, il avait cru sage de s'accorder avec le roi capétien : par le traité de Corbeil (11 mai 1258), il s'était désisté de toute revendication tant en Languedoc que dans le comté de Provence — désormais au pouvoir de Charles d'Anjou — en échange d'une renonciation de saint Louis à ses droits de suzeraineté sur le Roussillon et la Catalogne. Un mariage entre l'héritier du trône de France, Philippe (le futur Philippe III), et Isabelle, fille du roi d'Aragon, avait scellé la réconciliation des deux cours.

Toutefois en acceptant de s'effacer devant Charles d'Anjou en Provence, Jacques d'Aragon n'avait pas entendu lui laisser partout le champ libre. Il avait notamment tenté de le devancer en Sardaigne après le décès de Manfred. Au début de 1267, il se croyait si près du but et si sûr de l'atteindre, conformément, disait-il, aux promesses du pape, qu'il déclarait dans un acte officiel réserver toute l'île à son fils Jacques, au profit de qui ^{p522} déjà il avait érigé les Baléares en « royaume de Majorque ».

Évincé de Sardaigne aussi par Charles d'Anjou, il ne désespérait certainement pas de lui barrer la route ailleurs. Depuis quelques années ses visées s'étaient étendues jusqu'à Naples et Païenne. En 1262, malgré le pape, il avait marié Pierre, l'aîné de ses fils survivants et son successeur désigné en Aragon, à Constance de Hohenstaufen, fille de Manfred, encore roi de Sicile à cette date : c'était marquer d'avance qu'il comptait ne pas se désintéresser de l'Italie. Aussi apprenons-nous sans surprise qu'en 1269 Pierre a engagé avec les gibelins de Lombardie et de Toscane d'actives négociations, dont le but avoué est de faire triompher les droits qu'il prétend tenir de sa femme, au détriment de l'usurpateur français. Un peu plus tard, le roi des Romains Rodolphe de Habsbourg est mêlé à ces conversations et son aide est promise à l'infant d'Aragon en cas d'attaque contre Charles d'Anjou. Celui-ci, inquiet, essaie de parer le coup en donnant lui-même son appui aux adversaires du gouvernement royal en Aragon. On retrouve sa main dans quelques-uns des complots ou des révoltes qui troublent l'Espagne à la fin du règne de Jacques I^{er}.

La situation se tend de plus en plus entre la cour de Naples et celle de Barcelone, qui devient le refuge des mécontents de tous ordres que

suscitent dans l'Italie méridionale et en Sicile les exigences de Charles d'Anjou, sa lourde fiscalité, l'appétit insatiable de ses officiers, enfin et par-dessus tout le mépris qu'il affiche pour ce qui est sicilien. On lui reproche son excessive rigueur envers ceux dont le seul crime a été de rester jusqu'au bout fidèles aux Hohenstaufen ; on l'accuse de les flétrir tous indistinctement de l'épithète de « traîtres », de les proscrire jusque dans leur descendance ; on lui en veut de réserver tous les fiefs, toutes les charges de quelque importance aux Français et aux Provençaux qui se sont jetés à la curée ; on lui en veut, dédaignant ou craignant Palerme, d'avoir transporté sa résidence à Naples. Le royaume de Sicile — le « Royaume », comme on va prendre l'habitude de l'appeler, sans autre désignation, — n'est-il donc pour son nouveau maître qu'une terre à exploiter et qui doit rendre au maximum, payant sans compter des taxes continuellement aggravées, presque doublées depuis 1277, en l'espace de six ans, fournissant sans répit hommes, chevaux, navires, pour des expéditions dont l'issue importe peu aux habitants à qui elles ne peuvent en effet rapporter ni gloire ni profit ? ^{p523}

Cette situation, connue à Barcelone, y suscitait dans l'entourage immédiat de l'infant Pierre et de sa femme Constance de Hohenstaufen un mouvement d'intérêt d'autant plus marqué que la cour aragonaise était peuplée de proscrits napolitains ou siciliens avides d'une revanche. Parmi eux, on remarquait Conrad Lancia et Roger de Lauria²³⁵, l'un proche parent, l'autre frère de lait de Constance ; c'était aussi Jean de Procida, ce riche Salernitain qui, après avoir servi successivement l'empereur Frédéric II, Manfred et Conradin, avait maintenant su gagner la confiance du futur roi d'Aragon. Aussi, dès qu'il eut succédé à son père (juillet 1276) sous le nom de Pierre III, celui-ci n'eut-il plus qu'une pensée : expulser l'Angevin de Naples et de Palerme pour s'y établir à sa place. Il ne négligea rien pour parvenir au but, s'alliant avec tout ce que l'Italie comptait alors de gibelins, avec Pise, avec Gênes, avec les villes lombardes, avec les marquis de Saluces et de Montferrat, avec Gui de Montefeltro, avec tous ceux qui naguère, en Toscane ou ailleurs, avaient embrassé la cause de Conradin ; cherchant à grouper contre

²³⁵ Que les modernes appellent souvent à tort Roger Loria. Il tirait son nom de la ville de Lauria, en Basilicate.

son adversaire tous ceux que l'ambition de Charles menaçait, l'empereur grec Michel Paléologue, le roi d'Allemagne Rodolphe, le roi Alphonse X de Castille, éternel prétendant au trône impérial.

Les événements d'Espagne le retardèrent plusieurs années, sans jamais lui faire abandonner son dessein. Pour en finir avec les velléités d'indépendance de son frère cadet Jacques, à qui la volonté paternelle avait réservé à la fois le royaume de Majorque, la seigneurie de Montpellier et les deux comtés de Roussillon et de Cerdagne, il n'hésita pas, après deux ans de discorde, à lui imposer la reconnaissance de sa suzeraineté (janvier 1279) ; de 1277 à 1280, il dut tenir tête aux Maures d'Andalousie et fut longtemps absorbé par les conflits que suscita, aux frontières de l'Aragon, le règlement de la succession de Castille quand la mort inopinée de son fils aîné Fernand dit de la Cerda (1275) eut amené le roi Alphonse X à reconnaître pour héritier son second fils, Sanche IV, au détriment des deux tout jeunes infants, Alphonse et Fernand de la Cerda, laissés par le défunt. Tandis que le roi de France, embrassant les intérêts de sa sœur Blanche, veuve de Fernand de la Cerda et mère des deux infants, essayait par les armes de faire respecter ^{p524} les droits des orphelins, Pierre d'Aragon leur donnait asile, puis les retenait de force dans son royaume (1277) ; il jouait ensuite habilement de ce gage précieux pour agir à la fois sur Alphonse X, sur son fils Sanche, que son impatient désir de régner avait poussé à la révolte, enfin sur le roi de France lui-même, toujours docile aux suggestions de son oncle Charles d'Anjou.

Dans les derniers mois de 1281 et au début de 1282, Pierre, tranquilisé du côté de l'Espagne, active ses préparatifs diplomatiques et militaires. Ses alliances se resserrent avec les gibelins d'Italie ; la flotte aragonaise est mise en état de prendre la mer, sous couleur de croisade contre les Infidèles d'Afrique ; des décimes sont même réclamées pour cette prétendue guerre sainte. On n'est dupe ni à Naples ni à Rome ; mais, par un étrange aveuglement, le roi de Sicile n'attache aucune importance ni aux projets du roi d'Aragon ni à l'exaspération de ses sujets ; et, comme si de rien n'était, il se dispose à faire voile enfin vers ce Bosphore qui depuis tant d'années le fascine, quand éclate le coup de surprise des Vêpres siciliennes.

Le lundi de Pâques, 30 mars 1282, à l'heure des vêpres, à la suite d'une rixe entre des sergents du roi et de jeunes Siciliens aux portes

de Palerme, les Français de la ville sont massacrés par une population exaspérée. Le pouvoir royal est rejeté, une commune formée, un « capitaine du peuple » élu, et l'on en appelle au seigneur suprême, le pape, de qui Charles d'Anjou tient ses États en fief. De Palerme, la révolte gagne le reste de l'île. Partout les mêmes scènes se répètent : les Français sont pourchassés, égorgés, des communes proclamées, des capitaines du peuple choisis. Messine, qui quelque temps hésite, finit par suivre le mouvement ; les 28 et 29 avril, elle se donne un conseil municipal, un capitaine, et fait place nette. L'île est évacuée par tous ceux qui représentent le pouvoir odieux du « nouveau Néron », du « suppôt du diable ». Mais le pape Martin IV, entièrement dévoué aux intérêts angevins, refuse d'assumer le gouvernement de l'île que lui offrent les rebelles, et, la rage au cœur, à la nouvelle que les habitants de Messine ont brûlé la belle flotte qu'il destinait à la conquête du Bosphore, Charles prépare froidement sa vengeance.

Un seul homme peut l'arrêter : le roi d'Aragon qui, surpris lui aussi, semble-t-il, par la fureur de l'explosion, guette maintenant l'heure propice, prêt à s'embarquer au premier signal. A la demande de l'Angevin, informé, le roi de France lui notifie que toute attaque contre la Sicile sera tenue pour un acte d'hostilité ^{p525} contre la France elle-même. Jouant l'innocence, Pierre cingle vers l'Afrique et aborde le 28 juin à Collo, près du cap Bougaroun, comme s'il voulait entamer enfin sa fameuse croisade. Charles, renforcé par la venue de nombreux seigneurs français que lui a dépêchés Philippe III, atteint le 6 juillet Catona, juste en face de Messine, sur la côte de Calabre ; le 25, il franchit le détroit, débarque à Faro, menace Messine. En vain un légat pontifical essaie de ménager un accord. Charles exige une reddition pure et simple. Le sort en est jeté : les rebelles de l'île s'entendent pour appeler le roi d'Aragon, avec qui les habitants de Palerme négocient depuis la fin d'avril. Le 31 août, venant d'Afrique, Pierre aborde à Trapani ; le 4 septembre, il est reçu solennellement dans Palerme et s'empare sans délai du pouvoir. C'en était fini de la domination française en Sicile.

[*Table des matières*](#)

V. — La vengeance de Charles d'Anjou : la croisade d'Aragon ²³⁶.

Charles d'Anjou ne devait cependant pas s'avouer vaincu. Outre que la partie continentale du « royaume de Sicile » lui restait, il comptait reprendre l'île et poursuivre, s'il le fallait, son adversaire jusque dans ses États espagnols. Pendant trois ans l'Europe fut occupée de ce duel à mort.

Néanmoins, avant d'engager les hostilités, les deux rivaux conçurent l'idée, étonnante dans un débat aussi grave, de régler leur différend au moyen d'un combat chevaleresque en champ clos. Rendez-vous fut fixé à Bordeaux pour le 1^{er} juin 1283. Mais, au jour dit, le roi d'Aragon usa de subterfuge pour éviter la rencontre, et le recours à la guerre apparut inévitable.

En Sicile, l'échec de Charles fut complet. Une première fois, au mois de juillet 1283, il tenta d'opérer un débarquement : ses vaisseaux de transport furent surpris et en partie détruits par Roger de Lauria, à qui Pierre avait confié le commandement de sa flotte dans les eaux de Sicile. Un second projet de débarquement l'année d'après n'eut pas meilleur succès : le 5 juin, ^{p526} dans la baie de Naples, une grande flotte angevine, sous les ordres de l'héritier du trône, Charles le Boiteux, prince de Salerne, fut cette fois encore battue par Roger de Lauria, qui fit de nombreux prisonniers de marque, parmi lesquels le prince de Salerne lui-même.

Sans se laisser démonter, et malgré la révolte qui grondait dans tout le sud de l'Italie, le roi de Sicile avait résolu de frapper son ennemi au cœur en lançant le roi Philippe contre lui en Aragon. Il avait obtenu du pape Martin IV une sentence d'excommunication et de déchéance contre le violateur de la Sicile, fief du Saint-Siège ; il voulait maintenant en assurer l'exécution en enlevant à l'impie ses États espagnols pour lui substituer un prince français animé de

²³⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

sentiments plus respectueux à l'égard de l'Église. Au mois de février 1284, son choix se porta sur Charles, comte de Valois, deuxième fils du roi de France, et Philippe III lui-même accepta de prendre le commandement de la croisade.

Charles d'Anjou ne vécut pas assez pour assister à la réalisation de cette grandiose contre-attaque, qui devait, dans son esprit, non seulement contraindre l'Aragonais à lâcher prise, mais transformer la Méditerranée occidentale en une mer française. Déjà il voyait son petit-neveu Charles, un enfant de quatorze ans, facile par suite à manœuvrer, installé sur le trône de Barcelone ; le faible roi de Majorque, acquis au projet par rancune contre son frère et qui avait promis libre passage sur ses terres, serait, pensait-il, un allié malléable. C'était la certitude de disposer des Baléares, du Roussillon, de Montpellier ; Philippe III tenait le reste des côtes languedociennes ; et Charles était depuis longtemps maître de la Provence et de l'Italie du Sud. La victoire de Sicile n'était-elle pas pour les Aragonais le prélude de la grande chute ?

Le rêve était beau, et quand Charles d'Anjou mourut à Foggia le 7 janvier 1285, il put emporter dans la tombe l'espoir d'une prochaine revanche. En juin suivant, l'invasion de l'Aragon commençait ; le 26, Gérone était assiégée ; les croisés tenaient la mer, et Pierre, tout en ripostant avec vigueur, semblait hors d'état d'opposer une longue résistance. La capitulation de Gérone, le 7 septembre, quelques semaines après la proclamation de Charles de Valois comme roi d'Aragon, eût été pour lui en effet un fâcheux présage si, le 4, son amiral Roger de Lauria, accouru inopinément dans les eaux espagnoles, n'avait anéanti près des îlots de Las Formigas, au large de Palamos, la flotte ^{p527} chargée du ravitaillement et du renfort de l'armée française, puis si, exploitant son succès, il n'avait occupé de vive force Rosas, d'où il s'apprêtait à marcher contre les croisés. La maladie s'était mise dans le camp français ; le roi Philippe lui-même était gravement atteint. Coupés de leur base depuis l'occupation de Rosas, les envahisseurs durent battre en retraite, juste à temps pour permettre à Philippe III de ne pas mourir comme son père en terre ennemie. Il expira le 5 octobre à Perpignan, suivant de près dans la tombe et Charles d'Anjou et le pape Martin IV, disparu en mars, devançant de peu Pierre d'Aragon, que la maladie devait faucher à son tour un mois plus tard (10 novembre).

Ces coïncidences, dignes d'une tragédie classique, frappèrent l'esprit des contemporains. Salimbene, ce franciscain de Parme à qui l'on doit de curieux et vivants mémoires, raconte qu'une femme de la petite ville de Barletta, en Pouille, avait, au début de l'année, prédit ces quatre décès consécutifs. Pierre d'Aragon du moins pouvait mourir rassuré : la vengeance de Charles d'Anjou n'avait réussi à l'abattre ni en Sicile ni en Espagne, et le grand rêve angevin s'était définitivement dissipé. p528

Bibliographie du CHAPITRE III.
Charles d'Anjou et la politique des États méditerranéens
(1250-1286).

I. La politique de Charles d'Anjou dans les Balkans
et l'empire byzantin.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les histoires générales de l'empire byzantin, citées p. 193, passent rapidement sur la période envisagée ici, sauf celle de Ch. Diehl, L. Œconomos, R. Guiland, R. Grousset, celle d'Ostrogorsky et celle de L. Bréhier. Le règne de Michel Paléologue a fait l'objet d'une monographie, imparfaite mais utile, de Conrad Chapman, *Michel Paléologue, restaurateur de l'empire byzantin, 1261-1282* (Paris, 1926, in-8°). L'important ouvrage de Walter Norden, *Dos Papsttum und Byzanz* (cité p. 194), n'est pas seulement une étude très poussée des rapports religieux entre Byzance et la papauté ; elle est capitale pour l'histoire des rapports politiques entre l'empire grec et les puissances occidentales au XIII^e siècle. Sur l'empire de Nicée, J.-B. Pappadopoulos, *Théodore II Lascaris, empereur de Nicée* (Paris, 1908, in-8°). Plusieurs chapitres du livre solidement documenté de R. Sternfeld, *Ludwigs des Heiligen Kreuzzug nach Tunis 1270 und die Politik Karls I von Sizilien* (Berlin, 1896, in-8°, fasc. 4 des « Historische Studien » d'Ebering), sont consacrés à l'histoire de la politique suivie par Charles d'Anjou dans les Balkans jusqu'en 1270.

Sur les États latins des Balkans, voir les indications bibliographiques de la p. 398. Consulter en outre D.-A. Zakythinos, *Le despotat grec de Morée*, t. I : *Histoire politique* (Paris, 1932, in-8°, t. I de la « Collection de l'Institut néo-hellénique de l'Université de Paris »), dont le chap. I (p. 13-93) concerne la période de 1262-1348. — Sur les rapports avec l'Occident, E. Dade, *Versuche zur Wiedererrichtung der lateinischen Herrschaft in Konstantinopel im Rahmen der abendländischen Politik 1261 bis etwa 1310* (Iéna, 1938, in-8°). Le livre posthume de Fr. Carabellese, *Carlo d'Angiò nei rapporti politici e commerciali con Venezia e l'Oriente* (Bari, 1911, in-4°), est instructif, mais déparé par de nombreuses négligences.

II. La politique de Charles d'Anjou et l'Orient islamique.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Sur les restes de la domination latine en Syrie et sur Baibars, voir les ouvrages de G. Wiet, R. Grousset et C. Cahen cités p. 444 ;

R. Röhricht, *Études sur les derniers temps du royaume de Jérusalem. La croisade du prince Edouard d'Angleterre*, dans les *Archives de l'Orient latin*, t. I, 1^{re} partie (Paris, 1883, in-8°), p. 619-632 ; du même, sous le même titre général, *Les combats du sultan Baibars contre les chrétiens de Syrie (1261-1277)*, ibid., t. II, 1^{re} partie (1884), p. 365-409 ; du même encore, *Geschichte des Königreichs Jerusalem* (Innsbruck, 1898, in-8°) ; L. de Mas-Latrie, *Histoire de l'île de Chypre sous le règne des princes de la maison de Lusignan* (Paris, 1852-1861, 3 vol. in-8°, dont deux de documents) ; R. Sternfeld, *Der Kardinal Johann Gaëtan Orsini*, cité p. 492. — L'histoire des sultans mamelouks du Caire à la fin du XIII^e siècle est commodément résumée en une trentaine de pages par E. Blochet, en tête de son édition, avec traduction, de Moufazzal ibn Abil-Fazaïl, *Histoire des sultans mamelouks*, au t. XII, fasc. 3, de la *Patrologia orientalis* publ. par R. Graffin et F. Nau (Paris, [1916], in-4°). — Sur les Mongols voir le vieil ouvrage de C. d'Ohsson (cité p. 405), qui a largement tiré parti des chroniques arabes et persanes.

III. La politique de Charles d'Anjou dans la Méditerranée occidentale et la croisade de Tunis.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur la politique de Charles d'Anjou en Provence, R. Sternfeld, *Karl von Anjou als Graf von Provence*, cité p. 492 ; V.-L. Bourrilly et R. Busquet, *La Provence au moyen âge*, cité p. 222 ; V.-L. Bourrilly, *Essai sur l'histoire politique de la commune de Marseille des origines à la victoire de Charles d'Anjou, 1264* (Aix-en-Provence, 1926, in-8°). — Sur sa politique en Sardaigne, E. Besta, *La Sardegna mediaevale* (Palerme, 1908-1909, 2 vol. in-8°), t. I^{er}. — Sur sa politique africaine et la croisade de Tunis, R. Sternfeld, *Ludwigs des Heiligen Kreuzzug nach Tunis* (cité p. 492), dont les conclusions, très discutées et peut-être un peu forcées, paraissent néanmoins acceptables dans l'ensemble ; G. Ruocco, *I preparativi guerreschi di Carlo I d'Angiò e l'ottava crociata* (Naples, 1935, in-8°), important recueil de documents. — Sur la situation de l'Afrique du Nord à ce moment, Ch.-A. Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord* (Paris, 1931, in-8°), copieux résumé de l'histoire des Hafsides, p. 418-431 ; et, spécialement sur l'histoire des rapports commerciaux entre le Maghreb et l'Europe, le recueil de L. de Mas-Latrie, *Traités de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au moyen âge* (Paris, 1866, in-4°, et un Supplément, 1872), précédé d'une ample introduction qui a été rééditée à part sous le titre : *Relations et commerce de l'Afrique septentrionale ou Maghreb avec les nations chrétiennes* (Paris, 1886, in-8°), et André-E. Sayous, *Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e* (Paris, 1929, in-8°). — M. Robert Brunschvig a publié le tome I^{er} d'un grand ouvrage intitulé *La Berbérie orientale sous les Hafsides des origines à la fin du XV^e siècle* (Paris, 1940, in-8°, t. VIII des « Publications de l'Institut d'études orientales d'Alger »), où sont repris d'ensemble avec toute l'ampleur désirable la plupart des problèmes que

désirable la plupart des problèmes que soulève non seulement l'histoire des califes tunisiens au XIII^e siècle, mais celle de la politique suivie par Charles d'Anjou dans l'affaire de la croisade.

IV. L'essor de l'Aragon. Les Vêpres siciliennes et la chute de la domination angevine en Sicile.

OUVRAGES À CONSULTER. — L'histoire de l'Aragon au XIII^e siècle est rapidement résumée dans la plupart des histoires d'Espagne citées p. 55-56, parmi lesquelles nous retiendrons surtout celles de R. Altamira (t. II, 1902) et d'A. Ballesteros y Beretta (t. III, 1922). Le manuel d'A. Giménez Soler, *La edad media en la corona de Aragon* (Barcelone et Buenos Aires, 1930, in-12, collection Labor), est trop sommaire et d'une information insuffisante. — Le règne de Jacques I^{er} a fait l'objet de plusieurs monographies. Les deux plus notables sont celles de Ch. de Tourtoulon, *Étude sur la maison de Barcelone. Jacme I^{er} le Conquérant, roi d'Aragon, comte de Barcelone, seigneur de Montpellier* (Montpellier, 1863-1867, 2 vol. in-8°), démodée et sans critique, et celle de F. Darwin Swift, *The life and times of James the First the Conqueror, king of Aragon, Valencia and Majorca, count of Barcelona and Urgel, lord of Montpellier* (Oxford, 1894, in-8°), superficielle. J. Miret y Sans a analysé une partie des documents utiles à la rédaction de l'œuvre qui manque encore dans le gros volume qu'il a publié sous le titre *Itinerari de Jaume I « el Conqueridor »* (Barcelone, 1918, in-4°, collection de l'« Institut d'estudis catalans »). Ajoutons que le livre d'A. Lecoy de la Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque* (Paris, 1892, 2 vol. in-8°, le t. I^{er}), est très riche en détails précis sur les conquêtes et la politique extérieure de Jacques I^{er} d'Aragon et de ses fils. On le complétera sur quelques points à l'aide de Ch. Baudon de Mony, *Relations politiques des comtes de Foix avec la Catalogne jusqu'au commencement du XIV^e siècle* (Paris, 1896, 2 vol. in-8°, dont un de documents). — Sur les affaires de Castille, voir Ch.-V. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi* (Paris, 1887, in-8°), et surtout G. Daumet, *Mémoire sur les relations de la France et de la Castille de 1255 à 1320* (Paris, [1914], in-8°).

Sur le roi Pierre et les Vêpres siciliennes, le travail essentiel est celui d'Otto Cartellieri, *Peter von Aragon und die sizilianische Vesper* (Heidelberg, 1904, in-8°, fasc. 7 des « Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte »). Mais il faut rappeler pour mémoire l'ouvrage fameux de M. Amari, *La guerra del Vespro siciliano* (cité p. 492), très tendancieux et aujourd'hui bien vieilli, et le recueil d'études publié à l'occasion du sixième centenaire des Vêpres : *Ricordi e documenti del Vespro siciliano pubblicati a cura della Società siciliana per la storia patria nella ricorrenza del sesto centenario* (Palerme, 1882, in-8°) ; y joindre G. La Mantia, *Studi sulla rivoluzione siciliana nel 1282*, dans l'*Archivio storico per la Sicilia*, ann. 1940, et les documents publiés et commentés par M^{lle} Hélène Wieruszowski, *Conjuraciones y alianzas políticas del rey Pedro de Aragon contra Carlos de*

nes y alianzas politicas del rey Pedro de Aragon contra Carlos de Anjou antes de las Visperas sicilianas ; nuevos documentos, dans le *Boletin de la Academia de la Historia*, t. CVII (1935), p. 547-602. On doit au même auteur une étude sur le rôle ambigu joué par Jean de Procida : *Der Anteil Johannis von Procida an der Verschwörung gegen Karl von Anjou*, dans les *Gesammelte Aufsätze sur Kullurgeschichte Spaniens*, publ. par H. Finke, t. V (Munich, 1935, in-4°), p. 230-239. Sur le mouvement « communal » en Sicile après les Vêpres, ajouter P. Egidi, *La « communitas Sicilie » del 1282* (Messine, 1915, 56 p. in-8°, extr. de l'« Annuario dell' Università di Messina », 1914-1915). — Sur les méthodes gouvernementales de Charles d'Anjou dans son royaume de Sicile, outre le livre précité d'O. Cartellieri (chap. v, p. 98-138), voir les volumes de Cadier, de Durrieu et de Sthamer cités p. 498.

V. La vengeance de Charles d'Anjou ; la croisade d'Aragon.

OUVRAGES À CONSULTER. — Ch.-V. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi* (Paris, 1887, in-8°), et A. Lecoy de la Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque* (cité p. 520), t. I^{er} ; pour quelques détails, Ch. Baudon de Mony, *Relations politiques des comtes de Foix avec la Catalogne* (cité p. 620), t. I^{er} ; Joseph Petit, *Charles de Valois, 1270-1325* (Paris, 1900, in-8°) ; G. Manfroni, *Storia della marina italiana dal trattato di Ninfèo alla caduta di Costantinopoli, 1261-1453*, t. I^{er} (Livourne, 1902, in-8°).

[*Table des matières*](#)

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE IV

*Le royaume de France dans la seconde moitié du XIII^e siècle*²³⁷.

L'écroulement du rêve angevin atteint par contre-coup la maison capétienne tout entière. Elle paie l'erreur commise par Philippe le Hardi quand il s'est laissé entraîner inconsidérément dans le sillage de son oncle le roi de Sicile. Mais, depuis le règne de saint Louis, l'avenir de la monarchie française a cessé d'être à la merci d'une imprudence ; sa position, affermie par une politique méthodique et sage, est devenue si forte que rien ne saurait plus la compromettre.

[*Table des matières*](#)

I. — Saint Louis et l'affermissement du pouvoir royal en France²³⁸.

Le grand mérite de Louis IX fut en effet de se rendre compte qu'après les rapides conquêtes réalisées sous ses deux prédécesseurs, ^{p529} le moment était venu de songer moins à de nouveaux accroissements de territoires qu'à l'assimilation des provinces annexées. D'où sa politique à l'égard du roi d'Angleterre.

Avec un Philippe Auguste, le faible Henri III eût payé cher sans doute son obstination à protester en toute circonstance et la menace à la bouche, même pendant que le Capétien était en Terre Sainte, contre la saisie des fiefs de son père. En vertu du jugement de 1202, Louis IX eût été fondé à occuper les dernières provinces que le descendant du

²³⁷ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

²³⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

vassal rebelle tenait encore dans le royaume de France, et il ne lui en eût coûté, semble-t-il, ni grand effort ni grand argent. Mais il répugnait par tempérament et par scrupules de conscience aux mesures extrêmes. Il offrit à Henri, qui la mort dans l'âme finit par l'accepter, une solution transactionnelle de nature à purifier l'atmosphère.

Par ce traité fameux, ratifié à Paris au mois de décembre 1259, Louis IX non seulement déclarait renoncer à confisquer la Gascogne, mais faisait à son ennemi de la veille d'importantes restitutions. La principale — car elle devait être et fut réalisée sans délai — était celle du groupe de territoires touchant la Gascogne, qui correspondaient aux parties des trois diocèses de Périgueux, Cahors et Limoges non incluses dans les comtés de Poitiers et de Toulouse. Il y abandonnait à son vassal, outre les domaines directs possédés par la couronne de France (ce qui était fort peu de chose), tous ses droits de suzeraineté sur ceux ^{p530} des vassaux qui ne pourraient exciper d'un privilège de garantie contre les aliénations royales. Or, quoique le nombre fût élevé des vassaux laïques ou ecclésiastiques qui, à des époques diverses, avaient été gratifiés de tels avantages et que parmi eux se trouvaient le comte de Périgord, les évêques des trois diocèses en cause, de grandes abbayes et de grandes villes, la mesure prise avait pour effet de transporter au Plantagenêt l'hommage de plusieurs seigneuries importantes — entre autres les vicomtes de Limoges et de Ventadour — et de rétablir officiellement son autorité dans des régions où elle ne s'exerçait plus depuis de longues années. Henri III recevait en outre l'expectative de la Saintonge méridionale (au sud de la Charente), qui devait lui revenir à la mort du comte de Poitiers Alphonse, et celle de l'Agenais, attribuée jadis en dot — avant la sentence de 1202 — à la grand-mère de la comtesse Jeanne, femme de ce dernier. Une clause additionnelle portait qu'il recevrait en six termes la somme nécessaire à l'entretien, pendant deux ans, de cinq cents chevaliers, « à employer pour le service de Dieu, de l'Église — ou du royaume d'Angleterre ». Mais, en revanche, le Plantagenêt acceptait, tant en son nom qu'au nom de tous les ayants droit, la validité des saisies opérées par les Capétiens depuis Philippe Auguste ; il se reconnaissait le vassal lige du roi de France pour les provinces qui restaient en sa possession et qui à elles seules désormais, et dans les limites restreintes qui viennent d'être indiquées, formaient ce qu'on l'autorisait à appeler, comme par le passé, duché

le passé, duché d'Aquitaine ou de « Guyenne »²³⁹ ; il s'engageait enfin à prêter régulièrement hommage et à s'acquitter des obligations et services que cette situation entraînait.

Ce traité qui causa — Joinville en est témoin — une vive surprise en France, où l'on fut surtout sensible aux nombreux abandons bénévolement consentis par le roi, avait donc l'avantage de donner une base juridique indiscutable aux prétentions des Capétiens et de justifier d'avance leurs interventions en Guyenne. Car, le terrain ainsi déblayé, Louis IX se trouve, là comme ailleurs, en excellente posture pour faire valoir sans relâche les droits de la monarchie. Son respect scrupuleux de ceux d'autrui ne l'empêche à aucun moment de miner l'autorité^{p531} de ses vassaux — et le roi d'Angleterre est redevenu officiellement l'un d'eux — en excipant partout de ses prérogatives souveraines. Au lendemain du traité de Paris, il intervient en Limousin, en Quercy, en Périgord, pour réclamer comme siens, au nom de privilèges de « sauvegarde » ou d'« immédiation », quantité de seigneurs sur la vassalité desquels Henri III croyait pouvoir compter. En d'autres régions, spécialement dans le midi languedocien, il s'insinue sous couleur de « protection », se fait admettre comme « coseigneur », et devient bientôt le maître. Il évoque devant les tribunaux de ses baillis ou de ses sénéchaux ou même devant sa propre cour une foule de procès auquel son gouvernement applique la qualification vague de « cas royaux ».

Dans ces progrès constants de la monarchie, la personnalité du roi a certainement sa part. On ne peut ici évoquer qu'en passant la délicate figure du saint roi, dont Joinville a tracé un inoubliable portrait ; mais comment les contemporains n'eussent-ils pas subi l'ascendant de ce prince à la fois si doux et si ferme, chez qui la bonhomie s'alliait à une énergique volonté et le goût de la simplicité à un sentiment très vif de la majesté royale ; de ce « prudhomme » dont la droiture forçait l'admiration de ses ennemis ? Certes saint Louis avait ses défauts, qui n'étaient souvent, à dire vrai, que la rançon de ses plus séduisantes qualités : il était trop foncièrement honnête pour se défier d'autrui ; trop porté à suivre les généreuses impulsions de son cœur et de sa foi, sans préparation ni informations suffisantes, comme il le prouva lors de ses deux croisades : celle d'Égypte, si mal

²³⁹ « Guyenne » n'est que la forme populaire abrégée d'« Aquitaine ». Le nom populaire primitif devait être « Aguyenne ». L'A initial est tombé par la suite.

engagée et dont on a vu l'issue lamentable ; celle, plus déconcertante encore, qu'il jugea bon d'entreprendre en 1269 avec Tunis comme objectif, et qui lui coûta bien inutilement la vie ²⁴⁰.

Mais, à côté de cela, quel merveilleux bon sens, quel équilibre d'esprit décèle son œuvre gouvernementale ! On n'y relève plus ni naïveté ni faux pas. La machine administrative s'adapte progressivement aux besoins nouveaux ; elle se développe, se perfectionne sans à-coups. C'est alors, en particulier, qu'on voit se constituer au sein de la « cour du roi » (*curia regis*) une section juridique, embryon de « Parlement », et une section financière, embryon de « Chambre des comptes », devant lesquelles, à dates fixes, on s'habitue à renvoyer soit la plupart des procès ^{p532} soumis au jugement du souverain, soit le contrôle des opérations fiscales. C'est alors aussi qu'à la cour on commence à établir une distinction nette entre les services généraux de la monarchie et ceux de la maison personnelle ou « hôtel » du roi. En même temps, à partir de 1247, des enquêtes sagement conduites dans les provinces visent à renseigner avec précision le souverain sur les erreurs commises, les abus, les excès auxquels de grandes ordonnances réformatrices s'appliquent presque aussitôt à porter remède.

A coup sûr, saint Louis doit beaucoup aux conseillers qu'il choisit avec discernement parmi le personnel modeste des « clercs », que depuis Philippe Auguste la monarchie tend à substituer aux grands officiers, encombrants et ambitieux, de jadis. Mais ce n'en est pas moins sa volonté réfléchie qu'on retrouve à l'origine de la plupart des mesures prises alors en matière de gouvernement ; c'est son esprit d'équité, son jugement pondéré qui les inspirent.

²⁴⁰ Sur ces deux croisades de saint Louis, voir p. 439 et 513-514.

[*Table des matières*](#)

II. — Saint Louis arbitre de l'Europe ²⁴¹.

Hors de France, les qualités personnelles du roi et l'étendue croissante de son pouvoir lui assurent un prestige sans égal. Pendant un temps, il est le véritable arbitre de l'Europe.

Il l'est au sens strict du mot ; car il s'est acquis un tel renom de droiture que, dans tout l'Occident, on semble renoncer alors, comme sous son inspiration, à recourir dès l'abord aux armes en cas de conflit, pour s'en rapporter volontiers à son arbitrage. Ses sentences reposent toujours sur une étude attentive des causes qui lui sont soumises ; elles sont précédées habituellement ^{p533} de longues et minutieuses enquêtes, que réclame sa conscience scrupuleuse ; et il est rare, tant son autorité est grande, qu'il n'arrive point à ramener la paix entre les adversaires.

On cite surtout ses deux interventions dans l'affaire de la succession éventuelle aux comtés de Flandre et de Hainaut, disputée âprement par les enfants que la comtesse Marguerite, héritière des deux comtés, avait eus de ses époux successifs, Bouchard d'Avesnes et Guillaume de Dampierre. Les fils du premier lit se réclamaient du droit d'aînesse ; ceux du second contestaient, non sans raisons sérieuses, la validité du premier mariage, Bouchard ayant appartenu au clergé avant de prendre femme. Le pape Grégoire IX avait refusé de tenir cette union pour légitime et affirmé la bâtardise des enfants qui en étaient issus ; mais l'empereur Frédéric II, de qui relevaient le Hainaut et les terres flamandes situées sur la rive droite de l'Escaut, avait tranché la question en sens contraire. Déféré d'un commun accord à l'arbitrage conjoint du roi de France et du nouveau pape Innocent IV, représenté par son légat en France Eudes de Châteauroux, l'interminable procès fournit à Louis IX, dès 1246, l'occasion d'un de ces jugements de Salomon auxquels se complaisent

²⁴¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

les arbitres : la succession éventuelle de la Flandre était attribuée aux Dampierre, celle du Hainaut aux Avesnes.

Mais l'affaire rebondit peu après, Jean d'Avesnes, l'aîné des fils de Marguerite, ayant trouvé, dans son mécontentement, un allié en la personne de son beau-frère, le comte de Hollande Guillaume, devenu nominalelement roi d'Allemagne en octobre 1247. Prétextant que Marguerite ne lui avait pas prêté hommage pour ses fiefs d'Empire, Guillaume les déclara « forfaits » (1252) et se mit en devoir d'en opérer la saisie. Il triompha aisément à Westcapelle, dans l'île de Walcheren, des quelques troupes que lui opposa la comtesse (4 juillet 1253), si bien que, se voyant perdue, celle-ci courut à Paris où, en l'absence du roi, alors à la croisade, elle sollicita et obtint, moyennant cession du Hainaut, l'intervention de Charles d'Anjou à qui elle confia par surcroît la garde de la Flandre. Charles campait en Hainaut, où il avait occupé Valenciennes quand son frère Louis IX rentra enfin de sa trop longue absence (septembre 1254) et, saisi à nouveau de l'affaire par les deux parties, réussit cette fois à la régler définitivement en confirmant par son « dit » de Péronne (24 septembre 1256) l'essentiel de sa première sentence, tout en imposant à Jean d'Avesnes, en punition de sa révolte, l'abandon à la Flandre de quelques dépendances du ^{p534} Hainaut. Quant à Charles d'Anjou, il était sacrifié sans hésitation aux exigences de l'équité.

Cet exemple, un des plus fameux, montre bien dans quel esprit le roi de France cherchait à s'acquitter de son rôle d'arbitre. Sa manière inspirait confiance, et c'est pourquoi, dans les vingt dernières années de son règne, le nombre augmente sans cesse de ceux qui, en France ou hors de France, sollicitent ainsi son intervention dans les cas épineux. Rien que pour les pays d'Empire, on cite les comtes de Luxembourg, de Bar, de Lorraine, de Bourgogne (la future Franche-Comté), le dauphin de Viennois, les comtes de Savoie et de Provence, les bourgeois de Lyon et leur archevêque. Sa réputation était si bien établie qu'en 1270, presque au moment du fatal départ pour Tunis, il recevait de l'empereur grec Michel Paléologue une demande d'arbitrage touchant le problème de l'union des églises grecque et romaine !

Une seule fois peut-être, dans une affaire considérable, sa sentence fut accueillie avec une défaveur marquée. Invité à se prononcer entre le roi d'Angleterre et ses barons révoltés, il crut devoir par son « dit »

ou « mise » d'Amiens (janvier 1264) donner tort sur tous les points aux sujets indociles au nom des droits souverains de la monarchie, et cette profession de foi intempestive ne fit d'abord qu'exciter les rebelles²⁴². Tel était pourtant son ascendant que, dès le mois de mai suivant, ils s'en remettaient de nouveau à son arbitrage.

[*Table des matières*](#)

III. — Le règne de Philippe le Hardi (1270-1285)²⁴³.

Le règne de Philippe III le Hardi paraît bien pâle comparé à celui de son père. La politique de prestige à laquelle Charles d'Anjou le poussa ne lui rapporta qu'humiliations. On sait l'issue de la « croisade » d'Aragon, d'où il revint moribond²⁴⁴. Déjà en 1276 l'Espagne lui avait été fatale : voulant s'interposer de ^{p535}vive force dans le différend relatif à la succession de Castille²⁴⁵, il s'était déconsidéré par la façon ridicule dont, après avoir traversé toute la France à la tête d'une brillante armée et s'être avancé, bannières au vent, jusqu'à Sauveterre de Béarn, il avait plié soudain bagages sans demander son reste. Son absurde intervention dans les affaires d'Allemagne avait fait moins de bruit, mais ne lui avait pas valu plus d'honneur. On a vu²⁴⁶ comment, à la fin du « grand interrègne », Charles d'Anjou lui avait suggéré de disputer la couronne impériale aux prétendants allemands, lui remontrant — sans beaucoup d'égards pour la mémoire du pieux saint Louis — qu'en prenant l'Empire, il travaillerait plus utilement pour Dieu et le commun profit de la chrétienté qu'en portant la haire et en menant une vie d'austérités. Des démarches avaient été entreprises auprès du pape, auprès des cardinaux. Grégoire X s'était montré évasif, puis, comme on insistait, avait fait savoir qu'il était malade et n'avait rien de nouveau à dire (août 1272). Philippe s'était bien inutilement compromis.

Et cependant, sous son règne, la royauté française demeure forte ; et même elle progresse en vertu de la vitesse acquise. Non seulement

²⁴² Voir le chapitre suivant, p. 541.

²⁴³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

²⁴⁴ Voir p. 528.

²⁴⁵ Voir p. 524-525.

²⁴⁶ Cf. p. 479 et 500.

Philippe recueille en 1271, comme il était prévu, l'héritage de son oncle Alphonse de Poitiers — le Poitou, le Toulousain et ses annexes, — mais il prépare la réunion de la Champagne aux domaines de la couronne en mariant son fils Philippe — le futur Philippe le Bel — à la comtesse Jeanne, unique héritière de cette province et de la Navarre (1284). Il continue avec succès l'organisation du gouvernement royal et la politique d'empiétements dont il avait été fait un si large usage avant lui, concluant notamment des traités de « pariage » qui l'introduisent comme coseigneur dans nombre de fiefs du Languedoc ou de la Guyenne. Il réussit enfin, tout le long des frontières orientales de ses États, à mordre en territoire d'Empire et prépare l'annexion de Lyon, du Vivarais, des terres lorraines.

Il lui suffit de rester dans la ligne tracée par ses prédécesseurs pour faire œuvre féconde. p536

[*Table des matières*](#)

Bibliographie du CHAPITRE IV.
Le royaume de France dans la seconde moitié
du XIII^e siècle.

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Ch.-V. Langlois, *Saint Louis, Philippe le Bel, les derniers Capétiens directs*, formant le t. III, 2^e partie, de l'*Histoire de France* publiée par E. Lavis (Paris, 1901, in-8°) ; Ch. Petit-Dutaillis, *La monarchie féodale en France et en Angleterre* (1933), et *L'essor des États d'Occident* (1937), cités p. 159 qui s'arrêtent l'un et l'autre à la fin du règne de saint Louis ; y faisant suite, R. Fawtier, *L'Europe occidentale de 1270 à 1380*, I^{re} partie : *De 1270 à 1328* (Paris, 1940, in-8°, t. VI, I^{re} partie, de la section Moyen âge dans l'« Histoire générale » de G. Glotz) ; et les histoires générales des institutions françaises indiquées p. 3-4 et 183.

I. Saint Louis et l'affermissement du pouvoir royal en France.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Il n'existe pas d'histoire satisfaisante du règne de saint Louis. La moins imparfaite est celle de H. Wallon, *Saint Louis et son temps* (Paris, 1875, 2 vol. in-8°). Parmi les études de détail, retenons M. Gavrilovitch, *Étude sur le traité de Paris de 1259 entre Louis IX, roi de France, et Henri III, roi d'Angleterre* (Paris, 1899, in-8°, fasc. 125 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; É. Berger, *Saint Louis et Innocent IV* (cité p. 369) ; du même, *Les dernières années de saint Louis d'après les layettes du Trésor des chartes*, en tête du t. IV des *Layettes du Trésor des chartes* (Paris, 1902, in-4°, coll. des « Inventaires et documents publiés par la direction des Archives nationales »). La personnalité du roi est connue surtout par Joinville (voir ci-dessus, p. 437). — Sur les empiétements royaux et les progrès de l'administration royale, outre les histoires des institutions françaises indiquées p. 3-4 et 183, notamment celle de P. Viollet (t. I et III), voir Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle*, t. I (Paris, 1895, in-8°) ; E. Perrot, *Les cas royaux* (Paris, 1910, in-8°, thèse de droit) ; Ch.-V. Langlois, *Les origines du Parlement de Paris*, dans la *Revue historique*, t. XLII (1890), p. 74-114 ; G. Ducoudray, *Les origines du Parlement de Paris et la justice aux XIII^e et XIV^e siècles* (Paris, 1902, in-8°), confus ; F. Aubert, *Nouvelles recherches sur le Parlement de Paris. Période*

sur le Parlement de Paris. Période d'organisation, 1259-1350, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XXXIX (1916), p. 69-109, 229-290, et t. XL (1917), p. 48-108 et 181-208 ; C. Chabrun, *Les bourgeois du roi* (Paris, 1908, in-8°, thèse de droit). Sur l'administration dans les provinces, A. Molinier, *Étude sur l'administration de Louis IX et d'Alfonse de Poitiers*, et R. Michel, *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire*, cités tous deux p. 383 ; H. Waquet, *Le bailliage de Vermandois aux XIII^e et XIV^e siècles. Étude d'histoire administrative* (Paris, 1919, in-8°, fasc. 213 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques »). Sur les enquêteurs, Ch.-V. Langlois, *Doléances recueillies par les enquêteurs de saint Louis et des derniers Capétiens directs*, dans la *Revue historique*, t. XCII (1906), p. 1-41. Pour le détail, voir les bibliographies des ouvrages généraux et des histoires des institutions déjà citées. — Les principes de gouvernement dont s'inspire saint Louis sont mis en heureuse lumière par Fr. Olivier-Martin, *Saint Louis*, dans *Hommes d'État*, publ. par Duff et Galy, t. II (Paris, 1937, in-8°), p. 133-212.

II. Saint Louis arbitre de l'Europe.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres de Ch.-V. Langlois, Petit-Dutaillis et Wallon cités p. 529, notes 1 et 2, voir É. Berger, *Les dernières années du règne de saint Louis*, cité ibid. ; C. Duvivier, *Les influences française et germanique en Belgique au XIII^e siècle. La querelle des d'Avesnes et des Dampierre jusqu'à la mort de Jean d'Avesnes* (Bruxelles, 1894, 2 vol. in-8°) ; H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (cité p. 187) ; Grosdidier de Matons, *Le comté de Bar des origines au traité de Bruges* (Paris, 1922, in-8°) ; R. Sternfeld, *Karl von Anjou als Graf von Provence*, cité p. 492 ; sur la demande d'arbitrage de Michel Paléologue, voir W. Norden, *Dos Papsttum und Byzanz* (cité p. 194), p. 465-467 ; sur l'arbitrage entre Henri III et ses barons, voir le chapitre suivant, p. 541. On trouvera enfin un exposé partiel, mais précis et documenté, de la politique extérieure de saint Louis dans W. Kienast, *Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich*, t. II, I^{re} partie (Utrecht, Leipzig et Munich, 1931, in-8°, fasc. 16 des « Bijdragen van het Instituut voor middeleeuwse Geschiedenis » de l'Université d'Utrecht).

III. Le règne de Philippe le Hardy (1270-1285).

OUVRAGES À CONSULTER. — Ch.-V. Langlois, *Le règne de Philippe le Hardy* (Paris, 1887, in-8°) ; F. Kern, *Die Anfänge der französischen Ausdehnungspolitik bis zum Jahr 1308* (Tübingen, 1910, in-8°) ; P. Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne* (Paris, 1891, in-8°) ; Ch. Aimond, *Les relations de la France et du Verdunois de 1270 à 1552* (Nancy, 1910, in-8°) ; J. Régné, *Histoire du Vivarais*, t. II : 1039-1500 (Largentièrre, 1921, in-8°). —

varais, t. II : 1039-1500 (Largentièrre, 1921, in-8°). — Sur l'affaire de l'élection au trône d'Allemagne, voir en outre O. Redlich, *Rudolf von Habsburg*, cité p. 478.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE V

L'Angleterre dans la seconde moitié du XIII^e siècle ²⁴⁷.

Ce qui ajoute à la force de la France, c'est qu'elle est alors sans concurrent possible en Europe. L'Allemagne, nous l'avons dit, vit repliée sur elle-même ; quelque brillant que semble l'avenir réservé à l'Aragon, l'Espagne est un pays trop neuf et la situation créée dans la Méditerranée occidentale par l'effondrement de la puissance angevine est trop confuse encore pour que le bénéficiaire des Vêpres siciliennes puisse viser bien haut ; quant aux Plantagenêts, ils sont pour longtemps hors de cause : une violente révolution vient de secouer leur royaume et d'y mettre la monarchie à deux doigts de sa perte ; occupée à panser ses plaies, au lendemain de la guerre civile, l'Angleterre a cessé momentanément d'être un facteur important dans la politique européenne.

[*Table des matières*](#)

I. — La révolution de 1258. Les Provisions d'Oxford ²⁴⁸.

La crise avait éclaté en terre anglaise à l'instant même où, sur le continent, les pourparlers engagés avec le roi de France ^{p537} venaient, vers le début de l'année 1258, d'entrer dans leur phase décisive et où, « s'avouant » le vassal de celui que naguère il pensait anéantir, Henri III s'appropriait à inscrire dans un traité — le futur traité de

²⁴⁷ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

²⁴⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Paris ²⁴⁹ — sa renonciation pleine et entière à la plupart des territoires qu'il avait jusqu'alors constamment revendiqués à grand fracas. En 1254 encore, n'agitait-il pas le spectre d'une campagne de Gascogne et Guyenne, qui n'était, il est vrai, qu'un prétexte à une nouvelle demande d'aide financière ? Ses sujets l'accueillaient avec scepticisme et défiance, réclamant une fois de plus le contrôle des sommes perçues, et cette discussion sans cesse renaissante entre le roi et ses vassaux à l'occasion de la levée des taxes et de leur emploi prenait ainsi une tournure nettement politique. Les grands mots de « libertés violées », de « droits méconnus », de « tyrannie », commençaient à produire leur effet habituel sur des esprits échauffés et dont la politique royale aggravait de jour en jour le mécontentement. Henri III faisait fi des conseils, écartait tous les avis et ne s'adressait aux grands du royaume que lorsqu'il fallait solder le prix de ses aventures.

Au printemps de 1257, ils avaient eu communication de l'engagement qu'à leur insu il avait pris envers le Saint-Siège non plus seulement, comme on le savait de source officielle depuis 1255, d'accepter pour son fils cadet Edmond la couronne de Sicile, dont la conquête n'était pas une petite affaire, mais de rembourser au Souverain Pontife toutes les sommes qu'il dépenserait pour l'aider à vaincre Manfred, le fils de Frédéric II ; et l'on avait appris avec stupeur que le montant des frais atteignait déjà 140.000 marcs, sans compter les intérêts qui s'accumulaient ^{p538} de jour en jour. On avait fini par voter 52.000 marcs pour éviter le déshonneur, car le roi avait donné au pape son royaume même comme garantie ; mais le vote avait été accompagné de considérants très durs de la part des prélats.

L'incapacité du roi égalait sa maladresse et sa mauvaise foi. Au cours de l'été 1257, les Gallois, qu'il était parti écraser à la tête d'une forte armée, lui avaient infligé un échec humiliant, et cet échec, coïncidant avec ses projets ruineux et chimériques de conquête sicilienne, lui avait été jeté à la face avec une âpre ironie. Les barons et le clergé s'organisèrent en vue de la résistance. Lors d'un « parlement » tenu à Londres au début d'avril 1258, ses demandes de subsides se heurtèrent à une opposition irréductible. Les comtes de Gloucester, de Hereford, de Norfolk, formèrent sous la foi du serment

²⁴⁹ Voir le chapitre précédent, p. 530-531.

avec Simon de Montfort, comte de Leicester — le propre beau-frère du roi — et avec ses amis un pacte d'« entr'aide » envers et contre tous, sous la seule réserve de la foi due « à notre seigneur le roi et à la couronne ». Quelques jours après, en compagnie de leurs partisans, tous revêtus de leurs cottes de mailles, ils vinrent sommer le souverain de chasser les étrangers, de nouveau²⁵⁰ à la tête de tous les emplois importants, et de confier à une commission de vingt-quatre membres, dont douze à son choix et douze au leur, la tâche d'élaborer pour le 11 juin suivant un plan général de réformes. Pris de peur, Henri céda.

A la date indiquée, une deuxième réunion plénière eut lieu à Oxford. Clercs et nobles y arrivèrent nombreux et en armes, sous prétexte d'une prochaine campagne contre les Gallois. Le roi dut passer sous les fourches caudines et entériner les premières mesures de « prévoyance » — les « Provisions », comme on les appela, — que la commission des Vingt-quatre avait arrêtées, en attendant qu'elle eût pu mettre au point un plan de réorganisation générale. Les étrangers étaient congédiés, les officiers royaux remplacés par des créatures des barons, les hautes charges de justicier, de chancelier et de trésorier devenaient annuelles ; un nouveau conseil de la couronne de quinze membres était substitué à l'ancien ; il devait être obligatoirement consulté sur toutes les décisions à prendre et était investi d'un droit de contrôle absolu sur les officiers et ministres du roi ; la charge d'aviser aux besoins financiers du gouvernement était confiée à une délégation de vingt-quatre barons ; enfin il était spécifié^{p539} que l'assemblée générale ou « parlement » serait, en principe, réunie au moins trois fois par an, le 3 février, le 1^{er} juin et le 6 octobre, mais que, pour éviter de trop fréquents et trop coûteux déplacements au « commun » des barons, douze d'entre eux, nommément désignés, auraient mandat d'y venir siéger et délibérer avec le Conseil des Quinze sur la bonne marche des affaires. C'était, en fait, la mise en tutelle de la royauté par une oligarchie d'une trentaine de seigneurs seulement, car la plupart étaient nommés en même temps membres de plusieurs comités, et certains — Simon de Montfort, comte de Leicester, les comtes de Gloucester, de Norfolk, de Hereford, Roger Mortimer, Pierre de Montfort, Jean Fitzgeoffrey et l'évêque de Worcester, ami personnel de Simon de Montfort, — siégeaient à la fois au Conseil des Quinze, à

²⁵⁰ Comme en 1233 : voir p. 380.

la commission de réforme des Vingt-quatre, à la délégation financière et au parlement restreint, ce qui leur assurait la haute main sur l'ensemble des affaires publiques.

Ce n'était d'ailleurs qu'un commencement : car ces fameuses « Provisions d'Oxford » devaient être et furent effectivement complétées semaine après semaine, à la suite de sérieuses enquêtes dans tous les comtés, par des mesures destinées à empêcher le retour des abus multiples qu'avait engendrés la mauvaise gestion du roi et de ses ministres ou le manque de conscience et la malhonnêteté des sheriffs. Codifiés, quoique encore d'une façon partielle, lors d'un grand « parlement » tenu à Westminster au mois d'octobre 1259, cette longue série de « provisions » successives représente un effort considérable pour réorganiser l'administration du royaume.

[*Table des matières*](#)

II. — La dictature de Simon de Montfort ²⁵¹.

Mais, pour que cet effort portât ses fruits, il eût fallu l'accord de toutes les bonnes volontés, et sur ce point on était loin de compte. Déjà des dissensions avaient éclaté dans le camp des barons, où Richard de Gloucester cherchait par un rapprochement avec Edouard, le fils aîné du roi, l'occasion d'un triomphe personnel. Henri III, fort de l'appui financier que lui apportait le traité récemment signé à Paris avec le roi de France (décembre 1259), profita des circonstances pour rejeter l'intolérable ^{p540} tutelle du Conseil des Quinze, accuser Simon de Montfort de trahison, réclamer du pape l'annulation du serment qu'il avait dû prêter aux Provisions d'Oxford et se retrancher dans la Tour de Londres. Quelques mois plus tard, ayant enfin été relevé par le pape de son serment (13 avril 1261), il remplaça par des hommes de son choix les ministres que les barons lui avaient donnés (24 avril), réoccupa les châteaux dont les siens avaient été expulsés (mai), rappela auprès de lui les étrangers bannis par la révolution, lança enfin, le 16 août, une circulaire cinglante où il affirmait sa volonté bien nette de ne plus désormais tolérer les usurpations de ses sujets.

²⁵¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

C'était jouer un jeu dangereux, car il était sans force. Mais le manque d'entente paralysait les révolutionnaires. Pendant des mois les deux partis se jetèrent l'un l'autre à la face de violents défis qui, faute de moyens d'action, ne furent suivis d'aucun effet ; puis ils finirent, de guerre lasse, en décembre 1263, par solliciter d'un commun accord l'arbitrage du roi de France. Ils espéraient sans doute de lui quelque miracle. Mais, comme il était facile de le prévoir, la sentence arbitrale ou « mise », que Louis IX rendit à Amiens le 23 janvier 1264, fut une si intransigeante affirmation des prérogatives souveraines de la monarchie et une si énergique condamnation des empiétements commis par les auteurs des Provisions d'Oxford que les barons l'accueillirent avec un sursaut de fureur. Autour de Simon de Montfort, ils se reformèrent aussitôt en groupe compact, reprirent la lutte et, servis par les circonstances, furent assez heureux pour infliger au roi un désastre irrémédiable : l'ayant battu et fait prisonnier avec son frère Richard et le fils de celui-ci, Henri d'Allemagne, à Lewes, au nord de Brighton (14 mai 1264), le comte de Leicester put dicter ses conditions. Ce fut ce qu'on appela avec humour la « mise » ou sentence arbitrale de Lewes. Terrible sentence, qui livrait le roi pieds et poings liés à ses adversaires, l'obligeait à leur abandonner son fils Edouard comme otage, en même temps que son neveu Henri, et dont les barons, réunis à Londres en « parlement » le 22 juin, déduisirent sans hésiter le droit d'organiser à leur profit la plus tyrannique des dictatures. Ils confièrent le pouvoir à un triumvirat dont Simon de Montfort était le chef incontesté, ses deux collègues — l'évêque de Chichester et le nouveau comte de Gloucester, Gilbert, — n'étant que des comparses dociles. Maître d'imposer au roi ses ministres, ses conseillers, ses officiers, Simon avait, pratiquement, la conduite de toutes les affaires du royaume. ^{p541}

Mais si le roi était à sa discrétion, il n'en allait pas de même de tous les partisans du régime monarchique. Du côté de la marche galloise et dans le sud, ils s'agitaient ; de France où elle s'était réfugiée, la femme d'Henri III, Éléonore de Provence, préparait un débarquement ; la papauté fulminait l'anathème contre les usurpateurs. Dans le camp des barons aussi, il y avait des résistances. Comme en 1259, Simon avait contre lui les jaloux, et sans doute un nombre appréciable de petits ou moyens chevaliers et de bourgeois que mécontentait son omnipotence. Enfin les embarras financiers s'étaient encore aggravés. Il y avait un retard inquiétant dans le

Il y avait un retard inquiétant dans le versement par les sheriffs des taxes perçues au profit du Trésor ; les caisses étaient vides. Simon de Montfort ne put se dispenser de faire de nouveau appel à l'opinion en réunissant à Londres, le 20 janvier 1265, un grand « parlement », où, par une exception que commandait la gravité des circonstances et qui constituait un précédent significatif, les chevaliers des comtés et les villes elles-mêmes furent invités à déléguer des représentants. Les discussions s'y poursuivirent jusqu'au 14 février, quoique l'assemblée eût été triée sur le volet, et il ne semble pas qu'aucun résultat décisif ait été atteint.

En juin, à la deuxième session annuelle du « parlement » prévue par les statuts d'Oxford de 1258, la position du dictateur parut nettement compromise : quatre jours avant la réunion, le 28 mai, un des otages, l'héritier du trône Edouard, avait réussi à s'échapper ; dès mars, les étrangers avaient commencé à rentrer. Les légitimistes redoublaient d'activité. Le comte de Gloucester avait secrètement abandonné le dictateur qui, inquiet, avait dû se mettre sur la défensive ; il avait établi une surveillance le long des côtes, où il redoutait un débarquement, et renforçait partout la garde des châteaux. Autour du prince Edouard, alors âgé de vingt-six ans, les ennemis du comte de Leicester s'organisèrent. La lutte reprit, ardente, au début de l'été. Simon se sentit bientôt isolé, et, le 3 août, sa défaite et sa mort devant Evesham, au sud-est de Worcester, vengèrent à un an de distance la défaite d'Henri III dans la plaine de Lewes. ^{p542}

[*Table des matières*](#)

III. — La restauration ²⁵².

Ce brusque dénouement de la longue crise au milieu de laquelle l'Angleterre se débattait depuis sept ans allait enfin permettre à la royauté de respirer. Rentré triomphalement à Londres en octobre 1265, Henri III n'eut pas grand'peine à consommer la ruine du parti dont Simon de Montfort avait été l'âme. Le château de Kenilworth, dans le comté de Warwick, où les familiers du dictateur prolongèrent plus d'un an une résistance acharnée, finit lui-même par tomber en décembre 1266 ; et, acte symbolique, ce fut sous ses murs, quelques

²⁵² [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

semaines avant la chute de la place, que douze commissaires reçurent mandat d'élaborer un projet de liquidation du passé. On l'appela le « dit de Kenilworth ». Approuvé presque aussitôt par un « parlement » réuni à Northampton (20 octobre) et par le roi lui-même, il fut promulgué le 31 octobre 1266.

Suivant les recommandations des douze commissaires, le roi, pour commencer, était rétabli dans la « plénitude de son pouvoir et de son autorité », et toutes les décisions prises abusivement en son nom ou au nom de son fils Edouard pendant « les troubles » étaient « annulées et cassées ». En revanche, le pardon était promis aux rebelles, y compris ceux qui tenaient encore dans Kenilworth, à la condition de venir dans les quarante jours solliciter leur pardon. La restitution de leurs biens leur était garantie contre paiement d'une indemnité égale au minimum à un an, dans la plupart des cas à cinq, exceptionnellement à sept ans de revenus. Solution habile, qui avait l'avantage de faciliter la réconciliation des partis et de ménager l'avenir.

Sans doute, tout le monde ne céda pas du premier coup. Jusqu'en juillet 1267, il fallut s'employer à réduire par la force dans le pays d'Ely un groupe de rebelles endurcis, qui avaient préféré perdre définitivement leurs biens, se laisser, comme on disait, « déshériter » pour toujours, plutôt que d'accepter le dit de Kenilworth. Un autre irréductible, le comte de Gloucester, causa à la royauté restaurée de pires soucis : il réussit, en avril 1267, à se rendre maître de Londres, et, pour l'en déloger sans verser de sang, on dut lui garantir une amnistie pleine et entière (juin). La lassitude était telle qu'on alla jusqu'à reconnaître au chef gallois Llywelyn le titre de prince et la plupart des territoires dont il s'était emparé dans les dernières années au ^{p543} détriment des barons anglais et du prince-héritier lui-même. Comme contre-partie, on se borna à lui réclamer un serment d'hommage, qui allait peser bien peu dans la balance. Mais ces nouveaux sacrifices assurèrent enfin la paix (septembre 1267). Il n'était que temps si l'on voulait remettre ordre dans le royaume après un pareil ébranlement. Cette œuvre de longue haleine allait occuper les dernières années d'Henri III et tout le début du règne de son fils Edouard I^{er}. Jusqu'à la mort d'Henri III (16 novembre 1272), les mesures adoptées sont presque uniquement des mesures de détente. Les anciens rebelles bénéficient de larges amnisties ; satisfaction est donnée aux revendications non révolutionnaires produites depuis 1258

par les seigneurs et leurs partisans. Le statut promulgué à Marlborough en novembre 1267 retient tout l'essentiel des réformes décidées à Oxford et à Westminster en pleine tourmente : celles-là seules sont omises qui, enlevant au souverain la nomination de ses ministres ou de ses officiers, portaient directement atteinte aux prérogatives royales. Le désir de paix prime visiblement tous les autres ; et la confiance renaît si bien que l'héritier du trône peut sans risques partir à la croisade et rester absent d'Angleterre pendant quatre ans (1270-1274) sans qu'il se produise, même après la mort de son père, aucun incident.

[*Table des matières*](#)

IV. — Les débuts d'Édouard I^{er} ²⁵³.

Sous le règne d'Édouard I^{er}, l'œuvre de restauration s'amplifie. Jeune encore — il a trente-quatre ans à peine à la mort de son père —, grand, vigoureux, l'esprit clair et décidé, le nouveau roi est un chef. Sa méthode consiste à adapter à ses fins, dans la mesure du possible, les réformes sur lesquelles ses sujets ont pensé fonder leurs « libertés ». Faire de lui un roi constitutionnel avant la lettre serait une méprise totale : nul plus que lui n'a le souci de gouverner sans contrôle.

Allant plus loin que ses prédécesseurs dans une voie où ils s'étaient déjà largement engagés, surtout au temps d'Henri III, ^{p544} il a, en dehors de ses ministres et de l'organisation administrative officielle, facilement épiée, un petit groupe d'agents discrets, attachés à sa propre personne, à son « hôtel », comme on disait alors en France, en particulier à cette section de l'« hôtel » qu'on appelait en Angleterre la « garde-robe », et il traite le plus d'affaires qu'il peut par leur entremise. Aussi les sommes maniées par les clercs de la Garde-robe, et qui échappent, au moins en partie, au contrôle de l'Échiquier, atteignent-elles un total qui croît constamment, tandis que diminue la proportion de celles qui passent par les mains des employés de la trésorerie. C'est la Garde-robe qui communément contracte les emprunts ; c'est elle qui finance les opérations militaires. Elle tend en même temps à devenir une seconde chancellerie, qui concurrence la

²⁵³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

vraie et scelle du sceau privé du roi même des actes publics. Le poste de chancelier est d'ailleurs, pour plus de sûreté, dévolu à un clerc de la Garde-robe, Robert Burnell, l'homme de confiance d'Edouard. Lorsqu'il s'absente, c'est, au début du moins, dans les appartements du roi qu'il dépose son sceau, et c'est par le gardien du sceau privé qu'il se fait suppléer.

Le Conseil est, lui aussi, envahi par les clercs de la Garde-robe, et il est caractéristique qu'entre la mort d'Henri III et le retour d'Edouard en Angleterre, la régence ait pu être exercée, sans la moindre protestation, par trois d'entre eux, chargés tout d'abord exclusivement de gérer les intérêts privés de l'héritier du trône pendant la durée de son absence.

Les « parlements » que le roi convoque à intervalles réguliers perdent peu à peu toute initiative. Les barons, les quelques chevaliers de chaque comté, les quelques représentants de chaque « bourg » ou de chaque ville « marchande » qu'il lui plaît de réunir, en plus ou moins grand nombre, au gré de ses convenances, ont cessé de lui faire opposition. Dès 1275, à Westminster, pour permettre le bon fonctionnement de l'administration en lui fournissant des ressources régulières, ils acceptent de voter d'un coup de lourdes taxes permanentes sur l'exportation des laines et des peaux. En 1278, à Gloucester, ils laissent Edouard promulguer, « pour l'amendement de son royaume », un « statut » gros de conséquences, aux termes duquel devaient être révisées toutes les aliénations de droits royaux non fondées sur des titres ou « warrants » en bonne et due forme. L'exécution de cette mesure allait se heurter à bien des résistances et obliger le roi à en limiter, dans la pratique, quelque peu la portée ; mais c'était beaucoup déjà d'avoir pu en proclamer le principe. ^{p545} En 1279, prélats et seigneurs, assemblés à Westminster, doivent pareillement accepter la promulgation du fameux « statut de mainmorte » qui, au nom de l'intérêt supérieur du royaume, interdit toute concession de terres ou tenures à des « religieux », incapables par nature d'en assurer « le service ».

Cette énergique reconstitution de l'autorité royale apparaît réellement comme inspirée par un très vif souci de l'intérêt général ; et c'est par là qu'elle s'impose, en dépit des résistances individuelles. Les décisions prises par Edouard I^{er} ne sont pas, comme il était arrivé trop souvent dans le passé, de simples mesures de circonstance ou

même de combat ; le roi s'efforce de réorganiser méthodiquement le royaume, d'éliminer les abus, de coordonner la législation de ses prédécesseurs et mainte fois, sans parti pris, celle des révolutionnaires eux-mêmes. Les « statuts » qu'il promulgue d'année en année, à l'issue de chaque « parlement », sont des monuments juridiques, dont l'initiative remonte peut-être à son conseiller intime Robert Burnell, mais qui l'honorent personnellement puisqu'il en assumait la responsabilité. Plusieurs d'entre eux ont compté longtemps parmi les lois fondamentales de l'Angleterre.

Mais une pareille activité législative, tant d'efforts déployés pour la réforme du royaume, rendirent pendant des années toute autre tâche difficile. Edouard put seulement, en Grande-Bretagne même, s'opposer avec succès à deux révoltes du prince Llywelyn de Galles, en 1276 et en 1282. Une première fois, en 1277, le traité d'Aberconway lui restitua les provinces que le malheur des temps avait amené son père à sacrifier en 1267 ; la deuxième révolte se termina, après la mort de Llywelyn (décembre 1282), par la capture et le supplice de son frère David (1283), qui entraînèrent la soumission et l'assimilation de tout le pays (1284). Sur le continent où, au retour de la croisade, et avant même d'aller en Angleterre prendre possession du trône, il avait employé plusieurs mois à pacifier son duché de Guyenne, il dut se contenter de négocier avec la France un traité, d'ailleurs avantageux, qu'il alla signer à Amiens le 23 mai 1279, pour liquider quelques-unes des difficultés auxquelles donnait lieu l'interprétation du traité de Paris. Sa diplomatie intervint pourtant aussi dans les affaires d'Espagne et de Provence, où se heurtaient les intérêts de Charles d'Anjou, du roi de France et du roi d'Aragon. Mais il était trop tôt encore pour que l'Angleterre pût prétendre jouer à nouveau un rôle de premier plan en Europe. p546

Bibliographie du CHAPITRE V.
L'Angleterre dans la seconde moitié du XIII^e siècle.

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Les volumes de Ch. Petit-Dutaillis (jusqu'en 1272), puis de R. Fawtier cités p. 529 ; les histoires générales d'Angleterre et l'ouvrage capital de F. M. Powicke cités p. 375, auxquels on ajoutera le volume consciencieux de K. H. Vickers, *England in the later middle ages*, dans la *History of England* de Ch. Oman, dont il forme le t. III (Londres, 1913, in-8°) ; en outre, la *Constitutional history* de W. Stubbs, citée p. 4, dans l'édition française que complètent les notes, les *Études additionnelles* et l'introduction de Ch. Petit-Dutaillis et G. Lefebvre signalées au même endroit. Les *Select charters* de Stubbs (citées p. 159) renferment, dans les dernières éditions, les textes constitutionnels les plus importants de cette période.

I. La révolution de 1258. Les Provisions d'Oxford.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — A côté des ouvrages généraux rappelés à la note précédente, il faut d'abord mettre hors de pair le livre classique de Charles Bémont, *Simon de Montfort*, cité p. 376, dont on utilisera l'édition anglaise refondue (1930), et les deux livres suivants : E. F. Jacob, *Studies in the period of baronial reform and rebellion, 1258-1267* (Oxford, 1925, in-8°, t. VIII des « Oxford studies in social and legal history » publ. par P. Vinogradoff) ; B. F. Treharne, *The baronial plan of reform, 1258-1263* (Manchester, 1932, in-8°). — Il faut y joindre T. F. Tout, *Chapters in the administrative history* (cité p. 380), t. I^{er} (1920), et, pour quelques détails, J. F. Baldwin, *The king's council*, cité ibid. ; F. M. Powicke, *Some observations on the baronial councils (1258-1260) and the Provisions of Westminster*, dans les *Essays in the medieval history presented to Th. Fr. Tout* (Manchester, 1925, in-4°), p. 119-134 ; D. Pasquet, *Essai sur les origines de la Chambre des Communes* (Paris, 1914, in-8°), traduit en anglais, sous le titre : *An essay on the origins of the House of Commons*, par Laffan, avec une préface et des notes additionnelles de G. Lapsley (Cambridge, 1925, in-12). — Sur les taxes et impôts, les livres de S. K. Mitchell et de J. H. Ramsay, cités p. 380. — Quelques vues générales intéressantes, quoique discutables, sur les Provisions d'Oxford, dans G. Burton Adams, *The origin of English constitution* (New Haven, Londres et Oxford, 1912, in-8°). — En revanche, on ne tirera guère profit du livre peu original de Mgr Gasquet, *Henry the third, a study of his ecclesiastical policy and of the relations between England and Rome* (Londres, 1905, in-8°).

II. La dictature de Simon de Montfort.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 537. n. 2.

III. La restauration.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 537-538.

IV. Les débuts d'Edouard I^{er}.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Aux ouvrages généraux indiqués p. 537, n. 1, et en particulier celui de F. M. Powicke, qui s'achève par un volumineux chapitre intitulé : *Edward I* (p. 686-735), ajouter T. F. Tout, *Chapters in the administrative history* (cité p. 380), t. II (1920), qui a renouvelé l'histoire administrative au temps d'Edouard I^{er} ; les livres de Baldwin, Pasquet, Ramsay, G. B. Adams, cités p. 380 et 538 ; J. E. Morris, *The Welsh wars of Edward I* (Oxford, 1901, in-8°) ; sur la législation, outre Stubbs, voir W. S. Koldsworth, *A history of English law* (cité p. 4).

[Table des matières](#)

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE VI

Les transformations économiques ²⁵⁴.

Si différent du XII^e siècle sous le rapport politique, le XIII^e forme avec lui du point de vue économique un contraste marqué. A la libre expansion de naguère, à l'extraordinaire bouillonnement de vie qui caractérisait l'époque des premières croisades a succédé en Europe une ère de mise en valeur et d'organisation méthodiques. Le « rendement » de l'ensemble est incontestablement accru, et dans de très fortes proportions ; mais à peine est-il encore question de liberté. Tandis que partout les rois ressaisissent le gouvernement des États, que les papes cherchent à s'assurer celui des esprits et des consciences, une minorité entreprenante s'efforce, presque dans chaque cité, d'accaparer la direction des affaires. Si bien qu'avant la fin du XIII^e siècle, l'ordre, en matière économique, tend déjà à dégénérer en routine et que, dès le milieu du siècle, le poids de la réglementation est, dans beaucoup de villes, devenu intolérable.

[*Table des matières*](#)

I. — La décadence des libertés urbaines ²⁵⁵.

Il va de soi que les différences sont grandes d'une ville à l'autre. Non seulement l'évolution n'est pas la même dans les ^{p547} pays de vieille civilisation urbaine comme l'Italie ou la Provence et dans ceux, comme la Flandre ou la France du nord, dont l'essor urbain est de date récente ; mais il faut tenir compte de la diversité des conditions géographiques et économiques. Douai ou Ypres, villes de drapiers, ne

²⁵⁴ [OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#)

²⁵⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

rappellent que d'assez loin Soissons ou Noyon, chefs-lieux de régions essentiellement agricoles ; un port de pêche comme Calais, malgré l'importance qu'il prend alors peu à peu, ne ressemble guère aux grands ports de commerce que sont Marseille, Gênes ou Pise. Il faut tenir compte aussi de la diversité des conditions politiques : en France, où la monarchie est forte, la vie municipale s'épanouit moins largement que dans les pays d'Empire et surtout en Italie, où le pouvoir royal se révèle impuissant. Dans toutes les villes néanmoins, en quelque contrée qu'on se transporte, on observe ce même fait : l'accaparement de l'administration municipale par une aristocratie bourgeoise de riches marchands, faisant la loi dans la cité et volontiers enclins à confondre la chose publique et leurs intérêts privés d'hommes d'affaires. ^{p548}

L'observation vaut aussi bien pour la France du nord que pour l'Italie ou pour l'Allemagne. Partout, quoique plus ou moins tôt selon les pays, on voit s'affirmer la puissance de cette classe nouvelle de grands bourgeois qui, en France, jouera avant peu un rôle capital dans l'État et y apparaît dès maintenant maîtresse des destinées urbaines. C'est ce qu'en 1283 a fort bien noté Beaumanoir dans ses célèbres *Coutumes de Beauvaisis* :

« Nous voyons en plusieurs bonnes villes que les pauvres ni les moyens n'ont nulle des administrations de la ville, mais les ont toutes les riches, parce qu'ils sont redoutés du commun pour leur avoir ou leur lignage. Ainsi advient que les uns sont un an maire ou jurés ou receveur, et l'autre année ils font de même de leurs frères ou de leurs neveux ou de leurs proches parents ; si bien que, en dix ans ou en douze, tous les riches ont les administrations des bonnes villes ; et, après, quand le commun veut avoir des comptes, il se découvre qu'ils ont compté les uns aux autres. »

Et ce témoignage est corroboré par de nombreux documents concernant Noyon, Senlis, Saint-Omer, Amiens et mainte autre cité de la France septentrionale. Quelque précaution qu'on prenne pour éviter le péril auquel un tel état de choses expose la collectivité, on voit au sein de chacune d'elles les membres d'un petit nombre de familles se passer et repasser en effet sans cesse les uns aux autres les charges municipales, ne rendant guère de comptes qu'entre eux, gouvernant par suite hors de tout contrôle véritable, jusqu'au jour où leur mauvaise administration, entraînant le désordre des finances urbaines, les oblige à déposer leur bilan et à solliciter l'aide du roi ou du seigneur.

Car la gestion des affaires communales par cette oligarchie de grands marchands est rarement heureuse. Elle pêche à la fois par imprévoyance et par égoïsme. De lourdes dépenses sont engagées inconsidérément ; d'autres dans l'intérêt exclusif du haut commerce que représentent les administrateurs de la cité. Quelques-uns d'entre eux sont même accusés de dilapider les deniers publics à leur profit personnel. Pour équilibrer le budget de la ville, on majore l'impôt direct ou « taille », qui frappe le capital ; on augmente surtout les « accises » ou « maltôtes » — impôts de consommation et taxes sur les ventes — de caractère antidémocratique et qui font monter le prix de la vie ; enfin on recourt largement à l'emprunt, sous toutes ses formes : à court terme, viager, perpétuel. Mais, faute de garanties suffisantes, ^{p549} on ne trouve maintenant prêteurs qu'à des taux de plus en plus onéreux : 10 % au moins pour les rentes perpétuelles, de 12 à 24 % pour les emprunts à court terme. Charges écrasantes, sous le poids desquelles les villes succombent l'une après l'autre, et qui provoquent des plaintes incessantes. Aussi, dès 1260, le roi de France, imité bientôt par les seigneurs, intervient-il pour exiger des vérifications de comptes, et, sous couleur d'intérêt général, prendre les communes déficitaires en tutelle. Il s'en faut d'ailleurs que les ordres royaux soient partout obéis : longtemps encore les grands bourgeois resteront en France maîtres de l'administration municipale et longtemps leur gestion donnera lieu aux mêmes critiques, aux mêmes reproches.

En Italie, le jeu des libertés municipales est faussé bien avant la fin du XII^e siècle, mais, à la différence de ce qui se passe en France, les jalousies, les rivalités entre les grands marchands ou les grands armateurs qui, dans chaque cité, se partagent le gouvernement, s'exaspèrent à tel point que l'on ne voit bientôt plus d'autre issue que la dictature. Dès le premier quart du XIII^e siècle, le régime dictatorial est, abstraction faite du royaume de Sicile, le régime normal dans toutes les communes d'Italie. Le pouvoir exécutif y est délégué à un « podestat », choisi de préférence hors de la cité, afin d'éviter les compétitions. Pour les mêmes raisons, on l'invite à amener avec lui tout son personnel d'employés, de scribes, d'agents de police, sa maison civile et sa maison militaire. Les frais d'administration sont assumés à forfait par les villes, devant lesquelles les podestats sont responsables de leur gestion. Nommés d'abord pour une très courte période de temps, quelques mois, puis un an tout au plus, ils finissent,

après 1250, par demeurer deux ans en charge et même bien davantage. C'est la mort des libertés urbaines.

Le « peuple », il est vrai, c'est-à-dire surtout la moyenne bourgeoisie, s'insurge vers le milieu du XIII^e siècle contre un régime aussi contraire à ses intérêts. Dans la plupart des villes, une scission se produit : des « communes du peuple » se forment en opposition aux communes anciennes, mais les séparatistes imitent ces dernières au point de se donner, sous le nom de « capitaines du peuple », de véritables podestats. Choisi pareillement en dehors de la cité, nommé pareillement pour un temps limité, mais qui tend à s'allonger sans cesse, appointé de semblable façon, tenu, comme le podestat, d'amener avec lui son personnel civil et militaire, le capitaine du peuple est, lui aussi, un dictateur. La cause des libertés municipales n'y gagne donc ^{p550} rien ; et, par une sorte de paradoxe, c'est le plus souvent à quelque grand seigneur que la charge nouvelle est confiée. Si bien qu'au bout du compte, lors même que la commune du peuple arrive — ce qui n'est pas toujours le cas — à l'emporter sur l'autre, le triomphe des classes moyennes sur l'aristocratie urbaine apparaît illusoire.

[*Table des matières*](#)

II. — Le lien corporatif et la réglementation du travail ²⁵⁶.

A l'intérieur de la cité, il n'y a plus guère de place pour le libre jeu des forces économiques. Depuis longtemps, dans chaque ville, on tend à plier tous ceux qui pratiquent un même métier à la discipline d'une corporation unique, et longtemps le pouvoir royal ou seigneurial est intervenu pour appuyer cette prétention. « Que nul ne puisse ni à Rouen, ni dans la banlieue, pratiquer le métier de tanneur », ordonnait déjà Henri II Plantagenêt vers 1175, « s'il n'appartient à la gilde » ; et le même prince édictait des mesures semblables pour les tisserands de ^{p551} Londres et d'York. Plus ou moins tôt, plus ou moins nettement, selon les pays ou selon les villes, l'artisan est mis ainsi en demeure d'entrer dans la corporation ou de disparaître : l'ouvrier libre est broyé. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, bien rares sont encore

²⁵⁶ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

les centres industriels de quelque importance où le travail reste possible hors du cadre corporatif.

La corporation est un groupement professionnel, régi par des statuts et administré par un conseil de patrons ou « maîtres », qui portent, selon les contrées, des noms divers, tels que « gardes », « eswardeurs », « jurés », « consuls ». Les statuts, dont la rédaction remonte en général au XIII^e siècle, se font de plus en plus méticuleux et rigides à mesure qu'on avance dans le temps ; ils sont en outre de moins en moins favorables aux simples ouvriers ou employés, comme il est aisé de le prévoir étant donné le caractère patronal et aristocratique des conseils de corporations. Les « maîtres » sont seuls favorisés, et parmi eux surtout ceux qui représentent le haut commerce de la cité. Aussi l'accession à la maîtrise est-elle entourée de précautions qui en aggravent constamment les difficultés, rendent l'apprentissage plus compliqué, augmentent le nombre des cas où le conseil corporatif peut prononcer l'exclusion des simples ouvriers ou « valets ».

Ces derniers sont très étroitement surveillés. Contre leurs demandes intempestives d'augmentation de salaires, contre les grèves et toutes les formes d'opposition collective dont ils pourraient se rendre responsables au détriment de la classe patronale, celle-ci n'hésite pas à recourir à la force. Mais le grand souci des dirigeants de la corporation est d'éviter une concurrence gênante entre patrons. Aussi interdisent-ils les suroffres de salaires, l'allongement de la journée de travail, l'ouverture de l'atelier ou de l'échoppe les jours chômés ; ils vont jusqu'à imposer des méthodes uniformes de fabrication. A Paris, les barilliers ne doivent faire usage que de quatre sortes de bois nommément désignés ; à Douai, les cercueils ne peuvent être fabriqués qu'en bois blanc et nulle part les drapiers ne sont maîtres du choix ni des produits — laines, fils ou teintures, — ni des procédés de fabrication, ni des dimensions à donner aux pièces, ni même de leur pliage ou de leur marque. L'ensemble de la corporation étant réputé solidaire vis-à-vis des corporations des autres cités, les « gardes », « jurés » ou « consuls » détruisent impitoyablement tout produit non conforme aux édits, sans préjudice des amendes et de la peine d'exclusion du métier ou même de la ville auxquelles s'exposent les contrevenants.

La minutie des règlements^{p552} va s'exagérant sans cesse, soit qu'il s'agisse de la fabrication, soit qu'il s'agisse des conditions du travail.

Au besoin, on « contingente » la production de chaque atelier. Par crainte des fraudes et des concurrences déloyales, on impose à chaque corps de métier une spécialisation à outrance : les fabricants de chaussures doivent d'ordinaire opter entre la basane, la vache et le maroquin ou « cordouan » ; les semelles selon la nature du cuir employé, doivent être de couleurs différentes ; les orfèvres ne peuvent, sauf autorisation spéciale, vendre que des bijoux et des objets d'or ou d'argent massif. Chez les fabricants de tissus, on ne tolère qu'un nombre d'espèces limité et, pour chacune d'elles, les moindres détails de fabrication sont fixés d'avance *ne varietur* : longueur, largeur, nombre de fils à la pièce, poids du total, composition des teintures, etc. A Douai, en 1264, on réglemente jusqu'à la taille et à l'épaisseur des pierres qui servent à la construction des maisons. Les conseils de corporations prétendent même intervenir dans le choix des matières premières employées par chacun de leurs membres, et dans plus d'une ville on s'expose à des poursuites et à des pénalités si l'on utilise des produits non estampillés par un représentant du conseil de la corporation.

[Table des matières](#)

III. — Le capitalisme et le régime de la grande entreprise²⁵⁷.

Encore le régime corporatif est-il relativement libéral, puisque la corporation est accessible en principe à quiconque « ouvre de ses mains » et qu'elle est, pour la plupart des métiers, composée surtout de petits patrons travaillant pour le marché local ou régional. Mais l'industrie d'exportation, dès qu'elle travaille en grand, suppose des capitaux et des moyens d'action qui entraînent une organisation moins favorable encore aux libertés individuelles. p553

A vrai dire, le moyen âge n'a longtemps connu qu'un seul type d'industrie auquel le qualificatif de grande industrie d'exportation soit applicable : la draperie. On a pu rechercher pour leur résistance et leur fini les armes du Poitou, les produits de la « batterie de cuivre » de Dinant sur la Meuse, mais on n'en a jamais exporté au loin que des quantités assez faibles. Seule, et dans certaines régions seulement —

²⁵⁷ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

entre autres en Flandre et dans le nord de la France, puis en Toscane, — la draperie a fait, dès le XII^e siècle, l'objet d'un commerce d'une importance et d'un rayonnement tels que les méthodes industrielles ont dû être en partie renouvelées et élargies. On a calculé qu'en Flandre, plus de la moitié de la population urbaine était, aux approches du XIV^e siècle, composée de tisserands, de foulons ou de teinturiers.

Pour fournir de matières premières une population ouvrière aussi nombreuse et assurer sans répit l'écoulement des tissus fabriqués, l'organisation corporative s'avère très vite insuffisante. Aussi, en marge ou, pour mieux dire, au-dessus d'elle, voit-on un petit groupe de chefs d'entreprises acquérir, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, une importance qu'aucun statut de métier ne prévoyait. On les appelle communément dans le nord « marchands drapiers » ; et ils doivent, en effet, leur situation moins à leur compétence industrielle qu'à leurs capitaux et à leur esprit commercial. Ils traversent le Détroit pour aller sur place, en Angleterre, s'approvisionner en laine, y passer des marchés avec les abbayes et les autres grands éleveurs de moutons ; ils ont leurs entrepôts, où ils accumulent leurs stocks ; leurs champs de plantes tinctoriales. Ils vont aux foires acheter les matières premières que la région ne produit pas ou produit en quantités trop faibles. Directement ou par l'entremise de leurs commis, ils raflent partout, grâce aux moyens financiers puissants dont ils disposent, celles qui sont les meilleures ou les plus avantageuses. Au lieu de les revendre, ils les utilisent généralement eux-mêmes. Mais, comme les règlements corporatifs ne leur permettent pas de se faire tisserands et qu'au surplus ils n'ont pas la pratique du métier, ils s'adressent aux petits patrons qui constituent le groupe des « maîtres » de la corporation et leur confient le travail à façon. Ils se les attachent en leur procurant un travail régulier, leur avancent de l'argent pour les aider à renouveler ou augmenter leur matériel, agrandir leurs ateliers, au besoin même payer leur loyer, les transformant ainsi insensiblement en véritables salariés, qu'ils tiennent ^{p554} à leur merci, puisqu'ils n'ont qu'à leur refuser travail et matière première pour les contraindre au chômage.

L'histoire a conservé le nom de quelques-uns de ces grands brasseurs d'affaires, notamment celui des Boinebroke, qui, de père en fils, pendant quinze générations, furent les rois de la draperie douaisienne. L'un d'eux, Jean, à qui semble remonter la puissance de

la maison, laissa, vers la fin du XII^e siècle, le souvenir d'un exploitateur sans vergogne, promettant beaucoup, tenant peu, rognant sur les prix, trichant sur le poids, sur la qualité des laines, tournant les règlements ou les foulant aux pieds, comme s'ils n'étaient pas faits pour lui ; avec cela craint, respecté par les petites gens qu'il terrorisait et qui, pour l'amadouer, lui donnaient du « monseigneur ».

C'était, à plus ou moins proche échéance, la mort du régime corporatif, l'asservissement total des « maîtres » de la draperie au capitalisme naissant. Quelques-uns des pires inconvénients que la grande industrie entraîne avec elle s'annonçaient déjà.

[*Table des matières*](#)

IV. — Le grand commerce, les foires et les banques ²⁵⁸.

Le commerce se développe et se perfectionne d'un mouvement parallèle à l'industrie qu'il approvisionne en matières premières et dont il écoule ensuite les produits. ^{p555}

Le grand commerce méditerranéen reste en majeure partie entre les mains des armateurs italiens — Génois, Pisans et Vénitiens — que les Marseillais commencent pourtant à concurrencer avec succès. Comme on l'a vu, l'unification de l'Asie par les Mongols, loin de faire obstacle à la pénétration économique des Européens, la facilite : ils trouvent devant eux des routes plus sûres, et si le cas des Polo de Venise, se, risquant jusqu'en Chine, demeure encore exceptionnel, l'Asie antérieure s'ouvre largement aux trafiquants occidentaux. Depuis la prise de la Syrie, ils se sont repliés sur le royaume chrétien de Petite Arménie (la Cilicie) et y ont fait du port d'Aïas, que les Italiens nomment Laiazzo, leur entrepôt principal. De là, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, ils rayonnent jusqu'à Sîwâs, au cœur de l'Anatolie, et jusqu'à Tabrîz, où ils installent leurs comptoirs ; les Génois essaient sur tout le pourtour de la mer Noire, à Soldaia et à Caffa en Crimée, à Trébizonde dans le Pont ; de là ils entretiennent des relations suivies avec les pays de l'intérieur, tant vers l'Asie que vers la Russie mongole.

²⁵⁸ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Les armateurs italiens et leurs émules disposent d'une organisation financière mieux adaptée aux besoins d'un grand trafic. Le régime des sociétés et des contrats de commandite s'assouplit, se précise, et le commerce de l'argent prend une telle extension que certaines villes d'Italie, comme Sienne ou Lucques, se font presque une spécialité des opérations bancaires. On ne saurait s'en étonner quand on voit l'ampleur croissante des affaires commerciales traitées sur les principales places d'Italie ou sur les marchés lointains par les négociants de la péninsule. Pour rendre de telles transactions possibles, à une époque surtout où l'insécurité des routes de terre et de mer compliquait à l'extrême le problème des transports de fonds, des moyens de paiement appropriés et des maisons spécialisées étaient indispensables. p556

L'Italie devient ainsi non pas seulement le pays des armateurs, mais celui des banquiers, nommés d'habitude « changeurs » (*campsores*) ou même simplement « marchands » (*mercatores*) dans leur pays d'origine, mais englobés sous le nom générique de « Lombards » hors de la péninsule. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, certaines de leurs maisons constituent déjà de grandes sociétés financières, disposant de capitaux importants, étendant sur de multiples contrées et jusqu'en Angleterre, le réseau de leurs agences : par exemple, la société des Buonsignori de Sienne ou celles des Peruzzi, des Frescobaldi, des Bardi de Florence. Toutes se livrent aux opérations courantes de change, de prêt à intérêt, d'envoi et de virement de fonds, et partout leur expérience déjà longue des pratiques commerciales, la sûreté de leur technique, l'étendue de leurs moyens d'action leur assurent une avance sur leurs concurrents qui équivalait dans la plupart des cas à un véritable monopole.

Aussi le commerce de terre est-il, plus encore peut-être que le commerce maritime, dans leur dépendance. Sur tous les marchés, dans toutes les foires de quelque importance, les « Lombards » ont leurs « tables », où ils font le change et les opérations de banque, ne laissant d'ordinaire qu'à glaner aux « Cahorsins » du midi languedocien et aux Juifs, dont le rôle, sauf en quelques régions, comme la Provence, semble, en Occident, avoir été plus restreint qu'on ne l'a cru longtemps. Mais nulle part les banquiers italiens ne déploient autant d'activité qu'en Champagne, où d'un bout à l'autre de l'année se

déroulent, en une suite presque ininterrompue, de grandes foires, rendez-vous de tout le haut commerce occidental.

Au carrefour des routes de Flandre, d'Allemagne, d'Italie, de Provence, la Champagne était en effet un point de rencontre particulièrement propice aux échanges. Les drapiers du nord, les marchands de laine d'Angleterre, les importateurs d'alun, de teintures, d'épices des ports méditerranéens, les négociants en toiles ou en pelleteries d'Allemagne, en cuir d'Espagne ou d'Afrique s'y pouvaient commodément retrouver et y régler entre eux leurs affaires. Les grandes foires étaient au nombre de six, d'une durée totale de quarante-neuf jours chacune²⁵⁹, à raison d'une à Lagny, une à Barsur-Aube, deux à Provins (l'une en mai, l'autre en septembre), deux à Troyes (l'une à la p557 Saint-Jean, l'autre à la Saint-Rémi, en novembre). Pendant près de trois cents jours par an, la Champagne formait ainsi une sorte de marché permanent. Chaque foire s'ouvrait par une semaine consacrée à la réception des marchandises ; quatre semaines étaient ensuite réservées aux ventes, la quinzaine finale aux règlements. C'est alors que les banquiers entraient en scène, soit que les achats fussent réglés en espèces, soit qu'on procédât, ce qui était le cas le plus fréquent, par virements et compensations de comptes, de client à client. L'ampleur de ces opérations bancaires était encore accrue du fait que nombre de créanciers et de débiteurs, même étrangers au monde des affaires, avaient pris l'habitude de fixer « en foire » le règlement de leurs engagements financiers et de stipuler, en cas de renouvellement de ces engagements, des intérêts payables « de foire en foire ». Ainsi le marché champenois, de beaucoup le plus couru et le mieux achalandé des marchés du monde, outre qu'il drainait la majeure partie du grand commerce européen, jouait déjà, comme on l'a dit, le rôle d'une sorte de *clearing-house*, régulatrice de tout le mouvement financier d'Occident. p558

²⁵⁹ A une exception près, la foire de printemps de Provins, dont la durée était réduite à quarante-six jours.

Bibliographie du CHAPITRE VI. ***Les transformations économiques.***

[OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER.](#) — Les mêmes que p. 81.

I. La décadence des libertés urbaines.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Sur les villes de la France proprement dite, les livres généraux anciens, tels que ceux d'A. Luchaire et P. Viollet, cités p. 91, n. 1, sont ici insuffisants. Consulter celui de Ch. Petit-Dutaillis, indiqué *ibid.* Il faut aussi recourir aux monographies citées dans la même note. Mais sauf celles de Mlle Chapin (*Les villes de foires de Champagne*) et de G. Espinas (*La vie urbaine de Douai au moyen âge*, Paris, 1913, 4 vol. in-8° ; *Les finances de la commune de Douai des origines au XV^e siècle*, Paris, 1902, in-8°), ces dernières d'une lecture difficile, il n'en est guère qui répondent pleinement aux questions abordées ici. On trouvera maints détails utiles dans les textes recueillis par A. Giry, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes en France de 1180 à 1314* (Paris, 1885, in-8°), ou dans des recueils anciens tels que celui d'Aug. Thierry, *Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers-État* (Paris, 1850-1870, 4 vol. in-4°, de la « Collection de documents inédits sur l'histoire de France »). — Sur l'histoire urbaine de la Flandre, voir H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I (Bruxelles, 1900, in-8° ; 5^e éd., 1929), et, du même auteur, *Les anciennes démocraties des Pays-Bas* (Paris, 1910, in-12, de la « Bibl. de philosophie scientifique ») ; H. van Werveke, *Gand, esquisse d'histoire sociale* (Bruxelles 1946, in-16, de la collection « Notre passé »), que complète une riche bibliographie d'ouvrages écrits soit en français, soit en flamand notamment par F. Blockmans) ; F. Vercauteren, *Luttes sociales à Liège, XIII^e et XIV^e siècles* (Bruxelles, 1944, in-16, de la collection « Notre passé »). — Sur le taux des emprunts contractés par les villes, voir G. Bigwood, *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique du moyen âge* (Bruxelles, 1921-1922, 2 vol. in-8°, dans la coll. des « Mémoires publiés par l'Acad. royale de Belgique, classe des Lettres », collection in-8°, 2^e série, t. XIV).

Sur les villes d'Italie, intéressantes vues d'ensemble dans l'étude d'A. Solmi citée p. 90, ainsi que dans É. Jordan, *Les origines de la domination angevine en Italie* (Paris, 1909, in-8°) ; du même, cours dactylographié sur *La vie municipale en Italie au moyen âge* (Paris, 1928-1930, 8 fasc. in-4°) ; M. V. Clarke, *The medieval city state. An essay on tyranny and federation in the later middle ages* (Londres, 1926, in-12), les chapitres du début. Il existe

en outre un grand nombre de monographies, dont quelques-unes particulièrement suggestives. Citons, entre autres, pour Florence, le livre de Caggese et surtout la grande histoire de Davidsohn (citée p. 91), à compléter avec les *Forschungen zur Geschichte von Florenz* de ce dernier auteur (voir, en particulier, au t. IV, Berlin, 1908, in-8°, p. 8-29, une note importante sur le caractère général des mouvements « populaires » en Italie dans la seconde moitié du XIII^e siècle, antérieurement à l'établissement définitif de la capitainerie du peuple) ; G. Salvemini, *Magnati e popolani in Firenze dal 1280 al 1295* (Florence, 1899, in-8°) ; pour Bologne, A. Hessel, *Geschichte der Stadt Bologna*, citée p. 91 ; pour Gênes, G. Caro, *Genua und die Mächte am Mittelmeer 1257-1311* (Halle, 1895-1899, 2 vol. in-8°) ; pour Venise, H. Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, t. II (Gotha, 1920, in-8°, de la « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert) ; pour Rome, A. de Boüard, *Le régime politique et les institutions de Rome au moyen âge, 1252-1347* (Paris, 1920, in-8°, dans la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »).

II. Le lien corporatif et la réglementation du travail.

OUVRAGES À CONSULTER. — Peu d'études d'ensemble méritent d'être ici retenues. Citons É. Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791* (Paris, 1897, in-8° ; 4^e éd., 1940), et E. Coornaert, *Les corporations en France avant 1789* (Paris, 1941, in-8°), qui ne concernent que la France. Y joindre G. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France* (Paris, 1898-1900, 2 vol. in-8°, fasc. 22 et 31 de la « Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire »), consacrés exclusivement au moyen âge et précédés d'une importante préface. Les monographies sont nombreuses et souvent suggestives. Retenons G. Fagniez, *Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle* (Paris, 1877, in-8° fasc. 33 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques »), à compléter avec le *Livre des métiers d'Étienne Boileau*, publ. par R. de Lespinasse et F. Bonnardot (Paris, 1879, in-4°, de la collection « Histoire générale de Paris ») ; A. Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer* (citée p. 91), à compléter avec Pagard d'Hermansart, *Les anciennes communautés d'arts et métiers de Saint-Omer* (Saint-Omer, 1879-1881, 2 vol. in-8°, t. XVI des « Mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie ») ; G. Espinas, *La vie urbaine de Douai au moyen âge* (Paris, 1913, 4 vol. in-8°, dont deux de pièces justificatives très importantes) ; du même, *La draperie dans la Flandre française au moyen âge* (Paris, 1923, 2 vol. in-8°), à compléter avec G. Espinas et H. Pirenne, *Recueil de documents pour servir à l'histoire de la draperie en Flandre* (Bruxelles, 1906-1923, 4 vol. in-4°, « Publications de la Commission royale d'histoire ») ; de G. Espinas encore. *Les origines de l'association*, I : *Les origines du droit d'association dans les*

villes de l'Artois et de la Flandre française jusqu'au début du XVI^e siècle (Lille, 1941-1942, 2 vol. in-8°, t. XIV et XV de la « Bibliothèque d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons ») ; G. Schmoller, *Die Strassburger Tucher- und Weberzunft. Urkunden und Darstellung* (Strasbourg, 1879, in-4°). La question des corporations a fourni matière à un grand nombre de travaux allemands. On en trouvera un commode résumé et une mise au point dans le manuel de Kulischer (cité p. 81), p. 165-166 et 181-192.

III. Le capitalisme et le régime de la grande entreprise.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués p. 81, voir ceux de la p. 551, en particulier les travaux de G. Espinas. De ce dernier, voir en outre les deux très importants volumes suivants : *Les origines du capitalisme*, I : *Sire Jehan Boinebroke, patricien et drapier douaisien* (Lille, 1933, in-8°, fasc. 7 de la « Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons ») ; II : *Sire Jean de France, patricien et rentier douaisien ; sire Jacques le Blond, patricien et drapier douaisien* (Lille, 1936, in-8°, fasc. 9 de la même « Bibliothèque »). En un sens parfois différent, l'abbé Lestocquoy, *Patriciens du moyen âge. Les dynasties bourgeoises d'Arras du XI^e au XV^e siècle* (Arras, 1945, in-8°).

IV. Le grand commerce, les foires et les banques.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués p. 81, voir le précieux manuel d'A. Schaube, *Handelsgeschichte der romanischen Völker*, cité p. 82. Sur les foires de Champagne, le livre fondamental est celui de Félix Bourquelot, *Études sur les foires de Champagne, sur la nature, l'étendue et les règles du commerce qui s'y faisait aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles* (Paris, 1865-1866, 2 vol. in-4°, extr. du t. V, 1^{re} et 2^e parties, des « Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ») ; y joindre E. Chapin, *Les villes de foires de Champagne* (1937), cité p. 91 ; P. Huvelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires* (Paris, 1897, in-8°, thèse de droit) ; E. Bassermann, *Die Champagnermessen. Ein Beitrag zur Geschichte des Kredits* (Leipzig, 1911, 92 p. in-8°, comme dissertation de doctorat, et en librairie, Tübingen, 1911, in-8°), sur le mécanisme commercial et financier des foires ; J. Finot, *Étude historique sur les relations commerciales entre la Flandre et la France au moyen âge* (Paris, 1894, in-8°) ; Henri Laurent, *Un grand commerce d'exportation au moyen âge. La draperie des Pays-Bas en France et dans les pays méditerranéens, XII^e-XV^e siècle* (Paris, 1935, in-8°) ; J. de Sturler, *Les relations politiques et les échanges commerciaux entre le duché de Brabant et l'Angleterre au moyen âge* (Paris, 1936, in-8°) ; Mlle R. Doehaerd, travaux importants cités p.

88 ; — plus particulièrement sur les banquiers en foire, L. Goldschmidt, *Universalgeschichte des Handelsrechts* (Stuttgart, 1891, in-8°, t. I, 1^{re} partie, du « Handbuch des Handelsrechts ») ; du même, *Die Geschäftsoperationen auf der Messen der Champagne*, dans la *Zeitschrift für Handelsrecht*, t. XL (1892) ; G. Des Marez, *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle. Contribution à l'étude des papiers de crédit* (Bruxelles, 1900, in-8°, dans les « Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique, collection in-8° ») ; A. Piton, *Les Lombards en France et à Paris* (Paris, 1891-1892, 2 vol. in-8° ; sur le commerce de l'argent, nombreuses études d'André E. Sayous relevées p. 104, n. 35, du livre de H. Pirenne (au t. VIII de l'« Hist. générale » de Glotz, cité p. 81) et, en outre, *Les opérations des banquiers italiens en Italie et aux foires de Champagne pendant le XIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CLXX (1932), p. 1-31 ; *L'origine de la lettre de change. Les procédés de crédit et de paiement dans les pays chrétiens de la Méditerranée occidentale entre le milieu du XII^e siècle et celui du XIII^e*, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, t. XII (1933), p. 60-112. — Sur le commerce méditerranéen, voir les livres cités p. 81 et 82, notamment ceux de Heyd et de Schaube.

[*Table des matières*](#)

CHAPITRE VII.

Les tendances nouvelles de la pensée occidentale

La vie intellectuelle de l'Europe ne se déroule pas durant la seconde moitié du XIII^e siècle au même rythme qu'au cours de la première. Sans doute l'Université de Paris reste, comme l'a écrit en 1255 le pape Alexandre IV, « la lampe resplendissante dans la maison du Seigneur » ; de partout, maîtres et étudiants continuent d'y affluer ; Anglais, Italiens, Allemands ne cessent d'y disputer aux Français les chaires des diverses Facultés, spécialement de la Faculté de théologie, qui demeure la plus importante du monde. Mais son étoile commence à pâlir : d'autres astres se sont levés, qui ne se contentent pas du rôle de satellites. D'Oxford, des doctrines nouvelles se répandent qui déjà, chez certains esprits, contre-balancent celles de Paris. A Paris même, ce n'est plus la belle unité, la belle discipline de pensée qu'avaient voulue les papes et qu'Albert le Grand croyait avoir établie. Il s'en faut que tout le monde y suive saint Thomas dans ses efforts pour parachever l'œuvre de son maître et sceller d'une façon définitive la réconciliation d'Aristote et de la foi chrétienne. Renversant les barrages, certains vont de l'avant, au risque de compromettre avec eux Aristote. Les Franciscains prennent position non seulement contre ces outranciers, mais contre les albertistes et les thomistes eux-mêmes. Les clercs séculiers s'opposent aux uns et aux autres. Hommes et doctrines s'entrechoquent avec violence, et l'Université, au lieu d'être le calme asile de la Sagesse chrétienne que Rome avait rêvé, fait montre d'une indépendance et parfois d'une hardiesse inquiétantes.

La pensée n'est même plus enfermée dans les seules écoles et a cessé d'être le monopole des clercs : les simples laïcs commencent à se mêler, quoique de loin encore, aux discussions, sans en exclure la

théologie. On écrit pour eux des livres qui ne relèvent plus uniquement de l'imagination, et il devient impossible de ne ^{p559} pas tenir compte, en quelque mesure, de leurs avis ou de leurs sentiments.

Brassage d'idées, oppositions de points de vue éminemment féconds à coup sûr, mais qui soulignent l'échec des conceptions pontificales. Les esprits, qu'on pensait amener à une commune doctrine, échappent à la discipline qu'on voulait leur imposer et, secouant le joug, se retrouvent aussi divers, aussi indociles que par le passé.

[*Table des matières*](#)

I. — La lutte de l'Université de Paris contre les ordres mendiants et la papauté (1252-1257) ²⁶⁰.

Cette indiscipline intellectuelle se voit déjà du dehors : l'Université de Paris qui, dans la première moitié du XIII^e siècle, avait réussi, grâce à l'appui de Rome, à s'affranchir des évoques, essaie, dans la période qui suit, de rejeter pareillement la tutelle pontificale et de s'assurer dans l'Église une vie autonome.

Mais comment y parvenir tant qu'au sein du corps universitaire la présence des religieux des deux grands ordres mendiants que le Saint-Siège patronnait faussait le mécanisme de l'ensemble ? Car, outre qu'ils dépendaient directement du Saint-Siège, les Dominicains et les Franciscains étaient tenus envers leurs supérieurs à une obéissance qui était une gêne constante dans leurs rapports avec leurs collègues et les amenait en mainte occasion à faire bande à part. Au surplus, leur recrutement ^{p560} était soumis à l'agrément des « provinciaux » et des chefs d'ordres. Ceux-ci pouvaient à tout moment les relever de leurs fonctions pour les appeler à d'autres postes, sans avoir de comptes à rendre à personne. De plus, un tri sévère leur permettait de recruter un personnel d'élite, propre à attirer au pied des chaires où les leurs enseignaient la foule des étudiants et à exercer sur eux une action profonde. Nouveau sujet de dépit pour les maîtres séculiers, dont les esprits finissaient par se monter contre d'aussi incommodes concurrents.

²⁶⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Au début de 1252, ils firent une première tentative pour limiter le mal et décrétèrent que nul ordre religieux ne pourrait désormais disposer de plus d'une chaire à l'Université, ce qui devait avoir pour conséquence immédiate de forcer les Prêcheurs, qui en détenaient deux, à en abandonner une. Contre cet abus de pouvoir, les maîtres visés se hâtèrent de porter plainte à Rome. L'affaire en était là quand un incident surgit qui souligna le manque d'esprit de corps des professeurs appartenant aux deux ordres mendiants : les séculiers, fort des privilèges qu'ils tenaient des papes eux-mêmes, ayant voté au printemps 1253 la suspension des cours de toutes les Facultés pour protester contre les violences dont les étudiants venaient d'être victimes de la part de la police royale, les Dominicains se trouvèrent d'accord avec les Franciscains pour continuer leur enseignement. C'était s'exclure, eux et leurs élèves, de l'« Université », c'est-à-dire de l'association générale des maîtres et des étudiants de Paris.

Leur exclusion fut, en effet, prononcée bientôt (avril 1253) par leurs collègues exaspérés, qui publièrent en outre dans les écoles une sentence d'excommunication contre ces mauvais frères, avec défense à tout étudiant, membre de l'Université, de suivre leurs cours. Évidemment, les torts étaient mutuels, puisque les séculiers avaient ouvert les hostilités par leur abus de pouvoir de 1252, et le pape Innocent IV, à qui les Mendiants en avaient appelé, était dans son rôle en prêchant l'apaisement. Mais il fit plus : le 1^{er} juillet 1253, il voulut forcer la main aux séculiers en décidant, de sa propre autorité, la réintégration immédiate dans les cadres de l'association universitaire des maîtres exclus et la levée de l'interdit jeté sur leur enseignement.

Du coup, la lutte changeait de terrain : ce n'était plus uniquement avec les réguliers, mais avec la papauté elle-même que l'Université se trouvait aux prises. Elle tint bon et répondit aux sommations pontificales en renouvelant, le 2 septembre, les ^{p561} mesures prises contre les Mendiants. Innocent IV releva le défi et, quelques mois après (28 janvier 1254), notifia au chancelier de Paris son désir exprès de voir confier encore à un régulier — mais, cette fois, à un moine cistercien — une chaire à la Faculté de théologie. Loin de venir à composition, les maîtres séculiers aggravèrent leur attitude en publiant, le 4 février de cette même année, un long et violent manifeste adressé directement à tous les archevêques, évêques, abbés et dignitaires ecclésiastiques. Les faisant juges de la situation, ils les

pressaient d'intervenir en faveur de leur Université, « fondement de l'Église » et dont la ruine, disaient-ils, entraînerait avec elle celle de l'édifice tout entier.

Soudain intimidé, Innocent IV se déclara prêt à reprendre l'examen de l'affaire et demanda l'envoi d'une délégation ; puis, comme les Mendians refusaient, quant à eux, et qu'ils avaient interdit à leurs élèves de verser la cotisation réclamée par l'Université pour subvenir aux frais, il alla jusqu'à en imposer à tous le paiement sous peine des censures ecclésiastiques.

La papauté semblait donc à la veille de céder ; elle avait même, dans un mouvement d'humeur, résolu, le 21 novembre 1254, de retirer aux Dominicains et aux Franciscains quelques-uns de leurs privilèges ecclésiastiques, qui donnaient lieu à des plaintes multiples des évêques et du clergé paroissial, quand la mort d'Innocent IV (7 décembre 1254) et l'avènement au souverain pontificat, sous le nom d'Alexandre IV, de Rainaldo de Segni, le cardinal protecteur de l'ordre franciscain, changèrent brusquement encore la face des choses. Une bulle du 14 avril 1255 prononça l'annulation de toutes les mesures prises à l'encontre des Mendians ou de leurs élèves, ordonna, « de par la plénitude de la puissance » pontificale, leur réintégration dans l'Université, exigea pour la suspension des cours le quorum des deux tiers des maîtres en exercice de la Faculté de théologie et des deux tiers des maîtres de chacune des autres Facultés, enfin, reconnut au seul chancelier de l'Église de Paris le soin de fixer le nombre et l'attribution des chaires.

L'Université riposta, le 2 octobre, par un second manifeste, adressé cette fois au pape lui-même, et rédigé sur un ton qui s'efforçait de demeurer respectueux, quoique le fond en fût tout aussi catégorique et plus insolent peut-être pour la papauté que le factum de l'année précédente. Comme, sur un total de douze professeurs, la Faculté de théologie comptait déjà deux Dominicains, un Franciscain et des chanoines du chapitre cathédral ^{p562} de Paris, acquis à la cause des réguliers, la masse des séculiers avait beau jeu de montrer que les obliger à réunir le quorum des deux tiers équivalait, dans la circonstance, à les empêcher de suspendre les cours. On voulait donc, par un acte d'arbitraire, « obtenu en fraude », briser entre leurs mains la seule arme efficace dont ils pussent disposer pour se défendre ! Le

pape leur enjoignait en outre de rouvrir leurs rangs à des collègues qui ne savaient qu'y semer le désordre. Soit ; ils renonçaient à discuter, « n'ayant, disaient-ils, ni le désir ni les moyens de se perdre dans la procédure, surtout avec des adversaires aussi procéduriers » ; mais, usant du seul droit qui leur restât, ils déclaraient leur association ou « université » dissoute, et, si la bulle pontificale n'était pas retirée, se disaient résolus à quitter Paris pour aller s'établir sous d'autres cieux.

Inflexible, Alexandre IV se contenta, par lettres des 7 et 10 décembre, de donner l'ordre d'excommunier et de priver de leurs charges et bénéfices ceux qui refuseraient d'obéir à ses prescriptions antérieures, qu'ils continuassent, précisait-il, ou qu'en vertu d'un « subterfuge » ils eussent nominalelement cessé d'appartenir à l'« université » primitive. Puis, le 31 janvier 1256, il passait à l'attaque. Froidement, sans prendre d'autre avis que celui de deux cardinaux romains, il nomma professeur à la Faculté de théologie — « pour faire partie de la société des maîtres parisiens » — ce moine cistercien en faveur de qui son prédécesseur s'était déjà interposé sans succès deux ans auparavant, et il s'empessa de notifier sa décision aux rebelles.

Cependant le gouvernement du roi de France était trop intéressé au maintien de l'Université pour ne pas tenter un suprême effort de conciliation : sous ses auspices, un compromis fut préparé, aux termes duquel les séculiers acceptaient de laisser aux Dominicains les deux chaires qu'ils détenaient, tout en réservant le droit de ne leur ouvrir à nouveau l'accès de leur association que quand bon leur semblerait. Mais le pape s'opposa à l'arrangement, et comme entre les séculiers et les Frères Prêcheurs la lutte redoublait de violence, il en vint aux sanctions : par lettre du 17 juin 1256, il déclara « privés de toutes leurs dignités, de tous leurs bénéfices ecclésiastiques et de leur charge magistrale », avec défense de remonter dans leurs chaires ou d'enseigner jamais, deux des professeurs de théologie les plus acharnés et par ailleurs les plus suspects, Guillaume de Saint-Amour et Eudes de Douai, ainsi que deux de leurs acolytes, candidats à des chaires de théologie, maîtres Nicolas, doyen de ^{p563} Bar-sur-Aube, et Chrétien, chanoine de Beauvais ; il prescrivit leur bannissement de France, et sous menace des mêmes peines, donna à leurs collègues un ultime délai de quinze jours pour se soumettre.

La lassitude gagnait à la longue les deux partis, mais avant tout les séculiers, sur qui la fermeté du pape commençait à faire impression. Leur chef de file, Guillaume de Saint-Amour, qui avait cru habile d'attaquer aussi les ordres mendiants sur le terrain doctrinal dans une violente diatribe intitulée *Les périls du temps présent*, se voyait, le 5 octobre 1256, condamné pour cette publication en cour de Rome et, selon le vœu du pape, chassé aussitôt par Louis IX du royaume capétien, en même temps que privé du droit d'enseigner et de prêcher. Le 23 octobre, il était désavoué par ses deux collègues Eudes de Douai, et Chrétien de Beauvais, qui, frappés avec lui le 17 juin, se hâtèrent de l'abandonner dès qu'ils virent la tournure prise par les événements : répudiant publiquement ses erreurs, ils accoururent jusqu'à Anagni, où se trouvait Alexandre IV, firent entre ses mains leur soumission, se déclarèrent prêts à observer de tous points ses décrets touchant leur Université et à rouvrir les rangs de leur association aux frères, tant Prêcheurs que Mineurs, qui en avaient été expulsés. Moyennant quoi, après une abjuration solennelle à Paris, ils furent absous et réconciliés avec l'Église. Leur exemple donna à réfléchir aux plus obstinés : en janvier 1257, la résistance durait encore et le pape devait presser l'évêque de Paris, temporisateur à dessein, d'appliquer aux rebelles les peines prévues ; huit mois après (septembre 1257), le vent avait définitivement tourné, et Alexandre invitait le même prélat à prendre les mesures d'apaisement que commandait la soumission de la presque totalité du corps enseignant et des étudiants parisiens.

Il y eut bien encore, dans les années qui suivirent, quelques mouvements d'humeur contre les Mendiants ; mais le grand conflit qui avait si longtemps déchiré l'Université était clos. Il l'était selon les volontés du Souverain Pontife, devant qui les maîtres séculiers avaient dû s'incliner. Mais on pouvait mesurer le chemin parcouru depuis l'époque, proche cependant, où les maîtres parisiens en étaient à attendre les interventions bienveillantes de Rome pour se soustraire au contrôle du chancelier et de l'évêque de Paris. C'était maintenant la papauté elle-même qu'ils osaient braver ; c'était à ses dépens qu'ils essayaient d'élargir leurs libertés. Leur Université était en passe de devenir une ^{p564} puissance — puissance incommode et jalouse de ses prérogatives — avec l'opinion de laquelle il allait falloir bientôt compter.

[*Table des matières*](#)

II. — L'autonomie universitaire à Paris ²⁶¹.

Au cours des luttes que nous venons de retracer, l'Université de Paris ne s'était pas seulement affermie dans ses desseins d'indépendance : elle avait, d'étape en étape, perfectionné son organisation intérieure et, à la faveur des événements mêmes, était arrivée à se donner un gouvernement.

Avant le milieu du XIII^e siècle, l'association générale des maîtres et des étudiants — l'« Université », comme on disait, — était, à Paris, un groupement encore inorganique. Elle n'avait ni chef reconnu ni même de porte-parole régulier. Unis pour la défense de leurs intérêts personnels lorsque les circonstances l'exigeaient, les maîtres et les étudiants des diverses disciplines perdaient contact aussitôt la situation redevenue normale. Seule la communauté de discipline ou « faculté » établissait entre eux un lien permanent. Aussi chaque « Faculté » avait-elle sa vie propre et son organisation intérieure, à laquelle la vie et l'organisation de la Faculté voisine correspondaient à peu près.

La plus importante de beaucoup par le nombre de ceux qui en suivaient les cours ou y enseignaient était la Faculté des « arts », réservée, comme les vieilles écoles épiscopales, à l'étude des « arts libéraux », principalement de la grammaire, de la rhétorique et de la logique ou dialectique, auxquelles étaient venues s'ajouter la philosophie et les « sciences de la nature » selon Aristote. C'était la Faculté de début ; si l'on faisait toutes ses études à Paris, on devait l'avoir fréquentée pendant plusieurs années avant d'avoir accès à l'une quelconque des trois autres. D'où le total élevé, en même temps que la jeunesse de sa clientèle. On y était admis dès l'âge de douze ou treize ans, et à vingt et un ans l'on pouvait y être reçu maître ès arts. Rien que pour maintenir l'ordre parmi ces jeunes gens qui, lâchés brusquement dans les rues de la capitale, loin de leurs familles, ^{p565} étaient sujets à toutes sortes d'entraînements, on avait dû peu à peu

²⁶¹ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

imaginer une organisation administrative, qui achève de prendre forme au milieu du XIII^e siècle.

Les étudiants et leurs maîtres apparaissent alors répartis en quatre groupes ou « nations », d'après leurs pays d'origine : les « Français », les « Picards », les « Normands », les « Anglais » — ces noms ne désignant, bien entendu, que l'élément prépondérant à l'intérieur de chaque groupe et la nation « anglaise » comprenant à elle seule la majeure partie des étudiants ou des maîtres étrangers au royaume capétien. A la tête de chaque « nation » se trouve un « procureur », très fréquemment renouvelable et choisi par voie d'élection parmi ceux de ses membres qui sont professeurs titulaires à la Faculté ; le procureur prend toutes dispositions utiles à la vie scolaire du groupe, parle et agit en son nom, administre sa caisse ; il scelle les actes du sceau de la nation, veille à la célébration des fêtes religieuses en l'honneur des saints à qui elle a voué un culte spécial.

Mais le particularisme des « nations » vient se fondre dans la vie commune de l'ensemble, et l'activité même des quatre procureurs dépasse souvent le cadre du groupe régional. Ils forment un collège, que complète le « recteur » (c'est-à-dire directeur). Sauf exception, ils ont charge de le choisir eux-mêmes, parmi les professeurs de la Faculté, comme président de tous ceux qui la composent ou, pour emprunter le langage de l'époque, de l'« université des artistes ». De même que celle des procureurs, son autorité est éphémère ; car son mandat — renouvelable, il est vrai, — n'excède jamais la durée d'un trimestre, et il arrive, à certains moments, qu'on le réduise à six semaines, voire à un mois. Mais, pendant qu'il est en charge, assisté des quatre procureurs, le recteur joue dans la Faculté un rôle analogue à celui de chaque procureur dans sa nation : il prend les dispositions nécessaires à la bonne marche de la Faculté, en administre la caisse, agit et parle au nom de tous. C'est lui qui convoque et préside le conseil des professeurs ; qui veille à l'exécution des mesures qui y sont arrêtées ; c'est lui aussi qui intervient en justice au nom de ses collègues ou qui, en cas de conflit, s'entremet pour faire respecter les droits et privilèges des maîtres et des étudiants ; c'est devant lui enfin que les aspirants aux grades et les nouveaux docteurs doivent jurer de se conformer aux statuts de la Faculté.

Le conseil de la Faculté est composé de tous les maîtres ès arts qui y donnent un enseignement normal, ceux qu'on appelle ^{p566} les maîtres « régents » (*regentes in actu*), c'est-à-dire les professeurs en exercice. Toutes les décisions d'ordre général leur sont obligatoirement soumises et ils doivent être convoqués au moins une fois par semaine ; ils établissent les règlements des examens, élaborent le statut des gradués, fixent les horaires.

La Faculté des arts forme donc déjà vers le milieu du XIII^e siècle tout un gouvernement bien agencé et qui se suffit à lui-même. Son chef, le recteur, fort du nombre considérable des maîtres et des étudiants au nom desquels il parle (une bonne centaine de maîtres et certainement beaucoup plus d'un millier d'étudiants ²⁶²), est devenu un personnage important dont l'autorité fait bien plus désormais que contre-balancer celle du chancelier capitulaire de Notre-Dame.

Les trois autres Facultés — Faculté de théologie, Faculté de médecine et Faculté de droit ou « de décrets » — étant infiniment moins peuplées et n'ayant chacune qu'un très petit nombre de professeurs (une trentaine en tout peut-être à elles trois) peuvent se contenter d'une organisation administrative réduite. Elles ne connaissent ni la division en « nations », ni rien d'équivalent aux procureurs. Elles constituent cependant, comme la Faculté des arts, des organismes complets. Dans chacune d'elles, le pouvoir législatif est exercé par le conseil des maîtres « régents » que, sous le nom de doyen, préside le plus ancien d'entre eux. Le doyen exerce en outre le pouvoir exécutif et, de ce point de vue, joue dans sa Faculté à peu près le même rôle que le recteur dans celle des arts.

Ainsi chaque Faculté possède pour sa vie propre un système gouvernemental qui la libère, dans une large mesure, de l'ingérence des pouvoirs ecclésiastiques ou civils. Mais, pour la défense des intérêts communs à l'ensemble du corps universitaire, il manque un rouage central. La lutte contre les Mendiants et la papauté en hâte la formation. Au cours des incidents dramatiques qui se déroulent alors,

²⁶² Nous manquons de données numériques pour le milieu du XIII^e siècle. Nous savons seulement qu'en 1284 le total des professeurs de la Faculté des arts s'élevait à cent vingt, ce qui suppose, avec le système d'enseignement du temps, où chaque maître assurait par lui-même la totalité de l'enseignement à ses auditeurs, un nombre d'étudiants dépassant largement mille.

pour répondre aux attaques incessantes de leurs ennemis, aviser rapidement aux meilleurs moyens de les conjurer, recueillir les fonds nécessaires, intervenir auprès des autorités, les maîtres des diverses Facultés devront-ils à tout moment se réunir en assemblée plénière et, dans ^{p567} la fièvre d'une discussion souvent confuse, improviser chaque fois des solutions hâtives ? Qui présidera ces assemblées ? Qui, en cas de besoin, sera ensuite le porte-parole de toute l'« Université » ? Qui sera chargé d'exécuter les décisions prises ? Le recteur de la Faculté des arts se trouve tout désigné pour ce rôle, puisque, à lui seul, il représente plus des trois quarts des professeurs, sans doute même plus des trois quarts de la population scolaire de l'Université.

Lui seul, du reste, à raison du grand nombre d'affaires qu'il doit régler pour sa Faculté, dispose d'un personnel administratif suffisant pour pouvoir, sans moyens nouveaux, expédier les affaires communes, assurer la rédaction des actes, lettres et circulaires qu'elles nécessitent, gérer une caisse collective ; il a sous ses ordres, en la personne des quatre huissiers ou « bedeaux » que chaque nation désigne pour les besoins de la Faculté des arts, les quelques agents de service qui peuvent être utiles pour les courses urgentes, les notifications, les convocations. Aussi lui confie-t-on le soin de réunir l'assemblée plénière, ce qui lui en vaut naturellement la présidence. Lorsqu'en 1253 la décision est prise d'exclure de l'« Université » et d'excommunier Mineurs et Prêcheurs, c'est lui qui reçoit mandat de promulguer la sentence dans tous les locaux scolaires, et, les bedeaux de la Faculté des arts qu'il en a chargés ayant été jetés à la porte de l'école de théologie des Dominicains avant d'avoir pu faire leur lecture, c'est lui encore qui, en personne, se transporte dans cette école — laquelle ne relève pourtant que de la Faculté de théologie — pour tâcher, en compagnie de trois de ses collègues de la Faculté des arts (peut-être trois des procureurs), de procéder lui-même à la publication de la sentence.

Aussi l'habitude se prend-elle peu à peu de le considérer comme le représentant de l'Université tout entière. Au mois de février 1254, dans le manifeste retentissant qu'ils adressent alors aux membres du clergé pour les prendre à témoin de leur bon droit, les maîtres séculiers des quatre Facultés et leurs étudiants n'hésitent pas à le qualifier de « recteur de leur Université », lançant ainsi dans la circulation un titre que dès mars 1259 le pape lui-même emploie au

cours d'une lettre officielle où il met le recteur personnellement en cause à raison d'une dette contractée trente ans auparavant par l'association générale des maîtres parisiens.

On devait aller plus loin. Dans les vingt ou vingt-cinq ans qui suivent, on assiste à l'extension graduelle, mais continue, des ^{p568} pouvoirs du recteur, qui finissent par empiéter même sur les dernières prérogatives du chancelier capitulaire et de l'évêque. En 1286, on l'accusera formellement d'avoir depuis quelques années et à leur détriment pris l'habitude de citer devant lui et de juger les étudiants de l'Université pour des affaires dont il n'avait pas à connaître, ce qui prouve qu'à cette date il avait réussi à se constituer une juridiction qui achevait de lui donner dans l'Université une situation hors de pair. Il était dès lors devenu réellement le chef (*caput*), comme l'écrivait en 1284 un maître ès arts dans un long factum rédigé en réponse aux plaintes du chancelier — « un chef au-dessus duquel l'Université », disait-il au pape, « ne reconnaissait que Sa Sainteté elle-même ».

[*Table des matières*](#)

III. — L'autonomie universitaire à Oxford ²⁶³.

Dans les autres grandes Universités d'Occident, l'indépendance apparaît souvent plus marquée encore, parce que, en général, les conditions politiques ou géographiques leur permettent d'éluder plus aisément le contrôle pontifical.

Il en est ainsi à Oxford, la première en date des Universités d'Angleterre. Son émancipation est facilitée par son éloignement de tout centre ecclésiastique. Le chef-lieu du diocèse, Lincoln, est à deux cents kilomètres : c'est pour l'évêque l'impossibilité d'exercer une surveillance véritable. Il délègue ses pouvoirs à un représentant, qu'on appelle « chancelier » par analogie avec le chancelier capitulaire de Paris ; mais, sans contact avec son supérieur direct, le chancelier d'Oxford n'a d'autorité qu'à la condition de ne pas heurter de front l'Université. Au reste, dès la première moitié du XIII^e siècle, l'évêque prend la précaution de le choisir parmi les professeurs eux-mêmes. Robert Grossetête, qui fut chancelier de 1224 à 1235, enseignait à la

²⁶³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

Faculté de théologie, et ce fut le cas de tous ses successeurs. En fait, on voit après 1250, sinon avant, le chancelier d'Oxford entrer si bien dans les vues de ses administrés qu'on en arrive à se ^{p569} demander s'il n'est pas autant leur représentant que celui de l'évêque, et le XIII^e siècle ne sera pas révolu qu'il aura entièrement cessé d'être un officier épiscopal, pour n'être plus qu'un chef élu tous les deux ans en assemblée plénière par ses collègues, « régents » et « non-régents », c'est-à-dire en exercice ou non, dont l'évêque se bornera désormais à entériner le choix par une lettre d'investiture.

Mais, à la différence de ce qui se passa sur les bords de la Seine, l'éviction progressive de l'évêque ne fut à Oxford d'aucun profit pour le Saint-Siège. L'Université anglaise, n'ayant pas eu besoin de l'appui des papes pour s'affranchir de l'autorité diocésaine, ne fut pas aussi exposée que celle de Paris à leurs empiètements, et elle put même sans encombre ouvrir toutes grandes ses portes aux religieux des ordres mendiants qui, à Paris, déchaînèrent tant de tempêtes. Patronnés au début par maître Robert Grossetête en personne, dont les premiers d'entre eux avaient été les élèves, les docteurs franciscains, de bonne heure gloire de l'école d'Oxford, ne cessèrent durant le XIII^e siècle d'y vivre en parfaite entente avec leurs collègues séculiers. Ainsi furent épargnés au corps universitaire anglais les secousses et les déchirements qui si longtemps mirent le corps universitaire parisien à si rude épreuve ; ainsi également, de l'autre côté du Déroit, séculiers et réguliers purent, d'un commun accord, se donner un gouvernement autonome sans user leurs forces en des luttes stériles.

Tel qu'il apparaît peu après 1250, ce gouvernement rappelle à beaucoup d'égards, mais en plus simple, celui de l'Université parisienne. On retrouve à Oxford la même division en Facultés qu'à Paris ; mais leur réunion forme un bloc homogène, grâce sans doute à ce fait que le chancelier, qui appartient traditionnellement à la Faculté de théologie, est devenu par étapes successives le chef indiscuté de l'ensemble. Ce qui n'empêche pas les « artistes » de représenter, comme à Paris, la fraction de beaucoup la plus nombreuse et la plus agissante. Comme à Paris aussi, les « artistes » se sont scindés en « nations » — des nations qui ne comprennent guère que des étudiants ou des maîtres originaires de Grande-Bretagne, d'Écosse ou d'Irlande, car Oxford n'attire pas encore la jeunesse du continent. On distingue, au milieu du XIII^e siècle, la « nation » des Septentrionaux (*Boréales*) et

celle des Méridionaux (*Australes*). Chacune, selon la règle parisienne, a son « procureur », élu annuellement et choisi parmi les professeurs de la Faculté des arts. Ces deux procureurs — dont l'élection ^{p570} continuera à se faire à raison d'un pour les Septentrionaux et d'un pour les Méridionaux, même après qu'en 1274 le principe de la division en deux nations aura été aboli — forment avec le chancelier un triumvirat chargé de toute l'administration universitaire. Le chancelier en est le président. Il délivre la licence d'enseigner, représente ses collègues au dehors, édicte les règlements utiles à la bonne marche de la vie scolaire et juge les affaires où sont impliqués les étudiants ; mais les procureurs, à qui est confié notamment le soin d'assurer l'application des règlements que promulgue le chancelier, le surveillent en même temps qu'ils l'aident et peuvent, au besoin, le dénoncer à l'assemblée plénière des « régents » et « non-régents ».

Celle-ci constitue le pouvoir délibérant suprême. On ne la réunit que dans les grandes occasions. Les affaires courantes sont du ressort de l'assemblée restreinte, où ne siègent que les « régents » ; et, comme les « artistes » y forment la majorité, l'assemblée restreinte elle-même n'est guère, dans la pratique, saisie d'une proposition que dans la mesure où la Faculté des arts l'a préalablement approuvée. Les « artistes » gardent donc, à Oxford comme à Paris, la haute main sur l'Université, tout en reconnaissant pour chef un des maîtres de la Faculté de théologie. Mais cette particularité même a plutôt pour effet de renforcer la cohésion du corps universitaire en empêchant les Facultés de s'isoler et de vivre chacune de sa vie propre. Elles n'en sont que mieux armées pour résister aux entreprises de tous ceux — pouvoir civil ou pouvoir ecclésiastique — qui essaieraient de s'immiscer dans leurs affaires.

[*Table des matières*](#)

IV. — L'autonomie universitaire à Bologne ²⁶⁴.

A Bologne, c'est presque l'indépendance totale. De la tentative faite en 1219 par le pape Honorius III pour imposer aux maîtres de cette ville le contrôle de l'autorité ecclésiastique, le seul résultat durable a été l'obligation pour les nouveaux docteurs de demander à

²⁶⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

l'archidiacre de la ville la licence d'enseigner ; ^{p571} mais ce n'est qu'une formalité, et les maîtres continuent à être seuls juges des titres des candidats.

La papauté, au surplus, semble se désintéresser du cas de Bologne, parce que la théologie n'y fait l'objet d'aucun enseignement en dehors des écoles conventuelles (de celles des Mendians surtout), non accessibles à la masse, et que tout l'effort s'y concentre sur l'étude du droit, au détriment même des arts libéraux et de la philosophie. Aussi les choses se passent-elles comme si l'Église renonçait à intervenir. Et c'est peut-être la raison principale de la tournure très particulière qu'y prennent les événements.

Car on chercherait en vain à Bologne rien qui rappelle l'organisation parisienne ou l'organisation anglaise. D'« Université », au sens que ce mot a pris désormais dans les autres pays d'Occident, il n'est même pas question. Ni les maîtres ni les étudiants des diverses disciplines n'ont éprouvé le besoin de se liguier et de former une corporation unique. Pour autant que les documents très clairsemés dont nous disposons nous permettent de l'entrevoir, les maîtres n'ont que peu d'occasions de se rapprocher les uns des autres, et les étudiants en droit constituent le seul pouvoir organisé et agissant. Nombreux, ayant dépassé en général le stade de la prime jeunesse, venus souvent de loin et soucieux de n'être pas exploités, prêts du reste à aller ailleurs au cas où ils n'auraient pas satisfaction, les étudiants bolonais ont été amenés à se grouper en une quinzaine d'associations « nationales », qui se sont elles-mêmes réparties en deux fédérations, auxquelles, à Bologne, le nom d'« universités » a été réservé : celle des Cismontains et celle des Ultramontains.

Selon la règle des associations professionnelles, chacune de ces fédérations s'est donné un président ou « recteur », élu pour deux ans, et dont, peu après le milieu du XIII^e siècle, l'autorité apparaît déjà très forte, si forte qu'elle commence à s'imposer au corps enseignant lui-même. Car on en arrive dès ce moment à cette situation paradoxale : des professeurs qui, faute d'organisation et d'entente, sont obligés de subir la loi que leur dictent les élèves dont ils tiennent leurs salaires, qui sont obligés de jurer respect aux statuts des associations d'étudiants entre les mains des deux recteurs qu'elles se sont donnés

et de soumettre à l'approbation de ces derniers horaires et programmes.

Avec un pareil système, il ne reste guère de place pour une intervention pontificale. Et comme la plupart des centres scolaires ^{p572} de la plaine du Pô, tels que Padoue, Modène, Vicence, se sont organisés, ou à peu près, sur le modèle de Bologne, il est manifeste qu'en Italie même la papauté n'a que médiocrement réalisé son dessein de prendre en mains le contrôle de tout le haut enseignement.

[*Table des matières*](#)

V. — La tentative de saint Thomas d'Aquin ²⁶⁵.

Étant donné l'esprit d'indépendance qui régnait dans les grandes Universités, et surtout à Paris, on ne pouvait nourrir beaucoup d'illusions sur les chances qui subsistaient de voir triompher cette doctrine uniforme dont la papauté avait cru l'élaboration possible.

C'est alors cependant que la tentative hardie faite dans son enseignement parisien par Albert le Grand pour adapter, selon les vœux du Saint-Siège, Aristote aux besoins de la foi chrétienne aboutit, chez Albert lui-même, après un séjour en Allemagne (1248), à la rédaction d'une vaste encyclopédie mi-philosophique ^{p573} mi-théologique, où le péripatétisme est raccordé au christianisme ; elle aboutit surtout chez Thomas d'Aquin — d'Aquino, en Campanie, — son plus illustre disciple, à l'élaboration d'un système propre, dans l'esprit de son auteur, non plus seulement à raccorder le savoir antique au dogme, mais à l'y intégrer, en faisant de leur accord, comme on l'a dit justement ²⁶⁶, « la conséquence nécessaire des exigences de la raison ».

Quelque gloire qu'ait value de son vivant à l'auteur et à l'ordre dominicain tout entier l'Encyclopédie d'Albert le Grand, à cause de la masse prodigieuse de notions nouvelles qu'elle rendait d'emblée accessibles et en apparence inoffensives, l'œuvre robuste de son disciple, bâtie avec les mêmes matériaux, logiquement agencés, a

²⁶⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

²⁶⁶ É. Gilson, *Le thomisme. Introduction au système de saint Thomas d'Aquin*, 2^e édit. (1923), p. 35.

exercé sur les esprits de son temps une influence autrement profonde et durable. Appartenant lui aussi à ce grand ordre des Frères Prêcheurs qui représentait alors le mieux la pensée pontificale, Thomas, avec une audace froide et sûre d'elle-même, a posé en principe que, bien loin de mettre en péril les vérités de la foi, la science et la philosophie aristotéliennes, dont tant de ses contemporains s'effrayaient, leur apportaient, au contraire, le soutien le plus ferme et, inversement, que seule une pensée inondée de foi chrétienne pouvait, en suivant les voies d'Aristote, parvenir à une pleine et totale intelligence du monde sensible.

Véritable gageure aux yeux de quiconque prend le système du païen Aristote en lui-même et le compare du dehors aux dogmes chrétiens. Aussi les philosophes ou les savants modernes qui ont souligné les antinomies des deux doctrines sont-ils nombreux. Mais saint Thomas, à qui ces contradictions n'échappaient pas, les tenait pour illusoirs. Sur le fond des choses, déclare-t-il, il n'y a aucun désaccord ; seuls les points de vue diffèrent :

« La philosophie humaine considère les créatures en tant qu'elles sont telles ou telles, et c'est pourquoi elle est elle-même divisée en diverses parties correspondant aux divers genres des choses. La foi chrétienne, au contraire, ne les considère pas en tant que telles ou telles. Elle ne considère pas, par exemple, le feu en tant que feu, mais en tant qu'il représente la hauteur divine et s'ordonne en quelque manière à Dieu lui-même... Le philosophe considère dans les créatures ce qui les caractérise selon leur nature propre, par ^{p574} exemple pour le feu, le fait qu'il tend à s'élever ; tandis que le croyant ne considère en elles que ce qui les caractérise par rapport à Dieu, par exemple le fait qu'elles ont été créées par Dieu et qu'elles sont soumises à Dieu... Le philosophe argumente en partant des causes particulières des choses ; le croyant en partant de la cause première ²⁶⁷. »

Ce sont deux attitudes différentes, mais nullement exclusives l'une de l'autre :

« Comme l'astrologue et le physicien aboutissent à cette même conclusion que la terre est ronde, l'astrologue en recourant aux mathématiques, c'est-à-dire en faisant abstraction de la matière, et le physicien par des considérations tirées de l'examen de la matière, pareillement rien n'empêche que, des mêmes faits dont les disciplines philosophiques traitent selon qu'elles sont connaissables à la lumière de la

²⁶⁷ Saint Thomas, *Somme contre les gentils*, II, 4.

raison naturelle, une autre science traite aussi selon qu'elles sont connues à la lumière de la divine révélation²⁶⁸. »

Aussi, en considérant les faits tour à tour sous l'angle humain et sous l'angle divin, saint Thomas prétend-il reconstruire un système du monde qui, tout en aboutissant par sa logique interne à la vérité selon le dogme, soit, pour tout ce qui concerne les phénomènes sensibles, conforme à la vérité selon le savoir antique.

Ce programme, qu'il avait dégagé et mûri peu à peu au cours de l'enseignement dont il avait été chargé à la Faculté de théologie de Paris²⁶⁹ depuis 1252, répondait trop parfaitement aux intentions du Souverain Pontife pour ne pas exciter à Rome un vif intérêt. Rappelé durant l'été 1259 dans cette Italie où il était né, mais qu'il avait quittée dès 1244 ou 1245, à moins de vingt ans, pour l'Allemagne, puis la France, saint Thomas consacra dix années entières (1259-1269), soit à la cour pontificale, soit au couvent dominicain de Rome, à rédiger la plupart de ses commentaires d'Aristote et quelques-uns de ses traités les plus célèbres, notamment la *Somme contre les gentils*. En même temps il entamait la composition de la grande *Somme théologique*, qui p575 devait, dans sa pensée, marquer le couronnement de son œuvre. Il ne lui fut pas donné de l'achever. Invité par ses supérieurs à remonter dans sa chaire, à l'Université de Paris, il dut, trois années durant (1269-1272), réserver tant à l'enseignement même qu'à la défense de ses doctrines, voire à la défense de son ordre, de nouveau violemment attaqué par les séculiers, une large part de son temps ; et quand il rentra en Italie, ce fut pour y mourir soudain, à cinquante ans, terrassé de fatigue (7 mars 1274), sans avoir trouvé le loisir, au milieu des occupations accablantes qui l'assiégeaient, et malgré une puissance de travail peu commune, de pousser la rédaction de sa *Somme théologique* jusqu'à sa conclusion dernière. L'œuvre néanmoins se dresse, imposante, robuste, et plus vivante que jamais, puisque, après une éclipse, elle est redevenue, de par la volonté pontificale, le guide des théologiens dans l'Église catholique tout entière.

Malgré son étendue (six gros volumes environ dans les éditions courantes), cette *Somme* n'est — la déclaration en est faite dès les

²⁶⁸ Saint Thomas, *Somme théologique*, 1^{re} partie, question I, article 1.

²⁶⁹ D'abord comme simple bachelier, de 1252 à 1256, puis comme professeur à partir de 1257.

premières lignes — qu'un livre à l'usage des débutants. L'allure en est didactique et scolaire. L'exposé se présente sous forme d'une série continue de « questions » ou problèmes, décomposés chaque fois en un certain nombre d'éléments ou « articles », à l'intérieur desquels sont énoncées méthodiquement des thèses auxquelles s'opposent des objections, que l'auteur rétorque une à une pour aboutir régulièrement à une brève conclusion. Le ton est simple, dépouillé de tout souci littéraire. Mais cette simplicité voulue n'exclut pas la profondeur. Saint Thomas a beau rappeler que la théologie, science du « divin », travaille sur les données de la révélation et non sur celles de la raison ; il a beau dire qu'elle n'a rien à voir avec la théodicée des philosophes ; fidèle au programme qu'il s'est tracé une fois pour toutes, il ne cesse, d'un bout à l'autre de son livre, de souligner l'accord des textes sacrés et de la doctrine d'Aristote ou de rendre compte par une explication nouvelle des affirmations en apparence contradictoires relevées avant lui dans les textes aristotéliens, qu'un de ses confrères dominicains, frère Guillaume de Moerbeke, a contrôlés à son intention sur les originaux grecs.

De cette confrontation incessante se dégage à la longue tout un système philosophique, aristotélien dans son essence, quoique présenté selon l'ordre théologique et en fonction des textes sacrés. Or ce système, que saint Thomas a eu l'occasion de préciser lui-même quand, dans sa *Somme contre les gentils*,^{p576} il s'est donné pour tâche d'exposer suivant les voies de la « raison naturelle », à l'usage des mécréants, musulmans et païens, les vérités humaines qui conduisent l'esprit vers les vérités célestes, n'a pas seulement retenu l'attention des contemporains par son ordonnance merveilleuse ; il les a davantage encore frappés par la parfaite concordance qu'à première vue il semblait établir entre les textes des livres saints et les conclusions d'une science, à laquelle la plupart se fussent depuis longtemps ralliés s'ils n'y avaient aperçu un péril grave pour leur âme. D'un bel élan, saint Thomas avait supprimé l'obstacle, prouvé que de l'inconnaissable au connaissable, du dogme à la science, le passage était possible et nécessaire ; il avait réconcilié la théologie et la philosophie, sans les abaisser jamais l'une devant l'autre ; il en avait fait deux collaboratrices, ayant chacune son rôle, mais concourant toutes deux au même but : le triomphe de la foi.

[*Table des matières*](#)

VI. — La crise de l'averroïsme ²⁷⁰.

Mais il fallait la lucidité et la sûreté d'un saint Thomas pour réussir à ne pas dévier de la droite ligne qu'il avait tracée et, ^{p577} comme l'a dit un de ses plus récents commentateurs ²⁷¹, pour « se mouvoir sur l'arête étroite » où christianisme et aristotélisme finissent par se rejoindre. Sans doute s'était-on en haut lieu bercé du vain espoir que la doctrine thomiste pourrait être acceptée telle quelle, sans y rien ajouter, comme sans en rien retrancher, et que l'autorité du philosophe chrétien s'imposerait assez pour couper court à toute nouvelle tentative d'interprétation divergente des œuvres péripatéticiennes. Or comment supposer qu'une fois admise officiellement la valeur des traités d'Aristote, théologiens, philosophes ou savants se résigneraient à n'en discuter le contenu désormais que selon les vues de son dernier disciple ?

Le fait est qu'à peine ébauchées sous forme orale, les thèses de saint Thomas étaient déjà dépassées par un groupe de commentateurs qui se réclamaient d'un des plus vigoureux peut-être, mais aussi d'un des plus dangereux interprètes de la pensée d'Aristote, le philosophe arabe Ibn Rušd, dont les Occidentaux déformèrent le nom en Averroès. Aux yeux de ce dernier, Aristote n'a pu se tromper, puisqu'« il a été créé, déclare-t-il, par la divine Providence et donné par elle aux hommes, afin qu'ils sussent tout ce qui peut être su » ; aussi, quand il semble contredire les vérités de la foi (en l'espèce, celles qui découlent du Coran), c'est que celles-ci sont comprises inexactement ou tout au moins d'une façon trop littérale. On peut donc aborder la lecture d'Aristote et le commenter sans avoir à se soucier de son accord ou de son désaccord apparent avec le dogme, et c'est pourquoi Averroès, ne reculant devant aucune des conséquences logiques du système péripatéticien, adopte, entre autres, la thèse de l'éternité du monde — peu compatible pourtant, à première vue, avec

²⁷⁰ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

²⁷¹ É. Gilson, *Le thomisme*, 2^e éd., p. 21.

celle de sa création — et celle de l'existence d'une intelligence unique, génératrice de pensée en chaque individu, quoique commune à toute l'espèce humaine, ce qui paraît peu compatible avec l'idée d'une âme individuelle et d'une immortalité personnelle. Qu'importe, si l'on a posé en principe, comme le fait Averroès, que « la doctrine d'Aristote est la souveraine vérité » ? ^{p578}

A la Faculté des arts de Paris, où, comme on l'a vu, la papauté avait dû lever la prohibition de « lire » les œuvres du philosophe de Stagire, les maîtres chargés de cette tâche étaient d'autant plus tentés d'adopter l'attitude très libre d'Averroès que, se voyant interdire, de par les règlements, toute intrusion dans le domaine de la théologie, ils pouvaient se croire libérés du souci de veiller à une exacte concordance des deux disciplines. Or les commentaires d'Averroès, à les prendre en eux-mêmes, offraient l'immense avantage de suivre le texte d'Aristote, dans son esprit et dans sa lettre, de beaucoup plus près que tous les autres. Averroès était « le Commentateur » par excellence, et comme il avait pratiqué une méthode de commentaires gradués — qu'on distingue d'habitude en « petits », « moyens » et « grands » — ses livres étaient spécialement bien adaptés aux besoins de l'enseignement. D'où l'excellent accueil qui fut réservé par certains séculiers de Paris aux premières traductions latines complètes ou presque complètes qui commencèrent à s'en répandre en Occident au moment même où le « nouvel Aristote » reçut enfin droit d'entrée officiel à la Faculté des arts (1255).

Albert le Grand, dans son traité *De l'unité de l'intellect en réponse à Averroès*, eut beau, à la demande du pape Alexandre IV, essayer dès 1256, de barrer la route à cet aristotélisme intégral qui risquait de compromettre Aristote avec lui, l'« averroïsme », comme on l'appela, fit à Paris d'assez rapides progrès pour que saint Thomas, vers 1270, s'en émût, lui aussi, et écrivît à son tour un traité *De l'unité de l'intellect*, non plus contre Averroès, mais contre les nouveaux adeptes de ses méthodes et de sa doctrine.

Ce fut le signal d'une longue et parfois violente polémique, où se distingua le chef des « averroïstes » parisiens, maître Siger de Brabant. Sa position était, au début du moins, d'une netteté absolue : en disciple respectueux du commentateur arabe, Siger, tout en affirmant d'abord que les vérités de la foi sont et doivent demeurer

hors de cause, reculait aussi peu que son modèle devant les conséquences de ses raisonnements, quelque audacieuses qu'elles fussent, car il allait, semble-t-il, jusqu'à nier que Dieu pût être la cause efficiente des choses ; il affirmait l'éternité du monde, le retour éternel des mêmes cycles de faits ; il croyait enfin, comme Averroès, à l'unicité de l'intellect humain. Condamné une première fois par l'évêque de Paris Étienne Tempier, le 10 décembre 1270, l'averroïsme, non seulement survécut à la sentence épiscopale, mais, malgré l'hostilité déclarée ^{p579} de saint Thomas, compromit du même coup le thomisme en réveillant ou surexcitant la méfiance que, dans plus d'un milieu, l'on continuait à éprouver pour les œuvres d'Aristote. Les critiques de Siger — encore que, plus prudent que ses adeptes, il ait, pour sa part, jeté peu à peu du lest — ne furent pas, au surplus, sans ébranler directement quelques-unes des thèses essentielles du thomisme et obligèrent les disciples de saint Thomas à passer à la défensive.

Dès lors, la place était de nouveau libre pour les représentants de la vieille école, hostiles par système à toute cette science et cette philosophie nouvelles qui, depuis un demi-siècle, tendaient à submerger la pensée chrétienne. L'attitude adoptée par le ministre général de l'ordre des Frères Mineurs, saint Bonaventure, est encore très réservée : ancien collègue de saint Thomas à la Faculté de théologie de Paris, il se sépare de lui nettement par les doctrines qu'il expose, mais évite avec soin une discussion directe. Cependant si, parmi ses contemporains, il ne s'en prend, semble-t-il, qu'aux seuls averroïstes, il ne ménage pas ses critiques aux théories d'Aristote, telles surtout qu'elles ont été formulées par Averroès, et, fidèle à la tradition de saint Augustin, subordonne toute philosophie à un système de notions surnaturelles qui, illuminant l'esprit humain, le conduisent à la connaissance de l'Être divin et à son union avec lui.

C'est la position à laquelle se tient toute l'école franciscaine ; et, du vivant même de saint Bonaventure, plusieurs de ses disciples — entre autres le franciscain anglais Jean de Pecham ²⁷² — englobent déjà publiquement les thèses de saint Thomas dans leur réprobation. A partir de l'année 1274, qui vit disparaître à peu de mois d'intervalle et

²⁷² Qu'il vaudrait mieux appeler Jean de Patcham, nom du petit village du Sussex d'où il était originaire.

saint Thomas et saint Bonaventure, le thomisme ne fut guère plus ménagé que l'averroïsme. Tous les tenants de l'augustinisme traditionnel se trouvèrent d'accord pour attaquer de front l'aristotélisme, sous quelque forme que ce fût, et obtinrent, au début de 1277, presque simultanément de l'évêque de Paris Étienne Tempier et de l'archevêque de Canterbury Robert Kilwardby — un dominicain pourtant — une double sentence, plus catégorique que celle de 1270, qui tendait à rendre désormais impossible l'enseignement des doctrines de saint Thomas, comme de celles d'Averroès, tant à l'Université de Paris qu'à celle d'Oxford. ^{p580}

Promulguée le jour anniversaire de la mort de saint Thomas (7 mars), la sentence d'Étienne Tempier, qui visait deux cent dix-neuf propositions aristotéliennes, était un coup droit porté à l'œuvre de conciliation tentée par Albert le Grand et saint Thomas, selon les vœux du Saint-Siège, entre la Bible et Aristote, c'est-à-dire entre le dogme et la science, et on en eut si bien le sentiment à Rome qu'ordre fut aussitôt expédié du Latran à l'évêque de Paris de surseoir, jusqu'à plus ample informé, à toute nouvelle procédure.

Mais l'effet était produit, et l'acharnement avec lequel, dans les années qui suivent, allait se prolonger la discussion entre thomistes et antithomistes, indique assez que le programme d'unification doctrinale conçu par les papes dans la première moitié du XIII^e siècle était loin d'être réalisé. Sans doute le thomisme — avec ou sans les nombreux « correctoires » que certains allaient proposer d'y joindre pour en atténuer le venin — était appelé à fournir au cours des siècles une belle carrière ; mais l'averroïsme aussi devait connaître une longue survie et entretenir chez les docteurs de l'Église une méfiance invincible contre toutes les théories aristotéliennes, qu'elles quelles fussent. Et comme, aux yeux de beaucoup, l'encyclopédie du Stagirite passait pour le dernier mot du savoir humain, on pouvait se demander avec angoisse s'il ne faudrait pas opter entre cette « philosophie » et la théologie, ou plutôt, puisque la Vérité révélée était hors de cause, s'il ne faudrait pas en venir à proclamer la faillite de la Science.

[*Table des matières*](#)

**VII. — Le point de vue de la science positive :
l'école franciscaine d'Oxford et le manifeste
de Roger Bacon ²⁷³.**

Mais ne pouvait-on concevoir une science autre que la science péripatéticienne ? Si rigoureusement déduit qu'il fût, le système ^{p581} d'Aristote ne se heurtait pas qu'à des difficultés d'ordre théologique : il était souvent en désaccord avec les faits, et l'insuffisance des théories cosmologiques qui y étaient incluses avait été signalée depuis longtemps. Les adeptes de l'aristotélisme s'en tiraient d'ordinaire par des interprétations subtiles, sans oser aller jusqu'aux franches corrections qui eussent risqué d'entraîner l'écroulement d'un édifice aussi merveilleusement agencé. Mais si, au lieu de poser d'abord la nécessité d'un corps de doctrines scientifiques immuables et aussi intangibles que les dogmes mêmes, on admettait la perfectibilité de notre savoir et la vanité d'un effort préalable de systématisation, il redevenait possible de réserver aux sciences une place d'honneur parmi ^{p582} les disciplines humaines. Il suffisait de les aborder directement en elles-mêmes, sans vouloir à toutes forces les plier aux exigences d'un système philosophique, et, se plaçant en face des faits, les interprétant à la lumière de l'expérience — celle de la vie comme celle des Anciens, — de les décomposer en leurs éléments pour tenter d'en fournir dans chaque cas une explication rationnelle. La Vérité étant une, on n'avait pas à se soucier de la plus ou moins grande cohésion apparente de l'ensemble, toute science humaine ne pouvant mener qu'à la science suprême : la science divine, clé de toutes les autres.

Tel était depuis nombre d'années et comme d'instinct le point de vue des maîtres d'Oxford. Dès la première moitié du XIII^e siècle, Robert Grossetête y professait la nécessité de ce retour à l'expérience directe et, dans un étonnant traité sur la propagation de la lumière, cherchait, par une intuition de génie, à ramener la physique aux lois

²⁷³ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

mathématiques auxquelles obéissent les mouvements des corps dans l'espace. Cette attitude de vrai savant, qui se conciliait sans peine aucune avec les nécessités de la théologie orthodoxe, décida en Angleterre de l'orientation de l'école franciscaine. Formés aux leçons de Robert, les Frères Mineurs qui enseignèrent à Oxford depuis le milieu du XIII^e siècle ne cessèrent de prêcher, comme lui, la nécessité d'une science positive fondée sur l'expérience et l'éminente vertu des mathématiques pour l'explication des faits. S'engageant résolument dans cette voie féconde, ils eurent le rare mérite, à une époque où, à Paris, la discussion s'éternisait sur le vain problème de l'orthodoxie d'Aristote, d'oser, dans la sûreté de leur foi, rendre aux études scientifiques leur pleine indépendance et les libérer de l'esprit de système pour les ramener sur le terrain des réalités.

Et, comme il est rare qu'une révolution de cette envergure s'effectue dans le silence, un homme se rencontra au sein même de l'ordre franciscain pour s'en faire le propagandiste enthousiaste : nous avons nommé Roger Bacon, le plus connu, sinon le plus profondément original, des disciples de Robert Grossetête. Un séjour prolongé (de 1244 à 1250 ou 1252) à l'Université de Paris, après les années de formation à Oxford, avait eu sur l'orientation de son esprit encore jeune (il avait trente ans lors de son arrivée en France) une influence décisive. Nourri des doctrines de Robert Grossetête et de celui qui passait pour son fidèle continuateur, frère Adam *de Marisco*, habitué par conséquent au maniement des méthodes d'investigation que nous ^{p583} venons de définir, il avait été décontenancé par l'enseignement des maîtres de Paris, que ce fût le franciscain Alexandre de Hales, son compatriote, ou le dominicain Albert le Grand, alors dans tout l'éclat de sa gloire. Leur savoir, souvent sujet à caution, lui avait produit l'effet d'un savoir livresque, creux, inutile ; il avait été stupéfait du peu de place tenu dans l'enseignement parisien par cette étude positive des sciences à laquelle les maîtres d'Oxford l'avaient habitué à attacher tant de prix, et les disputes d'écoles, non moins que le dogmatisme intransigeant d'Albert le Grand, ne lui avaient inspiré que dédain et dégoût.

De retour à Oxford, il conçut le projet d'opposer aux « Sommes » parisiennes, aussi lourdes de poids que vides de science, une encyclopédie vraiment scientifique, qui rouvrirait enfin à l'intelligence humaine les voies du progrès. Grande œuvre, dont le

mauvais état de sa santé, peut-être aussi le manque de pondération de son esprit l'empêchèrent de venir à bout. Mais il ne cessa de mener une campagne véhémence en faveur des idées qu'il y comptait défendre et qu'il considérait volontiers comme siennes, encore qu'elles rappelaient de fort près, semble-t-il, celles de ses anciens maîtres et de plusieurs de ses contemporains. En 1265, l'avènement au trône pontifical, sous le nom de Clément IV, du canoniste languedocien Gui Foucoi, avec qui les circonstances l'avaient précédemment mis en rapport, lui fournit le moyen, depuis longtemps attendu, de se faire écouter en haut lieu. De 1266 à 1268, il expédia au nouveau pape plusieurs traités ou « ouvrages » préparatoires — le « grand » (*Opus majus*), le « petit » (*Opus minus*), le « troisième » (*Opus tertium*) — dans chacun desquels il entamait le procès des méthodes suivies jusqu'alors à l'Université de Paris et mettait en lumière les avantages de sa méthode libératrice.

Son *Opus majus*, auquel les deux autres n'apportent que quelques compléments, est de beaucoup le plus important. C'est une véritable manifeste, qui aide à mesurer d'un seul coup d'œil l'étendue et la variété du programme d'Oxford : à la base, une forte culture philologique, rendant possibles le contrôle des détestables traductions qui pullulent et le recours direct aux originaux grecs, hébreux, chaldéens des auteurs anciens ou aux textes arabes de leurs interprètes et continuateurs ; puis une connaissance approfondie des mathématiques, auxquelles, comme l'avait démontré Robert Grossetête, se ramènent la physique et, d'une façon générale, toutes les sciences de la nature ; une ^{p584} étude poussée des phénomènes physiques, en particulier de la perspective et de l'optique, qui sont susceptibles d'une application immédiate des lois mathématiques ; enfin l'apprentissage de l'expérimentation, la science « expérimentale » (mot nouveau, que Roger Bacon semble avoir le premier lancé dans la circulation) étant la seule qui permette de vérifier les lois que la déduction mathématique amène à formuler. Tel est, réduit à ses traits essentiels, le cycle d'études que Roger Bacon préconise pour arriver de proche en proche à l'établissement d'une science digne de ce nom, dont il tient au surplus à rappeler que la théologie reste le couronnement.

Programme grandiose, dont Roger Bacon a gâté quelque peu l'exposé en y mêlant, dans son exaltation d'apôtre méconnu, beaucoup d'idées contestables, parfois même puériles, et en adoptant,

quand il parle d'autrui, un ton de dénigrement sarcastique qui fatigue à la longue et dépasse le but. C'est ce qui le perdit : outrés des libertés de langage qu'il avait prises à l'endroit d'Albert le Grand et de saint Thomas, leurs gloires les plus pures, les Frères Prêcheurs obtinrent du ministre général de l'ordre franciscain, vers la fin de l'année 1277, des mesures sévères contre l'impétueux réformateur, dont ses confrères n'avaient généralement pas non plus eux-mêmes à se louer. Condamné à la prison, il y devait rester jusqu'en 1292, et son œuvre devait tomber pour plusieurs siècles dans l'oubli.

Mais la tradition d'Oxford ne se perdit pas. Elle devait, dans la première moitié du XIV^e siècle, aboutir à Guillaume d'Ockham, ce grand esprit en qui les derniers historiens de la science médiévale saluent un des initiateurs de la pensée moderne ; elle devait par là même contribuer puissamment, sinon à fonder cette science positive en laquelle Robert Grossetête et Roger Bacon avaient mis leurs espoirs, du moins à prouver que, dans la recherche de la vérité, l'aristotélisme, thomiste ou non, était loin d'être l'issue unique.

[*Table des matières*](#)

VIII. — Les hérésies ²⁷⁴.

Ce flottement de la pensée chez les théologiens apparaît d'autant plus inquiétant en cette fin du XIII^e siècle que la diffusion ^{p585} des connaissances entretient dans toutes les classes de la société, et au sein même des ordres religieux, un état de fermentation intellectuelle dangereux pour la rigidité de la foi. Parmi les anciennes hérésies, plusieurs restent vivaces, notamment celle des Vaudois et surtout celle des Albigeois — le catharisme — en dépit de la guerre acharnée, et généralement victorieuse, que les inquisiteurs pontificaux ne cessent de mener contre elle. Dans toute la région languedocienne, leurs tribunaux continuent de fonctionner sans répit ; mais, à mesure que s'accroît la dextérité de ceux qui les composent — des Dominicains en grande majorité, — l'hérésie se dissimule davantage et la rigueur même des peines prononcées aiguillonne ses adeptes, à qui elles valent l'auréole du martyre. Des provinces entières demeurent

²⁷⁴ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

contaminées en Espagne, en Italie, en Istrie, en Dalmatie, en Croatie, en Bosnie, en Serbie, en Bulgarie.

Les ordres religieux, même ceux qui tiennent de près à la papauté et qui devaient être ses porte-parole, lui donnent du souci, surtout celui des Frères Mineurs, qui, très hésitants sur la voie à suivre, côtoient constamment l'hérésie. Un grand nombre ^{p586} d'entre eux, leur ministre général Jean de Parme (1247-1257) tout le premier, se laissent séduire par les théories singulières d'un moine calabrais mort au début du siècle, Joachim de Flore, dont le quatrième concile de Latran avait pourtant condamné expressément les écrits. Un âge nouveau, à l'en croire, devait commencer pour le monde en 1260, l'« âge du Saint Esprit », succédant à l'« âge du Père » et à l'« âge du Fils » ; les âmes allaient être affranchies ; l'Esprit allait supplanter la « lettre » ; à l'Évangile écrit un « Évangile éternel » serait substitué ; l'ordre franciscain régénéré par les « Spirituels » en assurerait le règne. Ces beaux rêves avaient pris corps dans la première moitié du XIII^e siècle malgré la condamnation pontificale, et l'on commentait dans les couvents franciscains les œuvres authentiques ou apocryphes qui circulaient sous le nom de Joachim, devenu peu à peu une manière de prophète. En 1254, frère Gérard, de Borgo San Donnino, publia une *Introduction à l'Évangile éternel* qui déclencha dans l'Église un tel scandale que le pape dut sévir contre son auteur (1255) et inviter le ministre général à se démettre de ses fonctions (1257). Mais le mal était fait, et jusqu'au XIV^e siècle les doctrines des « Spirituels », sous des formes diverses, allaient créer des embarras constants à la papauté.

[*Table des matières*](#)

IX. — La littérature et l'art ²⁷⁵.

Autre symptôme d'une pensée en travail : dans la mesure où elle n'est pas imitation pure, simple prolongement des traditions de l'âge précédent — comme c'est souvent le cas en France ^{p587} et davantage hors de France — la littérature se laisse envahir par des préoccupations nouvelles, qui lui font perdre peu à peu quelque chose

²⁷⁵ [OUVRAGES À CONSULTER.](#)

de son charme et de sa grâce, mais nous valent des œuvres plus proches du réel et d'une veine moins aristocratique.

En France, depuis Philippe Auguste, l'évolution est aisément perceptible : du roman courtois, qui nous plonge en pleine Action, elle mène au roman d'aventures, où revit la société du temps ; du *Roman de la rose* de Guillaume de Lorris, tout imprégné encore de casuistique courtoise, elle mène un demi-siècle après (vers 1280) au poème de Jean de Meung qui, procédant d'un esprit positif et moralisateur, en constitue plutôt la contrepartie que le prolongement ; on en suit la courbe à travers les transformations et continuations successives de cet extraordinaire *Roman de Renard* qui, dès les environs de 1250, nous transporte en pleine satire, avec le récit du *Couronnement de Renard*. Chez les lyriques eux-mêmes, en pays de langue d'oïl, la fantaisie ailée cède insensiblement le pas au matérialisme plaisant d'un Colin Muset ou à la verve satirique d'un Rutebeuf. Au théâtre, Adam de la Halle — qui d'ailleurs sait montrer beaucoup de grâce et de fraîcheur dans son *Jeu de Robin et de Marion* — transpose avec un entrain endiablé les scènes de la vie bourgeoise, telles qu'elles se déroulaient en sa bonne ville d'Arras sous saint Louis et son fils.

La forme poétique n'apparaît plus aussi nécessaire que par le passé, même pour les œuvres de pure imagination : avant 1225, le roman de *Lancelot* ouvre la longue série des romans de chevalerie en prose. Et déjà se multiplient les livres où cette même prose, souple et précise, apporte à un cercle sans cesse élargi de lecteurs conseils moraux, préceptes religieux, enseignements scientifiques ou prétendus tels, comme dans ce fameux *Trésor* de Brunet Latin, écrit entre 1260 et 1266, et qui connut longtemps une si extraordinaire fortune.

Cependant l'art s'émancipe. La hardiesse croissante des architectes, à qui la maîtrise de leur métier donne le moyen d'ajouter sans cesse davantage leurs édifices et d'y multiplier les saillies où se jouent l'ombre et la lumière, ouvre aux décorateurs de toute espèce — sculpteurs, peintres, maîtres-verriers, — un champ presque indéfini où exercer leur talent et donner libre cours à leur génie inventif. Dans le royaume de France surtout qui, en matière d'art, donne alors le ton à l'Europe entière et même aux pays de l'Orient méditerranéen, le temps est passé ^{p588} du style majestueux, mais souvent raide et froid,

auquel se tenaient les sculpteurs de l'époque romane. On peut regretter la sobriété, la pureté de lignes, qui caractérisaient les édifices de naguère ; mais, dans ces cathédrales nouvelles, extérieurement parées comme des châsses, et toutes peuplées de statues et de hauts-reliefs, l'art se fait plus expressif et cherche à se rapprocher de la réalité. Les saints, les anges, la Vierge elle-même s'humanisent : le saint Théodore de Chartres, dans sa longue et souple « cotte à armer », avec son beau visage juvénile encadré de cheveux ondulés, ressemble à s'y méprendre aux chevaliers de France qui suivirent le pieux roi saint Louis sous Tunis ; la Vierge qui, à la « porte dorée » de la cathédrale d'Amiens, sourit amoureusement au divin enfant, a l'allure et la grâce exquise d'une grande dame du XIII^e siècle ; et quelle scène étonnante de vie, de précision réaliste jusque dans le détail du costume, que ce défilé des élus qui, au portail central de la cathédrale de Léon, font, avec un calme joyeux et tout en devisant, leur entrée au Paradis !

Nul ne perd de vue, certes, que les images sculptées aux portails ou aux façades des églises doivent dès l'abord élever les âmes vers Dieu, et, dans l'élaboration de leur programme décoratif, les artistes ne manquent pas de s'inspirer, comme leurs prédécesseurs, des livres saints, sans en excepter les apocryphes, des légendaires et, parmi les encyclopédies du savoir divin et humain, de celles auxquelles ils ont le plus commodément accès, comme les fameux « Miroirs » du dominicain Vincent de Beauvais : « Miroir de la nature » (*Speculum naturale*), « Miroir doctrinal » (*Speculum doctrinale*), « Miroir historique » (*Speculum historiale*). Mais quelle liberté d'allure dans l'interprétation de ces œuvres ! Quel dédain de la convention ! Les visages se détendent, s'animent. A Notre-Dame de Reims, les anges rient d'un air narquois. A la Sainte Chapelle, un apôtre à la barbe et à la chevelure frisées s'avance d'un pas pesant. Ce qui compte avant tout, c'est la vie, que l'on n'hésite plus à évoquer dans sa diversité, quelquefois même, comme en certaines parties hautes de Notre-Dame de Reims, dans ce qu'elle a de plus imprévu, de plus caricatural. La verve du sculpteur se dépense librement, et l'on sent que peu à peu il incline à faire de sa fantaisie la règle de son art, au grand scandale de ceux qui, même en ces matières, avaient rêvé d'une Église souveraine ordonnatrice de la pensée chrétienne. p589

Bibliographie du CHAPITRE VII.

Les tendances nouvelles de la pensée occidentale.

I. La lutte de l'Université de Paris contre les ordres mendiants et la papauté (1252-1257).

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — M. Perrod, *Étude sur la vie et sur les œuvres de Guillaume de Saint-Amour* (Lons-le-Saunier, 1902, in-8°), à utiliser avec précaution ; F. X. Seppelt, *Der Kampf der Bettelorden an der Universität Paris in der Mitte des 13 Jahrhunderts*, dans les *Kirchengeschichtliche Abhandlungen*, publ. par Sdralek, t. III (1905), p. 199-241, et t. VI (1908), p. 75-139 ; A. Van den Wyngaert, *Querelles du clergé séculier et des ordres mendiants à l'Université de Paris au XIII^e siècle*, dans *La France franciscaine*, t. V (1922), p. 257-281, 369-397, et t. VI (1923), p. 47-70 ; Christine Thouzellier, *La place du « De periculis » de Guillaume de Saint-Amour dans les polémiques universitaires du XIII^e siècle*, dans la *Revue historique*, t. CLVI (1927), p. 69-83 ; le P. Gratien, *Histoire de la fondation et de l'évolution de l'ordre des frères Mineurs au XIII^e siècle* (Paris, 1928, in-8°). Quelques-unes des œuvres les plus importantes provoquées par la polémique entre séculiers et réguliers sont réunies dans Max Bierbaum, *Bettelorden und Weltgeistlichkeit an der Universität Paris. Texte und Untersuchungen zum literarischen Armuts- und Exemptionsstreit des 13 Jahrhunderts, 1255-1272* (Münster-i-Westf., 1920, in-8°, « Beifeht » 2 des « Franziskanische Studien »), Les textes y sont suivis de recherches critiques sur les auteurs. Les autres documents sont pour la plupart dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis* publ. par le P. Denifle et É. Châtelain, t.1 (cité p. 329). Riche bibliographie en tête des travaux du P. Van den Wyngaert et de Bierbaum. Nous reprenons ici en partie notre étude sur les Universités citée p. 329.

II. L'autonomie universitaire à Paris.

[OUVRAGES À CONSULTER.](#) — Les histoires des Universités du P. Denifle et de H. Rashdall, citées p. 529. Mais il est indispensable d'y joindre la lecture des documents rassemblés au t. I du *Chartularium Universitatis Parisiensis*, cité aussi p. 329. Sur l'organisation matérielle de l'enseignement, dont nous ne pouvons parler ici, on peut encore tirer parti de l'ouvrage ancien de Ch. Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge* (Paris et Besançon, 1850, in-8°).

III. L'autonomie universitaire à Oxford.

OUVRAGES À CONSULTER. — H. Rashdall, *The Universities of Europe* (cité p. 329), t. II ; Ch. E. Mallet, *A history of the University of Oxford*, t. I : *The mediaeval University and the colleges founded in the middle ages* (Londres, 1924, in-8°), clair, méthodique, mais peu approfondi. Il faut compléter ces volumes avec les documents réunis dans les *Monumenta academica Oxoniensia*, publ. par H. Anstey (Londres, 1868, 2 vol. in-8°, de la collection des *Rerum Britannicarum medii aevi scriptores*, dite du Maître des Rôles).

IV. L'autonomie universitaire à Bologne.

OUVRAGES À CONSULTER. — H. Rashdall, *The Universities of Europe* (cité p. 329), t. I ; ouvrages du P. Ehrle et d'A. Sorbelli cités p. 330. Les documents principaux à consulter sont, outre le livre du P. Ehrle, les *Statuti delle università e dei collegi dello studio bolognese* (Bologne, 1888, in-folio) et le *Chartularium studii Bononiensis. Documenti per la storia dell' Università di Bologna dalle origini al secolo XV*, publ. par l'Université de Bologne (Bologne, 9 vol. in-4° parus depuis 1909).

V. La tentative de saint Thomas d'Aquin.

OUVRAGES À CONSULTER. — On se reportera d'abord aux histoires générales de la philosophie au moyen âge citées p. 104, notamment à celles d'É. Gilson et d'É. Bréhier, *La philosophie du moyen âge* (1937). Celle d'Ueberweg, 11^e éd. par B. Geyer (1928), donne l'état des questions que soulevait en 1928 l'étude des œuvres de saint Thomas et une copieuse bibliographie. Parmi les innombrables ouvrages spéciaux dont Geyer relève l'essentiel, retenons surtout É. Gilson, *Le thomisme. Introduction au système de saint Thomas d'Aquin* (Strasbourg, 1920, in-8° ; 5^e éd., revue et augmentée, Paris, 1945, in-8°, fasc. 1 de la « Bibliothèque de philosophie médiévale » dirigée par É. Gilson) ; du même, *Études de philosophie médiévale* (Strasbourg, 1921, in-8°, fasc. 3 des « Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg »), p. 76-124 : *La signification historique du thomisme* ; M. Grabmann, *Thomas von Aquin. Eine Einführung in seine Persönlichkeit und seine Gedankenwelt* (Kempten et Munich, 1912, in-12 ; 5^e éd., 1920), trad. française par E. Vansteenberghe, sous le titre : *Saint Thomas d'Aquin* (Paris, 1920, in-12), élémentaire ; du même, *Einführung in die Summa theologiae des hl. Thomas von Aquin*, 2^e éd. (Fribourg, 1928, in-12). Parmi les exposés dogmatiques plus développés du système de saint Thomas, citons celui du P. Sertillanges, *Saint Thomas d'Aquin*. (Paris, 1910, 2 vol. in-8°, de la collection « Les grands philosophes » ; 3^e éd., 1922). — Sur Albert le Grand, voir la bibliographie de la p. 337.

Les éditions des œuvres sont nombreuses. On en trouvera un relevé partiel dans le manuel d'Ueberweg, indiqué ci-dessus, et dans le livre d'É. Gilson, *Le thomisme*. Citons celle de Fretté et Mare, *Doctoris Angelici divi Thomae Aquinatis... opera omnia* (Paris, 1871-1880, 34 vol. gr. in-8°), que remplace peu à peu l'édition entreprise sur l'initiative du pape Léon XIII : *Sancti Thomae Aquinatis doctoris angelici opera omnia* (Rome, 1882-1930, 15 vol. in-folio) et celle que publient les Dominicains en l'accompagnant de traductions et de notes : saint Thomas d'Aquin. *Somme théologique* (Paris, Tournai et Rome, 1925 et suiv., in-12, publication de la « Revue des Jeunes », une vingtaine de volumes parus). De la *Somme contre les gentils* il existe une petite édition commode : *S. Thomae de Aquino doctoris angelici Summa contra gentiles* (Rome, 1934, petit in-8°).

VI. La crise de l'averroïsme.

OUVRAGES À CONSULTER. — On trouvera des indications nombreuses, avec renvoi aux travaux récents, dans le manuel de M. De Wulf, *Histoire de la philosophie médiévale*, 6^e éd. refondue, t. II (Louvain, 1936, in-8°). Cf. M. Gorce, *Averroïsme* dans le *Dictionnaire d'histoire et de géogr. ecclésiastique*, t. V (1931), col. 1032-1092. Les histoires de la philosophie citées p. 104 font toutes une place au sujet traité ici, mais même les dernières en date ne sont pas toujours parfaitement au courant. Le livre fondamental reste celui du P. Mandonnet, *Siger de Brabant et l'averroïsme latin au XIII^e siècle* (cité p. 336), encore qu'il y ait lieu d'y apporter de très importantes retouches depuis les recherches entreprises de divers côtés pour retrouver les œuvres de Siger, en restituer le texte authentique et en préciser la portée. Le dernier état de la question est donné par l'abbé F. Van Steenberghen, *Les œuvres et la doctrine de Siger de Brabant* (Bruxelles, 1938, in-8°, 195 p., t. XXXIX, fasc. 3, des « Mémoires » de l'Académie royale de Belgique, classe des Lettres, série in-8°) et *Siger de Brabant d'après ses œuvres inédites* (Louvain, 1931 et 1942, 2 vol. in-4°, t. XII et XIII de la collection « Les philosophes belges »), gros ouvrage dont l'auteur a ramassé les conclusions dans son petit volume, déjà cité (ci-dessus, p. 101), sur *Aristote en Occident* (1946). Mais ces conclusions, très radicales, semblent appeler quelques réserves à leur tour. — Sur la polémique antithomiste, voir la bibliographie de M. De Wulf (*loc. cit.*) et celle de Geyer, p. 764 du manuel d'Ueberweg (cité p. 104). On retiendra surtout ici le mémoire du P. Ehrle, *Der Kampf und die Lehre des heiligen Thomas in den ersten fünfzig Jahren nach seinem Tode*, dans la *Zeitschrift für katholische Theologie*, t. XXXVII (1913), p. 266-318, et celui du P. Mandonnet, *Premiers travaux de polémique thomiste*, dans la *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, t. VII (1913), p. 46-70 et 245-262. — Sur saint Bonaventure, contentons-nous de citer le livre d'É. Gilson, *La philosophie de saint Bonaventure* (Paris, 1924, in-8°, fasc. 4 de la « Bibliothèque de philosophie médiévale » dirigée par É. Gilson). On trouvera dans le manuel d'Ueberweg (p. 735-738 et 761-764) d'utiles indications bibliographiques tant sur saint

764) d'utiles indications bibliographiques tant sur saint Bonaventure que sur l'école franciscaine qui se rattache à lui. Sur l'augustinisme, auquel se rattache, à son tour, la philosophie de saint Bonaventure, A. Callebaut, *Jean Pecham, O. F. M., et l'augustinisme. Aperçus historiques (1263-1285)*, dans l'*Archivum franciscanum historicum*, t. XVIII (1925), p. 441-472.

VII. Le point de vue de la science positive : l'école franciscaine d'Oxford et le manifeste de Roger Bacon.

OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les histoires de la philosophie médiévale déjà citées (voir p. 104) et spécialement celles d'Ueberweg, de Gilson et d'É. Bréhier, où l'on trouvera les renvois aux livres et articles les plus importants, on se reportera à P. Duhem, *Le système du monde* (cité p. 100), t. III (1915) et V (1917) ; Lynn Thorndike, *A history of magic and experimental science during the first thirteen centuries of our era* (New York, 1923, 2 vol. in-8°), t. II, spécialement le chapitre LXI : *Roger Bacon* (p. 616-687).

Sur la carrière de Robert Grossetête, F. S. Stevenson, *Robert Grosseteste, bishop of Lincoln. A contribution to the religious, political and intellectual history of the thirteenth century* (Londres, 1899, in-8°) ; sur son œuvre, dont L. Baur a donné une excellente édition (*Die phitosophische Werke des Robert Grosseteste, Bischofs von Lincoln*, Münster-in-W., 1912, in-8°, t. XIX des « Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters »), voir le travail fondamental du même, *Die Philosophie des Robert Grosselesle, Bischofs von Lincoln* (ibid., 1917, in-8°, fasc. 4-6 du t. XVIII de la même collection), et le résumé de D. E. Sharp (ci-dessous). — Sur la personnalité et la carrière des Franciscains qui professèrent à Oxford, voir A. G. Little, *The Grey friars in Oxford* (Oxford, 1892, in-8° ; « Oxford historical Society », t. XX) ; du même, *Studies in English Franciscan history* (Manchester, 1917, in-8°), chap. VI, p. 193-221 ; du même, *The Franciscan school at Oxford in the thirteenth century*, dans l'*Archivum franciscanum historicum*, t. XIX (1926), p. 803-874 ; D. E. Sharp, *Franciscan philosophy at Oxford in the thirteenth century* (Oxford, 1930, in-8°), qui résume clairement la vie et les œuvres de Robert Grossetête (p. 9-46), de Thomas d'York (p. 50-112), de Roger Bacon (p. 115-171), enfin de Jean de Pecham (p. 175-207).

L'*Opus majus* de Roger Bacon a été publié avec une utile préface par J. H. Bridges, *The « Opus majus » of Roger Bacon* (Oxford, 1897, 2 vol, in-8° et un volume de suppléments et corrections, Londres, 1900, in-8°) ; l'*Opus minus* et l'*Opus tertium* se lisent, ainsi que le *Compendium philosophiae*, dans *Fr. Rogeri Bacon opera quaedam hactenus inedita*, publ. par J. S. Brewer (Londres, 1859, in-8°, de la collection des *Rerum britannicarum medii aevi scriptores*). Sous le titre général *Opera hactenus inedita Rogeri Baconi* (Oxford, 1905 et suiv., in-8°), R. Steele a entrepris la publication par fascicules de la plupart des autres traités de Roger Bacon. Pour le surplus de son œuvre, voir la bibliographie d'Ueberweg (cité plus haut), p. 464. — Sur la portée de cette œuvre, outre le livre, qui a fait époque, mais aujourd'hui vieilli,

cette œuvre, outre le livre, qui a fait époque, mais aujourd'hui vieilli, d'E. Charles, *Roger Bacon, sa vie, ses ouvrages, ses doctrines* (Bordeaux, 1861, in-8°), et la préface, déjà citée, de J. H. Bridges, publiée à part sous le titre *The life and work of Roger Bacon* (Londres, 1914, in-8°), clair et commode résumé, on lira *Roger Bacon. Essays contributed by various writers on the occasion of the commemoration of the seventh centenary of his birth*, publ. sous la direction d'A. G. Little (Oxford, 1914, in-8°). Nous signalerons spécialement dans ce volume une excellente mise au point d'ensemble en 30 pages de Little sur l'histoire de Roger Bacon (dont il y a lieu cependant d'amender les pages finales) et une vingtaine de pages de L. Baur touchant l'influence exercée sur Roger Bacon par Robert Grossetête. Voir aussi D. E. Sharp, ouvrage cité plus haut. L'œuvre doctrinale de Roger Bacon a fourni la matière des trois volumes de R. Carton, *L'expérience physique chez Roger Bacon. Contribution à l'étude de la méthode et de la science expérimentales au XIII^e siècle ; L'expérience mystique de l'illumination intérieure chez Roger Bacon et La synthèse doctrinale de Roger Bacon* (Paris, 1924, 3 vol. in-8°, fasc. 2, 3 et 5 des « Études de philosophie médiévale » publ. par É. Gilson).

VIII. Les hérésies.

OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les hérésies et l'Inquisition, voir les bibliographies des pages 320 et 325 ; — sur Joachim de Flore, E. Renan, *Joachim de Flore et l'Évangile éternel*, dans la *Revue des deux mondes*, 1^{er} juillet 1866, reproduit dans E. Renan, *Nouvelles études d'histoire religieuse* (Paris, 1884, in-8°), p. 217-322 ; Paul Fournier, *Joachim de Flore, ses doctrines, son influence*, dans la *Revue des questions historiques*, t. LXVII (1900), p. 457-505, et à part, *Études sur Joachim de Flore et ses doctrines* (Paris, 1900, irr-8°) ; E. Schott, *Joachim der Abt von Floris*, dans la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XXII (1901), p. 343-361, sur la vie de Joachim ; É. Jordan, *Joachim de Flore*, dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, publ. par A. Vacant et E. Mangenot, t. VIII, 2^e partie (1925), col. 1425-1438 ; H. Grundmann, *Studien über Joachim von Floris* (Leipzig et Berlin, 1927, in-8°, fasc. 32 des « Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance » publ. par W. Goetz) ; E. Anitchkof, *Joachim de Flore et les milieux courtois* (Rome, 1931, in-8°, fasc. 13 de la « Collezione di studi meridionali ») ; E. Bonaiuti, *Gioacchino da Fiore. I iempi, la vita, il messaggio* (Rome, 1931, in-8°, fasc. 14 de la même collection) ; G. La Piana, *Joachim of Flora. A critical survey*, dans *Speculum*, t. VII (1932), p. 257-282, qui fait le point à la date de 1932 ; F. Foberti, *Gioacchino da Fiore. Nuovi studi critici sulla mistica e la religiosità in Calabria* (Florence, 1934, in-8°, fasc. 9 de la « Biblioteca storica Sansoni »). — Sur le joachimisme dans l'ordre franciscain et les Spirituels, voir les études consacrées par É. Jordan et le P. Gratien aux Franciscains du XIII^e siècle citées p. 319 ; le livre du P. Gratien donne la bibliographie. Retenons surtout les études de H. Haupt, *Zur Geschichte des*

des de H. Haupt, *Zur Geschichte des Joachimismus*, dans la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. VII (1884), p. 372-425 ; du P. Denifle, *Das Evangelium aeternum und die Kommission von Anagni*, dans l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. I (1885), p. 49-142 ; du P. F. Ehrle, *Petrus Joahnnis Olivi, sein Leben und seine Schriften*, dans le même recueil, t. III (1887), p. 409-552 ; du même, *Die Spiritualen, ihr Verhältniss zum Franziskanerorden und zu den Fraticellen*, dans le même recueil, t. I (1885), p. 508-569 ; t. II (1886), p. 106-163, 249-336 ; t. III (1887), p. 553-623 ; t. IV (1888), p. 1-190, capital. — Médiocre traduction française de l'*Évangile éternel* par E. Aegerter (Paris, 1928, 2 vol. in-12, de la collection « Les textes du christianisme »).

IX. La littérature et l'art.

OUVRAGES À CONSULTER. — Bornons-nous ici à renvoyer aux histoires générales de la littérature (celles qui ont trait à la littérature française ont été citées p. 107), qui indiquent les ouvrages spéciaux. On y ajoutera les quatre volumes de Ch.-V. Langlois, *La vie en France au moyen âge du XII^e au milieu du XIV^e siècle* (Paris, 1924-1928, 4 vol. petit in-8°), et, pour le théâtre, les volumes de G. Cohen, *Le théâtre en France au moyen âge* (Paris, 1928-1931, 2 vol. petit in-8°). Pour l'art, citons seulement É. Mâle, *L'art religieux du XIII^e siècle en France. Étude sur l'iconographie du moyen âge et sur ses sources d'inspiration* (Paris, 1902, in-4°) ; R. de Lasteyrie, *L'architecture religieuse en France à l'époque gothique*, publ. par M. Aubert (Paris, 1926-1927, 2 vol. in-4°), qui traite aussi de la sculpture ; L. Lefrançois-Pillion, *Les sculpteurs français du XIII^e siècle* (Paris, 1911, petit in-8°, coll. « Les maîtres de l'art ») ; *Histoire de l'art depuis les temps chrétiens jusqu'à nos jours*, publ. par André Michel, t. II, en 2 parties (Paris, 1906, 2 vol. in-4°), où l'on trouvera quelques éléments de bibliographie ; les exposés (cités p. 112) de H. Focillon, dans son livre *Art d'Occident* (1938), et d'Élie Lambert, dans *l'Histoire générale de l'art*, t. II (1938).

[*Table des matières*](#)

Conclusion

Au lendemain des Vêpres siciliennes (30 mars 1282) et après la mort de Charles d'Anjou (6 janvier 1285), qui, dans les vingt dernières années de sa vie, avait dominé toute la politique des pays méditerranéens, le monde paraît plongé dans un désarroi profond. Face à l'Orient conquis par les Mongols, mais sans unité réelle, sans conscience ni civilisation communes, l'Europe occidentale tient maintenant de son passé une force qui de loin impose le respect. Elle n'en est pas moins dans un état de trouble et d'incertitude qui la rend pour longtemps fragile. Saint Louis n'est plus ; son successeur, Philippe le Hardy, est mort à son tour, la même année que le roi de Sicile, laissant le trône à un prince dont la tâche s'annonce lourde. Martin IV, le pape français, créature de Charles, exécuteur de ses volontés, ne lui a survécu que quelques semaines et, pour avoir misé exclusivement sur la carte angevine, a placé la papauté dans la plus fâcheuse situation. Mais une ironie du sort veut que le vainqueur des Vêpres siciliennes, le roi Pierre III d'Aragon, ait été, en 1285 aussi, rejoindre dans la tombe et le roi à qui il avait enlevé la couronne de Sicile et le pape qui la lui avait disputée. Quant à son complice oriental, l'empereur de Byzance Michel Paléologue, il a disparu dès le mois de décembre 1282, et son héritier Andronic n'a recueilli de ses mains qu'un empire moribond.

Il y aurait quelque paradoxe sans doute à considérer l'année 1285 comme une des grandes dates de l'histoire du monde ou même, plus modestement, de l'histoire de l'Europe. Il faut bien reconnaître toutefois qu'il y a désormais quelque chose de changé. Le vide laissé par la disparition de Charles d'Anjou va inciter le roi d'Allemagne à sortir de son isolement relatif et à porter de nouveau ses regards vers cette Italie qui, depuis les Otton, avait fasciné ses prédécesseurs ; l'Aragon ne se sera pas impunément mêlé au jeu de la grande politique méditerranéenne : pendant des siècles son histoire et celle du

ranéenne : pendant des siècles son histoire et celle du royaume de Naples et de Sicile vont demeurer liées. Mais l'ère des dominations universelles ^{p591} ou prétendues telles est close : l'avenir est aux pays qui, comme la France, ont su se donner à eux-mêmes une puissante monarchie nationale. Et c'est pourquoi les rois conscients de leur mission, un Edouard I^{er} d'Angleterre ou un Rodolphe de Habsbourg, s'emploient avec tant d'énergie et de persévérance à fortifier leur pouvoir et à réorganiser leur gouvernement au sortir d'une longue période de confusion.

Cependant, sauf en France où la monarchie reste encore maîtresse d'imposer sans discussion ses volontés, les rois doivent compter avec leurs sujets. A la Grande Charte de Jean Sans-Terre, la « Bulle d'Or » hongroise a fait écho en 1222 ; et, dans les pays Scandinaves, que leur isolement et leur passivité ont maintenus ici hors de notre champ visuel, les faibles princes qui sont parvenus à sauver quelque chose de leur autorité au milieu de l'anarchie féodale ont dû consentir des abandons analogues : la grande charte danoise de 1282, par laquelle le roi s'oblige à réunir annuellement une assemblée générale des seigneurs et à n'emprisonner ou mettre à l'amende personne sans jugement régulier, prouve à quel point l'exemple anglais était contagieux à la longue. La France elle-même allait s'en apercevoir avant peu.

Dans l'ordre social, bien des nouveautés s'annoncent aussi. Les bourgeoisies urbaines réclament une plus large place au soleil, et derrière elles déjà le peuple gronde : les troubles sociaux du XIV^e siècle en France, en Angleterre, en Italie, sont en germe dès la fin du XIII^e. Mais le malaise est pire dans l'ordre intellectuel et moral. L'outrance qu'un Roger Bacon apporte dans ses attaques contre les maîtres de Paris ne doit pas masquer le caractère sérieux de la crise que traverse la pensée chrétienne et qui conduira de proche en proche aux grands conciles du XV^e siècle. ^{p592}

Index

A

- Abaka, khan mongol, 470.
Abbassides (calife) de Bagdad, 69, 70, 71, 213, 214, 426-427, 445, 452, 518.
Abd Allâh ibn Yâsîn, chef almoravide, 60.
Abd al-Moumin, calife almohade, 226-227, 229.
Abélard, 106.
Aberconway (traité d'), 546.
Aboû Abd Allâh al-Mostançir, calife hafside, 514, 518-519.
Aboû Yakoûb Yoûsouf, calife almohade, 229.
Aboû Yoûsouf Yakoûb al-Mançour, calife almohade, 229, 230.
Aboû Zakariya, émir hafside, 518.
Abruzzes, 48, 49, 51, 348, 358.
Achaïe (principauté d'), 400, 443, 505-508. — Voir : Morée.
Acharî (al-), docteur de l'islam, 225.
Acre (ou Saint-Jean d'Acre), conquise par les croisés, 75 ; — commerce, 86 ; — prise par Saladin, 216 ; — reconquête par les chrétiens, 217, 218, 236, 240-242, 244, 245 ; — capitale du royaume de Jérusalem, 354, 358, 397, 438, 440, 478, 513, 514, 516.
Adalbéron, archevêque de Reims, 184.
Adalia (combat d'), 211.
Adam de La Halle, 588.
Adam *de Marisco* (frère), 583.
Adana, v. de Cilicie, 73.
Adélaïde, sœur de Philippe Auguste, 240, 244.
Adélard de Bath, traducteur d'ouvrages grecs et arabes, 103.
Adèle de Normandie, comtesse de Blois, 168 (n. 1).
Adémar, vicomte de Limoges, 252.
Adémar de Monteil, évêque du Puy, 65-66, 74.
Adid (al-), calife fatimide du Caire, 214.
Adige, riv., 142, 352, 362.
Adolphe, comte de Holstein, 246.
adoubement, 8, 9.
Adriatique (mer), 67 ; — la maîtrise en est disputée, 51, 195, 201-202, 266, 270, 272, 280, 288, 508 ; — commerce, 86-87, 95, 270.
Adrien IV, pape, 142, 144, 146, 147, 149, 301.
Adrien V, pape, 501.
Æthelred, roi d'Angleterre, 52, 53.
Afdal (al-), grand vizir d'Égypte, 76.
Afghanistan, 417, 418, 419, 467-468.
Afrique du Nord, 60, 84, 87, 105, 215, 222, 227, 231, 267, 348, 518-519, 525, 526. — Voir : Ifrikiya, Maghreb, Maroc, Tunisie.
Agen, 384.
Agenais, 531.
Agnès, fille du comte palatin Conrad, 247.
Agnès de Meran, femme de Philippe Auguste, 255.
agriculture, 94-97.
Aïas, port de Cilicie, 556.
Aïbek, émir turc. — Voir : Izz ad-Dîn.

- Aïbek, sultan de Delhi, 466, 468.
aides féodales, 16, 19, 381.
Aimeri, évêque de Clermont, 188.
Aimeri, vicomte de Narbonne, 220, 223.
Aimon de Faversham, maître en théologie, 335.
Aimon Vaire-Vache, 188.
Aïn-Djâloût (bataille d'), 445.
Aïnou, peuple du Japon, 462, 463.
Aïntâb, v. de Syrie, 79, 516. .
Aire, v. d'Artois, 241, 242, 252, 254, 260.
Aix-la-Chapelle, 184, 264, 477, 479.
Aiyoubides (dynastie des), 428, 438, 442.
Akkâr, forteresse en Syrie, 514.
al-... — Voir : Achâri (al-), Adid (al-), Afdal (al-), etc.
Alâ ad-Dîn Mohammed, châh de Khwârezm, 416, 417, 418.
Alachan (province d'), 413.
Alarcos (bataille d'), 230.
Alba, v. du Piémont, 493.
Albanie, 51, 274, 288, 399, 400, 507-511.
Albenga, port de Ligurie, 86, 363.
Albéric, comte de Tusculum, 28.
Albert le Grand, dominicain, 340, 573-574, 579, 581, 584, 585.
Albert l'Ours, margrave de Brandebourg, 395.
Albert, duc de Brunswick, 476.
Albert, comte de Gorizia, 482.
Albert de Habsbourg, fils du roi Rodolphe, 485.
Albigéois, albigeoise (hérésie), 304-307, 319-320, 322, 325-326, 327, 383-384, 586.
Albon (comté d'), en Dauphiné, 238.
Alcalá la Real, v. d'Andalousie, 221.
Alcira, v. d'Espagne (prov. de Valence), 221.
Alençon (comte d'), 257.
Alep, v. de Syrie, 73, 79, 87, 206, 207, 208, 215, 429, 445, 516 ; — (principauté d'), 209, 214, 428, 439, 452.
Alexandre II, pape, 32-33, 34, 58. — Voir : Anselme, évêque de Lucques.
Alexandre III, pape, 148, 151-155, 174, 179, 202, 228. — Voir : Roland Bandinelli.
Alexandre IV, pape, 443, 488, 490, 491, 559, 562-564, 579.,
Alexandre de Hales, docteur franciscain, 336, 339, 584.
Alexandrette, v. de Cilicie, 73, 74, 79, 197.
Alexandrie (Égypte), 83, 85, 86, 87, 225.
Alexandrie (Lombardie), 153, 156, 351, 367, 498.
Alexis I^{er} Comnène, empereur de Byzance, et les Normands, 51, 84, 266 ; — et la première croisade, 67, 70, 72, 77, 78 ; — son règne, 194-197 ; — et la civilisation, 203-205 ; — rapports avec Venise, 270.
Alexis II Comnène, empereur de Byzance, 268, 277.
Alexis III l'Ange, empereur de Byzance, 268-269, 272, 275, 278, 281-282, 283.
Alexis V Doucas dit Mourzouphle, empereur de Byzance, 284, 285.
Alexis l'Ange, fils de l'empereur Isaac l'Ange, 282, 283, 284.
Alexis Comnène, fils de l'empereur Jean Comnène, 198.
Alexis, protosébaste, 277.
Alexis Branas, général, 277-278.
Alfonse. — Voir : Alphonse.
Alfred le Grand, roi d'Angleterre, 52.
algarades, 59, 61, 221, 231.
Algarve, région du Portugal, 224, 228.
Algas, riv. d'Espagne, 229.
algèbre, chez les Arabes, 101-103.
Alger, 60, 230.
Algérie, 87, 518.

- Algésiras, 61.
Alî, fils d'Ibn Tâchfin, 220.
Alî ben Ghâniya, prince des Baléares, 229, 230.
Aliénor. — Voir : Éléonore.
Aliénor d'Aquitaine, 170, 179, 180, 190, 191.
Aliénor, sœur d'Henri III d'Angleterre, 381.
Allemagne. — Église et vie religieuse, 17, 24, 30, 123, 125, 131-132, 323 ; rapports avec la papauté avant Henri IV, 27-28, 31, 33, 132, 135 ; défrichements, 96 ; — littérature, 112 ; — expansion en pays slave, 157, 391, 393, 395 ; — rôle des villes, 475, 548-549 ; — collège des électeurs, 476. — Voir : Empire, investitures, et les articles consacrés aux rois Conrad, Frédéric, Henric Lothaire, Otton, Philippe de Souabe, Rodolphe, etc.
Allemands, à la 1^{re} croisade, 66 ; — dans l'empire byzantin, 272, 277, 278.
alleu, 13.
Almeria, v. d'Andalousie, 61, 222, 224, 228.
Almohades, 225-232, 518, 521, 522.
Almoravides, 60-62, 219-222, 224, 225, 226, 228, 229-230.
Alnwick (bataille d'), 178.
Alost, v. de Belgique, 236.
Alp Arslân, sultan seldjoukide, 69.
Alphée, riv. de Grèce, 506.
Alphonse I^{er} le Batailleur, roi d'Aragon, 220-222, 522.
Alphonse II, roi d'Aragon, 229-230.
Alphonse VI, roi de Castille, 59, 61, 62, 220, 222.
Alphonse VII, roi de Castille, 223, 224, 228.
Alphonse VIII, roi de Castille, 180, 228, 229, 231, 232, 254, 258, 334.
Alphonse X le Sage, roi de Castille, 477, 479-481, 502, 522, 524-525.
Alphonse IX, roi de Léon, 230-231.
Alphonse I^{er} Henriques, comte, puis roi de Portugal, 228.
Alphonse, comte de Poitiers, 378, 384, 385, 440, 531, 536.
Alphonse de la Cerda, 524-525.
Alsace, 254.
Altaï, 408, 412.
Alton (traité d'), 163.
Altyn-tagh, 407.
Amalfi, 86, 133 ; — (duché d'), 48, 50.
Amasia (bataille d'), 78.
Amaury I^{er}, roi de Jérusalem, 212-214.
Amaury II, roi de Jérusalem, 515 (n. 1).
Amaury de Montfort, comte de Toulouse, 383, 384.
Amboise, 249.
Amida, aujourd'hui Diârbékir, sur le Tigre, 421.
Amiénois, 241.
Amiens, 535, 541, 546, 549 ; — cathédrale, 115, 589.
Amol, v. de Perse, 418.
Amoû-Daryâ, 409, 417, 420.
Anaclet II, pape, 126.
Anagni, 154, 359, 488, 564.
Anatolie. — Voir : Asie Mineure.
Ancône, 87 ; — (marche d'), 343, 349, 350, 351, 356, 357, 361, 367, 371, 373, 487, 490, 497, 500.
Andalousie, 231, 232, 521, 522, 524.
Andelys (les), 254.
André II, roi de Hongrie, 346 (n. 1), 397-398.
André Bogolioubski, prince russe, 402.
Andrinople, 289, 399, 400, 442.
Andronic Comnène, 268, 271, 273, 277.
Andronic, fils de Michel Paléologue, 591.
Andújar, v. d'Andalousie, 228.
Angers, 258.

- Angkor, 466.
- Angleterre, conquise par les Normands, 51-55 ; — de la mort de Guillaume le Conquérant à celle d'Henri II, 159-182 ; — durant la grande guerre d'Occident, 233-264 ; — et Innocent III, 297-298, 301, 303, 310-316 ; — la Grande Charte, 314-315, 376 ; — sous Henri III, 376-382, 537-544 ; — les Provisions d'Oxford, 539-540 ; — sous Edouard I^{er}, 544-546 ; — Église et vie religieuse, 24, 43, 118, 125, 150, 151, 165, 172-175, 323 ; — vie intellectuelle et universités, 111, 566, 569-571, 580, 581-585 ; — commerce, 554, 557.
- Angoulême (comtes d'), 253, 258.
- Anjou, 164, 166, 181, 184, 185, 190, 191 ; — sous Philippe Auguste, 231, 245, 250, 253, 256-258, 263 ; — sous la régence de Blanche de Castille, 377, 378 ; — apanage de Charles, frère de saint Louis, 385, 402.
- Annam, 455, 457, 465, 466. — Voir : Tchampa.
- Anne Comnène, 204.
- Ansarié (monts), 207, 208.
- Anselme (saint), archevêque de Canterbury, 43, 104-105, 118, 164, 165, 173.
- Anselme, évêque de Lucques, devient le pape Alexandre II, 32. — Voir : Alexandre II.
- Antioche, ville et principauté, au temps de la première croisade, 71, 73-74, 76-80, 83, 86 ; — et les Comnène, 197-198, 202 ; — attaquée par les Turcs, 207, 208, 210-215, 217 ; — prétentions de Roger II de Sicile, 267 ; — au XIII^e siècle, 438, 513, 514-515.
- Aoste, v. du Piémont, 104.
- Apamée, v. de Syrie, 79, 212, 215.
- Aquilée, v. du Frioul, 87, 360, 361.
- Aquitaine, 58, 170, 179, 181, 190, 191, 245, 250, 256, 263, 264, 377-379, 383, 386, 531. — Voir : Guyenne.
- Ara, riv. d'Aragon, 57.
- Arabes, arabe (science et philosophie), 100-103, 338.
- Arabie, 445.
- Aragon, riv. d'Espagne, 57.
- Aragon (royaume d'), au XI^e siècle, 57-59, 62, 300 ; — et les Almoravides, 219-222 ; — au milieu du XII^e siècle, 222-224 ; — et les Almohades, 228-232 ; — devient un royaume vassal du Saint-Siège, 300-302 ; — et la croisade albigeoise, 307 ; — et l'Inquisition, 327 ; — et la France, 386 ; — sous Jacques le Conquérant, 520-523 ; — Pierre III et les Vêpres siciliennes, 524-526 ; — la croisade d'Aragon, 527-528, 535.
- Aral (mer d'), 418, 420, 428.
- Araxe, riv. d'Arménie, 421.
- Arborea (judicat d'), en Sardaigne, 517.
- Arcadie, 506.
- Archambaud, sire de Bourbon, 188.
- Archipel (l'), 70, 271, 286, 288, 506, 507, 510.
- Ardres, v. d'Artois, 254.
- Arduin, marquis d'Ivrée, puis roi d'Italie, 133.
- Arevalo, v. de Castille, 59.
- Argentan, v. de Normandie, 257.
- Aribert, archevêque de Milan, 134.
- Arich (el-), v. d'Égypte, 213.
- Arik-böga, khagan mongol, 453.
- Arinsol (bataille d'), 221.
- Aristote, 102, 105, 337-341, 573-582.
- arithmétique, chez les Arabes, 101, 103.
- Arka, place forte de Syrie, 214, 215, 217.
- Arles, 86.
- Arles (royaume d') ou de Bourgogne, 39, 45, 134, 143, 316, 345, 493.

Arménie, Arméniens, 70, 71, 72, 79, 209, 421.
 Arménie (Petite), 269, 426, 452, 556.
 — Voir : Cilicie.
 Arnaud de Brescia, 142.
 Arpâd, ancêtre d'Étienne le Grand, 396.
 Arpadiens (dynastie des), 396.
 Arras, 189, 241, 251, 588.
 Arsoûf, v. de Syrie, 218, 513.
 Arta, v. d'Épire, 195 ; — (golfe d') 511.
 Arthur, comte de Bretagne, 253-255, 256, 257.
 arthuriens (romans), 111.
 Artois, 89, 93, 241, 242, 253, 254, 263, 384.
 Ascalon, v. de Palestine, 76, 217, 218, 438.
 Asie centrale, avant les Mongols, 406-409, 416, 471.
 Asie Mineure, 1, 67, 69-80, 83, 85, 86, 193-198, 218, 285, 286, 290, 426-427.
 Assên, chef bulgare, 274-275, 400.
 Assise, 322, 488.
 Astarâbâd, v. de Perse, 418.
 Asti, v. du Piémont, 89, 93, 142, 498, 501.
 astronomie, chez les Arabes, 101-103.
 Astura, riv. du Latium, 496.
 Asturies (royaume des), 57.
atâbek, titre honorifique chez les Turcs, 70.
 Athârib, forteresse de Syrie, 208.
 Athènes (duché d'), 301, 510.
 Atlas (monts), 60, 226.
 Attique, 287.
 Auch (archevêque d'), 368.
 Augsbourg, 38, 40, 475, 481 ; — (évêché d'), 141.
 Augustin (saint), 104 ; — (règle de), 125.
 Aumale, v. de Normandie, 161, 236.
 Aunis, 258, 378, 383.

Aurillac, 28.
 Autriche (duché d'), 245, 247, 261, 309, 360, 361, 424, 479, 481-485.
 Autun, 13, 45 ; — église Saint-Lazare, 114.
 Auvergne (comté d'), 188, 192, 235, 385.
 Auxerre (évêque d'), 13.
 Averroès (de son vrai nom Ibn-Rušd), averroïsme, 338, 578-580.
 Aversa, v. de Campanie, 48.
 Avesnes (maison d'), 493, 534.
 Avicenne (Ibn Sinâ, dit), 102.
 Avignon, 306.
 Avila, v. de Castille, 59.
 Avlona. — Voir : Valona.
 Avranches, v. de Normandie, 175, 257 ; — (vicomte d'), 236.
 Azarbaïdjân, 420, 421.
 Azay-le-Rideau (traité d'), 235.
 Azâz, place forte de Syrie, 212.
 Azerbaïdjan. — Voir : Azarbaïdjân.

B

Bâb, v. de Syrie, 429.
 Babylone d'Égypte (le Caire), 513.
 Bacon. — Voir : Roger Bacon.
 Bagdad, 69-70, 207, 225, 426-427, 428, 452, 518 ; — (patriarche nestorien de), 461 ; — (califes de), voir : Abbassides.
 Baibars, sultan du Caire, 444-446, 478, 512-514, 516.
 Baïkal (lac), 409.
 Balaguer, v. de Catalogne, 57, 61.
 Bâle (évêque de), 39.
 Baléares (îles), 220, 228, 229, 230, 521, 523, 527.
 Balkach (lac), 408.
 Balkaniques (pays), 51, 195-197, 201, 266, 272-275, 288-290, 398-401, 454, 505-512, 519.
 Baltique (mer), 157, 395, 401.

- Bamberg, 391 ; — (évêque de), 33, 36, 39, 479.
 banalités, 19-20.
 Bâniyâs, place forte de Syrie, 79, 213, 215, 217.
 banques, 556-557.
 banvin, 19.
 Bapaume, v. d'Artois, 241.
 Bar (comté de), 238, 535.
 Bar-sur-Aube (foire de), 557.
 Bâra (al-), v. de Syrie, 217.
 Barbastro, v. d'Aragon, 58.
 Barbezieux, v. de l'Angoumois, 379.
 Barcelone, 57, 86, 220, 223, 513, 521 ; — (comte de), 62, 221, 223, 300.
 Bardi, banquiers florentins, 557.
 Bari, port de Pouille, 47-50, 67, 193, 201, 269.
 Barîn (château de) ou Montferrand, en Syrie, 208.
 Barkoul, v. d'Asie centrale, 408.
 Barkyârok, sultan seldjoukide, 69-70.
 Barletta, port de Pouille, 528.
 barons, 15.
 Basilicate, région d'Italie, 48, 50.
 Batou, khan mongol, 423, 451.
 Batroûn, v. de Syrie, 217.
 Baudouin I^{er} de Flandre, empereur de Constantinople, 284, 286, 287, 289, 290.
 Baudouin II de Courtenay, empereur de Constantinople, 400, 401, 441-443, 505, 507, 510.
 Baudouin I^{er} de Boulogne, roi de Jérusalem, 72, 73, 79, 80.
 Baudouin III, roi de Jérusalem, 211.
 Baudouin IV, roi de Jérusalem, 214, 216.
 Baudouin V, roi de Jérusalem, 216.
 Baudouin VIII, comte de Flandre, et V de Hainaut, 237, 242, 243, 247, 250-254.
 Baudouin, comte de Guines, 250, 252.
 Baudri, abbé de Bourgueil, 109.
 Bautzen (traité de), 133.
 Baux (maison des), 493.
 Bavière, 139, 157, 158, 261, 309, 358, 361, 389.
 Bayeux, 164. bayles, 19.
 Béarn, 58, 62, 230, 307.
 Béatrice de Bourgogne, femme de Frédéric Barberousse, 143.
 Béatrice de Provence, femme de Charles d'Anjou, 493, 517, 522.
 Béatrice de Souabe, mère d'Alphonse X de Castille, 477.
 Beaucaire, v. sur le Rhône, 383.
 Beaujeu (sire de), 238.
 Beaumanoir, 549.
 Beaumont-le-Roger, v. de Normandie, 252, 257.
 Beaumont-sur-Oise (comté de), 241.
 Beaumont-sur-Sarthe (vicomte de), 257.
 Beauvais, 92 ; — (évêché de), 17, 244.
 Bec (abbaye du), en Normandie, 43, 104.
 Béhar, province de l'Inde, 468.
 behourd, 22.
 Beja, v. du Portugal, 228.
 Béja, v. de Tunisie, 230.
 Béla III, roi de Hongrie, 274, 396-397.
 Béla IV, roi de Hongrie, 397, 398, 401, 424.
 Belgrade, 274.
 Bellême (seigneurie de), 168.
 Bénarès, v. de l'Inde, 468.
 Bene, v. du Piémont, 493.
 bénéfice (*beneficium*). — Voir : fief.
 Bénévent, 42, 47, 48, 143, 495.
 Bengale, 468.
 Benoît VIII, pape, 28, 133.
 Benoît IX, pape, 28, 29, 135.
 Béotie, 287.
 Bérat, v. d'Albanie, 511.
 Bérenger de Tours, hérésiarque, 105.
 Bérenger-Raimond, comte de Provence, 223.
 Bérèngère de Navarre, femme de Richard Cœur-de-Lion, 240.

- Bergame, v. de Lombardie, 89, 152, 351, 362.
- Berké, khan de Kiptchak, 453, 454.
- Berkshire, 55.
- Bernard (saint), 106, 123-126, 127, 210, 267.
- Bernard, cardinal, légat du Saint-Siège, 144.
- Bernard Gui, inquisiteur, 329, n. 1.
- Bernard de Tiron, 123.
- Bernard de Ventadour, poète, 110.
- Berry, 181, 235, 254.
- Bertoldo Orsini, podestat de Bologne, 502.
- Bertrand, comte de Tripoli, 80.
- Berwick, v. d'Écosse, 178.
- Besançon (diète de), 143, 148.
- Béthanie, v. de Palestine, 217.
- Bethléem, 217, 355.
- Beyrouth, 75, 79, 216, 438, 513.
- Béziers (vicomte de), 306, 307.
- Bhamo, v. de Birmanie, 456.
- Biandrate (comté de), 147, 153.
- Biar, v. d'Espagne (prov. de Valence), 229.
- Bibars. — Voir : Baibars.
- Bigorre (comté de), 62, 230.
- Birmanie, 456, 457.
- Bithynie, 72.
- Blachernes (palais des), à Constantinople, 205.
- Blanche de Castille, mère de saint Louis, 254, 325, 377, 378, 385, 386.
- Blanche de France, femme de Fernand de la Cerda, 524.
- Blanche Lancia, mère de Manfred, 489.
- Blanche Nef (naufrage de la), 166.
- Blaye, v. sur la Gironde, 379.
- Bleu (fleuve). — Voir : Yang-tseu-kiang.
- Blois (comté de), 74, 184, 190, 250.
- Bohême, 133, 134, 247, 261, 309, 388-392, 393, 476, 479, 481-483.
- Bohémond I^{er}, prince d'Antioche, fils de Robert Guiscard, 51, 67, 73, 74, 77, 78, 79, 197, 267.
- Bohémond IV, prince d'Antioche. 515 (n. 1).
- Bohémond VI, prince d'Antioche, VII comme prince de Tripoli, 514, 516.
- Boinebroke, famille de marchands drapiers, 555.
- Bokhârâ ou Boukhârâ. v. d'Asie centrale, 417.
- Boleslas I^{er} Chrobry ou le Vaillant, roi de Pologne, 133, 393.
- Boleslas II le Téméraire, roi de Pologne, 393, 394.
- Boleslas III Křzyvousty ou Bouche-Torte, roi de Pologne., 393-394, 395.
- Boleslas IV, grand-duc de Pologne, 394.
- Boleslas V le Pudique, grand-duc de Pologne, 394.
- Bologne, 142, 145, 151, 152, 308, 351, 368, 373, 502, 518 ; — Université et enseignement, 145, 308, 333-334, 352, 571-573.
- Bonaventure (saint), 580.
- Bône, v. d'Algérie, 87.
- Boniface, marquis de Montferrat, puis roi de Salonique, 281, 284-288, 399.
- Bordeaux, 231, 378, 379, 526 ; — (archevêque de), 368.
- Bordjigin, tribu mongole, 411, 412.
- Borgo San Donnino, v. d'Italie (prov. de Parme), 352.
- Bosnie, 586.
- Bosphore, 83, 277.
- Botaniatès (famille), 195.
- Bouchard d'Avesnes, 534.
- Bouddha (le), 469.
- bouddhisme, au Turkestan, 407 ; — en Chine, 459, 460, 470 ; — au Japon, 462, 463 ; — aux Indes, 468-469.
- Bougie, v. d'Algérie, 87, 229, 230.
- Boukhârâ. — Voir : Bokhârâ.
- Boulogne (comté de), 168.

Bourbon (seigneurie de), 188.
bourgeois, 17, 92-94, 548-551.
Bourges (vicomte de), 186.
Bourgogne (comté de), 62, 238, 327, 535.
Bourgogne (duché de), 13, 61, 96, 185, 190, 192, 238.
Bourgogne (royaume de). Voir : Arles (royaume d').
Bourguignons, en Espagne, 57-59, 61, 62.
Bourtzès (famille), 195.
Bouvines (bataille de), 263-264, 310.
Boves (traité de), 241.
Brabant (duché de), 236, 246, 247.
Braga (archevêque de), 120.
brahmanisme, 469.
Brandebourg (marche de), 96, 395, 476, 477.
Brème (archevêque de), 246.
Brémule (bataille de), 188.
Brescia, v. de Lombardie, 152, 351, 362, 365, 368, 498.
Breslau, v. de Silésie, 423.
Bresle, riv., 161.
Bretagne, Bretons, 164, 179-180, 181, 190, 191, 231, 255, 257.
Břetislav I^{er}, duc de Bohême, 389, 393.
Brienne (comté de), 250.
Brindisi, 48-51, 201, 243, 353, 354, 358.
Brioude, v. d'Auvergne, 192.
Bristol, 169, 170.
Brixen (assemblée de), 41.
Brousse, v. de Bithynie, 79, 285, 290.
Bruges, 189, 241.
Brunet Latin, 588.
Bruno (saint), 123.
Brunon, évêque de Toul, devient le pape Léon IX, 29, 135. — Voir : Léon IX.
Brunswick, province d'Allemagne, 158, 246, 264.

Bulgares, Bulgarie, 273-275, 285, 289-290, 301, 302, 400-401, 424, 442, 508, 511, 586.
Bulgares de la Volga, 419, 423.
Bundelkhand, province de l'Inde, 468.
Buonsignori, banquiers siennois, 557.
Burgos, v. de Castille, 57.
Butrinto, v. d'Épire, 510.
Byzance (empire de), et les Normands, 47-51, 133 ; — et la première croisade, 66-68, 71, 72, 77-80 ; — commerce, 83-85, 87, 289-272 ; — sous les Comnène et les Ange, 193-202, 214, 265-291 ; — schisme de Michel Cérulaire, 195 ; — civilisation, 203-205 ; — et la Hongrie, 396 ; — après la reprise de Constantinople sur les Latins, 505-512. — Voir : Constantinople, Empire latin, Nicée.

C

Cabra, v. d'Andalousie, 221.
Çakyamouni, 469.
Cadalus, évêque de Parme, devient le pape Honorius II, 33.
Caen, 162, 164, 257.
Caffa, v. de Crimée, 556.
Cagliari (judicat de), en Sardaigne, 517.
Cahors, 191, 530.
Cahorsins, 557.
Caïffa, v. de Syrie, 513.
Caire (le), 85, 87, 212-214, 346 (n. 1), 445 ; — sultans, 355, 358, 359 ; — califes, voir : Fatimides.
Calabre, 47-51, 526.
Calahorra, v. de Castille, 57.
Calais, 548.
Calatrava, v. de Castille, 231.
Calixte II, pape, 120-121.
Calixte III, antipape, 153.
Caltanissetta, v. de Sicile, 50.
Camaldoli (monastère de), en Toscane, et ordre des Camaldules, 25.

- Cambodge, 455, 466.
 Cambrai, 92.
 Campanie, 134, 244, 358, 490.
 canon (droit). — Voir : collections canoniques, *Corpus juris canonici*.
 Canossa, v. d'Émilie, 39, 40, 137.
 Cantabriques (monts), 57.
 Canterbury, 43, 104, 259 ; — (archevêque de), 168, 172, 310, et voir : Anselme, Edmond Rien, Étienne Langton, Lanfranc, Thomas Becket, etc.
 Canton, v. de Chine, 430, 455.
 capitaines du peuple, 550.
 Capitanate, région d'Italie, 358.
 Capoue, 47, 49, 58, 133, 358.
 Carcassonne, 306, 384 ; — (vicomté de), 223, 306, 384.
 cardinaux (collège des), 32, 126, 136.
 Carinthie, 96, 245, 479, 481, 482, 485.
 Caristo, v. d'Eubée, 506.
 Carlat (vicomté de), 223.
 Camiole, 479, 481, 482, 485.
 Carolingiens (derniers), 183-184, 185.
 Carthage, 519.
 cas royaux, 532.
 Casimir I^{er}, roi de Pologne, 389, 393.
 Casimir II, grand-duc de Pologne, 394.
 Caspienne (mer), 418, 425.
 Cassel, v. de Flandre, 241.
 Cassin (le Mont-), 42.
 Castelnaudary, v. du Languedoc, 384.
 Castelvetro, v. de Sicile, 348.
 Castille, 57, 59, 61, 62, 112, 219-224, 228-232, 521, 522, 524, 536.
 Castoria. — Voir : Kastoria.
 Castrogiovanni, v. de Sicile, 50.
 Catalogne, 58, 223, 224, 228-229, 522.
 Catane, v. de Sicile, 50.
 cathare (hérésie), 304-305, 319, 322, 325, 327, 586. — Voir : Albigeois.
 Catona, v. de Calabre, 526.
 Cattaro (bouches du), 274.
 Caucase (pays du), 419, 426, 436.
 Caux (pays de), 162, 249.
 Célestin III, pape, 244, 247.
 Célestin IV, pape, 370.
 célibat des prêtres, 35.
 Cencio Savelli, camérier du Saint-Siège, devient le pape Honorius III, 343-344. — Voir : Honorius III.
 Cenis (mont), 39.
 censiers (États) du Saint-Siège, 299-303.
 censives, 13.
 Ceprano, v. d'Italie (prov. de Rome), 359, 490.
 Cercamon, poète, 110.
 Cerda (enfants de la), 524-525.
 Cerdagne, 223, 524.
 Césarée, v. de Cappadoce, 426.
 Césarée, v. de Syrie, 75, 216, 218, 355, 438, 513.
 Césarée, nom donné à Alexandrie, 156.
 Ceuta, v. du Maroc, 61, 87.
 Ceylan, 469.
 Chaizar, forteresse en Syrie, 208.
 Chalcédoine, 290.
 Chalon-sur-Saône (comte de), 192.
 Châlons-sur-Marne, 119 ; — (évêché de), 13, 17.
 Châlus, v. du Limousin, 252.
 Chamakha. — Voir : Chemakha.
 Chambre des comptes, sous saint Louis, 532.
 Champa. — Voir : Tchampa.
 Champagne, 13, 189, 190, 191, 238, 536 ; — industries et foires, 89, 90, 557-558.
 Champenois, en Espagne, 61.
 chancelier, à l'Université de Paris, 331-333, 564, 567 ; — à celle d'Oxford, 569-571.
 changeurs, 557.
 chanoines réguliers, 125.
 Chan-si, 408, 415.
 chansons de geste, 109-110, 111.
Chanson de Roland, 109, 112.
 Chan-tong, 415, 460.
 Charlemagne, 5, 6, 18, 184.

- Charles d'Anjou, roi de Sicile, 385, 440, 479, 489, 492-528, 534-535, 536.
- Charles le Boiteux, fils du précédent, 527.
- Charles le Bon, comte de Flandre, 189.
- Charles, comte de Valois, 527.
- Charles Martel, petit-fils de Charles d'Anjou, 501.
- Charte de charité*, 125.
- chartes communales, 94.
- chartes de franchises rurales, 98.
- Chartres, 184, 568 ; — cathédrale, 115, 589 ; — écoles, 331.
- Chartreux (ordre des), 123.
- Chastel Blanc. — Voir : Sâfithâ.
- château féodal, 14, 20-21.
- Château-Gaillard, 254, 257.
- Château Saint-Ange, 41-42.
- Châteauroux, 254, 256, 301.
- châtellains (seigneurs), 14, 187.
- châtellenies, 15.
- Châtellerault (vicomte de), 256.
- Châtillon-sur-Indre, v. : de Touraine, 249.
- Châtillon-sur-Sèvre, nouveau nom de Mauléon, 259.
- Châwar, 212, 213.
- Cheb. — Voir : Eger.
- Cheizar. — Voir : Chaizar.
- Chemakha, ville de Transcaucasie, 419.
- Chen-si, 415, 422.
- Cherasco, v. du Piémont, 493.
- Cherbourg, 257.
- Chester (comté de), 54, 55, 236.
- chevalerie, chevaliers, 8, 9, 14, 22 ; — en Allemagne, 131.
- chevauchée, 12.
- Chichester (évêque de), 541.
- Chieri, v. du Piémont, 142, 498.
- Chine, 406-409, 411, 414-415, 420, 421-422, 430-433, 451, 454-461, 470, 471 ; — rapports avec le Japon, 462, 463.
- Chinon, v. de Touraine, 258 ; — (trêve de), 264.
- chintoïsme, 463.
- Chio (île de), 506.
- Chîrkoûh, 212, 213.
- Chmielnik (bataille de), 423.
- chôgoun, au Japon, 463.
- Chrétien, chanoine de Beauvais, 564.
- Chrétien de Troyes, poète, 111.
- Chypre, 79, 217-218, 245, 436, 439 ; — (royaume de), 218, 269, 273, 316, 355, 515, 516.
- Cicéron (influence de), 108.
- Cid (le), 61 ; — (poème du), 112.
- Cilicie, 72, 77, 78, 103, 198, 208, 269. — Voir : Arménie (Petite).
- Cinca, riv. d'Aragon, 57, 58, 221, 222.
- Cintra, v. du Portugal, 61.
- Cisterciens, 96, 124-125 ; — et la répression de l'hérésie, 320, 327 ; — à l'Université de Paris, 562, 563.
- Cîteaux, 123, 124, 125, 368.
- Città di Castello, v. d'Ombrie, 350.
- Civitate, v. de Campanie, 49.
- Civitavecchia, v. d'Italie (prov. de Rome), 371.
- Claire (sainte), 323.
- Clairvaux (abbaye de), 124, 125.
- Clarendon (constitutions de), 173-175.
- Clarisses, 323.
- Clément II, pape, 29, 135.
- Clément III, antipape (Guibert), 41, 44, 137.
- Clément III, pape, 158.
- Clément IV, pape, 488, 495, 497, 507, 513, 518, 584.
- Clermont, v. d'Auvergne, 45, 188, 192 ; — (concile de), 45, 65, 66.
- Cluny (abbaye et ordre de), 24-25, 29, 30, 31, 39, 40, 45, 123, 125, 192, 368.
- Cnut le Grand, -52, 54.
- Cnut VI, roi de Danemark, 255.
- Cochinchine, 455, 466.
- Coïmbre, v. du Portugal, 57.

- pcolée, 9.
-
- Colin Muset, poète, 588.
-
- Colle di Val d'Eisa, v. de Toscane, 491.
-
- collections canoniques, 31, 127-128.
-
- Collo, v. d'Algérie, 526.
-
- Cologne, 264 ; — (archevêque de), 33, 39, 119, 148, 158, 239, 246, 254, 259, 308, 476, 477, 484.
-
- Coloman. — Voir : Koloman.
-
- Colombiers (entrevue de), 182.
-
- Côte, 151, 153, 498.
-
- commerce, 82-94, 269-272, 555-558.
-
- Comminges (comté de), 307.
-
- commise du fief, 11, 13.
-
- communes, 90-94.
-
- comtes, à l'époque carolingienne, 5-7.
-
- concordats. — Voir : Londres, Worms (concordats de).
-
- Confucius, confucianisme, 459-460.
-
- Coni ou Cuneo, v. du Piémont, 493.
-
- Connaught, province d'Irlande, 179.
-
- Conrad II de Franconie, empereur, 133-135.
-
- Conrad III de Hohenstaufen, empereur, 138, 139, 140, 210-211.
-
- Conrad IV de Hohenstaufen, roi des Romains, fils de Frédéric II, 354, 361, 362, 372, 425, 474-476, 481, 488, 489, 515.
-
- Conrad, fils de l'empereur Henri IV, 44, 137.
-
- Conrad, cardinal 335.
-
- Conrad de Hochstaden, archevêque de Cologne, 369.
-
- Conrad, duc de Mazovie, 395.
-
- Conrad, marquis de Montferrat, 244, 245, 278.
-
- Conrad, comte palatin du Rhin, 247.
-
- Conrad d'Urslingen, duc de Spolète, 349.
-
- Conrad Lancia, 524.
-
- Conrad-Otton, neveu de Vladislav II de Bohême, 390.
-
- Conradin, fils de Conrad IV, 476, 490, 495-497, 508, 515, 519, 524.
-
- Constance (archevêque de), 33 ; — (paix de), 156-158, 351, 352, 365.
-
- Constance d'Aragon, femme de Frédéric II de Hohenstaufen, 303.
-
- Constance de Bourgogne, femme d'Alphonse VI de Castille, 59.
-
- Constance, comtesse de Bretagne, 253.
-
- Constance de Hohenstaufen, femme de Pierre III d'Aragon, 523, 524.
-
- Constance de Hohenstaufen, femme de Jean Vatatzès, 442.
-
- Constance de Sicile, femme d'Henri VI, 157, 158, 245, 302-303, 344.
-
- Constantin (donation de), 295-296, 301.
-
- Constantin Monomaque, empereur de Byzance, 203.
-
- Constantin Paléologue, 506.
-
- Constantinople, sous Alexis I
- ^{er}
- Comnène, 66, 67, 193, 195 ; — au XII
- ^e
- siècle, 201, 205, 210, 267, 268 ; — population étrangère avant la 4
- ^e
- croisade, 271, 275-279 ; — et la 4
- ^e
- croisade, 280-284 ; — après l'occupation par les Latins, 284-290, 400-401, 441, 442, 507, 512 ; reprise par les Grecs (1261), 443.
-
- consuls, dans les villes d'Italie, 93, 144, 156 ; — consuls de corporations, 552.
-
- Corbeil (traité de), 522.
-
- Corbie (seigneurie de), 186.
-
- Cordoue, 221, 224, 228 ; — (califat de), 56.
-
- Corée, 415, 421-422, 462.
-
- Corfou (île de), 51, 195-196, 201, 266, 267, 399, 507, 508, 510, 511.
-
- Corinthe, 201.
-
- Cork, v. d'Irlande, 179.
-
- Corleone, v. de Sicile, 348.
-
- Corne d'Or, 205, 271, 276, 282.
-
- Corneto, v. d'Italie (province de Rome), 367.

Cornouailles, 54, 55.
 corporations, 551-553.
Corpus juris canonici, 128.
 Corse, 87, 316.
 Cortenuova (bataille de), 362-363.
 corvées, 19, 20.
 Coumans, 274, 289, 402, 423.
 cour (service de), 12.
 cour du roi (*curia regis*), 532.
 couronnement impérial, 294.
 courtoisie, 111.
 Courtrai, v. de Flandre, 241.
 Coutances, v. de Normandie, 48.
 Cracovie, 394, 395, 423.
 Craon (seigneur de), 257.
 Crema, v. de Lombardie, 149, 351.
 Crémone, 44, 92, 149, 152, 153, 157, 351, 352, 360, 373, 498.
 Crescentius, 28, 29.
 Crète, 286, 288, 506.
 Crimée, 419, 425.
 Croatie, 193, 300, 396, 424, 586.
 croisades : première, 63-80, 84, 196 ;
 deuxième, 201, 210-211, 267 ;
 troisième, 217-218, 235, 240-241, 242, 268 ; — quatrième, 279-282 ;
 — de Damiette, 323, 346 (n. 1) ; —
 de Frédéric II, 354-356 ; première de
 saint Louis, 436, 437-440, 532 ; —
 de Tunis, 508, 514, 519, 532. —
 Voir : Albigeois.
 Cuenca, v. de Castille, 229.
 Cujavie (duché de), 394.
 Cunégonde, femme de Venceslas I^{er} de
 Bohême, 391.
 Cuneo. — Voir : Coni.
curia regis, 532.
 Cutanda (bataille de), 221.
 Cyclades, 270.
 Cyzique, v. de Phrygie, 289, 290.

D

Dalmatie, 66, 86, 193, 201, 202, 270, 271, 280, 316, 424.
 Damas, 206, 444 ; — commerce, 87 ;
 — (principauté de), 70, 79, 211-215, 355, 428, 429, 438-440, 445.
 Damase II, pape, 29, 135.
 Damgân, v. de Perse, 418.
 Damiette, 214, 323, 346 (n. 1), 439, 440, 514.
 Dammartin (seigneurie de), 250.
 Damme, v. de Flandre, 262.
 Dampierre (maison de), 493, 534.
 Danemark, 54, 301.
 Dânichmend, 70.
 Danois, en Angleterre, 52-54.
 Dâoùd, prince de Damas, 355.
 Daphni (mosaïques de), 205.
 Dardanelles, 279, 282, 288.
 Dauphiné, 322, 535.
 David, roi d'Écosse, 169.
 David, chef gallois, 546.
 David, successeur légendaire du Prêtre
 Jean, 435.
Décret de Gratien, 128.
 défrichements, 95-98.
 Delhi, 468 ; — (sultan de), 418.
 Démétrios, roi de Salonique, 399.
 Derbent, v. du Daghestan, 419.
 Derby (comte de), 54.
 Despenaperros (défilé de), dans la
 Sierra Morena, 231.
 dévolution (droit de), 246.
 Devonshire, 54.
 Diâla, affluent du Tigre, 427.
 Diârbékir. — Voir : Amida.
 Diego, évêque d'Osma, 319.
 Diego Gelmirez, archevêque de
 Compostelle, 223.
 dinanderie, 554.
 Dinant, v. de Belgique, 554.
 Dioclée, 274.
 Djaghataï. — Voir : Tchaglfataï.
 Djalâl ad-Dîn Mangouberti, 418, 420, 428, 467.

Djâloût, riv. de Syrie, 445.
Djebail. — Voir : Djoubail.
Djebelé, v. de Syrie, 197, 217.
Djerba, lie près de la Tunisie, 87, 348.
Djézîret, v. de Mésopotamie, 429.
Djötchi, fils de Gengis-khan, 420, 423.
Djoubail, v. de Syrie, 78, 79, 217.
Djournna, affluent du Gange, 468.
Dniepr, 401-403, 425.
Dniestr, 423.
doges de Venise, 93, 270.
Dombes (pays de), 238.
Domesday Book, 55.
Dominicains, 319-321, 324 et n. 1 ; et l'Inquisition, 326-328 ; — et les Universités, 335-336, 560-564 ; et la question d'Aristote, 340-341 ; — dans le conflit entre la papauté et Frédéric II de Hohenstaufen, 366, 372, 373 ; — et les missions, 436.
Dominique (saint), 319-321.
Dominique Gondisalvi, 338.
Don (steppes du), 419, 425.
Donation de Constantin, 295-296, 301.
donjon, 14, 21.
Dorylée (aujourd'hui Eski-Chehir), 72, 79, 210.
Dositeo, patriarche de Constantinople, 278.
Douai, 241, 251, 552, 553, 554.
Doucas (famille), 195, 196, 199, 284, 285.
Douce, comtesse de Provence, 223.
Douro, fleuve d'Espagne, 57, 59.
doyens, dans les Facultés, 567.
draperie (industrie et commerce de la), 83, 88-89, 237, 554-555.
Dreu, frère de Robert Guiscard, 48, 49.
Dreux (comté de), 185.
Drin (golfe du), 274.
Drina, affluent de la Save, 196.
droit romain (renaissance du), 1, 145, 333-334.
Dublin, 179.

ducs, duchés, dans l'empire carolingien, 6 ; — en Allemagne.
Durazzo, 51, 67, 195-197, 266, 268, 286, 399, 507, 510.
Dürnkrut (bataille de), 483, 484.

E

Ebérhard, comte, 38.
Ebles II, comte de Roucy, 58.
Èbre, fleuve, 57, 59, 221, 224.
échevins communaux, 93.
Échiquier d'Angleterre, 176.
Ecija, v. d'Andalousie, 221.
écoles épiscopales, 26, 331.
Écosse, 169, 178, 314, 316.
écuage (taxe d'), 177, 314, 381.
Édesse (ou Ourfa), 71, 73, 74, 209 ; — (comté d'), 79, 80, 207-209, 211, 215, 429.
Edgar Ætheling, 53, 54.
Edimbourg, 178.
Édith, femme d'Henri I^{er} Beauclerc, 164.
Edmond Côte de Fer (*Ironsides*), roi d'Angleterre, 53 (n. 1), 54, 164.
Edmond, fils d'Henri III d'Angleterre, 489, 492, 538.
Edmond d'Abingdon (ou Edmond Rich), archevêque de Canterbury, 380.
Edouard le Confesseur, roi d'Angleterre, 52-55, 164.
Edouard I^{er} roi d'Angleterre, fils d'Henri III, 398, 478, 514, 540-546.
Edouard Ætheling, fils du roi Edmond, 53 (n. 1).
Edremid, v. d'Asie Mineure, 79, 285, 289 ; — (golfe d'), 290.
Égée (mer), 279.
Eger (ou Cheb), v. de Bohême, 309, 482 ; — (bulle d'or d'), 309, 349.
Egnatia (via), 275.
Égypte, et les Turcs Seldjoukides, 69 ; — et la 1^{re} croisade, 76-77 ; — commerce, 87 ; — et le mouvement

- merce, 87 ; — et le mouvement intellectuel, 103 ; — au temps de la 2^e croisade, 212-214 ; — croisade de Damiette, 346 (n. 1) ; — et la croisade de saint Louis, 439-440 ; — au XIII^e siècle, 358, 371, 428, 429, 438-439, 444-445, 453, 512.
- El-Arich. — Voir : Arich.
- El-Bâra. — Voir : Bâra (al-).
- Elbe (pays de l'), 95, 96, 133, 157.
- Elbe (île d'), 86.
- Elbourz (monts), 418.
- électeurs (collège des), en Allemagne, 476.
- élections épiscopales, 32.
- élections pontificales (décret de Nicolas II sur les), 32.
- Éléonore. — Voir : Aliénor.
- Éléonore de Provence, femme d'Henri III d'Angleterre, 380, 542.
- Éléonore de Vermandois, 241.
- Élide, 506.
- Élisabeth de Vermandois, femme de Philippe d'Alsace, 241.
- Ely, v. d'Angleterre, 543 ; — (archevêque d'), 259, 311.
- Émeric (ou Imre), roi de Hongrie, 303, 397.
- Emma de Normandie, femme d'Æthelred, 53 (n. 1).
- Emma de Normandie, fille de Robert Guiscard, 72 (n. 2).
- Emmaüs, v. de Palestine, 75.
- Empire byzantin. — Voir : Byzance.
- Empire carolingien, 5.
- Empire germanique, au XI^e siècle, 27-44, 130-137 ; — et la querelle des investitures, 118-122, 136-138 ; de la mort d'Henri IV à l'avènement de Frédéric Barberousse, 137-139 ; — sous Frédéric Barberousse, 139-158 ; — et la grande guerre d'Occident, 236-264 ; — de la mort d'Henri VI à l'avènement de Frédéric II, 294-296, 307-310 ; sous Frédéric II de Hohenstaufen, 342-déric II de Hohenstaufen, 342-374 ; — et la Bohême, 389-390 ; — pendant le grand interrègne, 473-478, 536 ; — sous Rodolphe de Habsbourg, 478-485. — Voir : Allemagne, Italie.
- Empire latin de Constantinople, 284-291, 301, 316, 398-401, 441-442, 505-510.
- Empire de Nicée. — Voir : Nicée.
- Engelbert, archevêque de Cologne, 346.
- enquêteurs de saint Louis, 533.
- enseignement. — Voir : écoles, Universités.
- Enzio, fils bâtard de Frédéric II, 373, 518.
- Éphèse, 72, 197.
- épices (commerce des), 83.
- Épire, 51, 195, 201, 288 ; — (despotat d'), 290, 398-399, 400, 442-443, 508, 510.
- Epte, affluent de la Seine, 251.
- Eregli, v. d'Asie Mineure, 78.
- Erfurt (synode d'), 35.
- Ergene, riv. de Thrace, 400.
- Erzeroûm, 426.
- Escaut, 236, 237, 238, 534.
- Eski-Chehir. — Voir : Dorylée.
- Espagne, les débuts de la *reconquista* et la chevalerie française, 55-62 ; — et les Almoravides, 60-62, 219-222 ; — au milieu du XII^e siècle, 222-224 ; — et les Almohades, 225-232 ; — vie religieuse, 24, 125, 150, 316, 323, 368 ; — vie intellectuelle, 103, 112, 334, 338 ; — vie économique, 88, 98, — Voir : Aragon, Castille, Catalogne, Grenade, Léon, Murcie, Musulmans, Portugal, Valence.
- Espagne (marche d'), 57.
- Essex (comté d'), 236.
- estage (service d'), 12.
- Est-Anglie, 52.
- Este (marquis d'), 349, 367.

eswardeurs, 552.
Étampes, 185.
État (restauration de l'idée d'), 2, 23, 130, 145, 159.
État pontifical, 308, 345, 348-351, 368, 374, 487, 491, 494, 497.
Étendard (bataille de l'), 169.
Étienne IX, pape, 31.
Étienne de Blois, roi d'Angleterre, 168-171, 172.
Étienne I^{er} le Grand (saint), roi de Hongrie, 49, 301, 396.
Étienne V, roi de Hongrie, 508.
Étienne Némania, roi de Serbie, 273-275, 400.
Étienne I^{er}, fils du précédent, roi de Serbie, 275.
Étienne, comte de Chartres et de Blois, 67, 74.
Étienne-Henri, comte de Chartres et de Blois, 168 (n. 1).
Étienne Langton, archevêque de Canterbury, 259, 310, 312-315, 317.
Étienne de Muret, 123.
Étienne Segrave, justicier, 380.
Étienne Tempier, évêque de Paris, 579-581.
Eu, v. de Normandie, 161.
Eubée, île, 288, 506, 509, 510, 511.
Euclide, 103.
Eudes (saint) ou Odon, abbé de Cluny, 25.
Eudes, évêque d'Ostie, devient pape sous le nom d'Urbain II, 44. — Voir : Urbain II.
Eudes de Châteauroux, légat du Saint-Siège, 534.
Eudes de Douai, théologien, 563.
Eudes Borel, duc de Bourgogne, 61, 62.
Eudes le Marquis, 72 (n. 2).
Eugène III, pape, 124, 140, 210.
Euphrate, 79, 80, 207, 429.
Euphrosyne Doucas, femme d'Alexis l'Ange, 278.

Eustache, fils d'Étienne de Blois, 171.
Eustathe de Thessalonique, 204.
Évangile éternel, 587.
évêchés-comtés, 17.
Evesham (bataille d'), 542.
Evora, v. du Portugal, 228.
Évreux, 236, 249 ; — (comté d'), 253, 254.
exemption ecclésiastique, 24-25.
Exeter, v. d'Angleterre, 54.

F

Facultés, 331-335, 565-568, 570.
Faenza, v. d'Italie (prov. de Ravenne), 351, 367.
Falaise, v. de Normandie, 257.
Fan-tch'eng, v. de Chine, 454.
Fârâbî (al-), philosophe, 102.
Faro, v. de Sicile, près de Messine, 526.
Fatimides (califes) du Caire, 60, 71, 75, 77, 212-214, 428. — Voir : Égypte.
Feldsberg, v. d'Autriche, 483.
féodalité, 4-22 ; — et l'Église, 26-30 ; — en Angleterre, 55 ; — en Allemagne, 131.
Ferdinand I^{er}, roi de Castille, 57, 59.
Ferdinand II, roi de Castille, 228.
Ferdinand III, roi de Castille, 521.
Ferdinand, roi de Léon, 230.
Ferghâna, 417.
Fermo (évêque de), 36.
Fernand de la Cerda, 524 ; — son fils homonyme, 524-525.
Ferrand de Portugal, comte de Flandre, 260-263.
Ferrare, 89, 152, 351, 367, 498.
Fez, 87, 227.
fief, 6, 7, 9-17, 144 ; — en Angleterre, 54-55.
Fiorentino, v. d'Italie (prov. de Foggia), 373.
flamands (colons), 96.

- Flandre, 164, 189, 190, 236-243, 250-255, 260-265, 493, 534 ; — vie économique et urbaine, 86, 89, 93, 96, 97, 237, 553-554.
- Fleuve Bleu. — Voir : Yang-tseukiang.
- Fleuve Jaune. — Voir : Hoang-ho.
- Florence, 490, 491, 497, 501, 557.
- Foggia, v. de l'Italie méridionale, 527.
- foires, 18, 19, 89-90, 557-558.
- Foix (comté de), 307, 386.
- Fontevault (abbaye de), 123.
- Forchheim (diète de), 40, 137.
- Fougères (seigneur de), 257.
- Foulques d'Anjou, roi de Jérusalem, 208.
- Foulques de Puy-Richard, 500.
- Fou-tcheou, v. de Chine, 455.
- Fraga, v. d'Aragon, 221, 222.
- Français, dans le royaume de Sicile, 499.
- France, régime féodal, 3-22 ; — Église et vie religieuse, 24-27, 44, 118-119, 123-126, 316, 319-329 ; — expansion féodale, 46-62 ; — vie économique et urbaine, 84, 86, 88-90, 92, 95-99, 548-558 ; — vie intellectuelle et artistique, 105-115, 329-341, 559-589, 592 ; — et les croisades d'Orient, 64-68, 72-80, 210-211, 217-218, 280-291, 439-440, 517-519 ; — et l'Angleterre jusqu'à la mort de Richard Cœur-de-Lion, 160-171, 174, 179-182 ; — sous les cinq premiers Capétiens, 183-192 ; — et la reconquista espagnole, 220-232 ; — et la grande guerre d'Occident, 233-264, 297-298 ; — la croisade albigeoise, 303-307 ; — et l'Angleterre après Bouvines, 315-316, 377-379, 381 ; — au temps de Louis VIII et de Blanche de Castille, 382-387 ; — sous saint Louis et Philippe III, 527, 529-536, 591.
- Francfort, 260, 477.
- Franche-Comté. — Voir : Bourgogne (comté de).
- Franciscains, 321-324 ; — et l'Inquisition, 327 ; — et les Universités, 335-336, 560-564, 567, 568, 570 ; — et la question d'Aristote, 339-341 ; — dans le conflit entre la papauté et Frédéric II de Hohenstaufen, 366, 372, 373 ; — et les missions, 436, 437 ; — « Spirituels », 586-587 ; — tiers-ordre, 323.
- François (saint) d'Assise, 321-324.
- Frangipani (famille), 363.
- Frédéric I^{er} de Hohenstaufen, dit Barberousse, empereur, 138, 139-158, 202, 217-218, 237, 351, 390, 444.
- Frédéric II de Hohenstaufen, empereur : en qualité de roi de Sicile, 251, 261, 302-303, 308 ; — prétendant au trône d'Allemagne, 261, 263, 294, 296 ; — reconnu roi d'Allemagne, 309, 317 ; — et la répression de l'hérésie, 326 ; — son règne, 342-374, 473, 484, 524 ; — et le royaume de Jérusalem, 353-356, 515 ; — et la Bohême, 390-391, 481 ; — et les Mongols, 424-425 ; — et Jean Vatatzès, 442 ; — et le royaume d'Arles, 493 ; — et la Sicile, 496.
- Frédéric le Batailleur, duc d'Autriche, 361, 392, 424, 496.
- Frédéric, duc de Bohême, 390.
- Frédéric, duc de Thuringe, 479, 496.
- Frédéric de Lorraine, abbé du Mont-Cassin, devient le pape Étienne IX, 31. — Voir : Étienne IX.
- Frédéric, burgrave de Nuremberg, 482.
- Fréjus (foire de), 89.
- Frescobaldi, banquiers florentins, 557.
- Fréteval (bataille de), 249.
- Frise, 476.
- Fulbert, évêque de Chartres, 11.

G

- Gabès, v. de Tunisie, 87, 230 ; — (golfe de), 227.
 Gaëte, 48.
 Gafsa, v. de Tunisie, 230.
 Galice, 57, 62, 222-223.
 Galicie, 397, 402, 454.
 Galilée, région de Palestine, 216.
 Gallego, riv. d'Aragon, 57.
 Galles (pays de), 169, 178, 261, 314, 377, 539, 542, 543.
 Gallipoli (presqu'île de), 399.
 Gallura (judicat de), en Sardaigne, 517.
 Galvano Lancia, 489.
 Gand, 189.
 Gange (vallée du), 83, 467, 469.
 Garcia, fils de Ferdinand I^{er} de Castille, 59.
 garde (service de), 12, 19.
 garde-robe du roi d'Angleterre, 545.
 gardes de corporations, 552.
 Gargano (promontoire du), en Italie, 48.
 Gascogne, 61-62, 220, 258, 377, 379, 530, 538.
 Gascons, en Espagne, 57, 61.
 Gaza, v. de Palestine, 76, 214, 217, 371, 428, 438, 445.
 Gazâlî (al-). — Voir : Ghazâlî.
 Gebhard, évêque d'Eichstätt, devient le pape Victor II, 29, 135.
 Geiza. — Voir : Géza.
 Gélase II, pape, 120.
 Gelnhausen (diète de), 158.
 Gênes, commerce, 84-90, 270 ; — organisation municipale, 93, 94 ; — place prise dans l'empire byzantin, 201 ; — sa flotte, 218 ; — expéditions aux Baléares et en Espagne, 224 ; — massacre de Génois à Constantinople, 271, 272 ; — place prise dans l'empire latin de Constantinople, 290 ; — rapports avec Frédéric II de Hohenstaufen, 365-366, 368, 371 ; — intervention à Constantinople (1236), 401 ; — ple (1236), 401 ; — rapports avec Michel Paléologue, 443, 506 ; — avec Manfred, 490 ; — avec Charles d'Anjou, 501, 506, 509, 517, 518 ; — avec Pierre III d'Aragon, 524 ; — situation économique à la fin du XIII^e siècle, 548, 556.
 Gengis-khan, 411-421, 450 et n. 1, 460, 467.
 Geoffroi le Bel, comte d'Anjou, 166-170.
 Geoffroi, comte de Bretagne, fils du précédent, 167, 179.
 Geoffroi, comte de Bretagne, fils d'Henri II Plantagenêt, 180-181, 253.
 Geoffroi I^{er} de Villehardouin, prince d'Achaïe, 287.
 Geoffroi II de Villehardouin, prince d'Achaïe, 401.
 Geoffroi de Villehardouin, chroniqueur, 281.
 géométrie, chez les Arabes, 101-103.
 Géorgie, 420, 426, 452.
 Gérard, comte de Roussillon, 230.
 Gérard, évêque de Florence, devient le pape Nicolas II, 31. — Voir : Nicolas II.
 Gérard (frère), de Borgo San Donnino, franciscain, 587.
 Gerbert, écolâtre de Reims, 28. — Voir : Sylvestre II.
 Gerhoh de Reichersberg, 125.
 Germanie. — Voir : Allemagne.
 Gérone (ou Gironne), v. de Catalogne, 57, 527.
 Gerstungen (paix de), 138.
 Gertrude, femme d'André II de Hongrie, 397.
 Gévaudan, 223.
 Géza (ou Geiza) II, roi de Hongrie, 396.
 Ghazâlî (al-), philosophe et théologien, 102, 222, 225.
 Ghâzî. — Voir : Saïf ad-Dîn.

- Ghaznî (ou Ghazna), v. d'Afghanistan, 418, 456, 468.
- Ghorides (dynastie des), 468.
- Gibelins, 139, 140, 239, 246, 251, 260, 261, 479, 486, 490, 491, 495, 497, 501, 519, 523-525.
- Giglio, île, 368.
- Gilbert, comte de Gloucester, 541, 542, 543.
- Girgenti, v. de Sicile, 50, 34S.
- Gironde, fleuve, 379.
- Girone. — Voir : Gérone.
- Gisors (bataille de), 251.
- Gloucester, 170, 545 ; — (comtes de), voir : Gilbert, Richard, Robert de Caen.
- Godefroi de Bouillon, 66, 72, 74, 80.
- Godwine, père du roi Harold d'Angleterre, 52, 53.
- Gök-Sou, riv. de Cilicie, 218.
- gothique (art), 114-115, 588-589.
- Goulet (traité du), 254-255, 296.
- Gournay (seigneur de), 257.
- Gouyouk, khagan mongol, 427, 436, 450 et n. 1, 452, 453.
- Graçay (seigneurie de), 254.
- Grado (patriarche de), 154.
- Grande Charte d'Angleterre, 314-315, 376, 381, 382 ; — de Hongrie, 397-398, 592 ; — de Danemark, 592.
- Gratien, auteur du Décret, 128.
- Grèce, 267, 270-271, 285, 287, 400, 407, 506-511 ; — Grecs d'Italie, 48, 51 ; — science et philosophie grecques, 101, 336, et voir : Aristote, Platon, etc.
- Grégoire VI, pape, 28, 29, 135.
- Grégoire VII, pape, 33-42, 44, 58, 117, 127, 137-138, 292, 294, 300, 394.
- Grégoire VIII, pape, 158.
- Grégoire IX, pape, 327, 332, 338, 339, 353-359, 364-368, 400, 424-425, 441, 534. — Voir : Ugolin.
- Grégoire X, pape, 478-480. 500, 501, 509, 515, 536.
- Grégoire, comte de Tusculum, 28, 133.
- Grégoire Kamatéros, 199.
- Grenade, 221, 224, 228 ; — (royaume de), 521.
- Guadalajara, v. de Castille, 59.
- Guadalfeo, riv. d'Andalousie, 221.
- Guadalaviar, riv. d'Espagne, 229.
- Guadalo, affluent de l'Èbre, 229.
- Guadiana, fleuve d'Espagne et Portugal, 224, 230.
- Guadix, v. d'Andalousie, 221.
- Guastalla (concile de), 119.
- Guelfes, 139, 140, 239, 240, 246-247, 250, 280, 261, 486, 490, 491.
- guet (service de), 19.
- Gui de Lusignan, roi de Jérusalem, 216, 218.
- Gui, archevêque de Vienne, devient le pape Calixte II, 120. — Voir : Calixte II.
- Gui de Crema, cardinal, antipape sous le nom de Pascal III, 151. — Voir : Pascal III.
- Gui, archevêque de Milan, 33.
- Gui de Montefeltro, 524.
- Gui Foucoi, canoniste, devient le pape Clément IV, 495, 584. — Voir : Clément IV.
- Gui-Geoffroi, duc d'Aquitaine, 58.
- Guibert, archevêque de Ravenne, antipape sous le nom de Clément III, 41. — Voir : Clément III.
- Guibert de Nogent, historien, 92.
- Guillaume I^{er} le Conquérant, roi d'Angleterre, 52-55, 160, 186.
- Guillaume II le Roux, roi d'Angleterre, 43, 161-162, 163, 186.
- Guillaume Ætheling, fils du roi précédent, 166.
- Guillaume le Lion, roi d'Écosse, 178.
- Guillaume I^{er}, roi de Sicile, 143, 157, 201, 267.
- Guillaume II, roi de Sicile, 158, 180, 243, 267-268.
- Guillaume, archevêque d'Aix, 500.

Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, 339.
Guillaume de Villehardouin, prince d'Achaïe, 443, 505-510.
Guillaume I^{er}, duc d'Aquitaine, 24.
Guillaume IX, duc d'Aquitaine, 110, 170, 180.
Guillaume I^{er}, duc de Sicile, 266.
Guillaume VI, comte de Clermont, 188.
Guillaume Cliton, comte de Flandre, 166, 167, 189.
Guillaume, prétendant au comté de Flandre, 189.
Guillaume de Dampierre, comte de Flandre et de Hainaut, 534.
Guillaume, comte de Hollande, anti-roi en Allemagne, 373, 475-476, 493, 534.
Guillaume le Charpentier, vicomte de Melun ; 61, 73.
Guillaume VIII, seigneur de Montpellier, 521.
Guillaume d'Auxerre (maître), 338, 339.
Guillaume Bras de Fer, frère de Robert Guiscard, 48, 49.
Guillaume de Champeaux, 106, 125.
Guillaume de Couches, 105.
Guillaume de Lorris, 588.
Guillaume de Moerbeke (frère), 576.
Guillaume de Montreuil, 58.
Guillaume d'Ockham, 585.
Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou, 253, 254, 256-258.
Guillaume de Rubrouck (frère), 437, 451.
Guillaume de Saint-Amour, 563, 564.
Guilliz, village marocain, 225.
Guines (comté de), 254.
Guiscard. — Voir : Robert.
Gunzelin de Wolfenbüttel, 350.
Guyenne (duché de), 531, 536, 538. — Voir : Aquitaine.

H

Habsbourg (famille des), 484.—Voir : Rodolphe.
Hadrien. — Voir : Adrien.
Hafsides (dynastie des), 514, 518.
Hainaut, 237, 243, 493, 534-535.
Halicz, v. de Galicie, 397, 402, 403.
Ham, v. de Picardie, 241.
Hamadân, v. de Perse, 418.
Hamâ, v. de Syrie, 73, 79, 206, 212, 215, 428, 429, 514 ; — (principauté de), 214, 439.
Hami, v. d'Asie centrale, 408.
Han, riv. de Chine, 414, 431, 432, 454.
Hang-tcheou, v. de Chine, 430, 431, 454 ; — (golfe de), 414.
Hanoï, 432, 455.
Hanovre, 96.
Han-tchong, v. de Chine, 431.
Hârim, v. de Syrie, 213, 215.
Harold I^{er}, roi d'Angleterre, fils de Cnut le Grand, 52.
Harold II, roi d'Angleterre, fils de Godwine, 52, 54.
Harrân, v. de Mésopotamie, 78, 79, 209, 429.
Harthacnut, roi d'Angleterre, 52.
Hastings (bataille d'), 54.
Hattin (bataille de), 216, 217.
Hébron, v. de Palestine, 217.
Helgaud, biographe de Robert le Pieux, 185.
Henri II, empereur, 132-133, 134, 389, 393.
Henri III, empereur, 28, 30-31, 135, 136, 140, 389.
Henri IV, empereur, 31, 35, 36-44, 93, 119, 136-137, 390, 393.
Henri V, empereur, 119-121, 137-138, 166, 188, 189, 394.
Henri VI, empereur, 157, 158, 238, 240, 243-251, 268-269, 294.
Henri VII, roi des Romains, 345, 352, 358, 360-362.

- Henri de Flandre, empereur latin de Constantinople, 285, 287, 290, 399.
- Henri I^{er} Beauclerc, roi d'Angleterre, 118, 163-167, 168-170, 172, 176, 177, 188, 189, 314.
- Henri II Plantagenêt, roi d'Angleterre, 111, 151, 167, 170-182, 191, 235, 246, 301.
- Henri III, roi d'Angleterre, 376-382, 383, 386, 425, 477, 489, 492, 530-532, 535, 537-544.
- Henri le Jeune, fils du roi d'Angleterre Henri Plantagenêt, 177, 180, 237.
- Henri I^{er} de Lusignan, roi de Chypre, 355, 374, 515.
- Henri I^{er}, roi de France, 185, 187.
- Henri I^{er}, grand-duc de Pologne, 394.
- Henri II, grand-duc de Pologne, 394.
- Henri le Superbe, duc de Bavière, 139, 140.
- Henri le Lion, duc de Bavière et de Saxe, 153, 157-158, 180, 246, 247.
- Henri, duc de Basse-Bavière, 483, 484.
- Henri I^{er}, duc de Brabant, 242, 246-247, 259, 263, 264.
- Henri, duc de Silésie, 423.
- Henri de Bourgogne, comte de Portugal, 60, 220, 223.
- Henri Raspe landgrave de Thuringe, antiroi en Allemagne, 371-371.
- Henri, évêque de Winchester, 168, 169.
- Henri d'Allemagne, fils de Richard de Cornouailles, 541.
- Henri d'Antioche, 515 (n. 1).
- Henri de Brunswick, fils d'Henri le Lion 247, 251, 259.
- Henri de Castille, frère d'Alphonse X de Castille, 495.
- Henri Dandolo, doge de Venise, 272, 280, 281, 287, 288.
- Herbert, prévôt de l'église d'Aix-la-Chapelle, 147.
- Hereford, v. d'Angleterre, 170 ; — (comté de), 55, 539, 540 ; — (évêché de), 259.
- Hesse, 96.
- Hilâliens (invasion des), 60.
- Hildebert de Lavardin, 109.
- Hildebrand, le futur Grégoire VII, 34, 37, 38. — Voir : Grégoire VII.
- hindouisme, 469.
- Hindou-Kouch, 418.
- Hirschau (monastère de), 123.
- Hoang-ho (ou Fleuve Jaune), 408, 413-415, 422.
- Hokkaido, île, 462.-
- Hollandais (colons), 96.
- Hollande, 475.
- Holstein, 96, 246.
- hommage féodal, 5, 11, 14.
- Homs, v. de Syrie, 79, 206, 214, 215, 439, 445, 516.
- Ho-nan, 415, 422, 431.
- Hondo, île, 462.
- Hongrie, sous Étienne le Grand, 49, 301 ; — et la 1^{re} croisade, 66 ; — et le pape Alexandre III, 148, 150 ; — et l'empire byzantin, 193, 202, 273, 274 ; — et Venise, 270, 272, 280 ; — et Innocent III, 316 ; — et la croisade de Damiette, 346 (n. 1) ; — son histoire du XI^e au milieu du XIII^e siècle, 396-398 ; — et les Mongols, 423-425 ; — et le projet de croisade contre l'empereur de Nicée, 441 ; — et Otakar de Bohême, 482 ; — et Charles d'Anjou, 508.
- Hongrois (dévastations des) avant saint Étienne, 24.
- Honorius II, pape, 33.
- Honorius III, pape, 275, 321, 332, 334, 343-347, 350, 353, 376, 383, 571.
- Hôpital (ordre de l'), 208, 216, 357.
- Horace (influence d'), 108.
- Hospitaliers. — Voir : Hôpital.
- host. — Voir : ost.

- pôtel du roi, en France, 533 ; — en Angleterre, voir : garde-robe.
-
- hôtes, hôtise, 19, 98-99.
-
- Houai-ho, riv. de Chine, 414, 430.
-
- Houang-ho. — Voir : Hoang-ho.
-
- Houang-tcheou, v. de Chine, 431, 432.
-
- Houlagou, khan mongol de Perse, 427, 428-429, 437, 443, 445, 451, 453, 470.
-
- Hou-nan, province de Chine, 455.
-
- Hou-peï, province de Chine, 431, 432, 433, 454.
-
- Hubert de Burgh, 377.
-
- Hubert Walter, archevêque de Canterbury, 310.
-
- Huecha, riv. d'Aragon, 221.
-
- Huerva, riv. d'Aragon, 221.
-
- Huesca, v. d'Aragon, 61.
-
- Hugolin. — Voir : Ugolin.
-
- Hugues II de Lusignan, roi de Chypre, 515.
-
- Hugues III d'Antioche, roi de Chypre, 515, 516.
-
- Hugues Capet, roi de France, 184, 185, 187.
-
- Hugues I
- ^{er}
- , duc de Bourgogne, 59.
-
- Hugues III, duc de Bourgogne, 238.
-
- Hugues le Grand, duc des Francs, 148.
-
- Hugues X de Lusignan, comte de la Marche, 386.
-
- Hugues IV, comte de Saint-Pol, 250.
-
- Hugues V, sire de Lusignan, 61.
-
- Hugues, abbé de Cluny, 25, 40.
-
- Hugues de Lacy, 179.
-
- Hugues du Puiset, 187.
-
- Hugues de Sully, 511.
-
- Humber, riv. d'Angleterre, 54.
-
- Humbert de Moyenmoutier, 31-32.
-
- Humiliés de Milan (secte des), 322.
-
-
- I
-
- Iaroslav, prince de Souzdal, 452.
-
- Iaroslav, v. de Russie, 423.
-
- Ibiza, île, 220, 521.
-
- Ibn Mardenich, roi de Valence, 228, 229.
-
- Ibn Rušd, dit Averroès, 578.
-
- Ibn Sinâ, dit Avicenne, 102.
-
- Ibn Tâchfîn, chef almoravide, 60-61, 220.
-
- Ibn Toûmart, 225-226.
-
- Ibn Yâsîn, chef almoravide, 60.
-
- Ichâk ibn Alî, almoravide, 227.
-
- Iconium. — Voir : Konya.
-
- Ide, comtesse de Boulogne, 242.
-
- Iénisséï, 408.
-
- Iési, v. de la marche d'Ancône, 343.
-
- Ifrikiya (« Afrique »), 518-519. — Voir : Tunisie.
-
- Iglau. — Voir : Ihlava.
-
- Igliz, v. du Maroc, 225.
-
- Ihlava (ou Iglau), v. de Moravie, 483.
-
- Ile-de-France, 58, 61, 187, 190, 236.
-
- Ili, riv. d'Asie centrale, 416.
-
- Illyrie, 51, 508.
-
- Imâd ad-Dîn. — Voir : Zenguî.
-
- immunité (privilèges d'), 16, 18.
-
- Imre. — Voir : Émeric.
-
- Inde, 83, 101, 407, 467-469.
-
- Indochine, 455-456, 464-466.
-
- Indus, fleuve, 418, 468.
-
- industrie, 83, 88-92, 551-555.
-
- Ingeborg, femme de Philippe Auguste, 255.
-
- Ingo della Volta, armateur génois, 85.
-
- Ingo Nocenzo, armateur génois, 85.
-
- Innocent II, pape, 126, 154.
-
- Innocent III, pape, et la grande guerre d'Occident, 252, 259-261 ; — et la Bulgarie, 275, 302 ; — ses interventions dans la vie politique des divers États, 292-317, 318, 325, 326, 343, 383 ; — et les Cisterciens, 327 ; — tuteur du futur Frédéric II, 344, 345 ; — et l'État pontifical, 348, 349.
-
- Innocent IV, pape, son conflit avec Frédéric II de Hohenstaufen, 370-373 ; — et les Mongols, 436 ; — au concile de Lyon, 437, 439, 441 ; —

- sa position en Italie après son retour, 475, 487-488 ; — ses efforts pour écarter les Hohenstaufen du royaume de Sicile, 489, 538 ; — arbitre dans l'affaire de la succession de Flandre, 534 ; — et les Universités, 334, 561-562.
- Innocent V, pape, 501.
- Inquisition, 325-329, 586.
- Interrègne (Grand), 473-478.
- investiture des fiefs, 10, 11 ; — des clercs, 26-27, 31-32, 36, 41, 45, 140, 165 ; — querelle des investitures, 117-122, 136.
- Ionienne (mer), 201.
- Ioniennes (îles), 286, 288.
- Irak Adjemî, 420.
- Irak Arabî, 207, 427.
- Iran. — Voir : Perse.
- Iraouaddi, fleuve de Birmanie, 456.
- Irène, femme d'Ivan Assên, 442.
- Irène, femme de Jean Comnène, 205.
- Irène l'Ange, femme de Philippe de Souabe, 281.
- Irlande, 125, 178-179, 301, 313, 316, 377.
- Irnerius, jurisconsulte bolonais, 334.
- Irtych, riv. de Sibérie, 413.
- Isaac l'Ange, empereur de Byzance, 268, 272, 277, 278, 282-284.
- Isaac Comnène, fils de l'empereur Jean Comnène, 198.
- Isaac Comnène, usurpateur à Chypre, 273.
- Isabelle d'Achaïe (ou de Villehardouin), 508, 510.
- Isabelle d'Angleterre, femme de Frédéric II de Hohenstaufen, 425 (n. 1).
- Isabelle d'Aragon, femme de Philippe III le Hardy, 522.
- Isabelle de Brienne, femme de Frédéric II de Hohenstaufen, 353, 354.
- Isabelle de Hainaut, femme de Philippe Auguste, 241.
- Isabelle de Lusignan, femme d'Henri d'Antioche, 515 (n. 1).
- Isabelle de la Marche, femme de Jean Sans-Terre, puis de Hugues de Lusignan, 386.
- islam (religion de l'), en Afrique, 60 ; en Espagne, 102 ; — en Asie centrale, 417 ; — en Chine, 461 ; — dans l'Inde, 467-469. — Voir : Almohades, Almoravides, Arabes, Musulmans.
- Issoudun (seigneurie d'), 254. Istrie, 66, 87, 270, 586.
- Italie. — Église et vie religieuse, 17, 24, 25, 118, 125, 316, 586-587 ; — vie économique et urbaine, 83-90, 92-94, 96, 97, 98, 202, 488, 548, 549, 556-557 ; — vie intellectuelle et Universités, 111, 333-334, 571-573 ; — et les empereurs, 132-138, 141, 147-158, 261, 309, 347-353, 358-360, 367-370, 475, 477, 479 ; — et la 2^e croisade, 210 ; — et Charles d'Anjou, 486-503, 517-518. — Voir : Empire, Lombardie, Sicile (royaume de).
- Iton, riv. de Normandie, 249.
- Ivan Assên, tsar bulgare, 400-401, 441.
- Ives, évêque de Chartres, 118.
- Iviça. — Voir : Ibiza.
- Ivrée, v. du Piémont, 498.
- Izz ad-Dîn Aïbek, émir turc, 444.
- J**
- Jaca, v. d'Aragon, 57.
- jachères, 97.
- Jacques (ou Jayme) I^{er} le Conquérant, roi d'Aragon, 386, 513, 520-523.
- Jacques d'Aragon, roi de Majorque, 522, 524, 527.
- Jaén, v. d'Andalousie, 228.
- Jaffa, 81, 218, 355, 438, 513.
- Jalon, affluent de l'Èbre, 221.
- Janina, v. d'Épire, 195.

- Japon, 456, 461-463.
 Jativa, v. d'Espagne (prov. de Valence), 229.
 Jaufré Rudel, poète, 110.
 Jaune (fleuve). — Voir : Hoang-ho.
 Jayme I^{er}. — Voir : Jacques.
 Jean XIX, pape, 28.
 Jean XXI, pape, 501, 502.
 Jean Comnène, empereur de Byzance, 196-200, 202, 208, 270.
 Jean Vatatzès, empereur de Nicée, 399, 400, 441-442.
 Jean Sans-Terre, roi d'Angleterre, 181, 182, 245, 248-249, 253-264, 296-298, 310-316, 376.
 Jean (ou Johannitza, dit aussi Kalojan), roi de Bulgarie, 275, 302.
 Jean Assên, roi de Bulgarie. — Voir : Ivan.
 Jean de Brienne, roi de Jérusalem, puis régent de l'empire de Constantinople, 353, 357, 400, 401, 516.
 Jean de La Roche, duc d'Athènes, 510.
 Jean, duc de Néopatras, 508-511.
 Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, 534.
 Jean de Grey, évêque de Norwich, 310.
 Jean, évêque de Sabine, devient le pape Sylvestre III, 29. — Voir : Sylvestre III.
 Jean (le Prêtre), 435, -436.
 Jean Axouch, grand-domestique à Byzance, 198, 200.
 Jean Boinebroke, marchand drapier, 555.
 Jean Kinnamos, historien, 204.
 Jean de La Rochelle (maître), 340.
 Jean de Meung, poète, 588.
 Jean de Parme, ministre général des Franciscains, 587.
 Jean de Pecham, franciscain, 580.
 Jean de Plan Carpin, 436, 452.
 Jean de Procida, 524.
 Jean de Saint-Gilles, dominicain, 336.
 Jean Fitzgeoffrey, 540.
 Jean Gratien, devient le pape Grégoire VI, 28. — Voir : Grégoire VI.
 Jean l'Italien, écrivain byzantin, 204. I
 Jean Mauropous, écrivain byzantin, 204.
 Jean Tzetzès, poète et grammairien, 204.
 Jean Xiphilin, écrivain byzantin, 204.
 Jean-Gaëtan Orsini, devient le pape Nicolas III, 502. — Voir : Nicolas III.
 Jeanne de Navarre, femme de Philippe le Bel, 536.
 Jeanne de Toulouse, femme d'Alphonse de Poitiers, 384, 385, 531.
 Jérusalem, 71-80, 211, 217, 218, 355-359, 371, 428, 438 ; — (royaume de), 79-80, 202, 211-217, 301, 353-357, 371, 374, 428, 438-440, 445-446, 513-516, et voir : Syrie ; — (patriarche de), 354, 359.
 Jiloca, riv. d'Aragon, 221.
 Joachim de Flore, 587.
 Johannitza, roi de Bulgarie. — Voir : Jean.
 Joinville, 531, 532.
 Josaphat (vallée de), 217.
 Joscelin II de Courtenay, comte d'Édesse, 209, 212.
 Jourdain, 79, 215.
 Joutchen, peuple d'Asie, 408, 414.
 Jucar, fleuve d'Espagne, 221, 229.
 juges itinérants, en Angleterre, 165, 177.
 Juifs (philosophes), 338 ; — confiscation de leurs biens en Angleterre, 382 ; — (prêteurs), 557.
 jurés municipaux, 93 ; — de corporations, 552.
 justices féodales, 12-13 ; — seigneuriales, 19.
 Juvénal (influence de), 108.

K

- Kâboul, v. de l'Afghanistan, 418, 456.
Kachgar, v. du Turkestan chinois, 407, 409, 413, 417.
Kachin, v. de Russie, 423.
Kafartâb, place forte de Syrie, 208.
K'ai-fong, v. de Chine, 415, 422.
Kaikhousraou II, sultan de Roûm, 426.
Kairouan, 84, 230.
Kaisarié (ou Césarée de Cappadoce), 426.
Kai-syeng, v. de Corée, 421.
Kalâoun, sultan d'Égypte, 516.
Kalat Kouraïn (ou château de Montfort), en Syrie, 514.
Kalka (ou Kalmious), riv. de Russie, 419.
Kâlmân, roi de Hongrie. — Voir : Koloman.
Kalmious. — Voir : Kalka.
Kalojan, roi de Bulgarie. — Voir : Jean.
Kama, affluent de la Volga, 423.
Kamakoura, v. du Japon, 463.
Kâmil (al-), sultan du Caire, 355.
Kan-sou, province de Chine, 407, 413.
Karabalgassoun. v. d'Asie centrale, 407, 412.
Karadja-Dagh, montagnes du Kurdistan, 209.
Kara-K'itan (ou Kara-Khitai), 408, 416, 417, 420. — Voir : K'itan.
Karakoïoum, v. d'Asie centrale, 408, 436, 451, 452, 453.
Karâkouch, aventurier arménien, 230.
Karâ-Sou, nom donné à l'Euphrate occidental, 426.
Karboûkâ (ou Kerbogha), émir de Mossoul, 71, 73.
Karlouk, peuple turc, 416.
Kastoria, v. de Macédoine, 196.
Kaswîn, v. de Perse, 418.
Kazan, v. de Russie, 419, 425.
Kef (le), v. de Tunisie, 230.
Kenilworth (château de), en Angleterre, 543.
Kent (comté de), 57, 237.
Kenteï (monts), 413.
Kéraït, peuple d'Asie, 408, 411, 412.
Kerak (al-), v. de Palestine, 439.
Kerbogha. — Voir : Karboûkâ.
Kéroulen, riv. de Mongolie, 409, 411, 412, 413, 450.
Khanbalik, nom donné à Pékin, 455.
Kharezm. — Voir : Khwârezm.
Khitan. — Voir : K'itan.
Khmer (ou Cambodgiens). — Voir : Cambodge.
Khorassan, 207, 222, 418, 419.
Khotan, v. du Turkestan chinois, 407, 409, 417.
Khoubilaï, khan mongol, 430, 433, 450 (a. I), 453, 455-458, 460, 461, 470, 471.
Kliwârezm, région du Turkestan, 409, 416, 417, 420, 428, 468.
Khwârezmiens (bandes de), 371, 428, 438, 440.
Khwârizmî (al-), astronome, 103.
Kiang-si, province de Chine, 460.
Kiang-sou, province de Chine, 415, 422, 432, 433.
Kiev, 401, 423 ; — (principauté de), 300, 397, 401-403.
Kilidj Arslân, sultan du Roûm, 69, 70.
Kin (dynastie des), 415, 422, 431.
Kindî (al-), philosophe, 102.
Kiou-siou, île, 456.
Kiptchak (khanat de), 451, 453, 454, 470.
Kirghiz, peuple d'Asie, 408.
Kirkagatch, v. d'Asie Mineure, 79.
K'itan, peuple d'Asie, 408, 409, 414. — Voir : Kara-K'itan.
Kitbouka, général mongol, 443, 445.
Kizil-Irmak, fleuve d'Asie Mineure, 426.
Ktokotinitsa (bataille de), 400.
Klosterneuburg, v. d'Autriche, 424.

Kobdo, v. de Mongolie, 412, 416.
Koloman (ou Kálmán), roi de Hongrie, 66, 396.
Kolomna, v. de Russie, 423.
Konya (ou Iconium), v. d'Asie Mineure, 69, 72, 210, 426.
Kosovo, v. de Serbie, 274.
Kouang-si, province de Chine, 432, 455.
Koueï-lin, v. de Chine, 432.
Kouei-tcheou, province de Chine, 431.
Koum, v. de Perse, 418.
kouriltai, 413, 450.
Kouteha, v. du Turkestan chinois, 409.
Kou-tch'eng, v. d'Asie centrale, 408.
Koutchloug, roi naïman, 416-417.
Koutouz, sultan d'Égypte, 444-445.
Kyoto, 463.
Kyutahiya, v. d'Asie Mineure, 79.

L

Laa, v. d'Autriche, 483.
Labour (terre de), 348.
Ladislav (ou László) I^{er}, roi de Hongrie, 396.
Ladislav (ou László) IV, roi de Hongrie, 482.
Ladislav (ou László), fils du roi Étienne de Hongrie, 508.
Ladislav I^{er}, roi de Pologne, 393.
Ladislav II, grand-duc de Pologne, 394.
La Ferté (abbaye de), 125.
Lagny (foire de), 557.
Lahore, 467, 468.
Laiazzo (ou Aïas), port de Cilicie, 556.
lais bretons, 111.
lama (grand), 459.
lamaseries, au Tibet, 459.
Lambeth (paix de), 376.
Lampsaque, v. d'Asie Mineure, 79.
Lancia (famille), 489.
Landfrieden, 484.
Lanfranc, archevêque de Canterbury, 43.

Langres (évêché de), 13, 17, 192.
Languedoc, vie économique et urbaine, 89, 93, 95, 519 ; — et Henri II d'Angleterre, 180 ; — l'hérésie, la guerre albigeoise et ses suites, 304-307, 327, 383-384, 386, 586, et voir : Albigeois ; — Université de Toulouse, 333 ; — et Alphonse de Castille, 522 ; — et Charles d'Anjou, 527 ; — pénétration capétienne, 532, 536.
Languedociens, en Espagne, 58, 61 ; — à la 1^{re} croisade, 66, 67, 73.
Laodicée (aujourd'hui Latakia), v. de Syrie, 78, 197, 208, 217, 515.
Laon, 92 ; — (écoles de), 103 ; — (évêché de), 17.
Laos, 466.
Lao-tseu, 460.
Larissa, v. de Thessalie, 51.
La Roche-aux-Moines (bataille de), 263.
La Rochelle, 258, 263, 378.
Las Formigas (bataille de), 527.
Las Navas de Tolosa (bataille de), 231-232.
László. — Voir : Ladislav.
Latakia. — Voir : Laodicée.
Latino Orsini, cardinal, légat du pape en Toscane, 502.
Latins, dans l'empire byzantin, 200-201, 269-272, 273, 275-279.
Latran (concile de), 120 ; — 4^e concile, 316-317, 587.
Lauenburg (forteresse de), sur l'Elbe, 246.
Lausanne, 480 ; — (évêque de), 39.
Laval (seigneur de), 257.
Lavaur, v. du Languedoc, 384.
Legnano (bataille de), 154, 157, 236.
Leicester, v. d'Angleterre, 54 ; — (comté de), 55, 236, 306, 381.
Leinster, province d'Irlande, 179.
Le Mans, 92, 167, 253.

- Lemberg (ou Lwow), v. de Galicie, 423.
- Lens, v. d'Artois, 241.
- Léon, v. d'Espagne, 57, 224 ; — (cathédrale de), 589.
- Léon (royaume de), 57, 223, 230, 231.
- Léon IX, pape, 29, 31, 33, 49, 135.
- Léonine (cité), 41, 142, 152.
- Léopold V, duc d'Autriche, 245, 247.
- Le Puy, 45, 192.
- Lérída, v. de Catalogne, 57, 221, 224, 229.
- Lesbos, île, 506.
- Leszek I^{er} le Blanc, grand-duc de Pologne, 394, 395.
- Leszek II le Noir, grand-duc de Pologne, 394.
- Lewes (bataille ou « mise » de), 541.
- Liao-tong (péninsule de), 415, 421.
- Liban, 79, 80.
- Licario, aventurier lombard, 510.
- Licata, v. de Sicile, 50.
- licence d'enseigner (*licentia docendi*), 331-332, 334, 335, 571.
- Liège, 137, 246.
- Liegnitz (bataille de), 423, 424.
- Liemar, archevêque de Brème, 35.
- lige (hommage), 14.
- Ligue lombarde, 152-157, 236, 347, 351-352, 360-363, 365-366, 488, 501 ; — rhénane, 475, 476 ; — toscane, 491.
- Ligurie, 363.
- Lille, 241 ; — (foires de), 89.
- Lillers, v. d'Artois, 254.
- Limbourg (duc de), 264.
- Limoges, 231 ; — (diocèse de), 530 ; — (vicomté de), 253, 531, 532.
- Limousins, en Espagne, 61.
- Lincoln (bataille de), 170 ; — (évêque de), 169, 569.
- Lisbonne, 61, 220, 228.
- Lituanais, 395.
- Llywelyn, prince gallois, 543, 546.
- Loches, v. de Touraine, 249, 258.
- Lodi, v. de Lombardie, 152, 351, 363.
- Logudoro (judicat de), en Sardaigne, 517, 518.
- Loire (pays de la), 95.
- Lombardie, jusqu'au milieu du XII^e siècle, 36, 39, 44, 66, 67, 89, 138 ; — et Frédéric Barberousse, 144, 148, 149, 152-157, 236 ; — et Henri VI, 243-244 ; — et l'hérésie, 322, 327, et voir : Patares ; — et Frédéric II de Hohenstaufen, 351-353, 360-374 ; — dans la seconde moitié du XIII^e siècle, 475, 487-491, 495, 497, 502, 523, 524. — Voir : Ligue lombarde.
- Lombards, en Grèce, 284, 286-287 ; — de l'Italie du Sud, 48.
- Lombards, prêteurs d'argent, 557.
- Londres, 54, 168, 170, 314-316, 382, 539, 541-543, 552 ; — (concordat de), 118, 165 ; — (évêque de), 259, 311.
- Lorraine, Lorrains, 30, 66, 72, 535, 536.
- Lorris, v. du Gâtinais, 98 ; — (paix de), 386.
- Lothaire de Supplinburg, empereur, 138.
- Lothaire, roi de France, 184.
- Louis V, roi de France, 184.
- Louis VI, roi de France, 98, 187-190.
- Louis VII, roi de France, 150-151, 170, 180, 181, 190-192, 202, 210-211, 267.
- Louis VIII, roi de France, 241, 242, 254, 263, 315-316, 325, 376, 377, 383-384.
- Louis (saint) IX, roi de France, et Henri III d'Angleterre, 377-379, 386 ; — troubles pendant sa minorité, 384, 385-386 ; — et Frédéric II de Hohenstaufen, 367, 425 ; — sa croisade en Égypte, 436, 437, 439-440 ; — et Charles d'Anjou, 494 ; — sa croisade de Tunis, 508, 513, 514, 519 ; — traité

- traité de Corbeil, 522 ; — son règne, 529-535, 536, 537-538, 540, 541, 564.
- Louis, duc de Bavière, 358, 495.
- Louis, comte palatin de Bavière, 479.
- Louis, comte de Blois, 285.
- Louristan (monts du), 427.
- Lou-tcheou, v. de Chine, 432.
- Lucain (influence de), 108.
- Lucera (colonie musulmane de), 348, 494.
- Lucius III, pape, 157.
- Lucques, 89, 90, 93, 491, 497, 556.
- Lund (archevêque de), 143.
- Lüneburg (le), région du Hanovre, 158.
- Lusignan (seigneurs de), 61, 256.
- Luxembourg (comte de), 535.
- Lydie, 72.
- Lyon, 45, 231, 373, 475, 535, 536 ; — (archevêque de), 535 ; — (conciles de), 371-372, 439, 441, 479, 509, 511 ; — secte des Pauvres de Lyon, 322.
- Lwow. — Voir : Lemberg.
- M**
- Maarrat an-Nomân, v. de Syrie, 73, 74, 79, 208.
- Macédoine, 66, 193, 195, 196, 266, 274, 275, 285, 287, 289, 442.
- Mâcon, 45 ; — (comté de), 238.
- Madrid, 59.
- Magdebourg, 133 ; — (archevêché de), 140.
- Maghreb, 60, 61, 87, 222, 225-227, 521. — Voir : Maroc.
- Maguelonne, (évêque de), 335.
- mahdî, sens du mot, 225.
- Mahdîya, v. de Tunisie, 84, 87, 230.
- Mahmoud le Ghaznévide, 468.
- Maïeul, abbé de Gluny, 25.
- Maïmonide, 338, 339.
- Maïna (château de), en Grèce, 506.
- Maine (comté du), 164, 181, 184, 191, 221, 235, 245, 250, 253-257, 377, 385, 493.
- maires, dans les communes urbaines, 93.
- maîtres, maîtrise, dans les corporations, 552, 555.
- Majorque, 220, 521 ; — (royaume de), 523, 524.
- Makri Plagui (défilé de), 506.
- Málaga, v. d'Andalousie, 224, 228.
- Malagôn, v. de Castille, 231.
- Malaisie, 462.
- Mâlik al-Kâmil, sultan du Caire, 355, 359, 371, 372.
- Mâlik al-Nâçir Yoûsouf, prince d'Alep, 428.
- Mâlik al-Sâlih, fils de Noûr ad-Dîn, 215.
- Mâlik-châh, sultan seldjoukide, 69, 70, 207.
- Mâlik Ghâzî Mohammed, émir de Sîwâs, 70.
- Malte, île, 50, 266.
- Malvoisie (ou Monembasia), port de Grèce, 505.
- Mambidj, v. de Syrie, 79, 429.
- mamelouks bahrites, 444-445.
- Manche (la), région d'Espagne, 229.
- Mançour (al-), calife almohade. — Voir : Aboû Yoûsouf.
- Mandchourie, 408, 413, 462.
- Manfred, roi de Sicile, 443, 489-491, 494, 495, 507, 508, 518, 522-524, 538.
- Manfredonia (golfe de), dans l'Adriatique, 489.
- Mangou. — Voir : Mongka.
- Maniakès (famille), 195.
- manichéisme, 407.
- Mans (le). — Voir : Le Mans.
- Mansouïra (batailles de), 346 (n. 1), 439.
- Mantoue, 39, 92, 152, 351, 362, 498, 501.

- Manuel Comnène, empereur de Byzance, 198-202, 204, 210, 265, 267, 268, 271, 273, 275, 278, 396.
- Manuel l'Ange, despote de Salonique, 400.
- Manyas (lac), en Asie Mineure, 285.
- Manzikert (bataille de), 68, 69, 193.
- Marach, v. d'Asie Mineure, 71, 79.
- Maracleë, v. de Syrie, 217.
- Marâgha, v. de Perse, 418.
- Marbode, évêque d'Angers, 109.
- Marcabru, poète, 110, 111.
- March. — Voir : Morava.
- Marche (comté de la), 191, 256, 378.
- Marche d'Ancône. — Voir : Ancône.
- Marche d'Espagne, 57.
- Marchegg, v. d'Autriche, 483.
- Marco Polo, 430, 457-458, 459, 470, 471.
- Mârdîn, v. de Mésopotamie, 79, 209, 215.
- Mardj-Ayoûn (le), 215.
- Marguerite, reine d'Écosse, 164.
- Marguerite de France, reine de Hongrie, fille de Louis VII, 180, 181, 397.
- Marguerite d'Alsace, comtesse de Flandre et Hainaut, 237, 242.
- Marguerite, comtesse de Flandre et Hainaut, 493, 534.
- Marie d'Antioche, femme de Manuel Comnène, 268, 277.
- Marie d'Antioche, héritière du trône de Jérusalem, 515, 516.
- Marie Comnène, fille de l'empereur Manuel, 277.
- Marie de France, poète, 111.
- Marie de Montpellier, mère de Jacques I^{er} d'Aragon, 521.
- Maritime (la), province, 356.
- Maritsa, fleuve de Bulgarie et de Thrace, 196, 274.
- Markab, v. de Syrie, 197.
- Markward d'Anweiler, 303, 349.
- Marlborough (statut de), 544.
- Marmande, 384.
- Maroc, 60, 87, 220, 226-227, 231, 232.
— Voir : Maghreb.
- Marrakech, 226, 227.
- Marseille, 86, 348, 517, 548, 556.
- Martin (rio), affluent de l'Èbre, 229.
- Martin IV, pape, 503, 511, 525, 527, 528.
- Maslama, astronome, 103.
- Masyâf, v. de Syrie, 74.
- Matarrafta, affluent de l'Èbre, 229.
- Mathieu, comte de Boulogne, 242.
- Mathilde d'Angleterre, dite « l'impératrice », femme de l'empereur Henri V, puis de Geoffroi le Bel, 166-170.
- Mathilde de Boulogne, femme d'Étienne de Blois, 168.
- Mathilde de Boulogne, femme d'Henri I^{er} de Brabant, 242.
- Mathilde de Portugal, femme de Philippe d'Alsace, 241, 242.
- Mathilde de Toscane, « la grande comtesse », 40, 44, 138, 157, 349, 356.
- Matteo Orsini, sénateur de Rome, 502.
- Matteo Rosso, sénateur de Rome, 370.
- Mauguio. — Voir : Melgueil.
- Mauléon (aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre), 259.
- Maures. — Voir : Musulmans.
- Maurienne (comte de), 181.
- Mayence, 137, 261, 309, 361, 390 ; — (archevêque de), 33, 119, 256, 261, 309, 371, 476, 477, 479, 484.
- Mayenne (seigneur de), 257.
- Mazovie (duché de), 394.
- Meath, province d'Irlande, 179.
- médecine chez les Arabes, 101, 103.
- Médina del Campo, v. de Castille, 59.
- Méditerranée (commerce de la), 83-88, 95, 519, 556.
- Meinhard, comte de Tirol, 482, 485.
- Melfi, v. de la Basilicate, 49 ; — (constitutions de), 359.

- Melgueil (comté de) ou de Mauguio, dans le Languedoc oriental, 300, 306, 307.
- Mélitène, v. d'Asie Mineure, 71, 79.
- Melun (comté de), 185.
- Membidj. — Voir : Mambidj.
- Mé-nam, fleuve du Siam, 465.
- Mende (évêché de), 17.
- Mé-ping, affluent du Mé-nam, 465.
- Mercie, région d'Angleterre, 52.
- Merdj. — Voir : Mardj.
- Merseburg, v. du duché de Saxe, 391.
- Mésie, 274.
- Mésopotamie, 69, 70, 207, 428-429.
- Messine, v. de Sicile, 49, 50, 84, 88, 240, 244, 251, 525.
- Messines, v. de Flandre, 89.
- Meulan (comte de), 257.
- Meuse (pays de la), 66, 89, 95, 236, 237, 239, 260.
- Michel Paléologue, empereur de Nicée, 443, 507, 509-511, 524, 535.
- Michel I^{er} l'Ange, despote d'Épire, 290, 399.
- Michel II l'Ange, despote d'Épire, 507, 508.
- Michel Assên, tsar bulgare, 442.
- Michel Cérulaire, patriarche de Constantinople, 195.
- Michel d'Éphèse, écrivain byzantin, 204.
- Mieszko I^{er}, duc de Pologne, 393.
- Mieszko II, roi de Pologne, 393-394.
- Mieszko III, grand-duc de Pologne, 394.
- Milan, avant le milieu du XII^e siècle, 89, 92, 93, 134 ; — et Frédéric Barberousse, 144, 149, 152, 156-157 ; — et Frédéric II de Hohenstaufen, 309, 351-352, 362-363, 365-368, 372 ; — et Charles d'Anjou, 498, 502 ; — (archevêché de), 32, 36, 138, 157, 368 ; — hérésies, voir : Humiliés, Patares.
- Miliana, v. d'Algérie, 230.
- Mineurs (frères). — Voir : Franciscains.
- ministeriales*, 131.
- Minnesinger*, 112.
- Minorque, 521.
- Mirambeau, v. de Saintonge, 378.
- Mîrat, v. de l'Inde, 468.
- Mirebeau, v. du Poitou, 256.
- Misilmeri, v. de Sicile, 50.
- Misnie (margrave de), 247.
- Missis (ancienne Mopsueste), v. de Cilicie, 72, 202.
- Mistra (forteresse de), en Grèce, 505, 506.
- Modène, 152, 334, 360, 498, 573.
- Mohammed, frère du sultan Barkyârok, 70.
- Mohammed le Ghoride, 468.
- Mohammed al-Nâçir. — Voir : Nâçir (al-).
- Mohammed ibn Toûmart, 225-226.
- Mohi (bataille du pont de), 424.
- Moissac, 114, 115, 384.
- Moldavie, 274, 424.
- Molise (comté de), 348, 358.
- Môn, peuple d'Indochine, 465.
- Monastir, v. de Macédoine, 274, 275, 443, 505.
- Mondovi, v. du Piémont, 493.
- Monembasia. — Voir : Malvoisie.
- Mongka (ou Mangou), khagan mongol, 427, 433, 437, 443, 450 et n. 1, 452, 453.
- Mongolie, 405-413, 416, 420, 443, 450, 453.
- Mongols, 405-438, 444-461, 464, 467-471.
- monnaies (frappe des), 18.
- monopoles seigneuriaux, 19-20.
- Montaperti (bataille de), 490.
- Montauban, 384.
- Mont-Cassin (monastère du), 42.
- Montebello (trêve de), 153.
- Monte Cristo (île de), 368.
- Monténégro, 274.

Montferrand, v. d'Auvergne, 188.
 Montferrand (château de) ou de Barîn, en Syrie, 208.
 Montferrat (marquis de), 153, 351, 487, 501, 524.
 Montfort (château de) ou Kalat Kouraïn, en Syrie, 514.
 Montfort l'Amaury (maison de), 236, 306.
 Montfort-sur-Risle, v. de Normandie, 257.
 Montichiari, v. de Lombardie, 362.
 Montlouis (paix de), en Touraine, 181.
 Montpellier, 86, 89, 224, 232 ; — (seigneurie de), 301, 386, 521, 524, 527 ; — (Université de), 334-335.
 Montreuil (comté de), sur la Canche, 185.
 Mopsueste. — Voir : Missis.
 Morava (ou March), riv. de Moravie, 483.
 Morava, riv. de Serbie et Bulgarie, 196, 274.
 Moravie, 133, 389-392, 393, 433, 479, 481-483.
 Morée, 270, 271. — Voir : Achaïe, Péloponnèse.
 Morimond (abbaye de), 125.
 Mortain (comté de), 168.
 Morte (mer), 214.
 Mortemer (bataille de), 185.
 Moscou, 423.
 Moselle, 66.
 Mossoul, 70, 207, 215, 445, 452.
 Mostançir (al-), calife almohade, 232.
 Mostançir (al-), calife hafside, 514, 518-519.
 motazilites, 225.
 Moûghân, v. de Perse, 420.
 Moukouli (ou Moukali), général chinois, 415.
 Moulân, v. de l'Inde, 467.
 Mourtoï, v. d'Épire, 510.
 Mourzouphle (Alexis Doucas, dit), 284, 285.

Moustasim (al-), calife abbasside, 427.
 Mouzaïa, v. d'Algérie, 230.
 Murcie, région d'Espagne, 61, 221, 224, 228 ; — (royaume de), 521, 522.
 Muret (bataille de), 232, 307.
 Murzuphle. — Voir : Mourzouphle.
 Musulmans, en Italie et Sicile, 49-51, 348, 494 ; — en Espagne, 56-62, 98, 219-232, 521, 524 ; — en Méditerranée, 83, 84, 87, 519, 521 ; — en Afrique du Nord, 84, 87, 220, 225-227 ; — en Chine, 461 ; — aux Indes, 467, 468, 469. — Voir : Abbassides, Fatimides, Hafside, Turcs, etc.
 Mysie, 285.

N

Nâçir (al-), calife almohade, 230, 231.
 Nâçir (al-), prince d'Alep, 428, 429.
 Naïman, peuple d'Asie, 408, 412, 413, 416, 417.
 Nájera, v. de Castille, 57.
 Namur (marquis de), 237, 253, 259.
 Nantes, 258, 378 ; — (comté de), 179.
 Nao (cap de la), en Espagne, 521.
 Naples, 47, 48, 245, 368, 373, 488, 490, 496, 500, 501, 523, 527 ; — (duc de), 47, 48 ; — (évêque de), 37.
 Naplouse, v. de Palestine, 216.
 Narbonne, 86, 231 ; — (duché de), 384 ; — (vicomté de), 220, 223, 386.
 Naro, v. de Sicile, 50.
 Nasîbîn, v. de Mésopotamie, 429.
 Nâsir (al-). — Voir : Nâçir.
 nations, à l'Université de Paris, 566, 567 ; — à celle d'Oxford, 570-571.
 Nauplie (golfe de), 506.
 Navarre, 57, 58, 59, 223, 224, 230-231, 385, 536.
 Naxos, île, 506.
 Nazareth, 216, 355, 440.
 Néopatra (duc de), 508, 511.
 néoplatoniciens, 104.

- Népal, 469.
Nesîbîn. — Voir : Nasîbîn.
nestorianisme, 407, 435, 460-461.
Neubourg (le), v. de Normandie, 252, 257.
Neustrie (marche de), 184.
Nevers (comte de), 190, 192.
Nfis, riv. du Maghreb, 226.
Nicée, v. de Bithynie, 72, 197, 285, 290 ; — (empire de), 290, 399-400, 441-443, 506-511 ; — (patriarche de), 400.
Nicéphore Botaniatès, empereur de Byzance, 195.
Nicéphore l'Ange, despote d'Épire, 508, 510, 511.
Nicétas Acominatos, historien byzantin, 269, 277, 279.
Nich, v. de Serbie, 66.
Nîchâpoûr, v. de Perse, 418.
Nicolas I^{er}, pape, 292.
Nicolas II, pape, 31, 32, 49.
Nicolas III, pape, 483, 502, 510, 511.
Nicolas (maître), doyen de Bar-sur-Aube, 563.
Nicomédie, v. de Bithynie, 290.
Niger, 60.
Nil, 212, 213, 268, 439.
Nîmes, 306, 383.
Niort, 258.
nominalisme, 105, 106.
Norbert, fondateur de Prémontré, 126.
Norfolk (comte de), 539, 540.
Normandie, exode de populations, 46, 48, 221, et voir : Normands ; — au XI^e siècle et sous Henri I^{er} Beauclerc, 118, 160-167, 184-186, 188 ; — de la mort d'Henri Beauclerc à l'avènement d'Henri II Plantagenêt, 167-170 ; — sous Henri Plantagenêt, 181, 191 ; — de sa mort à la conquête par Philippe Auguste, 236, 245, 250, 251 ; — conquise par Philippe Auguste, 256-258 ; — après cette conquête, 377, 378.
Normands, en Italie méridionale et Sicile, 42, 44, 47-51, 67, 84, 138, 300 ; — Normands d'Italie et l'empire byzantin, 51, 193, 195, 201, 202, 266-268, 270, 272 ; — à la 1^{re} croisade, 72-73, 79 ; — et l'Afrique du Nord, 87, 267 ; — Normands de Normandie, en Angleterre, 51-55 ; — en Espagne, 57, 58, 59, 61 ; — à la 1^{re} croisade, 66-67.
Northallerton, v. d'Angleterre, 169.
Northampton, v. d'Angleterre, 543 ; — (assise de), 178.
Northumberland, 54.
Norvège, 150.
Noto, place-forte de Sicile, 50.
Notre-Dame du Vaudreuil, v. de Normandie, 257.
Nottingham, v. d'Angleterre, 54.
Noûr ad-Dîn Mahmoud, prince d'Alep, 209, 211-215.
Novare, v. de Lombardie, 153, 501.
Novi-Bazar, 273.
Noyon, 548, 549 ; — (évêché de), 17.
Nubie, 83.
Nuremberg, 309, 391, 481, 482.
- O
- Octavien, cardinal, antipape sous le nom de Victor IV, 147-148.
Oder, 133, 134, 423.
Odilon, abbé de Cluny, 25.
Odon (saint) ou Eudes, abbé de Cluny, 25.
officiers (grands), en France, 19.
ogive (croisée d'), 114.
Oglio, affluent du Pô, 362.
Ogödaï, khagan mongol, 420, 422, 424, 426, 450 (n. 1), 453.
Oka, affluent de la Volga, 402.
Olmedo, v. de Castille, 59.
Olmütz, v. de Moravie, 483.
Ombrie, 349, 357, 488.
Onfroï, frère de Robert Guiscard, 48.

Onon, riv. de Sibérie, 409, 411, 413, 450.
 Oppenheim, v. de Hesse, 38.
 Oran, 60, 227.
 Oréos, v. d'Eubée, 506.
 Orkhon, riv. de Mongolie, 408, 412.
 Orléans, 185, 188.
 Oronte, riv. de Syrie, 74, 79, 208.
 Orsini (famille), 370, 502.
 Orte, v. d'Italie (prov. de Rome), 367.
 Orvieto, v. d'Italie (prov. de Pérouse), 488, 494, 495, 511, 512.
 Osnabrück (évêque d'), 39.
 ost (service d'), 12.
 Ostrevant, 238.
 Otakar (ou Přemysl) I^{er}, roi de Bohême, 390.
 Otakar (ou Přemysl) II, roi de Bohême, 476, 477, 479, 480-483.
 Otrante, 51, 354.
 Ottobono Fieschi, devient le pape Adrien V, 501.
 Ottokar. — Voir : Otakar.
 Otton I^{er} le Grand, empereur, 27, 131, 184.
 Otton III, empereur, 28, 132, 133.
 Otton IV de Brunswick, empereur, 251-255, 259-264, 294-296, 298, 307-310, 317, 344, 349, 390.
 Otton de Nordheim, duc de Bavière, 138.
 Otton le Long, margrave de Brandebourg, 476, 477, 483.
 Otton I^{er} de Wittelsbach, comte palatin de Bavière, 147, 148, 149.
 Otton II de Wittelsbach, comte palatin de Bavière, 259.
 Otton Visconti, archevêque de Milan, 502.
 Otton, évêque de Freising, 141.
 Otton Frangipani, 202.
 Otton de La Roche, 287.
 Ouarsenis, 60.
 Oudjda, v. d'Algérie, 60.

Ouigours, peuple turc, 407-409, 411, 413, 416, 451.
 Ourfa. — Voir : Édesse.
 Ourga, v. de Mongolie, 412.
 Ou-tchang, v. de Chine, 430.
 Ovide (influence d'), 108, 110.
 Oxford, 168 ; — (Provisions d'), 539, 541, 544 ; — (Université d'), 311, 336, 569-571, 580, 583-585.

P

Padoue, 151, 152, 334, 351, 573.
 pairs, dans les communes urbaines, 93.
 paix de Dieu, 21.
 Palamos, v. de Catalogne, 527.
 Palatinat. — Voir : Rhin (comte palatin du).
 Palencia, v. de Castille, 334.
 Palerme, 50, 84, 87, 302, 345, 348, 490, 523, 525-526.
 Palestine, 63, 75-80, 103, 211, 216-218, 355, 428, 429, 438, 445. — Voir : Jérusalem (royaume de).
 Pamir, 407, 417.
 Pandolfo, légat du Saint-Siège, 312.
 papier-monnaie, en Chine, 458.
 Paris, 184, 185, 187, 253, 263, 378, 534 ; — corporations, 552 ; — écoles et Université, 331-341, 560-581 ; — église Notre-Dame, 115 ; — (traités de), 333, 384, 530-531, 538, 540.
 parlements urbains, 93.
 Parlement anglais, 381, 539-543 ; — de Paris, 532.
 Parme, 92, 142, 152, 352, 360, 373, 498.
 Paros (île de), 506.
 Parthenay, v. du comté de Poitou, 259.
 Pascal II, pape, 119-120.
 Pascal III, antipape, 151, 153.
 Passero (cap), 50.
 Patares, secte hérétique, 32, 36, 37.

- Patrimoine (le), 154, 348, 349, 356, 357, 367, 371. — Voir : État pontifical.
- Pauvres catholiques (groupe des), 322.
- Pauvres de Lyon. — Voir : Vaudois.
- Pavie, 133, 142, 148, 150, 153, 360, 368, 496, 501.
- Pékin, 414, 415, 455, 461.
- Pélagonie, partie de la Macédoine, 443.
- Péloponnèse, 201, 287, 288, 506, 509, 510. — Voir : Achaïe, Morée.
- Peña (sierra de la), en Aragon, 57.
- Pendjab, 456, 468.
- Perche (comté du), 221, 250.
- Pereïaslav, v. de Russie, 423.
- Pergame, v. d'Asie Mineure, 290.
- Périgord, 530, 532.
- Périgueux, 231, 530 ; — (comte de), 258.
- Péronne, 241, 242, 254, 534.
- Pérouse, 349, 488.
- Perpignan, 230, 528.
- Perse, 69, 70, 83, 407, 417-419, 420-421, 426, 470 ; — (khanat mongol de), 451, 470.
- Peruzzi, banquiers florentins, 557.
- Pescara, riv. des Abruzzes, 51.
- Petchénègues, peuple, 193, 196.
- Petite Arménie. — Voir : Arménie.
- Petralia, v. de Sicile, 50.
- Philippe de Souabe, roi d'Allemagne, 251-252, 254, 255, 259, 281, 294-296, 308, 390, 477.
- Philippe I^{er}, roi de France, 35, 45, 186, 187.
- Philippe II Auguste, roi de France, 181-182, 217-218, 235-264, 296-298, 304-305, 311, 312, 376, 383.
- Philippe III le Hardi, roi de France, 479, 500, 519, 522, 524-528, 535-536.
- Philippe IV le Bel, roi de France, 536.
- Philippe d'Alsace, comte de Flandre, 236-237, 240-242, 243.
- Philippe d'Anjou, fils de Charles d'Anjou, 508, 510, 518.
- Philippe de Courtenay, fils de l'empereur Pierre de Courtenay, 309, 507, 510.
- Philippe de Dreux, évêque de Beauvais, 244, 250.
- Philippe de Grève, 338.
- Philippe de la Gonesse, 502.
- Philippopoli, v. de Roumélie, 66, 287.
- Phocas (famille), 195.
- Phrygie, 72.
- Piast (dynastie des), 393.
- Picardie, 89, 93, 96, 263.
- Piémont, 181, 322, 363, 367, 373, 487, 490, 493, 497, 502.
- Pierre de Courtenay, empereur latin de Constantinople, 399.
- Pierre II, roi d'Aragon, 230-232, 302, 303, 307, 521.
- Pierre III, roi d'Aragon, 523-528.
- Pierre Mauclerc, comte de Bretagne, 378, 385.
- Pierre de Bénévent, légat du Saint-Siège, 307.
- Pierre de Capoue, légat du Saint-Siège, 252.
- Pierre de Castelnau, légat du Saint-Siège, 304, 327.
- Pierre Juliao, évêque de Lisbonne, devient le pape Jean XXI, 501. — Voir : Jean XXI.
- Pierre de Tarentaise, dominicain, évêque d'Ostie, devient le pape Innocent V, 501.
- Pierre des Roches, évêque de Winchester, 380.
- Pierre, chef bulgare, 274-275.
- Pierre l'Ermite, 65, 66, 67, 73.
- Pierre de Montfort, 540.
- Pierre le Vénérable, abbé de Gluny, 126.
- Pierre de la Vigne, 373.
- Pierre des Rivaux, 380.
- Pierre Valdo, 322.

- Pise, commerce, 84, 89, 270 ; — organisation municipale, 93-94 ; — et l'empire byzantin, 201, 271, 272 ; — flotte, 218, 279 ; — expéditions aux Baléares et en Espagne, 220, 224 ; — et l'empire latin de Constantinople, 290, 401 ; — et Frédéric II de Hohenstaufen, 368 ; — dans la seconde moitié du XIII^e siècle, 491, 496, 500, 517-518, 524, 548, 550, 497.
Pistoia, 497.
plaid (service de), 12.
Plaisance, 89, 93, 142, 151, 152, 156, 334, 351, 366, 368, 498 ; — (concile de), 44.
Plan Carpin. — Voir : Jean de Plan Carpin.
Platon (influence de), 104.
Pline le Jeune (influence de), 108.
Pô, fl., 90.
podestats, 149, 151, 500, 550.
Poggibonsi, v. de Toscane, 491.
Poissy, v. sur la Seine, 185.
Poitevins, en Espagne, 61 ; — en Angleterre, 379.
Poitiers, 258.
Poitou, 89, 96, 231, 251, 256-259, 263, 377-379, 381, 383-386, 530, 536, 553.
Pola, v. d'Istrie, 87.
Policastro (golfe de), dans l'Italie méridionale, 48.
Polignac (vicomte de), 192.
Polo (famille), 556. — Voir : Marco Polo.
Pologne, 132-134, 301, 316, 389, 392-395, 402, 423, 454, 482 ; — (duchés de Grande et Petite), 394, 395.
Polovtses, peuple, 402, 423.
Polynésiens, 462.
Poméranie, 394.
Pons, v. de Saintonge, 379.
Pont-de-l'Arche, v. de Normandie, 257.
Pontigny (abbaye de), 125.
Pontorson, v. de Normandie, 257.
Poppo, évêque de Brixen, devient le pape Damase II, 29, 135.
Portioncule (la), 323.
Porto Pisano, v. de Toscane, 84.
Portugal, 61, 62, 220, 223, 224, 228, 300.
Pouille, 47-51, 67, 201, 360, 489.
Prague, 380.
Prato, v. de Toscane, 491, 497.
Prêcheurs (frères). — Voir : Dominicains.
Prémontré (ordre de), 126.
Přemysl. — Voir : Otakar.
Přemyslides (dynastie des), 389.
Prêtre Jean (le), 435, 436.
prévôts, 19.
Prilep, v. de Macédoine, 274.
Prinitza (bataille de), 506.
procureurs, à l'Université de Paris, 566 ; — à celle d'Oxford, 570-571.
Provençaux, en Espagne, 58, 61 ; à la 1^{re} croisade, 66, 67, 73 ; en Angleterre, 380 ; — dans le royaume de Sicile, 500, 523.
Provence, 66, 89, 93, 557 ; — (comté de), 223, 230, 300, 322, 493, 517, 519, 522, 527, 535 ; — (marquisat de), 239, 305, 383.
Provins (foires de), 557.
Provisions d'Oxford, 539-540.
Prusse, Prussiens, 395.
Psellos, écrivain byzantin, 203, 204.
Ptolémée d'Alexandrie, astronome, 103.
Puig, v. d'Espagne (prov. de Valence), 521.
Puy-laurens, v. du Languedoc, 384.
Pyrénées, 56-59.
- Q
- Quercy, 180, 532.
quintaine, 9, 22.

R

- rachat du service militaire, 16, 177, —
Voir : écuage.
- Radoslav, roi de Serbie, 400.
- Rafniyé, v. de Syrie, 74.
- Raï, v. de Perse, 418.
- Raimond de Poitiers, prince
d'Antioche, 198, 202.
- Raimond des Baux, prince d'Orange,
493.
- Raimond de Bourgogne, comte de
Galice et de Portugal, 62, 222, 223.
- Raimond IV de Saint-Gilles, comte de
Toulouse, puis de Tripoli, 61, 66,
67, 73-75, 79, 80, 86.
- Raimond V de Saint-Gilles, comte de
Toulouse, 180.
- Raimond VI de Saint-Gilles, comte de
Toulouse, 232, 239, 250, 304-307,
317.
- Raimond II, comte de Tripoli, 208.
- Raimond III, comte de Tripoli, 216.
- Raimond Pilet, 73.
- Raimond-Bérenger I^{er} le Vieux, comte
de Barcelone, 57, 58.
- Raimond-Bérenger III, comte de
Barcelone, 220, 221, 223.
- Raimond-Bérenger IV, comte de
Barcelone et roi d'Aragon, 223, 229.
- Raimond-Bérenger V, comte de
Provence, 493, 517, 522.
- Raimond-Roger, vicomte de Béziers et
Carcassonne, 306.
- Rainald, duc de Spolète, 350, 356-357.
- Rainald de Dassel. — Voir : Reinald.
- Rainaldo de Segni, cardinal, devient le
pape Alexandre IV, 562. — Voir :
Alexandre IV.
- Ramire I^{er}, roi d'Aragon, 57, 58.
- Ramire II le Moine, roi d'Aragon, 223.
- Ramlé, v. de Palestine, 75, 217.
- Raoul Ardent, prédicateur, 108.
- Rascie (ou pays de Ras), district de
Novi-Bazar, 273, 274.
- Ratibor, v. de Silésie, 423.
- Ravenne, 86, 147, 352, 360, 367 ; —
(archevêché de), 28.
- réalistes, adversaires des nominalistes,
106.
- recteur, à l'Université de Paris, 566-
569 ; — à l'Université de Bologne,
572.
- régents (maîtres), 567, 569, 571.
- Reggio, v. de Calabre, 49, 50.
- Reggio, v. d'Émilie, 498.
- Reims (archevêque de), 13, 17 ; —
cathédrale, 115, 589.
- Reinald de Dassel, 143-144, 148, 149,
151, 152.
- relief (droit de), 10, 16, 255.
- Renaud de Châtillon, prince
d'Antioche, 202, 216.
- Renaud de Dammartin, comte de
Boulogne, 250, 252, 260, 263.
- Rénier de Montferrat, 277.
- Renouf, seigneur d'Aversa, 48.
- Renouf Flambard, 43, 162, 164.
- Rhin (pays du), 89, 140, 236, 239, 245,
247, 260, 369, 475, 477 ; — (comte
palatin du), 140, 247, 476, 477, 478 ;
— (ligue du), 475, 478. Rhodes,
270, 506.
- Rhône, 89.
- Rhusion (bataille de), 290.
- Riazan, v. de Russie, 423.
- Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angle-
terre, 177, 181, 217-218, 235-252,
254, 273.
- Richard I^{er}, duc de Normandie, 52, 53
et n. 1.
- Richard II le Bon, duc de Normandie,
53 (n. 1).
- Richard I^{er}, comte d'Aversa et prince
de Capoue, 49, 58.
- Richard, comte de Cornouailles,
prétendant au trône d'Allemagne,
381, 477-479, 490-491, 541.
- Richard, comte de Gloucester, 539.
540.

Richeut (ou Richilde), comtesse de Flandre, 186. Richmond (comté de), 55. Rieti, v. d'Italie (prov. de Pérouse), 371. Rimini, v. d'Italie (prov. de Forlì), 350, 361, 498. Rivoli, v. d'Italie (prov. de Vérone), 142. Robert de Courtenay, empereur latin de Constantinople, 400. Robert le Pieux, roi de France, 185, 187. Robert I^{er}, duc de Bourgogne, 59. Robert I^{er} le Magnifique, duc de Normandie, 53. Robert Courteuse, duc de Normandie, 67, 74, 161-164, 186, 188. Robert Guiscard, duc de Pouille, 42, 49-51, 67, 72, 77, 84, 195, 196, 266, 268, 300. Robert, comte d'Artois, frère de saint Louis, 367, 384. Robert I^{er} le Frison, comte de Flandre, 188. Robert II le Hiérosolimitain, comte de Flandre, 67, 74. Robert de Caen, comte de Gloucester, 166, 169, 170. Robert de Courçon, cardinal, légat du Saint-Siège, 332. Robert Kilwardby, archevêque de Canterbury, 580. Robert Grossetête, évêque de Lincoln, 336, 337. 569, 570, 583, 584. Robert d'Arbrissel, abbé de Fontevault. 123. Robert, abbé de Molesme, 123. Robert, seigneur de Bellême, 164. Robert Burnell, chancelier d'Angleterre, 545, 546. Robert de Chester, traducteur, 103. Robert Crépin, seigneur normand, 58. Roccavione, v. du Piémont, 502.	Roche-aux-Moines (bataille de la), 263. Rochester (évêque de), 259. Rodez (comté de), 223. Rodolphe de Habsbourg, roi des Romains, 479-485, 501-503, 523, 524. Rodolphe, fils du précédent, 485. Rodolphe, duc de Souabe, antiroi d'Allemagne, 40-41, 137. Rodosto, v. de Thrace, 275, 290. Rodrigue Diaz. — Voir : Cid (le). Roger I^{er}, comte de Sicile, frère de Robert Guiscard, 49, 50, 266, 267. Roger II, comte de Sicile, puis duc de Pouille, puis roi de Sicile, 51, 87, 157, 201, 266-268, 271. Roger Bacon, 340, 583-585. Roger de Lauria, 524, 526, 527. Roger de San Severino, 516. Roger de Tosny, 58. Roger Mortimer, 540. <i>Roland (Chanson de)</i>, 109, 112. Roland Bandinelli, cardinal, chancelier de l'Église romaine, 144, 148 ; — devient le pape Alexandre III, 148. — Voir : Alexandre III. Roland de Crémone, dominicain, 335. Romagne, 149, 349, 350, 352, 367, 368, 371, 373, 487, 497, 502. Romain, fils du comte Grégoire de Tusculum, pape sous le nom de Jean XIX, 28. Romains (titre de roi des), 251, 345, 477. roman (art), 112-115. romans du XII^e siècle, 111 ; — du XIII^e, 588. Romanie, 288, 289, 290. — Voir : Empire latin. Rome, avant le milieu du XII^e siècle, 27-29, 37, 41, 42, 44, 89, 119, 120, 132-134, 137 ; — et Frédéric Barberousse, 141, 142, 147, 150-153 ; et Henri VI, 244 ; — et Otton IV, 260 ; — Université, 334 ; et Frédéric II, 346, 363-364, 367-

370 ; — dans la seconde moitié du XIII^e siècle, 487, 488, 490-491, 494, 496, 497, 500-502.
 Romuald (saint), 25.
 Roncaglia (diètes de), 141, 145, 146, 149, 156.
 Rosas, v. de Catalogne, 528.
 Rosate, v. du Piémont, 142.
 Roscelin, philosophe, 105, 106.
 Rostov, v. de Russie, 423.
 Rotrou, comte du Perche, 221.
 Roucy (comtes de), 58, 62.
 Rouen, 52, 53, 181, 191, 249, 257, 258, 551 ; — (archevêque de), 368.
 Roûm (sultanat de), 69, 70, 426, 452.
 — Voir : Asie Mineure.
 Roumains, 274. — Voir : Moldavie, Valachie, Valaques.
 Roussillon, 96, 230, 522, 524, 527.
 Roxburgh (château de), en Écosse, 178.
 Royan, 379.
 Runnymede, près de Windsor, 314.
 Russie, 395, 401-403, 419, 420, 425, 436, 451.
 Rutebeuf, poète, 588.
 Ruthénie, 402.

S

Sadagh (bataille de), 426.
 Safed, v. de Palestine, 215, 428.
 Saffôûriya, v. de Palestine, 216.
 Sâfithâ (ou Chastel-Blanc), forteresse en Syrie, 514.
 Sahara, 60.
 Saïf ad-Dîn Ghâzî, atâbek de Mossoul, 209.
 Saint-Denis (abbaye de), 13, 114.
 Saint-Gilles, port sur le Rhône, 86, 89, 305, 306, 383.
 Saint-Jacques (couvent de), à Paris, 335.
 Saint-Jean d'Acre. — Voir : Acre.

Saint-Jean de Losne (entrevue de), 150-151.
 Saint-Malo, 378.
 Saint-Office. — Voir : Inquisition.
 Saint-Omer, v. d'Artois, 241, 242, 252, 254, 260, 549.
 Saint-Quentin, v. du Vermandois, 241.
 Saint-Raphaël (foire de), en Provence, 89.
 Saint-Sépulcre, 64, 75, 76, 355, 359.
 Saint-Sernin de Toulouse (église), 114.
 Saint-Théodore (église), à Constantinople, 205.
 Saint-Victor de Paris (abbaye), 125.
 Sainte-Menehould, v. de Champagne, 238.
 Saintes, 379.
 Saintonge, 231, 258, 378, 383, 531.
 Sajo (bataille du), 424.
 Saladin (Salâh ad-Dîn Yoûsouf), 213-217.
 Salamanque, 59.
 Salé, v. du Maroc, 87.
 Salef, riv. de Cilicie, 218, 243.
 Salerne, 42, 133, 334 ; — (principauté de), 47, 50, 527.
 Sâlih (al-) Aiyoûb, sultan d'Égypte, 438-439, 444.
 Sâlih (al-) Ismâil, prince de Damas, 438-439.
 Sâlih (al-Mâlik al-), fils de Noûr ad-Dîn, 215.
 Salimbene, 528.
 Salisbury (évêque de), 169.
 Salonique, 205, 268, 274, 287, 400, 442 ; — (despotat, empire et royaume de), 285-288, 399-400, 442.
 Saluces (marquisat de), 487, 493, 524.
 Samarkand, 417, 419.
 Samarie (pays de), 216.
 San Germano (paix de), 359, 364.
 San Gimignano, v. de Toscane, 491.
 San Miniato, v. de Toscane, 491.
 Sanche I^{er} Ramirez, roi d'Aragon, fils de Ramire I^{er} d'Aragon, 300.

- Sanche II, roi de Castille, 59.
 Sanche III, roi de Castille, 228.
 Sanche IV, roi de Castille, 524, 525.
 Sanche III le Grand, roi de Navarre, 57-58.
 Sanche VII, roi de Navarre, 229, 240.
 Sanche I^{er}, roi de Portugal, 228.
 Sanche-Guillaume, duc de Gascogne, 58.
 Sandjar, sultan seldjoukide, 207.
 Sandomierz, v. de Pologne, 423 ; — (duché de), 394.
 Santarem, v. du Portugal, 61, 220, 228.
 Saracinesco (château de), près de Tivoli, 496.
 Saragosse, 58, 59, 221.
 Sardaigne, 87, 316, 490, 517-518, 522, 523.
 Sardes, v. de Lydie, 197.
 Sardique (aujourd'hui Sofia), 66, 274.
 Sarrasins. — Voir : Musulmans.
 Sartak, prince mongol, 437.
 Sa-skya (couvent de), au Tibet, 459.
 Sassari, v. de Sardaigne, 518.
 Sauveterre, v. de Béarn, 536.
 Savoie (comté de), 153, 181, 487, 535.
 Savone, v. de Ligurie, 86, 363.
 Savoyards, en Angleterre, 380.
 Saxe, 96, 137-139, 158, 246 ; — (duc : de), 476, 477.
 Scandinaves (pays), 125, 357.
 schisme byzantin, 195.
 Scléros. — Voir : Sklèros.
 Scutari, v. de Bithynie, 290.
 Sedlec, v. de Bohême, 483.
 Ségovie, v. de Castille, 59.
 Segre, affluent de l'Èbre, 57.
 seigneurs, seigneurie, 5-7, 10-22.
 Seldjoûk, 207.
 Seldjoukides. — Voir : Turcs.
 Semidje (bataille de), 400.
 Semnân, v. de Perse, 418.
 sénateur des Romains (titre de), 28.
 sénats municipaux, 93.
 sénéchaux, 19.
 Sénégal, fleuve, 60.
 séniorat (régime du), en Pologne, 394 ; — en Russie, 402.
 Senlac (bataille de), 54.
 Senlis, 185, 549.
 Sens (archevêque de), 13 ; — (comté de), 186.
 Serbie, 193, 202, 273-275, 301, 400, 424, 508, 511, 586.
 Sérès, v. de Macédoine, 274, 289.
 serfs, servage, 19, 98-99.
 Seu-tchouan, province de Chine, 431, 432, 433.
 Séville, 224, 227.
 Sfax, v. de Tunisie, 87.
 Shower. — Voir : Chawer.
 sheriffs, 160, 177.
 shintoïsme. — Voir : chintoïsme.
 shôgoun. — Voir : chôgoun.
 Shrewsbury (comté de), 55.
 Siam, Siamois, 432 (n. 1), 465, 466.
 Siang, riv. de Chine, 432.
 Siang-yang, v. de Chine, 431, 454.
 Sibylle, reine de Jérusalem, 216.
 Sicile, île, 47, 49-51, 84, 95, 103, 105, 316, 525-526.
 Sicile (comté, puis royaume de), avant Henri VI, 47, 51, 138, 143, 150, 151, 157 ; — et Henri VI, 158, 240, 243-246, 249 ; — et Otton IV, 261 ; — et l'empire byzantin, 266-268 ; — vassal du Saint-Siège, 302-303, 309 ; — sous Frédéric II de Hohenstaufen, 308, 343-348, 357-359, 361, 366, 372-373 ; — revendiqué par Conrad IV et Manfred, 475, 487-489 ; — conquis par Manfred, 489-490 ; — sous Charles d'Anjou, 494-496, 498-500, 508, 517, 518, 523, 525-527, 538.
 Sidjilmassa, v. du Maroc, 60.
 Sidon, v. de Syrie, 75, 216, 355, 438, 513.
 Sienne, 334, 490, 491, 500, 556-557.

- Siegfried d'Eppstein, archevêque de Mayence, 362, 369.
- Sierra Morena, 231.
- Siger de Brabant, 579-580.
- Si-Hia, peuple d'Asie, 413, 420.
- Silésie, 133, 389, 393, 394, 423, 425, 483.
- Silvestre. — Voir : Sylvestre.
- Simon de Brie, devient le pape Martin IV, 503. — Voir : Martin IV.
- Simon de Montfort, comte de Leicester, 379, 381, 539-542.
- Simon de Montfort, comte de Toulouse, père du précédent, 306-307, 317, 383.
- Sinibaldo Fieschi, cardinal, devient le pape Innocent IV, 370. — Voir : Innocent IV
- Siponto, v. de Fouille, 489.
- Sîwâs, v. d'Asie Mineure, 70, 426, 556.
- Sklêros (famille), 195.
- Skoplié. — Voir : Uskub.
- Slavonie, 396.
- Smyrne, 72, 197.
- Sobrarbe, région d'Espagne, 59.
- Sofia. — Voir : Sardique.
- Soissons, 548 ; — (cathédrale de), 115.
- Soldaia (comptoir génois de), en Crimée, 556.
- Soliman (ou Soulaïmân), sultan du Roûm, 69.
- Soliman de Salerne, armateur génois, 85.
- Somport (col du), 58.
- Song, dynastie chinoise, 406, 414, 422, 432, 433, 454.
- Soracte (monastère du mont), 132.
- Souabe (duché de), 134, 345, 475, 495.
- Soubötaï, général mongol, 423, 424 ?
- Soudak (comptoir génois de), en Crimée, 419.
- Soulaïmân. — Voir : Soliman.
- Sous (région du), au Maroc, 60, 225.
- Sousse, v. de Tunisie, 87.
- Souzdal, v. de Russie, 402, 423 ; — (principauté de), 452.
- Spetsai, île grecque, 506.
- Spire, v. du Palatinat, 38, 210 ; — (évêque de), 39.
- Spirituels (secte des), 587.
- Spolète, v. d'Italie (prov. de Pérouse), 144, 368 ; — (duché de), 349, 350, 357, 367, 368, 371, 373, 490 ; — (évêque de), 36.
- Sporades, 270.
- Sseu-tchouan. — Voir : Seu-tchouan,
- Stafford (comté de), 54.
- Stirling, v. d'Écosse, 178.
- Strasbourg, 158, 345 ; — (évêque de), 39.
- Strouma, riv. de Macédoine, 268, 274.
- Stroumitza, v. de Macédoine, 274.
- Styrie, 158, 360, 361, 479, 481, 482, 485.
- Suger, abbé de Saint-Denis, 108, 114, 191, 210, 267.
- Suidger, évêque de Bamberg, devient le pape Clément II, 29, 135.
- sultans esclaves (les), 468.
- Sumatra, 83.
- Surrey (comté de), 55.
- Sutri, v. d'Italie (prov. de Rome), 29, 135, 371.
- Svend, roi de Danemark, 54 ;
- Sylvestre I^{er}, pape, 295.
- Sylvestre II, pape, 28, 49.
- Sylvestre III, pape, 29, 135.
- Syracuse, 49, 50, 87.
- Syr-Daryâ, 409, 417.
- Syrie, 1, 69, 70, 71 ; — établissement des croisés, 73-80 ; — produits et commerce, 81, 83-88 ; — œuvres arabes qui y sont conservées, 103, 105 ; — États francs, 206-218, 316, 355, 436 ; — bandes du Vieux de la Montagne, 244 ; — conquêtes des Mongols et de Baibars, 428-429, 437, 445, 454, 478, 512-516. — Voir : Jérusalem (royaume de).

Syrte (la Grande), 87.

T

Table Ronde (romans de la), 111.
 Tabrîz, v. de Perse, 418, 419, 421, 556.
 Tachfin ibn Alî, chef almoravide, 227.
 Tafilelt, région du Maroc, 60.
 Tage, 61, 220, 228.
 Tagliacozzo (bataille de), 496-497.
 Tagliamento, riv. du Frioul, 489.
 Tai-chan (monts), 460.
 taille, 19, 98.
 Taillebourg (bataille de), 379.
 T'âi-tsou, empereur chinois, 414.
 Ta-li, v. du Yunnan, 432.
 Tancrede, prince d'Antioche, petit-fils de Robert Guiscard, 72-73. 74, 197.
 Tancrede, comte de Lecce, 240, 243-246, 249.
 Tancrede de Hauteville, père de Robert Guiscard, 48.
 T'ang, dynastie chinoise, 421.
 Tanger, 61, 227.
 taoïsme, 459, 460.
 Taormina, v. de Sicile, 50.
 Tarâin (bataille de), 468.
 Tarente, 48 ; — (principauté de), 489.
 Tarim, riv. d'Asie centrale, 407-408, 417.
 Tarragone, v. de Catalogne, 57, 220 ; — (archevêque de), 302.
 Tarse, v. d'Asie Mineure, 72, 73. 74.
 Tartares, nom donné aux Mongols, 413.
 Tatar (les), peuple d'Asie, 413.
 Taurus, 72, 78.
 Tchaghataï, fils de Gengis-khan, 420, 451.
 Tchaghataï (khanat de) ou de Dja-ghataï, 451, 453, 470.
 Tcham (les), peuple d'Indochine, 465.
 Tchampa (royaume de), 455, 465, 466.
 Tchao Mong-fou, peintre chinois, 459.
 Tchèques. — Voir : Bohême.

Tche-li, province de Chine, 408, 414, 415.
 Tcheng-tou, v. de Chine, 431, 432.
 Tchen-la, région d'Indochine, 466.
 Tchernia, riv. de Macédoine, 274.
 Tchernigov, v. de Russie, 423.
 Tchinghiz-khan. — Voir : Gengis-khan.
 Tcho-kiang, province de Chine, 454, 455.
 Tchorlou, v. de Thrace, 442.
 Tchou, riv. d'Asie centrale, 408, 416.
 Tchou-Hi, philosophe chinois, 431.
 Tebessa, v. d'Algérie, 230.
 Tébrîz. — Voir : Tabrîz.
 Tedaldo Visconti, archidiacre de Liège, devient le pape Grégoire X, 478. — Voir : Grégoire X.
 Tell Mannas (forteresse de), en Syrie, 73.
 Témoudjin, nom primitif de Gengis-khan. — Voir : Gengis-khan.
 Templiers, 208.
 Tenès, v. d'Algérie, 60 ; — (cap), 87.
 Terek, fleuve de Russie, 419, 453.
 Terni, v. d'Italie (prov. de Pérouse), 368.
 Terre Sainte. — Voir : Jérusalem (royaume de), Palestine, Syrie.
 Teruel, v. d'Aragon, 229.
 Teutonique (ordre), 395.
 Thabor (mont), en Palestine, 216.
 Thaddée de Suessa, 372.
 Thaï, peuple d'Indochine, 432 (n. 1), 465.
 Thèbes, v. de Grèce, 201.
 théocratie pontificale, 292-317.
 Théodore l'Ange, despote, puis empereur de Salonique, 399, 400.
 Théodore I^{er} Lascaris, empereur de Nicée, 285, 289, 290, 399.
 Théodore II Lascaris, empereur de Nicée, 442.
 Théodore Prodromos, écrivain byzantin, 204.

- Théophylacte, fils du comte de Tusculum, devient le pape Benoît VIII, 28. — Voir : Benoît VIII.
- Théotokos (église de la), à Salonique, 205.
- Thérèse de Castille, femme d'Henri de Bourgogne, 62 ;
- Thessalie, 51, 195, 285, 289, 400, 442, 506, 508, 510.
- Thessalonique. — Voir : Salonique.
- Thibaud II, comte de Champagne, 191.
- Thibaud IV, comte de Champagne et roi de Navarre, 385-386.
- Thierry d'Alsace, comte de Flandre, 189.
- Thierry, écolâtre de Chartres, 105.
- Thomas Morosini, patriarche de Constantinople, 285.
- Thomas Becket, archevêque de Canterbury, 151, 172-175, 179, 191.
- Thomas (saint) d'Aquin, 573-577, 579, 580, 581, 585.
- Thomas de Marles, 187.
- Thouars, 258, 259 ; — (vicomte de), 258, 378.
- Thourout (foire de), en Flandre, 89.
- Thrace, 193, 195, 196, 274, 275, 285-290, 399, 400, 442.
- Thuringe, 246 ; — (landgrave de), 247, 254, 261, 309, 354, 366, 371.
- Tibériade, v. de Palestine, 216, 428 ; — (lac de), 215, 513.
- Tibet, Tibétains, 413, 459, 463.
- T'ien-chan, 407, 408-409.
- tiers-ordre de saint François, 323.
- Tigre, fleuve, 421, 426, 427, 429.
- Tinchebray (bataille de), 164.
- Tinnel, capitale almohade, 226.
- Tirâori (bataille de), 468.
- Tirnovó (archevêque de), 302, 400.
- Tivoli, 368, 495.
- Tlemcen, v. d'Algérie, 60, 226, 227.
- Toghroul-beg, 69.
- Tola, riv. de Mongolie, 413.
- Tolède, 59, 103, 231.
- Toloui, fils de Gengis-khan, 418, 420, 422, 450 (n. 1), 451.
- Tong-tchouan, v. de Chine, 431.
- Tonkin, 432, 433, 451, 465 ; — (golfe du), 430.
- Torres (judicat de), en Sardaigne, 517, 518.
- Tortona, v. de Lombardie, 142.
- Tortosa, v. de Catalogne, 224, 228.
- Tortose, v. de Syrie, 74, 217, 514.
- Toscane, avant le milieu du XII^e siècle, 86, 89, 93, 96, 139 ; — sous Frédéric Barberousse, 149, 157 ; — sous Frédéric II de Hohenstaufen, 349, 350, 356, 357, 367, 374 ; — dans la seconde moitié du XIII^e siècle, 487, 490, 491, 495, 497, 500-502, 523, 524, 553-554.
- Toscanelle, v. d'Italie (prov. de Rome), 367.
- Touloui. — Voir : Toloui.
- Toulouse, 307, 328, 383, 384 ; — église Saint-Sernin, 114 ; — (évêque de), 320 ; — Université, 333, 336, 338.
- Toulouse (comté de), 62, 180, 190, 191, 239, 304-307, 383, 530, 536.
- Toungouses, peuple d'Asie, 408, 414, 415.
- Touraine, 181, 184, 235, 249, 258, 377.
- Toûrân-châh, sultan d'Égypte, 444.
- Tourfan, v. d'Asie centrale, 408.
- tournois, 22.
- Tournon (seigneurie de), 238.
- Tours, 249, 253 ; — écoles, 103.
- Toutouch, prince de Damas, 70.
- Trani, v. d'Italie (prov. de Bari), 201.
- Transoxiane, 409, 416, 417.
- Transylvanie, 424.
- Trapani, v. de Sicile, 50, 514, 526.
- Trébizonde, v. d'Asie Mineure, 78, 83, 198.
- Trentin, 352, 360.
- trêve de Dieu, 21.

Trêves (archevêque de), 476, 477, 484.
Trévise, v. de Vénétie, 152, 351, 367.
Tribur (diète de), 38, 39.
Tripoli (Afrique), 87.
Tripoli (Syrie), 75, 80, 86, 215, 217, 438 ; — (comté de), 79, 80, 197, 207, 208, 212-214, 217, 513-516. .
Tripolitaine, 87.
Tristan et Iseut (roman de), 111.
Tirnovo. — Voir : Tirnovo.
troubadours, trouvères, 110.
Troyes (comté de), 13 ; — (foires de), 557-558.
Ts'ai-tcheou, v. de Chine, 422.
Tsin-ling (monts), 414, 430, 431.
Ts'uan-tcheou, port de Chine, 430.
Tudèle, v. de Navarre, 59, 61, 220, 221.
Tunis, Tunisie, 84, 87, 230 508, 514, 518-519, 532, 535. — Voir : Ifrikiya.
Turcs d'Asie centrale, 412. — Voir : Karlouks, Kéraït, Naïman, Oïgours.
Turcs Seldjoukides, 1, 64, 68-80, 193, 196, 198, 201, 202, 207-218, 275.
Turin, 351, 363, 372, 373, 498.
Turkestan chinois, 406-409, 416-417, 420, 451.
Turkestan occidental, 408, 417, 420, 451.
Tusculum, v. du Latium, 244 ; — (comtes de), 28, 133, 134.
Tver, v. de Russie, 423.
Tyr, 75, 76, 86, 215-218, 244, 438, 513, 516.
Tyrrhénienne (mer), 84, 87.
Tzakhas, émir de Smyrne, 70.

U

Ubeda, v. d'Andalousie, 232.
Uclés (bataille d'), 220. :
Ugolin, cardinal-évêque d'Ostie, 347 ; — devient le pape Grégoire IX, 353. — Voir : Grégoire IX.

Ulrich III, duc de Carinthie et Carniole, 481.
Ulster, province d'Irlande, 179.
union des Églises, 286, 509, 511, 535.
Universités, 329-336, 338-341, 560-585.
Urbain II, pape, 43-45, 46, 64-65, 118.
Urbain III, pape, 157, 158.
Urbain IV, pape, 488, 491, 492, 494, 506, 513.
Urraca de Castille, femme de Raimond de Bourgogne, 62, 222, 223.
Uskub (ou Skoplié), v. de Macédoine, 51, 196, 274.

V

Valachie, 274, 424.
Valaques, 273-275, 285, 289-290.
Val di Lago, région d'Italie, 356.
Valdo (Pierre), 322.
Valence, v. d'Espagne, 59, 61, 224, 228, 229, 231, 521, 522 ; — (royaume de), 521-522.
Valence (comté de), sur le Rhône, 238.
Valenciennes, v. du Hainaut, 534.
Valois (comte de), 186.
Valona (ou Avlona), port d'Albanie, 51, 67, 195, 266.
Van (lac de), 421.
Varaville (bataille de), 185.
Vardar, riv. de Macédoine, 51, 196, 274.
vassal, vassalité, 4-22.
vassaux (États) du Saint-Siège, 261, 299-303, 312.
Vatatzès. — Voir : Jean Vatatzès. ,
Vaudois (hérétiques), 322, 586.
Vaudreuil (le), v. de Normandie, 257.
vavasseurs, 14, 134.
Vega (plaine de la), en Espagne, 221.
veillée des armes, 9.
Velez Málaga, v. d'Andalousie, 221.
Venceslas I^{er}, roi de Bohême, 391-392, 424.

- Venceslas II, fils d'Otakar II de Bohême, 483.
Vendée, 378.
Vendôme, 249 ; — (comte de), 257.
Vendômois, 181, 184.
Venise, Vénitiens, avant le milieu du XII^e siècle, 51, 84-90 ; — gouvernement, 93 ; — et Frédéric Barberousse, 151, 152-155 ; — et l'empire byzantin, 201, 202, 269-272 ; et la 4^e croisade, 280-284 ; — dans l'empire latin de Constantinople, 284-290, 399, 401, 441, 443 ; et Frédéric II de Hohenstaufen, 365, 366 ; — dans la seconde moitié du XIII^e siècle, 506-509, 511 (512-516 de), 531.
Vêpres siciliennes, 525-526.
Vercel, v. du Piémont, 45, 89, 153, 351, 363, 498.
Vermandois, 190, 241-243.
Verneuil-sur-Avre, v. de Normandie, 181, 249, 250.
Vérone, 89, 142, 151, 152, 351, 362, 371, 496, 501 ; — (évêque de), 37.
Vetralla, v. d'Italie, près de Viterbe, 501.
Vexin, 180, 185, 186, 191, 244, 248, 254.
Vézelay, v. de Bourgogne, 210.
Vicence, 151, 152, 334, 351, 362, 573.
vicomtes, 19, 160, 177.
Victor II, pape, 29, 135.
Victor III, pape, 44.
Victor IV, pape, 147-148, 150, 151.
Vienne (Autriche), 245, 361, 424, 482.
Vienne, sur le Rhône, 120, 231.
Viennois (dauphin de), 535.
Vieux de la Montagne (le), 244.
viguiers, 19.
Villehardouin. — Voir : Geoffroi, Guillaume.
Vincent de Beauvais, 589.
Virgile (influence de), 108.
Vitale Michiele, doge, 271.
Viterbe, 350, 367, 370, 488, 501, 507.
Vivaraïs, 238, 536.
Vladimir sur la Kliasma, v. de Russie, 402, 403, 423.
Vladislas, roi de Serbie, 400.
Vladislas II, duc de Bohême, 390.
Vladislas, margrave de Moravie, 390.
Vlaques. — Voir : Valaques.
Volga, 402, 419, 420, 423, 425.
Volo (golfe de), 51.
Volterra, v. de Toscane, 491, 497.
Volynie, 402.
Vonitza, v. d'Épire, 511.
voyers, 19.
Vratislas II, duc de Bohême, 390.
Vselovod, prince russe, 402.
- W
- Waibling. — Voir : Gibelins.
Waiblingen (château de), près de Stuttgart, 139.
Walcheren (île de), 534.
Wallingford (accords de), 171.
Warta, affluent de l'Oder, 394.
Warwick, v. d'Angleterre, 54.
Waterford, v. d'Irlande, 179.
Welf, duc de Bavière, 44. — Voir : Guelfes.
Werner, archevêque de Mayence, 479.
Wessex, 52, 53.
Westcapelle (bataille de), 534.
Westminster (abbaye de), 54, 163, 168, 171, 253, 540, 545, 546.
Westphalie, 239, 246, 475.
Wexford, v. d'Irlande, 179.
Wimpfen, v. de Franconie, 361.
Winchester, v. d'Angleterre, 161, 168, 170.
Worcester (évêque de), 311, 529, 540.
Worms, 37, 360, 361, 478 ; — (concordat de), 120-122, 138, 140 ; — (évêché de), 141.
Würzburg, v. de Franconie, 154, 481.

X

Xanten, v. des provinces rhénanes,
près de Wesel, 126.

Y

Yahyâ, chef almoravide, 230.
Yang-tcheou, v. de Chine, 432.
Yang-tseu-kiang (ou fleuve Bleu), 414,
430-433, 454, 455, 457, 461.
Yarkend, v. du Turkestan chinois, 409.
Yésougeï, père de Gengis-khan, 411,
412.
Yolande de Flandre, femme de Pierre
de Courtenay, 399.
York, 54, 552 ; — (archevêque d'),
259, 311.

Yoûsouf ibn Tâchfin, chef almoravide,
60-61, 220.
Ypres, 89, 189, 241, 251.
Yunnan, 432, 433, 456, 457.

Z

Zagreb (ou Agram), v. de Croatie, 424.
Zakhas. — Voir : Tzakhas.
Zallaca (bataille de), 61, 220.
Zara, port de Dalmatie, 280, 281.
Zaytoun, nom donné à Ts'iu-an-tcheou,
430 (n. 1).
Zeitz (évêque de), 39.
Zélande, 236.
Zenguî (Imâd ad-Dîn), atâbek de
Mossoul, 207-209.
Zîrides, 84.

[*Table des matières*](#)